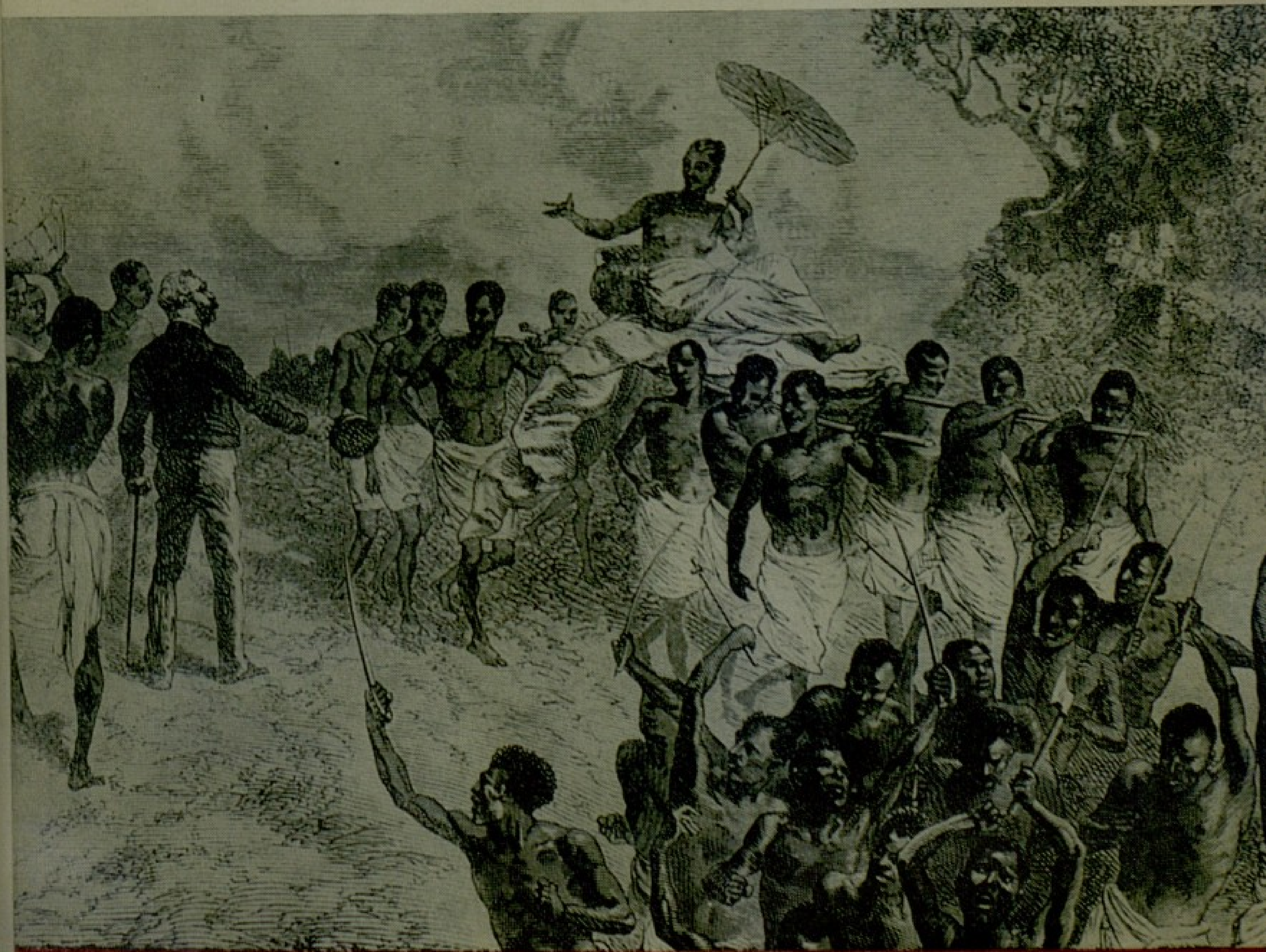
BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE

ROBERT CORNEVIN
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

HISTOIRE DE L'AFRIQUE

TOME II : L'AFRIQUE PRÉCOLONIALE
DU TOURNANT DU XVIe AU TOURNANT DU XXe SIÈCLE



PAYOT, PARIS

VISIT…

LANZAROTE
Caliente.COM

DU MÊME AUTEUR

Histoire de l'Afrique des origines à nos jours, Payot, Paris, 1956, 404 p. (épuisé).

Histoire du Togo, Berger-Levrault, 1959 ; 2e édition revue et mise à jour, 1962, 437 p. Prix du centenaire du maréchal Lyautey (Académie des Sciences d'Outre-mer).

Histoire des peuples de l'Afrique noire, Berger-Levrault, 1960 ; 3e édition, 1963, 715 p. Prix Broquette (Académie française). Prix Georges Bruel (Académie des Sciences d'Outre-mer).

Histoire de l'Afrique des origines au XVIe siècle, Payot, 1962, 453 p.

Les Bassari du Nord Togo, Berger-Levrault, 1962, 156 p.

Histoire du Dahomey, Berger-Levrault, 1962, 568 p. Prix Pierre Gentil (Académie française).

Togo Nation-pilote, Nouvelles Éditions Latines, Paris 1963, 159 p.

Histoire du Congo-Léo, Berger-Levrault, 1963, 336 p.

Le Dahomey, P. U. F. (Que sais-je ?), 1965, 128 p.

en colloboration avec

Pierre Alexandre et J. C. Froelich, Les populations du Nord-Togo, P. U. F., 1963, 199 p.

Marianne Cornevin, Histoire de l'Afrique des origines à nos jours, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1964, 423 p.

Jacques Delord, Connaissance des Kabré depuis Frobenius, Revue du monde non chrétien no 59-60, juillet-décembre 1961.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE

ROBERT CORNEVIN
Administrateur en chef de la France d'Outre-Mer
Docteur ès lettres
Chef du Centre d'Études et de Documentation sur l'Afrique et l'Outre-Mer
Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

HISTOIRE DE L'AFRIQUE

TOME II

L'AFRIQUE PRÉCOLONIALE : 1500-1900

22 CARTES

Avec la collaboration de MARIANNE CORNEVIN



PAYOT, PARIS
106, boulevard Saint-Germain

1966



Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays. © *Copyright 1966 by Payot, Paris.*

INTRODUCTION

Le premier volume de l'Histoire de l'Afrique *porte le sous-titre* Des origines au XVIe siècle. *Nous pensions pouvoir mener le lecteur, jusqu'à nos jours, dans un second et dernier volume. Mais l'ampleur de la documentation nous a incité à ne traiter ici qu'une période plus limitée avec le sous-titre :* L'Afrique précoloniale de 1500 à 1900. *Le troisième volume concernera donc exclusivement la colonisation, la décolonisation et les problèmes de la nouvelle Afrique indépendante. Il comprendra en outre un index général pour la totalité de l'ouvrage.*

Les dates 1500 et 1900 sont évidemment approximatives. 1500 s'applique en réalité au quart de siècle écoulé entre 1492 et 1518 pendant lequel de nombreux changements politiques ont eu lieu à l'intérieur de l'Afrique et sur ses côtes, à l'heure même où débutait la prodigieuse expansion économique et culturelle de l'Europe occidentale.

Le premier chapitre de ce volume intitulé Le tournant du XVIe siècle *constitue en fait une introduction à l'ensemble de la période 1500-1900. Il envisage les divers éléments qui font du XVIe siècle un tournant historique majeur pour le continent africain tout entier. Parmi eux il faut considérer l'entrée dans l'Histoire de l'Afrique inconnue des Arabes au Moyen Age, c'est-à-dire de la quasi-totalité de l'Afrique noire à l'exception de la bande sahélo-soudanaise et de la Côte orientale. Cette Afrique sans écriture réclame des techniques historiques particulières et présente une spécificité, une singularité que nous tenterons de mettre en valeur.*

La première partie traite de l'Afrique précoloniale au sud du Sahara *considérée du point de vue africain. C'est volontairement que nous lui avons accordé une place peut-être disproportionnée par rapport à l'ensemble de l'ouvrage et c'est volontairement aussi que nous avons traité de façon inégale ses différents chapitres. En règle générale chaque fois qu'il existe un ou plusieurs livres en français ou en anglais sur le sujet, nous y renvoyons le lecteur, tandis que nous insistons sur les régions où nos seules sources ont été des articles de détail publiés dans des revues à tirage généralement limité en anglais, en allemand ou en français. Le nombre de ces études est considérable et la majeure partie est parue depuis 1960. Nous n'avions donc pu les utiliser pour la rédaction de notre* Histoire des Peuples de l'Afrique Noire *et jusqu'à ce jour aucun autre ouvrage d'ensemble n'a paru en quelque langue que ce soit. Aussi avons-nous pensé que le temps était venu de tenter une nouvelle synthèse en faisant cette fois-ci un choix délibéré parmi les peuples africains et en les envisageant sous un angle proprement historique. Dans chacune des sept provinces historiques ainsi définies,*

nous sommes systématiquement parti de l'intérieur *du continent, essayant dans la mesure du possible de remonter à l'origine des grands ensembles linguistiques et culturels et nous refusant à refaire une fois de plus cette histoire « épidermique » de l'Afrique seule connue jusqu'ici du grand public cultivé. Nous avons été ainsi amené à avancer plusieurs hypothèses nouvelles dont certaines seront peut-être contestées, alors que de nouvelles découvertes viendront sans doute en confirmer d'autres.*

La deuxième partie envisage les relations de l'Europe avec l'Afrique noire aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, *action des Portugais, des Hollandais, Brandebourgeois, Danois, Français, Anglais. Tous ont pratiqué la* traite *qui est étudiée ici dans son ensemble jusqu'au début du XIXe siècle.*

La troisième partie (l'Afrique septentrionale du XVIe siècle à l'intervention européenne) *nous conduit jusqu'en 1830 pour l'Algérie, 1881 pour la Tunisie, 1882 pour l'Égypte, 1912 pour le Maroc et la Tripolitaine.*

La quatrième partie concerne les rapports de l'Europe et de l'Afrique au XIXe siècle *et envisage successivement l'évolution de la traite et du commerce légal sur les côtes atlantiques et orientale, les missions chrétiennes, les explorations jusqu'à Brazza (1881), l'implantation politique européenne jusqu'à la Conférence de Berlin (1884-85), enfin le* Scramble *pour le partage et la conquête de l'Afrique.*

La date de 1900 choisie comme terme chronologique de ce deuxième volume est aussi approximative que celle de 1500. Elle correspond en gros à l'installation effective *des administrations coloniales européennes à l'intérieur des cadres territoriaux définis entre 1884 et 1891 par des accords conclus en Europe, sans que les Africains puissent jamais donner leur opinion sur les modalités du partage colonial. Du point de vue de l'histoire africaine en général, cette non-participation des Africains aux destinées de leur propre pays constitue, à notre avis, le fait essentiel du « tournant du XXe siècle ». Après l'écrasement des principaux noyaux de résistance entre 1891 et 1900, l'histoire des Africains sera complètement éclipsée par celle des Européens en Afrique ; et ceci pendant toute la période coloniale, et dans toute l'Afrique (sauf en Éthiopie) même dans certaines régions comme le Sénégal, la Gold Coast ou la Nigeria de l'ouest où les Français et les Anglais avaient, pour diverses raisons, permis à de jeunes élites africaines ou métisses d'occuper des postes de responsabilité. Entre 1890 et 1910 cette politique libérale sera abandonnée au profit des Européens qui pourront séjourner plus longtemps et plus nombreux par suite de l'amélioration des conditions sanitaires.*

Les différents points de vue sous lesquels nous avons successivement envisagé la période 1500-1900 nous ont conduit à grouper en fin de volume les tableaux chronologiques *qui permettront au lecteur de rattacher entre eux les événements survenus dans chacune des grandes régions historiques du continent africain et dans le reste du monde.*

CHAPITRE PREMIER

LE TOURNANT DU XVIe SIÈCLE

Nous avons souligné dans le premier tome (1) le nombre et l'importance des événements survenus entre 1492 et 1518. Nous les rappellerons brièvement ici et insisterons un peu plus sur leurs conséquences. Nous développerons également, dans ce chapitre d'introduction à la période historique 1500-1900, la question très débattue aujourd'hui de l'utilisation de « documents historiques » particuliers à l'étude des peuples sans écriture, en premier lieu la tradition orale, en second lieu sa vérification éventuelle par l'archéologie, l'anthropologie physique, l'ethnologie et la linguistique. Nous terminerons en essayant de mettre en valeur quelques caractères spécifiques imprimant à l'histoire de l'Afrique noire précoloniale une originalité, une irréductible singularité qui a échappé jusqu'ici à l'ensemble du public européen.

I. CONSÉQUENCES DES ÉVÉNEMENTS SURVENUS ENTRE 1492 ET 1518

Ce ne sont pas les événements survenus *dans l'intérieur* de l'Afrique qui sont les plus importants et pourtant les changements politiques sont nombreux et leur groupement dans ce quart de siècle n'est pas sans signification. Citons-les par ordre chronologique. En 1493 Mohammed Touré évince du trône de Gao le fils du Sonni Ali Ber et fonde la dynastie musulmane des *Askia* sous laquelle l'empire *Sonrhay* connaîtra son « siècle d'or » (1493-1591). En 1504 l'ancien royaume chrétien d'Aloa devient après la conquête du noir Amara Dounqas le royaume musulman du *Sennar*. 1504 est également l'année de la mort du grand *Maï* Ali Dounama (1472-1504) qui a rétabli l'ordre dans l'ancien royaume du *Kanem-Bornou* en proie à l'anarchie depuis un siècle et demi. En 1506 Nzinga Mbemba devient le roi chrétien du *Congo* sous le nom d'Alfonso Ier.

Sur les côtes, dès 1488 le Portugais Barthélemy Dias a dépassé le cap Tormentoso que son souverain a préféré nommer du nom hautement symbolique de Bonne Espérance. Cet espoir de découvrir

(1) p. 9 et p. 249-250.

enfin la route maritime des Indes ne sera cependant réalisé que dix ans plus tard avec Vasco de Gama qui, parti de Lisbonne le 8 juillet 1497, atteindra Calicut le 18 mai 1498 grâce au fameux pilote arabe Ibn Madjib engagé à Malindi (actuel Kenya). En mai 1500 Diego Diaz découvre Madagascar. En 1501 et en 1502 la découverte des îles Ascension et Sainte-Hélène va permettre aux navigateurs d'éviter les escales continentales entre les îles du Cap-Vert et le Cap. La période des découvertes portugaises en Afrique, commencée — rappelons-le — en 1415 après Ceuta est donc terminée en 1502. Elle est suivie par un essai de conquête et d'implantation durable, d'une part sur la frontière atlantique du Maroc entre 1505 (Agadir) et 1514 (Mazagan), d'autre part sur la côte orientale (Somalie, Kenya, Tanzanie, Mozambique) entre 1505 et 1509, période au cours de laquelle les Portugais se montrent particulièrement agressifs. Entre 1505 et 1512 on assiste également à une prise de possession espagnole de la côte méditerranéenne entre Ceuta et Bougie.

En avril 1517 l'Égypte devient une province de l'empire turc astreinte à payer un tribut annuel en argent et en produits agricoles, ce qu'elle n'avait plus fait depuis l'arrivée des Fatimides en 969, cinq cent quarante-huit années auparavant. En 1518, le corsaire Kheyreddin Barberousse, arrivé à Alger en 1515, se déclare vassal du sultan de Constantinople.

Tous ces événements survenus sur les côtes africaines entre 1497 et 1518 marquent une attitude agressive de la part de l'Europe par rapport à l'Afrique, ce qui change complètement de la période précédente où les relations entre l'Europe et l'Afrique, rarissimes avant les voyages portugais, avaient été généralement empreintes d'un sentiment de sympathie tout au moins envers les populations non musulmanes. Il est probable cependant qu'une collaboration aurait pu s'instaurer si certaines coïncidences chronologiques n'avaient pas joué un rôle aussi désastreux pour l'Afrique que favorable pour l'Europe occidentale. Nous voulons parler d'une *troisième catégorie d'événements survenus loin de l'Afrique* pendant ce quart de siècle 1492-1518 et dont les conséquences « africaines » ne sont pas encore épuisées aujourd'hui. Le 12 octobre 1492 Christophe Colomb atterrit dans l'une des îles Bahamas, le 27 octobre à Cuba, quelques jours plus tard dans une grande île qu'il nomme Hispaniola, la petite Espagne et qui s'appellera plus tard Saint-Domingue. A son retour en Espagne le 15 mars 1493 il est salué comme le découvreur des Indes occidentales qui seront baptisées en 1507 seulement du nom d'Amérique (1). Le pape Alexandre VI, d'origine espagnole, accorde à l'Espagne le 4 mai 1493 les « terres fermes et îles découvertes ou à découvrir vers l'Inde, à cent lieues *à l'ouest* de la dernière des Açores », tout ce qui est à l'est étant réservé au Portugal. Devant les réclamations du Portugal, le traité de Tordesillas signé le 7 juin 1494

(1) Par Martin Waldseemüller, un typographe de Saint-Dié qui imaginera de donner au nouveau continent le nom d'un des compagnons de Colomb nommé Amerigo Vespucci.

repousse de 170 lieues vers l'ouest la ligne de démarcation des terres espagnoles et portugaises. En conséquence la terre découverte par hasard en 1500 par le Portugais Pedralvarez Cabral, dérivé vers l'ouest à la suite d'une tempête, sera portugaise. Cette terre où l'on trouve en grande quantité du bois de teinture appelé bois *brésil* sera nommée le Brésil.

Dès 1501 les rois catholiques autorisent une première importation de nègres africains à Hispaniola afin d'éviter le travail des mines aux Indiens. En 1505 nouveau transport de nègres, mais provenant comme en 1501 du Portugal où ils avaient été amenés à la fin du xve siècle. C'est en 1510 que le gouverneur de l'île portugaise de São Thomé (1) reçoit du roi d'Espagne l'ordre de recruter dans le royaume du Congo deux cents esclaves destinés à être vendus aux Caraïbes.

Parmi toutes les dates que nous avons données jusqu'ici, 1510 doit être considérée comme la plus importante du point de vue de l'Afrique. La traite des nègres vers l'Amérique est alors instituée officiellement avec un système de taxation rapportant de substantiels revenus au trésor espagnol et au fournisseur portugais. Les esclaves noirs employés jusqu'alors en petite quantité au Portugal ou dans les îles du Cap-Vert et de São Thomé vont devenir l'élément économique indispensable à l'exploitation des richesses américaines : extraction des métaux précieux ou plantations de canne à sucre. La traite s'accompagnera de tels bénéfices à tous les échelons qu'elle attirera bientôt des aventuriers de toutes les nations de l'Europe atlantique et sévira sur une trés grande partie de l'Afrique atlantique. L'importance de la ponction démographique ainsi réalisée est appréciée de façon variable (2), mais ses conséquences négatives sur les plans économique et culturel apparaissent évidentes. Les conséquences sur la mentalité collective africaine ont peut-être été les plus pesantes et les plus durables. Dans un raccourci saisissant et bouleversant, l'historien noir Joseph Ki-Zerbo a su les exprimer mieux que nul autre quand il nous dit : « l'ébranlement psychologique dû à la traite, la peur devenant une des dimensions de l'âme nègre » (3).

La conquête des Indes occidentales a donc joué un rôle capital pour la façade atlantique de l'Afrique ; de même la conquête de l'empire portugais de l'océan indien entre 1502 et 1515 (année de la mort du vice-roi d'Albuquerque) va provoquer une véritable révolution des itinéraires commerciaux, mettre fin à la domination économique des navigateurs arabes et détruire ainsi directement les foyers de civilisation arabo-perse de la côte orientale et indirectement la vigueur économique de l'Égypte en l'excluant du commerce des Indes.

Si nous essayons de voir la signification historique de l'ensemble des événements survenus en Afrique ou hors d'Afrique entre 1492 et 1518, nous constatons qu'ils ont pour caractère commun d'avoir

(1) *Infra*, p. 47-49.
(2) *Infra*, *Étude de la traite dans son ensemble*, p. 360-369.
(3) J. Ki-Zerbo, *Le monde africain noir*, 1963, 95 p., p. 26.

entraîné un déclin culturel et économique très rapide dans des régions très diverses. A côté du rôle négatif joué pour l'Afrique noire par les conquêtes portugaises et espagnoles, il faut souligner que l'installation des Turcs dans l'Afrique méditerranéenne (Égypte 1516, Alger 1518) n'a pas non plus apporté d'élément culturel ou religieux positif et qu'elle entraînera au contraire à partir du XVIIe siècle le développement de la traite sur la voie transsaharienne du Tchad à Tripoli.

Ce déclin de l'Afrique coïncide exactement avec le début d'une expansion prodigieuse de l'Europe occidentale. Il va en découler une évolution divergente ; l'écart entre les civilisations africaine et européenne, minime au Moyen Age, va s'aggraver à un tel point que les Européens du XIXe siècle trouveront normal et naturel de s'emparer de la quasi-totalité du continent africain. L'année 1492 symbolise particulièrement bien la signification différente de la fin du Moyen Age pour l'Europe et pour l'Afrique. En janvier la prise de Grenade par les chrétiens espagnols enlève définitivement à l'Islam africain tout espoir d'expansion vers l'Europe. En octobre, la découverte de l'Amérique ouvre un champ immense aux appétits européens. Fermeture pour l'Afrique, ouverture pour l'Europe ; déclin pour l'Afrique, éveil et « Renaissance » pour l'Europe : telles seront les conséquences des Grandes Découvertes.

Comme toute vue d'ensemble, celle-ci apparaît d'ailleurs excessivement tranchée et schématique. Il ne faut pas imputer à l'Europe *tous* les malheurs de l'Afrique. On note dans le courant du XVIe siècle de nombreux facteurs *internes* de décadence qui vont s'ajouter aux facteurs extérieurs. Ils sont malheureusement très mal connus. Nous en citerons seulement quelques-uns dont l'étude sera reprise plus en détails aux chapitres suivants. L'Éthiopie si brillante au Moyen Age mettra plus de trois siècles à se remettre du coup porté par l'invasion des pasteurs nomades *Galla* entrés sur son territoire à partir de 1522. L'invasion des cannibales *Jaga* dans le royaume du Congo en 1569 sera une cause certaine de déclin aggravé d'autre part par les règles de succession au trône de San Salvador. L'invasion des cannibales *Zimba* venus du Zambèze détruira en 1587 ce qui restait de Kilwa après les attaques portugaises du début du siècle. Enfin, en 1591, *l'expédition marocaine* détruira la belle civilisation négro-islamique fleurissant dans le royaume Sonrhay de Gao.

On peut donc vraiment considérer le XVIe siècle comme un tournant historique majeur dans l'histoire générale de l'Afrique. Cette conception paraît d'autant plus justifiée que nous disposons à partir du XVIe siècle de documents historiques différents de ceux que nous avions utilisés au Moyen Age. Il n'y aura plus après Léon l'Africain (début XVIe) de grands voyageurs de langue arabe. Après les *Tarikh* racontant la gloire du royaume de Gao, il n'y aura plus de grandes chroniques nationales écrites que dans les deux seuls grands états demeurés indépendants : l'Éthiopie et le Maroc. Par contre nous disposons à partir du XVIe siècle de nombreux documents d'origine

européenne et aussi de la tradition orale qu'on peut rarement faire remonter au-delà du XVIe siècle. Nous allons maintenant discuter la valeur de ces nouvelles sources documentaires.

II. LES NOUVELLES SOURCES HISTORIQUES

1. Les documents portugais.

Nous verrons par la suite l'importance extrême des textes portugais dans l'histoire de l'Afrique noire précoloniale. Sans eux nous ne saurions rien sur le Monomotapa ou le royaume du Congo, pour ne citer que les deux exemples les plus frappants. Nous nous bornerons ici à exprimer quelques « critiques de crédibilité » élémentaires qui ont échappé cependant à beaucoup de bons auteurs persuadés que le seul document historique valable est le texte écrit. On admire à juste titre que le contour de l'Afrique ait été dessiné de façon très exacte dès le début du XVIe siècle, mais on oublie trop souvent de comparer à des cartes actuelles l'intérieur des régions *supposées* connues des Portugais au XVIIe et au XVIIIe siècle. La grande idée de base des découvertes portugaises était d'atteindre le Royaume du Prêtre Jean et ses richesses aussi fabuleuses que mythiques. On le crut toujours beaucoup plus rapproché de la côte atlantique qu'il ne l'était en réalité. De même sur certaines cartes, le Monomotapa est presque limitrophe du Congo et de l'Angola. On place toutefois entre les deux une bande plus ou moins large occupée par ces fameux Jaga qui envahirent le royaume du Congo en 1569 en venant de l'Est. Ces Jaga, certains auteurs comme Cavazzi (1) n'hésiteront pas à les assimiler aux Zimba venus du Zambèze en 1587 pour détruire les villes de la côte orientale. Ce sera le point de départ d'un extraordinaire circuit accompli soi-disant par ces Zimba qui seraient devenus des Jaga. Assimilation invraisemblable, pourtant reprise par certains archéologues étonnés de retrouver dans les constructions en pierre sèche des principautés Ovimboundou de l'Angola (fondées aux XVIIe et XVIIIe par des Jaga), les mêmes décorations en chevrons qu'à Naletale et Dhlo-Dhlo en Rhodésie. C'est oublier un peu vite qu'on retrouve ces mêmes décorations en chevrons sur murs de pierre sèche, dans bien d'autres pays du monde qui n'ont manifestement jamais eu aucun rapport avec l'Angola ou la Rhodésie (2).

Comme nous le verrons, la plupart des grands historiens portugais n'ont jamais mis les pieds eux-mêmes en Afrique. Étant données les idées proprement délirantes qui circulaient en Europe au XVe siècle sur les choses et les gens d'Afrique (3) on est étonné de trouver rela-

(1) CAVAZZI, *Istoria descrizione degli tre regni Congo, Angola, Matemba*, 1687.
(2) Par exemple sur les murs néolithiques du « camp de Cora » près de Saint-Moré à 15 km au nord d'Avallon (Yonne).
(3) W. G. L. RANDLES cite à la page 39 dans *L'image du Sud-Est africain dans la littérature européenne au XVIe siècle*, Lisbonne, 1959, un passage tiré d'une lettre du roi

tivement peu de grosses invraisemblances dans les textes portugais du XVIe siècle qui ont — rappelons-le — servi de base à la quasi-totalité de ce qui a paru sur l'Afrique au sud de l'équateur aux XVIIe et XVIIIe siècles. En fait les innombrables plagiaires et copieurs des écrivains portugais ont rajouté chacun leur grain de sel pour satisfaire un public friand d'exotisme mais désireux cependant de retrouver quelques détails familiers chez ces peuples africains aux mœurs singulières. C'est ainsi que leurs lecteurs ont pu admirer les palais à colonnades antiques et les toges à la romaine du Monomotapa (1) ou encore des vues — certainement moins éloignées de la réalité — de la ville de San Salvador, toute pareille à une capitale européenne du temps.

Nous sommes parfaitement habitués à dissocier dans les peintures le premier plan représentant une scène de l'histoire sainte et le second plan représentant un paysage italien ou un intérieur hollandais, contemporains du peintre. Admettons alors qu'il en est de même pour les illustrations de la littérature africaniste avant l'époque des grandes explorations et évitons de prétendre, sinon dans un but polémique, qu'elles représentent la vérité historique.

2. Les autres documents européens.

Les autres documents européens, hollandais, anglais, français, etc. concernent essentiellement la côte du golfe de Guinée à partir du XVIIe siècle. Les textes les plus anciens sur cette côte sont évidemment d'origine portugaise, mais il ne faut pas perdre de vue que leurs auteurs n'avaient pas le droit de divulguer certaines indications. Ainsi l'*Esmeraldo de Situ Orbis* rédigé par Duarte Pacheco Pereira vers 1506-1508 apporte une foule de renseignements intéressants sur la côte : il dit en particulier que le rio Formoso, actuelle rivière Bénin, s'éloigne vers le nord jusqu'à plus de cent lieues en amont. Une lieue portugaise valant 5 920 mètres, l'auteur affirme donc l'existence d'un très grand fleuve qui se jette dans l'Atlantique par le rio Formoso (2). On se demande alors pourquoi les Européens ont attendu l'année 1830 pour découvrir qu'il s'agissait du Niger. Tout simplement parce que Esmeraldo de Situ Orbis n'a été publié en portugais qu'en 1892, soit près de quatre cents ans après sa rédaction !

La « période hollandaise » sur les côtes africaines se situe entre 1610 et 1680 et coïncide avec le développement d'un intérêt proprement scientifique pour l'Afrique. La *Description de l'Afrique* de Dapper parue à Amsterdam, en hollandais en 1668, en version française en 1669, est considérée généralement comme la première tentative de description objective. Cependant Dapper n'a jamais été en Afrique lui-même et a travaillé sur les rapports d'un certain Samuel Blomert

Manuel de Portugal : « Beaucoup de porteurs d'or à Sofala ont quatre yeux, deux devant et deux derrière. »

(1) Voir la gravure reproduite dans « la galerie historique » du Musée des Arts africains et océaniens à Vincennes.

(2) *Infra*, p. 273-276.

dont on ignore tout. Ce que nous avons dit des illustrations des XVIIe et XVIIIe siècles s'applique particulièrement à son œuvre et il nous paraît difficile de suivre les auteurs qui représentent la ville de Bénin au XVIIe siècle comme une Amsterdam africaine.

Au XVIIIe siècle nous disposons d'une masse de documents. Mais bien peu présentent un véritable intérêt historique. Ils sont écrits par des négriers, qui sont très rarement des hommes cultivés et se soucient essentiellement de considérations commerciales, accessoirement de politique africaine. Leurs renseignements se contredisent fréquemment (1), même quand les auteurs ont été sur place. Que penser de la véracité de leurs écrits quand ils transmettent des « on dit » sur les royaumes de l'intérieur ? Ainsi plusieurs textes parlent au début du XVIIIe siècle des amazones du royaume du Dahomey qui auraient eu le sein droit coupé comme celles de la mythologie grecque (2). La moitié seulement du renseignement est exact : les rois du Dahomey employaient des femmes soldats, mais elles ne furent jamais mutilées de cette façon.

3. **Les sources islamiques après le XVIe siècle** apporteront certainement beaucoup à la connaissance du passé africain quand elles auront toutes été répertoriées et étudiées scientifiquement. Un gros effort est en cours depuis quelques années au Soudan nilotique (archives de la *Mahdiya*), au Soudan tchadien (manuscrits en arabe, en peul ou en haoussa sur le *Jihad* d'Ousman dan Fodio) et au Soudan nigérien (3). Nous en parlerons en étudiant la bande sahélo-soudanaise et nous contenterons de faire une remarque générale sur la valeur toute relative qu'il convient d'accorder aux généalogies en pays islamisé. Beaucoup de traditions d'origine qui font venir d'Arabie (ou de l'Est sans autre précision) l'ancêtre fondateur, sont manifestement arrangées. Un exemple typique est celui des Yorouba que le pasteur Samuel Johnson présenta dans son « Histoire des Yorouba » comme étant venus d'Arabie et d'Égypte, ces origines lui paraissant beaucoup plus « nobles » qu'une origine locale. Il semble bien prouvé aujourd'hui que le fond primitif du peuple Yorouba descend du peuple de Nok, lui-même issu des Néolithiques sahariens chassés vers le sud au cours du deuxième millénaire avant J.-C. par l'assèchement du Sahara.

4. **La tradition orale.**

L'utilisation de la tradition orale en tant que document historique valable est toute récente. Elle est d'ailleurs loin d'être acceptée par tous les historiens de formation classique. Ainsi elle n'apparaît pas au sommaire du copieux volume publié en 1961 sur *l'Histoire et ses méthodes* (4). Le chapitre consacré à « l'Histoire sans textes » par A. Leroi-

(1) Par exemple l'Anglais Adams et le Français Landolphe estiment respectivement la population de la ville de Bénin vers 1790 à 15 000 et 80 000 habitants!
(2) Cité dans P. MERCIER, *Civilisations du Bénin*, Paris, 1964, p. 288.
(3) V. MONTEIL, *Les manuscrits historiques arabo-africains*, BIFAN, n° 3-4, 1965, p. 530-542.
(4) *Encyclopédie de la Pléiade*, 1771 pages, 35 collaborateurs.

Gourhan n'envisage pas la valeur historique de la tradition orale, mais plutôt l'aide que peuvent et doivent apporter l'ethnologie et la préhistoire à l'établissement d'une « histoire fondée sur la totalité des manifestations de la vie matérielle, sociale et psychologique des collectivités ».

Depuis le premier Congrès d'Histoire Africaine tenu à Londres en 1953, la tradition orale se trouve au centre des préoccupations de tous ceux qui se sont intéressés à l'histoire des peuples sans écriture. Elle a été largement utilisée par D. Westermann dans son *Histoire de l'Afrique au sud du Sahara* parue en 1953. Nous-même l'avons suivi dans cette voie et avons consacré à la tradition orale plusieurs pages dans notre *Histoire des Peuples de l'Afrique Noire* parue en 1960. D'autre part l'historien de l'Afrique centrale, J. Vansina (1), a récemment publié une étude, la plus complète parue à ce jour, sur la tradition orale.

Nous y renvoyons le lecteur pour qu'il s'y retrouve entre les éléments très divers et très nombreux de cette tradition orale : généalogies, listes dynastiques, mythes d'origine, textes rituels, certaines histoires anecdotiques et certains proverbes faisant référence à une situation historique (2), etc. J. Vansina démontre qu'il est possible de leur appliquer une méthode de critique historique rigoureuse.

Il reste cependant de nombreux écueils inhérents au mode de collecte de la tradition orale. Le plus important est sans doute celui des relations psychologiques existant entre l'enquêteur et l'enquêté. Suivant la plus ou moins grande faculté qu'aura l'enquêteur de s'intégrer mentalement à la société observée, il obtiendra ou trop ou trop peu d'informations. Dans le premier cas la forme même qu'il aura donnée à ses questions entraînera des réponses « téléguidées », répondant plus aux préoccupations de l'enquêteur qu'à celles de l'enquêté. L'exemple de Marcel Griaule est maintenant bien connu. Dans le second cas l'informateur africain se retranchera derrière le mur du secret religieux réservé strictement à une petite catégorie d'initiés (3). La plupart du temps, en effet, l'Européen et l'Africain ont des conceptions radicalement différentes de l'Histoire et de la Vérité historique. Il existe un malentendu à la base. Nous développerons cette idée dans les pages suivantes concernant la spécificité de l'histoire africaine et nous l'illustrerons par de nombreux exemples dans le chapitre consacré à l'Afrique noire précoloniale.

Il est inutile d'insister sur l'importance d'une connaissance parfaite de la langue locale. Les interprètes employés nécessairement par les tout premiers chercheurs du XIX^e siècle ont très souvent présenté une

(1) J. VANSINA, *De la tradition orale : essai de méthode historique*, Musée Royal de l'Afrique centrale, Tervuren 1961, 147 p.
(2) J. VANSINA cite p. 122 le proverbe yorouba : « Médite la mort de Gaha et améliore ta vie ». Gaha fut brûlé vif par la population de la ville qu'il administrait, en raison de ses exactions.
(3) Même des enquêteurs africains appartenant à la même ethnie que l'enquêté se sont heurtés à ce mur du silence. Voir à ce sujet le remarquable récit historique de DJIBRIL TAMSIR NIANE, *Soundiata et l'épopée mandingue*, Paris, 1960.

image complètement fausse des traditions de peuples aussi inconnus pour eux que pour l'Européen. Ce qui est grave, c'est que dans certains cas les renseignements obtenus à cette époque ont été publiés et souvent répandus dans un assez large public par l'intermédiaire des missions qui éditèrent de petites brochures historiques. Ainsi au Ghana les traditions de l'Akwapim furent recueillies par le missionnaire Christaller de la mission de Bâle à Akropong entre 1853 et 1858. Carl Christian Reindorf les publia à Bâle en 1895. Aujourd'hui parmi une population hautement scolarisée, tout au moins au niveau des écoles de brousse tenues en langue vernaculaire, il est impossible à l'enquêteur de recueillir d'autres renseignements que ceux qui ont été imprimés et sont considérés depuis longtemps comme « parole d'Évangile ».

Nous avons longuement étudié dans notre Histoire du Togo l'exemple des traditions Evhé recueillies par le pasteur Spieth et publiées à Berlin en 1906. Nous avons pu démontrer sur place, en utilisant la tradition orale *locale* et l'archéologie, que certaines assertions se rapportant à la partie du pays Evhé inconnue du pasteur Spieth étaient fausses. Mais c'est la tradition recueillie par Spieth qui a fourni la base des manuels scolaires d'histoire des Evhé publiés en langue evhé et c'est celle-là qui est réabsorbée dans la tradition orale actuelle.

On peut multiplier les exemples de cette « contamination scolaire » : au Malawi, au Gabon, au Cameroun nord même où Lebeuf signale un cas significatif observé lors de deux passages succcessifs à Goulfei (1).

5. Les disciplines complémentaires.

La tradition orale, dans les meilleurs cas, est toujours terriblement fragmentaire. Elle s'attache principalement à justifier la position supérieure du groupe ou des groupes dirigeants dans une société donnée. Les centres d'intérêt principaux sont donc : les mythes se rapportant à la création, les migrations d'origine du groupe et les conditions de l'installation dans une région donnée ; en outre, certaines innovations culturelles sont rapportées, souvent au nom d'un seul roi alors que manifestement elles se sont étendues sur plusieurs règnes. Dans tout cela il n'est jamais question de dates exactes.

Les difficultés de la datation apparaissent particulièrement irritantes au premier abord pour tout historien de formation classique. On est obligé très souvent de recourir à des longueurs moyennes de générations ou de durée de règne pour pouvoir seulement *situer* très grossièrement dans le temps les noms et les éléments fournis par la tradition orale. Naturellement ce mode de computation du temps laisse la place à de multiples causes d'erreur qui interfèrent, les règles de succession étant essentiellement variables. Les différents auteurs obtiennent parfois des variations de plusieurs siècles. Nous verrons les difficultés de datation des royaumes situés dans la bande subsou-

(1) *The Historian in Tropical Africa*, 1964, p. 251.

danaise, au nord-est de la Côte-d'Ivoire et au Ghana (1), malgré les éléments chronologiques de référence fournis par les Tarikh ou la Chronique du Gondja. En Afrique centrale les seules dates précises sont procurées par le souvenir dans les traditions orales d'une rencontre plus ou moins lointaine avec des Portugais, ou encore par quelque providentielle éclipse de soleil.

Le caractère fragmentaire de la tradition orale rend particulièrement nécessaire le recours à d'autres « documents historiques » fournis par l'anthropologie, l'ethnologie, la linguistique et surtout l'archéologie qui seule permet de fonder solidement des tentatives chronologiques. Nous verrons l'importance de ces disciplines annexes et particulièrement de l'archéologie en Ouganda et en Afrique du Sud. Paradoxalement, c'est en Rhodésie, dans le pays le plus riche en vestiges archéologiques, que la liaison entre la tradition orale et l'archéologie apparaît peut-être la plus difficile à établir. Nous arrivons ici à un autre problème posé par l'utilisation de la tradition orale comme fondement de l'histoire politique d'un peuple. L'exemple du Monomotapa est particulièrement typique. Nous savons par des documents portugais qu'il a existé un royaume du Monomotapa s'étendant sur les deux tiers de la Rhodésie et la partie du Mozambique située entre les fleuves Zambèze et Sabi. La linguistique confirme l'existence d'un groupe de langues Shona correspondant assez exactement à ce royaume du Monomotapa. L'archéologie procure la preuve d'une civilisation évoluée et relativement raffinée aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, dans la portion sud-ouest (Naletale, Dhlo Dhlo, Khami, Zimbabwe) de ce Monomotapa, appelée royaume Boutwa. Malgré tous ces faits historiques positifs il apparaît extrêmement difficile de rétablir une tradition historique indigène dans la partie du Monomotapa fréquentée par les Portugais (2) jusqu'en 1698, et il est absolument impossible à l'heure actuelle d'écrire une histoire du royaume Boutwa, qui ne fut pas fréquenté par les Portugais. Les Shona ont un passé historique ancien et passionnant, mais ils l'ont complètement oublié à la suite des invasions Ndebélé et Ngoni du début du XIX[e] siècle, précédant de cinquante ans l'installation des Européens.

Il est très probable que le passé de beaucoup d'autres royaumes africains est, — plus encore que celui des Shona, — perdu à jamais parce qu'ils ont tout simplement disparu à la suite d'une guerre, d'une épidémie et que les éléments subsistants de l'ethnie se sont intégrés à un autre peuple.

III. — SPÉCIFICITÉ DE L'HISTOIRE AFRICAINE

Grâce à l'utilisation de techniques historiques particulières, l'histoire des peuples sans écriture existe. Dans certains cas privilégiés

(1) *Infra*, p. 276 et 278.
(2) Le royaume Karanga, sur lequel nous avons de très nombreux documents portugais. Voir *infra*, p. 71 à 88.

elle peut même répondre plus facilement que bien des secteurs de l'histoire ancienne ou de l'histoire du Moyen Age, à cette définition de l'histoire *totale* réclamée de plus en plus par les historiens modernes, car elle fait intervenir presque obligatoirement la connaissance des facteurs économiques, sociaux, psychologiques et religieux qui régissent la vie de la société étudiée, la plupart de ces facteurs dépendant eux-mêmes plus ou moins directement des conditions géographiques.

Les *contraintes climatiques* régissent les genres de vie et définissent les deux grands types du nomade et du sédentaire. Ce dernier déplace souvent ses terrains de culture et on sait que les migrations à la recherche de nouveaux terrains constituent un élément essentiel dans la tradition orale des collectivités. Mais il ne faut pas exagérer les conséquences de ces déplacements. Certains auteurs prétendent encore aujourd'hui que le Noir d'Afrique est un être en perpétuelle migration incapable par ce fait d'accéder à une véritable civilisation. C'est oublier un peu vite que les éléments primitifs des grands noyaux linguistiques de l'ouest africain : Mandé, Yorouba, Haoussa, sont certainement arrivés dans l'Afrique tropicale au moment du dessèchement du Sahara néolithique, c'est-à-dire 2 000 ans avant J.-C.

A côté des migrations de tout un groupe de familles, il faut souligner l'importance historique des déplacements temporaires de jeunes hommes abandonnant à chaque saison sèche, c'est-à-dire souvent pendant six mois de l'année, la terre qui est trop dure pour être travaillée. Contrairement à son homologue des zones tempérées qui reste toute sa vie rivé à ses champs l'été et à sa maison l'hiver, le cultivateur des savanes africaines est disponible chaque année pour s'enrôler au service d'un chef. Ce réservoir de soldats explique en partie le caractère éminemment guerrier et conquérant des royaumes de la bande soudanaise de l'Afrique qui ne présente d'autre part aucune difficulté de communications majeure sur un territoire immense s'étendant entre Dakar et Khartoum.

Le climat a certainement une part plus grande dans le déterminisme historique en Afrique que le relief ou les voies de communication naturelle. C'est pourquoi nous avons marqué systématiquement sur toutes nos cartes les limites du désert, celles de la forêt dense ou encore certains isohyètes remarquables déterminant la limite entre cultures sans irrigation et élevage. Il est indispensable d'avoir présents à l'esprit ces éléments géographiques élémentaires avant de porter un jugement sur l'histoire ou l'absence d'histoire de certaines régions de l'Afrique. Il faut n'avoir jamais vécu en Afrique pour se figurer qu'on peut retrouver les mêmes conceptions philosophiques chez les nomades du désert, les habitants de la forêt dense qui ne voient jamais la lumière, ceux des savanes au soleil éblouissant et les habitants des pays tempérés. L'hiver des pays tempérés a joué un rôle essentiel dans les inventions, rôle que les citadins actuels habitués au confort du chauffage central ont tendance à oublier. Par ailleurs, il est indéniable qu'un des motifs des Croisades a été la recherche du soleil, de même

que la recherche de l'or a été l'une des causes des Grandes Découvertes.

Ce soleil et cet or, mobiles principaux de ce qui allait amener le développement économique si remarquable de l'Europe occidentale, les Africains noirs les avaient chez eux. Pourquoi leur reprocher alors, comme l'ont fait de nombreux auteurs, de n'être jamais sortis de leur continent et de n'avoir jamais franchi les mers sinon comme esclaves? On le comprend d'autant mieux quand on réfléchit à la *sous-population du continent africain* noir par rapport au continent asiatique ou même européen. Il n'existait pour ainsi dire pas de pays surpeuplé en Afrique au moment de la conquête coloniale. Même aujourd'hui on ne peut guère citer que le Rwanda et le pays Ibo dans l'Est de la Nigeria dont la démographie excédentaire pose des problèmes. Remarquons au passage qu'il est excessif d'attribuer à la traite *toute* la responsabilité de la sous-population de l'Afrique, car le pays Ibo et le pays Yorouba dans l'ouest de la Nigeria ont sans conteste été parmi les plus touchés par la traite. Évidemment il a existé et il existe encore des surpopulations localisées qui sont à l'origine de migrations. Mais en règle générale quand un terrain déterminé a nourri un certain nombre d'habitants, il y a toujours de la place à côté ou plus loin, en Afrique et non en dehors du continent, pour un surplus de population éventuel.

Les facteurs climatiques, écologiques, démographiques que nous venons d'exposer brièvement sont faciles à porter sur une carte. Les facteurs psychologiques sont par contre beaucoup plus difficiles à percevoir pour un non-Africain et ils tiennent cependant une place considérable dans l'histoire de l'Afrique. Nous dirons seulement quelques mots du conservatisme et du sens communautaire africains.

Le *conservatisme* est un des traits majeurs de la psychologie africaine. Nous en citerons plusieurs exemples dans notre étude régionale de l'Afrique noire précoloniale. Il est évidemment à la fois la cause et la conséquence du très petit nombre d'innovations techniques intervenues dans les sociétés africaines avant le grand bouleversement de la période coloniale. L'expérience d'un ancêtre apparaît beaucoup plus respectable et acquiert immédiatement une valeur d'exemple si ses descendants vivent exactement dans les mêmes conditions matérielles que lui. Au contraire, si de nouvelles inventions ont transformé le mode et le rythme de la vie, l'aïeul apparaît au petit-fils comme un être qu'il devra dépasser. Il s'ensuit une différence essentielle dans la conception même de l'histoire européenne et africaine ; le jeune Européen *apprend* à l'école l'histoire de son pays. Le jeune Africain *sent* profondément par son éducation traditionnelle qu'il est un simple maillon dans la chaîne des générations. Son intérêt pour l'histoire est donc de nature religieuse, alors que celui de l'Européen est le plus souvent de nature purement intellectuelle. L'Africain ne voit aucun inconvénient à ce que l'histoire ne soit pas datée et cataloguée de façon scientifique, puisque les relations avec les divinités de certains personnages historiques l'intéressent au premier chef. A quoi bon alors évoquer dans une trame

continue les moments de l'histoire où il ne s'est rien passé de nouveau ou de merveilleux ?

Il faut se garder d'exagérer, comme tant d'auteurs l'ont fait, sur l'immobilisme africain comparé au dynamisme européen. Nous verrons dans les prochains chapitres que le XVIe, le XVIIe et le XVIIIe siècles, considérés généralement comme des « siècles obscurs » où il ne s'est rien passé, ont vu des changements considérables dans la structure sociale et politique de nombreuses sociétés africaines. Il est remarquable de constater, par exemple, la rapidité avec laquelle les plantes dites « américaines » (maïs et manioc), introduites par les Portugais, ont atteint des régions très éloignées de la côte. D'autre part, des études récentes (1) sur les peuples de l'Afrique centrale qui n'ont eu pratiquement aucun rapport avec l'extérieur avant la fin du XIXe siècle, montrent à l'évidence que leurs conceptions politiques ont évolué et se sont différenciées de celles de certains voisins qui avaient la même origine.

De même que le conservatisme africain s'oppose au sens de l'évolution historique inhérent à l'Européen, le *sens communautaire* africain s'oppose à l'individualisme européen. On a pu dire de ce dernier (2) qu' « il explique la révolution économique, l'expansion commerciale, l'extraordinaire essor du crédit, les premières victoires du capitalisme moderne ». Apparu à l'époque des grandes découvertes comme « la révolte de la conscience humaine contre les contraintes collectives » (2) l'individualisme a donc eu des conséquences historiques considérables. L'une d'entre elles peut apparaître comme secondaire, mais elle est essentielle du point de vue de l'historien de l'Afrique. La conscience de l'Européen du XIXe et du XXe siècles a été modelée par trois ou quatre siècles où l'individu a pu s'affirmer dans ou contre la société et où les questions économiques ont progressivement pris le pas sur la politique et la religion. Cet Européen comprend donc très difficilement le sens communautaire des sociétés africaines, fondé sur d'autres valeurs que l'argent et les biens matériels. D'où un autre malentendu à la base s'ajoutant à ceux mentionnés plus haut sur le sens qui doit être donné au mot Histoire.

On sait que partout en Afrique noire précoloniale la terre était propriété collective. La terre n'appartient d'ailleurs pas à une collectivité humaine, mais aux esprits locaux. Le « chef de la terre » a pour rôle essentiel d'obtenir de ces derniers qu'ils favorisent une croissance harmonieuse de la collectivité humaine. Le chef de la terre n'est souvent pas le chef politique. Il est inamovible. Quand une nouvelle collectivité veut s'installer sur un terrain, elle doit obligatoirement obtenir l'autorisation du chef de la terre. Nous verrons entre autres l'exemple du Mani Vounda descendant du « chef de la terre » Amboundou établi dans le royaume du Congo lors de sa conquête par les Mouchi-Congo au XIVe. A la fin du XVIIIe siècle il tenait encore une

(1) J. VANSINA, *Les anciens royaumes de la Savane*, Tervuren 1965.
(2) H. HAUSER et A. RENAUDET, *Les débuts de l'Age moderne*. p. 2 et 1, Paris, 1929, 639 p.

place prédominante au cours des cérémonies du couronnement des rois du Congo qui étaient pourtant chrétiens depuis près de trois cents ans. Les traditions locales concernant les chefs de la terre apporteront donc d'utiles recoupements aux traditions concernant la famille du chef politique qui sont les mieux conservées parce qu'elles servent de justification à la hiérarchie sociale existante.

Nous terminerons ce chapitre d'introduction en signalant la place primordiale qu'il convient d'attribuer à la psychologie et à la religion dans l'histoire africaine et le rôle secondaire des facteurs économiques. Cela surprendra sans doute les historiens modernes de formation européenne pour lesquels toute étude sérieuse doit s'appuyer sur des bases économiques, qu'on n'hésite pas dans certains cas à traduire par des équations compliquées dont l'emploi aurait effrayé, à juste titre, les historiens de la génération précédente. *L'Histoire de l'Afrique, c'est « autre chose », ce sont d'autres documents historiques, c'est une autre conception de la vérité historique.* Il ne servira à rien de rétablir la vérité des événements si l'on n'a pas pris la peine d'étudier la façon dont les contemporains ont réagi et plus encore le mécanisme par lequel certains événements, certaines personnalités — et pas d'autres — ont pénétré dans la conscience historique du groupe humain considéré.

PREMIÈRE PARTIE

L'AFRIQUE NOIRE PRÉCOLONIALE

INTRODUCTION

DÉFINITION DE SEPT « PROVINCES HISTORIQUES »

Les progrès de la science historique en Afrique noire sont extraordinairement rapides, particulièrement depuis 1960, l'année des 17 indépendances. Pour rédiger cette première partie nous avons disposé d'un très grand nombre d'études de détail postérieures à la parution de notre *Histoire des Peuples de l'Afrique noire* (1960) et à celle du premier volume de notre Histoire de l'Afrique (1962). Dans bien des cas nous pouvons aujourd'hui envisager l'histoire sous un éclairage complètement nouveau. Cet éclairage est d'ailleurs appelé à se transformer encore lorsque des historiens noirs auront pris la relève des Européens. C'est dire le caractère provisoire de certaines parties de cet exposé. Nous nous en rendons d'autant mieux compte que le laps de temps de quatre années écoulé entre la parution des deux premiers volumes de cet ouvrage a suffi pour que certaines questions comme le passé lointain du plateau rhodésien ou les migrations Bantou nous aient paru mériter d'être traitées entièrement ici, bien qu'elles n'appartiennent pas à la période considérée.

Un sujet aussi vaste nécessite évidemment d'être divisé en chapitres. Mais l'établissement de « provinces historiques » apparaît très difficile en raison du compartimentage des études déclenché par le partage colonial. On sait que l'invraisemblable découpage territorial réalisé à la fin du siècle dernier a scindé en deux ou même parfois en trois de nombreuses ethnies frontalières. On réalise moins bien qu'il a empêché de voir les liaisons historiques à distance existant entre des pays placés sous l'autorité de puissances coloniales différentes. Par exemple si les Français ont eu conscience de l'unité de la bande soudanaise de l'Afrique contenue dans l'ancienne A. O. F., ils n'ont pas vu le rôle de charnière tenu par la Nigeria du nord entre le Soudan nigérien (A. O. F.) et le Soudan tchadien (A. E. F.). Ainsi les Anglais ont perçu certaines ressemblances existant entre l'Égypte ancienne, la Nigeria et la Gold Coast (Ghana) mais ils n'ont en général pas compris l'influence du Sahara (français) sur la Nigeria (anglaise). De même dans l'Afrique au sud de l'Équateur il était pratiquement impossible jusqu'à la parution

Les provinces historiques de l'Afrique sud-saharienne

I — *Afrique centre-équatoriale*
Sud-Cameroun, République centre-africaine (sauf le pays zandé), Tchad (quart sud), Guinée espagnole, Gabon, Congo-Brazzaville (deux tiers nord), Congo-Léopoldville (moitié nord).

II — *Afrique centre-australe*
Congo-Brazzaville (tiers sud), Cabinda, Congo-Léopoldville (moitié sud), Angola, Zambie, Malawi, Rhodésie, Mozambique.

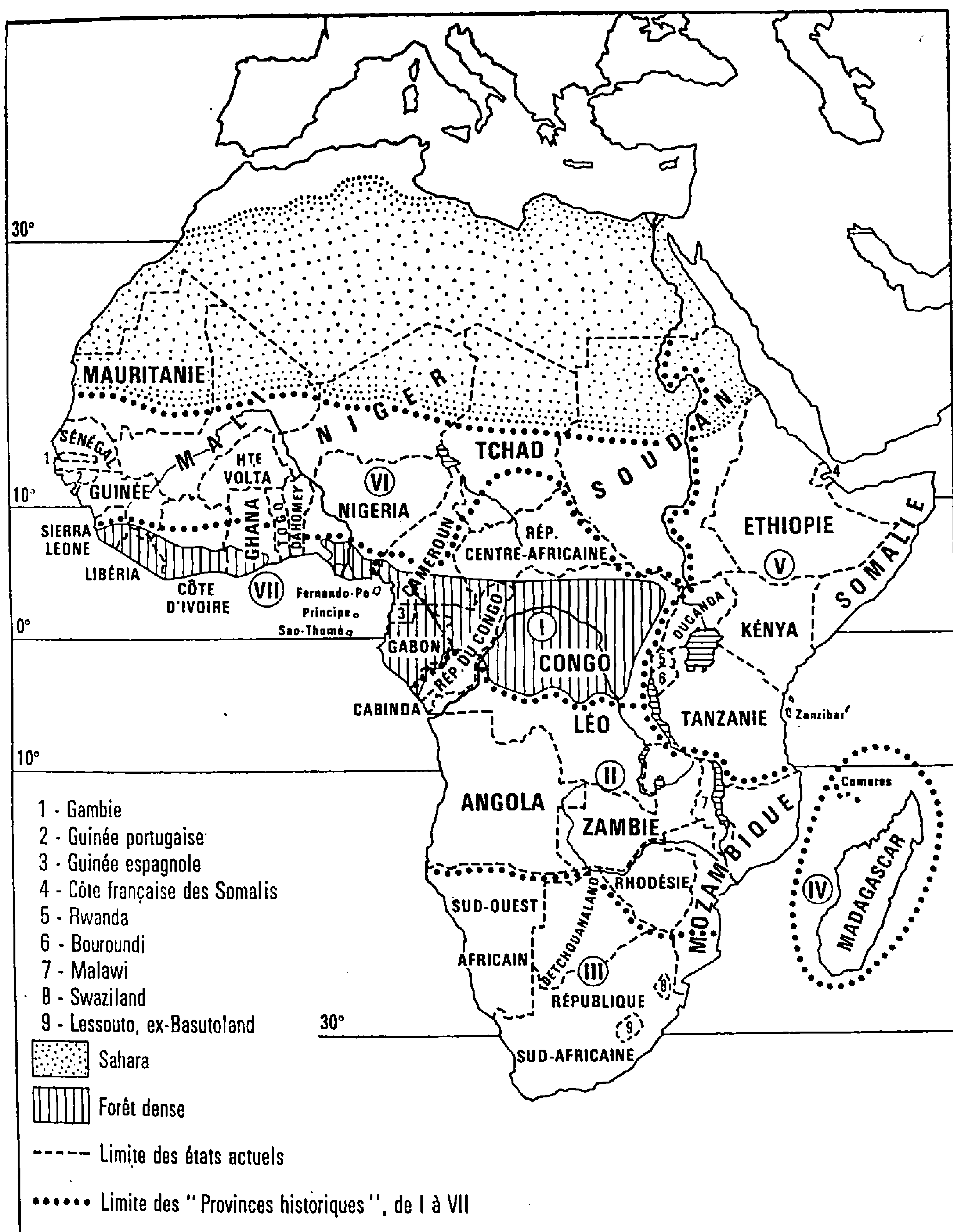
III — *Afrique australe*
Sud-Ouest africain, Betchouanaland, Mozambique (extrémité sud), Swaziland, Lesotho (ex Basutoland), République sud-africaine.

IV — *Madagascar et les Comores*

V — *Afrique de l'est*
Soudan (cinquième sud-est), Éthiopie, Côte française des Somalis, Somalie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Bouroundi, Tanzanie.

VI — *Bande sahélo-soudanaise*
Mauritanie (cinquième sud), Sénégal, Gambie, Guinée portugaise, République de Guinée (sauf extrémité sud-est), Sierra Leone (moitié nord, Côte d'Ivoire (moitié nord), Ghana (tiers nord), Haute-Volta, Mali (deux tiers sud), Niger (moitié sud), Tchad (un tiers), Togo (moitié nord), Dahomey (deux tiers nord), Nigeria (deux tiers nord), Cameroun (un tiers nord), Soudan (un tiers sud-ouest).

VII — *Bande guinéenne*
Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire (moitié sud), Ghana (deux tiers sud), tiers sud du Togo, Dahomey et Nigeria.



CARTE 1 : Limites des Provinces Historiques.

d'études très récentes de trouver un centre d'intérêt commun entre l'Angola et le Mozambique (portugais), les Rhodésie-Nyassaland (anglais) et le Congo (belge). Nous verrons pourtant que l'existence et l'expansion des royaumes Louba-Lounda du Congo a influencé de façon plus ou moins proche le développement historique de toute cette région.

Nous avons défini sept « provinces historiques » et prions le lecteur de se reporter à la carte précisant leurs limites géographiques et les états actuels auxquels chacune correspond. Pour la plupart d'entre elles, l'existence de voies de communication plus ou moins faciles est essentielle à considérer du point de vue historique. Aussi avons-nous marqué sur la carte les limites de la forêt dense parce que très généralement elle s'est opposée par sa masse impénétrable à la formation d'États ayant une existence historique.

I. — Ainsi nous est apparue une première province que nous appelons *Afrique centre-équatoriale* et qui pourrait être appelée la région *anhistorique* de l'Afrique noire car aucun État important ne s'y est développé. Nous en rechercherons les causes et examinerons en même temps le problème des migrations Bantou primitives.

II. — Au sud de la forêt équatoriale s'étend une région de savanes relativement favorable aux communications à grande distance. Nous appelons *Afrique centre-australe* cette région des savanes sud-congolaises et zambéziennes au nord du Limpopo. Son unité historique vient de l'existence d'une *voie commerciale transcontinentale établie par des Noirs dès le XVIII^e siècle* et utilisée après eux par les deux *pombeiros* portugais (1811) et les explorateurs du XIX^e siècle.

III. — *L'Afrique australe* au sud du Limpopo constitue une unité historique du fait de l'arrivée relativement tardive des Bantou dans ce cul-de-sac de l'Afrique et du fait que c'est la seule région du continent où des *familles européennes* et non des hommes seulement sont venues s'installer dès le milieu du XVII^e siècle.

IV. — *Madagascar* et les îles Mascareignes occupent une place à part en raison de leur *double appartenance à l'Afrique et au monde de l'Océan indien.*

V. — *L'Afrique de l'Est*, à l'est du Nil et de la ligne des Grands Lacs jusqu'au nord du lac Nyassa et de la vallée de la Rovouma (frontière Tanzanie-Mozambique), est remarquable par le violent contraste existant entre les royaumes de *sédentaires* développés dans les régions d'altitude propices à une vie agricole et pastorale équilibrée et les immensités plus ou moins arides où des *migrations* à grande et à petite échelle se sont poursuivies jusqu'au début du XX^e siècle. Nous examinerons en détail *l'hypothèse hamitique* qui obscurcit considérablement toute la littérature consacrée à l'Afrique de l'Est.

VI. — *La bande sahélo-soudanaise* est la région historique par excellence de l'Afrique noire. C'est la seule à qui nous ayons pu consacrer plus de quelques lignes dans le premier volume de cet ouvrage puisqu'elle a vu se développer les grands empires du Ghana, Mali, Kanem au débouché des trois grandes voies transsahariennes. Elle

continue dans la période envisagée ici à être *la plus riche historiquement parlant*. *L'islam* doit y être envisagé comme le facteur évolutif principal.

VII — *La bande guinéenne* a une nette individualité historique et culturelle antérieure à la présence des Européens sur les côtes. Elle a de plus été *très marquée par les activités européennes :* traite du XVI^e au XIX^e siècle, missions, écoles au XIX^e siècle.

CHAPITRE II

L'AFRIQUE CENTRE-ÉQUATORIALE

Le fait de commencer une étude historique par la région que nous avons définie comme « sans histoire » surprendra peut-être certains. Mais ce vide pose justement un problème valable pour la quasi-totalité de l'Afrique noire, où — faute de documents écrits — la tradition orale constitue la source majeure de l'histoire. Or il existe un parallélisme certain entre la structure étatique des sociétés africaines et la valeur historique des traditions orales. Comme le souligne L. V. Thomas (1) : « Le sens de l'histoire est plus développé, dans les sociétés à pouvoir central ou féodal fort, possédant des griots généalogistes, essentiellement inégalitaires et douées d'un pouvoir d'expansion indiscutable. Inversement, les groupes segmentaires, dépourvus de griots généalogistes, à structure résolument égalitaire... peu préoccupés par la conquête, n'ont que médiocrement le goût du passé lointain et ignorent les récits qui s'y rapportent. »

Si l'on se place au point de vue philosophique ou artistique, il est certain qu'il est impossible de donner un jugement de valeur relative entre ces différents types de société. L'étude de la cosmogonie Dogon ou celle des masques des peuples forestiers le prouve amplement. Mais l'historien s'intéressera d'abord obligatoirement aux sociétés du premier type, centralisées et inégalitaires, puisqu'elles sont les seules à fournir des renseignements sur leur passé lointain. La question qui se pose est donc de découvrir pourquoi tant de peuples noirs sont restés étrangers à la notion d'État ou de nation, et pourquoi et comment d'autres y ont accédé. La réponse est très souvent dictée par les conditions géographiques et c'est là que notre première « province historique » fournit un exemple particulièrement net parce que les deux tiers de sa surface sont occupés par la grande forêt équatoriale.

Pour celui qui n'y a pas vécu, une photo ou même un film ne permettent pas de réaliser l'hostilité extrême que ce milieu naturel oppose à la présence et à la multiplication de l'espèce humaine. C'est peut-être Stanley racontant son voyage le long de l'Arrouwimi (actuelle province de Stanleyville du Congo-Léo) à la recherche d'Emin Pacha en 1887-88 qui en a donné la description la plus évocatrice. Il faut lire ces pages sur la sensation hallucinante d'étouffement qu'il éprouva

(1) L. V. Thomas, *De quelques attitudes africaines en matière d'histoire locale*, Communication au Séminaire de Dakar 1961, in The Historian in Tropical Africa, p. 359.

pendant d'interminables journées de marche où il ne voyait jamais la lumière du ciel, puis l'impression de résurrection ressentie en atteignant, après des efforts surhumains les prairies ensoleillées et accueillantes qui bordent à l'Ouest le lac Albert (1). A juste titre on admira son courage mais on ne pensa pas qu'un milieu naturel aussi inhospitalier devait fatalement engendrer une philosophie et des mœurs totalement différentes de celles des pays tempérés. Aujourd'hui les lecteurs des journaux européens si prompts à juger sévèrement l'anarchie congolaise qui a suivi l'indépendance ne se rendent pas compte que 48 % de la surface de l'ancien Congo belge sont occupés par la grande forêt, ce qui explique beaucoup des réactions dites « tribales » des opposants à un régime centralisé.

Avant les possibilités techniques apportées par les Européens au XX^e^ siècle, la seule voie de communication possible à travers la grande forêt était la route d'eau. Navigables sur de très longues distances, les très nombreux affluents du Congo permettaient de pénétrer dans la forêt, mais les relations entre les différents groupes humains établis sur leurs bords restaient limitées en raison de l'impossibilité d'accéder à une rivière voisine par voie terrestre. Trop occupés à survivre dans un milieu aussi inhospitalier ils ne songeaient d'ailleurs pas à aller conquérir le voisin. Tous ces facteurs expliquent parfaitement l'absence de tout État centralisé et les très faibles densités humaines dans les états africains actuels occupés en partie par l'immense bloc de la forêt équatoriale : Sud-Cameroun, Guinée espagnole, Gabon, Congo-Brazzaville et Congo-Léopoldville.

Mais comment expliquer le vide historique du tiers septentrional de notre « province centre-équatoriale ». C'est un pays de savanes, correspondant à l'actuelle République centre-africaine, à la partie méridionale du Tchad et à l'extrême sud-ouest du Soudan. Un seul peuple, celui des Zandé, peut justifier de traditions historiques ne remontant d'ailleurs qu'au milieu du XIX^e^ siècle. Tous les autres — et ils sont extrêmement nombreux — ont une structure segmentaire et leurs traditions ne remontent guère au-delà de la période de pénétration européenne (2). Il semble bien que la traite des esclaves au XIX^e^ siècle soit la grande responsable, et des densités humaines si faibles de la République Centre-Africaine (2 au km^2), et de l'arrivée très récente dans leur habitat actuel de groupes de fugitifs fuyant les négriers venus de la côte atlantique, ceux venus de Khartoum et ceux venus du lac Tchad.

Cette région peu intéressante pour l'historien semble cependant avoir été d'une grande importance à l'époque des *migrations Bantou primitives*. Nous avons exposé dans notre « histoire du Congo-Léo » (3) et dans notre « Histoire de l'Afrique » de la petite bibliotèque Payot (4) une hypothèse basée d'une part sur la communication de M. Guthrie,

(1) H. M. STANLEY, *Dans les ténèbres de l'Afrique*, trad. Paris, 1890.
(2) P. KALCK, *Réalités oubanguiennes*, 1960.
(3) 1963, p. 25-28, carte p. 26.
(4) 1964, p. 104-107, carte p. 93.

le spécialiste incontesté des langues bantou, au Congrès d'Histoire Africaine de Londres (1961) (1) et s'appuyant d'autre part sur les découvertes archéologiques de J. Nenquin et J. Hiernaux dans le nord du Katanga (2) (3). Il semble qu'on puisse affirmer l'existence d'un noyau Bantou primitif, localisé dans le nord de l'actuel Katanga, d'où les Bantou auraient diffusé à l'est, au sud et à l'ouest. Si ce point paraît maintenant définitivement acquis, la région d'origine et les modalités du voyage des Bantou primitifs n'ont pas été démontrées de façon scientifique. On doit se contenter d'hypothèses de travail. Les travaux de Greenberg (4) (5) sur la classification des langues africaines ont mis en valeur la parenté existant entre les langues bantou et une partie des langues « soudanaises » de l'Ouest-Africain. Le nom Bantou est — il ne faut pas l'oublier — un terme linguistique, inventé par Bleek en 1860, et ne préjuge d'aucune unité sur le plan anthropologique. Il est donc certain que toute hypothèse bantou doit s'appuyer en premier lieu sur les travaux des linguistes. Encore faudrait-il que ceux-ci tiennent compte des réalités géographiques ; il nous paraît impossible de suivre les auteurs qui voient se former un noyau d'origine des Proto-Bantou en pleine zone sylvestre ou ceux qui voient ces fameux Proto-Bantou s'enfoncer gaillardement dans l'immensité et l'hostilité de la forêt équatoriale, sans que les flèches indiquant leur direction suivent les affluents du Congo, seule trouée possible.

Pour tenir compte des différentes données linguistiques, préhistoriques et géographiques, nous avons conclu à une région d'origine des Proto-Bantou située en gros dans le nord de l'actuelle Nigeria. Il aurait existé là, dans les siècles précédant le début de l'ère chrétienne, une zone de pression démographique, due à l'arrivée massive des Néolithiques sahariens chassés par l'assèchement du désert entre — 2500 et — 500. Ces Proto-Bantou auraient pu apprendre la métallurgie du fer des hommes de la *Nok Culture* dont on a trouvé des traces dans une région centrée justement sur la vallée de la Bénoué. Descendant vers le sud, ils se seraient heurtés à 200 km au sud de la Benoué au rebord septentrional de la forêt dense. Nous pensons qu'ils n'ont pu y pénétrer mais ont alors infléchi leur route vers l'est, à travers le plateau oubanguien. Il est vraisemblable qu'une partie d'entre eux a pu s'enfoncer dans la forêt en descendant en pirogue la Sangha ou l'Oubangui. Ce groupe se serait fixé dans la zone de savanes qui commence à 300 km au nord de l'actuelle Léopoldville et aurait formé ce que nous

(1) M. Guthrie, *Bantu origins : a tentative new hypothesis.* J. of. African Languages, vol. 1, n° 1, 1962, p. 9-21.
(2) J. Hiernaux, *Note sur une campagne de fouilles à Katoto* 1959 ,*in* Zaïre, vol. XIV, 1960.
La deuxième saison de fouilles à Sanga (*Katanga*) *in* Les Naturalistes belges, t. 40, 1959.
(3) J. Nenquin, *Note on some early pottery culture in Northern Katanga,* JAH. IV, 1, 1963, p. 19-32.
(4) J. H. Greenberg, *Studies in African Linguistic Classification 1949-50, South Western Journal of Anthropology,* trad. fse par Tardits, *in* BIFAN, t. XVI et XVII, 1954-55.
(5) J. H. Greenberg, *The languages of Africa,* La Haye, 1963.

avons appelé le *noyau bantou occidental.* Un groupe probablement plus important aurait contourné la forêt congolaise et aurait atteint le *noyau bantou oriental* du Nord-Katanga en profitant de l'étroite bande de prairies séparant la limite orientale de la forêt de la chaîne des lacs Albert, Edouard, Kivou ou bien en passant à l'est de ces lacs puis en rejoignant le Maniema et le Katanga par le nord du lac Tanganyika.

Ce noyau bantou oriental est certainement le plus important au point de vue de la diffusion des langues bantou, d'où l'intérêt considérable des découvertes archéologiques faites aux bords du lac Kisalé et près de Bukama par Nenquin et Hiernaux. D'immenses cimetières ont été datés du VIII^e^-IX^e^ siècle par le Carbone 14. On y a trouvé des perles de verre importées de la côte orientale et de nombreux objets en cuivre parmi lesquels des lingots en forme de « croisette » attestent une exportation du minerai local, fait d'autant plus intéressant pour l'histoire de l'Afrique en général que les traditions orales concernant l'origine des actuels Balouba et Songé se réfèrent toujours à la région du lac Kisalé. Or les liaisons sont patentes entre ces premiers états (?) Louba et les états historiques qui se sont développés dans l'Afrique centrale entre le XVI^e^ et le XIX^e^ siècle : le fondateur de l'empire Lounda appartenait à la famille régnante Louba. Et des Lounda sont à l'origine des états Bangala, Tchokwé, Lwena, et Lounda méridionaux fondés au début du XVII^e^, et de l'état du Kazembe fondé vers 1740, tous ces états étant distribués en une chaîne continue qui s'étend sur le nord de l'Angola, le sud du Congo-Léo et le nord-ouest de la Zambie.

Plusieurs tribus du nord-est de la Zambie comme les Bisa, Bemba, Kaondé se réclament d'une origine Louba. Le pays Louba est également invoqué dans les traditions Cewa comme étant la région d'où partit la classe dirigeante du groupe Malawi qui a fourni son nouveau nom au Nyassaland. En outre ce même pays Louba est donné par certains auteurs comme le lieu d'origine des conquérants Rozwi qui devaient fonder l'empire Monomatapa (Rhodésie du Sud et Mozambique). On voit donc l'intérêt que présenteraient des découvertes archéologiques sur la route présumée suivie par les Proto-Bantou depuis leur région d'origine jusqu'au noyau bantou oriental du Katanga (1).

(1) Pour l'histoire des migrations des peuples de cette région qui couvre le Gabon, le Sud-Cameroun et le Tchad méridional, la République Centre-Africaine (sauf les Zandé), le nord du Congo (Brazzaville) et la zone forestière du Congo (Léopoldville), nous renvoyons le lecteur à notre *Histoire des Peuples de l'Afrique Noire* (p. 582-590) et à la bibliographie de ce chapitre, en fin du présent ouvrage.

CHAPITRE III

L'AFRIQUE CENTRE-AUSTRALE

I. — PRÉSENTATION

Cette deuxième province historique pourrait également s'appeler : *Du Congo au Monomotapa : les savanes sud-congolaises et zambéziennes au nord du Limpopo.* Ce sous-titre — un peu long — fera comprendre les raisons qui nous ont poussé à traiter en premier lieu l'histoire de l'ancien royaume du Congo et celle du Monomotapa, seuls états noirs (avec l'Abyssinie ou Éthiopie) à avoir été connus des Européens entre le xvi^e^ et le xviii^e^ siècle, avant les grandes explorations du xix^e^ siècle qui permirent de découvrir l'existence des royaumes noirs de la bande sahélo-soudanaise. D'autre part les commencements de l'histoire des royaumes Louba-Lounda qui occupent le centre de cette province historique se rattachent directement à ce que nous venons de dire au sujet des migrations Bantou.

Cette province historique comprend les états actuels suivants : Angola, partie maritime du Congo-Brazzaville, plus une mince bande côtière au Gabon, Congo-Léopoldville au sud de la grande forêt, Zambie, Rhodésie, Malawi et Mozambique. L'Angola et le Mozambique portugais posent un problème de terminologie que nous retrouverons en Afrique du Sud, d'ailleurs sous une forme différente. Que faut-il entendre par histoire *précoloniale* dans des territoires où les Portugais sont arrivés dès la fin du xv^e^ siècle (Angola) ou le début du xvi^e^ (Mozambique) ? Nous préciserons, le moment venu, les dimensions des « royaumes portugais » de l'Angola et de Benguela et celles des territoires réellement occupés par les Portugais dans l'Est africain avant la seconde moitié du xix^e^ siècle. Disons dès l'abord qu'elles sont dérisoires par rapport à celles des colonies actuelles de l'Angola et du Mozambique. En fait, les colonies portugaises africaines doivent être appelées colonies, au sens où ce mot est généralement employé, seulement à partir de la fin du xix^e^ siècle. L'occupation militaire effective de certaines régions de l'Angola date même du début du xx^e^ siècle. Cependant l' « histoire coloniale » portugaise entre le xv^e^ et le xix^e^ siècle a fourni des documents incomparablement riches pour l'histoire africaine, documents écrits beaucoup plus détaillés et précis que la tradition orale souvent seule utilisable dans tant de régions de l'Afrique noire.

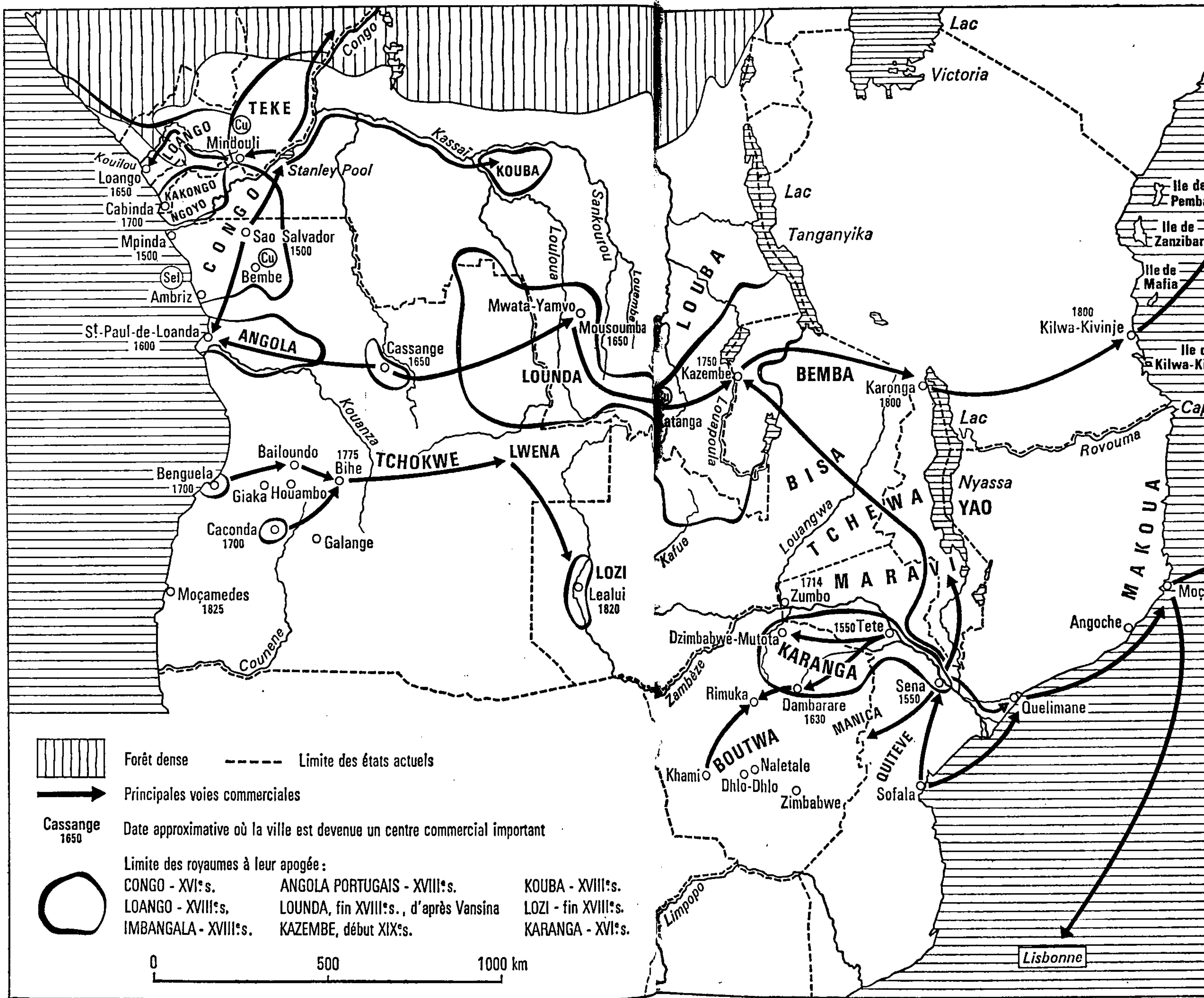
A première vue on peut penser que l'unité historique de cette province est due à ce que deux territoires portugais forment ses frontières maritimes. Mais ceci est loin d'être vérifié car l'Angola et le Mozambique se sont développés en se tournant le dos, l'un axé sur le Brésil, l'autre sur l'Inde. Si les Portugais, après de nombreux essais avortés, ont réussi à joindre leurs deux « colonies » par l'intérieur, les deux *pombeiros* qui firent entre 1802 et 1811 cette première liaison transcontinentale utilisèrent entre Cassange (Angola) et Tété (Mozambique) une route commerciale tracée par les tributaires de « l'empereur » des Lounda, le Mwata Yamvo. Nous avons vu précédemment que le noyau primitif Louba-Lounda établi à l'origine dans la région des lacs Kisalé a fourni les élites dirigeantes de quantité de peuples habitant entre le lac Nyassa et la Kouanza, qui présentent eutre eux de grandes ressemblances culturelles. Mais la puissance politique du royaume Lounda est basée sans aucun doute sur le fait qu'il recevait des armes importées des Portugais par ses tributaires de l'ouest : Imbangala de Cassange, ou de l'est : Kazembe du Louapoula. On voit donc se dessiner l'unité historique de notre province centre-australe. Ethnique et culturelle d'abord : son point de départ étant situé dans l'actuel Sud-Katanga. Commerciale ensuite : son point de départ étant situé sur les deux côtes.

La partie médiane de l'Afrique centre-australe étant beaucoup moins bien connue que la périphérie, nous étudierons d'abord la partie occidentale (Congo, Angola), puis la partie orientale (Monomotapa, Côte du Mozambique, Malawi) et finirons par les hégémonies Louba-Lounda.

II. — LE ROYAUME DU CONGO ET SES VOISINS SEPTENTRIONAUX DE LA SAVANE

L'ancien royaume du Congo représente un « cas » exceptionnellement intéressant dans le cadre général des relations de l'Afrique avec l'Europe.

Nulle part ailleurs nous ne disposons d'une documentation écrite aussi considérable. En 1552, le grand historien Joâo de Barros utilise avec brio dans sa première « Décade » les travaux antérieurs de plusieurs chroniqueurs portugais qui avaient rapporté en détail la découverte de l'estuaire du Congo par Diego Cao en 1482, puis les premiers rapports avec le royaume noir. Nous avons ensuite de nombreuses lettres ou actes émanant du roi du Portugal ou du Pape, en regard d'une importante correspondance du roi congolais Alfonso Ier (1506-1543) avant d'arriver à l'œuvre maîtresse du XVIe siècle concernant l'histoire du Congo, *Relatione del Reame di Congo e delle circonvicine contrade*, publiée à Rome en 1591 par l'humaniste italien Filippo Pigafetta, d'après les renseignements fournis par le commerçant portugais Duarte Lopez qui avait séjourné entre 1578 et 1583 à la cour du roi Alvaro Ier à San Salvador. Traduite en moins de



CARTE 2 : L'A entre-australe avant 1830.

vingt ans en flamand, allemand, anglais, latin, la Relatione de Pigafetta devait être à l'origine de l'engouement étonnant qui apparaît dans la littérature européenne des XVIIe et XVIIIe siècles pour les mœurs et coutumes des royaumes de l'Afrique noire.

Avec l'arrivée en 1645 d'une première caravane de missionnaires capucins va apparaître une nouvelle catégorie de documents, inaugurée par la « *Breve relatione* » du Père Jean-François de Rome sur la mission des Capucins au royaume du Congo, parue en 1648 à Rome. Parmi les quatre cent vingt missionnaires capucins, presque tous italiens, qui viendront évangéliser le Congo et l'Angola de 1645 à 1845, une bonne vingtaine suivra cet exemple, nous fournissant des détails précieux tant sur les événements politiques survenus au cours de leur mission que sur la vie quotidienne des Congolais.

Monseigneur Cuvelier et le chanoine Jadin ont utilisé avec maestria ces différentes sortes de documents dans leurs ouvrages de base sur le Congo (1) (2). D'autre part, les historiens de l'Université Lovanium de Léopoldville ont entrepris récemment la publication systématique en français de textes devenus pratiquement introuvables ou d'autres encore inédits. Ce chapitre est basé principalement sur les travaux du professeur Willy Bal (3 et 4), du R. P. Bontinck (5) et du chanoine Jadin (6 et 7) qui sont parus depuis 1961. On nous annonce en outre la prochaine traduction de la correspondance d'Alfonso Ier (8).

Voici donc une première différence avec le reste de l'Afrique Noire. Les historiens ne sont pas obligés ici de retourner en tous sens le moindre indice susceptible de servir de base à une chronologie qui restera toujours douteuse ; ils n'ont pas à appeler à la rescousse une rencontre tardive avec un Européen ou une éclipse de soleil providentiellement relatée dans la tradition orale. Ils connaissent avec certitude les noms et les dates de tous les rois du Congo entre 1486 et 1718 et sont bien renseignés sur leur politique intérieure et leur diplomatie. Mieux encore ils peuvent reconstituer avec une certaine précision les réactions des Congolais devant une religion étrangère à leur mentalité, prêchée par des hommes blancs venus de très loin. Et ceci grâce aux nombreux textes consacrés aux « particularités, coutumes et façons de vivre des habitants du royaume du Congo », destinés à instruire les futurs missionnaires des choses étranges qu'ils allaient rencontrer en Afrique. Tous constatent la persistance des

(1) J. CUVELIER, *L'Ancien Royaume du Congo*, Bruxelles 1941.
(2) J. CUVELIER et L. JADIN, *L'Ancien Congo d'après les archives romaines (1518 1640)*, Bruxelles 1954.
(3) W. BAL, Traduction française de *la Relatione de Pigafetta*, Léopoldville, 1962.
(4) W. BAL, *Le royaume du Congo aux XVe et XVIe siècles — Documents d'histoire*, Léopoldville, 1963.
(5) F. BONTINCK, *La fondation de la mission des Capucins au royaume du Congo par le P. J. F. de Rome 1648*, Louvain, 1964.
(6) L. JADIN, *Le Congo et la secte des Antoniens. Restauration du royaume sous Pedro IV et la « saint Antoine » congolaise (1694-1718)*, *in* Bull. Inst. Hist. belge de Rome, Fasc. XXXIII 1961.
(7) L. JADIN, *Aperçu de la situation du Congo et rite d'élection des rois en 1775 d'après le P. Cherubino da Savona (1759-1774)*, *id.* Fasc. XXXV 1963.
(8) W. BAL et F. BONTINCK, avec le texte portugais original en regard.

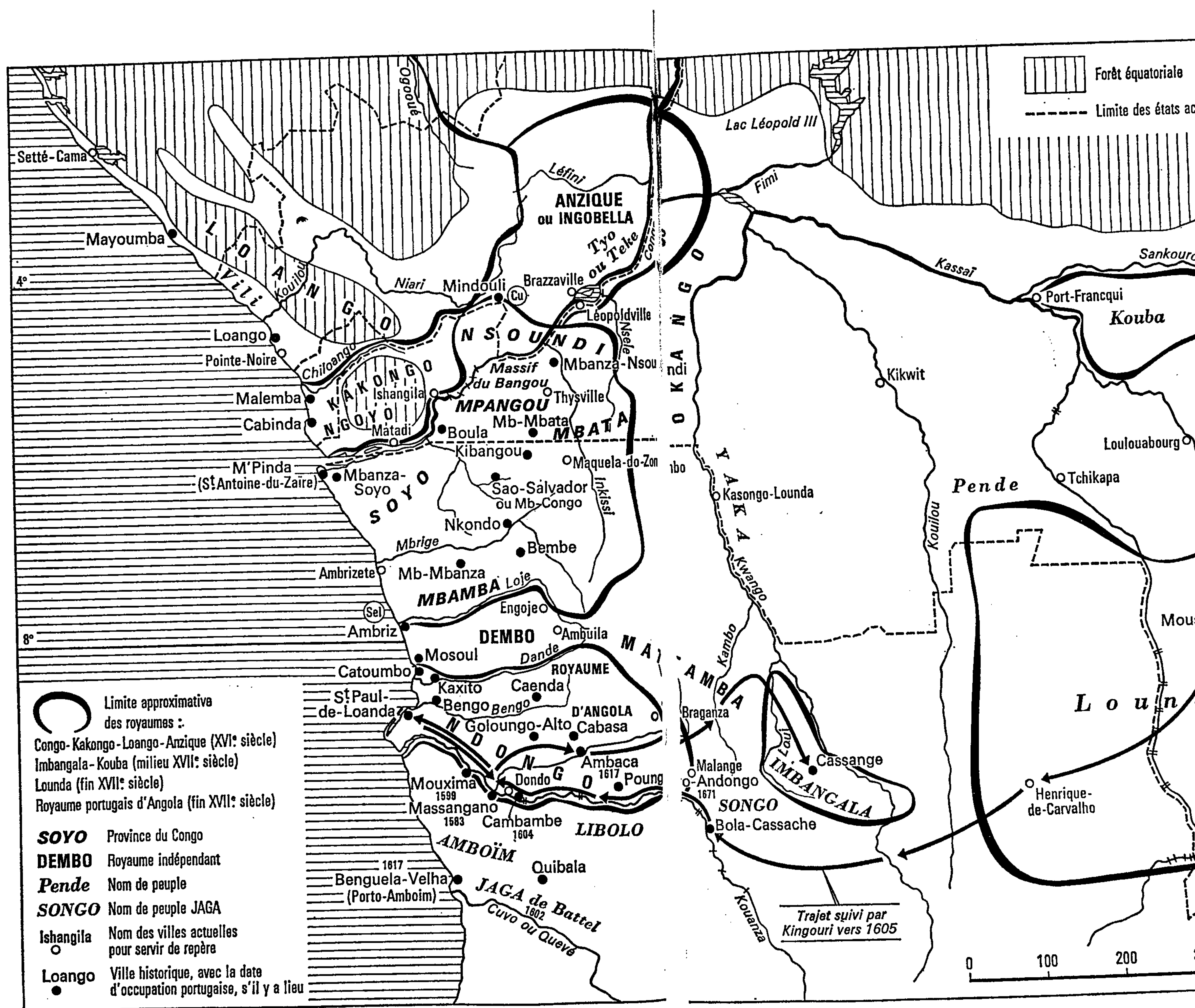
coutumes païennes et leur coexistence avec une foi chrétienne indéniable.

Et ceci nous amène à la deuxième particularité du royaume du Congo. Si l'on met à part l'Éthiopie, il est seul en Afrique noire à avoir été christianisé sur une grande échelle pendant près de deux cents ans à partir de 1491. Puisque nous avons la chance d'avoir des documents ethnographiques sur l'ancienne société congolaise, n'est-il pas intéressant de comparer ses réactions avec celles des Noirs du xx^e siècle, dans les régions où les missions chrétiennes n'ont pas fait de travail en profondeur avant le milieu et bien souvent la fin du xix^e siècle ? Certains parallélismes frappants apparaissent d'emblée, tel celui souligné par le chanoine Jadin entre la secte « antonienne » des premières années du xviii^e siècle et le *Kibamgisme* prêché à partir de 1921 parmi les Bakongo par Simon Kimbangou et repris dans les deux mouvements plus récents de l'*Amicalisme* d'André Matswa (1924) et du *Kakisme* de Simon Mpadi (1941). Ces nouvelles églises africaines apparaissent parmi les plus importantes des syncrétismes chrétiens si fréquents aujourd'hui dans l'Afrique bantou. Comme ces derniers, elles ont joué un rôle politique non négligeable dans l'évolution des esprits africains vers l'idée d'indépendance. Leurs relations indéniables avec le substrat historique congolais présentent donc un intérêt qui déborde singulièrement le cadre de la région géographique où s'est développé l'ancien royaume du Congo.

On peut dire la même chose de l'histoire politique de l'ancien Congo. Il est certain qu'un sentiment de conscience nationale historique a été à la base de l'*Abako* (Association des Bakongo) dont le manifeste de fondation en 1950 se référait expressément à l'unité des peuples parlant la langue kikongo et à leur appartenance au *Kongo dia Ntotila*, c'est-à-dire à l'unité de peuples ressortissant de *trois* états voisins ayant connu chacun une administration coloniale différente : portugaise, belge ou française. Il est remarquable d'autre part que l'insurrection angolaise de mars 1961 soit restée limitée pendant longtemps à la partie de l'actuelle Angola correspondant à l'ancien Congo.

En réalité c'est dans toute l'Afrique noire que le nom seul du royaume du Congo éveille des résonances passionnelles depuis que Frobenius a écrit dans son Histoire de la Civilisation africaine : « Dans le Royaume du Congo les premiers navigateurs portugais découvrirent une foule grouillante habillée de « soie » et de « velours », de grands États bien ordonnés et cela dans les moindres détails, des souverains puissants, des industries opulentes. Civilisés jusqu'à la moelle des os ! » (1). Phrases d'autant plus exaltantes qu'elles ne sont accompagnées d'aucune référence ni même d'aucun détail permettant de définir ces « civilisations harmonieuses et bien formées qui régnaient au xv^e siècle dans l'Afrique nègre ». Maintenant qu'ils sont indépendants, les Africains se doivent de réclamer des préci-

(1) Traduction française, Paris, 1952, p. 14.



CARTE 3 : L'Ouest de l'Afrique centre-australe aux XVIe et XVIIe siècles

sions sur ce que fut réellement cette gloire du Congo des XVe et XVIe siècles et ne plus se contenter des phrases grandiloquentes écrites par Frobenius en 1933, à une époque antérieure aux travaux historiques de valeur dont nous disposons aujourd'hui.

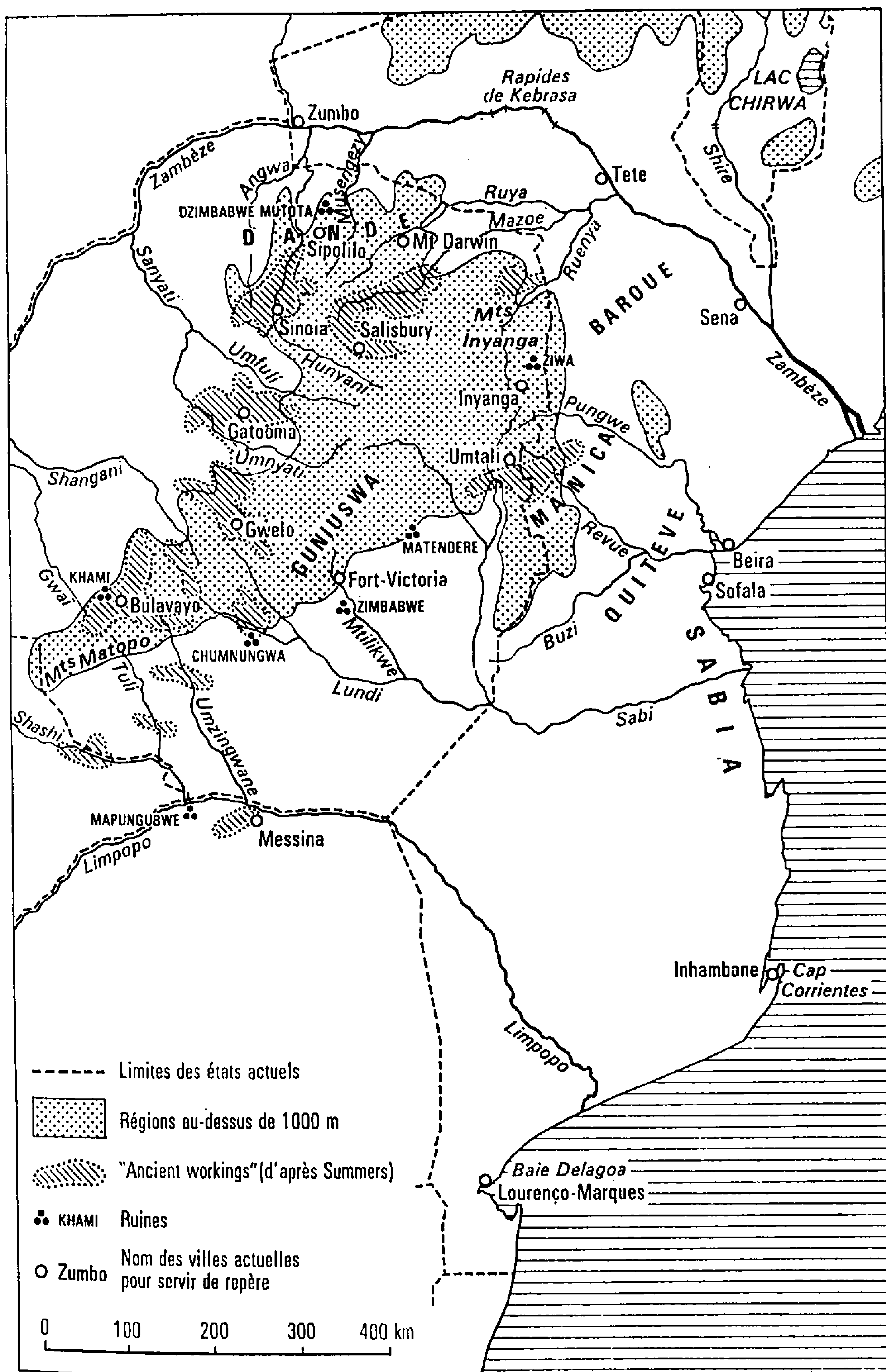
Il importe d'abord de *situer* exactement ce royaume du Congo par rapport aux états actuels, car certains journalistes lui ont attribué des dimensions extrêmement fantaisistes à l'époque où les événements du Congo-Léopoldville étaient au premier plan de l'actualité. La confusion est bien compréhensible puisque le nom de Congo s'applique d'une part au fleuve, d'autre part à deux états indépendants, enfin à un groupe de tribus parlant la langue kikongo. Ces Kongo (1) divisés en de nombreuses sous-tribus s'étendent entre le 3e et le 8e parallèle sud ; ils occupent une très mince bande côtière dans le Gabon méridional, la partie maritime de la République du Congo-Brazzaville, l'enclave portugaise de Cabinda, la partie de la province de Léopoldville située à l'ouest de Léopoldville (province du Kongo central depuis le 16 octobre 1962), enfin le nord-ouest de l'Angola jusqu'à la hauteur de la rivière Dande à 80 km au nord de Loanda.

Le royaume du Congo correspondait à la partie méridionale de cette aire d'expansion des tribus Kongo mais n'avait plus autorité au XVIe siècle sur le Dembo situé entre les rivières Loje et Dande. Moins d'un quart de son territoire était dans l'actuel Congo-Léopoldville et trois quarts dans l'actuelle Angola. Ses dimensions étaient fort modestes en regard de l'immensité des états actuels : à peu près un quart de la surface de la France, c'est-à-dire que *la portion congolaise représente moins de un pour cent du Congo-Léopoldville et la partie angolaise moins de six pour cent de l'Angola.* Les royaumes de *Angoy* (= *Ngoyo*), *Kakongo*, *Loango* qui se libérèrent dès la fin du XVe siècle de leurs liens d'allégeance vis-à-vis du Manikongo étaient situés respectivement dans la partie du Congo-Léopoldville située au nord du fleuve Congo, l'enclave de Cabinda et la République du Congo-Brazzaville. Ces régions reçurent à partir du XVIIe siècle une forte émigration de gens venant du sud du fleuve, et leurs habitants se considèrent aujourd'hui à juste titre comme les co-héritiers du royaume du Congo.

I. Origine de la famille royale et premières tentatives portugaises (1491-1506) (2).

Bien que nous ayons évoqué dans le premier tome de cet ouvrage la première prise de contact des Portugais avec le royaume du Congo, nous reprendrons ici la question de l'origine de la famille royale et celle de sa conversion au christianisme entre 1491 et 1506. En 1963, J. Vansina a réfuté brillamment la thèse de Ravenstein et de Van Wing suivant laquelle les conquérants Mouchikongo, arrivant au

(1) Environ deux millions et demi.
(2) L'étude la plus récente et la plus complète sur le royaume du Congo est parue plusieurs mois après la rédaction de ce chapitre : J. Vansina. *Les anciens royaumes de la Savane,* Léopoldville, 1965 p. 31-53 et p. 101-113, importante bibliographie.



Carte 4 : Le plateau rhodésien avant les Portugais.

XIV^e^ siècle dans le nord de l'actuelle Angola seraient venus de l'est, plus précisément d'au-delà du Kwango. S'appuyant sur des rapports de Jésuites ou de Capucins du début du XVII^e^ siècle, Vansina a démontré (1) que le noyau primitif de la famille royale aurait été établi au nord du Stanley Pool puis aurait émigré le long du fleuve Congo vers le Mayombé pour traverser le fleuve dans la région d'Ishangila. Nous avons trouvé confirmation de cette origine septentrionale des rois de San Salvador dans un rapport du missionnaire capucin Bernardo da Gallo daté de 1710 (2) et pensons qu'elle est définitivement démontrée. Bien mieux qu'une origine orientale, elle permet d'expliquer les facteurs économiques qu'on trouve nécessairement à la base du développement de structures étatiques. La puissance des grands états noirs du Moyen Age (Ghana, Mali, Sonrhay) était basée sur l'échange des produits de la forêt (or, kola) contre ceux du désert (sel et marchandises diverses apportées par les marchands arabes). L'or de l'actuelle Rhodésie du sud explique le Monomotapa. Mais pour le Congo on ne voit pas de prime abord quel produit aurait pu donner lieu à un trafic à longue distance avant l'arrivée des Portugais. Il semble bien que ce soit la maîtrise de la métallurgie du fer qui ait permis aux conquérants Kongo d'asseoir progressivement leur autorité sur les habitants primitifs de souche Amboundou. Ils tiraient probablement ce fer du massif du Bangou dans la province appelée Nsoundi, contenue tout entière dans l'actuel Congo-Léopoldville, qui était, d'après Pigafetta, « le domaine patrimonial de tout le royaume du Congo, gouverné par le fils premier né du roi » (3). Cette prééminence de la « province du Nsoundi grande productrice d'instruments en fer », nous dit encore Pigafetta, paraît confirmer l'arrivée de la famille royale par le nord.

A côté du fer, le *sel* a certainement contribué à établir la puissance des rois du Congo sur de grandes distances. Son commerce faisait l'objet d'un monopole royal à l'époque de l'arrivée des Portugais et jusqu'au XVII^e^ siècle ; il provenait des salines de Pinda (Saint-Antoine-du-Zaïre) à l'estuaire du Congo et de celles d'Ambriz à l'embouchure de la rivière Loje, situées respectivement aux extrémités nord et sud de la frontière maritime du royaume.

De la côte provenaient aussi les coquillages *nzimbou* (*Olivancillaria nana*) qui étaient également propriété royale et servaient de monnaie et d'objets de parure. Il ne faut pas les confondre avec l'espèce très différente des cauris (*Cypraea moneta*) originaires de l'océan indien (4). Les nzimbou les plus recherchés étaient ceux de l'île de Loanda qui resta de ce fait propriété du roi du Congo, même après la fondation de la ville portugaise de Loanda en 1575. C'est seulement en 1649 que le roi du Congo céda définitivement ses droits

(1) J. VANSINA, *Notes sur l'origine du royaume du Kongo*, JAH, IV (1), 1963, p. 33-38.
(2) L. JADIN, *La secte des Antoniens*, *op. cit.*, p. 468.
(3) *Relatione*, livre I, chap. X, trad. W. BAL.
(4) E. DARTEVELLE, *Les Nzimbou monnaie du royaume du Congo*, Bruxelles 1953.

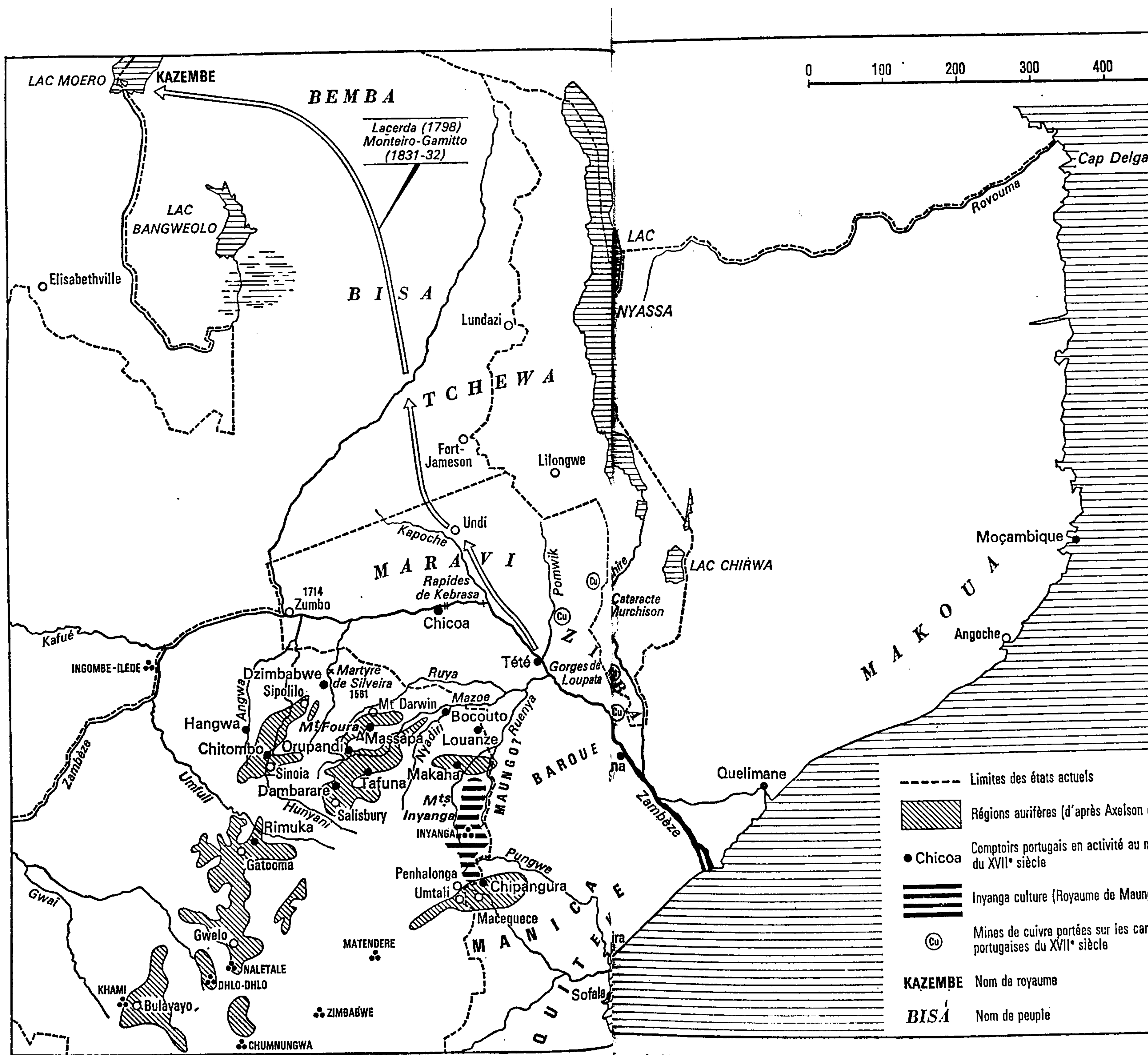
sur l'île au gouverneur de l'Angola qui le punissait ainsi de s'être allié aux Hollandais pendant huit années.

Le manikongo Nzinga a Nkouwou (ou Nzinga Ntinou) fut baptisé le 3 mai 1491 et reçut le nom de Joâo, comme le roi du Portugal. Mgr Cuvelier le considère comme le cinquième roi du Congo. L'ancêtre fondateur nommé généralement Moutinou a Loukeni aurait donc vécu au début du XV^e siècle et conquis, semble-t-il, pacifiquement et progressivement la région limitée grossièrement par le fleuve Congo au nord, l'océan à l'ouest, la rivière Loje au sud, la rivière Kwango à l'est. En effet au début du XVIII^e siècle les chefs de la terre ou *chittoni*, représentants de la population conquise, étaient encore honorés par les gouverneurs de province qui leur offraient les prémices de chaque récolte (1). D'autre part le *Mani Vounda* ou chef de la terre de la colline de San Salvador jouait un rôle essentiel dans les cérémonies d'intronisation royale.

A l'arrivée des Portugais l'autorité royale était théoriquement absolue dans les cinq provinces de Soyo, Mbamba, Nsoundi, Mpango et Mpemba dont il nommait et révoquait à sa guise les gouverneurs. La sixième province appelée Mbata (région de Maquela do Zombo en Angola) avait un statut spécial, dû au fait qu'elle s'était unie spontanément au royaume du Congo. Son gouverneur appartenait obligatoirement à la famille Nsakou-Laou ; il était d'abord élu localement avant d'être investi par le roi. La même procédure intervenait d'ailleurs pour ce dernier qui appartenait toujours à la famille du roi précédent, mais devait souvent son trône à une succession d'intrigues et de combats contre d'autres candidats. Une fois intronisé, et bien que son pouvoir absolu soit tempéré par un conseil de gouvernement de douze membres, le roi était considéré comme un dieu. C'est ce qui explique les conséquences énormes de sa conversion au christianisme. Au risque de commettre un crime de lèse-majesté et donc un crime contre la religion traditionnelle, ses sujets devaient obligatoirement adopter le dieu de leur roi. Ils se précipitaient donc en foule pour réclamer le baptême avec ardeur, pensant que ce dieu des blancs pouvait facilement s'ajouter à leurs propres dieux mais non pas les remplacer, comme l'espéraient naïvement les missionnaires ravis de rencontrer un tel succès.

Le royaume découvert par les Portugais était riche ; on y cultivait le mil, l'éleusine, la banane, l'igname, le palmier à huile ; on y élevait des vaches, chèvres, moutons, poules, porcs, mais pas de chevaux. Tous les transports se faisaient à dos d'homme. La faune sauvage était très abondante dans ce pays montagneux de la zone tropicale et jouait un rôle important dans l'alimentation. Les Congolais fabriquaient avec des feuilles de palme des étoffes très solides et fines, dont certaines furent comparées à du velours, comme le dit

(1) Bernardo da Gallo, 1710, *in* : *La Secte des Antoniens, op. cit.*, p. 468.



CARTE 5 : Le royaume Karanga et les Portugais. La pénétration portugaise dans le Sud-Est africain avant 1832.

Frobenius. Par contre, il ne semble pas que le terme d'« opulentes » dont il qualifie les « industries » congolaises convienne exactement. Les forgerons savaient fabriquer à la main des bijoux de cuivre, des couteaux, des lances ou des flèches de fer, mais ils ne connaissaient pas les procédés de trempe européens et préférèrent bien vite les armes d'importation portugaise. Joâo de Barros a donné en 1552 la description de la réception des Portugais par le manikongo Nzinga a Nkouwou le 30 avril 1491 dans sa capitale de Mbanza Congo, la future San Salvador ; elle donne une idée du faste de la cour à cette époque (1) : « le souverain était assis sur une estrade en bois si haute que de partout on pouvait le voir. Son siège était fait d'ivoire et de quelques pièces de bois très bien ouvragées, à la façon du pays. Comme vêtements, pour le haut du corps il avait sa peau, très noire et luisante. Il s'était couvert le bas du corps, depuis la ceinture, d'une pièce de damas que lui avait donnée Diogo Câo (en 1486). Au bras gauche, il portait un bracelet de cuivre jaune et, à la même épaule, une queue de cheval (de zèbre en réalité) ornée, chose qui est tenue parmi ces gens pour un insigne royal. Sur la tête il avait un bonnet haut comme une mitre fait d'un tissu de palmes très fin et mince, travaillé en relief à la façon dont on tisse chez nous le satin velouté. »

Le 4 juin 1491, un mois après le baptême du manikongo Joâo, eut lieu celui de sa femme et de l'un de ses fils, nommés respectivement Léonor et Alfonso comme la reine et l'infant de Portugal. Contrairement à son père qui revint rapidement aux pratiques païennes, Alfonso nommé gouverneur de la province de Nsoudi devait demeurer un chrétien fervent et convaincu. Il accueillit en 1504 un nouveau groupe de missionnaires, maîtres d'école et maîtres de chant ; mais, à la mort de son père en 1506, il se heurta aux ambitions de son frère cadet resté païen nommé Mpangou. Le parti chrétien d'Alfonso, bien que très inférieur en nombre, l'emporta grâce à deux visions miraculeuses. Cinq épées tracées dans le ciel apparurent d'abord au futur roi et raffermirent le courage défaillant de ses guerriers ; le lendemain, l'armée de Mpangou fut mise en fuite par l'apparition de la Vierge et de Saint Jacques. Ces deux visions apportaient aux Congolais la preuve que la religion des Blancs donnait la victoire et la puissance. Aussi furent-elles commémorées pendant toute la durée du Royaume, la première par les armoiries et le sceau royal, la seconde par la célébration annuelle de la fête de Saint Jacques le 25 juillet.

2. Alfonso Ier le Grand (1506-1543).

Alfonso Ier est le personnage principal du Royaume du Congo. On comprend que son souvenir soit resté extrêmement vivace dans la tradition orale des Kongo, car il a vraiment consacré son règne à l'élévation matérielle et spirituelle de son peuple qui a connu à cette époque sa période d'apogée.

(1) *Première Décade de Asia*, trad. W. Bal, 1963, p. 51.

S'il avait vécu au Moyen Age et en Europe, Alfonso I[er] aurait sans doute été canonisé. Tous les témoignages concordent sur son extraordinaire dévotion et la science théologique qu'il avait acquise. Nous citerons celui du Vicaire Ruy de Aguiar qui écrivait au roi Manuel de Portugal dans une lettre datée du 25 mai 1516 (1) : « Il me semble que ce n'est pas un homme mais un ange que le Seigneur a envoyé ici dans ce royaume, pour le convertir,... il connaît les Prophètes, et l'évangile de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et toutes les vies des saints, et toutes les choses de notre sainte mère l'Église, mieux que nous autres... il ne fait rien d'autre qu'étudier, et maintes fois il s'endort sur ses livres et maintes fois il en oublie de manger et de boire pour parler des choses de Notre-Seigneur et il est tellement absorbé par les choses de l'Écriture qu'il s'oublie lui-même... Lorsque le prêtre finit de dire la Messe, il se met à prêcher au peuple avec beaucoup d'amour et beaucoup de charité... il est très justicier et il punit grandement ceux qui adorent les idoles et il les fait brûler avec les idoles (chose que le prêtre portugais trouve tout à fait normale en ce siècle de l'Inquisition!), il a, par tous ses royaumes, des officiers de justice pour prendre tous ceux dont on apprend qu'ils possèdent des idoles ou font des sortilèges... il a installé plusieurs écoles dans les provinces et même des écoles pour jeunes filles où enseigne une de ses sœurs qui sait très bien lire et qui a appris dans sa vieillesse... »

Mais il fallait d'abord que ces enseignants bénévoles fussent eux-mêmes instruits de la langue et de la religion portugaise. On pouvait envisager deux moyens de formation : envoyer des jeunes gens congolais au Portugal pour y faire leurs études, ou recevoir des missionnaires en nombre suffisant. Dans les deux cas, il était indispensable de trouver une contre-partie à la générosité portugaise et c'est de là que provinrent les malheurs congolais. Car le Congo n'avait vraiment pas grand-chose à offrir qui puisse tenter les Portugais : l'ivoire, mais on en trouvait aussi sur la côte de l'Or où le comptoir d'Elmina avait été fondé en 1482, les manilles de cuivre, mais elles avaient peu de valeur ; seuls les présents d'esclaves envoyés par le roi Alfonso paraissaient présenter de l'intérêt ; ils étaient même trop appréciés par le *donatorio* (= seigneur propriétaire) de l'île de São Thomé. Ce Fernão de Melo avait reçu en 1500 le monopole du trafic le long du fleuve Zaïre, qui ne s'appelait pas encore le Congo. Il gouvernait un mélange assez extraordinaire de gens dont le sens moral était parfois discutable. On avait en effet peuplé systématiquement à partir de 1493 cette île, située exactement sous l'équateur mais culminant à plus de 2 000 mètres, avec des condamnés à mort, de jeunes Juifs expulsés de Grenade en 1492 et quelques aventuriers ; on avait marié ces hommes de recrutement pour le moins hétéroclite à des esclaves noires amenées de la Côte-de-l'Or, pensant sans doute qu'une population métisse serait plus résistante au climat et pourrait par la suite répandre la ci-

(1) Trad. W. Bal, 1963.

vilisation portugaise dans le royaume du Congo, dont la mauvaise réputation sanitaire était maintenant bien établie : les Européens y mouraient en masse, certains même avant d'avoir pu commencer tout travail, tels ces deux imprimeurs allemands venus volontaires en 1492 et de nombreux missionnaires atteints par le paludisme ou la dysenterie.

En réalité, Fernâo de Melo et ses trafiquants furent les pires ennemis du roi Alfonso ; avant 1510 il recherchait des esclaves pour l'exploitation des plantations de canne à sucre installées dans l'île ; en 1510 il reçut l'ordre du roi d'Espagne de recruter deux cents esclaves noirs destinés aux Caraïbes et y vit avec raison la perspective de bénéfices extraordinaires. Dorénavant, les habitants de Sâo Thomé allaient se lancer avec frénésie dans la traite, n'hésitant pas à faire de véritables razzias à l'intérieur du royaume du Congo ou à s'emparer de cadeaux destinés au roi du Portugal ou encore à intercepter les lettres du roi Alfonso.

Cependant, les relations entre Lisbonne et la capitale du Congo demeuraient excellentes ; en 1512 le roi Manuel (1495-1521) envoyait cinq navires avec des maçons, des charpentiers et de magnifiques ornements pour les églises qu'ils devaient construire. L'ambassadeur Simâo da Silva était chargé de présenter au roi du Congo le *regimento* (= règlement) accordant des armoiries royales qui rappelaient la vision miraculeuse des cinq épées et des armoiries pour les gouverneurs de provinces ou de comtés qui devinrent princes, ducs, marquis et comtes. Alfonso était libre d'adopter à sa guise les lois et les coutumes portugaises. On lui demandait seulement de ne pas laisser s'en retourner les cales vides des navires venus de si loin apporter tant de bienfaits (!).

Ce règlement était d'une extrême libéralité pour l'époque ; le Congo n'était pas du tout considéré comme une colonie ni même comme un protectorat au sens du XIX^e siècle ; il restait un état indépendant auquel on demandait d'entretenir avec le Portugal des relations missionnaires et commerciales préférentielles. Il faut souligner le fait que Lisbonne respecta constamment cette indépendance politique. C'est seulement en 1883 que le Congo fut annexé à la colonie de l'Angola.

Malheureusement le regimento ne fut jamais appliqué complètement. Simâo da Silva mourut des fièvres avant même d'avoir atteint la capitale de Mbanza Congo. Dès son arrivée au port de Pinda il s'était heurté à une atmosphère de nette hostilité due aux intrigues des négriers de Sâo Thomé qui craignaient de se voir retirer leur monopole du commerce de la traite. Le roi Alfonso ne comprenait plus. Comment accepter que des Portugais trahissent chaque jour les principes religieux et moraux que d'autres Portugais lui avaient enseignés ? Dans une lettre du 5 octobre 1514 il dénonçait les mœurs déplorables de quatorze prêtres portugais arrivés en 1508 qui avaient pris femme et se livraient au trafic des esclaves pour leur propre compte. Il demandait à nouveau des prêtres et des enseignants, proposait d'annexer au

Congo l'île de São Thomé et d'y fonder un collège destiné à la formation de prêtres indigènes. Mais il ne reçut jamais de réponse, pas plus qu'à sa suggestion de créer une flotte congolaise.

Cependant Alfonso plaçait beaucoup d'espoir sur l'un de ses fils, dénommé Henrique, qu'il avait envoyé encore tout enfant à Lisbonne en 1506. Henrique avait fait de brillantes études. En 1513 il avait dix-huit ans et prononçait un discours en latin devant les cardinaux réunis à Rome. En 1518 il fut promu évêque titulaire d'Utique « in partibus infidelium » et vicaire apostolique du Congo, malgré son jeune âge qui nécessita une dispense papale. Il revint au Congo en 1521. Malheureusement, handicapé par une santé délicate, tenu en suspicion par le clergé européen, il ne joua pratiquement aucun rôle dans l'évangélisation de son pays. Il mourut vers 1530.

São Thomé, cependant, faisait des affaires de plus en plus florissantes. L'île était devenue une escale indispensable des navires en route vers l'Inde, l'entrepôt principal des esclaves recrutés pour l'Amérique ; ses plantations de sucre étaient prospères. En 1534 un évêché était créé dans la ville de São Thomé. Alfonso y vit une insulte personnelle, mais ses réclamations furent aussi vaines que les précédentes ; l'espoir d'un haut clergé congolais était définitivement évanoui.

Alfonso allait régner encore neuf années. Mais la page était tournée... *La machine infernale de la traite atlantique qui devait écraser l'Afrique noire pendant plus de trois siècles avait été mise en marche en 1510 avec la première demande de main-d'œuvre pour les plantations américaines.* En 1518 le système de la traite avait été officialisé ; en 1536, cinq mille noirs étaient embarqués dans le port de Mpinda (Saint-Antoine du Zaïre), centre de rassemblement du trafic. Alfonso voyait bien que les razzias d'esclaves aboutissaient à bafouer l'autorité royale ; mais en 1540, en interdisant toute exportation d'esclaves hors de son royaume, il s'attira la haine des négriers portugais qui tentèrent de le faire assassiner le jour de Pâques, pendant la messe. Il échappa par miracle à cet attentat dont les auteurs ne furent même pas punis.

Alfonso mourut en 1543 âgé de plus de quatre-vingts ans. Durant son règne de trente-sept ans le royaume du Congo avait connu une transformation radicale ; la capitale Mbanza Congo s'appelait maintenant São Salvador, d'après la dédicace au Saint Sauveur de la cathédrale construite entre 1517 et 1526. Elle contenait au moins six églises dont l'église Notre-Dame des Victoires où le roi fut inhumé ; il y avait des églises et des écoles dans toutes les provinces. Plusieurs jeunes Congolais avaient été envoyés au Portugal pour y faire des études. L'administration du royaume était calquée sur le modèle portugais. Malheureusement, la traite avait fait des progrès aussi rapides que l'évangélisation et ses effets négatifs et destructeurs devaient réduire à néant le bénéfice du réel effort d'assimilation consenti par les Portugais dans les premières années de leur présence.

3. Les successeurs d'Alfonso de 1543 à 1665.

Nous avons dit au début de ce chapitre qu'on connaissait tous leurs noms et les dates de leurs règnes. Bien peu cependant ont mérité de passer à la postérité. Il est frappant de constater qu'en vingt-cinq ans (1543-1568), de la mort d'Alfonso Ier à l'avènement d'Alvaro Ier, six rois ont été intronisés, dont un seul, Diogo Ier, a régné seize années de 1545 à 1566. Sur les cinq autres, deux sont morts au cours de combats contre les Anzique (= Batéké du Congo-Brazzaville), les belliqueux voisins septentrionaux du Congo et deux autres ont été renversés par un concurrent plus heureux après quelques mois ou quelques semaines de règne. L'absence d'une règle de succession royale bien définie et l'agressivité des voisins du royaume semblent avoir joué un rôle déterminant dans la décadence de l'autorité royale qui constitue le fait dominant de l'histoire du Congo après Alfonso Ier. Il est certainement très exagéré d'en accuser systématiquement les Portugais dont certains auteurs ont tendance à faire les boucs émissaires de tous les malheurs survenus au royaume. Au contraire la politique portugaise paraît d'un libéralisme très remarquable à un moment où le royaume noir sembla bien près de sa perte.

En 1569, en effet, les redoutables guerriers cannibales Jaga franchissent le Kwango à l'est du royaume et se dirigent vers San Salvador. Le roi Alvaro Ier abandonne alors sa capitale et se réfugie dans une île du fleuve Congo, d'où il demande secours au roi Sébastien de Portugal. Ce dernier expédie avec une célérité remarquable six cents soldats sous les ordres de Francisco de Gouvea qui parvient à chasser les Jaga en dix-huit mois de campagne. En reconnaissance, Alvaro Ier fait acte d'allégeance au roi du Portugal en 1574 et promet un tribut annuel représentant un cinquième de la récolte annuelle de *nzimbou* ou son équivalent en esclaves ; mais Sébastien refuse, répondant que son seul désir est de voir les rois du Congo persévérer dans la religion chrétienne. Cette attitude n'est d'ailleurs pas aussi désintéressée qu'il paraît, car les Portugais ont découvert depuis 1550 que le *Ngola* (= roi) du Dongo, au sud de la rivière Dande, serait probablement plus facile à manœuvrer que les *Mani* du Congo. Plusieurs missionnaires jésuites, expulsés par Diogo Ier, ont commencé à travailler au Dongo et, en 1571, Paulo Dias de Novais a reçu la *donatoria* du pays entre Dande et Couanza et de trente-cinq lieues de côte au sud de la Couanza. C'est en 1576, un an après l'hommage d'Alvaro Ier à Sébastien de Portugal, que Dias de Novais construit sur la terre ferme en face de l'île congolaise de Loanda un fort, une église et un hôpital, amorce de Saint-Paul de Loanda, capitale de la future Angola.

Désormais, les Portugais abandonneront progressivement le royaume indépendant du Congo en faveur de la « conquête » de l'Angola, où ils exerceront une souveraineté politique. Durant cinquante ans, cependant, les relations lusitano-congolaises resteront excellentes malgré le désastre d'Alcazarquivir en 1578 et l'attribution de la couronne portugaise au roi d'Espagne entre 1580 et 1640. Au Congo tout ce qui

est portugais est à la mode ; il est de bon ton d'arborer dans toutes les circonstances solennelles les lourds vêtements européens si mal adaptés au climat tropical. Le missionnaire Jean-François de Rome racontera en 1648 que tous les nobles depuis le roi jusqu'aux barons en passant par les princes, ducs, marquis et comtes « s'habillent superbement... en plus de la robe très riche de damas garnie de dentelles d'or et d'argent, ils portent un grand manteau de velours rouge ou d'un autre drap, qui tombe à terre, des bracelets et quantité de coraux, des bottines au pied et le bonnet et le chapeau sur la tête » (1). Malheureusement, l'esclave est la seule marchandise acceptée en paiement de ce luxe vestimentaire ; pour pouvoir satisfaire à son goût immodéré de la parure, le noble congolais n'hésitera pas à se procurer des esclaves par n'importe quel moyen.

Comment en éprouverait-il quelque remords puisque les prêtres portugais eux-mêmes sont presque tous plus ou moins compromis dans le trafic des esclaves ? Cela n'empêche d'ailleurs nullement la croissance de la chrétienté congolaise. En 1596 le pape Clément VIII institue le diocèse du Congo-Angola et l'église du Saint-Sauveur (San-Salvador) est élevée au rang de cathédrale. De 1599 à 1624 quatre évêques portugais vont s'y succéder ; après cette date les évêques ne résideront plus jamais au siège épiscopal mais resteront prudemment à Loanda où l'autorité portugaise est solidement assise.

C'est l'année précédente (1623) que les relations lusitano-congolaises ou plus exactement angolo-congolaises ont commencé à se gâter sérieusement. Exaspérés par l'intrusion constante de bandes armées venues de l'Angola à la recherche d'esclaves, les habitants de la province congolaise méridionale du Mbamba ont massacré en représailles tous les Portugais résidant dans leur pays. Mais la haine antiportugaise est loin d'être généralisée dans le royaume puisqu'à San Salvador, en 1624, les Jésuites établissent un collège qui permettra l'ordination de plusieurs prêtres congolais.

En 1636 le roi Alvaro V est tué au cours d'une expédition contre le duc de Mbamba ; ce dernier devient roi sous le nom d'Alvaro VI Alfonso. Nomination importante car, bien qu'il soit un descendant du grand roi Alfonso I^er^, Alvaro VI n'appartient pas au même clan Chimpanzou que les douze souverains précédents, mais au clan rival des Chimoulaza. Nous verrons au XVIII^e^ siècle les luttes entre ces deux clans dominer la vie politique du royaume.

Le frère d'Alvaro VI, appelé Garcia II Alfonso, prend le pouvoir en 1641. Tout au début de son long règne (1641-1661), les Hollandais venus du Brésil occupent Loanda. Garcia II saisit l'occasion de montrer sa méfiance vis-à-vis des Portugais en faisant alliance avec les Hollandais, tout en affirmant sa fidélité au Saint-Siège. Il envoie des ambassadeurs à Pernambouc (Brésil) et à La Haye. C'est au milieu de cette situation politique bien peu claire qu'arrive à Pinda le 25 mai 1645 un premier groupe de missionnaires capucins, dont cinq

(1) J. F. de ROME, *op. cit.*, p. 104, 105.

italiens et sept espagnols. Ils ont été envoyés par la Sacrée Congrégation de la Propagande, instituée en 1622 par le pape Grégoire XV en partie pour briser le monopole missionnaire portugais ou droit de *padroado*. Malgré la présence des Hollandais ils sont fort bien reçus par le comte de Sohio, qui est depuis un an en guerre ouverte avec le roi de San Salvador et a proclamé son indépendance. Le 9 septembre, les Capucins obtiennent une audience du roi Garcia II, qui les reçoit avec faste. « Le roi se tenait dans sa chapelle. Il était vêtu splendidement de brocart d'or, orné de perles et d'autres joyaux ; sur la tête il portait un chapeau sur lequel se détachait une couronne royale toute faite de grosses perles et de joyaux de grande valeur. Il était assis sur un siège fabriqué à la manière du pays, couvert de velours rouge et incrusté de clous dorés (1). »

Les Capucins commencent tout de suite à prêcher dans une église que le roi a fait construire pour eux, la neuvième église de San Salvador. Et cependant tout le royaume « dont la majorité de la population professe notre sainte foi » (2) ne dispose que de seize prêtres. Aussi Garcia II réclame-t-il un nouveau contingent de Capucins dans une lettre adressée au Pape le 5 octobre 1646. Rome accède à son désir, si bien qu'en 1651 on dénombrera trente missionnaires capucins à l'œuvre au Congo.

Mais le malheureux roi Garcia II a dû entre-temps payer cher ses alliances antiportugaises. Le 15 août 1648 le général brésilien Salvador Correa y Benavides fait capituler les Hollandais de Loanda ; par le traité de 1649 ratifié en 1651 le roi du Congo renonce à sa souveraineté sur l'île de Loanda et sur les terres au sud de la rivière Dande. Il autorise l'exploitation des mines d'or et d'argent qui pourraient être découvertes dans son royaume. De plus, les missionnaires catholiques pourront ne pas être de nationalité portugaise mais devront obligatoirement voyager par Lisbonne et Loanda et seront soumis à l'évêque de Loanda. En conséquence, le nombre de missionnaires destiné au Congo diminuera très rapidement ; en 1656 on en dénombre seulement onze contre quinze pour l'Angola qui jouit d'un climat moins malsain.

En 1662, Antonio I^er^ Alfonso devient roi. Il refuse aux Portugais le droit de prospection minière accordé par son père Garcia II lors du traité de 1649 et attaque en 1665 Dona Isabella d'Ambuila, alliée des Portugais. Malgré une armée bien plus nombreuse, il est vaincu et tué au cours de la bataille d'Ambuila le 25 octobre 1665. Ses vainqueurs portugais emportent sa tête à Loanda et lui font construire un mausolée qui est encore visible aujourd'hui.

4. L'émiettement du royaume après Ambuila (1665).

La défaite d'Ambuila marque la fin du royaume du Congo unifié. Dès juin 1666, le roi Alvaro VII élu après la mort d'Antonio 1er est

(1) J. F. de Rome, *op. cit.*, p. 41.
(2) *Ibid*, p. 43.

tué par le comte de Sohio qui fait introniser un membre du clan Chimpanzou sous le nom d'Alvaro VIII.

Durant plus de quarante ans des rois Chimpanzou vont s'opposer à des rois Chimoulaza. Il existera en réalité trois royaumes : celui de Boula ou Lemba (situé au sud-est d'Ishangila dans le Congo-Léopoldville) et celui de San Salvador seront gouvernés par des Chimpanzou ; sur les rives de l'Ambriz (M'bridge sur les cartes actuelles), un Chimoulaza établira une troisième dynastie. La guerre civile atteint son maximum en 1678 : la ville de San Salvador est dévastée, le palais royal incendié, les églises et le collège de Jésuites ruinés ; les insignes royaux sont emportés à Boula.

Nous sommes très bien renseignés sur les détails d'une situation politique extrêmement confuse par les relations des missionnaires capucins qui fournissent d'autre part des statistiques impressionnantes sur le nombre de Congolais baptisés : 341 000 en 28 ans par 37 missionnaires, chiffre modeste du reste par rapport aux 100 000 baptisés par le seul R. P. Jérôme de Montesarchio entre 1650 et 1669 et les 700 000 (!) baptisés par le P. Cherubino da Savona entre 1759 et 1774. Ces rapports d'activité missionnaire nous disent aussi l'énorme mortalité régnant parmi les Capucins envoyés au Congo et en Angola : 55 morts dont six en mer entre 1673 et 1701 contre 46 qui avaient pu terminer leur séjour de sept années, c'est-à-dire plus de 60 % de décès.

Mais les relations des Capucins nous apportent encore quantité de renseignements passionnants sur la façon de vivre des Congolais de leur temps, qui évoque à maintes reprises des habitudes mentales absolument semblables à celles d'aujourd'hui. Deux des plus intéressantes sont certainement celles du Père Bernardo da Gallo et du P. Lorenzo da Lucca consacrées en 1710 et 1705 à l'activité de la secte des Antoniens. Le chanoine Jadin qui les a publiées et annotées en 1961 a mis en valeur la double signification politique et religieuse de ce mouvement.

Par certains côtés l'histoire de la « saint Antoine » congolaise évoque celle de Jeanne d'Arc. Toutes deux étaient animées par une foi sincère mise au service d'un souci de grandeur nationale ; toutes deux s'appliquèrent à remettre sur le trône un pseudo-roi dépourvu aussi bien de royaume que de caractère ; l'une et l'autre furent condamnées à être brûlées vives pour hérésie. C'est en 1704 que débute l'aventure de la jeune congolaise ; elle s'appelle Chimpa Vita, a été baptisée sous le nom de Dona Beatrice et est âgée de 22 ans. La situation du Congo est alors plus troublée que jamais ; de nombreux dignitaires, fatigués de la guerre civile ont cependant fait un effort en 1699 pour mettre fin aux divisions dynastiques et à l'anarchie. Ils ont promis obéissance à Pedro IV, qui avait été officiellement intronisé roi de San Salvador en 1696. Mais ce restaurateur sur lequel on fonde tant d'espoirs va se montrer très inférieur à sa tâche et faire preuve d'une insigne faiblesse de caractère. Il a peur de tout et de tous, même de sa femme dont il craint qu'elle ne l'empoisonne, même de son général Pedro Constantino qu'il a chargé de reconstruire la ville de San Salvador

abandonnée depuis vingt ans. Dès son avènement au trône, Pedro IV, par crainte d'une attaque du roi de Boula, s'est réfugié dans le site naturellement fortifié du Mont Kibangou, là où le fleuve Ambriz prend sa source. Alors que son peuple désire ardemment sa réinstallation dans la capitale, Pedro IV va attendre l'année 1705 pour se décider à quitter sa retraite distante d'une soixantaine de kilomètres. Il mettra près de quatre années pour couvrir un trajet de deux journées de marche, séjournant deux ans à Mouloumbi à 30 kilomètres de San Salvador puis un an à Evoloulou. C'est seulement le 15 février 1709 qu'il prendra d'assaut sa capitale après avoir fait couper les mains et la tête de son général rebelle.

La brève aventure de Dona Beatrice, la «saint Antoine» congolaise, se situe entre 1704 et 1706. Son but politique fut d'obliger le roi Pedro IV à réintégrer San Salvador ; il apparaît intimement lié à une tentative de « négrification » de la religion catholique, que les bons capucins qualifièrent évidemment d' « extravagante », mais qui rappelle étrangement certains syncrétismes africains florissant de nos jours. Dona Beatrice déclarait que « Saint Antoine était entré dans sa tête et l'avait ressuscitée »... que « Jésus-Christ était né à San Salvador qui était Bethléem. Il avait été baptisé à Soundi qui était Nazareth ; Jésus-Christ avec la Madone et Saint François étaient originaires du Congo, de la race des noirs » (1)... « Elle encourageait les noirs à être contents, car eux aussi avaient des saints, comme nous (les blancs) en avions. Elle disait que nous ne voulions pas qu'ils en aient eux aussi... Elle se montra ennemie des vices, superstitions, féticheries et autres choses semblables et les brûlait tous, avec les croix. Ces démonstrations contre les vices et les objets de féticherie servirent d'arguments qui permirent aux noirs ignorants de la qualifier de sainte (2). » Dona Beatrice ne gardait d'ailleurs pas jalousement l'exclusivité de la sainteté et on vit apparaître des sainte Lucia et des sainte Anna prétendant qu'elles sauraient distribuer les sacrements aussi bien que les missionnaires blancs. Et une floraison de « petits saints Antoine » parcourut tout le royaume prêchant la nouvelle religion et « invitant les princes à se réunir à San Salvador pour restaurer le royaume » (3). Ils obtinrent un grand succès : « Presque tout le royaume se pervertit et adhéra à la secte antonienne (3). » Parmi les convertis les plus notables étaient le général en chef et la femme du roi Pedro IV. Ce dernier se crut donc obligé de réagir contre une secte qui, tout en défendant le principe de la royauté, était soutenue par ses propres ennemis. Une occasion s'offrit en juin 1706, alors que le roi résidait à Mouloumbi à 30 km de la capitale. La malheureuse « saint Antoine » avait une vertu moins sévère que la Pucelle d'Orléans et s'était laissée séduire par un de ses « anges gardiens » appelé « saint João ». Elle fut découverte cachée dans la brousse en train d'allaiter son enfant et fut emmenée

(1) Bernardo da Gallo, *in* L. Jadin, *op. cit.*, p. 517.
(2) *Id.*, p. 515.
(3) P. Lorenzzo da Lucca, *in* L. Jadin, *op. cit.*, p. 542, 543.

au camp de Pedro IV où elle fut condamnée à être brûlée vive. Elle se confessa devant les deux seuls missionnaires blancs travaillant au Congo à cette époque « avec de grands sentiments de contrition »... et « ses paroles de repentance furent proférées avec une componction si grande, écrit le P. Lorenzzo da Lucca, qu'elles me tirèrent les larmes des yeux » (1). La sentence fut exécutée le 2 juillet 1706.

Trois ans plus tard Pedro IV se décidait enfin à rentrer dans sa capitale et se faisait reconnaître par tous les princes du Congo excepté le roi de Boula. Après sa mort en 1718 on décida que les rois du Congo seraient élus alternativement dans les clans Chimoulaza et Chimpanzou. Cette mesure évita probablement quelques guerres civiles mais n'augmenta pas l'autorité royale. En 1760 le P. Rosario dal Parco, préfet des Capucins en Angola et au Congo, écrivait : « Le royaume du Congo est très vaste et a sous son domaine de nombreux princes et potentats, ses vassaux et tributaires. Cependant, aujourd'hui le roi du Congo est fort pauvre et ses vassaux ne lui obéissent que peu ou pas du tout, se comportant tous comme des chefs absolus (2)... Dans la mission du Congo tous les habitants sont des noirs, ils ne veulent admettre aucun blanc à demeure... Presque tous les princes tiennent plusieurs *maestri* qui connaissent la langue portugaise et enseignent d'habitude le catéchisme dans la langue même du Congo... Ces princes se font toujours la guerre entre eux, ils s'emparent d'esclaves et les font vendre aux Portugais, Anglais et Français au port de Cabinda ».

Malgré ce peu d'autorité des rois du Congo, les cérémonies d'intronisation avaient conservé à la fin du XVIII^e siècle la même solennité qu'au XVI^e siècle. Le P. Cherubino da Savona qui fut seul missionnaire au Congo entre 1759 et 1774 décrit en détail les rites de l'élection de Pedro V en 1763 et d'Alvaro XI en 1764. Le Mani Vounda, représentant du chef de la terre des paysans Amboundou soumis au XV^e siècle par les conquérants Essikongo y tenait encore le rôle essentiel. Mais le roi était également tenu d'être béni par un prêtre, délégué par l'évêque de Loanda ou supérieur de la mission. Au cours d'une longue harangue concernant la façon de gouverner le royaume, le Mani Vounda spécifiait que le roi devait « conserver la paix et les coutumes des ancêtres et ne faire aucune nouveauté » (3). Il évoquait la mémoire des anciens rois et remettait au nouvel élu les insignes royaux dont beaucoup étaient antérieurs à la conversion des manikongo au christianisme.

Cette fidélité aux anciennes coutumes mérite d'être soulignée. Elle est notée çà et là dans les rapports des Capucins ; nous tirerons un exemple particulièrement démonstratif de la *Breve Relatione* de J. François de Rome (1648). Dans son chapitre consacré à l'habille-

(1) P. Lorenzzo da Lucca, *in* L. Jadin, *op. cit.*, p. 547.
(2) P. Rosario dal Parco, *in* L. Jadin, *Apercu de la situation du Congo en 1775*, p. 370-371.
(3) P. Cherubino da Savona, *in* L. Jadin, *Aperçu de la situation du Congo en 1775*, p. 406.

ment il écrit : « Tant les nobles que les gens du peuple portent une peau poilue de quelque bête sauvage ; elle leur pend par devant, attachée à la ceinture, mais elle n'est pas grande... Les gens du pays n'ont pas su me dire dans quel but ils portaient cette peau ; ils répétaient seulement que c'était un ancien usage et rien d'autre. Pourtant je m'imagine qu'une telle coutume a été introduite dans le but de se montrer courageux et valeureux et capable d'affronter les bêtes sauvages et de les tuer (1). » L'explication du bon père paraît très vraisemblable et signifie que cette coutume remontait à l'époque où les premiers agriculteurs avaient pénétré cette région en la disputant aux bêtes sauvages. Or elle avait subsisté chez tous les hommes congolais sans exception, qu'ils portent un pagne en tissu de fabrication locale ou des vêtements somptueux à la mode portugaise. De même de nos jours le port d'une ceinture de perles est quasi-obligatoire chez les femmes africaines, même celles qui sont habillées à l'européenne et qui ont les cheveux décrépés.

En méprisant ou en méconnaissant le conservatisme qui est un des traits essentiels de la mentalité africaine, les Européens ont commis des erreurs d'interprétation aussi grandes qu'en voulant tout expliquer par des causes économiques. L'histoire du royaume du Congo montre bien que, dans beaucoup de cas, l'Africain est plus sensible à un sentiment de frustration spirituelle qu'à la dépossession purement matérielle. Et elle peut être méditée utilement à ce double point de vue, qui éclairera partiellement l'échec religieux des Portugais et des Capucins. Échec portugais parce que, nous dit Gio-Antonio da Firenze en 1711 : « Si l'évêque du Congo était portugais, il ne serait en aucune façon reçu par ce peuple, à cause de la crainte qu'ils ont de devenir esclaves des Portugais » (2). Depuis le début du XVIe siècle tous les Portugais, qu'ils soient prêtres ou non, participaient plus ou moins directement au commerce des esclaves. C'est une des raisons pour lesquelles les rois du Congo réclamèrent avec tant d'insistance des missionnaires envoyés directement par Rome. Les Capucins italiens dont la valeur morale était au-dessus de tout soupçon échouèrent également parce qu'ils étaient trop peu nombreux et qu'ils furent décimés par la maladie. Ils ne purent former un clergé indigène en envoyant à Rome de jeunes Congolais, car l'autorité portugaise exigeait un enseignement en portugais décerné par des Portugais. Surtout ils sacrifièrent la quantité des convertis à la qualité et ne surent pas créer de communautés chrétiennes enracinées.

Que ce soit sur le plan politique ou sur le plan religieux, la belle histoire du règne d'Alfonso Ier finit donc lamentablement. On comprend cependant qu'elle ait laissé des traces persistantes dans la tradition orale, et que le « roi » actuel de San Salvador, devenu un petit chef de village, conserve avec ferveur et fierté le trésor fastueux légué par ses ancêtres.

(1) J. F. de ROME, *op. cit.*, p. 105.
(2) L. JADIN, *La secte des Antoniens*, p. 578.

5. Les royaumes de la savane au nord du fleuve Congo.

Anzique, Kakongo, Ngoyo, Loango.

Nous savons très peu de choses sur les quatre royaumes de Ngoyo, Kakongo, Loango et Ingobella situés au nord du bas-Congo. Il est probable que des chefferies organisées se sont constituées dans la région de savane au nord du fleuve *en même temps* que se constituait le royaume du Congo au sud du fleuve. La tradition locale recueillie par Lethur (1) raconte en effet qu'une femme dénommée Ngounou eut quatre fils dénommés respectivement Kongo, Vili (Loango), Woyo (Ngoyo) et Tyo (Ingobella).

Les *Tyo* sont encore appelés *Téké* ou *Anzique*. C'est sous ce dernier nom qu'ils apparaissent dans les documents portugais mentionnant qu'en 1491 l'armée du Congo fit la guerre contre les Anzique du nord et que deux successeurs d'Alfonso I^er^ périrent au cours de guerres contre les Anzique. A cette époque les Anzique étaient établis au nord du Stanley Pool jusqu'au nord de la Lefini (affluent de droite du Congo qui débouche presque en face du Kassaï). Ils intervenaient sûrement dans la traite des esclaves à travers le Stanley Pool ou Mpoumbou. Les Téké ont, semble-t-il, dès le XVI^e^ siècle, joué le rôle d'intermédiaire entre d'une part la côte de Loango qu'ils atteignaient facilement par la vallée du Kouilou-Niari, d'autre part les populations du bas-Kassaï et celles de la forêt rendues accessibles par l'immense réseau navigable du Congo et de ses affluents au nord du Stanley-Pool. Immédiatement à l'est du royaume d'Anzique se trouvait au XVI^e^ siècle le royaume d'*Okango*, à l'ouest du bas-Kwango, considéré comme le principal fournisseur des tissus de raphia qui servaient à cette époque de monnaie d'échange dans toute la région et jusqu'à Loanda.

Au XVII^e^ siècle les Téké possédaient les mines de cuivre de Mindouli (Congo-Brazzaville) et faisaient par l'intermédiaire des Vili de Loango le commerce d'esclaves, de raphia, d'acajou et de cuivre avec les Portugais puis avec les Hollandais installés à Mpinda depuis les environs de 1600. Dans la deuxième moitié du XVII^e^ siècle on voit apparaître sur la côte au nord du fleuve Congo des négriers anglais, français, et des Portugais venus non pas de l'Angola mais des îles du Cap Vert qui recrutent des esclaves au Gabon par l'intermédiaire de l'île du Prince. Les Européens se comportent exactement de la même manière que sur la côte de Guinée, c'est-à-dire qu'ils ont des contacts uniquement commerciaux avec les chefs côtiers sans chercher ni à pénétrer dans l'intérieur ni à évangéliser. Les rapports européens-africains n'ont donc rien de comparable avec ceux que les Portugais avaient institués avec le royaume de Congo aux XV^e^ et XVI^e^ siècles. (2)

(1) R. LETHUR, *Etude sur le royaume Loango et le peuple Vili*, in *Les cahiers Ngonge* nº 2, 1960, p. 22, cité par J. VANSINA, *Les anciens royaumes de la Savane*, p. 79-85.
(2) O. DE BOUVEIGNES, *Jérome de Montesarchio et la découverte du Stanley Pool*, in *Zaïre*, Bruxelles, nov. 1948, p. 989-1013.

Le seul document écrit concernant les royaumes au nord du fleuve Congo avant le XVIII[e] siècle est la relation du Père Jérome de Montesarchio, missionnaire capucin de la province nord du royaume de Congo ou Nsoundi. Il découvrit en 1667 le Stanley Pool, ne put franchir le fleuve lui-même, mais apprit que l'autre rive appartenait au puissant roi d'Anzique ou Concobella ou Ingobella. Il semble d'ailleurs que le déplacement vers l'est des Nsoundi et des Loadi (fractions des Kongo nord-occidentaux) ait pris des proportions importantes justement en cette fin du XVII[e] siècle et que, vers 1700, les Anzique aient perdu le contrôle des mines de cuivre de Mindouli.

Au XVIII[e] siècle la côte de Loango prend tout d'un coup une importance accrue après le traité de l'Assiento du 27 août 1701 (1) spécifiant que les 48 000 pièces d'Inde à fournir en dix ans par la Compagnie française de Guinée « *ne seront point tirées du pays de Guinée qu'on appelle Minas et Cap Vert*, attendu que les nègres de ces pays ne sont pas propres pour les Indes Occidentales ». D'autre part, les guerres du Dahomey entreprises par les rois Agadja (1708-1732) et Tegbessou compromettent l'approvisionnement régulier des comptoirs de la Côte des Esclaves (= côte Mina) et incitent souvent les négriers à aller se fournir plus au sud.

Au cours du XVIII[e] siècle la traite dite du Loango prend une extension formidable entre le Cap Lopez (Gabon) et Ambriz (Angola). Les ports d'embarquement sont Mayoumba (Gabon), Loango (Congo-Brazzaville), Malemba et Cabinda (enclave portugaise de Cabinda). Le R. P. Rinchon (2) a insisté sur l'importance relative de la traite du Loango par rapport à l'ensemble de la traite atlantique. Bien que les chiffres indiqués par lui soient nettement exagérés dans un but polémique on peut retenir que cette côte entre le Cap Lopez et le fleuve Congo aurait fourni un sixième du nombre total des esclaves exportés, tandis qu'elle représente un dixième de la longueur totale de côtes où se pratiquait la traite. Toujours est-il que le nom de Loango devient connu et que de courageux missionnaires décident de s'y rendre. C'est à eux que nous devons les seuls documents écrits du XVIII[e] siècle concernant les royaumes de *Loango* et de *Kakongo* (3) (4). On trouve également une description de la structure sociale et du fonctionnement de la royauté dans les compte-rendus de deux expéditions allemandes faites en 1874-75 (5) et 1873-76 (6).

Ces récits sont particulièrement intéressants parce qu'ils permettent

(1) *Infra*, p. 345-346.
(2) R. P. Dieudonné Rinchon, *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens. Histoire de la déportation de 13 500 000 noirs en Amérique*, Bruxelles 1929, 306 p.
(3) Abbé Proyart, *Histoire de Loango, Kakongo et autres royaumes d'Afrique*, Lyon 1776.
(4) Cuvelier Mgr J., *Documents sur une mission française au Kakongo 1766-1776*, Bruxelles IRCB, 1953, 132 p.
(5) A. Bastian, *Die deutsche Expedition an der Loango Küste*, Iena 1874-75, 2 vol. de 374 pages chacun.
(6) P. Gussfeldt, J. Falkenstein, E. Peschuel-Loesche, *Die Loango Expedition ausgesandt von der deutschen Gesellchaft zur Erforschung Aequatorial Afrikas*, Leipzig, 1897, 1 vol., 304 p.

des comparaisons entre deux royaumes africains, le Loango et le Congo, manifestement apparentés de très près, mais dont le premier n'a subi aucune influence européenne. La royauté divine subsistant dans toute sa pureté au Loango a subi des modifications au Congo en raison de la conversion du Roi au christianisme. Par exemple Alfonso décida de manger en présence de certains membres de la cour alors que son père n'en avait jamais eu le droit. Mais nous avons vu précédemment que bien des parties du cérémonial du couronnement tel qu'il était pratiqué à la fin du XVIII[e] siècle remontaient à l'époque païenne du royaume du Congo. Ce rituel, on le retrouvait intact à la même époque au Loango.

Comme celle du Congo, l'administration du Loango était hiérarchisée et comportait des ministres aux fonctions strictement spécialisées. Le *Mangovo* s'occupait des Affaires étrangères, le *Mafouka* du commerce avec les Européens, le *Makaka* de la Guerre, etc... Dans les royaumes Ngoyo et Kakongo (enclave de Cabinda et Congo-Léo au nord du fleuve Congo) il y avait également des ministres du commerce et des Européens (*Mafouka et Mambouka*).

C'est, semble-t-il, après 1800 que divers trafiquants établissent des points de vente le long du bas-Congo. Grâce à la navigabilité du Congo et de ses affluents au-delà du Stanley Pool, le domaine où l'on va chercher des esclaves va s'étendre rapidement jusqu'au cours moyen du Congo et dans l'actuelle République centre-africaine. L'état démographique déplorable (2 au km^2) de ce pays est dû essentiellement aux ravages des trois courants de traite venus respectivement de Khartoum, de Zanzibar et de Loango-Cabinda, dont le dernier n'a pas été le moins important. L'auteur de « l'État sauvage » (1) aurait dû tenir compte de ces faits avant de présenter à des milliers de lecteurs non prévenus une image aussi déplaisante de ce pays trop longtemps victime des négriers européens et arabes.

Le royaume Kouba.

Les Ba Kouba au nombre de 70 000 environ vivent à la limite de la cuvette congolaise entre le Sankourou au nord, le Kassaï à l'ouest, le Louloua au sud. Malgré leur petit nombre, les Kouba tiennent une place importante dans la littérature africaniste grâce à deux auteurs qui les ont étudiés avec passion, mais ne s'accordent ni sur les noms ni sur les dates. Le premier, E. Torday, publia en 1910 (2) les résultats d'un séjour effectué avant la pénétration de l'administration belge dans ces régions. Le second, J. Vansina, a consacré depuis 1954 plusieurs études aux Kouba, dont la dernière (3) paraît définitive. En outre J. Vansina a illustré par de nombreux exemples tirés de la

(1) G. Conchon, *L'État sauvage*, Prix Goncourt, 1964.
(2) E. Torday, *Notes ethnographiques sur les peuples communément appelés Bakuba, Les Bushongo*, Bruxelles, 1910.
(3) J. Vansina, *Geschiedenis van de Kuba : van ongeveer 1500 tot 1904*, Tervuren, 1963. Résumé en français à la fin de l'ouvrage.
Recording the oral History of the Bakuba, JAH 1960, n° 1, p. 45-54, n°2, p. 257-270.

tradition orale Kouba son étude classique parue en 1961 sur la « Tradition orale. Essai de méthode historique ».

En effet, l'intérêt de l'histoire Kouba n'est pas tant dans son contenu que dans le fait qu'il existe une tradition historique transmise soigneusement de génération en génération depuis le XVIe siècle au moins, tradition qui peut être divisée grossièrement en une partie laïque connue du grand public et une partie religieuse connue par certaines familles tenues au secret. Pourquoi les Boushongo qui constituent 80 % de l'ensemble Kouba ont-ils une histoire alors que les peuples voisins ont seulement quelques souvenirs de migrations ? Cela paraît en rapport évident avec leur structure sociale basée sur l'institution de la royauté divine, comme dans les royaumes de Congo et de Loango, ou comme dans les royaumes interlacustres.

Les ressemblances linguistiques entre la langue Kouba et celles du Mayombe et du bas Kassaï évoquent une origine occidentale des Boushongo qui, d'après Vansina, auraient émigré dans leur habitat actuel, vers 1600 et auraient eu des contacts avec les Portugais sur les bords du fleuve Congo avant 1525 (1).

Le grand roi des Boushongo est connu depuis Torday sous le nom de Chamba Bologongo, mais Vansina le nomme Shyaam Mbula Ngoong Il aurait régné entre 1630 et 1640 et introduit de nombreuses nouveautés dont la culture du maïs et du tabac.

Il semble certain que les Kouba étaient en relations commerciales dès le XVIIe siècle avec les Téké du nord du Stanley Pool et les peuples du bas-Kassaï : Houm et Yans. Il semble probable qu'ils achetaient du cuivre au Katanga au XVIIIe siècle.

Vers 1850 le royaume décline mais il opposera cependant une sérieuse résistance à la conquête européenne en 1904 et ne sera véritablement pacifié qu'en 1910 seulement. Rappelons que l'art des Kouba (2) particulièrement remarquable est très bien représenté au musée de Tervuren (Bruxelles). La statue la plus ancienne de toute l'Afrique centrale est celle du fameux roi Chamba Bologongo.

III. LES ROYAUMES DE L'ANGOLA ET LEURS RELATIONS AVEC LE PORTUGAL

Comme pour l'ancien royaume du Congo, il risque d'y avoir une certaine confusion dans l'esprit du lecteur moderne sur la signification historique du mot Angola. Jusqu'au milieu du XIXe siècle le « royaume d'Angola » marqué sur les cartes comme possession portugaise correspondait à l'ancien royaume africain de Dongo, gouverné par un chef appelé *Ngola*. Le Ngola régnait depuis le XVe siècle sur l'arrière pays de l'île « congolaise » de Loanda entre les rivières Bengo et Kouanza. En profondeur, son royaume s'étendait sensiblement

(1) J. Vansina a prouvé que les Kouba se souviennent des cottes de maille portugaises qui étaient en usage sur la côte congolaise avant 1525.
(2) cf. mon *Histoire du Congo*, p. 32 et 49.

jusqu'à la ville actuelle de Malange située à moins de 400 kilomètres de la côte. *Il représentait donc environ la quarante-cinquième partie de l'Angola actuelle* qui, avec 1 246 000 km², arrive au quatrième rang des états africains classés par ordre de surfaces.

I. Le royaume de Dongo jusqu'à la fin du XVIe siècle.

Géographiquement et ethnologiquement, le *Ndongo* était très semblable au Congo. Sa population était composée de cultivateurs Amboundou cousins de ceux qui habitaient au nord de la rivière Dande et avaient été conquis au XVIe siècle par les Mouchicongo venus du nord. Les ngola étaient originaires du pays Matamba, situé au sud-est du royaume du Congo, au nord de la ville actuelle de Braganza. Bien qu'autonomes ils payaient tribut au *mani* du Congo.

Dès le début du XVIe siècle, des trafiquants de Sâo Thomé commencèrent à prospecter le Ndongo à partir de l'île de Loanda qui fournissait un lieu de débarquement favorable. En 1519 le ngola, priant le roi Alfonso Ier d'intercéder en sa faveur pour obtenir des missionnaires et des marchands portugais, appuya sa demande par l'envoi d'un échantillon de minerai d'argent. Le roi Manuel (1495-1521) envoya Manuel Pacheco et Baltasar de Castro explorer cette contrée qui paraissait susceptible de compenser les désillusions apportées par le Congo au point de vue de la production de métaux précieux. L'expédition fut un échec ; Pacheco abandonna Castro qui resta cinq années prisonnier du ngola et revint au Portugal en 1526, racontant qu'il n'avait pas trouvé trace des mines espérées. Il ne fut, semble-t-il, pas écouté, car la poursuite de ces légendaires mines d'argent allait jouer un rôle important dans la conquête de l'Angola cinquante ans plus tard, pas aussi déterminant cependant que la recherche d'un nouveau marché d'esclaves.

Les premières relations diplomatiques directes du Ndongo avec le Portugal datent de 1556. Trente années ont passé depuis le retour à Lisbonne de Baltasar de Castro ; les négriers de Sâo Thomé se sont installés de plus en plus nombreux dans le royaume du Ngola, où ils se trouvent en compétition avec les trafiquants venus du royaume du Congo. Voulant échapper au paiement des taxes exigées au port de Pinda qui a le monopole de la traite depuis 1519, les premiers soutiennent l'armée du Ngola au cours d'une bataille qui a lieu près de Caxito sur la rivière Dande. Les seconds qui ont pris le parti du roi du Congo Diogo Ier sont vaincus ; le Ngola en profite pour se déclarer indépendant et envoie une ambassade à Lisbonne afin de réclamer des missionnaires.

En 1560 débarque dans l'île de Loanda une caravelle amenant quatre Jésuites et commandée par Paulo Dias de Novais, un petit-fils de Bartolomeu Dias. Mais cette expédition n'a pas beaucoup plus de chance que celle de 1520. Dias et le père Gouveia sont gardés prisonniers pendant cinq ans dans la capitale du Ndongo, Cabasa, située au nord d'Ambaca à 250 km de la côte. Le ngola, successeur de celui

qui avait réclamé les missionnaires, refuse de se convertir ; toutefois en 1565 il renvoie à Lisbonne Dias, porteur de riches cadeaux d'esclaves, ivoire et cuivre, mais pas d'argent.

Dias de Novais trouve le jeune roi Sébastien (1557-1578) hésitant sur la politique à suivre en Afrique. Que faut-il penser de l'attitude des ngola ? Les missionnaires que l'on enverra ne subiront-ils pas le même sort que le Père Silveira assassiné à la cour du Monomotapa en 1560 ? Ou bien ne seront-ils pas tout simplement expulsés comme l'ont été les Jésuites du Congo en 1555. Tout cela n'est évidemment pas très encourageant pour tenter une action missionnaire d'envergure. D'autre part, il paraît maladroit d'abandonner un pays susceptible de fournir de nombreux esclaves et peut-être ce fameux argent, dont on n'a plus entendu parler depuis quarante ans. Le nord-est du Brésil commence à se couvrir de plantations de canne à sucre et le Portugal va être appelé à lui fournir un nombre accru d'esclaves en plus de ceux qu'il exporte déjà vers les colonies espagnoles.

Tout bien pesé, Sébastien se décide pour une action militaire au Ndongo, seul moyen, pense-t-il, d'éviter les restrictions constantes que les rois chrétiens et indépendants du Congo opposent à la traite. Pour qu'il n'en coûte pas trop cher au trésor portugais, il emploie un procédé largement utilisé au Brésil, celui de la *donatoria* ou donation royale à titre personnel et héréditaire d'un terrain à conquérir, à charge pour le « bénéficiaire » de remplir certaines conditions. Paulo Dias de Novais reçoit en 1571 la donatoria de trente-cinq lieues de côte au sud de la Kouanza et de l'arrière-pays aussi loin qu'il pourra en prendre possession. Il est de plus nommé gouverneur à vie du pays entre les rivières Dande et Kouanza sans qu'on ait demandé leur avis ni au roi du Congo souverain du Dembo entre Dande et Bengo, ni au ngola souverain du Ndongo. En contre-partie des profits rapportés par cette charge, Dias devra entretenir une garnison de quatre cents hommes comprenant des artisans, construire trois forts et une église entre Dande et Kouanza, amener trois prêtres et installer à ses frais cent familles de cultivateurs.

Cette dernière condition du contrat ne sera jamais appliquée ni par Dias ni par ses successeurs. A l'exception d'un groupe de douze orphelines expédiées à Loanda en 1595, il n'y eut pratiquement pas de femme blanche résidant en Angola jusqu'au début du XIX^e^ siècle. On peut rêver en songeant à ce qui aurait pu arriver si une communauté blanche enracinée dans l'Angola à la fin du XVI^e^ siècle avait proliféré aussi rapidement que les quelques centaines de familles hollandaises et françaises introduites en Afrique du sud à la fin du XVII^e^ siècle et devenues deux millions d'Afrikaners aujourd'hui. Mais, en voyant les résultats actuels de la colonisation portugaise et en particulier le nombre dérisoire — moins de 1 % — d'*assimilados*, on doit penser que, durant trois cents ans, les enfants des Portugais de l'Angola étaient tous nés d'une mère africaine et qu'ils retournaient immanquablement au milieu indigène en deux générations au plus. Les théories modernes de l'assimilation « active » des Africains par

les Portugais restent théoriques parce qu'elles ont été précédées de trois siècles d'assimilation « passive » des Portugais par les Africains.

Revenons à Dias de Novais, le conquérant de l'Angola. Il semble bien qu'il ne tenait pas tant personnellement à poursuivre la politique de force qui lui était recommandée. Peut-être se méfiait-il d'une réaction violente du ngola qu'il avait appris à connaître au cours de cinq ans de captivité. Toujours est-il qu'il attendit 1579 pour pénétrer à l'intérieur du royaume de Dongo. Trois années furent employées à préparer l'expédition ; en 1575 il débarque à Loanda avec les quatre cents hommes prévus. Au milieu de 1576 il s'installe sur la terre ferme en face de l'île, qui appartenait au roi du Congo et non au ngola, et y fait construire le noyau de la future capitale de Saint Paul de Loanda. Il y passe trois ans avant de céder à la pression des Jésuites et des marchands d'esclaves qui réclament une action armée et il commence enfin en 1579 à remonter le cours de la Kouanza dans la direction des hypothétiques mines d'argent de Cambambe. Mais, si le ngola avait admis sans protester l'installation des blancs sur une terre appartenant au roi du Congo, il n'est plus du tout d'accord quand il s'agit de ses terres à lui. Sa première réponse est de faire tuer et confisquer les biens d'une vingtaine de commerçants portugais installés dans sa capitale. Puis il attaque... et il attaquera pendant dix ans. A la mort de Dias de Novais en 1589, les Portugais n'ont pas pu dépasser Massangano au confluent de la Doukala à 250 km environ de l'embouchure de la Kouanza. La guérilla et la fièvre ont causé la perte de près de deux mille hommes.

Cependant, en 1589, autour de la forteresse construite en 1583 à Massangano, une véritable ville est née qui reçoit le statut de municipalité. En 1599 une autre forteresse est construite à Muxima à 100 km en aval, ce qui permet aux Portugais de bien contrôler la région maritime du Dongo jusqu'au confluent Loukana-Kouanza et en particulier le départ de la voie commerciale qui joint Loanda à San Salvador et de là bifurque vers le Stanley Pool et le royaume d'Okango (probablement situé à l'ouest du bas-Kwango), gros producteur de tissus de raphia.

2. Le royaume de l'Angola jusqu'en 1854.

Dans les toutes premières années du XVIIe siècle la future colonie portugaise de l'Angola a encore des dimensions extrêmement réduites. Elle s'étend sur moins de la moitié du royaume africain de Dongo soit un centième environ de l'Angola actuelle. Dès cette époque cependant la politique que le Portugal suivra dans cette partie de l'Afrique est déjà bien dessinée.

L'Angola est une « conquête » obtenue par la force et en cela elle s'oppose absolument au royaume indépendant du Congo où les Portugais n'exerceront aucun droit de gouvernement avant 1883. La « *conquête de l'Angola* » ne renferme pas d'argent et les fameuses mines de Cambambe atteintes en 1604 par le gouverneur Manuel

Cerveira Pereira se sont révélées inexistantes. La « conquête de l'Angola » sera donc exploitée comme réservoir d'esclaves puisque la demande du Nouveau Monde va en augmentant : en 1602 le gouverneur Coutinho a reçu l'ordre de fournir aux colonies espagnoles 5 250 esclaves par an. Et il faut également répondre aux demandes de main-d'œuvre du Brésil qui deviendront vite prépondérantes.

Pendant deux siècles et demi, la politique indigène portugaise en Angola se définira essentiellement par les différents modes d'acquisition des esclaves, accessoirement par une action missionnaire limitée aux alentours immédiats des postes militaires. L'Angola ne sera pas considérée dans une optique africaine mais comme une base essentielle de l'économie américaine. On ne recherchera pas la transformation politique ou économique des royaumes africains conquis mais plutôt l'extension des voies commerciales afin d'atteindre de proche en proche les régions éloignées de la mer où les esclaves en puissance sont nombreux et bon marché. L'expansion territoriale se heurtera à une très vive résistance africaine et restera limitée aux royaumes de Dongo et de Matamba, sans que le second soit d'ailleurs occupé. Par contre, l'expansion commerciale ira très loin vers le centre de l'Afrique grâce à la participation active de royaumes africains indépendants comme le royaume Imbangala de Cassange, les royaumes Ovimboundou du sud de la Kouanza, ou les chefferies militaires Jaga.

Commencée par la force avec Dias de Novais, la conquête du royaume Dongo se poursuivra avec les mêmes méthodes et sera considérée comme achevée seulement en 1670. C'est dire que le *ngola* du Dongo et sa sœur la *jinga* du Matamba n'étaient pas des adversaires méprisables. Leurs démêlés avec les Portugais ont été racontés en détails par O. de Cadornega qui ne consacra par moins de trois volumes publiés à Loanda en 1681 à l'« Historia geral das Guerras Angolanas ». Entre 1608 et 1620, il y eut des campagnes presque annuelles pour soumettre les chefs rebelles du Ndongo. Les Portugais finirent par s'emparer de la capitale du ngola en 1618 ; cette année-là ils firent exécuter quatre-vingt-quatorze chefs. Enfin en 1620 le ngola fut banni dans une île de la Kouanza. Sa sœur jinga (= reine) du Matamba prit alors l'initiative de demander la paix. Elle vint en 1621 à Loanda à la tête d'une imposante ambassade. Comme elle s'entendait proposer de payer un tribut annuel, elle répliqua fièrement : « On parle de tribut à ceux que l'on a conquis, je viens proposer la paix et non la soumission (1). » Elle resta une année entière à Loanda et fut baptisée en grande pompe à la cathédrale sous le nom de dona Ana de Souza. Ravis de cet incontestable succès diplomatique, les Portugais durent bien vite déchanter. En 1623 la reine faisait assassiner son frère le ngola et engageait des guerriers Jaga pour mener une guérilla qui allait durer treize ans. En 1636 enfin, elle consentait à

(1) D. Livingstone, *Explorations dans l'intérieur de l'Afrique Australe de 1840 à 1856*, trad. franç., 1881, p. 420.

faire la paix ; paix précaire car, dès 1642, elle s'alliait avec les Hollandais qui avaient occupé Loanda en août 1641 et les aidait à repousser une attaque portugaise venue de Massangano (1).

Massangano, la plus ancienne ville portugaise de l'intérieur, fondée en 1583, servit en effet de capitale pendant les sept années où les Hollandais occupèrent Loanda. Une expédition de secours brésilienne y parvint en 1645 et réussit à infliger une cuisante défaite aux Hollandais et à la reine Jinga. Enfin, le 18 août 1648, le général brésilien Salvador Correia de Sa faisait capituler la garnison hollandaise de Loanda. Les Portugais de l'Angola lui montrèrent leur reconnaissance en augmentant sensiblement au cours des années suivantes le nombre d'esclaves expédiés au Brésil.

Il y eut de nouveau une augmentation brutale du nombre des esclaves en 1665 lorsque des traités autorisèrent leur transport au Brésil sur des bateaux anglais et hollandais et non plus exclusivement portugais.

Ce fait ajouté au refus du roi de laisser venir les chercheurs d'or portugais fut une des causes de la reprise des hostilités. Le roi du Congo fut vaincu à la bataille d'Ambuila le 29 octobre 1665 par la petite armée portugaise de Luis Lopes de Segueira et ses auxiliaires Yaka. L'église N. D. de Nazareth fut érigée à Loanda pour commémorer cette victoire portugaise et on peut y voir encore aujourd'hui un tableau fait d'*azulejos* représentant la mort du roi Antonio Ier. Le capitaine vainqueur d'Ambuila, Luis Lopes de Segueira, parvint en 1671 à s'emparer de Pungo Andongo où le ngola s'était retranché dans un site jugé inexpugnable. La grande reine Jinga était morte très âgée en 1663 et on put considérer le royaume de Dongo comme définitivement conquis. Il était devenu le « royaume portugais d'Angola », support essentiel de la colonisation brésilienne. Le royaume de Matamba et le royaume Imbangala de Cassange restaient indépendants.

Les chefs soumis payaient volontiers leurs taxes en esclaves et les « capitaines » des places fortes de l'intérieur augmentaient facilement cet impôt « régulier » par des expéditions punitives faites sous des prétextes variés contre des *sobas* (= chefs) indociles. Mais ce n'était pas à l'intérieur du petit royaume d'Angola qu'on aurait pu se procurer suffisamment d'esclaves ; on allait les chercher de plus en plus loin dans l'intérieur de l'Afrique et c'était le travail des *pombeiros* dont le nom, d'après J. Vansina (2), proviendrait de Mpoumbou, nom du Stanley Pool en kikongo. Les régions voisines du Stanley Pool étaient en effet depuis le début du XVIe siècle un réservoir d'esclaves où l'on venait s'approvisionner de très loin. Quoi qu'il en soit, les pombeiros, coureurs de brousse intermédiaires souvent métis, jouèrent un grand rôle dans le royaume de l'Angola. Ils quittaient Loanda ou les postes

(1) La durée et le succès de la guérilla menée par la reine Jinga s'expliquent en partie par les attaques hollandaises réitérées sur Benguela, Mpinda et au Brésil entre 1623 et 1639.

(2) J. Vansina, *Long distance trade routes in Central African*, JAH, III, 1962 (3), p. 375-390.

militaires de l'intérieur avec une escorte armée et des marchandises dont les plus appréciées au début était le sel des salines de la côte et les tissus de raphia achetés dans le royaume d'Okango à l'ouest du bas Kwango. Ils profitaient du tempérament belliqueux des populations de l'intérieur pour attiser habilement les inimitiés entre villages voisins : des conflits qui en résultaient le vainqueur retirait des prisonniers qui étaient cédés au commerçant de passage contre des armes ou du rhum.

Dans le royaume d'Angola, le commerce était moins important que dans le royaume du Congo. Il n'y existait pratiquement pas d'amateurs pour les vêtements et les tissus de luxe si appréciés de la grande et petite noblesse congolaise. On y vendait du vin venu de Lisbonne par pleines caravelles et des tissus ordinaires. Les chefs locaux ou sobas devaient payer un tribut mais restaient libres de gouverner à leur guise ; les conversions au christianisme furent beaucoup moins nombreuses qu'au Congo parce que les ngola étaient restés païens ; n'éprouvaient donc le besoin d'adopter la religion des Portugais que ceux qui étaient en contact direct avec eux, soit qu'ils vivent près de l'un des six postes militaires de l'intérieur, soit qu'ils aient été touchés par les missionnaires. Ces derniers furent à partir de 1648 des Capucins italiens comme au Congo. Le climat de l'Angola étant réputé moins malsain que celui du Congo, ils avaient installé neuf postes missionnaires ; mais ils mouraient en grand nombre et le recrutement devint de plus en plus difficile. En 1711 seuls étaient desservis les postes de Loanda, Massangano, Bengo, Caenda, Catoumbo. Les garnisons portugaises étaient desservies par des Jésuites ou des prêtres angolans ; il y avait plusieurs couvents importants à Massangano, Golungo alto, Bengo.

Cependant c'était à Loanda que les Jésuites avaient concentré leur activité depuis 1600. Ils y tenaient un collège réputé qui éduquait les enfants métis et formait des clercs et des artisans indigènes. Malheureusement, l'efficacité spirituelle du clergé portugais était fort limitée du fait qu'il était engagé dans le commerce des esclaves. Il était de bon ton d'affirmer que soustraire le Noir à son milieu païen et le faire travailler dans les plantations américaines était le seul moyen efficace de le faire devenir un bon chrétien.

Après 1750 le déclin de l'activité missionnaire devint patent. En 1775 il n'y avait plus qu'un missionnaire capucin résidant à Loanda. En 1800 la majeure partie des soixante églises de l'Angola était dépourvue de prêtres. En 1850 on comptait quatre prêtres à Loanda et aucun dans l'intérieur. En 1854 Livingstone signale que l'église des Jésuites de Loanda a été convertie en atelier, une autre grande église en étable ; les deux églises et les deux couvents de Massangano sont en ruines ; l'ancien couvent de Saint-Hilarion à Bango est abandonné, le couvent de Saint-Antoine à Bengo n'est plus que ruines. Cependant le grand explorateur anglais est étonné par le nombre d'Africains du district d'Ambaca qui savent lire et écrire le portugais, bien que leurs maîtres jésuites aient disparu depuis longtemps. On ne peut parler

d'assimilation culturelle, mais il y avait tout de même là un résultat que les Portugais n'ont atteint en Afrique que dans cette région de l'Angola correspondant au royaume africain de Dongo et nulle part ailleurs.

En dehors de cette ardeur mise à apprendre la langue portugaise, que restait-il en 1854 dans la conscience historique des Africains du « royaume d'Angola ». Pas grand-chose concernant la splendeur monumentale de la ville de Loanda entre 1650 et 1750, parce que la prospérité de la capitale ne les avait guère concernés. Par contre, un souvenir très vif dans la tradition orale de la grande reine Jinga et de sa résistance aux Portugais. On montra à Livingstone l'empreinte de son pied sur un rocher de Pungo Andongo et aujourd'hui encore les Chinga ou Jinga qui vivent au nord-ouest de Braganza évoquent les hauts faits de la reine du Matamba au XVII^e siècle.

3. Le « royaume de Benguela » et les Ovimboundou.

Sur une carte de 1708 on voit au sud d'un petit « royaume portugais d'Angola » un immense « royaume portugais de Benguela » s'étendant depuis la Kouanza jusqu'à la Counene qui est la frontière méridionale de l'Angola actuelle. A part les Kisama et les Libolo qui habitent encore aujourd'hui immédiatement au sud de la Kouanza, les autres noms de peuples sont manifestement des « noms de remplissage » si fréquents sur les cartes du continent noir avant les grandes explorations du XIX^e siècle. En effet, bien que Sâo Filipe de Benguela ait été fondée dès 1617, les Portugais attendirent 1685 pour pénétrer officiellement dans l'intérieur et la région de Mossamedès ne fut explorée qu'en 1775. (1) En installant un poste à Caconda (1685) à 200 kilomètres de la côte, ils atteignaient le bloc ethnique le plus homogène et le plus nombreux de l'Angola actuelle : les *Ovimboundou* sont aujourd'hui près de 1 million et demi sur une population totale africaine d'un peu plus de quatre millions. Leur zone d'habitat est située tout entière au-dessus de 1000 mètres d'altitude et s'étend entre la Kouanza supérieure au nord-est et la rivière Qué affluent de la haute Counène au sud-est. Elle est traversée à peu près en son centre par la ligne du chemin de fer du Katanga qui passe par les deux centres Ovimboundou importants de Bihé (Silva Porto) et de Houambo (Nova Lisboa).

Les Ovimboundou ont beaucoup intéressé les ethnologues (2) (3) (4) parce qu'ils sont un des rares peuples d'Afrique noire à avoir construit *en pierre* des murs et des tombeaux, où l'on retrouve des décorations avec chevrons et palmes évoquant les constructions de Rhodésie du sud (Naletale, Dhlo Dhlo, Zimbabwe.) Il semble bien que les plus anciennes doivent être datées des XVII^e et XVIII^e siècles, époque à la-

(1) Dès 1630, des colons de Benguela s'étaient établis dans l'intérieur. Ce furent les premiers *sertanejos* ou broussards.
(2) CHILDS, *Umbundu Kinship and Character*, Londres 1949.
(3) H. BAUMANN, *Die Frage der Steinbauten und Steingräber in Angola*, Païdeuma, Avril 1956, p. 118-151.
(4) MAGYAR L., *Reisen in Süd Afrika in den Jahren 1849-1857*, Leipzig 1859.

quelle des chefs Jaga vinrent s'installer en pays Ovimboundou et y fonder des principautés guerrières dont les principales sont Giaka, Bailoundou, Houambo, Galange et Bihé. Ces royaumes évoluèrent de façon tout à fait indépendante des Portugais qui contribuèrent cependant à leur développement en leur achetant de l'ivoire, de la cire et des esclaves à Caconda ou à Benguela. Vers 1745, Benguela exportait deux mille esclaves par an (1). Bihé, fondée vers 1750 par un chasseur venu du pays Lounda, prit une grande importance à la fin du XVIII[e] siècle.

En 1774-76 les Portugais lancèrent plusieurs expéditions contre les chefs de Bailoundo et de Cingolo au nord-est de Caconda. La conversion du chef de Bihé en 1778 n'entraîna pas plus que celle de la reine Jinga, au siècle précédent, aucun changement dans la vie quotidienne des Ovimboundou qui restèrent profondément hostiles à toute pénétration militaire portugaise jusqu'en 1890 mais développèrent pendant cette période une activité commerciale intense. Au début du XIX[e] siècle, des caravanes Ovimboundou partaient surtout de Bihé où s'étaient établis de nombreux *Sertanejos* (= broussards) portugais ou métis. Elles atteignirent vers 1840 le royaume Lozi (correspondant au Barotséland sur le Zambèze supérieur à l'ouest de la Zambie) et la capitale du Mwata Yamvo situés respectivement à 850 km environ de Bihé dans les directions sud-est et nord-est. Vers 1850 des Ovimboundou au service du commerçant portugais Silva Porto établi à Bihé allèrent jusqu'au Mozambique. Entre 1870 et 1885, à l'époque de l'apogée du royaume de Msiri dans le Katanga sud-oriental (2), les Ovimboundou étaient les grands maîtres de la piste qui suivait approximativement le trajet du chemin de fer de Benguela à Élisabethville et drainait les esclaves, l'ivoire, le cuivre du Katanga ainsi que le caoutchouc de liane du nord-est de l'actuel Angola.

C'est en 1890 seulement que les Portugais conquirent le royaume de Bihé et, entre 1896-1902, celui de Bailoundo.

4. Les Imbangala de Cassange.

En acquérant au XIX[e] siècle le contrôle du commerce dans le royaume Lounda, les Ovimboundou s'emparaient du monopole établi deux siècles auparavant par les Imbangala de Cassange.

L'histoire de la fondation du royaume de Cassange a été reprise en détails par J. Vansina qui a utilisé et confronté les sources portugaises du XVII[e] siècle et la tradition orale recueillie à la fin du XIX[e] par différents voyageurs portugais ou allemands (3). L'intérêt de ce travail de mise au point chronologique dépasse largement le plan local. Car si Cassange n'est même plus indiquée sur les cartes actuelles, elle joua pendant deux siècles, entre 1650 et 1850 environ, un rôle capital de

(1) Anonyme, *La Pratique Missionnaire des PP. Capucins italiens dans les royaumes de Congo-Angola et contrées adjacentes 1747* (Ed. Spes, 1931).
(2) *Infra*, p. 196.
(3) J. VANSINA, *The foundation of the kingdom of Kasanje*, JAH, IV, 1963 (3), p. 355-374.

liaison entre le centre de l'Afrique et la côte atlantique du fait que ses premiers Jaga (= rois) payaient tribut à la fois au Mwata Yamvo, « empereur » des Lounda et au gouverneur portugais de Loanda.

D'après Vansina, c'est à la fin de l'année 1613 que Kasanje, neveu du chef Lounda Kingouri, s'installa sur le site de la future Cassange, à mi-chemin entre les vallées du Kwango supérieur et de son affluent occidental la Loui, à 200 kilomètres environ à l'est de l'actuelle ville angolane de Malange. A une date non précisée de la fin du XVI^{e} siècle, Kingouri avait quitté la région d'origine des premiers chefs Lounda, située sur la Bouchimaï supérieure (dans le territoire de Kapanga, province du Kassaï central du Congo-Léopoldville) parce qu'il avait été déshérité, ainsi que son frère Kiniama, au profit de leur sœur Loueji. Tandis que Kiniama partait vers le sud, Kingouri entraîna un groupe de guerriers, semble-t-il assez nombreux, vers l'ouest. Il s'établit dans le pays Songo, au sud-est de l'actuelle Malange, qui était habité par des guerriers Jaga particulièrement redoutés de leurs voisins pour leur cannibalisme. Jaga et Lounda se mélangèrent et furent désormais appelés Imbangala.

A la mort de Kingouri, Kasanje décida d'aller proposer ses services aux Blancs dont il avait entendu parler. Il suivit la Kouanza jusqu'à Cambambe, point le plus oriental atteint par les Portugais à cette époque et arriva en 1610 à Loanda. Le gouverneur Manuel Pereira Forjaz lui donna un drapeau rouge avec une couronne noire et un emblème bleu, drapeau qui devait être pieusement conservé à Cassange par la suite. On lui proposa ensuite de se faire marquer au fer rouge, comme c'était l'habitude à cette époque pour prouver la soumission des chefs africains, ce à quoi Kasanje répondit fort sagement qu'il préférait voir les armes du Portugal imprimées sur le drapeau plutôt que sur sa propre personne. On accéda à son vœu et l'année suivante ses guerriers aidaient les Portugais à combattre le ngola et se voyaient offrir en récompense des terrains situés au nord de la rivière Loukala. Kasanje, qui décidément ne manquait pas de bon sens, refusa de rester aussi près des « capitaines » portugais, de leurs taxes officielles et de leurs suppléments d'impôts officieux. Il repartit vers l'est, traversa le pays Bondo au nord du Songo et s'arrêta à Cassange. La poussée des Imbangala vers l'est avait fait fuir les *Bapende* de la région de Pungo Andongo où ils étaient installés au XVI^{e} siècle ; aujourd'hui les Bapende de Tchikapa (province du Kassaï du Congo-Léopoldville) évoquent encore la marche vers l'est de leurs ancêtres et leur ancienne appartenance au royaume de Dongo (1).

Kasanje mourut probablement en 1616. Avant 1650 Cassange était devenue un relai commercial important, fournissant à l'empire Lounda des produits importés par les Portugais, du sel, des tissus et expédiant à la côte des caravanes d'esclaves envoyées par le Mwata Yamvo ou recrutées localement. Les raids esclavagistes poursuivis pendant deux

(1) Dr G. L. HAVEAUX, *La tradition historique des Bapende orientaux*, Institut royal colonial belge, t. XXXVII, fasc. 7, Bruxelles, 1954.

siècles dans le bassin du Kwango allaient entraîner un mouvement général des populations pourchassées vers le sud-ouest (Angola) et le sud-est (Zambie), ainsi que le déplacement consécutif vers le sud des tribus plus anciennement installées dont une grande partie appartenait au stock ethnique Bochiman et non aux Bantou.

Pendant tout le XVIII^e siècle, les Imbangala de Cassange restèrent les fidèles alliés des Portugais et affirmèrent leur monopole commercial entre la côte atlantique et la capitale du Mwata Yamvo. Au début du XIX^e siècle, les Portugais essayèrent de rompre ce monopole en envoyant les deux pombeiros (1805-1811) à partir de Cassange, mais ils se virent distancés à partir des années 1840 par les Ovimboundou. Vers 1850 le marché de Cassange fut abandonné au profit de celui de Malange 200 km plus à l'ouest. Mais les Imbangala restèrent suffisamment puissants pour vaincre une expédition portugaise en 1862 et arrêter ensuite les tentatives de progression portugaise vers les centre du royaume Lounda. C'est à cause de leur résistance que la majeure partie du royaume du Mwata Yamvo fut attribuée à l'État indépendant du Congo en 1884 et non à la colonie portugaise de l'Angola.

5. Les Jaga.

Le nom des Jaga apparaît dans la littérature portugaise bien avant celui des Ovimboundou ou des Imbangala. Nous les traitons cependant en dernier lieu, car ils représentent un des sujets les plus controversés dans l'histoire de l'Afrique noire. Nous avons vu que des Jaga ou Jaca avaient détruit San Salvador en 1569 et contraint le roi du Congo Alvaro I^er à demander secours aux Portugais, qui repoussèrent les envahisseurs au-delà du Kwango. D'autre part, les auteurs du XVII^e siècle parlent du Jaga de Cassange, du Jaga de Caconda et des barbares cannibales Jaga ou Yaka employés souvent comme mercenaires par les Portugais. Enfin le matelot anglais Battell (1) a raconté longuement la vie et les coutumes de hordes guerrières encadrées par des Jaga qui le gardèrent prisonnier vingt et un mois entre 1601 et 1603 dans la région parcourue par la rivière Queve (ou Cuvo) qui se jette dans l'océan au niveau du vieux Benguela (actuel Porto Amboim).

Que signifie alors exactement ce terme de Jaga ? S'agit-il d'un peuple ou d'un titre royal, ou d'un nom « fonctionnel » donné à des bandes guerrières et venant du verbe combattre (= *okou Yaca*). La terreur inspirée aux Congolais et aux Portugais par l'invasion Jaga de 1569 a sans doute fait appliquer par la suite ce nom à tous les peuples guerriers et anthropophages de cette partie de l'Afrique. Car, si le cannibalisme rituel n'est jamais évoqué au sujet des populations des anciens royaumes du Congo et du Dongo, il semble bien qu'il ait été réel et fréquent parmi leurs voisins.

La zone d'habitat de peuples mentionnés comme Jaga dans des textes du XVI^e ou du XVII^e siècle forme autour des royaumes du Congo

(1) ANDREW BATTELL, *The strange adventures of Andrew Battell of Leigh in Angola and the adjoining regions* (ed. EC Ravenstein), Londres, 1901.

et du Dongo une sorte de croissant dont la partie centrale correspond au pays Songo, au sud-est de Malange. A sa branche horizontale correspondent les Sele, les Jaga de Battell (à l'embouchure du Queve), les Amboim et les Libolo au sud de la Kouanza ; à sa branche verticale les Imbangala de Cassange, mélange de Lounda et de Jaga, et les Bayaka du Congo-Léopoldville qui se fixèrent à l'est du Kwango après 1750 (1). Quand on sait que la cruauté de certains de ces peuples est signalée par plusieurs voyageurs du XIX^e^ siècle, on comprend mieux les dimensions si réduites du « royaume d'Angola », seule partie de l'Angola où les Portugais eurent une action politique avant 1850. La conquête du « croissant Jaga » date en effet seulement du début du XX^e^ siècle.

Il semble bien que l'origine première de ces Jaga soit à rapprocher de celle des Louba-Lounda et plus lointainement encore du « noyau bantou oriental » des linguistes situé dans le Maniema et autour du lac Kisalé (province nord-Katanga du Congo-Léo). On retrouve en effet presque les mêmes descriptions des rites d'investiture des nouveaux chefs chez Battell (1601) et chez H. A. de Carvalho dans son « Etnographia et historia tradicional dos povos da Lunda » publiée à Lisbonne en 1890. Baumann (2) qui cite ce dernier a retrouvé dans une étude manuscrite de 1949 d'un administrateur de la province de Quibala en pays Libolo ces mêmes coutumes mais sans les sacrifices humains. La province de Quibala à la limite occidentale du plateau Ovimboundou contient de nombreux murs et tombeaux en pierre. Les très petites dimensions des chambres mortuaires ont étonné les observateurs. Elles s'expliquent par le mode d'enterrement royal pratiqué encore récemment à Quibala et répandu chez les anciens Lounda. Les *soba* morts étaient assis sur une chaise percée et on les momifiait en leur faisant ingurgiter à plusieurs reprises de l'huile de palme bouillante. « On mettait dans la tombe deux femmes vivantes auxquelles on avait préalablement brisé les membres (3). »

Ce n'est évidemment pas en leur achetant des esclaves pendant trois siècles que les Portugais ont pu « civiliser » ces coutumes barbares. Et il ne faut pas trop s'étonner dès lors de la violence des réactions dites « tribales » dans certaines régions de l'Angola et de l'ex-Congo belge quand on connaît le caractère récent de la pénétration missionnaire et l'attachement des Noirs à *leur* civilisation.

IV. LE MONOMOTAPA ET LES PORTUGAIS

Avec le Congo, le Monomotapa est pratiquement le seul État noir sur lequel nous disposions de documents écrits d'origine européenne avant les explorations du XIX^e^ siècle. Mais là s'arrête la ressemblance

(1) J. Denis, *Les Yaka du Kwango*, Annales du Musée Royal de l'Afrique centrale, n° 53, 1964.
(2) Baumann, *Die Frage der Steinbauten*, *op. cit.*, p. 140.
(3) Delachaux, *Ethnographie du Haut Cunene*, p. 11.

entre ces deux bases de la colonisation portugaise en Afrique. Nous avons vu qu'il était possible d'écrire une histoire du royaume du Congo fondée sur ces seuls documents écrits. Ceux concernant le Monomotapa sont loin d'être aussi nombreux et surtout aussi précis ; et en les considérant comme unique source de la connaissance historique on aboutirait à une image très éloignée de la réalité.

En effet c'est seulement au milieu du XVIe siècle que les Portugais entrèrent en contact direct avec le grand empire noir du Sud-Est de l'Afrique, mais ils n'en connurent jamais que la partie septentrionale située entre le Zambèze jusqu'au confluent de la Luangwa (à Zumbo, frontière Rhodésie du Sud-Mozambique) et une ligne suivant approximativement le tracé du chemin de fer Beira-Umtali-Salisbury-Sinoïa. Les *monomatapa* avec lesquels ils entretinrent des relations commerciales et politiques suivies au XVIIe siècle n'étaient plus qu'un pâle reflet du grand souverain conquérant Matopé qui avait régné entre 1450 et 1480 environ sur un territoire bien plus étendu correspondant à plus de la moitié de l'actuelle Rhodésie du Sud et à la partie du Mozambique entre Zambèze et Sabi, soit à peu près les quatre cinquièmes de la surface de la France.

Il existe de nombreuses archives des XVIe et XVIIe siècles qui ont été recensées et étudiées récemment avec grand soin par A. Lobato (1) et E. Axelson (2) après le travail monumental de Theal (3) à la fin du XIXe siècle. Mais ces documents sont centrés sur la politique portugaise et donnent seulement quelques noms d'Africains, sans qu'on puisse y déceler les raisons de leur comportement. Rien de comparable aux précieuses « relations » des missionnaires capucins en service dans le royaume du Congo. L'action missionnaire dans le Sud-Est africain fut en effet très tardive et très superficielle. Cinq années avaient séparé le débarquement de Diego Cao à l'embouchure du fleuve Congo (1485) et le baptême du manikongo Joâo. Sur la côte orientale, les Portugais s'installèrent en 1505 à Sofala, mais attendirent 1560 pour envoyer au Monomotapa un missionnaire, Gonçalo da Silveira, qui fut d'ailleurs assassiné au bout de quelques semaines. C'est en 1652, soit cent cinquante ans après le premier séjour de Vasco da Gama à Sofala, que les missionnaires obtinrent le baptême du monomotapa Mavoura. Les conséquences en furent d'ailleurs réduites, sans rapport aucun avec celles qu'avait entraînées la conversion du roi Alfonso Ier du Congo. La puissance du monomotapa était à cette époque fortement battue en brèche par celle de son rival, le changamire du Boutwa, qui tenait toute la partie méridionale de l'ancien empire de Matope et il se convertit, semble-t-il, pour des motifs exclusivement politiques.

En dehors des archives qui nous fournissent des dates et des noms,

(1) ALEXANDRE LOBATO, *A Expansão Portuguesa em Moçambique de 1498 a 1530*, Lisbonne, 3 vol., 1954-1960.
(2) ERIC AXELSON, *South East Africa 1488-1530*, Londres, 1940, *Portuguese in South-East Africa 1600-1700*, Johannesburg, 1960.
(3) G. M. THEAL, *Records of South-Eastern Africa*, Cape Town 1898-1903, 9 vol.

il existe une autre catégorie de documents écrits portugais qui ont fortement contribué à embrouiller le problème de l'histoire du Monomotapa. Nous voulons parler de deux textes portugais à tendance ethnologique publiés au milieu du XVIe siècle, qui ont servi de base exclusive aux innombrables écrits du XVIIe et du XVIIIe siècles, grâce auxquels le nom du Monomotapa devint familier à tout Européen cultivé. Le plus ancien de ces textes est de Duarte Barbosa qui fut agent de factorerie à Cananor dans l'Inde et revint au Portugal vers 1518 où il décrivit en détail le commerce des rives de l'océan indien. Le chapitre sur le Monomotapa, qu'il appelle d'ailleurs Benametapa ou Benamataxa, a probablement été inspiré par les comptes rendus des voyages d'exploration effectués par Antonio Fernandès vers 1514-1515. Ce dernier était sans doute un de ces fameux *degregados* (condamnés à mort) illettrés que les navigateurs portugais abandonnaient en cours de route pour faire des reconnaissances en pays inconnu et gagner ainsi leur liberté. Antonio Fernandès (1) fit un rapport oral aux *alçaide-mor* de Sofala dont les lettres au roi écrites en 1516 ont été conservées. Il semble qu'il ait atteint la capitale du Monomotapa située à une cinquantaine de kilomètres au nord de la ville actuelle de Sipolilo (Rhodésie du Sud). De ce roi du Benamataxa Duarte Barbosa écrit (2) « qu'il est un très grand prince, il tient sous sa domination beaucoup d'autres rois... Tous les ans il envoie dans tous les points de son royaume, et chez ses vassaux, un grand nombre d'hommes honorables chargés d'éteindre tous les feux et de donner le nouveau feu seulement à ceux qui le demandent contre témoignage d'obéissance et de soumission. Ceux qui ne le font pas sont tenus pour rebelles et le Roi envoie immédiatement pour les détruire autant de gens qu'il est nécessaire, et partout où ils passent les frais sont payés par les habitants ».

C'est en 1552 que parut à Lisbonne la première « Decada da Asia » de João de Barros, considéré comme le plus grand des historiens portugais. Pas plus que Duarte Barbosa, João de Barros ne mit jamais les pieds au Monomotapa. Mais sa situation d'archiviste en chef à Lisbonne lui donna accès à tous les documents de première main concernant les activités portugaises dans l'océan Indien. Le chapitre Ier du Livre X était intitulé « Description du Royaume de Sofala des Mines d'Or et des choses qui s'y trouvent comme pareillement de la façon de vivre des habitants et de leur Prince Benomotapa ». Si la description géographique apparaît extrêmement fantaisiste, les renseignements ethnographiques sont d'une précision et d'une exactitude étonnantes pour cette époque. W. G. L. Randles

(1) Hugh Tracey, *Antonio Fernandès descobridor de Monomotapa* (1514-1515), Lourenço Marques 1940. Analysé en détail avec une carte de l'itinéraire probable dans E. Axelson, *South East Africa (1488-1530)*, p. 137-148.

(2) Duarte Barbosa, publié en italien en 1550 dans *Navigationie Viaggi* de Ramusio ; réédité cinq fois en soixante ans, Ramusio fut traduit et lu dans toute l'Europe. Le texte portugais de Barbosa ne fut édité qu'en 1867. Traduction française de W. G. L. Randles.

a eu l'heureuse idée de publier en annexe à sa remarquable étude (1) une traduction française datant de la première moitié du XVII^e siècle. Il faudrait presque tout citer et nous nous bornerons à mentionner d'après Randles (p. 98) « quelques points qui semblent avoir tout particulièrement captivé l'imagination européenne ». Le Roi avait une garde personnelle de deux cents chiens, il portait « pour armes un petit soc de charrue à manche d'ivoire pour exhorter ses sujets à labourer la terre et deux sagaies pour marque de sa justice et de la défense de son peuple ». (Barros traduit dans Randles p. 194).

La destinée littéraire de ces pages de Barros et de Barbosa est fort curieuse. Elles furent d'abord utilisées par des Portugais soucieux de vérité historique. L'*Historia da Descobrimento da India* de Castanheda parut à Coimbra en 1551-52 et fut traduite en français, allemand, anglais, espagnol, italien. La *Cronica do felicissimo Rei D. Manuel I* de Damião de Goïs fut éditée à Lisbonne en 1571. Elle pillait délibérément Barros et fut plagiée à son tour par Jeronimo Osorio dans *De Rebus Emmanuelis* (Lisbonne 1571) qui fut traduit en français, allemand et anglais Devant l'énorme succès de ces livres, plusieurs auteurs français ou italiens éditèrent des compendia géographiques ou « Cosmographies » où chacun rajoutait aux données primitives de Barros son grain de fantaisie personnelle. Au XVIII^e siècle ce fut encore bien pis ; des plumitifs qui n'avaient plus aucune prétention scientifique décrivirent un Monomotapa fabuleusement riche, aussi mythique que l'avait été l'Empire du Prêtre Jean au Moyen Age. La consonance bizarre de ce nom portait déjà au rêve : La Fontaine l'avait prouvé en l'employant dans sa fable des « Deux Amis » pour des raisons strictement euphoniques. On en fit alors le cadre de romans à clef comme *Les bijoux indiscrets* de Diderot (1784) ou d'histoires scabreuses comme *Léonore et Sainville* du Marquis de Sade, pour ne citer que des auteurs célèbres. Bref, à la fin du XVIII^e, pour un Européen cultivé, le Monomotapa était le seul État noir digne d'être connu, alors qu'à cette époque le Monomotapa réel était en pleine décadence, son Empereur soi-disant si riche et si puissant n'était plus qu'un chef de canton de la région de Tèté (Mozambique).

Bien qu'il présente un intérêt minime pour l'Histoire de l'Afrique, ce développement extraordinaire du mythe du Monomotapa méritait d'être souligné parce qu'il met en valeur la richesse et la puissance attribuées d'emblée au « Roi de Sofala » dès avant la première pénétration européenne dans l'intérieur. A son premier voyage, Vasco da Gama entendit parler en mars 1498 dans le port de Mozambique de la « mine » d'or de Sofala, mine signifiant comptoir commercial comme à El Mina sur la Côte de l'Or. A son deuxième voyage en 1502, il s'arrêta à Sofala et y apprit « que les Noirs de l'intérieur étaient en guerre et avaient arrêté les expéditions d'or à la côte. Lorsque la

(1) W. G. L. Randles, *L'image du Sud-Est africain dans la littérature européenne au XVI^e siècle*, Lisbonne, 1959, p. 183-196.

paix serait rétablie, on pourrait apporter de cette mine deux millions de *mithqal* d'or » (1), c'est-à-dire huit à neuf tonnes d'or, suivant les équivalences de poids attribuées au mithqal arabe. Certes, il y avait là de quoi enflammer les esprits de n'importe quel Européen du XVIe siècle ; d'autant plus que les mêmes informateurs identifiaient la « mine » de Sofala avec le pays d'Ophir de la Bible, d'où les navires du roi Salomon rapportaient au Xe siècle avant Jésus-Christ de fabuleux trésors. Il n'en fallait pas plus pour évoquer le fameux empire mythique du prêtre Jean qu'on situait en Afrique depuis le début du XIVe siècle en se gardant bien — et pour cause — de préciser ses limites.

Nous venons de voir la destinée « européenne » de ces racontars recueillis à Sofala. Quelle en était la base réelle africaine ? Plusieurs études récentes fondées sur l'archéologie et la tradition orale apportent des indications dont nous n'avions pu disposer lors de la rédaction du premier tome de cet ouvrage. Nous reprendrons donc brièvement la question des origines du Monomotapa.

La période pré-Monomotapa sur le plateau sud-rhodésien (v. carte p. 41).

Il faut en réalité dissocier deux éléments qui furent confondus par les Portugais du XVIe siècle : la puissance politique du Monomotapa donc l'établissement de structures étatiques et, très antérieurement, le développement économique de la zone minière de Rhodésie du Sud. On ne peut, semble-t-il, parler d'un État du Monomotapa avant le début du XVe ; mais on ne comprendrait pas la formation de cet État si l'on ne remontait pas beaucoup plus loin dans le temps, jusqu'à l'arrivée au sud du Zambèze des premiers agriculteurs-mineurs que le grand archéologue Roger Summers place dans les premiers siècles de notre ère, avant le IVe siècle.

Ces « mineurs » appartenant à l'*Iron Age* A de Summers (2) seraient arrivés par la vallée du Shire qui joint le lac Nyassa au Zambèze et se seraient alors séparés en deux groupes. Le premier groupe aurait pénétré sur le plateau sud-rhodésien par les vallées de la Mazoe et de la Ruya qui conduisent toutes deux dans la région de l'actuel Salisbury très riche en minerai d'or. En se mélangeant aux populations préexistantes de type bush-boskopoïde, ils auraient alors progressé lentement vers le sud en se fixant principalement dans la zone richement minéralisée de Rhodésie du Sud qui suit sensiblement un axe médian Nord-Est-Sud-Ouest passant par Salisbury et Bulavayo. Une fraction poursuivant sa route vers le sud allait franchir le Limpopo et former le noyau primitif des *Sotho-Tswana*. L'autre groupe aurait progressé vers le sud à partir du bas-Zambèze

(1) Récit de Thomé Lopes qui accompagnait Vasco da Gama publié par Ramusio en 1550 cité par RANDLES, p. 46.
(2) R. SUMMERS, *The Southern Rhodesian Iron Age*, JAH, 1961, n° 1, p. 1-13.
— *A tentative History of the Bantu movements* in *Handbook Rhodesia and Nyassaland*, Salisbury 1960, p. 50-56.

et serait à l'origine des *Thonga* de Mozambique d'une part, et des *Ngouni* d'autre part. Les Ngouni sont aujourd'hui dispersés au Mozambique, en Rhodésie (Ndebelé), au Malawi (Ngoni), en Tanzanie (Ngoni) et surtout en Afrique du Sud où leurs tribus les plus connues se nomment Swazi, Zoulou, Pondo, Xosah (six millions environ).

Tous les grands groupes Bantou de l'Afrique au sud du Zambèze auraient donc une origine commune. Mais seul celui qui se fixa sur le plateau sud-rhodésien a été à l'origine d'un Empire noir. Pourquoi cette destinée historique exceptionnelle ? Le facteur géographique apparaît évident. Cette région de l'Afrique est particulièrement favorisée ; pas de tsé-tsé, pas de paludisme, une pluviosité suffisante pour une agriculture variée et facile, pas de grande forêt ni de marécages, bref toutes les conditions réunies pour l'enracinement de sociétés sédentaires d'agriculteurs-pasteurs pouvant bénéficier, en outre, des ressources protidiques fournies par la chasse et la pêche, conditions d'autant plus enviables que les basses vallées du Zambèze et du Limpopo au nord et au sud, les basses terres du Mozambique à l'est et le désert du Kalahari à l'ouest constituent des pôles de répulsion pour les populations migrantes.

Ces facteurs géographiques favorables à l'implantation de sédentaires se retrouvent en d'autres parties de l'Afrique noire, mais ce qui est particulier au plateau sud-rhodésien c'est leur association avec une richesse minière exceptionnellement facile à prospecter et à exploiter.

A côté du fer, du cuivre et de l'étain, l'or ne représenta sans doute qu'une faible valeur pour les « mineurs », jusqu'au jour où des étrangers arrivèrent et leur proposèrent des tissus et des perles beaucoup plus intéressants à leurs yeux que cet or ramassé si facilement. A quelle époque ont eu lieu ces premiers échanges ? On ne peut faire que des suppositions. Le plus ancien auteur qui parle de Sofala est Maçoudi qui vivait au milieu du x^e^ siècle. Il semble d'ailleurs que pour lui Sofala représente la côte africaine au sud du Zambèze et non le port qui fut fondé sans doute seulement au xii^e^ siècle, après que les commerçants de Kilwa eurent découvert le secret de la navigation dans le canal de Mozambique. Vers 1030 Al Berouni écrit que les commerçants de Somnath dans le Goujerat (Inde) achètent à Sofala de l'or et de l'ivoire.

C'est vers le xi^e^ siècle également qu'arrivent sur le plateau sud-rhodésien les premiers « bâtisseurs » ou « Iron Age B[1] people » de R. Summers. Il semble qu'il s'agisse d'une minorité de pasteurs différents des « mineurs »; ils s'installèrent d'ailleurs dans le quadrant sud-est du plateau sud-rhodésien, à l'écart des zones aurifères et construisirent les plus anciens murs de l' « Acropole » sur la colline de Zimbabwe. Les plus anciennes ruines de Matendere à l'ouest de la vallée du Sabi supérieur datent également de cette époque. A. Whitty (1) souligne les caractères particuliers du granit de ces régions

(1) A. Whitty, *A Classification of Prehistoric Stone Buildings in Mashonaland*, S. Afr. Arch. Bull., n° 54, juin 1959.

qui se débite spontanément en blocs réguliers, conditions idéales pour en construire des murs sans qu'il y ait besoin d'aller imaginer la transmission de techniques venues de pays lointains. R. Summers pense que « les bâtisseurs B[1] » ont introduit sur le plateau sud-rhodésien la langue Shona qui est parlée aujourd'hui avec des variantes dialectales par la très grande majorité des peuples de Rhodésie du Sud et ceux du Mozambique entre les rivières Pungwe et Sabi. Mais on ignore d'où ils venaient et quels rapports ils entretinrent avec les acheteurs étrangers. Il est probable que ces premiers Shona organisèrent une société hiérarchisée de type théocratique ; le souverain ou *mambo* résidant à Zimbabwe près de l'autel du dieu *Mwari* était considéré comme un dieu. Il recevait de ses sujets des tributs en or et en ivoire qu'il échangeait aux marchands venus de la côte contre des tissus, des perles et des porcelaines. On n'est pas très fixé sur les voies commerciales utilisées entre le XIe et le XVe siècle, mais il semble bien que le fleuve Sabi (ou Savé) ensablé aujourd'hui était, à cette époque, navigable une partie de l'année jusqu'au-delà de son confluent avec le Lundi (1) (2). Il aurait existé un port à ce niveau (frontière Rhodésie du Sud-Mozambique). Or, la vallée du Sabi supérieur conduit aux champs aurifères du Manica (Umtali) beaucoup plus rapprochés de la côte que les autres. La haute vallée du Lundi conduit vers la zone aurifère de Gwelo. Enfin, le Mtilikwe, affluent du Lundi supérieur, passe à vingt kilomètres au sud-est de Zimbabwe.

L'or du Manica était certainement atteint d'autre part par la route suivie actuellement par le chemin de fer Beira-Salisbury.

Pour parvenir aux zones aurifères du nord du plateau sud-rhodésien, les Arabes employaient la voie du bas-Zambèze. El Idrisi en 1152 mentionne Sena, qu'il appelle « Siounna, où habitent des Noirs et des Indiens. » Aboulfeda, au début du XIVe siècle parle également de « Seyonna où le roi de Sofala réside, qui exporte de l'or et du fer ». Les Arabes étaient certainement établis à Tèté également avant l'arrivée des Portugais. Une route terrestre allait de Kilwa à Tèté et se poursuivait vers la région d'Inyanga au nord de la zone aurifère d'Umtali, où se développa vers le XIIIe siècle *la Ziwa culture* (3), avec ses constructions de terrasses caractéristiques.

Cette période du XIe au XVe siècle est très obscure. Mais elle est certainement très importante dans la genèse du futur Empire du Monomotapa. On y entrevoit deux grandes lignes d'évolution. D'une part l'exploitation des mines d'or s'intensifie parce que la demande de l'Inde est énorme ; les « ancient working » recouvrent pratiquement la totalité des zones minières actuellement exploitées en Rhodésie du Sud. Certaines mines sont remarquablement aménagées si l'on

(1) R. SUMMERS, *Environnement and Culture in S. Rhodesia*, Proc. Americ. Philosophical Society, juin 1960, p. 266-292.

(2) H. VON SICARD, *The Ancient Sabi-Zimbabwe Trade Route*, NADA, vol. 40, 1963, p. 6-17.

(3) R. SUMMERS, *Inyanga Prehistoric Settlements in S. Rhodesia*, Cambridge, 1958, p. 322.

considère l'outillage rudimentaire de cette époque, les puits de mine atteignant parfois des profondeurs de trente mètres. D'autre part — mais cette évolution ne peut être que supposée — une théocratie de langue Shona s'organise dans la moitié sud du plateau sud-rhodésien avec Zimbabwe comme capitale religieuse et politique. Cette région est appelée Guniuswa ou Gunuvutwa dans la tradition orale et correspond au futur royaume de Boutwa dont parleront les Portugais (1).

Le « Grand Monomotapa » d'avant les Portugais (1440-1490).

Enfin, vers le milieu du xv^e^ siècle, se produisent des événements que l'archéologie et la tradition orale s'accordent pour considérer comme déterminants dans la constitution de l'Empire noir du Sud-Est africain. R. Summers parle de l'arrivée de nouveaux « bâtisseurs » ou « Iron Age B^2 people » qui introduisent à Zimbabwe et dans l'actuel Matabeleland (autour de Bulavayo) un nouveau style de construction plus élaboré, une céramique plus fine, une plus grande variété de perles, des ornements d'or ou de bronze plus nombreux en même temps que les importations orientales (faïences persanes, porcelaines chinoises, verres arabes) augmentent. Fait important : plusieurs éléments de cette « B^2 culture » retrouvés à Mapungubwe, la colline sacrée et inviolée située sur la rive méridionale du Limpopo (Transvaal), y apparaissent plus précoces. Summers en conclut que les « B^2 people », partis du Congo méridional, auraient suivi le rebord occidental du plateau sud-rhodésien, seraient descendus jusqu'au Limpopo et, de là, seraient remontés vers la région de Bulavayo mieux arrosée et riche en or, poussant progressivement vers l'est et s'établissant à Zimbabwe. Ces bâtisseurs B^2 seraient assimilables aux fameux Rozwi dont fait largement état la tradition orale.

On a beaucup discuté sur ces Rozwi qui seraient apparus suivant les auteurs au xi^e^ siècle, au xv^e^ siècle ou à la fin du xvii^e^ siècle. D'après Abraham, le spécialiste de la tradition orale (2), il faudrait assimiler les premiers Rozwi à l'*Iron Age B^1 people* de Summers et le *B^2 people* seraient les Vambire venus non pas du Limpopo mais du nord-ouest de la Rhodésie du Sud, dans la région de Sinoïa à partir de laquelle ils auraient progressivement étendu leur autorité vers le sud durant le xiv^e^ siècle. Tout ceci est encore très obscur. Toujours est-il que, vers 1440, nous arrivons en terrain plus ferme : on raconte qu'un certain Rozwi nommé Mutota établi dans le Guniuswa, partit vers le nord à la recherche de gisements de sel. Il en trouva dans le *Dande*, région située approximativement entre la frontière septentrionale de la Rhodésie du sud au sud de Zumbo et la ville de Sipolilo, aujourd'hui à l'écart de la colonisation et des routes modernes. Il

(1) D. P. Abraham, *The early political History of the Kingdom of Mwene Mutapa*, in Proc. of the 1960 Leverhulme History Conference.
(2) D. P. Abraham, *Ethno History of the Empire of Mutapa*. Étude présentée au 4e séminaire international africain de Dakar 1961, publiée in *The Historian in Tropical Africa*, Londres, 1964, p. 104-126.

s'y installa avec toute sa famille, laissant le commandement du Guniuswa à un parent nommé Togwa. Le fils et successeur de Mutota s'appelait *Matope*. Ce fut un grand conquérant. En trente années il établit son autorité sur tout le plateau sud-rhodésien et au sud du Zambèze jusqu'à l'estuaire de la Pungwe (pays Baroué du Mozambique) et installa des membres de sa famille comme gouverneurs des nouvelles provinces.

Mutota et son fils Matope reçurent le surnom de Mwene-Mutapa, ce qui signifie « Seigneur des terres dévastées ». Les Portugais le transcrivirent Monomotapa et le traduisirent plus flatteusement en « Seigneur des Mines » (1), en confondant dans une même appellation le titre royal du souverain et le pays sur lequel il régnait, ainsi qu'ils le firent pour le Congo, l'Angola, et — au XVIIIe siècle — le Kazembe.

Matope mourut vers 1480 et fut enterré comme son père Mutota dans le Dande. D. P. Abraham a pu déterminer exactement l'emplacement de la Dzimbabwe (2) de Mutota, où ont été maintenues jusqu'à nos jours des cérémonies consacrées à l'évocation des esprits des grands ancêtres fondateurs de l'empire shona. Il faut en effet souligner la correspondance entre les territoires qui formaient le « grand Monomotapa » de Matope au XVe siècle et ceux où l'on parle aujourd'hui le Kishona (également appelé Karanga). En Rhodésie du Sud, le Kishona est la grande langue véhiculaire ; en réalité, les *Shona* qui y sont deux millions environ, soit la moitié de la population, sont divisés au point de vue linguistique en six grands groupes comptant chacun au moins une demi-douzaine de dialectes : *Korekore*, *Zezuru* et *Karanga* occupent du nord au sud la moitié orientale de la Rhodésie du sud ; au sud-ouest le *Kalanga* s'étend jusqu'au Bechuanaland ; à l'est, le *Manyika* et surtout le *Ndau* débordent largement au Mozambique, entre la Pungwe et le Sabi (3). Ce relatif éparpillement linguistique des Shona va de pair avec une remarquable homogénéité culturelle, dont un élément apparait particulièrement précieux pour l'historien : c'est le *mhondoro* ou culte des ancêtres auquel est attachée une classe de médiums professionnels ou *masvikiro* (4), qui sont les dépositaires officiels de la tradition historique. En confrontant ces données avec celles fournies par les documents portugais, D. P. Abraham a pu tenter une histoire de l'empire Shona, mais ces méthodes ne sont valables que pour la partie septentrionale du « grand Monomotapa » ou royaume Karanga, la seule connue des Portugais.

L'empire créé par Mutota et Matope eut, en effet, une existence éphémère. Dès 1480, un fils de Matope nommé Changa, chargé de

(1) W. G. L. RANDLES, *Matériaux pour une histoire du Sud-Est africain jusqu'au XVIIIe siècle*, Annales sept-oct. 1963, p. 959.
(2) Rappelons que le terme Zimbabwe (ou Zimbaoe ou Zimbaos en portugais) signifiait résidence royale et s'appliquait donc à de nombreux lieux. On a pris l'habitude de le réserver aux ruines de « Great Zimbabwe » au sud de Fort Victoria, à environ 400 kilomètres à vol d'oiseau de Sofala.
(3) Carte détaillée dans *Handbook of Rhodesia and Nyassaland 1960*, dressée par J. CLYDE MITCHELL, Salisbury 1957.
(4) D. P. ABRAHAM, *The Historian in Tropical Africa.*

l'administration des provinces centrale et méridionale (au sud d'une ligne Beira-Salisbury), se proclama indépendant ; il prit le titre arabe d'*Amir* et fonda la dynastie des Changamire qui devait s'opposer à celle des Monomotapa et finalement la vaincre à la fin du XVII^e siècle. Vers 1490, Changamire I^er tua le monomotapa Nyahuma, successeur de Matope. Il fut tué à son tour vers 1494 par Chikuyo, fils de Nyahuma. La guerre entre Changamire II et Chikuyo durait encore lorsque Vasco da Gama fit halte à Sofala en 1502.

Il faut insister sur le fait que la désintégration du « Grand Monomotapa » a commencé un quart de siècle *avant* l'installation des Portugais à Sofala. Il est donc injuste et inexact de les accuser d'avoir détruit par leur seule présence la vitalité de l'empire noir du Sud-Est africain. Cette affirmation paraît même tenir du paradoxe, quand on la fonde sur des documents archéologiques : en effet, la plus belle floraison artistique du royaume des Changamire ou Boutwa date justement de l'époque portugaise. Les ruines célèbres de Khami, Naletale, Dhlo-Dhlo, ainsi que les principaux monuments de Zimbabwe, sont datés des XVII^e et XVIII^e siècles. Donc, la présence portugaise n'a certainement pas compromis le développement de la moitié méridionale du « Grand Monomotapa » ; dans la moitié septentrionale ou « royaume Karanga », son rôle maléfique et destructeur est loin d'être prouvé. Ce n'est pas l'implantation commerciale des Blancs qui fit perdre au Monomotapa son indépendance politique, mais l'invasion à la fin du XVII^e siècle des Noirs du Boutwa qui parlaient la même langue shona et avaient la même origine ethnique. Et le royaume du Boutwa devait être à son tour détruit au début du XIX^e siècle, bien avant l'arrivée des Blancs, par les Ngoni venus du Natal.

Le « Petit Monomotapa » ou Royaume Karanga des Portugais (1505-1698).

Les renseignements fournis à Vasco da Gama en 1502 présentaient Sofala comme la porte d'entrée principale vers les richesses de l'intérieur. En conséquence, Pedro de Anhaia fut chargé en 1505 d'y construire une forteresse. Mais très vite les Portugais se heurtèrent à une double opposition : celle des « Maures » de la côte et celle des « Cafres » de l'intérieur. La première, luttant contre l'installation d'un monopole portugais, se manifesta par le détournement du trafic vers Angoche (aujourd'hui Antonio Enes à 250 km au sud de Moçambique et 1 000 km au nord de Sofala). Considérée par plusieurs auteurs comme la cause principale du déclin de Sofala, elle est sans doute moins importante que le barrage absolu opposé jusqu'en 1526 aux marchands portugais par Inhamounda, souverain du *Quiteve* par où passait obligatoirement la route vers les mines d'or du *Manica*. Allié de Changamire, Inhamounda était en effet en guerre contre son suzerain le Monomotapa, auquel le roi du Manica était demeuré fidèle.

Voyant leur échapper un commerce hautement profitable, les Portugais tournèrent la difficulté en recherchant une autre voie d'accès

vers le plateau sud-rhodésien et choisirent la vallée du bas-Zambèze en négligeant celle du Sabi pourtant préconisée par Antonio Fernandes. Vers 1530 ils établirent des entrepôts dans les deux anciens postes arabes de Sena et de Tètè. De Sena une route facile conduisait aux Monts Inyanga(frontière Rhodésie du sud-Mozambique) et aux champs d'or du Manica. Tètè, en aval du confluent de la Mazoe avec le Zambèze, était la porte d'entrée principale du royaume Karanga. Malgré le caractère excentrique de sa résidence située dans le Dande à l'extrémité nord-ouest du plateau sud-rhodésien, le Monomotapa avait une autorité absolue jusqu'à Tètè et même Sena et au sud jusque dans la région de l'actuelle Salisbury. Il n'était pas question que des commerçants étrangers, Arabes ou Portugais, circulent librement dans son royaume s'ils ne lui offraient auparavant un cadeau appelé *curva* d'une valeur de 3 000 cruzados en tissus et en perles (1).

Moyennant ce paiement, les Portugais installèrent, sans doute après 1560, les trois marchés de *Louanze* (Ruhange) à cinq jours de marche de Tètè, *Bocouto* à sept jours de marche de Tètè au sud du confluent Mazoe-Nyadiri et *Massapa* au pied du Mont Foura (rebaptisé Mount Darwin à la fin du XIX^e siècle). Massapa situé dans une région aurifère avait une grande importance économique et politique ; son chef de poste nommé à vie par le capitaine résidant à Sena était obligatoirement confirmé par le Monomotapa qui recevait cinq pour cent des rouleaux de tissus apportés en paiement par les commerçants venant acheter de l'or (2). Mais le Monomotapa interdisait à ses sujets d'extraire trop d'or, car il craignait par là d'exciter la cupidité des étrangers. Pour les mêmes raisons, les Portugais n'étaient pas autorisés à escalader le mont Foura qui domine de sept cents mètres la contrée environnante et permettait donc d'admirer et de convoiter l'étendue et la richesse de l'empire noir.

En mars 1561 se produisit un événement qui allait avoir un retentissement considérable sur la politique portugaise dans le Sud-Est africain. Le premier missionnaire à avoir atteint la cour du Monomotapa, le jésuite Gonçalo da Silveira, fut assassiné à l'instigation de commerçants arabes furieux de constater l'ascendant qu'il avait acquis en trois mois de séjour sur le souverain. Son cadavre fut jeté dans un étang au confluent des rivières Utete et Musengezi « pour éviter qu'il ne souille la terre des ancêtres ». C'est du moins ce que rapportèrent les témoins du drame revenus en hâte à Sena et cela traduisait bien les sentiments des Noirs qui voulaient bien accepter les cadeaux des Blancs sans admettre que ces derniers interviennent dans leur vie religieuse et politique. Les Portugais en tirèrent naturellement d'autres conclusions : ces gens étaient des « sauvages » avec lesquels il faudrait employer la force si les méthodes de conciliation ne réussissaient pas. En tout cas, il était évident qu'on ne pouvait pas les abandonner à leur triste sort, car ces « sauvages » étaient les maîtres d'immenses richesses minières !

(1) AXELSON, 1600-1700, *op cit.*, p. 6.
(2) *id.*, p. 6.

La décision d'une expédition armée au Monomotapa fut prise par le roi du Portugal Sébastien dit l'Africain qui, monté sur le trône en 1568 à l'âge de quatorze ans, devait périr dix ans plus tard à la bataille d'Alqaçarquivir au Maroc. Un millier de volontaires dont un grand nombre de nobles quitta Lisbonne en grand apparat en avril 1569. Leur chef Francisco Barreto arriva à Sena avec huit cents hommes à la fin de 1571.

Nogomo, qui avait fait tuer dix ans auparavant le Père da Silveira, était encore *monomotapa*. Il reçut, au milieu de 1572, un ambassadeur de Barreto et envoya en retour huit bracelets d'or et deux cents soldats ; trois délégués portugais partirent alors vers sa cour et lui demandèrent en avril 1573 de chasser de sa *Dzimbabwe* les Arabes qui y étaient encore assez nombreux, de céder les mines d'or autour de Massapa et d'autoriser l'exploitation des mines d'argent de Chicoa. Mais les négociations furent interrompues par la mort de Barreto en juin 1573 et le triste état de l'expédition portugaise qui conservait cent quatre-vingts hommes sur les mille partis de Lisbonne.

Vasco Fernandes Homem, l'adjoint de Barreto, décida d'évacuer les survivants vers la côte. L'année suivante, il réussit à aller de Sofala au Manica et à négocier la reprise des envois d'or vers Sofala moyennant une *curva* de deux cents rouleaux de tissus versée annuellement au roi de Quiteve. Homem repartit alors de Sofala vers Sena en passant par l'intérieur et reprit contact en octobre 1575 avec le Monomotapa en lui annonçant son intention d'occuper militairement les mines d'argent de Chicoa situées à deux cents kilomètres de Tètè en amont des rapides de Kebrassa. Là encore, les Portugais jouèrent de malheur : deux détachements de 40 et 200 hommes envoyés à Chicoa furent anéantis par les indigènes. Homem décida alors d'abandonner.

Cette année 1575 est importante. Alors que les Portugais entreprennent la conquête militaire de l'Angola, ils renoncent en même temps à celle du Monomotapa, mais vont s'occuper très activement pendant près d'un siècle de monter de nouveaux comptoirs commerciaux. Des travaux récents ont démontré que leur pénétration dans l'intérieur avait été beaucoup plus profonde qu'on ne le croyait jusqu'ici. Nous avons des renseignements précis sur la période 1586-1597 par la dominicain João dos Santos qui vécut à Sofala, Sena, Tètè, Moçambique et publia en 1609 à Evora (Portugal) son *Ethiopia Oriental*. Le « Capitaine des Rivières » portugais résidait à Sena ; il recevait tous les trois ans une ambassade du Monomotapa venant chercher la *curva*. L'or, l'ivoire, les dents d'hippopotame, le miel et les esclaves achetés par les marchands portugais ou indiens de l'intérieur étaient acheminés vers les bouches du Zambèze et échangés là contre des marchandises venues deux fois par an de la ville de Moçambique. Il y avait à Sena un fort, des hangars à marchandises, une église ; une population de cinquante Portugais et 750 Africains et Asiatiques chrétiens. Tètè était presque aussi peuplée (1).

(1) Axelson, 1600-1700, p. 4.

Vers 1589 Gatsi Rusere (ou Gasse Lucere) succède à Nogomo. Il ne semble pas que son autorité ait été mise en question pendant les premières années de son règne : en particulier les cannibales Zimba fixés au nord de Tètè, s'ils attaquent les Portugais de Sena et de Tètè en 1592-93, ne se lancent pas à l'assaut de l'empire du Monomotapa. (En 1587-89, d'autres Zimba avaient ravagé Kilwa et l'arrière-pays de la côte jusqu'à Malindi). Mais, en 1607, Gatsi Rusere, incapable de faire obéir un vassal rebelle, se voit obligé de faire appel publiquement à l'aide militaire portugaise, grâce à laquelle il peut reprendre sa capitale en 1609. En contre-partie, il autorise l'exploitation de mines d'or, cuivre, fer, plomb et étain ; il envoie son fils aîné aux Indes pour y être éduqué chrétiennement et deux fils plus jeunes chez les Dominicains de Tètè.

La politique portugaise au Monomotapa semble donc débuter sous d'heureux auspices en ces premières années du XVIIe siècle. Malheureusement les exécutants locaux seront très inégaux : ainsi, en 1610, D. Estevâo de Ataide, nommé « Général des Mines du Monomotapa », refuse de payer la curva de 5 000 crusados ; son successeur Madeira accepte de payer 4 000 crusados pour qu'on lui montre les mines d'argent de Chicoa. Mais, cette fois-ci, ce sont les Noirs qui font preuve d'une mauvaise foi évidente. En 1614 Gatsi Rusere demande un supplément important au cadeau déjà versé. Ses réclamations témoignent d'un éclectisme remarquable : miroirs, aiguilles, couteaux, ciseaux, lampes, poivre, safran, savon, porcelaine, vêtements de soie (1). En outre, le Monomotapa, n'admettant pas que l'un de ses fils éduqué à Tètè et baptisé Don Filipe se détache des coutumes païennes, déclare la guerre à Madeira. Il arrête d'ailleurs presque tout de suite les hostilités en constatant son infériorité.

Madeira obtient à Chicoa des échantillons de minerai d'argent qui paraissent de très haute teneur et exciteront les plus folles espérances lorsqu'ils parviendront à la cour de Lisbonne. D. Nuno Alvares Pereira est nommé « Gouverneur et Conquérant des Rivières du Cuama (Zambèze) et des pays du Monomotapa où sont les mines d'argent de Chicoa ». Mais, à son arrivée à Chicoa en 1619, il refuse de payer la curva. Les relations ne font qu'empirer jusqu'en janvier 1629 où 250 Portugais et 15 000 soldats indigènes sont vainqueurs à Massapa d'une armée Karanga évaluée — probablement surévaluée — à cent mille hommes.

Les conséquences de la victoire portugaise apparaissent déterminantes dans l'histoire du Monomotapa, car le souverain, successeur de Gatsi Rusere, nommé Nyambo Kapararidze (Capranzine en portugais) est contraint d'abdiquer en faveur d'un oncle tout dévoué aux Portugais appelé Mavura Mhande. Le 24 mai 1629 Mavura se déclare publiquement vassal du Portugal ; il autorise la construction d'une église dans sa capitale (Dzimbabwe sur la rivière Kadzi, affluent de la Musendgezi), envoie un neveu faire ses études à Goa, se fait baptiser lui-même Philippe ; en outre, il promet d'expulser tous les

(1) Axelson, p. 44.

Arabes de son royaume dans un délai d'une année et naturellement permet l'exploitation des mines.

La position politique des Portugais paraît ainsi singulièrement affermie en cette année 1630 : ils ont placé sur le trône un souverain dont ils ont tout lieu de croire qu'il sera facile à manœuvrer. En réalité, « leur » monomotapa est loin d'être obéi dans l'ensemble de son royaume. Les rois du Manica et du Quiteve refusent de payer tribut, le Barouè (au sud de Sena et Tètè) est en révolte ouverte et, à l'intérieur même du pays Karanga, Capranzine a conservé un très grand nombre de partisans. Par ailleurs, l'extension progressive des grands domaines portugais ou *prazos* dans la vallée du Zambèze est très mal supportée par les populations locales.

Dès 1631, tous ces facteurs d'opposition se liguent. Plus de trois cents Portugais et six mille indigènes sont massacrés dans toute la vallée du Zambèze : à Sena il reste vingt Portugais sur cinquante, à Tètè treize sur quarante, cinq survivants au Karanga, six au Manica (1). La répression est rapide et brutale. En 1632 Diogo de Sousa de Meneses tue 2 000 indigènes à Quelimane, brûle le kraal du roi du Manica, puis, pénétrant dans le royaume Karanga avec 300 arquebusiers et 12 000 soldats indigènes, il livre bataille à Capranzine qui laisse 12 000 hommes sur le terrain. Ayant ainsi démontré qu'ils étaient les plus forts, les Portugais n'ont pas de peine à faire rouvrir les marchés. Pour plus de sûreté ils font bâtir dans chaque centre commercial un fort et une église de mission. En dehors des anciens comptoirs de Louanze, Bocouto et Massapa, ils s'installent à Dzimbabwe, Chicoa, Dambarare (à 50 kilomètres au nord de Salisbury), Orupandi, Chitombo (au nord de Sinoïa). Ils construisent également une série de forts sur la rivière Angwa, à l'ouest de Sinoïa, qui est considérée comme la limite occidentale du royaume Karanga. D. P. Abraham (2) a même retrouvé les traces de leurs marchands à Rimuka dans la plus riche région aurifère de Rhodésie du Sud, au sud de la rivière Umfuli.

Au milieu du XVII^e^ siècle, ces comptoirs commerciaux sont en pleine activité. Il faut noter qu'à l'exception de Chipangura, près de l'actuel Macequece du Manica portugais, ils sont *tous situés dans l'actuelle Rhodésie du Sud.* Mais leur période d'apogée sera très éphémère, car les Portugais ne découvriront jamais le secret des motivations psychologiques de la main-d'œuvre noire indispensable à l'exploitation des mines. Dès 1644, le monomotapa Mavura se plaint de la dépopulation des zones aurifères due aux exactions portugaises ; il demande que les commerçants étrangers ne soient pas autorisés à entretenir des armées pour leur propre compte. Réclamation toute théorique, car les résidents locaux, commerçants ou exploitants agricoles de la vallée du Zambèze, n'obéissent plus à l'autorité supérieure portugaise.

Mavura meurt en mai 1652. Son successeur Siti Kazurukumusapa

(1) AXELSON, p. 75.
(2) D. P. ABRAHAM, *Maramuca : an exercise in the combined use of portuguese records and oral tradition,* JAH 1961, n° 2, p. 211-225.

est baptisé en grande pompe Don Domingos. Malgré le succès diplomatique représenté par la conversion officielle du monomotapa, la position portugaise continue à se dégrader. La cause essentielle est bien analysée dans le rapport du Jésuite Manoel Barreto de 1667 (1) : parlant de Dambarare, située près de l'actuelle Mazoe en pleine région aurifère au nord de Salisbury, il écrit ingénuement : « dès que les indigènes découvrent de l'or, les Portugais s'emparent de leurs terres et les indigènes refusent de creuser ». La population lui semble d'autre part très atteinte par la mortalité infantile, les vols de sauterelles et les guerres intestines.

Mukombwe Alfonso succède vers 1666 à Siti Domingos. En janvier 1678 il se plaint d'une épidémie de variole qui a causé de très nombreux décès. En 1680 un recensement note 11 Portugais à Sena, 16 à Tètè, 10 à Chicoa, 3 à Dzimbabwe, 1 à Ongo, 2 dans le Karanga et 2 dans le Manica (2). C'est probablement l'insignifiance de cette présence portugaise qui incite le Changamire Dombo, roi de Boutwa, à attaquer le royaume Karanga en 1681. En hâte Sena, Tètè et Dambarare sont fortifiées, mais en sept ans Changamire va s'emparer de presque tout le royaume Karanga et obliger ses nouveaux sujets à creuser de nouvelles mines dans la région de l'actuelle Sinoïa (Chitombo). La destruction de Dambarare en 1693 portera le coup final au monomotapa et à ses protecteurs portugais ; heureusement pour eux, Changamire meurt en 1695 au moment où il attaquait Sena, avec ses guerriers fanatisés par l'absorption d'une mixture que leurs sorciers avaient fabriquée avec les os des tombes portugaises de Dambarare. Si Sena échappe à la destruction, le nouveau monomotapa Mhande Pedro est obligé d'abandonner définitivement sa dzimbabwe et la région aurifère ; il s'installera dans les environs de Tètè où ses descendants n'auront plus désormais que le pouvoir d'un chef de canton.

1698 est la dernière date connue concernant la portion du royaume Karanga située dans le nord-est de l'actuelle Rhodésie du sud ; les Portugais ont définitivement abandonné ces terres salubres où ils avaient pourtant envisagé à plusieurs reprises d'installer des familles de colons et où ils avaient monté une solide implantation commerciale. Avec eux ont disparu les documents écrits. Reste la tradition orale, qui, dans certaines régions de l'Afrique noire, apporte une contribution décisive à l'histoire ; malheureusement elle n'est pas utilisable au Monomotapa pour les périodes où n'existe plus la trame des documents écrits ; car avec l'exil de sa famille royale dans les basses terres du Zambèze le royaume Karanga perdait sa base historique essentielle, avec le roi disparaissait la structure étatique. Les nouveaux souverains Changamire ont sans doute fait payer tribut aux Karanga pendant le XVIIIe siècle, mais nous n'en connaissons pas les modalités. Pourquoi ce « trou » historique dans le plateau sud-rhodésien qui, nous le savons par les datations de certains monu-

(1) Analyse dans AXELSON, p. 138-139.
(2) AXELSON, p. 154.

ments, n'a pas rompu au XVIIIe avec les traditions du « Grand Monomotapa » du XVe siècle ? Parce que tout a été détruit, saccagé, razzié par une invasion venue du sud vers 1830, cinquante ans avant l'installation des Britanniques. Les Ngoni et les Ndebele ont « cassé le fil » de l'histoire Shona. Et cette rupture historique a été aggravée par l'attitude des Anglais. Comme les autres colonisateurs européens, ils ont vu le pays dans lequel ils pénétraient par les yeux des populations à structure centralisée et ont taxé de primitives celles qui n'avaient pas de « grand chef » visible. Dans le cas de la Rhodésie du Sud, les Ndebele ont en outre résisté longuement et plus rudement à la colonisation que les Shona ; tout naturellement, ces conquérants récemment arrivés ont été jugés supérieurs aux anciens habitants Shona dont on ne soupçonnait pas le brillant passé historique. Le Matabeleland, limité à la région de Bulavayo, a pris sur certaines cartes une place aussi grande que le Mashonaland. Et c'est seulement tout récemment que l'histoire du grand empire Shona a pu être envisagée d'un point de vue africain.

Le royaume Boutwa et Zimbabwe.

Nous venons de voir que l'usage combiné de la tradition orale et des documents portugais avait permis en particulier de situer géographiquement des noms de lieux qui ne représentaient rien auparavant, puisque les comptoirs portugais ont tous été détruits au XVIIIe siècle. Mais, sur la portion la plus riche du « Grand Monomotapa » non fréquentée par les Portugais, ou royaume Boutwa ou royaume de Changamire, nous ne disposons que de documents archéologiques et il est absolument impossible à l'heure actuelle de les relier avec des personnages ou des événements connus.

Les nombreux monuments de Rhodésie du Sud sont d'autant plus difficiles à interpréter que beaucoup d'entre eux, après avoir été détruits par les Noirs Angoni ou Ndebele vers 1830, ont été fouillés et saccagés par des Blancs peu scrupuleux vers 1895 dans le but d'y trouver des objets en or. Les dégâts causés par cette « Ancient Ruins Company » heureusement dissoute vers 1900 sont irréparables. Ainsi des ruines importantes comme celles de Chumnungwa, situées sur la route qui joint Naletale et Dhlo-Dhlo à Mapungubwe sur le Limpopo, auraient-elles certainement fourni des données sur les origines de la B2 Culture de Summers ; mais leur mauvais état a fait qu'on n'y a pas entrepris jusqu'ici de fouille systématique. Au même type archéologique que Chumnungwa appartient un sous-groupe de la *B2 Culture* appelé « *type Khami* » par Summers et rattaché par lui (avec un point d'interrogation) au royaume Boutwa. Les principales ruines de ce type sont Khami à 20 kilomètres à l'ouest de Bulavayo, Naletale et Dhlo-Dhlo. On les date généralement des XVIIe et XVIIIe siècles. D. P. Abraham pense que Dhlo-Dhlo était la résidence royale de Changamire. G. Gaton Thompson y a découvert (1) de la porce-

(1) G. Caton Thompson, *The Zimbabwe Culture*, Oxford 1931 p. 174.

laine chinoise et une bouteille à gin d'origine hollandaise datant des environs de 1700. A Khami, K. R. Robinson (1) rapporte la découverte de 80 perles d'or, des figurines en ivoire, une collection de lances et de javelots en bronze et en fer qui semblent avoir été les regalia des souverains. Plusieurs de ces objets suggèrent une influence sud-congolaise. De nombreux tessons de céramique chinoise trouvés dans les niveaux supérieurs font penser à G. Mathew (2) que la période d'occupation principale de Khami doit être datée du XVI[e] siècle et non de 1700, comme l'écrit Robinson.

Le deuxième sous-groupe de la *B2 Culture* est appelé « *type Zimbabwe* » par Summers et rattaché — toujours avec un point d'interrogation — au royaume Monomotapa. Les constructions de ce type sont plus nombreuses et réparties dans la totalité du plateau sud-rhodésien, alors que celles du type Khami existent seulement au sud (3). Parmi elles les ruines de Zimbabwe constituent l'ensemble le plus impressionnant ; elles sont maintenant bien connues de tous, grâce aux très nombreuses reproductions photographiques qui ont paru dans des ouvrages destinés au grand public. R. Summers et A. Whitty affirment (4) que la *Great Enclosure* encore appelée « Temple » ou *Elliptical Building* et la « tour conique » de 10 m. de hauteur ont été construites (ou reconstruites) aux XVII[e] et XVIII[e] siècles. Mais l'historien portugais Joâo de Barros écrivait en 1552, d'après les récits de marchands arabes : « Au milieu du pays du Benematapa se trouve une forteresse de forme carrée, bâtie à l'intérieur comme à l'extérieur en pierres très bien taillées, les pierres sont d'une extraordinaire grandeur et ne sont jointes par aucun mortier. La muraille a plus de 25 empans (5,25 m) d'épaisseur et elle manque de hauteur par rapport à sa largeur... Sur les hauteurs autour de cette construction, il y en a d'autres, semblables par l'architecture et l'absence de mortier, et au milieu desquelles se dresse une tour de plus de 12 brasses (20 m). Cette « forteresse » de Barros semble bien être ce qu'on appelle aujourd'hui l'« Acropole » ; mais on ignore si la « tour » de Barros correspond à la « tour conique » actuelle qui a 10 m de hauteur seulement. (5)

On a discuté à perte de vue sur la fonction et la signification rituelle des monuments de Zimbabwe. Il semble bien qu'à la période portugaise Zimbabwe n'était plus qu'une capitale religieuse ; l'or du bassin aurifère le plus riche de Rhodésie du sud (Gatooma, Que-Que, Gwelo) ne prenait certainement plus la route du sud, puisque le fleuve Sabi n'était plus utilisé comme voie d'accès, mais il partait vers le nord pour être vendu dans les comptoirs portugais du royaume Karanga. Le caractère de forteresse naturelle du site de Zimbabwe le rendait particulièrement propice à la célébration du culte du dieu *Mwari*, qui se manifestait par des oracles parlant au moyen de la

(1) K. R. ROBINSON, *Khami Ruins*, Cambridge 1959,.
(2) G. MATHEW, *Recension de* (1) dans JAH 1, 1960, p. 151.
(3) Carte n° 3 de l'article de R. SUMMERS, JAH 1961.
(4) R. SUMMERS. A. WHITTY, *Zimbabwe Excavations*, 1958, p. 322.
(5) JOAO DE BARROS, *Decadas da Asia*, Lisbonne 1552, Livre X, cap I.

foudre et du tonnerre. Le Dieu Suprême des Rozwi atteignait également son peuple par le truchement du grand tambour sacré *Ngoma Lungundu*, qui était conservé dans une hutte spéciale et ne devait jamais être vu par le commun peuple.

Le culte du Dieu du Ciel Mwari est loin d'être mort avec les monuments qui lui furent consacrés. Il est célébré aujourd'hui encore chez les Shona. Même les Ndebelé l'ont adopté et ont emprunté aux populations qu'ils avaient soumises leurs lieux de culte des *Matopo Hills*, au sud de Bulavayo, et leurs médiums. Même les chrétiens ont plus ou moins assimilé le grand Dieu Shona au Yahvé des Hébreux, dont les missionnaires leur parlaient.

L'interpénétration entre le fait religieux et le fait historique, au sens européen du terme, n'est certes pas particulière aux descendants de ceux qui firent l'empire du Monomotapa. Elle est la règle dans toute l'Afrique noire où les fondements du pouvoir politique étaient toujours d'essence religieuse ; mais elle est difficilement utilisable dans la plupart des nouveaux états noirs pour bâtir cette conscience historique tant désirée de tous et si difficile à atteindre à cause de leur manque d'unité ethnique. Le jour où elle parviendra à une indépendance « africaine » et non « européenne », la Rhodésie du Sud disposera, au contraire, de bases exceptionnelles à ce point de vue. Si l'on met à part le Rwanda et le Burundi en raison de leur très petite surface alliée à une énorme densité humaine, elle est le seul état où la majorité de la population indigène appartienne à une ethnie bien définie par une langue, une religion et une histoire communes.

V. LA COTE DE L'ACTUEL MOZAMBIQUE ET LA PÉNÉTRATION PORTUGAISE VERS L'INTÉRIEUR JUSQU'AU XIXe SIÈCLE (carte p. 44-45)

La partie méridionale de la côte de l'actuelle Angola (Mossamedes) n'a été fréquentée régulièrement par les Portugais qu'après 1840. Par contre, la totalité de la côte du Mozambique fut visitée annuellement depuis le milieu du XVIe siècle par des caboteurs ou *pangaïos* basés à Moçambique (1) qui allaient jusqu'à la baie Delagoa, où est située Lourenço-Marques, aujourd'hui capitale. Contrairement à la côte au nord du cap Delgado qui leur échappa progressivement entre 1652 et 1698 et fut cédée officiellement aux Arabes d'Oman en 1752, la côte au sud du cap Delgado jusqu'à la baie Delagoa n'a donc jamais cessé d'être portugaise depuis plus de quatre cent ans, si l'on excepte treize années (1721-1734) où les Hollandais maintinrent une garnison à Lourenço-Marques.

A première vue on pourrait se figurer que le tracé actuel des frontières intérieures du Mozambique correspond également au terri-

(1) Pour distinguer le territoire de l'Est-Africain portugais appelé communément Mozambique de la ville de Moçambique, nous avons employé volontairement deux orthographes différentes pour le même son.

toire occupé historiquement par les Portugais avant le XIXe siècle. Il n'en est rien. Nous avons vu que l'implantation des commerçants portugais avait été importante au XVIIe siècle dans le quart nord-est de l'actuelle Rhodésie du sud. Nous verrons qu'ils fréquentèrent aux XVIIe et XVIIIe siècles la moitié méridionale de l'actuel Malawi (Nyassaland) et que leurs explorateurs traversèrent dans les premières années du XIXe siècle la partie nord de la Zambie pour rendre visite au Kazembe demeurant à l'est du lac Moëro.

Les Portugais ont donc largement empiété historiquement sur les territoires qui furent attribués aux Anglais à l'époque du partage de l'Afrique. Mais ils n'ont pas occupé réellement avant le XIXe siècle la totalité du territoire de l'actuel Mozambique, soit 783 000 km^2 (Portugal : 92 000 km^2). Il n'y eut jamais avant la fin du XIXe siècle *une* Afrique orientale portugaise s'étendant d'un seul tenant entre le cap Delgado et la baie Delagoa, mais *trois* régions distinctes séparées les unes des autres par d'immenses étendues sur lesquelles les Portugais n'avaient aucune autorité réelle : Sofala, Moçambique et les « Rivières du Zambèze ».

Sofala était, nous l'avons vu, le principal centre du commerce arabe sur cette côte au XIIIe et au XIVe siècle. Son commerce avait commencé à décliner dès avant l'arrivée des Portugais. Ces derniers ne réussirent jamais à lui redonner son ancien éclat. L'opposition presque constante du roi de *Quiteve* qui gouvernait l'arrière-pays de Sofala gêna considérablement leur implantation commerciale dans le pays aurifère du Manica. Par contre, à la fin du XVIIe siècle, ils avaient établi une ligne ininterrompue de propriétés portugaises entre Sofala et Sena ; elle longeait à l'est le royaume de *Baroue* resté indépendant, célèbre pour sa production de fer et son bétail. Le précieux rapport de Manoel Barreto daté de 1667 qui donne ces renseignements, cite aussi — trop brièvement — le royaume de *Maungo* situé au nord du Manica où s'étaient réfugiés des Arabes repoussés par les Portugais. Sa position géographique n'est pas exactement précisée, mais semble bien correspondre à la région des monts Inyanga couverte sur 780 000 hectares des fameuses terrasses témoignant, avec des canaux d'irrigation, d'une agriculture intensive. Axelson (p. 138) suggère de relier l'*Inyanga Culture* très bien étudiée sur le plan archéologique (1) à ce royaume. Il serait particulièrement intéressant de rechercher sur le terrain les voies commerciales reliant ce petit état arabe à l'or du Boutwa et à Angoche (2) sur la côte.

Au sud de Sofala, le royaume de *Sabia* s'étendait de part et d'autre du Sabi jusqu'à Inhambane. Les Portugais avaient avec lui des rapports commerciaux mais non politiques : Moçambique envoyait

(1) R. SUMMERS, *Inyanga*, Cambridge 1958, p. 322. L'hypothèse d'Axelson nous paraît répondre parfaitement à presque toutes les questions posées par Summers dans son excellente synthèse finale : *Reconstructing the Past*, p. 230-269.

(2) Cf. traduction par M. Newitt du voyage effectué en 1753 par F. R. M. Pereira entre Quelimane et Angoche, Local Series pamphlets of the C. A. H. A., Salisbury, 1965, 40 p.

chaque année à Inhambane des *pangaïos* qui rapportaient ivoire, ambre, miel, beurre, corne et pattes de rhinocéros et d'hippopotames, perles fines et esclaves. Au milieu du XVII^e^ siècle, il n'y avait pratiquement plus aucun trafic à Sofala.

L'île de *Moçambique*, au contraire, connut une grande prospérité aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, bien qu'elle ait été peu fréquentée par les Arabes à l'époque préportugaise. Son arrière-pays ne présentait en effet aucun intérêt économique et était habité par des populations fort primitives. Par contre, le site était favorable à l'installation d'un port qui allait devenir la tête de ligne de la navigation Afrique-Inde et le principal port de relâche entre Lisbonne et Goa. Un fort, un hôpital et un magasin y furent construits en 1507 ; en 1541-42, Saint François Xavier passa six mois dans la ville qui avait déjà une certaine importance. En 1550, l'architecte Miguel de Arruda, qui avait contribué aux plans de l'Escorial, commença la construction de la fortaleza São Sebastiao. Achevée en 1590, elle contenait une chapelle, un hôpital et une gigantesque citerne, car il n'y avait pas d'eau sur l'île ; elle pouvait abriter mille hommes. Sa masse imposante subsiste encore aujourd'hui.

A la fin du XVI^e^ siècle, Moçambique comptait deux mille habitants dont quatre cents Portugais. Elle fonctionnait comme centre de transit des marchandises et des hommes entre Lisbonne, Goa, Sofala et « les Rivières », ce dernier poste étant de beaucoup le plus profitable puisqu'il drainait l'or et l'argent du Monomotapa. Sa santé économique dépendait donc en définitive des rapports politiques entretenus avec les royaumes noirs producteurs de métaux précieux. Et c'est là que la situation si excentrique de la « capitale » est-africaine faisait sentir tous ses inconvénients. A condition de faire la traversée à la période favorable, décembre-mars dans le sens Inde Afrique, mars-septembre pour le retour, une visite à Goa prenait moins de temps qu'un voyage à Tètè ou à Sena. C'est pourtant de Moçambique que le « Capitaine des Rivières » résidant à Sena recevait des ordres d'autant plus inadaptés à la mentalité indigène et à la situation locale que le programme politique avait été conçu à Goa dont dépendirent jusqu'en 1752 directement les possessions est-africaines au point de vue administratif.

A cette époque (1752), il subsistait seulement quelques misérables restes de ce qui avait été l'immense Empire des Indes portugais. Les Hollandais qui en avaient pris les pièces maîtresses (Ceylan, Indonésie) s'étaient attaqués sans succès à trois reprises à la forteresse Saint Sébastien de Moçambique (1604, 1607, 1608). En 1652, ils s'étaient installés au Cap, la même année où les Arabes d'Oman lançaient un premier raid sur Zanzibar. En 1698, en même temps que le changamire Dombo chassait le monomotapa et ses alliés portugais du plateau sud-rhodésien, les Arabes d'Oman mettaient un terme à leur conquête de la côte orientale d'Afrique au nord du Cap Delgado en s'emparant de Mombasa et de Sokotora.

Hollandais, Anglais, Arabes s'étaient tous acharnés à détruire

le monopole portugais de l'océan Indien ; un quatrième concurrent allait se révéler à la fin du XVII[e] siècle à l'intérieur même de l'Est-africain portugais. Les Indiens — car il s'agit d'eux — émigraient déjà en Afrique à l'époque préportugaise, mais en petite quantité ; en 1661 un événement strictement européen allait entraîner une nette augmentation de leur nombre : la princesse Catherine de Portugal apportait en dot à son mari Charles II d'Angleterre, Bombay et le droit d'utilisation des ports portugais. A partir de 1680 les navires anglais fréquentèrent la côte africaine portugaise et transportèrent un nombre croissant d'Indiens à tel point qu'en 1690 Lisbonne dut réglementer officiellement l'émigration indienne (1) qui comprenait deux grandes catégories. Les *Banians* étaient de religion hindoue, originaires de Damian ou de Dîu. Ils restaient sur la côte et rentraient finir leurs jours au pays natal. Les *Goans* ou *Canarins* étaient originaires de Goa et presque tous catholiques. Ils se considéraient comme Portugais et s'installaient à vie en Afrique comme commerçants, fonctionnaires, soldats ou colons (*prazeros*) (2).

Au XVIII[e], l'essentiel de la population « portugaise » de l'Est-africain était d'origine indienne et fixée dans le district des « Rivières de Zambèze ». Moçambique, qui avait été le centre politique, commercial et religieux incontesté, n'avait plus qu'une autorité très limitée. Elle ne recevait presque plus de prêtres pour desservir les églises et les monastères pourtant nombreux et actifs au XVII[e] siècle, malgré les disputes entre Jésuites et Dominicains. Le Portugal entièrement absorbé par le Brésil semblait avoir oublié sa colonie d'Afrique Orientale et lui demandait maintenant plutôt des esclaves que de l'or.

Le déclin de l'Est-africain accusé à Sofala dès le milieu du XVII[e] et à Moçambique au XVIII[e] fut plus tardif dans le troisième centre d'activité portugaise : les *Rivières du Zambèze* grâce au développement et à l'extension des *prazos* le long du Zambèze et autour du delta entre Sena et Sofala. Tètè était très florissante au XVIII[e] siècle (3). Le comptoir de Zumbo au confluent de la Luangwa à près de 1 000 km de l'embouchure du Zambèze fut fondé en 1714. Les premiers *prazos* ou domaines garantis par la Couronne portugaise pour trois générations avaient été attribués aux soldats portugais survivants des expéditions Barreto et Homen (1571-1575), puis cédés à leurs fils métis. Les prazeros jouissaient de droits exorbitants sur leurs propriétés qui étaient souvent très vastes ; Manuel Barreto, en 1667, en cite une de 125 km de long. Ils avaient droit de justice, d'impôt et pouvaient déclarer la guerre à leurs voisins indigènes, sans en référer à l'autorité supérieure. Les prazeros produisaient surtout du coton et du bois de construction. Ils utilisaient le système du travail forcé, toujours à l'honneur dans les possessions portugaises.

(1) J. DUFFY, *Portuguese Africa*, p. 44.
(2) *Ibid.*, p. 81.
(3) ED. FOA, *Du Cap au lac Nyassa*, Paris, 1897, p. 248.

Certains prazeros « portugais » du XVIIIe et du début du XIXe étaient réputés pour leur luxe et leur richesse ; ils vivaient une vie très comparable à celle des planteurs américains du Sud des États-Unis, tirant leurs ressources de la vente du coton, des esclaves et de l'ivoire qu'ils faisaient chercher par des commerçants à leur solde très loin le long du Zambèze, jusqu'au confluent de la Kafue (1) situé à 250 km en amont de la frontière occidentale du Mozambique. Des fouilles récentes pratiquées à Ingombe Ilede (2) sur la rive nord à 50 km en amont du confluent Kafue-Zambèze et juste en aval du barrage de Kariba ont révélé qu'il y existait un commerce actif au XVIIIe siècle. On a trouvé 43 tombes contenant un matériel très riche de bracelets de cuivre et de fer, perles d'or, coquillages *mpande* originaires de l'océan indien, fils, croix et outils de cuivre. D'autres commerçants traversaient le fleuve et rapportaient du cuivre et de l'ivoire du pays des Maravi. Bien que les documents écrits sur ce peuple ou cette confédération de peuples soient extrêmement succincts, nous lui consacrerons quelques lignes puisque le Nyassaland accédant à l'indépendance le 6 juillet 1964 s'est rebaptisé Malawi, ce nom correspondant au Maravi des textes portugais.

VI. LES MARAVI OU MALAWI

Le rapport du Jésuite Manoel Barreto (3), que nous avons déjà cité à plusieurs reprises, constitue la principale source écrite sur les Maravi. Il nous apprend qu'en 1667 les Maravi « gouvernés par un empereur nommé Caronga qui vivait à quinze jours de marche de Sena » dominaient la rive nord du Zambèze jusqu'à deux cents lieues (une lieue portugaise = 5,8 km) au-delà de la rivière de Quelimane, ou bouche septentrionale du delta du Zambèze et jusqu'à 150 lieues à l'ouest du Shire. En particulier, ils avaient autorité sur les Makoua qui occupaient et occupent encore aujourd'hui l'arrière-pays de Moçambique, la « capitale » portugaise ne contrôlant à cette époque « que deux lieues de terre ferme ». Les Maravi vendaient aux Portugais de l'ivoire, du fer, des esclaves et des *machiras*, bandes de coton tissé qui étaient échangées dans le royaume Karanga contre de l'or.

En 1616, Gaspar Boccaro avait fait le voyage de Tètè à Kilwa et avait remarqué, sans faire mention expressément des Maravi, que, sur toute la longueur du trajet de plus de 1 500 km, les populations rencontrées obéissaient à seulement « trois grands chefs traditionnels ». En 1798, le rapport de l'expédition de Lacerda (4) signale que le territoire d'autorité Maravi s'étend à l'ouest jusqu'à la rivière Luangwa, laquelle se jette dans le Zambèze à Zumbo, frontière actuelle

(1) Axelson, p. 190.
(2) Brian M. Fagan, *The Iron-age sequence in the southern province of Northern Rhodesia*, JAH 1963 (1), 157-177.
(3) *Rapport sur l'Etat et la Conquête des Rivières de Couama*, trad. anglaise dans Theal vol. III, p. 463-95 et 502-508.
(4) Trad. anglaise dans R. Burton : *Lands of Kazembe*, Londres 1873.

Mozambique-Zambie-Rhodésie du Sud. En 1831-32, P. Gamitto, chroniqueur de l'expédition Monteiro vers le Kazembe, nomme Maravi (1) le peuple habitant au nord du Zambèze dans l'actuel Mozambique et dit qu'il obéit au chef Undi demeurant dans la haute vallée de la rivière Kapoche (Mozambique) ; il nomme Chevas (Tcewa) un peuple qu'il décrit comme très proche parent des Maravi au point de vue culturel et linguistique et habitant la région comprise entre le lac Nyassa et la Luangwa (Malawi et Zambie). L'étude de Gamitto précède de moins de dix ans la première invasion Ngoni ; venus du Natal sous la conduite de Zwangendaba, les Ngoni traversent le Zambèze le 20 novembre 1835, le jour d'une éclipse de soleil qui a permis de fixer la date. Pendant près de soixante ans, jusqu'en 1898, date à laquelle leurs raids continuels seront définitivement arrêtés par les Britanniques — les pasteurs Ngoni vont semer le désordre et la destruction parmi les agriculteurs Tcewa. Ces derniers résisteront efficacement dans plusieurs régions, ce qui explique la localisation actuelle des Ngoni, en petits « îlots » isolés, entourés par des populations Tcewa ou Yao, dans l'est de la Zambie et surtout dans le Malawi central et méridional.

Grâce à cette résistance disséminée dans le temps et dans l'espace, les Tcewa se sont forgés une conscience nationale. Ils y ont été largement aidés par les missionnaires écossais à l'œuvre au Nyassaland depuis près d'un siècle, qui ont fait connaître les documents portugais établissant leur filiation avec les Maravi du XVII^e^ siècle et ont encouragé la publication des traditions orales établissant les anciens droits de propriété sur le sol.

Dès 1945, soit dix-neuf ans avant l'indépendance, paraissait à Zomba, publié par les soins du « Nyassaland Education Department », le livre de Samuel Yosia Nhtara, écrit en langue nyanja, intitulé *Mbiri ya Acewa*. Le *ki Nyanja* est parlé avec différentes variations dialectales (2) par plus d'un million d'hommes, dont 77 % environ habitent l'actuel Malawi où ils sont connus sous le nom de Tcewa pour les deux tiers, Nyanja, Mananja et Mbo pour le reste ; 14 % environ des parlant-Nyanja habitent la province orientale de Zambie, en deux groupes distincts au nord et au sud de Fort Jameson ; enfin 9 % sont au Mozambique où ils sont appelés Maravi ou Zimba (district de Tètè). Tous ces peuples ont, en dehors de la langue commune, une unité culturelle évidente et des traditions historiques semblables, celles-ci, centrées sur les noms d'ancêtres célèbres comme Kalonga et Undi. Ils font état d'une dispersion à partir d'une région appelée Malawi située au sud-ouest du lac Nyassa, près de la ville actuelle de Dedza, région du reste occupée maintenant par des Ngoni. Il paraît donc certain que les parlant-Nyanja d'aujourd'hui sont les descendants des Maravi du XVII^e^ siècle.

(1) IAN. CUNNISON, *King Kazembe*, Lisbonne 1962, trad. anglaise de A. C. P. Gamitto, *O Muata Cazembe*, Lisbonne 1854.
(2) M. G. MARWICK, *History and tradition in East Central Africa through the eyes of the Northern Rhodesian Cewa*, JAH 1963 n° 3, p. 375-390.

Mais nous avons vu la précarité des renseignements portugais. Les traditions orales se rapportent essentiellement à l'établissement des différentes fractions de Tcewa obéissant à des chefs traditionnels distincts comme *Undi* (Tcewa méridionaux de Zambie et du Mozambique), *Mkanda*, *Kasungu* (Tcewa de Fort-Menning et Lilongwe au Malawi) et *Lundazi* (Tcewa septentrionaux de Zambie et Malawi central). Ces traditions sont souvent assez floues et difficiles à accorder entre elles. Il en résulte que plusieurs problèmes essentiels de l'histoire des parlant-Nyanja restent irrésolus, dont celui de leur origine et celui de la date de la dispersion. On suppose que des gens venus du pays Louba (Congo méridional) seraient arrivés vers le xv^e^ siècle et auraient organisé une population très anciennement fixée dans le sud-ouest du lac Nyassa. La dispersion et la séparation du groupe Maravi en plusieurs peuples distincts, dont les Tcewa, aurait eu lieu au xvi^e^ siècle. Il paraît certain que les Maravi n'ont jamais eu une organisation aussi centralisée que leurs voisins Shona au sud du Zambèze ; mais les descendants des Maravi ont eu la chance d'être pris en considération par le colonisateur britannique, alors que les Shona sont encore traités maintennat comme quantité négligeable (1).

Une dernière remarque s'impose sur le choix du nom de Malawi par le Nyassaland devenu indépendant. Les parlant-Nyanja sont les seuls à pouvoir se sentir aujourd'hui des Malawi ; or, ils sont loin d'être la majorité puisqu'ils forment moins du tiers de la population totale (trois millions d'habitants). Tout le nord du pays est peuplé par de très nombreuses tribus qui n'ont eu jusqu'ici aucun rapport avec l'idéologie nationale Malawi et devront être unifiées sur des bases plus larges, assimilables également par les importants groupes Ngoni et Yao du centre et du sud.

VII. HÉGÉMONIES LOUBA-LOUNDA. LOUBAISÉS ET LOUNDAISÉS

L'étude de la partie occidentale de l'Afrique centre-australe nous a conduits jusqu'à Cassange, à 450 kilomètres à l'est de la côte, et aux principautés Jaga dont nous avons souligné les relations avec le grand mouvement de migration ouest-est des Louba-Lounda. L'étude de la partie orientale se termine de façon similaire par un rappel de l'origine Louba des chefs Tcewa (Malawi) et une évocation de la visite au Kazembe, au sud-est du lac Moero (Zambie) du docteur Lacerda (1798) et des Commandants Monteiro et Gamitto (1831).

Or, le royaume Imbangala de Cassange et le royaume Lounda de Kazembe représentaient à la fin du xviii^e^ siècle les limites occiden-

(1) On se garde bien en particulier de leur apprendre leur histoire. Dans une brochure de 63 pages destinée aux écoles, publiée en 1962 pour la première fois, et intitulée *A visual History of the Rhodesias and Nyassaland*, quatre lignes exactement sont consacrées au Monomotapa à la p. 8.

tale et orientale d'un territoire long de 1 200 kilomètres où l'autorité du Mwata Yamvo, empereur des Lounda, était indiscutée. C'est grâce à ce fait que les deux pombeiros, Pedro Joao Baptista et Amaro José, métis au service du directeur du comptoir portugais de Cassange, réussirent entre 1802 et 1811 la première liaison transcontinentale que le malheureux docteur Lacerda, mort d'épuisement trois mois après son départ de Tètè, n'avait pu réaliser en 1798. Malheureusement les pombeiros étaient incapables de recueillir des observations scientifiques et les traditions orales qui constituent la seule source historique dans cette région ne commencèrent à être recueillies que dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Confrontées avec les traditions actuelles elles ont permis de rétablir des listes de chefs et des trajets de migration, et surtout de comprendre les fondements de l'autorité exercée par le Mwata Yamvo. L'histoire de l'exil volontaire de plusieurs chefs Lounda à la suite d'une querelle de famille est en effet répandue chez tous les peuples qui gardent le souvenir d'avoir appartenu un jour à l'empire Lounda. Elle justifie le caractère familial et héréditaire de la noblesse Lounda : si elle continuait à payer tribut au Mwata Yamvo, représentant vivant du grand ancêtre fondateur, elle n'en jouissait pas moins d'une très large autonomie. Les pombeiros s'en aperçurent à leurs dépens quand ils furent contraints de séjourner deux années chez le chef tchokwé Mboumba et quatre ans chez le Kasembe, bien que le Mwata Yamvo lui-même les ait laissés traverser son propre territoire sans encombre. De même en 1885, les Tchokwé devaient envahir l'empire Lounda bien que leur aristocratie dirigeante se réfère très nettement à une origine Lounda.

Nous avons déjà évoqué (p. 69) la fondation du royaume Imbangala de Cassange par le neveu du chef lounda Kingouri. En fixant à 1610 la date de l'épisode important qu'est la rencontre avec le gouverneur de Loanda, Don Manuel Pereira Forjaz, J. Vansina (1) a confirmé récemment la chronologie établie par Verhulpen (2) en 1936 pour les débuts de l'histoire Louba-Lounda. Par contre, Dom Hadelin Roland (3) a adopté pour cette fameuse rencontre la date de 1630 : elle aurait eu lieu alors avec Don Manuel Pereira Coutinho, gouverneur entre 1630 et 1635 et « rajeunirait » donc la chronologie de vingt ans (4).

Quoi qu'il en soit, il faut retenir la date tardive de la formation des hégémonies Louba-Lounda par rapport au royaume de Congo (XIVe siècle) au Monomotapa (XVe) et aux royaumes interlacustres (XIIIe-XIVe). Les auteurs s'accordent pour la placer dans la deuxième moitié du XVIe siècle. Leur période d'apogée se situera deux siècles plus

(1) J. VANSINA, *The foundation of the Kingdom of Kasanje*, JAH 1963, 3, p. 355-374.
(2) E. VERHULPEN, *Baluba et Balubaïsès du Katanga*, Anvers 1936.
(3) DOM HADELIN ROLAND, *Résumé de l'histoire ancienne du Katanga*, bull. du CEPSI, Élisabethville, juin 1963.
(4) DAVID BIRMINGHAM dans un article paru après la rédaction de ce chapitre et intitulé *The date and significance of the Imbangala invasion of Angola* propose au contraire 1603, JAH 1965, n° 2 p. 143-152.

tard et paraît en rapport évident avec le courant commercial transcontinental établi grâce à la présence des Portugais sur les côtes atlantique et indienne, des Arabes sur la côte indienne. C'est ce qui nous a paru justifier d'étudier le centre de cette région historique de l'Afrique *après* la périphérie et ce qui nous permet de le comparer à la clef de voûte d'un système architectural ; elle n'existerait pas sans les murs, mais les murs ne tiendraient pas ensemble sans elle.

Nous étudierons parallèlement et non successivement les royaumes Louba et Lounda, car ils sont très étroitement liés à l'origine. Ils furent en effet fondés par deux frères dans la partie sud-ouest de la province du Katanga de l'ex-Congo belge, à peu près à la hauteur du 8e degré Sud. L'aîné des deux nommé *Ilounga Mbili* (ou Kalala Ilounga) était neveu d'un chef Songe, Kongolo, qui s'était bâti un petit royaume entre la Louembe (affluent du Sankourou) et les lacs du Loualaba, royaume centré approximativement sur l'actuelle ville de Kamina (importante base militaire du Nord-Katanga, Congo-Léopoldville) et non sur celle de Kongolo, qui est à 500 km au Nord-Est. Après avoir tué son frère Kisoula, puis son oncle Kongolo, Ilounga Mbili doubla l'étendue du royaume de Kongolo en s'emparant des terres entre la Bouchimaï (haut Sankourou) et la Louvoua. Dans sa nombreuse parenté il choisit des chefs de province et des fonctionnaires qui furent appelés ba-Louba du nom de deux de ses demi-frères. Ce nom de Balouba s'étendit progressivement à toute la population du royaume (1).

Kibinda Ilounga, frère puîné (ou neveu, ou fils d'après certaines traditions) de Ilounga Mbili, arriva un jour, au cours d'une tournée de chasse sur la Bouchimaï supérieure à l'est de l'actuelle ville de Kapanga dans un pays où plusieurs chefs Lounda s'étaient groupés spontanément sous l'autorité d'un roi élu. Ce dernier appelé Yala Mwakou était mort récemment laissant son bracelet royal ou *loukano* à sa fille Loueji, déshéritant ainsi ses deux fils Kingouri (ou Tchingouli) et Kiniama parce qu'ils lui avaient manqué de respect. Kibinda Ilounga était un grand chasseur et sans doute aussi un grand charmeur ; toujours est-il qu'il séduisit Loueji et l'épousa officiellement, attisant ainsi la rancœur des deux frères évincés du trône. Lorsque Loueji remit à son époux le loukano, Kingouri et Kiniama décidèrent de quitter définitivement ce pays où un étranger était devenu le représentant officiel de l'ancêtre Lounda. Le premier partit vers l'ouest, et fut le fondateur du royaume Imbangala de Cassange, le second se dirigea vers le sud avec de nombreux partisans qui se fixèrent dans des régions au peuplement très clairsemé et fournirent l'aristocratie dirigeante des peuples connus sous le nom de *Lounda méridionaux*. Parmi eux les *Tchokwé*, au nombre de 600 000 environ, occupent aujourd'hui le nord-est de l'Angola, à l'est du Kwango au nord du chemin de fer de Benguela au Katanga et débordent un peu dans la province du Kassaï (Congo-Léo) ; jusqu'à la deuxième moitié du XIXe, ils étaient

(1) Dom Hadelin Roland, *op. cit*, p. 21.

fixés plus au sud dans la région de Vila Luso. Ils sont célèbres pour la qualité de leur art décoratif (1). Les *Lwena* (2) vivent dans la région des sources du Zambèze, en Angola et en Zambie (où ils sont appelés Lovalé).

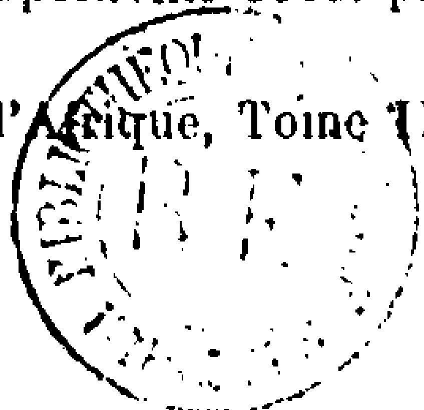
Kibinda Ilounga débarrassé de ses deux grands concurrents songea à sa succession. Loueji ne lui avait pas donné d'enfant. Le fils qu'il avait eu d'une autre femme n'avait donc aucun droit au trône, mais il se tira très habilement de ce mauvais pas en donnant à Loueji le titre de *Loukonkecha* (reine mère). Désormais, les chefs Lounda pourraient se targuer d'une ascendance maternelle remontant au grand ancêtre Lounda. Yamvo Naweji, petit-fils de Kibinda Ilounga, allait transformer le royaume Lounda en empire. En recevant le bracelet Loukano, il prit le nom de *Mwata Yamvo* qui devint le titre dynastique des empereurs Lounda.

Mwata Yamvo régna suivant les auteurs (3) de 1660 à 1675 ou de 1675 à 1715. Il agrandit son royaume jusqu'au Kassaï à l'ouest (frontière Congo-Angola) et à l'est jusqu'au Bousanga « le pays du cuivre », à l'ouest d'Élisabethville. Il l'organisa sur le même modèle que le royaume Louba, son voisin oriental, avec des gouverneurs de province jouissant d'une grande autonomie et une cour de notables exerçant des fonctions hiérarchisées : général en chef, gardien des reliques royales, arbitre des disputes, etc... La capitale Mousoumba n'était pas fixe mais se déplaçait entre la Louloua et la Bouchimaï.

Sous le règne de Mouteba fils de Mwata Yamvo, un général Lounda nommé Kanyembo soumit facilement la région du Louapoula à l'est et au sud du lac Moero (Zambie). Vers 1740, son fils fut nommé Kazembé (= gouverneur) du pays conquis par son père. Lorsque les Portugais connurent l'existence de ce royaume Lounda oriental, ils appliquèrent le nom de Kazembé aussi bien au pays qu'à son chef, comme ils avaient fait pour l'Angola et le Monomotapa.

A la fin du XVIII^e siècle le royaume Louba connut une grande extension territoriale grâce au grand roi conquérant Koumwimbou Ngombé ; il couvrit alors la totalité de la province actuelle Nord-Katanga jusqu'au nord d'Albertville. Cette région était appelée Ouroua sur les cartes d'Afrique employées par les explorateurs du XIX^e siècle. Mais, au XIX^e siècle, le royaume devait s'effriter en petites chefferies incapables de résister à l'attaque des Tchokwé, puis contraintes par la suite de payer tribut aux Bayeke de Msiri. L'essor commercial de l'empire lounda connut son apogée sensiblement à la même époque que le royaume louba. Le Kazembe, bien qu'indépendant en fait, se considérait comme le « fils » du Mwata Yamvo et lui envoyait un tribut d'esclaves et de sel ; il recevait en échange des objets de luxe d'origine portugaise qui avaient servi aux négriers de

(1) M. L. Bastin, *Art décoratif Tshokwe*, Lisbonne, 1961, 2 vol. in qu.
(2) M. Mc Culloch, *The Southern Lunda and related peoples*, Londres, 1951.
(3) La chronologie Louba-Lounda est loin d'être établie avec certitude. Voir à ce sujet l'étude récente, parue après la rédaction de ce chapitre, de J. Vansina, *Les anciens royaumes de la Savane*, Léopoldville 1965. p. 55-75, p. 121-137, p. 189-193. Importante bibliographie.



l'Angola à payer les esclaves. Mais le Kazembé commerçait également avec les Arabes installés sur la côte de l'actuelle république de Tanzanie ; il leur envoyait des esclaves, de l'ivoire et des barres de cuivre du Katanga ; il recevait des tissus de l'Inde et des cauris. Ce trafic fonctionnait si bien que le Kazembé IV Kaniemba en 1831 refusa de donner suite à la mission des commandants Monteiro et Gamitto qui proposaient d'organiser une liaison commerciale régulière avec Tètè. Trente ans plus tard cependant la puissance du Kazembé allait être réduite à peu de choses par l'expansion rapide du royaume de M'siri dans le Bousanga à partir de 1865.

A la même époque, la situation de l'empire du Mwata Yamvo apparaissait très détériorée. Les Tchokwé allaient l'envahir de 1885 à 1897 et, comme le royaume Louba, il se présenterait bien désuni devant le colonisateur belge. Cette décadence des Louba-Lounda à la veille de la période coloniale ne doit pas faire oublier que ces peuples avaient précédé les Européens dans l'établissement d'une voie commerciale transcontinentale au XVIIIe siècle.

Pour l'histoire de la période post-coloniale — histoire dont les convulsions brutales et inattendues déroutent les observateurs — il faut souligner l'existence, entre le 7e et le 13e degré Sud environ, d'un bloc de plusieurs millions d'hommes répartis aujourd'hui dans trois pays (Angola, Congo-Léo, Zambie), mais étroitement unis par de nombreux mariages entre les familles princières Imbangala, Tchokwé, Lwena, Lounda et Louba, par des liens linguistiques (les Lwena et les Tchokwé parlent des langues presque semblables), enfin par des souvenirs historiques communs. Pour l'histoire du Congo-Léo, il n'est pas sans intérêt de noter que l'ancienne province du Katanga aujourd'hui séparée en deux, qui fit sécession de 1960 à janvier 1963, est peuplée en très grande majorité de gens rattachés à une ascendance Louba-Lounda et que le Mwata Yamvo, Ditende Naweji III, 23e chef de la communauté Lounda, décédé en 1963, était le beau-père de Moïse Tshombé.

VIII. LA PÉNÉTRATION EUROPÉENNE DANS LE BASSIN DU ZAMBÈZE

Rhodésie

Jusqu'ici nous avons envisagé seulement la pénétration portugaise à partir de l'Angola et du Mozambique. Il nous reste à examiner les réactions des Africains devant la pénétration britannique et boer venue du sud. Elle commence en 1851 avec le premier voyage de Livingstone. En 1859, Moselékatsé (2), roi des Ndebélé ou Matabélé qui avait établi des rapports amicaux avec le missionnaire Robert Moffat, beau-père de Livingstone, lors de son passage au Betchouanaland, autorise le fils de ce dernier, John Smith Moffat, à établir un poste missionnaire à Inyati à 60 km au nord de Bulavayo. Mais il faudra

(1) I. CUNNISON, *Kazembe and the Portuguese, 1798-1832*, JAH, 1961, n° 2, p. 61-76.
(2) *Infra*, p. 128.

attendre plus de trente ans de présence missionnaire ininterrompue au Matabéléland avant d'enregistrer la première conversion (1). Ce fait nous paraît devoir être souligné et comparé avec le succès extraordinairement rapide obtenu par les missionnaires dans le Bouganda (2). Il éclaire la « politique du mépris » suivie par les Blancs en Rhodésie du Sud et explique en partie la position actuelle où sont tenus les « Natives ».

C'est en 1867 que le géologue allemand Karl Mauch découvre le gisement d'or de Tati, au sud-ouest de Bulavayo. En 1871, Lobenguela, fils et successeur de Moselékatsé (mort en 1868), accorde une concession minière, entre les rivières Gwelo et Hunyani, à l'anglais Thomas Baines. Bientôt les chasseurs d'éléphants et les chercheurs d'or affluent, sans toutefois empêcher Lobenguela de lancer des razzias dans le Mashonaland. La progression européenne ne deviendra inquiétante qu'en 1885 : en annexant le Betchouanaland, le Grande-Bretagne devient la voisine directe du Matabéléland. En 1886 la découverte de l'or du Witwatersrand entraîne une ruée de prospecteurs vers le Transvaal ; beaucoup d'entre eux, s'apercevant que les conditions d'exploitation nécessitent de gros investissements, vont chercher un « second Rand » vers les placers du Matabéléland et du Mashonaland qui sont plus accessibles aux chercheurs d'or dépourvus de moyens. En conséquence, le président Krüger décide à la fois pour des raisons politiques et économiques de devancer l'Angleterre au nord du Betchouanaland et de conclure un traité avec Lobenguela.

En juillet 1887, Lobenguela qui ne sait ni lire ni écrire « signe » le traité d'amitié proposé par le commerçant boer Fiet Grobler. Mais le 27 novembre il reçoit la visite de J. S. Moffat, le missionnaire qui avait fondé la mission d'Inyati et qui a passé en 1879 du service de la L. M. S. à celui du gouvernement britannique. Le 11 février 1888, Lobenguela dûment endoctriné par Moffat « signe » un nouveau traité, lui interdisant toute relation diplomatique avec une autre puissance que la Grande-Bretagne. Le traité spécifie la souveraineté de Lobenguela sur les Shona, alors que cette « souveraineté » consiste en razzias sans aucune idée d'administration.

Dès lors Lobenguela, dont tous les visiteurs blancs vantent la perspicacité, sait qu'il sera mangé. Mais il voudrait savoir à quelle sauce et ce n'est pas sans hésitation qu'il « signe » le 30 octobre 1888 la concession Rudd accordant sur l'ensemble de son royaume des droits exorbitants non seulement miniers mais politiques et économiques, le tout exprimé en termes vagues et accompagné d'une rente annuelle de 1 300 Livres plus mille fusils de qualité supérieure et cent mille rouleaux de cartouches.

Le 29 octobre 1889 la B. S. A. C. reçoit la Charte royale. En septembre 1890 la « colonne des Pionniers » passe à l'est du Matabéléland et hisse l'Union Jack au nord de la rivière Hunyani à un endroit

(1) A. J. Hanna, *The Story of the Rhodesias and Nyassaland*, Londres 1960, 2e éd., 1965, p. 57.
(2) *Infra*, p. 168-172.

qui sera nommé Salisbury en l'honneur du premier ministre. Lobenguela ne proteste que verbalement devant cette occupation du Mashonaland, qu'on avait déclaré précédemment lui appartenir.

En octobre 1893 sept cents Blancs du Mashonaland marchent sur Bulavayo, en représailles d'un raid sur la ville de Victoria. Au bout de trois mois de rudes combats, Lobenguela s'enfuit et meurt de la variole en janvier 1894.

En juillet 1894 l'ensemble du Mashonaland et du Matabéléland sont reconnus comme possessions de la Chartered. Les Blancs vont s'emparer des meilleures terres mais surtout ils vont s'emparer d'une grande partie du bétail, sous le prétexte qu'il était la possession personnelle de Lobenguela. C'est la pire injure qu'on puisse faire à un Matabélé. Mais les malheurs ne font que commencer. Il y aura la sécheresse, une invasion de sauterelles et enfin en février 1896 une catastrophe plus terrible encore : la peste bovine dont les ravages seront rendus plus insupportables encore aux malheureux Matabélé par la pratique généralisée de l'abattage systématique des troupeaux contaminés.

C'en est trop, ajouté aux réquisitions de main-d'œuvre ou aux exactions de la police. En mars la révolte éclate. Le 15 juin les Shona emboitent le pas et massacrent eux aussi tous les Blancs qu'ils rencontrent sans défense. La situation semble presque désespérée pour les Blancs lorsque, très habilement, Cecil Rhodes, démissionnaire du poste de premier ministre du Cap après l'échec du raid Jameson, rencontre les chefs Matabélé et les convainct des avantages de la paix le 13 octobre 1896. Les Mashona seront soumis à la fin de 1897.

Désormais Mashona et Mabatélé seront cantonnés dans les *Native Reserves* ou bien viendront travailler au service des blancs qui s'installeront de plus en plus nombreux dans ce pays au climat salubre. C'est plus tard qu'on parlera du *native problem* mais c'est peut-être trop tard qu'on s'apercevra des dangers de la « politique du mépris ».

Zambie

Après le voyage de Livingstone, le premier blanc qui visita le Barotseland fut un commerçant nommé George Westbeech qui, venu du Matabéléland, séjourna entre 1871 et 1876 dans la vallée du Zambèze supérieur (Barotsé) et y acheta une grande quantité d'ivoire. Le royaume Lozi du Barotséland avait été envahi vers 1840 par les Sotho-Fokeng venus du Betchouanaland sous la conduite de leur chef Sebitouané, et appelés depuis Kololo. En 1864 les Lozi avaient massacré tous les Kololo et étaient redevenus maîtres de leur pays. Mais ils parlaient encore la langue Sotho, ce qui facilita grandement le travail du missionnaire protestant français François Coillard, car il venait de passer vingt ans chez les Sotho du Sud ou Basouto. Coillard arriva en janvier 1885, succédant au missionnaire écossais F. S. Arnot qui devait se rendre ensuite dans le royaume de Msiri. Il sut se conci-

lier l'amitié du roi Lewanika sans toutefois le convertir et lui conseilla de demander la protection de la Grande-Bretagne en janvier 1889.

Lewanika devait mourir en 1916 après un très long règne où il avait pu sauvegarder au mieux les intérêts de ses sujets. C'est ce qui explique le statut différent accordé pendant longtemps au nord-ouest de la Zambie centré sur le Barotseland et sa situation actuelle privilégiée du point de vue social et religieux, car le reste de la Zambie à été pénétré par le Nyassaland et il n'y existe, à part les Bemba (1), aucun peuple qui présente des traditions historiques solides.

(1) Les Bemba ont été évangélisés et pacifiés par un Père Blanc français, Monseigneur Dupont (1850-1930).

CHAPITRE IV

L'AFRIQUE AUSTRALE

Sous le nom d'Afrique australe nous envisagerons tout ce qui est au sud de la province historique centre-australe précédemment étudiée. A regarder la carte politique actuelle du continent africain, c'est la seule de nos « provinces historiques » qui présente une réelle homogénéité. La République d'Afrique du Sud (16 millions d'habitants) administre en effet le territoire sous tutelle de l'ancien Sud-Ouest africain allemand (600 000 habitants, moins de un par km^2) et tient dans son orbite économique les trois protectorats britanniques du Betchouanaland (350 000 habitants, moins de un par km^2), du Basoutoland (700 000 habitants, 23 au km^2) et du Swaziland (275 000 habitants, 17 au km^2).

I. HISTOIRE AFRICAINE ET HISTOIRE AFRIKANER

L'Afrique du Sud est également la seule partie de l'Afrique dont l'histoire ait fait l'objet de nombreuses études de synthèse, tout au moins en ce qui concerne l'histoire des Européens en Afrique du Sud. Nous renverrons le lecteur soucieux de détails aux deux Histoires d'Afrique du Sud les plus récentes publiées en anglais (1) et au *Que sais-je* (2) dont la deuxième édition date de 1963. On trouvera également de longs développements dans *l'Histoire de l'Afrique au Sud du Sahara* écrite par le professeur américain Wiedner (3) dont une partie a été récemment traduite en français.

Son homogénéité actuelle et l'existence de synthèses historiques donnent déjà un caractère très particulier à la province historique d'Afrique australe. Moins cependant qu'un troisième élément aboutissant à deux questions : que doit-on entendre à l'époque de l'apartheid par les termes histoire « précoloniale » ou histoire « coloniale » de

(1) E. A. Walker, *A History of Southern Africa*, Londres 1962, 973 p. (1re éd. 1958). E. A. Leo Marquard, *The Story of South Africa*, Londres 1955.

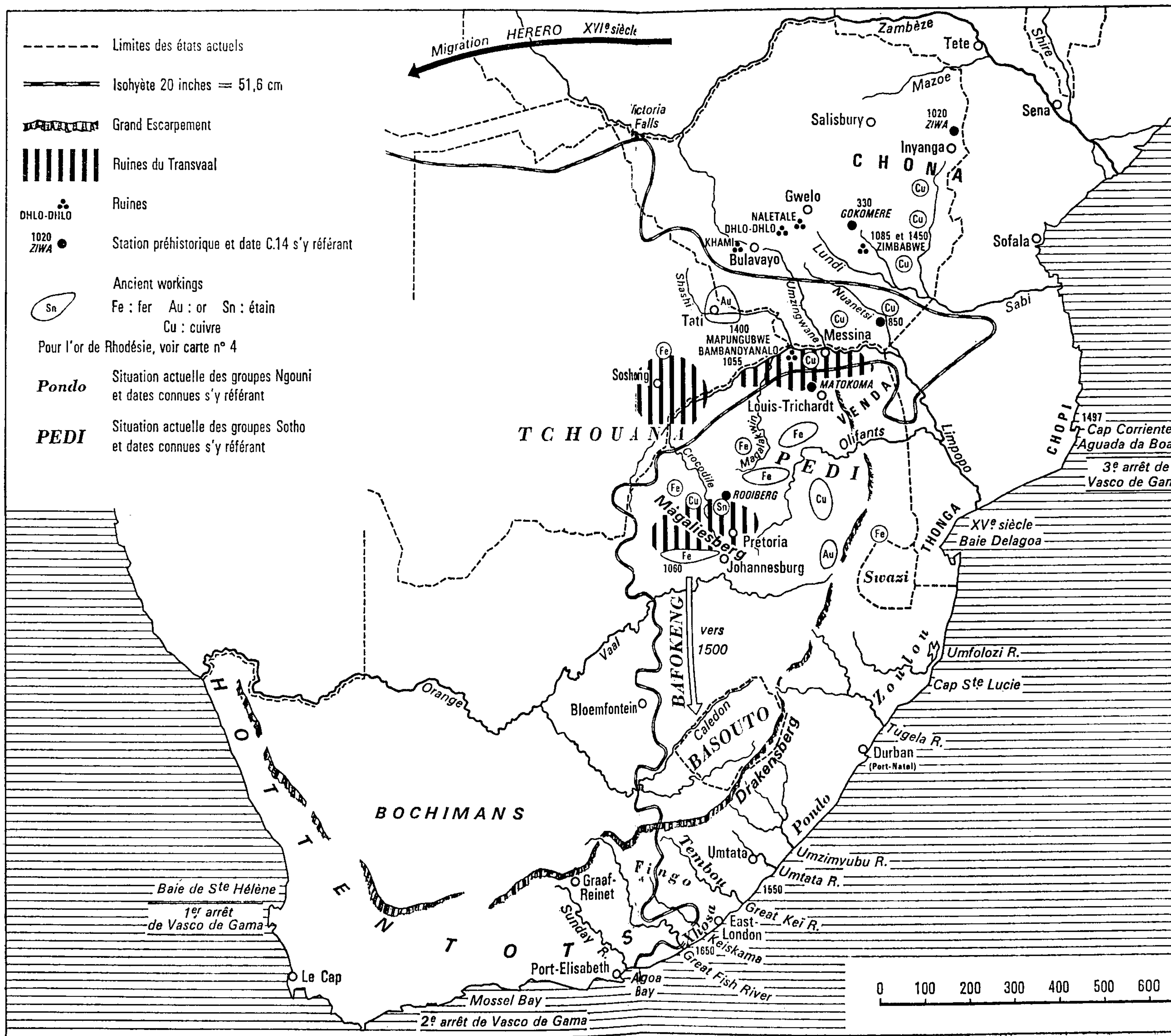
(2) J. A. Lesourd, *La République d'Afrique du Sud*, 1963 (1e éd. 1951).

(3) D. L. Wiedner, *A History of Africa south of the Sahara*, New York, 1962. Sur 529 pages 126 sont consacrées à l'Afrique du Sud. Importante bibliographie en anglais et en afrikaans, Trad. f. *L'Afrique noire avant la colonisation*. Paris 1962, 219 pages.

l'Afrique du Sud ? Que faut-il penser du « credo historique afrikaner » suivant lequel « l'histoire de l'Afrique du Sud commence en 1652 avec l'arrivée de Jan van Riebeeck au Cap, à l'époque même où les Bantou franchissaient le Limpopo » (limite nord de la République d'Afrique du Sud) ? La réponse à ces deux questions apparaît essentielle à la compréhension du drame sud-africain du XX^e siècle. Dans l'ensemble du continent africain, la région du Cap est la seule à avoir reçu dès le milieu du XVII^e siècle des *familles* européennes décidées à y fonder une nouvelle société et ayant abandonné définitivement leurs patries d'origine ; il y a là une situation originale qui n'a aucun correspondant en Afrique et qui peut être comparée seulement au peuplement des Amériques. Dans tout jugement porté sur la légitimité blanche en Afrique du Sud, on devra se souvenir que le Cap a été fondé douze ans avant l'établissement des Anglais à New Amsterdam rebaptisé New York. La « colonie » hollandaise du Cap devenue « colonie » britannique en 1806 n'est donc pas comparable aux colonies européennes d'Afrique établies dans leurs limites définitives au cours des dix dernières années du XIX^e siècle. Il se trouve cependant que l'année 1902 a vu à la fois la fin de la guerre anglo-boer et l'installation des puissances coloniales dans la majeure partie du continent africain. La guerre anglo-boer de 1899-1902 constitue sans conteste un sommet de l'histoire des Européens en Afrique du Sud. Fixer la fin de notre période d'étude en 1902 apparaît donc tout à fait logique même si on ne peut lui appliquer le terme de période précoloniale.

Mais est-il logique et scientifique de faire débuter cette étude en 1652, comme le font sans exceptions *tous* les manuels scolaires utilisés en Afrique du Sud ? Nous voici confrontés à la deuxième question posée tout à l'heure. Notre réponse basée sur des recherches archéologiques récentes s'oppose au « credo » historique afrikaner et il nous semble donc nécessaire d'en détailler les divers arguments. Nous disons bien credo historique : l'histoire des Afrikaners représente en effet le type même de l'histoire « orientée » où tous les événements sont interprétés en fonction d'un dessein préalable de Dieu en faveur du « peuple élu ». C'est en 1877 que le pasteur S. J. du Toit publia la première histoire des Afrikaners (1), *Die Geskiedenis van Ons Land in di Taal van Ons Volk* (= Histoire de notre pays dans la langue de notre peuple). Par la suite plusieurs historiens afrikaners présentèrent des peintures encore plus tranchées du Boer qui a toujours raison et de ses ennemis (Britanniques ou Bantou) qui ont toujours tort. En 1959 Daniel François Malan (1875-1959) qui porta le parti nationaliste au pouvoir en 1948 a résumé cette conception très particulière de l'histoire dans la phrase suivante, fondement historique de l'Apartheid : « L'histoire des Afrikaners révèle la constance et la précision de l'intervention divine en notre faveur. Notre histoire

(1) On appelle aujourd'hui *Afrikaners* la population blanche non britannique qu'on appelait auparavant Boers. Leur langue dérivée du hollandais est l'*afrikaans*.



CARTE 6 : Afrique australe — Histoire préeuropéenne des Bantou.

constitue l'œuvre d'art la plus achevée de l'Architecte des siècles » (1).

Dans cette « œuvre d'art » quelle place occupent les onze millions de Bantou (2) et le million et demi de *Coloureds* (= métis) qui vivent sur le territoire de la République d'Afrique du Sud en même temps que trois millions de Blancs (3) ? On a longtemps prétendu que seule devait être tenue pour « historique » la date de 1775, année où eut lieu la première rencontre entre les Boers et les Khosa. Puis on a soutenu — et c'est encore la position officielle — que par un « hasard providentiel » les Bantou avaient franchi le Limpopo exactement en même temps que les Blancs débarquaient au Cap (4). Les conséquences idéologiques de cette affirmation sont évidentes. Les Afrikaners blancs et les Africains noirs ont *les mêmes* droits à occuper la terre puisqu'ils ont entamé en 1652 une marche en sens contraire à partir des deux frontières sud-ouest et nord-est de la République d'Afrique du Sud. Par des flèches blanches venant du Cap et des flèches noires venant du Limpopo on montre la tenaille se refermant en 1775 sur la Fish River. La démonstration est d'autant plus impressionnante qu'on se garde bien de donner des détails sur l'attitude des Blancs et des Bantou envers les populations autochtones des Hottentots (ou Koï-Koïn) et des Bochiman (ou Bushmen ou San). Les Afrikaners se flattent volontiers de ne pas avoir détruit systématiquement les Hottentots comme furent anéantis les Peaux-Rouges d'Amérique du Nord ou les aborigènes d'Australie. Au contraire ils les aidèrent à se multiplier, ainsi qu'en témoignent les fameux métis hollando-hottentots ou « Bastaards du Cap ». Parmi ces Bastaards certains sont revenus à la vie nomade de leurs ancêtres maternels : ce sont les Griqua du Griqualand. D'autres ont formé le noyau primitif des *Coloureds* (ou *kleurling* en afrikaans) qui portent des noms hollandais, parlent et lisent l'afrikaans, mais ne sont pas admis aujourd'hui dans la communauté blanche, bien qu'ils forment près de la moitié de la population de la ville de Cape Town et soient près d'un million et demi dans l'Union (!).

II. HISTOIRE PRÉEUROPÉENNE DES BANTOU

Fermons le dossier historique des *Coloureds* pour revenir à celui des Bantou. *Il est aujourd'hui impossible de soutenir que les Bantou sont arrivés en Afrique du Sud en même temps que les Hollandais.* Nous développerons volontairement cette partie de l'histoire de

(1) Phrase placée en épigraphe au-dessus d'une citation de Adolf Hitler dans BRIAN BUNTING, *The Rise of the South African Reich*, Londres 1964.
(2) Les Noirs d'Afrique du Sud sont aujourd'hui appelés Bantou après avoir été appelés Cafres ou Natives (anglais) ou Naturelle (afrikaans). Rappelons que le mot *Bantou* étant pluriel (= les hommes) il ne saurait être question de mettre un S au pluriel comme cela se pratique trop souvent.
(3) Statistiques de 1960 dans J. A. LESOURD, p. 72.
(4) Voir PAUL GINIEWSKI, *Une autre Afrique du Sud*, Paris 1962, 308 p.

l'Afrique du Sud qui est totalement ignorée du grand public cultivé et n'a jamais été traitée dans son ensemble. Quatre sortes d'arguments ont été employés mais séparément et dans des revues s'adressant à des spécialistes. Nous étudierons successivement la linguistique, les textes écrits, les traditions orales et enfin l'archéologie.

1) **Les arguments linguistiques.**

Il existe sur le territoire de l'Afrique du Sud quatre groupes linguistiques bantou bien différenciés. Par ordre d'importance numérique croissante ce sont les Venda, Thonga, Sotho et Ngouni. Les *Venda* (150 000 environ) habitent sur les deux rives du Limpopo, donc à cheval sur la frontière Rhodésie du Sud-Transvaal. Leur langue est apparentée au Karanga parlé par les Shona de la région de Bulawayo (région qui est celle des ruines de Khami, Naletale et Dhlo-Dhlo). Les *Thonga* (ou Tsonga) habitent le Mozambique méridional au sud du fleuve Sabi. Une partie d'entre eux a émigré dans le nord du Transvaal vers 1835 à l'époque du grand bouleversement Zoulou. Ils y sont aujourd'hui environ 500 000. Le groupe *Sotho* est généralement divisé en trois sous-groupes : Sotho du Nord ou Pedi (environ un million) qui habitent le nord-est du Tranvaal, Sotho du Sud ou Basouto (environ un million) habitant le Basoutoland (qui va reprendre son ancien nom de Lessouto) et parlant le sessouto, enfin Tchouana (ou Tswana) environ 750 000, habitant les terres désertiques du Betchouanaland et l'ouest du Transvaal. Le groupe *Ngouni* est numériquement de beaucoup le plus important. Son habitat correspond en effet à la seule partie de l'Afrique australe qui reçoive 75 cm ou plus de pluie, c'est-à-dire à la bande côtière orientale depuis le Limpopo jusqu'à la Fish River. Du nord au sud on distingue les Swazi du Swaziland à la frontière du Mozambique (300 000 environ), les Zoulou (2 millions et demi environ) dans le Natal au nord de Durban, et les Khosa ou Xhosa (environ trois millions) qui peuplent le Transkeï, premier des Bantoustans à avoir vu le jour en 1963 (1). Il faut insister sur la très grande ressemblance des nombreux dialectes du groupe Ngouni entre eux. Ce n'est pas en créant entre la frontière du Mozambique et la Keï River *trois* Bantoustans séparés (Swaziland, Zoulouland et Transkeï) que les Blancs d'Afrique du Sud pourront faire oublier aux six millions de parlant-Ngouni (2) leur unité linguistique. Les trois millions de Sotho (Pedi, Tchouana, Basouto) forment également de leur côté, malgré leur dispersion géographique, un groupe linguistique et culturel très homogène.

Contrairement à celle des autres « provinces historiques » de l'Afrique noire, la structure linguistique de l'Afrique australe apparaît

(1) Les Khosa sont subdivisés du nord au sud en Pondo, Thembou, Fingo et Xhosa proprement dits.

(2) Appartiennent également au groupe linguistique Ngouni : les Ndebele du Matabeleland (Rhodésie), Shangaan et Hlengwe du Mozambique, Ngoni du Malawi, de Tanzanie et Zambie.

donc très simple. Il est remarquable de constater que deux langues seulement groupent neuf millions de Bantou dont la répartition géographique apparaît particulièrement intéressante sur le plan historique. Six millions de *Ngouni* habitent *à l'est* de ce que les géographes sud-africains appellent le *Great Escarpment*, trois millions de *Sotho à l'ouest*. Leurs langues sont suffisamment différentes pour penser que la séparation des deux groupes s'est faite loin au nord du Limpopo. Et en effet nous en avons déjà parlé en étudiant la période pré-Monomotapa sur le plateau sud-rhodésien (1). Une étude linguistique récente (2) conclut à l'antériorité de la migration Ngouni à l'est du Great Escarpment sur la migration Sotho à l'ouest. Mais l'auteur n'avance aucune date et nous devrons recourir à d'autres sources pour plus de précisions. La tradition orale sera utilisable dans les deux groupes mais n'a pas grande valeur en raison d'une part de l'absence de royaume organisé et d'autre part des bouleversements apportés par Tchaka au début du XIXe siècle. Les renseignements fournis par les navigateurs européens ne seront utilisables que pour les Ngouni; par contre l'archéologie, inexistante à l'est, fournira de très utiles renseignements pour l'histoire des migrations Sotho et également celle du petit groupe Venda.

2) **Plusieurs textes** des XVIe et XVIIe siècles se rapportent à des naufrages survenus sur la côte est de l'Afrique du Sud réputée dangereuse. Ils ont été réunis et traduits en anglais par G. M. Theal à la fin du siècle dernier (3). Monica Wilson a récemment repris leur étude (4) et démontré le caractère gratuit de certaines interprétations de Theal, comme par exemple l'assimilation d'un peuple Abambo qui serait l'ancêtre des Ngouni aux Mumbo dont parle le dominicain João dos Santos dans son *Ethiopia Oriental* publiée à Evora (Portugal) en 1609. Les Mumbo étaient les voisins des fameux cannibales (Muzimba ou Zimba) qui lancèrent à partir du Zambèze un raid de destruction sur la côte orientale vers 1590 et allèrent jusqu'à Malindi (5). João dos Santos ne parle pas d'une migration Mumbo mais en 1922 Walker (6) affirma que ces cannibales Mumbo s'étaient mis en marche vers le sud et avaient traversé le Limpopo au début du XVIIe siècle. Cette origine des Bantou de l'Afrique du Sud s'accordait admirablement avec l'idéologie afrikaner ; aussi fut-elle reprise depuis par tous

(1) *Supra*, p. 75.
(2) E. O. J. WESTPHAL, *The linguistic prehistory of Southern Africa*, *in* Africa, vol XXXIII, juillet 1963, p. 237-265 (8 cartes).
(3) G. M. THEAL, *Records of South Eastern Africa*, Cape Town, 1898-1903, 9 vol. *History and Ethnography of Africa South of the Zambezi before 1795*, 3 vol., Londres 1910.
(4) MONICA WILSON, *The early History of the Transkei and Ciskei*, African Studies vol. 28, n° 4, 1959, p. 168-179.
(5) Trad. anglaise du passage dans G. S. P. FREEMAN GRENVILLE, *The East African Coast*, p. 146-151.
(6) E. A. WALKER, *Historical Atlas of South Africa*, Oxford, 1922. Dans l'édition 1962 de *History of Southern Africa*, Walker dit simplement que les Zimba se dirigèrent vers le sud (p. 20) sans les assimiler aux ancêtres des Ngouni.

les auteurs et en particulier par Wiedner que nous citerons parce qu'il est récent (1962) et surtout parce qu'il est le seul à avoir été traduit en français. Voici donc ce qu'on peut lire aux pages 147 et 148 de cet ouvrage largement distribué à un prix de dumping dans l'Afrique noire francophone (1) : « Après avoir ravagé le Monomotapa et disloqué le Mozambique portugais entre 1590 et 1620, les tribus bantou, Sotho et Ngoni traversèrent le fleuve Limpopo et pénétrèrent en Afrique du Sud... Les Ngoni qui étaient les premiers envahisseurs et les plus féroces s'emparèrent des terres côtières semi-tropicales de l'actuel Natal. Après avoir traversé les défilés du Drakensberg en partant du Transvaal ils se scindèrent en plusieurs groupes qui occupèrent tout le pays : les Swazi au nord-est, puis les Zoulou, les Pondo, les Tembou et les Xhosa le long de la côte s'avançant en direction du Cap. Leur soif de conquête ne s'apaisa pour un temps que lorsqu'ils atteignirent le fleuve Keï, vers 1700. Les Sotho restèrent dans l'arrière-pays entre le Drakensberg et le Kalahari. Leur groupe méridional atteignit au XVI[e] siècle la région qui forme actuellement l'État libre d'Orange tandis que les Sotho du nord demeuraient sur la rive septentrionale du Vaal ». En dehors des indications géographiques concernant la situation *actuelle* des divers groupes Ngouni et Sotho, tout ce texte est faux d'un bout à l'autre. Le rapport des naufragés du vaisseau portugais Sant Alberto (2) mentionne l'existence de gens très noirs parlant un langage Ngouni en 1593 au sud de la rivière Umtata. On voit mal comment les Mumbo auraient pu franchir en un an les 2 000 kilomètres qui séparent Tèté sur le Zambèze de la rivière Umtata ! Rappelons également que le Monomotapa a bien été détruit par des Ngouni (Ndebele et Ngoni) mais vers 1830 seulement et par une invasion venue du sud et non du nord. D'autre part la différence existant entre les langues Sotho et Ngouni postule, comme nous l'avons dit, une séparation des deux groupes très antérieure à leur franchissement du Limpopo. Les traditions orales des Xhosa, Pondo et Thembou se réfèrent toutes à un très long séjour de leurs ancêtres dans le bassin supérieur de la rivière Umzimvubu et de ses affluents, c'est-à-dire dans l'actuel Transkeï. Aucune n'indique de migration à grande amplitude à partir du nord du Drakensberg et à plus forte raison du Limpopo. Si M. Wilson les fait remonter peut-être à tort jusque vers 1300, nous pouvons en tout cas certifier aujourd'hui que des peuples du groupe Ngouni avaient atteint la région d'Umtata, capitale actuelle du Transkeï vers 1550 (3).

3) Le contexte climatique et écologique.

Pourquoi alors les Khosa (= Xhosa), avant-garde des Ngouni, n'avaient-ils pas dépassé la Fish River en 1775 ? Tout simplement

(1) Volume de 219 pages en format de poche vendu 50 CFA, soit 1 franc nouveau (collection « Nouveaux Horizons »).
(2) THEAL, *Records*, vol. II, XXVI, p. 293-94.
(3) JUNOD H. A., *Mœurs et coutumes des Bantou*, Paris 1936, confirme p. 31 du vol. I l'identité des noms de chefs indigènes indiqués dans un rapport portugais de 1554

pour des *raisons climatiques et écologiques* que nous croyons nécessaire de souligner. Dans l'arsenal d'idées couramment répandues sur l'Afrique du Sud règne en effet la conviction que les Blancs ont refoulé les Noirs dans les régions les plus sèches. C'est vrai en partie pour le Transvaal mais c'est absolument faux pour le Natal et la partie sud-est de la Province du Cap. C'est même le contraire. Les Ngouni se sont arrêtés à peu près exactement à l'isohyète de 20 *inches* (= 50 cm de pluie environ, 51,6 exactement) qui correspond à la limite des cultures non irriguées. Cet isohyète suit le cours moyen de la Great Fish River puis file à l'ouest rejoindre la Sundays River. La répartition des types de végétation (1) suit assez exactement celle des pluies. Pour donner un point de repère aux lecteurs non familiarisés avec la géographie de l'Afrique du Sud, disons que le méridien de Port-Élisabeth correspond à peu près à la ligne de démarcation entre la savane permettant l'élevage des bovins et le *karroo* ou brousse épineuse favorable seulement aux ovins. Il est situé à une distance sensiblement égale du Cap à l'ouest et du pays Zoulou au nord-ouest. Mais il représentait pour les Boers et pour les Ngouni une signification inversée. Pour les Boers c'était le *début* d'un pays béni apparu après 800 km de sécheresse, pour les Bantou la *fin*. On comprend alors le caractère névralgique de cette zone où eurent lieu les huit « guerres cafres » entre 1779 et 1850. On comprend aussi en regardant la carte la cause économique des guerres déclenchées par Tchaka entre 1818 et 1828. L'expansion démographique des Ngouni a dû se faire à l'intérieur d'un territoire strictement limité : à l'est par la côte, à l'ouest par le Grand Escarpement, au sud-ouest par la sécheresse du Karroo... et par l'avancée des Blancs à partir de 1779 (1re guerre cafre). Le mot de pression démographique s'applique ici particulièrement bien et les guerres de Tchaka sont en un certain sens une explosion due à la surpression dans un récipient aux parois incompressibles.

4) **L'archéologie.**

En ce qui concerne le groupe Sotho installé à l'ouest du Grand Escarpement, *l'archéologie* fournit des éléments très intéressants mais encore mal exploités du point de vue scientifique. L'archéologie considérée comme domaine du préhistorien n'a pas été utilisée par les historiens qui restent fidèles, comme nous l'avons vu, au cliché de l'arrivée tardive des Bantou sur le territoire de l'Afrique du Sud, même s'ils admettent la précocité et la valeur de la civilisation bantou du Monomotapa développée sur le plateau sud-rhodésien à 250 km au nord. Dans un ouvrage récent paru en 1963, N. C. Pollock et Swanzie Agnew (2) se contentent d'indiquer les XVIe et XVIIe siècles pour

sur la baie Delagoa (Mozambique) avec les noms des clans actuels de la tribu Thonga habitant cette même région.

(1) MONICA COLE, *South Africa* (Étude géographique), Londres 1961, 690 p. cartes p. 566 et 567.

(2) N. C. POLLOCK and SWANZIE AGNEW, *An historical geography of South Africa*, Londres, 1963, 236 p.

la migration des Sotho-Tchouana vers le sud (p. 16) et le XVIe siècle pour l'arrivée des Ngouni dans le Natal (p. 26). Un an auparavant le préhistorien R. Mason (1) écrivait cependant que les premiers immigrants de l'âge du fer (= les Bantou) ont franchi le Limpopo il y a plus de mille ans (p. 371) et s'élevait contre l'attribution aux Hottentots de la civilisation de Mapungubwe (p. 382). Les mêmes conclusions sont atteintes en 1964 par le préhistorien Brian Fagan, spécialiste de l'archéologie nord-rhodésienne qui vient de reprendre la question des fouilles de Mapungubwe (2).

Mapungubwe est le nom d'une colline située sur la rive transvaalienne du Limpopo en face de son confluent avec la rivière Shashi, laquelle prend sa source dans les monts Matopo, situés eux-mêmes au sud de Bulavayo et des ruines de Khami (Rhodésie). Pour les rares indigènes Shona, Venda ou Sotho qui habitent cette région très malsaine (district de Zoutpansberg), la colline de Mapungubwe représente un lieu sacré et ce n'est pas sans peine que le fermier van Graan trouva en 1933 un guide consentant à lui montrer la voie d'accès vers le sommet. Quelle ne fut pas sa surprise en découvrant, après une ascension pénible dans une « cheminée », de nombreux objets en or dont certains artistement travaillés. Des fouilles furent entreprises en 1934-35 sous l'égide du comité archéologique de l'Université de Pretoria, continuées de 1935 à 1940 par le capitaine G. A. Gardner puis totalement arrêtées. En 1937 Leo Fouché fit paraître à Cambridge un magnifique volume richement illustré intitulé *Mapungubwe: Ancient Bantu Civilization on the Limpopo* (3). A la fin du livre Leo Fouché discutait les conclusions formulées par l'un de ses neuf collaborateurs, A. Galloway, auteur du chapitre consacré à l'anthropologie (4). Ce dernier affirmait que les squelettes analysés étaient tous du type Bush-boskopoïde (= pré-Hottentot) avec quelques rares traits négroïdes ; il n'hésitait pas d'ailleurs à porter un jugement de valeur, assez inattendu sous la plume d'un anthropologue, en signalant qu'aucune « impureté nègre » ne « souillait » la pureté raciale du chef enterré à Mapungubwe à côté de nombreux ornements et insignes de commandement (5). L'opinion de A. Galloway fut acceptée unanimement malgré son caractère partisan et malgré les réticences exprimées par L. Fouché. Les archéologues concluaient en effet à une « civilisation purement bantou », — comme l'exprime d'ailleurs le sous-titre donné à l'ouvrage —, et il paraissait curieux de l'attribuer à des pré-Hottentots dont le niveau de culture matérielle est très inférieur à celui des Bantou.

(1) REVIL MASON, *Prehistory of the Transvaal*, Johannesburg 1962, 498 p.
(2) BRIAN FAGAN, *The Greefswald sequence : Bambandyanalo and Mapungubwe*, JAH, 1964, n° 3, p. 337-361.
(3) LEO FOUCHÉ, *Mapungubwe*, Cambridge, 1937, 200 pages grand format.
(4) A. GALLOWAY, *The skeletal remains of Mapungubwe*, p. 127-74, soit plus du quart de l'ouvrage.
(5) De ce squelette appelé « le Sceptre » Galloway écrit « The absence of *Negro impurity* in the Sceptre skeleton presumably that of a leader among his people, whose blood would unlikely be *defiled* by the arrival of a sporadic alien, is particularly striking in this connexion », *in Mapungubwe*, p. 176.

En 1959, A. Galloway fit paraître à Johannesbourg une étude sur les 74 squelettes découverts en 1937 par le capitaine Gardner à Bambandyanalo, colline située immédiatement au sud de Mapungubwe (1). Il y faisait état des dates attribuées à ces deux sites voisins par le Carbone 14, 1055 ± 65 pour Bambandyanalo, 1370 ± 60 et 1410 ± 60 pour Mapungubwe. Alors qu'il avait noté quelques rares traits nègres sporadiques sur les squelettes de Mapungubwe, Galloway n'en trouvait plus aucun sur les squelettes de Bambandyanalo (2).

Le capitaine Gardner responsable des fouilles de 1935-40 avait publié en 1955 puis en 1958 et 1959 trois brefs articles dans le bulletin archéologique d'Afrique du Sud. Mais on attendait toujours le deuxième volume sur Mapungubwe annoncé depuis 1937. On l'attendait avec d'autant plus d'impatience que le nom de Mapungubwe était maintenant connu d'un large public grâce à l'ouvrage de vulgarisation de Basil Davidson paru à Londres en 1960, à New York en 1961 et à Paris en 1962 (3). Ce deuxième volume a été enfin publié à Pretoria en 1963, après la mort de son auteur G. A. Gardner (4).

Le délai de vingt-trois ans écoulé entre l'arrêt des fouilles et la publication du rapport scientifique est anormalement long. Brian Fagan insiste avec raison sur les modifications intervenues dans la technique même des fouilles archéologiques depuis 1940 et surtout sur les connaissances nouvelles acquises au sujet de l'âge du fer et des migrations bantou. C'est depuis 1955 seulement que nous disposons de quelques dates Carbone 14 pour la Zambie (*Channeled Ware* du Barotseland 99 AD ± 212 et *Channeled Ware* de Kalambo Falls 1080 ± 180 AD) et pour la Rhodésie (*Gokomere culture* (5) de l'acropole de Zimbabwe 330 ± 150 AD, *Ziwa culture* des monts Inyanga 1020 ± 110 (6), « *bâtisseurs B*[1] » de Zimbabwe 1 085 ± 150, « *bâtisseurs B*[2] » de Zimbabwe 1 450 ± 150, *Gokomere culture* de Malapati sur la rivière Nuanetsi 850 ± AD). Cette dernière date fournie en 1963 par K. R. Robinson apparait particulièrement intéressante : la rivière Nuanetsi est en effet un affluent du Limpopo ; sa source est située à mi-chemin entre Zimbabwe et Khami; son confluent à 250 km à l'est de Mapungubwe est à une distance analogue de Matokoma (20 km à l'ouest de Louis Trichardt dans le Transvaal),

(1) A. Galloway, *The Skeletal remains of Bambandyanalo*, Johannesburg 1959.
(2) « I state deliberately and with a full comprehension of its significance that there is not a single specifically Negro feature in any skull hitherto recovered at Bambandyanalo », cité dans B. Fagan, p. 339.
(3) Basil Davidson, *Old Africa rediscovered*, Londres 1960.
The lost cities of Africa, New York 1961.
L'Afrique avant les Blancs, Paris 1962.
(4) G. A. Gardner, *Mapungubwe*, vol II, *Pretoria*, 1963.
(5) La *Gokomere Pottery* présente des relations typologiques étroites avec la *Channeled pottery* de Zambie et la *Dimple Based pottery* découverte au Kenya, Ouganda, Rwanda, est du Congo-Léopoldville.
(6) De nouvelles dates C14 calculées au laboratoire Gulbenkian de Salisbury viennent d'être publiées pour Inyanga (Ziwa Culture). Deux échantillons datés respectivement de 300 et 900 ap. J.-C. sont en rapport avec des squelettes négroïdes, JAH, 1965, n° 1, p. 109.

où l'on a trouvé des poteries très semblables à celles de Malapati. Brian Fagan en déduit que des peuples de l'Age du Fer de tradition Gokomere ont pénétré en Afrique du Sud entre 500 et 1000 après J.-C. Il rappelle également la date Carbone 14 de 1 060 ± 50 AD publiée tout récemment (1) et s'appliquant à un ancien haut fourneau de Melville Koppies dans le Witwatersrand et discute longuement les déclarations de Galloway et de Gardner attribuant la « *Mapungubwe culture* » à des Hottentots (= Khoisan). B. Fagan conclut sur la nécessité impérative de nouvelles fouilles archéologiques et de nouveaux examens anthropologiques à Mapungubwe et Bambandyanalo.

Il est certain que les conclusions de Galloway s'accordaient admirablement au « dessein du grand Architecte divin ». Les Afrikaners considèrent les rares Hottentots nomades subsistant aujourd'hui un peu comme les pensionnaires d'une réserve zoologique nationale. Mais ils ne voient aucun inconvénient à accorder un passé brillant à ce peuple dont le présent et l'avenir apparaissent si déplorablement médiocres. Pas plus que les Bochiman, dont on admire volontiers le sens artistique, les Hottentots ne risquent d'être un jour des concurrents. Il n'en est évidemment pas de même des Bantou... mais on ne pourra pas éternellement leur refuser toute existence historique avant le XVI^e siècle car les progrès des recherches archéologiques ne pourront s'arrêter au Limpopo!

En fait, la prospection du Transvaal et du Betchouanaland oriental a été entreprise depuis longtemps au double point de vue des mines et des constructions de pierre préeuropéennes. Dès 1929 Percy A. Wagner dressait une carte des *ancient workings* du Transvaal. Revue par C. van Riet Lowe en 1936, elle a été publiée dans *Mapungubwe* en 1937 et reprise par J. D. Clark en 1959 (2) puis par B. Davidson en 1961. Elle indique de très nombreuses mines de fer particulièrement dans le Magaliesberg à l'ouest de Pretoria et dans le nord du Swaziland ; des mines de cuivre, dont les plus importantes sont à l'est de Mapungubwe dans la région de Messina (actuellement exploitées), des mines d'étain au nord de Pretoria à Rooiberg, quelques mines d'or au nord-ouest du Swaziland. R. J. Mason a publié de son côté en 1962 (3) une carte des anciennes ruines du Transvaal. Elles sont groupées dans trois zones. L'une, au sud de Mapungubwe, a été étudiée en détails dans *Mapungubwe 1937* ; les constructions sont manifestement en rapport avec celles de Dhlo-Dhlo et Naletale (Rhodésie) ; une seconde, au nord-ouest, déborde sur le Bechouanaland dans la région de Chochong ; une troisième s'étend au nord de Johannesbourg et à l'ouest de Pretoria dans le district de Magaliesberg, où existent d'autre part de nombreux *ancient workings* de cuivre,

(1) R. J. MASON AND N. J. VAN DER MERWE, *Radiocarbon dating of Iron Age sites in the Southern Transvaal : Melville Koppies and Uitkomst cave, in* S. Afr. Journ. Sci. LX, 1964, p. 142.

(2) J. DESMOND CLARK, *The Prehistory of Southern Africa*, Londres 1959, p. 305, 337 pages.

(3) R. MASON, *op. cit.*, p. 413.

étain et fer. Or le district de Magaliesberg occupe une place importante dans la tradition orale des Sotho Bafokeng (1) établis au nord-ouest du Basoutoland. Leurs ancêtres y ont longtemps séjourné. Une partie d'entre eux y est restée jusqu'à sa destruction vers 1820 par les troupes du chef Zoulou Moselekatsé en marche vers le nord ; une autre partie des Bafokeng a traversé le Vaal vers 1500 pour aller s'établir au bord de la rivière Caledon. Les comptes rendus des rares voyageurs (2) qui passèrent dans le district de Magaliesberg avant 1830 signalent de véritables villes dont certaines très étendues. Burchell admira également la ville de Litakou, « capitale des Cafres Betchouana, grande et très peuplée, entourée de jardins ». D'autre part les Sotho du Nord (Pedi) évoquent dans leur légende la recherche, l'exploitation et la commercialisation du minerai de cuivre de Messina (3).

Les *ancient workings* et les constructions de la région de Messina permettent un intéressant recoupement chronologique avec des documents écrits.

5) **Anciens textes portugais.**

Plusieurs chroniqueurs portugais ont en effet donné des renseignements sur les contacts de la flotte de Vasco de Gama avec la population indigène en 1497 (4). Ils mentionnent seulement trois arrêts. Tant au premier (Baie de Sainte Hélène au nord du Cap) qu'au second (Mossel Bay) les Portugais rencontrèrent des Hottentots et furent frappés par leur couleur terne, leur laideur et leur langage incompréhensible à « cliks ». Le troisième arrêt eut lieu à la Terra da Boa Gente (= Pays des braves gens) située par Theal « *probablement* au sud du Cap Corrientes » (Mozambique), c'est-à-dire à 200 km au nord de l'embouchure du Limpopo. Damião de Gois écrit en 1556 que « les habitants de ce pays sont déjà plus civilisés que ceux du cap de Bonne Espérance, car ils portent aux bras des bracelets de cuivre, et des morceaux de cuivre attachés dans les cheveux et dans la barbe, ils portent des poignards garnis d'étain avec des fourreaux d'ivoire (5) ». Ce cuivre et cet étain venaient certainement du Transvaal actuel et nous pouvons ainsi affirmer que les mines de Messina (cuivre) et de Rooiberg (étain) étaient en exploitation au XV[e] siècle.

(1) James Walton, *Early Bafokeng settlements in South Africa*, Afr. Studies 1956, vol. 15, n° 1, p. 37-43.
(2) J. Campbell, *Travels in Southern Africa*, Londres 1815.
W. J. Burchell, *Travels into the Interior of Southern Africa 1822-24*, réédition 1953, Glasgow.
R. Moffat, *Matabele Journal 1829-60*, Londres 1945.
(3) R. Mason, *op. cit.*, p. 380.
(4) W. G. L. Randles, *L'image du Sud-Est africain dans la littérature européenne au XVI[e] siècle*, Lisbonne 1959, chap. VI, p. 135-144, donne toutes les références bibliographiques.
(5) Damiao de Gois, *Cronica do felicissimo Rei D. Manuel*, Lisbonne, 1556, p. 71, édition Coimbra 1926, trad. Randles, p. 143.

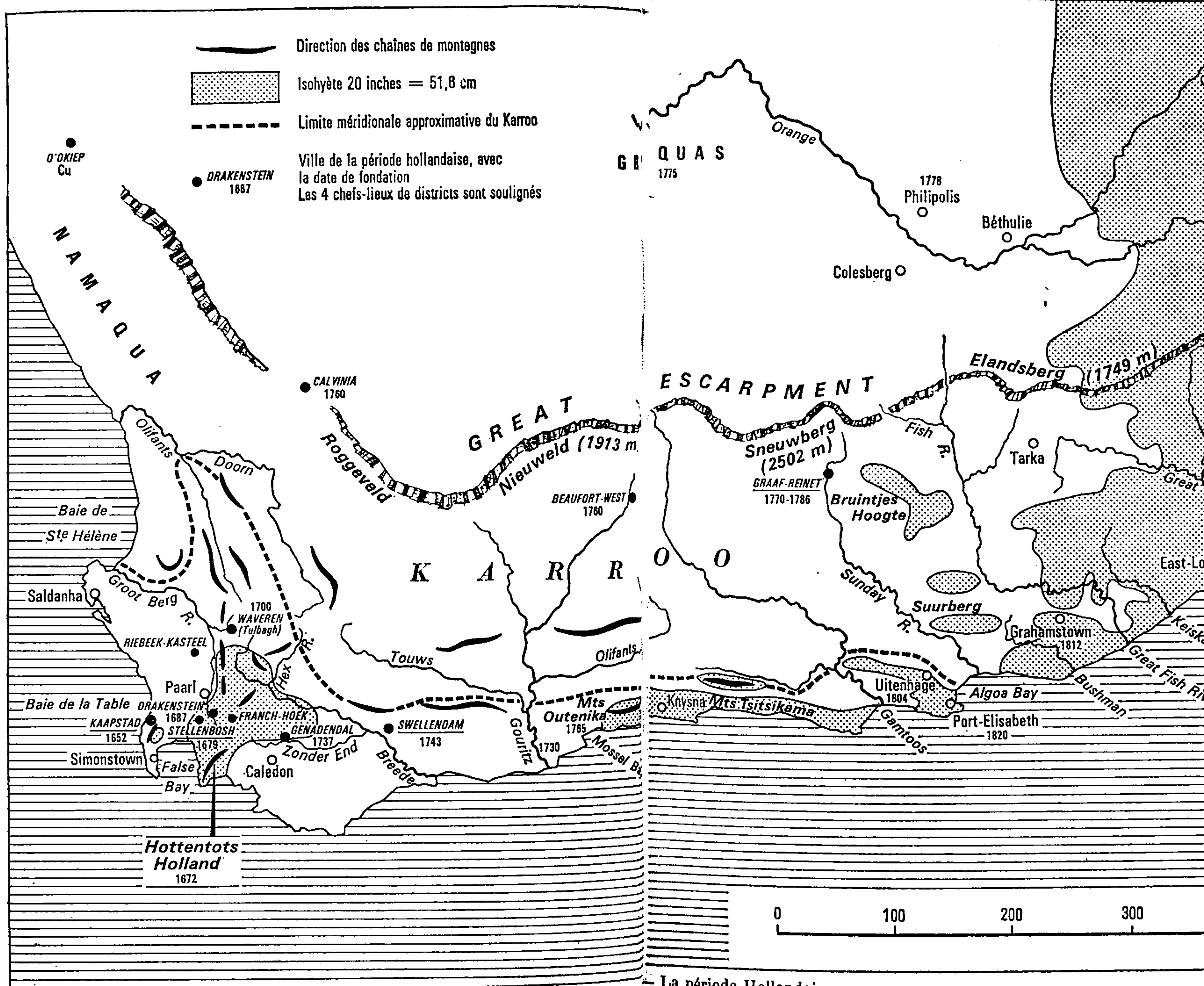
6) **Essai de schéma chronologique.**

Trois dates Carbone 14 concernent la moyenne vallée du Limpopo : 1050 ± 65 a. J.-C. pour Bambandyanalo, 1380 ± 60 et 1420 ± 60 pour la colline de Mapungubwe. Si nous nous reportons à ce que nous avons dit du Monomotapa préportugais (1), nous constatons une ressemblance culturelle très nette d'une part entre l'*Iron Age A* de Summers sur le plateau sud-rhodésien et les gens établis à Bambandyanalo au début du XIe siècle, d'autre part entre l'*Iron Age B* de Summers (bâtisseurs) et les gens établis à Mapungubwe au XIVe et au XVe siècle. Cette dernière ressemblance a été fortement soulignée par les archéologues N. Jones et J. F. Schofield responsables des premières fouilles de 1933-35. Il n'y a pas seulement une liaison matérielle mais encore une liaison spirituelle persistante entre les Shona de la région de Bulawayo (Rhodésie) et les habitants du district de Zoutpansberg au Transvaal. Fouché signalait qu'à la fin du XIXe siècle « les prêtres de Mwari faisaient payer tribut à tous les chefs du district de Zoutpansberg qui envoyaient de l'ivoire et des bêtes de couleur noire destinées à être sacrifiées dans les grottes des Monts Matopo. Ce tribut est encore payé aujourd'hui (1937) d'après certains informateurs » (2).

Il semble donc qu'à l'heure actuelle on puisse souscrire au schéma chronologique proposé en 1964 par Brian Fagan (3). Entre 500 et 1000, arrivée dans le nord du Transvaal de peuples connaissant la métallurgie. Vers 1000, arrivée à Bambandyanalo de peuples apparentés culturellement à ceux de Khami et Zimbabwe. Après 1100 (mais avant 1400) : domination de Mapungubwe par des peuples d'origine Shona. Développement des mines de cuivre et du commerce. Vers 1500 ou plus tard : abandon de la colline de Mapungubwe. Vers 1830 : invasion des Ndebelé de Moselekatsé en route vers le Matabeleland (région de Bulawayo en Rhodésie). 1898 : début de l'établissement européen.

Les Sotho (Pedi, Tchouana, Basouto) qui habitaient tous le Transvaal avant les destructions dues aux Ndebelé sont évidemment les descendants de ces peuples qui ont traversé le moyen Limpopo depuis le VIe siècle environ. Les Venda qui parlent un dialecte shona sont arrivés beaucoup plus tard sans doute vers le XVe siècle. Même si l'on persiste à affirmer que les squelettes de Mapungubwe et Bambandyanalo n'ont que peu ou pas de traits négroïdes, il est impossible en 1965 de continuer à prétendre que les Bantou sont arrivés seulement au XVIe siècle. Le terme Bantou est, comme nous l'avons dit, un terme linguistique et ne préjuge d'aucune unité anthropologique. Ce sont des peuples de *culture Bantou* qui ont introduit la métallurgie au Transvaal ; venus d'abord en petit nombre ils ont probablement influencé très lentement le type anthropologique des populations

(1) *Supra*, p. 75-78 et 86-88.
(2) L. Fouché, *Mapungubwe*, p. 177.
(3) Brian Fagan, *op. cit*, p. 300.



Carte 7 : Afrique australe — La période Hollandaise.

primitives, lesquelles appartenaient au stock bush-boskopoïde ou si l'on préfère Khoisan (Bochimans et Hottentots). Il existe d'ailleurs encore aujourd'hui de nombreux Sotho chez lesquels on décèle aisément à première vue une ascendance Khoisan. Nul ne songe à les traiter de Hottentots pour cela.

Pour nous résumer, l'*archéologie* démontre que les ancêtres du groupe linguistique *Sotho* demeurant à l'ouest du grand escarpement ont franchi le Limpopo dans sa partie moyenne à partir du VI^e^ siècle après J.-C., qu'ils ont développé une activité minière considérable dans le Transvaal actuel. *La linguistique* démontre que le noyau primitif des *Ngouni* habitant à l'est du grand escarpement s'est fixé à une époque ancienne (sans précision) dans la région Swaziland-Zoulouland. Il y a donc de grandes chances pour que ces premiers Ngouni aient franchi le Limpopo inférieur (aujourd'hui situé dans le Mozambique) avant le X^e^ siècle. Les textes portugais prouvent que des Ngouni occupaient l'actuel Transkeï en 1550. Ils pratiquaient à la fois l'agriculture et l'élevage et menaient une vie somme toute peu différente de celle des pasteurs Boers qu'ils allaient rencontrer en 1775.

III. L'AFRIQUE AUSTRALE APRÈS L'ARRIVÉE DES EUROPÉENS

1) **La période hollandaise (1652-1795).**

Nous étudions ici non pas l'histoire de la politique coloniale hollandaise en Afrique du Sud envisagée plus loin, mais l'histoire des colons hollandais d'Afrique du Sud.

L'histoire des Européens en Afrique du Sud est connue jusque dans les moindres détails depuis le jour du 6 avril 1652 qui vit débarquer dans la baie de la Table Jan van Riebeeck avec une centaine d'hommes et quelques femmes (1), chargés d'installer une « station de rafraîchissement » pour la Compagnie hollandaise des Indes orientales. On distingue habituellement trois périodes jusqu'à la guerre anglo-boer de 1899-1902 : 1° La période « hollandaise » de 1652 à 1795, 2° La période « pré-minérale » de 1795 à 1870 marquée par l'occupation britannique et le grand Trek, 3° La période des découvertes du diamant et de l'or marquée par un essor économique inattendu et remarquable, préludant à la formation d'un état capitaliste industriel qui enrichit une minorité blanche aux dépens du travail fourni par la majorité noire, et conduisant ainsi logiquement à la tragédie de l'*apartheid* qui se déroule sous nos yeux.

Le problème des relations raciales domine les perspectives d'avenir de l'Afrique du Sud et obscurcit son présent à un point tel que nous avons pensé être utile au lecteur en recherchant systématiquement dans le passé les facteurs qui expliquent — et qui excusent peut-être en partie — le comportement psychologique des Afrikaners, grands

(1) Le recensement du 2 décembre 1652 indiquait 99 hommes et 25 femmes et enfants.

responsables de la politique d'apartheid. A ce point de vue l'étude de la « période hollandaise » apparaît exceptionnellement intéressante car elle a vu la formation sur le sol africain d'un peuple original, issu d'éléments européens protestants de langue hollandaise, mais fortement marqué dès le début du XVIII^e siècle par le milieu géographique local.

La période *1657-1712* est celle du *peuplement.* En 1657 commence la colonisation proprement dite, c'est-à-dire l'attribution par la Compagnie de lots de terrain à des *free burghers* (= colons libres), à charge pour eux de vendre leur récolte ou leur bétail à la Compagnie aux prix fixés par elle. Cette même année 1657 on décide d'acheter des esclaves pour les mettre au service des employés de la Compagnie ou des burghers. Les tribus hottentotes autochtones de la région du Cap sont laissées en liberté ; on leur achètera leur bétail indispensable à la bonne marche de la station de repos et ravitaillement, mais on n'envisagera pas de les convertir. La prise de contact des Hollandais avec la population indigène est donc tout à fait différente de celle des Portugais avec les Congolais. Au milieu du XVII^e siècle, les pasteurs hottentots vivaient en clans anarchiques ; les Bantou qui avaient des structures politiques et une civilisation matérielle plus évoluée étaient à plus de huit cents kilomètres à l'est du point où venaient de se fixer les Hollandais. Il s'écoulera plus d'un siècle avant que les deux peuples ne se rencontrent et durant ce siècle l'idée que l'indigène appartient à une race inférieure aura eu le temps de s'ancrer définitivement dans l'esprit des Européens de la colonie du Cap.

En 1708, les burghers sont au nombre de 1 939 au lieu de neuf en 1657. Ce nombre doit être retenu car l'immigration s'arrêtera pratiquement après 1712 (1), ce qui signifie que la quasi-totalité des deux millions d'Afrikaners d'aujourd'hui peut se targuer d'avoir au moins *dix* générations d'ancêtres ensevelis dans la terre d'Afrique. Ces 1 939 burghers de 1712 ont des origines diverses. Si la majorité est hollandaise, il y a beaucoup d'Allemands, quelques Autrichiens, quelques Scandinaves, quelques créoles venant de Java ou de l'île Maurice. Le contingent français est particulièrement important. Avant 1660, 39 ont débarqué à la suite de naufrages (2). Et surtout en 1688-89 près de deux cents Huguenots sont arrivés à la suite de la révocation de l'Édit de Nantes. La fréquence des patronymes français (Malan, du Toit, Villiers, Joubert, Retif, etc.) est due au fait qu'ils constituaient à leur arrivée plus du quart du nombre total des colons (573 en 1687).

La période *1712-1795* est celle de l'*expansion* des colons. Le recensement de 1708 indiquait 1 723 burghers disposant de 1 298 esclaves. Les recensements de 1797-98 (3) indiqueront que 21 746 chrétiens

(1) En 1712 les Hollandais abandonnent l'île Maurice et n'envoient plus de colons au Cap.

(2) H. DEHÉRAIN, *Le Cap de Bonne Espérance au XVII^e siècle,* Paris, 1909. Remarquable étude de la période d'installation hollandaise.

(3) JOHN BARROW, *Travels into the interior of Southern Africa,* Londres 1806, trad. f. *Nouveau voyage dans la partie méridionale de l'Afrique* 2 vol., 1806.

disposent de 25 754 esclaves. Cette progression inégale des deux catégories de population est due à des causes différentes. Si le nombre d'esclaves a été multiplié par vingt en quatre-vingts ans c'est parce que leur importation s'est prolongée tout au long du XVIII^e siècle à partir du Mozambique mais surtout de Madagascar et de l'Inde continentale ou insulaire, et ceci dans la proportion de six hommes pour une femme. Les descendants de tous ces esclaves ont donc été peu nombreux. Ils sont perdus aujourd'hui dans la masse des *Coloureds* (un million et demi environ) dont nous avons déjà dit que les plus anciens éléments étaient issus des unions illégitimes entre les premiers Hollandais et des femmes Hottentotes. Seuls les *Malais* ont conservé leur identité originale. Ils sont aujourd'hui près de 70 000 et sont restés fidèles à l'islam qu'ils professaient dans leurs pays d'origine (Inde, Malaisie, Ceylan) et à leurs coutumes vestimentaires.

Entre 1708 et 1798 la population blanche a vu son effectif multiplié par onze environ (au lieu de vingt pour les esclaves) mais il s'agit d'une croissance démographique naturelle due à la fréquence des familles nombreuses, trait qui persistera jusqu'à nos jours et explique la progression extraordinairement rapide de la population afrikaner au XIX^e et au XX^e siècle.

Augmentant rapidement en nombre, les colons ont naturellement cherché de nouvelles terres. En 1672 ils s'installaient sur la rive orientale de la False Bay dans la région de l'actuel *Sommerset West* appelée à cette époque *Hottentot Holland.* En 1679 le gouverneur Simon van der Stel, appelé parfois le second fondateur de la colonie du Cap, fonda Stellenbosch (= le bois de Stel) et en 1687 Drakenstein respectivement dans les vallées de la rivière Eerste et de la rivière Groot Berg. Ce fut à Drakenstein que la majorité des réfugiés français reçut des concessions de terre où ils cultivèrent la vigne, d'où le nom de Franshoek (= quartier français) conservé jusqu'à nos jours (French Hoek sur les cartes actuelles). Puis en 1698 le même Simon van der Stel, resté en fonction de 1679 à 1699, installa des colons dans la vallée d'un petit affluent de la Groot Berg au nord de l'actuel Paarl et l'appela *Wagenmakers valley* (= la vallée du charron).

Il est indispensable de regarder une carte *climatique* (1) de la Province du Cap si l'on veut comprendre les caractères de la colonisation hollandaise aux XVII^e et XVIII^e siècles... et tout d'abord l'extraordinaire chance qu'eurent les premiers colons de rencontrer à une faible distance de la baie de la Table (Stellenbosch est à 40 km du Cap) des terres fertiles, favorables aussi bien à l'élevage du gros bétail qu'à la culture de la vigne, des arbres fruitiers ou des céréales. Car cette région bénie occupe une surface dérisoirement réduite par rapport à l'ensemble de la province du Cap. Le pays situé au nord de la péninsule du Cap est d'une extrême sécheresse et l'isohyète de 50 cm de pluie passe sensiblement à Tulbagh à 100 km au nord du Cap. Tulbagh

(1) Carte, p. 116-117.

(autrefois Waveren) fut atteint par la colonisation en 1700. Certes la terre y était bonne mais les récoltes très aléatoires en raison de la pluviométrie insuffisante (40 cm par an). Elles étaient d'autre part difficiles à acheminer vers le Cap en raison du déplorable état des chemins. La seule ressource rémunératrice pour les colons était l'élevage, car la viande était mieux payée que le grain et en outre son transport « sur pied » présentait beaucoup moins d'ennuis pour le producteur. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup de colons aient préféré l'élevage à l'agriculture. En plus de l'avantage économique, ils y trouvaient un avantage psychologique non négligeable, car ils se trouvaient beaucoup plus à l'abri des inspecteurs et des contrôleurs de la Compagnie que les agriculteurs sédentaires. C'est d'ailleurs pourquoi la Compagnie s'opposa si vigoureusement à leurs pratiques d'achat du bétail aux Hottentots, qui se rapprochaient assez souvent du vol.

Mais les régions favorables à l'élevage des bovins occupent, nous l'avons dit, une surface très limitée. Seul le mouton est vraiment adapté à la sécheresse de l'Afrique du Sud. Notons d'ailleurs qu'il ne fut pas élevé pour sa laine avant 1827, mais le gigot devait, semble-t-il, figurer souvent au menu durant la période hollandaise, puisque le recensement de 1798 indique pour toute la colonie un million et demi de moutons et soixante mille bovins (1). Dans ce total, une moitié était recensée dans le district de Graaf Reinet, l'autre dans les trois districts occidentaux du Cap, Stellenbosch et Swellendam. Ceci nous amène à examiner l'expansion des éleveurs au XVIIIe siècle. Nous les avons laissés en 1700 à Tulbagh, à cent kilomètres du Cap. Tulbagh est encore dans la zone de végétation méditerranéenne, mais à 50 km à l'est commence le *karroo*, steppe rabougrie prédésertique où seul est possible un élevage très extensif du mouton nécessitant des déplacements de grande amplitude. C'est ainsi que devait naître une catégorie sociologique très différente des burghers (2) (citadins du Cap, viticulteurs ou cultivateurs de céréales) ; ce sont les éleveurs nomades ou *trekboers* (trek = déplacement). On ne sait pas assez que ces trekboers du XVIIIe siècle, parcourant le karroo dans leurs chariots, sont les véritables créateurs de la colonie du Cap puisqu'ils en ont étendu les frontières en l'espace de soixante-dix ans jusqu'à la Fish River à 800 km (à vol d'oiseau) à l'est de la ville du Cap. En 1834-39 ce sont leurs descendants et non pas ceux des burghers sédentaires qui participeront au grand Trek et porteront les limites de l'Afrique du Sud jusqu'au Limpopo à 2 000 km du Cap. Les trekboers du XVIIIe siècle, comme les coureurs des bois du Canada français, sont donc les véritables fondateurs de la nation boer aujourd'hui appelée afrikaner. L'étude de leur mode de vie et de pensée permettra de comprendre certains traits de la psychologie des Afrikaners actuels.

(1) Le même recensement indique 21 746 chrétiens et 25 754 esclaves. BARROW, vol II, p. 181.
(2) L'histoire des burghers est traitée dans le chapitre consacré à la colonisation hollandaise, p. 335 à 337.

Les trekboers étaient certainement les moins civilisés parmi les blancs d'Afrique du Sud. Pour eux, seule comptait la communauté familiale fortement unie par la célébration du culte quotidien par le père de famille ; ils n'avaient pratiquement de relations sociales organisées qu'une fois par an lors du réveillon de Noël ou *nachtmaal.* Ils employaient beaucoup moins d'esclaves que les burghers du Cap mais engageaient des bergers hottentots pour la garde de leurs troupeaux. La structure tribale des Hottentots fut ainsi complètement désorganisée au cours du XVIIIe siècle(1). Vers 1775 un groupe important de Hottentots et de métis alla s'établir au-delà du Grand Escarpement, à l'abri des Boers, dans une région qui devait s'appeler le Griqualand occidental et dont nous reparlerons (2). Arrivés dans la région de Graaf Reinet vers 1770 les trekboers y découvrirent avec ravissement qu'il existait dans les *Sneuwberg* (= monts de neige) et à l'est de la Sunday River de grasses prairies bien différentes des immenses solitudes du karroo qu'ils avaient parcourues sur 700 km. Mais dans cette « terre promise » où arrivait enfin le « peuple élu » des Boers, d'autres pasteurs étaient déjà établis, beaucoup plus nombreux et beaucoup plus puissants que les Hottentots. Ces Cafres, dont on avait entendu parler mais qu'on ne connaissait pas encore, furent assimilés par les Boers aux Philistins établis en Palestine à l'arrivée des Hébreux. Pas un seul instant les Boers ne doutèrent de leur bon droit. Lorsqu'en 1779 le chef de commando Adriaan van Jaarsveld ramena à l'ouest de la Fisch River plusieurs milliers de bœufs volés aux Khosa, il fut fêté comme un héros. Ce fut le principal épisode de la première « guerre cafre ». La huitième et dernière « guerre cafre » devait avoir lieu soixante ans plus tard (1849-50).

Dès leur première rencontre, les Boers ont donc considéré les Bantou (= Cafres) comme des concurrents. Soixante ans de « guerres cafres » ont suivi cette première prise de contact. Vainqueurs grâce à un meilleur armement, les Boers en ont déduit qu'ils étaient supérieurs aux Bantou dans tous les domaines, alors qu'à cette époque de leur histoire ces deux communautés de pasteurs africains, la blanche et la noire, étaient en fait à un degré de civilisation très comparable.

2) La période 1795-1870.

La république de Graaf Reinet et l'occupation anglaise.

En 1785, Graaf Reinet devint officiellement le chef-lieu d'un immense district oriental s'étendant sur la côte entre les rivières Gamtoos et Great Fish et atteignant au nord le Grand Escarpement, district qui posséda bientôt à lui seul autant de bovins et d'ovins que les trois autres réunis. Mais le Cap était à 700 km au sud-ouest de Graaf Reinet et la Compagnie était faible. En conséquence elle n'envoya aucun secours aux trekboers de Graaf Reinet qui durent organiser eux-mêmes des « commandos » contre les Cafres. En 1795 la République de

(1) Les Hottentots furent décimés par la variole en 1713 et en 1755.
(2) C'est la région de Kimberley où furent découverts les premiers diamants en 1870.

Graaf Reinet fut proclamée indépendante. Bien que vivant totalement à l'écart du monde, les colons avaient vaguement entendu parler de la Révolution française. On arbora des cocardes tricolores et on parla de Liberté Égalité Fraternité, toutes notions réservées bien entendu à l'usage des Blancs et ne s'appliquant ni aux Hottentots ni aux Cafres!

Cette manifestation d'indépendance d'un millier d'éleveurs (1) n'avait en soi guère d'importance. Une malheureuse coïncidence chronologique allait cependant lui donner une signification majeure dans l'histoire de l'Afrique du Sud. En effet cette même année 1795 vit débarquer au Cap une armée britannique chargée de « protéger » la colonie hollandaise contre une éventuelle invasion française. La République de Graaf Reinet apparut immédiatement comme une menace d'autant plus grave pour l'ordre public qu'elle avait osé invoquer les principes révolutionnaires de ces Français que les Anglais étaient justement venus combattre. Au lieu de s'occuper d'abord des affaires du Cap et de s'avancer progressivement vers l'est comme l'avaient fait les Hollandais, les Anglais débarquèrent des troupes dans la baie d'Algoa, située seulement à 200 km de Graaf Reinet. Dès 1799 la République était dissoute et ses chefs emprisonnés. Mais ce qui parut sur le moment être la fin d'une simple opération de police était en réalité le début d'un effroyable malentendu qui allait durer plus de cent ans. Les Britanniques n'avaient pas connu la marche interminable dans les solitudes du Karroo, la lutte contre les bêtes sauvages et contre les insaisissables petits chasseurs Bochimans, le dramatique isolement matériel, intellectuel et spirituel dans lequel vivait chacun des groupes familiaux. Ils jugèrent sans excuses la brutalité envers les Hottentots manifestée par ces « grossiers et stupides paysans » (voir Barrow). Les Boers qui avaient tant souffert pour parvenir enfin dans un pays où il faisait bon vivre ne comprirent pas pourquoi les Britanniques intervenaient dans leurs affaires et surtout pourquoi ils prenaient le parti des Hottentots.

Ainsi en 1799, au bout de quatre ans d'occupation anglaise les Boers et les Britanniques avaient gravé chacun dans leur esprit une image de l'Autre, défavorable et partiale qui allait dorénavant marquer tous leurs rapports. Il nous est impossible ici d'entrer dans les détails. Disons simplement que l'*épopée* de l'expansion des colons hollandais au XVIII^e^ siècle devient au XIX^e^ siècle une *tragédie* à trois personnages : Boers, Britanniques et Bantou. Jusqu'au Grand Trek de 1834-1839, les Boers n'entrent en contact qu'avec les Ngouni du Sud ou Khosa et il faut étudier à part l'histoire des Ngouni du Nord ou Zoulou. Avec le Grand Trek, les Boers vont élargir les frontières de l'ancienne colonie hollandaise jusqu'au Limpopo en se heurtant à la fois aux Britanniques et aux Bantou (Ngouni et Sotho), ces derniers profondément bouleversés par les guerres Zoulou de 1816-1828.

(1) Recensement du district de Graaf Reinet en 1798, dans BARROW, p. 179, vol. II. Hommes : 940 ; femmes : 689 ; enfants : 2 308 ; esclaves : 964 ; hottentots : 8 947.

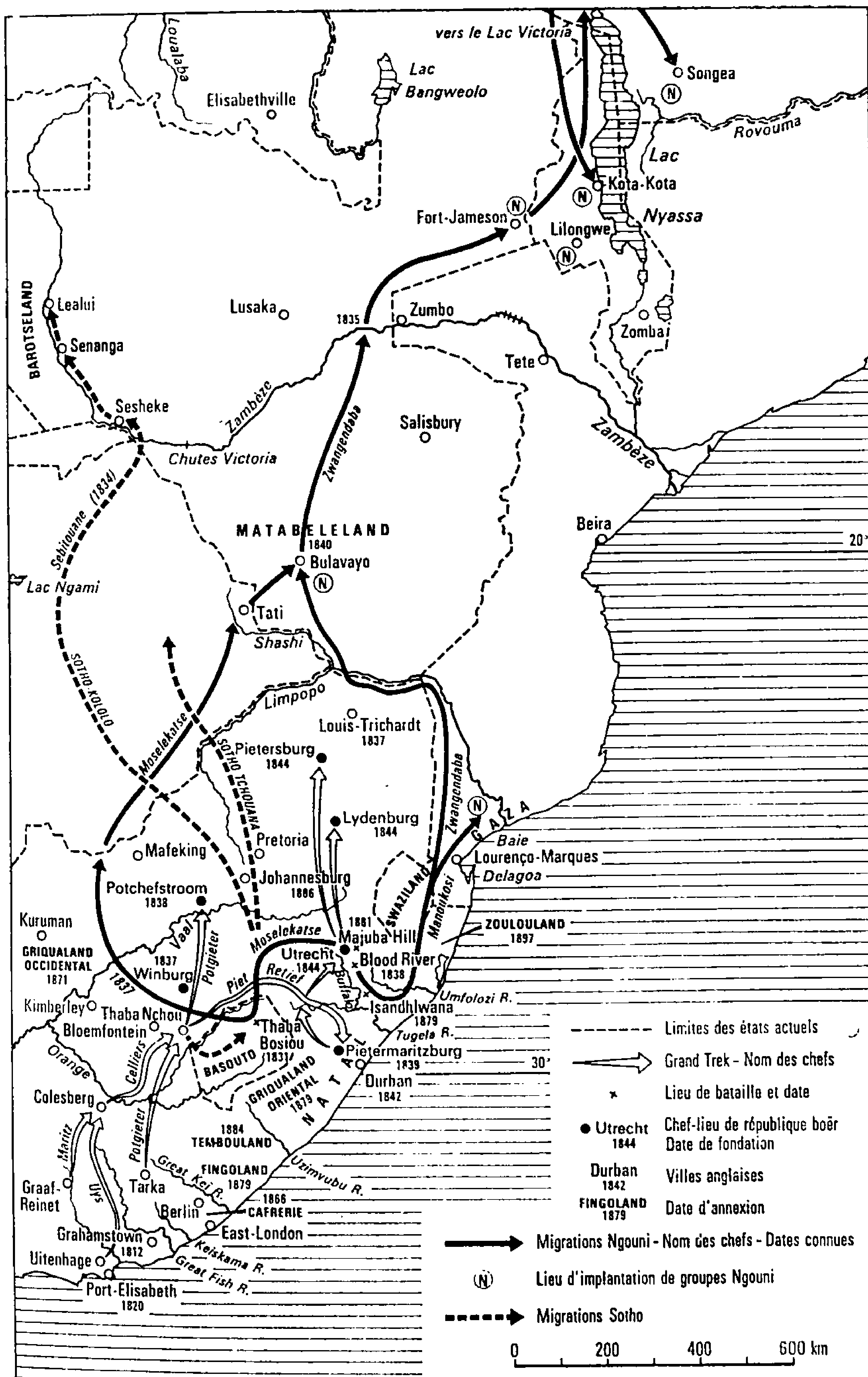
Boers — Britanniques et Khosa avant le Grand Trek.

Dans la masse des événements nous donnerons seulement quelques points de repère chronologiques. Entre 1799 et 1803 eut lieu une troisième guerre cafre. Fait unique dans les annales sud-africaines elle avait commencé par une alliance des Boers avec les Khosa, due au mécontentement des Boers contre l'installation des premiers missionnaires de la L. M. S. (= London Missionary Society) à Graaf Reinet et leur prise de position vigoureuse en faveur des Hottentots. En 1803 les Britanniques passaient les pouvoirs à l'éphémère République Batave, mais trois ans plus tard ils revenaient au Cap et cette fois définitivement. En 1809 fut promulguée une Grande Charte des Hottentots qui leur garantissait une certaine liberté de travail, mais les obligeait par contre à être pourvus d'un laissez-passer. La législation actuelle sur les laissez-passer abhorrés des Bantou reprend donc une ancienne idée appliquée aux Hottentots par l'administration britannique.

En 1811 commença une quatrième guerre cafre qui dura seulement un an. En 1812 une ordonnance sur la terre limita les propriétés à 480 hectares au lieu de 2400. L'agitation crût chez les Boers devenus automatiquement sujets britanniques, lorsque le roi de Hollande eut cédé à l'Angleterre sa colonie du Cap pour 6 millions de livres le 13 août 1814. L'année suivante, des fermiers accusés d'avoir maltraité un serviteur hottentot furent jugés et condamnés à mort. Au moment de l'exécution, les potences s'effondrèrent et il fallut pendre à nouveau les condamnés. Cette malheureuse affaire de *Slagtersnek* (= la colline de la Boucherie) prit immédiatement une valeur de symbole de la dureté anglaise, alors qu'aucun des juges n'était anglais ! On vendait encore au milieu du XX^e^ siècle des reliques provenant des potences de martyrs : ces faits montrent bien le caractère passionnel et religieux de l'histoire des Afrikaners, absolument comparables sous cet angle à tant d'autres Africains *noirs* pour qui l'histoire est d'abord un acte de foi.

Si les officiels anglais étaient détestés des Boers, les missionnaires le furent encore plus. Ils manifestaient une grande activité parmi les Hottentots et à l'intérieur même de l'Église hollandaise réformée où des pasteurs écossais étaient nommés. En 1816 il y avait déja vingt stations missionnaires au-delà de l'Orange qui s'occupaient d'évangéliser les Griqua, descendant d'une partie des Bastaards du Cap qui avaient émigré dès la fin du XVII^e^ siècle. En 1818-19 eut lieu une cinquième « guerre cafre » aboutissant à l'évacuation par les Khosa du pays situé entre les rivières Keïskama et Great Fish.

C'est en 1820 qu'arrivèrent trois mille colons britanniques dans la baie d'Algoa. Port Elizabeth est la plus ancienne ville de ce secteur oriental britannique de l'Afrique du Sud où allaient se créer de nouveaux courants commerciaux vivifiant le district de Graaf Reinet auparavant si éloigné du marché du Cap et incitant des colons



Carte 8 : Afrique australe — Le grand Trek (1836-1844).
Les migrations Ngouni et Sotho.

à s'établir au-delà du Grand Escarpement dans la région du confluent Orange-Caledon.

En 1828 fut promulguée sous l'influence du fameux docteur Philip, pasteur de la L. M. S., l'*Ordonnance 50* qui autorisait officiellement les Hottentots, Bochimans et Griqua à posséder de la terre et accordait aux métis des droits civils égaux à ceux des Blancs. Elle abolissait d'autre part les laissez-passer. Cette ordonnance qui devait rester en vigueur jusqu'en 1910 fut très mal accueillie d'autant plus qu'elle coïncidait avec l'interdiction de la langue hollandaise dans l'administration, les tribunaux, les écoles et les églises. C'est dans ces deux séries de mesures concernant le statut des Hottentots et l'anglicisation forcée qu'il faut voir la cause essentielle du Grand Trek. Car l'abolition de l'esclavage en 1834 gêna beaucoup plus les colons des trois districts occidentaux (le Cap, Stellenbosch, Swellendam) que ceux de Graaf Reinet (1) ; la date de l'émancipation officielle de 35 000 esclaves le 1er décembre 1834 est d'ailleurs *postérieure* au premier départ du Grand Trek, celui de Piet Retief en septembre 1834.

Les Ngouni du Nord avant le Grand Trek.

L'installation des trekker au-delà de l'Orange allait se trouver grandement facilitée par l'état de bouleversement et de dépopulation consécutif aux guerres du conquérant Zoulou : Tchaka.

Tchaka (2), né vers 1787, avait une trentaine d'années lorsqu'il succéda en 1818 au chef Dinguiswayo qui régnait dans le nord de l'actuel Natal dans la région de la rivière Umfolozi, laquelle se jette dans le lac Sainte Lucie. Ce pays qui ne s'appelait pas encore le Zoulouland est très arrosé, couvert de forêts et de gras pâturages ; il semble qu'il ait été très anciennement et très fortement peuplé. Nous avons dit précédemment que l'expansion démographique était certainement la cause essentielle des guerres Zoulou ; mais qu'elle était barrée aussi bien à l'est par la côte qu'à l'ouest par le Grand Escarpement.

Tchaka, le fondateur de la nation Zoulou, a été souvent appelé le Napoléon noir. Il a inventé et mis en œuvre une méthode militaire et une stratégie remarquablement efficace. En outre son action personnelle s'est trouvée prolongée par les campagnes de ses lieutenants qui ont repris ses méthodes à leur compte et ont entraîné des peuples d'origine Ngouni à des milliers de kilomètres du Zoulouland ; par les mouvements des peuples victimes de la progression Zoulou d'autre part. Ces peuples se sont défendus soit par la fuite comme les Kololo ou les Tchouana, soit par le refuge

(1) Le recensement de 1798 dans Barrow, p. 181 donnait (en arrondissant les chiffres) les proportions d'esclaves suivantes par rapport aux chrétiens :
Le Cap : 200 %, Stellenbosch : 150 % ; Swellendam : 66 % ; Graaf Reinet : 23 %.
Les 26 000 esclaves de 1798 étaient 35 000 en 1834 pour toute la colonie.

(2) Voir les détails dans HPAN, p. 649-666.

dans des montagnes faciles à défendre comme les Basouto. Malheureusement l'histoire de Tchaka est connue surtout par ses ennemis. Le « Chaka » écrit en sessouto par l'écrivain mossouto Thomas Mofolo vers 1930 (1) représente une des principales sources documentaires. Mais les Basouto ont souffert des conquêtes Zoulou et n'ont évidemment pas la même vision des événements que les Zoulou. En particulier l'appréciation du nombre des victimes de Tchaka n'est basée sur aucun élément objectif. Elle varie d'ailleurs suivant les auteurs entre un demi et plusieurs millions !

Comme l'étude scientifique de la tradition orale a été complètement négligée au Natal, il est certain que l'histoire véridique de la nation Zoulou avant le Grand Trek est désormais impossible à écrire. En effet, l'épopée de Tchaka s'est déroulée tout entière dans un contexte purement bantou sans aucune intervention ni influence des blancs, mais aussi sans ces repères chronologiques et toponymiques précieux qui ont permis, par exemple, de rétablir l'histoire du royaume Karanga du Monomotapa grâce aux chroniques portugaises. Les migrations effectuées à partir du Zoulouland sont par contre beaucoup mieux connues parce qu'elles ont interféré plus ou moins avec l'histoire écrite des migrations et des explorations européennes.

La plus ancienne migration est celle de *Manoukosi* encore appelée Sochangane ou Shangaan ou Manoukoudza. Il fuit vers le nord avant même, semble-t-il, que Dingiswayo suzerain de Tchaka, n'ait été assassiné vers 1818 par le chef Zwidé. Manoukosi va établir son autorité sur les Thonga-Ronga de la région Gaza dans l'arrière-pays de la baie de Delagoa (Mozambique). Mais de nombreux Thonga émigreront au Transvaal vers 1835-1840 pour échapper à la tyrannie Zoulou (2). *Zwangendaba* livre combat aux troupes de Manoukosi, puis remonte la vallée du Limpopo puis celle de son affluent le Shashi ; il détruit alors ce qui reste du royaume Rozwi et franchit le Zambèze près de Zumbo le 19 novembre 1835, date connue en raison d'une éclipse de soleil qui survint le jour de la traversée. Le rôle de Zwangendaba et de ses Ngoni est très important dans l'histoire de l'Afrique centre-australe et orientale. Des Ngoni issus primitivement de populations Ngouni, mais largement métissés en cours de route, se sont établis autour du lac Nyassa (Malawi), dans le sud de la Tanzanie (district de Songea) et dans l'est de la Zambie (district de Fort-Jameson).

Le départ de Zwangendaba a sans doute eu lieu vers 1820. A cette époque Tchaka, qui a pris la succession de Dingiswayo, organise solidement son armée en *impi* (= régiments) commandés par des *indouna*. La discipline et les méthodes stratégiques qu'il met au point (combat en tenaille) vont donner à ses troupes une force invincible. Entre

(1) Chaka, traduit du sessouto par le pasteur V. ELLENBERGER, Paris, 1939, 269 p.
(2) Après la mort de Manoukosi en 1856, les Portugais interviendront dans la guerre de succession entre prétendants Zoulou et Thonga. Ces derniers chasseront les Zoulou en 1895.

1822 et 1827 environ, les armées de Tchaka vont dépeupler et dévaster tout le Natal actuel et faire pression sur les Tembou, Pondo et Khosa du Sud qui vont à leur tour essayer de s'étendre au-delà de la Great Fisch River et entrer en luttes continuelles avec les colons anglais et allemands installés à partir de 1820 dans la région de Port Elizabeth, Grahamstown et East London.

En 1827 l'un des principaux lieutenants de Tchaka, Moselekatsé, se lasse des exigences tyranniques de son chef et décide de s'enfuir avec de nombreux guerriers, leurs femmes et leur bétail. *Moselekatsé* encore appelé Umzilikazi prend la route des montagnes de l'ouest eu lieu de filer vers le nord comme avaient fait Manoukosi et Zwangendaba. L'année suivante, en 1828, Tchaka est assassiné par deux de ses demi-frères. L'un d'eux nommé Dingaan lui succède et attaque immédiatement, au nord le chef *Mswazi* qui a donné son nom au Swaziland, et à l'ouest les fugitifs groupés autour de Moselekatsé qui vont être dorénavant appelés Ndebelé ou Matabélé. Les Ndebelé dispersent les Sotho établis dans le sud de l'actuel Transvaal puis les Tchouana ; Moselekatsé établit des rapports d'amitié avec le missionnaire Robert Moffat de la L. M. S. installé à Kourouman, futur beau-père de Livingstone. En 1831 il échoue contre Thaba Bosiou (1), la forteresse naturelle capitale des Basouto, défendue par leur souverain Moschech. Ses troupes établies alors dans le centre de l'actuel Orange en seront chassées par le boer Gevriet Maritz en 1837. Moselekatsé se dirige ensuite vers le nord en suivant la fameuse « route des missionnaires » qui empruntait à peu près le tracé de l'actuel chemin de fer. Il arrive dans la région de Bulavayo (Rhodésie) en 1840 et y fonde le puissant royaume Matabelé. Moselekatsé qui mourut en 1868 est le père du célèbre Lobenguela évoqué plus haut.

Les déprédations accomplies dans le Transvaal et l'Orange par les troupes de Moselekatsé obligent les Sotho à s'enfuir. Les *Sotho-Tchouana* se regroupent sur les franges du Kalahari dans le Betchouanaland ; les Sotho du Sud ou *Ba Souto* se réfugient dans les montagnes du Basoutoland (= Lessouto) sous la conduite d'un chef éclairé, Moschech, qui sera utilement conseillé par les missionnaires protestants français Casalis et Arbousset ; les *Sotho-Kololo* (ou Sotho-Fokeng) entreprennent une grande migration vers le nord sous la conduite de leur chef Sebitouané, talonné par Moselekatsé. Vers 1834 Sebitouané est maître de la région du lac Ngami. En 1840 il parvient au Zambèze près des chutes Victoria puis remonte le cours du fleuve pour établir un royaume dans le pays Rotsé habité par les Lozi (2) (Ouest de la Zambie). Livingstone qui a connu et apprécié Sebitouané emmènera un groupe Kololo dans son voyage vers Saint Paul de Loanda et dans le suivant (1854-56) de Saint

(1) Thaba Bosiou signifie La montagne de la nuit. Cf. pour sa description Eugène Casalis, *mes souvenirs*, p. 203.
(2) Le royaume Lozi avait été fondé probablement au XVII^{e} siècle et entretenait des relations commerciales avec les Lwena (Lounda méridionaux) à la fin du XVIII^{e}.

Paul de Loanda à Quelimane. En 1865 tous les hommes Kololo seront exterminés tandis que leurs femmes seront épousées par les guerriers Lozi et enseigneront à leurs enfants la langue Sotho. Aujourd'hui, un siècle après ces « vêpres siciliennes » Lozi (1) le Sotho est encore parlé au Barotseland.

Si on parle peu de Tchaka et de ses lieutenants dans les histoires de l'Afrique du Sud, on y parle beaucoup de son successeur et demi-frère, Dingaan, qui apparaît un peu comme une émanation du diable. Dingaan est en effet le héros si l'on peut dire « négatif » de deux grandes commémorations nationales des Afrikaners : la première, jour de deuil, s'est appelée longtemps *Dingaan's Day.* On préfère l'appeler aujourd'hui *The day of the Covenant*, parce qu'elle célèbre la rupture d'un contrat en même temps que l'assassinat du grand chef boer Piet Retief avec 400 Boers en janvier 1838. La seconde, jour de réjouissance, célèbre la bataille de Blood River (= rivière du sang = un petit affluent de la rivière Buffalo elle-même affluent de la Tugela) où 3000 Zoulou furent tués le 16 décembre 1838 (2). Ce sont les deux dates les plus importantes concernant le Grand Trek.

Le Grand Trek et ses conséquences.

Le Grand Trek — répétons-le — partit en 1834 du district oriental de Graaf Reinet. Il ne concerna donc pas les burghers des trois districts occidentaux mais uniquement les trekboers installés dans une région qui devenait de jour en jour plus britannique depuis l'année 1820 où les premiers colons de Port Elizabeth avaient débarqué, et qui était en outre sans cesse menacée par des incursions cafres. La sixième guerre cafre eut lieu en 1834-35.

Plusieurs groupes partirent séparément sous les commandements respectifs des frères Uys, de Maritz, Celliers, Potgieter. Ils se réunirent en 1837 à Thaba Nchou au sud-est de Blomfontein puis se séparèrent. Potgieter alla fonder la république de Potchefstroom (1838), noyau primitif du Transvaal, Pieter Retief franchit avec de grandes difficultés les passes du Drakensberg pour descendre ensuite la vallée de la Tugela. Après le massacre de la colonne boer par Dingaan, André Pretorius prit le commandement. La bataille de Blood River éliminait pour un moment la puissance Zoulou. Les Boers crurent qu'ils étaient les maîtres et proclamèrent la République du Natal. Mais les Britanniques veillaient : en 1842 ils occupaient le Natal et l'annexaient officiellement en 1843.

Un deuxième trek fut alors organisé : les lourds chariots bâchés repassèrent les défilés du Drakensberg. Trois nouvelles républiques furent fondées au nord du Vaal : Zoutpansberg (Pietersburg), Lyden-

(1) Voir H P A N, p. 660-663.
(2) Le gigantesque et massif monument des Voortrekker inauguré à Pretoria en 1949 commémore la bataille de Blood River. Photographie dans N. C. Pollock, *op. cit.*, p. 157.

burg et Utrecht (1844). Celle de Winburg, au sud du Vaal resta seulement deux ans indépendante avant d'être occupée par les troupes britanniques et de devenir la « colonie du fleuve Orange ». En 1852 elle était de nouveau transformée et devenait l'*État libre d'Orange*, qui, en 1857, sollicita sans l'obtenir son annexion par la Grande Bretagne afin d'échapper à l'emprise des républiques du Transvaal (!). Cette même année 1857 vit se produire une agitation religieuse intense chez les Khosa de la région d'East London. Le prophète Omlakasa annonça que les Blancs seraient jetés à la mer à la condition que les Khosa abattent systématiquement leur bétail. Une épouvantable famine suivit la destruction des bœufs et des récoltes. Près des deux tiers de la population Khosa moururent de faim. On peupla ce pays vidé et ruiné avec 2700 colons originaires de l'Allemagne du Nord qui s'établirent dans les villages de Berlin, Braunschweig, Hanover, Frankfurt, etc... 3200 colons arrivèrent un peu après et s'établirent entre les rivières Keiskama et Great Keï.

Le 22 mars 1858 l'Etat libre d'Orange déclara la guerre au chef Moschesh des *Basouto* et ses commandos vinrent assiéger la citadelle imprenable de Thaba Bosiou. Les hostilités, arrêtées en septembre, reprirent en 1864 puis en 1867 ; c'est à la suite de ce troisième conflit que le Lessouto demanda à être placé sous protectorat britannique, sur le conseil des missionnaires protestants français, afin d'être protégé des ambitions territoriales des Boers de l'Orange.

En 1860 les quatre républiques du Transvaal s'unirent en une *République sud-africaine.* Avec les Anglais établis au Natal et les Portugais sur la côte du Mozambique, la République boer demeurait un pays absolument isolé du monde extérieur, sans débouché et sans richesse exportable. On y menait une vie pastorale et patriarcale très semblable à celle qui est décrite dans l'ancien Testament. La conception des Boers « peuple élu » prit de plus en plus de force ; les Bantou, « descendants de Cham » étaient une race inférieure. La secte extrémiste des « Doppers » fondée en 1859 prétendait même que les Bantou n'avaient pas d'âme et préconisait une séparation totale des races ou *Apartheid* (1). Les prédicateurs Doppers devaient fournir à la République un nombre considérable de dirigeants politiques parmi lesquels le président Paul Krüger.

Entre temps des colons anglais s'étaient installés dans les chaudes plaines du *Natal* et découvraient que la canne à sucre importée à partir de la Réunion en 1848 y prospérait. L'époque de la traite était passée... mais on avait tout de même besoin de beaucoup de main-d'œuvre étrangère. On pensa aux Indiens. Les premiers arrivèrent en 1860. En 1865 ils étaient 6 000. En 1891 : 41 000. En 1913 : 143 000. On arrêta alors l'immigration. Mais les Indiens sont aujourd'hui un demi-million dont 13 % seulement travaillent dans l'agriculture, les autres tenant une place considérable dans le commerce.

(1) En langue afrikaans Menschen = les hommes = les Boers. Shopsels = les créatures = les Bantou.

3) **La période 1870-1902.**

Kimberley et la Colonie du Cap.

A la fin des années 1860 l'économie de la Colonie du Cap était bien précaire. La laine se vendait mal, la sécheresse sévissait. La mise en service du Canal de Suez prévue pour 1869 ouvrait de sombres perspectives à l'escale du Cap. C'est précisément à cette époque, en 1868, qu'eut lieu la première découverte de diamants dans le pays des Griquas, autour du confluent Orange-Vaal. Trois ans plus tard on en trouvait à Kimberley et ce fut aussitôt une ruée de prospecteurs. En 1872 on en comptait 50 000 dans le district de Kimberley. Dès 1871 la province du Cap avait annexé le Griqualand, pourtant reconnu indépendant en 1854. En dix ans son revenu quintupla. En vingt ans (1871-91) la population totale blanche de l'Afrique du Sud passa de 250 000 à 600 000 ; la longueur des voies ferrées de 100 à 3 600 km. La découverte du diamant avait donc amené une extraordinaire mutation économique et démographique dans la province du Cap. Elle coïncidait en outre avec une évolution politique due à l'arrivée au pouvoir à Londres du gouvernement Disraëli qui inaugurait une politique coloniale active. Un jeune financier de génie, Cecil Rhodes, arrivé à Kimberley en 1872, allait donner à cet essor économique et politique une ampleur extraordinaire et faire de la Colonie du Cap la base de l'empire britannique sud et central africain.

Cecil Rhodes est élu député au Parlement du Cap en 1880, ministre des Finances en 1884. En 1887 il finance l'exploitation des mines d'or récemment découvertes dans le Transvaal. En 1888 il crée la *De Beers Consolidated Mines Ltd* en fusionnant les mines de diamant exploitées sur le terrain que les frères De Beers avaient acheté au gouvernement de l'État libre d'Orange pour 50 livres et revendu 6 000. A noter que la De Beers a fourni jusqu'en 1963 plus de 90 millions de livres de diamants et constitue sans doute la plus belle affaire financière du monde. En 1889 il obtient du gouvernement de Londres une charte pour l'exploitation économique de l'Afrique australe : la *British South Africa Company*, plus connue sous le nom de Chartered, va conquérir les territoires au nord du Limpopo jusqu'au Tanganyika et entrer ainsi fatalement en conflit avec le Transvaal. En 1890 Cecil Rhodes est élu premier ministre du Cap. Il a donc en mains tous les atouts politiques et financiers nécessaires à la réalisation de ses desseins visionnaires.

Le Sud-Ouest africain avant 1884.

L'annexion du Griqualand en 1871 donna un nouvel intérêt aux territoires plus ou moins désertiques qui s'étendent de part et d'autre du cours inférieur de l'Orange. Les missionnaires de la L. M. S. y avaient installé des postes dès 1802. En 1816 il y avait déjà vingt

stations au-delà de l'Orange (1). En 1840 la Mission allemande rhénane vint relayer officiellement la L. M. S., à l'ouest de la fameuse « route des missionnaires ». Les missionnaires allemands étudièrent soigneusement les populations de ce qui devait devenir le Sud-Ouest africain allemand. Dans ce pays désertique, seuls peuvent vivre les chasseurs cueilleurs Bochimans ou des pasteurs pratiquant un élevage extensif. Il en existe deux grandes catégories : les *Hottentots* et les *Herero*. Ces derniers sont des Noirs parlant une langue bantou. Leurs traditions affirment qu'ils habitaient jusqu'au XVIe siècle dans la région du lac Tanganyika. Leurs conflits avec les Hottentots constituent l'essentiel de l'histoire africaine du Sud-Ouest africain (2).

Limités dans la première moitié du XIXe siècle à de simples disputes pour la possession des meilleurs pâturages, ces conflits vont prendre de l'importance avec l'intervention de plusieurs sortes d'Européens. Ce sont des missionnaires ou bien des explorateurs comme le voyageur suédois Andersson (3) ou bien de simples « trekkers boers » à la recherche de nouvelles terres. Presque tous font du commerce, y compris les missionnaires et surtout Andersson qui devint le plus riche commerçant de la région et fut nommé par les Herero « régent et général en chef à vie » (4). Grâce à son appui les Herero commandés par Maharero purent défaire en 1864 les Hottentots Nama commandés par Christian fils de Jonker Afrikaaner ; mais en 1868 les Nama en représailles pillèrent le magasin d'Andersson et les bâtiments de la Mission rhénane à Otjimbingwe en pays Herero (5). C'est à la suite de cet événement que les missionnaires lancèrent un appel au Roi de Prusse. Mais ils ne devaient obtenir aucune aide officielle avant que le fameux télégramme envoyé par Bismarck le 24 avril 1884 au consul allemand du Cap ne place sous la protection de l'Allemagne le territoire côtier d'Angra Pequeña acquis en 1883 par le commerçant allemand Lüderitz. Au mois d'août 1884 une canonnière allemande prit possession officiellement de 1 500 km de côte situés entre la Counene et l'Orange, à l'exception de Walfish Bay déclarée protectorat de la colonie du Cap.

On sait que l'occupation de l'intérieur de leur nouvelle colonie par les Allemands donna lieu à deux grandes révoltes qui furent matées avec la plus grande brutalité : celle des Nama en 1894 et celle des Herero dont les trois quarts devaient disparaître à la suite de la répression de 1904. Nous en reparlerons dans le prochain volume.

(1) Livingstone partit de Kuruman, au nord de Griquatown en 1846. On sait l'importance de la « route des missionnaires » dans l'exploration et la conquête de l'Afrique australe.
(2) HPAN, p. 640-644.
(3) Anderson fit deux voyages d'exploration en 1850-55 et 1855-59.
(4) RUTH FIRST, *South West Africa*, Londres 1963, 260 p., p. 62.
(5) Les femmes Herero portent encore aujourd'hui d'amples robes à la mode victorienne, copiées sur celles des femmes des missionnaires allemands du XIXe siècle, *in* R. FIRST, p. 27

La frontière orientale de la Colonie du Cap et le Natal.

Le Natal, dépeuplé par les campagnes de Tchaka, repeuplé à partir de 1843 par des colons britanniques et des coolies indiens, formait une sorte d'enclave anglaise entre des « réserves » indigènes. Celles du sud devaient changer de nom et de statut politique à plusieurs reprises avant d'être absorbées par la colonie du Cap. L'arrière-pays d'East London ou *Cafrerie* fut annexé en 1866, le Fingoland en 1879, ainsi que le Griqualand oriental, région située immédiatement à l'est du Drakensberg où des Griqua (Hottentots et Bastards) étaient venus s'installer en 1862 sous la conduite d'Adam Kok ; le Tembouland fut annexé en 1884. Au nord du Natal il y avait le Zoulouland. En 1856, Tchettiwayo avait succédé à son père Mpandé, un demi-frère de Dingaan (1) et de Tchaka. Digne descendant de son grand-oncle, Tchettiwayo réussit à reconstituer une armée si puissante que Sir Bartle Frere, gouverneur du Cap, lui ordonna de la dissoudre au 1er janvier 1879. Au lieu d'obéir, Tchettiwayo attaqua et défit 800 soldats anglais à Isandlwana le 22 janvier. Peu auparavant ses guerriers Zoulou avaient tué au cours d'une reconnaissance le prince Louis Napoléon, fils de Napoléon III. Heureusement pour les Britanniques un détachement réussit à arrêter l'attaque zoulou au poste de Rorke's Drift (2) sur la rivière Buffalo. C'était la fin de l'indépendance Zoulou. Le Zoulouland devait être déclaré protectorat en 1897 et rattaché à la colonie du Natal.

Le Transvaal.

En 1877 la République sud-africaine du Transvaal fut annexée à la Couronne britannique. Les Transvaaliens dont les pères avaient tout quitté à l'époque du Grand Trek pour échapper à l'autorité anglaise ne furent évidemment pas d'accord. Non seulement ils n'apportèrent aucune aide en 1879 dans la guerre contre les Zoulou, mais encore ils constituèrent en 1880 un comité insurrectionnel commandé par Krüger, Joubert et Pretorius. Par trois fois l'armée boer du Transvaal défit les Anglais en particulier à Majuba Hill en février 1881. Cette première guerre anglo-boer se termina par la convention de Pretoria qui accordait pratiquement l'autonomie au Transvaal.

Le même miracle qui s'était produit en 1871 à Kimberley se reproduisit au Transvaal en 1886. On découvrit de l'or dans le Witwatersrand, une région déshéritée et quasiment vide du sud-ouest du Transvaal. Les premiers échantillons de minerai furent analysés à Kimberley et la richesse en parut telle que les magnats du diamant : Rhodes, Barnato, Beit et d'autres se précipitèrent pour acheter des

(1) Dingaan qui avait lui-même tué son demi-frère Tchaka en 1828 fut tué en 1840 par son autre demi-frère, Mpandé.
(2) Cet épisode, à la plus grande gloire de l'armée britannique, a été représenté dans le film *Zoulou*.

terrains dans cet eldorado. Non seulement le minerai était riche mais encore on découvrit très vite que les gisements étaient immenses, et que leur structure rendait l'extraction difficile, excluant les possibilités des prospecteurs isolés. Par chance il existait des réserves de charbon toute proches dans le Transvaal et le Natal et de l'eau en quantité suffisante, alors que ces deux éléments manquaient cruellement à Kimberley.

La révolution économique et démographique provoquée par l'or du Rand fut encore plus rapide et plus profonde que celle due aux diamants du Griqualand. En quatre années (1886-90) le revenu du Transvaal sextupla. En douze ans (1883-1895) il fut multiplié par vingt-cinq. Johannesbourg, simple village de toile en 1886, avait 80 000 habitants en 1892, plus de 102 000 en 1896 dont la moitié de Noirs. L'afflux de la main-d'œuvre noire fut en effet rapide. *Dès la fin du XIXe siècle se posait pour la première fois dans toute l'Afrique un problème qui est devenu primordial dans l'Afrique du Sud, celui de l'urbanisation rapide d'une population africaine.*

Le problème des communications était évidemment capital. Johannesbourg est situé à 1 600 km du Cap et seulement à 550 de Lourenço-Marquès, la capitale du Mozambique et à 750 de Durban. Le chemin de fer du Cap vers le Nord atteignait Kimberley en 1885. Le président Krüger refusa en 1887 de laisser passer sur le territoire du Transvaal la prolongation de la ligne. Cecil Rhodes impatient d'ouvrir la route du Zambèze où l'on pensait trouver un second « Rand », décida de faire passer la ligne plus à l'ouest par le Bechouanaland qui avait été annexé en 1885, juste après la déclaration du protectorat allemand sur la côte Ouest. Il avait en effet paru indispensable de conserver à tout prix une voie de passage britannique vers le Nord et d'empêcher les communications entre les Boers du Transvaal et les Allemands du Sud-Ouest. Cependant en 1892 le chemin de fer du Cap passant par l'Orange atteignit Johannesburg. Il draina 80 % du trafic du Rand jusqu'en 1895 où fut terminée la voie ferrée venant de Lourenço-Marquès (1).

Pour se venger de cette victoire économique de Krüger (2), Cecil Rhodes donna son appui au fameux raid Jameson de décembre 1895 qui devait, à partir du Betchouanaland, appuyer une révolution déclenchée à Johannesbourg par les Uitlanders. Ces Uitlanders (= étrangers) étaient la bête noire de Krüger, bien qu'ils aient été les principaux artisans de la transformation économique du Transvaal. Le raid Jameson échoua piteusement. Jameson puis Rhodes furent désavoués par le gouvernement anglais.

Rhodes partit pour l'Angleterre et fut à nouveau nommé commissaire de la Chartered en Afrique du Sud le 22 novembre 1898 ; la même année Krüger était réélu président du Transvaal et déclarait

(1) Les données économiques sont tirées de N. C. Pollock and Swanzie Agnew, *An historical Geography of South Africa*, 1962.
(2) Excellente étude de cette période dans J. A. Lesourd, *La République d'Afrique du Sud*, P. U. F. 1963, p. 31-40.

en septembre 1899 qu'il n'accepterait jamais la suzeraineté anglaise. Le 10 octobre la guerre était déclarée. (1).

A cette époque les Boers peuvent mettre en ligne 18 000 Transvaaliens et 10 000 Orangistes. L'Angleterre leur oppose environ 25 000 soldats. Pendant les trois premiers mois de la guerre les victoires boer se succèdent au Natal, au Betchouanaland (siège de Mafeking dont la garnison est commandée par Baden Powell), dans l'Orange (Megersfontein). Dès les premiers mois de 1900 arrivent des renforts britanniques composés d'Anglais, Canadiens, Australiens, Néo-Zélandais commandés par des généraux de valeur comme Roberts, Kitchener, le vainqueur de Khartoum, et French. Les résultats sont rapides. Le 30 avril les troupes britanniques entrent à Johannesbourg, le 15 juin à Pretoria. Les deux états du Transvaal et de l'Orange sont proclamés colonie anglaise.

Mais les Boers résistent encore plus d'un an, bien que le rapport des forces soit maintenant écrasant pour eux. En janvier 1901, 275 000 Anglais contre 22 000 Boers ; en janvier 1902, 237 000 Anglais contre 18 000 Boers. Enfin le 31 mai 1902 un traité de paix est signé à Vereeniging accordant l'amnistie et le droit d'usage de la langue afrikaans.

Nous verrons dans le prochain volume l'extraordinaire redressement après 1902 d'une situation politique si compromise.

(1) Voir le détail des opérations militaires dans W. B. Pemberton, *Battles of the Boer War*, 1964, 216 p.

CHAPITRE V

MADAGASCAR ET LES COMORES

I. MADAGASCAR

Pour les avoir appris dans les manuels scolaires, le grand public connaît en général les grands traits de la géographie de Madagascar. Il n'ignore pas que la Grande Ile est un véritable sous-continent distinct de l'Afrique, possédant une flore et une faune spécifiques et une population dont une grande partie est d'origine manifestement indonésienne. Par contre, ce qu'il sait de l'histoire de Madagascar avant la conquête française se réduit à des notions sommaires sur la lutte d'influence franco-anglaise autour du royaume Hova de Tananarive. Sur l'organisation intérieure de ce « royaume de Madagascar », sur les considérables progrès accomplis dans l'Imerina *avant 1895* au point de vue moral, administratif ou scolaire, les auteurs des manuels d'histoire écrits durant la période coloniale se sont bien gardés d'insister, car la logique française aurait pu s'offusquer du fait que la France avait en 1896 purement et simplement annexé « un pays indépendant avec lequel elle avait auparavant noué et entretenu des relations diplomatiques normales » (1), un royaume « dont les progrès dans l'ordre moral et administratif n'étaient pas négligeables... et qui présentait, tout au moins en Imerina, une copie nullement servile, mais intelligemment adaptée des États européens » (2). En effet, tandis que les puissances coloniales ont pu se targuer d'avoir introduit la « civilisation » parmi les peuples arriérés de certaines régions de l'Afrique noire, il apparaît absolument impossible de justifier sur des bases morales l'acte d'annexion de Madagascar daté du 6 août 1896.

Aussi le colonisateur jugea-t-il plus simple d' « oublier » la grandeur du royaume merina indépendant. Désireux d'autre part de développer les économies locales, il se trouva confronté à des modes de vie divers selon les milieux géographiques si variés de Madagascar. On insista volontiers sur les différences existant entre « les peuples » du plateau, ceux des forêts humides de l'est ou ceux des solitudes

(1) J. Rabemananjara, *Nationalisme et Problèmes malgaches*, Paris 1958, p. 133. Recueil de conférences prononcées en 1957-58 par l'auteur récemment libéré de prison. Voir particulièrement p. 121-150 : *Les fondements culturels du nationalisme malgache.*

(2) H. Deschamps, *Madagascar*, Paris 1947, p. 81-82.

subdésertiques de l'ouest et du sud et on négligea le plus souvent de souligner leurs ressemblances cependant si frappantes aux points de vue religieux, culturel et linguistique. Sur une vingtaine de « peuples » officiellement recensés à Madagascar, tous parlent des dialectes d'une langue unique étroitement apparentée au malais : le malgache. Ce fait prouve amplement une origine commune indonésienne des « peuples » malgaches qui se sont adaptés ensuite à des milieux géographiques déterminés en assimilant les apports étrangers éventuels.

En enseignant une langue, une histoire et une civilisation étrangères, le colonisateur a abouti au résultat pour le moins paradoxal d'élargir considérablement les bases du nationalisme malgache qui s'étend aujourd'hui sur la totalité de la Grande Ile (590 000 km^2), alors qu'il était limité en 1896 à la partie centrale du royaume merina. On voit dès lors l'intérêt passionné porté par *tous* les Malgaches indépendants à leur histoire précoloniale représentée comme un « âge d'or », particulièrement le siècle correspondant à l'expansion du royaume merina entre 1797 et 1896. Nous envisagerons donc deux périodes : l'une précédant, l'autre suivant le règne du roi Andrianampoinimerina, le fondateur de la puissance merina qui régna de 1787 à 1810. Comme nous l'avons fait dans le premier tome (1), nous nous bornerons aux grandes lignes, renvoyant le lecteur à l'ouvrage désormais classique de H. Deschamps (2).

I. **De 1500 à 1810.**

Ces trois siècles sont à vrai dire fort mal connus. En dehors du voyage au lac Alaotra effectué par le marchand français François Martin en 1667, il n'y eut aucune expédition européenne dans l'intérieur avant celles de Nicolas Mayeur en 1774 qui alla jusque dans l'Imerina. Comme l'avaient fait les Arabes au Moyen Age sur la côte Nord-Ouest, les Européens — Portugais, Hollandais, Anglais, Français — se cantonnèrent sur les côtes et s'intéressèrent peu aux traditions historiques locales, sauf le jésuite portugais Luis Mariano qui voyagea sur la côte Ouest entre 1613 et 1617 (donc avant la période d'expansion sakalave) et le Français Étienne de Flacourt qui publia en 1658 une « Histoire de la Grande Ile de Madagascar » mais ne connut personnellement que Fort Dauphin et l'extrême sud, région où il n'y a jamais eu de grand royaume historique.

La tradition orale est donc la seule source historique pour les royaumes intérieurs du *Betsileo* et de l'*Imerina*, elle est la source prédominante pour le royaume *Sakalave*, le plus grand royaume existant à l'époque considérée, et n'est secondaire que dans le cas des *Betsimisaraka*, bien connus des trafiquants de la côte est. Cette tradition a été recueillie systématiquement vers 1870 dans l'Imerina (3), mais beaucoup plus

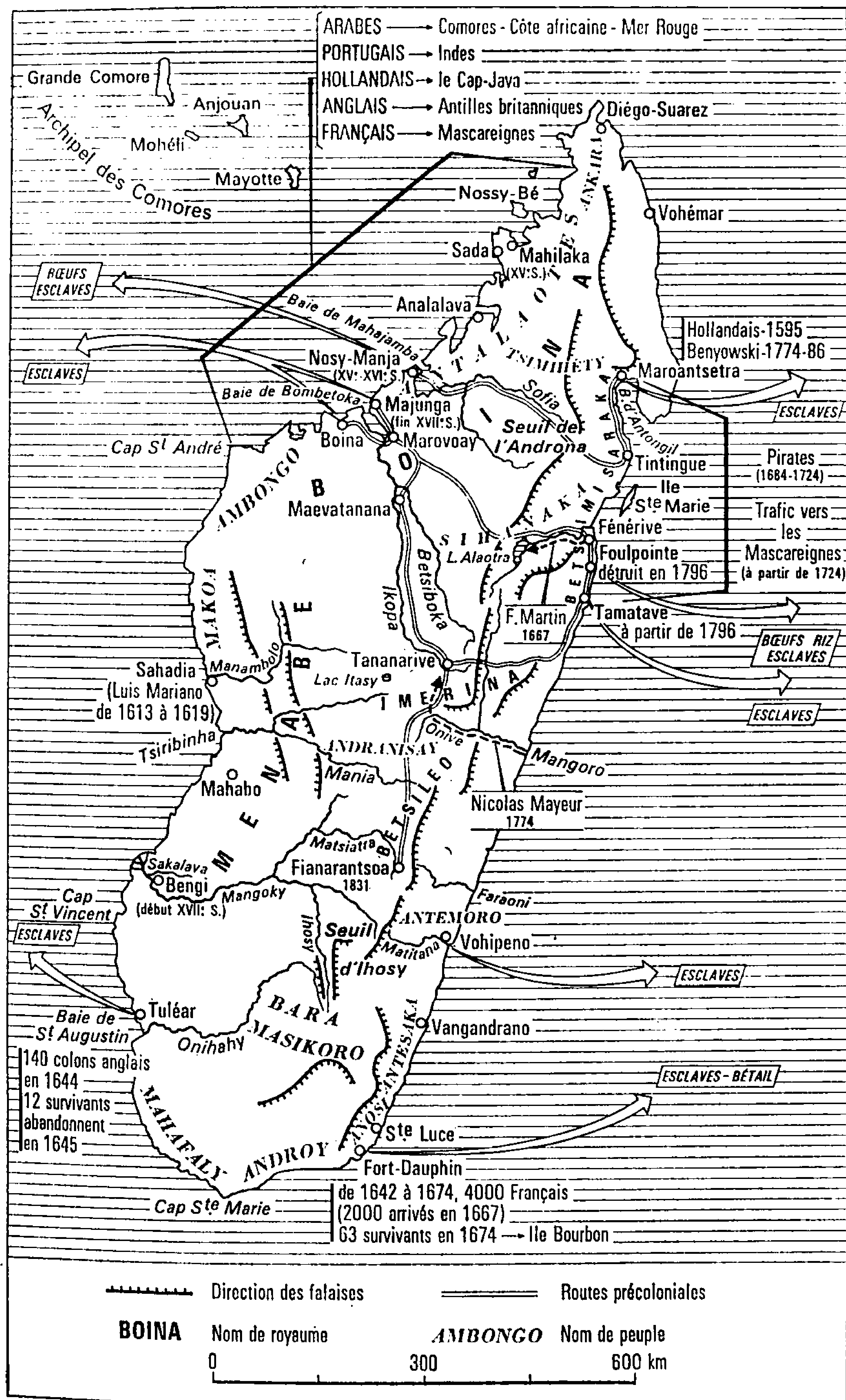
(1) Tome I, p. 291-293 et p. 384-389.
(2) Hubert Deschamps, *Histoire de Madagascar*, Paris, 1960, 348 p.
(3) R. P. Callet, *Tantaran'ny Andriana eto Madagascar*, 2 vol, 1873, trad. du premier volume par l'Académie malgache, 1935-1956.

tard dans les autres régions où elle est généralement fort imprécise. De plus aucune ne fournit de chronologie ou ne mentionne une de ces éclipses de soleil si providentielles chez les peuples sans écriture (1). On est donc réduit à avancer des dates très approximatives, ce qui gênera toujours l'historien de formation européenne, mais présente ici une importance secondaire. En effet, comme dans l'Afrique noire non islamisée, l'histoire à Madagascar est étroitement liée à la religion, mais le culte des ancêtres qui caractérise la religion malgache lui imprime un « sens géographique » assez particulier. A Madagascar un personnage historique représente non seulement l'ancêtre qui a eu une destinée terrestre remarquable mais encore celui dont le tombeau est un lieu de pèlerinage priviligié. Le poète malgache Rabemananjara (2) l'explique à propos du tombeau d'Andriamitsara à Majunga : « Les sujets des anciens monarques du Nord et du Nord-Ouest s'y relaient un peu comme les croyants de l'Islam se tournent vers la Mecque. Ils y viennent pieusement accomplir leurs dévotions, solliciter des faveurs, apaiser leur conscience ou apporter des objets votifs en hommage aux mânes royaux. En certaines périodes de l'année l'affluence est impressionnante ». Comme les Sakalaves se réunissent auprès des tombes royales de Majunga ou de Mahabo, les Merina honorent les tombeaux de tous leurs rois, y compris celui d'Andriamanelo qui régna à la fin du XVI^{e} siècle à l'est de Tananarive sur « un royaume qui ne devait guère dépasser dix kilomètres de long »! (3)

En citant les Sakalaves et les Merina nous avons évoqué les deux peuples de Madagascar les mieux connus sur le plan historique. Précisons tout de suite que les seconds n'eurent avant 1797 d'autre rôle que de servir de victimes aux razzias esclavagistes de leurs voisins. Par contre, les Sakalaves qui occupèrent un tiers de la Grande île au XVIII^{e} siècle manifestent aujourd'hui un déclin démographique inquiétant. En schématisant, on peut dire qu'entre le XVI^{e} et le XIX^{e} siècle le projecteur de l'histoire s'est porté tour à tour sur des régions différentes de Madagascar : au XVI^{e} siècle les cités Antalaotes de la côte Nord-Ouest ; au XVII^{e} la formation des royaumes Sakalaves dans le tiers occidental de l'île ; au XVIII^{e} siècle les Betsimisaraka de la Côte orientale, les royaumes Betsiléo du plateau et l'apogée du royaume Sakalave ; au XIX^{e} siècle le royaume Merina.

Au XVI^{e} siècle les Portugais se contentent de reconnaître les côtes de Madagascar et d'en ramener quelques esclaves vers l'Inde. La côte nord-ouest, seule côte accueillante de la Grande Ile, reste très fréquentée par des Arabes venus de la côte orientale d'Afrique ou des Comores qui y achètent des vivres et des esclaves. Ces esclaves il faut déjà aller les chercher très loin dans l'intérieur de l'île, car l'arrière-pays est pratiquement désert au-delà d'une bande de 50 km de largeur et jusqu'à la zone des hauts-plateaux. Il est probable que, dès

(1) Avant 1819, seuls quelques clans Antemoro du sud-est écrivaient le malgache en caractères arabes.
(2) J. Rabemananjara, *op. cit.*, p. 207.
(3) H. Deschamps, *op. cit.*, p. 115.



CARTE 9: Madagascar.

la fin du XVIe siècle, on utilise couramment les deux vallées de la Sofia (qui joint le comptoir de Nosy Manja (1) au seuil de l'Androne et à la côte orientale) et de la Betsiboka (qui joint Majunga (2) à Tananarive). Le R. P. Luis Mariano signale en 1613 la vente à Nosy Manja « d'esclaves à peau claire amenés du royaume des Ouva » (3). Il y avait donc déjà au début du XVIIe des échanges qui vont s'intensifier sérieusement par la suite entre la côte ouest et l'Imerina.

Au XVIIe siècle la famille Maroserana venue du sud va étendre progressivement son autorité tout le long de la côte ouest de Madagascar depuis Tulear jusqu'à Diego-Suarez et faire ainsi bénéficier des Malgaches, et non des étrangers, de la richesse accumulée sur la côte nord-ouest de l'île par un trafic plusieurs fois centenaire. Le fondateur des *royaumes Sakalaves*, qui s'étendront sur le tiers occidental de Madagascar, est Andriandahifotsi (= le Seigneur mâle blanc). Il aurait vécu entre 1610 et 1685. Il établit la capitale du *Menabe* à Maneva près de Mahabo. Un de ses fils, Tsimanata (ou Andriamandisoarivo de son nom posthume), soumet les comptoirs Antalaotes et fonde le royaume de *Boina* dont la capitale sera établie près de Marovoay puis à Majunga. Dès lors les Sakalaves deviennent les fournisseurs attitrés en bœufs et en esclaves des marchands arabes ou européens qui fréquentent la côte ouest (Portugais, Hollandais, Anglais, Français). Ils lancent des razzias vers les plateaux jusque chez les Sihanaka, les Merina, les Betsileo, les Masikoro. L'expansion de ces peuples se fera d'ailleurs grâce aux fusils qu'ils recevront en échange des esclaves fournis ou d'autres marchandises. Ainsi la tradition Merina rapporte que le roi Andrianjaka au milieu du XVIIe siècle avait cinquante fusils et trois barils de poudre et que des Merina allaient vendre sur la côte du Boina des lamba de soie et des outils de fer ramenant des bœufs et du raphia (4). D'autre part François Martin écrit en 1667 que les Sihanaka du lac Alaotra possèdent des mousquets provenant de la vente d'esclaves Betsimisaraka en pays Sakalava (5).

Le milieu du XVIIIe siècle voit l'apogée des royaumes Sakalaves. Le capitaine d'un navire hollandais venant acheter des esclaves dans la capitale du Boina fait en 1741 une description enthousiaste de la richesse du roi qui portait une couronne, des chaînes et une ceinture en or et recevait sur un trône laqué et doré d'origine chinoise (6). En 1792 le voyageur Dumaine admire l'ordre et la justice qui règnent dans le Boina gouverné par la reine Ravahiny. 6 000 Arabes et Indiens vivent à Majunga qui reçoit tous les ans deux navires chargés de tissus venant de Surate. Mais les Sakalaves n'allaient pas résister trente ans plus tard aux attaques de l'armée merina.

(1) Nosy Manja, centre du commerce arabe aux XVe et XVIe siècles est encore appelée Langani, ou Mazalogem ou Vieux Masselage.
(2) Majunga dans la baie de Bonbetoka fut fondée dans la deuxième moitié du XVIIe siècle. Le centre commercial au XVIe était Nouveau Masselage dans la baie de Boina, à l'ouest de Majunga.
(3) Deschamps, *op. cit.*, p. 115.
(4) Deschamps p. 133.
(5) *Ibid*, p. 108.
(6) Deschamps, p. 104.

C'est également au XVIIIe siècle que va naître et mourir le royaume *Betsimisaraka*. La côte Est, depuis la Baie d'Antongil jusqu'à Tamatave, avait servi de quartier général entre 1684 et 1724 à des pirates anglais, français et américains qui y laissèrent de nombreux métis ; après 1724 Foulpointe et l'île Sainte Marie sont fréquentés régulièrement par les Français de l'île Bourbon (La Réunion) et de l'île de France (Maurice). Vers 1730 Ratsimilaho, fils du pirate anglais Thomas White et de la princesse de Fénérive Rahena, revient d'Angleterre ses études terminées et réussit à unir sous le nom de Betsimisaraka (= nombreux inséparables) les tribus depuis Tamatave jusqu'au nord d'Antongil. Il épouse une fille du roi sakalave de Boina, ce qui prouve l'existence de rapports diplomatiques et commerciaux suivis entre les côtes Est et Nord-Ouest dès le XVIIIe siècle. Ratsmilaho, encore appelé Ramaromanompo (= celui qui a beaucoup de sujets) meurt en 1750 et son royaume tombe vite dans l'anarchie. Les métis de pirates ou *Zana-Malata*, incapables d'obéir à un gouvernement stable et autoritaire, reprennent alors les activités de leurs pères et à partir de 1785 lancent des expéditions maritimes de pillage vers les Comores et jusqu'à la côte africaine. Tamatave se développe à cette époque et devient le fief réservé de deux métis français Jean René et Fiche, qui aideront plus tard Radama dans sa conquête de la côte est.

Dans l'histoire de la côte est au XVIIIe siècle on est tenté de s'attarder sur les biographies pittoresques et parfois extravagantes de pirates ou d'aventuriers (comme le fameux Benyowski « empereur de Madagascar » entre 1774 et 1786 ou le Caporal Filet, dit « la Bigorne » dont les aventures ont fourni le sujet d'un roman et d'un film). En réalité, ces personnages ont exercé une influence très limitée. Par contre, il faut se garder de minimiser le rôle joué dans l'histoire générale de Madagascar par l'ensemble des traitants européens de la côte Est. En grande majorité français, ces traitants avaient pour principale activité l'exportation d'esclaves destinés aux Mascareignes. En 1717 il y avait à l'île Bourbon un millier d'esclaves malgaches, en 1826 quatorze mille (1). Ces deux chiffres sont révélateurs en ce qui concerne l'histoire du peuplement de la Réunion, mais ils expliquent également en grande partie la si remarquable expansion du petit royaume de Tananarive dans les premières années du XIXe siècle. Nous avons vu que l'Imerina était considéré comme un réservoir d'esclaves dès le début du XVIIe siècle. A cette époque et *jusqu'au milieu de XVIIIe siècle tout le trafic se faisait exclusivement en direction de la côte Ouest de Madagascar.* Les seules liaisons existant entre les côtes Est et Ouest passaient par le pays Sihanaka au nord de l'Imerina. On voit l'intérêt que pouvait alors présenter pour l'Imerina l'ouverture de marchés d'esclaves sur la côte Est, car seule la vente d'esclaves pouvait procurer aux souve-

(1) Une partie du peuplement blanc de l'île Bourbon venait également de Madagascar. 63 rescapés des établissements de Fort Dauphin (où 4 000 Français étaient arrivés entre 1642 et 1674) s'y établirent en 1674. En 1724 plusieurs pirates repentis s'y réfugièrent.

rains de l'intérieur les fusils qui leur étaient indispensables pour résister aux attaques de leurs voisins. Lors de son premier voyage dans l'Imerina en 1777-78, Mayeur note que les rois favorisent le commerce étranger. En 1790 Dumaine écrit que « le pays d'Hancove (= Imerina) est celui qui fournit le plus d'esclaves à nos îles » (plus de 1 500 par an). Or, en 1790 Andrianampoinimerina est sur le trône depuis trois années, et la piste de Tamatave à Tananarive est parcourue de caravanes régulières. Bien que plusieurs auteurs lui en aient contesté la paternité, tout au moins au début de son règne, la fameuse phrase du grand souverain merina (1) n'est donc pas dénuée de toute vraisemblance. L'établissement d'un courant de traite à partir de la côte Est avait considérablement valorisé la position économique de l'Imerina. Auparavant simple terminus intérieur du trafic provenant de la côte Ouest, il pouvait devenir le centre commercial et politique de l'île, à condition qu'un chef intelligent comprenne ces nouvelles possibilités (2). Ce chef génial, les Merina eurent la chance de l'avoir avec Andrianampoinimerina (1787-1810) qui centupla l'étendue occupée par son royaume lors de son avènement et qui, surtout, sut l'organiser d'une manière durable.

2. De 1810 à 1896.

H. Deschamps place en 1810 la fin du « temps des ancêtres » et le début de « l'ère nouvelle ». La période 1810-1896 a déjà fait l'objet de multiples études. Citant dans sa bibliographie « quelques livres essentiels et aucun article de revue », Deschamps indique 48 titres. Il nous paraît donc superflu d'insister sur les personnalités malgaches de cette époque. Radama 1er le novateur (1810-1828), Ranavalona 1re la réactionnaire (1828-61), Radama II le faible, assassiné en 1863 par ses propres sujets, les trois reines-épouses du premier ministre Rainilaiarivony : Rasoherina (1863-68), Ranavalona II (1868-83), Ranavalona III (1883-95), tous sont parfaitement connus, de même que les Européens dont certains ont joué un rôle historique de premier plan. Citons-en quelques-uns : le sergent anglais Hastie, agent de Sir Farquhar, gouverneur de l'île Maurice (3), fit signer à Radama en 1817, puis en 1820, un traité « abolissant la traite dans toute l'étendue des États du roi de Madagascar » (4), le Français Robin, déserteur de la Réunion, apprit à lire à Radama en 1818, les missionnaires britanniques Jones et Griffiths, ouvrirent la première école de Tananarive le 8 décembre 1820. L'entrepreneur de construction français Louis Gros, venu à titre privé en 1819, forma des menuisiers et des ébénistes et construisit de 1824 à 1827 un palais devenu le « prototype

(1) « C'est la mer qui doit être la limite de mes rizières. »
(2) Cf. en Afrique la situation du royaume de M'Siri dans le Katanga devenu le centre d'un trafic transcontinental vers 1870, *infra*, p. 196.
(3) L'île Maurice, occupée d'abord par les Hollandais, fut française à partir de 1714 sous le nom de l'Ile de France. Elle fut attribuée aux Anglais et redevint île Maurice à la suite du Traité de Paris de 1814.
(4) Le traité fut aboli par Ranavalona 1re en 1828.

de l'architecture classique des Hauts Plateaux » (1). L'artisan missionnaire écossais Cameron, arrivé en 1823, enseigna le travail du fer, du cuir, la fabrication de briques, de savon, de verre. Il construisit un canal destiné à conduire à Tananarive l'eau du lac Anosy, nécessaire à la fabrication de la poudre.

Ces premiers Européens expulsés après l'accession au trône de Ranavalona 1er laissaient derrière eux une œuvre considérable. Robin, Hastie et le mulâtre jamaïquain Brady avaient, en réformant l'armée, permis à Radama de réaliser le vœu de son père et de faire atteindre la mer au royaume de Tananarive, tant à l'est qu'à l'ouest. Mais les résultats obtenus par les missionnaires en dix années de travail paraissent encore plus remarquables. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus : ils avaient fixé la langue malgache, traduit et imprimé l'ensemble du Nouveau Testament en 1830. Ils avaient appris à lire et écrire à plus de 4 000 Malgaches, et développé l'enseignement technique dans toutes les branches de l'artisanat européen. Enfin, et c'est peut-être le plus étonnant, car dans ce domaine ils n'étaient pas du tout soutenus par le roi, ils avaient obtenu des conversions d'une rare qualité, puisque, après leur expulsion en 1835, plusieurs dizaines de chrétiens malgaches préférèrent le martyre à l'abjuration et quand les missionnaires furent réadmis à Tananarive en 1861, soit 26 ans après, ils trouvèrent encore un petit noyau de chrétiens convaincus, subsistant après la grande persécution de 1857. Six ans plus tard, il y en avait 27 000 !

Ce retour des missionnaires en 1861 n'était qu'un élément de la véritable révolution amenée par l'accession au trône de Radama II. Ce « doux utopiste » (Deschamps, p. 173) amnistia les condamnés, supprima les corvées, libéra les captifs et les chrétiens, proclama la liberté des cultes et admit donc les missionnaires catholiques aussi bien que protestants. Il rappela le fameux Jean Laborde, créateur d'une industrie métallurgique et chimique et seul étranger avec le commerçant Napoléon de Lastelle à avoir été élevé au rang de citoyen malgache au temps de Ranavalona, jusqu'à son expulsion en 1857 à la suite de l'affaire de la « Charte Lambert ». C'est d'ailleurs la signature de traités accordant aux Français et aux Anglais le droit d'acheter des terres (entre autres droits jugés exorbitants) qui fut la cause de l'assassinat de Radama.

Le 14 juillet 1864, Rainilaiarivony, alors âgé de 36 ans, fut proclamé Premier Ministre. Il devait le rester jusqu'au 1er octobre 1895. Le 21 février 1869 il épousa au temple la reine Ranavalona II après avoir répudié sa femme dont il avait eu 19 enfants. Dès lors ce fut une ruée vers les pasteurs protestants qui ne virent pas sans une certaine inquiétude la conversion « de tous les fonctionnaires supérieurs y compris le chef des gardiens des idoles et l'astrologue de la Reine » (!). En 1895 on comptait 455 000 protestants en Imerina et 136 000 ca-

(1) Jean Valette, *Etudes sur le règne de Radama 1er*, Tananarive, 1962, p. 33, donne une remarquable analyse de ce règne capital.

tholiques, dont une grande partie au Betsileo où les missions catholiques s'étaient installées en 1871.

Les deux missions obtinrent des résultats étonnants sur le plan de la scolarisation. En 1894 il y avait 137 000 élèves dans les écoles protestantes, 27 000 dans les écoles catholiques, une École normale, deux collèges d'enseignement secondaire ; une Académie médicale fondée en 1886 formait des médecins, dentistes et infirmiers malgaches, et déjà une première génération d'intellectuels malgaches de formation occidentale collaborait à des revues éditées en malgache. En même temps le gouvernement malgache — c'est-à-dire le tout puissant ministre Rainilaiarivony — réformait l'armée, l'administration et la justice par *le code des 101 articles* en 1868, le *code des 305 articles* en 1881 qui essayaient de concilier, tout au moins dans la législation sinon dans les mœurs, la tradition et le christianisme.

Cependant, la transformation de la société consécutive à la christianisation et à la scolarisation n'était sensible que dans l'Imerina. Encore y était-elle superficielle et assortie d'une xénophobie croissante comme allait le montrer la grande insurrection de 1896-97, qui débuta dans l'ouest de l'Imerina. Dans tout le reste de la Grande Ile la société demeurait inchangée, aussi bien dans les pays où la suzeraineté merina était effective, soit plus des *deux tiers de l'île*, que chez les peuples demeurés indépendants du sud et de l'extrême ouest.

Les conditions d'intervention de la France sont bien connues. Pression des catholiques et des Réunionais installés à Madagascar, importance commerciale de l'Océan Indien après l'ouverture du canal de Suez sont les principales raisons de l'ultimatum de mars 1883 demandant « la cession de Madagascar au nord du 16e parallèle ». Le traité du 17 décembre 1885 entraînait un « protectorat fantôme » et « dix ans d'équivoque » (Deschamps, p. 182-189). Le corps expéditionnaire français débarqué à Majunga à partir de février 1895 s'empara de Tananarive le 30 septembre 1895. Dès le 22 novembre débutait la révolte des *fahavalo* (= les gens du nombre huit) qui réclamaient la suppression du culte chrétien, des écoles et de la corvée. A partir de mars 1896, l'insurrection que les Français pensaient éteinte à la suite d'une dure répression, gagnait du terrain, se rapprochait jusqu'à 15 km de la capitale et s'étendait à la presque totalité de l'île.

Le 6 août 1896 Madagascar était déclarée colonie française. Le 26 septembre l'abolition de l'esclavage était proclamée et, deux jours plus tard, le général Gallieni prenait le pouvoir. La pacification de l'île était à peu près terminée à la fin de 1897. La « période coloniale » commençait. Certes Madagascar avait la chance d'être gouvernée jusqu'en 1905 par l'un des grands coloniaux français, le général Gallieni, homme d'une remarquable ouverture d'esprit. Il n'en reste pas moins que son œuvre était basée au départ sur un malentendu que les instructions reçues du gouvernement français le 6 août 1896 résument assez bien (1). Les Hova y étaient qualifiés de « peuplade »

(1) Citées dans Deschamps, p. 237.

dominante et l'on sait tout ce que ce terme a de péjoratif dans la langue française. On les rangeait donc dans la même catégorie que les « peuplades » anthropophages du centre de l'Afrique! Comment s'étonner, après ce que nous avons dit de leur histoire précoloniale, que les Malgaches aient ressenti beaucoup plus profondément que d'autres peuples africains le « fait colonial ». A des hommes dont les pères avaient exercé des responsabilités politiques, à des hommes dont certains étaient beaucoup plus instruits que des « citoyens français » venus de la Réunion ou même de la Métropole, on a dit qu'ils devaient rester des subordonnés et on a enlevé toute possibilité de participer activement à l'histoire de leur propre pays.

Dans la méconnaissance systématique de l'histoire précoloniale réside certainement l'une des causes de la terrible insurrection de 1947, survenue chez un peuple réputé à juste titre pour la douceur de ses mœurs.

II. LES COMORES

L'archipel des Comores pourrait être traité aussi bien avec la Côte Orientale d'Afrique. Les Comoriens en effet parlent ki-swahili comme une partie importante des habitants d'Afrique Orientale, et si nous l'accrochons à Madagascar c'est en raison de l'importance du peuplement malgache et de la communauté de destin de ces terres où l'implantation française fut l'une des plus précoces au siècle dernier.

En fait l'histoire des Comores est très proche de celle des îles de la Côte Orientale. L'archipel appartient à l'aire maritime arabe, cette *mer de Lar*, domaine des boutres qui faisaient le trafic et qui s'inscrit dans le triangle approximatif Djibouti, Colombo, Zanzibar, Comores (1).

Les Arabes ont probablement débarqué dès le x^e^ siècle, sans doute après des groupements d'origine indonésienne, les *Oimatsaha.* L'origine maritime des Comoriens est marquée par le nom d'*Antalaotes* (malais *Laut :* la mer) portés par la plupart des Comoriens (2).

Le xv^e^ siècle voit l'invasion des *Chirazi* (Persans) qui couvrent les îles de petits sultanats. Au xvi^e^, des Sakalaves viennent de Madagascar sous la conduite d'un certain Diva Mami s'installer dans l'archipel où ils demeurent en communautés particulières gardant vis-à-vis de l'Islam une certaine réserve.

Au début du xix^e^ siècle, Mayotte sert de refuge à Andrian Souli, roi sakalave du Boina chassé par la conquête merina. Il impose son autorité aux sultans voisins ; nous verrons plus loin (3) comment il fut amené à céder l'île à la France.

Mohéli fut le théâtre de nombreuses guerres intestines avant que

(1) Toussaint, *Histoire de l'Océan Indien*, p. 58.
(2) Deschamps, *Madagascar*, 1947, p. 174.
(3) p. 523.

Ramenataka, beau-frère de Radama I^er^ et seul survivant du massacre de la famille royale par Ranavalona I^re^, ne devint roi de la petite île sous le nom d'Abd er Rhaman (1828-1842). Sa fille devait épouser un prince zanzibarite et louvoyer entre la protection française, les promesses de Zanzibar, les révoltes locales et le dynamisme de Lambert qui finit par mourir quasi ruiné dans cette île.

Anjouan fut, semble-t-il, gouverné dès le XV^e^ siècle par des *Phany* venus de Ceylan ou des Indes. Vers 1500 le Phany de Domini marie sa fille à un prince persan *Assani*. Le petit-fils de ce couple princier, *Masina Idaroussi*, réalise l'unité politique de l'île et Domini devient la capitale. De cette personnalité descendent les familles royales d'Anjouan. Abdallah qui règne de 1782 à 1791 transfère le siège du gouvernement à Moutsanoudou, c'est là que Saïd Abdallah devait accepter en 1886 le protectorat de la France.

La Grande Comore, islamisée de bonne heure, connaît de multiples querelles. Au milieu du siècle dernier Ahmer se réfugie à Anjouan où l'une de ses filles épouse Saïd Oma, fils du sultan régnant Abdallah. Le fils né de cette union Saïd Ali fait valoir ses droits et utilise l'appui de la France pour évincer ses rivaux.

Nous verrons dans quelles conditions ces terres seront protégées puis annexées par la France.

CHAPITRE VI

L'AFRIQUE DE L'EST

Le terme d'*Afrique orientale* ayant été utilisé pour désigner naguère la colonie allemande d'*Ostafrika*, puis la fédération britannique regroupant Kenya, Ouganda, Tanganyika, nous devons préciser ici que la partie du continent étudiée couvre l'ensemble de l'Afrique sud-saharienne située à l'est du Nil et des grands lacs, au nord de la Rovouma. Sur une carte politique du continent africain, elle apparaît séparée en neuf états tous indépendants sauf la minuscule côte française des Somalis qui a statut de territoire d'outre-mer. Déjà l'Éthiopie, le plus étendu et le plus peuplé (22 millions d'habitants), évoque bien peu d'images précises aux yeux du public cultivé francophone, mais certainement plus que les états de l'ancienne Afrique Orientale britannique : Kenya, Ouganda, Tanzanie ou que la Somalie, ex-britannique au nord, ex-italienne à l'est. Quant au Rwanda et au Bouroundi, une infime minorité saurait les situer et dire qu'ils faisaient partie de l'Afrique orientale allemande (devenue le Tanganyika en 1918) avant d'être placés sous mandat puis tutelle belge. Du Soudan ex anglo-égyptien la partie sud-orientale seule nous intéresse ici.

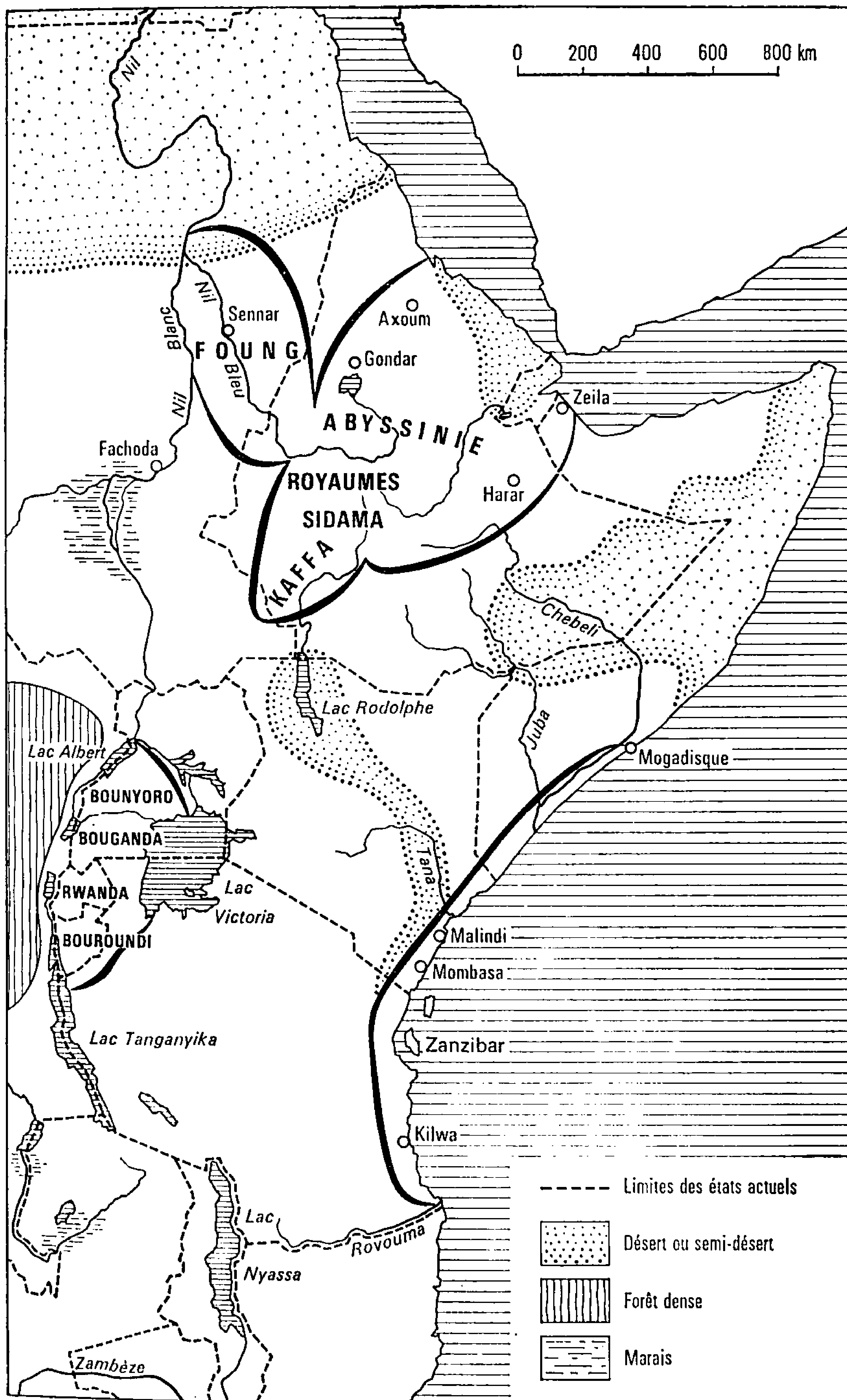
Bien qu'ils présentent une unité certaine au double point de vue de la géographie physique et du peuplement, ces pays n'ont jamais été étudiés ensemble par suite de leur appartenance à cinq puissances européennes différentes au cours de la période coloniale. Par son relief tout à fait particulier, l'Afrique orientale forme cependant un monde à part. Elle est constituée par une masse centrale de hautes terres disloquées s'élevant brutalement au-dessus des bassins du Nil et du Congo à l'ouest et de la zone basse du littoral de l'océan indien à l'est. Les diverses combinaisons climatiques réalisées par l'altitude et la latitude font qu'on y trouve un échantillonnage complet de tous les milieux naturels et donc de tous les genres de vie existant en Afrique. On peut, en simplifiant, les classer en deux grandes catégories qui se trouvent directement en rapport avec la distribution des pluies. Les *pasteurs* nomadisent à plus ou moins grande amplitude dans une steppe plus ou moins sèche qui se rapproche de la savane dans la moitié du Tanganyika et du désert dans le nord du Kenya ou bien devient franchement désertique dans les trois quarts de la Somalie et le cinquième de l'Éthiopie. Les *agriculteurs* n'ont pu s'installer que dans les régions recevant annuellement plus de 75 cen-

timètres de pluie ; en dehors d'une mince bande côtière au Kenya et au Tanganyika, les zones à vocation agricole correspondent assez exactement à celles dont l'altitude est supérieure à 1 800 mètres sur le plateau éthiopien, à 1000 mètres à l'ouest du lac Victoria (Ouganda-Rwanda, Bouroundi), à 1500 mètres au Kenya et au Tanganyika. Leur étendue relative est directement proportionnelle à la démographie de chacun des pays de l'Afrique Orientale. Le Rwanda et le Bouroundi, entièrement cultivables, connaissent des densités rurales exceptionnelles pour l'Afrique de 113 et 82 habitants au km^2. L'Ouganda, recevant sur presque toute sa surface plus d'un mètre de pluie, a 34 habitants au km^2 ; les quatre cinquièmes de la population de l'Éthiopie sont établis dans la *Waina Deiga* entre 1 800 mètres et 2 500 mètres d'altitude avec des densités beaucoup plus fortes que le nombre moyen de 19 au km^2 observé pour l'ensemble du territoire. Par contre, le Tanganyika et le Kenya ont respectivement onze et seize habitants au km^2 et la Somalie trois.

Il nous a paru nécessaire de rappeler ces données géographiques élémentaires parce qu'elles sont la clé de l'évolution historique et protohistorique de l'Afrique Orientale. Sur cet immense territoire où les conditions naturelles s'opposent rarement de façon absolue à la vie humaine, il n'existe en effet que trois « régions historiques » occupant à elles trois une surface relativement limitée. La première est le « bloc éthiopien » comprenant l'Abyssinie historique déjà étudiée dans le premier tome de cet ouvrage, le royaume Foung du Sennar et le royaume de Kaffa. La seconde est la « région interlacustre » avec les différents royaumes à sociétés plus ou moins stratifiées de l'Ouganda, du Rwanda, et du Bouroundi. La troisième est la zone côtière, sans rapports notables avec l'intérieur jusqu'au début du XIX^e^ siècle. Ces trois régions historiques correspondent à des zones de forte densité occupées de façon prédominante par des agriculteurs.

La relation entre le caractère sédentaire d'une population donnée, sa densité et son aptitude à l'histoire, apparaît donc évidente. Elle a pourtant été niée, jusqu'à une époque très récente, par les partisans de « l'hypothèse hamitique » suivant laquelle les pasteurs auraient été les seuls et indispensables introducteurs de la « civilisation » parmi les agriculteurs. Pourquoi cette théorie, contraire au simple bon sens, a-t-elle régné et règne-t-elle encore dans la plupart des ouvrages traitant de l'Afrique orientale ? Pourquoi les lycéens français apprennent-ils dans un manuel de géographie de 6e (1) par ailleurs excellent, publié en 1962, que « les Hamites, race basanée d'origine blanche, se sont métissés, sur les plateaux de l'Afrique orientale, avec les Bantous de race noire » ? Et comment a-t-on pu baptiser une « race » soi-disant blanche du nom de Cham (Ham en Anglais) le fils noir de Noë ?

(1) G. RODIER, P. RAISON, H. VARON, *Géographie classe de 6e*, p. 157 et 189, Armand Colin éd.



Carte 10 : Les trois « Régions Historiques » de l'Afrique de l'Est
— La côte
— Les royaumes interlacustres
— Le bloc Éthiopien.

I. L'HYPOTHÈSE HAMITIQUE

La réponse à ces différentes questions est un peu longue à exposer, mais le temps est venu, pensons-nous, de réfuter aujourd'hui cette « hypothèse hamitique » qui rend parfaitement obscure la littérature ethnologique ou linguistique consacrée à l'Afrique orientale. Il y a d'abord une question de terminologie. Les traducteurs français des œuvres originales écrites en anglais ou en allemand écrivent, suivant leur inspiration, Kamite, Hamite ou Chamite (1). Pour mettre un comble à la confusion, certains ont même employé les deux termes équivalents de Chamites et Hamites pour désigner respectivement les Hamites orientaux et septentrionaux des Anglais. Même si on lit directement les travaux anglais ou allemands, on risque d'ailleurs de s'égarer entre les Nilo-Hamites de Huntingford (2) et les Demi-Hamites de Seligman (3) entre les Nilotes chamitique de Baumann et Westermann (4) et les Nilotes orientaux et méridionaux de Köhler (5), car ces quatre appellations, précisons-le, concernent les mêmes peuples répartis entre le Soudan (Bari, Lotouko), l'Ouganda (Karamoja, Teso), le Kenya (Tourkana, Souk, Nandi, Massaï) et le Tanganyika (Massaï, Datoga).

Si nous éliminons les ambiguïtés de la terminologie et conservons les seuls termes de Hamites et Nilo-Hamites qui sont aujourd'hui les plus répandus, il reste à en préciser la signification, et ce n'est pas facile, car elle varie considérablement suivant les auteurs et suivant les époques. Pour retrouver le fil de cette « affaire hamite » il faut, comme dans un enquête policière, reprendre les choses au début. L'Anglais Speke fut le premier Européen à visiter les royaumes dits interlacustres situés à l'ouest du lac Victoria. Parti de Zanzibar à la fin de 1860 il séjourna au Karagwe (Tanganyika) un an plus tard, puis dans le Bouganda et le Bounyoro (Ouganda) en 1862. Revenu en Égypte par le Nil, il publia en 1863 le récit de son voyage (6). Les premières lignes de sa préface (p. 5) nous disent clairement ce qu'il entendait par hamite : « Je prétends décrire l'Afrique telle qu'elle est. Si ce tableau est chargé d'ombres, il faudra nous rappeler cette époque lointaine des fils de Noë où l'aîné de tous, l'infortuné Cham, frappé de la malédiction paternelle, se vit condamner à être l'esclave de Sem et de Japhet. » Et quelques pages plus loin (p. 9) on peut lire sous le sous-titre général « Faune » : « En traitant cette branche d'histoire

(1) Le nom du fils noir de Noë s'écrit Cham en français, Ham en anglais, Kam en allemand.
(2) G. W. P. Huntingford, Chap. III, p. 58-93, *in History of East Africa*, Oxford, 1963.
(3) C. G. Seligman, *Races of Africa*, Londres, 1930. Trad. franç. *Les races de l'Afrique*, Paris, Payot, 1935.
(4) H. Baumann und Westermann, *Völkerkunde von Afrika*, Essen, 1940, Trad. franç. *Peuples et civilisations de l'Afrique*, Paris, Payot, 1948.
(5) O. Köhler, *Die Ausbreitung der Niloten*, Berlin, 1950.
(6) J. H. Speke, *Journal of the Discovery of the Source of the Nile*, Londres, 1863. Trad. franç : *Les Sources du Nil*, Paris, 1865.

•••••••••• Bantu line

DINKA Langues nilotiques

NANDI Langues dites nilo-hamitiques

MORU Langues soudanaises rattachées au groupe Central Sudanic

Murle Langues soudanaises rattachées au groupe Eastern Sudanic

Kapoeta Nom apparaissant dans les traditions de migrations

0 100 200 300 400 500 km

Carte 11 : Hypothèse hamitique (Groupe Eastern Sudanic de Greenberg).

naturelle nous commencerons par l'homme, c'est-à-dire par le vrai nègre aux cheveux crépus, au nez plat, aux lèvres saillantes, et *sans comprendre les Houma sous cette dénomination générique.* »

Qui étaient donc ces Houma si soigneusement exclus d'une définition peu flatteuse tant au physique qu'au moral ? Bien que noirs ils différaient du « nègre » conventionnel, en ce sens qu'ils avaient une taille plus élevée, le cheveu moins crépu, les lèvres moins éversées et surtout le nez plus étroit. Ces Houma étaient à l'origine exclusivement pasteurs et s'étaient imposés comme classe dirigeante au milieu des agriculteurs nègres. Par une démarche intellectuelle commune à tout voyageur en pays étranger, Speke chercha à quel peuple déjà vu il pouvait rattacher cette « race remarquable » (p. 218) des Houma. Il en était alors à son troisième voyage en Afrique. Le deuxième avait eu lieu en 1857-59 avec R. Burton dans la région centrale de l'actuel Tanganyika et avait abouti à la controverse sur la signification du lac Victoria par rapport au Nil ; le premier également effectué avec R. Burton en 1854-55 s'était situé beaucoup plus au nord dans le nord de la Somalie et la région de Harar en Éthiopie. Speke y avait rencontré des cultivateurs abyssins et des pasteurs Galla et avait expliqué leurs rapports sociaux respectifs par une invasion de pasteurs Sémites venus d'Asie parmi les cultivateurs africains Hamites. Sans s'arrêter aux différences de nom, de langue ou de coutumes, Speke déclara alors gravement à un public bien incapable de le contredire que les Houma des royaumes interlacustres étaient les descendants des pasteurs Galla et devaient donc être considérés comme des métis de Sémites et de Hamites (*semi-Shem-Hamitic* en anglais).

De cette brève analyse de l'ouvrage publié par Speke en 1864, il ressort que les Hamites représentaient à ses yeux les « vrais nègres » avec une nuance péjorative très nette. Comment alors, et par quelle chaîne de raisonnements, en est-on arrivé à employer ce même mot de Hamite pour désigner « une race basanée d'origine blanche », comme le dit l'auteur du manuel de Géographie de 6e déjà cité ? La faute en incombe certainement aux linguistes et plus particulièrement à l'Allemand Meinhof qui publia en 1912 son livre demeuré longtemps classique intitulé *Les langues des Hamites* (1). Suivant la voie tracée dès 1860 par C. Lottner (2), il groupait dans une même famille quatre grands groupes linguistiques : *l'Égyptien ancien*, *le Berbère*, *les langues sémitiques de l'Asie* (parmi lesquelles l'Arabe, l'Hébreu et les anciennes langues sud-arabiques qui sont à l'origine du Guèze, langue liturgique de l'église éthiopienne et de l'Amharique, langue officielle de l'Éthiopie), enfin les *langues couchitiques de l'Afrique* parlées en Éthiopie (Agao, Sidama, Galla), dans l'est du Soudan (Beja), en Somalie (Somali), dans la Côte française des Somalis (Afar ou Danakil), au Kenya (Galla et Somali), et jusqu'au Tanganyika (Irakou du lac

(1) C. Meinhof, *Die Sprachen der Hamiten*, Hamburg, 1912.
(2) C. Lottner. *On Sister Families of Languages, Specially those connected with the Semitic Family* in, *Transactions of the Philological Society*, 1860-61.

Eyassi). Dans cette famille à la fois asiatique (Sémitique) et africaine (Berbère, Égyptien, Couchitique) il incluait plusieurs autres langues africaines : le Peul, les langues dites Nilo-hamitiques dont nous avons parlé précédemment (Bari, Karamoja, Souk, Massaï, etc...), le Hottentot, le Haoussa et il nommait langues hamitiques toutes les langues africaines de la famille étendue qui prenait alors le nom de famille Hamito-Sémitique.

Si on excluait les Haoussa de Nigeria et les Sidama-Agao d'Éthiopie, il semblait y avoir une correspondance frappante entre les langues hamitiques et un mode de vie centré sur les activités pastorales ; on observait, d'autre part, que la très grande majorité de ces peuples pasteurs de langue hamitique appartenait au type « éthiopien » caractérisé par une face étroite sans prognathisme, des lèvres minces, un nez étroit et une couleur de peau variable entre café au lait et noir, mais très souvent plus claire que celle des « vrais nègres ». Bref, le visage de ces pasteurs évoquait de façon plus ou moins proche un visage européen. Le grand mot était lâché ; qui disait européen ou europoïde pensait immédiatement à une supériorité intellectuelle innée. Quel que soit le mode de vie de ces Africains europoïdes, ils appartenaient *par définition* à une race de seigneurs (*Herrenvolk* des Allemands). L'explorateur J. Thomson, parcourant le pays des Massaï (Kenya-Tanganyika) en 1883, fournit un excellent exemple de ce mode de pensée universellement admis à l'époque de la découverte du continent africain (et longtemps après, hélas!). Après avoir insisté sur les coutumes « sauvages » des Massaï, la pauvreté de leur civilisation matérielle et artistique, il écrit (1) : « Les Massaï ne sont ni nègres ni alliés aux peuplades bantou avec lesquelles nous ont familiarisés les récits des grands voyageurs africains. Le développement de leur crâne, non moins que leur langage, les sépare nettement des naturels des régions centrale et méridionale et *leur assigne une place beaucoup plus élevée dans la série humaine.* »

A partir de ces remarques, le mot hamite fut employé non plus dans l'acception purement linguistique du début, mais avec un sens anthropologique et ethnologique précis. Les Hamites étaient des pasteurs de type « éthiopien » (ou « europoïde » ou « caucasoïde »), plus intelligents que les « vrais Nègres ». Il est évident que ce type europoïde est beaucoup plus répandu dans l'Afrique blanche que dans l'Afrique noire ; on passa alors au stade suivant d'une assimilation aux bases pourtant bien fragiles et on appela Hamites septentrionaux les Berbères et les Égyptiens, oubliant complètement la signification primitive du mot Hamite = fils de Ham le fils noir de Noë. Pensant que la parenté lointaine entre les langues anciennes de l'Afrique septentrionale et les langues couchitiques de l'Afrique orientale suffisait pour en faire des cousins, on appela Hamites orientaux les peuples de langue couchitique.

(1) J. THOMSON, *Through Masailand*, Londres, 1885. *Au pays des Massaï*, trad. française, Paris 1886, p. 270.

Mais on ne s'arrêta pas là. L'Anglais Seligman développa en 1930 dans son livre sur les *Races de l'Afrique* une théorie « raciste » du peuplement de l'Afrique. « L'histoire de l'Afrique au sud du Sahara n'est que l'histoire de la pénétration, au cours des âges, par à-coups irréguliers, du Nègre et du Bochiman, par le sang et la civilisation hamitique (1) ». Il distingua une population primitive du continent africain composée de Bochimans et de Négrilles, suivie de « vrais Nègres » et de « Hamites », puis les Hottentots « résultat d'une hybridation des Bochimans avec d'anciens envahisseurs hamites » (p. 32), enfin les Nègres hamitisés (Demi-Hamites, Nilotes et Bantou).

Parmi les Bantou « l'infusion de sang hamitique qui les différencie des vrais Nègres a été la plus forte à l'est et au sud » (p. 158) et « c'est sans doute à une influence caucasienne que nous devons le curieux mélange d'éléments primitifs et avancés dans les royaumes interlacustres » (p. 186). Pour Seligman et pour la quasi-totalité des auteurs, les fameux Houma (ou Hima) de Speke qui constituent la classe dirigeante de Bouganda et du Bounyoro et les Toutsi qui leur correspondent dans les royaumes du Rwanda et du Bouroundi sont donc évidemment des Hamites, puisqu'ils sont des pasteurs-seigneurs de type « éthiopien », *bien qu'ils parlent des langues bantou.* Par une chaîne d'interprétations pour le moins abusives on est ainsi parvenu à éclaircir progressivement les Hamites d'il y a un siècle et à en faire des « presque Blancs »!

On reste confondu devant l'extraordinaire montage de cette « théorie hamite » et il faut savoir gré au linguiste américain J. Greenberg d'avoir enfin fourni des arguments linguistiques solides permettant de démolir cette ahurissante construction d'esprits européens imbus de leur supériorité. Greenberg a démontré (2) (3) que le Peul et le Hottentot devaient être détachés de la famille hamitique où les avait fait entrer Meinhof. Les langues nilo-hamitiques doivent être rattachées aux langues nilotiques du Soudan méridional (Dinka, Nouer, Chillouk, Anouak), de l'Ouganda (Acholi, Lango, Alour) et du Kenya (Louo du golfe de Kavirondo). L'ensemble des langues nilotiques et nilohamitiques forme la branche soudanique orientale (*Eastern Sudanic*) de la famille Chari-Nil, elle-même partie de la classe II « Nilo Saharienne » des langues africaines.

La famille hamitique est ainsi réduite aux langues couchitiques de l'Est africain et à une famille de langues « tchadiennes » dont la plus importante est le Haoussa. Pour éviter toute fausse interprétation de ce mot « hamitique », Greenberg pense qu'il doit être supprimé entièrement et propose d'appeler Afro-Asiatique l'ancienne famille Hamito Sémitique qui comprend quatre grands groupes africains : Égyptien, Berbère, Couchitique, Tchadien et un groupe asiatique : le Sémitique, dont certaines langues ont d'ailleurs une grande

(1) C. G. Seligman, *op cit.*, p. 20.
(2) J. H. Greenberg, *Studies in African Linguistic Classification* in *Southwestern Journal of Anthropology 1949-1950*, trad. franç. dans BIFAN, 1954-55.
(3) *The languages of Africa*, Indiana University, 1963.

diffusion moderne en Afrique (Arabe, Tigré, Amharique). Le grand réformateur de la linguistique africaine souligne par la même occasion l'inanité de l'affirmation suivant laquelle Hamite égale pasteur conquérant. Les vrais peuples pasteurs de l'Afrique orientale, ceux pour lesquels le bétail constitue la base de la vie matérielle et spirituelle, appartiennent au groupe linguistique Soudanique oriental (Nilotes et Nilo-Hamites) ou bien parlent des langues bantou comme les Hima du Bounyoro (Ouganda) ou les Toutsi du Rwanda et du Bouroundi. Les Couchites sont généralement pasteurs, mais leur vie n'est pas centrée sur le culte du bétail comme celle des précédents (1).

Nous espérons avoir démontré, par un exposé nécessairement un peu long, que *le mot Hamite* (*ou Chamite ou Kamite*) *et tous ses composés doivent être rayés du vocabulaire africaniste* et que les classifications linguistiques ne doivent pas être mélangées à des notions d'anthropologie ou d'ethnologie comparée. Les très nombreuses découvertes de fossiles faites dans la Rift Valley orientale au Kenya et au Tanganyika auraient, d'ailleurs, dû inciter les préhistoriens à réétudier, en même temps que les linguistes, le peuplement primitif de l'Afrique Orientale. Malheureusement, aucune liaison n'apparaît dans la plus récente œuvre de synthèse concernant l'ancienne Afrique Orientale britannique (2) entre le chapitre de la préhistoire et celui du peuplement. Il est pourtant démontré que le type fossile caucasoïde (ou éthiopien ou éthiopide suivant les auteurs) est apparu dans la Rift Valley il y a au moins 13 000 ans, ceci pour donner l'âge le plus « jeune » attribué à l' « homme d'Oldoway ».

Il semble bien que les préhistoriens aient, eux aussi, été conditionnés souvent inconsciemment par « la théorie hamitique ». En affirmant le caractère « négroïde » ou « caucasoïde » de tel ou tel squelette fossile, ils paraissent oublier que les trois traits essentiels de la race noire sont la couleur noire de la peau, la couleur noire de la chevelure et son crépelage, enfin l'épaisseur des lèvres. *Aucun de ces trois caractères n'apparaît sur le squelette;* il est donc parfaitement illogique de déduire du caractère « caucasoïde » d'un squelette que son propriétaire était obligatoirement blanc. Personne n'en sait rien et il est tout aussi peu scientifique de « noircir » systématiquement les squelettes fossiles « négroïdes » de Grimaldi (près de Menton), comme vient de le faire récemment Cheikh Anta Diop (3), en voulant prouver que « les tout premiers homosapiens étaient des négroïdes ».

Ainsi certains Africains, prenant le contre-pied exact de la théorie hamite qui voulait à tout prix « blanchir » leurs ancêtres, décident-ils aujourd'hui de « noircir » les habitants primitifs de l'Europe (!). Il serait temps que les uns et les autres séparent la mythologie de la science ; il est normal que les Blancs, les Noirs ou les Jaunes aient

(1) GREENBERG, *The languages of Africa*, p. 51.
(2) *History of East Africa*, vol. I (jusqu'à la période coloniale), Oxford 1963. Ouvrage collectif sous la direction de R. OLIVER et G. MATHEW.
(3) CHEIKH ANTA DIOP, *Histoire primitive de l'humanité. Évolution du Monde Noir*, Présence africaine, n° 51, oct. 1964, p. 5.

chacun un « Adam », un premier homme correspondant à leur propre type physique ; mais puisque les os des fossiles découverts en Europe, en Afrique ou en Asie ont tous la même couleur, mieux vaut cesser d'entreprendre de démontrer par des arguments pseudo-scientifiques la supériorité supposée d'une des trois grandes races humaines sur les autres.

II. LES ROYAUMES INTERLACUSTRES

Ce n'est pas sans raison que la région interlacustre occupe une place de choix dans la littérature africaniste. Au quadruple point de vue géographique, ethnologique, linguistique et historique, elle possède en effet une individualité remarquable qui risque d'échapper à l'observateur politique moderne en raison de son inclusion dans quatre états : le Rwanda, le Bouroundi, l'Ouganda et le Tanganyika.

L'histoire du Karagwe et du Bouha, qui occupent à eux deux moins du vingtième de la surface totale du Tanganyika dans sa partie nord-occidentale, présente peut-être un intérêt limité. Mais il est impossible de comprendre l'évolution des trois autres états cités si l'on n'a pas présent à l'esprit le mode de formation de leurs sociétés plus ou moins stratifiées à gouvernement toujours aristocratique.

Dans toute l'Afrique noire le Rwanda (2,8 millions d'habitants) et le Bouroundi (2,7 millions) sont les *seuls* états homogènes au point de vue linguistique et historique. D'autre part, ils présentent sur le plan de la sociologie africaine en général un intérêt de premier plan du fait qu'ils ont évolué à l'écart de toute influence asiatique ou européenne jusqu'à la dernière année du XIX^e^ siècle ; le système social et politique original qu'ils ont élaboré est *purement africain;* basé sur un fonds commun immédiatement perceptible, il comprend cependant quelques différences qui permettent d'expliquer la ligne politique divergente suivie par ces deux états depuis leur indépendance.

L'Ouganda est loin d'avoir la même homogénéité que le Rwanda et le Bouroundi. Ses sept millions d'habitants appartiennent à treize ethnies principales et *seule sa moitié méridionale est comprise dans la région interlacustre.* Elle est elle-même divisée en quatre royaumes liés entre eux par un statut fédéral : le Bounyoro, le Toro et l'Ankolé d'une part, le Bouganda d'autre part. Précisons tout de suite que, si le Bouganda a donné son nom à un territoire six fois plus peuplé et quatre fois plus étendu que le sien, sa prépondérance est relativement récente et a été grandement favorisée par l'occupation anglaise. C'est aux XIXe siècle seulement qu'il a doublé d'étendue en s'agrandissant vers l'ouest aux dépens du Bounyoro qui, depuis le XVe siècle, avait joué le rôle d'état suzerain. Il ne s'agit pas du tout d'une « histoire ancienne » qui aurait été définitivement réglée pendant la période coloniale, mais bien d'un conflit toujours actuel qui a pesé et pèse encore sur la politique intérieure de l'Ouganda. Car, dans

Limite des états actuels
Bantu line
Forêt dense
Forêt et herbe à éléphants
plus de 3000 mètres
Dimple based pottery
BIGO Culture - Limites présumées du Bounioro - Kitara
SIRIKWA Culture - Zones riches en éléments de la "civilisation azanienne"
Station préhistorique ou site archéologique
NKORE Groupe linguistique Bantou
ACHOLI (XVIIIe-XIXe S.) Groupe linguistique non Bantou et date approximative d'installation dans l'habitat actuel

0 100 200 300 km

Carte 12 : Le plateau interlacustre — Archéologie et linguistique.

toute l'Afrique noire, l'Ouganda est sans doute l'état dans lequel l'histoire précoloniale joue le plus grand rôle. Dès 1906, soit treize ans seulement après l'établissement du protectorat britannique, paraissait à Kampala, capitale traditionnelle du Bouganda, l'ouvrage en louganda de Sir Apollo Kagwa, intitulé *Ebika bya Buganda*, qui codifiait en quelque sorte les traditions historiques locales en faisant évidemment la partie belle au Bouganda dans la relation des conflits de voisinage. Repris et augmenté sous des titres différents, ce livre a été le best-seller louganda jusqu'en 1953 où une 4e édition de *Ekitabo kya Basekabaka be Buganda* paraissait à Londres. Mais il est loin d'être le seul ouvrage historique en langue vernaculaire. Il existe une histoire de l'Ankolé en deux volumes (1), une du Bounyoro Kitara (2), sans compter de nombreux articles écrits en louganda ou en anglais dans *The Uganda Journal* (3).

L'imprégnation historique ainsi réalisée a entraîné l'exagération d'un double complexe de supériorité : celui des Baganda sur les Banyoro et celui des Baganda et des Banyoro sur leurs voisins. D'où les difficultés rencontrées par les Anglais dans l'établissement d'un état unitaire de l'Ouganda et plus encore dans la création d'une Fédération de l'Afrique Orientale Britannique. Il semble bien que l'indépendance proclamée le 9 octobre 1962 n'ait pas fait avancer la solution de ces problèmes. Elle a par ailleurs indéniablement augmenté l'intérêt populaire pour les recherches archéologiques qui sont en train de renouveler complètement la connaissance historique de la moitié méridionale de l'Ouganda, comme en témoigne la participation active et enthousiaste apportée aux archéologues professionnels par les étudiants de Makerere College.

L'histoire du plateau interlacustre du XVIe au XIXe est relativement précise tout au moins quant aux généalogies royales, grâce aux patients recoupements des diverses traditions locales. Mais il nous apparaît indispensable de la faire précéder d'un tableau d'ensemble avant le XVIe siècle, tableau que de récentes découvertes archéologiques autorisent à tenter à la fin de 1964, mais qu'il était impossible de présenter lors de la rédaction du premier tome de cet ouvrage.

I. Le plateau interlacustre avant le XVIe siècle.

La base de l'unité ethnologique remarquable constituée par la région interlacustre réside dans sa double vocation à la fois agricole et pastorale et dans l'établissement de structures étatiques hiérarchisées caractérisées par la position prédominante d'une minorité pastorale de type physique éthiopide sur une population d'agriculteurs de type physique négride et de langue bantou. La limite nord de la région interlacustre correspond, en effet, exactement à la *Bantu line* de l'Ouganda qui joint le nord du lac Albert au Mont

(1) (2) (3) Bibliographie dans *History of East Africa*, 1963, p. 470-71. *The Uganda Journal*, organe de *The Uganda Society*, publie depuis 1935 des articles historiques littéraires et scientifiques sur l'Ouganda.

Elgon en passant un peu au sud du Nil Victoria et sur la rive septentrionale du lac Kioga ; au sud, la région interlacustre s'arrête en même temps que la zone de pâturage du bétail à longues cornes et à dos plat, c'est-à-dire le long d'une ligne oblique qui joint l'extrémité sud-ouest du lac Victoria à Oudjiji situé au tiers septentrional de la côte orientale du lac Tanganyika.

Origine des pasteurs.

Obnubilés par l'*a priori* de la supériorité innée des Ethiopides, les tenants de « l'hypothèse hamitique » ont émis de nombreuses théories sur l'origine des pasteurs. Bien peu de certitudes émergent aujourd'hui. On peut seulement affirmer.

A) que les pasteurs Hima de l'Ouganda et Toutsi du Rwanda et Bouroundi ne sont pas apparentés aux Galla, comme l'écrivait Speke il y a un siècle. La migration Galla vers le sud date en effet du XVI^e^ siècle ; elle est donc très postérieure à l'arrivée des Hima dans l'Ankolé (Ouganda), pays atteint le premier, sans doute avant le XIII^e^ siècle, par la vague d'immigration.

B) Les pasteurs venaient en tout cas du nord, mais on discute encore entre le Bahr el Ghazal, berceau des Nilotes Dinka et Nouer, et les pays Sidama de langue couchitique au sud-ouest du plateau éthiopien.

C) Les pasteurs ne sont pas arrivés par une unique migration de grande envergure, mais par petits groupes largement échelonnés dans le temps.

D) Les pasteurs ont trouvé le plateau interlacustre déjà occupé par des cultivateurs Bantou qui avaient défriché une grande partie de la forêt primitive.

Origine des cultivateurs.

Toujours à la suite du même raisonnement qui faisait des Ethiopides les seuls personnages importants de la région interlacustre, on ne s'est guère intéressé à l'origine des cultivateurs. Pourtant leur civilisation matérielle apparaît beaucoup plus développée que celle des pasteurs et leur langue plus chargée de dynamisme puisque les pasteurs conquérants ont complètement perdu la leur tout en gardant un type anthropologique distinct. Fait exceptionnel en linguistique où la disparition d'une langue s'accompagne toujours de métissage. Le rôle primordial joué par les agriculteurs Négrides dans la formation des royaumes interlacustres est marqué par le fait que les pasteurs de langue nilotique ou nilo-hamitique (*Eastern Sudanic* de Greenberg) vivant au nord de l'Ouganda ou au sud du Soudan n'ont jamais formé de royaumes historiques.

La question si complexe des migrations primitives Bantou vient d'être éclairée considérablement par la découverte de sites préhistoriques contenant une poterie très particulière appelée *Dimple-based ware*, ressemblant beaucoup à la *Channeled ware* de Rhodésie.

Sept sites ont été fouillés dans l'Ouganda central et dans les îles au nord du lac Victoria (1), une dizaine au Kenya entre le Mont Elgon et le golfe de Kavirondo (2), sept dans le Rwanda central et deux dans dans la province du Kivou au Congo (3). La quasi similitude de poteries découvertes à des centaines de kilomètres de distance, leur association constante à la métallurgie du fer et l'homogénéité des langues Bantou suggèrent une dispersion très rapide des Bantou primitifs. Malheureusement, on ne dispose aujourd'hui que d'une seule date Carbone 14 à Nsongeji sur la frontière Ouganda Tanganyika où la *Dimple based pottery* a été datée du x^{e} siècle après J.-C. (924 ± 150).

Nous avons dit (4) que les Bantou primitifs avaient suivi le bord septentrional de la forêt congolaise, puis la ligne de partage des eaux Congo-Nil (marquée sur la carte par la frontière Soudan-Congo et Congo-Ouganda) qui constitue la voie d'accès de beaucoup la plus facile vers le plateau interlacustre. Le Nil peut être franchi assez aisément au nord du lac Albert : on aboutit alors dans le nord du Bounyoro. Si on longe la rive occidentale du lac Albert, on peut franchir également sans trop de mal la Semliki au nord ou au sud du Ruvenzori : on aboutit dans l'Ankolé. Enfin, si l'on contourne le lac Edouard au sud, on aboutit dans le Rwanda. Ces trois itinéraires ont certainement été employés par les premiers Bantou, ce qui permet d'expliquer la très grande ressemblance existant entre les langues nyoro, nkore (Ankolé), kinyarwanda, kirundi, haya (Karagwe) et ha. (Le Karagwe et le Bouha sont à l'est du Rwanda et du Bouroundi).

Par contre, les langues ganda et soga du Bouganda et du Bousoga se différencient assez nettement du groupe précédent, bien qu'elles appartiennent également à la famille « interlacustre » des langues Bantou. Il paraît logique d'attribuer ce fait linguistique à la dispersion de deux groupes *semblables* de Protobantou dans deux régions occupées chacune par une population primitive *différente*. Or, il se trouve que nous sommes exceptionnellement bien renseignés sur les populations préhistoriques qui vivaient soit à l'ouest, soit à l'est de l'Ouganda interlacustre. A l'ouest la couche archéologique supérieure du site préhistorique d'Ishango au nord du lac Edouard (Congo-Léo) contient, à côté d'une industrie de pierre taillée très fruste, des meules et des broyeurs en pierre polie et de nombreux harpons en os à un ou deux rangs de barbelures. La date attribuée à cette industrie par le Carbone 14 est de — 6500. Rappelons qu'à cette époque, selon toute probabilité, la terre égyptienne n'existait

(1) MERRICK POSNANSKY. *Pottery types from archaelogical sites in East Africa*, JAH II, 2, 1961, carte p. 179.
(2) M. D. et L. S. B. LEAKEY, W. F. OWEN, *Dimple-based pottery from Central Kavirondo, Kenya Colony*, Coryndon Museum Occasional Papers, Nairobi, 1948.
(3) J. HIERNAUX et E. MAQUET, *Cultures préhistoriques de l'âge des métaux au Ruanda-Urundi et au Kivu (Congo belge)*, *Mémoires de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer*, t. X, fasc. 2, Bruxelles 1960.
(4) *Supra*, p. 29-31.

pas encore, la vallée du Nil n'ayant pris sa forme actuelle que vers — 6000, au début du dessèchement saharien. Il est par conséquent exceptionnellement intéressant de savoir que des sociétés de pêcheurs sédentaires pratiquaient déjà certaines techniques rattachées généralement au Néolithique *avant* le Néolithique égyptien ; ce fait vient confirmer notre hypothèse exposée dans le premier volume de cet ouvrage sur l'antériorité de certains traits du Néolithique saharien sur le Néolithique égyptien. Il serait en effet extraordinaire que les pêcheurs d'Ishango n'aient pas eu de descendants.

Malheureusement, les préhistoriens n'ont pas essayé de faire la liaison entre les industries préhistoriques des derniers millénaires avant J.-C. et le peuplement primitif de l'Afrique. C'est particulièrement frappant dans le cas de la *Rift Valley* orientale au Kenya et au Tanganyika. Plus d'une centaine de fossiles humains y ont été découverts et étudiés, dont la grande majorité appartient au type « caucasoïde » des préhistoriens que nous préférons appeler éthiopide. Le plus ancien est daté au minimum de — 11000 (Homme d'Oldoway). Les plus récents (cimetière de Nakuru) sont du 1er millénaire *après* J.-C. et leur civilisation appelée *Stone Bowl Culture* est nettement néolithique ; elle continue l'Elmenteïtien daté de — 5000, lui-même très semblable au Capsien supérieur daté de — 11000 qui contient la poterie la plus ancienne du monde entier (1). Donc, pendant dix millénaires au moins, une civilisation préhistorique remarquablement précoce s'est épanouie dans la Rift Valley orientale ; elle s'est poursuivie durant le 1er millénaire après J.-C., époque présumée des migrations Bantou primitives. Alors ! La même question se pose que pour les gens d'Ishango, mais plus précise parce que la fin de la *Stone Bowl Culture* est toute récente. Le site de Lanet, qui appartient déjà à l'âge des Métaux, mais est rattaché à la Stone Bowl Culture, a été daté de la fin du XVIe siècle après J.-C. Il précède donc immédiatement l'arrivée des Massaï, occupants actuels de la Rift Valley orientale. Que sont devenues ces populations certainement nombreuses ? Elles ont évidemment émigré à partir du moment où la Rift Valley a commencé à se dessécher, comme avaient émigré les Néolithiques sahariens lors du dessèchement du grand désert. Pourquoi certaines d'entre elles n'auraient-elles pas emprunté l'itinéraire suivi de nos jours par le chemin de fer de l'Ouganda, aboutissant justement dans le Busoga, au sud du Mont Elgon ? Nous pensons qu'une telle migration expliquerait le type physique de la masse des Baganda qui évoque un métissage *ancien* entre le type nègride et le type éthiopide, expliquerait également l'habileté artisanale très remarquable des Baganda, héritiers d'une civilisation préhistorique très ancienne, cadrerait enfin avec les traditions d'origine Ganda qui font venir l'ancêtre primitif du mont Elgon (2).

(1) SONIA COLE, *The Stone Age of East Africa*, chap. II, in *History of East Africa*, vol. I 1963, p. 42-43.
(2) De nombreuses grottes artificielles taillées dans le roc existent sur les pentes du mont Elgon. Leurs constructeurs sont inconnus.

Tradition orale et archéologie pré-Bito.

Comme nous l'avons dit précédemment, les habitants du plateau interlacustre s'intéressent beaucoup à l'histoire. Il est très remarquable que les traditions historiques remontent au XIIIe siècle et que leur véracité ait pu être vérifiée par des fouilles faites sur les emplacements d'anciennes capitales invisibles sur le terrain. Il est certain d'autre part qu'il s'agit de traditions de cour, transmises de génération en génération dans un but essentiellement utilitaire, celui de renforcer un sentiment national de respect et d'obéissance à l'égard de la dynastie régnante. D'où l'omission systématique des défaites contrebalancée ici par les interactions constantes entre les différents royaumes ; par exemple une défaite « oubliée » dans la tradition Rwanda sera connue grâce à la tradition Nkore qui l'a retenue comme une victoire. Plus grave encore que les omissions apparaissent les transformations et manipulations raisonnées de la tradition suivant le contexte historique. Ainsi l'histoire du Bouganda fut écrite au début du siècle à une époque où le Bouganda était « l'enfant chéri » des Anglais qui n'avaient pas encore pardonné au Bounyoro son hostilité systématique. Elle se garde donc de souligner le fait que le Bouganda ne fut que l'un parmi les états *vassaux* du Bounyoro jusqu'au milieu du XVIIIe siècle. D'autre part, elle représente Kintou, le premier *kabaka* du Bouganda, comme un étranger « blanc » venu « civiliser » les Baganda ; en ceci elle se conforme à l'hypothèse hamitique. Mais aujourd'hui qu'ils sont indépendants, les Baganda revendiquent des ancêtres autochtones (1) et ont découvert à Kintou une nouvelle généalogie remontant à Kabaka Mountou (Mountou = l'homme) et sa femme, placés par Dieu dans un pays vide, près d'Entebbe (!). De même les mythes d'origine des Rwandais ont subi des modifications sensibles avec la Révolution (2), car les nouveaux dirigeants Houtou, tout en désirant conserver l'un des fondements essentiels de la conscience nationale rwandaise, ne pouvaient plus admettre la naissance divine de l'Ancêtre Toutsi.

Quoi qu'il en soit de la valeur absolue de chacune des traditions, leur recoupement a permis de présenter un schéma historique de la région interlacustre avant le XVIe siècle.

Pour le comprendre il faut se rendre compte que les quatre grands royaumes historiques de l'Ouganda interlacustre ont aujourd'hui une étendue très différente de ce qu'elle fut autrefois. Le Toro (région de Fort-Portal) ne devint un royaume qu'au début du XIXe siècle, il était auparavant une province du Bounyoro, qui, nous l'avons dit, couvrait la partie occidentale et méridionale de l'actuel Bouganda. Le Bouganda primitif s'étendait sur 40 km² environ autour de Kampala-Entebbé dans une région à la végétation très dense où la princi-

(1) CHARLES E. S. KABUGA, *The genealogy of kabaka Kintu and the early bakabaka of Buganda*, U. J. 27, 2, 1963, p. 205-216.
(2) MARCEL d'HERTEFELT, *Mythes et idéologies dans le Rwanda ancien et contemporain* in *The Historian in Tropical Africa* 1964, p. 219-235.

pale ressource alimentaire était et est encore la banane. Il est évident que les pasteurs venant du nord ne furent pas attirés vers cette zone très pluvieuse au nord-ouest du lac Victoria, ni par la région forestière qui s'étend dans le centre de l'actuel Bounyoro parallèlement au lac Albert, ni dans l'ouest de l'actuel Toro sur les pentes du Rouvenzori. Par contre, ils s'établirent dans la zone médiane de l'Ouganda interlacustre, moins arrosée et couverte d'une savane plus ou moins épaisse mais particulièrement favorable à la vie pastorale. Le même type de prairies existe dans le Karagwe et le Rwanda central et oriental.

L'établissement des premiers clans de pasteurs semble dater du XIIIe siècle environ au sud de la rivière Katonga, dans l'actuel Ankolé d'abord, puis dans le Rwanda oriental. Vers le milieu du XIVe siècle sans doute, le clan des *Batchwezi* imposa son autorité aux *Abatembouzi* qui avaient introduit la métallurgie du fer dans la région et étaient probablement des agriculteurs nègres bantou cultivant surtout le mil. Les Abatembouzi partirent alors vers le sud et s'installèrent à l'angle sud-ouest du lac Victoria dans l'actuel pays des Soukouma qui constituent la tribu de beaucoup la plus nombreuse parmi les 120 tribus du Tanganyika (900 000 environ soit 12 % de la population totale). A partir de cet endroit la métallurgie du fer devait progresser vers la côte : le mot fer est d'origine bantou en kiswahili, alors que tous les autres noms de métaux sont d'origine arabe.

La deuxième moitié du XIVe siècle vit l'apogée du royaume Batchwezi qui couvrait la partie centrale de l'Ouganda interlacustre depuis le lac Kioga jusqu'au-delà de la Kagera (ouest du Bouganda actuel, Toro, Ankolé, nord du Rwanda et nord-ouest du Tanganyika). Les traditions fortement teintées de légende qui concernent les Batchwezi ont été confirmées de manière éclatante par la découverte de la *Bigo culture* (1) dans une zone correspondant exactement à celle où l'on conserve le souvenir de ces mystérieux souverains (2) (3) (4), zone centrée sur la rivière Katonga qui joint le lac George au lac Victoria et coupe en deux moitiés le territoire de l'Ouganda interlacustre. Bigo sur la Katonga est caractérisé par un système de tranchées de 2 m à 4 m 50 de profondeur moyenne bordées par des talus de 2 m de haut et s'étendant sur une longueur de plus de 10 km, entourant une surface elliptique de 15 km². A Ntusi (dix km au sud de Bigo) existent des traces d'ouvrages d'irrigation savante et les signes d'un peuplement intensif. Au nord de la Katonga les deux sites les plus importants sont ceux de Mubende Hill sur une colline de 1 560 mètres d'altitude, de Kibengo et Karwata ou Ensa za Kateboha à l'est du lac Albert. Mubende Hill est encore un lieu de culte fréquenté aujourd'hui.

Après avoir été considérées comme un système de fortifications, les

(1) F. C. LANNING, *Archaelogical investigations in Western Uganda 1957-59*, Conférence d'Histoire africaine de Londres, 1961.
(2) M. POSNANSKY, *Archaelogy in Uganda 1957-1961*, *id.*
(3) M. POSNANSKY, *Pottery types from archaelogical sites in East Africa.*
(4) M. POSNANSKY, *Towards an Historical Geography of Uganda*, East African Geographical Review, vol. I, p. 1, 1963.

immenses constructions en terre de l'Ouganda sont généralement interprétées aujourd'hui comme des villages royaux entourés de kraals à bétail comparables au village royal de Zimbabwé. Les Batchwezi étaient certainement des pasteurs et représentent la plus ancienne lignée royale des pasteurs Hima-Toutsi. L'importance même des déblais prouve que leur autorité était bien assise et qu'ils pouvaient mobiliser une main-d'œuvre considérable. En dehors des ouvrages de terre, la *Bigo culture* est caractérisée par une poterie peinte en quatre couleurs, différente de la *Dimple based pottery* et de la poterie actuelle et par l'absence de tout objet provenant de la côte.

La tradition est formelle sur la brièveté de l'hégémonie Batchwezi qui dura seulement deux générations, mais elle est fort obscure sur la façon dont les Batchwezi disparurent, sans doute parce qu'ils furent remplacés par d'autres pasteurs, qui, s'ils leur ressemblaient physiquement, étaient certainement beaucoup moins évolués. A ce sujet le nom du premier roi Bito paraît symptomatique : il s'appelait Isingoma Mpouga Roukidi, ce qui signifie « le père des tambours, celui qui vient du pays des hommes nus » (1). Les Bito qui ont formé les dynasties régnant encore aujourd'hui au Bouganda et au Bounyoro étaient une fraction de la grande famille des Nilotiques Lwo partis du sud-est de l'actuelle République du Soudan. Cette migration qui s'est étendue sur quatre siècles a entraîné la fixation d'importants groupes de langue Lwo au Soudan (Chillouk, Anouak, Bor, Jolouo), dans le nord de l'Ouganda (Acholi, Alour, Lango, Jopadhola) et jusque dans l'ouest du Kenya où les Louo du Kavirondo sont arrivés au XIX^e siècle seulement et où ils sont près d'un million aujourd'hui. Aucun de ces groupes Lwo n'a jamais formé d'état organisé. La question vient donc tout naturellement à l'esprit de savoir pourquoi et comment les Bito ont pu établir leur autorité sur un peuple manifestement plus civilisé et déjà organisé politiquement par les Batchwezi. La réponse n'est pas facile, car les Bito n'avaient pas non plus un armement supérieur à celui des Batchwezi. D'ailleurs les traditions ne parlent pas d'une conquête militaire, mais elles ont été manifestement « arrangées » pour faire des Bito les « cousins » (2) des Batchwezi, lesquels auraient trouvé tout naturel d'abandonner leurs terres et leurs biens les plus précieux avant de partir vers le sud!

Autre question qui n'a pas encore reçu de réponse définitive, celle de la date de l'invasion nilotique. R. Oliver, s'appuyant sur les dix-neuf générations royales depuis le fondateur de la dynastie Bito, la situe au début du XVI^e voire à la fin du XV^e. Mais il nous paraît plus logique de tenir compte de la mention d'une éclipse de soleil (3) dans les trois traditions du Bounyoro, de l'Ankolé et du Bouganda. Cette éclipse fut observée à Biharwe dans l'Ankolé (sud de l'Ouganda) par

(1) R. OLIVER, chap. VI de *History of East Africa : Discernible Developments in the interior*, c 1500-1840, p. 169-211.
(2) R. OLIVER, *op. cit.*, p. 182.
(3) SIR J. GRAY, *The Solar eclipse in Ankole in 1492 in*, Uganda Journal, 27 (2), 1963, p. 217-221.

le *cinquième moukama* (= roi) du Bounyoro qui venait de tuer Nakibinge, le *sixième kabaka* du Bouganda, et avait chassé de son royaume le *quatrième mougabe* de l'Ankolé. Les tables astronomiques montrent que deux éclipses furent visibles dans l'Ankolé, la première le 21 octobre 1492, la seconde le 20 juillet 1506. R. Vansina a choisi la deuxième date comme base de la chronologie du Rwanda et Sir J. Gray pense également que la tradition orale se rapporte à l'année 1506. On est par conséquent conduit à reculer d'un siècle environ la date de R. Oliver. Le premier moukama Bito du Bounyoro a dû régner au début et non à la fin du xv[e] siècle.

Le premier roi Bito s'installa sur la colline d'Ebourou, au nord de Moubendé. Son frère jumeau Kimera devint le premier kabaka du Bouganda. Conformément au principe énoncé plus haut de l'adaptation des traditions historiques africaines au contexte politique local, Kimera est présenté dans l'histoire ganda comme issu de l'union d'un petit-fils de Kintou avec une fille du roi du Bounyoro. L'origine nationale de la dynastie régnante est ainsi établie, la vérité de l'histoire étant moins importante aux yeux des Africains que sa fonction éducative et sociologique.

L'arrivée des Bito ouvre une nouvelle période pour l'ensemble du plateau interlacustre, parce qu'elle le sépare en plusieurs unités historiques qui s'individualiseront par divers procédés. Les Bito n'eurent pas trop de peine, semble-t-il, à étendre leur autorité dans la région « pastorale » du centre de l'Ouganda interlacustre où était établi le royaume tchwezi qui fut appelé dorénavant le royaume de *Bounyoro Kitara*. Le nom du souverain *moukama* signifie « homme du lait » et indique les relations rituelles qu'il avait avec le bétail. Son décès était annoncé par la phrase « le lait est renversé ». Il était enterré au fond d'un puits de dix mètres de profondeur couvert d'une peau de bœuf. Les tombes des bakama sont toutes situées dans la région de Moubende qui fait partie du Bouganda actuel après avoir été le centre religieux et politique du Bounyoro. Il semble que les bakama aient disposé d'une autorité politique assez réduite dans la majeure partie de leur royaume où les princes avaient leurs propres tambours sacrés, symboles de l'autorité royale dans tous les états interlacustres. Plus leurs vassaux théoriques étaient loin, moins ils obéissaient. C'est ainsi que l'*Ankolé*, qui avait fait partie du royaume Batchwezi, forma dès l'arrivée des Bito un royaume séparé, limité d'ailleurs à la partie sud de l'actuel Ankolé dans les monts Isingiro qui dominent au nord la vallée de la Kagera. L'Ankolé fut gouverné tout au long de son histoire par une dynastie Hinda apparentée directement aux Batchwezi. Des dynasties Hinda s'établirent également au sud de la Kagera dans le Karagwé et le district Boukoba du Tanganyika.

A l'époque de l'arrivée des Bito, des pasteurs éthiopides Toutsi, cousins des Hima de l'Ouganda, étaient depuis longtemps déjà installés dans l'actuel *Rwanda*. Parmi eux, un clan venu de l'Ankolé et du Karagwe et installé à l'est de l'actuelle Kigali allait devenir l'unificateur du Rwanda jusque-là dépourvu d'unité politique. Ce clan Toutsi

porte le nom d'Abanyiginya qui signifie « princes de sang royal » en langue nkore.

A côté de ces trois royaumes « pastoraux » où l'élevage du bétail règle tous les détails de la vie matérielle et spirituelle, le *Bouganda* tient une place à part due à son économie agricole basée sur la culture de la banane et au rôle très secondaire de l'élevage. Répétons qu'au début du XVIe siècle le Bouganda n'était qu'un tout petit royaume tributaire du Bounyoro, étendu sur 40 km² environ autour de Kampala.

2. Le plateau interlacustre du XVIe au XIXe siècle.

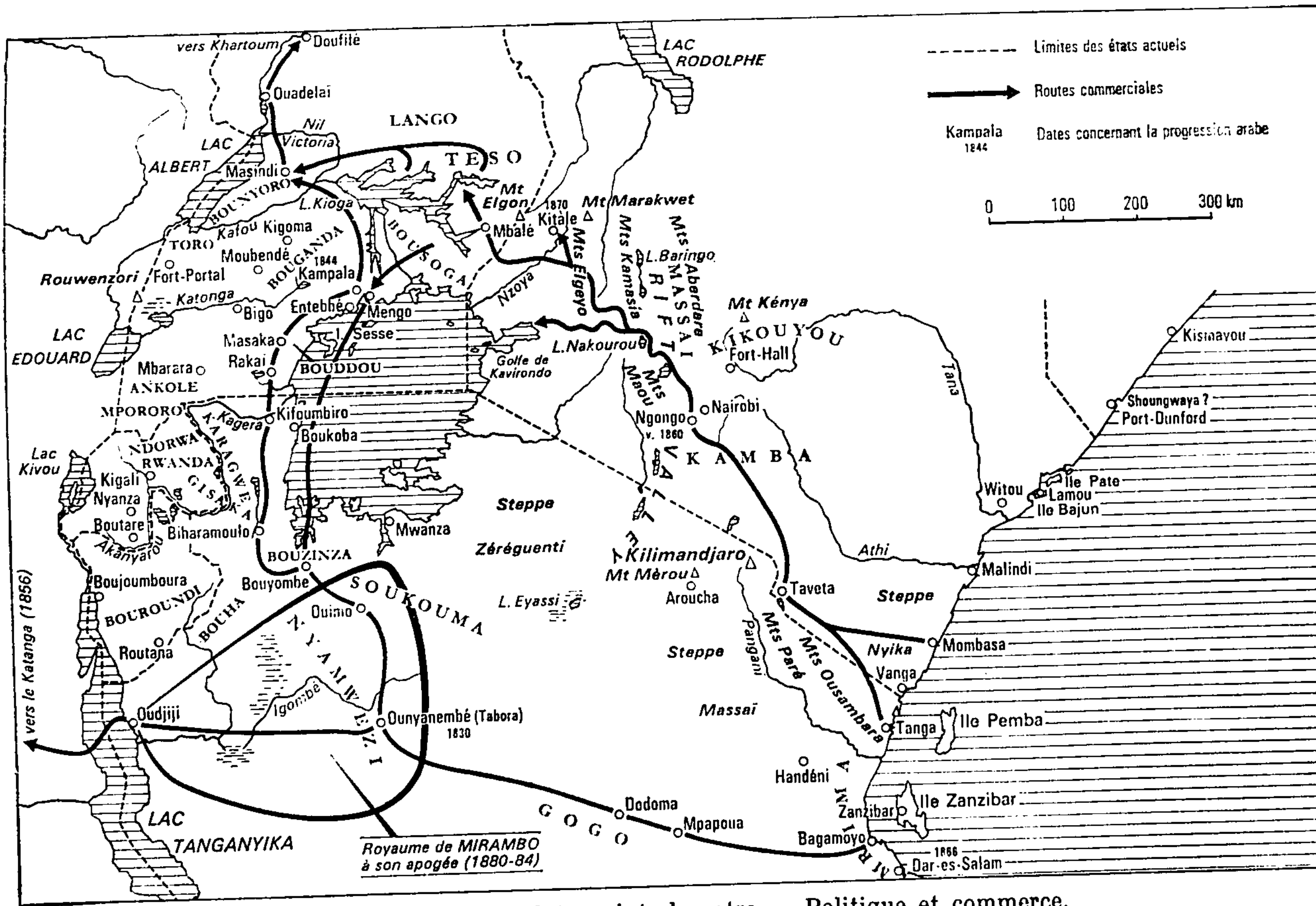
A) *Les Royaumes de l'Ouganda.*

La variation de leurs limites relatives au cours des siècles fait que l'étude des royaumes de l'Ouganda nécessiterait presque une carte par siècle. Aussi nous bornerons-nous à renvoyer le lecteur au remarquable article de M. Posnansky (1) qui comporte sept cartes et à résumer l'expansion progressive du *Bouganda.* Elle commence au milieu du XVIIe siècle avec le kabaka Katerega qui double l'étendue du royaume, en s'emparant d'une partie des pâturages du Bounyoro. Il transforme ainsi une petite province agricole en un état à l'économie équilibrée agriculture - élevage beaucoup moins fragile que l'économie purement pastorale. Dès lors, le Bouganda va s'étendre dans toute les directions et *barrer au Bounyoro la route vers le sud du plateau interlacustre* en occupant vers 1800 la région de Moubendé Bigo, et le Bouddou, rive occidentale du lac Victoria au sud de la Katonga. Lorsque les premiers marchands arabes, puis les Européens arriveront de Tabora (Tanganyika), ils entreront donc en contact avec le Bouganda et non avec le Bounyoro et ce fait aura des conséquences définitives dans la structure politique de l'Ouganda colonial et post-colonial.

C'est à la fin du XVIIIe siècle sous le règne du kabaka Kyabagou que la tradition signale l'arrivée des premiers objets d'importation de la côte orientale de l'Afrique. Le grand kabaka Semakokiro organise dans les premières années du XIXe siècle le monopole royal de l'ivoire échangé contre des vêtements, des cauris et quelques objets de luxe. Au milieu du siècle Souna II est le maître du commerce avec les Arabes de Tabora, puisqu'il contrôle la route de terre par le Bouddon et le Karagwe doublée par une flotte royale importante qui circule le long de la rive ouest du lac Victoria. Le Bousoga à l'est du Nil devient la victime des razzias des Baganda à la recherche d'ivoire et d'esclaves.

A Souna II mort en 1856 succède son fils *Mutesa* qui va rester sur le trône jusqu'en 1884. Mutesa, roi puissant et fin politique, fit grande impression sur tous ses visiteurs européens (Speke et Grant

(1) M. Posnansky, *Towards an Historical Geography of Uganda.* Voir aussi carte 10, p. 188, dans *History of East Africa.*



CARTE 13 : Le plateau interlacustre — Politique et commerce.

1861-62, Chaillé-Long venu de Khartoum où il était attaché à l'état-major de Gordon 1874, Stanley en route pour la découverte du Congo 1875, premiers missionnaires protestants de la *Church Missionary Society* 1877, premiers missionnaires catholiques Pères Blancs 1878). Ce règne apparaît donc particulièrement important. Pendant longtemps le Bouganda allait être considéré comme le *seul* État noir organisé et civilisé de toute l'Afrique orientale : avant l'installation des premiers colons en 1902, l'unique valeur du Kenya fut de représenter la voie d'accès britannique vers l'Ouganda. L'intérêt porté par les Européens à son pays renforça l'autorité de Mutesa sur ses sujets et l'encouragea à de nouvelles conquêtes, facilitées par l'achat massif de fusils à partir de 1870. Son armée réorganisée attaqua dans toutes les directions jusqu'au Bouzinza au sud-ouest du lac Victoria, sa flotte semait en même temps la terreur sur les côtes du lac depuis le Kavirondo (Kenya) jusqu'à Mwanza (Tanganyika).

Mutesa perfectionna l'organisation administrative hiérarchisée qui avait fait l'admiration de Speke et que les Britanniques tentèrent d'étendre par la suite aux autres régions de l'Ouganda, ce qui devait contribuer à accroître la « gandaïsation » de peuples dont certains, tels les Lango de langue nilotique du nord du lac Kioga, n'avaient rien de commun avec les Baganda. Il est frappant que l'essentiel de cette organisation subsiste encore aujourd'hui. Contrairement au Rwanda où tous les postes importants étaient aux mains d'une noblesse héréditaire, le Bouganda n'était pas dominé par une caste : tout guerrier actif et ambitieux pouvait accéder aux situations de commandement et son pouvoir était rarement héréditaire. C'est certainement ce côté démocratique d'une royauté absolue de type impérialiste qui a contribué à donner aux Baganda une puissante conscience nationale tout en leur faisant comprendre les avantages de la culture occidentale. Le kabaka, souverain absolu divin, avait tous les droits sur les personnes et les terres de son royaume, mais ne pouvait légiférer qu'en présence du *Loukiko* ou Conseil d'État. Les chefs de province ou *Bakounga* (recrutés dans la noblesse mais nommés par le roi) étaient responsables des impôts, de la défense et de la justice dans leurs *ssaza* respectifs. Ils étaient inspectés par les *batongole*. En cas de renvoi par le kabaka, ils perdaient en même temps leurs titres de propriété foncière et leurs droits politiques, souvent aussi la vie, ce qui garantissait leur obéissance ! Nous verrons par la suite la réaction au fameux *1 900 Agreement* de Johnston qui attribuait des propriétés à titre héréditaire à 3 700 chefs, enlevant ainsi au kabaka son principal moyen d'action.

Lorsque Mutesa mourut en octobre 1884, l'évangélisation du Bouganda venait à peine de commencer. Les premiers missionnaires protestants de la C. M. S. (*Church Missionary Society*) étaient arrivés en juillet 1877 à la suite de l'appel de Stanley publié en novembre 1875 dans le *Daily Telegraph* (1). Ils avaient été suivis à la fin de 1878

(1) Stanley venant de Zanzibar, en route pour la découverte du Congo, avait confié sa lettre en avril 1875 au jeune Français Ernest Linant de Bellefonds envoyé à Mu-

par les premiers Pères Blancs de Monseigneur Lavigerie, mais précédés en 1875 par un faki musulman réclamé à Gordon par l'entremise du colonel américain Chaillé-Long (1). En s'initiant aux doctrines de l'islam et du christianisme, Mutesa ne poursuivait évidemment qu'un but politique et cherchait à s'assimiler ce qu'il pensait être le fondement de la puissance matérielle et militaire supérieure des sectateurs de ces deux religions. On le vit bien en 1880 quand il tomba malade et qu'on procéda à des centaines de sacrifices humains. Au missionnaire Mackay qui manifestait sa réprobation, il fut répondu que les chrétiens étaient là pour fournir de la poudre et des fusils « aussi nombreux que l'herbe des champs » (2).

Les sujets d'un souverain absolu n'ayant à première vue aucun *intérêt* à adopter une religion étrangère, l'évangélisation du Bouganda ne se présentait donc pas au début sous un jour extrêmement favorable. Et cependant il n'existe aucun autre pays en Afrique noire où le succès des missionnaires ait été aussi rapide et où la christianisation ait joué un rôle *politique* aussi décisif *avant* la période coloniale. Il y a là, dans l'histoire du Bouganda, un épisode particulièrement passionnant de l'histoire de l'expansion du christianisme. Les missionnaires sont, semble-t-il, arrivés au moment précis où les Baganda étaient en quête d'un renouveau spirituel. Alors qu'en vingt ans (1844-1864) Krapf, Rebmann et Ehrardt avaient obtenu six conversions seulement parmi les Wanyika de l'arrière-pays de Mombassa (3), le Père Lourdel baptisait le premier Ganda catholique à la fin de 1880 après deux ans d'activité missionnaire et le protestant Mackay recevait officiellement dans l'Église cinq Ganda en mars 1882 (3). La sincérité et la pureté de ces conversions ne peuvent être mises en doute, comme allaient le montrer les événements de l'année 1886.

Mwanga, le successeur de Mutesa, avait dix-huit ans lorsqu'il accéda au trône. Sous l'influence des Arabes qui commençaient justement à cette époque à apercevoir le danger de la concurrence commerciale européenne (4), Mwanga montra très vite son hostilité aux chrétiens. En 1885, trois jeunes protestants, l'évêque anglican James Hannington et un chef catholique furent assassinés sur son ordre. En mai 1886, trente jeunes « pages » chrétiens refusèrent de lui céder et d'abjurer la foi chrétienne ; conduits à Namungongo à 25 km de Kampala pour y être brûlés vifs, ils souffrirent le martyre avec le courage des premiers chrétiens. Vingt-deux d'entre eux ont été béatifiés en 1920 et canonisés en décembre 1964. Les persécutions s'étendirent alors aux alentours de la capitale et, au Bouganda comme ailleurs dans le temps ou dans l'espace, elles entraînèrent un afflux de nouvelles

tesa par Gordon, alors gouverneur de l'Equatoria, pour obtenir qu'une plus grande quantité d'ivoire soit expédiée vers le Nord aux dépens de la route de Zanzibar.

(1) Sir John Gray, *Ernest Linant de Bellefonds*, Uganda Journal, mars 1964, p. 31-54, p. 32

(2) Roland Oliver, *The missionary factor in East Africa*, 1952, 2e éd., 1965, p. 77.

(3) R. Oliver, *op. cit.*, p. 6 et p. 78.

(4) Le 17 décembre 1884 Carl Peters était revenu à Zanzibar avec des traités plaçant l'arrière-pays de Dar es Salam sous le protectorat allemand.

conversions et la dissémination de la religion chrétienne dans les régions où les réfugiés se fixaient.

Pour comprendre la suite complexe des événements il est capital de noter qu'une fraction importante des premiers Ganda chrétiens appartenait à la classe sociale la plus élevée, celle des *Mohami* qui fournissait les hauts fonctionnaires : *batongole* et *bakounga.* Ceci explique la transformation exceptionnellement rapide des cercles religieux en cercles politiques. Dès 1888, les Musulmans, les Protestants et les Catholiques formaient trois partis politiques décidés chacun à se battre au besoin ; mais ils commencèrent d'abord par s'unir après avoir eu connaissance d'un complot qui visait à l'extermination de tous les étrangers et au rétablissement du paganisme. Mwanga fut déposé en septembre et remplacé par un jeune frère nommé Kiwewa. Le mois suivant Kiwewa refusant d'être circoncis fut chassé par les Arabes qui mirent à sa place un autre frère nommé Kalema et expulsèrent les chrétiens.

Après plusieurs retournements de situation (1), Mwanga fut réinstallé kabaka au début de février 1890 grâce à l'aide des deux partis chrétiens qui se répartirent entre eux les chefferies et les postes administratifs, tandis que Kalema et les Arabes vaincus fuyaient vers le Bounyoro. Le 24 février, Mwanga, conseillé par les Pères Blancs, signait le traité avec la *Deutsch Ost Afrika Gesellschaft* que venait d'apporter Peters. Mais en avril, suivant de près le départ de Peters, l'Anglais Jackson réclamait sous menace la signature d'un traité semblable avec la *British East Africa Company* et repartait chercher des ordres à la côte après avoir essuyé un refus de la part de Mwanga (2).

En plaçant dans la « sphère britannique » le territoire de l'actuel Ouganda, l'accord germano-anglais dit d'Heligoland, signé à Berlin le 1er juillet 1890, invalidait le traité du 24 février entre Mwanga et Peters et transformait du même coup en opposants politiques les Ganda catholiques et les missionnaires français qui avaient soutenu jusque là les ambitions allemandes jugées moins dangereuses pour l'avenir du catholicisme bougandais. Ce passage d'un antagonisme religieux à une lutte ouverte politique fut favorisé par la structure administrative très particulière du Bouganda qui liait expressément la possession de la terre à la fonction occupée dans la hiérarchie politique, laquelle fonction dépendait — nous l'avons dit — de la seule volonté du kabaka. Mais l'accord conclu en février 1890 sur la répartition équitable des postes administratifs stipulait que chaque échelon hiérarchique, séparé également entre Protestants et Catholiques avait sous ses ordres des seigneurs vassaux appartenant à l'autre

(1) Voir les détails dans :
R. Oliver, *op. cit.*, p. 134-140.
Marie de Kiewiet Hemphill. *The british sphere*, 1884-94 in, *History of East Africa*, p. 390-432.

(2) Peters et Jackson étaient chacun partis de la côte en juin 89 dans le but de « sauver » Emin Pacha, dont on ignorait qu'il avait quitté le lac Albert le 8 mai 89 avec Stanley arrivé par l'ouest.

religion (1). Si un noble quelconque occupant une place réservée à un Protestant se convertissait au catholicisme il perdait sa fonction... et réciproquement. Or le kabaka Mwanga était plus favorable aux Catholiques ou *Franza* qu'aux Protestants ou *Ingleza*, parce que ces derniers représentaient une menace beaucoup plus réelle contre l'autonomie du Bouganda. En conséquence les Catholiques réclamaient instamment la liberté de conscience et la révision de l'accord de février 1890, tandis que les Protestants défendaient la statu quo.

En décembre 1890 la situation était jugée explosive par l'évêque anglican Alfred Tucker qui s'étonnait de voir que tous les chrétiens circulaient en armes et qu'ils emportaient même leurs fusils à l'Église. C'est exactement à cette époque que le Capitaine F. D. Lugard arrivait au Bouganda, chargé d'établir l'autorité de l'I. B. E. A. Company dans les territoires situés à l'ouest du lac Victoria qui avaient été accordés, sur le papier, à l'Angleterre en juillet. Pour ce faire Lugard disposait d'une force militaire dérisoire et quelle que soit l'opinion qu'on ait sur les méthodes employées on ne peut guère lui reprocher d'avoir essayé de sérier les problèmes, ce qui était la seule façon de parvenir à une solution. Lugard s'attaqua donc d'abord à la question des musulmans réfugiés au Bounyoro et envoya en mai 1891 les chrétiens Ganda se battre contre eux. Le Bounyoro une fois vaincu militairement, Lugard conclut des traités avec le mougabé de l'Ankolé et le moukama du Toro afin d'empêcher tout trafic d'armes vers le Bounyoro. En fin décembre 1891, il était de retour à Kampala et y trouvait une lettre de l'I. B. E. A. C. donnant l'ordre d'évacuer le Bouganda. Refusant d'obéir à cet ordre avant d'avoir reçu une confirmation officielle de Londres, Lugard fit alors tout ce qui était en son pouvoir pour sauvegarder le prestige de la Compagnie britannique, utilisant ou même créant plusieurs incidents qui devaient fatalement mettre le feu aux poudres... C'est le 24 janvier 1892 qu'eut lieu le combat de Namirembe. La victoire des Protestants était due sans aucun doute à la supériorité de leur armement fourni par Lugard. Mwanga et les chefs catholiques durent s'enfuir vers l'île de Bulingugwe (2).

En mars, le kabaka fut découvert dans sa retraite, enlevé, ramené à Rubaga et contraint de se convertir officiellement au protestantisme. En avril il signait une déclaration confirmant la suzeraineté de la Compagnie britannique sur le Bouganda et assignant aux Catholiques la résidence obligatoire dans la seule province du Bouddou. En mai Lugard partait pour l'Europe. Le 17 mars 1893, Sir Gerald Portal, consul à Zanzibar arrivait à Kampala. Le 1er avril l'*Union Jack* remplaçait le drapeau de la Compagnie sur le fort de Kampala et le 29 mai 1893 Mwanga signait le traité de protectorat qui fut ratifié par le Gouvernement britannique le 12 avril 1894.

En cette année 1894 où le Bouganda perdait son indépendance,

(1) R. OLIVER, *op cit.*, p. 143.
(2) De très nombreux Ganda catholiques, de 600 à 50 000 suivant les estimations protestantes ou catholiques, furent vendus comme esclaves, OLIVER, p. 151.

le christianisme avait déjà touché un nombre considérable de Ganda. Il s'était répandu comme une flambée en dehors de la capitale à la suite des bouleversements sociaux entraînés par la guerre de religion et l'exil du kabaka Mwanga en janvier 1892. Les paysans obligés de fuir leur village se trouvaient subitement détachés non seulement de leur cadre de vie habituel mais d'une hiérarchie parfaitement organisée où ils se sentaient à leur aise parce que leur place y était bien définie. Ils ressentaient alors le besoin d'un cadre spirituel plus ample et moins dépendant d'un terroir déterminé et le trouvaient dans le christianisme.

Les missionnaires blancs étaient les premiers étonnés de cet afflux extraordinaire de candidats au baptême. Le P. Moullec écrivait au P. Livinhac en octobre 1892 : « En vérité le vent violent de la Pentecôte a soufflé sur ce peuple (1). » Les Anglicans voyaient leurs effectifs gonfler considérablement à la suite de la prédication de George Pilkington qui préconisait à la fin de 1893 la lecture de la Bible et son enseignement par des évangélistes africains. Un an plus tard ce mouvement de réveil concernait déjà deux cents temples de campagne groupant quotidiennement 4 000 auditeurs et cinq fois plus le dimanche, et s'étendait déjà au Bousoga et au Toro.

Il faut souligner le caractère africain et le dynamisme présentés par les deux églises protestante et catholique *avant* le protectorat britannique. Dès 1885 les Anglicans avaient mis en place un *Native Church Council.* En 1893 ils ordonnaient sept diacres dont trois devaient devenir prêtres en 1896. En 1893 Monseigneur Hirth ouvrait le premier séminaire pour le Vicariat du Nyanza nord.

Cette rapide maturité du christianisme bougandais jointe à la conscience nationale historique particulièrement évoluée des Baganda allait jouer un rôle considérable dans le « style » de l'administration coloniale britannique et dans le développement relatif des deux confessions chrétiennes. C'est aux événements de la période 1884-1894 qu'il faut remonter pour comprendre le pourcentage très élevé des chrétiens en Ouganda et la nette prédominance des catholiques sur les anglicans (2), dans un ancien protectorat britannique où l'on s'attendrait à première vue à rencontrer une situation inverse.

Le déclin du *Bounyoro*, commencé au milieu du XVII^e en même temps que l'essor du Bouganda, devait durer deux siècles. Le moukama Kamurasi (mort en 1869) fut le premier à essayer de lutter contre l'avance ganda. Il organisa un commerce important autour du lac Kioga avec les Zanzibarites et les Khartoumiens (3) échangeant aux Lango et aux Teso de l'ivoire contre des houes de fer et des lances. Son successeur Kabarega enrôla des Khartoumiens à son service, et reçut en avril 1872 Sir Samuel Baker qui avait été chargé par le

(1) Cité par R. Oliver, p. 187.
(2) Les recensements de 1961-62 donnent pour l'ensemble de l'Ouganda 51 % de païens, 10 % de musulmans et 39 % de chrétiens dont deux tiers de catholiques. Pour le Bouganda 77% de chrétiens dont deux tiers de catholiques.
(3) D. A. Low, chap. IX, in *History of East Africa. The Northern Interior*, 1840-84, p. 326 et 337.

khédive Ismaïl de diriger une expédition égyptienne vers les lacs. Devant le refus opposé par Kabarega à un protectorat égyptien, Sir Baker fit incendier le 11 juin la ville de Masindi, capitale du Bounyoro, puis repassa le Nil et accorda la protection du khédive à un vassal de Kabarega nommé Rionga.

Le Bounyoro se trouvait donc entre deux ennemis : au nord Baker, vexé, s'arrangea pour lui faire une réputation détestable ; au sud Mutesa loin de désarmer utilisa systématiquement à son profit l'hostilité britannique contre Kabarega. Ce dernier essaya de reprendre le *Toro*, ancienne province du Bounyoro qui s'était détachée au début du XIXe siècle, mais n'y parvint pas. Au contraire, Mutesa plaça un homme à lui sur le trône du Toro, coupant ainsi la voie d'accès méridionale du plateau interlacustre au Bounyoro. Au nord, cependant, la situation se modifia en 1880 à cause de l'avancée mahdiste. Emin Pacha avait succédé à Gordon en 1878 (lui-même successeur de Baker en 1874) au gouvernement de la province Équatoria (1) ; en 1880 les garnisons égyptiennes qui encadraient le Bounyoro furent retirées ; en 1884 Emin se trouva bloqué à Ouadelaï (Ouganda) à 100 km au nord du lac Albert. (2) Le Bounyoro se sentit donc plus assuré et, dans les années suivantes, il commençait à reprendre le contrôle de l'ouest du Bouganda actuel, mais cela ne faisait pas l'affaire des Britanniques qui cherchaient à accéder au Nil par l'Est afin d'attaquer par le Sud les Mahdistes du Soudan et de protéger leurs intérêts contre une avance belge venant du Congo. La campagne de 1894 eut des effets catastrophiques pour le Bounyoro qui perdit près de la moitié de son territoire au profit du Bouganda et du Toro. Kabarega fut forcé de fuir au-delà du Nil. En 1899 il fut pris et déporté. La grande œuvre de rénovation du royaume entreprise par Kamurasi et Kabarega avait donc abouti à un échec final, d'où les rancœurs du Bounyoro contre la puissance coloniale qui le sacrifiait systématiquement au Bouganda et ses réclamations au sujet des « provinces perdues », même à l'heure de l'indépendance.

L'Ankolé, par contre, a gardé pendant la période coloniale les dimensions qu'il avait acquises au XVIIIe aux dépens du Bounyoro et du fugitif royaume du Mpororo qui avait occupé pendant une cinquantaine d'années le sud-ouest de l'Ouganda actuel et le nord-est du Rwanda. Des fouilles ont été faites en 1958 (3) à Bweyorere au sud-est de Mbarara qui était, d'après la tradition, la capitale du mougabe Kasasira au milieu du XVIIe siècle ; le village royal a le même plan que l'ancienne capitale des Hima Batchwezi de Bigo. Il semble que le déclin de l'Ankolé soit dû surtout à des causes géographiques. Les explorateurs du XIXe signalent l'assèchement progressif de la région entre Katonga et Kagera, noté par tous leurs informateurs âgés.

(1) *Infra*, p. 263.
(2) En 1886 Emin Pacha chargea l'italien Gaetano Casati de négocier avec Kabarega un libre passage du Bouganda à Ouadelaï. Casati fut fait prisonnier par les Banyoro et parvint à s'enfuir. Son livre « *Dix années en Equatoria* », trad. fse 1892, donne une peinture très vivante de la région à cette époque.
(3) R. OLIVER, *Ancient capital sites of Ankole*, U. J., vol XXIII, p. 51-63, 1959.

Après 1890 survinrent plusieurs catastrophes : une épidémie de peste bovine, une de variole, puis la maladie du sommeil. La structure de l'ancienne société pastorale est donc difficile à étudier dans l'Ankolé même; elle paraît cependant très semblable à celle du Rwanda, bien que le petit nombre d'habitants rende le problème de la cohabitation des pasteurs et des agriculteurs beaucoup moins explosif.

B) *Le Rwanda.*

Malgré sa très petite surface (26 338 km², à peine plus que la Côte Française des Somalis ou que la moitié du Togo), le Rwanda présente un intérêt de premier plan aux yeux de l'historien et du sociologue. Avec le Bouroundi il est, dans l'Afrique noire, le seul État vraiment homogène sur les plans linguistique, culturel et historique. Il est aussi le seul — et sur ce point il se sépare du Bouroundi — à avoir fait, par lui-même et *avant* l'indépendance, une Révolution impliquant un bouleversement total de la structure sociale existante.

La proclamation de la République au Rwanda date du 28 janvier 1961, celle de l'Indépendance du 1er juillet 1962. Partout ailleurs, en Afrique, la révolution, qui s'est bornée très souvent au changement des équipes dirigeantes, a *suivi* la décolonisation et s'est inspirée d'idéologies étrangères. Au Rwanda la masse des agriculteurs Houtou exploitée depuis des siècles par une minorité de pasteurs Toutsi s'est lancée, corps et âme, dans la lutte révolutionnaire dès le moment où elle a pris conscience de sa force et de son nombre. Nul besoin de la politiser progressivement par la diffusion dans les campagnes d'idées élaborées dans les villes. D'ailleurs il n'existe pas de vraie ville au Rwanda : la capitale Kigali n'a guère plus de 5 000 habitants et Boutaré (l'ancienne Astrida), l'agglomération la plus importante, 20 000. C'est justement le caractère exclusivement rural des énormes densités humaines rwandaises qui a donné à la Révolution rwandaise l'allure d'une « jacquerie » du Moyen Age européen. Lorsque les paysans voient leur échapper la terre qui est leur seul moyen de subsistance, ce n'est pas pour défendre une idée qu'ils se battent, mais pour sauver leur vie et celle de leurs enfants.

La Révolution rwandaise s'explique avant tout par une pression démographique croissante qui s'opposait à la perpétuation d'un système social applicable seulement dans un pays où la terre cultivable existe en quantité suffisante pour nourrir la population. Le Rwanda a une densité moyenne de 103 habitants au km², ce qui correspond à des densités localisées de 250 habitants si l'on décompte les lacs et les zones de forêt dense situées à l'ouest et au nord-ouest du pays. Or, à la veille de la révolution, plus de la moitié des terres cultivables était consacrée à l'élevage de plus d'un million de bovins qui n'étaient presque pas utilisés en boucherie. La première mesure prise par le nouveau gouvernement a été de rendre à l'agriculture une grande partie de ces domaines pastoraux ou *ibikingi*. Les massacres de Toutsi qui eurent lieu en décembre 63-janvier 64 s'expliquent — sans être

pour autant justifiés — par la peur d'un retour à l'ordre antérieur et la colère « viscérale » qui à cette pensée secoua les paysans Houtou à peine libérés d'un servage séculaire.

Ce rappel des événements récents nous a paru indispensable pour justifier l'esprit dans lequel doit être étudiée l'histoire ancienne du Rwanda. La coupure historique opérée partout par la colonisation n'est pas aussi nette au Rwanda qu'ailleurs. En réalité, la césure se place au Rwanda en 1956, année où pour la première fois une consultation électorale s'adressa à l'ensemble de la population masculine, et où les 83 % de Houtou prirent conscience de leur force potentielle. En effet, il est indéniable que le protectorat allemand puis la tutelle belge ont, pour des raisons de commodité administrative, maintenu et souvent renforcé la situation dominante des pasteurs-seigneurs Toutsi sur les agriculteurs Houtou, serfs taillables et corvéables à merci, en vertu du postulat de la supériorité congénitale Toutsi. Nous verrons dans le prochain volume que les comparaisons à la Révolution française éclairent bien souvent la compréhension des événements récents et nous arrêterons donc celui-ci en 1956 « à la fin de l'Ancien Régime » en insistant sur la structure de la société rwandaise plus que sur les événements et les personnalités. Ces dernières sont exclusivement Toutsi. En tant que créatrices de l'entité politique nommée Rwanda, elles intéressent cependant les Houtou « libérés » d'aujourd'hui au même titre que la vie des tsars et leur effort vers une Grande Russie passionne les fils des révolutionnaires soviétiques.

Nous avons vu, en étudiant le plateau interlacustre dans son ensemble que les premières arrivées de pasteurs Hima-Toutsi dans l'Ankole remontent probablement au XIII^e^ siècle. Il semble qu'ils aient commencé à pénétrer sensiblement à la même époque dans le Rwanda oriental où des cultivateurs Houtou avaient défriché la forêt et vivaient en symbiose avec des chasseurs pygmoïdes Twa, reste de la population primitive. L'infiltration des pasteurs éthiopides fut certainement très lente et progressive. Sans supériorité culturelle ou militaire sur les agriculteurs négrides, ils n'avaient qu'un atout mais ils surent l'utiliser avec une astuce et un sens politique remarquable. Le bétail qu'ils amenaient avec eux, ce « bos africanus » à dos plat et à très longues cornes qu'on trouve représenté sur les bas-reliefs égyptiens et sur les gravures rupestres du Tibesti, possède une noblesse d'allure qui enthousiasma les Houtou. C'est donc en solliciteurs et non en commerçants proposant un échange qu'ils vinrent demander aux Toutsi l'autorisation de posséder eux aussi ces superbes bêtes. Rappelons-nous que la limite méridionale des sociétés stratifiées « interlacustres » coïncide exactement avec la limite de répartition entre le bétail à dos plat et le zébu de petite taille à bosse. A cause de cet attrait puissant exercé par la possession du bétail, les relations Houtou-Toutsi furent, dès le début, soumises à la « prémisse d'inégalité » si finement analysée par J. J. Maquet (1). Le Toutsi dit au Houtou : « Je veux bien te louer une vache,

(1) JACQUES J. MAQUET, *Le système des relations sociales dans le Rwanda ancien*, Annales du Musée Royal du Congo belge, Tervuren, 1954.

mais à aucun prix je ne te la vendrais. D'ailleurs rien de ce que tu produis ne m'intéresse vraiment. Je peux subsister avec les seuls produits de mon troupeau, en boire le lait, en manger la viande au besoin. En me demandant une vache, tu te places donc en position d'infériorité ; mes enfants à moi, du seul fait qu'ils hériteront de mon bétail, seront automatiquement supérieurs aux tiens. » De ce postulat primitif découle toute la structure sociale rwandaise et en particulier la fameuse institution de l'*Oubouhaké* ou contrat de servage pastoral (1) par lequel un individu, qui pouvait être Houtou ou Toutsi, demandait à un Toutsi que lui soient confiées une ou plusieurs vaches. Il devenait ainsi le client (*garagou*) d'un seigneur (*shebouja*) au sens féodal de ces mots. Contre le droit du client à disposer à sa guise du lait et de l'accroissement *mâle* du bétail, le seigneur accordait sa protection dans les procès ; en outre il se réservait l'accroissement femelle du bétail confié et demandait un nombre variable de prestations comme d'entretenir ses champs, de réparer ses huttes, de fournir des vivres pour un client Houtou, ou de l'accompagner à la guerre pour un Toutsi. L'oubouhaké pouvait être rompu par le shebouja ou par le garagou, mais c'était toujours au détriment du client qui devait rendre dans presque tous les cas les vaches prêtées et leur croit.

L'oubouhaké n'a sans doute atteint que progressivement ces caractères véritablement léonins. Mais l'idée qui est à son origine, celle de la supériorité innée d'une fraction de la population sur une autre, fut répandue par les Toutsi dès leur arrivée et elle portait en elle les germes de l'évolution ultérieure. Tout au moins elle explique parfaitement l'accession au pouvoir d'une caste dirigeante Toutsi dans les communautés d'agriculteurs Houtou qui occupaient le Rwanda oriental, terre « pastorale » par excellence. Parmi ces petites principautés, l'une d'elles, dirigée par la famille des Banyiginya et installée à l'est de l'actuelle Kigali, allait s'imposer à partir de la fin du XV[e] siècle et devenir le noyau du royaume du Rwanda.

J. Vansina vient de renouveler le schéma historique généralement admis qui présentait « le passé du Rwanda comme l'histoire d'un progrès pratiquement ininterrompu d'un peuple élu, les Toutsi, dont la dynastie royale descendait du ciel ». S'appuyant sur une minutieuse analyse et confrontation des très nombreux éléments historiques contenus dans la tradition orale, il a magistralement démontré ce côté de l'histoire africaine que nous signalions pour le Bouganda et les Bito du Bounyoro : la tradition historique des royaumes de l'Afrique noire a été très souvent manipulée et transformée dans le but d'en faire un récit éducatif à la gloire de la dynastie régnante. Mais ce qui apparaît comme un défaut aux yeux de l'historien de formation européenne est certainement une qualité pour les Africains qui ont une conception

(1) M. d'HERTEFELT, A. A. TROUWBORST, J. H. SCHERER, *Les anciens royaumes de la zone interlacustre méridionale*, Tervuren, 1962. Introduction de J. VANSINA.
(2) JAN VANSINA, *L'évolution du royaume Rwanda des origines à 1900*, Mémoires de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer t. XXVI, bibliographie de 28 titres, p. 5. Bruxelles, 1962.

« biologique » de l'histoire s'opposant à notre conception « géographique ». Les nombreuses cartes qui illustrent obligatoirement un manuel d'histoire européen apparaissent d'un intérêt secondaire à l'Africain. Les dimensions d'un royaume lui importent beaucoup moins que la vie des personnages historiques et leurs relations avec les dieux, car histoire et religion sont toujours intimement liées partout où le roi est considéré comme étant d'origine divine et faisant corps avec la fécondité de la terre, et c'est justement dans ce type d'état si fréquent en Afrique noire que la tradition orale a été conservée soigneusement à travers les générations. Par exemple au Rwanda, l'histoire des « tambours royaux » emblèmes de la souveraineté royale tient plus de place dans la conscience nationale que le détail des conquêtes. Le roi Rouganzou II Ndori qui régna au début du XVII[e] siècle est resté célèbre autant pour avoir introduit le nouveau tambour dynastique *Kalinga* que pour avoir largement étendu son royaume vers le lac Kivou en établissant son autorité sur de nombreuses principautés Houtou. Notons à ce sujet que la perte du précédent tambour royal *Rwoga*, au cours d'une bataille qui avait vu périr le père de Ndori, fut commémorée jusqu'en 1931 par douze jours de deuil national annuel pendant lesquels les tambours se taisaient et les relations sexuelles étaient interdites à travers tout le royaume (1).

Après Ndori, le roi le plus célèbre est Cyilima II Roujougira qui régna vers le milieu du XVIII[e] siècle. Il réforma l'armée, vainquit les rois Toutsi du Ndorwa-Mpororo (actuel Ouganda) et du Gisaka (au sud-ouest de l'actuel Rwanda), mais surtout il repoussa le roi du Bouroundi au-delà de la rivière Akanyarou, qui forme aujourd'hui la frontière entre les deux états. Il envoya également des colons Toutsi dans l'ouest du Rwanda actuel. L'expansion du royaume Banyiginya continua jusqu'à la fin du XIX[e] siècle.

En 1899, quand le roi Youhi V Mousinga (1896-1931) reconnut le protectorat allemand, le *Rwanda central* (centré sur Kigali, Nyanza et Boutaré) était solidement organisé administrativement. Les Houtou, aujourd'hui au pouvoir, remarquent avec une certaine amertume que « le système subtil employé pour maintenir les travailleurs à l'état de servage arracho des cris d'admiration à ceux, Européens et Hamites (= Toutsi), qui n'en ont pas souffert mais profité » (2). En effet, on estime que le « tiers environ du travail d'un homme était destiné à entretenir les bénéficiaires du système fiscal qu'étaient le roi, ses épouses, ses favoris, les chefs administratifs et les chefs d'armée » (3), tous ces personnages appartenant à la caste Toutsi dans 99 % des cas. D'où l'opinion actuelle des Houtou sur « l'administration coloniale étrangère qui ne fit que prolonger l'exploitation du Noir

(1) R. P. MARCEL PAUWELS, *Le Kalinga, tambour-enseigne du royaume et de la dynastie des rois Banyiginya du Rwanda*, Annali del pontifico Museo missionario etnologico, vol. XXVI, cité du Vatican, 1962.
(2) *La République Rwandaise se présente* Brochure offerte le 1[er] juillet 1962 par le Ministère des Affaires Sociales et de l'Information de la République Rwandaise, p. 12.
(3) D'HERTEFELT... *Les Anciens royaumes*, *op. cit.*, p. 64.

par le Noir par une exploitation conjuguée du Noir par le Blanc et le Noir » (p. 19).

En dehors du Rwanda central, l'autorité royale s'exerçait de façon irrégulière à l'intérieur des limites du Rwanda actuel. Le nord-ouest du pays, situé à une altitude de plus de 2 000 mètres, est plus arrosé et a gardé des zones de forêt non défrichée où les colons Toutsi ne vinrent qu'avec la plus grande réticence. Cette région nord-occidentale habitée par des Houtou ne fut conquise que très partiellement par les rois Banyiginya et ne fut soumise à l'administration centrale qu'à la période coloniale. Elle devait être la première à se révolter ouvertement en novembre 1959.

Le roi Mousinga fut déposé en 1931 par les autorités belges parce que « son comportement constituait un obstacle majeur à l'avancement du pays dans la voie de la civilisation ». Un de ses fils, Roudahigwa, lui succéda, avec la bénédiction des missions catholiques toute puissantes au Rwanda : il prit le nom dynastique de Moutara III et fut baptisé en grande pompe le 13 octobre 1943. Les Belges s'efforcèrent alors de « rendre l'administration indigène efficace et honnête », mais « en maintenant et en consolidant le cadre traditionnel de la classe dirigeante des Toutsi, à cause des grandes qualités de celle-ci, de son indéniable supériorité intellectuelle et de son potentiel de commandement » (1).

En 1946, le mandat de la S. D. N. se transforma en tutelle de l'O. N. U. qui demandait expressément d'assurer aux habitants une participation croissante dans le gouvernement de leurs pays. En 1956 était organisée la première consultation populaire qui devait par ses résultats inattendus aboutir à la Révolution du 28 janvier 1961.

C) *Le Bouroundi.*

Le Bouroundi peut être considéré comme le jeune frère du Rwanda. Manifestement ils sont de la même famille, mais ils n'ont pas été élevés de la même façon, est-on amené à penser en les étudiant.

L'histoire du Bouroundi commence beaucoup plus tard que celle du Rwanda ; elle fait suite à une période de lente infiltration de pasteurs Toutsi venant du Rwanda parmi des Houtou et des Twa. Vers 1680 un roi venu du Bouha (Tanganyika) unifie le Bouroundi central. Fait important, ce roi était Houtou et épousa une femme Toutsi. La dynastie royale est donc métissée à l'origine et s'en glorifie. « Dire aux descendants des rois appelés *Bagangwa* qu'ils sont batoutsi est considéré comme une injure (2). » Il existe d'ailleurs au Bouroundi deux catégories de Toutsi. Les Toutsi-Hima sont des pasteurs de la basse société et n'ont pas le droit de traire les vaches du roi. Les Toutsi-Abanyarougourou sont également pasteurs, mais ils constituent une caste noble dont les membres peuvent se marier avec les Abaganwa.

(1) Rapport de 1938 à la S. D. N. cité par J. J. MAQUET, *La participation de la classe paysanne au mouvement d'indépendance du Rwanda*, Cahiers d'Études africaines, nº 16, oct. 1964.
(2) *Urundi.* Numéro spécial de la revue Grands Lacs, 1936, note, p. 279.

Vers 1800 le roi Ntare II « s'empare du tambour » et agrandit considérablement le royaume qui, à sa mort, est séparé en trois parties entre trois de ses fils, dont l'un. Mwezi IV Gisabo, sera nommé mwami et se soumettra en 1899 à l'Allemagne. Mais, en 1903, le commandant militaire d'Ousoumboura affaiblit dangereusement l'autorité déjà fragile du mwami sur les chefs de province en le punissant officiellement. Moutaga IV (1906-1915) ne sera pas soutenu par les Allemands qui laisseront plusieurs chefs indépendants.

Par contre, l'autorité royale s'affermit sensiblement sous le régime belge, mais les tensions sociales étaient certainement moins fortes au Bouroundi qu'au Rwanda. D'une part, le mwami, sommet de la pyramide sociale et bénéficiaire de tout le système féodal, était moins puissant, d'autre part le contrat de clientèle pastorale appelé ici *ingabire* était nettement moins défavorable au client.

Ces facteurs expliquent la différence d'évolution subie par le Bouroundi et le Rwanda après 1956.

III. LA COTE EST-AFRICAINE (TANZANIE, KENYA ET SOMALIE MÉRIDIONALE)

De même que la région interlacustre, la côte orientale de l'Afrique depuis Mogadisque (Somalie) jusqu'au Cap Delgado (frontière Tanganyika-Mozambique) constitue une province culturelle nettement caractérisée, parce qu'elle est le berceau de la langue et de la civilisation *swahili* (1). Le terme swahili directement dérivé du mot arabe *Sahil* (la côte) indique immédiatement l'importance des influences arabes ou plus exactement du facteur islamique. La pratique de l'islam est en effet le seul point commun d'une population extrêmement diverse sur le plan anthropologique parce qu'issue du métissage poursuivi pendant plus de mille ans entre des Noirs Bantou, des Arabes d'Arabie, des Perses (Shirazi) et plus accessoirement des Indiens.

C'est certainement la grande ancienneté de ces apports étrangers et leur renouvellement constant qui explique la naissance, dès le XIII[e] siècle probablement (2), d'une langue et d'une civilisation originales participant à la fois de l'Afrique noire et de l'Islam. Il existait donc bien avant l'arrivée des Portugais un sentiment d'appartenance à une entité culturelle distincte parmi les populations de la côte orientale, mais certainement rien de ce qu'on peut appeler une conscience nationale. Le fameux « Empire de Zendj » n'a jamais existé ; l'histoire des îles et des cités côtières n'est faite que de conflits intérieurs et c'est justement la profonde désunion politique de la côte qui permit aux Portugais de la dominer en moins de dix années avec des forces militaires extrêmement réduites.

(1) A. H. J. PRINS, *The Swahili-speaking people of Zanzibar and the East African Coast, Arabs, Shirazi and Swahili.* Ethnographic Survey of Africa, Londres, 1961.
(2) G. S. P. FREEMANN-GRENVILLE, *Medieval Evidences for Swahili.* Journal of the East African Swahili Committee, 1959, p. 1-14.

A l'époque de la fondation de la Compagnie allemande d'Afrique orientale, le 12 février 1885, le kiswahili était encore une langue presque purement côtière, mais qui avait cette particularité d'être la seule langue africaine pouvant se prévaloir d'une littérature écrite remontant au moins au XVIIe siècle et de poèmes épiques transmis par voie orale depuis le XIVe siècle et se rapportant au fameux héros Liongo Fumo. Aujourd'hui le kiswahili est indéniablement la langue africaine la plus répandue et la plus étudiée de par le monde. Il est parlé, lu et écrit à Zanzibar et au Tanganyika soit en caractères arabes, soit en caractères latins ; il est parlé en Somalie, au Kenya, Ouganda, Congo oriental, Zambie ; il est compris aux Comores et sur la côte ouest de Madagascar, soit en tout environ trente millions de personnes. Il est enseigné non seulement dans les universités africaines de l'ancienne Afrique anglaise et de l'ancienne Afrique belge mais encore aux États-Unis, en Allemagne, en U. R. S. S., en Grande-Bretagne. Cette extraordinaire diffusion d'une langue africaine est due surtout à la pénétration européenne qui s'est faite dans le sillage des marchands swahili. Mais le kiswahili est devenu la grande langue véhiculaire de tout l'est de l'Afrique au sud du Sahara parce qu'il appartient à la famille bantou et possède donc une structure de base aisément accessible à tous les Bantou.

A cause de l'importance actuelle du kiswahili, de nombreux Africains s'intéressent à l'histoire de la côte orientale. Malheureusement la période 1500-1800 n'est pas beaucoup mieux connue que la précédente (du XIe au XVIe). En effet, les documents écrits portugais sont relativement nombreux pour les trente premières années du XVIe siècle, puis entre 1569 et 1634 ; après cette date l'autorité portugaise décline rapidement jusqu'au fameux siège de Mombasa en 1698, par lequel le sultan d'Oman acquiert le contrôle réel de la côte. En 1752 sera signé un accord séparant au cap Delgado la zone arabe au nord, la zone portugaise au sud. Ces documents portugais servent de source principale pour l'histoire de la côte. Mais, en dehors du fait qu'ils concernent seulement certaines périodes, ils ont évidemment le défaut de se rapporter aux actions « héroïques » des Portugais sur la terre africaine et de s'intéresser très peu aux Africains eux-mêmes.

Nous disposons heureusement d'une autre catégorie de sources écrites qui sont les traditions historiques locales, transmises oralement en kiswahili et recueillies à la fin du XIXe siècle. G. S. P. Freeman-Grenville en a publié récemment une traduction anglaise (1). Les Portugais n'y sont certes pas présentés de la même façon ! Mais ces histoires (de Lindi, Sudi, Dar es Salaam, Bagamoyo, Kua) sont essentiellement des « micro-histoires » racontant des conflits familiaux strictement localisés ; même celles, plus importantes, de Kilwa Kisiwani et de Paté sont consacrées exclusivement aux dynasties régnantes et non aux faits économiques et culturels.

(1) G. S. P. Freemann-Grenville, *The East African Coast : Select Documents from the first to the earlier nineteenth century*, Oxford, 1962.

Reste une troisième source historique particulièrement intéressante pour cette région de l'Afrique, c'est l'archéologie. Les remarquables travaux menés depuis 1948 par J. S. Kirkman, A. G. Mathew, G. S. P. Freeman-Grenville, H. N. Chittik (1) ont permis de dresser une carte détaillée de tous les sites archéologiques de la côte du Kenya et du Tanganyika et de discuter la théorie couramment admise auparavant suivant laquelle toutes les ruines devraient être attribuées à des installations persanes du Moyen Age et seraient antérieures à l'arrivée des Portugais qui aurait entraîné un déclin immédiat et irrémédiable de la civilisation swahili. (2)

Ceci est certainement vrai pour Kilwa et ses dépendances de Songo Mnara, îles Juani et Mafia. Kilwa avait connu son apogée au XIVe siècle et commençait à décliner dans la deuxième moitié du XVe siècle. Mais d'autres secteurs de la côte étaient en expansion à la fin du XVe siècle et poursuivirent un commerce florissant malgré l'installation des Portugais. Les îles Bajun (Paté, Manda et Lamou) au nord de la rivière Tana s'accommodèrent fort bien de leur présence, payèrent tribut au « capitaine » de Mombasa, mais furent aussi les premières à demander l'aide des Arabes d'Oman. Parmi les très nombreux sites qui jalonnent la côte du Tanganyika en face des îles Pemba et Zanzibar, beaucoup ont été datés avec certitude des XVIIe, XVIIIe siècles et même XIXe siècle. Ce sont en général de très petits établissements où les seuls monuments de pierre sont la mosquée et les pierres tombales. Ils n'ont rien de comparable au luxe des installations du XIVe et du XVe siècle à Kilwa Kisiwani, Songo Mnara ou Kua dans l'île Juani ; mais leur nombre même prouve une activité économique importante pendant cette période.

L'archéologie complète donc fort utilement les documents écrits. Dans certains cas elle constitue la seule source. Ainsi la grande ville de Gedi située à 90 km au sud de Malindi, à laquelle J. Kirkman a déjà consacré trois importantes publications (1954, 1960, 1963), n'est mentionnée dans aucun texte arabe, portugais ou swahili et on « suppose » qu'elle fut détruite en 1528, l'année du deuxième sac de Mombasa.

I. Bilan de la « période portugaise » 1498-1698.

C'est à Mombasa qu'il faut évoquer les deux cents ans de présence portugaise. L'impressionnante forteresse de Fort-Jésus, construite en 1593 par un architecte italien, a résisté au fameux siège (mars 1696-décembre 1698) pendant lequel 2 500 défenseurs portugais, arabes, swahili et indiens attendirent d'être réduits à une vingtaine pour se rendre, après trente-trois mois de résistance, aux marins arabes d'Oman. Restaurée récemment, elle est devenue en 1960 le musée archéologique du Kenya, ce qui semble une curieuse destina-

(1) Bibliographie in *History of East-Africa*, p. 462-466.
(2) Cartes dans *Select Documents*, *op. cit.*, p. 300-305.

tion, car la « période portugaise » fut très peu appréciée de la population locale.

Elle avait commencé sous le signe de la terreur. En 1505 Kilwa et Mombasa furent pillées. En 1506 et 1507 ce fut le tour d'Oja et Brava (Somalie). En 1509 Mafia et Pemba furent attaquées, Zanzibar pillée. Mombasa fut mise à sac une deuxième fois en 1528 ; aussi, lorsque les villes côtières du Kenya virent arriver en 1585 le corsaire turc Amir Ali Bey qui les invitait à se libérer de la domination portugaise, Mombasa demanda aussitôt une garnison turque. Mal lui en prit, car elle fut détruite, pour la troisième fois, par une flotte portugaise venue de Goa, à l'annonce du retour des Turcs. Par une curieuse coïncidence chronologique la zone côtière était au même moment dévastée par une bande de cinq mille cannibales Zimba venus du Zambèze, qui avaient exterminé en 1587 trois mille habitants de Kilwa et continuaient leur mouvement vers le nord. Les Zimba proposèrent leur alliance aux Portugais de Mombasa contre les Turcs, puis gagnèrent Malindi où ils furent exterminés par les nomades Segedjou.

C'est à la suite de ces événements que fut décidée la construction de Fort-Jésus (1593) et la séparation administrative des « capitaineries » de Mombasa et de Moçambique. Durant les trente années suivantes les Portugais purent croire à la soumission de la côte. Mais la révolte couvait... En 1631 le fils du sultan de Mombasa qui avait été élevé et baptisé à Goa ordonna le massacre des Portugais. L'année suivante une expédition venue de Goa rétablit l'ordre, mais dorénavant les troubles allaient se multiplier.

Deux dangers menaçaient. A l'intérieur la grande migration des *Galla* vers le sud contraignait les Wanyika à se réfugier dans les îles de Mombasa, Paté et Lamou. Du côté de la mer un ennemi autrement dangereux pour la présence portugaise fit sa première apparition en 1652 ; l'année de l'installation hollandaise au Cap, une flotte venue d'Oman détruisit les installations portugaises de Paté et de Zanzibar. En 1698, après trois autres raids (1660-1669-1679) et la chute de Fort-Jésus, le sultan d'Oman pouvait se considérer comme le maître de la côte orientale d'Afrique jusqu'à la hauteur du Cap Delgado. Cependant, les Portugais, tenaces, essayèrent de reprendre Mombasa, vainement en 1699, 1703 et 1710, avec succès en 1728. Pour la dernière fois entre mars 1728 et novembre 1729 le drapeau portugais flotta sur Mombasa.

De cette occupation portugaise de deux siècles il reste bien peu de choses, sinon l'existence d'une soixantaine de mots portugais dans la langue swahili (1) et l'introduction de certaines plantes « américaines » comme le maïs et le manioc qui tiennent d'ailleurs dans l'alimentation locale une place très inférieure aux plantes « indonésiennes » importées sans doute aux premiers siècles de l'ère chrétienne et aux plantes « indiennes » apportées au Moyen Age par les Arabes.

(1) G. S. P. Freemann-Grenville, *The Coast 1498-1840*, chap. V in *History of East Africa*, p. 129-168.

2. La côte entre 1698 et 1840.

On ne peut parler d'une « période arabe » qui aurait « succédé » à la période portugaise. En réalité, si le trafic direct de la côte africaine avec l'Inde fut arrêté au XVIe siècle, le commerce avec le golfe Persique ne s'interrompit jamais. Les Portugais ne disposèrent jamais des effectifs nécessaires pour se charger eux-mêmes des opérations commerciales ; leurs ressources étaient d'ailleurs assurées par les droits de douane perçus dans le port de Mombasa et les tributs payés par les trois seigneurs de l'île de Paté (rois de Paté et Faza et gouverneur de Siou) et le roi de l'île de Lamou (1). Ils n'avaient en conséquence aucun intérêt à gêner le cabotage qui portait essentiellement sur l'ivoire, la cire, les produits vivriers (riz, fruits, viande) contre des perles et des tissus de l'Inde, accessoirement sur les esclaves et ceci, semble-t-il, à l'insu des Portugais qui ne les mentionnent jamais dans les relevés de douane, bien que certains visiteurs aient dénoncé la traite arabe (2).

Ormuz fut reconquise par les Perses en 1622, Mascate reprise par les Arabes d'Oman en 1648. Au milieu du XVIIe siècle, les Portugais avaient donc perdu la maîtrise du golfe Persique et nous avons vu qu'Oman commença ses attaques sur la côte africaine en 1652. Les archéologues affirment une reprise économique nette à la fin du XVIIe et au XVIIIe siècle, marquée par l'importation massive de porcelaines chinoises.

A partir du début du XVIIIe siècle, après la chute de Mombasa, arrivèrent sur la côte un grand nombre d'Arabes. Alors que les immigrants du VIIIe au XVe siècle se réclamaient le plus souvent d'une origine perse (Shirazi), ceux-là venaient de l'Arabie, soit de l'Hadramaout (Hadrami), soit de l'Oman (Omani) ; ils s'assimilèrent avec plus ou moins de facilité aux Shirazi, qui avaient depuis longtemps abandonné la langue arabe au profit du kiswahili et les coutumes persanes pour les habitudes religieuses bantou. Les Hadrami étaient sunnites comme la majorité des Swahili et leurs sheikh, souvent instruits, jouèrent un grand rôle dans l'épuration de l'islam et de la littérature swahili. Les Omani étaient ibadites et n'épousaient pas les femmes swahili. Venant du pays qui était le suzerain théorique des petits états de la côte, ils devinrent de ce fait les chefs politiques locaux (3).

Mais, durant près d'un siècle, l'autorité de l'imam de Mascate fut loin d'être assurée fermement sur la côte africaine. En 1741 le gouverneur Mazrui de Mombasa profita du renversement de la dynastie royale d'Oman par les Busaidi pour se déclarer indépendant et installer des membres de sa famille à Paté et Pemba. La lutte des Mazrui contre les Busaidi devait durer jusqu'en 1837.

(1) PEDRO BARRETTO DE REZENDE, *Description de Mombasa en 1634.* Manuscrit conservé au British Museum, trad. angl. in *Select Documents*, p. 186.
(2) FRA GASPAR DE SANTO BERNADINO, *Itinerario da India ate esto Reino de Portugal*, Lisbonne 1611, trad. angl. in *Select Documents*, p. 162.
(3) LYNDON HARRIES. *The Arabs and Swahili Culture*, *Africa*, vol. XXXIV, juillet 1964, p. 224-229.

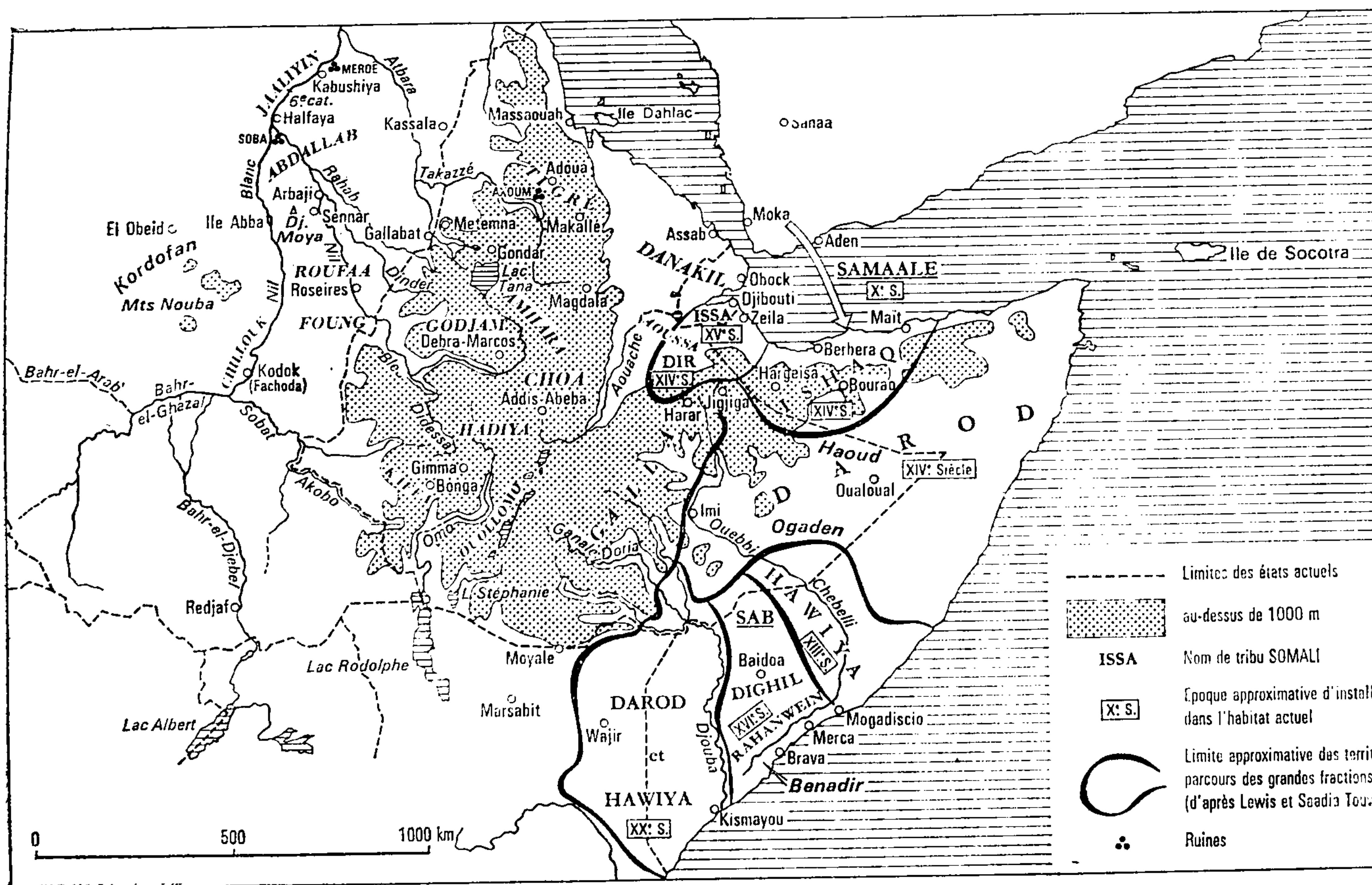
En 1747, ce fut le tour de Kilwa de se révolter contre le gouverneur nommé par Oman. Kilwa était, à cette époque, complètement déchue de son ancienne splendeur ; son sultan accepta donc avec enthousiasme en 1775 les propositions d'un certain Monsieur Morice, commerçant français (1) installé à l'île de France (île Maurice), concernant l'achat de mille esclaves par an et signa le 14 septembre 1776 un traité accordant aux Français le monopole de la traite pour cent ans (!). La nouvelle prospérité de Kilwa n'allait guère durer : dès 1784 le sultan d'Oman exige un impôt élevé sur chaque vente d'esclaves et nomme des gouverneurs chargés de le percevoir à Kilwa, Mafia et Zanzibar. D'autre part, les Français des Mascareignes seront à partir de 1805 en situation de nette infériorité par rapport aux Anglais qui prendront l'île de France en 1810 et la rebaptiseront île Maurice. En outre, Kilwa Kisiwani se voit supplantée par la nouvelle ville (2) de Kilwa Kivinje située sur le continent à 40 km au nord et fondée au XVIII^e par des Bantou venus de la région méridionale du lac Nyassa ; Kilwa Kivinje va fournir régulièrement Zanzibar d'esclaves recrutés sur la route qui rejoint Kota-Kota sur le lac Nyassa et continue à l'ouest vers le Katanga.

Car *Zanzibar* est la grande bénéficiaire du changement d'optique opéré par le sultan d'Oman en 1784 vis-à-vis de ses possessions africaines. Située à mi-chemin entre l'indocile Mombasa et la faible et lointaine Kilwa, Zanzibar, la plus vaste des îles côtières, est comparativement beaucoup moins peuplée que les autres îles tout en étant aussi fertile. Pour qu'elle « rapporte », il faut d'abord de la main-d'œuvre. Ainsi va se monter progressivement à partir de 1784 ce qui deviendra le plus grand marché d'esclaves du XIX^e siècle. Zanzibar va importer de plus en plus de travailleurs et en réexporter seulement une partie vers les marchés habituels d'Oman qui sont l'Arabie, la Perse et l'Inde.

A la route méridionale qui relie Kilwa-Kivinje au lac Nyassa va s'ajouter vers 1785 une route centrale qui va de Bagamoyo (en face de Zanzibar) à Tabora dans le pays des *Nyamwezi* (deuxième peuple du Tanganyika par son importance numérique de 400 000 environ). Les Nyamwezi apportent avant 1788 au kabaka du Bouganda de la vaisselle provenant de la côte ; ils échangeront régulièrement de l'ivoire contre des tissus de l'Inde et des cauris avec le kabaka Semakokiro (1794-1814) en passant par le Karagwé à l'ouest du lac Victoria.

En 1798, année de l'expédition d'Égypte, les Anglais tentent de « neutraliser » le sultan d'Oman et lui demandent d'arrêter tout trafic avec les Hollandais et les Français contre la promesse d'une aide en cas de litige avec ses vassaux de la côte africaine. Ainsi débute la série d'imbroglios qui jalonneront le XIX^e siècle. Les pions sont placés

(1) G. S. P. FREEMANN-GRENVILLE, *The French at Kilwa Island*, trad. anglaise et commentaire de 39 documents, Oxford 1965, manuscrits tirés des Archives de France, Cape Archives, Mauritius Archives, Rhodes House Oxford, etc.
(2) Quatre textes concernent cette période dans *Select Documents*, p. 190-212.



Carte 14 : Sennar. Éthiopie. Pays des Somali.

et les partenaires ne pourront manifestement jamais s'entendre, les intérêts des uns étant directement opposés aux désirs plus ou moins vertueux des autres.

En 1805, *Seyyid Said ibn Sultan* accède au trône d'Oman après avoir fait assassiner son frère. Le « grand homme » de Zanzibar attendra cependant 1828 pour faire sa première visite dans l'île. Il faut dire que son autorité dans Oman a besoin d'être raffermie tandis que tout marche bien à Zanzibar sans que sa présence paraisse nécessaire. L'île prospère. Elle fournit en 1812 un tribut annuel de 12 000 Livres, financé par des taxes de 5 % sur les commerçants arabes et de 20 % sur les Banyans (1). En 1818 une nouvelle chance lui sourit : des commerçants venus de l'île Bourbon (La Réunion) y introduisent le clou de girofle qui va devenir en quelques années un véritable monopole. En 1822 Seyyid Said signe, sans se faire prier, le fameux traité Moresby que lui propose Sir Robert Farquhar, gouverneur de l'île Maurice. Que lui demande-t-on ? Simplement de ne pas vendre d'esclaves aux sujets d'une puissance chrétienne. En échange on reconnaît officiellement la souveraineté d'Oman sur toute la côte depuis le Cap Delgado jusqu'au Cap Gardafui, souveraineté qui est la plupart du temps inexistante en particulier dans la région de Mombasa, où les Mazrui ne désarment pas.

Décidément, la chance est du côté de Seyyid Said et tout tourne en sa faveur, même le bref épisode (8 février 1824 - 29 juillet 1826) pendant lequel le Commandant Owen hisse l'Union Jack à Mombasa dans l'espoir d'arrêter le trafic des esclaves (1). Lorsque les Anglais s'en vont pour éviter de se brouiller avec le sultanat d'Oman, Seyyid Said saisit l'occasion et ordonne aux Mazrui de se soumettre. Mais le sultan Salim refuse de rendre Fort-Jésus. Le conflit ne sera résolu qu'à la mort de Salim en 1836 par l'assassinat ou la déportation des membres de la famille Mazrui. Mombasa sera alors administrée par Zanzibar jusqu'en 1887 où elle sera concédée à la B. E. A. C. (British East African Company).

3. 1840-1884.

En 1840 Seyyid Said s'installe définitivement à Zanzibar, bien décidé à faire rendre le maximum à cette « poule aux œufs d'or » dont le revenu a passé de 12 000 à 20 000 Livres entre 1828 et 1834 (2). Il va dans ce but utiliser avec beaucoup d'astuce les bonnes relations qu'il a nouées avec les Américains, les Anglais et les Français qui ont nommé respectivement des consuls en 1837, 1840, 1844 et, d'autre part, avec les banquiers indiens dont il favorisera l'émigration définitive. Les mille Indiens établis en 1840 seront six mille vingt ans plus tard et contrôleront la vie économique de Zanzibar en organisant

(1) Kenneth Ingham, *A History of East Africa*, 1962, 450 p., p. 22.
(2) J. M. Gray, *Zanzibar and the coastal Belt 1840-1884*, chap. VII, *History of East Africa*, p. 212-251, p. 219.

le financement des expéditions qui vont aller de plus en plus loin vers le centre de l'Afrique.

Le transfert de la capitale d'Oman à Zanzibar est en effet un événement historique important non seulement pour la côte, mais pour près de la moitié de l'Afrique orientale au sud du Sahara, parce qu'il a donné un coup de fouet désastreux à la traite arabe. A Zanzibar même il a complètement changé les caractères de la société qui s'est alors stratifiée en plusieurs classes. En bas de l'échelle les esclaves noirs recrutés dans l'intérieur de l'Afrique sont fortement majoritaires (1) et ont un statut très différent de celui des esclaves dans les siècles précédents. Au lieu d'être intégrés dans les familles, ils sont des ouvriers agricoles. Comme les esclaves noirs américains, ils adopteront la langue et la religion de leurs maîtres et, comme eux, ils n'accèderont pratiquement pas à la propriété lorsque viendra le jour de leur libération (1897). Au-dessus il y a les Swahili (2) dont les ancêtres sont arrivés dans l'île au Moyen Age. Ils sont largement métissés même dans les classes supérieures et ont assimilé les nouveaux arrivants arabes du XVIIIe siècle. Au-dessus il y a les Arabes venus après 1840 : certains *Hadrami*, aujourd'hui encore, sont restés strictement arabophones ; ils sont appelés *Washihiri*. Les Omani parlent généralement le kiswahili et leur aristocratie est même très attachée à la littérature swahili. Ils y ont introduit de nouveaux mots arabes et aussi nombre de mots persans (3), car le sultanat d'Oman est tout proche de la Perse. Les Arabes sont planteurs et commerçants. Les Indiens fortement minoritaires sont commerçants et banquiers.

Il est important de souligner que cette stratification de la société instituée au début du XIXe siècle a duré jusqu'à nos jours et qu'elle est la cause réelle — plus sociale que raciale — de la Révolution du 12 janvier 1964 à Zanzibar.

Seyyid Said meurt en mer en 1856, au retour d'un séjour de deux années à Mascate. Ses deux plus jeunes fils Bargash et Majid se disputent le trône de Zanzibar jusqu'en 1859 où Bargash est déporté à Bombay. Thuwain, l'aîné, auquel a été alloué le sultanat d'Oman, réclame une compensation financière. Le 6 avril 1861, Lord Lanning, gouverneur général de l'Inde, déclare séparés définitivement les territoires de Zanzibar et de Mascate à charge pour le sultan de Zanzibar de payer annuellement une rente de 40 000 couronnes allemandes. Mais Majid refuse de payer après 1866 à Salim qui n'a pas hésité, à Mascate, à tuer son père Thuwain pour lui succéder.

Majid signe en 1859 un traité d'amitié avec les villes hanséatiques de Lübeck, Brême et Hambourg. En 1866 il commence à faire cons-

(1) Le vice-consul britannique à Pemba en 1896 estimait la population de l'île à 2 000 Arabes, 25 000 Swahili et 60 000 esclaves. Population tocate de Pemba en 1958 = 134 000, de Zanzibar = 166 000.
(2) JOHN MIDDLETON and JANE CAMPBELL *in Zanzibar. Its Society and its Politics*, Oxford 1965, 71 p., indiquent que les Swahili de Zanzibar préfèrent l'appellation de « Shirazi » rappelant une origine culturelle distincte et supérieure à celle des Arabes d'Arabie et à celle des Swahili venus du continent.
(3) LYNDON HARRIES, Africa, juil. 64, p. 224-229.

truire une nouvelle capitale sur l'emplacement de Dar es Salaam. Il meurt en 1870 sans laisser d'héritier mâle et sans avoir pris de mesures efficaces contre le trafic des esclaves qui sont vendus de plus en plus nombreux sur le marché de Zanzibar pour être envoyés dans les plantations de girofle (l'île est déjà le premier producteur mondial) ou dans les plantations de la Réunion, ou en Arabie et dans l'Inde, ou en Amérique : depuis 1846, en effet, Cuba et le Brésil ont entrepris de nouvelles plantations à la suite de l'abolition du droit de préférence anglais pour le sucre provenant des colonies britanniques. Zanzibar exporte également beaucoup d'ivoire dont la demande est, depuis 1820, en progression constante en Europe et en Amérique pour la fabrication des manches de couteaux en particulier. Comme autres exportations importantes le clou de girofle, le copal pour la fabrication des vernis, le coprah, le sésame, les cauris transportés par des bateaux allemands sur la côte occidentale d'Afrique. A l'importation Zanzibar achète du coton aux U. S. A. (c'est le fameux « mericano » dont parlent tous les explorateurs), dans l'Inde et en Grande-Bretagne ; des perles de Venise, du fil de cuivre, des fusils, des mousquets, toutes marchandises destinées au commerce dans l'intérieur de l'Afrique.

Seyyid Bargasch, revenu de son exil à Bombay, succède à Majid en 1870, avec l'approbation du consul anglais John Kirk qui restera en fonction jusqu'en 1887, un an avant le mort de S. Bargasch. En 1873 ce dernier s'engage, sous la menace d'un bombardement naval, à fermer tous les marchés d'esclaves de ses dominions et à interdire l'exportation d'esclaves. En 1875 il rend visite à la reine Victoria. Tout paraît donc s'arranger et les antiesclavagistes poussent un soupir de soulagement... hélas prématuré, car, si le trafic d'esclaves diminue sans pour autant cesser, celui de l'ivoire augmente énormément et entraîne des conséquences désastreuse. D'une part, on paye l'ivoire depuis 1860 avec des armes à feu dont l'Afrique de l'est va être littéralement inondée, puisqu'elles constitueront en 1880 un tiers de la valeur totale des importations : d'où l'extension foudroyante des guerres entre tribus, la dépopulation, et la progression des « Arabes » (ce vocable s'appliquant aussi bien aux Swahili qu'aux vrais Arabes) jusqu'au centre du continent. D'autre part, cet ivoire qu'on va chercher si loin doit être ramené jusqu'à la côte sur les épaules de porteurs qu'on vend à l'arrivée avec leur chargement.

Il est certain que les Européens, même s'ils n'ont jamais trempé directement dans les horreurs de la traite arabe de la deuxième moitié du XIXe siècle, doivent être tenus pour responsables, puisqu'ils étaient les principaux acheteurs d'ivoire et les vendeurs d'armes à feu (dont le trafic allait prendre des proportions encore plus catastrophiques entre 1885 et 1900). L'activité missionnaire s'attachant à la libération des esclaves fut certes remarquable, mais ne pouvait être efficace dans ces conditions. Il faut noter cependant sa précocité : les missionnaires allemands Krapf et Rebman commencèrent à évangéliser près de Mombasa en 1844 sous l'égide de la *Church Missionary Society*. Les *United*

Methodist Free Churches s'installèrent en 1862 près de Mombasa et les « *Universities Mission to Central Africa* » en 1864 dans l'Usambara. Du côté catholique les *Pères du Saint Esprit* et du Sacré Cœur, venus en 1860 de La Réunion, établirent une colonie agricole pour des esclaves libérés près de Bagamoyo en 1868. En 1888 on comptait 1 400 esclaves fugitifs abrités dans les centres des environs de Mombasa.

4. Activité politique européenne sur la côte (1840-85).

La *Grande-Bretagne* est, nous l'avons vu, le « partenaire privilégié » des sultans de Zanzibar depuis 1798, année où elle a signé un traité d'alliance avec le sultan d'Oman, pour éviter l'ingérence française dans la partie septentrionale de l'Océan Indien. Son but est d'étendre à l'intérieur l'autorité des sultans de Zanzibar, au bénéfice des explorateurs, missionnaires et commerçants britanniques. L'ennui — et il est de taille — est que l'économie et la puissance de Zanzibar sont basées sur la traite. Les désirs sincères des antiesclavagistes et les intérêts des sultans sont donc absolument inconciliables, mais les humanitaristes anglais du XIXe siècle semblent bien ne pas l'avoir compris. La fameuse théorie de la nécessité du « commerce légitime » leur a fait perdre de vue que, dans le cas de l'Afrique orientale, l'importation d'armes à feu pour acheter de l'ivoire était beaucoup plus catastrophique pour l'équilibre des sociétés africaines que l'importation de tissus et de perles pour acheter des esclaves. (1)

En 1884, à la veille de la Conférence de Berlin, l'Angleterre a une influence prédominante à Zanzibar. Le tonnage britannique a crû de 700 % entre 1871 et 1879, la Compagnie de navigation de l'Inde à Zanzibar, fondée en 1872 par l'Écossais William Mackinnon, a mis en service un service postal mensuel ; un câble Zanzibar-Aden fonctionne depuis 1877. En fin 1875 l'intervention du Foreign Office a fait se retirer de Brava, Kismayou et Lamou (théoriquement au sultan de Zanzibar) les 500 soldats égyptiens qui venaient d'occuper ces villes au nom du khédive (2). En 1877 le lieutenant William Lloyd Mathews a commencé à instruire une armée zanzibarite et la ville de Zanzibar s'est modernisée.

L'Allemagne ou plus exactement le commerce des villes hanséatiques s'intéresse à Zanzibar depuis 1840. En 1870 le commerce allemand dépasse celui des États-Unis et de la France, est égal à la moitié de celui de l'Inde plus la Grande-Bretagne. Mais l'action *politique* allemande est remarquablement tardive, puisqu'elle débute en 1884. En mars, Karl Peters fonde la *Gesellschaft für deutsche Kolonisation.* Le 1er octobre Gehrardt Rohlfs est nommé Consul général à Zanzibar. Le 14 novembre Karl Peters arrive à Zanzibar et s'engage dans l'intérieur, sans l'autorisation de son gouvernement. Il revient le 17 dé-

(1) JOHN FLINT, *The wider background to partition and colonial occupation*, chap. X, *History of East Africa*, p. 352-390.
(2) Le *Foreign Office* fut sollicité à la fois par Gordon général anglais au service du khédive et par Kirk consul anglais à Zanzibar, et prit finalement parti pour Zanzibar.

cembre avec des traités plaçant le territoire situé entre les rivières Pangani et Roufidji jusqu'à cent kilomètres de la côte sous le protectorat allemand. A la même époque, les frères Denhardt négocient à Vitou avec le « sultan » Simba. De retour à Berlin en février 1885, Peters présente ses traités à Bismarck le 5, fonde la *Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft* le 12, et reçoit le 27 une charte impériale pour ses acquisitions. Le *Schutzbrief* sera publié officiellement le 3 mars, lendemain de la clôture de la Conférence de Berlin.

5. Le sultanat de Zanzibar jusqu'au protectorat britannique et l'abolition de l'esclavage.

C'est seulement le 25 avril 1884 que le sultan Seyyid Bargash est informé par le consul allemand de Zanzibar de la revendication allemande sur la route de Tabora. Il proteste aussitôt à Berlin et, s'apercevant — sans doute un peu tard — de la fragilité de ses revendications territoriales dans l'intérieur du continent, il demande au général anglais Mathews d'occuper, en son nom, la région du Kilimandjaro.

Mais Seyyid Bargash se heurte cette fois-ci à un adversaire autrement plus coriace que les Britanniques. Le 7 août, cinq navires de guerre allemands mouillent devant la ville de Zanzibar. Devant cette menace, le sultan autorise le 19 août la construction d'un port allemand à Dar es Salaam et ne réagit pas devant l'annexion allemande de la région du Kilimandjaro. Les ennuis du sultan ne font cependant que commencer. En 1886 ce sera bien pire puisqu'une commision anglo-germano-française limitera, sans l'avoir jamais consulté, son autorité continentale à une bande de dix miles de large le long de la côte des actuels Kenya et Tanganyika, accordant en sus un territoire de dix miles autour de chacune des villes de Brava, Merca et Mogadisque qui seront transférées en 1889 à l'Italie (aujourd'hui en Somalie). Par l'accord de décembre 1886, l'intérieur jusqu'au lac Victoria est partagé en deux « sphères d'influence » britannique et germanique qui deviendront respectivement le Kenya et le Tanganyika.

Le domaine continental fort exigu laissé à Seyyid Bargash va encore se rétrécir sous ses successeurs. Seyyid Khalifa bin Said (1888-90) signe le 28 avril 1888 un accord concédant à l'Allemagne l'administration de la bande côtière du Tanganyika, et spécifiant le maintien de la souveraineté zanzibarienne. Mais les Allemands, méprisant cette deuxième partie du contrat, hissent le pavillon de la Compagnie allemande à la place du drapeau du sultan et se conduisent avec suffisamment de brutalité pour qu'une révolte éclate, dirigée par *Abushiri* ibn Salim al-Harti. (Connu dans les rapports sous le nom de Boujiri.)

La révolte de Boujiri va s'étendre non seulement sur toute le côte mais à l'intérieur parmi des populations qui ne sont pas Swahili mais profitent du passage des caravanes vers la côte et craignent de perdre leurs privilèges économiques. Elle obligera les Allemands à envoyer des renforts et durera jusqu'au 15 décembre 1889, date de la pendai-

son de Boujiri. Six mois plus tard le Gouvernement allemand prend sous son contrôle le territoire imparti à la *Deutsch Ostafrikanische Gesellschaft* et paye au sultan une indemnité de 4 millions de Marks pour la cession définitive de la côte du Tanganyika.

La bande côtière du Kenya appartient cependant encore au sultan mais dans des conditions assez particulières puisqu'elle est administrée au nom du sultan par la *British East Africa Company* moyennant une rente annuelle de 11 000 Livres. Le sultan est donc pensionné officiellement par la Compagnie et ne verra guère plus d'inconvénients à accepter le protectorat du Gouvernement britannique le 4 novembre 1890. En juillet 1895, lors de la proclamation du *British East Africa Protectorate* (plus tard Kenya et Ouganda), il sera décidé que la rente annuelle au sultan sera portée à 17 000 livres et payée par le Gouvernement britannique.

En 1896, à la mort de Seyyid Hamed ibn Thuwain, Seyyid Khaled ibn Bargash et Seyyid Hamoud ibn Mohammed se disputent âprement le pouvoir. Ils seront départagés par l'appui de la flotte anglaise qui n'hésitera pas à bombarder le palais royal pour en chasser S. Khaled. S. Hamoud, devenu sultan, signera en 1897 le traité abolissant l'esclavage à Zanzibar et Pemba. Il abdiquera en 1911 et c'est seulement l'année suivante que l'esclavage sera officiellement aboli dans la bande côtière du Kenya. En 1913 le protectorat de Zanzibar sera transféré du *Foreign Office* au Colonial Office.

IV. L'INTÉRIEUR (SAUF LA RÉGION INTERLACUSTRE)

1°) Avant 1840.

L'importance des mouvements de population survenus dans l'Est Africain depuis le XV^e^ siècle a été soulignée avec juste raison par R. Oliver (1). Il y a là, en effet, une différence essentielle avec l'Afrique occidentale où le noyau primitif de certains peuples sédentaires est arrivé à l'époque du dessèchement saharien, entre 2 500 et 500, et n'a connu que des déplacements de faible amplitude. Et ceci semble en rapport évident avec le fait que la bande sahélo-soudanaise de l'Afrique est sa « zone historique » par excellence, en opposition avec l'absence de véritable histoire dans la majeure partie de l'Afrique orientale.

L'ensemble des migrations a suivi une direction nord-sud et a amené des pasteurs, dont certains tels les Lango et les Teso du nord de l'Ouganda se sont d'ailleurs convertis à l'agriculture. Il semble bien que la population primitive était fort clairsemée, mais qu'en certaines régions elle était nettement plus « civilisée » que les nouveaux arrivants, si l'on en juge par les témoignages archéologiques de cette

(1) R. Oliver, *Discernible developments in the interior, c. 1500-1840*, chap. VI, *History of East Africa*, p. 169-211, p. 171.

fameuse « civilisation azanienne » décrite par G. W. B. Huntingford (1), répandue dans l'ouest du Kenya et au Tanganyika ; elle consiste en travaux de terrassement et d'irrigation, menhirs et cercles de pierre, puits et routes ; les constructions les plus intéressantes et les plus mystérieuses sont sans doute les « hut-circles » de Huntingford qu'on trouve par douzaines ou même par centaines sur les pentes des Monts Elgeyo et Elgon (Kenya) ; leur paroi postérieure est formée par la montagne même ; leur mur antérieur fait de terre et de pierres et percé d'une porte, elles ont un diamètre de 9 à 20 mètres et une profondeur de 2 à 4 mètres. Les recherches les plus récentes aboutissent à la conclusion qu'il s'agissait d'habitations pour les hommes et pour leur bétail, couvertes d'un toit plat (*tembe*) ou d'un toit conique (*msonge*) (2). On ne sait pas grand'chose sur les *Sirikwa* auxquels elles sont attribuées, sinon qu'ils ont été dispersés et anéantis en grande partie par les Massaï, les Souk et les Karamojong, mais ils présentent justement un intérêt d'autant plus grand pour le Kenya indépendant, qui manque manifestement d'ancêtres historiques glorieux ! La preuve en est que vient d'être fondé un nouveau « comté » groupant les districts Elgeyo-Marakwet, Trans-Nzoia, Uasin Gishu et Nandi et appelé *Sirikwa*.

Ces mystérieux Sirikwa ont des rapports de parenté certains avec les Datoga, disséminés en petits groupes dans le nord du Tanganyika, au sud-ouest des Massaï, autour du lac Eyassi. C'est au nord-est de ce lac que se trouve la fameuse « ville » d'Engaruka (3) qui contient plus de 6 000 maisons de pierre (4), datée par Leakey du XVII^e ou du XVIII^e siècle.

L'imprécision des traditions orales dans toute cette région fait qu'on ne sait rien jusqu'ici de l'histoire de ces populations avant le XIX^e siècle. Il nous semble évident, cependant, que cette « civilisation azanienne » ne doit pas être rattachée exclusivement à des influences sud-éthiopiennes, mais qu'elle est en rapport avec les civilisations préhistoriques, développées durant plus de dix mille ans dans la Rift Valley et que ses artisans sont les descendants des hommes de la *Stone Bowl Culture* chassés de la Rift Valley par la sécheresse. On n'a pas assez insisté à notre avis sur les conséquences humaines du dessèchement du bassin du lac Rodolphe, qui se poursuit à l'heure actuelle (le niveau du lac Rodolphe a baissé d'une dizaine de mètres depuis cinquante ans) et qui a commencé sans doute aux alentours du X^e siècle, expliquant les déplacements des pasteurs à la recherche de pâturages plus fournis.

Le détail de ces migrations ne présente pas un grand intérêt. Il

(1) G. W. B. HUNTINGFORD, *The Azanian Civilisation of Kenya*, Antiquity, VII 1933, p. 153-165.

(2) J. M. WEATHERBY, B. F. KIPKORIR and J. E. G. SUTTON. *The Sirikwa*, in *Uganda Journal*, 28, I (1964), p. 61-74.

(3) L. S. B. LEAKEY, *Preliminary Report on an Examination of the Engaruka Ruins*, T. N. R. 1, 1936, p. 57-60.

(4) G. W. B. HUNTINGFORD, *The peopling of the interior of East Africa by its modern inhabitants*, chap. III, *History of East Africa*, p. 58-93, p. 74.

faut savoir cependant le caractère récent de l'installation dans leur habitat actuel des tribus du nord de l'Ouganda (Acholi et Alour aux XVIIe et XVIIIe siècles, Lango et Teso à partir du XVIIIe siècle) et de celles du Kenya. Les Kikouyou et les Kamba auraient quitté la région de Port-Dunford (sud de la Somalie) vers le XVe siècle. Les Kikouyou auraient atteint l'actuel Fort-Hall au sud du Mont Kenya vers le milieu du XVIe siècle en même temps que les Nandi s'installaient au nord du golfe de Kavirondo. La migration vers les montagnes des « Bantou côtiers » (Nyika, Teita, Kamba, Kikouyou) établis depuis longtemps dans le pays Jouba (sud de la Somalie) serait due au déplacement vers le sud et l'ouest des Galla, eux-mêmes fuyant les Somali. L'avancée des Somali dans le nord du Kenya n'a eu lieu qu'au début du XXe siècle. Les Massaï auraient quitté la région du lac Rodolphe au début du XVIe siècle et, progressant vers le sud, seraient arrivés vers 1830 au contact des Gogo (région de Dodoma à mi-chemin entre Dar es Salaam et Tabora).

Parmi les 120 tribus du Tanganyika (onze millions d'habitants), beaucoup paraissent fixées depuis longtemps, mais pratiquement aucune d'entre elles n'a de véritable histoire. Notons que cette absence de conscience historique tribale a plutôt rendu service à la cause d'un nationalisme « tanganyikien », d'autant plus que la propagation des idées panafricaines a été favorisée par le statut de ce pays sous mandat de la S. D. N. après 1918, puis sous tutelle de l'O. N. U.

2°) Après 1840.

Nous étudierons séparément quatre mouvements qui se sont forcément enchevêtrés dans certaines régions :

A) la continuation des migrations ;
B) l'avancée vers l'ouest des marchands de Zanzibar ;
C) les incursions des Ngoni venant du sud ;
D) la pénétration européenne.

A) *Les mouvements de population :* C'est au *Kenya* qu'ils sont les plus importants.

Des *Lwo*, venant du nord de l'Ouganda se fixent vers le milieu du XIXe siècle autour du golfe de Kavirondo où ils sont près d'un million aujourd'hui, constituant ainsi la section la plus méridionale de l'important groupe linguistique des Nilotiques Lwo, dont le groupe le plus septentrional est formé par les Shillouk qui demeurent dans la région de Fachoda (sud-est du Soudan). Les *Tourkana* occupent vers 1850 les savanes à l'ouest du lac Rodolphe et lancent de nombreux raids vers le lac Baringo. Les *Galla* établis autour de la rivière Tana sont attaqués par les Somali vers 1865 et pratiquement anéantis. Ces mouvements des nomades Somali et Tourkana sont favorisés par l'expansion du marché éthiopien qui reçoit des armes à feu et achète de l'ivoire (1). Les *Massaï* ne cessent de se battre entre eux et avec

(1) D. A. Low, *The Northern Interior 1840-84*, chap. IX, *History of East Africa*, p.297-351, p. 322.

leurs voisins agriculteurs de l'est (Kikouyou) et de l'ouest (Nandi et Kipsigi). Ils lancent même des raids sur la côte vers 1850 ; d'où leur fâcheuse réputation et les réticences justifiées des Arabes et des explorateurs pour atteindre la région interlacustre par le nord. Les *Kikouyou*, confinés dans les zones forestières par peur des Massaï, procèdent à des défrichements systématiques qui sont à l'origine d'une croissance démographique remarquable. Vers 1880, un quart de siècle avant l'installation des premiers colons britanniques, les Kikouyou étaient donc déjà trop à l'étroit sur les terres qu'ils avaient défrichées. Leurs voisins orientaux et proches parents, les *Kamba*, sont la seule tribu de l'actuel Kenya à s'être intéressée au commerce. Vers 1840, des caravanes Kamba hebdomadaires apportaient à Mombasa de l'ivoire qu'elles échangeaient contre des tissus indiens ou américains, des perles, du cuivre, du sel. C'est seulement vers 1860 que les Zanzibarites s'aventurèrent eux-mêmes sur les routes commerciales tenues par les Kamba et traversèrent le redoutable secteur Massaï pour atteindre l'est du lac Victoria. Vers 1880 ils étaient les maîtres du commerce et les Kamba avaient perdu beaucoup de leur prestige.

Cette rapide énumération de quelques tribus du Kenya, qui en compte une quarantaine pour sept millions d'habitants, montre de grandes différences de tempérament entre sédentaires et nomades, entre gens de la plaine aride et habitants des montagnes plus fertiles. Leur « tribalisme » exacerbé constitue un problème quasi-insoluble pour les dirigeants du Kenya indépendant qui doivent forger une conscience nationale basée sur des sentiments plus constructifs qu'un anticolonialisme primaire.

Au Tanganyika on est mal renseigné sur les mouvements de population du milieu du XIX^e siècle. On sait pourtant que les Makonde (281 000 aujourd'hui), les Yao et les Makoua qui habitent aujourd'hui le sud du Tanganyika étaient installés au sud de la Rovouma dans l'actuel Mozambique (où les Makoua et les Yao sont encore très nombreux à l'heure actuelle). Vers 1850 les Makoua qui possédaient des armes à feu fournies par les Portugais attaquèrent les Yao. Ceux-ci se défendirent en remontant vers la « zone arabe » au nord du cap Delgado pour acheter des armes aux Arabes de la région de Kilwa et dans ce but ils se firent commerçants sur la route qui allait de Kilwa au lac Nyassa et, de là, au royaume Kazembé du lac Moero (frontière Zambie-Congo Léo). Dans ce but aussi ils se firent musulmans : dès 1880 l'islam était très répandu chez les Yao (1). Aujourd'hui les *Yao* répartis entre le Malawi, le Tanganyika et le Mozambique sont fiers d'être les plus anciens musulmans de l'intérieur dans cette partie de l'Afrique (2).

B) *L'avancée des marchands de Zanzibar.*

C'est la *route centrale du Tanganyika* que les marchands de Zanzibar empruntèrent la première pour pénétrer dans l'intérieur de l'Afrique.

(1) Alison Smith, *The Southern section of the Interior 1840-84*, chap. VIII, *History of East Africa*, p. 253-296, p. 286.
(2) J. Spencer Trimingham, *Islam in East Africa*, Oxford, 1964, 190 p.

Les premiers « non Africains » à visiter l'Unyamwezi furent deux khojas de Surate (au nord de Bombay) en 1825. Ils furent suivis par des Arabes et plus encore des Swahili Mrima de la côte en face de Zanzibar; en 1840 il y avait une petite colonie « arabe » à Ounyanembe, l'actuelle Tabora. Jouma bin Rajab, grand'père de Tippou Tip, en faisait partie. En 1844 Ahmad bin Ibrahim fut le premier arabe à visiter la capitale du Bouganda ; quatre ans plus tard, des marchands de la côte fournissaient aux Baganda des armes à feu pour lutter contre les Basoga. En 1856-57 des Arabes pénétraient dans l'Ouroua (nord Katanga actuel) à partir de la grande base d'Oudjiji, sur la rive orientale du lac Tanganyika. Par cette route de Tabora, on exportait surtout de l'ivoire et du cuivre provenant du Katanga.

Par la *route méridionale de Kilwa au lac Nyassa* on exportait essentiellement des esclaves, recrutés dans les tribus des environs du lac Nyassa : Makoua, Ngindo, Nyanja, etc. Les Arabes arrivèrent sur la rive occidentale du lac vers 1858.

La route septentrionale de Mombasa-Taveta, golfe du Kavirondo fut fréquentée, nous l'avons vu, à partir de 1860. Après 1870 les Arabes dépassèrent à l'ouest le Mont-Elgon et installèrent une base à Kitale (un peu à l'est de la frontière Kenya-Ouganda). Mais ils n'allèrent pas plus à l'ouest par cette voie et le Nil fut atteint par l'ouest du lac Victoria, à partir de Tabora sur la route centrale. Par cette route septentrionale on exportait de l'ivoire contre des vêtements, des perles et du fil de fer, mais pratiquement pas d'armes à feu jusqu'en 1884, contrairement aux routes centrales et méridionales où les armes à feu furent envoyées en masse à partir de 1860. Les Nyamwezi et les Yao furent les premiers à les adopter.

C'est parmi les *Nyamwezi*, le peuple le plus précocement et le plus profondément touché par l'avancée des gens de la côte, qu'apparurent les premières résistances aux Arabes. Vers 1859 *Manoua Sera* (ou Mnywa Sere) essaya de faire payer des taxes aux marchands de Tabora. Il fut soutenu par Tippou Tib qui avait à cette époque environ vingt ans ; il mourut en 1865. *Mirambo* est plus célèbre. En fait, il est le grand personnage historique du Tanganyika. Il sera cependant difficile de le présenter comme un modèle à tous les écoliers de la nouvelle Tanzanie (Tanganyika + Zanzibar et Pemba), car c'est en luttant contre les Arabes de Tabora et en affirmant une conscience nationale Nyamwezi que Mirambo s'est acquis une glorieuse réputation. Mirambo a été très diversement jugé (1) ; le fameux John Kirk, qui fut consul anglais à Zanzibar de 1868 à 1886 et conseiller très écouté du sultan Seyyid Bargash (1870-1886), avait fixé pour ligne de conduite de favoriser la progression de l'autorité du sultan dans l'intérieur ; en conséquence, il s'opposa plus ou moins ouvertement à cet État noir qui contrôlait par sa position géographique la route d'Oudjiji (lac Tanganyika) et du Katanga. Par contre, plusieurs autres Européens

(1) NORMAN R. BENNET, *Mirambo of the Nyamwezi. Studies in East African History*, Boston, 1963, p. 1-30.

admirèrent l'habileté politique de Mirambo, en particulier le missionnaire anglais E. J. Southon qui appartenait à la L. M. S. et séjourna à Ourambo, capitale de Mirambo située à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tabora, d'août 1879 jusqu'à sa mort en juillet 1882 (à la suite d'un accident de chasse). Mirambo était à cette époque à l'apogée de sa puissance. Son nom avait commencé à être connu en 1871 ; il avait alors environ 35 ans et, par une série de combats heureux, il s'était rendu maître de la route de Tabora au lac Tanganyika, et s'était attiré de ce fait l'inimitié des Arabes installés à Tabora depuis 1840 et à Oudjiji depuis 1855.

Mirambo était un remarquable général. Il fut même gratifié par Stanley du nom de « Bonaparte africain » (1). Le missionnaire Southon (2) admira tout particulièrement sa rapidité de décision et d'action, le soin qu'il portait à l'éducation militaire et psychologique des jeunes gens, ainsi que « la modération avec laquelle il traitait les habitants des pays conquis de telle sorte que ces derniers devenaient bientôt ses admirateurs les plus enthousiastes et ses plus fidèles partisans», procédés qui distinguent fort heureusement Mirambo de Tchaka, le « Napoléon africain ».

En 1884, année de la mort de Mirambo (2 décembre), son royaume s'étendait à partir de la capitale Ourambo jusqu'au lac Victoria au nord, jusqu'au lac Tanganyika à l'ouest et à plus de 200 km au sud dans la direction du lac Roukwa. Il était peuplé essentiellement par des Nyamwezi, mais, malgré cette homogénéité ethnique favorable à la stabilité, il s'effondra dès la mort de son fondateur. Les Allemands n'eurent aucune peine à en assurer le contrôle en 1890 (3).

Parce qu'il fut le presque contemporain de Mirambo et parce qu'il était comme lui un Nyamwezi originaire des environs de Tabora, nous parlerons ici de *M'Siri* (4) (5), qui fonda un royaume dans le sud du Katanga à 1 200 kilomètres au sud-ouest de son pays. La vie de M'Siri est une véritable épopée, encore très vivante dans la tradition orale de la région minière du Katanga. Elle représente en quelque sorte l'épisode final de cette remarquable expansion commerciale nyamwezi qui précéda l'avancée arabe dans l'intérieur du continent.

Né vers 1830 (quelques années avant Mirambo) M'Siri s'installa à demeure vers 1858 dans le pays du chef Katanga à cent kilomètres au nord d'Élisabethville. Les chefs locaux, très divisés, payaient à cette époque tribut au Kazembe installé au sud-est du lac Moero (Zambie) et lui-même tributaire lointain et en réalité autonome du Mwata Yamvo (6). Intervenant avec ses *Bayeke* (=chasseurs d'éléphants) venus de l'Ousoumbwa, son pays natal (au nord-ouest

(1) H. M. Stanley, *How I found Livingstone*, Londres 1872, p. 296.
(2) E. J. Southon, *The History, Country and People of Unyamwezi.* Archives de la L. M. S. Reproduit en appendice à la fin de N. R. Bennet Studies, p. 81-88, p. 85.
(3) Cependant ils durent lutter trois ans (1890-1893) contre Siki, fils de Mirambo, qui préféra se faire sauter plutôt que de se rendre le 9 janvier 1893.
(4) A. Verbeken, *Msiri roi du Garenganze*, Bruxelles 1956, p. 258.
(5) R. J. Cornet, *Le Katanga avant les Belges*, Bruxelles 1946, p. 390.
(6) Voir *supra*, p. 97.

de Tabora), M'Siri, grâce à l'usage d'armes à feu, maîtrisa en dix ans non seulement les chefs de la région minière, mais les Balouba au nord et les guerriers du Kazembe à l'est. En 1869 il se proclama roi du Garenganze (ou Katanga) et installa sa capitale à Bounkeya, à 150 km au nord de l'actuel Élisabethville.

Quand on traverse aujourd'hui Bounkeya, il est difficile de réaliser que ce petit village fut entre 1870 et 1890 une ville de plus de 10 000 habitants et le centre commercial principal de toute l'Afrique centrale. Le site lui-même n'est ni favorable à l'installation d'une nombreuse collectivité ni particulièrement facile d'accès. C'est pourtant vers Bounkeya que convergeaient des caravanes venues soit de l'Ounyamwezi, pays natal des Bayeké, soit de Zanzibar ou de Kilwa, soit surtout de l'Angola par le plateau de Bihé. Bounkeya était donc le nœud d'un *trafic transcontinental :* or, cette ville est située à plus de 1 800 km de Benguela sur la côte atlantique, à plus de 1 500 km de Bagamoyo sur la côte orientale. Que venait-on chercher de si précieux pour justifier un tel transport, sachant qu'une moyenne journalière de 30 km est un maximum pour de grandes caravanes ? M'Siri vendait essentiellement de l'ivoire, des esclaves et du cuivre, plus accessoirement du sel. Il achetait des perles, des tissus et vêtements et surtout des armes qui lui étaient indispensables pour maintenir son autorité. Son royaume atteignait en effet, vers 1875, le confluent Loualaba-Louvoua et s'étendait entre ces deux rivières jusqu'à la crête de partage Congo-Zambèze : il correspondait donc au tiers sud-est de la « province du Katanga » qui a été séparée en deux depuis l'indépendance du Congo. Sa surface équivalait sensiblement au tiers de celle de la France.

Les méthodes de domination d'une minorité étrangère Bayeké sur la masse des Basanga n'étaient certes pas douces. Surtout à la fin de sa vie, M'Siri était réputé au loin pour sa cruauté ; les visiteurs européens, dont les premiers furent en janvier 1884 les explorateurs allemands Reichard et Böhm, ont tous décrit les longues palissades de pieux, chacun coiffé d'un crâne humain plus ou moins récent, qui entouraient la demeure du roi du Garenganze. Le déclin brutal du royaume fut d'ailleurs dû à une révolte généralisée des Basanga qui débuta en mai 1891, six mois avant la mort du vieux potentat qui avait refusé à trois reprises de se soumettre d'abord à la « Chartered » de Cecil Rhodes (Sharpe novembre 1890), puis à l'« État Indépendant » de Léopold II (Le Marinel avril 1891, Delcommune octobre 1891). A la suite d'un nouveau refus opposé au capitaine Stairs, chef (anglais) d'une troisième expédition belge, M'Siri fut tué par le capitaine belge Bodson le 20 décembre 1891.

Constatant le véritable écroulement spontané de cette puissance qui avait fait trembler le centre de l'Afrique durant près de vingt ans, les Belges en conclurent qu'ils avaient « libéré » les populations du Katanga d'une odieuse tyrannie. Pourtant, fait curieux et qui mérite d'être expliqué, les actuels Basanga dont les grand-pères furent si bien exploités par le conquérant étranger Bayeké sont presque

aussi fiers que les actuels Bayeké de l'épopée de M'Siri. C'est humain! Bien qu'étranger, M'Siri était un noir, et un Noir doué d'un génie peu commun puisqu'il avait réussi à faire venir *vers lui* des gens envoyés par des Blancs, soit Portugais de l'Angola, soit Arabes de la côte orientale. Il avait même « ses Blancs » à lui, cinq missionnaires fixés en permanence à Bounkeya, que l'Écossais F. S. Arnot arrivé en février 1886 avait recrutés pour la *Garenganze Evangelical Mission* (laquelle ne réussit aucune conversion, durant la vie de M'Siri). Quelle que soit la cruauté de ses méthodes M'Siri augmenta formidablement la puissance et la « force vitale » collective de l'ensemble de ses sujets ; et cela paraît à leurs descendants autrement exaltant que le mieux-être et les hauts salaires distribués par les Blancs, patrons de l'Union Minière du Katanga!

Contemporain de Mirambo et de M'Siri, l'Arabe Hamed bin Mohammed bin Juma, plus connu sous le nom de *Tippou Tib*, joua un grand rôle dans la pénétration arabe à l'intérieur du continent. Il était né vers 1839 d'un père Mrima (Swahili de la côte en face de Zanzibar) et d'une mère arabe de Mascate. Nous l'avons vu aider le chef nyamwezi Manoua Sera en 1859 contre les Arabes ; il s'intégra en effet très vite à la société noire en épousant deux filles du chef nyamwezi Foundikira. Il s'allia avec M'Siri puis le quitta pour s'établir vers 1870 « à son compte » à l'ouest du lac Tanganyika.

De Tippou Tib on connaît ses rencontres avec les explorateurs Livingstone (1867), Cameron (1874) et surtout ses démêlés avec Stanley lors de la première remontée du Loualaba-Congo (1876) puis en 1887 quand le plus grand trafiquant d'esclaves de l'Afrique centrale fut nommé fonctionnaire officiellement appointé de l'État Indépendant du Congo. On s'est moins intéressé aux méthodes de travail de Tippou Tib qui paraissent particulièrement habiles et révélatrices de la façon dont s'opéra la pénétration « arabe » dans l'est du Congo. Nous mettons arabe entre guillemets, car le nombre total des vrais Arabes dans l'intérieur ne doit pas avoir dépassé quelques centaines ; celui des Mrima peut-être un ou deux mille (1). Leur influence fut cependant extraordinairement étendue dans l'espace et dans le temps. En 1891 la « zone arabisée » correspondait à plus du tiers oriental de l'E. I. C. couvrant la quasi-totalité de l'ancienne province Orientale (Ouellé, Itouri, Stanleyville), la totalité de l'ancienne province du Kivou (Maniema, Nord Kivou, Kivou, nord de Lomami), la moitié nord de l'ancienne province du Katanga (Nord Katanga), soit en tout presque deux fois la surface de la France. La « campagne arabe » rudement menée entre 1891 et 1894 par les forces belges réduisit à peu de choses le nombre de ceux qu'on appelait les Arabes, mais ne fit pas disparaître les noirs « Arabisés » qui se révoltèrent en 1895-96 à Loulouabourg, puis en 1897-99 (Arabisés de l'expédition du Nil).

Les premiers « Arabes » qui avaient pénétré dans l'Ouroua (Nord-Katanga) vers 1856 avaient tous pris des femmes indigènes. Leurs

(1) ALISON SMITH, chap. VIII, *History of East Africa*, p. 287.

fils étaient donc âgés d'une trentaine d'années en 1890 et avaient eux-mêmes des enfants en âge de se battre en 1899. Ces métis d'Arabes ou de Swahili s'imposèrent très facilement comme chefs locaux parmi une population très primitive grâce à leurs armes à feu. Beaucoup fondèrent de véritables petits royaumes comme Sefou, fils de Tippou Tib, à Kasongo, Rachid, son neveu, à Stanleyville, Mounié Mouhara à Nyangwé, Nserera à Lokandou (Riba-Riba), Kibonge à Kiroundou, Roumaliza au nord d'Albertville. Parmi leurs sujets, certains Noirs qui n'avaient pas de sang arabe dans les veines réussirent à s'établir eux aussi comme grands chefs, tels Congo Loutete à Gandou sur le Lomami, à 200 km à l'est du poste fortifié belge de Lousambo qui devait se soumettre aux Belges en 1892. Mieux encore, des esclaves noirs de ces chefs noirs devinrent eux-mêmes des chefs respectés, tels le chef Pania Moutombo dont le village à 100 km au sud de Lousambo groupait 10 000 habitants et fit l'admiration de l'expédition belge Bia-Francqui (octobre 1891) par sa propreté et sa prospérité manifeste (1).

Voilà l'explication du succès arabe parmi les populations du Congo oriental qui furent si atrocement décimées par les marchands d'ivoire et d'esclaves : à côté des innombrables victimes, mortes ou disparues à jamais du village natal, il y eut pour certains Noirs intelligents et chanceux des possibilités de promotion exceptionnelle et c'est justement ce que la colonisation belge allait leur enlever complètement. Cela ne veut pas dire que les « Arabisés » du Congo devinrent tous musulmans. Mais il reste cependant aujourd'hui quelques groupes musulmans dans le Maniema (Kasongo et Kabombaré) et dans la province de Stanleyville (Stanleyville, Kiroundou, Lokandou). Évalués à 115 000 en tout en 1957, il est douteux qu'ils puissent exercer une influence politique, puisque, avec l'indépendance, les raisons profondes du succès des Arabes ont disparu.

C) *Les incursions des Ngoni* venus du lointain Natal apportèrent sur le territoire de l'actuel Tanganyika un bouleversement supplémentaire à celui déterminé par la traite arabe. Les Ngoni de Zwangendaba franchissent le Zambèze le 19 novembre 1835, jour d'une éclipse de soleil qui a permis la datation. Ils arrivent dans l'Oufipa entre les lacs Tanganyika et Nyassa vers 1842. Après la mort de leur chef en 1845, plusieurs groupes se dispersent vers le lac Victoria et vers l'est du lac Nyassa. En 1878 et 1882 les derniers sont repoussés par les *Hehé* (2) de la région d'Iringa. Ils se tournent alors vers l'est et s'allient aux négriers de la côte, dépeuplant complètement l'arrière-pays de Kilwa et Lindi (province du Sud-Tanganyika). En 1890 les Ngoni sont au sommet de leur puissance. Ils seront écrasés dans les trois dernières années du XIXe siècle par les Allemands et les Anglais (pour ceux installés au Malawi et en Zambie).

(1) R. J. Cornet, *Katanga, op. cit.*, p. 159-60.
(2) HPAN, p. 563-64.

Les Yao, grand peuple négrier du sud-Tanganyika, Malawi et nord-Mozambique, seront soumis entre 1891 et 1896. Il est indéniable qu'avec les Ngoni ils doivent être considérés comme les artisans principaux de la dépopulation et de la dévastation massive de ces régions à la fin du XIXe siècle ; si l'un de ces peuples, les Yao, fut, pourrait-on dire, télécommandé par les marchands d'esclaves arabes ou européens, l'autre, les Ngoni, appartient à l'histoire « intra-africaine » sans implications d'influences étrangères.

D) *La pénétration européenne.*

Nous envisagerons dans le dernier chapitre de cet ouvrage la pénétration européenne dans son ensemble et nous examinerons ici seulement deux points : les résistances locales, et les conséquences linguistiques et religieuses visibles *avant* l'installation des administrations coloniales.

Noyaux de résistance.

Du fait de la pénétration tardive — au XXe siècle seulement — de l'administration britannique au Kenya il s'agit ici avant tout de l'actuel Tanganyika (Tanzanie) où les Allemands pénètrent officiellement en 1885. Nous avons vu la révolte de Boujiri (1888-89), et la résistance de Siki, fils de Mirambo (1890-93). Les Hehe, dont nous venons de voir qu'ils avaient défait les Ngoni en 1882, furent les opposants les plus tenaces et les mieux organisés sur le plan militaire, à la pénétration allemande. Leur chef, *Mkwawa*, se rendit maître, par des combats successifs contre les Nyamwezi, les Gogo et les Sagara, de toute une vaste région s'étendant de la route de Tabora jusqu'à 180 km au sud d'Iringa. En 1888 il s'allia avec Boujiri mais lui apporta une aide limitée. En 1891 il anéantit presque entièrement une colonne allemande, obligeant le gouverneur allemand von Schele à prendre lui-même la tête des opérations pour détruire son fort à Kalenga. Mkwawa parvint à s'enfuir. Il fut pris seulement le 19 juillet 1898 après avoir mené durant quatre ans des combats de harcèlement. Les Allemands installèrent alors un poste militaire à Iringa qui allait maintenir la région en paix, même à l'époque de la révolte des Maji-Maji (1905-1906).

Plus au sud, dans la région s'étendant entre les lacs Tanganyika, Nyassa, Bangweolo et Moero (Tanzanie, Malawi, Zambie), un autre noyau de résistance paraît également en rapport avec l'installation allemande sur les côtes, mais surtout avec l'activité britannique autour du lac Nyassa. Il s'agit de *Mlozi* qui n'était pas un chef indigène africain comme Mkwawa ou Mirambo, mais un métis d'Arabe et de Swahili comme Tippou Tib. Comme ce dernier, Mlozi essaya d'établir une souveraineté territoriale à partir de son activité commerciale basée sur la traite, il est inutile de le préciser. L'arrivée des premiers missionnaires écossais au Nyassaland et surtout la fondation de la *Livingstonia Central African Trading Company* en 1878 avaient été considérées

par les Arabes installés autour du lac Nyassa comme une concurrence dangereuse, non pas sur le plan religieux mais sur le plan commercial, car les steamers de la Compagnie, en même temps qu'ils recherchaient l'ivoire, observaient le trafic arabe sur le lac, et les centres de traite établis à Mponda (extrémité sud du lac), Kota-Kota et Makanjira. Mlozi chercha alors un nouveau terrain d'activité et poussa ses razzias vers les lacs Bangweolo et Moero et vers le nord du lac Nyassa. Il expédia les esclaves à Kilwa par une nouvelle route plus septentrionale qui passait largement au nord du lac Nyassa et traversait le pays des Kondé. Vers 1885 Mlozi se proclama sultan des Kondé. Puis il s'allia avec le chef Ngoni Mombera établi, lui aussi, au nord du lac Nyassa, dans le but d'éliminer les Européens. En novembre 1887 il attaqua le poste de la *Livingstonia Company* établi à Karonga (extrémité nord-ouest du lac). En 1889, malgré le soutien des missionnaires et la participation de Lugard aux opérations militaires, la Compagnie n'était pas arrivée à déloger les Arabes. En 1890, rachetée par Cecil Rhodes et intégrée à la *British South Africa Company*, la *Livingstonia Company* devint l'*African Lakes Corporation*, tandis que le Nyassaland était déclaré protectorat britannique sous l'autorité de Sir Harry Johnston. Bien que bénéficiant d'importantes forces militaires, Johnston mit six années à vaincre les Yao et les Ngoni. Mlozi fut pendu en 1895. Pour expliquer la durée de la résistance « arabe » dans le Sud-Est africain, il faut faire intervenir des raisons analogues à celles que nous avons données pour le Congo oriental. Dans la population indigène les chefs « arabes » ou « arabisés » recrutaient certes un grand nombre de victimes, mais ils offraient en même temps à certaines individualités d'élite la possibilité de devenir célèbres et puissants, ce que devait leur enlever totalement le colonisation européenne.

Diffusion du Swahili et de l'Islam.

La diffusion de l'islam et celle du kiswahili sont dues à des motivations semblables. Il faut insister sur le fait que cette diffusion est due aux Européens et qu'elle a commencé seulement avec la pénétration européenne. Toutes les missions ont employé le kiswahili, les porteurs des caravanes d'explorateurs recrutés à Zanzibar ou Bagamoyo parlaient le kiswahili, de même que les soldats et les premiers fonctionnaires employés par les Allemands. Une chaire de Swahili fut créée à l'Université de Berlin dès 1887, donc bien avant l'installation effective de l'administration allemande dans la totalité du Tanganyika (1898).

L'expansion de l'islam a été plus tardive et, en dehors des Yao, on peut considérer que la diffusion de l'islam dans le Sud-Est africain est un phénomène de la période coloniale.

IV. L'ÉTHIOPIE (carte p. 185)

1) de 1500 à 1855.

Nous avons laissé sous le règne de Naod (1494-1508) l'Éthiopie florissante et en paix avec ses voisins musulmans du royaume d'Adal (1). Mais la situation va brusquement se modifier avec l'apparition sur les côtes de la mer Rouge des Portugais et des Turcs. Ces derniers vont fournir en armes à feu et en instructeurs les petits émirats côtiers. En 1527 *Mohammed Granye* (= le Gaucher), fils de l'émir de Harar, refuse le tribut à l'empereur Lebna Denguel et engage dans un combat sans merci des troupes de Danakil et de Somali fanatisés autant par l'espoir d'un riche butin que par la promesse du paradis d'Allah.

Durant treize années le royaume chrétien sera dévasté et pillé ; à partir de 1535 son empereur, poursuivi et traqué impitoyablement dans une course éperdue à travers montagnes et vallées, mettra tout son espoir dans un secours portugais, mais il meurt en 1540, quelques mois avant qu'une flotte ne quitte Goa pour la mer Rouge en janvier 1541. Débarqués à Massaouah le 12 février, les Portugais constituent une troupe de secours d'environ 450 soldats commandés par Christophe de Gama, fils de Vasco. Ils ne s'engagent dans l'intérieur qu'au mois de juillet et sont d'abord battus par le Gaucher ; le 28 août ils perdent la moitié de leur effectif et leur chef qui est cruellement torturé par les musulmans.

C'est seulement dix-huit mois plus tard, le 6 février 1543, que le vent tournera en faveur des chrétiens. Un serviteur de Christophe de Gama tue le Gaucher dont la réputation d'invincibilité avait fait beaucoup pour soutenir le moral de ses troupes, souvent mal à l'aise dans ce pays de montagnes froides et humides si différent de leur désert natal. En quelques mois les musulmans se débandent et laissent l'empereur Galaoudeos (= Claudius) reconquérir son royaume. Tout n'est que ruine et désolation ; les trésors des églises, les manuscrits précieux ont été brûlés ou emportés dans l'Arabie ou l'Inde en même temps que de nombreux esclaves. Les survivants des massacres se sont convertis en masse à l'islam.

Claudius a la sagesse de pardonner. Il reconquiert rapidement son royaume et augmente même son autorité dans les régions païennes du sud-ouest. Cependant, sa remarquable œuvre de reconstruction nationale ne recréera pas la grandeur de l'Éthiopie du Moyen Age. Et le royaume d'Adal ne retrouvera pas non plus sa vigueur. Tous, chrétiens et musulmans, seront submergés par la marée des païens Galla qui transformera pour plusieurs siècles la composition de la société éthiopienne.

Les premiers *Galla* apparaissent en 1522 dans le sud de l'Éthiopie actuelle ; ils viennent du bassin du lac Rodolphe comme les Massaï

[1]) Tome I, p. 376.

qui descendent eux vers le sud exactement à la même époque. Il semble bien que ces deux migrations en sens inverse de pasteurs nomades soient dues à un brusque desséchement de la région du lac Rodolphe à la fin du XV[e] siècle. Dans les montagnes éthiopiennes les Galla progressent avec une rapidité étonnante. Au début du XVII[e] siècle ils occupaient déjà la quasi-totalité des régions où leurs tribus sont actuellement cantonnées, en gros tout le sud du plateau éthiopien, remontant au nord jusqu'à la latitude du lac Tana. Les Galla forment aujourd'hui environ 45 % de la population totale de l'Éthiopie (10 millions sur 24). Même quand ils sont devenus agriculteurs, ils ont conservé en partie leur système de classes d'âge ou *Gada*, adapté à leur précédente vie de pasteurs nomades et donnant à leur société une cohésion et une force militaire remarquables. Après quatre siècles de cohabitation avec les Éthiopiens, beaucoup de Galla ont maintenu un particularisme évident, même ceux — plus de la moitié — qui sont convertis à l'islam ou au christianisme. Dans les régions difficiles d'accès ils sont restés païens et encore très réticents à l'exercice du pouvoir central d'Addis Abeba.

Les empereurs du XVI[e] et du XVII[e] siècle furent donc pratiquement impuissants devant l'invasion des Galla. Ils luttèrent avec plus de succès contre les prétentions et les tentatives répétées des Jésuites portugais ou espagnols pour introduire le catholicisme romain à la place du monophysisme national. Les conversions, les abjurations suivies de nouvelles conversions occupent près d'un siècle jusqu'à ce que Fasilides (1632-1667) expulse définitivement les missionnaires catholiques en 1632. Le même Fasilides est le fondateur d'une nouvelle capitale, *Gondar*, au nord du lac Tana, qui sera la résidence permanente des empereurs pendant deux siècles, contrairement aux capitales « volantes » du Moyen Age grâce aux déplacements desquelles les empereurs assuraient leur autorité civile et religieuse dans ce pays à la topographie si mouvementée.

Est-ce cette stabilisation des empereurs prêtres itinérants ? Est-ce un nouveau style de vie européanisé institué à Gondar (1) ? Toujours est-il qu'on ne trouve entre le XVI[e] et le XIX[e] siècle aucune forte personnalité comparable aux grands empereurs du Moyen Age. Jésus le Grand (1680-1704) est pratiquement le dernier à se faire obéir de ses turbulents sujets et à rétablir l'autorité de la couronne sur l'Église. Après lui ce ne sont qu'assassinats, intrigues de cours où interviennent souvent des Galla, répressions sanglantes contre les puissances locales, civiles ou religieuses. Sous Bacaffa surnommé l'Impitoyable (1719-1729) pour sa cruauté vis-à-vis de sa propre famille, la province du Choa se détache du pouvoir central. Jésus II (1730-1755) épouse une femme Galla dont le fils Iyoas accède au trône bien qu'il ne parle même pas l'amharique et favorise ouvertement les Galla.

Un mouvement d'opposition orchestré par le gouverneur du Tigré aboutit à faire étrangler Iyoas en 1769, mais non à recréer l'unité na-

(1) Les Jésuites avaient amené des artisans : maçons, charpentiers, peintres qui construisirent en particulier la résidence impériale et l'église de Gorgorra au bord du lac Tana.

tionale. Au contraire, l'anarchie est totale dans les années suivantes. Le crime et la guerre sont si répandus qu'il est bien difficile de déterminer le véritable souverain. En 1830 les quatre grandes provinces du Tigré, Amhara, Godjam et Choa sont pratiquement indépendantes et leurs ras respectifs se vouent une haine féroce.

2) De 1855 à 1896.

De cette anarchie sanglante, l'Éthiopie croit enfin sortir en 1855, lorsque Kassa, chef d'un petit canton de la région de Gondar, se fait proclamer négus sous le nom de Théodoros II. Pendant une dizaine d'années, Kassa semble vouloir réaliser l'ancienne prophétie du Moyen Age qui annonçait la restauration de l'Empire par un roi nommé Théodoros. Il réorganise l'armée, l'administration, la justice, remplace les ras tout-puissants par des gouverneurs de province soumis au pouvoir central et entre en relations diplomatiques avec l'Angleterre et la France. Malheureusement il sombre bientôt dans une mégalomanie sanguinaire, multiplie les sanctions et les crimes, faisant écorcher, brûler vifs ou pendre par la langue les récalcitrants, enfermant en 1866 dans la forteresse de Magdala une vingtaine de résidents anglais.

Les réactions ne se font pas attendre. Sur le plan intérieur l'œuvre d'unification est bientôt réduite à néant. Dès 1865 le Choa, le Godjam et le Tigré sont de nouveau indépendants. Sur le plan extérieur le gouvernement britannique décide en 1867 d'envoyer une expédition militaire commandée par Sir Robert Napier pour délivrer les prisonniers de Magdala. Ce sera la première intervention armée importante de l'Europe en Afrique tropicale. L'expédition Napier débarque en effet à Massaouah, à la fin de 1867, 32 000 hommes, 2 538 chevaux, 16 022 mulets, 5 733 chameaux, 7 071 bœufs et 44 éléphants. Sur les 650 kilomètres de pistes qui la sépare de Magdala, elle ne rencontre pas d'opposition de la population locale qui montre par là son insoumission à Théodoros. Arrivant le 10 avril 1868 à Magdala, Sir R. Napier y apprend que l'empereur vient de se suicider. Il repart alors sur Massaouah, emmenant les résidents européens et n'essayant aucunement d'utiliser sa force militaire à des fins politiques. Cependant les conséquences de l'expédition Napier apparaissent très importantes au double point de vue africain et européen. En Éthiopie même, Sir Napier a laissé, en s'en allant, des armes à Kasa, le ras du Tigré, pour le remercier de l'avoir laissé traverser son territoire sans opposition. Kasa, devenu par là beaucoup plus puissant que les autres ras, en profitera pour se faire couronner empereur en 1871 sous le nom de Johannes IV. En Europe, Sir R. Napier, en racontant l'absence de réactions de la population éthiopienne devant la progression de son armée, introduit une idée qui va faire long feu et durer jusqu'au désastre italien d'Adoua : celle de la faiblesse militaire éthiopienne et de la profonde division des ras incapables de s'unir pour une cause commune. Cette opinion rencontre un accueil d'autant plus favorable que l'ouverture du canal de Suez en 1869 ouvre des perspectives économiques nouvelles.

Dès 1869 arrivent de nombreux Européens décidés à faire fortune dans cette corne de l'Afrique devenue subitement si proche. La France achète le port d'Obok en 1862, la société italienne Rubbatino celui d'Assab en 1869. Mais les Européens ne se montreront dangereux que plus tard : c'est d'abord à la menace égyptienne que Johannes IV devra faire face. Elle se précise rapidement (1). En 1865 le khédive Ismaïl avait acheté Massaouah ; entre 1871 et 1874 il fait occuper tous les ports et en octobre 1874 il lance quatre expéditions dans l'intérieur, Johannes ne se laisse pas faire. A Gundet, sur la route d'Adoua, 1 800 soldats égyptiens sont tués sur 3 000 engagés, 2 200 fusils et 16 canons sont saisis. A Gura, en 1876, une expédition égyptienne venue venger le désastre de Gundet subit un sort semblable ; elle perd les neuf dixièmes de son effectif de 5 200 hommes.

En même temps Johannes affermit sa position intérieure en concluant des accords avec Ménélik, ras du Choa, son vassal le plus puissant qui ne cache pas son intention de devenir lui-même « roi des rois » et utilise habilement les armes fournies par différents commerçants européens pour étendre son autorité au sud et à l'ouest du Choa.

Le tableau politique fluctuant de l'est africain va de nouveau se transformer profondément en septembre 1882 quand la révolte d'Arabi Pacha amènera les Anglais à bombarder Alexandrie et à occuper l'Égypte, puis en novembre 1883 lorsque 9 500 soldats anglo-égyptiens seront massacrés par les hommes du Mahdi, donnant ainsi à l'Éthiopie un nouveau voisin occidental qui n'est plus la faible Égypte mais l'état mahdiste du Soudan, musulman et conquérant. Dès 1883 Gondar est à moitié détruite par un raid mahdiste. Cette même année Ménélik fait commencer la construction d'une nouvelle capitale à Addis-Abeba.

Après qu'en décembre 1884 l'Angleterre ait autorisé l'Italie, au mépris du traité d'Adoua signé six mois plus tôt, à s'emparer de Massaouah, le négus Johannes IV doit jouer sur trois tableaux. A l'intérieur il a conclu en 1882 un nouvel accord avec Ménélik et sa situation est relativement assurée. Mais à l'est, les Italiens soutenus officieusement par les Anglais bloquent la côte en 1886 et envoient vers l'intérieur des colonnes dont l'une sera massacrée en 1887 à Dogali. A l'ouest les Mahdistes paraissent encore plus menaçants. C'est contre eux que Johannes marchera donc d'abord. Malheureusement il sera tué en mars 1889 à la bataille de Metemna, dont les Éthiopiens sortiront d'ailleurs vainqueurs.

Voici donc arrivée l'heure de Ménélik, le créateur de l'Éthiopie moderne. S'appuyant sur l'origine salomonienne de sa famille autant que sur sa puissance militaire, il se fait sacrer empereur à Entotto près d'Addis Abeba et poursuit avec une force accrue un jeu diplomatique serré contre la convoitise des puissances européennes : Italie, Angleterre et France. Le 2 mai 1889 il signe avec l'Italie le fameux traité d'Ucciali que l'Italie interprétera dans sa rédaction italienne comme

(1) Sven Rubenson, *Some aspects on the survival of ethiopian independance in the period of the Scramble for Africa*, exposé à la conférence d'histoire africaine de Leverhulme, 1960.

un droit de protectorat, alors que Ménélik s'appuyant sur la rédaction amharique pourra fièrement affirmer : « Je n'ai pas l'intention de regarder les bras croisés les puissances arrivées d'Outre-mer avec l'intention de partager l'Afrique. » Ménélik est le seul souverain africain à avoir tenu ce langage à l'époque du Scramble ; il est aussi le seul qui ait été capable — soutenu à vrai dire par la topographie si particulière de son pays — de tenir tête à un envahisseur européen qui lui facilita d'ailleurs curieusement les choses. En 1893 l'Italie demande au négus de reconnaître officiellement son protectorat et lui offre, en témoignage d'amitié, plusieurs milliers de cartouches! L'année suivante elle envahit le Tigré en comptant sur l'opposition à Ménélik de son ras, successeur théorique de Johannes. Mais le ras du Tigré s'empresse alors de faire sa soumission officielle au négus.

En septembre 1895 Ménélik déclare la guerre à l'Italie. Celle-ci, appréciant mal la force exacte de son adversaire africain, se croit définitivement victorieuse après quelques succès locaux et demande la capitulation. Ménélik refuse, s'empare en janvier 1896 de la forteresse de Makalé tenue par les Italiens et demande l'abolition du protectorat. Devant le refus italien, il se décide à frapper un grand coup. Le 1er mars 1896 s'engage la bataille décisive d'Adoua, véritable désastre pour les Italiens qui perdent 11 000 hommes sur 17 000 engagés et toute leur artillerie.

Le 26 octobre 1896 le traité d'Addis Abeba abolissait le traité d'Ucciali et reconnaissait l'indépendance absolue de l'Éthiopie. Ménélik pouvait être fier de lui, d'autant plus qu'il allait, en poursuivant ses conquêtes, plus que doubler le territoire où avaient régné les grands empereurs du Moyen Age. L'Afrique toute entière se doit de connaître cette personnalité exceptionnelle qui fut la seule à maintenir debout un bastion de liberté dans un continent entièrement soumis.

3. Le Kaffa et les royaumes Sidama.

Parmi les conquêtes de Ménélik, il faut faire une place à part aux royaumes Sidama situés à l'Ouest et au sud d'Addis Abeba. Ils sont souvent évoqués dans les anciennes chroniques comme fournisseurs d'or, ivoire, civette et esclaves. Plusieurs comme Enarya, Hadiya, Ouollomo furent submergés par la marée Galla du XVIe siècle, mais deux d'entre eux, le Kaffa et le Jinjero, gardèrent leur indépendance jusqu'à la conquête de Ménélik en 1887. Aujourd'hui encore ils conservent une individualité très prononcée et leur population est restée bien souvent fidèle au paganisme ancien, dont certains rites sont retrouvés chez leurs voisins sous un vernis de christianisme ou d'islamisme. Le Kaffa et le Jinjero étudiés par des ethnologues (1) et (2) avant l'implantation et l'administration centrale éthiopienne, repré-

(1) CECCHI, *Da Zeila alle frontiere del Caffa*, Rome, 1885.
(2) BIEBER, *Ein altkuschitisches Volkstum in Inner Africa*. Anthropos, vol. I, 1920, vol, II, 1923 (d'après un voyage de 1905).

sentaient un type achevé de ces États à royauté divine et administration complexe si répandus dans toute l'Afrique noire.

Plusieurs questions se posent à leur sujet. Il y a des rapports culturels évidents entre les royaumes Sidama, les royaumes interlacustres et le Monomotapa. Quand et par quelle voie ont-ils été transmis ? Par où passaient les routes commerciales amenant à la côte de la mer Rouge le café et les esclaves ? Par où passait le commerce vers le Soudan et quelle fut son importance ? Quelles furent les relations des royaumes païens sud-éthiopiens avec le royaume chrétien d'Aloa et plus loin dans le temps avec Meroë ? Ce sont autant de sujets d'études qui présentent une immense importance dans la genèse des civilisations africaines et qui devraient retenir en priorité l'attention des jeunes historiens africains de l'Éthiopie et de l'Ouganda.

VI. LES SOMALI

Autant qu'on puisse les compter — car les recensements en pays nomades soulèvent de nombreuses difficultés — on dénombre aujourd'hui environ 2 millions et demi de Somali dans la corne de l'Afrique depuis le golfe de Tadjoura (Djibouti) jusqu'à la rivière Tana (province nord du Kenya). Les Somali forment 98 % de la population totale de la République de Somalie constituée le 1er juillet 1960 par l'union de l'ancienne Somalie britannique (650 000 habitants environ) et de l'ancienne Somalie italienne (1 230 000 habitants environ). Il existe d'autre part des minorités Somali dans les trois pays voisins : 29 000 (soit 43 % de la population totale) dans la Côte française des Somali, entre 500 000 (1) et 850 000 (2) en Éthiopie (3 à 4 % de la population totale), 94 000 (1) au Kenya (0,81 % de la population totale).

Dès son accession à l'indépendance, la République de Somalie a envisagé le regroupement des minorités Somali dans une « Grande Somalie » qui annexerait des parts importantes des trois territoires voisins : la moitié de la Côte Française des Somali, le cinquième de l'Éthiopie et le cinquième du Kenya. Posée de façon assez vive au cours de la Conférence panafricaine d'Addis Abeba de mai 1963, cette question a contribué à refroidir fortement les enthousiasmes très légitimes nés avec l'Organisation de l'Unité Africaine. En proposant de changer les frontières établies à l'époque du partage de l'Afrique, la Somalie créait en effet un précédent extrêmement dangereux, car il existe bien peu de pays africains qui n'aient pas de minorité ethnique chez leurs voisins.

En réalité, une étude historique de la « corne de l'Afrique » montre que le problème du nationalisme Somali se pose dans des conditions très particulières qu'on ne retrouve nulle part ailleurs en Afrique.

(1) J. M. Lewis, *Historical Aspects of genealogies in Northern Somali social structure*, JAH, 1 1962, p. 35-48.
(2) Saadia Touval, *Somali Nationalism*, Harvard 1963, 212 p. tableau, p. 12, basé sur des estimations de l'auteur pour l'Éthiopie et le Kenya.

Dans tout le continent les Somali sont seuls à avoir donné leur nom à *trois* territoires coloniaux. Les colonisateurs européens cherchant à la fin du siècle dernier des noms de baptême pour leurs nouvelles conquêtes se virent obligés dans la grande majorité des cas de faire appel à des éléments géographiques, faute de peuple suffisamment représentatif ou majoritaire. L'exception faite en faveur des trois Somalies (britannique, française, italienne) est significative.

Ce n'est pas le fait que les Somali avaient acquis une conscience nationale avant la colonisation qui est remarquable ; de plusieurs peuples, plus nombreux qu'eux, on peut en dire autant ; certains ont d'ailleurs donné leur nom à la région qu'ils habitaient comme les BaRoundi ou les BaGanda. C'est le caractère même de cette conscience nationale qui est exceptionnel si l'on considère le nombre actuel des Somali. Car il s'agit d'une conscience *tribale* telle qu'on la rencontre chez d'innombrables petits groupes linguistiques mais jamais chez un peuple aussi nombreux. Sa cohérence et sa persistance à l'heure actuelle sont dues essentiellement à des facteurs géographiques qu'il est bon de se remémorer avant de porter un jugement. Comme pour les peuples habitant la zone de forêt dense du Congo, mais pour des raisons climatiques exactement inverses, l'historien doit ici s'effacer devant l'ethnologue pour expliquer certaines réactions politiques, et l'ethnologue doit tenir compte en premier lieu des conditions de vie dictées par le nomadisme.

La structure agnatique de la société somali a été remarquablement analysée par Lewis (1). Chaque Somali appartient à un lignage donné défini par le nom d'un ancêtre. Comme il n'a pas d'adresse géographique précise en raison de sa vie nomade, son pédigree lui sert en quelque sorte d'adresse biologique et suffit à le situer pour la transmission d'un message par exemple. Les différentes tribus font toutes partie d'un *arbre généalogique connu de tous les Somali* qui aboutit à sept noms de tribus principales, elles-mêmes filles de deux ancêtres primitifs Samaale et Sab. *Sab* est comme Samaale venu d'Arabie. Mais pour expliquer le fait que les Sab, sédentaires établis dans la seule région de Somalie où l'agriculture soit possible (entre les fleuves Chebelli et Djouba), ont subi l'influence physique et sociologique des populations préexistantes Galla et Nègres Zendj, les Somali ont fait de Sab un cousin roturier du noble Samaale ancêtre des nomades. Les *Dighil* et les *Rahanwein* sont les deux grandes tribus Sab. Les Rahanwein se sont, semble-t-il, installés au sud du Chebelli au XVI[e] siècle, forçant les nègres Zendj à abandonner leur capitale traditionnelle de Shoungwaya, aux environs de Port-Dunford (frontière Somalie-Kenya) et à se disperser sur la côte et dans l'intérieur du Kenya. *Samaale* serait arrivé du Yémen au X[e] siècle et se serait établi sur la côte à l'est de Berbéra, au milieu de populations Galla. Le nom de Samaale n'est évidemment qu'un symbole et représente l'émigration en Afrique de nombreux Arabes qui s'unirent à des femmes Galla.

(1) J. M. LEWIS, *Peoples of the Horn of Africa : Somali, Afar and Saho*. Londres 1955, International African Institute.

Ainsi se formèrent les trois grandes tribus *Dir*, *Hawiya* et *Issa*. *Darod* et *Ishaq* arrivèrent d'Arabie au XIe et XIIIe siècles et épousèrent des filles Dir. Les Darod et les Ishaq sont aujourd'hui les tribus les plus nombreuses.

Lors de l'arrivée d'Ishaq, le grand mouvement d'expansion des Somali vers l'ouest et le sud avait commencé sans doute depuis un siècle. Les Dir étaient partis vers l'ouest en repoussant devant eux les Galla. Des Hawiya étaient installés au XIIIe siècle dans l'arrière-pays de Mogadisque. Venus par la vallée du Chebelli qui aboutit à 20 km de Mogadisque, ils utilisaient cette même voie pour relier commercialement le plateau éthiopien et la côte. Mogadisque, qui fut le plus ancien établissement arabe sur la côte orientale d'Afrique (1), fut l'initiatrice, avant Kilwa, du commerce de l'or de Sofala. Elle eut sa propre monnaie entre 1 300 et 1 700 environ (2) et connut son apogée au XVe siècle grâce en partie aux chameliers Hawiya qui contrôlaient les caravanes.

Vers la fin du XIVe siècle, des Darod (3) forcent les Galla de l'Ogaden (Éthiopie) à fuir vers la région du lac Rodolphe, que les Galla vont quitter un siècle plus tard pour envahir le plateau éthiopien. D'autres Somali Issa et Gadaboursi se mettent au service du royaume musulman d'Adal situé dans l'arrière-pays de Zeila. A la fin du XVe siècle ils vont être très influencés par la prédication du chérif Abou Bakr ibn Abd Allah al Aydarus, mort à Aden vers 1503, qui introduit la *Qadiriyah*, secte islamique de beaucoup la plus répandue aujourd'hui parmi les Somali.

La conversion des Somali à l'Islam va jouer un rôle capital dans la formation de leur conscience nationale. Le seul fait de pouvoir se targuer d'une origine asiatique leur avait déjà permis de supprimer délibérément, soit par l'assimilation, soit par la destruction, leurs cousins Galla, éthiopides comme eux, autochtones de la corne de l'Afrique jusqu'au Chebelli. Il les avait également conduits à considérer les Zendj négrides du sud du Chebelli comme un peuple d'esclaves. A partir du moment où ils appartiendront de plein droit à la grande collectivité islamique et où ils participeront à la guerre sainte contre les Amhara (Éthiopiens) chrétiens, les Somali auront une raison valable de s'attaquer à tous leurs voisins païens ou chrétiens. Les guerres du début du XVIe siècle constituent donc un tournant essentiel dans leur histoire et on conçoit que le premier héros national des Somali d'aujourd'hui soit justement le fameux imam Ahmed Ibrahim al-Ghazi (1506-1543) surnommé Granye (= le Gaucher) dont nous avons évoqué la figure au chapitre de l'Éthiopie.

Granye est considéré comme étant un Somali Darod. Il eut parmi ses

(1) Tome I, p. 290-291.
(2) G. S. P. Freemann-Grenville, *East African Coin Finds and their Historical Significance*, JAH 1, 1960, pp. 31-43.
(3) J. M. Lewis, *The advance of the Somali and the withdrawl of the Galla in Northern Somaliland*, c. 1100-1600 AD, communication au Congrès d'Histoire Africaine de Londres, 1961.

troupes des Danakil (qui sont les ennemis des Somali et habitent actuellement la Côte française des Somali et l'est de l'Éthiopie), mais aussi de nombreux Somali, surtout Darod et quelques clans Dir. Le fait important est que la dévastation du plateau éthiopien au début du XVIe siècle a laissé un souvenir durable aussi bien chez les Amhara que chez les Somali. L'Éthiopie n'a pas oublié qu'elle a failli disparaître à cette époque et qu'elle a été sauvée in extremis par l'intervention portugaise. Elle se rappelle encore la mort infamante de l'empereur Claudius (23 mars 1559), dont la tête resta plantée durant trois années au sommet d'un pieu dans la cité musulmane de Harar. Mais les Somali se souviennent aussi que leur chef Granye les avait conduits en 1535 jusqu'à la ville de Kassala dans le Soudan à l'ouest du plateau éthiopien et qu'ils purent se croire à cette époque les maîtres d'un territoire grand comme trois fois la France. Après la mort de Granye (1543) la renaissance éthiopienne aussi bien que la reprise d'activité du royaume d'Adal furent — nous l'avons vu — annihilées par l'invasion Galla. Vers 1560 les nombreuses cités commerçantes du Choa et du Harar furent détruites et le royaume d'Adal dut se transporter au nord dans la région de l'Aouache. Il existe encore aujourd'hui sous le nom de sultanat Aoussa, demeuré semi-indépendant, et qui, tout en payant tribut à l'Éthiopie, exerce son autorité sur certains clans Danakil de l'Érythrée et de la Côte française des Somali.

Durant les XVIIe, XVIIIe et XIXe l'histoire des Somali se résume à celle de leur expansion à l'intérieur des territoires qu'ils occupent aujourd'hui, à l'exception de la province nord du Kenya. Les Somali Issa établis en Côte française des Somali (environ 25 000) peuvent se vanter d'y avoir eu des ancêtres dès le XIVe siècle. Les Somali Issa (50 à 100 000), Darod (400 000 ?), Ishaq (50 000) et Hawiya (50 000 ?) établis dans l'actuelle Éthiopie y ont également pénétré à partir du XIVe siècle, cinq siècles avant les conquêtes de Ménélik (prise de Harar 1887). Par contre, les Somali Darod et Hawiya du Kenya ont atteint la rivière Tana seulement en 1909, après avoir lancé depuis 1865 plusieurs raids qui anéantirent pratiquement les Galla de cette région. L'ouverture de postes administratifs britanniques en 1912 a mis fin théoriquement à leur progression mais les compétitions autour des points d'eau entre Galla et Somali dans la province nord du Kenya ont duré jusqu'à nos jours.

L'incidence de la colonisation européenne a été extrêmement réduite jusqu'en 1920, année de la mort du Mullah, Mohamed ibn Abdullah Hassan, qui tint une grande partie des Somali en état de rébellion quasi permanente durant vingt et un ans et qui est aujourd'hui considéré comme leur grand héros national. Le « Mullah fou » (1), comme il est appelé dans l'histoire coloniale, était un de ces prophètes exaltés et réformateurs comme l'histoire de l'Islam en compte tant, mais certes pas aussi fou que ses adversaires européens le présentèrent. Né vers 1870, dans une tribu Darod, Mohamed ibn Abdullah Hassan

(1) ROBERT L. HESS, *The « Mad Mullah » and Northern Somalia*, JAH, 1964, n° 3, p. 415-433.

fit plusieurs pèlerinages à La Mecque et devint le disciple de Mohamed Salih, fondateur de la *Salihiyah*, secte mystique réputée pour son puritanisme (1). Il s'établit en 1895 à Berbera, capitale du protectorat britannique qui avait été notifié aux puissances le 20 juillet 1887 et s'étendait sur la côte depuis Djibouti jusqu'au 49e méridien. Sa prédication recueillant peu de succès, il va s'établir au sud-est du protectorat et devient le chef spirituel de la tribu Darod Dolbahanta. En 1899 les bons rapports épistolaires qu'il entretenait avec les autorités britanniques de Berbera s'aigrissent nettement. Il s'élève en particulier contre les activités de la Mission Catholique française installée à Berbera « qui prend nos enfants et détruit notre religion ».

En août 1899, Mohammed s'établit à Burao, au centre du Somaliland, se proclame Mahdi et déclare la guerre sainte aux Infidèles, lesquels Infidèles sont, aussi bien que les chrétiens, les Somali suivant d'autres « voies » comme la Qadiriyah ou ceux qui refusent de reconnaître son autorité temporelle. On comprend que le Mullah ait laissé un souvenir variant de l'admiration sans bornes à la haine tenace parmi les Somali, suivant que leurs parents ont été les profiteurs ou les victimes des combats qui furent extrêmement sanglants. Cependant tous les Somali reconnaissent l'effort fait par le Mullah pour remplacer les divisions tribales par une unité nationale basée sur la pratique d'un islam très strict et le rejet des autorités administratives chrétiennes. Si certains Somali renâclèrent devant le premier objectif, quoi de plus facile que d'exciter un peuple nomade sur l'inanité des bornes frontières et des règles fixées par des sédentaires, chrétiens par dessus le marché.

Tout cela explique que, soutenu par les Darod, mais combattu par la plupart des Ishaq et des Dir, le Mullah ait pu soutenir le choc de quatre expéditions montées de 1901 à 1904 par les autorités britanniques, signer en 1905 un accord avec les Italiens, reprendre les hostilités de 1909 à 1911 puis pendant la première guerre mondiale, enfin échapper à une opération d'envergure montée contre lui avec six avions en 1919 pour s'enfuir en territoire éthiopien. Il mourut de la grippe espagnole en novembre 1920 à Imi, dans les monts Arroussi où l'on vénère sa tombe. Son décès mit fin à la rébellion qui avait résisté vingt et un ans aux forces conjointes de l'Angleterre, l'Italie et l'Éthiopie.

La plupart des Darod de l'Ogaden (Éthiopie) soutinrent le Mullah pour marquer leur hostilité aux collecteurs de taxes éthiopiens, mais certains d'entre eux combattirent dans les rangs éthiopiens contre le Mullah. La situation devint encore plus ambiguë lorsque l'empereur Lidj Yasou, petit-fils de Ménélik, monté sur le trône en 1913, se convertit à l'islam en 1915. En 1916 Lidj Yasou s'allia au Mullah et vint recruter à Jigjiga à 100 km à l'est de Harar une armée de Somali et de Galla musulmans. Mais il fut renversé par un coup d'état et ses partisans musulmans massacrés. Cet épisode récent de l'histoire éthiopienne explique, aussi bien que le souvenir des conquêtes de Granye,

(1) S. Touval, *Somali Nationalism*, *op. cit.*, p. 51-60.

l'opposition de l'Éthiopie devant les revendications Somali. Contrairement à la Somalie qui est un des seuls états africains uni-ethnique, l'Éthiopie est le type même des états pluri-ethniques. On y parle cinquante langues différentes. Le christianisme, s'il est la religion nationale officielle, est pratiqué par seulement la moitié des Éthiopiens. Plus d'un Éthiopien sur trois est musulman. Il est évident que la cession à un état voisin d'une partie de ces Musulmans saperait les fondations mêmes de l'État éthiopien.

D'autre part, si certains points des revendications Somali peuvent s'appuyer sur l'histoire, le fait même de créer une « Grande Somalie » aboutirait sans doute à exagérer les tensions racistes interafricaines puisque l'unité nationale s'appuierait forcément sur le sentiment d'appartenir à une même ethnie. Cette exaspération nationaliste Somali aboutirait à un véritable recul dans l'optique panafricaine.

VI. LE SENNAR

La partie de la République du Soudan située au sud du Sahara et à l'est du Nil appartient à l'Afrique orientale, telle que nous l'avons définie au début de ce chapitre. Mais elle peut tout aussi bien être considérée comme l'extrémité orientale de la bande sahélo-soudanaise de l'Afrique qui fera l'objet du chapitre suivant. Région intermédiaire sur le plan géographique, elle l'est également sur le plan historique. Elle est marquée à la fois par la très vieille civilisation africaine du royaume de Meroë et par la culture islamique. Cette double influence et la symbiose progressive entre ces deux ferments évolutifs essentiels apparaît nettement dans l'ancien royaume Foung du Sennar qui exista entre le début du XVIe siècle et 1821. C'est ce qui fait son intérêt au point de vue de l'histoire générale de l'Afrique Noire aussi bien que dans le cadre plus limité de la République du Soudan.

Malheureusement, les sources sont rares et souvent peu sûres. Par exemple il paraît évident que la généalogie rattachant les rois Foung aux Omayyades est dénuée de tout fondement bien qu'elle soit détaillée dans différents manuscrits de la chronique Foung dont les originaux remonteraient au XVIIe ou même au XVIe siècle (1). Mais les spécialistes ne se sont pas encore entendus sur l'origine exacte de ces rois Foung dont le premier, Amara Dounqas, aurait construit une capitale à Sennar en l'an 910 de l'Hégire, c'est-à-dire en 1504. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il était noir et que ses successeurs sont connus sous le nom de « sultana zerga » (= sultans noirs). Ces conquérants noirs venaient certainement du sud, mais venaient-ils du pays des Chillouk sur le Nil blanc ou du plateau éthiopien sur le Nil Bleu supérieur ? Dans leur poussée vers le nord, ces pasteurs noirs se heurtèrent à la poussée vers le sud des pasteurs arabes Abdallab et les vainquirent à

(1) On trouvera une bibliographie très complète dans :
— P. M. Holt, *A modern History of the Sudan*, Londres, 1961, p. 219-227.
— P. M. Holt, *Funj Origins : a Critic and New Evidence*, JAH, I, 1963, p. 39-55.

Arbaji sur le Nil Bleu, à cinquante kilomètres environ au nord de l'actuelle Wad Medani, exactement à mi-chemin entre Sennar et Soba, la capitale de l'ancien royaume chrétien d'Aloa.

Les Abdallab tiraient leur nom de celui de leur chef Abdallah Jamma qui joua, semble-t-il, un grand rôle dans la destruction de la ville de Soba dans les dernières années du XVe siècle. Dans quel état se trouvaient à cette époque « la cathédrale extraordinairement vaste, les quatre cents églises et les nombreux monastères » dont parlait Abou Salih au début du XIIIe siècle ? Nul ne le sait : nous sommes ici devant un de ces « trous historiques » malheureusement si fréquents en Afrique Noire. Il y avait encore quelques chrétiens nubiens au début du XVIe siècle puisqu'ils demandèrent — en vain — à l'empereur d'Éthiopie de leur fournir des prêtres à l'époque où une ambassade portugaise séjourna à la cour (1520-1526). Mais le christianisme était depuis longtemps moribond. S'il avait eu la moindre force d'expansion, les conquérants païens Foung l'auraient sans doute adopté ; au contraire, ils se convertirent à l'islam dès la deuxième génération, semble-t-il. L'islam était à leur porte : toute la vallée du Nil jusqu'au confluent des deux Nil étaient occupée par des Nubiens arabisés sédentaires (Barabra et toutes les tribus Jaaliyin) ou par des Arabes nomades (Jouhayna et Roufaa). L'islam représentait donc l'intermédiaire obligatoire vers le monde extérieur et il venait vers eux tandis que le christianisme éthiopien, également très proche d'eux géographiquement, ne fit jamais aucun effort de prosélytisme.

Malgré leur conversion, les rois Foung gardèrent des noms qui n'étaient pas arabes et un rituel royal qui s'inspirait directement de celui de la Nubie chrétienne ou du royaume de Meroë. Les rois portaient une coiffure à cornes très particulière (*taqiyya umm qarnayn*), la reine-mère et les sœurs du roi occupaient une place prépondérante à la cour. Malheureusement, la chronique Foung ne fournit guère que des noms pour le XVIe siècle et on ignore complètement sur quelles bases économiques et administratives reposait l'autorité de ces souverains noirs qui commandaient à des blancs, en gardant leurs propres coutumes tout en favorisant l'islamisation de leurs sujets.

Dès le milieu du XVIe siècle, des « saints hommes » vinrent enseigner dans le royaume Foung la loi islamique sous sa forme malékite ou le soufisme de la Qadiriyah. Plusieurs sont encore vénérés aujourd'hui, tels le qadi al-adala (= le juste juge) Doushayn, les soufi Taj al-Din al Bahari venu de Bagdad ou Al-Tilimsani venu de Tlemcen. Leur rôle politique fut souvent important. Ainsi le sheik Idris ibn Arbab obtint du roi Adlan (? 1606-1611) qu'il laissât leur situation de vassaux privilégiés et quasi autonomes aux Abdallab après leur défaite de Karkoj.

Le royaume Foung connut son apogée au XVIIe siècle. Ses vassaux Abdallab contrôlaient le trafic commercial vers l'Égypte jusqu'à la hauteur de la 3e cataracte. Badi II Abou Daqn (Badi le barbu) (? 1645-1680) fit une expédition dans les monts Nouba où il recruta de nombreux esclaves qu'il organisa en armée personnelle. Il vainquit les

Chillouk qui occupaient à cette époque la vallée du Nil Blanc jusqu'à la hauteur de l'île Abba sur le parallèle de Sennar et de El Obeid. Mais, à la fin de son règne, les Arabes Schaikiya qui nomadisaient dans la région de la 4e cataracte (Merowe) se révoltèrent et coupèrent le Sennar de sa principale source de remonte située dans le fertile bief de Dongola (1).

Dans les dernières années du XVIIe siècle, les Chillouk se livrèrent à de nombreux raids sur les soixante-dix centres d'instruction coranique qui existaient le long des 250 km de Nil Blanc séparant l'île Abba du confluent des deux Nil (2). La famine de 1684 (*Umm Lahm*) fit également de grands dégâts. Cependant, en 1698, le royaume de Sennar fit bonne impression au médecin français Poncet qui, venu du Caire, put continuer son voyage vers Gondar et Massaouah.

Les relations entretenues entre Gondar et Sennar furent très variables, mais à prédominance d'indifférence réciproque jusqu'en 1744, année où le sultan Badi IV Abou Shelouk (1724-1762) qui fut le dernier grand roi Foung infligea une défaite retentissante à l'armée du négus Jésus II (1729-1753). Encouragé par ce succès à l'est, Badi IV se tourna trois ans plus tard vers les savanes du Kordofan à l'ouest du Nil blanc, alors dominées par l'aristocratie des Mousabba'at installée depuis l'époque où le grand souverain du Darfour, Souleiman Solong (1596-1637), avait chassé de son royaume ces opposants trop dynamiques. Mousabba'at signifie « ceux qui sont partis vers l'est ». Là encore ce fut une victoire grâce à la valeur du général de Badi. Il s'appelait Abou el Kaylak et appartenait à une famille Hamaj, autochtone de l'ancien royaume d'Aloa. Grâce à lui, les Hamaj, supplantés depuis le début du XVIe siècle par les deux aristocraties étrangères des Foung et des Arabes Abdallab, allaient reprendre une place sur la scène politique. En effet en 1761, Abou el Kaylak qui avait été nommé gouverneur du Kordofan après sa victoire de 1747 repassa le Nil Blanc et vint obliger Badi IV à abdiquer en faveur de son fils. Puis il gouverna lui-même avec le titre de régent.

En 1772 l'explorateur écossais Bruce, parti à la recherche des sources du Nil Bleu, parvint à Sennar venant de Gondar et fut retenu quatre mois par le roi Foung Ismaïl. Ismaïl n'était qu'un fantoche aux mains du régent Abou el Kaylak. A la mort de ce dernier en 1776, la décadence du Sennar s'accentua rapidement. Le pouvoir resta aux mains des descendants de Abou el Kaylak, mais aucun n'eut la personnalité suffisante pour résister aux intrigues de la noblesse Foung, toujours détentrice théorique du pouvoir royal, et des chefs Abdallab qui refusaient d'obéir aux Hamaj.

Le 13 juin 1821 l'armée d'Ismaïl Pacha s'empara sans difficulté de la ville de Sennar. Le dernier roi Foung, Badi VI, avait fait acte de soumission la veille. Sa capitale dévastée par des raids païens était en ruines. La gloire du royaume de Sennar n'était plus qu'un lointain souvenir.

(1) ARKELL, *History of the Sudan*, p. 216.
(2) Khartoum fut fondée seulement en 1824.

Nous reprendrons l'étude de cette région après 1821 dans le prochain chapitre, car, si elle nous apparaissait en 1504 comme intermédiaire entre l'Afrique orientale et l'Afrique soudanaise, elle appartiendra indiscutablement à l'Afrique soudanaise à l'époque de la *Turkiya* (1821-1881) puis à celle de la *Mahdiya* (1881-1898), le grand mérite des rois Foung ayant été justement de favoriser la pénétration et l'acceptation de la culture islamique dans un pays profondément imprégné par la conception africaine de la royauté divine.

CHAPITRE VII

LA BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE

Présentation.

La bande sahélo-soudanaise constitue une entité géographique très particulière à l'Afrique. Entre le désert et la grande forêt il existe tout au long des 6 000 km qui séparent la côte atlantique de la vallée du Nil plusieurs tranches climatiques parallèles s'humidifiant progressivement et régulièrement. On distingue une *bande sahélienne* n'admettant qu'un mode de vie pastoral où la culture sans irrigation est impossible, une *bande nord-soudanienne* (ou soudanaise) au nord de l'isohyète 1 000, favorable à la culture des céréales et à l'élevage du cheval, une *bande sud-soudanienne* (ou subsoudanaise) aux sols particulièrement fragiles et soumis à la cimentation ferrugineuse où la trypanosomiase s'oppose à l'élevage en dehors des zones d'altitude comme le Fouta Djalon ou le plateau de Baoutchi.

Si la limite nord de la bande sahélo-soudanaise peut être définie approximativement par une certaine quantité de pluie (isohyète 100), sa limite sud correspond à une répartition des pluies différente, en deux saisons de pluies au lieu d'une, plutôt qu'à une quantité nettement supérieure. Ainsi apparaît au nord de la grande forêt qui s'étend tout le long de la côte, sauf au Togo et au Dahomey, une zone de savane pré-forestière ou forêt-parc très favorable au palmier à huile et à la culture du kolatier, l'ensemble forêt-parc + forêt dense formant la « *bande guinéenne* » des géographes.

A cette zonation géographique si bien caractérisée il est tentant de faire correspondre une zonation historique. De nombreux arguments étayent cette théorie. Les premiers empires du Moyen Age sont nés dans la zone sahélienne au débouché des grandes voies transsahariennes remontant à la préhistoire. Ils se sont développés dans la zone-nord-soudanienne grâce à leur cavalerie. Ils se sont arrêtés à la zone sud-soudanienne à cause de la trypanosomiase. Cette vue schématique était d'autant plus séduisante qu'elle s'accordait parfaitement avec la notion de l'influx civilisateur transmis aux populations noires obligatoirement par des blancs (berbères ou arabes) ou au besoin des « rouges » (peuls). Jusqu'à une époque récente, le grand public pensait volontiers que le degré de « sauvagerie » était directement proportionnel à l'humidité du climat. Et puis, on s'est aperçu que la civilisation du Bénin était aussi brillante et aussi ancienne que certains royaumes soudanais du Moyen Age et qu'elle avait évolué en dehors de toute

influence européenne ou asiatique. On a constaté que le noyau d'origine du Mali, le royaume Manding primitif, était situé très au sud de la zone sahélienne et qu'il s'était développé du sud vers le nord et non du nord vers le sud comme le Ghana et plus tard le Sonrhay. Il faut donc bien en conclure que l'initiative historique n'est pas toujours venue du nord. En outre, l'influence exercée par les civilisations méditerranéennes n'a pas été semblable partout. On peut même affirmer que le Soudan occidental (du Sénégal jusqu'aux états Haoussa) et le Soudan oriental (des états Haoussa à la vallée du Nil) ont été des mondes radicalement étrangers l'un à l'autre jusqu'au XIXe siècle. Bien que la conversion à l'islam des souverains du Mali et du Kanem date sensiblement de la même époque (XIe siècle), bien que leurs états aient tous deux influencé les cités Haoussa, l'islam « berbère » du Soudan occidental et l'islam « arabe » du Soudan oriental ne se sont pas rencontrés avant Ousman dan Fodio.

D'autre part, comment expliquer le décalage historique considérable entre le Soudan occidental et le Soudan oriental ? Le Kanem et Ghana ont été fréquentés par des Berbères ou des Arabes tous deux au VIIIe siècle. Mais le *Kanem* — devenu Bornou à la fin du XIVe siècle — est resté jusqu'au XVIIe siècle *le seul État organisé du Soudan oriental*, alors que le Mali succédait au Ghana, puis le Sonrhay au Mali. La raison en réside essentiellement dans la nature des marchandises qui étaient offertes aux commerçants méditerranéens. Le Kanem n'avait à vendre que des esclaves. Le Soudan occidental proposait de l'or et de nouveaux placers chaque fois plus orientaux quand les plus anciennement exploités menaçaient de s'épuiser. A l'or du Galam-Bambouk vendu par le Ghana, succéda celui du Bouré vendu par le Mali, puis celui du Bitou vendu par le Sonrhay. Il y eut donc un afflux constant de marchands dans le Soudan occidental et un commerce beaucoup plus épisodique dans le Soudan oriental, malgré la proximité — toute relative — de l'Égypte et des villes saintes de l'Arabie.

Civilisations négro-africaines préexistantes à l'islam, assimilation plus ou moins réussie de l'islam berbère déjà « africanisé » et de l'islam arabe, importance du commerce de l'or, nous sommes loin de pouvoir adapter exactement l'histoire à la géographie. Alors pourquoi définir une « province historique » sahélo-soudanaise ? Parce que, si les bandes climatiques n'expliquent pas tout, elles permettent de symboliser de façon commode la progression de l'islam au cours des siècles. Car *l'islam apparaît aujourd'hui comme le dénominateur commun évident* (1) *dans toute la bande sahélo-soudanaise*, partagée entre dix-huit états tous indépendants sauf la Guinée portugaise. Il faut savoir cependant que sa formidable expansion, extrêmement récente, est liée en grande partie à certains facteurs de la colonisation (2). Les Anglais

(1) D'après des estimations récentes (V. MONTEIL), les deux tiers des 45 millions de Musulmans d'Afrique noire sont dans la bande sahélo-soudanaise non compris les 6 millions de la République du Soudan rattachés au bloc d'Afrique orientale. Il y en a 16 millions dans la région nord de la Nigeria.
(2) On les trouvera développés dans V. MONTEIL, *L'islam noir*, 1964 p. 49-53. J.C. FROEHLICH, *Les Musulmans d'Afrique noire*, 1962 p. 75-97.

et les Français, à l'époque de la conquête coloniale, ont eu le même réflexe de considérer comme seuls chefs valables des communautés noires les musulmans qui devinrent des rouages essentiels de l'administration. L'exemple le plus spectaculaire de cette collaboration entre la puissance coloniale et l'islam est certainement la Nigeria du Nord où 95 % des Haoussa sont islamisés en 1964 contre 80 % en 1952 et 50 % seulement en 1900, bien qu'à cette époque les Haoussa aient été soumis depuis près de cent ans à la théocratie peule de Sokoto.

C'est seulement à partir du début du XIXe siècle qu'on peut présenter une histoire « horizontale » de la bande sahélo-soudanaise, l'islam devenant à ce moment seulement le ferment historique principal. Nous marquerons donc une coupure à l'année 1804, début de la guerre sainte d'Ousman dan Fodio. Et nous séparerons la période 1493-1804 en deux. Le XVIe siècle doit être centré sur l'empire Sonrhay de Gao. Son effondrement en 1591 fera déplacer vers l'est le centre d'intérêt historique aux XVIIe et XVIIIe siècles.

I. LE SOUDAN OCCIDENTAL (du Sénégal à Kano) AU XVIe SIÈCLE

1. Le royaume de Gao.

C'est à juste titre qu'on a pu parler d'un « âge d'or » de la civilisation négro-africaine en décrivant l'empire Sonrhay de Gao au XVIe siècle. Mais il ne faut pas oublier que nous disposons ici d'une abondance de documents écrits tout à fait exceptionnelle en Afrique noire et que leurs auteurs respectifs ont vu les événements et les hommes dans une optique souvent passionnelle, flattant les uns et dénigrant les autres sans souci de vérité historique.

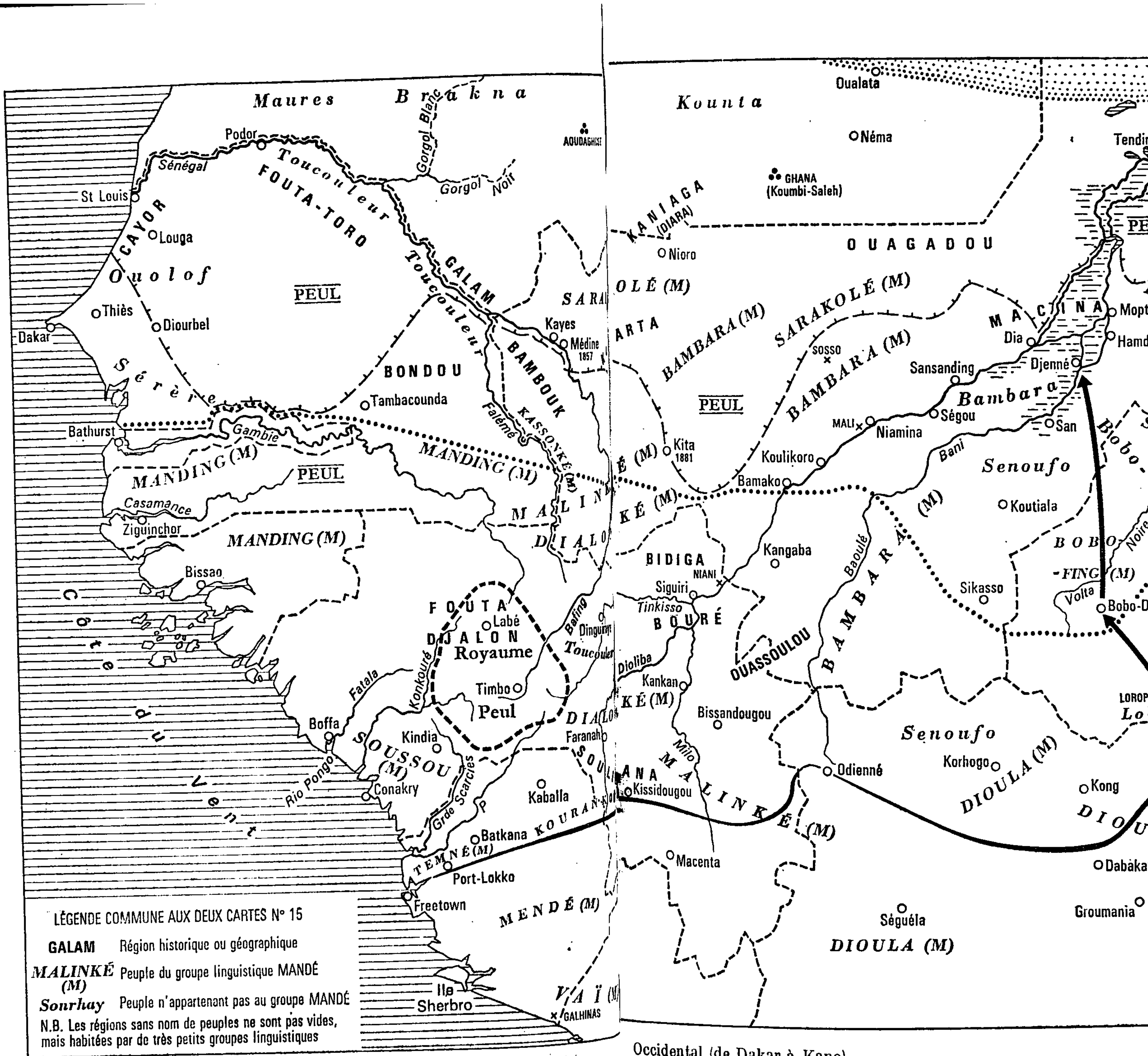
Sur les trois ouvrages importants traitant du Soudan nigérien, deux ont été écrits par des lettrés africains de Tombouctou, le troisième par un arabe andalou de Grenade mais qui voyagea lui-même dans ces régions. L'œuvre de Léon l'Africain (1), publiée en italien en 1550, avait d'abord été écrite en arabe vers 1526 à la cour du Pape Léon X où ce fonctionnaire du gouvernement marocain avait échoué après sa capture par un corsaire sicilien en 1518. Le chapitre sur le Soudan (p. 463 à 479) était basé sur deux voyages à Tombouctou effectués entre 1506 et 1513 avec un retour par les pays Haoussa et le Bornou (?). Jusqu'au XIXe siècle la « Description de l'Afrique » fut la seule et unique source indéfiniment recopiée par tous ceux qui s'intéressaient à l'Afrique. On croyait Léon infaillible jusqu'au jour de 1795 où Mungo-Park découvrit avec stupeur que le Niger coulait vers l'est et non vers

(1) JEAN LÉON L'AFRICAIN, *Description de l'Afrique tierce partie du monde*, trad. de l'italien par E. Epaulard et annoté par Th. Monod, H. Lhote et R. Mauny, 1956, p. 463 à 479.

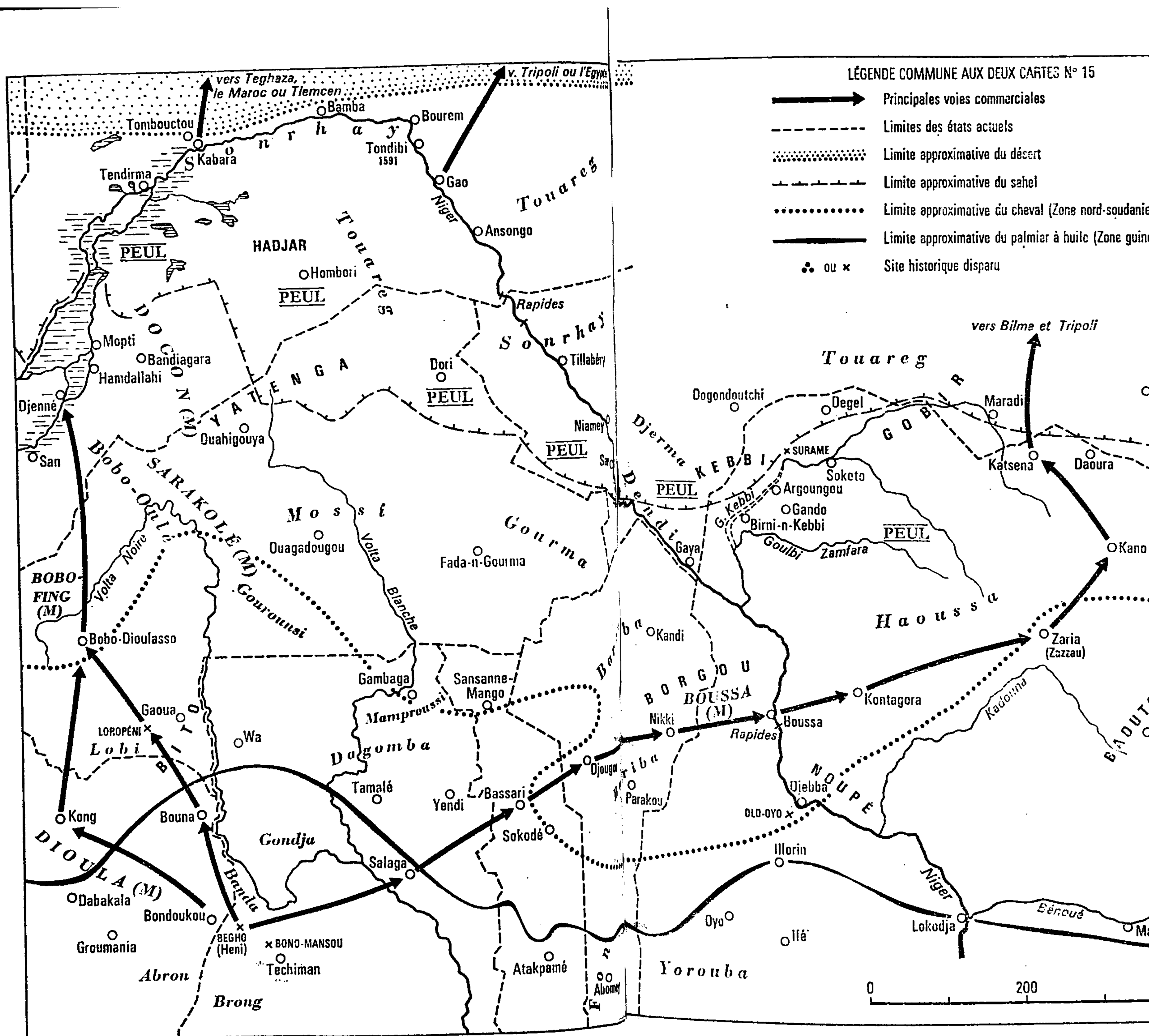
l'ouest. Malgré cette preuve évidente du caractère fantaisiste de certaines de ses informations, la foi en Léon l'Africain demeura, tant qu'il fut le seul auteur accessible, c'est-à-dire jusqu'à la découverte des deux Tarikh.

Le *Tarikh es-Soudan* (1), rédigé par un notaire de Tombouctou nommé Es-Sâdi (1596-1655), est le plus récent des deux, mais il fut découvert le premier par l'explorateur allemand Barth qui l'utilisa pour la partie historique de son célèbre journal de voyage (2) ; il fut traduit en français par O. Houdas en 1898-1900. Le *Tarikh el-Fettach* (3), commencé en 1519 par Mahmoud Kâti, lettré de Tombouctou, achevé par l'un de ses petits-fils en 1665, signalé par Félix Dubois (4), fut découvert seulement en 1911 par Bonnel de Mézières, l'inventeur — au sens archéologique du terme — des ruines de Koumbi Saleh, et traduit par O. Houdas et M. Delafosse en 1913-14. Il s'intitule « Chronique du chercheur pour servir à l'histoire des villes, des armées et des principaux personnages du Tekrour », le Tekrour dans l'esprit des auteurs représentant l'ensemble du Soudan occidental *islamisé* et non la seule moyenne vallée du Sénégal ou pays des *Tekroror*, devenus *Toucouleurs* dans la graphie française. Ce titre qui pourrait s'appliquer aussi bien au Tarikh es-Soudan indique bien les centres d'intérêt des auteurs qui étaient des lettrés musulmans citadins au service des maîtres de Tombouctou, les askia Sonrhay pour Mahmoud Kâti, les pacha marocains pour son petit-fils Es Sâdi. Tout est vu dans une optique gouvernementale et religieuse et ces « chroniques » sont essentiellement de la « petite histoire » très étrangère à l'analyse des causes économiques ou à celle du substrat psychologique négro-africain. Cependant sur ce dernier sujet qui est essentiel à la compréhension de l'histoire africaine on trouve quelques passages révélateurs et beaucoup plus éclairants sur les populations de ces régions que le compte-rendu d'allure plus scientifique de Léon l'Africain. Par exemple les notices biographiques consacrées aux « savants et saints personnages qui ont habité Tombouctou à diverses époques » (T S, p. 45 à 103) font apparaître malgré leur concision la valeur attribuée par les Soudanais musulmans aux « faiseurs de miracles », à la bonne connaissance de la langue et de l'écriture arabe et évidemment au pèlerinage. La réputation de sainteté de *Sidi Yahya* mort à Tombouctou en 1464, la science islamique du jurisconsulte *Ahmed Baba* mort à Tombouctou en 1627 après treize ans de captivité à Marrakech ont certainement beaucoup plus joué que les conquêtes de l'askia Mohamed dans la « personnalisation » de l'islam de la boucle nigérienne.

(1) *Tarikh es-Soudan*, traduit de l'arabe par O. Houdas 1898-1900. Reproduction photographique 1964 (en abréviation T S).
(2) H. Barth utilisa une copie du Tarikh es-Soudan découverte à Gwando (Nigeria). *Reisen und Entdeckungen in Nord und Central Afrika*, Gotha 1857. Trad. française : *Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale*, Paris 1861, 4 vol.
(3) *Tarikh el-Fettach*. Reproduction photographique de l'édition de 1914, Maisonneuve 1964 (en abréviation T F).
(4) Félix Dubois, *Tombouctou la Mystérieuse*, Paris 1897.



CARTE 15 a : Le Soudan Occidental (de Dakar à Kano).



CARTE 15 b : Le Soudan Occidental (de Dakar à Kano).

Expansion politique du royaume de Gao.

Quoi qu'il en soit, ces conquêtes faciles à présenter en paragraphes sont développées dans tous les nouveaux manuels d'histoire parus depuis les indépendances. Nous n'y insisterons pas sinon pour préciser que certaines d'entre elles sont loin d'être démontrées, en particulier celle des villes Haoussa, basée sur le texte de Léon l'Africain (p. 476 à 478) affirmant que Ischia le roi de Tombouctou ayant fait alliance avec les rois de Katsena et de Zaria les fit tous deux assassiner puis déclara la guerre au roi de Kano et prit sa ville après un long siège ; confirmé ensuite dans sa souveraineté, le roi de Kano dut donner une fille en mariage à Ischia et réserver tous les ans pour son nouveau gendre le tiers de ses revenus payables à des percepteurs Sonrhay qui résidaient en permanence à Kano. Il paraît évidemment très curieux de ne trouver aucun détail sur cette conquête dans les Tarikh. Le Tarikh el Fettach qui consacre soixante pages à la glorification de l'askia Mohammed nous apprend seulement (p. 147) « qu'en l'année 919 (9 mars 1513 — 25 février 1514) l'askia fit une expédition contre Katsena ». Le Tarikh es-Soudan qui détaille année par année les expéditions militaires de l'askia Mohammed se contente de préciser l'époque exacte de l'expédition à Katsena ; parti en janvier ou février 1513 l'askia était de retour en mai de la même année. Même en réduisant la durée de la partie du trajet (1) faite en pirogue sur le Niger, il n'en reste pas moins que Kano est située à 600 km à vol d'oiseau du fleuve, ce qui rend fort suspect le « long siège » relaté dans Léon l'Africain, d'autant plus que rien de cette histoire de siège, de mariage et de tribut n'apparaît dans la « Chronique de Kano »... laquelle de son côté peut avoir évité systématiquement de mentionner un épisode peu glorieux !

L'expansion religieuse.

Par contre, on ne peut douter que les relations religieuses entre le Moyen Niger et le Haoussa — commencées, semble-t-il, sous le règne de Kango Moussa (1312-1337) — se soient intensifiées au siècle des Askia (1493-1591). Es Sâdi nous parle de plusieurs lettrés de Tombouctou qui enseignèrent à Kano et Katsena ou qui prirent le chemin de Kano pour se rendre à la Mecque. Il faut insister d'autre part sur le caractère « saharien » de Tombouctou. Fondée, sans doute au XIIe siècle, par des Touareg, elle avait recueilli les savants berbères Jedala qui avaient émigré de l'Adrar mauritanien vers Ghana puis vers Oualata (= Biro en langue sonrhay) ; il y avait à Tombouctou des gens du Touat (Algérie), de Ghadamès et Zaouila (Libye), d'Aoudjila (Égypte), du Tafilalet, du Dra et de Fès (Maroc). Malgré sa situation essentiellement continentale, Tombouctou avait donc une ouverture considérable sur le monde extérieur, plus exactement sur le monde méditer-

(1) Ch. Monteil dans *Djenné une cité soudanaise*, Paris 1932, p. 227, note que le trajet fluvial Djenné-Tombouctou prenait 10 à 15 jours à la descente, 15 à 25 jours à la remontée.

ranéen. Comme l'écrit Es Sâdi (T S, p. 37), « sa civilisation lui vint uniquement du Maghreb ».

Un personnage symbolise particulièrement bien cette orientation saharienne de l'empire de Gao et ses liens avec le Haoussa. Le célèbre *Mohamed al-Maghili*, originaire de Tlemcen en Algérie, s'était d'abord établi dans les oasis du Touat où il fit massacrer toute la colonie juive. Notons à ce sujet que le Tarikh el-Fettach signale l'existence de nombreux Juifs qui auraient habité au XIVe siècle à l'emplacement de la ville de Tendirma sur le Niger au sud de Tombouctou (T F, p. 118-121). Il ne dit pas malheureusement ce que ces Juifs soudanais devinrent. Pour en revenir à El-Maghili, le réformateur jugea plus prudent de s'éloigner du Touat et se réfugia à Takeda dans l'Aïr, puis à Katsena, puis à Kano, où il écrivit vers 1493 pour le sarki Rimfa son fameux traité « Des obligations du Prince » qui devait être trois siècles plus tard un des ouvrages préférés d'Ousman dan Fodio et est encore très lu aujourd'hui dans la Nigeria du nord. El-Maghili fut ensuite appelé à la cour de Gao où il prêcha la voie Qadriya comme à Katsena. Exactement à la même époque le Kounta (1) Sidi Ahmed el Bekhaï répandait également la Qadriya à l'ouest de Tombouctou.

Sur l'islam savant de Tombouctou et de Djenné nous sommes vraiment très bien renseignés, sans doute même *trop* bien, car les auteurs des deux Tarikh étaient originaires de Tombouctou et Léon l'Africain, s'il ne dépendait pas comme eux de la société locale, recueillit la grande majorité de ses renseignements à Tombouctou, ce qui explique la réputation extraordinaire de cette ville en Europe jusqu'au voyage de René Caillé en 1828. Il ne faut donc pas porter aux nues l' « Université » de Sankoré qui n'eut jamais la réputation d'Al Azhar ou de la Karaouyn de Fès, mais il ne faut pas non plus minimiser son rôle qui fut très important dans la promotion intellectuelle et spirituelle des Musulmans noirs.

Mais combien y avait-il de Musulmans dans l'empire Sonrhay ? Voilà ce qu'aucune de nos sources ne précise. Cet islam, qui apparaît à lire les Tarikh, comme un facteur dominant, était en réalité strictement localisé dans les villes et même là il était réservé à une minorité aristocratique. Le peuple Sonrhay sur lequel régnaient les Askia Soninké refusait d'abandonner ses coutumes païennes et d'ailleurs ses maîtres ne cherchaient nullement à le convertir. On trouve à ce sujet un passage révélateur dans le Tarikh el Fettach (p. 209). Le jurisconsulte Ahmed s'étonnant devant l'askia Daoud (1549-1582) du cérémonial suivi à son audience solennelle du vendredi lui dit :

« J'ai été contraint de penser que tu étais fou, vicieux ou insensé lorsque je t'ai vu cracher dans les manches des vêtements de soie de tes eunuques tandis que les gens se couvraient la tête de poussière pour te faire honneur. — Je ne suis pas fou, répondit le prince en riant, j'ai toute ma raison, mais je commande à des fous, à des impies, à des orgueilleux et c'est

(1) Les Arabes Kounta étaient venus du Touat au XVe siècle.

pour cela que je fais le fou moi-même et feins d'être possédé du démon afin de les effrayer et de les empêcher ainsi de faire du tort aux musulmans. »

Expansion commerciale.

Ce souci de ne pas se mettre en travers des coutumes païennes est une des clés du succès de l'islam en pays noir. Il explique aussi l'extraordinaire efficacité des marchands musulmans dans le commerce de l'or, celui du Soudan comme celui du Monomotapa, et en même temps les déboires essuyés par les Portugais qui ne comprirent pas le caractère religieux attribué à tout ce qui est extrait de la terre.

Aussi curieux que cela puisse paraître, la localisation exacte du *Bitou*, dont parlent les Tarikh est encore discutée. Binger (T S, p. 22 note 3) le plaçait dans la région de Bondoukou en Côte d'Ivoire. Ivor Wilks (1) pense qu'il s'agit de Begho (= Heni actuel), ancienne ville marché du pays Brong au sud de la Volta Noire dans le Ghana. Y. Person (2), par contre, le situe au Bidiga (Guinée) au nord de la province aurifère du Bouré exploitée depuis le XIIIe siècle au moins et encore de nos jours (Or de Siguiri). Il nous paraît évident pourtant que le Bitou correspond à la partie septentrionale de la zone aurifère qui s'étend sur l'ouest de la Haute Volta (pays Lobi), l'est de la Côte d'Ivoire (Bouna, Bondoukou, pays Abron), déborde légèrement à l'est de la Volta Noire dans les *Northern Territories* du Ghana, puis s'élargit au sud de Koumassi avec les gisements d'Obuasi et de Tarkwa, seuls à être exploités de nos jours de façon industrielle. Il suffit de regarder la carte (3) pour en déduire que l'or du pays Lobi fut le plus anciennement exploité par les marchands venus de Djenné et Bobo Dioulasso.

En faveur de l'assimilation du pays Lobi au Bitou des Tarikh il n'existe aucun texte écrit ; mais nous avons des documents archéologiques et la tradition orale locale qui s'y rattache. Que nous disent les Tarikh ? Que Bitou était « une mine merveilleuse » où les marchands de Djenné « acquièrent des fortunes dont Dieu seul (qu'il soit loué) peut connaître le chiffre » (T S, p. 22-23). Aucune précision ni sur la localisation de cette « mine merveilleuse », ni sur l'époque où elle commença d'être exploitée, ni sur les rapports entretenus avec les orpailleurs locaux, pour la bonne raison que tout ce qui touchait au commerce de l'or était entouré d'un halo de mystère religieux, inaccessible à des lettrés musulmans citadins, déjà fort éloignés matériellement et spirituellement des divinités du sol régnant sur la brousse soudanaise.

La nécessité de ne pas gêner les divinités du lieu explique les modalités du commerce de l'or qui était encore à cette époque « le trafic à

(1) Ivor Wilks, *The northern factor in Ashanti history*, JAH 1961, 1, p. 25-34. *A medieval trade route from the Niger to the gulf of Guinea*, JAH 1962, 2, p. 337-341.
(2) Y. Person, *En quête d'une chronologie ivoirienne* dans *The Historian in tropical Africa* 1964, p. 322-336.
(3) Carte dans R. Mauny, *Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen Age.*

la muette » naguère pratiqué par les Carthaginois et signalé par les auteurs arabes du Moyen Age traitant du Ghana et du Mali. Elle explique aussi, à notre avis, les « *ruines mystérieuses* » *du pays Lobi*. H. Labouret (1) a été le premier à les décrire soigneusement. Il note vingt sites sur sa carte p. 16, disséminés dans la zone aurifère et souvent assez proches de « puits parfaitement réguliers d'une profondeur de 2 à 15 m, creusés dans la croûte latéritique et ayant servi de toute évidence à l'extraction du métal précieux » (p. 17). Il s'agit d'enceintes circulaires ou plus souvent carrées atteignant jusqu'à cent mètres de côté à Loropéni et dont les murs peuvent être hauts de 6 à 8 m, épais d'1 m 50 à la base et se rétrécissant progressivement, construits en blocs non taillés de latérite ferrugineuse liés par un ciment très dur à base d'argile et de sable. Ces enceintes sont souvent partagées par un mur intérieur en deux rectangles inégaux, dont l'un semble avoir été réservé à des cultures ou au bétail, l'autre contenant plusieurs habitations à terrasses.

Que dit la tradition orale de ces ruines gigantesques et manifestement plusieurs fois centenaires ? Les Lobi, principaux habitants actuels de cette région, y sont arrivés seulement dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle. Les *Gan*, dont certains éléments habitent encore près des ruines, les y avaient précédés. Leur tradition nomme avec précision 27 chefs successifs depuis Ekomassissa, qui, venu des Northern Territories du Ghana, fit passer à son peuple la Volta Noire. En tablant sur une durée moyenne de quatorze années d'autorité pour un chef, on peut dater cet événement des environs de 1580. Si l'on se base sur une moyenne de dix ans on obtient la date de 1690. Or les Gan sont formels : les ruines existaient déjà lorsqu'ils sont arrivés dans l'actuelle Haute Volta (2).

Ces constructions mystérieuses peuvent être donc datées approximativement du XVIe siècle ; nous pensons qu'elles représentent les établissements permanents des marchands venus de Djenné attendre que les orpailleurs locaux viennent leur apporter le métal précieux, dans l'extraction duquel ils se gardaient bien d'intervenir. Mais plusieurs questions non résolues demeurent. A quelle race appartenaient les orpailleurs capables de creuser ces puits réguliers et profonds qui supposent un niveau élevé dans la technique métallurgique, niveau jamais atteint par leurs successeurs. Quand ont-ils commencé à exploiter l'or du pays Lobi ? Quand, pourquoi et dans quelle direction sont-ils partis ? La réponse à ces questions peut fournir une base chronologique pour la fondation de la ville marché de Begho, étape essentielle sur la route de la kola et sur celle du royaume de Bono-Mansou (= Techiman au Ghana). Nous en reparlerons en étudiant la « bande guinéenne » et nous nous contenterons ici de proposer une date pour la mise en exploitation de l'or du Bitou-Lobi.

Djenné était la clé de l'or du Bouré aux temps du Mali. Mais dans

(1) H. LABOURET, *Les tribus du rameau Lobi*, Paris 1931, 505 p., p. 15-20.
(2) M. GUILHEM et J. HÉBERT, *Précis d'histoire de la Haute Volta*, 1961, Description et photographie des ruines de Loropeni, p. 10-16.

les premières années du XVe siècle, le Sonni sonrhay de Gao nommé Madogo (= le Géant) vint piller la capitale du Mali et s'emparer de la région Mopti-Ségou, coupant ainsi Djenné de l'or du Bouré. Il est probable que, dès cette époque, les marchands de Djenné cherchèrent une autre source du métal précieux. Le noyau primitif de la classe commerçante de Djenné était d'origine *Soninké* (= Sarakolé), et appartenait donc au grand ensemble linguistique *Mandé* réparti en 44 groupes distincts (1) entre la Gambie et la Nigeria. Il apparaît tout à fait normal qu'ils aient cherché à entrer en relations avec d'autres Mandé qui s'étaient établis vers le XIIe siècle (?) dans la région de Bobo-Dioulasso, les ancêtres des Bobo-Fing de l'actuelle Haute Volta. Poussant vers le sud ils découvrirent le pays de l'or puis celui, non moins intéressant, de la kola (Banda et Gondja dans le Ghana). D'où ces « fortunes dont Dieu seul peut connaître le chiffre » des marchands de Djenné ; d'où la conquête de Sonni Ali en 1476 ; d'où enfin la protection systématique accordée par l'askia Mohammed, lui aussi d'origine Soninké (T F p. 114), aux deux villes de Djenné et Tombouctou, mamelles nourricières de l'empire, la première drainant l'or et la kola du sud, la seconde le sel du désert.

On n'allait pas seulement chercher de l'or chez les païens. On se fournissait également chez eux en esclaves et on employait alors des méthodes très différentes. Les askia n'y allaient pas de main-morte. Un des fils de l'askia Daoud (1549-1582) dit un jour à son père qui venait d'affranchir 27 esclaves et s'en excusait auprès de ses héritiers : « Mon plus jeune frère n'aurait qu'à faire une expédition dans l'une des villes du pays des infidèles et avant même que la nuit ne soit achevée entièrement il aurait ramassé un butin de dix mille esclaves ou même davantage » (T F, p. 195). L'askia Ishâq (1588-91) « ravagea à deux reprises le Gourma (Haute Volta), extermina la plus grande partie des hommes de son armée et anéantit presque la race de ses habitants » (T F, p. 275).

Les esclaves qui restaient dans le royaume Sonrhay n'étaient, semble-t-il, pas maltraités et on en expédiait relativement peu vers le Maghreb. L'occupation marocaine de 1591 allait augmenter considérablement le nombre d'esclaves transportés hors du Soudan. Ishaq en offrit 1 000 et 100 000 pièces d'or au pacha Djouder après la défaite de Tondibi. Mais ce n'était qu'un début... Le Maroc comptait 150 000 esclaves noirs au XVIIIe siècle. L'explication de la fuite au sud des orpailleurs du pays Lobi se trouve, à notre avis, dans ces chiffres. Il est avéré que la ville de Djenné retrouva très vite sa prospérité à la fin du XVIe siècle. Les renseignements du Tarikh es-Soudan sur Djenné, « un des grands marchés du monde musulman » (p. 22) datent d'ailleurs du début du XVIIe siècle. Mais la nécessité de fournir au Maroc

(1) Les groupes Mandé les plus connus du grand public francophone sont les Mandingues-Malinké fondateurs du Mali (Gambie, Sénégal, Guinée, Mali, Côte d'Ivoire), les Soninké-Sarakolé fondateurs du Ghana (Mali), les Bambara (Mali), les Dioula (Côte d'Ivoire, Mali), les Dogon (Mali), les Soussou et Dialonké (Guinée), etc... Voir leur répartition sur la carte 15, p. 220 à 223.

des esclaves en même temps que de l'or fit changer le mode de relations pacifiques instaurées depuis longtemps entre les orpailleurs locaux et les marchands venus du Nord. Les gens du pays Lobi voulaient bien échanger leur or, mais refusaient de se laisser prendre leurs enfants. Pour se défendre contre leurs amis musulmans qui étaient devenus leurs ennemis, ils partirent, laissant à l'abandon ces ruines que les Gan appellent curieusement, à Loropéni, la « maison du refus », nom qui pourrait provenir du « refus » opposé par les orpailleurs aux exigences nouvelles des marchands de Djenné.

2. Le reste du Soudan occidental au XVIe siècle.

A lire les Tarikh il semble que tout le Soudan non islamisé puisse être considéré comme quantité négligeable. Aussi manquons-nous terriblement de documents sur *les royaumes Mossi* de Ouagadougou et du Yatenga (1) (2) (Haute Volta), bien que le nom du second, voisin des falaises de Bandiagara qui le séparaient du Bani, soit souvent noté dans les chroniques. L'askia Mohammed le pilla en 1497, mais ne put y asseoir son autorité ; l'askia Daoud envoya deux expéditions en 1540 et 1561. Le Mossi resta solide et devait le rester jusqu'à la conquête française (3) (4).

En dehors du Mossi, deux adversaires donnèrent du fil à retordre aux askia : le Kebbi à l'est, les Peuls du Macina et ceux du Kaniaga à l'ouest. Le roi Kanta du *Kebbi* dont le petit royaume était situé à la frontière nord-ouest de l'actuelle Nigeria osa s'opposer vers 1516 au tout puissant askia Mohammed. Il défit les états Haoussa, s'attaqua même au Bornou, mais sans succès, et peut-être au Noupé. De sa capitale Surame, située à l'ouest de Sokoto, subsistent encore des ruines impressionnantes et ses victoires sont encore évoquées aujourd'hui dans la légende locale.

L'askia Mohammed eut plus de chance à l'ouest. Il envoya en 1512 une expédition vers le royaume de Diara ou Kaniaga (5) où le chef peul Tenguella prétendait s'imposer au *faren*, chef d'origine Soninké qui payait tribut aux askia de Gao après avoir été sous la tutelle du Mali. Il fallut deux mois de marche aux guerriers Sonrhay pour franchir les 650 km de désert qui s'étendent entre Tendirma (au sud de Tombouctou) et Diara. Mais quel succès les attendait! Ils s'emparèrent d'un énorme butin et mirent à mort Tenguella. Le fils adoptif de ce dernier, connu sous le nom de *Koli Tenguella*, frustré de ses espérances politiques au Diara, se lança alors à la conquête du Fouta

(1) Tome 1er, p. 356-360.
(2) J. D. FAGE, *Reflexions on the early history of the Mossi-Dagomba group of states* in *The Historian in tropical Africa*, 1964, p. 176-189, pense, après étude des traditions orales Mamproussi et Dagomba, que la fondation des états Mossi ne doit pas être antérieure au XVIe siècle.
(3) DIM DELOBSON, *L'empire du Mogho Naba*, Paris 1932.
(4) H P A N, p. 293-303.
(5) Le Kaniaga est à cheval sur la Mauritanie et le Mali, entre Néma et Nioro. C'est le Baghana des Maures. Il est aussi appelé Bakhounou.

sénégalais et y fonda vers 1550 la dynastie des *Satigui* ou Denyankobé appelée *Siriatique* (1) dans les récits des voyageurs européens.

Comme au Macina (région située à l'ouest du Niger en amont du lac Débo) où le peul Maga Diallo avait fondé une dynastie vers 1400, les chefs peuls ou *ardo* du Fouta Toro étaient païens. Mais, contrairement aux pasteurs peuls du Macina qui étaient exclusivement païens, beaucoup des sujets Toucouleurs de la dynastie Denyankobé étaient musulmans et il y avait parmi eux un groupe de croyants particulièrement zélés appelé *Torobé* (singulier *Torodo*), signifiant ceux qui prient ensemble et non pas habitants du Fouta Toro. Ces Torobé étaient en relations avec les écoles et les confréries marocaines. Nous aurons à en reparler par la suite. Signalons simplement que du Fouta Toro sénégalais partirent au XVIe siècle des groupes de Peuls *païens* vers le Bondou (entre Kayes et Tambacounda au Sénégal) et vers le Fouta Djalon (Guinée).

II. LE SOUDAN ORIENTAL (de Kano au Nil) AU XVIe SIÈCLE

La distance à vol d'oiseau de Kano à Khartoum est à peine inférieure à celle de Kano à Dakar. Mais l'histoire du Soudan oriental est infiniment moins longue que celle du Soudan occidental. Même si l'on place à part les états Haoussa qui doivent être considérés plutôt comme une *charnière* entre les deux Soudan, on peut remarquer que nous avons consacré dans le premier tome de cet ouvrage deux pages au premier (2) contre 22 au second (3).

1. Le Bornou.

Le Kanem-Bornou, seul état du Soudan oriental connu au Moyen Age, reste seul au XVIe siècle. Mais il se trouve que nous sommes assez bien renseignés sur lui à cette époque, par Léon l'Africain (4) au début du siècle, par le chroniqueur Ahmed ibn Fartoua à la fin. Le passage de Léon l'Africain sur le Bornou est loin d'être flatteur, mais il paraît également très éloigné de la vérité. Nous pensons comme Y. Urvoy (5) que, « si Léon dit avoir vu lui-même le Bornou, c'est peut-être comme Chateaubriand le Mississipi ». Ses reproches sur l'avarice du roi, sur l'absence de toute religion tant musulmane que chrétienne ou juive, sur les femmes et les enfants mis en commun... tout cela paraît tiré de racontars plutôt que de souvenirs personnels.

Heureusement pour la réputation du Bornou, deux ouvrages d'Ibn Fartoua consacrés à la louange du Maï Idriss Alaoma (1571-1603 ou 1580-1617 suivant les auteurs) ont été conservés, et traduits par

(1) Satigui est une corruption de Siratigui qui signifie maître de la route ou chef de migration.
(2) Tome 1er, pp. 299 et 361.
(3) Tome 1er, pp. 294-299, 300-302, 345-360.
(4) *Léon l'Africain*, trad. EPAULARD, pp. 479-481.
(5) Y. URVOY, *Histoire de l'Empire du Bornou*, 1949, p. 67.

R. Palmer (1). Ces œuvres présentent les mêmes qualités et les mêmes défauts que les Tarikh. On y parle beaucoup d'expéditions militaires et de la piété du maï, mais bien peu des méthodes administratives ou commerciales et pas du tout du sort réservé aux peuples païens attaqués ; mais elles représentent un témoignage vécu et fournissent, de-ci de-là, des aperçus révélateurs sur la société bornouane de cette époque. Y. Urvoy les a admirablement analysées dans cette optique. Par exemple quand Ibn Fartoua écrit que « tous les notables devinrent musulmans » et que « tout le peuple eut recours à la charia », on peut en tirer des déductions « sur la façon dont l'islam gagne d'abord les chefs puis les notables avant d'atteindre, et plus lentement, la masse » (Urvoy, p. 83) et sur l'extrême lenteur de sa progression en cinq siècles.

A travers le récit touffu des campagnes militaires, il faut retenir que l'acquisition de mousquets et de mousquetaires turcs et la formation d'un corps d'esclaves-soldats spécialisés dans le maniement des armes à feu eurent une influence décisive dans les succès ininterrompus d'Idriss Alaoma contre les tribus païennes du sud. Ibn Fartoua explique que les mousquets évitèrent, grâce à leur supériorité évidente, l'emploi d'autres armes. Mais le dévoué chroniqueur oublie de nous dire que le but de ces campagnes était de se procurer des esclaves afin de les expédier aux Turcs, installés à Tripoli en 1551, et de recevoir en échange de nouvelles armes à feu. Le fameux « cycle infernal de la traite » n'est donc pas une exclusivité des négriers européens sur la côte atlantique. Il a sévi dans le centre de l'Afrique depuis le dernier quart du XVIe siècle et il allait contribuer aux deux siècles suivants à la naissance puis à la fortune des trois états esclavagistes du Soudan oriental : Baguirmi, Ouadaï et Darfour.

Parmi les nombreux noms de tribus païennes cités dans Ibn Fartoua, les Boulala et les So retiennent l'attention. Les *Boulala* anciennement établis au Kanem (Tchad) avaient contraint la dynastie royale à se réfugier au Bornou (Nigeria) à la fin du XIVe siècle. Idriss Alaoma les obligea à reconnaître son autorité et la majorité des Boulala rejoignit alors une minorité qui s'était établie sans doute au début du XVe siècle (2) dans la région du lac Fitri (Tchad) où ils organisèrent le petit royaume de Yao sur le modèle du Kanem. Les Boulala peu nombreux aujourd'hui (environ 35 000 en 1954) au Fitri ont laissé un souvenir persistant au Kanem où on leur attribue des constructions en briques cuites comme celles de Tié depuis longtemps en ruines, mais intéressantes par les rapports qu'elles suggèrent avec la Nubie chrétienne (3). C'est également l'archéologie qui a mis en vedette le nom des Sô ou *Sao* contre lesquels Idriss Alaoma multiplia les campagnes. En effet, l'actuel pays Kotoko, dans le delta du Chari (fron-

(1) R. Palmer, *Sudanese Memoirs*, Lagos, 1926, donne la traduction anglaise de :
— *Les douze premières années du règne d'Idris Alaoma* (traduction française partielle dans Urvoy).
— *Les guerres du Kanem.*
(2) A. M. D. Lebeuf, *Les populations du Tchad*, 1959, p. 63.
(3) A. D. H. Bivar. P. L. Shinnie, *Old Kanouri Capitals*, JAH 1962, 1, p. I-II

au-dessus de 1000 m

Ruines

Limite approximative du désert

Limite approximative de la forêt dense

Limite approximative du sahel

BAGUIRMI Royaume historique

MANDARA Nom de tribu

Limites de l'état mahdiste à son apogée

Principales voies commerciales au XIX[e] S.

0 500 km

CARTE 16 : Le Soudan Oriental.

tière entre la République du Tchad et l'extrémité nord du Cameroun) est couvert de buttes renfermant un matériel très important et très varié en terre cuite avec des représentations humaines et animales, de nombreux objets en bronze moulés à la cire perdue, du fer, du verre... et des sépultures en urnes très particulières (1). La chronique locale attribue ces buttes ainsi que la fondation des villes fortifiées kotoko aux Sao, populations noires légendaires qui seraient venues du nord et auraient occupé à partir du xe siècle toute la région comprise entre la rivière Yobé et le Chari, soit la partie nord-est de l'actuelle province Bornou de Nigeria, le nord du Cameroun et l'ouest du Tchad. Combattus par les rois du Kanem-Bornou à partir du xiiie siècle, les Sao furent soumis par Idriss Alaoma. Certains d'entre eux comme les Kotoko demeurèrent sur place et adoptèrent l'islam. Beaucoup s'enfuirent et se mélangèrent avec les populations locales du Manga (frontière Nigeria-Niger), du Mandara (Nord-Cameroun) et très probablement de la moyenne Benoué où ils devaient faire parler d'eux au xviie siècle en participant aux razzias du royaume païen de Kwororafa plus connu sous le nom de royaume Djoukoun (2).

La double action constructive et destructive exercée par toutes les hégémonies soudanaises apparaît très nettement sur la carte ethnique du Soudan tchadien. Après le maï Ali Dounama (1472-1504), Idriss Alaoma eut en effet l'immense mérite d'augmenter considérablement le domaine de la langue Kanembou en mélangeant systématiquement les populations du Kanem et celles du Bornou qui adoptèrent la langue des premiers sous le nom de *Kanouri.* Par ses conquêtes il assimila de nombreuses petites tribus qui se joignirent à l'ensemble linguistique Kanembou-Kanouri. Par contre, les tribus du sud soumises à la pression constante des razzias esclavagistes défendirent à tout prix leur personnalité linguistique, seul moyen d'affirmer leur résistance. D'où le nombre extraordinairement élevé de langues, parlées souvent par de tous petits groupes, qui subsistent jusqu'à aujourd'hui dans le nord Cameroun et la partie orientale du *Middle Belt* de Nigeria.

2. Entre le Bornou et la vallée du Nil.

Il ne semble pas qu'Idriss Alaoma ait poussé ses conquêtes jusqu'au Darfour. A. J. Arkell, qui lui attribuait la construction des fameuses ruines en briques rouges d'Aïn Farah, a révisé son attitude à la suite de la découverte de tessons de poterie provenant certainement de la Nubie chrétienne. Ce qu'il interprétait comme un palais musulman du xvie siècle dans la première édition de l'« Histoire du Soudan » est considéré dans l'édition de 1961 comme les restes d'un monastère avec deux églises du xiiie siècle. Arkell pense que le nom des

(1) J. P. Lebeuf, *Archéologie tchadienne*, donne la bibliographie complète du sujet.
(2) On a découvert en 1960 dans le secteur Yola-Ibi de la moyenne Benoué (Nigeria), considéré comme le centre du royaume Djoukoun, des sépultures en urnes semblables à celles des buttes dites Sao II du pays Kotoko (Cameroun).

Toundjour (= *Tungur*) auxquels la tradition locale attribue la construction de ces monuments, est dérivé de *Mukurra* ou *Timagera*, le nom du royaume chrétien de Dongola. Des Toundjour également sont dits avoir fondé une dynastie (païenne) au Ouadaï puis avoir été renversés après un siècle par le sultan musulman Abd el Karim en 1611 ou 1635 suivant les auteurs. Ils auraient alors fui vers le Kanem où existent encore aujourd'hui de très petits groupes bien déchus, tandis que les Toundjour de l'Ennedi (Tchad) descendraient de ceux du Darfour. De ces migrations très mal connues qui ont amené jusqu'au Tchad des arabophones ayant habité la Nubie chrétienne, il faut retenir la part des *influences chrétiennes et méroïtiques dans l'archéologie et surtout dans le rituel royal des états du Soudan oriental.* Nous verrons, en étudiant le Ouadaï et le Darfour, que les voyageurs du XIXe siècle y notèrent la fragilité du placage musulman sur un substrat animiste négro-africain particulièrement vivace.

Les Toundjour d'aujourd'hui ne sont plus guère qu'un souvenir historique. Par contre, les pasteurs arabes *Djoheïna* (ou Gouhayna ou Juhayna) constituent une part importante de la population de la République du Soudan (Kordofan, Darfour) et de celle du Tchad. Venus d'Arabie, ils séjournèrent longtemps en Haute Égypte et commencèrent après la chute de Dongola une migration vers l'ouest par petits groupes échelonnés. Au XVIe siècle Ibn Fartoua signale l'arrivée du groupe appelé Choa au Bornou qui demeure jusqu'à nos jours leur habitat le plus occidental. Les Djoheïna sont presque purement éleveurs de dromadaires (*abbala*) ou de bovidés (*baggara*) et n'ont joué pratiquement aucun rôle politique dans le Soudan oriental. Fait important qui paraît méconnu des Européens ne connaissant pas la région et qui doit être souligné, les tribus arabes étaient vassales des royaumes noirs et devaient payer tribut en bétail et en soldats. Les Arabes Djoheïna n'ont pas non plus joué de rôle religieux et l'islamisation (très tardive) du Soudan oriental ne doit pas leur être attribuée.

3. A l'ouest du Bornou.

Le malheureux royaume de Kano attaqué par le Sonrhay, le Kebbi et Katsena à l'ouest, par les Djoukoun au sud, constituait une proie tentante pour son voisin de l'est. Idriss Alaoma ne manqua pas d'y lancer quelques razzias. C'est à peu près tout ce que nous savons des états Haoussa au XVIe siècle où leur histoire apparaît inséparable de celle du Sonrhay et du Bornou.

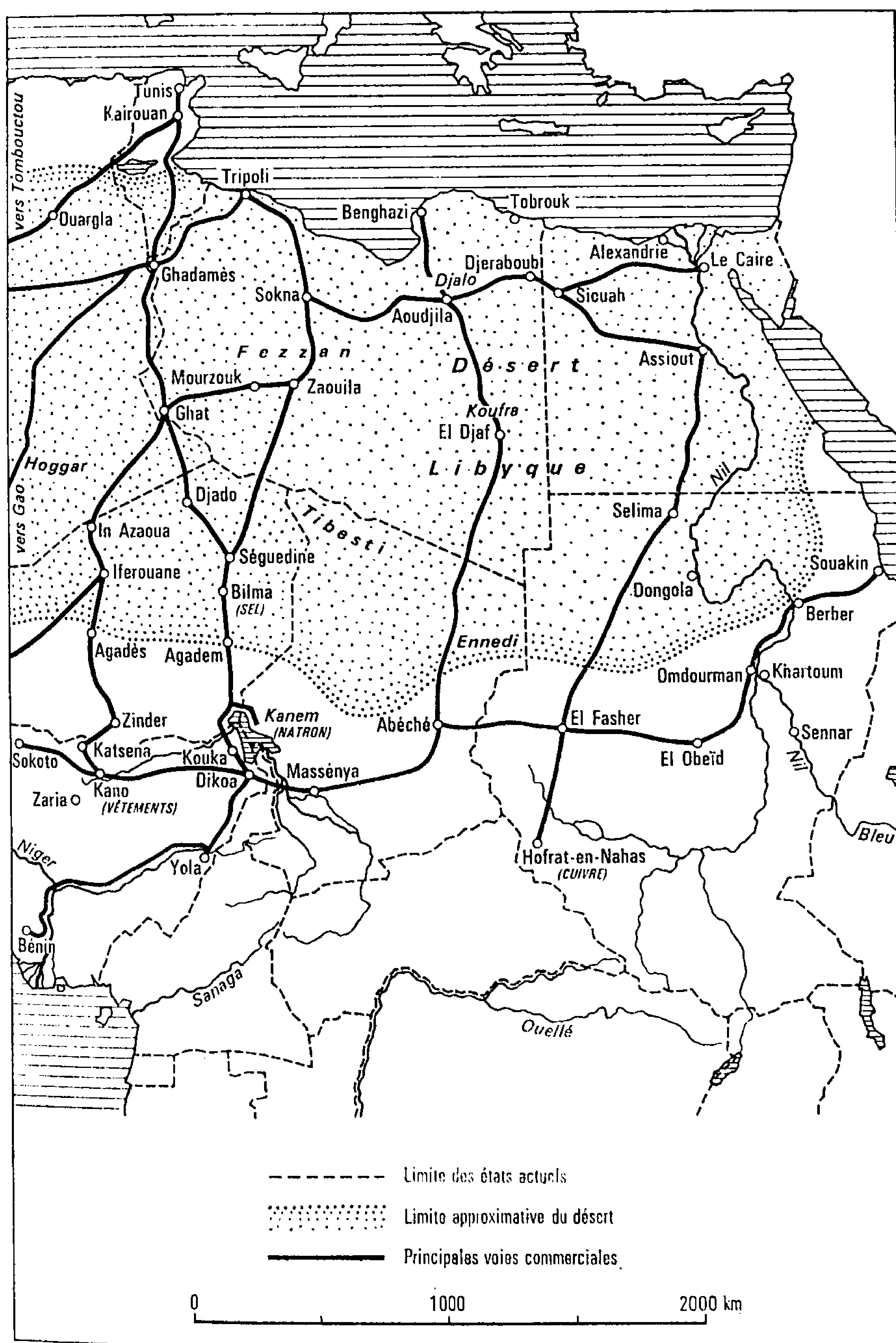
III. LA BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE AUX XVIIe ET XVIIIe SIÈCLES

1. **Les États Haoussa** ont été au XVIIe siècle les grands bénéficiaires de la décadence du Sonrhay. Après la défaite de Ton-

dibi en 1591, Katsena a remplacé Gao et Tombouctou en tant que terminus soudanais principal du trafic transsaharien et c'est le *développement économique* des états Haoussa de la Nigeria du nord qui constitue le fait historique dominant dans la bande sahélo-soudanaise aux XVII[e] et XVIII[e] siècles. Il faut souligner ici la profonde originalité économique de l'Afrique noire musulmane par rapport à l'Afrique noire païenne et dans cette Afrique musulmane la supériorité évidente de certains des états Haoussa. Nous avons vu que, dans les états de l'Afrique centrale et orientale, le commerce était un monopole royal. Un des apports positifs de l'islam en pays noir est justement d'avoir entraîné la « démocratisation » du commerce et la formation d'une classe qu'on pourrait appeler bourgeoise. Mais les commerçants de Oualata ou de Mali, ceux de Tombouctou ou de Djenné pratiquaient en somme ce que nous appelons aujourd'hui l'import-export : ils échangeaient les productions de pays généralement fort éloignés de la ville-marché où avaient lieu les transactions, par exemple le sel de Teghaza contre l'or du Bitou distants chacun de plus de 700 km à vol d'oiseau de Tombouctou. Kano fut également dès le XVI[e] siècle un marché d'échange entre la kola du Gondja (Ghana actuel) et le sel du Sahara, mais elle vendait, en outre, la production de ses artisans et c'est en cela qu'elle se distinguait des autres marchés soudanais. Elle expédiait très loin des armes et des outils, des cuirs préparés et des sandales, mais surtout des tissus et des vêtements fabriqués avec le coton local, teints avec l'indigo local, brodés dans la ville avec de la soie brute importée de Tripoli. Nous n'insisterons pas sur l'intrication évidente des intérêts matériels et spirituels dans la propagation de l'islam par les marchands Haoussa, puisque c'est le vêtement qui distingue à première vue un villageois musulman de son concitoyen païen.

A la vérité, nous manquons cruellement de documents sur la vie économique des États Haoussa aux XVII[e] et XVIII[e] siècles. Mais, à partir des descriptions enthousiastes que Clapperton en 1824 (1) et Barth en 1850 (2) firent du marché de Kano, on peut déduire que l'activité commerciale exceptionnelle de cette région était fort ancienne, la domination peule ne l'ayant pas créée, mais seulement déplacée de Katsena vers Kano et fortifiée par l'établissement d'un gouvernement centralisé dans un pays auparavant déchiré par de multiples conflits locaux. A la fin du XIX[e] siècle, P. L. Monteil (3) écrivait que « Kano habille les deux tiers du Soudan et presque tout le Sahara central et oriental ». On pourrait croire que la période coloniale a porté un coup définitif à ce commerce, mais il n'en est rien. Aujourd'hui encore, beaucoup de chefs de village musulmans, depuis la Côte d'Ivoire jusqu'au Cameroun, portent des vêtements de cérémonie et

(1) D. DENHAM. H. CLAPPERTON *and* W. OUDNEY. *Narrative of Travels and Discoveries in Northern and Central Africa in the years 1822, 1823 and 1824*, Londres 1826, p. 51-53.
(2) H. BARTH, *op. cit.*
(3) P. L. MONTEIL, *De Saint Louis à Tripoli par le lac Tchad*, Paris 1895, p. 282.



CARTE 17 : Voies commerciales principales du Soudan Oriental.

des coiffures venant de Kano et ceci montre la fidélité extraordinaire aux anciens circuits commerciaux aussi bien que l'attitude de refus des islamisés devant les nouveautés européennes.

Nous sommes beaucoup mieux renseignés sur la vie politique que sur la vie économique des États Haoussa. Malheureusement elle consiste essentiellement en une suite ininterrompue de conflits entre Kano, Katsena, le Bornou et le fameux royaume païen du Djoukoun ou Kwororafa que nous avons évoqué à propos des Sao. La « chronique de Kano » mentionne les raids de la cavalerie Djoukoun sur Kano en 1653, Kano et Katsena, en 1671, le Bornou en 1680. Au XVIII^e^ siècle le Djoukoun cesse ses attaques. Ce n'est plus vers le sud mais vers le nord-ouest que les sentinelles de Kano devront porter leur regard, car le *Gobir*, le plus septentrional des états Haoussa (à cheval sur la Nigeria et le Niger dans la région de Maradi), manifeste des visées expansionnistes vers Zamfara, Kano et Katsena. Vers 1764 le Gobir annexe Zamfara et devient à la fin du siècle le plus puissant des états Haoussa.

Le Gobir abrite à cette époque une population très mélangée de Haoussa, de Touareg et de Peuls. Les Peuls sont ou bien pasteurs et païens ou bien citadins et musulmans. Dans une famille de lettrés peuls, originaire du Fouta Toro (Sénégal) et installée au Gobir depuis la fin du XV^e^ siècle naît en 1754 Ousman dan Fodio, l'homme qui, cinquante ans plus tard, déclarera la guerre sainte contre les Haoussa. Ousman étudie à Agadès (Niger) sous la direction du célèbre mallam Djibril. Il revient au pays natal et acquiert une grande réputation de mystique et de lettré qui le fait engager vers 1780 comme précepteur des enfants royaux du Gobir. Vers 1795 il s'établit dans son village natal de Degel où de nombreux élèves, Peuls ou Haoussa, viennent suivre son enseignement. En 1804 le sarkin Younfa, qui avait été l'un de ses élèves royaux, menace de le faire saisir pour non-obéissance aux lois de l'état. Ousman s'enfuit alors à Goudou le 21 février 1804 et est élu par acclamations *Amir al-mouminin*, ou Commandeur de la Foi, titre que portaient les askia Sonrhay.

2. Le Soudan occidental aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles.

L'année 1591 qui vit la déroute à Tondibi de trente mille Sonrhay devant les arquebuses et les fusils de mille « Marocains » est certainement une des dates importantes de l'histoire africaine. Car le Sonrhay est le dernier des grands empires soudanais. Désormais il n'y aura plus que de petits états localisés dans le temps et dans l'espace avant les empires peuls et toucouleurs du XIX^e^ siècle, parmi lesquels l'empire de Sokoto sera le seul durable.

Les causes de ce morcellement historique du Soudan occidental après 1591 sont loin de se limiter au désordre apporté dans la vallée du Niger par l'expédition marocaine. Interviennent également d'une part le détournement vers la côte de certains circuits commerciaux, détournement qui devient notable seulement au début du XVII^e^ siècle,

d'autre part la prise de conscience politique des Peuls déterminée en grande partie par leur conversion à l'islam au XVIII^e siècle. Ces trois causes interfèrent avec les déplacements constants de populations fuyant les chasseurs d'esclaves venus d'abord des grands royaumes soudanais puis de la côte atlantique. Il en résulte une situation extrêmement confuse, surtout dans la bande sud-soudanienne des géographes prise en étau entre les hégémonies de la bande nord-soudanienne et les états esclavagistes de la bande guinéenne.

La boucle du Niger jusqu'en 1660.

La boucle du Niger était le centre vital du royaume Sonrhay. Comment se fait-il alors que l'ayant conquise si facilement les Marocains ne surent pas y faire régner l'ordre et la paix. Ils étaient évidemment très loin de leurs bases, ce qui ne les empêcha pas de recevoir 23 000 hommes en renfort jusqu'en 1605, l'année de la mort d'Ahmed Mansour el Dehebi, mais cet éloignement contribua certainement à l'aggravation des discordes locales entre Marocains. Dès 1612, vingt ans après la conquête, les pachas commandant l'armée d'occupation furent nommés sur place par leurs soldats, mais il fallut attendre l'année 1660 pour que la prière du vendredi cessât d'être prononcée au nom du Sultan du Maroc. Remarquons qu'à trois siècles près les dates de 1591 et 1660 correspondent exactement à celles de la « période coloniale », ce qui peut faire rêver les tenants de « l'histoire perpétuel recommencement. »

Les Marocains ne s'établirent que dans les villes (Djenné, Tombouctou, Bamba, Gao) et durent admettre l'existence de deux askya sonrhay, un askya « collaborateur » et un askya « résistant ». Résidant dans le Dendi (région de Say au Niger et au Mali), ce dernier lança fréquemment des expéditions vers le Hadjar (Hombori) et jusque vers Djenné. D'autre part, dans les villes, les Marocains s'aliénèrent immédiatement la classe dirigeante en déportant les lettrés dont le fameux jurisconsulte Ahmed Baba qui devait passer treize ans captif à Marrakech et surtout en pillant systématiquement les demeures des riches commerçants qui appartenaient souvent aux mêmes familles que les lettrés.

Quelle fut l'influence des Marocains sur la civilisation du Soudan nigérien ? Elle fut sans doute moins importante que ne l'ont écrit plusieurs auteurs français, persuadés de la supériorité *a priori* du conquérant blanc sur le paysan noir et tentés d'attribuer à l'occupation marocaine des apports plus importants qu'ils ne le furent en réalité. Il est certain cependant qu'elle a laissé des traces encore visibles aujourd'hui à Djenné et Tombouctou dans la cuisine, la parure, l'architecture. Peut-être aussi comme le suggérait Ch. Monteil (1) le nombre élevé de musulmans blancs fixés à Djenné au XVII^e siècle devait-il faciliter le travail de rénovation religieuse et d'organisation

(1) Ch. Monteil, *Djenné : une cité soudanaise*, *op. cit.*, p. 150.

administrative accompli par Cheikou Ahmadou en 1810, et ce « réveil » de l'islam au XIXe siècle a beaucoup joué sur la qualité spirituelle de l'islam malien du XXe siècle.

Expansion des Touareg, des Bambara et des Peuls du Macina.

Après 1660 la domination marocaine n'existe plus. Les descendants des Marocains sont devenus les *Arma* : ils parlent la langue sonrhay, s'adonnent à l'artisanat et sont bien incapables de s'opposer à la progression des Touareg au nord et des Bambara au sud.

Les *Touareg* ont franchi le Niger à partir du milieu du XVIIe siècle. Vers 1770 ils s'emparent de Gao et obligent Tombouctou à payer un lourd tribut. Au XIXe siècle ils reprendront la prépondérance à Tombouctou conquise en 1826 par les Peuls du Macina. Aujourd'hui les Touareg occupent les deux tiers orientaux de l'intérieur de la boucle du Niger jusqu'à la frontière Mali-Haute Volta et la présence de ces nomades blancs, farouchement attachés à un mode de vie anarchique n'est pas sans poser de lourds problèmes politiques au gouvernement du Mali.

Tout comme celle des Touareg l'expansion des *Bambara* est directement en rapport avec l'anarchie « marocaine » et l'éclatement de l'empire Sonrhay. Mais leur présence sur le territoire de l'actuel Mali est beaucoup plus ancienne : il semble qu'ils aient atteint le Niger au XIIe siècle venant de la région d'Odienné (Côte d'Ivoire). Installés dans la région Bamako-Koulikoro, ils furent soumis par Soundiata après sa victoire de Kirina (1235) contre le roi des Sosso Soumangourou Kanté. Ces solides paysans païens constituèrent dans l'empire du Mali la masse innombrable et anonyme des producteurs alimentaires, celle dont ne parlent jamais les historiens puisqu'elle représente à leurs yeux exclusivement un réservoir de main-d'œuvre servile et de « piétaille » militaire, tout juste bonne à se faire tuer pour la plus grande gloire des généraux, dont seuls les noms sont retenus. Cependant, à mesure que l'autorité centrale du Mali s'amenuisait, les Bambara prenaient conscience de leur force potentielle vis-à-vis de leur voisin septentrional, le Sonrhay (1). Aussi, dès 1591, sont-ils signalés par Es Sâdi : « Le territoire de Djenné fut saccagé de la façon la plus horrible par les Bambara idolâtres qui détruisirent tous les villages, pillèrent tous les biens et firent des femmes libres leurs concubines avec lesquelles ils eurent des enfants qui furent élevés dans la religion des mages. Dieu nous préserve de telles calamités », continue notre pieux chroniqueur (T S, p. 223) qui méprisait souverainement les païens, à l'instar de tous ses coreligionnaires lettrés.

Et pourtant ces païens allaient se montrer capables de fonder et d'organiser les deux royaumes Bambara de Ségou et du Kaarta qui couvrirent à eux deux presque tout le tiers sud-est du Mali actuel (il

(1) La limite méridionale du Sonrhay n'est pas exactement définie, plusieurs noms des Tarikh n'ayant pu être identifiés. Il semble qu'elle ne dépassait guère une ligne Sa nsanding-San, passant donc au nord de Ségou.

y a 800 km entre le frontière du Sénégal et Koutiala et 700 km entre Tombouctou et Bamako). Biton Kouloubali (1712-1755), fondateur du royaume de Ségou, Ngolo Diara (1766-1787), qui assit son autorité sur le Macina, Djenné, Tombouctou et le Ouagadou, doivent être placés parmi les grands noms de l'histoire ouest-africaine (1). Après le règne de Monson (1787-1808), le royaume de Ségou, établi en gros entre Bamako et Tombouctou, décline. Ségou sera conquis par El Hadj Omar en 1862, huit ans après que le conquérant toucouleur soit entré dans Nioro, mettant ainsi fin à l'existence du royaume bambara du Kaarta qui avait connu son apogée sous le règne de Bodian Moriba (1818-1832) et s'était développé principalement dans la zone sahélienne entre Sénégal et Niger, correspondant aux anciens royaumes de Sosso, Diara et Galam.

Le royaume *Peul* du Macina devait également être annexé à l'empire d'El Hadj Omar en 1862. Mais nous n'envisagerons ici que la période païenne avant 1810. Les chefs païens ou *ardo* du clan peul arrivé au Macina vers 1400 sous la conduite de Maga Diallo firent d'abord acte d'allégeance au Mali, puis ils durent reconnaître l'autorité du Sonrhay en 1496 : l'askia Daoud (1549-1582) leur fit sentir lourdement sa poigne au cours de deux expéditions punitives. Aussi les Peuls saisirent-ils toutes les occasions pour se révolter contre l'autorité des pachas marocains successeurs des askia. Leur ardo Hamadou-Amina II (1627-1663) fut reconnu officiellement par le pacha de Tombouctou comme souverain du Macina. Mais au XVIIIe siècle les bergers peuls païens allaient tomber sous la tutelle des cultivateurs bambara païens de Ségou et ne retrouver leur indépendance qu'en 1810 grâce à leurs compatriotes musulmans.

La conversion des Peuls à l'islam au XVIIIe siècle.

En faisant intervenir l'islam comme clé de l'émancipation de ses frères peuls païens, le Peul musulman du Macina, Cheikou Hamadou, ne faisait que suivre l'exemple donné vers 1725 au Fouta Djalon par Karamoko Alfa, qui fut le premier Peul à fonder un État théocratique.

Nous avons vu que des Peuls païens s'étaient établis à l'ouest du massif montagneux du *Fouta Djalon* (2) (Guinée) vers le milieu du XVIIe, venant du Fouta Toro sénégalais où Koli Tenguella avait fondé la dynastie peule païenne des Denyankobé. A la fin de XVIIe siècle, d'autres Peuls venant du Macina arrivent dans la région des sources du Sénégal (Bafing) et choisissent leurs chefs au sein d'une minorité islamisée, afin de justifier par la « guerre sainte » l'asservissement systématique des cultivateurs païens autochtones Dialonké, Soussou et Baga. Ibrahima Moussou est le premier véritable souverain peul musulman. On l'appelle, en raison de sa piété, Karamoko (= lettré, savant) Alfa Ba (= le grand chef). Il meurt fou en 1751 après plusieurs

(1) Voir les détails dans *Histoire des Peuples de l'Afrique noire*, p. 258-262.
(2) H P A N, p. 367-374.

victoires, mais aussi beaucoup de revers contre les païens peu décidés à se laisser prendre leurs terres. A sa place on élit Ibrahima Sori (= le matinal) Maoudo (= le grand) qui se distinguera par de remarquables qualités militaires. A la mort d'Ibrahima Sori, vers 1784, on établit le principe du commandement alterné d'après lequel l'*almamy* (al iman) du Fouta sera choisi tous les deux ans, sucessivement au sein des familles Alfaya et Soria, descendant respectivement de Karamoko Alfa et Ibrahima Sori.

La confédération peule occupe à cette époque toute la partie centrale du massif du Fouta Djalon (Guinée) et s'étend sur environ 30 000 km², soit un huitième environ de la Guinée actuelle dans la région des sources du Tinkisso (affluent du Niger supérieur), du Sénégal (Bafing), de la Gambie, mais aussi de plusieurs rivières côtières (Fatala, Konkouré, Grande et Petite Scarcies) qui la mettent *en relations faciles avec la côte.* Ceci est très important car cette côte distante de Timbo, la capitale politique, de 250 km environ, c'est la « Côte du Vent » des négriers européens où le comptoir du Rio Pongo (Boffa en Guinée) a en 1767 acheté 3 500 prisonniers au chef des Dialonké du Soulimana (état situé à cheval sur la frontière Guinée-Sierra Leone). Ce chef les avait pris au cours de sa retraite après avoir tenté en vain de s'emparer de Foukoumba, la capitale religieuse des Peuls du Fouta Djalon.

On devine les intrications qui devaient s'ensuivre entre les guerres, saintes ou non, dans la montagne et les caravanes ramenant des comptoirs de la côte les tissus, le tabac et surtout la poudre et les mousquets contre lesquels les négriers échangeaient les esclaves. Les premiers explorateurs européens du début du XIXe siècle (Gordon Laing, Raffenel) insistent sur les disputes et le désordre qui régnaient au Fouta Djalon. Mais pourquoi s'en étonner outre mesure ? Les mémoires du fameux Théodore Canot, « trafiquant en or, en ivoire et en esclaves sur la Côte du Vent entre 1827 et 1840 » prouvent à l'évidence que le commerce des esclaves ne marcha jamais si bien dans cette région qu'à cette époque où les patrouilles anglaises le rendaient plus difficile sur la Côte de l'Or. Installé au Rio Pongo, Théodore Canot reçut à plusieurs reprises des caravanes envoyées par l'almamy du Fouta Djalon et conduites par l'un de ses fils qu'il appelle Ahmah de Bellah. Ce dernier répondit un jour au négrier qui s'étonnait de l'ardeur suspecte mise par les musulmans à faire « œuvre sainte » en lui procurant des esclaves païens : « Si les blancs, élus du ciel, qui savaient fabriquer les fusils et la poudre, n'offraient pas ces armes à la convoitise du noir, les commandements d'Allah seraient obéis avec moins de zèle et exécutés avec des instruments sensiblement moins dangereux. (1) »

Il ne faudrait pas croire cependant que la vente d'esclaves aux Européens ait constitué une activité essentielle du royaume du Fouta Djalon. En soumettant les cultivateurs autochtones, les pasteurs peuls avaient institué un système féodal dans un circuit économique

(1) *Les Aventures d'un négrier*, trad. fse par MARTHE NOUGIER, 1931, p. 88.

fermé favorable à la vie intellectuelle de l'élite. Ce système rappelle un peu la société du Rwanda par la prédominance des pasteurs immigrés sur les agriculteurs indigènes, mais est toutefois beaucoup moins rigide et beaucoup moins pénible à supporter pour les serfs (*Rimaïbe*) parce qu'il est tempéré par le métissage et l'appartenance à l'islam.

Les Peuls musulmans du Fouta Djalon maintinrent des rapports avec les Peuls du Fouta Toro et ceux du Bondou. C'est ce qui explique la naissance de deux autres états théocratiques dans le dernier quart du XVIII^e siècle. Au *Fouta Toro* le marabout Souleïman Ball prêcha le renversement de la dynastie païenne des Denyankobé. Les Torodbé toucouleurs élirent alors en 1776 un almamy, Abdoulkader (1776-1805), qui fit la guerre aux Maures et au Cayor, le plus puissant des états Ouolof (Sénégal). Au *Bondou* la même révolution se produisit quelques années plus tard.

Il existait donc à la fin du XVIII^e siècle trois états théocratiques peuls situés dans le Soudan occidental. Après la chute de l'islam sonrhay, les Peuls, ce peuple de pasteurs sans aucune importance historique jusqu'alors, devenaient donc les seuls gardiens de l'islam savant transmis depuis le Maroc par les Maures du Sahara occidental. Ces Peuls, on les trouvait disséminés tout le long de la bande sahélo-soudanaise depuis la côte du Sénégal jusqu'au sud de la Benoué (Cameroun) parlant tous la même langue, avec évidemment plusieurs variantes dialectales. Le terrain était prêt pour que de l'étincelle jetée en 1804 dans le Gobir par le Peul Ousman dan Fodio jaillisse un embrasement général de la bande sahélo-soudanaise qui devait s'éteindre seulement avec la conquête coloniale.

La *Mauritanie* (1) peuplée de Berbères à l'époque des Almoravides fut envahie progressivement à partir du XIV^e siècle par des tribus arabes Maqil, fraction de la grande invasion hilalienne du XI^e siècle, qui, après un long séjour en Tripolitaine, avaient suivi les confins sahariens jusqu'au Sous marocain. Abou Youçof (1258-1286) les avait repoussés au sud du Draa. Au milieu du XVII^e siècle les relations depuis longtemps tendues entre les tribus berbères *Zouaya* et les tribus arabes *Mghafra* s'aggravèrent brusquement. L'imam Nacer-ed-Dine déclara en 1644 la guerre aux Mghafra qui refusaient de payer la zakât. Mais il fut tué en 1650 au cours d'un combat dans les salines du Trarza et les cinq imams qui lui succédèrent ne parvinrent pas à faire l'union des Zouaya qui furent écrasés en 1674 à la bataille de Ten Yefdad.

Cette guerre de Trente ans dite « Charr Babba » entraîna des conséquences encore visibles à l'heure actuelle dans la structure de la société mauritanienne. Les Arabes vainqueurs, appelés désormais *Hassanes*, exigèrent des Berbères vaincus, *Zouaya* et *Aznaga*, qu'ils se consacrent uniquement à des activités pacifiques comme l'étude, l'ensei-

(1) La Mauritanie est un état *saharien* et n'appartient à la bande sahélo-soudanaise que pour sa partie méridionale. C'est pour mettre en valeur son rôle de *lien* entre l'islam blanc et l'islam noir que nous la traitons ici sans pour autant songer à la placer dans l'Afrique noire.

gnement, l'élevage, le commerce. Le port des armes demeurait réservé aux Hassanes. Ils exigèrent aussi qu'on parle leur langue aux lieu et place de l'*aznaga*, dialecte berbère. D'où ce fait — à première vue inattendu — que la République islamique de Mauritanie est le seul pays de toute la bande sahélo-soudanaise, à l'exception de la République du Soudan, où un Arabe très pur (dit « Hassanya ») est parlé par la totalité de la population, fait d'autant plus remarquable qu'il a été propagé et enseigné par des marabouts dont le berbère était la langue maternelle. Parmi ces marabouts berbères ou *tolba*, plusieurs allaient acquérir une grande renommée de lettré ou de chef de confrérie et servir de lien vivant entre l'islam blanc du nord et l'islam noir (toucouleur) du sud du fleuve Sénégal.

3. Le Soudan oriental aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles.

Son histoire peut se résumer en quelques mots. Déclin militaire du Bornou s'accentuant à la fin du XVIII^e^ siècle et prise en charge, au début du XVII^e^ siècle, des trois royaumes du Baguirmi, Ouadaï et Darfour par des dynasties islamisées qui vont approvisionner par des razzias systématiques chez les païens du sud le trafic d'esclaves sur la route Bornou-Fezzan-Tripoli.

Le *Bornou* reste solide jusqu'au milieu du XVII^e^ siècle. Il compte parmi ses vassaux Katsena à l'ouest et le Baguirmi à l'est. Vers 1650 il se trouve en butte aux attaques des Touareg au nord ainsi qu'à celles du royaume païen de Kwororafa au sud. Mais il garde la souveraineté sur le Kanem et parvient à en chasser définitivement les Boulala qui vont s'installer près du lac Fitri (1). Le XVIII^e^ siècle est calme. Les maï s'intéressent plus à la religion qu'à l'art militaire et laissent volontiers des esclaves occuper les plus hautes situations politiques. Leurs voisins en profitent. Vers 1760 le Baguirmi lance une campagne victorieuse au Kanem. Vers 1780 le sultan Djoda du Ouadaï annexe la partie orientale du Kanem. Enfin dans les dernières années du siècle, une expédition punitive envoyée dans le pays Mandara (Nord Cameroun) qui s'était révolté subit un cuisant échec. En 1808 ce sera l'attaque peule qui mènera le Bornou bien près de sa perte.

Les trois royaumes (2) situés entre le Tchad et le Nil apparaissent étroitement liés entre eux et avec le Bornou, non seulement par leur histoire politique qui est pratiquement celle de leur vassalité « oscillante » vis-à-vis d'un ou deux de leurs voisins, mais surtout par leur attachement à un rituel royal et administratif inspiré à la fois du Kanem-Bornou et de l'ancienne royauté méroïtique. Ils ont également en commun une organisation économique basée sur le trafic d'esclaves, une organisation militaire très semblable et une islamisation remarquablement superficielle même jusqu'à nos jours où subsistent de nombreux rites préislamiques.

(1) LA RONCIÈRE, *Une histoire du Bornou au XVII^e^ siècle par un chirurgien français captif à Tripoli*, in *Revue d'Histoire des Colonies françaises*, 1919, p. 73-88.
(2) Baguirmi — Ouadaï — Darfour, H P A N, p. 333-343.

Même au XVIII^e siècle, époque de son apogée, le *Baguirmi* s'étendait sur une très petite surface, environ 100 km du nord au sud sur 60 de large, le long de la rive droite du bas Chari (Rép. du Tchad). Il payait tribut au Bornou mais vendait aussi pour son propre compte une grande partie des esclaves recrutés par des expéditions guerrières incessantes dans l'actuel Nord Cameroun. En 1806 sa capitale Massenya fut prise par le sultan du Ouadaï, Saboun, qui en rapporta une grande quantité d'écus d'Espagne et de thalers de Marie-Thérèse. Désormais, le Baguirmi allait être astreint à payer un double tribut au Bornou et au Ouadaï.

Le *Ouadaï* fut islamisé au début du XVII^e siècle par un certain Abd el Kerim, dont l'origine est discutée, qui en chassa les rois Toundjour avec l'aide des tribus Maba et établit sa capitale à Ouara (1). Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le Ouadaï (Rép. du Tchad) dut payer tribut au Darfour (Rép. du Soudan). Le roi Djoda (1747-1795) en libéra son pays et annexa la partie orientale du Kanem où s'étaient réfugiés les Toundjour. Le roi Abd el Kerim dit Saboun, qui monta sur le trône en 1805, devait mener le Ouadaï à l'apogée de sa puissance dans la première moitié du XIX^e siècle.

C'est sans doute au XVII^e siècle qu'arrivèrent sur le territoire actuel du Tchad, les *Arabes Hassaouna*, originaires de Tripolitaine. Ils sont aujourd'hui localisés entre Fort Lamy et le Kanem et ont le teint beaucoup plus clair que les Arabes Djoheïna venus de la vallée du Nil plusieurs siècles avant eux et déjà métissés au cours d'un long voyage à travers le pays des Noirs. Cependant pas plus que les Djoheïna, les Hassaouna n'ont joué de rôle politique ou religieux dans le bassin du Tchad.

Le royaume du *Darfour* fut comme le Ouadaï gouverné par une dynastie païenne Toundjour, considérée par Arkell comme l'héritière plus ou moins directe des rois de Meroë. Au début du XVII^e siècle, *Souleiman Solong* (= l'Arabe), sensiblement contemporain d'Ab el Kerim au Ouadaï et d'Abdallah au Baguirmi, fonde la dynastie musulmane Keira qui se maintiendra au pouvoir jusqu'en 1916 et contraint un groupe d'opposants à s'enfuir vers le Kordofan où ils seront connus sous le nom de *Mousaba'at* (= ceux qui sont partis vers l'est). Le Darfour est suzerain du Ouadaï jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, mais plus qu'à la route du Tchad, il s'intéresse à celle du Nil beaucoup plus courte. A Kobeh, la capitale commerciale (située à 40 km à l'ouest d'El Facher) se rencontrent deux grandes pistes caravanières : le fameux *Darb al Arbaïn* par lequel on atteint Assiout d'Égypte en quarante jours, et la route du pèlerinage qui aboutit au port de Souakim en passant par le Kordofan, Ondourman et Berber. Le sultan Ahmed Bokor (1682-1722) est réputé avoir diffusé largement l'islam en ouvrant de

(1) J. P. LEBEUF. *Contribution à l'histoire de la région tchadienne, in The Historian in Tropical Africa*, 1964, p. 239-256. « A Ouara 50 km au nord d'Abecher, les ruines de briques cuites du palais royal constituent le plus bel ensemble ancien de la Rép. du Tchad, construit sans doute dans la seconde moitié du XVII^e siècle par des architectes venus de Tunisie, appelés Turcs dans la tradition locale. »

nombreuses écoles et avoir favorisé le commerce en dispensant d'impôts les colons étrangers. Son œuvre sera poursuivie par Mohammed Tirab (1752-1782) et surtout Abderrabman er Rachid (1787-1801) qui recevra la visite de l'anglais Browne en 1793-96, correspondra avec Bonaparte et favorisera l'immigration des marchands Djellabah, originaires de la région de Dongola. Mais au XIXe siècle le Darfour ne cessera de décliner jusqu'en 1874 où il se rendra sans conditions aux Égyptiens.

IV. LE SOUDAN OCCIDENTAL ET CENTRAL DE 1804 A LA CONQUÊTE COLONIALE

I. **La révolte des Peuls du Gobir** constitue l'événement central de cette période. En appelant à la guerre sainte pour un islam rénové les *mallam* (= lettrés) peuls établis dans les quatorze états Haoussa indépendants de l'actuelle Nigeria du nord, *Ousman dan Fodio* déclencha en mai 1804 un mouvement dont les conséquences sont loin d'être épuisées à l'heure actuelle. Il fut le fondateur du bloc islamisé le plus dense de l'Afrique Noire (environ 16 millions en Nigeria du nord) et le précurseur des différents États théocratiques peuls ou toucouleurs qui devaient remodeler le visage politique de la bande sahélo-soudanaise au cours d'un siècle de « guerre sainte » confondue à la fin avec la résistance à l'occupation coloniale et devenue par conséquent à la période des indépendances un symbole majeur dans la conscience historique nationale de plusieurs États. Par ailleurs, la signification de cet événement survenu il y a 160 ans s'est trouvé décuplée du fait de l' « Indirect Rule » exercé par les Britanniques pendant la période coloniale. Nous nous trouvons en 1964 en Nigeria du nord devant une sorte de conservatoire musulman tout à fait exceptionnel en Afrique et même dans le monde, comme le souligne J. C. Froehlich : « La culture et le droit n'y ont pas changé depuis le début du XIXe siècle. C'est un des rares pays, avec l'Arabie, où la charia soit strictement appliquée, où le voleur risque d'avoir la main coupée et la femme adultère d'être lapidée. (1) »

L'étude du jihad peul de 1804-1810 présente donc un intérêt de premier plan non seulement pour la Nigeria dont l'avenir paraît lourdement obéré par un passé historique trop chargé et trop « actualisé », mais pour l'ensemble de l'Afrique noire qui ne peut oublier qu'un Africain noir sur quatre est de nationalité nigérienne. La connaissance historique de cette période est en passe d'être complètement renouvelée grâce aux recherches qui se poursuivent à l'heure où nous écrivons (mars 1965) de Hiskett (2),

(1) J. C. FROEHLICH, *op. cit.*, p. 177.
(2) MERVYN HISKETT, *Material relating the state of learning among the Fulani before their Jihâd*, Londres, B S O A S, 1957, n° 3, p. 550-578.
Trad. anglaise commentée de — OUSMAN DAN FODIO, *Kitâb al-Farq*, Londres, B S O A S, 1960, n° 3, p. 558-579.
— ABDULLAH B. MOHAMMED IDA AL-NUSUKH, B S O A S, 1957.
— ABDULLAH B. MOHAMMED TAZYIN AL-WARAQAT, Ibadan, 1962.

H. F. C. Smith (1), M. G. Smith (2), Bivar (3), Hodgkin (4), Tapiéro (5), recherches basées sur la découverte et la traduction d'un nombre extraordinairement élevé de manuscrits écrits en arabe, en peul ou en haoussa. H. F. C. Smith signalait en 1962 plus de 90 œuvres d'Ousman dan Fodio, plus de 75 de son frère Abdullah, plus de cent de son fils Mohammed Bello. Ces documents avec plus de mille lettres sont conservés aux Archives nationales de la Nigeria.

Les événements sont relativement bien connus tout au moins sous la forme d' « épopée vivante » (6) transmise depuis la première génération des « porteurs d'étendard » d'Ousman dan Fodio. Les rescapés des combats racontèrent leurs campagnes en les embellissant plus ou moins, exactement comme leurs contemporains français, les grognards de Napoléon, narraient à la veillée les hauts-faits de leurs généraux. L'épopée peule fut en outre certainement déformée dès l'origine par un souci de référence à deux périodes historiques précises, la vie du Prophète (570-632) d'une part, celle de Mohammed Askia (1493-1528) d'autre part. L'anniversaire de la fuite à Goudou d'Ousman dan Fodio le 21 février 1804 est encore célébré aujourd'hui dans la Nigeria du nord, comme un équivalent de la fuite de Mahomet à Médine qui marque le début de l'ère musulmane. A Goudou, Ousman fut proclamé par acclamation *amir al-mouminin* (= Commandeur de la Foi) titre porté par les askia Sonrhay.

Ceci marque bien les préoccupations essentielles d'Ousman dan Fodio qui chercha à créer en milieu Haoussa une société idéale sur le modèle de la société islamique primitive et se considéra dans une position politique analogue à celle de l'askia Mohammed qui avait, trois siècles auparavant, purifié et réformé l'islam Sonrhay. L'ouvrage que le fameux El Maghili avait écrit à l'intention du sarkin Rimfa (1463-1490) de Kano sur « Les obligations des princes » fut un des livres de chevet d'Ousman et les *fetawi* prononcées par lui en faveur de l'askia Mohammed sont souvent citées dans la littérature du jihâd.

L'importance de cette littérature et la diversité des sujets envisagés, depuis les sciences juridiques et historiques jusqu'à la médecine, le mysticisme et la poésie, montrent que l'islam noir de la fin du XVIII^e siècle était loin d'être aussi dégénéré qu'on ne le pense habituellement. Et ceci est un argument en faveur de la valeur de l'enseignement délivré à l' « Université de Sankoré », puisqu'il fut transmis de

(1) H. F. C. Smith, A *neglected theme of West African History : The Islamic Revolutions of the nineteenth century*. Communication présentée au Congrès de Leverhulme. Salisbury, 1960, publiée dans *Historians in Tropical Africa*, Salisbury, 1962, p. 145-158.

Nineteenth century Arabic archives of West Africa, JAH 1962 n° 2, p. 333-336.

(2) M. G. Smith, *Government in Zazzau from 1800 to 1950*, Oxford 1960, p. 371.

(3) A. D. H. Bivar et M. Hiskett, *The Arabic litterature of Nigeria to 1804 : a provisional account*, Londres, B S O A S 1962 n° 1, p. 104-148.

(4) Hodgkin, dans *Nigerian Perspectives : an Historical Anthology*, Londres, Ibadan, 1960, étudie les motivations du jihad peul dans l'introduction, p. 38-43.

(5) N. Tapiero, Thèse à paraître sur Ousman dans Fodio d'après les neuf manuscrits de la Bibliothèque nationale, rapportés par Archinard lors de la prise de Segou.

(6) Voir H P A N, p. 53-55.

génération en génération pendant deux cents ans où les contacts intellectuels avec le Maghreb et l'Égypte furent extrêmement réduits.

Le dépouillement systématique des textes permet donc de se représenter le milieu lettré musulman de cette époque, mais n'a pas jusqu'ici apporté de réponse à plusieurs questions capitales. On ne voit pas bien par exemple pourquoi la révolte d'une minorité peule lettrée rencontra un succès aussi rapide et aussi profond parmi la masse des paysans haoussa à peine islamisée à cette époque. Il faut sans doute y chercher les mêmes raisons psychologiques qui avaient au IX^{e} siècle groupé des foules de Berbères enthousiastes autour de réformateurs très souvent venus de l'étranger. Les « hommes de Dieu » sont toujours infiniment respectés en Afrique, quelle que soit la forme — musulmane, païenne ou chrétienne — de leur religion. En tout cas il paraît impossible de souscrire à l'interprétation marxiste (1) (2) de la révolution peule suivant laquelle les paysans Haoussa et les pasteurs Peuls auraient cherché à se libérer du pouvoir absolu de la noblesse. La société islamique est d'essence foncièrement inégalitaire et laisse chaque homme à la place que sa naissance lui a assignée. Aujourd'hui encore la société de la Nigeria du nord est plus strictement hiérarchisée que partout ailleurs. En avance sur son temps au XIX^{e} siècle, elle a acquis un retard considérable du fait de la très faible scolarisation (3) dans les provinces à majorité musulmane et de la claustration imposée aux femmes.

En 1809 Ousman dan Fodio abandonne la vie politique pour la retraite religieuse. A cette époque le quart nord-ouest de la Nigeria actuelle est aux mains des Peuls. Ousman charge son fils Mohammed Bello de l'administration de la partie orientale, c'est-à-dire les états Haoussa les plus riches de Gobir, Katsena, Daura, Kano, Rano, Zamfara et place la capitale à Sokoto dans l'ancien Gobir. Mohammed Bello, le sultan de Sokoto, prendra le titre de *amir al-mou'minin* ou de *Sarkin Mousoulmi* à la mort de son père en 1817. La partie occidentale des pays conquis par les Peuls correspondant au royaume de Kebbi et à celui de Yauri est attribuée au jeune frère d'Ousman nommé Abdullah, qui devient émir de Gando, et se fixe à Birnin-Kebbi, l'ancienne capitale du Kebbi, tandis qu'un roi de Kebbi descendant du fameux Kanta demeure à Argoungou.

Entre 1806 et 1810, un mallam peul établi au Noupé, Mallam Dendo, établit son autorité sur le *Noupé*, en intervenant dans les disputes entre les prétendants au trône. Entre 1817 et 1823, d'une façon assez semblable, Mallam Alimi devient émir d'*Ilorin*, établissant ainsi une tête de pont peule et musulmane dans le royaume d'Oyo, et agrandissant sensiblement les dimensions primitives de l'émirat de Gando.

Durant ces années, l'empire de Sokoto beaucoup plus riche à l'origine que l'émirat de Gando s'étend aussi considérablement. S'il échoue

(1) D. A. OLDEROGGE, *Foedalism v. Zapadnom Sudane* 1957. Article résumé dans *African Abstracts*, vol X. janv. 1959 ,p. 11-12.
(2) B. DAVIDSON, *Black Mother*, Londres 1961, p. 35-36.
(3) V. MONTEIL, *L'islam noir* 1964, p. 220. « Le taux de scolarisation atteint 37 % dans les provinces les plus méridionales de Nigeria du nord et à peine 3 % dans la partie la plus septentrionale ».

devant le Bornou malgré trois attaques (1808-1810-1814) il constitue plusieurs émirats à la limite occidentale du Bornou ; et jusque dans le nord de l'actuel Cameroun (Adamaoua) (1) (2).

Vers 1850, à l'époque du voyage de Barth, l'empire peul de Sokoto est au sommet de sa puissance. Il s'étend sur 1 500 km de l'ouest à l'est entre Say (Niger) et l'Adamoua (Cameroun) et sur 600 km du nord au sud entre la frontière Nigeria-Niger et 100 km au-delà de la ligne Niger-Benoué. Si tous les émirs doivent hommage au sultan de Sokoto et s'ils sont nommés par lui, ils jouissent cependant d'une assez large indépendance, en particulier celui de l'Adamaoua qui réside à Yola (Nigeria) et dont l'autorité n'est d'ailleurs reconnue que dans les régions faciles d'accès. L'empire est calme dans la région centrale Katsena-Kano-Zaria, mais les souverains de Gobir, de Kebbi, de Noupé n'ont pas accepté la suprématie peuple et lancent des attaques sporadiques dans l'émirat de Gando. Au sud de Zaria et de Baoutchi, l'autorité peule ne se manifeste qu'épisodiquement par des raids à la recherche d'esclaves jusqu'en pays Ibo, ou de bétail sur le plateau de Jos. Les provinces du *Middle Belt* (Kabba, Benoué, Niger et Plateau), si elles sont rattachées aujourd'hui à la *Northern Region*, et si elles sont représentées comme ayant fait partie de l'empire de Sokoto, étaient en réalité des réservoirs d'esclaves païens et non des subdivsions administratives de l'Empire. Il faut le savoir pour comprendre l'attitude d'opposition des Tiv et autres peuples païens ou christianisés du Middle Belt à l'heure de l'indépendance (1961). Le colonisateur britannique les défendait contre l'arbitraire des musulmans du nord et son départ a été senti comme un abandon plus que comme une délivrance.

Par contre, l'indépendance favorise les recherches historiques et il est probable que, dans quelques années, on pourra se faire une idée plus précise du fonctionnement administratif de l'Empire de Sokoto jusqu'en 1903, des circuits commerciaux, de l'extension de l'islam, etc... Il existe suffisamment d'archives pour occuper plusieurs historiens et comme dans toute l'Afrique, la tradition orale doit également être exploitée scientifiquement.

Quoi qu'il en soit de leur avenir, les Peuls de la Nigeria du nord peuvent être fiers de leur passé. Ils ont répandu la langue arabe comme langue administrative dans une très large zone et leur organisation parut si remarquable à lord Lugard en 1903 qu'il en fit la base de sa doctrine de l'administration indirecte. Les résultats en sont discutables et discutés ; les différences psychologiques existant entre le Nord et le Sud de la Nigeria ne sont pas près de se combler ; en fait, elles se sont approfondies durant la période coloniale où le Sud s'est profondément transformé alors que le Nord restait semblable à ce qu'il était dans la première moitié du XIXe siècle. Sir Ahmadou Bello, qui a été assassiné en janvier 1966, était le descendant direct d'Ousman dan Fodio et restait profondément fidèle aux idées de son aïeul sur l'or-

(1) Voir les détails dans E. MVENG, *Histoire du Cameroun*, Paris 1963, p. 164-208.
(2) MAL HAMMADOU BASSORO et ELDRIGE MOHAMADOU, *l'Histoire du lamidat de Garoua* in *Abbia*, février 1965, p. 65-73.

ganisation de la société en fonction d'une stricte observation de la charia. Il portait le titre d'amir al-mou'minin et les émirs du Nord, dont beaucoup sont les descendants directs des fondateurs des émirats, lui étaient encore attachés par un lien de type féodal.

2. Le réveil de l'islam au Soudan occidental.

Les conséquences du jihad peul déclenché par Ousman dan Fodio sont loin d'être localisées à la Nigeria du Nord. Dans le Soudan occidental les trois grands fondateurs d'empire musulman noir au XIX[e] siècle, Cheikou Hamadou, El Hadj Omar et Samory s'en sont inspirés plus ou moins directement.

Cheikou Amadou est le premier en date de ces réformateurs. Une remarquable étude fondée sur la tradition orale lui a été consacrée récemment (1) et nous y renvoyons le lecteur soucieux de détails. Le mot d'empire est sans doute un peu ambitieux pour qualifier la théocratie fondée en 1818 au Macina par Cheikou Amadou ; à son apogée, autour de 1830, elle s'étendait du nord au sud entre Tombouctou et Djenné (350 km à vol d'oiseau) et dépassait de moins de 100 km à l'est et à l'ouest les rives du Bani et du Niger. Malgré ou plutôt à cause de ces dimensions restreintes, cet état musulman créé et administré par un réformateur lettré et mystique fut sans doute plus proche de la société idéale rêvée par son créateur que l'empire de Sokoto.

On y pratiqua suivant Amadou Hampaté Bâ (2) « un collectivisme agraire et pastoral dont les milieux réformistes musulmans d'aujourd'hui pourraient utilement s'inspirer ». On y fut certes très puritain et très rigoriste et Barth faillit bien être assassiné à Tombouctou en septembre 1853 quand on découvrit qu'un chrétien se cachait sous le déguisement d'un « chérif venu de l'est » (3). Dans cet état théocratique la capitale s'appelait Hamdallahi (= Loué soit Dieu), tout le monde était astreint aux cinq prières quotidiennes sous peine d'amende, chaque village avait sa mosquée et ses écoles, chaque chef de famille devait le service militaire et des impôts rigoureusement définis suivant sa situation financière. Certes, le régime n'était pas tendre au point de vue fiscal, en particulier pour les captifs ou *rimaibe* qui devaient donner les deux tiers de la récolte pour la nourriture de l'armée en plus de la dîme, de l'impôt de rupture de jeûne et du service militaire.

Cette organisation militaire et religieuse très stricte semble avoir été bien supportée par les Peuls du Macina qui s'étaient empressés de se convertir ainsi que de nombreux Bambara. Elle était tempérée par certaines mesures comme la possibilité pour les administrés de faire juger par le cadi suivant la *charia* ceux de leurs chefs de circons-

(1) Amadou Hampaté Ba et J. Daget, *L'Empire peul du Macina*, 1818-1853, Bamako 1955, 306 p.
(2) Cité par V. Monteil, *op. cit*, p. 147.
(3) A. Adu Boahen, *Britain, the Sahara and the western Sudan 1788-1861*, 268 p., Oxford, 1964, p. 193.

cription qui se montreraient de mauvais administrateurs (1), en particulier ceux qui mettraient dans leur poche une trop grande partie des impôts perçus. Ce souci de rigueur morale fut respecté par le fils de Cheikou Amadou nommé Amadou Cheikou qui régna de 1845 à 1853, puis par son petit-fils Amadou Amadou dont le règne allait être tragiquement interrompu en 1862 par la conquête d'El Hadj Omar, pourtant musulman lui aussi.

Ce n'est donc pas de l'intérieur que le royaume peul du Macina s'est pourri comme tant d'autres états basés sur une contrainte morale qui peut sembler étouffante à la longue. Au contraire, il a laissé un souvenir extrêmement vivant dans la tradition orale du Macina et a marqué d'une façon durable l'islam peul de l'actuel Mali.

El Hadj Omar (*1797-1864*) est mort en 1864, il y a plus de cent ans, à l'âge de 67 ans environ. Mais le temps n'a pas apaisé les passions sur cette personnalité hors série qui suscite chez certains une admiration sans bornes et chez d'autres une haine vivace. Pourtant l'empire d'El Hadj Omar fut une construction essentiellement provisoire et fragile et n'eut jamais la stabilité ni les possibilités économiques de l'empire de Sokoto. Dans leur souci d'exalter la vie et l'œuvre du conquérant toucouleur, beaucoup d'auteurs oublient de préciser qu'il commença ses conquêtes à l'âge de 57 ans et que son fils et successeur Ahmadou (qui régna de 1860 à 1893) ne réussit pas plus que lui à assurer son autorité sur la portion vitale de l'empire, le Macina peul et le royaume bambara de Ségou.

Présenter El Hadj Omar comme le premier résistant à la colonisation française est certainement une erreur. Son échec devant Médine en 1857 est dû essentiellement à l'hostilité des chefs toucouleurs de son pays natal, le Fouta Toro, furieux de le voir recruter, plus souvent de force que de gré, de très nombreux jeunes Toucouleurs. D'après Tauxier, 40 000 Toucouleurs furent emmenés au Kaarta. Une partie des rancœurs existant encore aujourd'hui au Mali contre El Hadj Omar est due justement au fait que ses conquêtes furent interprétées comme une tentative d'hégémonie Toucouleur sur les Peuls et les Bambara. Dans l'optique de la période post-coloniale on a vite fait de transposer Toucouleur en « Sénégal » et vallée du Niger entre Ségou et Tombouctou en « Mali » et parmi les nombreux éléments qui ont conduit à l'éclatement de la Fédération du Mali (Sénégal plus ancien que le Soudan français), celui-là est loin d'être négligeable.

En fait, le facteur ethnique est secondaire par rapport au facteur religieux. El Hadj Omar, comme Ousman dan Fodio, fut d'abord un réformateur chargé d'accomplir une mission divine. Il fut le propagateur de la Tidjaniya dans le Soudan occidental et comme tel, les fidèles de la Qadriya, toute puissante depuis le XV^e siècle et en nette perte de vitesse aujourd'hui, ne peuvent lui apporter leur sympathie. C'est normal. Beaucoup de catholiques, en Europe occidentale, ont mis

(1) CH. MONTEIL, *Djenné*, p. 106.

près de quatre siècles à pouvoir considérer Luther et Calvin autrement que comme des suppôts de Satan! Mais, aux yeux de certains adversaires d'El Hadj Omar, il y a plus grave que la divulgation d'une confrérie dont ils reconnaissent le caractère plus démocratique et plus progressiste que l'ancienne Qadriya. Il y a le fait qu'El Hadj Omar a lancé la « guerre sainte » non pas exclusivement contre les païens, mais contre d'autres musulmans, les Peuls du Macina, dont la piété était généralement reconnue et qui parlaient la même langue que les Toucouleurs.

La confrérie Tidjaniya avait été fondée en 1781 par Sidi Ahmed Tidjani, originaire d'Aïn Mahdi dans le Sud algérien, qui devait mourir à Fès en 1815. Du Prophète lui-même, apparu « alors que Tidjani était tout éveillé » à La Mecque, il avait appris que ses disciples seraient tous sauvés à l'heure du jugement dernier, même s'ils avaient commis des péchés. Le confrérie fut diffusée (1) à partir d'Aïn Mahdi et de Fès par les Maures et les Touareg. Abd el Karim, originaire du Fouta Djalon, initia le jeune Omar Seydou Tall qui fit ensuite en 1826 un séjour chez Cheikou Amadou à Hamdallahi, puis prêcha à Sokoto à la Cour de Mohamed Bello et se rendit à La Mecque par le Fezzan et Le Caire. A La Mecque (2) Omar Tall devenu el Hadj rencontra Sidi Mohamed al Ghali, un des khalifes de Tidjani, qui le nomma « khalife général de la confrérie Tidjaniya pour tous les pays noirs ».

Le voyage de retour fut long. El Hadj Omar séjourna au Caire où sa science de l'exégèse coranique fut admirée, puis au Bornou, enfin à Sokoto où il demeura cinq ans (1832-1837) et fit un grand nombre d'adeptes à la Tidjaniya. Il épousa une fille de Mohamed Bello et une autre femme de Sokoto qui devait être la mère de son successeur Ahmadou. Il écrivit à Sokoto en 1837 un de ses livres les plus célèbres : « *Souyouf al-saïd* » et fut certainement influencé par « *Infaq al-Maisur* » où Mohamed Bello justifiait la « guerre sainte » contre le Bornou musulman.

Après avoir été mal reçu à Hamdallahi et à Ségou, El Hadj Omar s'installe à Dinguiraye (Guinée) avec l'accord de l'Almami du Fouta Djalon. Il y restera une douzaine d'années et y déploiera une grande activité d'enseignement (3). Malheureusement cette période de sa vie est fort mal connue. Il serait intéressant de faire des recherches sur ses rapports avec les almami de Timbo et avec les trafiquants installés sur la « Côte du Vent » entre Bissao et Monrovia. Il paraît certain que les armes à feu ont pénétré en grande quantité, à cette époque seulement dans le sud de la bande soudanaise. C'est ce qui explique l'extrême confusion politique de la deuxième moitié du XIXe siècle due aux possibilités nouvelles apportées à n'importe quel individu se sentant un tempérament de chef militaire.

(1) Voir FROEHLICH, *op. cit.*, p. 232-238.
(2) JAMIL ABUN — NASR, *Some aspects of the Umar Branch of the Tijaniyya*, JAH 1962, nº 2, p. 329-331.
(3) Il écrit en particulier en 1845 le commentaire des *Jawâhir* du fondateur de la Tidjaniya, un des ouvrages les plus lus aujourd'hui dans le Soudan occidental. V. MONTEIL, p. 222.

Quittant Dinguiraye vers 1850, El Hadj Omar conquiert facilement le Bambouk, qui malheureusement ne contient plus beaucoup d'or et qu'il abandonnera, du reste, aux Français en 1860. Pénétrant au Kaarta en 1854, il extermine la famille du dernier roi bambara de Nioro. Il se lance ensuite vers le Khasso (région de Kayes) et c'est l'échec de Médine en 1857. Il se tourne alors vers l'est, entre à Ségou le 10 mars 1861 et quitte la capitale Bambara le 13 avril 1862, laissant le commandement de la place à son fils Ahmadou qui remplace le roi Ali mis à mort. L'étape suivante sera la dernière. Le conquérant toucouleur prend Hamdallahi en 1862 et fait tuer Ahmadou Ahmadou. Mais les Peuls du Macina s'insurgent et le contraignent à se réfugier dans les falaises de Bandiagara où il meurt le 13 février 1864 dans des circonstances mystérieuses qui ont fait croire deux générations au moins de musulmans à son retour espéré aux côtés du Mahdi.

Ahmadou prend la succession de son père comme khalife de la confrérie Tidjaniya. C'est un lettré qui jouit d'un grand prestige religieux et conserve à Ségou, où il réside, une bibliothèque importante comprenant entre autres plusieurs œuvres peules de Sokoto et les livres de Mohammed el Maghili (1). Mais Ahmadou va avoir beaucoup plus d'ennemis que d'amis. Les Peuls du Macina et les Bambara ne cesseront de s'opposer à lui, ses frères et son neveu Tidjani refuseront de reconnaître son autorité (2). Et surtout à partir de 1881, année de l'installation des Français à Kita, son empire tant menacé de l'intérieur sera condamné. Cependant, Ahmadou n'acceptera jamais de se soumettre. Réfugié à Nioro puis à Bandiagara après la prise de Ségou, il émigrera en 1893 à Sokoto emmenant avec lui 10 000 Toucouleurs qui y répandront la Tidjaniya. Il y mourra en 1898 encore animé d'une haine tenace vis-à-vis du colonisateur européen.

L'islam paraît bien, en effet, en cette fin du XIXe siècle se confondre avec la résistance à l'occupation coloniale. Ainsi au Sénégal, Faidherbe jusqu'en 1865 et ses successeurs lutteront contre *Lat Dior*, damel (= roi) du Cayor qui se convertit à l'islam en 1864 et « ramène en qualité de cadi en 1868 Momar Anta Sali, le père d'Amadou Bamba, futur fondateur de la Confrérie des Mourides » (3), laquelle joue au XXe siècle un rôle politique et économique important au Sénégal. Après la mort de Lat Dior en 1885, les Français trouvent en face d'eux un marabout, *Mamadou Lamine*, qui a fait le pèlerinage, est resté trente ans en Orient, puis six ans prisonnier d'Ahmadou à Ségou. Les Sarakolé du Haut Sénégal révoltés contre les exigences de Gallieni trouvent en lui un chef prestigieux, mais il est vaincu et tué en 1887.

A côté de ces résistants originaires de l'actuel Sénégal, il faut insister sur *Samory*, originaire de l'actuelle Guinée, le plus rude adver-

(1) Les documents saisis par Archinard à la prise de Ségou en 1890 sont conservés à la Bibliothèque Nationale.
(2) Voir H P A N, p. 363-367.
(3) V. MONTEIL, *op. cit*, p. 97.

saire des Français et le dernier en date des fondateurs d'empire noirs. Samory naît vers 1835 dans les environs de Kankan en pays manding. Il exerce la profession de dioula (= colporteur) sur les routes de la kola. Vers 1865 il commence à s'imposer par les armes aux petits chefs de sa région d'origine et fonde ainsi le royaume du Ouassoulou. Vers 1880 il exerce son autorité sur presque toute la moitié orientale de l'actuelle Guinée, entre les états d'Ahmadou au nord et la forêt au sud. Comme Ahmadou, il va se heurter aux Français à partir de la prise de Kita en 1881. Il essaiera d'abord de traiter avec eux afin de conserver ses relations commerciales avec le Sénégal qui le fournit en chevaux et en armes, nécessaires à la lutte qu'il envisage de mener contre Tieba, le roi de Sikasso (Mali) qui lui barre la route de l'est, tandis que les Français ont coupé celle du Nord en s'installant à Bamako (1883). Mais Samory doit abandonner après quinze mois de siège devant Sikasso (1887-88) qui sera prise par les Français seulement dix ans plus tard. En 1891 commence une nouvelle étape dans la vie de Samory. Le général Archinard, qui vient de chasser de Ségou le fils d'El Hadj Omar, Ahmadou, décide d'en finir avec Samory et attaque Kankan. C'est alors que Samory va faire preuve d'un véritable génie stratégique reconnu par ses adversaires français (1) qu'il contraindra pendant plus de six ans à la lutte malgré leur grande supériorité en armement.

Après l'occupation de Bissandougou, Samory divise ses forces en trois groupes : le premier à l'ouest pratiquera la tactique de la terre brûlée devant les Français, le second au centre surveillera la perception des tributs en argent et en vivres, le troisième à l'est ira conquérir de nouvelles terres dans la moitié nord de l'actuelle Côte d'Ivoire jusqu'au sud-ouest de la Haute Volta et à l'ouest des *Northern Territories* du Ghana. En 1894, il fixe sa capitale à Dabakala (150 km au sud de Kong) à 700 km à vol d'oiseau au sud-est de sa précédente capitale de Bissandougou. En 1895 il prend et détruit la cité commerçante et musulmane de Kong pour la punir d'avoir fait alliance avec les Français. En 1897 sa situation devient difficile : il est pris entre l'avance française et les populations forestières de Côte d'Ivoire qui lui refusent le passage. Il est finalement acculé dans son camp de Guélémou et fait prisonnier le 29 septembre 1898, puis déporté au Gabon où il mourra en 1900.

Peu de personnages ont été aussi diversement jugés que Samory. Si certains militaires français ont reconnu son courage et ses qualités de chef, ils n'en ont pas moins insisté sur les caractères négatifs du personnage : sa cruauté, ses razzias d'esclaves, etc... Mais ce sont justement ces caractères qui sont restés gravés dans la mémoire des survivants des villes et des villages détruits et razziés du nord de la Côte d'Ivoire ou de l'ouest de la Haute Volta. Quelques exemples : Noumoudara, ville au sud de Bobo Dioulasso, subit un abominable carnage en 1897 et fut appelée le « village des os blancs » (2). Kong, très

(1) Gl. Baratier, *A travers l'Afrique*, Paris 1912.
(2) *Précis d'Histoire de la Haute Volta*, p. 110.

prospère au XIX^{e} siècle, fut définitivement ruinée. Bouna qui comptait 10 000 habitants au passage de Binger en 1888 n'en avait plus que 1 000 en 1900. La région de Dabakala où Binger notait une densité de 12 habitants au km^{2} en renferma 2 ou 3 jusqu'en 1905. Il est donc de très mauvais goût de chanter les louanges de Samory dans ces régions qui ont particulièrement souffert de ses campagnes.

Par contre, Samory présente de nombreuses qualités qui ont permis de le présenter comme un Héros de la Résistance africaine, particulièrement en Guinée, son pays d'origine. Autant que remarquable chef de guerre, il se montra excellent administrateur et joua un grand rôle dans la diffusion de l'islam en faisant observer les lois coraniques et en exigeant l'envoi des enfants des notables à l'école. Cependant, lui-même ne fut jamais lettré et n'hésita pas à faire raser les cinq mosquées de Kong et à faire massacrer les notables de cette ville. Mais ceci, on oublie pudiquement de le dire dans les manuels scolaires de Guinée, malgré le nombre de pages important réservé à Samory (1).

Du point de vue de l'histoire africaine en général, le personnage de Samory permet donc de mesurer les dangers de l'« histoire polémique » telle que la conçoivent aujourd'hui certains Africains, désireux avant tout de la faire servir à la fabrication d'une conscience nationale. Car tous ces chefs musulmans du XIX^{e} siècle ont éveillé aussi bien des dévouements admirables parmi leurs disciples que des haines inexpiables parmi leurs victimes. Et il se trouve que les fantaisies du découpage colonial ont placé souvent les descendants de ces deux catégories dans les mêmes états. Il semble donc préférable de rétablir la vérité historique avec ses lumières et ses obscurités plutôt que de présenter une vision manichéiste des hommes et des événements.

V. LE SOUDAN ORIENTAL A PARTIR DE 1804

I. **Du Bornou au Darfour jusqu'en 1881.**

Les différences que nous avons soulignées entre le Soudan centre-occidental et le Soudan oriental persistent au XIX^{e} siècle. Il faudra attendre les vingt dernières années du siècle pour voir se créer des états de grandes dimensions comme l'État mahdiste et le royaume de Rabah. Avant 1881 on assiste aux mêmes luttes « triangulaires » qu'aux XVII^{e} et XVIII^{e} entre Bornou, Baguirmi, Ouadaï, Darfour. En résumant on peut dire que le Bornou est le plus fort jusqu'à la mort d'El Kanemi en 1835 ; le Ouadaï prend ensuite la relève. Grâce en grande partie à l'activité commerciale de la confrérie Senoussiya sur la piste de Koufra-Benghazi, il pourra résister à Rabah (1892-93), auquel le Bornou et le Baguirmi devront se rendre, puis à la conquête française jusqu'en 1909. Le Darfour en déclin constant, comme le

(1) DJIBRIL TAMSIR NIANE et J. SURET CANALE, *Histoire de l'Afrique occidentale*, 1961, p. 119-128, soit 9 pages pour un total de 209 p.

Baguirmi, depuis le début du XIX[e] siècle, sera conquis sans peine par l'Égypte en 1874 et par le Mahdi en 1882.

L'économie de tous ces états continue à être basée à peu près exclusivement sur le trafic d'esclaves vers la Méditerranée sauf pour le Kanem, gros exportateur de natron. Sa vigueur est donc directement en rapport avec la plus ou moins grande sûreté présentée par les voies transsahariennes, laquelle dépend à son tour de la politique suivie à Tripoli et à Benghazi aussi bien que de celle des souverains soudanais. La grande nouveauté du XIX[e] siècle, c'est la reconnaissance par le sultan du Ouadaï, Saboun (1805-1813), puis l'emploi croissant d'une *nouvelle route transsaharienne, la plus dure de toutes, qui joint le Ouadaï à Benghazi en utilisant l'oasis de Koufra comme seul relai* à travers l'immensité du désert libyque. Jusque vers 1830 la route du Bornou à Tripoli par le Fezzan demeure la plus active et la plus sûre. El Kanemi, qui a sauvé les *maï* du Bornou des trois tentatives peules déclenchées en 1808-1810 et 1814, est d'origine fezzanaise par sa mère. Après 1814 il devient le chef véritable du Bornou, ne laissant au maï qu'un rôle honorifique. Son autorité religieuse s'appuie sur le fait qu'il a fait le pèlerinage et résidé plusieurs années à Médine et en Égypte. Il n'est donc pas à court d'arguments pour répondre à Mohammed Bello qu'une « guerre sainte » entre bons musulmans est injustifiable ; il ne parviendra pas à reprendre aux Peuls les émirats de Katagoum et Hodeïja, mais les hostilités cesseront pratiquement après 1826. Ce lettré qu'on appellera désormais le shehou (= Cheikh) du Bornou est aussi un fin politique. Il noue une alliance militaire avec Tripoli où règne depuis 1795 le puissant Yousouf Karamanli (1). Ce dernier a conquis le Fezzan en 1811 et ramené au calme les Arabes de Tripolitaine, les Touareg du Sahara central et les Toubou du Sahara oriental.

En 1835 la mort d'El Kanemi coïncide avec une période de troubles à Tripoli qui aboutissent bientôt à ramener au pouvoir la faible administration turque aux lieu et place du gouvernement « à poigne » des Karamanli. Les nomades sahariens reprennent aussitôt leurs disputes et l'insécurité de la route du Fezzan se trouvera aggravée par le déplacement vers le Tchad des Arabes *Ouled Sliman* chassés du Fezzan par les Turcs en 1842. L'année suivante, en 1843, le cheikh Mohammed ben Ali es Senoussi, né en 1792 aux environs de Mostaganem, expulsé du Hedjaz en 1838, fonde à Djeraboub (à 300 km au sud de Tobrouk) la zaouïa-mère de la Senoussiya. Cette confrérie qui prêche le retour aux sources de l'islam et sa défense contre les chrétiens se répand avec une rapidité extraordinaire, le long des deux routes commerciales du Sahara oriental, l'ancienne, celle du Fezzan-Bornou, mais surtout la nouvelle, celle de Koufra, où s'établira le quartier-général de la confrérie en 1894. Les zaouïa-filles de la Senoussiya, situées le plus souvent dans des régions dénuées de toute ressource économique, sont obligées pour vivre de percevoir des droits sur

(1) Adu Boahen, *op cit.*, p. 45 et p. 103-120 pour les voies transsahariennes.

les caravanes. La Senoussiya (1) a donc eu une importance commerciale au moins aussi grande que son importance religieuse. En établissant la sécurité sur la route du Ouadaï à Benghazi elle a favorisé le développement du royaume soudanais autant que celui de la ville libyenne (2).

Mais il faut répéter que, malheureusement, le trafic commercial portait essentiellement sur les esclaves recrutés chez les païens du sud, ou même chez les voisins théoriquement musulmans. Ainsi le sultan Ali du Ouadaï (1858-74) ramena-t-il en 1870 du Baguirmi 20 à 30 000 esclaves d'après Nachtigal. Il en établit d'ailleurs la plus grande partie au Ouadaï comme cultivateurs ou artisans. Il ne faut donc pas s'étonner des difficultés rencontrées au XX[e] siècle par ces royaumes et par le Ouadaï en particulier, le seul à avoir conservé son indépendance jusqu'en 1909. Il leur a été difficile de se reconvertir à une économie agricole et pastorale, le pays étant peu fertile et ses habitants peu doués pour l'artisanat. Il faut comprendre la résistance opposée à l'administration civile française (3) par ces magnifiques cavaliers habillés comme leurs chevaux d'épaisses couvertures ouatées aux couleurs vives, coiffés d'un casque métallique surmonté de plumes. Comment les plus âgés d'entre eux ne regretteraient-ils pas la gloire révolue du Ouadaï quand ils voient se transformer leurs brillants uniformes en costumes folkloriques ? Comment leur faire admettre qu'ils appartiennent aujourd'hui à une nouvelle nation, la République du Tchad, laquelle est dirigée depuis l'indépendance par des descendants de ces populations du sud chez lesquelles leurs propres ancêtres allaient se fournir en esclaves ? Ce sont des choses que seule la poussée des jeunes générations pourra faire oublier.

Heureusement pour lui, le Ouadaï n'a pas été orienté uniquement vers le nord au XIX[e] siècle, mais aussi vers l'est. Là encore, l'initiative est due au grand sultan Abd el Kerim Saboun (1805-1813), qui encouragea l'établissement des commerçants Djellabah nubiens originaires de la région de Dongola, écrivit une lettre à Méhémet Ali, échangea des présents avec Ihahim Pacha et conquit le Dar Tama sur le Darfour. Abécher, qui remplaça l'ancienne capitale d'Ouara en 1850, devint un carrefour commercial entre la Méditerranée, le Tchad et la vallée du Nil. Si l'administration coloniale a enlevé leur gagne-pain aux guerriers du Ouadaï, elle a entraîné en contrepartie une augmentation considérable des pèlerins de toute la bande soudanaise et Abécher est devenue au XX[e] siècle une étape obligatoire sur la « route du 13[e] parallèle » qui conduit à Souakim. On estimait en 1960 leur nombre annuel à 80 000 (4) et l'intense activité commerciale qui en résulte aidera certainement les jeunes Ouadaïens à se sentir de plus en plus intégrés à la nation tchadienne.

(1) L'influence profonde de la Senoussiya en Libye explique que le premier roi Idriss I[er] de la Libye indépendante (24 déc. 1951) ait été choisi dans la descendance de Cheikh Senoussi.

(2) Benghazi avait 5 000 habitants en 1817, 16 500 en 1911.

(3) La subdivision militaire d'Abécher est passée sous l'autorité civile seulement en 1937.

(4) A. Le Rouvreur, *Sahariens et Sahéliens du Tchad*, 1962, p. 363.

2. Du Darfour à la mer Rouge avant 1821.

Avec le Darfour, nous quittons le Tchad pour arriver au Soudan. Pas plus que le Mali (ex Soudan français), la République du Soudan (ex Soudan anglo-égyptien) ne correspond exactement au Soudan géographique. Le tiers septentrional de chacun de ces deux pays appartient au Sahara qui prend fin un peu au nord de Tombouctou et de Khartoum. Cependant le secteur saharien du Soudan renferme deux zones de vie. L'une est la bande côtière où les nomades Bedja, descendant de très anciennes populations autochtones (assimilées par Seligman aux Égyptiens prédynastiques) vivent pauvrement de l'élevage des chameaux. L'autre est la vallée du Nil, plus « linéaire » encore qu'en Égypte, habitée elle aussi par une très ancienne population sédentaire dite nubienne, dont les ancêtres ont appartenu au royaume de Napata-Meroë puis aux royaumes chrétiens de Dongola et d'Aloa. Depuis le XIII^e siècle environ ces Nubiens et ces Bedja autochtones ont été progressivement arabisés par un afflux constant d'Arabes venus de l'Arabie toute proche ou de la Haute Égypte. Cette arabisation d'ailleurs relative se borne parfois à l'affirmation d'un ancêtre arabe, de préférence rattaché à la famille du Prophète. Ainsi, entre la 2^e et la 6^e cataracte, plusieurs groupes d' « Arabes » sédentaires se rattachent tous (sauf les Schaikiya de la région de Merowe) à l'ancêtre Ibrahim Ja'al, descendant lui-même d'Abbas, l'oncle du Prophète. On les appelle en conséquence Ja'aliyn (ou Djalyin) ou Abbassides. Mais parmi eux les *Barabra* entre 2^e et 3^e cataracte, expulsés en raison de la construction du Grand Barrage d'Assouan, et les *Danagla*, ou gens de Dongola, pratiquent encore un dialecte nubien, tandis que les Rabatab et les Djalyin proprement dits, entre 4^e et 6^e cataracte, parlent arabe.

Après la chute de Dongola (1336), les populations sédentaires de la vallée du Nil dans la région des cataractes firent bon accueil aux prédicateurs musulmans dont le plus ancien est sans doute le yéménite Ghoulamallah al-Rikabi qui enseigna à Dongola dans la deuxième moitié du XIV^e siècle. Nous avons vu, en étudiant le royaume Foung du Sennar (situé, lui, dans la bande sahélo-soudanaise), l'importance de ces *faki*, saints hommes qui introduisirent les principes du droit musulman et les confréries Qadriya et Shadiliya. Au milieu du XVII^e siècle, à l'époque de l'apogée du royaume Foung, on comptait 70 écoles entre le confluent des deux Nil et l'île Abba à la latitude de Sennar, c'est-à-dire le long des 250 km de fleuve entre les actuels Khartoum et Kaoua (1). Elles furent détruites par des raids Shillouk, mais au XVIII^e siècle, alors que la puissance de Sennar était très affaiblie, Hamed ibn Mohammed el-Majdoub (1693-1776) fonda une véritable théocratie ayant sa capitale à Ed Damer, au sud du confluent Nil-Atbara, dans la région habitée par les Djaliyn. En 1814, le voyageur suisse Burckardt (2) passant à Ed Damer fut frappé par le nombre des écoles

(1) *Supra*, p. 214.
(2) P. M. HOLT, *A modern History of the Sudan*, 2^e éd. 1963, a été notre principale source pour ce chapitre.

et la valeur des maîtres dont beaucoup avaient étudié au Caire ou à La Mecque.

Il existait donc *avant la conquête turco-égyptienne*, dans la vallée du Nil, depuis Wadi Halfa jusqu'à l'île Abba et Sennar, c'est-à-dire jusqu'à la limite nord de la bande soudanaise géographique, une petite élite de lettrés musulmans, en contact avec l'islam arabe ou égyptien. Elle était certes peu nombreuse, mais elle existait et elle réagissait même au mouvement de réveil général de l'islam inauguré en 1744 par Abd-al-Wahhâb (mort en 1787) en Arabie. C'est ainsi que deux nouvelles confréries furent introduites au Soudan dans les premières années du XIXe siècle : la *Samaniya* prêchée dans la Gezireh (royaume de Sennar entre Nil Bleu et Nil Blanc) par Ahmed el Tayyeb el-Bechir et la *Mirghaniya* prêchée dans la région de Dongola par Othman el-Mirghani (1793-1853), disciple du marocain Ahmed ibn Idris el-Fasi. La *Mirghaniya* plus généralement appelée *Khatmiya* est aujourd'hui largement prépondérante dans le nord et l'est du Soudan et elle a joué un rôle politique de premier plan à l'époque de l'indépendance.

Un islam beaucoup plus fruste était pratiqué au début du XIXe siècle chez les sédentaires du Darfour et chez les pasteurs arabes. Les Arabes nomades ou semi-nomades, rattachés au même groupe Djoheïna (Juhayna) que nous avons vu arriver dans le bassin du Tchad à partir du XIVe siècle, étaient répartis en de nombreuses tribus occupées à l'élevage des chameaux ou des bêtes à cornes suivant leur habitat dans la bande sahélienne ou soudanaise (1). Parmi les derniers appelés Baggara, comme au Tchad, nous citerons les *Rizega* et les *Taaischa* au sud du Darfour. Les sultans du Darfour leur faisait payer tribut et les employaient pour aller razzier leurs voisins méridionaux du Dar Fertit, au sud du Bahr el Arab dont le cours longe approximativement le 9e degré et constitue une limite anthropologique entre les Noirs nilotiques païens au sud et les Arabes ou Noirs arabisés au nord.

Quand nous disons limite anthropologique, nous nous plaçons plus sur le plan psychique que sur un plan physique. Par suite des nombreux métissages poursuivis depuis des siècles, beaucoup d' « Arabes » soudanais sont aussi noirs que les « Nègres » du Haut-Nil. Mais *ces derniers ont vécu dans un isolement géographique absolu jusqu'au XIXe siècle*. La barrière des marais du Sedd avait déjà arrêté les centurions envoyés par Néron (2) en 60 ap. J.-C. comme elle arrêta toutes les tentatives d'exploration du Nil supérieur jusqu'en 1839. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver par exemple les Dinka et les Nouer fidèles à la pratique de la déformation des cornes du bétail telle qu'on la trouve représentée sur des roches du Sahara oriental qui furent gravées il y a 5 000 ans! Cette barrière géographique ne constitue pas une limite climatique nette ; elle doit cependant être consi-

(1) La limite nord des cultures (non irriguées) passe approximativement par Gedaref, Sennar (qui signifie *tornade* en ancien égyptien), l'île Abba, El Obeïd au Kordofan, El Facher au Darfour.
(2) T. I, p. 47.

dérée comme la limite méridionale de la bande sahélo-soudanaise « *historique* ». Il est facile de la tracer car elle correspond assez exactement à la limite septentrionale des trois « provinces du sud » de la République du Soudan (1).

En raison de l'importance actuelle du problème du Sud dans la République du Soudan, nous étudierons cependant ici l'histoire de ces trois provinces méridionales au lieu de les rattacher à notre province historique centre-équatoriale.

3. **La Turkiya (1821-1881).**

A. *La conquête égyptienne du Soudan* (*1820-1840*).

Au début de juin 1820, une armée de 10 000 hommes quitta Le Caire sous la direction d'Ismaïl Kamil Pacha, troisième fils de Méhémet Ali. Elle ne comprenait guère plus de 4 000 combattants réels dont plus de la moitié étaient turcs et albanais, d'où le nom de « Turc » communément appliqué pendant tout le XIXe siècle à tout ce qui venait d'Égypte, même dans des régions aussi éloignées du Caire que l'Ouganda. Le nom de « Turkiya » définissant la période turco-égyptienne prit le sens de commandement non soudanais et fut même étendu à la période du condominium (1899-1955) appelée parfois la « deuxième Turkiya ».

Le 20 juillet, l'armée d'Ismaïl était à Assouan. Le 4 novembre, elle livrait bataille à Korti, non loin des ruines de l'ancienne Napata, contre les cavaliers Schaikiya maîtres de la région depuis la fin du XVIIe siècle, qui avaient été les seuls à résister à l'avance égyptienne. Après sa victoire de Korti, Ismaïl reçut la soumission du *mek* (= chef) des Djaliyn de Chendi, nommé Nimr. Il passa le Nil blanc sans rencontrer d'opposition de la part du Sennar et reçut la soumission du dernier sultan Foung, Badi IV le 12 juin 1821.

Pendant ce temps, le gendre de Méhémet Ali, le fameux *defterdar* Mohammed Bey envoyé en avril 1821 pour conquérir le Darfour, s'emparait de la capitale du Kordofan El Obeïd, mais ne parvenait pas à s'emparer du Darfour. En novembre 1822, Ismaïl revenait d'une tournée qui l'avait conduit jusqu'aux placers aurifères de Fazougli sur le Nil bleu à la limite des montagnes éthiopiennes ; il passa à Chendi et demanda au *mek* Nimr une lourde contribution en argent et en esclaves. En guise de réponse Nimr le fit brûler vif dans la case où il l'avait invité pour un banquet.

Les représailles furent terribles. Le defterdar, pour venger son beau-frère, brûla et pilla toutes les villes du Nil depuis Berber jusqu'à Sennar, mais ne put rejoindre Nimr réfugié dans les montagnes éthiopiennes. En août 1824, le defterdar rappelé au Caire abandonnait sa conquête profondément traumatisée par la mort ou la mise en

(1) Bahr el-Ghazal, Haut-Nil, Équatoria comptaient ensemble au recensement de 1956, 2 884 000 habitants, soit un peu moins du tiers de la population totale du Soudan (10 264 000 en 1956).

esclavage de plus de 50 000 Soudanais. Cependant durant la période qui va de 1825 à 1843, les gouverneurs égyptiens du Soudan, Ali Kourshid Agha (1826-1838) et Abou Widan (1838-1843), employèrent avec succès des méthodes d'administration pacifique et parvinrent à s'attacher la collaboration de nombreux notables et *faki* soudanais dont le fameux cheickh Abd el-Kader wad el Zaïn, originaire de la Gezireh, qui tint le rôle d'un conseiller aux affaires indigènes très écouté, jusqu'à sa mort au cours de l'épidémie de choléra de 1857. Khartoum fut fondée en 1824, au confluent des deux Nil, entre les ruines de Soba, l'ancienne capitale du royaume chrétien d'Aloa et celles de Halfaya qui avait été une capitale des Abdallab du royaume Foung. Elle se développa très rapidement grâce à une politique de faveur fiscale dont bénéficiaient les nouveaux habitants. En 1840 Abou Widan lança une expédition dans l'arrière-pays de Souakim et Massaouaah habité par les fiers et insaisissables nomades Bedja Hadendowa. Il réussit à occuper le village de El-Khatmiya, berceau de la famille Mirghani et en fit le noyau de la future ville de Kassala.

En somme, en cette année 1840, le Soudan turco-égyptien (1) semblait avoir retrouvé un certain équilibre. Il s'étendait depuis la 2e cataracte jusqu'à l'île Abba sur le Nil Blanc, jusqu'à Fazougli sur le Nil Bleu et de l'ouest à l'est entre El Obeïd et Kassala, ce qui correspond à un peu plus du quart du Soudan actuel. Il produisait du grain dans la Gezireh, du bétail, des chameaux ; mais surtout de la gomme au Kordofan, et des esclaves. Vers 1838 (2) il en exportait 10 à 12 000 par an vers l'Égypte, qui provenaient du rebord du plateau éthiopien et des monts Nouba au sud du Kordofan.

B. *Les problèmes de l'ivoire et des esclaves : Explorateurs et cadres européens (1840-1881).*

Nous avons vu l'importance de l'année 1840 dans l'histoire de l'Afrique orientale, l'installation définitive de Seyyid Saïd à Zanzibar ayant donné un coup de fouet désastreux à la traite. Par une malheureuse coïncidence chronologique, les années 1840-1842 se trouvent avoir pour le Soudan méridional une signification analogue. Pour la première fois en effet depuis le voyage d'exploration commandé par l'empereur Néron en 60 ap. J.-C., un voyageur non africain parvient jusqu'aux immenses marécages (Sedd) du lac Nô, au confluent du Bahr el Djebel et du Bahr el Ghazal, c'est-à-dire du « fleuve des montagnes » qui vient du sud (dont on ignore encore qu'il est le Haut Nil) et du « fleuve des gazelles » qui vient de l'ouest. Mais plus heureux que les centurions romains, le capitaine turc Selim parvient à découvrir un chenal à travers l'immensité du Sedd et remonte le Bahr el Djebel jusqu'à Gondokoro, un peu au sud de l'actuel Jouba, après plus de 1 600 km de navigation depuis Khartoum. Il ouvre ainsi une route

(1) C'est en 1841 seulement que l'Égypte devint avec sa province méridionale du Soudan une vice-royauté héréditaire.
(2) Richard Gray, *A History of the Southern Sudan (1839-1889)*, 1961, p. 5.

commerciale vers le pays des éléphants. Or il se trouve qu'en 1840 l'ivoire représente en Europe une matière première irremplaçable pour la fabrication des manches de couteaux, boules de billard, touches de piano, peignes, etc... La découverte du capitaine Selim est donc aussitôt exploitée par quelques commerçants de Khartoum, européens, égyptiens ou soudanais qui établissent des stations le long du Bahr el Djebel ; une mission catholique s'installe en 1851 chez les Bari de Gondokoro, sous la direction d'un jésuite slovène, le R. P. Knoblecher, mais elle sera fermée en 1860.

Vers 1854, les Khartoumiens peu satisfaits du rendement en ivoire sur le Haut Nil se lancent dans l'exploitation systématique du bassin du Bahr el Ghazal, le « pays aux mille rivières ». Au lieu de pratiquer le troc pacifique, comme le font à la même époque les marchands de Zanzibar dans les royaumes interlacustres, ils emploient dès le début des méthodes de force et se procurent par des razzias armées le bétail réclamé en paiement par les pasteurs Dinka et la nourriture nécessaire au ravitaillement de leurs troupes. Ils installent des camps retranchés défendus pas une haie d'épine ou *zéribas*. L'explorateur allemand G. Sweinfurth parcourant le Bahr el Ghazal entre 1868 et 1871 en dénombrera plus de 80 entre les rivières Djour et Lol et insistera sur le dépeuplement de certaines régions décimées par les guerres intestines et la traite. Car la traite a pris rapidement des proportions catastrophiques. Il a fallu recruter des esclaves pour porter l'ivoire, des esclaves pour les services domestiques dans les zéribas (1), des esclaves enfin pour payer les acolytes Danagla ou Shaikiya employés par les marchands. Lorsque les réserves d'ivoire ont paru diminuer, les marchands ont complété leurs bénéfices (2) par la vente d'esclaves. Ainsi en 1870, le plus puissant d'entre eux, Ziber pacha, n'avait recueilli que 120 quintaux d'ivoire, mais avait expédié 1 800 esclaves au Kordofan.

Dem Ziber, principal établissement du marchand El Ziber (ou Zobeïr) Rahma Mansour, d'origine Djaliyn, était une véritable ville, évacuant par deux routes les esclaves et l'ivoire provenant de l'ouest du Bahr el Ghazal et des pays zandé. La route du Kordofan allait à Abou Haraz au sud-ouest d'El Obeïd, d'où une piste rejoignait Khartoum, Berber et le port de Souakim. Celle du Darfour traversait le Dar Fertit, région très peu peuplée, où les sultans du Darfour avaient envoyé razzier des esclaves depuis plusieurs siècles. Par ailleurs un embranchement conduisait aux mines de cuivre d'Hofrat en Nahas. Du Darfour 12 à 15 000 esclaves par an étaient acheminés vers Assiout d'Égypte par le *Darb el Arbaïn* ou bien vers le Ouadaï qui les envoyait à Benghazi par la route de Koufra. De nombreux esclaves étaient fournis par les sultans zandé qui les échangeaient contre des armes à feu. Les Azandé (3) qui sont aujourd'hui près d'un million,

(1) G. SCHWEINFURTH estime leur nombre au moins à 60 000. *Au cœur de l'Afrique 1868-71*, trad. f[se] abrégée 1877, p. 249.
(2) SCHWEINFURTH, p. 111. Le prix d'achat de l'ivoire représentait 5 % du prix de vente sur la place de Londres.
(3) R. CORNEVIN, *Histoire du Congo-Léo*, p. 59-64.

répartis entre le Congo-Léopoldville, le Soudan et la République centre-africaine, furent le seul peuple à pouvoir opposer aux exigences des Khartoumiens la force de résistance d'une société solidement hiérarchisée et structurée.

En 1863, le khédive Ismaïl décide, aussitôt après son accession au pouvoir, de prendre des mesures administratives contre l'extension de la traite au Soudan. Devant leur inefficacité évidente, il imagine en 1869, l'année de l'inauguration du canal de Suez, que des hauts fonctionnaires européens seront plus à même de lutter contre les pratiques généralisées de corruption et il engage à son service le fameux explorateur anglais Sir Samuel Baker qui a remonté le Nil jusqu'au lac Albert en 1864. Baker est chargé d'établir au sud de Gondokoro une chaîne de postes militaires, afin d'affirmer la souveraineté égyptienne jusqu'aux Grands Lacs. Baker parvient en pays Bari (Gondokoro) en avril 71 et au Bounyoro un an plus tard. Nous avons vu (1) quel mauvais souvenir le roi Kabarega et l'explorateur anglais gardèrent chacun de leur rencontre. Baker revint au Caire en 1873, affirmant au Khédive, avec quelque présomption, qu'il avait conquis à l'Égypte la nouvelle province de l'Equatoria ; en réalité il avait planté le drapeau égyptien à 5 000 km de navigation sur le Nil à partir de la Méditerranée, ce qui était déjà très remarquable.

Le khédive Ismaïl est d'autant plus satisfait qu'en 1874 le fameux Ziber, nommé gouverneur de la province « égyptienne » du Bahr el Ghazal en 1873, conquiert le Darfour. Il entre à El Facher le 2 novembre compensant ainsi l'échec essuyé par le *defterdar* Mohammed Bey en 1821. Avec l'annexion de la province maritime de Souakim et Massaouah en 1865, le Soudan égyptien a donc triplé en 1874 l'étendue qu'il avait en 1840.

En 1874, le célèbre Gordon qui vient de vaincre les Taï Ping en Chine est nommé gouverneur de la nouvelle province de l'Equatoria et fixe son chef-lieu à Lado au nord de Gondokoro. Il quitte Lado en 1876 pour être nommé gouverneur général du Soudan en février 1877. Premier non musulman à tenir ce poste, Gordon se trouve confronté à une tâche écrasante au moment même où le malheureux khédive Ismaïl rencontre des difficultés financières insurmontables et se livre chaque jour un peu plus à la tutelle européenne. Gordon connaît mal l'arabe et encore moins les Arabes. Certains de ses subordonnés européens, comme Messedaglia au Darfour ou Gessi au Bahr el Ghazal commettront eux aussi des erreurs politiques dues à leur méconnaissance des inimitiés irréductibles entre Arabes nomades et Nubiens arabisés, entre Danagla et Djaliyn, etc...

Certaines de ces erreurs ont un rapport évident avec l'explosion mahdiste de 1881-83. Ainsi Gordon fit-il preuve du meilleur sens politique en nommant en septembre 1877 (2) au poste de gouverneur du Bahr el Ghazal, Soliman Ziber un fils du fameux Ziber, retenu en rési-

(1) *Supra*, p. 172-173.
(2) R. SLATIN PACHA, *Fer et Feu au Soudan*, trad fse 2 vol, 1898, de *Feuer und Schwert in Sudan*, p. 11-42.

dence surveillée au Caire depuis 1874. Mais, six mois plus tard, Gordon le destituait et nommait à sa place un ancien intendant de son père nommé Idris woled Dabter. Or, Ziber était d'origine Ja'aliyin, Idris d'origine Danagla. Soliman Ziber se révolta et entraîna avec lui les Ja'aliyin tandis que les Danagla prenaient le parti d'Idris et s'engageaient dans les troupes de l'italien Gessi chargé par Gordon de réprimer la révolte. En même temps Gordon ordonnait aux sheikhs des Arabes Baggara (éleveurs de bétail qui nomadisent au sud du Darfour et du Kordofan), de se saisir de tous les marchands Djellabah qui passeraient sur leur territoire et de leur enlever les armes de contrebande qu'ils étaient supposés apporter au rebelle Soliman. Les Baggara s'empressèrent d'obéir et dépouillèrent les Djellabah, non seulement de leurs armes, mais de tous leurs biens et jusqu'à leurs vêtements. On devine le ressentiment de ces marchands Djellabah contre Gordon et l'administration égyptienne. Leurs familles qui habitaient le Kordofan ou étaient plus souvent restées dans la vallée du Nil entre Dongola et Khartoum (Danagla, Shaikiya et Ja'aliyin) allaient être sensibilisées très vite à la propagande du Mahdi. Gessi remporta le 1er mai 1879 une victoire sur Soliman et lui proposa de prêter à nouveau serment de fidélité au gouvernement égyptien. Soliman accepta, mais son adjoint Rabah préféra s'enfuir vers l'ouest dans le pays Banda (République centre-africaine), où il devait, à partir de 1886, se construire un royaume allant jusqu'au Bornou. Cependant, les Danagla de l'entourage de Gessi réussirent à convaincre leur chef italien des mauvaises intentions de leur ennemi Soliman le Djaliyn ; Gessi céda à leurs arguments et leur donna l'ordre le 15 juillet 1879 d'exécuter Soliman.

Gordon désigna alors pour le poste de gouverneur du Bahr el Ghazal un jeune Anglais nommé Lupton, et au Darfour il plaça l'Autrichien Slatin qui, dès son arrivée à El Facher en août 1879, dut réprimer la révolte dirigée par le sultan Haroun, neveu du sultan Ibrahim, mort en 1874 dans la campagne contre Ziber. En 1878 l'Allemand Schnitzer (Emin Pacha) avait été nommé gouverneur de l'Équatoria.

En juin 1879, le khédive Ismaïl est destitué par le sultan sous la pression de l'Angleterre et de la France. En 1880 Gordon donne sa démission. Mohammed Rauf Pacha, nommé à sa place, devra, dès l'année suivante, faire face à la Révolution mahdiste.

4. **L'État mahdiste du Soudan (1881-1898).** Avant que P. M. Holt (1) ait utilisé les archives mahdistes et certains documents arabes inédits, l'histoire de la Mahdiya était basée uniquement sur des sources européennes (2) (3) abondantes mais partiales et passionnées du fait des

(1) P. M. Holt, *The Mahdist state in the Sudan 1881-98*, Oxford, 1958, a utilisé des lettres et proclamations du Mahdi, des dépêches et ordres officiels d'Abdullahi à ses fonctionnaires (il y en a plus de 12 000), des documents statistiques et financiers, soit une partie des 50 000 pièces conservées à Khartoum.
(2) Bibliographie dans P. M. Holt, A *modern History of the Sudan 227-231.* Voir aussi pour un témoignage tout aussi partial mais promahdiste parce que anti-britannique :
(3) G. Dujarric. *L'état mahdiste du Soudan,* Paris, 1901, 312 p.

déboires militaires subis par les Anglais. Elle est pourtant très importante à connaître non seulement pour les Soudanais, mais comme témoignage d'un État africain musulman solidement organisé qui a su résister à la pression européenne à l'époque de la conquête.

Comme Ousman dan Fodio, Hamadou Cheikou, El Hadj Omar, Mohamed Ahmed, né vers 1842 dans la région de Dongola, était ***d'abord*** un réformateur musulman soucieux de ramener l'islam à sa pureté primitive. Il avait établi dans l'île Abba (1), c'est-à-dire à la limite méridionale de la région islamisée depuis le XVII^e siècle, une petite communauté de disciples auxquels il prêchait la voie Samaniya, introduite, nous l'avons vu, au Soudan au début du XIX^e siècle. Il se brouilla avec le maître de la *Samaniya* Mohammed Cherif parce que ce dernier avait autorisé et pardonné d'avance à ses fidèles les danses et les chants organisés le jour de la circoncision de ses fils et il se posa ainsi dans l'opinion publique comme un nouveau saint.

De nombreux admirateurs vinrent alors lui demander sa bénédiction et parmi eux un certain Abdullahi ibn Mohammed, originaire de la tribu des Taaischa, appartenant au groupe de ces éleveurs Baggara que nous avons vu piller si consciencieusement les marchands Djellabah lorsque Gordon leur en avait donné l'ordre en 1879. Abdullahi reconnut Mohammed Ahmed comme le *Mahdi el Monteser*, « le rédempteur attendu qui remplira de justice le monde auparavant rempli d'iniquité » et lui conseilla d'entreprendre un voyage au Kordofan. Ce voyage accompli au cours de l'année 1880 permit au Mahdi de prendre conscience d'un mécontentement généralisé contre la charge fiscale imposée par les Égyptiens et contre la proclamation de libération des esclaves qui avait été faite par Gordon.

Au mois d'août 1881, le Mahdi lance un appel à la « Guerre Sainte » contre l'oppresseur étranger et réussit à anéantir deux compagnies envoyées dans l'île Abba par le gouverneur général Abd er Rauf Pacha, bien que ses partisans à lui soient peu nombreux et armés seulement de bâtons et de lances. Puis il se réfugie au Djebel Gedir (= Djebel Massa = Qadir) à 250 km au sud d'El Obeïd et tient tête victorieusement à deux attaques égyptiennes (déc. 1881 et juin 1882).

Dès lors le nombre des partisans, faible au début, s'accroît avec une vitesse extraordinaire. El Obeïd est prise le 18 janvier 1883. Entre temps de graves événements se sont passés au Caire; les troupes d'Arabi Pacha ont été vaincues le 13 septembre 1882 à Tell el Kebir et les Anglais ont occupé toute l'Égypte. Sir Evelyn Baring, le futur lord Cromer, nommé Haut commissaire le 12 septembre 1883, envoie contre le Mahdi une armée de dix mille hommes commandée par le général anglais Hicks. Et c'est, le 5 novembre 1883, la bataille de Shaykan au sud d'El Obeïd où périssent 9 500 soldats anglo-égyptiens et le général Hicks.

Le mois suivant, Slatin pacha du Darfour offre sa soumission au Mahdi. En avril 1884, Lupton pacha du Bahr el Ghazal fait de même

(1) En 1852 l'île Abba était encore aux mains des Chillouk.

et se convertit également à l'islam. Emin pacha de l'Equatoria se replie alors prudemment vers le sud à Ouadelaï (Ouganda), à quelques kilomètres du royaume de Bounyoro. Au nord-est, Othman Digna réussit à convertir à la cause du Mahdi les Bedja. Le 26 mai 1884 les Mahdistes s'emparent de Berber, coupant ainsi les communications avec l'Égypte de Gordon qui avait été rappelé à Khartoum en février. Le 26 janvier 1885, pendant que la Conférence de Berlin est réunie, Khartoum tombe aux mains des Mahdistes après un siège de dix mois. Quatre mille Anglo-Égyptiens y sont massacrés avec le général Gordon, deux jours avant l'arrivée d'une colonne de secours.

Le Mahdi est alors maître de la plus grande partie du Soudan égyptien, sauf Souakim qui ne sera pas conquis et les provinces méridionales païennes. Il installe sa capitale à Ondourman sur la rive occidentale du Nil en face de Khartoum, mais il meurt en juin 1885 avant d'avoir eu le temps d'organiser sa conquête.

Avant de se réfugier au Djebel Gedir, le Mahdi qui se faisait appeler lui-même le successeur du Prophète et nommait ses partisans *Ansar* (1) avait désigné quatre « compagnons du Prophète » correspondant respectivement aux quatre premiers califes, Abou Bakr (632-634), Omar (634-644), Othman (644-656) et Ali. Le titre de successeur d'Othman fut offert à Mohammed el Mahdi el Senoussi qui n'en sut rien et la place resta vacante. Entre les trois autres, Abdallahi, le premier disciple du Mahdi, nommé « successeur d'Abou Bakr » sut prendre rapidement la primauté et devint *Khalifat el-Mahdi* (= successeur du Mahdi).

Abdullahi appartenait, nous l'avons vu, à la tribu Taaisha des Baggara, nomades sans instruction, méprisés par les sédentaires (*Aouled el-beled*), parmi lesquels étaient recrutés les lettrés et les employés de bureau. Il allait avoir fort à faire pour réaliser dans les faits le rêve du Mahdi d'un état soudanais unifié sous la bannière de l'islam, d'où seraient exclues les inimitiés tribales entre sédentaires et nomades, entre arabophones et gens demeurés fidèles à d'anciens dialectes africains (comme certains Bedja, les Four du Darfour, certains Nubiens, etc...), entre différentes confréries telles que la Samaniya et la Mirghaniya. Le chef de cette dernière s'étant opposé au Mahdi et réfugié au Caire, la confrérie allait subir une éclipse largement compensée par sa remarquable expansion à l'époque du condominium. Cependant, une branche dissidente fondée par Seyyid el Mekki s'allia avec les Mahdistes. Elle est appelée *Ismaïlia* et a aujourd'hui de nombreux adhérents dans l'ouest du Soudan, alors que la *Mirghaniya* est majoritaire dans l'est et le nord.

Holt considère que l'année 1889 fut l'année critique pour le calife Abdullahi. La bataille de Metemna où le roi Johannès VI d'Éthiopie fut tué en mars 1889 marque la fin des victoires mahdistes. Après il y eut une grande famine et des épidémies coïncidant avec l'arrivée à Ondourman de la tribu des Taaischa à laquelle Abdullahi avait ordonné en

(1) Les Ansar étaient à Médine, les « défenseurs de la foi » ou « Soutiens de Médine » opposés aux Mohajiroun ou « Expatriés de la Mecque ».

1888 de quitter le Darfour pour venir renforcer son armée. De plus le calife perdit la même année ses meilleurs généraux. En 1891, il dut réprimer une conspiration des *Ashraf* ou membres de la famille du Mahdi. De 1892 à 1896 il régna en souverain absolu s'appuyant presque exclusivement sur des Baggara aux dépens des Aouled el-beled. A cette époque d'apogée, l'État mahdiste ne correspondait pas au territoire actuel du Soudan. A l'ouest, son autorité ne s'étendait ni sur la partie désertique de l'actuelle province du Nord ni sur l'ouest du Darfour. A l'est, Souakim et son arrière-pays ne furent jamais pris; par contre, elle débordait sur l'actuel territoire éthiopien vers Gondar. Au sud, seul le nord-ouest de la province du Bahr el Ghazal était contrôlé après 1886. Dans la province de l'Équatoria où Stanley vint chercher le gouverneur égyptien Emin Pacha en 1889 pour le ramener à Zanzibar, les Mahdistes tenaient la vallée du Nil jusqu'à Redjaf, où ils furent vaincus par les soldats de l'État indépendant du Congo le 17 février 1897 (1). Dans la province du Haut Nil ils ne tenaient guère que la vallée du fleuve.

Ces limites méridionales sont importantes à préciser. En effet, les Britanniques se basèrent sur le fait que les Mahdistes n'avaient pas administré ni converti les trois provinces méridionales actuelles du Soudan et cherchèrent à les développer séparément. Comme en Nigeria, l'administration coloniale a donc agrandi plutôt que comblé les énormes différences psychologiques existant entre le Nord et le Sud du Soudan et laissé au Soudan indépendant un problème d'unification extrêmement difficile à résoudre. Notons toutefois à l'actif des nord-soudanais que le trafic d'esclaves si important durant la Turkiya fut très diminué pendant la Mahdiya, à l'exception du Dar Fertit où les Darfouriens continuaient à recruter pour le Ouadaï. Ceci explique également le déplacement vers le Tchad du centre du trafic à la fin du XIXe siècle.

A partir de 1891 Adbullahi sentit la menace européenne se préciser. Italiens à l'est : Agordat décembre 93, Kassala juillet 94. Belges au sud dans l'enclave de Lado cédée à bail et à vie à Léopold II par les Anglais en 1892. Enfin et surtout, Britanniques au nord après la défaite italienne d'Adoua le 1er mars 1896. Dongola était prise en septembre 1896, Berber en août 97. Le 1er septembre 1898, Adbullahi fut mis en déroute à Ondourman et dut s'enfuir au Kordofan, laissant sur le terrain plus de 11 000 morts et 16 000 blessés. Le général Kitchener ordonna alors d'ouvrir le Mausolée du Mahdi (2) et de jeter son corps dans le fleuve. Il se dirigea ensuite à la rencontre du capitaine français Marchand vers Fachoda (actuel Kodok) qu'il atteignit le 19 septembre. En novembre 1899, les troupes anglaises surprirent le calife Abdullahi réfugié avec une force armée assez considérable près

(1) Cf. *Histoire du Congo-Léo*, p. 145.
(2) Le Mausolée du Mahdi a été reconstruit avec le musée de la Mahdiya à la fin de l'époque du condominium par le fils posthume du Mahdi, Sayyid Abd el Rahman (1885-1959), chef de la secte Ansar et patron du parti de l'indépendance (parti Oumma).

de l'île Abba, à Umm Diwaykarat. Tous furent tués sauf Osman Digna qui fut fait prisonnier en 1900 et mourut en 1926 à Wadi Halfa.

Désormais, l'État mahdiste devenait le Soudan anglo-égyptien.

5. **L'État péritchadien de Rabah** disparut à la même époque. Nous avons vu Rabah, général de Soliman Ziber, refuser en 1879 de se rendre à Gessi pacha, gouverneur du Bahr el Ghazal, et s'enfoncer vers l'ouest avec un groupe de partisans. Rabah établit son autorité sur le Dar Rounga, le Dar el Kouti (nord de la République centre africaine) et le Dar Salamat (Tchad). En 1892 il bat le sultan du Baguirmi qui parvient à s'enfuir et à conclure un traité de protectorat avec la France. En 1893 il bat le « chehou » du Bornou et se construit une nouvelle capitale à Dikoa au sud du lac Tchad. Mais il n'arrive pas à vaincre le Ouadaï et se heurte à la Senoussiya dont le chef Sidi el-Mahdi, fils d'Es Senoussi, va se fixer à Koufra en 1895.

Rabah organise l'armée, les finances et l'administration de l'État péritchadien dont il s'est rendu maître (1). Mais en 1899 les Français lancent trois colonnes convergeant vers le Tchad à partir de l'Oubangui (Gentil), de l'ouest (Joalland-Meynier), de l'Algérie (Foureau-Lamy). Rabah d'abord victorieux sur le Chari ne cèdera qu'après une résistance acharnée à la bataille de Kousseri le 21 avril 1900.

Malgré sa brièveté due au fait qu'il s'est formé exactement à l'époque de la conquête de l'Afrique par les Européens, l'État de Rabah doit être considéré comme une ultime démonstration de ce que nous avons dit au début de ce chapitre : alors que le Soudan occidental a été influencé par l'islam berbère du Maghreb, le Soudan oriental jusqu'au Bornou s'est toujours rattaché à la vallée du Nil et à l'Arabie. Rabah était originaire du Sennar. Qu'il ait réussi à s'imposer à 2 200 km à vol d'oiseau de son pays d'origine prouve qu'il existe un substrat psychique et historique commun à tous les éléments islamisés du Soudan oriental. Ne nous étonnons pas, dès lors, de la façon toute différente dont est acceptée et assimilée la propagande nassérienne à l'est ou à l'ouest de Kano.

(1) A l'exception de la brochure du Dr DECORSE et GAUDEFROY-DEMOMBYNES : *Rabah et les Arabes du Chari*, traduction commentée de documents arabes recueillis en 1901-1903, les quatre auteurs cités dans la bibliographie du chapitre XVI concordent pour donner de Rabah une image sanguinaire due au fait qu'ils sont contemporains de l'époque de la conquête. Il n'existe à l'heure actuelle aucune histoire impartiale de Rabah.

CHAPITRE VIII

LA BANDE GUINÉENNE

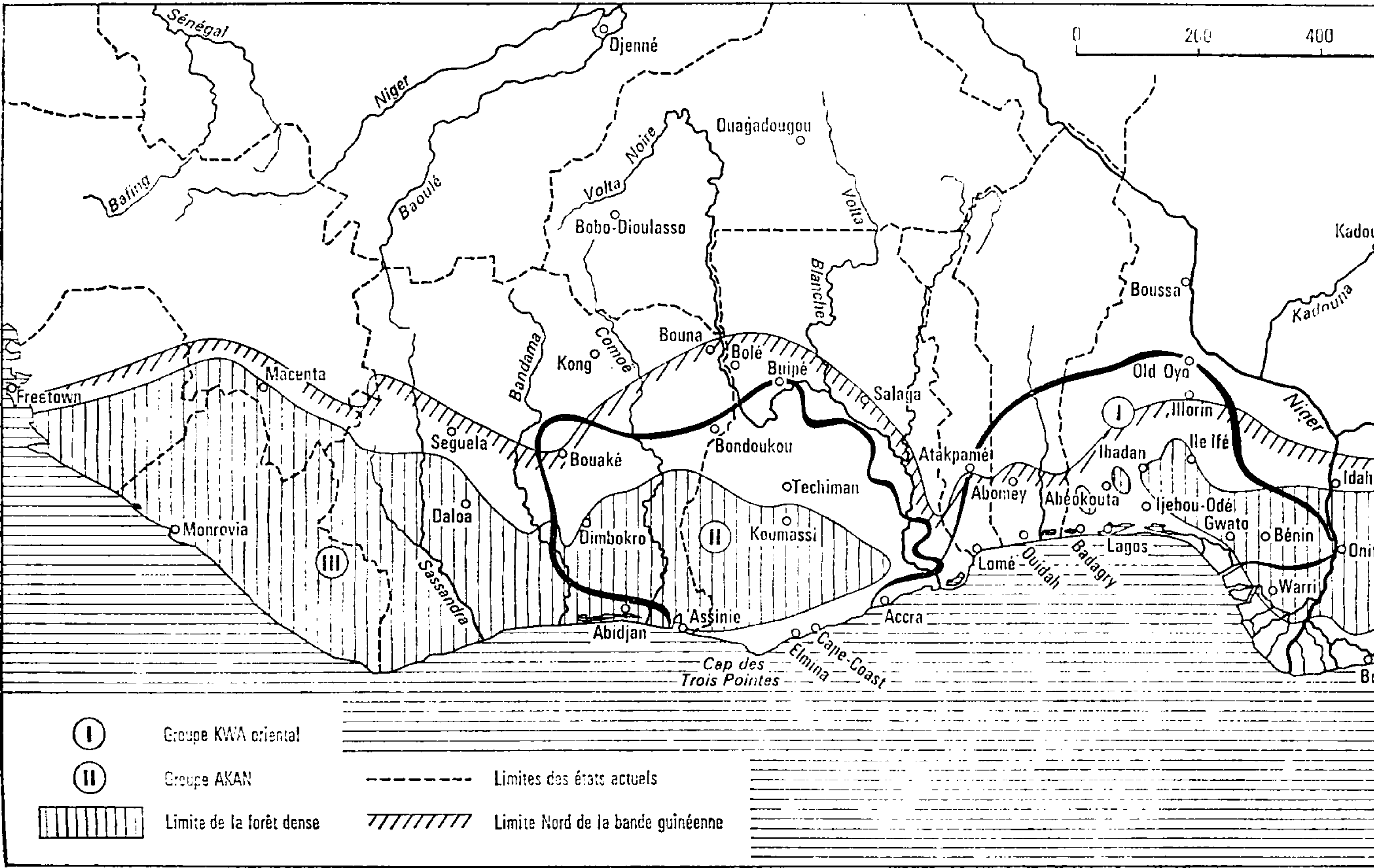
I. PEUPLEMENT DE LA BANDE GUINÉENNE

La « bande guinéenne » des géographes va de la côte du golfe de Guinée à la limite septentrionale du palmier à huile. Elle bénéficie de deux saisons des pluies, au lieu d'une dans la « bande soudanaise ». D'ouest en est elle s'étend de Freetown à la rivière Cross (frontière Nigeria-Cameroun).

La notion de bande guinéenne est également très nette pour l'ethnologue. Les Soudanais et les Guinéens n'ont pas la même alimentation, ils ne construisent pas leur habitation de la même façon, ils n'ont pas les mêmes dieux. Comment s'étonner d'ailleurs de ces différences entre le Sahel où toute vie est suspendue à une quantité suffisante et aléatoire de pluie et la forêt où le problème consiste à ne pas se laisser écraser matériellement et mentalement par une végétation surabondante ?

Le linguiste à son tour individualise dans l'ensemble complexe des langues de l'Afrique occidentale un groupe de langues *kwa* parlées depuis le Libéria oriental jusqu'à l'embouchure du Niger ; à l'intérieur de ce groupe il distingue les langues parlées depuis le Bandama jusqu'à la basse Volta (groupe Akan), puis celles parlées entre la basse Volta et le bas Niger (groupe Adja-Evhé-Fon, Yorouba, Edo). Fait important, les limites septentrionales de ces deux ensembles linguistiques et culturels sont très proches de la limite septentrionale de la bande guinéenne des géographes. L'homogénéité de chacun de ces deux sous-groupes linguistiques sous-entend qu'à une date relativement proche deux peuples ont essaimé progressivement à travers deux « sous-régions » guinéennes s'étendant l'une du Niger à la Volta, l'autre de la Volta au Bandama.

La linguistique peut donc fournir des réponses à la question du peuplement primitif de la « bande guinéenne ». Elle permet d'individualiser trois grandes régions de peuplement qui s'étendent en prenant des points de repère approximatifs sur la côte I) du Niger à Accra, II) d'Accra à Abidjan, III) d'Abidjan à Freetown. La région III) comprend une proportion de forêt dense très importante par rapport aux deux autres (Carte p. 270) et la bande de forêt-parc y est pratiquement inexistante. C'est ce qui explique son



CARTE 18 : La bande guinéenne.

peuplement tardif et dispersé par des tribus soudanaises cherchant dans la forêt un abri contre les exactions des peuples du groupe Mandé installés dans les bassins supérieurs du Niger et du Sénégal et c'est pourquoi nous centrerons cette étude sur les régions II) et I).

II. ORIGINE DES ROYAUMES DU BÉNIN

Il est évident que le peuplement de la bande guinéenne s'est fait par le nord. Il semble qu'à l'heure actuelle on puisse fixer l'habitat primitif du groupe *Akan* au sud et à l'ouest du grand coude décrit par la Volta Noire (région Brong-Ahafo du Ghana et région de Bouna-Bondoukou en Côte d'Ivoire). L'habitat primitif du groupe *Kwa oriental* est sans doute la région où s'est épanouie la civilisation de Nok entre la Kadouna et la Benoué (Nigeria). On sait que la *Nok Culture* du plateau de Baoutchi a été datée du 1^er^ millénaire avant J. C. (1). Le déplacement vers le sud des ancêtres des Yorouba et des Edo a dû commencer avant le x^e^ siècle de notre ère. Les légendes d'origine des royaumes d'Oyo et de Bénin rapportent que la création du monde eut lieu dans la ville sainte l'Ilé-Ifé, située à la limite septentrionale de la zone de forêt dense de Nigeria ; la création du monde est presque confondue avec celle du royaume d'Ifé puisque la tradition fait d'Odoudoua, l'aîné des fils du dieu suprême Oloroun, le premier Oni d'Ifé.

Tout cela peut sembler un fatras légendaire à l'historien de formation européenne qui cherchera vainement une date précise dans les listes dynastiques d'Oyo et de Bénin, toutes deux rattachées à un petit-fils d'Odoudoua nommé Oranmiyan. En réalité, ces légendes expliquent l'homogénéité linguistique et culturelle de la région située entre le Niger et Volta, en faisant du premier roi de Tado un frère d'Oranmiyan. Or, Tado, aujourd'hui petit village à l'est du Mono dans le Togo méridional, est considéré dans les traditions Adja-Evhé-Fon comme le berceau des migrations de ces trois groupes linguistiques. Leur valeur historique est donc considérable, mais il faut se garder de les analyser dans un esprit rationaliste et laïque. Les Yorouba — pour ne parler que de ceux chez qui elles sont universellement connues — cherchent dans ces légendes bien plus qu'une chronologie. Ils cherchent à établir leur ascendance divine ou plutôt à représenter leurs personnages historiques comme des demi-dieux. Ainsi Shango, deuxième successeur d'Oranmiyan sur le trône d'Oyo, est-il devenu le dieu du Tonnerre et de l'Éclair, l'une des plus importantes divinités de la région du Bénin (2). Il semble inutile d'insister sur la différence qui sépare les sens « européen » et « africain » du mot Histoire. Nous en avons déjà parlé avec les royaumes

(1) B. Fagg a publié tout récemment la date C14 de 280 av. J. C. pour le site de Taruga, au sud-est d'Abuja, riche en figurines de la Nok Culture mêlées à des traces de l'industrie du fer, JAH. 1965, n° 1, p. 114.
(2) Shango s'appelle Héviéso chez les Mina et les Evhé (Dahomey, Togo, Ghana).

interlacustres. Il est certain que l'idée de déifier un roi paraît extravagante à un européen et normale à un Yorouba. (1) De même qu'il est apparu normal à des étudiants Yorouba de fonder à Londres en 1945 une « Société des descendants d'Odoudoua » (*Egbe Omo Oduduwa*), association à l'origine purement culturelle qui devait par la suite prendre le caractère d'un parti politique et s'intégrer à l'*Action Group* représentant les intérêts de la province ouest de Nigeria. L'histoire légendaire était bel et bien devenue partie intégrante de l'histoire contemporaine et ce fait paraît essentiel à la compréhension de l'histoire africaine en général.

De cette intrication profonde entre la légende, la religion et l'histoire, les Européens longtemps cantonnés sur la côte ne pouvaient pas avoir conscience. Aussi ne faut-il pas considérer leurs récits comme la source historique principale, sous prétexte qu'ils sont datés et écrits et donc plus valables que les traditions orales. Il faut essayer de reprendre « de l'intérieur » l'histoire de la bande guinéenne. Mais ce n'est pas une tâche aisée. Les travaux de synthèse ont été rendus très difficiles par le découpage colonial qui a réparti les 600 km de côte qui vont du Niger à la Volta entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Après 1918 le partage du Togo allemand n'a fait qu'aggraver la séparation politique des ethnies. Si le problème Evhé a été connu du grand public, seuls les administrateurs et les missionnaires vivant dans ces régions avaient, à la période coloniale, conscience des relations d'étroite parenté existant entre les Mina du Togo et ceux du Dahomey, les Nago du Dahomey et ceux de Nigeria, etc... mais leurs gouvernements respectifs les ignoraient sereinement! Dans chacun des territoires on voyait bien les énormes différences entre le Sud et le Nord, mais on évitait de regarder de trop près les ressemblances avec les voisins côtiers, puisqu'ils n'appartenaient pas à la même puissance coloniale. On attribuait d'ailleurs le retard culturel du nord par rapport au sud au seul fait que la pénétration européenne avait été beaucoup plus tardive dans le nord et que les missions chrétiennes avaient travaillé surtout dans le sud.

En réalité, les religions païennes de la bande guinéenne apparaissent comme les plus solidement structurées de tout le continent africain. La preuve en est donnée par leur résurgence dans le Nouveau Monde, sous la forme des cultes *Vodou* si importants aux Antilles et au Brésil, ainsi que par leur extraordinaire résistance (2) à une évangélisation aussi précoce que valable (3) malgré le succès des techniques et des modes de vie européens. Les statistiques sont

(1) Oranmiyan aurait vécu à la fin du XIIe siècle d'après J. Egharevba et à la fin du XIIIe siècle d'après M. Crowder (*The Story of Nigeria*, 1962).

(2) F. WILLETT, *Ife and its Archaelogy*, JAH 1960, n° 2, p. 231-248. Ifé, ville de 150 000 habitants, est restée le centre du paganisme Yorouba. On y honore 410 dieux. On y construit encore aujourd'hui des temples financés par des Yorouba de Nigeria ou d'Amérique.

(3) Installation de la Mission de Bâle dans l'Akwapim (Ghana) 1827, de la Mission méthodiste en pays Mina (1837), de la Mission d'Abeokouta (Nigeria) 1842, de la Mission de Brême en pays Evhé (1847), des Missions Africaines de Lyon (1861).

instructives (1), mais elles ne rendent pas compte du nombre et de la variété des syncrétismes, particulièrement fréquents dans la « bande guinéenne », et du souci généralisé de débarrasser le message chrétien de ses contacts trop voyants avec les colonisateurs.

Compte tenu de la place primordiale occupée par la religion dans les traditions historiques, il est possible d'envisager de nouvelles hypothèses sur l'histoire des royaumes du Bénin (du Niger à la Volta) et des royaumes Akan (de la Volta au Bandama) avant la découverte portugaise. La question des origines a été complètement renouvelée — nous l'avons dit — par la découverte de la *Nok Culture* et la démonstration de la continuité stylistique qui la rattache à l'art ancien d'Ifé (2). On doit maintenant considérer comme définitivement périmées toutes les théories faisant venir « la civilisation du Bénin » de l'Atlantide (3), de Carthage (4) ou de l'Egypte ancienne (5) (6). Il est également impossible de souscrire à l'affirmation suivant laquelle les Akan du Ghana (Achanti, Fanti, etc...) seraient les descendants des Soninké fondateurs du Ghana historique.

Il semble bien que l'art d'Ifé le plus ancien (terre cuite et bronze) puisse être daté du XIIIe siècle. Un problème se pose alors, qui est loin d'être élucidé, celui de l'approvisionnement en cuivre, étant entendu que l'étain provenait du plateau de Baoutchi (7). Le gisement de cuivre le plus rapproché semble bien avoir été celui de Takedda, près d'Agadès dans l'Aïr (Rép. du Niger), à 1300 km à vol d'oiseau d'Ifé. Une autre source employée peut-être par le royaume du Bénin au début du XVe siècle (8) peut avoir été la mine d'Hofrat en Nahas, sur le Bahr el Ghazal supérieur (Soudan). L'approvisionnement en cuivre sous-entend par conséquent des rapports commerciaux anciens et certains avec le Noupé et le Haoussa pour Takedda, des rapports moins certains et sans doute plus récents avec le Bornou pour Hofrat en Nahas.

Avec le Noupé les rapports sont attestés dans la tradition dynastique d'Oyo disant que le grand-père maternel du fameux roi-dieu

(1)

%	Païens	Chrétiens	Musulmans	Statistiques de 1957-59
Nigeria Ouest	37	26	37	
Dahomey	78	20	2	
Togo	73	22	5	
Ghana	76	14	10	
Côte d'Ivoire	63	15	22	
Liberia	72	12	16	
Sierra Leone	75	5	20	

(2) F. WILLETT, *Ife and its Archaelogy* (bibliographie).
(3) FROBENIUS, *Mythologie de l'Atlantide*, trad. fse 1949.
(4) E. F. GAUTIER, *L'Afrique occidentale*, 1935.
(5) SAMUEL JOHNSON, *History of the Yorubas*, Londres 1921 (écrit en 1897).
(6) J. OLUMIDE LUCAS, *The religion of the Yoruba in relation to the religion of Ancient Egypt*, Lagos, 1948. Cet ouvrage, dénué de toute rigueur scientifique, a eu en pays Yorouba un retentissement comparable à celui des œuvres de Cheikh Anta Diop dans l'Afrique noire francophone.
(7) La Nok Culture a été découverte grâce à la reprise de l'exploitation des mines d'étain du plateau de Baoutchi.
(8) C'est l'Oba Ogouala qui fit venir d'Ifé à la fin du XIVe siècle, un maître fondeur nommé Igouegha qui fut déifié par la suite.

Shango était le roi de Noupé. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que Old Oyo (Katounga), capitale politique du royaume Yorouba d'Oyo jusqu'en 1837, était située à 150 km au nord de l'actuelle Oyo (1) et à 30 km environ de Djebba, grande ville du Noupé et terminus de la navigation fluviale sur le Niger. On n'a pas suffisamment souligné à notre avis sur le plan historique les conséquences d'un fait géographique unique dans toute l'Afrique, la navigabilité du Niger et de son affluent la Benoué sur 1200 km à partir de l'Océan pour la Benoué, 900 km pour le Niger. Il semble cependant évident que *l'existence même et le développement du royaume du Bénin, seul grand royaume forestier préportugais dans toute l'Afrique, sont liés étroitement à ses relations par voie fluviale avec la zone soudanaise* entraînant un échange facile de la kola guinéenne avec le cuivre et le coton soudanais.

L'importance de la voie fluviale Bénin-Noupé apparaît clairement dans la légende de Tsoede, fondateur de la dynastie des *etsou* (= roi) qui resta au pouvoir au Noupé jusqu'en 1835. Tsoede vécut au début ou à la fin du XV^e siècle suivant les auteurs. Il était le fils de l'*Atta* (= roi) Gara de Idah (ou Ede) et de la fille du chef de Nkou, village du Noupé situé sur la Kadouna près de son confluent avec le Niger. A cette époque le Noupé payait tribut au royaume Igala d'Idah (2) et ce dernier payait tribut au Bénin. Tsoede établit son autorité a l'ouest de la Kadouna et introduisit au Noupé la métallurgie du bronze et la fabrication des pirogues de grande dimension. Ses reliques et sa légende sont précieusement conservées aujourd'hui. Ainsi Nadel rapporte que, vers 1935, « chaque année un sacrifice était célébré à Egga sur le Niger à l'endroit où le canot de bronze amenant Tsoede et ses douze compagnons avait chaviré et les assistants apercevaient dans l'eau le reflet du bronze » (3). Une fois de plus nous voyons le caractère semi-divin des héros historiques africains. La légende de Tsoede montre également la double appartenance du Noupé à la « zone soudanaise » et à la « zone guinéenne ». Notons que les grandes statues en bronze de Djebba et de Tada (4) considérées généralement comme un cadeau de l'Atta d'Idah à Tsoede comptent parmi les plus belles œuvres de l'art nigérien.

Si, au XV^e siècle, les gens du Bénin remontaient le Niger jusqu'à Djebba dans des pirogues de grande dimension, pourquoi n'auraient-ils pas remonté également la Benoué jusqu'à Yola ou même Garoua (actuel Cameroun) où les péniches venues de Lagos déchargent aujourd'hui pendant deux mois et demi de l'année. Rappelons que Bénin-City est située à 40 km de l'ancien port de Gwato ou Huguato ou Ghoton, fréquenté par les négriers européens du XVI^e au XVIII^e siècle.

(1) Old Oyo était donc située dans la zone sud-soudanienne, alors qu'Ifé, capitale religieuse, est dans la zone forestière.
(2) Idah est situé à 100 km en aval du confluent Niger-Benoué.
(3) S. F. Nadel, *A black Byzantinum*, p. 73.
(4) Deux reproductions dans Hodgkin, *Nigerian Perspectives*, 1960, p. 80.

L'actuelle rivière Bénin est appelée Rio Fermoso par Duarte Pacheco Pereira (1) qui parle du « pays Opuu situé à cent lieues en amont de la branche principale du Rio Fermoso ». Gwato était donc relié par voie fluviale au fleuve Niger et on pouvait aller de Gwato à Yola aussi facilement qu'on va aujourd'hui de Lagos à Yola.

Nous pensons nécessaire de reprendre à la lumière de ces constatations géographiques la signification généralement attribuée à l'*Ogane* ou *Hooguanee* dont parlent de Barros et Duarte Pacheco Pereira. Après Talbot (2) et R. Mauny (3), tous les auteurs l'ont assimilé à l'*oni* (= chef religieux) d'Ifé. Pereira situe Hooguanee « *à l'est* du royaume de Beny (Benin) à 100 lieues (4) à l'intérieur ». De Barros parle d'un « voyage de vingt lunes *à l'est* de Beny » pour atteindre Ogane. Ces vingt lunes sont évaluées à cent cinquante lieues dans un manuscrit français de la Bibliothèque Nationale que nous avons pu consulter (5) et à deux cent cinquante lieues dans les « Voyages de Cadamosto » de 1553. (6) Que peut-on conclure de ces variations ? Tout simplement que ce fameux Ogane habitait *très loin* de Bénin. En tout cas il nous paraît impossible de placer à 200 km au nord-ouest ce que les Portugais indiquent expressément être situé à plus de 600 km à l'est.

Par ailleurs, comment ne pas être frappé par la ressemblance de l'Ogane décrit par de Barros « que l'ambassadeur du Bénin ne voyait jamais durant tout son séjour sauf derrière des rideaux de soie, car Ogane est considéré comme sacré » (7) et du *maï* du Bornou décrit par Ibn Batouta vers 1350 « qui ne se montrait ni ne parlait jamais à son peuple sauf derrière un rideau » (8). Ces rideaux de soie, les explorateurs anglais Denham et Clapperton les retrouvèrent en 1825 cachant le visage du sultan du Bornou et ils en rapportèrent une gravure (9).

A ceux qui pensent que le lac Tchad est trop éloigné de Bénin nous répondrons que Yola sur la Benoué est seulement à 6 ou 700 km du lac Tchad. Ce parcours en pays de savane est peu de chose à côté des 2 000 km de désert de la piste Bilma-Fezzan-Tripoli fréquentée depuis toujours par les Tchadiens. A la descente le voyage fluvial est très rapide et l'aller-retour Bénin-lac Tchad pouvait certainement être accompli en vingt lunes. La kola dont on connaît le rôle religieux et social chez les Musulmans d'Afrique a dû être à l'origine d'un trafic commercial régulier entre les forêts du Bénin et le Soudan tchadien. Les régions d'Ifé et de Bénin sont aujourd'hui les plus fortes

(1) Duarte Pacheco Pereira (né vers 1450, mort vers 1530) — *Esmeraldo de Situ Orbis* écrit vers 1506-1508 ; *publié pour la première fois en 1892*. Trad. f[se] R. Mauny avec notes, Bissao 1956, p. 137.
(2) P. A. TALBOT, *The People of Southern Nigeria*, Londres 1926, 3 vol., p. 282.
(3) R. MAUNY, note 280, p. 191, dans Esmeraldo.
(4) Une lieue portugaise = 5 920 mètres.
(5) JOAO DE BARROS (1496-1570) — *Première Décade de De l'Asie* publiée en 1553, trad. f[se] du début du XVII[e] siècle. Ms BN, n° 9 047, II[e] livre, Chap. IV.
(6) Trad. anglaise dans TH. HODGKIN, *Nigerian Perspectives*, p. 94.
(7) Trad. f[se] du passage dans P. MERCIER, *Civilisations du Bénin*, Paris 1964, p.59-60.
(8) Trad. angl. Hodgkin, *op. cit.*, p. 74.
(9) Reproduite dans HODGKIN, p. 176.

productrices de kolatier au Nigeria et « dans le royaume du Bénin, tout homme possédait au moins un kolatier à titre personnel » (1).

III. ORIGINE DES AKAN. BÉGHO. LE ROYAUME DE BONO-MANSOU

L'importance de la kola apparaît aussi clairement dans la naissance du plus ancien royaume historique de la région située entre Volta et Bandama, le royaume de Bono-Mansou. Dans cette région la bande de forêt-parc s'étend plus loin vers le nord qu'en Nigeria et la variété de kola (*cola nitida*) y possède des qualités de conservation très supérieures à celles de la kola du Bénin. Elle supportait le voyage jusqu'à Tombouctou et même la traversée du Sahara puisque Al Maqqâri (1591-1632) écrit dans son « Histoire générale des Arabes » qu' « il y avait au Moyen-Age des vendeurs de kola à Tlemcen » (2). D'autre part, au milieu du xv^e siècle, la « chronique de Kano » signale que « la route du Bornou à Gwanja (= Gondja de l'actuel Ghana) fut ouverte pour le trafic de la kola. Kafaba sur la Volta au sud-ouest de Salaga (Ghana) fut d'après J. Goody (3) le plus ancien marché de la kola (appelée Goro ou Gbanja) destinée au pays Haoussa ; des colonies de marchands Haoussa s'y établirent sans doute dès le xv^e siècle et poussèrent ensuite vers l'ouest où ils rencontrèrent des marchands Dioula de langue mandé qui, à partir de Begho, expédiaient la kola et l'or vers Bobo-Dioulasso et Djenné. Il y avait donc *avant* l'arrivée des Portugais une route commerciale joignant Djenné au Noupé et au pays Haoussa.

De quand date la fondation de la ville-marché de *Begho* (actuel village de Heni au Ghana) au sud du grand coude décrit par la Volta noire ? Voilà une énigme de l'histoire africaine qui est loin d'être élucidée et qui mériterait de nouvelles recherches archéologiques et ethnologiques. Le début du xv^e siècle nous paraît l'époque la plus vraisemblable et correspond, comme nous l'avons dit en étudiant l'empire Sonrhay (4), à la recherche de nouvelles sources d'or par les marchands de Djenné qui se voyaient coupés de l'or du Bouré (Guinée) après la conquête de la région Mopti-Ségou par le Sonni Madogo (vers 1400). Le pays *Banda*, aujourd'hui à cheval sur la frontière Côte d'Ivoire-Ghana, présentait pour les marchands musulmans encore plus d'intérêt que le pays Lobi (Haute Volta), car il était la clef de *deux* produits essentiels : l'or et la kola. L'or est très répandu dans toute la moitié orientale de la Côte d'Ivoire soit sous forme filonienne soit sous forme alluvionnaire. D'autre part, les rivières du Ghana comme la Tano, l'Ankobra, la Pra et son affluent l'Ofin sont extrêmement riches en or.

(1) MERCIER, *op. cit.*, p. 309.
(2) Cité par V. MONTEIL, *L'islam noir*, p. 274.
(3) J. GOODY, *The Mande and the Akan Hinterland*, *op.* cit., p. 203, p. 210. J. Goody donne les dates avancées par différents auteurs : Benquey (1906) avant le xi^e siècle — Meyerowitz (1954) xi^e siècle — Tauxier (1921) xii^e xiii^e — Wilks (1961) début du xv^e — Person (1961) début du xvi^e.
(4) *Supra*, p. 226-228.

Le « royaume de l'or » dit de Bono-Mansou avait sa capitale tout près de la source de la rivière Tano, lieu sacré qui était appelé le « bassin d'or », où l'on trouvait en effet des sables aurifères ; les habitants de Tekyiman (1) y font encore aujourd'hui des sacrifices. Mrs Meyerowitz les a décrits dans ses ouvrages consacrés aux Akan et au royaume de Bono-Mansou (2). Destinés avant tout à démontrer la thèse de l'origine « égyptienne » ou « akanienne » (3) des Akan habitants actuels du Ghana méridional, ces livres renferment beaucoup d'invraisemblances. Il est impossible par exemple d'admettre une chronologie d'après laquelle il y aurait eu sept souverains seulement en 239 ans. Si l'on compte une moyenne de quatorze ans pour chaque règne, on arrive à la date de 1540 pour le premier roi de Bono-Mansou et non à celle de 1295 soutenue par Mrs Meyerowitz.

Il paraît établi que la fondation du royaume de Bono-Mansou est postérieure à celle de la ville marché de Begho. Techiman est à moins de 100 km au sud-est de Begho et il semble logique de faire intervenir un élément nouveau, c'est-à-dire l'établissement du commerce côtier à partir de 1482, pour expliquer le développement d'une nouvelle puissance économique regardant vers le sud et non vers le nord comme Begho. Sensiblement à la même époque d'ailleurs, Begho fut abandonnée par une partie de ses habitants qui allèrent fonder Bondoukou (Côte d'Ivoire) à 50 km à l'ouest.

L'accord est loin d'être fait sur l'état du peuplement de l'actuel Ghana méridional à l'époque de la découverte portugaise. On peut toutefois affirmer que la forêt était pratiquement vide alors qu'elle est aujourd'hui avec certains secteurs côtiers la partie la plus peuplée. Un groupe linguistique connu sous le nom de *Gouang* (ou Guan) occupait l'actuel Gondja (entre les deux Volta) et s'étendait le long de la Volta inférieure et au sud de la zone forestière, dans la bande de plaines côtières jusqu'au Cap des Trois Pointes. Les différents peuples de langue Gouang seront par la suite refoulés ou assimilés par les nouveaux arrivants. Ainsi les Adjouti et les Aniagan iront au Togo, les Bazantché à Séméré (4) (Dahomey), cependant que les Nkounya et d'autres groupements constitueront des îlots de peuplement dans un ensemble ethnique différent. Le groupe le plus important vers l'ouest est celui des Brong (appelés Abron en Côte d'Ivoire). Ces habitants primitifs du Gondja s'étendront vers l'ouest au XVIII[e] siècle et constitueront le royaume de Bondoukou ou *Gyaman*.

(1) Tekyiman ou Techiman remplaça Bono-Mansou après sa destruction par les Achanti vers 1740.
(2) EVA MEYEROWITZ, *The Akan traditions of origin*, 1952.
The Akan of Ghana, their ancient beliefs, 1958.
At the court of an African king, 1962.
The divine Kingship in Ghana and Ancient Egypt, 1960.
(3) Les Ghanéens mécontents de voir que les historiens mettaient en doute leurs relations avec le Ghana historique ont imaginé un royaume *d'Akana* qui aurait existé 4 ou 5 000 ans avant J. C. et aurait dépassé Ghana en splendeur.
(4) HINDERLING, *Ein Beitrag zur Guan-Frage*, Korrespondenzblatt der geographisch-ethnologischen Gesellschaft, Bâle avril 1952 ; cf. R. CORNEVIN *Elements Guang au Togo et au Dahomey*, Encyclopédie mensuelle d'outre-mer, juillet 1954, n° 47, p. 236-239.

Les Nzima (Zema de Delafosse) et les Evalue semblent être les premiers représentants du groupe linguistique *Agni-Baoulé* qui soient arrivés sur la côte. C'est un chef Evalue nommé Kwamina Ansa qui autorise en 1482 Don Diogo d'Azambuja à construire une forteresse dans son village de Duas Partes, appelé plus tard Elmina. Ruy de Pina (1) décrivant la rencontre écrit : « Le roi nègre Caramansa était nu, les bras, les jambes et le cou couverts de chaînes et autres joyaux en or ciselé ; une infinité de sonnettes et de colliers en or, très longs, lui pendaient des cheveux et de la barbe ». Les Evalue et les Nzima venus de la région de Bouna, à l'angle nord-est de la Côte d'Ivoire traversent la forêt large de 300 km en suivant peut-être la rivière Tano qui aboutit sur la côte à la frontière Ghana-Côte d'Ivoire. Arrivés sur la côte ils s'étendent vers l'est en direction d'Axim et Elmina où ils rencontrent alors le premier élément du troisième groupe linguistique, le groupe *Twi*. On pense que les Twi sont venus au début du XV[e] siècle de la région de Techiman-Bono-Mansou, située juste au nord de la forêt, et qu'ils ont suivi à travers la forêt la piste passant par Koumassi (2) pour s'établir dans la bande côtière entre Accra et Secondi. C'est seulement *après* l'arrivée des Portugais que la forêt commencera à se peupler de parlant-Twi. Ceux-ci occuperont progressivement toute la région qui s'étend entre la Tano et la Volta pour y fonder à partir du XVII[e] siècle des royaumes forestiers.

De ce bref exposé nécessairement incomplet et schématique il importe de retenir ceci : *les trois groupes linguistiques Gouang, Agni-Baoulé et Twi sont apparentés* et on retrouve certaines liaisons historiques dans les traditions. Ainsi Delafosse entendit raconter à un chef Agni de la région d'Assinie (Côte d'Ivoire) (3) qu' « il y a très longtemps toutes les tribus Kyi (= Twi), Zéma (= Nzima du Ghana ou Apolloniens de Côte d'Ivoire) et Agni, depuis Accra jusqu'à la Comoé et depuis la mer jusqu'à la Volta, obéissaient à un seul roi nommé Ano-Asema... dont on ignore quelle était la tribu. Plus tard un autre chef nommé Kwakou Aka, résidant en Apollonie (frontière Côte d'Ivoire-Ghana), réunit encore sous son autorité tous les peuples Agni-Achanti » (ou *Akan* suivant la terminologie actuelle). Delafosse poursuit : « Beaucoup plus tard vers 1700, les rois des Achanti essayèrent de reconquérir cette hégémonie et forcèrent à payer tribut, les armes à la main, les diverses fractions Twi et Agni ». La Confédération Achanti, au XVIII[e] siècle, s'est donc appuyée sur une unité linguistique préexistante, unité qui confine à l'identité pour les principaux dialectes du groupe Twi : Akyem, Asante (Achanti), Fante, Akwapim (ou Twi proprement dit), qui sont mutuellement intelligibles. Une telle unité linguistique est loin d'exister dans les autres pays de la « bande guinéenne » et on conçoit qu'elle ait facilité la propagande nationaliste

(1) RUY DE PINA (né vers 1440, mort vers 1520), *Chronique du roi Dom Joao II*, trad. fse dans CASTRO E ALMEIDA, *Les grands navigateurs et colons portugais du XV[e] et du XVI[e] siècle*, 1934, p. 108.
(2) Koumassi sera fondée beaucoup plus tard au début du XVIII[e] siècle.
(3) DELAFOSSE, *Vocabulaires comparatifs de plus de 60 langues ou dialectes parlés à la Côte d'Ivoire et dans les régions limitrophes*, 1904, note de la p. 108.

au Ghana, avant et après son indépendance, puisqu'elle concerne la partie de beaucoup la plus riche et la plus peuplée (1) du pays.

De l'étude du peuplement il faut aussi retenir que l'immense majorité des peuples de la bande guinéenne, entre la Volta et la Bandama, s'est installée dans son habitat actuel *après* l'arrivée des Portugais, ce qui constitue une différence importante avec la région ouest de Nigeria où les ancêtres des Yorouba et ceux des Edo du Bénin étaient établis dans la zone forestière vers le x^e^ siècle. Il n'en faut pas conclure que la « civilisation » a été amenée par les Européens dans cette partie de la bande guinéenne. Nous nous trouvons ici comme en pays Yorouba-Edo devant une société et une religion parfaitement structurées et devant une conscience historique particulièrement nette. Mais il faut répéter encore une fois que ce mot d'Histoire a un sens tout différent suivant le contexte géographique. D'où l'intérêt de travaux comme ceux de Mrs Meyerowitz sur le royaume de Bono-Mansou qui est à l'origine de tous les royaumes de la forêt. S'ils sont très criticables du point du vue de l'historien européen soucieux d'établir la « Vérité historique », ils mettent bien en évidence *le caractère sacré des traditions historiques* qui ne peuvent être confiées à un étranger sans qu'on ait au préalable consulté les esprits des ancêtres royaux et procédé à des sacrifices et à des libations. L'histoire ne tend pas ici à être une science exacte mais une « révélation ». Pour être admis à y participer, l'étranger doit s'assimiler la structure mentale des indigènes, c'est-à-dire qu'il doit avoir traversé la forêt en dehors des routes goudronnées et avoir perçu lui-même physiquement la sensation d'étouffement et de peur née de l'absence de lumière et de l'envahissement végétal pour comprendre l'angoisse métaphysique qui domine la vie quotidienne des Noirs de la Forêt.

A l'heure actuelle où les villages de la forêt sont groupés autour des routes et où le cacao a apporté la richesse, le poids des interdits, la présence constante du surnaturel demeurent un élément essentiel dans la vie des Akan (2), même chez ceux des villes. Ici plus qu'ailleurs ce n'est pas à la lumière de théories économiques occidentales qu'on peut expliquer la « sociologie de la nouvelle Afrique », pour reprendre le titre d'un ouvrage paru récemment (3). En ignorant le contexte historique et religieux on aboutit à d'énormes contresens dans l'interprétation du « Nkroumaïsme » et de ses excès.

IV. DE LA DÉCOUVERTE PORTUGAISE A 1700

Il est impossible de définir pour la bande guinéenne des coupures historiques aussi nettes que les années 1591 ou 1804 pour la bande

(1) Environ 80 % de la population totale du Ghana vivent au sud de la Volta noire et appartiennent au groupe linguistique Akan.

(2) Jane Rouch, *Ghana*, 1964, 202 p., le met très bien en évidence, autant par des photographies que par le texte ; « Le Ghana est un état d'âme. Il ne s'apprend pas dans un livre. Il faut le vivre dans son devenir », p. 200.

(3) Jean Ziegler, *Sociologie de la nouvelle Afrique*, 1964, 380 p.

soudanaise. Cependant, alors que l'islam apparaît comme le dénominateur commun dans la bande soudanaise, la présence des Européens sur les côtes constitue ici un facteur d'unité historique, mais il ne faut pas oublier que l'influence culturelle des Européens a été quasi-nulle et même souvent négative jusqu'à l'installation des premières œuvres missionnaires au début du XIX^e siècle, mais que, d'autre part, le « cycle infernal de la traite » a été déterminant dans l'extension de la puissance politique des trois grands États guinéens au XVIII^e siècle : Oyo, Dahomey et Achanti. Nous étudierons donc à part le XVIII^e siècle en raison du caractère exclusif de la traite à cette époque. Avant 1700 nous suivrons la côte africaine d'est en ouest puisque le royaume du Bénin fut le seul État organisé de la bande guinéenne à être connu des Portugais au XV^e siècle.

I. Peuples et royaumes entre Niger et Volta.

Le Bénin avait commencé son expansion territoriale *avant* l'arrivée des Portugais. C'est, d'après la tradition rapportée par le chef Egharevba (1), l'oba Ewuare le Grand, quinzième oba depuis le fils d'Oranmiyan fondateur de la dynastie, qui aurait reçu la visite de Joâo Affonso d'Aveiro vers 1484. On comprend qu'il ait accueilli avec joie ces hommes blancs venus de la mer qui lui apportaient ce cuivre jaune ou rouge, si difficile à se procurer jusqu'alors. On comprend que son successeur Esigie (début du XVI^e siècle) ait favorisé la propagande chrétienne, laissé constuire plusieurs églises et autorisé ses sujets à recevoir le baptême. Mieux encore il apprit lui-même le portugais, envoya un ambassadeur à Lisbonne avec un magnifique crucifix de laiton de fabrication locale et emmena vers 1516 deux prêtres portugais dans une campagne contre le roi d'Idah. Comme le remarque finement de Barros (2), il recherchait dans le catholicisme une force magique supplémentaire qui l'aiderait à vaincre ses voisins, mais restait pour sa part attaché à ses propres dieux. Il ne se convertit pas lui-même comme son contemporain Alfonso 1^er du Congo.

En dehors du cuivre, les Portugais installés à Gwato proposaient des vêtements et des armes contre du poivre, de l'ivoire, des peaux de léopard et surtout des esclaves qui étaient revendus sur la Côte de l'or. Mais par suite de la forte mortalité qui régnait parmi leurs équipages, ils abandonnèrent leur comptoir de Gwato en 1520 et ne gardèrent de relations officielles qu'avec *le royaume Itsekiri de Warri* (ou Owhere) fondé au milieu du XV^e siècle par un fils de l'oba du Bénin. Dès le début du XVII^e siècle Warri s'était rendu indépendant de Bénin. Son *olou* (= roi) épousa une femme portugaise vers 1605 et eut un fils, Dom Antonio Domingo, qui régnait en 1644, faisait entretenir l'église catholique et importer des livres en portugais (3). Nous verrons

(1) J. U. EGHAREVBA, *A short History of Benin*, 3^e éd. Ibadan 1960.
(2) 1^re Décade. Livre III chap. 3 dans Hodgkin, p. 88.
(3) O. DAPPER, *Description de l'Afrique* dans *Hodgkin*, p. 130-131, 1686 (1^re éd. 1668).

qu'à la fin du XVIIIe siècle le roi montrait encore fièrement des croix et des statues de saints, mais ne savait plus le portugais.

Au XVIIe siècle *Bénin* avait, semble-t-il, déjà perdu de sa puissance d'expansion, mais le royaume s'étendait encore de Lagos à Bonny et contrôlait donc la voie navigable ininterrompue qui s'étend parallèlement à la côte au Dahomey et en Nigeria.

Du *royaume d'Oyo* nous ne savons pas grand chose de précis avant le XVIIIe siècle. Il semble qu'il ait été conquis par le Noupé dans la première moitié du XVIe siècle et qu'il ait alors organisé une cavalerie puissante lui permettant de contrôler ses voisins méridionaux, tout au moins ceux des zones de savane. Avec Old Oyo et le Noupé nous sommes, en effet, dans la bande sud-soudanienne de l'Afrique, extrêmement mal connue au point de vue historique du fait qu'elle a été ignorée à la fois des historiens musulmans du nord et des Européens de la côte. Il serait intéressant d'entreprendre une étude d'ensemble sur la *route de la kola* joignant le pays Haoussa au Gondja et à l'Achanti. Nous avons dit qu'elle avait été ouverte au milieu du XVe siècle. Elle traversait le Niger à Boussa (Nigeria), puis passait par le royaume bariba de Nikki (Dahomey), où un royaume fut fondé par une dynastie venue de Boussa au début du XVIe siècle, puis par Djougou (Dahomey) et Kabou (Togo) pour atteindre Kafaba (Ghana) sur la Volta (ou Salaga à partir du XVIIe siècle).

Une ligne plus méridionale, située celle-là dans la « bande guinéenne », va de Bénin à Ilé-Ifé, capitale religieuse des deux royaumes de Bénin et d'Oyo, puis Kétou (Dahomey) où des Yorouba ont fondé un royaume peut-être avant le XVIIe siècle, puis Tado (Togo) dont nous avons dit les liaisons anciennes (XIIIe siècle ?) et imprécises avec Oyo et Ifé. Le premier roi de Tado aurait été un frère d'Oranmiyan.

Tado semble avoir eu une grande importance au XVe siècle et avoir établi sa souveraineté sur les peuples de langue Adja, établis depuis très longtemps sans doute dans la région du Mono inférieur (frontière Togo-Dahomey). Notons que cette langue Adja, mère des deux groupes linguistiques Evhé et Fon beaucoup plus connus du grand public, est différente de la langue yorouba, bien qu'appartenant à la même famille Kwa orientale dont nous avons parlé au début de ce chapitre. S'il existe des ressemblances linguistiques, elles portent sur des acquisitions culturelles précises. On a remarqué par exemple que les seize mots de l'*odou* ou configuration des devises divinatoires (Fâ) sont presque les mêmes depuis l'Idoma (à 160 km à l'est du bas Niger au sud de la Benoué, jusqu'au pays Evhé (Togo et Ghana)) (1). Mais cette identité n'empêche pas la langue Edo parlée dans le royaume du Bénin d'être très différente du Yorouba, du Noupé et du groupe Adja-Evhé-Fon, pour ne citer que les principales des langues parlées entre bas Niger et basse Volta.

C'est probablement à la fin du XVIe siècle que se produit le premier

(1) ROBERT G. ARMSTRONG, *The use of linguistic and ethnographic data in the study of Idoma and Yoruba History*, in The Historian in Tropical Africa, p. 127-140.

Limites des états actuels
au-dessus de 1000 m
Limite approximative de la bande guinéenne
Limite approximative de la forêt dense
Nombre de mois où les biefs sont navigables
Principales voies commerciales
Bénin Métropole religieuse
0 100 200 300 km

vers Takedda (500 km N. de Zinder)
Zinder
vers Bilma et Tripo
Ngazargamo
HAOUSSA
Kano
Maïdouga
Zaria
Nafada
Gongola
Kola
Route de la Kola
Kabou
Djougou
Nikki
Boussa
Kontagora
Bassari
Rapides
NOUPE
Baoutchi
Jos
Katagoum
Nok
Djemaa
Zone d'expansion de la Nok Culture
Salaga
Raba
Gbara
Bida
OLD-OYO
Djebba
Noupéko
Egga
Chaki
Ilorin
TCHABÉ
Savalou
Savé
OYO
EKITI
IFE
DASSA
Atakpamé
Tado
Paouignan
Kétou
Abomey (DANHOMÉ)
FON
Oyo
Ochogbo
Ibadan
Ile-Ifé
EGBADO
EGBA
Abéokouta
Ondo
Ijebou-Odé
IJEBOU
Palimé
Nuatja
AGBOGBOMÉ
ADJA
Allada (ARDRES)
Savi (XAVIER)
Offra
EVHÉ
MINA
Volta
Lomé
Anécho (PETIT-POPO)
Grand-Popo
Ouidah (JUDA)
Jacquin
Cotonou
Porto-Novo (ADJATCHÉ)
Badagry
Lagos
Gwato
Bénin
EDO
Sapélé
Warri
GA-ADANGMÉ
Kéta
Addah
Accra
Riv. Bénin ou Formosa
Riv. Escravos
Forcados
Ramos
IJAW
Akassa
Migrations Ga-Adangmé fin XVII[e] S.
Migrations Ga-Adangmé XVI[e] S.
Lokoja
Ibi
KOROROFA
Bénoué
Yola
IDOMA
Idah
Katsena-Alah
ADAMAOUA
Tibati
Niger
Onitsha
Mamfe
Cross River
Aro-Choukou
IBO
IBIBIO
Foumban
Djang
Port-Harcourt
Old-Calabar
EFIK
New-Calabar
Nkongsamba
Opobo
Bonny
Mt Cameroun
Douala
Sanaga

Carte 19 : Bande guinéenne du Niger à la Volta.

grand départ de Tado (1) vers le sud-est, en deux migrations principales dirigées vers le pays habité depuis très longtemps par les Aïzo et les Fon. Les *Houéda* vont fonder dans le sud-ouest de l'actuel Dahomey le royaume de *Savi* avec la ville de Gléhoué ou Ouidah, située très près de la mer. Les *Agassouvi* ou « fils de la panthère » vont fonder trois royaumes : *Allada* (ou Ardres), le plus ancien, puis *Porto Novo* (ou Adjatché) et *Abomey*, qui deviendra le plus célèbre et le plus puissant aux XVIIIe et XIXe siècles. Au cours du XVIIe siècle, un autre courant migratoire s'ébranle à partir de Tado, cette fois-ci vers l'ouest, il va être à l'origine des différentes fractions *Evhé* qui s'installeront d'abord à Nuatja et Agbogbomé (Togo), puis continueront leur poussée vers le sud-ouest à la suite du « grand exode de Nuatja » (vers 1720) déterminé par les exactions du tyran Agokoli. Ils iront ainsi jusqu'à la basse Volta (Ghana) où ils rencontreront le groupe linguistique le plus occidental de la famille Kwa orientale, les Ga-Adangmé venus sans doute par voie maritime ou lagunaire à partir du Bénin jusqu'à la plaine d'Accra au début du XVIe siècle.

Les Evhé du Togo et du Ghana n'ont pas constitué de royaume comme ceux fondés dans l'actuel Dahomey par les Houeda et les Agassouvi. Aussi ne savons-nous pratiquement rien d'eux avant les missionnaires du XIXe siècle. Par contre, les royaumes de Savi et d'Allada seront connus des négriers européens portugais, hollandais, puis anglais et français, dès la fin du XVIe siècle. Dans les textes de l'époque le *royaume de Savi* est généralement appelé Adjudah. Ouidah est *Juda* ; ses habitants sont les Judaïques. Savi est souvent nommée Sahé ou Xavier. Les Français et les Anglais construisent un comptoir fortifié à Juda en 1671 (2) et en tireront les premiers 6 ou 700 noirs par an, les seconds 14 à 15 000 jusqu'en 1700 (3). Le *royaume d'Allada* possédait un débouché sur la lagune de Cotonou à Offra appelée aussi Petit Ardres voisine de Djekin ou Jacquin (aujourd'hui Abomey-Calavi), la ville d'Allada s'appelait *Grand Ardres.* ou Grand Arder. En 1658 le roi d'Ardres envoie deux ambassadeurs à Madrid pour demander des missionnaires qui resteront seulement une année (1661). En 1670 il autorise les traitants portugais à s'installer à Godomey et envoie un ambassadeur à la cour du roi Louis XIV, mais il se brouille ensuite avec les Français qui iront s'installer à Ouidah vers 1682. En 1687 Ducasse note que les Hollandais chargent annuellement 4 à 5 000 esclaves à Offra.

Le royaume d'Abomey situé au nord d'Allada à 150 km de la côte environ apparaîtra seulement au XVIIIe siècle dans les récits européens. Il a été fondé au début du XVIIe siècle par Do Aklin (ou Dogba-

(1) Voir H P A N, p. 395 à 418 — Histoire du Dahomey — Histoire du Togo.
(2) Fort Williams des Anglais, fort Saint-Louis de Gregory des Français. Le fort portugais qui sera construit en 1721 dépendait en réalité de Bahia du Brésil et non de Lisbonne.
(3) SIMONE BERBAIN, *Le comptoir français de Juda au* XVIIIe *siècle* 1942, p. 51, d'après :
DUCASSE, *Mémoire ou relation du sieur Ducasse sur son voyage de Guynée en 1687-1688.*

grin) mort vers 1620, mais Houegbadja (1645-1685) est considéré comme le véritable fondateur du royaume qui s'appellera dorénavant *Danhomé* (1) mais restera limité jusqu'au grand règne d'Adagja (1708-1732) à une centaine de km² autour d'Abomey-Bohicon.

Nous avons volontairement beaucoup simplifié un ensemble de migrations complexes. Le nombre des royaumes existant entre Niger et Volta nécessite une étude analytique qui risque de faire oublier un fait historique essentiel et méconnu en raison du découpage colonial. Habitués à considérer les quatre pays actuels du Nigeria, Dahomey, Togo, Ghana, exclusivement à l'intérieur de leurs frontières, les Européens n'ont pas pris conscience de l'*existence avant le XVIII*e *siècle de trois grandes lignes de liaison transversale.* 1° Au nord, dans la bande sud-soudanienne, la route de la kola joignant Boussa à Salaga ; 2° au nord de la bande guinéenne proprement dite, le long d'une ligne Bénin, Ile Ifé, Ketou, Abomey, Nuatja, Palimé, Ketah, ont eu lieu des échanges culturels, religieux et politiques très anciens et persistants ; 3° enfin, parallèlement à la côte il existe une voie navigable ininterrompue, longue d'environ 750 km entre Opobo et Cotonou, atteignant même Grand Popo jusqu'à la fin du XIXe siècle (2), dont les Européens utilisant seulement les transports maritimes n'ont pas vu l'importance.

2. **Peuples et royaumes entre Volta et Comoé.**

Le fait historique principal est la *pénétration de la zone forestière par divers groupes Akan.* Ce mouvement de population vers le sud n'est pas dû uniquement, comme on a tendance à le croire, à la présence des Européens sur la côte, mais également à un état d'insécurité dans la zone sud-soudanienne, consécutif à la constitution puis à la désintégration de l'empire Sonrhay. C'est ainsi que nous avons vu, en étudiant le commerce de Djenné, les orpailleurs du pays Lobi (Haute Volta) abandonner cette région, sans doute au début du XVIIe siècle et partir vers le sud (3). Ils ont très probablement introduit la technique des puits d'extraction de grande profondeur dans l'est de la Côte d'Ivoire, en pays Agni-Baoulé. D'autre part, on assiste à une expansion politique de peuples du groupe Mandé, aboutissant à la formation de plusieurs « royaumes » dans le nord-est de la Côte d'Ivoire et la partie du Ghana qui est située entre les deux Volta (Gondja). Malheureusement — nous l'avons déjà dit pour le Noupé et la route de la kola de Kano à Salaga — cette région de l'Afrique est particulièrement défavorisée du point de vue de l'historien. Les repères chronologiques sont extrêmement difficiles à établir du fait qu'elle est

(1) Voir pour l'interprétation discutée de ce nom R. CORNEVIN, *Histoire du Dahomey*, p. 95-96.
(2) Dans un ouvrage anonyme de 351 pages publié sur le Dahomey en *1906* il est écrit p. 38 que « de vieux indigènes se souviennent qu'on pouvait autrefois se rendre en pirogue de Porto Novo à Ouidah et Grand-Popo ; *la solution de continuité entre Godomey et Ouidah n'existait pas* ».
(3) *Supra*, p. 226-229.

Limite des états actuels
Limite approximative de la bande guinéenne
Limite approximative de la forêt dense
au-dessus de 1000 m
Principales voies commerciales
GYAMAN Nom de royaume
VAÏ Nom de peuple
● PRESTEA Filon aurifère exploité
Groupe AKAN
0 100 200 300 400 km

vers Djenné
MOSSI
Ouagadougou
Sikasso
Bobo-Dioulasso
GOUROUNSI
LOBI
Loropéni
Kampti
Wa
Gambaga
DAGOMBA
Yendi
Tamalé
Nyanga
Daboya
NTA
GONDJA
Bouna
Bolé
Buipé
Kong
Dabakala
BANDA
Banda
Salaga
Kafaba
Broumassi
Bondoukou
Groumania
Begho
Kintampo
Techiman
(BONO-MANSOU)
Nkoranza
Wenchi
ABRON
GYAMAN
BRONG
Wam
Bouaké
Warebo
BAOULÉ
INDENIE
DORMAA
Abengourou
Mampong
Juaben
Dimbokro
ANYI
AHAFO
ACHANTI
Koumassi
OBOUASI
Akromanti
AKIM
ASIN
AKWAMOU
AKWAPIM
ATIÉ
Agboville
Twifo
DENKIRA
FANTE
Abidjan
SANWI
PRESTEA
TARKWA
Grand-Bassam
Assinie
Axim
Elmina
Cape-Coast
Secondi
Accra
GA
Timbo
Kindia
Faranah
Kankan
Niger
Gr de Scarcies
Kissidougou
Odienné
Port-Lokko
TEMNÉ
Freetown
Macenta
Kennema
GUERZÉ
Nzérekoré
Seguela
Man
Ile Sherbro
VAÏ
Galhinas
Little-Cape-Mount
Monrovia
BASSA
KROU
Cestos
GUÉRÉ
Daloa
BÉTÉ
Sassandra
Cavally
Grand-Cess
Volta Noire
Blanche
Comoé
Nzi
Bandama
Tano
Ofin
Pra
Afram
Ankobra

CARTE 20 : Bande guinéenne à l'Ouest de la Volta.

située *entre* le Soudan nigérien couvert par la documentation arabe et la bande côtière couverte par la documentation européenne. Seule la Chronique du Gondja (Kitâb Ghunja) fournit des dates entre 1550 (conversion des rois à l'islam) et 1765 (1).

Ceci explique les dates variables attribuées suivant les auteurs à la fondation des royaumes de Bondoukou, Bouna et Kong (Côte d'Ivoire) et à celle du royaume Gondja (Ghana) (2) ou à la destruction de Begho (Ghana). A l'heure actuelle il apparaît impossible d'affirmer des dates précises. Il semble toutefois qu'on puisse situer dans la première moitié du XVIIe siècle ces événements qui ont tous entraîné des mouvements de population vers la région forestière où l'on était à l'abri de la cavalerie du nord. En particulier la conquête du Gondja par le conquérant mandingue Soumeila Ndewoura Jakpa entraîna des milliers de réfugiés au sud de la Volta Noire. Jakpa transféra le marché de la kola de Kafaba à Salaga et fut tué à Broumassi en 1672 (?) au cours d'une campagne contre le royaume de Bono-Mansou. Son royaume s'étendait alors sur 350 km d'est en ouest depuis Bole (à 50 km à l'est de la frontière Ghana Côte d'Ivoire) jusqu'à Bassari (Togo). Mais sa durée allait être très éphémère puisqu'il sera au XVIIIe siècle battu par les Dagomba puis par l'Achanti.

Il semble douteux que des relations commerciales entre Begho et la côte aient existé à l'époque de l'arrivée des Portugais, car on voit mal quelles productions auraient donné lieu à des échanges. Mais les populations fixées sur la côte en 1471 étaient pour la plupart originaires du nord ou encadrées par des élites venues du nord qui avaient dû traverser la forêt, sauf celles venues par la trouée de la Volta. La nouvelle de l'arrivée sur la côte de blancs qui apportaient des tissus, des perles et des bracelets de laiton fut probablement transmise immédiatement vers le nord, vers ceux qui avaient préféré demeurer dans le pays des ancêtres au nord de la forêt plutôt que de venir s'installer dans la bande côtière. En 1506-1508, 25 ans après la construction de la forteresse d'El Mina, Duarte Pacheco Pereira cite les noms de tribus auxquelles appartiennent les « Nègres qui apportent à la côte de l'or à partir de contrées lointaines : Bremus, Atis, Hacanys, Boroes, Mandinguas, Cacres, Andeses ou Souzos » (3). Mais ils sont bien difficiles à interpréter. Un seul fait apparaît certain : c'est que les Portugais dès la fin du XVe siècle achetaient aux indigènes de la côte non seulement de l'or provenant des rivières locales (rivières Ankobra et Pra en particulier) mais encore de l'or apporté de la région Bondoukou, Begho, Bono-Mansou par des colporteurs traversant la forêt.

Deux pistes principales étaient utilisées à travers la forêt. L'une, occidentale, allait de Begho à Wam, puis obliquait vers le sud-est

(1) IVOR WILKS. *The growth of Islamic learning in Ghana*, in JHSN II, 4, 1963, p. 409-417.
(2) Voir H P A N, Bondoukou p. 426-27, Kong p. 269, Gondja p. 424.
(3) Esmeraldo... *op. cit.* p. 125. En note 254 R. Mauny indique qu'il s'agit des Attié, Akan, Brong-Abron, Mandingues, Sousou, les noms de Bremus, Cacres et Andeses restant indéterminés.

pour atteindre la côte à Elmina. L'autre, centrale, passait par Bono-Mansou, Tafo (à côté de Koumassi) et aboutissait près de Cape Coast. Plus tard une troisième piste orientale fut utilisée qui suivait les vallées de l'Afram et de la Volta vers Accra (1). A partir du XVIe siècle, de petits groupes suivirent ces pistes pour s'installer *dans* la forêt, où il y avait également de l'or alluvionnaire ou filonien à exploiter. La ville de Fomasé située sur la piste centrale à mi-chemin entre Bono-Mansou et Elmina fut fondée par des Nzima, peut-être dans la première moitié du XVIe siècle. A la fin du siècle les *Akwamou* venus sans doute de la région de Bouna (Côte d'Ivoire) s'installent dans la partie méridionale de la forêt.

Au XVIIe siècle la pénétration de la forêt amorcée au XVIe siècle va s'intensifier. Le plus ancien royaume forestier est celui de *Denkira* ou Denkyera fondé vers 1620. Son expansion militaire apparaît en rapport direct avec le changement de caractère du commerce européen sur la côte. En 1621 est créée la Compagnie Hollandaise des Indes Occidentales. Les Hollandais prennent aux Portugais Elmina en 1637, Axim en 1642. En 1631 les Anglais construisent un fort à Kormantin et fondent la « Company of London Trading into Africa ». La traite — car elle a maintenant largement supplanté le commerce de l'or — devient compétitive à partir du milieu du XVIIe siècle. Les fournisseurs d'esclaves de l'intérieur auront donc plus de facilité qu'ailleurs pour obtenir de bons prix et en particulier ils pourront réclamer en paiement des armes à feu. Ce qui explique l'hégémonie imposée aux groupements forestiers par le royaume de Denkira, mais explique aussi la résistance de ses tributaires qui peuvent également acheter des armes. A la fin de XVIIe siècle ils s'uniront sous la conduite d'un chef Achanti nommé Oseï Toutou et ce sera le début de la confédération Achanti et la fin du royaume de Denkira vaincu à la bataille de Feyase en 1699.

Une portion des Akwamou, installée dans le pays Twifo avait été vaincue par les Denkira vers 1650. Les Akwamou se déplacent alors vers le sud-est et font pression sur les Gâ que nous avons vu s'installer dans la plaine d'Accra au début du XVIe siècle avec les Adangme venus comme eux du Bénin. Les Gâ sont vaincus par les Akwamou à Ayawaso en 1660 (2). Une partie d'entre eux quittera en 1687 la région d'Accra et viendra s'installer dans les régions de Grand Popo (Dahomey) et d'Anécho (= Petit Popo) au Togo, où ils seront rejoints par des Fanti d'Elmina et où ils sont connus sous le nom du Guin ou Mina (3). Cet exemple d'une double migration en sens contraire est intéressant parce que les Mina du Togo et du Dahomey constituent, malgré leur petit nombre, une part notable des classes dirigeantes de ces deux pays ; d'autre part il montre bien la complexité des apparentements linguistiques et culturels en Afrique, les Mina du

(1) IVOR WILKS, *A medieval trade route...* op. cit., p. 338.
(2) De nos jours les pêcheurs Gâ refusent de sortir leurs pirogues le *mardi*, jour anniversaire de la bataille d'Ayawaso, *in* JANE ROUCH, *Ghana*, p. 197.
(3) Voir *Histoire du Dahomey*, p. 59-60, *Histoire du Togo*, p. 60-61.

Togo-Dahomey ayant abandonné la langue Gâ pour un dialecte Evhé.

3. A l'ouest de la Comoé.

La forêt dense s'étend sans solution de continuité sur le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, la totalité du Liberia, le sud-est du Sierra Leone. Il n'y a ici rien de comparable aux structures étatiques rencontrées dans la partie orientale de la bande guinéenne. En outre, la côte fut très peu fréquentée par les Européens. D'où une absence presque totale de documents écrits, oraux ou archéologiques qui rend pratiquement impossible toute tentative de synthèse historique précoloniale.

V. LA BANDE GUINÉENNE AU XVIIIe SIÈCLE

1. De la rivière Cross à la rivière Forcados.

Ce secteur de la côte correspond à peu près à la frontière maritime de la « région Est » de l'actuelle Nigeria. La région du delta proprement dit est occupée par une formation végétale très particulière la forêt-marécage ou mangrove ; elle semble avoir été habitée dès avant l'arrivée des Portugais par de petits groupes de pêcheurs Ijoh (= Ijaw) dont la langue n'est apparentée à aucune autre langue de Nigeria et dont certaines fractions affirment que leurs ancêtres se réfugièrent dans le delta pour fuir la domination du Bénin au XVe siècle. Dès le début du XVIIe siècle des navires négriers vinrent ancrer à Brass, Bonny et Old Calabar. La traite se développa très vite car, si la mangrove est peu hospitalière, l'arrière-pays du delta est extraordinairement peuplé : c'est le pays *Ibo* connu pour ses densités humaines de type « chinois » ou « égyptien » atteignant jusqu'à 400 habitants au km² dans la province d'Owerri. Contrairement aux Yorouba, les Ibo ne sont jamais groupés dans des villes, et leurs villages dispersés dans la forêt ne sont bien souvent que des groupes d'habitations familiales. Les Ibo n'ont jamais formé de royaume et leur histoire est essentiellement celle de leurs réactions devant la traite, mais elle est fort intéressante à ce point de vue. De même qu'au XXe siècle ils adhéreront en masse au christianisme et aux techniques occidentales (1), on les voit dès le début du XVIIIe siècle organiser le contrôle du commerce du delta en utilisant le recours à l'oracle du dieu suprême Ibo, Choukou, résidant à Arochoukou près de la rivière Cross. Dans la deuxième moitié du XVIIIe on voit se former dans les ports négriers une classe de bourgeoisie marchande qui adopte les vêtements et le mobilier européen, pratique le « pidgin english » et

(1) Les Ibo (environ 8 millions) jouent depuis l'indépendance un rôle déterminant dans l'orientation à gauche de la politique de l'*United Progressive Grand Alliance*. Le docteur Namdi Azikiwe est un Ibo.

envoie parfois ses fils en Angleterre. A cette époque la traite atteint des chiffres impressionnants. Le capitaine Adams écrit que, de 1780 à 1800, 370 000 esclaves Ibo ont été vendus sur les marchés de Calabar et Bonny. Mais on constate aussi que, dès cette époque, le port d'Old Calabar a l'habileté d'organiser une exportation croissante d'huile de palme vers l'Angleterre, la traite se faisant surtout à partir de Bonny.

Le royaume de Warri à l'ouest du delta fut visité à la fin du XVIII^e^ siècle par le capitaine anglais Adams et le capitaine français Landolphe. Tous deux entretinrent d'excellentes relations avec son roi et ont laissé des témoignages intéressants (1-2). Nous citerons ici un passage des Mémoires de Landolphe qui mérite d'être connu. A Landolphe qui veut le remercier de son accueil en 1783, le roi de Warri répond : « Je suis noir et tu es blanc ; quand tu arriveras en France tu diras à tes armateurs que, par toute la terre, les hommes se ressemblent malgré leur couleur ; que le noir et le blanc n'apportent aucune différence dans les sentiments d'humanité et que les secours mutuels sont une loi de la nature. » Landolphe emmène alors en France le prince héritier nommé Boudakan et lui fait donner des maîtres à danser, de musique, de langue française et d'écriture. Il le ramène à Warri en 1786 mais en 1799, lors d'un nouveau voyage, il apprendra que le prince Boudakan « ayant rapporté de France des connaissances trop étendues pour son pays avait avalé la mauvaise fétiche, c'est-à-dire qu'on l'empoisonna » (2e vol., p. 343). Cette citation, comme la précédente, aurait pu être méditée avec fruit par beaucoup d'Européens trop pessimistes sur le moralité des Noirs ou, au contraire, trop optimistes sur les possibilités d'assimilation réciproque de deux cultures différentes.

2. **Le royaume de Bénin** ne semble pas avoir décliné brutalement au XVIIIe siècle, comme on le dit souvent. Mais il a été moins fréquenté par les négriers européens, peut-être parce qu'il refusait de vendre des esclaves du sexe masculin, comme l'écrivait Dapper en 1668, et aussi parce que Warri et les ports de l'est du delta (Brass, Bonny, Calabar) ou ceux de l'ouest (Ouidah, Badagry) étaient plus faciles d'accès que Gwato. Les capitaines Adams et Landolphe parlent de Bénin dans leurs mémoires, publiés tous deux en 1823 mais se rapportant à des voyages effectués aux alentours de 1790. Pour Adams, Bénin-City a 15 000 habitants, pour Landolphe 80 000 (!). Cette différence d'appréciation pose le problème du crédit qu'il convient d'attribuer aux récits européens. Encore ces deux auteurs racontent-ils chacun des choses qu'ils ont vues eux-mêmes, alors

(1) J. S. Quesné, *Mémoires du Capitaine Landolphe contenant l'histoire de ses voyages pendant trente six ans (1767-1803) aux côtes d'Afrique et aux deux Amériques*, Paris 1823, 2 vol., p. 318.
(2) John Adams, *Remarks on the country extending from Cape Palmas to the river Congo during ten voyages between 1786 and 1800*, Londres 1823 ; plusieurs extraits dans Hodgkin, *Nigerian Perspectives*, p. 171-181.

que Dapper, la grande source du XVII[e] siècle, recopié et plagié maintes fois, ne mit jamais les pieds en Afrique! Quoi qu'il en soit, Landolphe signale la puissance de Bénin tout au long de la voie lagunaire entre Petit Ardres et Calabar (1). Il parle aussi de marchands venus du pays des Ayeaux situé à trois lunes de distance de Bénin, « des hommes au teint basané et aux cheveux non crépus qui savaient écrire et calculer en arabe. Ils m'apprirent qu'ils possédaient des fonderies de canons et des manufactures de toutes les armes que je leur montrais (canons, fusils, pistolets, sabres) et me dirent qu'il arrivait des bâtiments au séjour de leur roi venant de fort loin mais par une autre mer que celle où était mon vaisseau » (2[e] vol., p. 85). Ces Ayeaux n'étaient certainement pas les gens d'Oyo. Mais d'où venaient-ils ? Encore un mystère de l'histoire africaine à la solution duquel pourront s'atteler les chercheurs de Nigeria.

3. **Le royaume d'Oyo** connut son apogée au XVIII[e] siècle (2). Son armée est considérée comme surclassant toutes celles de la région guinéenne dans tous les témoignages européens de l'époque, plus d'ailleurs par son nombre et sa cavalerie que par son armement. L'autorité de l'*alafin* d'Oyo s'étendait au milieu du XVIII[e] siècle sur les deux tiers occidentaux de la « Western region » de Nigeria; mais aussi dans la « Northern region » sur la province d'Ilorin (3) qui allait être conquise vers 1820 par les Peuls. Par ailleurs il existe au Dahomey de nombreux groupements d'origine Yorouba parmi lesquels les Nago de Porto Novo, le royaume de Kétou, le royaume de Tchabé ou Savé, les Dassa, sont les plus importants. Ces groupements Yorouba ont leur prolongement au Togo à Atakpamé. Mais ces colonies Yorouba, si elles sont très conscientes de leurs liens religieux avec Ifé, n'ont jamais payé tribut à l'alafin d'Oyo. Par contre, les Fons du royaume d'Abomey ont dû payer le tribut de 1747 à 1821 et les guerres entre Fons et Oyo (appelés à l'époque Foys et Eyoes) remplissent les annales des deux royaumes. Après l'*alafin* Abiodoun (vers 1785-1799) l'empire d'Oyo va se désagréger.

4. **Le royaume d'Abomey** ou Danhomé est certainement le royaume africain le mieux connu du point de vue historique au XVIII[e] siècle. En effet, des récits d'Européens particulièrement nombreux permettent de vérifier et de dater une tradition orale très riche.

Ce sont les conquêtes du roi Agadja (1708-1732) qui donnent de l'importance à ce petit royaume fondé vers 1610 à partir d'Allada. Agadja, en effet, lui donne une fenêtre ouverte sur la mer en conquérant Allada en 1724 et Savi en 1727, puis Offra en 1732. Son successeur Tegbessou (1732-1774) s'empare de Ouidah en 1747, mais doit

(1) Lagos paya tribut à Bénin jusque vers 1830.
(2) M. Crowder, *The Story of Nigeria* 1962, p. 96-101.
(3) Old Oyo était située dans la province d'Ilorin à 30 km au sud-ouest de Djebba sur le Niger.

payer à l'alafin d'Oyo le tribut annuel qui avait été fixé vers 1712 et n'avait jamais été payé. Car les familles royales de Savi et d'Allada se sont empressées d'appeler à l'aide Oyo... et les Européens établis à demeure dans les villes côtières de Ouidah et d'Offra (= Jacquin ou Djékin). D'où des campagnes annuelles à chaque saison sèche de l'armée d'Oyo vers Abomey jusqu'en 1747 et des interventions de négriers européens qui ont eu au moins le mérite de nous fournir une documentation de première main sur le Danhomé, alors que le royaume d'Oyo est beaucoup plus mal connu. A la fin du siècle les rois d'Abomey rencontrent de plus en plus de résistance dans leurs expéditions à la recherche d'esclaves destinés aux trois forts anglais, français et portugais de Ouidah. Ils se heurtent en particulier aux Mahi de Savalou, aux royaumes de Kétou et de *Porto-Novo*. Ce dernier n'a pris son nom actuel qu'en 1752 en raison de la ressemblance notée par le Portugais Eucaristus de Campos entre le site de Hogbonou, capitale du royaume d'Adjatché et la ville portugaise de Porto. La traite a commencé à Porto Novo vers 1758, donc beaucoup plus tard qu'à Offra et Ouidah. L'exportation des esclaves se faisait par la lagune vers Badagry et Lagos. C'est à cette époque également que de nombreux Yorouba viennent s'installer dans ce royaume fondé, comme celui d'Abomey, par des Adja venus de Tado.

5. Les groupements Adja-Evhé du Togo et du Ghana.

En continuant notre route vers l'ouest nous rencontrons le groupement *Adja-Evhé* du Togo-Ghana. Nous avons dit précédemment que la « grande dispersion » à partir de Nuatja (Togo) avait dû se passer vers 1720 et que les Evhé de structure sociale très démocratique n'avaient pas formé de royaume historique. Au nord du groupe Adja-Evhé (1) très homogène, la distribution ethnique du Togo apparaît remarquablement complexe, car ce pays montagneux a servi de refuge aux peuples chassés des actuels Dahomey et Ghana par l'expansion des royaumes guerriers du Danhomé et de l'Achanti (2).

6. **La Confédération Achanti** prend son essor au début du XVIII[e] siècle. Comme le royaume d'Abomey, elle a commencé très petitement dans le deuxième tiers du XVII[e] siècle avec le chef Achanti, Oti Akenten (1630-1660), qui organise la résistance de son peuple, fixé près de l'actuel Koumassi, contre les *Dormaa* habitant au nord. Un de ses petits neveux (3), Oseï Toutou, fait dans son adolescence un séjour chez les Akwamou que nous avons vu s'installer dans le sud-est de la forêt au XVII[e] siècle. Il en ramène des idées nouvelles sur l'art militaire, une troupe de 700 partisans armés de fusils et

(1) 350 000 environ, soit plus du quart de la population totale du Togo.
(2) *Histoire du Togo*, p. 26-66.
(3) La succession est matrilinéaire chez tous les Akan.

surtout un ami, un prêtre féticheur nommé Okomfo Anokye qui va jouer un rôle déterminant dans le développement de la confédération Achanti. Dès son accession au trône en 1697 Oseï Toutou transfère la capitale de Kwamang à Koumassi, défait les Dormaa et décide de vaincre l'état Denkira auquel paient tribut les Achanti et un grand nombre de petits groupes Akan dispersés dans la forêt. Mais la difficulté des communications semble s'opposer à la création d'un état suffisamment fort pour vaincre Denkira. Comment unir, sinon par la religion, ces populations forestières dans la vie quotidienne desqueslles le surnaturel intervient à tout moment ? C'est alors que se passe l'événement capital de l'histoire Achanti. Au cours d'une réunion des chefs de divers groupes alliés dans le but de défaire Denkira, Okomfo Anokye fait descendre du ciel sur les genoux d'Oseï Toutou le fameux *trône d'or* représentant l'esprit d'un peuple unifié Achanti dont les éléments resteront séparés sur le plan politique (chacun aura son propre trône), mais ne feront plus qu'un sur le plan religieux. Le chef de Koumassi (Kumasihene) sera reconnu comme le chef de ce peuple Achanti élargi et sera appelé *asantehene*.

Oseï Toutou, vainqueur de Denkira en 1699 (ou 1701), est donc le fondateur de la confédération Achanti. Sir Oseï Agyeman Prempreh II, sur le trône de Koumassi depuis 1935, est aujourd'hui le quinzième Asantehene. Est-il le quinzième ou le seizième ? Cette question peut paraître oiseuse à l'historien de formation européenne, mais la façon dont elle a été posée et résolue par M. Priestley et I. Wilks (1) (2) nous paraît exemplaire du point de vue de l'histoire africaine. Les deux auteurs ont dépouillé les archives de la « Royal African Company » fondée en 1672 et de la « Company of Merchants » qui lui succèda en 1750 jusqu'en 1821 ; ils ont étudié également les rapports de la « Deuxième Compagnie hollandaise des Indes Occidentales » (1674-1791). Les Européens installés sur la côte au XVIII[e] siècle étaient très loin de l'Achanti et ils y font seulement de rares allusions. Parmi les événements qui « arrêtaient provisoirement le trafic vers la côte » et méritaient donc d'être signalés au siège social des Compagnies, on trouve l'annonce du décès des Asantehene. Ainsi l'année 1712 on rapporte que « la mort du roi des Achanti a arrêté le trafic » et en l'année 1717 on signale que « le roi des Achanti est mort au cours d'une guerre contre les Akim ». Or, la guerre contre les Akim est restée fameuse dans la tradition orale à tel point que la défaite des Achanti à Akromanti sur la rivière Pra est commémorée encore de nos jours par le sacrifice annuel de *Miminda Akromanti*. Pourquoi les Achanti, peuple guerrier et si souvent vainqueur, célèbrent-ils une défaite ? Parce que cette défaite militaire fut un véritable désastre religieux : l'Asantehene fut tué au

(1) MARG. PRIESTLEY ET IVOR WILKS, *The Ashanti Kings in the eigteenth century* : a revised chronology, JAH 1960 (1), p. 83-96. Bibliographie.
(2) MARG. PRIESTLEY, *Trade and politics on the Gold Coast in the eighteenth century*, in Proceedings of Leverhulme History Conference 1960, p. 283.

cours de la bataille et son corps ne fut jamais retrouvé. Il était donc impossible à ses successeurs d'offrir les sacrifices rituels à une dépouille mortelle inexistante lors de la cérémonie de purification annuelle de l'*Odwira* (ou fête des morts ou fête de l'igname) célébrée en l'honneur des rois défunts (1). En outre, le crâne d'un roi représente pour les ennemis qui l'ont tué une relique particulièrement précieuse pour la magie. Logiques avec leur croyance en un monde d'esprits où les morts continuent à vivre, *les Achanti tuèrent donc définitivement l'esprit de leur roi en le supprimant de la liste dynastique officielle.*

En conséquence, Bowdich (2) et J. Dupuis (3) n'en entendirent jamais parler. Ces deux auteurs publièrent leurs souvenirs de voyage dans l'Achanti en 1819 et 1824. Il faut donc reviser la chronologie admise d'après leurs datations, selon laquelle Oseï Toutou régna entre 1697 et 1731 et son successeur Opokou Ware entre 1731 et 1742. La démonstration de M. Priestley et I. Wilks a le mérite de faire intervenir ce sentiment religieux de l'Histoire sur lequel nous insistions au début du chapitre. Si nous admettons qu'Oseï Toutou est mort en 1712, que son successeur Amankwatia a disparu en 1717 à la bataille d'Akromanti et que son nom a été rayé de la liste dynastique, les dates de règne d'Opokou Ware se situent alors entre 1721 et 1750 (4) (au lieu de 1731-1742).

Koumassi se trouve située à peu près à mi-chemin entre Begho et la côte. Après avoir vaincu les Denkira et les avoir repoussés vers le sud, Oseï Toutou se trouvait donc maître de la partie centrale de la plus importante des deux grandes pistes commerciales fréquentées depuis le XVI^e siècle. Dorénavant, le contrôle de la totalité de la piste allait être l'objectif principal des Asantehene. Opokou Ware (1721-1750) concentre ses efforts vers le nord et l'ouest, d'où une fuite des populations vers l'ouest (Côte d'Ivoire) dont nous reparlerons. Au nord il s'empare de Begho vers 1740 ou probablement plus tôt en 1723 (5) et du royaume de Bono-Mansou; il détruit la capitale dont on peut voir les ruines à 30 km au nord de Nkoranza. Techiman succède à Bono Mansou. Fière de son passé elle se résignera mal à faire partie de la Confédération Achanti et s'en libérera à la fin du XIX^e siècle. Quelques années plus tard Opokou Ware conquiert le royaume Abron (ou Brong) de Bondoukou, appelé Gyaman en langue Twi. Puis c'est le tour du Gondja et du Dagomba envahis vers 1745 et qui devront eux aussi payer tribut tout en conservant leurs propres chefs et coutumes.

Parmi les successeurs d'Opokou Ware, Oseï Kodjo (1764-77) est le plus brillant. Il s'efforce d'étendre la confédération Achanti

(1) W. Tordoff, *The Ashanti Confederacy*, JAH 1962 n° 3, p. 399-417, p. 404.
(2) T. E. Bowdich *A Mission from Cape Coast Castle to Ashantee*, Londres 1819.
(3) J. Dupuis, *Journal of a Residence in Ashantee*, Londres 1824.
(4) Un manuscrit arabe du Gondja datant probablement de la fin du XVIII^e siècle et traduit par J. Goody relate la mort d'Opokou Ware en 1163 de l'Hégire = 1750.
(5) La chronique du Gondja traduite par Ivor Wilks mentionne l'arrivée d'une armée achanti à Techiman en 1135 de l'Hégire = 1723.

vers le sud. A la fin du XVIII^e siècle, tous les petits états situés à la lisière méridionale de la forêt (Wassaw, Denkira, Asin, Akim) paient tribut. L'étape suivante sera évidemment la conquête des petits états de la bande côtière et l'affrontement avec les Européens établis sur la côte : Anglais, Hollandais et Danois. Elle commencera en 1807.

7. **Les Akan de Côte d'Ivoire.**

La plupart des groupes dirigeants des populations du sud-est de la Côte d'Ivoire sont arrivés au XVIII^e siècle (1), fuyant les armées Achanti. A presque chacune des conquêtes Achanti on peut rattacher la migration d'origine d'un peuple Agni-Baoulé de Côte d'Ivoire. Ainsi le petit royaume de Krinjabo ou *Sanwi* a-t-il été fondé à la suite de l'expulsion vers 1695 d'une princesse Denkira qui avait eu des relations avec Oseï Toutou, alors jeune écuyer à la cour du souverain Denkira (2). Les *Agni de l'Assikasso* ont fui du Denkira attaqué par Oseï Toutou en 1699. Les *Baoulé* racontent l'histoire de la reine Pokou, sœur ou nièce d'Oseï Toutou qui fut chassée de Koumassi à la prise de pouvoir d'Opokou Ware (1721) et conduisit un groupe de partisans jusqu'à Warebo, au sud-ouest de l'actuel Bouaké, où elle mourut vers 1760. Les *Agni de l'Indenié* (Abengourou) se prétendent les descendants de gens du Gondja (ou Nta-kiman) ayant quitté leur pays à la suite de la conquête d'Opokou Ware vers 1745.

D'autre part, nous avons vu que les Abron de Côte d'Ivoire sont les Brong du Ghana et que les Zéma ou Apolloniens de Côte d'Ivoire sont les Nzima du Ghana. Tous ces groupes linguistiques Brong (de la famille Gouang), Nzima, Agni-Baoulé, Twi sont très proches les uns des autres. Chacune des ethnies actuelles du groupe Akan de Côte d'Ivoire est en réalité la résultante de migrations entrecroisées entre les éléments appartenant aux trois sous-groupes de la famille Akan (Gouang, Agni-Baoulé, Twi).

VI. LA BANDE GUINÉENNE AU XIX^e SIÈCLE

En étudiant la bande soudanaise nous avons dit l'importance de l'année 1804, début du réveil islamique qui devait, en gagnant de proche en proche, unifier dans une certaine mesure les deux régions historiques, jusqu'alors séparées, du Soudan occidental et du Soudan oriental. Pour la bande guinéenne c'est l'année 1808 qui représente un point de départ : la fondation de la « colonie » britannique de Sierra Leone devait entraîner le développement du « commerce légal » et des activités missionnaires. Mais ces influences européennes se sont

(1) H P A N, p. 442-446.
(2) C'est à la suite de cet événement que le jeune Oseï Toutou dut se réfugier dans l'Akwamou.

exercées de façon très variable et sur des secteurs limités de la côte. Bien loin d'avoir l'effet unificateur de l'islam, elles ont abouti finalement à la formation de *sept* États dans cette bande guinéenne où nous avions pu définir *deux* grand blocs culturels et linguistiques, situés respectivement à l'est et à l'ouest de la Volta. Encore avons-nous pu remarquer que ces blocs Kwa oriental et Akan apparaissaient moins étrangers l'un à l'autre à l'orée du XIX[e] siècle que les deux Soudan oriental et occidental et qu'ils avaient eu des relations facilitées par l'absence de forêt dense dans les actuels Togo et Dahomey.

Il est impossible d'envisager ici une histoire purement africaine, comme nous l'avons fait pour la bande soudanaise. L'intérêt de la bande guinéenne au XIX[e] siècle est justement, que dans cette partie de l'Afrique noire divers éléments de la culture occidentale ont été admis et assimilés par certaines populations *avant* la période coloniale. Cette assimilation ayant revêtu des caractères très différents suivant les secteurs côtiers, nous pensons qu'il faut traiter l'histoire précoloniale de la bande guinéenne au XIX[e] siècle en fonction des frontières des futurs États plutôt que de celles des royaumes africains. D'ailleurs, ces derniers : Achanti, Dahomey, Yorouba et Bénin sont chacun centrés sur un des États actuels : Ghana, Dahomey et Région Ouest de la Nigeria. Au lieu de commencer par l'est comme aux siècles précédents, nous suivrons la côte d'ouest en est, puisque la Sierra Leone est la plus ancienne colonie de la bande guinéenne. Nous arrêterons cette étude à la date de l'installation réelle de l'autorité coloniale à l'intérieur de chaque territoire, date qui varie entre 1890 et 1914.

I. La Sierra Leone jusqu'en 1896.

Freetown est à la limite de la bande guinéenne. Les peuples de Sierra Leone (Sherbro, Mani, Temné, Mendé) sont venus du Fouta Djalon et sont généralement apparentés au groupe linguistique Mandé. Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui musulmans (24 %). Il serait donc plus logique de rattacher la Sierra Leone à la bande soudanaise. Malheureusement l'histoire précoloniale de ces peuples est actuellement inexistante. Même ceux de la côte qui ont eu des contacts avec les Européens n'ont pas de traditions historiques. Le chef Temné qui fut baptisé Philippe en 1605 nous est connu par les textes portugais, mais on ne sait pas même son nom africain (2). Après les Portugais installés à Port Lokko les Anglais eurent une factorerie à Sherbro vers 1651, les Hollandais restèrent quelques années à Galhinas. La traite eut toujours une importance limitée et fut pratiquée par des commerçants indépendants et non par des Compagnies nationales comme en Gold Coast.

Le 11 mai 1787 un « gouverneur » du roi Temné Naimbana II, nommé King Tom, accueillit sur la péninsule de Freetown un pre-

(1) H P A N, p. 270-280.
(2) C. H. Fyfe, *History of Sierra Leone*, Londres 1962.

mier contingent de 450 esclaves qui avaient obtenu leur affranchissement au cours de la guerre d'Indépendance américaine (1776-1783) en combattant aux côtés des Anglais. Errant désœuvrés sur le pavé de Londres, ils avaient été pris en charge par Granville Sharpe et expédiés en Sierra Leone avec 60 prostituées blanches le 9 avril 1787.

Cinq ans plus tard, les 64 survivants de ces « premiers colons » étaient rejoints par 1196 *Nova Scotians*, qui étaient d'autres esclaves affranchis installés en Nouvelle Écosse par l'autorité anglaise et qui n'avaient pu s'adapter au dur climat de l'Est-canadien. Cet important contingent créa la ville de Freetown après un nouvel arrangement foncier avec le chef temné. Le 28 septembre 1794, la ville de Freetown fut attaquée par les Français qui demeurèrent quinze jours sur place, réquisitionnant les vivres et pillant les maisons.

Les *Nova Scotians* se révoltèrent en 1800 en voyant arriver 550 « Marrons » (1) et s'allièrent aux Temné, mécontents de voir s'installer sur leur terre des gens très différents d'eux, christianisés et déjà atteints de ce complexe de supériorité *créole* qui allait dominer la vie de la « colonie » de Sierra Leone au XIXe siècle.

Le gouvernement anglais était désireux d'établir une base navale ouest-africaine pour la croisière anti-esclavagiste dont le principe avait été décidé en 1807 avec la loi déclarant illégal le trafic des esclaves pour tout sujet britannique. Il accéda donc aux demandes de secours de la « Sierra Leone Company » qui avait administré l'établissement si malchanceux de Freetown. Le 1er janvier 1808 il était déclaré officiellement « Colonie de la Couronne ».

La société créole originale était formée des descendants des trois groupes des *Premiers Colons*, *Nova Scotians* et *Marrons*. Elle allait s'accroître très rapidement avec l'arrivée dès 1808 des premiers *Africains libérés*. Entre 1808 et 1833 il y en eut 39 936 qu'on installa dans des villages au noms anglais créés autour de la ville de Freetown. En 1877 on comptait que 74 000 *Africains libérés* avaient été établis depuis 1808.

L'unification d'une société aux origines aussi variées (2) se fit par l'église protestante. Les Anglicans (*Church Missionary Society* = C. M. S) arrivèrent en 1806, les « Wesleyens » (= *Méthodistes*) en 1811. La colonie était divisée en paroisses et toute la vie sociale était étroitement subordonnée à une vie religieuse de type britannique et marquée par le rappel aux récits de l'Ancien Testament concernant l'installation du Peuple de Dieu sur la terre promise (3). On parla très vite un anglais déformé ou *Krio* (= langue des Créoles) où étaient inclus un vocabulaire et des tournures de plusieurs langues africaines

(1) Marron, de l'espagnol *Cimarron* = celui qui va vivre dans les montagnes. Nom donné aux esclaves de la Jamaïque qui refusèrent d'obéir à leurs maîtres espagnols puis à leurs successeurs anglais en 1655.

(2) Le travail linguistique réalisé au XIXe siècle par les missionnaires protestants de la Sierra Leone est très important, en raison du nombre des langues étudiées. KOELLE, *Polyglotta africana* (1854) reste un classique.

(3) RAYMOND SAMUEL FOSTER, *The Sierra Leone Church, An independant Anglican Church*, Londres, 1961, 76 p.

et particulièrement du Yorouba. Le Yorouba fut à peu près la seule langue africaine à survivre après la deuxième génération. Il faut rapprocher de ce fait qui prouve le dynamisme de cette langue celui de la conversion de nombreux Yorouba à l'islam due sans doute au besoin d'affirmer leur personnalité africaine devant l'européanisation générale des autres « Africains libérés ». Les musulmans sont appelés « Akou » par opposition aux « Créoles » chrétiens et ils ont exercé sur la population indigène de Sierra Leone une influence religieuse beaucoup plus grande que les chrétiens (1).

La « Colonie » de Sierra Leone est limitée à la péninsule de Freetown, soit 640 km² (26 × 26 km), le centième environ de la surface du Protectorat britannique de Sierra Leone déclaré officiellement en 1896 et administré séparément jusqu'en 1924. Mais sa population créole a joué au XIXe siècle dans l'ensemble de l'Afrique occidentale anglaise un rôle tout à fait disproportionné à son nombre. Nous verrons les Yorouba chrétiens de Sierra Leone à l'œuvre dans leur pays d'origine en Nigeria. Les enfants créoles furent envoyés à l'école missionnaire dès 1816. La « Christian Institution » devint en 1827 le *Fourah Bay College* qui forma des centaines de catéchistes et maîtres africains. Le premier prêtre anglican africain ordonné à Freetown le fut en 1852. Le Fourah Bay College fut rattaché à l'Université de Durham en 1876. En un certain sens les *Sierra Leonians*, instruits à l'européenne dès la première moitié du XIXe siècle, jouèrent dans l'Afrique anglophone un rôle comparable à celui des « Dahomey » dans l'Afrique francophone à la période coloniale, mais ils le jouèrent *avant* la période coloniale. C'est pourquoi nous avons traité avec l'histoire précoloniale la *Colonie* de Sierra Leone.

2. Le Liberia.

Seul état de l'Afrique à n'avoir jamais été colonisé, le Liberia représente un cas particulier, habituellement jugé sans indulgence autant par les Européens que par les Africains non libériens. Pour comprendre le Liberia actuel, il convient de rappeler l'histoire de sa fondation au début du XIXe siècle et tout d'abord de distinguer nettement les deux grandes catégories de Libériens : les Américano-Libériens (environ 25 000 en 1960) et les Afro-Libériens évalués, sous toutes réserves, entre 1 et 2 millions, sans qu'on se soit jamais soucié de les recenser systématiquement.

Comme pour tant d'autres pays d'Afrique noire, le facteur géographique apparaît ici prédominant pour expliquer l'état de civilisation très primitive où demeure aujourd'hui encore l'immense majorité des Afro-Libériens. Le Liberia est le seul état africain dont la *totalité* du territoire appartienne à la forêt vierge. Les côtes du Liberia sont parmi les plus malsaines et les plus inhospitalières de toute l'Afrique. Les Portugais les appelaient Côte de la Malaguette ou Côte du Poivre et

(1) J. S. TRIMINHGAM dans *Islam in West Africa* (1959) indique sur 2 350 000 habitants : 1 692 000 païens, 588 000 musulmans, 70 000 chrétiens.

ne les fréquentèrent guère ; après eux il n'y eut jamais de compagnie marchande installée, mais des négriers travaillant pour leur propre compte : Anglais, Hollandais ou Français. Les points de traite les plus fréquentés au XVIIIe siècle étaient la rivière Galhinas et le cap Mount en territoire Vaï (1) (frontière Sierra Leone-Liberia) et la rivière Cestos en territoire Bassa à 200 km au sud de Monrovia. Dans l'ensemble la traite fut infiniment moins importante que sur la Côte de l'Or ou la Côte des Esclaves et il est peu probable qu'il y ait eu beaucoup d'originaires de cette région parmi les 19 000 Américano-Libériens arrivés entre 1822 et 1867.

Le fait qu'ils aient eu ou non des ancêtres originaires de l'actuel Liberia n'intervient d'ailleurs guère dans le sentiment qu'ont encore aujourd'hui les Américano-Libériens d'appartenir à une race différente de leurs compatriotes Afro-Libériens. On a insisté avec raison sur le fait que plus du quart d'entre eux (5 957 sur 19 858) avaient été *émancipés sous condition* de quitter le territoire des États-Unis où ils étaient jugés indésirables. L'Afrique ne représentait donc pas une terre promise, mais une terre d'exil (2).

La progression de la petite colonie de 54 membres établie en 1821 sur le site de l'actuel Monrovia fut extrêmement lente. En 1847 ils étaient seulement 6 100 établis sur la côte entre Cape Mount et Grand Cess dont 1 300 à Monrovia. Cette année-là, la République du Liberia fut proclamée et l'« *American Colonization Society* » cessa son aide administrative et réduisit son aide financière ; très peu de missionnaires et d'instituteurs étaient venus au Liberia et ceci explique en grande partie la mentalité des Américano-Libériens, qui furent en somme livrés presque complètement à eux-mêmes sur une terre hostile, alors que leurs voisins de Sierra Leone bénéficiaient de l'aide constructive et permanente des missionnaires.

La République du Liberia fut reconnue par les États-Unis seulement en 1861. Sa population avait augmenté d'environ un quart pendant les années précédentes grâce à l'arrivée de 5 722 esclaves libérés par la croisière antiesclavagiste dont beaucoup provenaient du Congo. Après la guerre de Sécession l'immigration américaine déjà très faible cessa complètement, les Noirs américains devenus citoyens américains ne se sentant aucune envie de retourner dans l'« Afrique sauvage ». Le commerce de la République de Liberia se fit surtout avec l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

Les rapports avec les États-Unis ne devaient redevenir prédominants qu'en 1926 avec la fameuse concession Firestone.

3. La Côte d'Ivoire.

En résumant les traditions d'origine des groupes Akan, nous avons dit l'essentiel de ce qui est connu de l'histoire précoloniale de la Côte

(1) Les Vaï sont célèbres pour avoir inventé au XIXe siècle une écriture.
(2) Voir l'excellente étude sociologique de MERRAN FRAENKEL, *Tribe and Class in Monrovia*, Londres 1964.

d'Ivoire en ce qui concerne sa partie forestière. Ajoutons-y quelques mots sur le débarquement à Assinie en 1637 de cinq missionnaires capucins français dont trois moururent aussitôt, sur l'établissement en 1687 du Père dominicain Gonçalvez suivi du Père Loyer en 1701, lequel ramena de France le prince Louis Aniaba et fournit de précieux renseignements ethnographiques (1). Les peuples lagunaires, à structure segmentaire, n'ont pas de tradition historique et nous ne savons rien d'eux avant 1843, année de la fondation du poste de Grand Bassam par Bouet-Willaumez, puis celui de Dabou en 1853. La Côte d'Ivoire française naîtra par décret en 1893, quatre ans après le grand voyage d'exploration de Binger.

4. La Gold Coast jusqu'en 1901.

Nous avons vu l'expansion achanti au cours du XVIII^{e} siècle. L'étude des archives hollandaises d'Elmina et anglaises de Cape Coast a permis (2) de préciser les dates de deux conflits Achanti-Fanti en 1765 et 1772, qui entraînèrent une forte diminution du nombre des esclaves exportés, laquelle apparaît clairement dans les archives du port de Bristol.

En 1807, l'année même de l'interdiction du trafic d'esclaves aux sujets britanniques, l'asantehene Oseï Bonsou (1802-1824) lance une attaque sur le fort anglais d'Anomabou qui soutenait les Fanti. L'armée achanti redescendra vers la côte en 1811 et 1814. En 1824 elle remporte la victoire de Nsamankou où périt le gouverneur de la Sierra Leone, Sir Mac Carthy. En 1826 elle est battue près de Dodowah. Entre 1830 et 1843 le gouverneur britannique George Maclean obtient l'arrêt des hostilités, développe le commerce de l'huile de palme et encourage l'établissement de missionnaires.

La Mission de Bâle s'établit en 1827 dans l'Akwapim (arrière-pays d'Accra). Les Méthodistes (ou Wesleyens) s'installent à Cape Coast, en pays Fanti, en 1835. Thomas Birch Freeman, fils d'un père africain et d'une mère anglaise, reprend en 1838 l'œuvre des premiers missionnaires décédés et la poursuivra jusqu'à sa mort en 1890. La précocité de l'action missionnaire au milieu des deux groupes linguistiques Akwapim (appelé aussi Twi) et Fanti explique que ces deux langues, très proches parentes de l'Asante parlé dans l'Achanti, possèdent une littérature écrite importante.

Mis en confiance par la politique pacifique de Maclean, impressionnés aussi par les vaisseaux de la croisière antiesclavagiste qui mouillent au large de leurs côtes, les chefs de l'arrière-pays de Cape Coast signent le 6 mars 1844 un traité de protectorat connu sous le nom de *Bond* (3). En 1850 les chefs de l'arrière-pays d'Accra signent égale-

(1) PAUL ROUSSIER, *L'établissement d'Issiny 1687-1702*, Paris 1935, contient la Relation du R. P. Loyer publiée en 1714.
(2) MARY PRIESTLEY, *The Ashanti question and the British : Eighteen Century Origins*, JAH 1961 n° 1 p. 47.
(3) Voir pour toute cette période J. D. FAGE, *An introduction to the History of West Africa* p. 119-140, 1955, 3e éd., 1962.

ment, après la vente aux Anglais des cinq forts danois situés à l'est d'Accra. Puis ceux de la région entre Cape Coast et Accra.

En 1852 les Anglais ont donc établi un protectorat de fait mais non de droit sur une bande côtière de 100 km de profondeur environ correspondant à la moitié orientale de la côte de l'actuel Ghana. Mais ils sont bien en peine de financer les travaux d'intérêt public (routes, hôpitaux, écoles), dont les populations commencent à voir l'intérêt sous l'influence des missionnaires. En effet, l'Achanti préfère passer par le fort d'Elmina, quartier général des Hollandais depuis 1637 (année où il a été enlevé aux Portugais), et il n'est pas question que le gouvernement britannique soutienne ses ressortissants de Gold Coast.

Bien au contraire, en 1863, lors d'une nouvelle attaque Achanti en territoire Fanti, on parle en haut lieu d'abandonner les « peuples protégés » de la bande côtière. Ces derniers vont alors chercher à s'organiser par eux-mêmes contre les Achanti et ce sera l'origine de la Confédération Fanti. Mais les événements évolueront alors très vite, car en 1867 la Hollande et l'Angleterre décident d'échanger certains forts afin de réaliser un « secteur hollandais » à l'ouest de Cape Coast, un « secteur anglais » à l'est. Sans avoir l'idée de consulter les populations intéressées, on spécifie qu'elles devront dorénavant obéir aux nouveaux maîtres des forts. Pour certaines, ennemies jurées de l'Achanti, c'était être jeté dans la gueule du loup que de passer sous le contrôle des Hollandais, alliés officiels de l'Achanti.

Les chefs de la côte se réunissent en conséquence à Mankessim en 1867 et forment la *Confédération Fanti*, destinée d'abord à lutter contre Elmina. En 1868, une armée Achanti sera envoyée au secours d'Elmina par l'est de la Volta non contrôlé par les Britanniques. En route elle fera prisonniers trois missionnaires de la mission de Bâle (1) établis à Anoum (actuel Togo ghanéen) et un commerçant français de Ho (2).

Devant cette situation troublée et l'arrêt du commerce, les Hollandais décident de céder l'ensemble de leurs forts aux Anglais ; les Anglais entament des négociations avec eux et avec l'Achanti sur la mise en liberté des prisonniers blancs de Koumassi et sur les modalités du transfert d'Elmina. Les Fanti pensent qu'on pourrait peut-être aussi leur demander leur propre avis sur la façon d'empêcher les empiètements Achanti et de développer l'économie de leurs pays. C'est dans ce but qu'une nouvelle assemblée générale de la *Confédération Fanti*, groupant 33 chefferies, se réunit à Mankessim en octobre 1871. Elle met au point une constitution élaborée en tenant compte de l'existence d'une double élite, l'une traditionnelle, l'autre éduquée à l'européenne, et en fait porter des copies à l'administrateur général de la Gold Coast chargé de les transmettre à Freetown puis à Londres. Mais alors qu'ils s'attendaient — peut-être un peu naïvement — à

(1) Ramseyer et Köhne, *Quatre ans chez les Achanti*, Paris, Neuchâtel, 1876.
(2) J. Gros, *Voyages aventures et captivité de J. Bonnat chez les Achanti*, Paris 1884.

être félicités, les envoyés Fanti sont arrêtés et jetés en prison, accusés de conspiration contre la couronne britannique. Ils seront libérés rapidement à la demande du Colonial Office. Cependant, les événements se précipitent... En avril 1872, Elmina et tous les forts hollandais sont évacués. En janvier 1873, une armée Achanti franchit la rivière Pra, limite septentrionale du Protectorat. En octobre 1873, le général Garnet Wolseley arrive à Cape Coast avec 2 500 soldats anglais et entraîne une nombreuse armée indigène. Le 5 février 1874, l'armée britannique entre à Koumassi, d'où l'*asantehene* s'est enfui, brûle la ville et la quitte deux jours plus tard. Le 12 mars, un traité de paix est signé à Fomena : l'Achanti abandonne toute prétention sur les états du protectorat et devra payer une forte somme d'or. En juillet de la même année, le gouvernement Disraëli décide de transformer en colonie le protectorat de la Gold Coast (1). La capitale sera transférée en 1877 de Cape Coast à Accra.

Accra est en pays Ga-Adangmé et l'affaire de la Confédération Fanti sortira des préoccupations du colonisateur britannique. Mais les populations côtières ont gardé un souvenir très vivant de cette tentative de « self-government » antérieure à la colonisation et depuis 1920 la propagande politique faite en faveur de l'indépendance a pu l'utiliser largement.

Pendant vingt ans (1874-1895) les Anglais ne s'occupent pas de l'Achanti sinon pour prendre le parti des états qui désirent quitter la confédération. C'est ainsi que Gyaman, Banda et Brong au nord-ouest de Koumassi deviennent indépendants. En 1896 une armée britannique marche sur Koumassi afin de faire accepter la demande de protectorat faite l'année précédente. L'*asantehene* Agyeman Prempreh est déporté avec plusieurs chefs aux Seychelles. En mars 1900 le gouverneur Hodgson en visite à Koumassi demande aux Achanti de lui livrer le « trône d'or » et c'est immédiatement la révolte : neuf mois de combats sanglants seront nécessaires pour la mater. Après quoi en 1901 l'Achanti devient Colonie de la Couronne.

L'histoire achanti que nous avons vu commencer en 1698 avec la descente du trône d'or sur les genoux d'Oseï Toutou semble donc pour des observateurs étrangers terminée en 1901. Mais le trône d'or est bien plus que le symbole de l'autorité politique : il est plus important que le roi lui-même, car il *est* la nation Achanti, le réceptacle visible de l'esprit des ancêtres. Même si le roi disparaît, le trône d'or demeure. On l'a bien vu en 1924 : quand Agyeman Prempeh fut autorisé à rentrer à Koumassi, après 28 ans d'exil, en qualité de simple citoyen, il fut tout de suite révéré comme *asantehene*. Il mourut en 1932. Le trône d'or n'eut pas de titulaire jusqu'en 1935 où la Confédération Achanti fut « restaurée ». Osei Agyeman Prempeh II est encore asantehene en 1965. Malgré la très grande prospérité et les nouvelles

(1) Les habitants d'une colonie anglaise sont soumis obligatoirement à l'impôt mais pas ceux d'un protectorat.

conditions amenées par la culture intensive du cacao (1) dans l'Achanti, malgré la période de 40 ans où ils n'ont pas eu de roi, malgré l'indépendance de la Gold Coast devenue Ghana en 1957, les Achanti ne sont pas près de retirer leur confiance à leur souverain. Ainsi en 1961, 20 000 d'entre eux ont-ils fait le voyage de Koumassi à Tema pour venir l'accueillir sur le quai à son retour d'un voyage en Europe.

La force de la conscience nationale Achanti n'a pas été sans créer de lourds problèmes au gouvernement du Ghana indépendant. Le docteur Nkroumah qui est un Nzima de la frontière Côte d'Ivoire-Ghana l'a transcendée fort habilement en insistant sur l'origine commune de tous les Akan (populations forestières et populations côtières), ce qui lui a été facilité par les apparentements linguistiques. Il a d'autre part essayé de reporter sur sa propre personne le respect et l'adoration que les Achanti ont pour le trône d'or et ceci confirme ce que nous disions au début de ce chapitre de l'histoire — révélation religieuse vivante plutôt que science exacte d'un passé mort.

5. La côte togolaise jusqu'en 1884.

Le groupement Adja-Evhé qui habite le Togo méridional a une structure sociale démocratique et n'a pas conservé d'autre tradition historique que celle des migrations d'origine. Il en est de même pour les « républiques Mina » ou Popo de la côte (Anécho = Petit Popo) peu fréquentées par les négriers.

Nous n'insisterons donc pas sur cette région, mais il nous paraît nécessaire de signaler la précocité et la valeur de l'action missionnaire précoloniale (2). Toute la côte est visitée en 1843 et 1854 par Thomas Birch Freeman et il subsiste aujourd'hui un important noyau méthodiste et anglophile à Anécho. D'autre part, dès 1835, une chapelle catholique est construite à Agoué où se formera la première communauté catholique parmi les « Brésiliens ». Enfin, la Mission allemande de Brême s'installe en 1853 en pays Evhé à Keta (Ghana), elle enverra plus de cent missionnaires avant l'installation des Allemands. C'est grâce à eux que la langue Evhé a été écrite et fixée sous la forme dialectale qu'elle avait dans le Togo ghanéen où étaient installés la plupart des postes de mission. C'est aussi à un missionnaire allemand, le pasteur J. Spieth (3), que les Evhé doivent de connaître ce qu'on sait de leur histoire.

6. Le Dahomey jusqu'en 1894.

A l'orée du XIX^e siècle, deux royaumes demeurent en présence dans l'actuel Dahomey méridional : le royaume d'Abomey ou Danhomé

(1) Le cacao dont le Ghana est le premier producteur mondial a été introduit, à partir de Fernando Po, dans l'Akwapim en 1879 par Tetteh Quashie originaire de Christiansborg (Accra).

(2) Cf. *Histoire du Togo*, p. 126-131.

(3) J. Spieth, *Die Ewestämme*, Berlin 1906.

avec une fenêtre maritime à Ouidah, et le petit royaume côtier de Porto Novo.

Le règne de Ghézo (1818-1858) est considéré à juste titre comme un des plus glorieux du *royaume d'Abomey*. Ghézo (1) réorganise l'armée et l'administration ; il lance de nombreuses campagnes presque toujours victorieuses contre les Yorouba non seulement ceux du royaume d'Oyo (2), mais ceux du royaume de Savé du moyen Dahomey (1834), ceux d'Atakpamé au Togo (1840), ceux des pays Egba et Egbado du sud-ouest de la Nigeria. Mais en 1851 les Yorouba d'Abeokouta lui résistent victorieusement. En dehors de cette importante activité militaire Ghézo a l'habileté de promouvoir des cultures nouvelles destinées à l'exportation (palmier, cocotier) ou à l'alimentation : manioc, tabac, tomate, oranger. Le 1er juillet 1857 il signe un traité de commerce avec la France dont une clause autorise l'installation de missionnaires catholiques. Le R. P. Borghero des Missions Africaines de Lyon va se fixer à Ouidah en 1861.

Il faut signaler ici l'importance des relations privilégiées entretenues à cette époque entre le Brésil et le royaume du Danhomé, plus précisément entre Bahia et Ouidah. Dès la fin du XVIIIe siècle les négriers portugais de Ouidah achetaient beaucoup plus d'esclaves que les Français et les Anglais. Ces derniers évacuèrent leurs forts en 1797 et 1807 ; par contre les Portugais se virent autorisés officiellement par le traité anti-esclavagiste anglo-portugais de 1810 (3) à poursuivre la traite sans restriction à Ouidah. Leurs bateaux ne pouvant être capturés qu'en haute mer et non par les patrouilles côtières échappaient facilement aux poursuites et débarquaient à Bahia des cargaisons d'esclaves achetés au roi d'Abomey ou provenant directement du pays yorouba, en proie à des guerres civiles constantes. Dans les deux cas la grande majorité de ces esclaves étaient d'origine yorouba. C'est ce qui explique l'extraordinaire ressemblance existant aujourd'hui entre les dieux païens yorouba d'une part et les saints des Noirs catholiques de Bahia d'autre part. Cette convergence a été remarquablement étudiée par l'ethnologue P. Verger (4).

Les échanges se firent en réalité dans les deux sens. Certains Portugais du Brésil jouèrent un rôle considérable sur la Côte des Esclaves et notamment le fameux « Chacha » Francisco Felix de Souza (5) qui vécut à Ouidah entre 1800 et 1849 et fut un grand ami du roi Ghézo. Il était le plus grand négrier de la côte, mais il se sentait tellement « africain » qu'il demanda de faire pratiquer après sa mort les cérémonies réservées aux chefs danhoméens. Après lui, vinrent de très nombreux « Brésiliens », soit descendants métis des commerçants portugais (le Chacha de Souza avait 80 garçons et n'avait pas pris la peine de compter les filles!), soit descendants d'anciens esclaves por-

(1) R. CORNEVIN, *Histoire du Dahomey*, p. 124-126.
(2) En 1821 Ghézo libéra le Danhomé du tribut payé à Oyo depuis 1747.
(3) B. SCHNAPPER, *La politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1871*, Paris 1961, p. 163-164.
(4) *Histoire du Dahomey*. Bibliographie de P. Verger, p. 537-538.
(5) *Histoire du Dahomey*, p. 268-272.

tant le nom de familles de leurs maîtres blancs. Ces esclaves affranchis avaient souvent été expulsés du Brésil pour avoir participé à l'une des nombreuses révoltes d'esclaves, surtout musulmans, qui eurent lieu au Brésil dans les trente premières années du XIXe siècle. Les « Brésiliens » venus en plus grand nombre encore après l'abolition de l'esclavage au Brésil en 1888 ont joué un grand rôle dans les débuts de la mission catholique au Dahomey et à Lagos et comme « bourgeoisie noire » intermédiaire entre les Africains et les Européens. Les sociétés folkloriques « brésiliennes » et l'architecture baroque dite « brésilienne » sont aujourd'hui caractéristiques de la côte entre Lomé et Lagos autant que les noms portugais de quelques centaines de familles dahoméennes, togolaises ou nigériennes.

A la mort de Ghézo (1858), Glélé (1858-1889) continue la lutte contre les Yorouba d'Atakpamé et de Kétou. Il échoue comme Ghézo devant Abéokouta. En mars 1884 il déclare la guerre au royaume de Porto Novo, mais il meurt en décembre de la même année après avoir refusé énergiquement d'accéder à la demande de la France d'installer un poste de douane à Cotonou.

Son fils *Béhanzin* (1889-1892) ne parviendra pas à résister à l'armée française forte de 3 000 hommes qui remonte la vallée de l'Ouemé en août 1892 et entre à Abomey le 17 novembre. Mais Béhanzin, réfugié dans la brousse, ne fera sa soumission au général Dodds que quatorze mois plus tard, le 25 janvier 1894. Déporté à la Martinique il mourra en 1906. Sa dépouille mortelle sera ramenée au Dahomey en 1928.

En janvier 1894 le royaume d'Abomey devient protectorat français.

Le royaume de Porto Novo, s'il a connu la traite seulement au XVIIIe, a été soumis très tôt à la pression politique européenne avec la tentative anglaise de protectorat en 1842. Il la repousse facilement mais va se trouver en proie à la double convoitise des Anglais établis à Lagos en 1861 et des Français. Pour se garantir des Anglais qui lui paraissent les plus dangereux le roi Sodji (1848-1864) accepte le protectorat de la France en 1863, et en même temps l'installation des missions méthodiste et catholique. Après une période de brouille, le roi Toffa (1874-1908) sollicite et obtient en 1882 le rétablissement du protectorat français. En 1892 il accordera son appui à l'armée française concentrée à Porto Novo pour la conquête du royaume d'Abomey.

En juin 1894 le protectorat de Porto-Novo est rattaché à la Colonie du Dahomey.

La nécessité de ramasser en quelques lignes des événements complexes ne doit pas faire oublier qu'au Dahomey comme au Ghana l'histoire précoloniale permet de comprendre bien des réactions de la période qui a précédé ou suivi l'indépendance. Ainsi les Fons de la région Abomey-Cotonou se sentent les héritiers d'une histoire plus

glorieuse que celle des autres royaumes du Dahomey ; ils y restent extrêmement attachés et on est frappé par le nombre et la piété des visiteurs du musée d'Abomey. Respect manifesté non seulement par les gens d'un certain âge mais aussi par les écoliers. Dans son ouvrage paru en 1962 sur les « Civilisations du Bénin » l'ethnologue P. Mercier écrit (p. 48) : « Il y a quelques années encore, le crieur des sentences des rois faisait le tour des résidences royales d'Abomey et, devant chacune des portes, chantait dans l'ordre les noms et les louanges de tous les souverains. Le spectacle d'un homme chantant au lever du jour, devant d'énormes murs en ruines, d'interminables louanges, avait quelque chose de poignant. »

Cette « conscience historique » s'est même traduite dans la répartition des votes qui s'est faite longtemps au Dahomey en trois partis politiques nettement régionalisés : l'un au nord, l'autre dans le territoire de l'ancien Danhomé, le troisième correspondant à l'ancien royaume de Porto Novo (1).

7. La « région ouest » de Nigeria jusqu'en 1897.

Nous venons de voir l'expansion territoriale de l'Achanti et du Danhomé au cours du XIXe siècle et la façon dont elle a été stoppée par les Anglais et les Français. La situation politique de l'actuelle *Western Region* de Nigeria n'est pas comparable car le déclin des deux royaumes d'Oyo et de Bénin est antérieur à la pénétration européenne.

A — La fin de l'empire d'Oyo (vers 1798-1837) et le siècle de guerres civiles Yorouba (vers 1820-1893).

Nous avons dit que l'histoire du royaume d'Oyo au XVIIIe siècle était beaucoup plus mal connue que celle du royaume d'Abomey. Nous ne disposons en particulier d'aucun document européen émanant d'un témoin visuel et nous ignorons l'étendue réelle du territoire où l'alafin d'Oyo exerçait son autorité. Il ne faut pas oublier que la seule étude d'ensemble sur l'« Histoire des Yorouba » a été écrite (2) à la fin du XIXe par le pasteur yorouba Samuel Johnson, qui exerça son ministère dans la ville de New Oyo fondée en 1837 et située à 150 km au sud de l'ancienne capitale d'Old Oyo. Certaines des traditions rapportées apparaissent des plus contestables, comme celle relatant l'origine *arabe* ou tout au moins orientale d'Odoudoua, l'ancêtre yorouba, et ce n'est pas la lecture de Johnson qui permet de trouver un fil directeur dans l'écheveau embrouillé des guerres civiles yorouba au XIXe siècle.

Un examen de deux cartes apparaît par contre plein d'enseignements, la première montrant la distribution des zones de forêt, le deuxième la répartition des grands dialectes à l'intérieur de ce

(1) R. Cornevin, *Les difficultés des jeunes nations africaines : l'exemple du Dahomey*, Bulletin de la faculté des lettres de Strasbourg, mars 1964, p. 355-362.
(2) S. Johnson, *History of the Yorubas*, manuscrit achevé en 1897. Publié en 1921.

qu'il est convenu d'appeler le *Yorubaland.* Rappelons que le terme Yoruba vient de Yoöba = langue des gens d'Oyo (ou Hio) ; il a été répandu par les missionnaires désirant mettre au point pour des fins de traduction une langue standard comprise de tous les peuples qu'on appelle souvent du point de vue linguistique les « parlant-Anago ». Dans ces « parlant Anago » on distingue d'une part les Oyo proprement dits (*Yoruba proper*) sur un territoire grossièrement rectangulaire dont l'angle nord-est occuperait le coude du Niger à Djebba (*Northern Region* de Nigeria) et l'angle sud-ouest Ketou au Dahomey. Au sud de sa limite méridionale qui passe entre Oyo et Ibadan, les différents dialectes anago occupent chacun des territoires beaucoup moins étendus : *Egba* dans la vallée moyenne de l'Ogoun, *Egbado* à la frontière du Dahomey, *Ijebou* au nord-est de Lagos, *Ifé*, *Ekiti*, *Ondo* au nord et à l'est du groupe Ijebou. Enfin dans le Dahomey actuel *Tchabé*, *Kétou*, *Holli* et *Nago*. Il est intéressant de constater que le territoire Oyo est dans la Nigeria le seul à être situé tout entier dans la zone de savane plus ou moins arborée. Le domaine de chacun des autres dialectes yorouba de Nigeria est occupé de façon plus ou moins exclusive par la forêt dense. Il semble logique d'en déduire que l'autorité de l'alafin d'Oyo n'a jamais dû dépasser que provisoirement les frontières du domaine de la langue d'Oyo. La puissance d'Oyo était fondée en effet sur deux facteurs bien mis en évidence par l'historien nigérien Ade Ajayi (1) : le contrôle des voies commerciales vers le nord et la possession d'une importante cavalerie à partir du XVII^e siècle. On comprend dès lors pourquoi les armées d'Oyo s'obstinaient à lancer au XVIII^e siècle des razzias presque annuelles vers Abomey située à 400 km. La piste Old Oyo-Abomey passe dans la savane très accessible aux chevaux, tandis que des expéditions moins lointaines dirigées directement au sud d'Old Oyo auraient rencontré très vite la tsé-tsé et la forêt. On comprend aussi pourquoi la conquête d'Ilorin par les Peuls vers 1820 et la destruction d'Old Oyo en 1837 ont bouleversé les relations historiques dans cette région en obligeant la capitale de l'empire d'Oyo à se déplacer à 150 km au sud, c'est-à-dire à quitter la bande sud-soudanienne pour la bande guinéenne.

On n'a pas assez souligné, semble-t-il, ce caractère *mixte* de l'empire d'Oyo. Né dans la forêt à Ilé Ifé, il a transporté dans la savane les dieux et les légendes de la forêt, mais il a été largement influencé à son tour par les religions de la savane et en particulier par l'islam. La tradition orale recueillie par le chrétien Johnson mentionne l'arrivée d'un prédicateur musulman au début du XVII^e siècle et traduit — maladroitement sans doute — l'importance de l'influence musulmane en attribuant à Odoudoua une origine arabe. Comment expliquer d'ailleurs, sinon par un contact prolongé et ancien avec les gens du Nord, la conquête si facile d'Ilorin et d'Old

(1) J. F. ADE AJAYI et R. SMITH, *Yoruba Warfare in the nineteenth century*, Cambridge et Ibadan 1964.

Oyo par les Peuls, le nombre élevé de Yorouba *déjà* musulmans lorsqu'ils arrivèrent au Brésil en tant qu'esclaves, enfin le succès extraordinaire de l'islam parmi les Yorouba qui possèdent cependant la religion païenne sans doute la plus solidement structurée dans toute l'Afrique noire ? Il y a aujourd'hui environ 40 % de Yorouba musulmans.

Ce caractère « soudanais » de la capitale yorouba au XVIII[e] explique également son incapacité à s'adapter au particularisme « guinéen », lorsqu'elle abandonna la limite septentrionale du territoire dialectal Oyo (= *Yoruba proper*) pour sa limite méridionale. L'alafin Atiba construisit à New Oyo un nouveau palais copié sur celui d'Old Oyo (1), il y transféra les splendeurs de son ancienne cour... Mais tout cela fut parfaitement vain. Oyo déclina tandis que de *nouvelles* villes yorouba fondées par des réfugiés venant de la région d'Old Oyo naissaient et se développaient : parmi elles Ibadan et Abeokouta sont les plus importantes.

Ibadan est aujourd'hui la plus grande ville exclusivement noire. En Afrique elle vient au troisième rang après Le Caire et Johannesbourg. Cette agglomération gigantesque est cependant de fondation récente puisque Ibadan était le nom d'un minuscule village inconnu, dans une région habitée par des Egba, jusqu'à ce qu'un groupe de réfugiés venant d'Oyo, Ifé et Ijébou s'y installe vers 1829 sous la conduite d'un chef originaire d'Ifé. Ibadan bien placée au point de vue stratégique, alliée aux états côtiers qui lui fournissaient des fusils, devint très vite une sorte de république militaire. Elle fonda sa gloire en arrêtant définitivement la progression peule vers le sud par la victoire d'Oshogbo vers 1840. Elle intervint avec profit dans presque toutes les guerres civiles Yorouba en participant d'ailleurs à des alliances variables. En dehors des Peuls, les Egba d'Abeokouta représentèrent pour Ibadan l'ennemi le plus constant et le plus coriace.

La ville d'*Abeokouta* fut fondée vers 1830 par des réfugiés Egba et Owou sur une position stratégique (Abéokouta = la ville sous le roc) dans la vallée du fleuve Ogoun qui aboutit à Lagos. La ville d'Owou, qui était le plus ancien état Yorouba d'après la tradition, avait été détruite vers 1825 par des Oyo alliés à des Ijebou et des Ifé. Parmi les très nombreux esclaves vendus à la suite de cette guerre d'Owou (1821-1825), beaucoup devaient aboutir à Freetown et former le premier groupe des *Saro* (= Sierra Leone) parvenus vers 1840 à Abeokouta. Il faut insister sur ces *Saro* qui ont tenu une place considérable dans l'histoire de la Nigeria et sur le fait qu'ils revinrent de Freetown dans leur pays natal *par leurs propres moyens* (2) et demandèrent *eux-mêmes* à la C. M. S. de leur envoyer des mis-

(1) Il ne reste rien aujourd'hui de Old Oyo (ou Katunga) visitée par Clapperton et les frères Lander en 1826 et 1830. Voir dans Hodgkin leurs descriptions, p. 222-229.

(2) Christopher Fyfe, *Four Sierra Leones Recaptives*, JAH, n° 1, 1961, p. 77-85, raconte l'histoire de la « Compagnie de transport maritime » de Freetown à Badagry fondée en 1841 par un esclave libéré d'origine egba, nommé Johnson, qui s'était enrichi en vendant à Freetown du bétail du Fouta Djalon.

sionnaires à Badagry et Abéokouta. C'est ainsi que le pasteur anglican H. Townsend fut affecté à la mission d'Abéokouta ; il débarqua en 1842 à Badagry où Thomas Birch Freeman, directeur de la mission méthodiste en Gold Coast, venait de fonder une mission. Townsend visita peu après Abéokouta où il trouva une chrétienté déjà existante de plus de 500 membres. En 1846 il s'y installa avec sa femme, un autre ménage missionnaire blanc et le pasteur yorouba Samuel Ajayi Crowther.

Le jeune Ajayi, originaire d'Oshogoun dans la province d'Oyo, avait été capturé en 1821 par des marchands d'esclaves peuls alors qu'il était agé d'une douzaine d'années. Libéré par un croiseur britannique il fut pris en charge par la C. M. S. à Freetown, baptisé Samuel en 1825 et envoyé à Londres où il prit le nom de Crowther. En 1841 il participa à l'expédition fluviale à la fois commerciale et missionnaire destinée à promouvoir le « commerce légitime » le long du fleuve Niger et à installer une ferme modèle (1). Du point de vue anglais ce fut un échec total puisque près d'un tiers (48 sur 145) des Européens embarqués mourut de malaria. Du point de vue « nigérien » les conséquences de cet échec apparaissent considérables. En effet, impressionné à juste titre par la nocivité du climat, le secrétaire général de la C. M. S. à Londres, le fameux Henri Venn, décida la création de « self-governing, self-supporting, self propagating native churches » (2) en Sierra Leone et dans le bassin du Niger. Samuel Ajayi Crowther paraissait tout indiqué pour faire démarrer la mission du Niger ; il fut ordonné prêtre anglican à Londres en 1843 et arriva à la Mission d'Abéokouta en 1846. En 1854 il accompagna l'expédition du docteur Baikie sur la Benoué (3), première navigation fluviale à s'être terminée sans décès européen grâce à l'usage de la quinine préventive. En 1857 il repartait sur le *Dayspring* qui devait se briser sur les rochers de Djebba ; sur le même bateau avaient embarqué le pasteur Taylor et le catéchiste Simon Jonas, tous les deux d'origine Ibo. Taylor posa à Onitscha la base de la future Mission du Niger. Crowther fonda une station à Lokodja, au confluent du Niger et de la Benoué. Il fut rappelé en Angleterre en 1862 et fut consacré évêque en 1864, chargé de s'occuper plus spécialement de la Mission du Niger, qu'il devait diriger à partir de Bonny jusqu'à sa mort en 1891 avec un clergé presque exclusivement indigène.

L'évêque Crowther représente un personnage-clé dans la conscience historique des Nigériens du sud. Il n'existe aucun autre pays d'Afrique noire où le christianisme ait été prêché à l'origine par des Noirs. De ceci le corps pastoral de la Mission du Niger était parfaitement conscient lorsque, après la mort de Crowther en 1891, la

(1) Suite pratique donnée au livre publié en 1840 par T. F. Buxton : *The African Slave Trade and its Remedy*, qui eut un immense retentissement.
(2) Bibliographie dans Hollis R. Lynch, *The native pastorate controversy and cultural ethno-centrism in Sierra Leone 1871-1874*, JAH 1964, n° 3, p. 395-413.
(3) Expédition décidée à la suite du rapport de Barth qui avait atteint la Benoué à Yola en 1851, en venant du lac Tchad.

direction de la C. M. S. décida de « reprendre en mains » le clergé indigène et de le remplacer par des Européens (1). Il y eut une scission sous la direction du fils de Crowther. Les arguments présentés dans le mémorandum adressé à l'archevêque de Canterbury en 1892 (2) sont curieusement semblables à ceux des évêques catholiques africains au Concile de Vatican II en 1964 : le christianisme ne pourra s'enraciner en Afrique que s'il perd son caractère de religion étrangère. En 1895 la majorité du pastorat africain se réconcilia avec la C. M. S. à l'exception du noyau de la première « African Church ». On sait la fortune des Églises africaines indépendantes en Nigeria et il n'est pas sans intérêt de noter que la plus ancienne est antérieure à la période coloniale (3).

Cependant, la mission d'Abéokouta réalisait un travail considérable. Dès 1848 une grande partie du Nouveau Testament était traduite en Yorouba. En 1851 des missionnaires de la *C. M. S.* s'installaient à Ibadan, en 1852 à Lagos, d'autres allaient visiter Ijebou-Odé en 1854, Ogbomosho et Ilorin en 1855 ; par ailleurs, les *Baptistes* américains fondaient une station à Ijayé (entre Oyo et Ibadan) en 1851, une autre à Ogbomosho en 1855 ; les *Méthodistes*, établis à Badagry depuis 1842, vinrent à Abéokouta en 1848. Sans poursuivre cette énumérations disons en bref qu'*en 1855, quarante ans avant l'installation politique des Anglais dans l'intérieur du Yorubaland, les principales villes yorouba avaient été touchées par les missions protestantes*. Ceci est très important en raison de l'œuvre scolaire accomplie. En Nigeria, comme dans l'ensemble des territoires anglophones, on a pu longtemps énoncer l'équation : Mission chrétienne = École. En 1964, plus de 80 % des écoles étaient encore dirigées par des sociétés missionnaires. Si la région Est qui est plus peuplée que la région ouest comptait le plus grand nombre d'élèves en 1958, la région ouest comptait à cette époque plus de quatre fois plus d'élèves dans l'enseignement secondaire (4) en mettant à part le cas particulier de Lagos (et quinze fois plus que la région nord cependant trois fois plus peuplée !). Ces chiffres apparaissent directement en rapport avec la précocité de l'œuvre missionnaire en pays yorouba, celle-ci ayant été influencée par l'existence des « Saro » et des « Brésiliens » qui réclamèrent très vite un enseignement secondaire pour leurs enfants. La première « Grammar School » fut fondée en 1859 à Lagos par la C. M. S. La même année paraissait à Abeokouta le premier journal en langue yorouba intitulé *Iwe Irohin*.

(1) Plus de cinquante ans devaient s'écouler avant qu'il y ait un deuxième évêque anglican noir.
(2) HODGKIN, p. 309-311.
(3) J. B. WEBSTER, *The African Churches among the Yoruba 1888-1922*, Oxford 1964, 217 p.
(4) d'après OTONTI NDUKA, *Western Education and the Nigerian Cultural Background*, Statistiques de 1958, p. 127. Ibadan 1964.

	Nombre total d'élèves	Nombre d'élèves du Secondaire
Lagos	63 064	4 591
Ouest	1 110 659	62 261
Est	1 250 929	13 960
Nord	238 098	4 086

L'histoire du pays yorouba devient extrêmement complexe à partir de 1851, année où se placent deux événements distincts, mais indirectement liés. Le premier est l'attaque de l'armée danhoméenne du roi Ghézo sur Abéokouta. Parmi les raisons du succès des Egba on doit compter le fait que le consul anglais Beecroft leur fournit des armes par l'intermédiaire du missionnaire anglais Townsend. D'autre part, cette même année 1851, Beecroft place sur le trône de Lagos son protégé Akitoyi et lui fait signer le 1er janvier 1852 un traité par lequel le chef de Lagos s'engage à abolir la traite, encourager le commerce, protéger les missionnaires et laisser résider à Lagos en permanence un consul anglais. Pourquoi Beecroft intervient-il dans la politique locale ? Parce qu'il pense que c'est le seul moyen de mettre fin à la traite. En effet, bien loin de diminuer d'importance comme en Gold Coast, la traite a pris des proportions catastrophiques à Badagry et surtout à Lagos, en particulier après le « Sugar Act » de 1846 qui a diminué les droits de douane sur le sucre donc augmenté sa consommation en Grande-Bretagne et par contre-coup la demande d'esclaves à Cuba. En 1842, 24 800 esclaves avaient été exportés d'Afrique de l'ouest, en 1847, 84 356 (1). Les deux ports de Badagry et Lagos étaient abondamment approvisionnés par les conflits de l'intérieur. Les « Saro » d'une part, les « Brésiliens » de l'autre, ne dédaignaient pas les bénéfices de la traite et participaient en tant que vendeurs au trafic dont leurs ancêtres avaient souvent été les victimes. Les « Brésiliens », dont nous avons parlé longuement à propos de Ouidah au Dahomey, avaient une importante colonie à Lagos et accueillirent avec joie en 1862 le Père Borghero fondateur de la Mission Catholique sur la Côte des Esclaves. La mission se développa si vite qu'on établit à Lagos en 1870 le Vicariat de la Côte du Bénin. Comme les protestants, les catholiques s'attachèrent dès le début à scolariser. Le premier établissement secondaire catholique fut fondé à Lagos en 1878.

Plusieurs éléments apparaissent dans l'histoire du pays Yorouba entre 1851 et 1893. Ils sont généralement traités distinctement, ce qui facilite l'exposé mais empêche de voir leur enchevêtrement. A l'intérieur il y a les luttes presque constantes entre les différentes villes yorouba faisant intervenir des alliances variables dont les chefs de file sont généralement Ibadan et Abéokouta (2). Il y a aussi les attaques danhoméennes dans la région d'Abéokouta (1862, 63, 64, puis 1873, 1881, 1882) (3). Sur la côte l'installation officielle d'un gouverneur britannique à Lagos en 1861 entraînera le remplacement de la traite par le « commerce légal ». Hélas ! une partie importante des importations de Lagos consistera en fusils de provenance danoise et en poudre venant de Boston aux U. S. A. Vendues à Ibadan par des intermédiaires Ijebou (4), ces armes serviront pendant

(1) Crowder, p. 115.
(2) Crowder, p. 150-153, 157-160.
(3) *Histoire du Dahomey*, p. 127-129.
(4) Ajayi et Smith, op. *cit.*, p. 20.

la fameuse « guerre d'Ijaye » (1860-1865) si bien analysée récemment par Ade Ajayi qui a utilisé systématiquement les correspondances des missionnaires fixés à Ibadan, Ijaye, Abéokouta et Oyo, lesquels prirent naturellement le parti de leurs ouailles respectives au risque de s'opposer au gouverneur anglais de Lagos. C'est un exemple, entre combien d'autres, de la complexité des événements aggravée encore, de même qu'en Gold Coast à la même époque, par les décisions du « *Select Comittee on West Africa* » recommandant en 1865 de réduire les crédits engagés. S. O. Biobaku a écrit une remarquable étude sur les réactions des Egba (1), mais il manque à l'heure actuelle un ouvrage de synthèse sur le pays yorouba au XIXe siècle.

A partir de 1881 les Anglais de Lagos essaient sans succès de réconcilier les différentes fractions Yorouba entre elles. Finalement en 1888 effrayés par la perspective d'une intervention française, ils obtiennent l'accord de l'alafin d'Oyo (contre deux cents sacs de cauris!) pour que l'ensemble du pays yorouba (sauf Ilorin) devienne protectorat britannique. A vrai dire l'autorité réelle de l'alafin d'Oyo est à cette époque réduite à bien peu de choses. C'est la convention franco-anglaise du 5 août 1890 sur Madagascar, Zanzibar et le bassin du Niger, qui fixera les limites entre les futures colonies du Dahomey et de la Nigeria au sud du 9e parallèle. L'année suivante seulement, en 1891, l'Angleterre établira une garnison officielle à Ilaro dans le pays Egbado limite avec le Dahomey. Les Egba, suzerains des Egbado depuis 1830, refuseront pour leur part toute ingérence britannique et obtiendront en 1893 un statut d'état indépendant, tout au moins du point de vue fiscal, qui sera maintenu jusqu'en 1914. Le reste du pays yorouba sera progressivement et facilement soumis par le gouvernement de Lagos. En 1897 Ilorin sera pris par la *Royal Niger Company* et la totalité de l'ancien empire d'Oyo sera alors sous contrôle britannique.

B) Le Royaume de Bénin.

Nous avons déjà signalé que, dès la seconde moitié du XVIIIe siècle, les négriers européens négligeaient la rivière de Bénin et le port de Gwato pour concentrer leurs activités dans des ports plus accessibles à l'est ou à l'ouest. Les documents européens sur Bénin au XIXe siècle sont donc quasi inexistants. Ceci ne signifie pas que Bénin City soit restée complètement isolée. Elle avait en particulier des rapports certains avec la ville yorouba d'Ondo (à peu près à mi-chemin entre Bénin et Ibadan), par laquelle se faisait un grand trafic d'armes.

Ce que nous connaissons le mieux de Bénin, c'est sa fin. Jusqu'en 1892 le Bénin n'eut aucun rapport avec les Britanniques qui restèrent strictement localisés dans les villes côtières du « protectorat des Oil Rivers » proclamé en 1885. En 1892 l'*oba* du Bénin accepta de signer

(1) S. O. BIOBAKU, *The Egba and their Neighbours 1842-72*, Oxford 1957.

un traité de protectorat dans lequel il promettait de renoncer aux razzias esclavagistes et aux sacrifices humains. A la fin de 1896 le consul général Phillips annonça son intention de rendre visite à l'oba Overami. C'était l'époque de la grande fête *Agoué* durant laquelle l'oba ne peut être vu par aucun étranger. Des émissaires l'expliquèrent à Phillips qui devait payer de sa vie son refus d'obéir à des lois religieuses impératives. Il périt dans une embuscade avec cinq autres Britanniques sur neuf et presque toute l'escorte de deux cents indigènes.

Six semaines après, en janvier 1897, une expédition punitive de 1 500 hommes vint brûler Benin City et rapporta en Europe près de 2 500 des fameux « bronzes » et ivoires répartis aujourd'hui dans les grands musées d'Europe et particulièrement au British Museum. L'oba en fuite fut repris et déporté à Calabar où il mourut en 1914. L'oba actuel est le petit-fils d'Overami (ou Ovenramouen). Les 500 000 Edo qui peuplent l'actuelle province de Bénin sont loin d'avoir oublié leur brillant passé historique, mais ils se sont remarquablement adaptés, tout comme les Achanti, à l'exploitation rationnelle des ressources forestières.

C) Le royaume Itsekiri de Warri. (1) (2)

On n'en pourrait dire autant des 30 000 Itsekiri de l'ancien royaume de Warri. Il est vrai qu'ils habitent entre les rivières Bénin et Forcados, une région particulièrement inhospitalière de forêts marécageuses ou mangrove. Un grand chef y naquit cependant vers 1852 et réussit à acquérir le monopole du commerce de l'huile de palme dans l'arrière-pays de la rivière Bénin. En 1886, 1892, puis en 1894, le célèbre *Nana* arrêta avec ses puissants canots de guerre tout le trafic des firmes européennes établies à Warri. En septembre 1894 les Britanniques s'emparèrent alors de son quartier général d'Ebrohimi, à l'entrée de la rivière Bénin et le déportèrent à Calabar puis à Accra. Autorisé à revenir dans son pays en 1906, Nana y mourut dix ans plus tard.

8. La région Est de Nigeria jusqu'en 1914.

La région Est de Nigeria évoque aujourd'hui immédiatement les extraordinaires densités du pays Ibo. Les Ibo sont environ 8 millions et forment plus des trois-quarts de la population totale de la région Est. Cependant leur histoire ne date que du XX[e] siècle, la pénétration politique et missionnaire s'étant faite seulement après la fameuse expédition de 1902 qui détruisit Arochoukou, siège du fameux oracle *Long Juju*. Nous ne ferons donc que signaler un fait qui appartient à l'histoire coloniale, à savoir le remarquable développement du catholicisme et de la scolarisation parmi les Ibo qui, émigrant volontiers

(1) P. C. Lloyd, *The Itsekiri in the nineteenth century : an outline social history*, JAH 1963, n° 2, p. 207-231 (2 cartes).
(2) Depuis 1961, les provinces de Bénin et de Warri forment la « région centre-ouest » de Nigeria.

en raison de la surpopulation, sont devenus un élément essentiel dans la Nigeria indépendante.

Au XIX[e] siècle, seule la région du delta (jusqu'à la rivière de Calabar à l'est), c'est-à-dire les peuples Ijoh, Ibibio et Efik ont une existence historique. Nous n'y insisterons pas car la question de la pénétration britannique commerciale puis politique a été amplement traitée (1). Par le titre même de son livre et par son contenu l'historien nigérien K. O. Dike (2) a remarquablement mis en valeur les liens étroits existant au XIX[e] siècle entre le commerce, l'évangélisation et la politique. On peut distinguer trois zones d'activité principale des négriers, puis des traitants, les seconds étant au début très peu différents des premiers : Akassa — Brass, Bonny — New Calabar — Opobo, enfin Old Calabar et la rivière Cross. C'est dans cette troisième zone, habitée par les Efik, que le pasteur Hope Waddell vint établir une station missionnaire de l'Église d'Écosse en 1847. Hope Waddell amenait avec lui un groupe d'anciens esclaves jamaïcains originaires du Calabar. Il fonda plusieurs postes à l'est de la rivière Cross. Dès 1858 le Nouveau Testament était traduit en Efik et en 1868 la Bible tout entière. Mais la mission de Calabar ne s'étendit véritablement qu'après 1885, année de la proclamation du Protectorat des *Oil Rivers*.

C'est à Bonny, nous l'avons vu, que l'évêque Crowther établit son quartier-général de 1867 à 1891. En 1853 le roi Pepple de Bonny avait été exilé en Angleterre. Il fut renvoyé dans son pays en 1861 avec une indemnité de 4520 Livres et mourut en 1865. Un ancien esclave Ibo, nommé Jaja, parvint alors à s'imposer et fonda à Opobo en 1870 un état indépendant concurrent de Bonny. En 1873 le consul anglais de « Bénin et Biafra » quitta sa résidence de Fernando-Po pour Calabar mais l'Angleterre ne cherchait pas à imposer une autorité politique et se faisait volontiers représenter par des vice-consuls comme le chef Nana sur la rivière Bénin en 1885 ou bien la missionnaire Mary Slessor sur la rivière Calabar en 1892. En 1893 le Protectorat des Oil Rivers fut réuni à celui de Lagos et au domaine de la Royal Niger Company (le long du Niger jusqu'à Djebba et le long de la Benoué jusqu'à Ibi) sous le nom de *Niger Coast Protectorate*. C'est alors seulement que se multiplièrent les « expéditions des forces de l'ordre » dans le delta. En 1887 Jaja d'Opobo avait été déporté aux Antilles. En 1894 ce fut le tour de Nana, le chef Itsekiri ; l'année suivante les Brassmen qui avaient attaqué le port d'Akassa furent mis à la raison. Mais la pénétration dans l'intérieur du pays Ibo ne fut entreprise, nous l'avons dit, qu'en 1902. Elle devait être terminée seulement en 1914 dans la province d'Ogoja, la dernière à être pacifiée.

(1) SIR ALAN BURNS, *History of the Nigeria*; M. CROWDER. *The story of Nigeria*, 1962.
(2) K. O. DIKE, *Trade and Politics in the Niger Delta 1830-1885*. Oxford 1956.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE IX

LES EUROPÉENS EN AFRIQUE NOIRE ET A MADAGASCAR XVIe-XIXe SIÈCLES

Après avoir consacré une grande partie de cet ouvrage à l'histoire de l'Afrique noire précoloniale considérée dans une optique africaine, nous croyons souhaitable d'étudier séparément la politique suivie par les diverses nations européennes engagées en Afrique entre le XVIe et le XIXe siècles. Le XIXe siècle fera l'objet d'un chapitre spécial en raison de l'importance des nouveaux courants idéologiques, économiques et politiques qui aboutiront au *Scramble* et au partage colonial du continent africain.

La période 1500-1815 qui sera envisagée ici est malheureusement dominée par la traite des esclaves devenue au XVIIIe siècle l'activité quasi-exclusive des Européens. Mais, d'autre part, elle est marquée par les installations portugaises en Guinée, dans l'Angola et le Mozambique, l'implantation hollandaise au Cap, l'établissement des Anglais sur la côte de l'actuel Ghana, en Sierra Leone et en Gambie, celui des Français au Sénégal et à Ouidah (Dahomey). Au XVIIIe siècle le delta du Niger (Nigeria) sera fréquenté plus particulièrement par des négriers britanniques, la côte entre le Cap Lopez et l'embouchure du Congo (Gabon et Congo-Brazza) par des négriers français. En somme *dès la fin du* XVIIIe *siècle la base de départ de presque toutes les futures colonies de la côte atlantique est déjà marquée sur la carte*, à l'exception des secteurs Libéria-Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun et Sud-Ouest africain. En raison de l'importance de la « période coloniale » dans l'histoire générale de l'Afrique, il n'est donc pas inutile d'étudier de façon détaillée l'action politique et économique des futures puissances coloniales entre 1500 et 1815 et de rappeler en même temps les tentatives — bien oubliées aujourd'hui — des Danois, Suédois et Brandebourgeois sur la côte du golfe de Guinée,

En réalité, il n'est pas possible pendant toute cette période de parler d'une *politique* des nations d'Europe qui vont se contenter pendant trois siècles d'exploiter commercialement les côtes d'Afrique. Si « l'expérience congolaise » commencée en 1486 a été lancée avec un réel souci d'évangélisation primant la recherche de bénéfices

commerciaux, elle a dégénéré à partir de 1510, année de mise en marche de la machine infernale de la traite atlantique. C'est à partir de là que s'est joué le destin de la façade atlantique de l'Afrique, devenue un réservoir de main-d'œuvre pour les plantations américaines et accessoirement un fournisseur de gomme (Sénégal), de poivre (maniguette), d'ivoire ou d'or, comme le montrent clairement les noms attribués aux différents secteurs de la côte du golfe de Guinée (Côtes du Poivre, des Dents, de l'Or, des Esclaves).

Durant le XVIe siècle les Portugais ont le monopole absolu du commerce africain. Mais en 1580 le Portugal devient espagnol et les marins des Pays-Bas révoltés ne pouvant plus s'y approvisionner en épices décident d'aller les chercher eux-mêmes aux Indes et en Afrique. Dès 1594 les Hollandais fondent une première « Compagnie pour le commerce des Indes Orientales » et une deuxième en 1602 qui enlèvera au Portugal toutes les places de l'Océan indien entre 1605 et 1663, sauf Goa. En 1621 est établie la « Compagnie hollandaise des Indes occidentales ». Entre 1620 et 1680 la marine hollandaise est toute puissante et la Hollande est prédominante en Afrique. C'est ce qui explique la précocité de la traduction flamande de Pigafetta juste après son édition italienne de 1591 et l'importance des œuvres écrites sur l'Afrique en néerlandais, parmi lesquelles la fameuse « Description de l'Afrique » de O. Dapper parue à Amsterdam en 1668, traduite et copiée pendant tout le XVIIIe siècle dans les divers pays d'Europe occidentale.

En 1664 Colbert fonde la « Compagnie française des Indes occidentales » qui ne sera pas un concurrent dangereux pour les Hollandais par suite de sa mauvaise gestion. Par contre, la « Royal African Company » fondée à Londres en 1672, soutenue par la prépondérance maritime britannique, va donner à l'Angleterre la toute première place dans le commerce africain. Elle s'intéresse au début à l'or, comme en témoigne la frappe d'un demi-million de « *guinées* » à base d'or africain entre 1672 et 1712. Mais, en 1713, le traité d'Utrecht abolit le traité de l'Asiento conclu en 1701 entre la France et l'Espagne, par lequel la « Compagnie française de Guinée » s'engageait à fournir aux possessions espagnoles d'Amérique 48 000 esclaves en dix ans. La « Compagnie anglaise de Guinée » reçoit le privilège de l'Asiento et devra transporter en trente ans 144 000 esclaves pour les Espagnols, chiffre très inférieur à celui des esclaves transportés vers les colonies anglaises ou françaises d'Amérique.

La traite des esclaves, longtemps considérée comme un trafic honorable, sera combattue dès le XVIIIe siècle par les encyclopédistes français et par de nombreux Anglais menés par Granville Sharp. Après l'arrêt du juge Mansfield (1772) refusant à l'esclavage droit de cité en Angleterre, la nécessité de trouver un asile pour les 15 000 esclaves libérés qui restent sans ressource sur le pavé de Londres, amène l'installation en Sierra Leone de plusieurs centaines de ces Noirs (1). Ce

(1) Supra, p. 298.

mouvement entraîne un intérêt nouveau pour l'Afrique. Il est en partie cause de la création de l'*African Society* de Londres (1788). Mais la traite des esclaves ne sera finalement abolie qu'au moment où la crise des plantations de canne à sucre des Antilles la rendra moins nécessaire.

La fin du siècle dominée par la Révolution française entraîne un réaménagement fondamental des possessions européennes en Afrique. Ainsi, l'Angleterre remplace la Hollande au Cap, s'installe solidement sur les côtes ouest africaines et conserve quelques-unes des bases enlevées aux Français (île Maurice, Seychelles) pour assurer son emprise sur la route des Indes.

I. LES PORTUGAIS EN AFRIQUE NOIRE

Nous ne reviendrons pas ici sur l'activité déployée en Afrique par les marins, soldats, missionnaires ou commerçants portugais. Nous en avons largement tenu compte en étudiant la côte guinéenne aux xv^e^ et xvi^e^ siècles, la côte orientale au nord du cap Delgado aux xvi^e^ et xvii^e^ siècles et surtout l'« Afrique centre-australe » entre le xv^e^ et le xix^e^ siècles. Que saurions-nous du Monomotapa, du Congo, des royaumes de l'Angola, sans les documents portugais ? Certainement pas grand-chose. On peut même aller plus loin et affirmer que ces royaumes n'auraient pas eu d'existence historique sans les Portugais. Même les royaumes centraux qui n'ont pas eu de rapports directs avec les Portugais, comme le royaume Lounda, doivent l'essentiel de leur puissance aux armes importées par les Portugais, puisque les deux principaux tributaires Lounda, le royaume Imbangala de Cassange et le royaume Kazembé du Louapoula, entretenaient des rapports commerciaux avec Loanda (Angola) et Tété (Mozambique).

Dans l'histoire « africaine » de l'Afrique noire précoloniale, les Portugais occupent donc une place unique et prépondérante. Mais leur rôle dans l'histoire de l'expansion européenne est également capital et nous l'examinerons ici du point de vue de Lisbonne dans le cadre des préoccupations économiques et politiques de l'époque en suivant l'impulsion donnée par les divers souverains.

1. **Les grandes lignes de la politique portugaise.**

En 1495 le roi *Manuel* succède à Jean II. Durant son règne (1495-1521) le petit Portugal va vivre un véritable conte de fées symbolisé par le surnom de *Fortuné* donné à Manuel, de même qu'un siècle plus tard le sultan du Maroc El Mansour sera appelé *El Dehebi* (= le doré) après la conquête en 1591 du royaume Sonrhay de Gao. Du point de vue africain les découvertes faites sous le règne de Manuel auront des conséquences désastreuses. Au xv^e^ siècle l'Afrique tenait la première place dans la politique ultra-marine du Portugal. Cela explique d'ailleurs en partie l'indéniable « pureté morale » de « l'expérience congo-

laise » à son début. On avait trouvé des esclaves à Arguin, de l'or à Elmina, du poivre à Gwato (Bénin), on pouvait se permettre de penser d'abord à l'évangélisation dans ce royaume du Congo qui, à première vue, ne possédait aucun produit intéressant à ramener en Europe, en dehors des esclaves.

Avec l'arrivée de Vasco de Gama aux Indes (1498) tout change. D'emblée les bénéfices « indiens » apparaissent fabuleux par rapport aux bénéfices « africains ». Avec un seul chargement de poivre Vasco de Gama gagne soixante fois les dépenses engagées pour son voyage! *Dorénavant l'Afrique ne tiendra plus qu'une place secondaire.* Sa côte orientale sera conquise entre 1502 et 1509 parce qu'elle est la *contracosta*, lieu de relâche obligatoire pour les navires poussés par la mousson de l'*Inde* (Indes Orientales). Sa côte atlantique sera considérée en fonction des Indes occidentales à partir de l'année 1510 qui verra le début de la traite vers les possessions espagnoles d'Amérique. Vers le milieu du XVIe siècle les plantations de canne à sucre établies au Brésil (découvert en 1500 par le portugais Alvarez Cabral) demanderont à leur tour de la main-d'œuvre et ce sera la raison principale de la conquête de l'Angola en 1575 et de son utilisation comme réservoir d'esclaves.

Sous le règne de Manuel les flottes égyptiennes et vénitiennes sont vaincues à Diu (1509), Goa est conquise en 1510, Malacca en 1511, les îles d'Amboine et Timor, principales productrices d'épices, en 1514, Ormuz en 1515, Colombo en 1519. A la fin du règne, les Portugais sont donc en mesure de contrôler tout le commerce de l'océan indien depuis la côte africaine jusqu'à l'Indonésie.

En vingt-cinq ans le Portugal est devenu le pays le plus riche d'Europe, mais paradoxalement il va devenir rapidement un pays pauvre obligé d'acheter sa nourriture au dehors, parce que les Portugais attirés par les énormes profits du commerce outre-mer ne veulent plus cultiver la terre chez eux. On décrit d'habitude le règne de *Jean III* (*1521-1557*) comme celui de la *dégradation mercantile* : la nation perd de sa vitalité, les mœurs se dépravent. Tout le monde veut gagner beaucoup d'argent et très vite, aux Indes ou au Brésil. L'Afrique est beaucoup moins appréciée et déjà se confirme en ce milieu du XVIe siècle ce caractère qui a fait tant de mal à la colonisation portugaise en Afrique. Non seulement on n'y envoie pas beaucoup de monde car la population du Portugal est manifestement insuffisante par rapport à l'immensité de son empire, mais encore on y envoie volontiers les rebuts de la société portugaise, laissant les éléments de valeur tenter leur chance dans l'Inde ou au Brésil.

Sébastien l'Africain.

Le règne de Sébastien (1557-1578), petit-fils de Jean III, marque un tournant dans la politique africaine du Portugal. C'est la première fois en effet que les forces portugaises s'engagent en de vastes opérations entraînant occupation de vastes territoires, Angola et Mono-

motapa. Au Maroc après une brève expédition contre Tanger (1574), il lance une véritable croisade et trouve la mort à la bataille d'Alcazarquivir (1578) ou bataille des Trois Rois.

Le handicap espagnol.

Ce désastre aboutit après le bref passage du cardinal Henri (1578-1580) à la nomination sur le trône du Portugal de Philippe II (15 avril 1581) qui s'engage devant les Cortès de Thomar à maintenir son nouveau royaume dans une union purement personnelle avec la Couronne d'Espagne. Mais en solidarisant le Portugal et l'Espagne, cette union rend très vulnérable les provinces coloniales portugaises. Ni l'Angleterre, ni les Provinces Unies, ni la France ne sont capables en 1580 d'aligner des flottes suffisantes pour porter le combat aussi loin. Cependant dès 1605, trois ans après la fondation de la Compagnie des Indes Orientales, les Hollandais s'attaquent à « l'empire des épices », base essentielle de la richesse portugaise. Ils s'emparent d'abord d'Amboine, où ils maintiendront jusqu'en 1770 (1) le monopole absolu du clou de girofle, puis en 1607 des deux autres « îles à épices » de Ternate et Timor. Par contre, leurs trois attaques (1604-1607-1608) contre la forteresse de Moçambique sont repoussées.

Pour compenser la perte des épices indonésiennes, les Portugais du Brésil sont alors invités à intensifier la production de sucre ; jusqu'à la fin du XVII[e] siècle le Brésil sera le plus gros fournisseur mondial de sucre et la principale source de richesse portugaise. Mais il demandera de plus en plus d'esclaves à l'Angola et on commencera vite à répéter le dicton : « Sans sucre il n'y a pas de Brésil et sans Angola il n'y a pas de sucre ». Cette interdépendance du Portugal, du Brésil et de la côte africaine apparaît clairement aux Hollandais qui, deux ans après avoir fondé la Compagnie des Indes Occidentales, attaquent *d'abord* la côte africaine : Benguela (1623), six navires brûlés dans le port de Loanda (1624), avant de s'emparer de Pernambouc au Brésil en 1630. En 1637 les Hollandais prennent le comptoir d'Elmina (qui avait été fondé en 1482) ; à partir de 1639 ils tiennent l'estuaire du Congo.

En 1640 l'empire portugais apparaît donc terriblement menacé. C'est le moment que choisit le duc d'Olivarès ministre de Philippe IV pour proposer la transformation du Portugal en province espagnole. On conçoit que la réaction des Portugais à cette annonce ait été immédiate et brutale. Ils se soulèvent et mettent sur le trône Jean IV de Bragance. Toutes les possessions portugaises d'outre-mer se rallient au nouveau roi, sauf Ceuta qui reste espagnole.

Jean IV de Bragance et le prix colonial des alliances.

L'enthousiasme populaire de cette indépendance reconquise ne peut masquer, après les multiples contributions exigées par le souverain

(1) *Infra*, p. 356, *Pierre Poivre et l'introduction du girofle à l'île Bourbon.*

espagnol, *l'épuisement d'un pays qui ne possède plus d'armée, ni de marine.* La France, qui est en guerre avec les Habsbourg, ne peut guère faire plus que retenir une armée espagnole aux frontières des Pyrénées, l'Angleterre est en pleine guerre civile. Seules les *Provinces Unies* à l'apogée de leur puissance peuvent aider le Portugal.

Le traité luso-hollandais du 12 juin 1641 promet à Jean IV une escadre de vingt vaisseaux, des officiers, des armes, des munitions. En contrepartie, le Portugal accorde de nombreux avantages aux commerçants hollandais et renonce à revendiquer les colonies prises par la Hollande avant la conclusion du traité ou, plus exactement, un an après la conclusion du traité. C'est en somme un peu l'alliance du loup et de l'agneau, si bien que ce soutien hollandais se traduit en réalité par une relance des opérations militaires pour annexer le maximum de terres portugaises, d'où la prise de Sâo Thomé, de Saint-Paul de Loanda (août 1641) et la recrudescence des guerres à Ceylan.

Le soulèvement des colons portugais du Brésil donne prétexte à la Hollande pour suspendre son aide maritime et refuser d'appliquer le traité aux Indes, ce qui lui permet de gagner de nouveaux territoires, mais les Portugais du Brésil chassent bientôt définitivement les Hollandais et envoient en 1648 une flotte de quinze vaisseaux reconquérir Sâo Thomé et l'Angola.

A nouveau en guerre ouverte dès 1651, les Pays-Bas et le Portugal signent le 31 juillet 1669 un traité mettant fin aux hostilités. Les Hollandais conservent ce qu'ils ont conquis aux Indes depuis 1641 : Ceylan, la côte de Malabar, celle de Coromandel. Ils renoncent au Brésil, moyennant une indemnité de 3 millions de florins et la livraison gratuite pendant vingt ans du sel de Setubal ; pour 25 000 cruzados, ils obtiennent une situation commerciale privilégiée à Lisbonne et le droit de trafiquer avec la côte de Guinée, Sâo Thomé et le Brésil.

L'alliance de l'Angleterre contre l'Espagne obtenue par le traité du 23 juin 1661 donne à Charles II, Bombay, Galle dans l'île de Ceylan, Tanger et une somme de 20 millions de francs.

Ainsi les alliances du Portugal l'ont finalement dépossédé de son domaine indien mais laissent intactes, sauf San Jorge del Mina, ses possessions africaines et le Brésil qui va consommer une quantité accrue d'esclaves africains après 1684 où l'on découvre de l'or (1). Après 1648, année où le Brésilien Salvador de Sâ est venu reprendre Loanda et Benguela aux Hollandais, les rapports Brésil-Angola se sont encore resserrés. Entre 1650 et 1688 les gouverneurs de l'Angola viennent du Brésil et le Portugal perd peu à peu dans l'esprit des Blancs de l'Angola son rang de métropole au profit du Brésil.

De l'autre côté de l'Afrique, le Portugal n'est guère plus respecté. Les *prazeros* de Moçambique ont tous beaucoup plus de sang indien ou bantou que de sang portugais. Et ils ne se sentent aucunement liés à Lisbonne.

(1) En 1663, alors que le Portugal était en conflit avec l'Espagne, le gouverneur de l'Angola avait reçu l'ordre de découvrir des mines d'or et de cuivre nécessaires à la poursuite de la guerre.

Au XVIIIe siècle le Portugal ne représente plus grand-chose en Afrique. En Europe il est maintenant définitivement classé comme puissance de seconde zone. En 1703 le traité Methuen accorde des tarifs préférentiels aux vins portugais entrant en Angleterre contre la libre entrée des tissus britanniques, ce qui va accentuer le caractère agricole du Portugal et son conservatisme. Cependant on peut encore faire des affaires au Brésil ; en 1718 on y découvre de nouveaux gisements d'or, en 1728 des diamants. Les esclaves angolais seront désormais employés aux mines aussi bien qu'aux plantations qui représentent un revenu moins intéressant, la production des Antilles britanniques et françaises ayant rattrappé celle du Brésil à la fin du XVIIe siècle.

Entre 1750 et 1777, le fameux ministre *Pombal* essaie de mettre de l'ordre dans l'administration. Mais ses réformes ne réussiront pas à réveiller la profonde apathie dont souffrent les colonies africaines.

2. L'administration coloniale portugaise avant 1800.

La durée des voyages nécessite une administration décentralisée. Cependant que l'importance des profits commerciaux entraîne une ingérence étatique de plus en plus grande. Il faut distinguer l'administration centrale de Lisbonne et celle des colonies.

L'administration centrale de Lisbonne mise en place pour les Indes et le Brésil s'adapte à l'Afrique en quelque sorte par continuité. Elle suit la politique administrative générale du Portugal. Ainsi la suppression de l'indépendance judiciaire des grands seigneurs portugais est étendue aux colonies dès le règne de Manuel le Fortuné.

En 1516 est réorganisé l'office des *Vedores da Fazenda* (inspecteurs des Finances) dont l'autorité s'exerce sur la « factorerie des îles » (recettes des îles d'Afrique) et sur la maison de Guinée (*Casa da Mina* ou *Casa de Guiné*). Cette maison prépare les cargaisons, répartit entre les intéressés ou vend au profit du Roi les cargaisons qui en viennent et immatricule les soldats des armées coloniales.

Du fait de l'importance économique des colonies, les inspecteurs des Finances s'en occupent beaucoup mais sans qu'une structure bien nette apparaisse. Par ailleurs les attributions de certains tribunaux ou conseils empiètent sur leur domaine. Ainsi la *Mesa da consciencia e ordeus* (tribunal de la conscience et des ordres) possède l'administration religieuse des Colonies.

La *période espagnole* voit une double réforme. Philippe II supprime en 1591 les inspecteurs des Finances et les remplace par le *Conselho da Fazenda* (Conseil des Finances) dont les pouvoirs sont beaucoup plus étendus. L'une de ses quatre sections s'occupe de la métropole, la deuxième des Indes, d'El Mina, de la Guinée, du Brésil, de São Thomé et du Cap Vert, la troisième des îles Madère et les Açores, la quatrième du Maroc. Mais cette réforme ne donne pas satisfaction et le duc de Lerme, Ministre de Philippe III, confie l'administration supé-

rieure des colonies au *Conseil des Indes*. Les deux sections de ce Conseil s'occupent l'une du Brésil et de l'Afrique, l'autre de l'Océan Indien. Cette réforme, bonne en soi, est gênée par le fait que toute décision importante est prise à Madrid.

Jean IV de Bragance (1640-1657) améliore les réformes espagnoles. A partir de son règne, la nomination des vice-rois et des gouverneurs des colonies appartient au Conseil d'État. Le Conseil des Indes devenu *Conseil d'Outre Mer* administre l'outremer portugais sauf Madère, les Açores et les places du Maroc qui relèvent du Conseil d'État. Sa compétence théoriquement étendue aux affaires civiles, religieuses et militaires se réduit souvent à liquider les dépenses et à surveiller l'approvisionnement des magasins et des arsenaux.

L'administration en Afrique. Nous avons vu (1) comment les colonies, durant le xv[e] siècle, ont été données comme terres de la couronne à des nobles qui en sont, à titre héréditaire ou viager, les propriétaires (*donatorios*) et les gouverneurs (*capitaes*). Dès le xvi[e] siècle le pouvoir des capitaines donataires est restreint par la présence de fonctionnaires royaux. Sous le règne de Manuel le Fortuné *des ouvidors* (auditeurs) sont adjoints aux donataires pour rendre la justice, de la même manière que les juges royaux du Portugal. Par ailleurs, dans certaines colonies, des *corregedors* royaux (avant 1544 aux îles du Cap Vert) surveillent l'action des donataires.

Le remplacement des donataires par des fonctionnaires royaux est entrepris dès le règne de Jean III. Ainsi en 1522, São Thomé passe sous contrôle royal. Il se poursuit sous les princes de la maison de Habsbourg et ceux de la Maison de Bragance. A partir du Ministère de Pombal (1750-1777) il n'y aura plus à la tête des colonies que des fonctionnaires royaux. Ces fonctionnaires se livrent volontiers pour arrondir leurs revenus au trafic, ce qui déconsidère l'administration et contraint Lisbonne à interdire cette pratique (1666-1673). L'inconvénient des séjours trop brefs (trois ans) des gouverneurs était apparu à Pombal qui augmenta la durée de leur séjour.

En réalité il est assez vain de tracer un tableau général de l'administration portugaise en Afrique, car les circonstances locales et la valeur morale plus ou moins grande des Portugais engagés sur place ont eu une importance déterminante. Il faut donc étudier séparément chaque région géographique où s'est manifestée la présence portugaise.

Arguin — Les îles du Cap Vert — La Guinée portugaise. — Arguin envoie au Portugal environ un millier d'esclaves par an dans la deuxième moitié du xv[e] siècle. L'île de Santiago du Cap Vert (au large de Dakar) est peuplée à partir de 1460 environ d'aventuriers génois, portugais et castillans qui vont monter quelques plantations et faire la traite des esclaves dans le secteur côtier situé entre le Sénégal et les îles Sherbro

(1) *Supra*, p. 46-48.

(Sierra Leone). A partir du milieu du xvi[e] siècle des négriers anglais et français commenceront à travailler dans la région de la Gambie et les îles du Cap Vert perdront de leur importance. Toute cette côte, y compris l'actuelle Guinée portugaise, sera fréquentée par des négriers individuels et non par des Compagnies officielles comme la côte à l'est du Cap des Trois Pointes, sauf pendant deux brèves périodes 1676-1680 et 1690-1702 où fonctionnera une Compagnie de Cacheu et Cabo Verde. Au xvii[e] siècle cependant des Portugais s'avancent dans l'intérieur de l'actuelle Guinée portugaise et s'établissent à Farim en 1640 à cent kilomètres de Cacheo. Entre 1703 et 1736 les Français occuperont Bissao.

Elmina et la côte entre le Cap des Trois Pointes et le Niger (Côte Sous le Vent, côte de Mina).

Installés à Elmina en 1482, les Portugais en seront chassés par les Hollandais en 1637. Durant un siècle et demi ils auront pratiqué très peu la traite mais beaucoup le commerce de l'or (1). Au début ils importaient même des esclaves sur la côte de l'Or, à partir de Bénin, Sâo Thomé et Arguin. Leurs autres comptoirs de la côte de l'Or, Axim et Accra, seront également enlevés par les Hollandais en 1642 et serviront alors essentiellement à la traite.

Négligeant le secteur côtier correspondant aux actuels Togo et Dahomey les Portugais installent un comptoir à Gwato au Bénin en 1486 et l'abandonnent en 1526. Nous en avons parlé précédemment ainsi que des relations diplomatiques et commerciales entretenues au xvi[e] siècle avec le royaume de Warri.

En 1642 les Portugais ont donc perdu toutes leurs positions officielles sur la Côte de Mina, mais ils vont conserver une grande activité commerciale grâce au tabac en rouleaux (2) produit en grande quantité au Brésil et devenu dans le courant du xvii[e] siècle un article indispensable à la traite, réclamé de façon impérative par les fournisseurs d'esclaves de la côte. Fort astucieusement les Hollandais vont « autoriser » les vaisseaux brésiliens à commercer dans les quatre ports de Popo, Ouidah, Jacquin et Apa à la condition expresse de faire escale à Elmina et d'y abandonner dix pour cent de leur cargaison de tabac. L'affaire est d'ailleurs excellente pour les deux parties car on n'importe sur la côte de Mina que du tabac de troisième qualité invendable en Europe! Mais le marché conclu n'empêche pas les navires hollandais d'attaquer chaque fois qu'ils le peuvent les vaisseaux portugais ou brésiliens. Aussi les Portugais font-ils construire en 1721 un fort à Ouidah, juste à côté des forts français et anglais élevés en 1671.

(1) H. Hauser, *op. cit.* 1929, p. 420, citant Ad. Soetbeer (*Gotha*, 1879), indique les livraisons d'or en Europe. De 1521 à 1544 il y eut 2 400 kg d'or africain contre 1500 kg d'or européen et 3 260 d'or américain ; de 1545 à 1560, 2 000 kg d'or africain contre 1 000 d'or européen et 5 400 d'or américain.

(2) P. Verger, *Rôle joué par le tabac de Bahia dans la traite des esclaves au golfe du Bénin*, Cahiers d'Études Africaines n° 15, 1963, p. 24.

Le nombre d'esclaves exportés à partir de Ouidah varie considérablement suivant les années. Entre mai 1722 et juillet 1724 on recense à Bahia 12 843 entrées de nègres provenant de la côte de Mina (1). A partir de 1728 les chiffres diminuent à cause des guerres entreprises ou subies par Agadja (1708-1732), le roi du Danhomé et son successeur Tegbessou (1732-1774), contre les royaumes d'Allada et de Savi. Ouidah est prise en 1747. La traite y devient si peu active à la fin du XVIIIe siècle que les Français abandonnent leur fort en 1797, les Anglais en 1807. Mais les Portugais continuent d'acheter à Ouidah des esclaves qu'on fait travailler surtout dans les mines d'or et de diamant du Brésil où ils sont plus appréciés que la main-d'œuvre angolane.

A la fin du XVIIIe siècle la présence portugaise est limitée à l'actuelle Guinée portugaise et à Ouidah mais la langue portugaise ou plutôt un baragouin portugais reste pratiqué par les chefs indigènes tout le long de la côte. Tout le vocabulaire négrier est parsemé de mots portugais. Quant aux missionnaires établis quelque temps en Sierra Leone, en Gold Coast et au Bénin, ils ont laissé bien peu de traces, malgré l'activité de certains comme le P. Barreira au Sierra Leone entre 1604 et 1624 suivi par les capucins Séraphin de Léon (+ 1657) et Antonio de Trujillo († 1685) (2).

Les îles du golfe de Guinée : Fernando Po, île du Prince, Annobon, Sâo Thomé.

Fernando Po, Sâo Thomé et Annobon sont découvertes en 1483, Principe (= île du Prince) en 1485. Fernando Po et Annobon seront vendues en 1778 à l'Espagne. Fernando Po, célèbre repaire de négriers de toutes nationalités au XVIIIe siècle, servira au XIXe siècle de base navale pour la lutte antiesclavagiste. A l'époque envisagée ici seule *Sâo Thomé*, île volcanique située juste sous l'équateur, joue un rôle historique. Nous avons longuement parlé dans le chapitre consacré au royaume du Congo du rôle néfaste d'intermédiaire et d'écran entre Lisbonne et San Salvador joué par Fernâo de Mello et les négriers de Sâo Thomé. Au XVIe l'île est remarquablement prospère ; elle est le principal producteur de sucre et le principal consommateur et distributeur d'esclaves. C'est l'exemple de l'économie sucrière et esclavagiste de Sâo Thomé qui sera imité au Brésil. A la fin du XVIe siècle Sâo Thomé perd sa prépondérance dans la traite atlantique par suite de l'essor du trafic négrier à Loanda. Elle sera conquise par les Hollandais entre 1641 et 1643 et restera portugaise — et sans histoire — jusqu'à nos jours.

Le royaume du Congo (ou de San Salvador).

Du fait que la plus grande partie de l'ancien royaume du Congo est aujourd'hui incluse dans l'Angola, beaucoup de gens sont persuadés

(1) P. VERGER, *Le fort portugais de Ouidah*, Études dahoméennes, mai 1965, p. 5-50.
(2) L. JADIN, *L'Afrique et Rome depuis l'époque des découvertes jusqu'au XVIIe siècle*, in Rapports du Congrès International des Sciences historiques, 1965, vol II, 33-69.

que la « frontière historique » de l'Angola portugais au xvi^e siècle était le fleuve Congo. Aussi croyons-nous nécessaire de répéter ici que le royaume du Congo ou plutôt de San Salvador resta jusqu'en 1665 *un Etat associé*, accordant un traitement préférentiel au Portugal, mais conservant son autonomie sans toutefois être considéré comme état souverain.

Après la bataille d'Ambuila (1665) les Portugais de Loanda rendent des honneurs royaux au malheureux roi Antonio 1^er tué au cours du combat. Dorénavant ils ne s'intéresseront plus au Congo qui, après la restauration de 1710, s'émiettera en une série de petites chefferies indépendantes. La côte au nord du Loje (limite méridionale du royaume du Congo) était fréquentée depuis 1620 environ par des Hollandais, puis des Français et des Anglais. A Ambriz les Hollandais avaient établi un poste commercial pendant la période d'occupation de Loanda (1641-48) et continué le commerce dans la deuxième moitié du xvii^e siècle. Au xviii^e siècle le port d'Ambriz prend de plus en plus d'importance et l'Angola doit lutter contre l'importation de produits français et britanniques introduits dans le territoire portugais par ce port « congolais » (ou plus exactement situé sur le territoire de l'ancien Congo).

En 1855 les Portugais occupent Ambriz et vont jusqu'à Bembe où existaient les mines de cuivre qu'ils n'avaient jamais pu exploiter parce qu'elles étaient en territoire congolais. Mais l'exploitation, déficitaire, sera abandonnée vers 1860.

En 1860 des troupes portugaises entreront à San Salvador et à Mpinda, mais vers 1866 les postes de Mpinda, San Salvador et Bembe seront évacués. C'est en 1883 seulement que sera annexée officiellement la région comprise entre Loje et Congo correspondant à l'ancien royaume du Congo.

L'Angola.

Il n'y avait pas jusqu'à la fin du xviii^e siècle une colonie de l'Angola d'un seul tenant. Il y avait le *royaume portugais de l'Angola*, dont nous avons précisé les dimensions fort restreintes (1), limité au nord au Dande, au sud à la Couanza, à l'est aux environs de Malange. Séparé de Loanda par 400 km (à vol d'oiseau) il y avait le *royaume portugais de Benguela*. Benguela avait été fondée en 1617 par Manuel Cerveira Pereira. C'était une petite agglomération de pêcheurs et de fermiers, sans importance. L'arrière-pays Ovimboundou n'était absolument pas soumis mais à partir de 1630 certains Portugais de Benguela vinrent s'y établir et s'y marier. Ces *sertanejos* ou broussards étaient complètement autonomes jusqu'au célèbre gouverneur de Souza Coutinho qui créa pour eux des « juridictions de brousse ». Ils devaient largement contribuer par leur activité commerciale au développement des principautés Ovimboundou. En 1685 était fondé le presidio de Caconda, où allaient se grouper de nombreux *sertanejos*.

(1) *Supra*, p. 60-64.

Il faut en effet distinguer dans la colonisation portugaise l'action officielle gouvernementale et celle des individus le plus souvent métissés qu'on appelait *pombeiros* ou *sertanejos*. Au milieu du XIX[e] siècle on trouvera des marchands portugais jusqu'au centre de l'Afrique, mais les territoires réellement contrôlés par les Portugais sont dérisoires par rapport aux dimensions des colonies actuelles portugaises. Considérer le « royaume de Benguela » comme s'étendant de la Couanza au Counene ainsi que le représentent certaines cartes du XVIII[e] siècle est une véritable escroquerie historique.

Le « royaume portugais d'Angola » est établi dans ses limites en 1671 après la prise de Pungo a Ndongo, capitale de l'ancien Dongo. Il est divisé en *présidios* ou « capitaineries » commandées par des militaires qui disposent de très larges pouvoirs sur le plan local. Sa capitale Loanda connaît une remarquable prospérité entre 1670 et 1750. Les énormes bénéfices procurés par la traite des esclaves permettent de construire une « Lisbonne africaine » remplie d'églises et de palais somptueux. Depuis le gouverneur jusqu'au simple citoyen en passant par les militaires et les ecclésiastiques, tout le monde est engagé dans le trafic des esclaves. Aussi les cultures et l'industrie locale sont-elles négligées. Loanda est ravitaillée en grande partie par le Brésil (1) qui dispose ainsi d'un frêt de retour pour les navires négriers. Lisbonne a beau interdire la pratique du commerce à ses fonctionnaires en 1666 et 1673, la traite continue de plus belle.

Mais à partir de 1750 les Portugais de l'Angola commencent à sentir la concurrence des négriers anglais et français établis au nord du Dande et jusqu'au Cap Lopez. Vers 1760 ils pensent à occuper Ambriz, Cabinda, Malemba et Loango, mais ne réalisent pas ce projet.

En 1760 les Jésuites qui avaient été si actifs dans l'Angola depuis deux siècles sont expulsés à la suite des mesures prises au Portugal par le ministre Pombal (1750-1777). En 1765 arrive un nouveau gouverneur, ami de Pombal. Francesco Souza Coutinho est considéré comme le premier gouverneur « moderne » de l'Angola. Constatant l'état de délabrement où est tombée la colonie par suite de son économie basée exclusivement sur la traite, il met en train une série de mesures constructives. Il encourage l'agriculture et l'industrie locale, crée une fonderie, étudie les possibilités d'exploitation du soufre et de l'asphalte, envisage de faire venir des colons sur les hauts plateaux à l'est de Benguela et dans ce but installe un nouveau presidio à Novo-Redondo. Mais ses mesures de cœrcition contre la corruption et la fraude sont peu appréciées des habitants blancs de la colonie.

Moçamédès succède à Coutinho et fait explorer systématiquement la région côtière au sud de Benguela restée jusqu'alors « terra incognita ».

A la fin du XVIII[e] siècle, malgré le passage de ces deux gouverneurs plus dynamiques que les précédents, l'Angola n'a guère changé. 88 %

(1) La Compagnie générale du Brésil eut de 1649 à 1680 le monopole du vin, huile, farine, morue salée, et de 1680 à 1720 le monopole de tout le commerce d'Afrique.

du revenu de la colonie proviennent de la traite, 4,8 % de la vente d'ivoire, 0,9 % du sel, 4 % de taxes (1). La transformation de son économie va se faire lentement et progressivement jusque vers 1850 où disparaîtra pratiquement la traite officielle à partir de l'Angola. Nous examinerons cette transformation du XIXe siècle au chapitre XV.

Mozambique. — Nous avons déjà traité dans l' « Afrique centre-australe » la côte de l'actuel Mozambique et la pénétration portugaise vers l'intérieur jusqu'au XIXe siècle. Les premiers *prazeros* remontant à 1575, leurs descendants appartiennent certainement plus à l'histoire « africaine » qu'à l'histoire européenne de l'Afrique : la signification du Mozambique dans la politique ultra-marine portugaise est en effet très différente de celle de l'Angola.

L'Angola s'est développée en fonction du Brésil et le Brésil a été portugais jusqu'en 1822. Le Mozambique s'est développé en fonction de l'empire indien du Portugal, mais en 1663 il ne subsistait de cet empire que les villes de Goa, Cochin et Macao... et les Portugais n'avaient même plus assez de navires pour alimenter des lignes commerciales régulières entre Lisbonne, Moçambique et Goa. Il en résulta dès la fin du XVIIe siècle un isolement complet des différents secteurs qui composaient l'Est africain portugais. Nous avons vu qu'il n'y avait plus aucun trafic à Sofala dès le milieu du XVIIe siècle, que les rapports avec le Monomotapa furent définitivement arrêtés en 1698, que cette même année 1698 les Arabes d'Oman mettaient un terme à leur conquête de la côte au nord du cap Delgado en s'emparant de Mombasa et de Sokotora, et qu'à la fin du XVIIe siècle également l'immigration indienne avait atteint des proportions inquiétantes.

En 1752 les Portugais signent avec l'imam de Mascate un accord par lequel ils renoncent à toutes leurs possessions situées au nord du Cap Delgado. Cet accord ne fait que confirmer une situation de fait datant de 1698. La même année 1752, l'administration du Mozambique est définitivement séparée de celle de Goa et Lisbonne nomme Francisco de Melo e Castro premier gouverneur du Mozambique.

En réalité les prazeros du Zambèze ont bien peu de sang portugais dans les veines et sont généralement métis d'indiens et de Bantou. Ils mènent une vie totalement indépendante de l'autorité officielle portugaise. A la fin du siècle ils commencent à s'intéresser au trafic d'esclaves vers la côte, mais la demande est encore minime, dix mille par année entre 1780 et 1800 d'après Correia Lopès (2). C'est au XIXe siècle seulement que se produira une augmentation sensible de la traite au Mozambique.

Madagascar. — Nous avons vu que Diogo Dias appartenant à la flotte d'Alvares Cabral à la suite d'une tempête a longé la côte orientale de Madagascar. En 1506 Tristan da Cunha pille un comptoir arabe installé

(1) Cité par J. VANSINA, *Les royaumes de la Savane*, p. 142 d'après DA SILVA CORREA, *Historia de Angola*, Lisbonne 1937, 2 vol.
(2) Cité par DUFFY, p. 146.

sur une île de la côte nord-ouest et massacre les habitants. En 1507, Ruis Pereira commerce avec les Malgaches de Matitana et baptise l'île du nom de Saint-Laurent.

L'année suivante, le roi de Portugal charge Lopez de Sequeira d'explorer l'île. Le sud-est est alors reconnu de la baie de Ranofotzy à la Matitana où Luis Figueira, en 1515, installe un fortin, cependant que ses hommes reconnaissent les baies d'Antongil et de Vohémar. Des relations commerciales s'établissent surtout dans la baie de Mahajamba. D'autre part, Diego Suarès, négrier portugais qui conduisait des esclaves en Inde, a laissé son nom à l'une des meilleures baies du monde et à une ville.

Le R. P. jésuite Luis Mariano parcourt la côte de Madagascar entre 1613 et 1619. Au cours d'un premier voyage, les baies de la côte ouest sont systématiquement visitées et des traités d'amitiés passés avec les souverains locaux. Ensuite, les navires portugais vont mouiller dans la baie des galions chez les Antanosi. Le fils du roi est emmené à Goa où il est baptisé sous le nom de Don André. Luis Mariano s'installe à Sadia (embouchure du Manambolo) et devant son échec fait encore une tentative à Ampasindava, mais, là, le commerce arabe est le plus fort et le R. P. Mariano se replie sur la côte africaine. C'est la fin des activités portugaises à Madagascar.

II. LES HOLLANDAIS EN AFRIQUE

L'activité coloniale des Provinces Unies s'explique par la vocation commerciale des plus importantes provinces, Hollande et Zélande, intermédiaires habituels entre la péninsule ibérique et le nord de l'Europe pour les produits exotiques. Les difficultés provoquées par Philippe II puis par Philippe III devaient lancer les Hollandais à la recherche directe des épices sur la route de l'Inde et de l'Indonésie. Les marins néerlandais entreprennent ces expéditions d'autant plus volontiers qu'étant calvinistes ils ne craignent pas l'excommunication risquée par ceux qui enfreignent la bulle de partage du monde. Quelques tentatives sans succès sur les îles côtières portugaises les découragent jusqu'à l'occupation de Saint-Paul de Loanda (1641-1648) et surtout l'installation d'une colonie de peuplement au Cap (1652) pour assurer une escale sur la route des Indes en de meilleures conditions que Sainte-Hélène occupée en 1651 par les Anglais.

La Hollande conservera jusqu'à la fin du XVII^e^ siècle sinon une prépondérance maritime, du moins une force navale respectable. Au XVIII^e^ siècle la Compagnie des Indes occidentales maintiendra quelques comptoirs sur les côtes ouest africaines, cependant que le Cap, escale obligatoire de la Compagnie des Indes orientales, se développera progressivement. Les possessions africaines de la Hollande seront emportées dans la tourmente révolutionnaire au bénéfice de l'Angleterre.

1. Linéaments d'une politique coloniale néerlandaise sur les côtes africaines.

La déchéance du roi d'Espagne proclamée en 1581 ouvre un conflit dont vont bénéficier les provinces de Hollande et de Zélande. En effet, les Provinces unies disposent d'un potentiel maritime et commercial considérable. Anvers, occupé par les forces espagnoles, a replié sa flotte sur Amsterdam qui se trouve profiter du renfort des pilotes anversois habitués aux navigations lointaines. L'état major commercial, déjà renforcé par des Flamands protestants d'Anvers, reçoit également dans les dernières années du XVIe siècle les juifs expulsés de cette ville par les Espagnols.

Par ailleurs, comme le souligne Charles de Lannoy (1), « la haute influence du patriciat urbain, recruté parmi les classes commerçantes, garantit aux intérêts commerciaux du pays une protection vigilante et avertie. C'est un élément de succès pour les entreprises coloniales ».

Cependant, si le comptoir ouvert par les commerçants de Kampen à Lisbonne est fermé dès 1581, les navires néerlandais continuent à s'approvisionner dans les ports espagnols où des saisies sont effectuées en 1584, 1590 et 1595 sur ordre du roi d'Espagne. Aussi les armateurs envisagent-ils d'aller chercher les produits à la source. En 1592, Cornelis van Houtman est envoyé à Lisbonne où il recueille de nombreux renseignements sur les itinéraires maritimes d'alors.

En 1594 est constituée la première compagnie pour le commerce des Indes orientales par la voie du Cap (compagnie Van Verre). La même année, à la suite de renseignements fournis par Barend Erikzoon d'Enkhinzen, se constitue la première *association pour le commerce de Guinée.*

Mais jusqu'en 1600 les compagnies se multiplient et se font concurrence, ce qui est infiniment préjudiciable à un pays en guerre. Aussi Oldenbarneveldt, pour des buts plus militaires que commerciaux, est-il soucieux d'une concentration nécessaire : les États décident de fondre les compagnies en une seule. La charte de la *Compagnie générale des Indes orientales* est signée le 20 mars 1602.

2. Entreprises hollandaises sur la côte d'Afrique.

Jusqu'à la fondation de la Compagnie des Indes occidentales ces entreprises font partie de la politique néerlandaise en direction des Indes orientales. La dynamique personnalité de Balthazar de Moucheron entraîne plusieurs tentatives contre les possessions portugaises de la côte occidentale d'Afrique. Par la suite, des encouragements des États Généraux permettent plusieurs installations avant que la Compagnie des Indes occidentales ne reçoive la côte ouest africaine dans son secteur.

Balthazar de Moucheron, armateur particulièrement efficace,

(1) Charles de Lannoy, *Expansion coloniale de la Néerlande (XVIIe et XVIIIe siècles)*, Paris, Bruxelles, 1911, p. 20.

comprend l'importance de cette côte. Il attaque le principal comptoir portugais, San Jorge del Mina et se fait repousser ; par contre, le 25 mars 1597, il parvient à prendre l'île du Prince qui sera bientôt reprise par les Portugais venus de São Thomé. Il forme alors avec les États, le prince d'Orange et quelques particuliers une société destinée à faire des conquêtes au-delà de l'océan. De Moucheron devait recevoir la propriété de l'île de Sao Thomé. Une flotte considérable est rassemblée, commandée par Van den Kerkhove et renforcée d'éléments conduits par l'amiral Van der Does. São Thomé est pris malgré l'énergique résistance des Portugais, mais une épidémie fauche bientôt 1 200 hommes et Van der Does lui-même, si bien que l'escadre doit se contenter d'aller piller quelques comptoirs le long des côtes brésiliennes.

Le contrat donnant encore un délai de deux ans à de Moucheron, ses officiers essaient de conquérir Annobon et São Thomé, mais ne réussissent qu'à occuper quelques îles dans l'estuaire du Gabon (1600-1601). C'est la dernière tentative. Ruiné par ces revers, il quitte les Pays Bas. Ses échecs marquent, pour quarante ans, les destinées africaines de la Hollande. Il faudra en effet la vaste entreprise de relève hollandaise du Portugal pour entraîner l'occupation de plusieurs points de la côte de Guinée et de Saint-Paul de Loanda.

3. **La Compagnie des Indes Occidentales.**

En 1611, le fort de Nassau est construit près de Mourée dans le royaume de Sabou (actuel Ghana). Au Sénégal, l'îlot de Barzaguiche, en face du Cap Vert est occupé (1617). Il est baptisé Gorée, ce qui signifie « bonne rade » (1) et qui est d'ailleurs le nom d'une île de la Zélande. Deux forts y sont construits cependant qu'une factorerie est édifiée au Porto Gaspar sur le rio Fresco (Rufisque).

Par un édit du 27 mars 1614, les États généraux des Provinces Unies avaient accordé à ceux qui exploreraient de nouveaux pays le droit d'y faire à leur profit exclusif quatre voyages.

A — *Création de la Compagnie.*

Depuis la conclusion de la trêve (1609), Usselincx travaillait à créer une compagnie des Indes Occidentales. L'arrestation d'Oldenbarnevelt (1618) et le triomphe du parti orangiste permet à Usselincx de faire aboutir son projet. L'octroi du 3 juin 1621 donne pour vingt-quatre ans à la compagnie le monopole du commerce et de la navigation sur la côte occidentale d'Afrique depuis le tropique du Cancer jusqu'au Cap de Bonne Espérance.

La compétence de la compagnie s'étend à l'ensemble des Amériques et sur les terres australes depuis le méridien du cap de Bonne Espérance à l'est jusqu'au méridien passant à l'est de la nouvelle Guinée à l'ouest. La compagnie comprend un conseil de dix neuf membres ; elle gère

(1) Abbé Boilat, *Esquisses sénégalaises*, Paris 1853, p. 4.

ses intérêts en toute indépendance sous réserve de n'engager la guerre qu'avec l'assentiment des États généraux. Cette compagnie des Indes occidentales est une création officielle à laquelle le haut commerce n'a participé que dans un but politique. Elle remplit pendant 25 années un rôle guerrier, mais surtout en Amérique et notamment au Brésil.

Le régime administratif ne pouvait être uniforme pour des colonies de peuplement comme la nouvelle Amsterdam (actuellement New York), des colonies de plantations antillaises et les comptoirs de Guinée. Ces colonies au début connaissent le même système. Le chef porte le titre de directeur ou directeur général, il représente la compagnie en toutes matières administratives, judiciaires, militaires ou commerciales. Il est le plus souvent aidé d'un *fiscal* responsable de la police, de commis pour l'entreprise commerciale (comptables, magasiniers, marchands) et des officiers de la garnison.

Ce système, qui convenait mal à l'Amérique septentrionale et aux Antilles, était parfaitement adapté à l'Afrique où il demeura en vigueur jusqu'au XVIIIe siècle. A cette époque les pouvoirs du conseil furent étendus pour mettre un terme aux détournements commis par le chef de la colonie.

B — *Les conquêtes.*

L'écrasante supériorité maritime des Hollandais leur permet de mener plusieurs actions sur les possessions portugaises à l'occasion des guerres franco-espagnoles. En 1623 ils capturent sept vaisseaux de commerce portugais et occupent un moment Benguela. L'année suivante ils brûlent six navires dans le port de Loanda puis se retirent à Mpinda. En 1625 une action tentée par le vice amiral Veron contre San Jorge del Mina échoue et coûte aux Hollandais 450 hommes. Douze ans plus tard la forteresse portugaise tombera (1637). En 1638, la prise d'Arguin permet de commercer en toute sécurité le long des côtes mauritaniennes et sénégalaises. En 1639 ils tiennent l'estuaire du Congo. Cependant le Brésil est presque entièrement soumis par les Hollandais (Pernambouc 1630) qui s'établissent d'autre part aux Antilles (Curaçao, Saint Eustache, Tobago) entre 1630 et 1640.

En 1641, comme nous l'avons vu, l'amiral Jol enlève Saint-Paul de Loanda, São Thomé et Benguela. Mais la démission de Maurice de Nassau, son départ du Brésil (22 mai 1644), accélère le mouvement de repli des Hollandais qui abandonnent l'Angola et São Thomé (1648).

La paix de Bréda (1667) marque l'apogée de la puissance néerlandaise, qui comptera durant quarante années encore parmi les états dirigeants de l'Europe. Cependant l'insuffisance de ses contingents terrestres ne lui permet pas de jouer un grand rôle dans les conquêtes territoriales. Dans le domaine maritime les flottes de la France et de l'Angleterre acquièrent une supériorité massive.

C — *Remaniement de la Compagnie des Indes occidentales.*

Depuis 1654, le rôle militaire de la compagnie est de plus en plus réduit. Sa situation financière atteint un point critique, aussi est-elle dissoute (20 septembre 1676) et remplacée par une autre dont la compétence territoriale va depuis le tropique du Cancer jusqu'au 30° de latitude sud avec les îles de São Thomé, Annobon, île du Prince, Fernando Po ainsi que les Antilles. C'est en gros le domaine de la traite. Par ailleurs, le monopole des entreprises coloniales est retiré à la compagnie, les états généraux s'accordant le droit de créer des colonies dans tous les endroits où la compagnie n'aurait pas d'établissement. Durant cette période c'est par la marine hollandaise qu'il faut passer lorsque l'on veut visiter la côte d'Afrique, aussi bien est-ce sur un navire hollandais que s'embarquera Villault de Bellefonds en 1664, pour étudier les possibilités d'expansion du commerce de la compagnie des Indes Occidentales que vient de créer Colbert. D'Elbée qui, en 1669, s'embarque pour la côte d'Afrique, a des timoniers hollandais. Offra, au Dahomey, a déjà un comptoir hollandais et un anglais.

Les Hollandais sont très jaloux de leurs prérogatives et ceux du comptoir de Takoradi attaquent les Français de la Compagnie de Guinée installée à Commendo. C'est à la suite de cette action que le lieutenant de vaisseau Ducasse est envoyé par Seignelay en mission d'inspection.

La compagnie doit céder lors de la paix de Nimègue (1687) les îles d'Arguin et de Gorée conquises par les forces françaises en 1677. La même année une querelle éclate entre les agents de la compagnie hollandaise et les représentants de l'électeur de Brandebourg qui ont construit en 1682 un fort au cap des Trois Pointes.

Les Hollandais occupent un comptoir à Jaquin au Dahomey et assurent une part notable du trafic des esclaves. Le plus célèbre des chefs de comptoirs est le Hollandais Hartog qui, en 1732, tente de soulever les populations contre le roi Agadja. Mais après la prise de Jaquin par Agadja le 22 mars 1732, Hartog doit s'enfuir à Épée d'où il est chassé à nouveau.

Si la seconde Compagnie des Indes occidentales s'occupe peu de l'administration de ses terres d'Amérique laissées aux chambres de Hollande et Zélande ou à des compagnies concessionnaires, elle contrôle avec un soin jaloux l'administration des comptoirs de Guinée. Acculée à la faillite cette compagnie se voit refuser en 1791 le renouvellement de son octroi. Ses établissements sont alors soumis à un *conseil des colonies* qui sera supprimé en 1795.

4. **La compagnie des Indes Orientales et l'installation au Cap.**

Premières escales à Madagascar et à Maurice.

Dès la fin du XVIe siècle, des navires hollandais sur la route des Indes relâchent à Madagascar notamment à Saint Augustin (embou-

chure de l'Onilahy) et surtout la côte Est. L'amiral Cornelis Van Houtman séjourne à l'île Sainte-Marie et à la baie d'Antongil. En 1663 paraît le premier dictionnaire malgache avec les mots malais correspondants qui a été établi par Frédéric de Houtman, compagnon de voyage et frère de Cornelis.

La baie de Sainte-Luce (Manafiafi) dans l'Anosi est aussi régulièrement fréquentée par les Hollandais.

Une station est fondée en 1638 à l'île Maurice. Des contacts se multiplient pour nourrir l'île et se procurer des esclaves malgaches. Les Hollandais fréquentent alors Saint-Augustin, Moromba, Itaperina, Manantenina, la Mañanivo, Sainte-Marie, Antongil.

En 1642, le roi d'Antongil se déclare avec ses vassaux « loyaux, légitimes et vrais sujets de leurs hautes puissances Messieurs les États généraux des libres Pays Bas Unis » (1).

Le Cap, escale de la Compagnie des Indes Orientales.

Des navires hollandais avaient relâché au Cap au retour des Indes, notamment en 1618 et 1632 (2), mais c'est en 1648 que le naufrage du « Haarlem » provoque le séjour forcé de deux officiers au Cap. Les observations communiquées à la Chambre d'Amsterdam (1649) insistent sur le fait qu'un poste permanent entraînerait une sécurité accrue des relations avec l'Inde et affirment qu'il serait facile de vivre en bons termes avec les indigènes, « si on leur paie ce qu'ils fournissent et si on remplit leur ventre de pois et de haricots dont ils sont très friands ». Les directeurs de la compagnie approuvent l'année suivante le projet de créer au Cap de Bonne Espérance dans la baie de la Table, une « station de rafraichissement » appuyée par un fort. Sur ces entrefaites la prise de l'île de Sainte-Hélène par les Anglais (1651) rend plus nécessaire l'aménagement du Cap où le chirurgien Jan Van Riebeck arrive le 6 avril 1652 avec une centaine d'employés de la Compagnie.

A partir de 1660, l'escale du Cap de Bonne Espérance devient obligatoire tant à l'aller qu'au retour. Ainsi, les flottes dispersées par le mauvais temps s'y retrouvent.

L'implantation humaine.

Les débuts sont difficiles. La ville d'Amsterdam envoie quelques renforts en marins et soldats libérés du service. Quelques condamnés y sont également transportés, si bien qu'il y a en 1680 aux alentours du Cap environ six cents colons d'origine hollandaise.

La Compagnie qui ne perd pas de vue les objectifs commerciaux édicte des règlements très stricts. Les colons doivent être mariés, de bonne conduite, appartenir à la religion protestante, enfin s'engager

(1) Cité par DESCHAMPS, *Histoire de Madagascar*, p. 65.
(2) Inscription de matelots hollandais trouvée sur des roches lors des travaux du chemin de fer suburbain de Cape Town, Cape Times du 14 mars 1906, cité par CH. DE LANNOY, *op. cit*, p. 129.

à une résidence de dix années pour eux-mêmes et de vingt années pour leurs enfants. La Compagnie achète ce que les colons produisent, leur vend ce dont ils ont besoin, leur amène des esclaves de Madagascar et du Mozambique, fixe les prix, interdit le trafic avec les non-Hollandais et surtout toute relation avec les indigènes.

La révocation de l'édit de Nantes (22 octobre 1685) et les persécutions contre les Vaudois des Alpes amènent en Hollande un grand nombre de huguenots français ; la Compagnie des Indes orientales leur offre le voyage gratuit et des facilités d'emprunt pour du matériel agricole. De 1687 à 1700, environ deux cent-cinquante Français seront ainsi transportés.

Exploration de l'arrière-pays.

Dès 1658, l'exploration de l'arrière-pays est entreprise. Le voyage de Then Ryne en 1673 est suivi en 1685 d'une reconnaissance dirigée par le gouverneur Simon Van der Stel qui parcourt le petit Namaqualand et y trouve des mines de cuivre. Ce gouverneur en vingt ans (1679-1699) donne à la colonie du Cap un décisif essor, encourageant l'installation de colons libres.

Cependant, à la fin du XVII^e^ siècle, les conflits entre les colons et la Compagnie deviennent de plus en plus nombreux, si bien qu'en 1706 une pétition est envoyée à Batavia pour protester contre les agissements du gouverneur Villem Adrian Van der Stel qui, depuis 1699, avait remplacé son père.

L'administration de la Compagnie protégeait les Hottentots contre les brutalités des *Burghers* d'où un soulèvement armé de ces derniers, lorsqu'à Paarl on voulut en livrer quelques-uns à la justice. Cette insurrection fut réprimée avec les dernière énergie et le meneur, un certain Barbier, exécuté.

Mais les nouvelles du reste du monde, la propagation des idées démocratiques en Europe entraînent la naissance d'un mouvement similaire au Cap, où quatre délégués élus secrètement par les Burghers en 1779 sont envoyés à Amsterdam chez les « Dix-sept ».

Les *Burghers* souhaitaient avoir une constitution écrite, des sièges au Conseil politique et à la Cour suprême, libre commerce avec les Indes et la Hollande, et aussi obtenir *la libre traite des esclaves* avec Madagascar, le *droit de fouet* et l'interdiction aux Chinois et Javanais de commercer.

Devant ces revendications la compagnie ordonne une enquête, mais la guerre de l'indépendance américaine dans laquelle la France et les Pays Bas entrent ensemble contre l'Angleterre retarde toute décision. Après la victoire du Bailli de Suffren à Porto Praya dans les îles du Cap Vert, des troupes françaises sont débarquées au Cap pour prévenir une attaque anglaise et y restent de 1781 à 1783.

Le gouverneur Van der Graaf (1785-1791) essaie d'instaurer les nouvelles réformes, puis est rappelé. En février 1795, le *Landrost* Maynier est chassé par une révolte de quarante burghers du district

de Graaf Reinet. Une action analogue est menée à Swellendam. Cette insurrection des colons donne l'occasion à l'Angleterre d'intervenir : un corps de débarquement anglais arrive à False Bay le 11 juin 1795.

L'exploration de l'Afrique du sud, peut-être en raison de l'excessif contrôle de la compagnie, progresse lentement.

Le Natal est reconnu en 1705 et la baie de Delagoa en 1720, mais il s'agit plutôt d'exercices de cabotage. Hubner est tué au cours d'une rencontre avec les Bantou en 1736. Beutler, en 1752, franchit la rivière Kei le long de la côte puis revient par l'intérieur. Le fleuve Orange est franchi pour la première fois vers 1760. En 1761, le grand Namaqualand est reconnu jusqu'à la baie d'Angra Pequeña.

En 1776, Gordon, en 1778 Patterson, font des voyages au-delà de l'Orange. Puis les naturalistes Sparrman et Le Vaillant font d'intéressantes reconnaissances botaniques dans une grande partie de l'Afrique du sud. Deux importantes explorations terminent le siècle au Namaqualand (1791) et à Walfish Bay (1792).

La colonisation hollandaise est fondamentalement différente en Afrique du sud et en Afrique de l'ouest. En Afrique du sud il s'agit d'une colonisation d'éleveurs et d'agriculteurs européens, destinée à faciliter les entreprises de la compagnie des Indes orientales. Au contraire, en Afrique de l'ouest, il s'agit du trafic négrier classique où le potentiel naval et l'expérience commerciale des Néerlandais permettent de substantiels bénéfices.

III. LES TENTATIVES OUEST-AFRICAINES DU GRAND ÉLECTEUR DE BRANDEBOURG

On sait l'importance du règne de Frédéric Guillaume (1640-1688) dans la genèse de l'état prussien, notamment par l'institution d'une armée permanente et par l'accueil réservé aux Huguenots français chassés par la Révocation de l'édit de Nantes. Impressionné par l'essor économique des Pays-Bas où il a passé une partie de sa jeunesse, il prend à son service l'amiral Gysels van Lier, ancien commandant de la flotte hollandaise des Indes orientales. Dès 1647 est créée une compagnie brandebourgeoise des Indes orientales, mais c'est seulement en 1680 que l'armateur hollandais Benjamin Raule, sous la protection personnelle de Frédéric Guillaume, part sur la Côte de Guinée. Les États généraux de Hollande sentent le danger et rendent le 8 octobre 1680 une ordonnance « interdisant à tout sujet hollandais d'entrer au service étranger et obligeant à un prompt retour tous les Hollandais faisant partie d'expéditions étrangères ». Armé de ce texte le commandant de la compagnie hollandaise de la Guinée occidentale saisit l'un des vaisseaux de Raule. Cependant le capitaine Blonk aborde avec deux navires au Cap des Trois Pointes et conclut le 16 mai 1681 à Accada un traité avec les chefs africains Pregatte, Sophonge et Apany,

par lequel ces derniers s'engagent à ne commercer qu'avec les Brandebourgeois, reconnaissent le protectorat de Frédéric Guillaume et autorisent la construction d'un fort entre Axim et le Cap des Trois Pointes.Plusieurs notables africains sont amenés à Hambourg et Berlin où ils paradent à la Cour. Le 17 mars 1682, est créée la *Compagnie Commerciale de la Côte de Guinée* à laquelle le privilège du trafic sur la Côte est concédé pour trente ans. Ayant réuni 50 000 thalers, le grand électeur envoie deux vaisseaux sous le commandement de Von der Gröben qui ramène les notables et, le 1er janvier 1683, hisse les couleurs brandebourgeoises sur le nouvel établissement baptisé Gross Friedrichburg.

Après entente avec les États de la Frise orientale, Frédéric-Guillaume peut transférer le siège de la Compagnie dans l'excellent port d'Emden. Par ailleurs, pour favoriser le commerce des esclaves, le roi du Danemark, par le traité du 24 novembre 1685, permet à la compagnie brandebourgeoise d'établir un comptoir sur l'île de Saint-Thomas aux Antilles.

De son côté, le chef du comptoir de Gross Friedrichburg étendait le domaine de la compagnie construisant un comptoir (Fort-Dorothée) à Accada (1684), Taccarary (Takoradi) (1685). En 1687 un autre établissement est installé dans l'île d'Arguin où l'ancien fort portugais est réparé. Mais les Brandebourgeois se heurtent à l'hostilité des Néerlandais et, à la fin de 1687, le général hollandais de Sweers s'empare d'Accada et Takoradi, puis met le siège devant Gross Friedrichburg. L'électeur de Brandebourg intervient alors pour protéger ses sujets, et aurait peut-être même déclaré la guerre aux États généraux si la mort n'était venue le surprendre (29 avril 1688).

Frédéric III qui deviendra roi de Prusse (1700) sous le nom de Frédéric Ier ne peut, en raison de la guerre de la succession d'Espagne, poursuivre une politique coloniale. En 1708, le bruit courut que le roi de Portugal avait offert 50 000 livres de Gross Friedrichburg au roi de Prusse (1). En fait, les entreprises allemandes se heurtent à l'hostilité des Danois à Saint-Thomas et des Anglais en Afrique. Après la mort de Frédéric Ier (1713), Frédéric-Guillaume Ier, son fils, se résigne à liquider des possessions qu'il est hors d'état de protéger.

Par le traité du 18 décembre 1717, le nouveau roi de Prusse cède l'ensemble des établissements africains à la Compagnie hollandaise des Indes occidentales pour 7 200 ducats et douze esclaves noirs dont six attachés avec des chaînes d'or. Les deux parties font une bonne affaire. La tradition militaire allemande veut que Gross Friedrichburg ait été évacué seulement en 1724. Le dernier représentant prussien, un certain Dubois, a laissé dès 1716 le soin de la défense à l'Africain Cuny pour venir demander les renforts qu'il n'obtiendra pas.

Certains auteurs ont reproché à Frédéric-Guillaume Ier d'avoir vendu ces comptoirs pour 7 200 ducats destinés à payer des soldats. Il paraît évident, lorsqu'on évalue la puissance maritime relative des nations

(1) Davies, *The Royal African Company*, p. 276.

commerçantes d'alors, qu'on ne peut que constater au contraire le réalisme du souverain qui réussit à vendre ce qu'on lui aurait pris plus tard sans dédommagement (1). Certes, l'idée de Frédéric-Guillaume ne manquait pas de hardiesse, mais, pauvre en hommes et en argent, le grand électeur en était réduit à prêter son pavillon à quelques soldats et assurer une protection toute morale à des armateurs et des marins pour la plupart hollandais. Il manquait alors à la Prusse d'avoir réalisé son unité nationale et d'être riche. De fait, c'est après la réalisation de son unité et en plein essor industriel que l'Allemagne, 166 ans plus tard, s'engagera dans l'expansion coloniale.

IV. LES DANOIS EN AFRIQUE OCCIDENTALE

Parlant de la colonisation suédoise et danoise, Leroy-Beaulieu écrivait (2) :

« Ces petites contrées... se tournèrent aussi vers les entreprises lointaines, attirées par la force irrésistible de l'exemple et de l'émulation. On les vit essayer de prendre timidement part à cette curée des richesses de l'orient que les grandes nations de l'Europe se disputaient au prix de tant de sang ; on les vit consacrer leurs capitaux au défrichement de quelques îlots des Antilles, avoir aussi leurs esclaves, leurs plantations et leur pacte colonial... »

En fait, c'était le haut rendement des capitaux et leur force maritime qui poussa les Scandinaves vers le fameux trafic triangulaire Europe-Antilles-Afrique (3).

Christian IV (1588-1648) favorise la création d'une *Compagnie de Guinée* (1616). En 1622 il se met en rapport avec les marchands hollandais et c'est le port de Glückstadt qui devient le centre des relations avec l'outre-mer. Mais la compagnie fait de mauvaises affaires et, en 1634, à sa dissolution, les dettes absorbent son actif. Une deuxième compagnie est lancée la même année.

Bientôt (1652) les marchands danois établissent des comptoirs à Cabo Corso (Cape Coast Castle) qui appartenait auparavant à la Compagnie suédoise de Guinée, Takoradi, Anamabo et Christianborg (Accra). Mais c'est l'époque de la suprématie hollandaise. Les marins de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales s'emparent des établissements du centre de la côte (1658-1660). Malgré un traité d'arbitrage conclu en 1666 entre la Compagnie hollandaise et la Compagnie de Glückstadt, celle-ci ne peut obtenir gain de cause, mais continue le commerce de Guinée.

Les Compagnies de Guinée et des Indes occidentales semblent avoir été dans une dépendance très stricte de l'autorité royale, elles

(1) André Chéradame, *La Colonisation et les Colonies allemandes*, p. 13.
(2) *Colonisation chez les peuples modernes*, tome I, p. 182.
(3) Les Danois s'établissent à Saint-Thomas en 1671.

auraient même été de véritables appendices des conseils de la couronne. Une troisième compagnie avait été mise sur pied en 1686. Une quatrième créée en 1732 bénéficie de privilèges exceptionnels.

L'acquisition de l'île antillaise de Sainte Croix, achetée à la France en 1733 pour 750 000 francs, donne lieu à un accroissement du commerce des esclaves pour la mise en valeur de l'île ; en 1734, la Compagnie des Indes occidentales a obtenu, en même temps que le monopole de l'importation du sucre à Copenhague, une sorte de souveraineté sur les trois Antilles danoises et la possession du fort de Christianborg en Guinée. Elle veut augmenter ses possibilités de ravitaillement en esclaves et fait construire le port de Fredensborg (région de Ningo).

Ne pouvant entreprendre d'actions territoriales de grande envergure, les objectifs sont purement commerciaux et connaissent un succès directement lié à la conjonture internationale et à la neutralité du Danemark durant les guerres maritimes. Ainsi les actions émises au taux de 50 thalers atteignent 1 800 à 1 900 en 1782 pour redescendre à 700 en 1788 et 420 en 1790.

Sur la côte, l'action danoise est violemment contrecarrée par les Hollandais et les Directeurs de la Compagnie des Indes occidentales se plaignent auprès de Christian VI de ce que leurs rivaux hollandais ont élevé près de Christianborg le fort de Crèvecœur (1731).

En 1765, un négociant H. F. Bargum constitue une compagnie spéciale destinée au commerce de la Guinée, mais, dix ans après sa fondation, cette compagnie fait faillite et le monopole tombe. Les établissements de Guinée déjà placés sous le strict contrôle du roi passent sous sa direction effective en 1777 et y restent en fait malgré la création de la compagnie de la Baltique et de Guinée (1781-1787) et lorsque le commerce de Guinée est attribué en 1787 à une firme commerciale jusqu'en 1792, date à laquelle l'importation directe des nègres d'Afrique dans les établissements danois est interdite.

Le contrôle royal sur la gestion des compagnies demeure étroit. En 1785, lors de la dissolution de la Compagnie des Indes occidentales, tous ses biens reviennent à la Couronne. A la différence de la plupart des autres nations coloniales, l'Administration danoise outre-mer, beaucoup plus centralisée, demeure sous la dépendance stricte de la métropole.

Sur la côte de l'actuel Ghana, la pression hollandaise contraint les Danois à déplacer leurs centres d'opérations vers l'est, d'où l'installation de comptoirs à Kongensteen (Ada) et Prindsensteen (Keta) en 1784.

Les lettres du chirurgien Paul Erdman Isert (1) montrent l'importance des opérations militaires entreprises par les chefs de comptoirs danois ainsi que leurs interventions dans la politique indigène. La lettre n° 5 fait état de la visite à Keta du prince Ofoli Bossum, fils d'Assiambo, roi des Popo, qui vient à Keta le 25 mai 1784 prêter ser-

(1) Isert, *Voyage en Guinée et dans les îles Caraïbes en Amérique*, traduit de l'allemand, Paris, Maradan 1793, 336 p.

ment de fidélité aux Danois. Leur action paraît s'étendre assez loin dans l'intérieur puisque, dans le livre de Georg Nörregard (1) consacré à l'Histoire des établissements danois en Gold Coast, une carte de Peter Thonning publiée en 1802 comporte le nom d'Agou, localité située à 130 km de la côte togolaise.

Si l'effort suédois fut de courte durée et n'alla pas au-delà de la dissolution avec déficit de la Compagnie suédoise des Indes orientales, l'entreprise danoise bénéficia de la position de neutralité et de la puissante marine du Danemark.

V. LES FRANÇAIS EN AFRIQUE NOIRE ET A MADAGASCAR

Si les navigations dieppoises furent probablement les premières sur la côte d'Afrique (2), les guerres de religion dans la deuxième moitié du XVI^e^ siècle devaient considérablement ralentir toute entreprise extérieure. Il faudra attendre Richelieu et Colbert, pour que la France s'engage dans une politique maritime et coloniale digne du poids démographique et économique qu'elle occupait dans l'Europe d'alors. Ces entreprises prendront leur développement avec les compagnies à charte et subiront le contrecoup des événements d'Europe.

En fait, la politique française est pensée en fonction des Antilles, des Indes et du Canada. L'Afrique ne sera qu'un élément du trafic triangulaire. On peut distinguer en fonction de l'Afrique cinq périodes : celle des premières reconnaissances et des premières escales, la politique de Richelieu, celle de Colbert, celle des successeurs de Colbert marquée par l'Asiento, enfin la politique du XVIII^e^ siècle marquée par les aléas de la rivalité franco-anglaise terminée dans la période napoléonienne par la prise de la quasi-totalité des possessions françaises. Les Anglais mettront du reste la plus grande mauvaise volonté à rétrocéder ce qui, par les traités de 1815, était restitué à la France.

1. Escales et premières reconnaissances africaines et malgaches.

L'expansion commerciale qui accompagne le règne de François I^er^ pousse de nombreux bâtiments au-delà des mers. Dès 1527, les navires du dieppois Jean Ango font escale à Madagascar sur la route des Indes orientales.

En 1529, le saintongeois Jean Alphonse explore la côte du Golfe de Guinée « fertile en poyvre gris et maniguette et où se font force draps de coton ».

Les frères Jean et Raoul Parmentier visitent la côte depuis le Cap Vert jusqu'au Cap Lopez. Ils constatent que les Français sont bien reçus et réussissent mieux que les Portugais auprès des indigènes.

(1) GEORG NÖRREGARD, *De danske etablissementer paa Guineakysten*, p. 431-616.
(2) R. CORNEVIN, *Le problème des navigations dieppoises au XVI^e^ siècle*, in *France-Eurafrique* n° 160 (mars 1965), 35-39 ; n° 161 (avril 1965), p. 2-4.

L'un des centres est Berkou sur la côte de l'or. Les frères Parmentier, sur la route de Sumatra, s'arrêtent sur la côte ouest de Madagascar et échangent des tissus contre des fruits.

Toutefois, sur l'intervention de Jean III de Portugal, François Ier interdit en 1531 à ses navigateurs de commercer au-delà des îles du Cap Vert. Ces prescriptions sont appliquées avec sévérité par l'amiral de Normandie, Chabot de Brion, contre les entreprises de Jean Ango. Malgré ces interdictions, nombreux sont les vaisseaux qui vont commercer sur la côte ouest africaine et même sur la côte congolaise où le capitaine Dennebaut dit dans un mémoire qu'il se rend usuellement.

Un manuscrit de la Bibliothèque Nationale daté de 1544 donne par ailleurs les indications nécessaires pour commercer sur la côte d'Afrique avec en annexe une vocabulaire franco-guinéen.

En 1555 une carte de Guillaume Le Testu donne une bonne idée de la forme générale de Madagascar.

En 1560, des navigateurs français remontent le Sénégal, mais sont bientôt gênés par la concurrence anglaise. En effet, en 1588, la reine Elisabeth concède pour dix ans à des marchands anglais le privilège de commercer sur le fleuve ainsi qu'aux escales de Rufisque, Portudal, Joal et à l'embouchure de la Gambie. A la fin du siècle, les dix années expirées, les navigateurs français reprennent leur activité.

En 1602, Madagascar est fréquentée par Martin de Vitré et Pyrard de Laval qui font du commerce dans la baie de Saint-Augustin. En 1612, un Rouennais, le sieur Augustin de Beaulieu, et le chevalier de Briqueville essaient d'installer un comptoir à l'embouchure de la Gambie, mais l'entreprise tourne court.

Certes, on cite volontiers la déclaration de François Ier à l'ambassadeur d'Espagne : « Le soleil luit pour moi comme pour les autres, et je voudrais bien voir l'article du testament d'Adam qui m'exclut du partage », mais en fait ces propos concernaient l'Amérique et François Ier, bien au contraire, ne résista pas aux injonctions portugaises de ne pas laisser ses navigateurs dépasser les îles du Cap Vert. Il n'est donc pas possible de parler d'une politique coloniale suivie et François Ier sacrifia l'entreprise coloniale à la politique métropolitaine.

Il est certain que les guerres de religion ont partiellement gêné l'expansion française outre-mer. Cependant, on ne peut qu'admirer la ténacité et l'esprit d'entreprise des marins français face à une absence à peu près complète de politique royale.

2. L'évolution de la politique coloniale française de Richelieu à Napoléon.

Il n'est pas facile de montrer les lignes directrices d'une politique française dont la continuité ne fut pas la caractéristique dominante et qui fut constamment handicapée par une politique européenne qui absorbait toutes ses forces.

Les efforts sur la côte africaine seront poursuivis en fonction de la grande demande américaine en main-d'œuvre, ceux de Madagascar

et des Mascareignes le seront essentiellement en fonction de la route des Indes.

La politique de Richelieu et les premières compagnies à charte.

Si la lutte contre la Maison d'Autriche demeure depuis plus d'un siècle le fondement de la politique française, Richelieu ne limite pas cette lutte aux frontières européennes et veut conquérir à la France un domaine colonial qui puisse concurrencer la puissance espagnole.

Richelieu se fait donner la charge de « grand maître et surintendant de la navigation et commerce de France ». Il développe la marine et pousse à l'expansion outre-mer.

L'expérience des Hollandais et des Anglais lui évite d'inutiles tâtonnements et il met en œuvre des *compagnies à charte* analogues à celles qui ont permis aux Hollandais d'accaparer en quelques années le commerce du cuir, de l'ivoire, de la gomme et de l'or.

Comme dans les autres pays il s'agit d'*associations d'armateurs* qui deviennent des *compagnies à monopole* dont l'organisation est déterminée par *une charte* précisant leurs obligations. Ces compagnies nées de l'impulsion gouvernementale disposent en plus des monopoles commerciaux de nombreux privilèges, tenure féodale, délégation de droits régaliens et de facilités financières ; en contrepartie l'autorité royale contrôle la gestion financière.

Comme le souligne Georges Hardy (1), les compagnies françaises diffèrent des compagnies hollandaises parce qu'elles se préoccupent d'installation territoriale et d'exploration en même temps que de commerce ; leurs agents rêvent d'étendre au-delà des mers le patrimoine de la France par des traités avec les princes indigènes ou par la conquête militaire et de véritables colonies s'amorcent autour des comptoirs.

Mais l'histoire des compagnies françaises — il est vrai gênées par les guerres européennes — est, particulièrement en Afrique, une longue suite d'échecs dus autant à la mauvaise gestion des instances métropolitaines qu'à l'incompétence ou la malhonnêteté des agents des comptoirs : Une compagnie de marchands Rouennais et Dieppois est créée en 1626 « sans lettres patentes et sans concession du Roi » pour l'exploitation du Sénégal et de la Gambie. Le capitaine Thomas Lambert reconnaît l'embouchure des fleuves et l'un de ses navires capture un vaisseau anglais portant 180 esclaves et une cargaison de 130 000 livres tournois.

Cette compagnie non privilégiée ne dure pas et, en 1633, une compagnie reçoit le privilège exclusif du trafic avec la Gambie et les îles du Cap Vert. L'année suivante, c'est à Saint-Malo que se constitue une société au capital de 100 000 livres dont la zone d'action va de la Sierra Leone au Cap Lopez. En 1635, une troisième compagnie est créée à Paris avec un privilège royal de trente ans pour exploiter la

(1) *Histoire de la colonisation française*, p. 40.

côte comprise entre le Cap Blanc et le Sénégal d'une part, entre la Gambie et la Sierra Leone d'autre part.

En 1638, Thomas Lambert installe sur la pointe de Bieurt le premier établissement permanent du Sénégal. Cinq ans plus tard, un agent de la compagnie Jannequin de Rochefort remonte le fleuve jusqu'à Podor passant les premiers traités avec le *damel* du Cayor et le *brak* du Oualo.

En 1658, la compagnie normande devient *la compagnie du Cap Vert et du Sénégal.* En un siècle la pénétration française en Afrique occidentale dépendra successivement de sept compagnies : celle du Cap Vert et du Sénégal (1658-1664), la compagnie des Indes occidentales (1664-1672), la compagnie du Sénégal (1673-1681), la compagnie du Sénégal, de la Côte de Guinée et d'Afrique (1681-1696), la compagnie royale du Sénégal, Cap nord et Côte d'Afrique dite compagnie de Paris (1696-1709), la compagnie de Rouen (1709-1719), la compagnie des Indes (1719-1758). Le nombre de ces compagnies montre les difficultés de leur gestion. Certes elles connaîtront des éclairs de prospérité, mais ces brèves périodes, correspondant à une saine gestion, sont le fait soit de certaines personnalités particulièrement actives, soit d'initiatives gouvernementales.

La politique de Colbert marque une phase de consolidation du domaine colonial et d'expansion des compagnies. Sur son ordre l'académicien Charpentier rédige en 1664 le *Discours d'un fidèle sujet du roi touchant l'établissement d'une compagnie française pour le commerce des Indes orientales.* Basé sur la documentation de Flacourt, ce discours était destiné à susciter l'enthousiasme des Grands pour les entreprises d'outre-mer et de faire souscrire la haute noblesse.

La même année 1664 est créée la *compagnie des Indes occidentales* à laquelle Colbert accorde des exceptions de droit pour les Nègres et pour les marchandises de traite. La compagnie des Indes occidentales est le premier essai de concentration réalisé par Colbert.

Comme le souligne Charles de la Roncière (1), en « groupant dans un organisme gigantesque nos petites sociétés coloniales d'Afrique et d'Amérique, du Sénégal, de la Guyanne et des îles Antilles (2), la compagnie des Indes occidentales avait rendu solidaires l'un de l'autre, l'ancien et le nouveau monde, et assuré au second la main-d'œuvre du premier, une main-d'œuvre abondante habituée aux chaleurs des Tropiques ».

Sous Colbert apparaît la notion de *pacte colonial* suivant laquelle la métropole crée et entretient des colonies qui doivent en contrepartie l'enrichir, d'où commerce *exclusif* avec la métropole à laquelle sont réservés tous les produits qui ne doivent pas concurrencer les siens. Malgré l'action énergique de Colbert et de ses collaborateurs, les compagnies mal gérées sont en déficit permanent, aussi en 1670 Colbert se rallie-t-il au système *d'administration directe* analogue à

(1) *Nègres et négriers*, 1933, p. 20.
(2) Les Français s'étaient établis à la Guadeloupe en 1626, à la Martinique en 1635.

celui pratiqué par l'Espagne. Mais cette réforme est surtout sensible aux Antilles et au Canada.

Cependant, les besoins en esclaves sur les plantations des Antilles deviennent considérables et Louis XVI, à son tour, encourage la traite : à la requête de Colbert, le Conseil d'État, par un arrêt du 26 août 1670, exonérait de l'impôt de 5 % la traite des nègres de Guinée. Mais cela ne suffit pas et, par une ordonnance du 13 janvier 1672, il accorde une gratification de 10 livres payable aux armateurs pour chaque nègre débarqué aux îles françaises d'Amérique, et une gratification de 3 livres payable par la compagnie aux capitaines (1).

C'est à la compagnie du Sénégal que Colbert donne en 1679 le monopole de la traite. Cette compagnie s'engage à importer pendant huit ans 2 000 nègres par an aux Antilles françaises et, de plus, à fournir à Marseille, à Sa Majesté, tel nombre qu'il lui plaira pour le service de ses galères, aux prix et âge dont on conviendra avec Sa Majesté (2).

Les successeurs de Colbert et l'Asiento.

A la mort de Colbert (1683) son fils, le marquis de Seignelay, lui succède comme secrétaire d'état de la marine et de la maison du Roi. A sa mort (1690) Phélipeaux de Pontchartrain (1690-1699), neveu de Colbert, puis Jérôme de Pontchartrain poursuivent la même politique.

L'édit de mars 1685 ou *Code noir* fixait les droits et devoirs des maîtres et esclaves : au terme de cet édit les esclaves étaient réputés *meubles* et comme tels entraient dans la communauté...

En mars 1696 est constituée la compagnie royale du Sénégal, Cap Vert et côte d'Afrique avec un privilège de trente ans pour la traite.

Mais c'est en 1701 qu'un événement décisif se produit : le 27 août 1701 la compagnie de Guinée et de l'*Assiente* est constituée. Un traité est conclu entre les rois de France et d'Espagne et le sieur Du Casse pour la fourniture d'esclaves aux Indes. L'article 1er stimule que la compagnie devra introduire aux Indes en dix ans, du 1er mai 1702 au 1er mai 1712, 48 000 *pièces d'Inde* « qui ne seront point tirées du pays de Guinée qu'on appelle minas et Cap Vert, attendu que les nègres de ces pays ne sont pas propres pour les Indes occidentales. » La compagnie est tenue de payer pour chaque nègre, pièce d'Inde de la mesure ordinaire 33 écus 1/3. Les rois de France et d'Espagne seront intéressés chacun pour un quart dans ces affaires.

Ce traité consacre la mainmise de la France sur le commerce d'Amérique. L'affaire, bonne en soi, donne en réalité l'assurance aux bateaux de faire tous leurs voyages à plein chargement, d'où une rentabilité accrue et une prospérité considérable de la marine bénéficiaire du contrat. On comprend dès lors la violence des réactions anglaises.

Ce traité est la raison principale de la guerre dite de succession d'Espagne, le prétexte en étant l'accession au trône d'Espagne d'un

(1) Moreau de Saint Méry, *Lois et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent, de 1550 à 1785*, Paris 1784, t. I, p. 259.
(2) Peyraud, *L'esclavage aux Antilles françaises*, Paris 1897, p. 42.

Bourbon de France. Aussi l'octroi à l'Angletrre de l'Asiento fait-il l'objet d'une stipulation précise des préliminaires du traité d'Utrecht (1713) en même temps que de l'article 46. La compagnie anglaise de Guinée s'engage à transporter en trente ans 144 000 « pièces d'Inde ».

La rivalité franco-anglaise au XVIIIe siècle.

L'essor canadien, la prospérité sucrière des Antilles, la politique française aux Indes, maintiennent l'Afrique à son rang de pourvoyeuse d'esclaves.

Le système de Law aboutit en mai 1719 à la création de la *Compagnie des Indes* qui reçoit les privilèges précédemment dévolus aux compagnies d'Afrique, de Guinée, de Saint-Domingue. Cette compagnie des Indes réussit à survivre au krach de Law (1720) et le XVIIIe siècle voit un essor général du commerce colonial. Si le Sénégal somnole quelque peu, le comptoir de Ouidah au Dahomey connaît une grande prospérité, ainsi que sur la route des Indes les Mascareignes.

Les guerres où s'affirmera la supériorité navale anglaise seront durement ressenties dans les colonies. Mais le beau monde de Versailles qui voit partir d'un cœur léger l'Inde et le Canada ne prête guère plus d'attention aux comptoirs africains où les Anglais d'ailleurs se servent de préférence sur les alliés momentanés de la France. La guerre de l'indépendance américaine verra l'essor du commerce français, de belles victoires navales et au traité de 1783 des clauses favorables à la France sur les côtes africaines. Mais, après l'équipée égyptienne, Napoléon n'aura pas les moyens de défendre les comptoirs d'outre-mer où s'installeront les Anglais de façon provisoire ou définitive.

Blanchot à Saint-Louis du Sénégal et Decaen aux Mascareignes feront l'impossible pour défendre ces possessions françaises... mais, abandonnées par la métropole, les garnisons épuisées par le climat devront finalement céder sous le nombre.

3. Les établissements français en Afrique occidentale.

Cette action menée de Paris aura des effets en Afrique, compte tenu des conflits européens et de l'impitoyable rigueur du climat. Si, à la fin du siècle, il ne reste guère que Saint Louis du Sénégal et les Mascareignes, on doit noter l'installation à Madagascar au XVIIe siècle, ainsi que le comptoir de Ouidah.

Mais l'événement le plus important de ce milieu de siècle pour les entreprises françaises est assurément la construction sur l'île de N'Dar à l'embouchure du fleuve d'un bâtiment bastionné et facile à défendre. Ce poste est appelé Fort Saint-Louis en l'honneur du roi de France. Dès lors les Français vont posséder une incomparable base de départ vers l'intérieur. Dix-huit ans plus tard, ils enlèveront à la Hollande l'île de Gorée, dont la rade est la meilleure de la Côte occidentale d'Afrique avec celle du Cap et servira d'entrepôt négrier.

Saint-Louis sera base de commerce vers l'intérieur et foyer français. Là se constituera en effet une société métisse résistante au climat et qui

formera un élément particulièrement dynamique de la société africaine.

A la fin du XVII^{e} et au début du XVIII^{e} siècle, le Sénégal est marqué par les puissantes personnalités d'André Brüe et de La Courbe, tandis que la côte de Guinée connait avec Germain Ducasse l'un des plus grands marins-gouverneurs de cette époque.

Germain Ducasse et les tentatives françaises sur les côtes ouest-africaines.

Germain Ducasse, le 29 août 1666, prend aux Hollandais le fort d'Arguin. Onze ans plus tard il revient avec l'escadre de l'amiral d'Estrées qui prend Gorée (novembre 1677), ainsi que les comptoirs de Rufisque, Joal et Portudal. La paix de Nimègue (10 août 1678) confirme ces acquisitions à la compagnie qui possède également le comptoir d'Albréda. Germain Ducasse passe avec les Sérères et le Damel du Cayor différents traités définissant l'étendue de la zone d'influence française sur six lieues de profondeur depuis le Cap Vert jusqu'à la Gambie.

Cependant la grande demande américaine en main-d'œuvre a souligné les immenses ressources humaines des côtes du golfe de Guinée. On décide alors de créer un établissement commercial sur la Côte de l'Or à Commendo et Tacorary. Mais nous avons vu la réaction brutale des Hollandais. A l'annonce de ces fâcheuses nouvelles, le Roi envoie sur les lieux Ducasse (1687) qui est chargé par Seignelay « d'examiner les avantages de chaque lieu pour le commerce, le génie et les dispositions des habitants et recevoir les propositions qui peuvent être faites par le roi ou les princes de ces pays ».

L'établissement d'Issiny. Ducasse doit particulièrement voir deux points de la côte : « Commendo, où le Roi offre la construction d'un fort, et Assinie (Côte d'Ivoire) dont les peuples ont une grande abondance d'or et sont bien disposés pour les Français. » Ducasse remplit fidèlement le programme qui lui est tracé. Son rapport, modèle de concision, est un remarquable plan de campagne pour s'installer sur cette portion de côtes. Il dépose à Issiny (= Assinie) six Français avec des marchands et emmène en France deux jeunes Africains, l'un fils du roi, l'autre fils d'un des chefs. Baptisé par Bossuet, filleul de Louis XIV, Aniaba devait se distinguer comme élève, capitaine de chevaux légers, etc.

En 1700 ces deux jeunes gens sont ramenés à Issiny par le chevalier d'Amon sur le *Poly* avec un certain nombre d'éléments qui doivent assurer les débuts matériels et spirituels de la colonie. Parmi eux, le R. P. Godefroy Loyer et Jacques Villard. Arrivé en juillet 1701, *le Poly* repart le 23 septembre après que son équipage ait bâti le fort Saint-Louis où restent trente hommes y compris officiers et missionnaires.

En novembre 1702 une escadre hollandaise, commandée par le gouverneur de la Mine tente vainement de prendre le fort, les Africains conduits par Amaquay, frère du roi d'Issiny, ayant combattu aux côtés des Français.

En mars 1703, cependant, trois vaisseaux marchands français et un de guerre sous les ordres de M. De Grosbois évacuent bon gré mal gré la colonie française.

Le développement du Sénégal : La Courbe et Brüe.

Cependant l'activité de Germain Ducasse entraîne une expansion économique certaine. La compagnie obtient le monopole du ravitaillement des colonies en esclaves à raison de 2 000 par an, ce qui paraît manifestement excessif pour ses possibilités réelles.

Une nouvelle compagnie formée en 1681 a l'ambitieux projet de drainer le trafic du Cap Blanc au Cap de Bonne Espérance ; trois ans plus tard le domaine est ramené plus modestement aux côtes du Sénégal et de la Gambie.

Dancourt essaie d'aller jusqu'au Bambouk (1684). Jajolet de La Courbe remet de l'ordre dans cette bourgade pourrie qu'est Saint Louis. Puis, il visite le lac Cayar et fait une reconnaissance du lac de Guiers (1689). Chambonneau qui lui succède voit parfaitement clair dans la situation d'un pays dont le rendement commercial souffre par trop des « coutumes » versées aux princes indigènes.

La guerre de la ligue d'Augsbourg trouble un peu les habitudes du négoce des côtes sénégalaises : au début de 1697, Saint-Louis et Gorée sont occupés par des Anglais venus de Gambie, mais en juillet c'est l'escadre du comte de Gennes qui pénètre en Gambie et anéantit le Fort James.

A cette époque André Brüe, nommé au Sénégal en 1687, donne une impulsion nouvelle à l'essor de la colonie. Il fait alliance avec Siré Sawa Lamou, roi des Fouls, atteint Dramané en Galam à trente kilomètres du confluent Sénégal Falémé, où le fort Saint-Joseph est construit. Il sera terminé par le frère Apollinaire qui fera la reconnaissance de la Falémé jusqu'à Kaïnoura, approchant à quatre lieues de Gouina.

Des postes fortifiés jalonnent le fleuve assurant la sécurité du commerce. Cette exploration, pour l'époque, est remarquable. Avec quelques ballots de pacotille, un commerçant avisé et un moine ont reconnu l'un des points les plus importants de toute l'Afrique de l'ouest et marqué le jalon des prétentions françaises vers le Soudan.

Lors de la guerre de la succession d'Espagne, les compagnies anglaises et françaises concluent une sorte de pacte de neutralité. André Brüe se préoccupe alors du Cayor. Arrêté par les gens du Damel le 6 juin 1701 aux abords de Rufisque, il est relâché contre une forte rançon.

Rappelé en France pour prendre la direction de la compagnie en 1702, André Brüe n'a pas en Lemaître, un successeur digne de lui. La Courbe défend ce qui peut l'être et poursuit son effort vers l'intérieur, mais, à la veille de Noël 1702, le fort Saint Joseph succombe après une valeureuse résistance sous les assauts des Sarakollé et des Mandingues.

En 1710, La Courbe remontera au Galam, puis au Félou. Le marchand rouennais Guillaume Mustelier a acheté le privilège de la compa-

gnie. Il meurt à Touabo, le futur Bakel, le 15 août 1711 sans avoir pu relever les postes de cette région. En 1712, Richebourg reconstruit Makana, mais se noie dans le fleuve.

André Brüe, sur les instances des actionnaires d'une nouvelle compagnie, revient au Sénégal. En 1714 il remonte encore une fois dans le haut fleuve, reconstruit le fort Saint-Joseph et complète son dispositif dans la Haute région par le fort Saint-Pierre construit près de Senoudébou sur la Falémé.

Un artisan maçon nommé Compagnon parcourt les placers indigènes du tout proche Bambouk et rapporte des échantillons. Malgré son humble origine, les résultats obtenus par Compagnon sont importants. Alliant un solide bon sens à une connaissance pratique du milieu indigène, il parvient à connaître et à parcourir cet Eldorado africain, bien déchu de son ancienne splendeur du temps du Ghana.

André Brüe demande au personnel des forts de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront obtenir sur le Soudan. Compte tenu du manque de moyens, les résultats sont remarquables, il y a dans la gestion d'André Brüe des *notions classiques de politique coloniale* (*mise en valeur, politique indigène, protection*). En 1720, André Brüe, à 67 ans, rentre définitivement en France. Ces trente ans de gestion d'André Brüe et de La Courbe apparaissent avec le recul de l'histoire comme exceptionnels. Ils sont les premiers à avoir entrevu la route du Soudan et à avoir établi un bilan provisoire des possibilités africaines d'alors.

Les successeurs d'André Brüe ne seront pas à sa mesure. Pourtant, le Bambouk est visité par de Bellay qui dirige la colonie en 1723 et 1724 ; le 21 décembre, le minéralogiste Pelays est assassiné avec quatre commis, alors qu'il visite les placers aurifères. Pierre David (1738-1748), Marseillais dynamique, visite à son tour les mines de la Falémé. Cette période voit les pérégrinations sur la côte africaine du chercheur français Michel Adanson qui herborise sur l'ensemble du Sénégal côtier de 1749 à 1753.

Le régime royal.

La paix de Paris (1763) ne rend à la France que Gorée et ses dépendances côtières : Joal, Portudal et Albréda. Les gouverneurs sont à partir de cette date nommés par le roi.

En 1778, durant la guerre de l'indépendance américaine, l'escadre de Vaudreuil quitte Lorient et le duc de Lauzun prend Saint-Louis le 30 janvier 1779. Lauzun réunit alors administrativement les établissements de Gorée, du Cap Vert et de la Gambie à ceux de Saint-Louis et devient le premier gouverneur de *la Colonie du Sénégal et dépendances*. C'est lui qui institue la charge de *Maire de la ville*. Ce notable, qui fut toujours un mulâtre, est désigné parmi les habitants non fonctionnaires de Saint-Louis ; sa nomination doit être ratifiée par le ministre de la marine et il touche un traitement payé sur le budget de la colonie.

Cependant les hostilités continuent. Le fort Saint-James en Gambie

est pris le 11 février 1779 et immédiatement démantelé. Gorée abandonnée de sa garnison est occupée le 6 mai 1779.

Le traité de Versailles (1783), s'il néglige les droits français en Amérique, rend à la France Saint-Louis, Gorée et Albréda.

En 1785, le Gardeur de Repentigny, qui a fait ses preuves en politique indigène avec les Sioux du Canada, signe avec le Bour Saloum un traité qui servira de base aux relations avec les pays Sérères. Venu faire son temps de commandement au Sénégal, le chevalier de Boufflers, premier académicien gouverneur, offre à Madame de Sabran, sa fiancée, un remarquable échantillon de littérature coloniale présentée par un homme du monde qui donne du Sénégal d'alors une image aussi désastreuse que pittoresque.

En dehors du Sénégal, seul le comptoir de Ouidah aura quelque importance et surtout quelque durée. Ajoutons les entreprises du corsaire Landolphe qui commerça de longues années dans la région d'Owarri (actuelle Nigeria) à la fin du XVIII[e] siècle.

Le Sénégal durant la Révolution et l'Empire.

En 1789, des commis surexcités et quelques notables sous la présidence du mulâtre Charles Crosnier, maire de Saint-Louis, envoient aux États généraux un cahier de doléances réclamant l'abolition de l'esclavage et la liberté du commerce. Ces cahiers sont confiés au sieur Lamiral qui rajoute 360 pages de son cru pour en faire un volume au style pompeux, mais donnant de précieux renseignements sur le commerce et la colonisation du Sénégal au moment de la Révolution.

Les doléances sont appuyées par le gouverneur Blanchot de Verly rentré en France à la fin de 1790. La Constituante, par un décret du 23 janvier 1791, abolit le privilège de *la Compagnie nouvelle du Sénégal* et déclare le commerce libre pour tous les Français, mais on supprimait une compagnie moribonde et on libérait un commerce que les guerres vont rendre impossible : plus d'approvisionnements, plus de possibilités d'exportation. Enfin, lors de la libération des esclaves, aucune possibilité d'embauche pour les esclaves noirs.

Par chance le Sénégal, durant la période révolutionnaire, a pour gouverneur l'ancien adjoint de Boufflers, Blanchot de Verly, vieux soldat intègre et brave, qui a la confiance des habitants et réussit sans aucun secours de la métropole à permettre au Sénégal de survivre, les Anglais, repoussés une première fois en 1797 devant Gorée, réussissent à prendre le 5 avril 1800 l'île que le passage de Victor Hugues venu de la Guadeloupe permet de reprendre (17 janvier 1804) ; mais moins de deux mois plus tard le 8 mars 1804, le commandant Montmayeur, abandonné par ses sodats antillais, capitule.

Depuis que les Toucouleurs sont maîtres du Fouta Toro (1776), le gouverneur verse à l'*almami* les « coutumes » naguère payées au *Siria-*

(1) LAMIRAL, *L'Afrique et le peuple africain*, Paris Desenne, 1789.

tique peul, mais l'état des Finances est catastrophique (en 1799 le montant des coutumes en retard s'élève à 144 150 francs!...). Conscients de la faiblesse française, les Toucouleurs massacrent quelques traitants. Blanchot expédie un détachement de représailles qui — son chef tué — doit battre précipitamment en retraite. Blanchot, en 1806, conclut un nouveau traité avec l'almami, prévoyant le rétablissement des coutumes, mais Blanchot a 72 ans et 22 ans de Sénégal ; il meurt le 12 septembre 1807 à Saint-Louis. Deux ans plus tard Levasseur, le remplaçant de Blanchot, capitule devant l'attaque anglaise et le général Maxwell occupe Saint-Louis. Les Anglais, si actifs en Gambie et ailleurs, ne feront rien de leur prise qui aurait pu leur permettre d'intéressantes explorations. Le gouverneur Maxwell fait construire à Blanchot une belle tombe, sportif hommage à l'adversaire invaincu.

Si l'on dresse, lors de l'occupation anglaise, le bilan d'un siècle et demi de présence française, on doit constater qu'il n'est pas entièrement négatif.

André Villard, dans sa magistrale *Histoire du Sénégal*, en marque les éléments :

« Matériellement, des milliers de mètres de guinée donnèrent aux Maures et à tous les autres noirs le goût du drapé et des vêtements somptueux. L'emploi du fusil se généralisa. La poudre n'était pas chère. On en saura quelque chose au siècle suivant. Bimbeloterie et parures étaient ardemment désirées de toutes les femmes du Sénégal ; le fer, le cuivre en barres permettaient la multiplication des objets métalliques de travail indigène. Surtout, l'alcool de traite débarqué à pleins tonneaux en pays noir musulman vouera à un alcolisme trop consciencieux des populations qui n'avaient que trop de tendance à apprécier le vin de palme, le dolo et autres mixtures... »

A la fin du XVIII^e siècle, Saint-Louis compte (1786) 7 000 habitants parmi lesquels 2 400 libres, noirs ou mulâtres, 660 européens, et un peu plus de 3 000 captifs de case. A Gorée sur 2 500 habitants on ne compte plus guère que 522 libres, mulâtres ou noirs. Depuis 1778 un maire, obligatoirement choisi parmi les hommes de couleur, est chargé de régler les rapports entre le Gouverneur et la population.

Cette population métisse est un élément unique en Afrique tropicale. Elle joue un rôle considérable dans le caractère français de Saint-Louis et Gorée. Certes, il n'existe pas encore d'école et les mulâtres apprennent à lire avec les prêtres, les commis ou les quelques militaires lettrés. De 1778 à 1782, deux missionnaires du Saint Esprit entreprennent une première évangélisation du pays sérère. Les *Signares*, belles métisses de Saint-Louis ou de Gorée, jouent un rôle non négligeable dans la société et le commerce sénégalais.

(1) Dakar, 1943, p. 68.

Si le commerce des esclaves est de fait prépondérant, les autres produits occupent une place importante : au début du XVIIIe (1703), la gomme donne 250 000 livres-poids par an à 10 livres monnaie le cent ; l'ivoire atteint 150 000 livres-poids, la cire compte pour 100 000 livres-poids. Vingt ans plus tard (1723) l'or figure pour 50 marcs (environ 12 kilos), la gomme est passée à 800 000 livres-poids, l'ivoire est descendu à 40 000 livres-poids. En 1786 la gomme passe à 1 500 000 livres-poids et on traite 35 kilos d'or, cependant que le fleuve a fourni 2 200 captifs (évalués à 1 000 livres monnaie).

Les transactions ne se font presque jamais en numéraire d'Europe encore que la *gourde* (piastre espagnole) soit appréciée, mais suivant une formule de troc avec des marchandises de forme et qualité déterminées : barres de fer, anneaux de cuivre, pièces de guinée.

Le commerce est pratiqué sur le fleuve aux *escales*, points non fortifiés où les vendeurs à date fixe viennent camper devant les bateaux des acheteurs. La compagnie, pour pratiquer ce commerce, verse des *coutumes* aux souverains africains. On distingue la *grande traite* ou *traite des gommes* effectuée en cinq escales entre Saint-Louis et l'île de Morfil et la *petite traite* ou *traite du Galam* pratiquée sur le Sénégal et la Falémé.

Sur un siècle et demi de Sénégal français, on ne peut mieux faire que de reprendre la conclusion d'André Villard (1) :

« Les bénéfices de ces cent cinquante ans de commerce (quand il y en eut) servirent à construire des maisons à Nantes ou à Bordeaux... Si la France de Napoléon vit disparaître sans émotion cette colonie, c'est que, pendant un siècle et demi, elle n'avait été que le champ d'affaires de quelques marchands de la métropole et le réservoir de main-d'œuvre de quelques planteurs des Antilles. »

4. Les Français dans l'Océan Indien.

Durant trente années, les Français vont faire une tentative qui ne manquera ni d'ambitions ni de moyens. L'échec final entraînera la colonisation des Mascareignes, bases d'une action ultérieure dans l'océan indien. L'essai de colonisation à Madagascar (1642-1674) est pour la zone tropicale la tentative la plus importante du XVIIe siècle.

Les débuts — Pronis (1642-1648).

Deux marins dieppois, les capitaines Régimont et Goubert, font à partir de 1630 plusieurs voyages à la baie de Saint-Augustin. Débarqué à Sainte-Luce en 1638, le matelot rouennais François Cauche parcourt l'Anosi de 1638 à 1644. Il prétend avoir longé la côte Est et la côte Sud.

En 1642 est fondée une *compagnie des Indes orientales* qui compte

(1) *Histoire du Sénégal*, p. 76.

dans son Conseil le surintendant Fouquet et plusieurs membres du Conseil du roi. Le navire « Saint-Louis » reconnaît d'abord les îles Mascareignes et Sainte-Marie. En septembre 1642 Pronis débarque à Sainte-Luce avec le commis Foucquembourg et 12 compagnons. 70 hommes le rejoignent l'année suivante.

Pronis envoie des détachements à Matitana et dans la région de Mananjary pour y traiter de l'ébène, mais les pertes sont élevées. Pronis emmène alors la petite colonie à la pointe de Taolankara. Sur cette pointe bien ventilée, dominant une bonne rade, proche de forêts riches en bois de charpente pour navires, Pronis élève une palissade qu'il appelle Fort Dauphin (fin 1643).

La colonie entre alors dans une phase active. Pronis établit des relations d'amitié avec les Zafiraminia de l'Anosy chez lesquels il prend femme. Foucquembourg reconnaît le sud du pays.

En 1646, Foucquembourg, rentré en France exposer les besoins de a colonie, est assassiné avant d'arriver à Paris. Pronis, un Rochelais protestant et autoritaire, abuse de la situation. Une mutinerie aboutit à son arrestation. Libéré par un navire de passage, douze des mutins sont déportés dans l'une des Mascareignes (future île Bourbon).

Cependant qu'un groupe mené par un certain Le Roy fait sécession et se rend à la baie de Saint-Augustin, Pronis envoie le commis Angeleaume avec 45 hommes pour aider les *Arindrano* (Betsileo du sud) contre les *Vohitsa-angomby* (Betsileo du Nord).

Étienne de Flacourt (*1648-1658*), qui est désigné par les associés de la compagnie, est noble, instruit, énergique et curieux. Il débarque en décembre 48 avec des colons, deux pères lazaristes, et réussit à rétablir la situation. Les Français dissidents reviennent de Saint-Augustin. Flacourt va faire visite au roi des Antanosy, Dian Ramaka, celui qui avait été instruit par les Portugais à Goa sous le nom de Don André. Il envoie aux Mahafaly pour lutter contre leurs ennemis quinze hommes sous les ordres de Le Roy. Mais les ébènes amassés depuis trois ans sont brûlés, si bien que le navire qui ramène Pronis ne porte qu'un faible chargement de cuirs et de cire. Dans le délabrement politique de la Fronde, ce faible chargement n'encourageait pas les directeurs.

Flacourt, réduit à ses seules ressources, dispose encore d'une centaine de Français à Fort Dauphin et douze à Sainte-Marie. Voyant leur petit nombre, les chefs Antanosy attaquent les colons isolés et les petits détachements. Ainsi Le Roy est tué avec ses compagnons. Dian Ramaka lance sur Fort Dauphin un assaut général repoussé au canon. En juillet 1651, Flacourt prend Fanjaline et Dian Ramaka est tué durant sa fuite. La plupart des chefs viennent alors faire leur soumission. Au début de 1653 Flacourt croit avoir gagné.

Les deux principaux chefs, Dian Panolahé (fils de Dian Ramaka) et Dian Masikoro, se soumettent. En décembre 1653 Flacourt fait construire une barque et essaie de gagner la France. Avant de partir il dresse un *padrao* trouvé dans l'île des Portugais, et y fait graver cette mise en garde : *O advena, lege monita nostra, tibi tuis vitaeque*

tuae profitura :cave ab incolis. Vale (O toi qui arrives, lis notre conseil; il sera utile pour toi, pour les tiens et pour ta vie : méfie-toi des habitants. Salut), mais les vents contraires ramènent Flacourt à Fort Dauphin.

Le 2 août 1654 enfin, un navire apparait portant Pronis et deux prêtres. Une compagnie nouvelle venait d'être créée sous les ordres du maréchal de la Meilleraye, commis de Richelieu.

Flacourt s'embarque en février 1658, laissant le commandement à Pronis. En France il doit se défendre devant les associés. Il publie une *Histoire de la Grande Ile de Madagascar* (1658), une relation des événements, enfin un dictionnaire de la langue de Madagascar. Dans sa Relation il établissait tout un programme de colonisation par mariages mixtes et l'établissement de petites colonies à Fort Dauphin, Mananjary, Sainte-Marie, Ghalemboule, Antongil, Mascareigne (île Bourbon), île Rodrigue, Tamatave et le pays Masikoro. En 1660 il repartait mais son navire, attaqué par les Barbaresques, sautait.

Les successeurs de Flacourt et la fin de l'entreprise.

Des Perriers puis Champmargou vivotent médiocrement sur un territoire qu'un pittoresque coureur de brousse, Le Vacher, dit Lacase, illustre d'étonnante façon. Marié à une princesse Antanosy, il connait admirablement les dialectes de l'île, son prestige est immense et les écrits Antemoro racontent son passage, cependant que la tradition orale Antesaka célèbre encore ses exploits.

Cependant une nouvelle Compagnie des Indes Orientales est formée (1664). 400 colons parviennent dans l'île le 10 mars 1667, le marquis de Montdevergue avec deux directeurs commerciaux, Caron et de Faye, dix vaisseaux, 4 compagnies d'infanteries, 10 chefs de colonies, en tout 2 000 personnes. Un tel nombre posait des problèmes en ravitaillement, aussi François Martin avec 19 Français et 4 000 auxiliaires de la côte remonte-t-il les rives du Maningory et parvient fin décembre 1667 au bord du lac Alaotra.

Mais l'entreprise ne rapportait rien, aussi Blanquet de la Haye, nommé gouverneur avec pouvoirs absolus, nomme gouverneur Champmargou et Lacase major. A son retour des Indes (1671), il décide d'abandonner Fort Dauphin au profit de l'île Bourbon, de Sainte-Marie et d'Antongil. Finalement, en 1674, les 63 Français survivants s'embarquent pour l'île Bourbon.

La forte personnalité de Flacourt domine ces trente deux années de présence française. Mais les raisons de l'échec final sont à rechercher en France où les Directeurs de la Compagnie souhaitaient surtout des bénéfices.

Or, les envois d'ébène étaient rares, il n'y avait pas de produits riches, aussi la rentabilité fut quasi nulle. Pour une colonie de peuplement, les rigueurs du climat n'en permettaient pas la réussite; d'ailleurs les connaissances sur les possibilités agricoles de l'île étaient des plus médiocres. Aussi ce petit noyau français devait se résigner à

vivre de razzias, prêtant épisodiquement sa petite force militaire aux souverains locaux pour leurs guerres tribales.

Le séjour de ces mercenaires parasites eut cependant des conséquences notables. Indépendamment des publications de Flacourt, le droits de la France sur la Grande Ile avaient été affirmés solennellement le 14 juillet 1665 par De Beausse lors du débarquement des 2 000 colons et l'île avait reçu le nom d'*Ile Dauphine.* En 1670, De La Haye devait en reprendre possession au nom du roi.

Par ailleurs, si l'installation française à l'île Bourbon est la conséquence directe de la colonie de Fort Dauphin, la proximité de l'île Bourbon permettra aux Français d'être à pied d'œuvre pour maintenir leurs droits sur la grande île.

Les Mascareignes.

La mutinerie dont Pronis a été victime a montré aux douze mutins l'excellence du climat (1646-1649). Le rapport enthousiaste fait à Flacourt décide ce dernier à tenter une installation dans l'île. Mais les colons qui se croient abandonnés profitent d'une occasion pour partir aux Indes (1658).

Louis Payen, accompagné de dix Malgaches, revient en 1662 ; puis trois nouveaux contingents de colons débarquent (1671-1674). De ce contingent est issue une part importante du peuplement de l'île. A cette époque il n'y a pas encore de métissage, car une ordonnance du vice-roi des Indes, Jacob de la Haye, fait « défense aux Français d'épouser des négresses et défense aux Noirs d'épouser des Blanches, c'est une confusion à éviter ». En 1686 la population s'élève à 269 individus qui travaillent tous pour la Compagnie des Indes orientales.

En 1689 arrive le premier gouverneur, M. de Vauboulon, accompagné d'un missionnaire, le Père Hyacinte. Mais cet homme autoritaire est bientôt emprisonné par la population. Un conseil de six colons de Saint-Paul gère les affaires de la compagnie.

La population s'accroît et, en 1717, on compte 900 Blancs et 1 100 esclaves, dont la situation est réglée par l'édit de 1723.

En 1715, les autorités de l'île prennent possession de l'île de France, ancienne île Maurice abandonnée par les Hollandais en 1712 ; le café est introduit en 1717 et tout colon doit posséder au moins 200 plants par tête d'esclave.

L'île Bourbon joue un rôle considérable durant les guerres franco-anglaises et Mahé de Labourdonnais qui remplace Dumas en 1753 va donner un prodigieux essor à l'économie de l'île (riz, manioc, coton, etc). Il fait construire de petits navires dont un de 500 tonneaux et, lors de la déclaration de guerre en 1744, il constitue une escadre de 9 vaisseaux montés par 3 342 hommes et prend Madras. Ses difficultés avec Dupleix entraînent son rappel. Un corps de volontaires formé à Bourbon participe à la campagne de l'Inde aux côté de Lally Tollendal.

Mais, à la fin de la guerre de sept ans, le bilan de la Compagnie des

Indes orientales est catastrophique. En quarante ans d'emprunts successifs elle a coûté à l'État 376 millions, aussi le privilège est-il retiré par une ordonnance d'aût 1764. Les îles de France et Bourbon sont rétrocédées au Roi moyennant la somme de 7 625 348 livres. La rétrocession est effective le 14 juillet 1767.

Indépendamment de la mauvaise gestion économique, il y avait aussi pour Choiseul, contraint de signer le traité, le souci de faire des îles laissées à la France les bases navales d'où partiraient les expéditions futures vers l'Inde ou l'Afrique ; aussi l'autorité directe du roi était-elle indispensable.

Un gouverneur et un intendant sont alors chargés d'administrer les îles. Ils sont représentés à Bourbon par un commandant particulier et un ordonnateur (1767). Ce dernier est Pierre Poivre qui introduit en 1770 muscadiers, girofliers et muscades. En 1776 et en 1778 on cueille solennellement les premiers clous de girofle et les premières noix de muscade de l'ile de France (1). L'Histoire de la conquête des épices constitue un passionnant chapitre de l'Histoire de la diffusion des épices dans le monde (2). Depuis l'île de France, la girofle et la muscade seront propagées à l'île Bourbon, aux Seychelles, à Zanzibar, à Madagascar et aux Antilles françaises.

En 1770, les Français entreprennent la colonisation des Seychelles.

Mais le passage au régime royal a pour conséquence de changer l'orientation économique des Mascareignes. Le café n'étant plus protégé par le privilège de la Compagnie des Indes orientales, est pénalisé par rapport à celui des Antilles deux fois plus proche des consommateurs métropolitains. Indépendamment des épices constituant une non négligeable exportation d'appoint, c'est vers l'extension massive des cultures vivrières que l'on pousse l'île Bourbon placée en position nettement subalterne vis-à-vis de l'île de France dont elle doit en partie ravitailler la population et les escadres de passage. Le manioc précédemment développé par la Bourdonnais est presque complètement abandonné au profit du blé, du riz, du maïs, des légumes secs. Certes, durant cette période, l'économie de Bourbon est relativement équilibrée, mais les colons de l'île se plaignent de l'incohérence des administrateurs royaux qui, suivant les besoins de l'île-sœur, acceptent ou refusent d'acheter les récoltes (3).

Par ailleurs, l'augmentation de la population blanche pose un problème en raison de l'application de la coutume de Paris partageant les héritages entre tous les enfants, ce qui entraîne une miniaturisation des propriétés foncières d'autant plus fâcheuse que les partages sont faits dans le sens de la largeur depuis le bord de mer.

De nombreux Blancs se trouvent alors sans ressource, ne pouvant se reclasser dans un artisanat qui est tenu sans possibilité de concurrence par des esclaves appartenant aux familles aisées. Aussi, durant les

(1) Auguste Toussaint, *Histoire de l'Océan Indien*, p. 183.
(2) Mlle Ly-Tio-Fane, *Mauritius and the spice trade : the odyssey of Pierre Poivre*, Port Louis, Maurice, 1958.
(3) André Scherer, *Histoire de la Réunion*, p. 38.

guerres, nombreux sont les « petits Blancs » chômeurs qui s'engagent chez les volontaires de Bourbon. Mais, durant les périodes de paix, ces petits Blancs végètent sur leurs terres ou se réfugient dans les Hauts à la limite des terres cultivables.

A la Révolution, les colons des Mascareignes appliquent sans conviction excessive les nouvelles mesures et les discussions de l'Assemblée coloniale forment une part importante de l'histoire de cette période. Le décret du 16 pluviôse an II (4 février 1794) sur l'abolition de l'esclavage n'est pas appliqué par des colons qui ont une politique tolérante envers leurs esclaves. Le Directoire pour faire appliquer le décret envoie avec 4 000 hommes de troupes deux commissaires qui, cernés dans l'hôtel du gouvernement, se laissent réembarquer (21 juillet 1796). Par la suite de nombreux colons envisagent de proclamer la sécession d'avec la France. Mais, en 1803, arrive le général Decaen avec mission de porter la guerre aux Indes. De 1803 à 1810 il organise les possessions françaises de l'océan Indien en maître absolu puisque la loi du 3 Germinal an XI (24 mars 1803) prive les îles de leurs assemblées coloniales. Après dix ans d'anarchies, les populations semblent heureuses de retrouver un peu d'ordre.

Decaen, sept années durant, mène la guerre de course dans l'océan Indien, si bien qu'en 1806 les Anglais décident de prendre les Mascareignes. En 1809, l'île Rodrigues est prise, en 1810 c'est le tour de l'île Bourbon (alors nommée île Bonaparte) puis, en 1811, l'île de France, qui devient l'île Maurice. Les Seychelles sont également occupées en 1811, ainsi que les installations prospères que Sylvain Roux avait réussi à créer à Tamatave.

Cependant, sous le gouvernement du général Decaen, des cyclones d'une extraordinaire violence viennent ruiner en 1806 les plantations de café de l'île Bourbon et provoquent une véritable famine.

L'occupation anglaise se heurte à une certaine résistance. Si les hauts fonctionnaires acceptent de prêter serment d'allégeance à George III, beaucoup de colons s'y refusent et préfèrent quitter l'île. Plusieurs Blancs sont tués le 5 novembre 1811 lors d'une révolte d'esclaves à Saint-Leu. Une énergique répression de l'autorité anglaise entraîne la condamnation à mort de trente esclaves.

Les traités de 1814 laissent un empire colonial français épuisé. Si les Anglais rendent le Sénégal c'est qu'ils n'en font rien et, s'ils rendent Bourbon, c'est que l'île Maurice dont le port est meilleur leur suffit largement sur la route des Indes.

VI. LES ANGLAIS EN AFRIQUE

A la fin du règne d'Edouard VI et durant celui de Marie la Catholique, des navires anglais se sont avancés le long des côtes occidentales d'Afrique en Gambie et en Gold Coast. Ils en ont rapporté de l'or, de l'ivoire, du poivre, des épices. D'autre part, le conflit avec l'Espagne

entraîne les pirates anglais dans toutes les mers du monde, y compris dans celles naguère contrôlées par le Portugal puisque Philippe II en est devenu souverain (1580).

I. Les bases économiques et l'organisation administrative.

Dès 1580 Francis Drake, de retour de son légendaire exploit sur les côtes de l'Amérique espagnole, traverse l'océan Indien et revient par le Cap. Son arrivée triomphale en rade de Plymouth permet à ses commanditaires de recevoir 4 700 % des capitaux... et lui vaut d'être anobli par la reine Élisabeth.

Le commerce anglais prend à cette époque un essor considérable. La laïcisation des immenses biens du clergé les met à la disposition des particuliers. Par ailleurs, la réforme monétaire d'Henri VIII augmente le volume des moyens de paiement d'où l'essor du capitalisme. L'influence de Thomas Gresham, ancien facteur royal du souverain d'Angleterre à Anvers, se fait sentir. Dès 1558 il assainit les Finances et revalorise la livre anglaise par rapport à la monnaie des Pays-Bas. Dès 1564, il construit au cœur de la cité de Londres une grande bourse de marchandises calquée sur la bourse d'Anvers à laquelle, en décembre 1568, la reine Elisabeth donne le titre officiel de *Royal Exchange*.

En 1571 le transport des grains d'un Comté à un autre est autorisé moyennant un droit d'un shilling le *quarter*. Les douanes intérieures et octrois sont abolis. Sur ce dispositif économique favorable, les malheurs des alliés de l'Angleterre viennent renforcer celle-ci. Ainsi la prise d'Anvers par Alexandre Farnèse (1584) provoque l'émigration d'un grand nombre de Belges. Si pour la plupart, ces derniers rejoignent les Provinces Unies, de nombreux artisans se réfugient en Grande Bretagne où ils trouvent un marché à la mesure de leur talent, notamment en matière de verrerie, coutellerie, métallurgie, tissage. En quelques années, une Angleterre agricole et pastorale se transforme en une nation industrielle et commerçante.

Des compagnies à charte existent déjà (Moscovie : 1554, Baltique : 1579 ; Levant : 1581). En 1585, une compagnie de Londres reçoit une charte pour le commerce avec le Maroc et les états barbaresques du nord de l'Afrique. Trois ans plus tard, des marchands d'Exeter (Devon) reçoivent à leur tour une charte pour le commerce de Sénégambie. En 1592 c'est le tour d'une autre association qui reçoit une charte pour aller commercer entre Gambie et Sierra Leone. Le 31 décembre 1600 est fondée *la compagnie des marchands de Londres commerçant vers les Indes orientales* qui a dans son domaine toutes les terres situées à l'est du Cap.

Administration.

A partir de 1660 un Comité du Conseil privé s'occupe des plantations et en 1696 est créé le *Board of Trade and Plantations*. Ce bureau n'aura aucune activité africaine particulière. Il s'agit surtout de contrôler le commerce des Indes et de veiller à l'essor des plantations antil-

laises. En 1768 avec l'institution des ministres permanents est créé un secrétariat d'état aux colonies.

2. **Les expéditions sur les côtes africaines.**

Thomas Windham est le premier qui, en 1551, fait le voyage du Maroc. Deux ans plus tard, conduit par le Portugais Pinteado, Windham parvient au Bénin où il reste un mois, reçu en audience par le roi qui parle portugais. La rigueur du climat fait une hécatombe parmi les équipages de Windham. Cependant le trafic est intéressant : en 1554, trois vaisseaux et deux pinasses rapportent de Guinée quatre cent livres d'or, trente six barils de maniguette et 250 dents d'éléphant. Mais il ne s'agit que de voyages individuels et seules les compagnies à charte permettront des voyages réguliers.

Les malheureuses tentatives sur Madagascar. C'est à Sainte-Marie, à la baie d'Antongil et à Saint-Augustin, que des navires appartenant à la Compagnie anglaise des Indes orientales relâchent pour se ravitailler. En 1636, le roi Charles 1er décide une expédition sur Madagascar qu'un nommé Thomas Herbert décrit comme « riche en toutes sortes de métaux ». Mais l'expédition confiée au prince Rupert de Bavière ne part pas. En 1640, Walter Hamond, en 1644 Richard Boothby font l'éloge de la Grande Ile, si bien que la même année 1644 une colonie de 140 personnes dirigée par un certain John Smart construit un fort à la baie de Saint-Augustin. Mais ils refusent d'aider les Malgaches dans leurs guerres tribales et sont laissés sans ressources. Au bout d'un an douze survivants seulement sont rapatriés.

Une autre tentative faite dans l'île d'Assada (Nossi-Bé) par le Colonel Robert Hunk aboutit à un massacre quasi général. Les Anglais attendront de longues années avant de s'intéresser à nouveau à la Grande Ile. C'est par l'Inde et grâce à leur supériorité maritime dans l'océan Indien qu'ils prendront l'île Maurice et délogeront Sylvain Roux de Tamatave.

La Gambie.

Thompson, en 1620, remonte le cours de la Gambie et se rend assez vite compte de son médiocre rôle comme voie de pénétration. Sur ses traces, Jobson obtient quelques renseignements sur le commerce de Tombouctou. C'est seulement en 1664 que les Anglais construiront le fort James, leur premier établissement sur la côte d'Afrique, qui servira de base principale pour les opérations commerciales dans cette région. Cependant, les nécessités de la mise en valeur des Antilles (1) et de l'Amérique entraînent la création en 1672 de la *Compagnie royale africaine* qui reçoit de Charles II le monopole du commerce entre le Maroc et la colonie hollandaise du Cap.

(1) Les Anglais s'étaient établis en 1609 aux Bermudes, en 1623 à Saint-Christophe, en 1625 à la Barbade et aux Iles sous le Vent.

Les *Gambia adventurers* et la compagnie qui leur était liée abandonnèrent après un litige de douze ans (1672-1684) leur monopole commercial à la *Royal African Compagny* qui dura jusqu'en 1750 (1). Certes, la Gambie reste un centre de trafic important mais très vite l'action de la compagnie anglaise s'étend sur la côte de Guinée, cependant que les comptoirs de Gambie doivent fréquemment combattre les voisins français du Sénégal.

Des comptoirs sont aménagés à Dixcove, Secondi, Commendah, Anamabou, Winnebah sur la côte de l'actuel Ghana ainsi qu'à Ouidah au Dahomey. Ces divers comptoirs vont servir au trafic des esclaves. Durant les quarante premières années de son existence (2) jusqu'en 1712, la Compagnie envoie plus de cinq cent navires en Afrique. 100 000 esclaves sont transportés aux Antilles britanniques. Les navires transportent pour 1,5 million de Livres de marchandises et l'or africain sert à frapper un demi million de *guinées*.

Mais le trafic est en plein essor en ce XVIIIe siècle qui voit la fortune de Liverpool promu « grand port africain ». En 1771 le seul port de Liverpool avait en mer 105 bâtiments négriers qui transportaient en Amérique 38 500 esclaves. Rien qu'en Angleterre, on comptait 15 000 esclaves.

Nous verrons dans quelles conditions fut engagée la lutte antiesclavagiste dans le pays où le trafic négrier connaissait le plus vif succès.

En 1703 le fameux traité d'alliance avec le Portugal passé à l'initiative de John Methuen, ambassadeur à Lisbonne, met le Portugal dans la mouvance de l'Angleterre et donne à la flotte britannique de précieux relais sur la route des Indes.

En 1783, en effet, l'Angleterre a perdu avec ses colonies américaines l'essentiel de son empire d'outre-mer. C'est vers les Indes que les Britanniques dirigent leur action en même temps que la campagne antiesclavagiste se développe. Pour assurer la route des Indes, les Anglais s'installent au Cap et à Maurice ; dans le cadre de la campagne antiesclavagiste a été créée la colonie de Sierra Leone, base des futures possessions anglaises d'Afrique occidentale.

La lutte contre l'esclavage et le trafic négrier va dominer le XIXe siècle, mais c'est au XVIIIe que le tournant de la politique anglaise est pris pour des raisons à la fois économiques et humanitaires.

VII. L'ESCLAVAGE ET LA TRAITE

L'esclavage et la traite sont des sujets qui ont été passionnément étudiés dans la lancée des mouvements abolitionnistes, si bien que les incidences de la traite sur les sociétés africaines n'ont jamais été envisagée du point de vue africain, mais en fonction de pratiques européennes aussi racistes qu'inhumaines.

(1) HARRY A. GAILEY, *A History of the Gambia*, Londres 1964, p. 27.
(2) K. G. DAVIES, *The Royal African Company*, Londres 1960, 390 p.

I. **Historique.**

La traite fut d'abord dans la mouvance des appartenances politiques et jusqu'à l'aube du XVII[e] siècle un monopole portugais qui alimentait les îles du Cap Vert et de São Thomé, le Brésil, mais aussi les possessions espagnoles de Cuba et Hispañola (futur Saint-Domingue). Au XVII[e] siècle les Hollandais vont prendre la relève dans l'Atlantique, ils seront rapidement concurrencés par l'Angleterre et la France.

Nous avons vu à propos des Canaries (1) comment plusieurs dizaines de Guanches avaient été emmenés en Espagne à la suite de l'installation des Normands de Jehan de Béthencourt. Les premiers nègres importés en Europe le furent par Antoine Gonzalès. Ce dernier revenait d'un voyage au Cap Blanc où il ramenait des Maures capturés au cours d'un précédent voyage ; dix nègres lui furent données en échange, avec de la poudre d'or. Dans la deuxième moitié du XV[e] siècle, Arguin envoyait au Portugal environ un millier d'esclaves par an (2). A mesure de la progression des navigateurs portugais le long des côtes africaines, les Noirs furent de plus en plus nombreux dans les ports du Portugal.

Les îles du Cap Vert jouèrent un rôle particulier. Santiago servait de refuge à des Portugais, Castillans et Génois, aventuriers et fugitifs. Son importance diminuera au milieu du XVI[e] (3) avec l'extension de la traite dans les régions du Congo et de l'Angola.

A partir de 1469, Fernao Gomès (4), notable commerçant de Lisbonne, reçoit du Roi de Portugal le monopole de la traite des nègres qui devient très vite un fructueux trafic, comme le note (5) le Tournaisien Eustache de la Fosse en 1480.

On trouve à l'époque une justification chrétienne et civilisatrice, comme le souligne l'historien des Indes, le P. Maffei (6) :

« Les esclaves transportés des sablonnières de l'Éthiopie aux terres grasses de Portugal, et de leurs petites cassives et logettes à Lisbonne, par la seule fréquentation de la ville étaient peu à peu instruits à l'humanité et, ce qui était beaucoup plus excellent, ils étaient par là imbus des mystères de la religion chrétienne. »

La découverte de l'Amérique et les difficultés d'emploi de la main-d'œuvre indienne (7) aboutissent très vite à l'importation de nègres esclaves. Celle-ci est officiellement prescrite le 12 janvier 1510 et dans le courant de la même année, les premiers contingents d'esclaves noirs arrivent à Hispaniola (Haïti).

(1) *Histoire de l'Afrique des origines au XVI[e] siècle*, p. 416.
(2) James Duffy, *Portuguese Africa, 1959*, p. 132.
(3) *Ibid*, p. 134.
(4) Tome I, p. 420-421.
(5) Cité par Charles de la Roncière, *Nègres et négriers*, p. 13.
(6) *Ibid*, p. 14.
(7) Pour l'évolution de l'emploi de la main-d'œuvre indienne dans les colonies espagnoles d'Amérique, se reporter au livre de Lewis Hanke, *Colonisation et conscience chrétienne au XVI[e] siècle*, Paris, Plon 1957.

En 1514, Las Cases, premier évêque de Mexico, préconise la traite des nègres par égard pour les Indiens vraiment trop malmenés dans son diocèse. En 1521, les premiers éléments africains parviennent à Cuba. Nous avons vu dans quelles conditions la traite s'est développée sur une vaste échelle au Congo et en Angola. D'abord monopole portugais, la traite est bientôt pratiquée par les Hollandais et les Anglais. John Hawkins en 1562 dans une expédition au Sierra Leone va brûler un village de huit mille habitants, il en capture 250 qu'il va vendre dans l'île d'Hispaniola. Et Mondani constate (1) : « Loin d'être déshonoré, son nom devenait populaire dans le Royaume Uni ».

2. Positions françaises.

Par contre, les Français entrent tard dans la compétition négrière. Un capitaine normand ayant exposé des nègres pour la vente à Bordeaux, un arrêt du parlement proclame (1571) que « La France, mère de liberté, ne permet aucun esclave », ce que reprend dans ses institutes coutumières le jurisconsulte Antoine Loisel (1536-1617) disant que « Toutes personnes sont franches en ce royaume : si tost qu'un esclave a atteint les marches d'icelui se faisant baptiser il est affranchi ».

Mais à partir du moment où la France possède des colonies américaines (2) elle doit recourir, pour mettre en œuvre ses plantations, à la traite des nègres et, s'il n'y a pas d'esclaves en France, du moins existent des serviteurs noirs. Le 26 août 1670, le Conseil d'état, à la requête de Colbert, favorise l'esclavage en exonérant de l'impôt de 5 pour cent la traite des nègres de Guinée.

L'édit de mars 1685 connu sous le nom de *Code noir* met un peu d'ordre dans le traitement des esclaves qui sont réputés *biens meubles* ; le mari, la femme et les enfants ne peuvent être vendus séparément. Les obligations des maîtres sont bien définies quant à l'habillement (deux habits de toile par an) et l'alimentation (deux pots et demi de manioc ou trois cassaves avec deux livres de bœuf salé ou trois livres de poisson) (3).

Le code prévoit des amendes pour les hommes libres qui auront des enfants d'un concubinage avec leurs esclaves. Quant aux maîtres qui auraient tué leurs esclaves, ils seront poursuivis criminellement et « punis suivant l'atrocité des circonstances ». Les peines pour les délits commis par les esclaves sont extrêmement lourdes : la mort s'il frappe le maître ou sa famille, la mort s'il vole des chevaux, le fouet et la marque d'une fleur de lys sur l'épaule s'il vole autre chose.

Mais le code noir intéresse beaucoup plus les Antilles que les quelques familles de commerçants de Saint-Louis, du Sénégal et de Gorée.

(1) *La colonisation anglaise*, tome I, p. 81.
(2) Installation française à la Guadeloupe : 1626, à la Martinique : 1635.
(3) La Roncière, p. 22.

3. Positions anglaises.

Dans les possessions anglaises (1) certains s'émeuvent de la brutalité des planteurs : En 1671 George Fox, fondateur des Quakers, demande aux « amis de Barbade d'atténuer les désagréments de l'esclavage en les libérant après quelques années de servitude ». Richard Baxter, dans son *Christian Directory* publié en 1673, accepte l'esclavage à condition qu'il soit strictement réglementé, mais dénonce les chasseurs d'esclaves comme les ennemis communs du genre humain. En 1680, un tract de Morgan Godwyn, pasteur anglican, dénonce les brutalités des planteurs. Et en 1689, Locke dans son *traité du gouvernement civil* déclare qu'il est « inconcevable de plaider pour l'esclavage ».

4. Importance du trafic.

Il s'agit là d'un mouvement d'idées généreux certes, mais qui n'empêche pas le fructueux trafic de se poursuivre. Il fallait davantage de main-d'œuvre pour les plantations des Indes occidentales et le trafic triangulaire était des plus fructueux. Les navires partaient en effet d'Europe avec des cargaisons de pacotille (fer, fusils, poudre, pagnes, fer en barres, cuivre en anneaux), qui leur permettaient d'acheter des esclaves aux chefs locaux, puis les revendaient dans les îles où le café et le sucre de canne servaient de fret de retour vers l'Europe.

5. Les installations à terre.

Le phénomène a été trop souvent décrit (2) pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. En étudiant successivement la politique coloniale des nations d'Europe, nous avons vu dans quelles conditions étaient installés les comptoirs au début du XVIIIe siècle. Vingt-trois forts (Hollandais, Anglais, Danois, Brandebourgeois) existaient sur le littoral de l'actuel Ghana entre le Cap des Trois Pointes et la Volta. Entre Volta et Niger sur « la côte des esclaves », aux Anglais et Hollandais se joignaient Français et Portugais.

On distinguait (3) trois types d'installations à terre : les *châteaux* correspondant à la période portugaise (le meilleur exemple est Elmina) jusqu'à la fin du XVIe siècle, les *forts* construits suivant les principes des XVIIe et XVIIIe siècles, enfin les *loges* qui étaient des comptoirs non fortifiés.

La maison centrale du poste était construite sur pilotis et comprenait une galerie supérieure en balcon. D'autres bâtiments abritaient

(1) En 1619 le capitaine anglais John Smith achète à Jamestown (Virginie) le premier lot d'esclaves noirs vendus sur le territoire des futurs États-Unis.

(2) CHARLES DE LA RONCIÈRE, *Nègres et Négriers* ; G. MARTIN, *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises*, 1948 ; BASIL DAVIDSON, *Black Mother*, Boston, 1961 ; trad. *Mère Afrique*, Paris 1965.

(3) Cf. à ce sujet l'important ouvrage de A. W. LAWRENCE, *Trade castles and forts of West Africa*, Londres 1963, 390 p., 47 figures, 96 planches.

les officiers, l'infirmerie et le chirurgien, les magasins (marchandises et eau de vie), des ateliers (forge et charpente), une cuisine, une prison, enfin un jardin potager.

Les stationnaires attachés aux comptoirs du Sénégal disposaient de matelots africains ou *laptots*, de *gourmets* (= timoniers), de *rapasses* (= mousses), auxquels commandait en français le *maître de langue* (maître d'équipage). A Ouidah le comptoir français disposait, outre un garde-magasin et deux courtiers, de six *tagonniers* rouleurs d'eau, une blanchisseuse, un *Tronqué* (correspondant au gardien des esclaves qui étaient en transit), enfin un *gongonnier* pour annoncer l'ouverture et la fermeture de la traite. Les employés étaient payés en *ancres* (12 pots de 25 bouteilles) d'eau de vie, en *galines* de *bouges* (ou cauris).

Les marchandises de troc variaient suivant les portions de côtes, c'est ainsi qu'à Loanda c'étaient les étoffes de Harlem, toiles de Silésie, tapis de Turquie, à Cabinda des toiles peintes, du corail, des dentelles, au Dahomey des chapeaux à la mousquetaire, les pièces de toile de Guingamp, les mouchoirs de Cholet, les fusils boucaniers et les pierres à fusil, les briquets, les couteaux flamands...

Le tarif des esclaves très variable était, à la fin du XVIII[e] siècle, de l'ordre de cent cinquante *barres de fer*, soit environ quinze livres sterling.

Fage signale (1) d'autre part que le paiement des esclaves se faisait en barres de fer à la Côte des Graines, en tissu à la Côte d'Ivoire, poudre d'or en Gold Coast, mais en cauris entre Accra et Keta, en fer et cuivre sur la Côte des Esclaves, en laiton dans les *Oil Rivers*, en tissu au Cameroun. Notons qu'à l'époque une barre de fer valait quatre barres de cuivre.

6. **Guerres, interlopes et pactes de neutralité.**

Ce commerce était souvent perturbé par les conflits internationaux et l'action des interlopes. Mais cela ne faisait l'affaire ni des chefs africains bénéficiant de la traite, ni des compagnies à charte, aussi va-t-on voir des pactes de neutralité signés entre les compagnies ou imposés par les souverains africains.

Ainsi pendant la guerre de la succession d'Espagne qui voit le 18 avril 1701 l'attaque de Gorée par un vaisseau de guerre anglais, puis, quelques mois plus tard, la prise de l'île James par les Français qui pillent le comptoir, André Brüe n'hésite pas à proposer au gouverneur anglais Corker un pacte de neutralité aux termes duquel la compagnie britannique et la compagnie française s'engagent à ne point prendre part aux hostilités et même à se prêter au besoin main-forte pour assurer la liberté du commerce et de la navigation dans leurs domaines respectifs (2).

Ce pacte devient un traité officiel de neutralité signé à Londres le 8 juin 1705 entre la compagnie du Sénégal et la compagnie anglaise

(1) J. D. FAGE, *West Africa*, p. 80.
(2) MAURICE DELAFOSSE, *Afrique occidentale française*, p. 24.

d'Afrique. Mais il n'empêchera pas un corsaire français de piller Fort James en 1708 (1) à la suite d'une mutinerie de la garnison.

Sur *la côte des Esclaves* (dans l'actuel Dahomey), le souverain du royaume d'Ardres (Allada) rassemble les chefs de comptoir européens en septembre 1714 et les invite à ne pas se quereller non seulement à terre, mais encore en rade. Le Père Labat commente ainsi (2) cette décision :

« Cette proposition déplut infiniment aux Portugais, aux Anglais et aux Hollandais ; comme ils étaient tous trois ligués contre la France, ils se croyaient assez forts pour ruiner absolument le commerce qu'elle faisait dans le païs... Le Roi leur donna le choix de quitter le païs ou d'accepter la neutralité qu'il proposait et, voyant qu'ils ne se rendaient pas, il leur dit d'un ton fort haut que, s'ils n'acceptaient pas sa proposition dans une heure, il ne leur serait plus libre d'y revenir et qu'il se saisissait de tous leurs effets et peut-être de leurs personnes jusqu'à ce qu'ils satisfissent aux autres rois nègres ses alliés.

« Les chefs anglais, hollandais et portugais essaient bien d'invoquer la nécessité de demander des instructions à leurs gouvernements, mais le roi est inflexible et le traité de neutralité est conclu... on en dressa les articles qui furent signés et qui ont été depuis ratifiés par tous les nouveaux directeurs et autres principaux officiers qui viennent dans le païs. »

Il est vraisemblable que les bonnes relations entretenues par le roi Houffon avec les Français en général et les commerçants nantais en particulier aient influencé sa décision. Mais celle-ci n'était en réalité que le prolongement du pacte de neutralité conclu en Sénégambie.

D'un ordre un peu différent est l'accord réalisé par le Marseillais Pierre David, gouverneur du Sénégal de 1736 à 1746, qui reprend avec Orfuse, gouverneur du fort anglais de Saint-James, les négociations entamées en 1701 avec Corker. Mais il s'agit là beaucoup plus de la lutte contre les *interlopes*. Le terme *interlope* (qui vient de l'anglais et signifie *fraudeur*) désignait alors sur la Côte d'Afrique les bateaux corsaires qui venaient sur le territoire concédé aux compagnies charger des produits et faisaient une concurrence d'autant plus redoutable que, n'ayant pas les énormes frais généraux des compagnies, ils pouvaient acheter plus cher en Afrique et vendre meilleur marché en Europe. C'était le cas notamment pour la gomme dont les quantités vendues en Angleterre et en Hollande dépassaient de beaucoup celles expédiées en Europe par la Compagnie des Indes. Aux termes de l'accord conclu entre Pierre David et Orfuse, le gouverneur français s'engageait à livrer annuellement 360 000 livres de gomme en échange de quoi la compagnie anglaise livrerait 300 esclaves à la compagnie française.

(1) Harry A. Gailey, *A History of the Gambia*, p. 27.
(2) *Le voyage du chevalier des Marchais en Guinée, Isles voisines et à Cayenne fait en 1725, 26 et 27*, cité par Dunglas, Études Dahoméennes XV, p. 96.

7. La traite des esclaves et les sociétés africaines.

La traite fut pour le continent africain un lourd facteur d'appauvrissement humain. On évalue à 3 millions environ le chiffre d'esclaves transportés de la région au sud du fleuve Congo correspondant en gros à l'actuel Angola, entre 1580 et 1880. Ailleurs les chiffres sont plus difficiles à évaluer, mais il ne semble pas que des zones aient été massivement dépeuplées comme ce fut le cas en Angola. Au contraire, les régions corrrespondant aux zones côtières de la Gold Coast, du Togo, du Dahomey et de Nigeria, sont parmi les plus peuplées d'Afrique. Comme les ponctions humaines de la traite négrière ont été importantes, il faut bien admettre que les plantes nouvelles, notamment le maïs et le manioc, introduites par les Portugais au XVI^e siècle, ont pu heureusement contribuer à un meilleur équilibre démographique des peuples de la côte.

Au point de vue économique et culturel, l'action de la traite a été entièrement négative. Elle a stérilisé dans l'œuf un processus de développement économique qui aurait pu s'instaurer par la transformation de certains produits susceptibles d'être vendus à des commerçants étrangers. Par ailleurs, les outils et les tissus étant livrés par le commerce européen, les populations africaines n'avaient pas à faire d'efforts pour fabriquer les biens de consommation.

Les chefs des ethnies côtières portent une écrasante responsabilité dans la mise en œuvre de la traite. Le recrutement des esclaves s'opérait en effet de deux façons : l'une en quelque sorte coutumière débarrassait les villages des fortes têtes, de ceux qui avaient enfreint les lois de la tribu (vol, adultère, etc.) ou encore parfois des enfants que le père de famille pouvait difficilement nourrir.

Mais il est bien évident que ces modes de recrutement ne suffisaient pas à apaiser la fringale des négriers et c'est surtout par des campagnes militaires que les milliers d'esclaves objets de la traite étaient obtenus. Ainsi les chefs des ethnies côtières se débarrassaient des éléments jeunes et dynamiques des peuples de l'arrière-pays avec lesquels ils étaient en conflit.

Pour les achats européens on peut distinguer trois modalités très inégalement pratiquées. Dans la première, la plus généralement employée, les chefs africains amenaient eux-mêmes les esclaves aux postes européens ; une deuxième formule dans les colonies portugaises consistait pour les chefs coutumiers à payer leurs taxes en esclaves. Enfin le système des intermédiaires métis, les *Pombeiros*, était assez largement pratiqué en Angola.

La participation active à la traite mettait en place *le cycle infernal*. Pour se procurer des esclaves, il fallait faire des expéditions guerrières qui devaient pour l'emporter bénéficier d'un armement supérieur, donc de fusils. Pour obtenir ces fusils des commerçants européens, il fallait leur fournir des esclaves et donc faire la guerre aux peuples voisins.

Arrivés sur la côte, les esclaves étaient parqués dans des hangars

(nommés *bombes*, *troncs* ou *barracons*) construits plus pour les empêcher de fuir que pour leur confort. Des anneaux permettaient de les enchaîner.

André Ducasse a bien décrit (1) les conditions du trafic, la malhonnêteté des chefs de comptoirs et le rôle des *acquérats* (commis subalternes noirs). Ce délabrement moral s'explique en partie par un climat meurtrier justifiant l'envoi des moins recommandables agents des compagnies.

Les nègres achetés étaient marqués au fer rouge du sceau, des armes, des initiales de la Compagnie et du négrier. D'après le P. Labat (2) on utilisait une lame d'argent mince. « On la fait chauffer, on frotte avec du suif l'endroit où on la veut appliquer, on met dessous un papier graissé ou huilé et on applique légèrement l'estampe, la chair gonfle, les lettres paraissent en relief et ne s'effacent jamais. »

Les pertes en mer étaient d'importance inégale et on a peut-être exagéré leur ampleur moyenne à l'aide d'exemples choisis pour la campagne antiesclavagiste. D'après Ducasse (3) la mortalité oscillait entre 7 et 26 %. Par ailleurs James Duffy donne (4) pour la traversée de Loanda au Brésil qui durait en moyenne de 5 à 8 semaines une proportion de 20 à 30 % de pertes.

Les épidémies et les révoltes d'esclaves modifiaient parfois ces rapports et il est très difficile d'aboutir à des chiffres précis en matière d'esclaves transportés.

8. Le chiffre des esclaves transportés.

Il est certain que la saignée fut considérable mais les effectifs d'esclaves presque toujours présentés avec passion ne tiennent pas un compte suffisant des chiffres comptabilisés dont nous disposons.

En 1770 l'abbé Raynal écrivait : « Quatorze cent mille malheureux, qu'on voit aujourd'hui dans les colonies européennes du nouveau-monde, sont les restes infortunés de neuf millions d'esclaves qu'elles ont reçus. »

Charles de la Roncière, pour son évaluation, prend pour base la statistique établie par l'Anglais Norris pour l'année 1788, soit 74 000 esclaves et fait une règle de trois qui aboutit en deux siècles à 15 millions, cependant qu'au XIX^e siècle elle serait de 5 autres millions. Mais l'année 1788 est une année sans guerre, alors que bien entendu les périodes de conflits internationaux ont perturbé le trafic, notamment durant la guerre de l'indépendance américaine et pendant les divers conflits franco-anglais.

En ce qui concerne l'Angola terriblement marquée par la traite, le chanoine Jadin qui est l'un des meilleurs connaisseurs des archives

(1) *Les négriers*, p. 100.
(2) Cité par Ducasse, *Les négriers*, p. 107.
(3) *Ibid*, p. 116.
(4) *Portuguese Africa*, p. 141.

portugaises de Loanda conteste (1) le chiffre de 5 millions que nous avions donné par ailleurs (2).

« Au XVIe siècle la traite d'Angola n'a existé que peu d'années. Au XVIIe siècle on était souvent à 4 ou 5 000 par an avec des pauses et des crises (de 1641 à 1648) pour remonter à des pointes de 10 à 12 000. Au XVIIIe siècle on en reste souvent à 4 000 avec une pointe de 17 000 au XIXe siècle en 1827. Le maximum de la traite officielle a été de 27 500. Nous savons que l'exportation illégale a été importante après 1836. J'ai dirigé une thèse sur ce problème basée sur des archives anglaises, portugaises et angolaises. Dans l'ensemble on est loin des cinq millions. »

A-t-on le droit, par ailleurs, de doubler le chiffre des esclaves transportés pour aboutir au chiffre de la ponction dont a été victime la société africaine ? En ce domaine, les récits de Livingstone et des premiers explorateurs du siècle dernier qui ont assisté à la traite négrière arabe sont accablants. Sur la côte ouest-africaine, les esclaves étaient une marchandise suffisamment appréciée pour que l'on évite de la détériorer en cours de route. Mais, si l'on compte les pertes dues aux guerres faites pour se procurer des esclaves, alors on aboutit effectivement à des chiffres effrayants, car bien entendu les esclaves razziés étaient jeunes et représentaient un fort potentiel démographique. D'autre part il est certain que, chez les peuples du Danhomé et de l'Achanti, le rendement de certaines campagnes était supérieur aux besoins de la traite, ce qui autorisait par exemple les souverains d'Abomey à faire des sacrifices humains plus importants lors des fameuses « coutumes ».

Que conclure sinon qu'il manque à l'heure actuelle une étude solidement documentée sur le problème d'ensemble de la traite. Si chaque auteur affirme des chiffres différents, c'est parce qu'il extrapole librement à partir des quelques statistiques certaines dont nous disposons. Mais la rareté de ces statistiques, les variations évidentes suivant qu'il s'est agi d'années de guerre ou de paix, tout cela fait qu'il est impossible aujourd'hui d'affirmer un chiffre avec certitude.

Ces réserves faites, il semble que l'on puisse avancer globalement pour la seule traite atlantique jusqu'en 1800 et indépendamment de la traite arabe, une évaluation *minima* de quinze millions, ce qui avec le doublement donnerait une saignée de l'ordre de trente millions d'êtres enlevés à l'Afrique où l'on dénombre aujourd'hui environ 200 millions de Noirs.

Nous avons étudié le problème de la traite dans son ensemble dans ce chapitre parce qu'elle représente au XVIIIe siècle le mode de relation exclusif institué entre l'Europe et l'Afrique. Dès le milieu du

(1) Dans une lettre du 6 février 1964.
(2) R et M. CORNEVIN, *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours*, Paris 1964, p. 215.

XVIIIe siècle on envisagera dans certains milieux européens que le Noir doit être considéré comme un homme et non comme une marchandise. Mais la traite atlantique subsistera très importante jusqu'au milieu du XIXe siècle, époque à laquelle la traite arabe de la côte orientale prendra des dimensions catastrophiques. Nous étudierons cette évolution dans un prochain chapitre.

TROISIÈME PARTIE

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE
(du XVI^e siècle à l'intervention européenne)

Le titre de cette partie pourrait se libeller plus précisément de l'*Afrique turque* à l'*Afrique européenne.* Mais l'affaire est en réalité plus complexe qui envisage l'évolution de cinq entités politiques dont le Maroc, déjà formé, conserve individualité et indépendance, alors que l'Égypte, Tripoli, Tunis et Alger seront plus ou moins nominalement et durablement des provinces turques avant d'affirmer leur identité nationale et d'être finalement annexées (Algérie, Tripolitaine) ou « protégées » (Tunisie, Égypte, Maroc) par une puissance européenne.

L'évolution de l'Afrique septentrionale est d'abord fonction des *positions méditerranéennes des puissances riveraines.* La croisade de Pedro Navarro lancée par le cardinal Ximenes de Cisneros sur les côtes nord-africaines entre 1505 et 1510 entraîne des réactions de guerre sainte et l'arrivée des Turcs qui viennent de prendre l'Égypte (1517) dans les ports principaux de la côte algérienne et tunisienne.

Dans le gigantesque duel qui oppose la formidable puissance de Charles Quint s'étendant sur l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, les états allemands, à l'empire turc, l'alliance de François 1^er et de Soliman apparaît comme un légitime réflexe de défense aussi bien pour le sultan de Constantinople, heureux de pouvoir compter sur la nation la plus nombreuse et la plus brillante d'Europe, que pour un roi de France soucieux de rompre l'encerclement. C'est pourquoi le traité de commerce franco-turc connu sous le nom de *Capitulations* (1535) fonctionnera souvent comme une véritable alliance.

Une carte de l'Europe méridionale au XVI^e siècle montre bien, pour la puissance hispano-allemande qui se défend parfois dans la plaine hongroise (Mohacs : 1526) et jusqu'aux portes de Vienne (1529), quelle est l'importance du front africain, alors que, basée sur le littoral algéro-tunisien, la marine turque et ses corsaires peuvent porter leurs coups sur les îles et le littoral italo-espagnol de méditerranée occidentale. La résistance de Malte en 1565 sera pour la chrétienté l'équivalent de Verdun ou de Stalingrad pour le monde libre au cours des deux guerres mondiales. Cinq ans plus tard, le 7 octobre 1570, la défaite turque à Lépante marque un décisif tournant dans le rapport de forces des marines en Méditerranée.

A la même époque sur terre les Espagnols sont expulsés de tous les

points qu'ils tiennent sur la côte du Maghreb sauf Oran qu'ils garderont jusqu'en 1708 puis de 1732 à 1791. En reprenant Tunis aux Espagnols, les Turcs marquent bient que la page est tournée. En 1581 Philippe II signe une trêve avec le sultan. Mais, si l'organisation militaire turque s'implante en Afrique du Nord, les liens se relâchent entre ces nouvelles possessions et Constantinople du fait des conditions locales de la puissance des corsaires au pouvoir et du déclin de la flotte après Lépante qui rend ces liaisons lointaines difficiles sous la menace des flottes chrétiennes. Ce relâchement des liens avec Istamboul n'implique cependant pas forcément un enracinement plus profond dans le pays.

La régence de Tunis, beaucoup plus arabisée, assimile les corps d'occupation turcs et, dès le début du XVIII^e siècle, la dynastie hoçaïnide est devenue une dynastie tunisienne comme sont devenus tunisiens les beys et leurs officiers.

Dans la régence d'Alger, au contraire, les Turcs vivent en marge du pays sans doute à cause de l'importance particulière de la course mais aussi parce qu'ils ne trouvent chez les Berbères, ni affinités, ni sympathie. Toutefois, compte tenu des préoccupations maritimes de ces condottieri, il est remarquable que certains se soient préoccupés de l'intérieur. Ce fait s'explique en réalité par les tendances au pillage de ces tribus attirées par les richesses amassées dans les ports et qu'il fallait donc battre avant qu'elles n'aient déclenché leurs offensives ou neutraliser par un réseau d'alliance, ce qui impliquait une véritable « politique indigène ». Salah Raïs, le troisième beylerbey d'Alger, s'en ira guerroyer jusqu'à Touggourt et Ouargla (1552) cependant que Dragut, depuis Tripoli, s'en ira combattre les cheiks du djebel Nefousa. Normalement les tournées de police vers l'intérieur s'expliquent, en dehors des réflexes personnels, par la nécessité d'envoyer en campagne des troupes qu'il est dangereux de laisser trop longtemps en garnison et des officiers trop ambitieux pour une capitale ou un pouvoir vulnérable.

Le XVI^e siècle est le début de l'ère atlantique. Sous le règne de Soliman le Magnifique (1520-1566), la prise de Rhodes (1522) fait de la Méditerranée orientale une mer turque.

La position française s'affirmera aux XVII^e et XVIII^e siècles en Méditerranée occidentale vis-à-vis des états barbaresques à propos des captifs chrétiens et à cause de positions commerciales importantes que défendent négociants et consuls français.

Sur le plan économique, le changement des routes commerciales de l'Inde vers l'Europe qui, jusqu'au percement de l'isthme de Suez, passent désormais par le Cap, entraîne le déclin rapide des intermédiaires jusqu'alors obligatoires de ce commerce : l'Égypte et Venise. La raréfaction de l'or du Soudan, l'attirance pour les caravanes de l'Égypte également placée sur l'itinéraire du pèlerinage de la Mecque ont pour corollaire une diminution des recettes douanières dans l'ensemble du Maghreb et une crise économique d'une particulière ampleur.

Dans ce difficile contexte, les tensions sont aggravées par l'expul-

sion en plusieurs vagues et l'exode des *Moros* ou *Moriscos* chassés d'Espagne après la conquête de Grenade (1492) par une série de décrets dont le premier est du 12 février 1502. Bien que l'édit d'expulsion assigne expressément la Turquie à ces Morisques, plusieurs centaines de milliers réussissent à s'établir entre le Maroc et Tripoli. Cependant de nombreux *Moriscos* demeurent plus ou moins convertis dans la province de Grenade. En 1566 Philippe II, lors du siège de Malte prend de nouvelles mesures de coercition à leur encontre. Par la pragmatique de 1566 il leur interdit de parler une autre langue que l'espagnol, de fermer leurs habitations à clé, de porter un costume les différenciant des chrétiens ou de garder un nom arabe. Une révolte éclate alors entraînant la répression du marquis de Mondejar, puis l'expulsion par Don Juan d'Autriche des « habitants de Grenade de race africaine ».

Ce mouvement portant sur des hommes installés depuis plusieurs siècles en Espagne est comparable toutes proportions gardées à celui des pieds noirs rapatriés en 1962 d'Algérie en France. Cette immigration des Morisques eut une influence considérable sur l'économie maghrébine. Les paysans, qui ont fait merveille dans les *huertas* d'Andalousie, transforment certaines zones de la campagne tunisienne mais la plupart (artisans ou commerçants) s'installent dans les ports en une période de rétrécissement du marché et n'ont de ressource que dans la mise en œuvre d'entreprises de course qui satisfont en même temps leur désir de tirer vengeance des chrétiens d'Espagne.

Avec l'arrivée des Maures d'Espagne la piraterie change de caractère: des navires plus grands et plus rapides remplacent les anciennes galères. L'utilisation de la voile accroît le rayon d'action des navires corsaires.

Toutefois ces Morisques, de même que les Arabes ou les Berbères de la côte, n'ont que rarement le commandemant de navires. Comme l'a fort bien souligné le commandant Coindreau (1), la piraterie barbaresque fut le plus souvent pratiquée par des *Européens chrétiens de naissance*. Les uns étaient des aventuriers renégats, d'autres, anciens esclaves, avaient été convertis de force à l'islam. Comme le disait le R. P. Dan (2), sous la dénomination de Turcs se dissimulaient de nombreux « Grecs, Russiens, Portugais, Espagnols, Flamands, Allemands, qui avaient abandonné le culte du vrai Dieu pour sacrifier au Diable ». Parmi les plus célèbres les deux frères Barberousse, fils d'un potier grec de Mytilène, Hasan renégat de Sardaigne qui défendit Alger en 1541 contre les Espagnols, Eujd Ali renégat originaire de Calabre que nous trouverons comme gouverneur d'Alger... les Sakizli, originaires de Chio, sont pacha de Tripoli au XVII^{e} siècle et Méhémet Ali est né en Macédoine. En 1588, sur 35 galiotes armées à Alger, 24 étaient commandées par des renégats, les 11 autres par des Turcs. Tout se passe comme si l'élément dynamique de la politique, de la guerre ou de l'économie devait venir de l'extérieur.

(1) *Les Corsaires de Salé*, p. 20.
(2) *Histoire de la Barbarie et de ses corsaires*, Paris 1649.

Du fait de cette origine internationale des corsaires et de la bourgeoisie urbaine, vont se constituer dans les ports de véritables principautés ayant une existence en marge du pays qui continue à vivre en économie de subsistance.

La course, d'après Ibn Khaldoun, aurait été organisée à Bougie vers 1360. Elle s'est développée dans le cadre autonome des cités côtières restant à l'écart des longues périodes d'anarchie si fréquentes entre le XII[e] et le XIV[e] siècles. L'arrivée des *Moriscos* apporte un élément capital dans la constitution de ces véritables républiques corsaires qui se créent à partir des traditions locales de laisser les administrations collégiales aux mains de notables; cette bourgeoisie de notables est composée pour la plus grande part des armateurs enrichis par la course.

Les images d'Épinal, Cervantès, Regnard et « Monsieur Vincent » ont contribué à donner au lecteur européen une image des Barbaresques faite de pirates enturbannés, de yatagans brandis et de captifs chrétiens enchaînés assurant des corvées inhumaines sous un soleil meurtrier. Une partie de cette fâcheuse opinion vient du terme même de Barbarie qui ne désigne pas autre chose que le pays des Berbères (ce terme venant de l'arabe *berber*, lui-même tiré du latin *barbarus*, mais qui possède en français une résonnance nettement péjorative).

En fait, les états barbaresques vivaient de la course et leur autorité ne s'exerçait pas très loin dans l'intérieur. Comme le souligne Monlaü (1): « L'histoire intérieure de l'Afrique du Nord-Ouest... demeure pratiquement distincte de celle des états barbaresques ».

Aussi le mot percutant de Fernand Braudel sur « La course qui tend à rétablir un équilibre naturel faussé par l'Histoire » ne semble pas exactement correspondre à la réalité nord-africaine où cette richesse récupérée sur la mer ne profitait qu'aux ports côtiers. A l'intérieur, en effet, les forces particularistes prennent d'autant plus d'importance que le pouvoir central est moins fort et plus préoccupé de la course.

Les trois siècles de domination turque ne sont assurément pas les plus brillants de l'histoire de cette région. Cependant c'est durant cette période que vont se former les entités algériennes et tunisiennes. L'importance particulière des hommes de souche européenne de Barberousse à Dragut et Méhémet Ali doit être soulignée.

Ce recrutement international sous bannière turque des chefs venus de l'étranger et l'homogénéité relative de l'Afrique septentrionale dont l'important peuplement berbère est en voie d'arabisation rend moins nettes les limites des royaumes. Ces limites au demeurant comptent peu pour les grands courants de pensée islamique, comme pour les confréries dont la *Tijaniya* et la *Senoussiya* prennent au XIX[e] siècle une importance telle que les réflexes nationalistes contre l'implantation européenne s'affirmeront dans les milieux religieux et prendront les couleurs de la guerre sainte.

Après avoir étudié l'Égypte jusqu'à l'expédition de Bonaparte,

(1) *Les Etats barbaresques*, p. 36.

puis jusqu'à l'installation britannique de 1882, nous envisagerons l'évolution du Maghreb depuis l'intervention turque jusqu'à la perte des indépendances : la Régence d'Alger jusqu'à la conquête française de 1830, la Tunisie jusqu'au protectorat français de 1881, Tripoli jusqu'à la conquête italienne de 1912, enfin le Maroc jusqu'à la convention de Fès qui établit le protectorat français (1912).

CHAPITRE X

L'ÉGYPTE DU XVIe SIÈCLE A 1882

I — L'ÉGYPTE DU XVIe SIÈCLE A L'EXPÉDITION DE BONAPARTE (1798-1801)

Nous avons vu (1) comment Touman Bey, dernier Sultan Mamlouk, fut pendu à un crochet de fer à la porte d'El Zouileh le 23 avril 1517. Ainsi, une fois de plus l'Égypte perdait son indépendance : après les Perses, les Grecs, les Romains, les Byzantins, les Omayyades de Damas et les Abassides de Badgad, les Turcs devenaient maîtres de l'Égypte.

Ce déclin politique coïncidait avec une brutale déchéance économique provoquée par la liaison directe *Lisbonne-Calicut* réalisée par Vasco de Gama (1497-1499). Cette liaison faisait perdre à l'Égypte sa position d'intermédiaire obligatoire entre l'orient et l'occident ainsi que les copieux droits de douane qui en découlaient.

Nous avons vu (2) comment la flotte égyptienne fut une première fois bombardée en rade de Calicut (1505) puis anéantie à Diu (1509).

Pour Sélim 1er, le dynamique sultan ottoman qui succède en 1512 au faible Mohammed II, l'Égypte, proie facile, devient une simple province de l'empire turc astreinte à payer un tribut annuel en argent et en produits agricoles, ce qui ne lui était plus arrivé depuis l'invasion des Fatimides en 969, cinq cent quarante-huit années auparavant.

L'Égypte, durant trois siècles, n'a plus d'Histoire nationale. Elle ne reprendra une nouvelle existence que lors de l'expédition de Bonaparte (1798-1801) et du grand réveil de Méhémet Ali. L'autorité de Constantinople ne sera bientôt plus que nominale du fait qu'un bey ou un *kiaya* (= lieutenant des janissaires) aura la réalité du pouvoir. Si les Mamlouks ne sont plus sultans, ils gardent une place prépondérante après la conquête turque puisque c'est dans leurs rangs que se recrutent les vingt-quatre *beys* (= seigneurs) qui tiennent les plus hautes charges dans l'État et les *cachefs* (administrateurs provinciaux). Ces Mamlouks souvent originaires du Caucase sont en général d'origine servile et appartiennent à leurs maîtres comme des serviteurs guerriers dont l'entraînement militaire est extrêmement poussé.

(1) Tome I, p. 319.
(2) *Supra*, p. 320.

I. Gouvernement de l'Égypte.

Ébauchée par Sélim I[er], l'organisation administrative de l'Égypte est mise au point par Soliman le Magnifique (1520-1566) à la suite d'une mission d'inspection confiée au grand vizir Ibrahim Pacha, Grec de l'Épire enlevé par des corsaires et qui doit sa faveur à ses talents de violoniste. L'enquête de trois mois qu'il mène en Égypte à partir du 25 mars 1525 s'étend à l'ensemble du domaine administratif : divan, milices, officiers, beys, cachefs, mamlouks, finances, revenus des fondations pieuses (*vakoufs*) et temporels. Un règlement général pour l'Égypte (1), approuvé par les Imans et confirmé par un firman impérial, sort de cette enquête qui fixe pour trois siècles l'organisation administrative de l'Égypte. Celle-ci n'est plus qu'un *vilayet*, un pachalik pourvu des agents administratifs communs à toutes les provinces de l'empire turc : gouverneurs, officiers de milice et beys.

Les gouverneurs (*Pacha*) exercent leurs pouvoirs en vertu d'un *caté-chérif* (*firman*) émanant du sultan qui décrit leurs principales obligations. Le *Pachalik* du Caire est l'un des plus importants de l'empire turc et les fonctionnaires nommés à ce poste ont déjà l'expérience d'autres pachaliks et de très hauts postes administratifs. Nommés généralement pour un an, certains pacha sont maintenus deux ou trois ans. Exceptionnellement Soliman (1525-1538) et David (1538-1549) restent très longtemps sans doute pour bien asseoir l'autorité du sultan et mettre en œuvre le nouveau règlement. Certains pacha sont révoqués par le sultan de Constantinople ; on les dit *Mansoul* (= déchu) ; d'autres sont contraints par les officiers des milices et des beys à se démettre de leurs charges. Les pacha ainsi destitués le sont bien souvent à cause de leur trop grande discipline vis-à-vis de Constantinople.

Le pacha doit accomplir un certain nombre d'actes rituels, les uns propres au régime agricole de l'Égypte, les autres en relation avec l'Islam : au moment où la crue est suffisamment haute, il fait ouvrir la digue du canal, le *Kalig ;* le jour de la fête du *Baïram*, en compagnie des *Aga*, *Kiaya*, *bachaon*, et janissaires, il s'en va entendre la prière au nom de Sa Hauteur. Il préside chaque année également au départ de la caravane des pèlerins de la Mecque, le *hajj*, qui transporte un sanctuaire modèle le *Mahmal*, représentant l'autorité du sultan et un tapis le *kisouah*, portant des versets du coran. Cette tenture qui a été confectionnée sous les yeux du pacha remplace à La Mecque, sur les murs de la Kaaba, la tenture de l'année précédente dont les morceaux servent d'amulettes aux pèlerins.

Le pacha préside les divan (2). Le petit divan, conseil de gouvernement de l'Égypte, dont la composition est variable comprend en

(1) La traduction de ce règlement fut reproduite en partie par l'interprète Digeon dans ses nouveaux contes turcs et arabes (1779) sous le nom de *Canoun Namé ou édits du sultan Soliman* concernant la police de l'Égypte.

(2) Ce mot d'origine persane proviendrait de ce que les membres des premiers divans auraient été comparés à des *génies* (en persan *div*, pluriel *divan*).

principe les premiers officiers des milices, les beys et les principaux personnages religieux. Le grand divan, assemblée plus vaste, a compétence pour les questions intérieures.

L'impôt (et la façon la plus habile d'en attirer dans leur poche) est la préoccupation dominante des gouverneurs. Le revenu des terres n'est pas perçu directement mais par l'intermédiaire des *Moultezim* (officier de milice, bey, mamlouk ou simples particuliers) qui collectent eux-mêmes l'impôt d'un *cheikh* régissant le village (*cheikh el beled*). L'impôt perçu après les récoltes est divisé en deux parties, le *miri* constitue le revenu du sultan et par conséquent du gouverneur, le *faïz* (= le surplus) revient au moultezim. La comptabilité des sommes perçues est confiée au *rousnamgy*, fonctionnaire nommé à vie par le sultan. Ces comptes, soumis au pacha et au *bey Defterdar* (trésorier), sont envoyés à Constantinople. Le *Miri* en nature (blé et orge) est emmagasiné au Caire. Outre le Miri, le pacha tire le bénéfice de son droit éminent sur le sol ; il récupère les villages dont le *moultezim* meurt intestat et, en d'autres cas, bénéficie de la taxe que ses héritiers doivent payer.

Les droits de douanes constituent, nous l'avons vu, une source de revenus considérable que le trafic direct de l'Europe aux Indes par le Cap doit beaucoup réduire. Le *kharadj*, impôt versé par les chrétiens et les juifs, sujets ottomans, constitue une autre source de revenus.

Le tribut annuel (*Kazneh*) versé à Constantinople est de 600 000 piastres ; le convoi comprend 300 cavaliers et 200 janissaires à pied. C'est seulement à la fin du XVIIIe siècle que le versement du kazneh s'espaça de façon considérable. Un tribut en nature existe, portant par caravane de mer les produits exotiques (café, sucre, dattes, safran, poivre, gingembre, noix muscade, séné, gomme, encens, parfums d'Arabie, etc...).

L'Administration territoriale est, comme dans l'ensemble de l'empire turc, entre les mains des *bey* (= seigneurs) qui résident au Caire et des *Cachef* (administrateurs provinciaux).

Les Bey. Selim 1er institue 24 bey en Égypte dont les premiers sont des émirs mamlouks ralliés après sa victoire de 1517. Ensuite et jusqu'au XVIIIe siècle c'est le pacha qui désigne les bey et ensuite le pacha se borne à entériner la désignation faite par les maîtres réels de l'Égypte : les *Kiaya* des milices et les bey déjà en place. Les bey sont généralement choisis dans les corps de milices notamment les *Mouteferraka.*

Fonctionnaire du sultan, le bey est nommé par le pacha. La lecture du *firman* lui conférant sa dignité est faite dans une salle du château devant le *Divan* rassemblé. Parmi les vingt quatre beylicats d'Égypte, l'usage veut que l'un soit dévolu à un cheikh arabe et un autre au *kiaya* (lieutenant) du pacha. Les trois bey les plus importants sont le *Defterdar*, sorte de trésorier général auquel incombe la charge de garder les registres de la propriété foncière, *l'émir haji*, chef de la caravane annuelle du pèlerinage à la Mecque, enfin le *cheikh el beled* qui, en,

fait, gouverne l'Égypte puisqu'il dispose de la plus grande partie des revenus de l'impôt foncier. La plupart des bey résident au Caire sauf celui de Girgeh en Haute Égypte qui, du fait de son éloignement, jouit d'une certaine autonomie. Indépendamment de leur solde, les bey se font concéder des villages et le travail des fellah constitue l'essentiel de leurs revenus, soit par les terres *oussiah* (dont les produits leur reviennent intégralement), soit par le *Miri* dont les bey conservent une partie. La rapacité des bey est dénoncée dans tous les rapports des voyageurs européens du XVIIIe siècle. On signale même qu'en 1777 les bey envisagent de détourner à leurs profits les revenus des biens *Vakouf* (legs faits aux mosquées ou aux communautés religieuses), mais l'opposition violente menée par les étudiants d'El Azhar tourne à l'émeute et ils doivent y renoncer.

Les cachef sont les administrateurs territoriaux, délégués par les bey dans les circonscriptions dont ils sont titulaires. L'Égypte est divisée en un nombre variable (14 à 34) de cachefliks. Les tâches des cachef sont précisées dans le *Canoun Namé* de Soliman. Ils veillent au bon entretien des digues, à l'ensemencement des champs après le retrait des eaux, à la collecte des impôts ; ils sont en outre responsables de l'ordre. Soliman avait prévu les possibles abus des cachef, aussi les honoraires sont-ils fixes : deux *médines* de chaque village visité. Les cachef, ayant un traitement annuel fixe, sont donc, comme le dit Sylvestre de Sacy (1), « par rapport aux terres domaniales situées dans leur ressort, plus des receveurs généraux responsables du montant du rôle dont le recouvrement leur est confié, que des fermiers proprement dits ».

Les cachef sont nommés par le pacha du Caire. Depuis la fin du XVIIe siècle les pacha agréent les candidats présentés par les chefs de milice. Cependant les bey auraient eu le privilège de nommer eux-mêmes les cachef d'Assouan, d'Ebrioun, d'Elouan et de Terraneh. Les cachef viennent au Caire d'août à janvier attendant que les eaux du Nil s'écoulent et que le bersin ou le sainfoin ait suffisamment poussé pour que les chevaux trouvent du fourrage à leur retour.

L'armée.

Province ottomane, l'Égypte est occupée par une partie de l'armée turque. Sept corps militaires (ou *Odjaq*) constituent les troupes cantonnées en Égypte. L'odjaq à sa tête a un *agha* (= colonel), un *kiaya* (= lieutenant colonel), un *bach ekhlyar* (= doyen), un *defterdar* (= chancelier), un *khaznadar* (= trésorier) et un *rouznamgy* (= archiviste).

Parmi ces sept odjaq, les *Mouteferraka*, corps de cavalerie de valeur médiocre, sont chargés de la garde des forteresses défendant les villes maritimes : Alexandrie, Rosette, Damiette, Suez. Les *Tchaouch*,

(1) Cité par Henri Dehérain, *L'Égypte turque*, in *Histoire de la Nation égyptienne*, p. 60.

autre corps de cavalerie, assistent les collecteurs du *miri* dans les campagnes.

Trois autres odjaq de cavalerie, les *Gamoulyan*, *Tafekdjiyan* et *Charaka*, sont connus sous le terme générique de *Spahis*. Tenant garnison en province, ils servent d'escorte aux cachef, étant armés de lances et d'arcs.

Des deux *Odjaq* d'infanterie, les *Azab* jouent parfois un rôle politique important mais leur influence est dans l'ensemble beaucoup moins grande que celle des *Janissaires*. Ces derniers recrutés parmi les enfants des populations chrétiennes conquises, séparés de leurs familles, convertis à l'islam, reçoivent une instruction purement militaire. Les *Janissaires*, affiliés à un ordre religieux fondé par le derviche hadj Bektach, sont armés du mousquet, du pistolet et du sabre. Ils sont répartis en *orta* (= compagnie). Les officiers généraux résident à Constantinople, cependant que le corps des janissaires d'Égypte est commandé par un kiaya nommé par les janissaires pour 3 ou 4 ans, les anciens kiaya constituent un directoire. Les officiers des janissaires assistent au *grand divan* et l'un d'eux fait partie du *petit Divan*. Les janissaires bénéficient donc en Égypte d'une situation prépondérante qui, en cas de difficultés ou de troubles, en fait les arbitres obligés.

Des contingents de l'armée d'Égypte participent de temps à autre aux guerres du sultan. Les plus braves reviennent décorés du *cheling*, aigrette de plumes qui est l'insigne de la bravoure.

2. Les événements d'Égypte entre le XVIe et le XVIIIe.

Cette administration turque à personnel étranger fonctionne sans difficultés durant près de deux siècles en raison de l'extrême docilité du fellah égyptien, de la souplesse des cadres administratifs subalternes coptes et surtout de la richesse relative de l'Égypte dont la rente annuelle remonte les finances de la Sublime Porte. Mais les maîtres turcs représentent une collectivité étrangère. Comme l'écrit en 1583 le prince Radziwill : « Les Turcs occupent les fonctions publiques ou sont soldats ; les indigènes égyptiens cultivent la terre ou pratiquent l'économie domestique ; les Arabes vivent du brigandage» (1).

Le gouvernement des Pacha (*1519-1697*) est celui qui utilise le sytème administratif que nous venons de décrire. Ce XVIe siècle qui voit l'extraordinaire essor de l'empire turc avec Soliman le Magnifique est pour l'Égypte le début de la nuit.

Le système administratif relativement simple fonctionne bien. Certes des séditions se produisent : en 1604 contre Ibrahim Pacha qui est massacré, en 1609 contre Méhemed Pacha qui anéantit les rebelles, en 1644 contre Maxoud Pacha qui est déposé. Mais la fonction de

(1) Cité par GASTON WIET, *Histoire universelle*, tome II, p. 1158

pacha conserve son prestige, les rebelles nomment un *caïmakan* destiné à faire l'intérim et attendent de Constantinople un nouveau pacha. Graduellement toutefois l'autorité des pacha se détériore. Le pacha n'a plus que les attributs extérieurs de la souveraineté et la réalité du pouvoir passe entre les mains d'un officier de milice ou d'un bey.

Le siècle des « puissances » (1697-1798).

Ces personnages — officiers de milice ou bey — sont appelés par les consuls français de l'époque les « puissances » puisqu'ils possèdent le pouvoir. Déjà en 1691 le consul Marlot constate l'affaiblissement de l'autorité du pacha, mais en 1697 Ismaël Pacha voulant s'opposer aux janissaires est déposé par eux et c'est l'un de leurs chefs Achmet Agha qui devient maître du pays. En 1703, un autre Agha de janissaires, remarquable par sa cruauté, est au pouvoir.

Le principat d'Ibrahim bey.

En 1711, Frank Achmet, chef des janissaires, est attaqué par les Azabs qui l'emportent. Il s'ensuit un effroyable massacre de janissaires. Ibrahim bey, vainqueur, devient le maître de l'Égypte et, malgré de graves désordres en 1715, gouverne avec autorité (1711-1719).

Cherkes Mahomet bey (1719-1730) est l'ancien chef des 3 000 janissaires d'Égypte incorporés dans l'armée ottomane qui ont été battus devant Belgrade le 17 août 1717. Après une tentative malheureuse (juin 1719), il prend le pouvoir (1720). En 1726, il doit s'enfuir mais revient en 1729 et tient la campagne, cependant que Zulficar Bey occupe le Caire; Zulficar assassiné, ses troupes, une *thégéride* (armée mixte composée de soldats de milices et de mamlouks), remportent la victoire sur Cherkes Bey qui est décapité.

Le pouvoir passe alors successivement entre les mains de deux groupes d'hommes : un quatorvirat dirigé par Osman Kiaya dont les membres sont massacrés en 1736, puis un triumvirat dirigé par Osman Bey qui reste au pouvoir jusqu'en 1743.

Principat d'Ibrahim Kiaya (1744-1754).

Le Kiaya des janissaires Ibrahim, principal instigateur du complot, en est le bénéficiaire d'abord avec d'autres *puissances* puis, à partir de 1747, seul. Son gouvernement autoritaire fait cesser les troubles et rétablit une certaine prospérité.

D'abord contraint de se retirer par Hussein bey Kich Kich, Emir Haji autoritaire et courageux, Ali Bey (1755-1772), après dix mois de retraite, prend à nouveau sa place. Celui-ci élimine successivement ses rivaux et instaure un régime de fer faisant rentrer l'argent par tous les moyens. L'ordre est rétabli sur toute l'étendue de l'Égypte et la sécurité, bien suprême en ces périodes troublées, rend son règne particulièrement glorieux.

Ali Bey accroît ses forces militaires et parvient à vaincre Houmam ibn Youssouf el Hawardi qui exerce une sorte de royauté depuis Assouan jusqu'à Siout. Cheikh de la tribu des Hawara qui a émigré de Tunisie en Haute Égypte, il reconnaît la souveraineté d'Ali Bey, mais sur une demande de ce dernier visant à faire expulser les cachef et Mamlouks de ses ennemis Saleh Bey et Hussein bey Kich Kich, Houmam s'insurge et se fait battre devant Siout. Maître de la Haute Égypte, Ali Bey fait occuper le Hedjaz et contrôle la Mecque et Djedda (1770) puis il porte ses conquêtes vers la Syrie. Son officier des Mamlouks, Mohammed Abou Dahab, conduit de victoires en victoires les armées égyptiennes qui occupent Damas le 6 juin 1771. Mais bientôt un conflit intervient entre Mohammed Abou Dahab et Ali Bey, qui est vaincu le 24 avril 1772 à quelques lieues du Caire. Blessé il est recueilli et soigné par son adversaire et ancien mamlouk avec toutes les marques réglementaires de respect, mais succombe au Caire quelques jours plus tard.

Il semble que ce soit seulement en 1769 que tout lien avec la Porte ait été rompu. Ali Bey a osé s'allier à Catherine II contre Mustapha III, sultan de Constantinople. C'est donc en réalité seulement à la fin de sa vie qu'Ali Bey fait vraiment figure de souverain indépendant.

Mohamed Abou Dahab (1772-1775), à son avènement, fait l'agréable surprise au sultan de Constantinople d'adresser le tribut annuel de l'Égypte. Mais son gouvernement demeure totalement indépendant sauf qu'il conduit à la demande du sultan une campagne contre la Syrie et le cheik Dahar. C'est à Saint-Jean-d'Acre le 10 juin 1775 que meurt Mohamed Abou Dahab.

Le duumvirat d'Ibrahim bey et de Mourad Bey : ses vicissitudes (1775-1798).

Mourad Bey prend aussitôt le commandement de l'armée. Il évacue Saint-Jean-d'Acre et se hâte vers l'Égypte. Le Divan qui se tient le 26 juin 1775 dans la citadelle nomme Mourad Bey *defterdar*, Youssef bey *émir haji* et Ibrahim bey *cheikh el beled*. Mourad bey, très vite, obtient la prééminence. Mais, après une tentative de coup de force qui échoue, un parti composé de Youssef bey, Ismaël bey le grand et Ismaël bey le petit, prend le pouvoir, cependant que Mourad Bey et Ibrahim bey s'enfuient en Haute Égypte.

La discorde éclate alors entre les deux Ismaël bey : le petit est tué (janvier 1778), le grand dirige une expédition dans le Saïd mais, abandonné par ses troupes, il s'enfuit en Syrie d'où il passe en Tripolitaine puis en Haute Égypte. Mourad Bey et Ibrahim Bey regagnent le Caire où ils se disputent.

Les années qui vont de 1780 à 1786 sont une période de continuelles guerres civiles jusqu'à ce que le sultan Abdoul Hamid I^{er} envoie une expédition pour rétablir l'autorité turque sur l'Égypte. Haçan Pacha débarque le 6 juillet à Alexandrie. Les deux bey gagnent alors la Haute Égypte où ils se battent jusqu'en 1787. Finalement l'accord se fait. Mourad et Ibrahim demeurent en Haute Égypte cependant qu'Ismaël Bey est cheikh el Beled. Ismaël Bey qui, malgré diverses

tentatives de ses rivaux, reste en place jusqu'à sa mort (1791), semble avoir senti la nécessité d'une assistance technique des Européens et a demandé au consul de France Magallon des officiers et des ingénieurs.

Ibrahim Bey et Mourad Bey viennent depuis la Haute Égypte et gouvernent d'un commun accord sans chercher à se renverser l'un l'autre. Ibrahim est calme et Mourad emporté. Leurs caractères nous sont bien connus par le portrait qu'en traceront les officiers de l'armée d'Égypte. Mourad Bey est secondé par un Kiaya originaire de Dongola, Ibrahim el Sennari qui, prédisant l'avenir, entre dans les bonnes grâces de Mourad et devient son favori. Mourad dispose d'une flotte le plus souvent mouillée devant le château de Gizeh et qui est commandée par un Grec, Nicolas Papas Oglou, lequel a réussi à faire évader de Constantinople un certain nombre de bey prisonniers du Sultan.

Le gouvernement des puissances se signale en Égypte par son instabilité. Nous pouvons reprendre les termes d'Henri Déhérain (1) :

« Un Kiaya ou un bey s'élève à la charge suprême de cheikh el Beled ; le voici au pouvoir. Mais bientôt dans l'ombre et le silence un complot se forme contre lui, et, après quelques années de gouvernement, il est renversé par un rival, lequel à son tour subit ensuite même sort. »

L'intrigue est de règle puisque tout mamlouk peut aspirer aux honneurs. C'est l'intrigue des mamlouks auprès du bey pour devenir cachef, des cachef pour arriver au beylicat et des bey entre eux pour devenir defterdar, émir haji ou cheikh el beled.

Ce siècle de « puissances » est un siècle d'intrigues aux fils multiples qui s'entrecroisent, de complots, de séditions. L'empoisonnement, le guet-apens, la trahison y tiennent leur rang. Aussi les personnages que nos consuls appellent « puissances » sont-ils des guerriers énergiques, qui disposent pour leurs entreprises de richesses considérables. Dès qu'ils sont arrivés au pouvoir leur goût du faste aboutit à de somptueuses dépenses : construction d'un palais, riches équipements pour leurs mamlouks.

Mais ces *Kiaya* et ces *bey* ne sont pas vraiment attachés à l'Égypte. Ils n'ont fait qu'y passer sans laisser leur empreinte. L'expédition de Bonaparte va provoquer dans l'histoire de l'Égypte le choc décisif ouvrant une nouvelle phase.

II. L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE (1798-1801)

La proclamation de Napoléon : « Soldats du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent » est à peu près tout ce que le Français moyen connaît de la campagne d'Égypte avec quelques noms lus sur l'arc de triomphe de l'Étoile parmi une liste impressionnante de victoires dont celle terrestre d'Aboukir compense le désastre naval du

(1) *Op. cit.*, p. 151.

1er août 1798 qui rend le corps expéditionnaire prisonnier de sa conquête. Pour les membres du Directoire l'expédition d'Égypte fut d'abord la liquidation élégante d'un général encombrant qui réussira d'ailleurs (22 août 1799) à passer à travers les mailles de la croisière anglaise. Pour les Égyptiens, au contraire, le bref passage de Bonaparte a ouvert le chapitre de l'Égypte moderne et, comme le dit Nasser dans sa *Philosophie de la Révolution*, « brisé les chaînes du passé ».

Le prodigieux retentissement de cette brève équipée militaire s'explique par trois ordres de mesures concernant l'*inventaire scientifique*, *les réformes administratives* et *l'égyptianisation* systématique de l'administration, enfin la mise en œuvre du développement économique par la rénovation de l'agriculture, l'irrigation, la création de jardins d'essai... qui préfigurent l'œuvre des experts engagés par Méhemet Ali.

I. La décadence de la Sublime Porte et les projets orientaux (1).

Les souvenirs de Saint Louis, l'importance de cette région sur la route des Indes avaient entraîné au XVIIe et XVIIIe siècles l'élaboration de plusieurs projets. Celui de Leibniz est l'un des plus curieux. Inspiré par les vues générales de la lutte de la chrétienté contre l'infidèle, il visait aussi à détourner du Rhin la menace des armées françaises. Arrivé à Paris en 1672, Leibniz y demeure jusqu'en 1676. L'accueil chaleureux des savants fait une heureuse compensation à la fraîcheur de l'accueil officiel. Louis XIV ne le reçut jamais et le Ministre Arnault de Pomponne répondit froidement que « les projets de guerre sainte avaient cessé d'être à la mode depuis Saint-Louis ».

En 1686, le père Jean Coppin, dans *le bouclier de l'Europe ou la guerre sainte*, envisage la dissolution de l'empire ottoman et l'octroi de l'Égypte à la France. Des vues similaires sont développées dans un manuscrit anonyme de la Bibliothèque Nationale où l'auteur insiste sur le rôle joué par l'Égypte au carrefour de trois continents.

L'effondrement des armées turques à Khotin (septembre 1769) devant les forces de Catherine II constitue la véritable ouverture de la question d'Égypte. Le duc de Choiseul retiré à Chanteloup faisait de la conquête de l'Égypte l'un de ses sujets de méditations et l'on peut dire que c'est auprès de Choiseul que Talleyrand apprit ce qui devait déterminer la genèse de son projet égyptien (2).

Cependant un mémoire du duc de Saint-Priest ambassadeur en Turquie rédigé en 1777 insiste sur la fertilité du pays et la facilité de la conquête. A la même époque le baron de Tott, passant deux mois en Égypte, fait des comparaisons identiques. Mais Vergennes était partisan du statu quo.

La période révolutionnaire entraîne chez les commerçants français d'Égypte un vent de fièvre patriotique qui leur fait supporter de plus en plus mal les « exactions des tyrans », c'est-à-dire les achats non sui-

(1) FRANCOIS CHARLES-ROUX, *Les origines de l'expédition d'Egypte*, Plon 1910.
(2) HENRI DEHÉRAIN, *Histoire de la Nation égyptienne*, p. 203.

vis de paiements effectués par les bey dans leurs magasins. La présence d'un consul d'une remarquable intelligence aboutit à un certain nombre de rapports dont celui du 1er octobre 1795 décrit les divers avantages qui seraient retirés par la France de la conquête de l'Égypte. En prescrivant une enquête au reçu de ce rapport, le Ministre des relations extérieures Charles Delacroix accomplissait le premier acte officiel qui allait conduire à l'expédition d'Égypte.

Le 3 juillet 1797, Talleyrand fait à la fin de la séance des cinq académies lecture d'un « Essai sur les avantages à retirer de colonies nouvelles dans les circonstances présentes » et l'un des points d'application de son exposé est l'Égypte. Treize jours après, Talleyrand, nommé Ministre des affaires extérieures, inclut tout naturellement l'expédition d'Égypte dans ses projets d'autant que durant les six mois qui séparent les préliminaires de Léoben (18 avril 1797) de la paix de Campo Formio (17 octobre) Bonaparte commence à parler de l'Égypte. En décembre 1798, lorsqu'il arrive à Paris, ses vues sur l'Égypte coïncident parfaitement avec celles de Talleyrand pour qui la Turquie n'ayant qu'une modeste espérance de survie, son empire européen risque de grossir la puissance autrichienne. Dans cette optique la conquête de l'Égypte par la France serait une juste compensation.

Le rapport au Directoire exécutif sur la conquête de l'Égypte (14 février 1798) conclut que cette opération n'est qu'une juste représaille aux torts et affronts de l'administration turque envers les Français, qu'elle sera facile, peu coûteuse et entraînera d'innombrables avantages pour la République. Les projets d'expédition sont étudiés par le Directoire au cours des séances des 1er et 2 mars 1798.

2. Bonaparte en Égypte.

L'expédition décidée le 5 mars, l'escadre française part de Toulon le 19 mai cependant que Talleyrand multiplie les démarches pour que le sultan ne considère pas cette expédition comme inamicale puisque aussi bien l'armée française ne cherche qu'à châtier des bey rebelles à la Sublime Porte. Une sorte de traité de protectorat est proposé suivant lequel les actes officiels seraient promulgués en Égypte au nom du Sultan qui serait représenté par un pacha. Le sultan recevrait annuellement une somme de 1500 bourses. La religion musulmane serait protégée et honorée.

Premières opérations militaires.

Embarqué le 19 mai, Bonaparte évite la flotte anglaise et, après avoir enlevé Malte, débarque le 2 juillet en Égypte, enlève Alexandrie, écrase les Mamlouks à la bataille des Pyramides puis occupe le Caire. La défaite de Mourad bey et Ibrahim Bey a une importance considérable ; même si Mourad poursuit un temps la guerre en Haute Égypte et si Ibrahim se réfugie en Syrie, le pouvoir de ces deux « commandants » est brisé. *Le régime tricéphale* qui existait depuis 1517 *est définiti-*

vement détruit. (Pacha turc, chefs de milice, bey sandjaks). Il ne sera jamais restauré.

Bonaparte a le souci de se faire le protecteur de l'islam, mariant avec bonheur « le croissant et le bonnet rouge, les Droits de l'Homme et le Coran ».

Déclaration de guerre de la Turquie (2 septembre).

La destruction de la flotte française à Aboukir (1[er] août 1798) va infléchir la politique turque. En effet l'ennemi héréditaire était la Russie et le grand vizir Izzet Mohammed Pacha, appuyé par le grand Mufti Durissadé Mohammed Arif Effendi, refusait de rompre avec la France une alliance de trois siècles. Le Sultan ne pouvant déclarer la guerre sans un *ferwa* (sentence) du grand Mufti, la destitution de ces deux hauts fonctionnaires précède de quelques heures la promulgation d'un *catéchérif* appelant à la guerre contre les Français tous les croyants. Le 2 septembre, notification diplomatique est faite de la rupture avec la France, le 23 décembre 1798 et le 5 janvier 1799 des traités d'alliance sont conclus avec la Russie puis avec l'Angleterre. Si l'Angleterre garantit la totalité des possessions ottomanes, les Turcs s'engagent à mettre sur pied une armée de cent mille hommes. Le Turc devient le soldat de l'Angleterre.

Campagne de Desaix en Haute Egypte (1).

Mourad Bey ayant refusé les propositions d'alliance de Bonaparte, Desaix part du Caire le 25 août ; le 7 octobre il est vainqueur à Sédiman dans le Fayoum puis revient à Beni Souef où sa colonne, renforcée par les mille cavaliers de Davout, repart vers le sud. Le 22 janvier, les 14 000 hommes de Mourad sont battus à Samhoud. Mourad se réfugie alors en Nubie, mais le pays étant trop pauvre pour nourrir ses mamlouks, il revient par le désert. De février à mai 1799, Mourad livrera quatorze combats qui seront autant de victoire pour Desaix.

En dehors des combats, Desaix mène une politique très sûre, il garantit la sécurité du territoire par une chaîne de forts qui sont autant de points d'appui. Il rend la justice, respecte la religion musulmane et établit des relations fraternelles avec les fellah.

Koçeir sur la Mer Rouge est enlevé par le général Donzelot qui repousse une attaque anglaise et en assure la défense jusqu'à l'évacuation.

L'expédition de Syrie.

La Turquie ayant déclaré la guerre, Bonaparte veut contraindre les autorités de la Porte à déclarer à quelles conditions elles autoriseraient la France à demeurer en Égypte. C'est aussi l'attirance chronique des maîtres de l'Égypte, la voie normale des invasions. Bonaparte le dit

(1) Cf. Armand Sauzet, *Desaix le sultan juste*, Hachette 1954, p. 212-246.

quelques jours avant son départ : « J'ai résolu de marcher en Syrie ; dans le système de colonisation, la Syrie et l'Égypte doivent appartenir au même gouvernement ».

Des 24 000 hommes de l'armée d'Égypte, Bonaparte en prélève 13 000 pour cette expédition. Après la reddition d'El Arich (20 février 1799), il prend Gaza, puis Jaffa (7 mars). Le 28 mars l'armée arrive devant Saint-Jean-D'Acre où elle échoue. Cependant Bonaparte remporte sur les Turcs les batailles de Nazareth, de Cana et du Mont Thabor.

Réorganisation militaire et administrative de l'Égypte.

L'armée regagne l'Égypte et, dès l'arrivée au Caire, Bonaparte se préoccupe de combler les vides de son armée. Déjà ont été constitués une légion grecque et une légion copte. Bonaparte prescrit à Desaix d'acheter des esclaves noirs du Sennar et il écrit au Sultan du Darfour le 20 juin 1799 : « Je vous prie de renvoyer par la première caravane 2 000 esclaves noirs ayant plus de seize ans, forts et vigoureux, je les achèterai tous pour mon compte ».

Le trésor étant vide, Bonaparte prescrit à l'intendant Poussielgue d'emprunter 30 000 francs à chacun des négociants de Damas habitant le Caire. Par ailleurs Desaix qui a fait rentrer l'impôt de Haute Égypte lui envoie des fonds. Cela n'empêchera pas Bonaparte de constater en s'embarquant pour la France que la solde de l'armée a sept mois de retard.

Les ponts étant désormais coupés avec la Turquie, Bonaparte ne peut plus maintenir la fiction d'une paix ; aussi prescrit-il l'égyptianisation de l'administration. Les *Cadi* devront être natifs d'Égypte. Depuis trois siècles le *Cadilesker* (chef de la justice) était un ottoman ; en faisant nommer par le divan un égyptien Ahmed el Arichi, Bonaparte accomplit le premier geste d'une révolution qui sera poursuivie sous Méhémet Ali.

La défaite turque d'Aboukir.

Si la campagne de Syrie est parfois considérée comme un échec, la défaite de l'armée turque de Syrie permet cependant à Bonaparte de se lancer avec toutes ses forces contre la deuxième armée turque que la flotte anglaise débarque en Égypte. L'éclatante victoire (26 juillet 2 août) qu'il remporte à Aboukir efface le désastre naval de l'année précédente et empêche un soulèvement général qui était prêt de se produire sous l'action du Mahdi Ahmed de Derna.

Cette victoire donnait un long répit aux troupes françaises. Aussi les nouvelles de France étant médiocres, Bonaparte décide de rentrer et confie le commandement de l'armée d'Orient à Kléber.

3. **Le proconsulat de Kléber.**

Certains historiens ont été sévères pour Kléber dont Bainville se laisse aller à dire : « militaire et militaire seulement »... Or ce général

alsacien, s'il est incontestablement un remarquable chef de guerre comme il l'a montré à Mayence et en Vendée, est aussi un consciencieux administrateur qui fait merveille dans sa gestion de la ville d'Alexandrie.

Les premières semaines de sa prise de commandement sont marquées par la réorganisation territoriale de la moyenne et de la basse Égypte et par des ordres concernant la réparation des fortifications, des hôpitaux etc. Mais Kléber, comme un grand nombre de généraux, avait la nostalgie de l'Europe où l'on gagnait gloire et profit ; aussi malgré le succès de Desaix sur Mourad et du général Morand sur un corps de débarquement turc près du lac Menzaleh, Kléber veut à tout prix quitter l'Égypte. C'est dans cet état d'esprit qu'est signée la convention d'El Arich (24 janvier 1800) qui organise l'évacuation de l'armée d'Égypte.

Mais Sydney Smith qui avait assisté aux négociations n'avait en réalité aucun pouvoir. Or le gouvernement britannique souhaitait mettre hors d'état de nuire une armée qui avait montré sa valeur ; par ailleurs on craignait à Londres que la Turquie ne se retire de l'alliance une fois le dernier soldat français hors d'Égypte. Aussi l'Amiral Keith écrit depuis Minorque « qu'aucun soldat de l'armée d'Égypte ne serait rapatrié s'il ne déposait les armes ». Kléber fait afficher la lettre de l'amiral anglais et inscrit au bas : « Soldats, on ne répond à de telles insolences que par la victoire, préparez-vous à combattre ».

La campagne est fulgurante. Kléber, géant inspiré, remporte quatre victoires en trois semaines : Héliopolis (20 mars), Belbeis (22), Koraïn (23), Boulaq (15 avril). Il doit prendre le Caire, où les Turcs se sont retranchés, rue par rue et maison par maison. Kléber proclame une amnistie générale, se contente d'amendes dans les villes où les exactions ont été les plus fortes. Il entreprend toute une série de mesures administratives : création d'une direction des revenus publics, comité administratif chargé de percevoir les revenus en nature, enfin, Mourad Bey, après 18 mois de guerre signe (5 avril 1800) un traité avec Kléber qui le reconnaît au nom du gouvernement français comme gouverneur prince de la Haute Égypte.

Mais l'éclatant rétablissement de la situation n'empêche pas Kléber de vouloir à nouveau négocier avec Constantinople, séparer les Turcs des Anglais et regagner l'Europe. Son assassinat (14 juin 1800) amène au pouvoir le général Menou, un fervent partisan d'une installation française en Égypte, un « coloniste » comme on disait alors.

4. Menou Pacha et la fin de l'expédition d'Égypte.

Le destin veut que le général Menou qui s'était fait battre par les Vendéens remplace leur vainqueur Kléber. Passionné pour les questions coloniales il s'est marié en Égypte et s'est converti à l'Islam. Il déploie une extraordinaire activité administrative, met les finances en équilibre, crée un jardin des plantes, fait surveiller les canaux d'ir-

rigation, redonne vie au *Divan* où Fourier reprend son rôle de commissaire français.

Cependant Donzelot administre la moyenne Égypte. Il s'entend parfaitement avec Mourad bey qui gouverne la Haute Égypte. Mourad devait mourir de la peste (avril 1801) alors qu'il se mettait à la tête de ses troupes pour combattre les anglo-turcs aux côtés des Français.

Le 8 mars 1801 un corps anglais aux ordres du général Abercromby débarque en Égypte. Événement lourd de conséquences. Le 20 mars la bataille de Canope ne permet pas à Menou de rejeter les Anglais à la mer. Renforcés par 6 000 Turcs, les Anglais envahissent le delta et isolent Menou dans Alexandrie cependant que Belliard commande l'armée du Caire.

Dans la seconde quinzaine de mai, dix mille soldats anglais et cipayes viennent des Indes, renforcés par 1 200 soldats du Cap ; ils débarquent à Koçeir traversent le désert jusqu'à Keneh puis descendent le cours du Nil. Le rapport des forces étant maintenant en faveur des Anglo-Turcs, le général Belliard signe le 27 juin une convention qui prévoit l'évacuation des troupes vers les ports français.

Menou attendait les renforts d'Europe et restait assiégé dans Alexandrie où le scorbut faisait des ravages, aussi finit-il par accepter de signer un traité (31 août 1801) prévoyant les honneurs de la guerre et le rapatriement sur l'Europe des troupes françaises.

5. Les conséquences de l'expédition d'Égypte.

Trois années d'occupation française (1) ont une immense importance pour les Turcs qui sortiront diminués de cette guerre, pour la position internationale de l'Égypte dont les Anglais, contraints d'y débarquer, apprécieront l'importance, pour l'Égypte enfin dont la période française a rénové l'agriculture, l'administration et surtout par l'œuvre scientifique de ses savants qui les premiers ont montré la splendeur de son passé.

Le nombre des savants français (il n'y en eut pas moins de 143) enrôlés dans l'expédition d'Égypte peut surprendre. C'est un cas unique dans l'histoire coloniale d'un corps de recherche scientifique aussi étoffé. Recrutés par Berthollet, ces éléments appartiennent souvent à l'école polytechnique (Fourier, Berthollet, Monge). L'Institut d'Égypte créé par Bonaparte le 22 août 1798, comprend notamment dans la section mathématiques Fourier et Monge, dans la section physique Berthollet, Dolomie, Conté, Geoffroy Saint Hilaire, Desgenettes, en économie politique Caffarelli du Falga, en littérature et arts Auguste Parseval Grandmaison, Vivant-Denon. Le secrétaire perpétuel est Fourier dont les connaissances sont véritablement encyclopédiques et qui est l'âme de l'Institut. Bonaparte assistait fréquemment aux séances. Il eut même l'intention de faire une communication mais Monge eut le rare courage de l'en dissuader.

(1) Y. François Charles-Roux, *Bonaparte gouverneur d'Egypte*, Plon 1935.

Durant l'été 1799 trois commissions de savants explorent la Haute Égypte. Leur moisson est extraordinaire. L'ensemble des travaux scientifiques réalisés durant la campagne d'Égypte fut groupé dans un recueil intitulé *Description de l'Egypte ou Recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Egypte pendant l'expédition de l'armée française.* Ce travail fut confié à la *Commission d'Egypte* présidée par Berthollet et dont les membres furent Conté, Lancret, Monge, Costaz, Fourier, Girard, Desgenettes ; les secrétaires furent successivement Conté († 1805), Lancret († 1807) et le géographe François Jomard qui achèvera cette œuvre gigantesque. Les cinq parties furent réalisées en 1808, 1813, 1817, 1821 et 1825. Cette description comprend neuf tomes dont quatre traitent de l'antiquité, trois de l'Égypte moderne et deux de l'Histoire naturelle, enfin un atlas ne comprenait pas moins de 900 planches et 4 000 dessins.

Cet extraordinaire bilan de recherche scientifique devait contribuer à faire de l'Égypte le pays pilote de l'Afrique du XIXe siècle alors que ce pays bénéficiait d'un pouvoir politique fort, épris de modernisme et que l'ouverture du canal de Suez en faisait un capital carrefour du monde.

L'Égypte est peut-être avec le Japon le seul pays qu'une intervention étrangère ait ainsi précipité dans la vie moderne.

III. MÉHEMET ALI (1801-1849) FONDATEUR DE L'ÉGYPTE MODERNE

I. La tension entre Turcs et Mamlouks : les tentatives anglaises de conciliation.

Les Anglais, par l'accord de Constantinople (1799) et le traité d'Amiens (1802), s'étaient engagés à rendre l'Égypte aux Turcs. Mais en réalité deux forces sont en présence : les représentants légitimes de l'autorité turque le grand Vizir et le Capitan pacha et les Mamlouks. Or le général Hutchinson et les Anglais en général tiennent en piètre estime l'armée ottomane alors que les Mamlouks au contraire ont été pour eux de précieux auxiliaires, si bien que dans le différend turco-mamlouk, Hutchinson a dû servir d'arbitre et établir une sorte d'accord modestement baptisé *Magna Carta* par l'état-major britannique.

Mais la querelle demeure latente et, dès octobre 1801, le Capitan pacha et le grand vizir attirent les bey dans un double guet apens et en massacrent un grand nombre. Le commandement anglais réaffirme alors sa volonté de protéger les bey.

Le 8 février 1802 le grand vizir quitte le Caire après y avoir installé Mohammed Khrosrew Pacha. Cependant que le général Stuart qui en exécution des clauses de la paix d'Amiens doit faire évacuer Alexandrie, essaie de s'entremettre entre les bey mamlouks et le vice roi Turc, mais lors de leur départ (11 mars 1803), les Anglais n'ont pas

réussi à concilier les deux partis. Au cours d'un voyage de deux mois, le colonel Horace Sebastiani, aide de camp de Bonaparte venu pour constater l'évacuation britannique, a renoué de multiples contacts. Son rapport fera état des bons souvenirs laissés par les Français.

2. **Méhémet Ali pacha d'Égypte.**

Lors de l'évacuation anglaise, le corps albanais, corps d'élite de l'armée turque, apparaît bientôt comme devant jouer un rôle particulier. En effet, trois mois après le départ des Anglais, les Albanais s'insurgent, s'emparent de Khosrew Pacha et le gardent à vue dans la citadelle. Taher Pacha, chef des Albanais, prend le titre de Caïmakan, cependant que les Mamlouks chassent les Turcs qui ne conservent en Basse Égypte que la ville d'Alexandrie. Taher, assassiné le 27 mai 1803, est remplacé par Méhémet Ali né en 1769 comme il aimait à le rappeler, la même année que Napoléon et dans le pays natal d'Alexandre.

Méhémet Ali a participé à la bataille d'Aboukir et à différents engagements contre les troupes de Kléber et de Menou. Il a compris la valeur de la civilisation occidentale et il a l'étoffe d'un chef et d'un homme d'état. Sa montée au pouvoir est un chef d'œuvre de stratégie orientale où coups de forces et assassinats succèdent à des alliances rarement définitives. Méhémet Ali va jouer avec astuce des trois forces qui domineront l'Égypte : les Mamlouks, la force la plus importante qu'il n'éliminera définitivement qu'en 1811, la Turquie souveraine nominale, enfin les notables locaux qu'il mettra très habilement dans son camp.

Ainsi lors de l'arrivée d'Ali Pacha Tarabouli (juillet 1803) envoyé par le sultan, les Mamlouks d'Osman Bardissi, chef de l'ancienne maison de Mourad et les troupes de Méhemet Ali s'unissent pour s'opposer à son passage, le font prisonnier avant qu'il ne soit assassiné. L'alliance d'Osman Bardissi et de Méhémet Ali joue encore contre le bey Mohamed Elfy qui avait également appartenu à la maison de Mourad, qui revient d'Angleterre et dispose encore de nombreuses « sympathies » en Égypte. Mais ses partisans sont dispersés et lui-même obligé de s'enfuir en haute Égypte.

Cependant les Mamlouks se sont rendus odieux aux habitants du Caire si bien que Méhémet Ali n'aura aucune peine à dresser la population contre eux. Osman Bardissi doit s'enfuir cependant que les Albanais sont maîtres de la capitale où Méhémet Ali installe Kourchid pacha puis va combattre les troupes de Mohamed Elfi, Osman Bardissi et Ibrahim. Au cours de sa campagne, Kourchid a fait venir d'Asie 4 500 hommes de troupe qui se sont très vite aliéné la population du Caire si bien que le 12 mai 1805 Kourchid est déposé par le cadi, les cheikhs et les Oulema. Méhémet Ali est proclamé pacha d'Égypte.

Cette nomination d'un étranger a quelque chose d'exceptionnel

d'autant que les chefs et notables du Caire interviennent à Stamboul pour que Méhémet Ali soit nommé; mais le Sultan répond d'autant moins que les Mamlouks tiennent victorieusement la campagne avec Osman Bardissi et Elfi bey.

La Porte décide sur le conseil anglais de nommer Mohamed Elfi au Caire en qualité de *cheikh el beled* et d'offrir à Méhémet Ali les pachaliks de Salonique ou de Candie. Mais le Capitan pacha qui est chargé de cette mission débarque à Alexandrie le 27 juin 1806, il est habilement circonvenu par Méhémet Ali comme par la population et repart sans avoir rien changé.

La mort de ses deux principaux adversaires, Osman Bardissi (novembre 1806) et Elfi bey (janvier 1807), lui permet d'entreprendre une action plus ample contre les Mamlouks.

L'échec anglais de 1807.

L'attaque anglaise qui se développe en 1807 est étroitement liée à la politique européenne. En effet, Napoléon maître du continent, l'Angleterre dominant sur mer, une alliance franco-turque est nouée qui fait craindre aux Britanniques un retour français en Égypte d'autant plus fâcheux que les agents anglais soutiennent les bey rebelles cependant que Méhémet Ali est influencé par les représentants de la France.

Le corps de débarquement placé sous les ordres du général Mackenzie Frazer prend Alexandrie le 19 mars 1807. Le 31 une colonne anglaise est battue devant Rosette, une deuxième tentative aboutit le 21 avril à El Hamed à un véritable désastre, le corps anglais perdant 36 officiers et 780 hommes dont 400 prisonniers. Frazer s'enferme alors dans Alexandrie qu'il évacuera le 19 septembre au bénéfice de Méhémet Ali.

Ainsi cette campagne anglaise aura confirmé l'autorité de Méhémet Ali et lui aura donné cette incomparable porte sur la Méditerranée qu'est Alexandrie. La paix anglo-turque des Dardanelles (5 janvier 1809) exclut l'Égypte de ses stipulations.

Affermissement du pouvoir et massacre des Mamlouks (1807-1811).

Méhémet Ali dès lors fait figure de puissance indépendante, fournissant à l'occasion, malgré les ordres de la Porte, du blé aux Anglais et gardant d'excellentes relations avec les représentants de la France. Mais il doit faire face aux difficultés internes dues aux beys qui sont de véritables féodaux et constituent une menace permanente pour son autorité. Aussi le 1er mars 1811 il les invite au Caire à l'occasion de la nomination de son fils Toussoun à la tête de l'armée égyptienne et les fait massacrer. Il s'ensuit dans les provinces une chasse au Mamlouk qui éliminera désormais du pouvoir cette caste de féodaux indisciplinés.

L'œuvre intérieure de Méhémet Ali et le développement de l'Égypte.

Ceux qui s'étonnent de voir les jeunes républiques africaines se tourner vers le parti unique et un régime présidentiel souvent proche de la dictature pourraient méditer à un siècle et demi de distance sur le destin de Méhémet Ali dont l'*absolutisme du pouvoir personnel* fut un gage de succès.

Il comprend l'importance de la hiérarchie et des circonscriptions administratives. Des 15 provinces qu'il trouve à son arrivée en Égypte, il fait sept gouvernements (quatre en basse Égypte, un pour la moyenne et deux pour la haute) commandés par des *Moudir*. Ces gouvernements coiffent soixante départements dont les préfets (*Mamour*) contrôlent les *Nazir* (chefs de canton) devant lesquels les chefs de village sont responsables.

L'administration centrale elle-même se transformera et la formule turque deviendra plus européenne avec des ministres spécialisés (réforme de 1837), mais dans les premières années de son règne Méhémet Ali exerce un pouvoir absolu. Il confisque à son profit les terres égyptiennes si bien qu'il a le triple monopole de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

Ces mesures permettront une véritable révolution économique. Mais cet accaparement sera finalement nuisible, car le fellah ne tirant aucun bénéfice de l'opération, ralentira son effort. Des conseillers techniques européens le plus souvent français vont l'aider dans sa tâche. Ainsi l'agronome Jumel introduit le coton qui sera la richesse du pays, les ingénieurs français Mongel et Linant de Bellefonds l'aideront dans les aménagements hydrauliques du Nil. L'importance des conseillers techniques européens incite Méhémet Ali à développer l'enseignement dont plusieurs branches sont entre les mains des Français : le Dr Clot fondateur de l'école de médecine, Hamont fondateur de l'école vétérinaire, Lambert fondateur de l'école polytechnique. Par ailleurs en organisant une « mission égyptienne en France », organisme accueillant les étudiants venus poursuivre leurs études, Méhémet Ali préfigure ce que seront les cités universitaires et les centres pour étudiants d'outre-mer.

La tolérance religieuse de Méhémet Ali permet l'admission en Égypte de congrégations catholiques, les sœurs de Saint Vincent de Paul sont les premières d'une série d'ordres qui vont rendre les plus éminents services dans le domaine de la santé et de l'enseignement.

L'effort militaire.

Le problème des Mamlouks, celui des mercenaires se pose en permanence pour Méhémet Ali qui ne trouvera pas de meilleure solution que les campagnes militaires pour diminuer leur nombre et lui rapporter gloire et profit. Une partie de la politique extérieure de Méhémet Ali s'explique par la nécessité dans laquelle il se trouvait d'utiliser son armée hors d'Égypte.

Pour moderniser cette armée, Méhémet Ali recrute des soldats égyptiens et nubiens, l'encadrement est turc et mamlouk, les instructeurs sont européens, généralement français. Dès 1824 une mission d'instructeurs français commandée par le général Boyer assure la formation de nouveaux régiments. A partir de 1833, le colonel Sève (converti à l'islam), devenu chef d'état-major général, attire autour de lui de nombreux officiers. Cette armée qui compte en permanence près de cent mille hommes constitue une charge très lourde pour un pays qui ne devait guère compter plus de 4 millions d'âmes. C'est à l'activité du Français Lefébure de Cerisy qu'est due la constitution de la marine égyptienne partie de rien et qui est devenue l'une des plus puissantes de Méditerranée.

En 1833 près de 70 Français étaient au service de Méhémet Ali. Comme le constatait en 1840 l'anglais Bowring (1) : « Aucune nation n'a autant contribué à la civilisation et au progrès de l'Égypte que les Français. »

L'agrandissement du domaine africain.

Cette armée assure bien entendu l'ordre intérieur, mais elle est en permanence trop nombreuse pour ces tâches relativement faciles. Aussi lorsque les campagnes extérieures le lui permirent, il s'avança vers le Soudan au cours de deux séries de campagnes, l'une en 1821-1823 (remontée du Nil), les autres en direction de la Mer Rouge (campagnes de 1834 et 1840).

Campagne au Soudan. Ayant largement reconnu la rive orientale de la Mer Rouge, Méhémet Ali a vu déboucher les caravanes du Soudan intérieur qui ne passaient plus par Le Caire et le souci de s'assurer le contrôle commercial de cette région l'amena à entreprendre cette campagne. L'objectif était essentiellement l'or, l'ivoire et les esclaves nègres. Par ailleurs les Albanais ne pouvaient rester en garnison. *Il fallait que les frais considérables engagés pour entretenir l'armée aient une contrepartie de conquête et de profit.* D'autre part Méhémet Ali obéissait à la double tendance séculaire de l'Égypte à s'étendre vers l'Asie et vers le sud.

Un autre motif était la présence depuis 1812 à Dongola d'une *principauté de Mamlouks* fondée par Ibrahim bey auquel avait succédé en 1813 Abdah Rochman bey. Les Mamlouks éblouissent les Fellah par leur richesse, leurs belles armes, leurs magnifiques chevaux. Ils les protègent contre les razzia des nomades Schaikiya mais sont assez éprouvés par les fièvres et un climat des plus malsains.

Méhémet Ali avait adressé des émissaires au roi du Sennar en 1813 et au négus de Gondar en 1814 pour que cet état mamlouk soit entouré d'ennemis.

La conquête du Soudan est entreprise par deux armées, l'une commandée par Ismaïl Pacha, l'autre par un gendre de Méhémet Ali

(1) Cité par F. Charles-Roux, p. 91.

auquel il avait concédé le titre purement honorifique de *Defterdar*. Devant Ismaïl Pacha, les Mamlouks se replient à travers le désert de Bayouda jusqu'à Chendi d'où une partie gagnera le mer Rouge cependant que d'autres gagneront le Darfour et le Ouadaï où Clapperton, Denham et Oudney rencontreront les derniers survivants. Cette principauté mamlouk avait duré sept ans.

Le problème mamlouk résolu sans coup férir, Ismaïl Pacha doit vaincre les Schaikiya dont les chefs Ziber et Omar font leur soumission. Ces Schaikiya seront désormais les plus fidèles auxiliaires des Égyptiens.

Le 27 mai 1821, l'armée de 5 500 hommes campe à Ondurman, puis traverse le Nil blanc. Le roi du Sennar, Badi, vient faire sa soumission et le 12 juin fait son entrée avec Ismaïl dans la ville de Sennar où il restera six mois. Puis l'armée pénètre dans le Dar Bertrat, s'engage dans la vallée du Toumat et s'arrête au village de Singé, lequel marque le point extrême atteint par l'expédition vers le sud.

Cependant, l'autre colonne commandée par Mohammed bey Defterdar s'empare du Kordofan après un dur combat mené à Bara contre les guerriers vêtus de cottes de mailles commandés par Maïdoum Mouslem, qui était chargé de la défense par le sultan du Darfour. Mohammed bey Defterdar va ensuite effectuer une razzia d'esclaves vers le sud.

Cependant les troupes égyptiennes avaient semé la terreur partout sur leur passage, aussi Naïr Nimr Mek, de Chendi, menacé du pal par Ismaïl Pacha, le fait périr dans un incendie et massacre sa suite. Un soulèvement général des populations s'ensuit que Mohamed bey Defterdar réprime sauvagement. Le Chendi fut effroyablement ravagé par l'armée égyptienne.

Le bilan de cette campagne soudanaise est remarquable du fait surtout de la présence des Français Caillaud et Letorzec, et des Anglais Waddington et Hambury. C'est à Caillaud que l'on doit la première description scientifique de Meroë (1). Grâce à Jomard qui aide Caillaud dans la publication de son travail, le *Voyage de Meroë* peut être considéré comme une suite de la *Description de l'Égypte.*

En 1824 est fondée Khartoum, au confluent du Nil bleu et du Nil blanc. C'est là que s'installera en 1830 le premier gouverneur égyptien du Soudan.

Conquête du Taka. Après la première incursion de Mohammed bey Defterdar qui s'avance jusqu'au village de Sabderat, il faut attendre 1834 pour que Kourshid Agha, gouverneur du Soudan, entreprenne une expédition contre le Taka, expédition qui échoue devant la vigoureuse défense de Mohamed Din, cheikh des Hadendoa.

Six ans plus tard le nouveau gouverneur, Ahmed Pacha, entraîne une armée de dix mille hommes. Nous sommes bien renseignés sur

(1) Voyage à Meroé, au fleuve blanc, au delà de Fazoql dans le midi du royaume de Sennar, à Siouah et dans cinq autres oasis fait dans les années 1819, 1820, 1821, et 1822.

cette campagne grâce à la relation qu'en a laissé l'allemand Werne (1), un ingénieur qui devait aider les troupes égyptiennes en établissant une digue destinée à assoiffer les Hadendoa. Mais c'est grâce aux dissensions des Hadendoa que Mohamed Din est fait prisonnier. Le camp égyptien installé sur la rive droite du Khor Gash au pied de la montagne de Kassala devait donner naissance à la ville de Kassala.

Occupation de Souakim et Massaouah. Méhémet Ali complète son domaine soudanais par la ferme des douanes de ces deux ports qui lui sont concédés moyennant une redevance annuelle de 500 bourses (625 000 francs-or) à verser à Stamboul. Méhémet Ali avait compris l'importance croissante de la Mer Rouge, l'occupation militaire de ces deux ports complétait sa maîtrise totale de cette mer et prolongeait son domaine africain loin vers le sud.

Méhémet Ali et le Soudan. Agé de près de soixante-dix ans, Méhémet Ali entreprend en 1838-39 un voyage au Soudan. Durant son séjour à Khartoum il décide d'interdire la chasse aux esclaves, mais surtout il veut reconnaître les ressources en or du Soudan et pour ce faire il remonte le Nil bleu jusqu'à Fazangourou. Les sables aurifères sont examinés. Enfin, le 11 février 1839, l'expédition rentre à Khartoum et le 15 mars au Caire.

Le problème des sources du Nil, qui passionnait alors l'opinion scientifique mondiale, intéresse également Méhémet Ali qui envoie successivement trois expéditions.

La première commandée par le *bimbachi* Selim et le *kachif* Soliman, atteint 6° 10' de latitude nord. Elle réalise l'exploration du Sobat. Thibaut, négociant français de Khartoum, en fait partie. La deuxième (23 novembre 1840-18 avril 1841) s'avança jusqu'au 4° 42', dépassant de 150 kilomètres le point ultime atteint par la première. Quatre européens en faisaient partie : Thibaut, d'Arnaud qui en avait la direction scientifique, Sabatier, enfin l'allemand Werne. La troisième (27 septembre 1841-7 mars 1842) ne comprenait que d'Arnaud et Thibaut. Moins bien préparée, elle dut prématurément rebrousser chemin en raison d'une épidémie de dysenterie. Les journaux d'Arnaud et de Thibaut contiennent un remarquable bilan de ces explorations qui vont axer le commerce égypto-soudanais sur les esclaves et l'ivoire. En effet ces relations font état pour la première fois des paisibles populations nilotiques et du très grand nombre d'éléphants. Explorations parties à la recherche de l'or, elles aboutiront à l'exploitation classique des produits du monde noir : les esclaves et l'ivoire.

En fait la conquête du Soudan par Méhémet Ali revêt une importance considérable. Si le vice-roi a pu dire qu'il avait ainsi compensé les pertes territoriales éprouvées par la Sublime Porte en Europe, la réalité est un peu différente et c'est plutôt son domaine propre qu'il étend d'autant plus volontiers que sa rupture avec la Turquie est consommée.

(1) FERDINAND WERNE, *Feldzug von Sennar nach Taka, Base und Beni Amer* (1851).

3. La politique extérieure de Méhémet Ali sera d'abord au service de la Porte au cours des campagnes militaires menées en Arabie (1811-1818), puis en Morée (1822-1828), puis contre le sultan au cours de deux campagnes où Méhémet Ali affirme son indépendance.

Méhémet Ali au service de la Sublime Porte.

Pendant vingt ans, Méhémet Ali fera campagne au service du sultan et on peut dire qu'il quittera le service du sultan quand il aura conscience que les sacrifices consentis durant la guerre de l'indépendance grecque n'auront pas eu les récompenses qu'il pensait être en droit d'espérer.

Campagne contre les Ouahabites. Dans la première moitié du XVIII[e] siècle un mouvement religieux s'était développé en Arabie dans la tribu des Nedji sous l'influence d'un certain Soliman. Le fils de ce dernier, *Mohamed ibn abd oul Ouahab*, entreprend de ramener l'islam à sa pureté primitive, proscrivant non seulement le luxe et les superstitions mais encore la vénération des tombeaux, des sanctuaires et le culte des Saints y compris Mahomet.

A la mort de Ouahab (1791) l'Arabie était conquise par ces dissidents qui, dix ans plus tard, prennent et saccagent Kerbela, principal sanctuaire des Chiites et en 1803 occupent La Mecque et Médine, rendant impossible le pèlerinage. Le choc est rude dans tout l'islam. Le mouvement de religieux est devenu politique, aussi le sultan tente-t-il de s'y opposer. En nommant en 1803 Méhémet Ali Pacha de Djeddah, il fait d'une pierre deux coups. Il oppose un rude combattant aux Ouahabites et il en débarrasse l'Égypte.

Son autorité une fois affermie au Caire, Méhémet Ali décide d'entreprendre cette campagne pour éloigner des contingents Albanais encombrants en garnison et qui constituent un danger permanent, affirmer son autorité dans le monde musulman et obéir au vieux réflexe égyptien qui entraîne ses souverains successifs au-delà de la Mer Rouge.

En septembre 1811, Toussoun, deuxième fils de Méhémet Ali, à la tête de 6 000 fantassins et 2 000 cavaliers, essuie un sanglant échec dans les gorges de Bedr. Après avoir reçu des renforts, il prend Médine, La Mecque et Djeddah. Ces victoires ont un immense retentissement dans l'ensemble du monde arabe. Le pèlerinage est rétabli. Méhémet Ali va passer deux ans en Arabie à parfaire sa conquête par l'occupation du Hedjaz et du Nedjd. Enfin, en juin 1815, Toussoun obtient d'Abdallah chef des Ouahabites la conclusion d'une paix.

Ibrahim, autre fils de Méhémet Ali, remplace Toussoun mort prématurément en 1816 et entre à nouveau en campagne contre les Ouahabites dont la capitale Derraych est enlevée le 10 septembre 1818, incendiée et rasée. Abdallah sera envoyé à Stamboul où le sultan le fera mettre à mort. Le Ouahabisme est supprimé en tant que force politique. Ibrahim est nommé pacha de Djeddah. La puissance de Méhémet Ali est désormais affermie.

Campagne de Morée.

On a pu dire que de 1823 à 1841, Méhémet Ali et l'Égypte sont devenus des facteurs capitaux de la politique européenne. La décadence turque et les multiples difficultés rencontrées en Europe et contre la Russie font que l'armée égyptienne est devenue le fer de lance d'une force militaire ottomane qui s'épuise à maintenir l'ordre en Grèce où depuis 1821 l'insurrection s'est généralisée sans que les forces turques aient pu en triompher.

Mahmoud II, en 1823, demande à Méhémet Ali de réprimer le soulèvement crétois. La réussite de ses troupes lui rapporte le pachalik de Candie. Méhémet Ali est ensuite chargé de la répression de l'insurrection grecque. En 1825-1826, Ibrahim secondé par Soliman pacha (le colonel Sève) s'empare de Navarin puis d'autres villes. Le 22 avril 1826, il enlève Missolonghi. Athènes capitule le 5 juin 1827. L'insurrection grecque agonise.

Cependant de nombreuses manœuvres diplomatiques ont lieu en Europe pour tenter de détacher Méhémet Ali de la Russie, mais les avances faites aussi bien par les Français que par les Anglais n'aboutissent pas, si bien que le 6 juillet 1827 est conclu à Londres le traité anglo-franco-russe règlant les modalités de l'intervention qui aboutit au désastre naval de Navarin (20 octobre 1827) où la flotte de Méhémet Ali est complètement détruite. Les troupes d'Ibrahim continuent à être engagées à terre, mais un accord est bientôt conclu avec l'amiral Codrington par Méhémet Ali qui prévoit l'évacuation de la Morée par Ibrahim.

Méhémet Ali, ulcéré des pertes qu'il a subies, ne participe en aucune manière au conflit turco-russe de 1828-29. Les cinq années d'intervention égyptienne en Grèce ont abouti à un durcissement des relations turco-égyptiennes et à la reconnaissance par les Européens de l'Égypte en tant que puissance internationale. Autre acte de portée internationale, Méhémet Ali, dès 1827, a offert au gouvernement français son aide pour châtier le dey d'Alger.

Méhémet Ali contre la Turquie.

Les relations sont tendues avec le sultan qui lui a refusé le pachalik de Saint-Jean d'Acre, ne lui a donné aucune indemnité pour les pertes subies durant la campagne de Grèce et a conféré à son fils Ibrahim (et non à lui) le titre de Prince de la Mecque.

Le sultan Mahmoud jaloux de sa puissance lui en veut d'être resté l'arme au pied devant la guerre turco-russe et le soupçonne d'avoir accepté avec une neutralité bienveillante la conquête d'Alger par les Français.

La campagne de Syrie (1831-1833).

La Syrie attire Méhémet Ali comme elle attirait déjà les pharaons, au siècle précédent Ali Bey et Mohamed Abou Dahad puis, sur la même

route, le général Bonaparte. La conjoncture politique avec la Porte s'aggrave lorsque Abdallah, pacha de Saint-Jean d'Acre, reçoit le pachalik de Tripoli (1828).

En 1831, sa flotte et son armée étant reconstituées, Méhémet Ali s'étant allié à Béchir, émir des Druses et aux Maronites, exige de la Porte le pachalik d'Acre. Le sultan refuse. Ibrahim aidé de Béchir, qui amène 15 000 hommes, enlève Acre le 27 mai 1832. Damas puis Jérusalem tombent. Ibrahim bat le pacha d'Alep à Homs (9 juillet 1832) et vingt jours plus tard l'armée turque d'Hussein bey. Dès lors l'armée s'avance à travers la Cilicie, la Caramanie. La dernière armée turque est écrasée à Konieh (décembre 1832).

La Russie offre alors son alliance et c'est là que se joue une très grande partie diplomatique où Français, Anglais et Russes interviennent tour à tour. Ibrahim s'est arrêté à Koutayeh (janvier, février 1833), surtout sur les instances françaises. La flotte russe vient mouiller dans le Bosphore. Après de multiples tergiversations, Méhémet Ali obtient, lors de la paix de Koutayeh, le pachalik d'Acre avec Jérusalem et Naplouse, ceux de Crète, de Tripoli, de Damas, d'Alep et le district d'Adana. Mais la fiction de l'autorité du sultan est maintenue en fait pour contrebalancer l'influence russe, grande bénéficiaire de l'opération par le traité d'Unkiar-Skelessi (8 juillet 1833) qui met la Turquie virtuellement sous protectorat moscovite.

Les conséquences de cette campagne sont immenses. L'axe politique de la Méditerranée musulmane s'est déplacé vers Le Caire du fait de la puissance des armes égyptiennes mais aussi en raison de l'importance du facteur arabe. Si Méhemet Ali se considère encore comme turc, ses fils, venus jeunes en Égypte, se disent Arabes. Pour la première fois se forme un *concept de nationalité égypto-arabe.*

Durant la période 1833-1839 qui constitue véritablement le sommet de la puissance de Méhémet Ali, ses armées sont constamment en campagne en Arabie où elles arrivent tout près du golfe Persique. Cette activité dans la péninsule arabe donne des craintes aux Anglais pour la sécurité de la route des Indes. Aussi occuperont-ils Aden en 1838.

La ferme autorité de Méhémet Ali rétablit la prospérité en Syrie; toutefois deux soulèvements auront pour motifs la levée de contingents militaires (1834-1838).

La deuxième guerre contre la Turquie appartient à l'Histoire diplomatique européenne. Une armée ottomane de 150 000 hommes commandée par Hafiz Pacha pénètre en Syrie où le 24 juin 1839 elle est mise en complète déroute par les 40 000 soldats d'Ibrahim et de Soliman. La route de Stamboul est à nouveau ouverte et ce, d'autant que le sultan vient de mourir et laisse un successeur, Abdoul Medjid, jeune et sans expérience. Mais les tentatives d'arbitrage des cinq grands (Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie) vont aboutir à ramener l'empire de Méhémet Ali à son seul domaine africain. Seule la diplomatie française souvent maladroite verra plus loin que ses intérêts particuliers.

Cette crise diplomatique (1839-1841) aboutit au maintien de l'empire ottoman. La restitution de ces provinces n'augmente pas sa force. Au contraire, la question d'Orient reste posée sur un nombre considérable de territoires. « Méhémet Ali avait taillé, l'Europe recoudra mais seulement pour rapiécer. » (1)

L'Égypte reste en droit une province de l'Empire ottoman qui est dotée d'un statut spécial (du 19 avril 1841) et d'une dynastie propre.

Les huit dernières années de la vie de Méhémet Ali se passent dans la paix. En 1846, il se rend même à Constantinople faire hommage au sultan. C'est durant ces quelques années que prend corps le projet de canal de Suez.

Méhémet Ali avait fait de l'Égypte une puissance. Sous son règne s'était véritablement constituée une nation égyptienne de langue arabe.

IV. LES SUCCESSEURS DE MÉHÉMET ALI

L'écrasante personnalité de Méhémet Ali, la diversité de son action militaire, économique et politique, fait paraître ternes ses successeurs. Après le médiocre Abbas (1844-1854) et Saïd (1854-1863) qui fait commencer les travaux du canal de Suez, le khédive Ismaïl (1863-1879) connaît une période de grand faste avant de sombrer dans la débâcle financière qui, après le bref passage de Thewfik, aboutira à la main-mise des Anglais sur l'Égypte.

1. Abbas le mauvais (1849-1854).

Petit-fils de Méhémet Ali, Abbas a laissé le souvenir d'un prince médiocre et borné. Sa politique est une réaction contre celle de Méhémet Ali. Xénophobe, il renvoie de nombreux conseillers techniques européens. Opposé à la France, il favorise l'Angleterre et ce sont les Anglais qui construisent la voie ferrée Alexandrie-Le Caire-Suez.

Voulant pratiquer une politique d'étroite entente avec la Porte, il doit s'y opposer en refusant l'introduction de la réforme administrative turque connue sous le nom de *Tanzimat.* Cependant il fournit en fin 1853 pour la guerre de Crimée un contingent de 15 000 hommes. Il est assassiné le 13 juillet 1854 par deux de ses esclaves.

2. Mohamed Saïd (1854-1863), le souverain du Canal.

Dernier fils de Méhémet Ali, né en 1822 à Alexandrie, Mohamed Saïd avait neuf ans de plus que son neveu Abbas. Bon géant, Saïd fait revenir les étrangers exilés par Abbas. Il entreprend une série de réformes dont la principale est le retour à la propriété privée des terres, ce qui entraîne la liberté de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Le nombre des ministres est ramené à quatre (Affaires Étrangères,

(1) F. Charles-Roux, *L'Egypte de 1801 à 1882*, p. 181.

Finances, Guerre, Intérieur); une autre réforme plus discutable supprime les gouverneurs de province (*Moudir*) devenus trop indépendants. Les juges sont nommés désormais par le gouvernement, ce qui diminue la vénalité des charges. Une réforme fiscale rend les impôts moins lourds.

Saïd favorise les ordres religieux et admet de nombreux chrétiens dans son administration. Mais son œuvre majeure est le canal de Suez. Il eut l'intelligence de comprendre et de faire confiance à Ferdinand de Lesseps. Par deux actes conclus en 1854 et 1856, Lesseps reçoit le droit de fonder une société universelle chargée de construire un canal maritime et de l'exploiter pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans. Lesseps constitue une société anonyme au capital de 400 000 actions de 500 francs. 210 000 actions étaient souscrites par des Français, 180 000 par Saïd lui-même. Outre les dividendes d'actions, le vice-roi a droit à 15 % des bénéfices de la Compagnie. En 1859 le premier coup de pioche est donné et les travaux seront poursuivis sur un rythme et à une échelle gigantesques.

3. **Ismaïl le Magnifique (1863-1879).**

Le khédive Ismaïl est sans doute l'un des plus calomniés parmi les souverains d'Égypte. On ne voit trop souvent que la déconfiture financière de la fin de sa vie sans reconnaître le côté positif qu'a revêtu son action jusqu'en 1875.

Le faste (1863-1875).

Ismaïl est le fils d'Ibrahim, le meilleur général des guerres de son grand-père. Ancien élève de Saint-Cyr à titre étranger, il professe volontiers que l'Égypte appartient à l'Europe. Il sait recevoir avec faste et tact le sultan Abd oul Aziz.

Son arrivée au pouvoir coïncidant avec la période de la guerre de Sécession qui tarit les fournitures américaines de coton; la culture du coton prend alors un considérable essor : les exportations passent de 59 620 tonnes et 143 millions de piastres (1861) à 250 700 tonnes et 1 544 millions de piastres (1865). De cette période date l'extraordinaire essor de la culture du coton en Égypte (1).

Ismaïl crée l'administration égyptienne des postes (1874). Le développement industriel s'accélère. L'accroissement des superficies cultivées en canne à sucre entraîne l'implantation d'une industrie sucrière. Des travaux d'urbanisme sont entrepris (adduction d'eau, usines à gaz). Sous le règne d'Ismaïl plus de 500 000 hectares de nouvelles terres sont mises en valeur représentant une récolte de 11 millions de livres sterling.

Nombreux sont les Européens à son service. C'est Ismaïl qui, en 1869, engage l'Anglais Samuel Baker pour réprimer la traite des es-

(1) F. Charles-Roux, *La production de coton en Egypte*, Paris, Colin 1908.

claves au Soudan. Baker s'était déjà signalé en 1861 par son exploration de l'Atbara puis, l'année suivante, il avait remonté le Nil blanc pour aller à la rencontre de Speke et Grant ; le 2 février 1863 il avait atteint Gondokoro et le 16 y avait accueilli ses compatriotes. Il avait, ensuite poursuivi sa route vers le sud et résolu complètement le problème des sources du Nil. En octobre 1873, Ismaïl nommera l'Anglais Gordon gouverneur de l'Équatoria puis gouverneur général du Soudan, cependant qu'en 1876, l'Italien Gessi, les Allemands Munzinger, Schnitzer (Emin-Pacha), l'Autrichien Slatin commanderont les provinces.

Les congrégations catholiques s'installent toujours plus nombreuses en Égypte : Dames de Sion, Sœurs du Bon Basteur, Jésuites, missions africaines de Lyon.

Les fouilles archéologiques sont activement poussées et en 1863, Ismaïl inaugure le musée fondé par Mariette à Boulak.

Ismaïl se préoccupe de la presse et de nombreux journaux paraissent en arabe, français et anglais. Par ailleurs Ismaïl qui connaît le prix de la propagande organise à l'exposition parisienne de 1867 une présentation de l'Égypte, qui fait alors sensation.

En 1869, le canal de Suez est inauguré devant plusieurs souverains au cours de festivités grandioses.

Devant envoyer un corps expéditionnaire en Arabie puis en Crète, Ismaïl négocie cette aide contre des transformations constitutionnelles. Il reçoit le titre de *Khédive.* Après diverses tensions, un firman de 1872 autorise le Khédive à conclure certains traités et contracter des emprunts extérieurs.

En 1875 la *Réforme* (judiciaire) entraîne la création de tribunaux mixtes et de tribunaux consulaires (différents d'après la nationalité des étrangers). Ces tribunaux constituent une juridiction hiérarchisée à deux degrés : trois tribunaux de première instance au Caire, à Mansourah et Alexandrie. Les magistrats étrangers sont nommés par le Khédive sur présentation de leur gouvernement.

Les tribunaux mixtes appliquent une législation spéciale identique pour tous les étrangers. Elle se distingue des lois égyptiennes appliquées par les tribunaux indigènes et des lois étrangères appliquées par les tribunaux consulaires. Cette juridiction mixte, créée à l'essai pour cinq ans, fut une réussite qui dura jusqu'en 1949.

La faillite (1875-1879).

Les dépenses considérables du Khédive l'ont amené à contracter des emprunts. Ce n'est pas, comme on a pu l'écrire, sa prodigalité qui est responsable des difficultés financières mais son esprit d'entreprise et les multiples travaux qu'il voulut faire. Entre 1863 et 1875 une dizaine d'emprunts sont contractés à des taux d'intérêt de plus en plus élevés. En 1875 le produit des emprunts dépasse 2 milliards de francs or.

Pour apaiser les créanciers Ismaïl vend les actions du Canal à l'Angleterre (la France ayant décliné l'offre) pour 100 millions de francs

or, mais la crise financière reste ouverte si bien que, à la suite des missions d'enquête de l'Anglais Cave et du Français Outrey, une *Caisse étrangère de la dette publique* est créée, gérée par quatre commissaires : un Anglais, un Autrichien, un Français, un Italien. Cette caisse est dominée en fait par la Grande-Bretagne et la France (pays où sont en majorité les porteurs de titres) dont les commissaires sont Baring et Blignières.

Le décret du 18 novembre 1876 crée un véritable *condominium franco-anglais* par le fait que les deux contrôleurs généraux des finances égyptiennes, l'un aux recettes, l'autre aux dépenses, sont l'un français, l'autre anglais. Une enquête internationale est prescrite par les décrets khédiviaux du 27 janvier et 30 mars 1878. La commission présidée par De Lesseps comprend les Anglais Wilson et Baring, l'Autrichien Kremer, le Français de Blignières, l'Italien Bavarelli, l'Égyptien Riaz Pacha. Le secrétaire général est le Français Liron d'Airolles.

Le rapport remis le 13 août 1878 est injustement accablant pour le Khédive, mais ce dernier se conforme aux conclusions de ce rapport qui insiste sur la nécessité de créer un contrepoids au pouvoir personnel du Khédive. Le 28 août 1878, Ismaïl forme un *ministère européen* (1) et présidé par Nubar Pacha. Le 8 décembre suivant, les postes des contrôleurs généraux, véritables syndics de faillite, sont supprimés.

Ismaïl donne en gage ses propriétés de famille pour satisfaire ses créanciers. Le Français Bouteron, directeur de l'*administration des domaines de l'état égyptien*, contribuera au développement agricole du pays.

Mais Ismaïl est profondément ulcéré de ce ministère « européen » et de cette tutelle. Comme une partie de l'armée a été licenciée, des manifestations ont lieu (février 1879). Il renvoie les deux ministres européens puis devant les protestations franco-anglaises, nomme son fils aîné Thewfik Pacha à la tête du Gouvernement. Enfin le 7 avril 1879, le Khédive exclut les ministres européens et nomme Chérif Pacha chef du gouvernement.

La riposte franco-anglaise est brutale. On conseille au Khédive de démissionner puis, sur son refus, on le fait destituer par la Porte. En juin 1879, Ismaïl intronise Thewfik et quitte l'Égypte.

4. Le khédive Thewfik et les trois dernières années de l'Égypte autonome (1879-1882).

La France et l'Angleterre ont commis la faute de remettre la Turquie dans un circuit égyptien où elle ne figurait plus. D'où pour la Porte une tentative de restreindre les pouvoirs khédiviaux.

Le contrôle financier est rétabli (4 septembre 1879) et sous le gouvernement de Riaz Pacha une *loi de liquidation* est instituée qui redresse rapidement les finances égyptiennes.

(1) Comprenant de Blignières (Travaux Publics) et Wilson (Finances).

Rébellion d'Arabi Pacha.

Cependant l'armée est mécontente. On accusait le Khédive de favoriser les officiers circassiens. Par ailleurs les nombreux soldats licenciés constituaient les ardents supports d'un mouvement xénophobe qui prirent comme chef un colonel beau parleur, Arabi Pacha.

En 1881, Arabi Pacha contraint Thewfik à renvoyer Riaz Pacha remplacé par Cherif Pacha. Une chambre est élue conformément à la loi organique de 1866. La chambre, à la dévotion d'Arabi Pacha, porte au pouvoir Samy Pacha et fait sanctionner par le khédive une loi donnant au parlement le pouvoir de voter le budget et donc entraînant la suppression du contrôle financier.

Gambetta, au pouvoir depuis novembre 1881, propose à l'Angleterre une action commune. Il est renversé le 27 janvier 1882 et remplacé par Freycinet, lequel refuse la participation française au bombardement d'Alexandrie réclamé par Gladstone après l'émeute du 12 juin 1882 qui a coûté la vie à 60 Européens. Le mois suivant, le ministère Freycinet est renversé ; la Grande-Bretagne peut agir seule.

Lors du bombardement d'Alexandrie par la flotte anglaise, Arabi Pacha a déclaré la guerre à l'Angleterre. Le 23 juillet, le Khédive a fait publier la destitution d'Arabi, mais en fait Arabi tient Le Caire, cependant qu'à Alexandrie Thewfik est chef du gouvernement légal. Ainsi l'Angleterre agissant sur la demande du Khédive va mener une campagne militaire contre l'armée égyptienne aux ordres d'un chef insurgé.

Intervention anglaise.

L'expédition aux ordres du colonel Wolseley s'installe le long du canal de Suez et attaque les positions de Tell el Kébir le 13 septembre 1882. Les défenses d'Arabi Pacha s'effondrent. Le 24 septembre, Thewfik fait son entrée dans la capitale. Les rebelles sont jugés, condamnés et exilés.

Quatre-vingts ans après avoir quitté l'Égypte, les forces anglaises y reviennent et cette fois, elles sont décidées à rester. L'Égypte va devenir en fait un protectorat britannique.

Si la personnalité de Bonaparte et l'expédition d'Égypte ont ouvert ce pays à la vie moderne, Méhémet Ali par la durée de son règne, la valeur de son armée et son dynamisme a constitué la Nation Égyptienne et étendu son domaine sur le Soudan Nilotique.

Parmi ses successeurs Mohammed Saïd et Ismaïl ont été d'infatigables bâtisseurs, même si la gestion financière du second a contraint les puissances européennes à intervenir.

A la suite du réflexe nationaliste d'Arabi Pacha, l'intervention technique européenne s'est transformée en une intervention militaire anglaise. La domination britannique durera quarante ans, et se prolongera en fait jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

CHAPITRE XI

L'ÉVOLUTION DU MAGHREB DE L'INTERVENTION TURQUE A LA PERTE DES INDÉPENDANCES

Il est difficile au tournant du XVI^e de compartimenter l'histoire du Maghreb qui est marquée en ce début de siècle par des événements communs : croisade espagnole, intervention des corsaires en Tunisie et en Algérie (les Barberousse), ainsi qu'à Tripoli (Dragut).

Malgré l'identité de destin du Maghreb oriental, Tunis devient dès 1587 un pachalik distinct rattaché directement à Constantinople. En 1756, Tunis sera envahie par les troupes d'Alger et durant un demi-siècle les bey hoçaïnites devront payer un tribut annuel et reconnaître la suzeraineté d'Alger.

I. LA CROISADE AFRICAINE LES FRÊRES BARBEROUSSE ET L'INTERVENTION TURQUE

A la fin du XV^e siècle la décomposition politique du Maghreb s'aggrave douloureusement. L'état hafçide de Tunis maintient difficilement son autorité sur une mince bande côtière contre les tribus arabes auxquelles les villes du Djérid et les ports doivent payer tribut. Les derniers Abd el Wadides de Tlemcen, déchirés par des querelles de palais, voient leur autorité de plus en plus contestée. Des principautés autonomes se constituent. Ainsi la Kabylie obéit au roi de Kouko (8 km à l'Est de Michelet), les Arabes Dawawida contrôlent le Zab et le Hodna, cependant qu'une nouvelle dynastie s'installe à Tougourt. Au Maroc, les Wattasides résistent difficilement aux entreprises portugaises.

1. La croisade africaine.

L'unification de l'Espagne réalisée par Isabelle la Catholique, à la mort de Jean II d'Aragon (1479), amène en Méditerranée à la place du marchand aragonais le rude soldat castillan. La même année 1479 un traité signé avec le Portugal — préfiguration de celui de Tordesillas — sépare les zones d'influence maghrébines réservant aux Portugais le royaume de Fès et donnant le reste à l'Espagne.

Si l'installation des *Fronteiras* portugaises sur les côtes marocaines

(Agadir : 1505, Safi : 1508, Azemmour : 1513, Mazagan : 1514) relève de l'occupation méthodique du continent africain, les présides espagnoles ne constituent qu'une occupation restreinte. En effet, pour l'Espagne les opérations nord-africaines constituent une obligation religieuse.

Le testament d'Isabelle la Catholique décédée le 26 novembre 1504, au demeurant « chef d'œuvre de lucidité et de prévoyance (1), prescrit à la princesse sa fille et au prince son mari... de ne pas se relâcher dans la conquête de l'Afrique et la lutte pour la foi contre les infidèles ».

C'est le motif invoqué par le cardinal Ximenès de Cisneros pour persuader Ferdinand qui pense immédiatement à Tunis comme point stratégique important pour l'Aragon. Après un premier échec en 1505 devant le roi de Tlemcen, une véritable croisade part en 1508 avec le « double dessein de supprimer les refuges des Corsaires qui razziaient la mer espagnole et de créer en même temps de Séville à la Sicile riche en grains une route impériale adossée à la côte africaine » (2).

Don Pedro Navarro, qui avait naguère fait la course, conduit une série d'expéditions victorieuses : Mers el Kebir (1505), le peñon de Velez (1508), Oran (1509), Bougie et Tripoli (1510) sont successivement enlevés. Tenès, Dellys, Cherchell, Mostaganem acceptent de payer tribut, ainsi que le Ziyanide de Tlemcen. Mais les cinq années durant lesquelles les forces espagnoles s'engagent en Italie sont mises à profit par les Barbaresques. Ainsi le seul résultat tangible de la grande offensive espagnole est d'avoir empêché la course barbaresque de s'établir à l'ouest d'Alger.

Les garnisons espagnoles (*presidios*) se bornent à tenir les ports d'où elles lancent de temps à autre des raids (*jornadas*) dans la campagne. Mais au siècle de la grande conquête américaine, les éléments de valeur préfèrent les fructueuses expéditions outre-atlantique à ces présides-prisons.

Comme le souligne Léo Barbes (3) : « La mauvaise organisation des enclaves côtières en pays maure, leur ravitaillement plus que déficient en vivres, en armes et munitions, en argent, l'abandon dans lequel étaient laissés les effectifs et leurs cadres, décimés par le climat et les fatigues, ruinaient les brillants résultats de la bravoure et du dévouement des magnifiques troupes espagnoles ».

En fait cependant, dès 1512, l'Espagne contrôle pratiquement l'ensemble de la côte depuis Ceuta jusqu'à la baie de Bougie. Elle contrôle d'autre part Tripoli (remise en 1530 aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem), ce qui permet de neutraliser les ports tunisiens.

2. Les frères Barberousse et la genèse de l'intervention turque.

Les populations musulmanes sont profondément traumatisées par ces conquêtes. Si le Maroc trouve sur son propre sol les ressources né-

(1) Albert Mousset, *Histoire d'Espagne*, 1947, p. 150.
(2) Monlaü, p. 51.
(3) *La domination turque*, in *Histoire de l'Algérie*, 1962, p. 157.

cessaires pour repousser l'infidèle, les autres pays du Maghreb devront rechercher à l'extérieur auprès de la grande puissance musulmane de Méditerranée orientale, l'aide nécessaire à leur défense.

Le contrôle chrétien des côtes a presque entièrement fait cesser la piraterie. Cependant les corsaires sont là, disponibles. Ils vont trouver en des villes privées de leur gagne-pain un ferme soutien populaire. La puissance turque leur donnera quelques milliers de volontaires et la caution d'une puissance musulmane, mais dès que ces chefs de guerre se sentent suffisamment forts ils rejettent l'autorité du sultan et installent leurs propres dynasties.

C'est à Alger que le marasme est le plus grand. En effet, l'installation d'une garnison espagnole sur le Peñon a stoppé tout trafic. Alger est alors une sorte de république municipale administrée par une oligarchie bourgeoise protégée par la tribu arabe des Thaaliba. Leur chef Salem el Tsami demande secours aux frères Barberousse qui sont installés depuis 1514 à Djidjelli.

La fulgurante campagne d'Aroudj.

Les frères Barberousse, fils d'un potier grec chrétien de Mytilène, s'étant fait musulmans, connaissent une prodigieuse carrière. L'aîné Aroudj (1473-1518) s'est distingué en 1504 en capturant deux galères papales au large de l'île d'Elbe, exploit sensationnel à l'époque et qui rend son nom célèbre. Puis il s'est installé à son compte sur les petite îles Gelves que lui a laissées le souverain de Tunis. Appelé par Abder Rahman, chassé de Bougie par les Espagnols, il attaque à deux reprises la ville, mais se fait repousser (1514) et perd un bras ; il s'installe à Djidjelli et de là se constitue un royaume en prenant parti dans une querelle pour les Beni Abbès contre le chef berbère Kouko qui est tué dans un combat où font merveille les arquebusiers turcs.

Appelés par Salem el Tsami, roi d'Alger, pour délivrer la ville de la garnison espagnole du Peñon, les frères Barberousse viennent en deux fractions, l'une par mer avec Kheir ed dine, l'autre composée des contingents kabyles avec Aroudj par voie de terre. En mai 1515 l'assaut est livré contre le Peñon, mais échoue, cependant qu'Aroudj, en visite de courtoisie chez Salem el Tsami, l'étrangle de son unique main et se fait proclamer roi d'Alger.

Après avoir repoussé un assaut espagnol conduit par Diego de Vera (30 septembre 1516), il prend Tlemcen, soumet les Beni Snassen et engage des pourparlers avec le sultan Wattaside de Fès, mais il est attaqué par des forces hispano-arabes très supérieures en nombre et tué au rio Salado (1518) au moment où il s'enfuyait de Tlemcen avec quelques soldats.

Aroudj, parfaitement au courant de la politique locale, avait compris le parti qu'un homme résolu peut tirer des querelles de clans. En trois ans il avait presque réalisé l'unité de l'Algérie utile. La puissance de l'Espagne et sa capacité d'intervention au moment de la campa-

gne de Tlemcen ainsi que la haine suscitée par ses assassinats provoquèrent sa perte.

Kheir ed dine et l'appel à la Sublime Porte.

Son frère Kheir ed dine qui le remplace est le véritable fondateur de la régence d'Alger avant d'être grand amiral de la flotte turque. Kheir ed dine a l'intelligence de lier ses destinées à la Turquie. Menacé par les Espagnols, sentant la révolte en pays kabyle, il fait acte de vassal vis-à-vis du sultan Selim qui lui donne le titre de pacha et le nomme *beylerbey* (= émir des émirs). Ce fait lui donne un immense prestige d'autant qu'il reçoit de Constantinople 2 000 hommes, de l'artillerie et 4 000 volontaires.

Grâce à ces renforts il peut repousser l'assaut de l'espagnol Hugo de Moncada (1519), mais subit un échec en Kabylie devant une armée hafçide si bien qu'il doit abandonner Alger pour Djidjelli où il redevient corsaire (1520-1525). Peu à peu il reconstitue sa puissance, il prend Collo (1521), Bône (1522) et Constantine puis, avec le sultan des Beni Abbès, chasse d'Alger les Kabyles de Kouko et occupe la Mitidja (1525). Il réprime avec la dernière énergie divers soulèvements puis le 27 mai 1529 réussit à prendre le Peñon dont la garnison ne comprenait plus, après un bombardement de plusieurs jours, que 25 soldats sur 150. Avec les ruines du fort, Kheir ed dine fait construire un môle réunissant les îlots si bien que ce médiocre mouillage devient un port de guerre d'autant plus fréquenté par les corsaires que Bougie et Oran sont encore occupés par les Espagnols.

Intervention en Tunisie.

Les dissensions hafçides et l'impopularité de Moulay Haçan sultan de Tunis amènent Barberousse à tenter un coup de main sur Tunis qui tombe sans combat (18 août 1534). Il proclame alors la déchéance des Hafçides, place une garnison à Kairouan et soumet l'ensemble de la Tunisie. Mais la menace est trop forte pour Rome et la chrétienté. Par ailleurs la Perse menace la Turquie. Aussi, François 1er promettant sa neutralité, Charles Quint décide l'attaque sur Tunis. 30 000 hommes montés sur 400 navires débarquent à Carthage. La Goulette est prise (14 juillet 1535) puis Tunis où les esclaves chrétiens insurgés se rendent maîtres de la Qaçba. Charles Quint restaure Moulay Haçan, mais ce dernier, détesté par ses sujets, nécessite la présence d'une importante garnison. Après un voyage en Europe, son fils lui crève les yeux pour régner à sa place.

Kheir ed dine replié sur Bône ne reste pas sur cet échec. Il attaque Mahon d'où il ramène 6 000 captifs et un énorme butin. Mais sa réputation d'homme de mer l'attire à Constantinople où le sultan Soliman l'avait nommé déjà en 1533 amiral en chef (*capitan pacha*). Il gardera jusqu'à sa mort (4 juillet 1546) une situation prépondérante dans la capitale de l'empire turc.

3. **Dragut et les côtes tunisiennes.**

Dragut avait été un élève de Kheir ed dine qui l'avait racheté alors qu'il était dans la marine génoise. Renouvelant les exploits de son maître sur la côte tunisienne, il ravage le littoral italien mais doit se replier devant l'offensive espagnole de 1550 et échoue devant Gafsa. Il échappe difficilement aux galères d'Andréa Doria (avril 1551), mais se place alors sous les ordres du sultan de Constantinople et va guerroyer pour lui durant cinq années (juin 1551 — avril 1556).

Nommé gouverneur de Tripoli, il lutte contre les cheikhs de l'arrière pays tripolitain, entre à Gafsa le 20 décembre 1556, chasse les Chabbiya de la Tunisie centrale et occupe Kairouan le 3 janvier 1558. Comme le souligne Braudel (1), Dragut, en deux ans, est devenu une puissance méditerranéenne. Or cette puissance se trouve précisément à la frontière du domaine espagnol, à l'endroit exact où Philippe II ne peut tolérer de bases permanentes hostiles. C'est ce qui explique l'opération de Djerba. Le duc de Medina-Coeli et les chevaliers de Malte occupent l'île sans difficulté (1559) mais au départ, l'escadre chrétienne est surprise par Dragut qui coule 30 navires et fait 5 000 prisonniers (15 mars 1560). La garnison chrétienne de Djerba après une brillante résistance est exterminée; les crânes des défenseurs constituent une pyramide, la tour des crânes (*borj er Rous*) qui subsistera jusqu'en 1846.

Dragut meurt en 1565 au siège de Malte. La bonne entente des chefs corsaires permet à celui d'Alger, Euldj Ali, de repousser aisément les contingents hafçides et de chasser Hamida de Tunis (1569) où il installe le caïd Ramdan.

C'est l'époque du grand sursaut catholique suscité par la révolte de Grenade (1569-1570). Pie V réussit à liguer Venise et l'Espagne. Lépante (9 octobre 1571) marque la victoire de la coalition. Malgré le retrait de Venise de cette coalition, Don Juan d'Autriche, frère de Philippe II, s'empare facilement de Tunis (1573) où il laisse une garnison.

La double défaite de Lépante et Tunis entraîne en réaction l'expédition de Sinan Pacha contre la Goulette et Tunis (1574). Les difficultés financières (1575) amènent Philippe II à signer une trêve avec le sultan (1581). Ces divers conflits avaient entraîné la séparation de la Tunisie et de l'Algérie qui, dès lors, sauf de rares périodes et malgré l'unité profonde du Maghreb, vont connaître un destin séparé. C'est l'évolution de chacun des états du Maghreb que nous allons maintenant envisager.

(1) BRAUDEL, *La Méditerranée au temps de Philippe II.*

II. LA RÉGENCE D'ALGER DEPUIS LES FRÈRES BARBEROUSSE JUSQU'AU DÉBARQUEMENT DE SIDI FERRUCH

Yves Lacoste a bien montré (1) la forme originale d'état algérien créé par l'*odjaq* et l'évolution économique du pays durant cette période. Si, dans certains cas — notamment pour les Hoçaïnides de Tunis — les éléments turcs sont véritablement devenus tunisiens, il n'en fut pas de même à Alger où la terre moins riche et les paysans plus durs rejetèrent les garnisons turques vers les opérations maritimes.

On peut distinguer dans l'histoire de la Régence d'Alger trois périodes : celle des *beylerbeys*, qui est plus particulièrement turque, celle que l'on peut appeler *l'anarchie des agha* (1659-1671), enfin la *période des deys* qui va permettre à l'aristocratie maritime de donner le pouvoir à l'un des siens, vieux raïs et riche armateur exerçant comme dey la présidence du divan. Léo Barbes est peut-être un peu sévère dans son jugement lorsqu'il dit que ces trois périodes « n'ont de commun que l'obscurité, l'anarchie, les expédients sans vergogne, le meurtre politique, la loi du plus fort et du plus cruel » (2). La période des beylerbeys ne manquera pas à plusieurs reprises d'une certaine grandeur. Quant à la période des deys, son éclat dépendra de la personnalité des responsables.

I. La période des beylerbeys (1516-1588).

Le gouvernement des beylerbeys.

Il est difficile de définir une véritable politique turque dans cette région. Il serait plus exact de parler d'actions personnelles des beylerbeys plus ou moins cautionnés par la Porte mais dont les expéditions presque toujours ont un double objectif : contrôle des provinces et pillage pour nourrir la milice turque toujours avide de gains. Certains auteurs ont représenté l'histoire de l'Algérie turque comme une permanente rivalité entre le corps des janissaires, l'*odjaq* et la corporation des capitaines corsaires (*taïfa des raïs*). L'odjaq était composé de Turcs appartenant souvent aux plus basses classes de la société, qui venaient en Alger comme les Européens iront chercher fortune en Amérique ou comme les « petits blancs » iront plus tard en Afrique noire. Les corsaires appelaient ces janissaires turcs les *bœufs d'Anatolie.*

Cet *Odjaq*, caste militaire constamment renouvelée et composée de mercenaires turcs, a une autorité réelle à Alger et patronne une sorte de complexe étatique dont les classes dirigeantes lui doivent le pouvoir. On peut dire que l'Odjaq a créé à son profit la première forme, le premier embryon d'État algérien.

(1) *L'Algérie, passé et présent*, p. 142-150.
(2) *Op. cit*, p. 163.

Les corsaires, nous l'avons vu, sont rarement des Turcs, mais beaucoup plus souvent des renégats des côtes méditerranéennes (Calabre, Sicile, Corse, îles grecques), qui trouvent dans la course une vie plus agréable et plus fructueuse que sur les âpres terres du littoral méditerranéen.

La population d'Alger était assez internationale : d'après Haëdo (1), il y avait au temps des beylerbeys 12200 maisons pouvant contenir :

« 60 000 habitants, non compris 25 000 captifs chrétiens dont beaucoup vivaient en banlieue. Près de la moitié des habitations appartenaient aux renégats, qui, avec les 10 000 Levantins, représentaient la grosse majorité de la population. Sous le nom de Maures, Haëdo englobait environ 12 500 Algérois d'origine (*Baldis*) ; 6 000 Morisques réfugiés d'Andalousie ou de Grenade (*Moudejares, Andalous*) ou de Valence, d'Aragon et de Catalogne (*Tagarins*), 3 500 Kabyles et un nombre indéterminé d'Arabes (3 000 ?) ; soit, pour le moins, 25 000 habitants. Dans le ghetto devaient s'entasser près de 5 000 juifs. »

Les *Kouloughlis* (métis de Turcs et de femmes indigènes) participent aux affaires publiques. Par contre, les Kabyles ne sont guère que manœuvres ou journaliers. Les Mzabites ont le monopole des bains publics. La plupart des Juifs descendent de ceux venus des Baléares à la fin du XIIIe siècle (*Chekliines*), puis d'Espagne, un siècle plus tard (*Kiboussiines*). Ces kiboussiines de 1391 constituent une aristocratie intellectuelle. Fortement encadrés par leurs rabbins, ils sont les « vrais fondateurs du judaïsme algérien ».

Les 25000 captifs chrétiens viennent de toutes les régions de la Méditerranée. Leur existence va poser le problème de leur rachat et entraînera le *tableau poussé au noir du régime turc* qui sera fait par les Rédemptoristes. Ces prêtres ont en effet souvent tendance à exagérer les sévices dont les chrétiens sont victimes pour émouvoir le cœur des fidèles d'Europe et obtenir d'eux des secours plus importants. Tous ces captifs parlent une sorte de *lingua franca*, langue véhiculaire, composée d'un mélange d'arabe, d'espagnol, de turc, d'italien et de provençal.

Les beylerbeys, préoccupés de la Course, se soucient néanmoins de l'implantation de garnisons (*mounar*) à l'intérieur du territoire. Par ailleurs des colonnes (*mehalla*) pillent le pays. Ainsi les janissaires de l'Odjaq, les « bœufs d'Anatolie » ne sont pas trop jaloux des corsaires. Toutefois, les beylerbeys, n'ayant pas confiance dans les contingents turcs, vont souvent lever des contingents kabyles dans la tribu des *Zwawa* (Zouaves).

Les beylerbeys doivent infléchir leur politique en fonction de celle d'Istamboul. L'essentiel de leur action est d'une part dirigée contre les voisins marocains ou tunisiens, d'autre part contre l'en-

(1) Cité par JULIEN et LETOURNEAU, *Histoire de l'Afrique du Nord*, p. 264.

vahisseur espagnol. Leur autorité s'étend de façon théorique et épisodique sur Tunis et Tripoli.

Campagnes militaires des beylerbeys.

Elles se développeront d'une part contre les Marocains, de l'autre contre les Espagnols.

Lorsque Kheir ed din est rappelé à Constantinople et nommé grand amiral (1535), Haçan Agha, son khalife, lui succède (1536-1543) et repousse la tentative de Charles Quint contre Alger (1541) qui rassemble une armada de 516 voiles portant 12330 marins et 24000 soldats (23 octobre). Les pluies diluviennes sont les meilleures auxiliaires des forces algéroises (23 octobre-3 novembre) qui rapportent un énorme butin. Cette victoire entraîne des mouvements notamment à Tlemcen où Moulay Mohammed dénonce la suzeraineté espagnole et livre aux Turcs le Méchouar. Aussitôt le comte d'Alcaudète, gouverneur d'Oran, patronne la candidature d'un jeune frère du roi Abd Allah qu'il installe dans Tlemcen (6 février 1543), mais il doit rapidement battre en retraite.

Haçan Pacha (1544-1552), fils de Kheir ed din, remplace Haçan Agha et fait porter ses efforts dans l'ouest de la Régence où les Marocains de Mohammed el Mahdi vainqueur des Wattasides profitent de l'inaction turque pour occuper la capitale ziyanide (1551) puis enlever Mostaganem et remonter la vallée du Chélif. Haçan Pacha, qui a été nommé beylerbey lors du décès de son père (1546), réagit violemment. Une armée turque commandée par le renégat Haçan Corso et appuyée sur les tribus de l'ouest reprend Mostaganem, écrase l'armée chérifienne, la poursuit jusqu'à la Moulouya et rentre à Tlemcen où la confiscation opérée sur les biens des Tlemceniens permet au général vainqueur de remettre un don de joyeux avènement au nouveau beylerbey Salah Raïs qui remplace Haçan Pacha.

Salah Raïs, ancien commandant de la flotte ottomane, passe son temps à guerroyer. Les Beni Abbès, qui l'aident à obtenir des caïds de Touggourt et Ouargla le paiement d'un tribut, se révoltent. Salah Raïs ne peut les vaincre mais s'attache le concours de leurs adversaires de Kouko qui constitueront sa cavalerie lors de la campagne marocaine.

Après avoir mis en fuite le chérif à Taza (1553), il fait proclamer à Fès le wattaside Bou Haçoun, enlève le Peñon de Velez (1554) d'où le chef des corsaires Yahya Raïs mènera de multiples expéditions sur les côtes espagnoles(1558-1562). Bougie tombe en 1555. Mais Oran réussit à tenir non par la vertu des Espagnols mais par la mort de Salah Raïs et le rappel des galères algériennes pour la défense du Bosphore. Par ailleurs le beylerbey Tekelerli, nommé par la Porte doit, pour occuper son poste, vaincre les janissaires et tuer Haçan Corso. Mais le désordre va dès lors s'installer à Alger.

Haçan ibn Khaïr ed din est envoyé par le sultan (1557) pour

rétablir l'ordre notamment à Tlemcen où l'armée chérifienne assiège la petite garnison turque dans le *Méchouar*. Le beylerbey entre au Maroc mais doit revenir sur ses pas à l'annonce de l'attaque du comte d'Alcaudète sur Mostaganem. Les Espagnols sont écrasés (août 1558). Ils perdent 10 000 soldats dont le gouverneur. Dès lors les Espagnols resteront bloqués dans les places d'Oran et de Mers el Kébir (1).

Haçan Pacha victime d'une mutinerie de l'Odjaq (1561) est rétabli dans le poste de beylerbey (1562). Il échoue devant Oran secourue à temps par la flotte de Doria (3 avril-7 juin 1563). Il est rappelé par le sultan pour prendre part au siège de Malte (1565) puis commander la flotte ottomane avec le titre de capitan Pacha (début 1567). Le pacha Mohammed Ibn Salah Raïs qui le remplace s'emploie à réparer les ruines ; il autorise les janissaires à faire partie de la flotte. Il a rétabli l'autorité turque à Constantine lorsqu'il est chargé d'un autre pachalik et remplacé par le beylerbey Euldj Ali (mars 1568).

Le dernier beylerbey *Euldj Ali* (1568-1587) est probablement avec Kheir ed din la plus grande figure de la domination turque en Alger. D'origine calabraise, fait prisonnier tout enfant lors d'un raid de Barberousse, il rame longtemps sur les galères puis, pour se venger d'un Turc qui l'a brutalisé, il se convertit à l'islam et mène la course. En 1557, il est gouverneur de Tlemcen, en 1560 khalifa de Dragut en Méditerrannée. En 1565 il hérite de la fortune de Dragut, est nommé pacha de Tripoli puis beylerbey. Euldj Ali donne une nouvelle impulsion à la course. A la bataille de Lépante (1571), il se conduit en héros et réussit à prendre à l'abordage la galère capitane de Malte. Il est alors nommé grand amiral de la flotte turque en même temps qu'il est maintenu dans la charge de beylerbey d'Alger.

La fin des beylerbeys.

Euldj Ali avait confié le gouvernement de la Régence à des *Khalifa* : Arab Ahmad, puis le Caïd Ramdan (1574-1577) qui installe Abd el Malik à Fès et ramène 600 000 onces d'or et dix canons (mars 1576).

Un renégat vénitien, *Haçan Veneziano* (1577-1580), se signale par son autoritarisme. Ses exactions entraînent des révoltes si bien que le vieil eunuque Jafar rétablit l'ordre. C'est durant son autorité que Euldj Ali revient à Alger préparer la conquête du Maroc sur El Mançour, mais il est rappelé pour d'autres activités en Orient avant d'avoir pu mettre son projet à exécution.

Haçan Veneziano prend alors le pouvoir (1582-1588). Mais à la mort d'Euldj Ali (1587) il est nommé Capitan pachan. Le sultan érige alors en régences séparées, Tripoli, Tunis et Alger, désormais

(1) Ch. André Julien et Letourneau, p. 269.

administrées par des pacha renouvelables tous les trois ans. Avec cette réforme, les provinces africaines cessent de jouer le rôle de marches extérieures, de bastions de l'empire turc contre l'empire espagnol. Elles deviennent des provinces semblables aux autres. Leur éloignement de Constantinople va rendre leur contrôle singulièrement difficile.

2. La période des pacha triennaux (1588-1659).

Cette période est l'une des plus lamentables de l'histoire du Maghreb turc. En effet la réforme territoriale assimile ces nids de corsaires, dont l'arrière-pays est pratiquement autonome, aux paisibles provinces de Thrace ou d'Anatolie. Le pacha qui vient d'acquérir sa charge au prix de multiples cadeaux souhaite récupérer aussi vite que possible ses frais, consolider sa fortune, c'est-à-dire en fait ne mécontenter personne et donner le plus souvent raison aux plus remuants.

Le conseil des Janissaires et les Raïs demeurent les véritables maîtres d'Alger, le pacha ne conserve qu'un palais, une garde et la signature des actes officiels : « Nous Pacha et Divan de l'invincible milice d'Alger ».

La tournée annuelle de collecte des impôts se présente pour les janissaires comme une opération de razzia sur les terres de l'arrière-pays cependant que pour les Raïs la piraterie opérant sur les galions espagnols retour d'Amérique est infiniment plus rentable. Les pacha triennaux s'appuient sur la milice ou la Taïffe. Il est inutile d'énumérer ces personnages qui, de Dely Ahmed (1587) à Ibrahim (1654), se sont succédé dans le poste de pacha.

L'un d'eux, Kheder, s'y retrouve à trois reprises (1589, 1595 et, 1603) et n'hésite pas à empocher l'indemnité versée par le Sultan aux commerçants français victimes des Janissaires, à maltraiter M. de Vidas, consul de France et à détruire le bastion de France sur la côte Est. La mesure est comble, Henri IV obtient la tête de ce pacha.

Des expéditions chrétiennes ont lieu de temps en temps : Andréa Doria en septembre 1601 échoue devant Alger avec soixante dix navires et 10 000 hommes ; le 16 août 1607 Silvio Piccolomini à la tête d'un contingent de Toscans et de chevaliers de Saint-Etienne prend Bône. Trois ans plus tard (17 août 1610) les mêmes Toscans détruisent plusieurs galiotes turques devant Alger et Djidjelli.

Cependant, au début du XVII[e] siècle, la prospérité d'Alger éclate. La ville compte 150 000 âmes ; elle ne les retrouvera qu'au début du XX[e] siècle. Sur ce total les *Baldis*, vieux Algérois d'origine, sont environ 15 000, on évalue à 30 000 le nombre des renégats, à 25 000 le nombre des *Moriscos* ; par ailleurs, on compte 10 000 Levantins, 5 000 Turcs, 6 000 *Kouroughlis*, 5 à 6 000 Juifs, 3 000 Nègres, 5 à 6 000 Arabes. Enfin il faut ajouter les esclaves chrétiens dont le chiffre oscille entre 25 et 35 000. Beaucoup de captifs travaillent à l'extérieur de la ville et n'y reviennent que pour la nuit (1).

(1) MONLAÜ, p. 108-109.

Les incidents de 1619 et leurs suites.

En 1619, au moment où les ambassadeurs turcs, après avoir renouvelé les Capitulations à Tours, sont à Marseille et négocient les échanges de captifs, un raïs algérois, Regeb, viole l'armistice et prend une polacre marseillaise ; il massacre tout l'équipage sauf deux hommes qui portent la nouvelle à Marseille. A Alger le mécontentement contre les résidents européens atteint des proportions considérables et les Raïs se lancent à l'attaque des vaisseaux marchands trompés par l'annonce des traités de paix. En représailles, Français, Anglais et Hollandais vont croiser devant les ports algériens. Les pertes du commerce européen sont immenses puisque 936 bâtiments furent ramenés en huit ans dans la darse algéroise.

Le brillant rétablissement de Sanson Napollon et la relance de la course.

Le 17 septembre 1628, un gentilhomme de la chambre de Louis XIII, Sanson Napollon, orientaliste de valeur et personnalité d'un exceptionnel courage, arrive avec le titre d'*envoyé du Roi et délégué* du Duc de Guise pour les concessions. En quinze jours, grâce à ses relations et à quelques cadeaux et banquets, il parvient à obtenir un vote général de paix perpétuelle avec la France. Les prérogatives françaises sont alors rétablies jusqu'en 1633, époque à laquelle Sanson Napollon est assassiné par les Génois du comptoir de Tabarka. La course recommence alors partout.

En décembre 1637, le divan d'Alger décide la destruction des Bastions et de la Calle. Mais les tribus de l'est se soulèvent alors, cependant que l'année suivante une flotte barbaresque surprise dans l'Adriatique par l'amiral vénitien Capello subit de très lourdes pertes.

3. **La période des agha (1659-1671).**

Le dernier pacha Ibrahim ayant détourné à son profit une partie des sommes envoyées par Constantinople pour demander aux raïs de rejoindre la flotte turque, un *divan* proclame la déchéance du pachalik et le remplace par une sorte de république militaire dont l'agha des Janissaires est le chef. Ainsi la révolution menée pour défendre les droits des raïs se terminait au profit de la milice en des conditions qui ne pouvaient mener qu'au chaos. En effet, l'agha changé tous les deux mois n'avait aucune continuité dans l'action. Aussi les quatre agha de ces douze années furent-ils assassinés.

Durant cette période des agha on peut noter la fameuse peste de 1663 qui fit mourir 10 000 esclaves chrétiens. Par ailleurs, l'année suivante eut lieu l'expédition du duc de Beaufort sur Djidjelli qu'Alexandre Dumas immortalisa dans son « Vicomte de Bragelonne » (23 juillet-31 octobre 1664). On peut citer encore le bombardement d'Alger par le même duc de Beaufort (27 mai 1665), celui de

Cherchell (24 août), les bombardements anglais d'Alger (septembre 1668 et mars 1671).

4. La période des deys (1671-1830).

L'assassinat de l'agha Ali (septembre 1671) permet à la Taïffa des Raïs de faire une nouvelle révolution cette fois à son profit. L'autorité est exercée par les deys élus à vie par les raïs et non plus par les janissaires. La marine depuis longtemps se considère comme indépendante et n'intervient que moyennant de substantiels avantages aux côtés de la marine turque quand la Turquie est en guerre. Le dey élu d'abord par la Taïffa le sera ensuite par la milice (1689). Cependant un pacha est encore envoyé par la Porte. Le dixième dey, Ali Chaouch, obtient du Sultan le titre de pacha (1711).

Caractères généraux et évolution du Deylik.

Le *deylik* comprend sous la présidence du Dey un conseil de cinq membres : le *kaznadji* (trésorier), l'*oukil el hardj* (responsable de la marine, des arsenaux et de la chiourme), l'agha (chef de la milice), le *beyt el mal* — littéralement chambre des fortunes (direction de l'enregistrement et du recensement), enfin le *khodjet el khil* (receveur général des impôts).

Les dépenses sont exclusivement destinées à payer la solde des janissaires et à équiper les vaisseaux pour la Course. Aucun traitement n'est prévu pour les fonctionnaires qui sont payés de privilèges et non de deniers publics.

Il s'agit en somme de la mise en place « d'institutions semi-féodales, fondées sur les solidarités personnelles telles qu'elles mettent en mesure les agents du pouvoir aux différents échelons de prélever pour eux-mêmes, en même temps que pour l'état avec lequel ils se confondent — le *beylik* — une rente sur la production permanente du pays celle de la terre » (1).

L'*Odjaq* reste de fondation un corps extérieur au pays. Chaque génération voit s'agglomérer à l'Odjaq des renégats, cependant que les *Kouloughlis* n'ont même pas droit aux biens acquis par leur père et héritent exceptionnellement de sa charge. Seuls les janissaires peuvent être mis à la tête des beyliks et même des *Ouatan* (circonscription territoriale). Il s'agit par ailleurs d'une administration indirecte puisque les structures sociales indigènes restent en place. La tribu (*arch*) menée par le cheikh, la cité des petits propriétaires kabyles gérée par la *djema'a*. Pour étendre son autorité, cette administration doit concéder des avantages aux collectivités indigènes. Ainsi dans les Ouatan, les tribus *Deira* ou *Ahl el Makhzen* ont la charge de contrôler les tribus *Ra'iya* et lèvent chez elles les contributions. En temps de guerre ces même tribus apportent le concours de *Mokhaz*(*e*)*ni* aux

(1) PRENANT, *L'Algérie, passé et présent.*

fantassins de l'Odjaq. C'est le cas pour de grandes tribus et pour des confédérations religieuses ; comme les *Oulad sidi Cheikh* en Oranie ou les petites Zaouia.

L'administration des provinces est confiée à trois beys : Constantine, Titteri (Médéa) et Oran (Tlemcen ou Mascara). Les beys sont nommés par le dey auquel ils fournissent deux fois par an le *Dennouche*, somme forfaitaire représentant la part de l'impôt. Le *Qaïd ed Dar* (ou Maire du palais) et le *back kateb* (secrétaire général) partagent avec le bey la responsabilité des principales tâches administratives.

Si l'administration turque a une certaine uniformité, les circonstances locales amènent des formes de statut régional entraînant une complexité, une décentralisation qui alourdit finalement le montant des taxes, provoque et aiguise les tensions internes et accroît le déséquilibre dans la mesure où l'état exige le versement, sous forme d'impôt, d'une part toujours plus forte de la production.

Comme le souligne André Prenant (1), la décentralisation prive l'état « de la plus grande partie des fonds publics au profit, soit des communautés locales, soit des trois beyliks, soit de toute la gamme des « féodaux : *chioukh* (pl. de cheikh) de hameaux ou de villages kabyles (*kharouba* et *taddert*) ou de fractions nomades (*douars*) ; chioukh et *kebar* (grands) de tribus (*'arch*) ; *qaïd*, grands officiers et beys ».

Les charges du beylik concernent la police des villes, l'entretien des contingents militaires chargés de collecter l'impôt et de multiples obligations, si bien que le budget des beyliks d'Oran et de Constantine est sensiblement supérieur à celui du deylik dont les dépenses officielles concernent l'entretien de la flotte et des bâtiments publics. Ainsi le produit des impôts de Constantine lors de l'entrée des troupes françaises était-il de 940 130 piastres soit près d'un milliard de francs 1955, alors que les recettes des deys d'Alger (296 000 piastres) étaient trois fois inférieures.

Les impôts coraniques concernent essentiellement l'agriculture : *'achour* (dîme de solidarité sur la récolte), *zekkat* (contributions sur le cheptel), *gharama* (droit d'occupation des terres collectives) ou *kharadj* dû seulement par les tribus *Ra'ïya*. Dans les villes, les corporations conservent leurs privilèges contre certaines fournitures gratuites au beylik, les citadins payent une patente (*d'erreb*) et des droits d'octroi de 5 à 10 % sur la circulation des biens. Les exportations sont autorisées moyennant des *licences* ; par ailleurs des prélèvements de 8 à 11 % sont opérés sur les produits de la course qui devient vers 1780 une entreprise nationale, les croisières privées étant interdites. Les monopoles de plus en plus nombreux sont affermés et de ce fait pèsent très lourdement sur les échanges.

Comme le souligne Prenant (2), les méthodes employées pour alimenter les finances publiques n'ont « pas peu contribué à appau-

(1) *op. cit.*, p. 151.
(2) *op. cit.*, p. 155.

vrir l'économie du pays, à accentuer la structure féodale de la société, à affaiblir la position internationale de la Régence. L'aristocratie militaire profite des richesses qu'elle accumule aux dépens des producteurs mal défendus pour affermer et étendre le mode de propriété féodal.

La politique française vis-à-vis d'Alger.

Si l'alliance franco-turque du XVIe siècle a une considérable importance et développe ses effets en Méditerranée occidentale, les excès de la course algérienne, le problème des captifs et surtout l'influence des courants religieux à la cour de Louis XIV entraînent une série d'interventions aussi mal préparées que médiocrement conduites. Toutefois ces interventions se situent en quelque sorte sur un plan de guerre privée, de vendetta commerciale. Elles permettent de maintenir l'alliance turque et cependant « dédouanent » la France très catholique vis-à-vis des autres puissances chrétiennes.

Le problème des captifs chrétiens reçoit un commencement de solution grâce à l'activité de *Monsieur Vincent* (le futur Saint Vincent de Paul). Il semble à peu près démontré que sa captivité à Tunis de 1605 à 1607 est un mensonge de jeunesse. Toujours est-il que, précepteur en 1613 des enfants d'Emmanuel de Gondi, général des galères royales, il fonde en 1625 la Congrégation des Prêtres de la mission plus connus depuis leur installation (1632) à Saint-Lazare sous le nom de *Lazaristes*, qui vont aller en Afrique s'occuper des captifs. Monsieur Vincent garde l'immense mérite d'avoir fait entrer l'idée religieuse dans la politique française. Au temps de Mazarin, la politique barbaresque de la France est une forme de la cabale des dévots (1). Les Jésuites mènent cette politique et, malgré les réticences de Monsieur Vincent, la duchesse d'Aiguillon achète les consulats d'Alger (1646) et de Tunis (1648), qui sont confiés aux Lazaristes. Ceux-ci jouent un triple rôle : titulaires du vicariat apostolique, ils sont les *organisateurs de l'église d'Afrique*, ce qui implique le contrôle des Capucins italiens et des Trinitaires espagnols, les *intermédiaires agréés* pour le rachat des esclaves et enfin *consuls*. On comprend leur puissance et leur influence sur la politique française.

Le premier missionnaire, M. Barreau, qui arrive à Alger en 1646, parvient à faire libérer plusieurs dizaines d'esclaves, mais il se fait emprisonner lors des succès chrétiens et aussi au cours de tractations où il se porte caution pour des aigrefins.

C'est pour des motifs sordides et le plus grand profit des marchands que Colbert enlève les consulats aux Lazaristes qui s'opposaient à la contrebande d'armes. Dégagée de l'emprise catholique, la politique de Louis XIV, à partir de la paix de Nimègue (1678), est marquée par l'incompétence et le mépris. Elle entraîne une déclaration de guerre du dey à la France (18 octobre 1681). Duquesne, avec la flotte de

(1) JULIEN et LETOURNEAU, p. 287

Toulon, bombarde Cherchell (25 août 1682), puis Alger (26 août-12 septembre). Un autre bombardement effectué en juin 1683 provoque en représailles le meurtre du P. Le Vacher et d'une vingtaine de résidents français attachés à la bouche des canons.

En avril 1684, le dey Mezzomorto et l'amiral de Tourville signent une paix « pour cent ans », mais quelques mois plus tard le nouveau consul M. Piolle et 400 résidents français sont batonnés. Le maréchal d'Estrées revient alors bombarder Alger (1er au 16 juillet), ce qui entraîne le supplice du Consul et des pères lazaristes Montmasson et Francillon. Le traité de Tourville est renouvelé mais la course reprend bientôt après, jusqu'au traité signé également pour cent ans en 1689 par Guillaume Marcel, commissaire des armées navales.

La Régence d'Alger au XVIIIe siècle.

C'est une période de décadence. Il n'y a plus de grands corsaires. Le commerce français prospère, surtout sous la forme de « compagnie d'Afrique », compagnie royale sous le contrôle du gouvernement qui exporte du blé par les établissements de la Calle, Bône et Collo.

Les deys se succèdent avec plus ou moins de relief : Hadj Mustapha, vainqueur des troupes tunisiennes et marocaines, traite avec l'amiral anglais Bing (1703), mais se fait étrangler par les janissaires. Les Espagnols sont chassés d'Oran (janvier 1708) et de Mers el Kebir (3 avril) par Mohammed Bagdach qui sera assassiné le 22 mars 1710.

En 1771, le dixième dey d'Alger obtient du sultan de Constantinople le titre de *pacha* et une quasi-indépendance, mais cela ne suffit pas. En effet, les profits de la course ayant considérablement diminué, ce sont les tribus de l'intérieur qui paient un impôt en céréales et en cuirs.

Sous Kour Abdi (1724-1732), les Espagnols reprennent Oran et Mers el Kebir (1er juillet 1732). Baba Ali (1755-1756) fait emprisonner une année durant le consul de France, M. Lemaire. Sous le règne de Mohammed ben Otman (1766-1791), l'expédition espagnole du Lieutenant général O'Reilly échoue totalement (juillet 1774). Après deux bombardements d'Alger (9 août 1783 et juillet 1784) un traité est finalement signé avec l'Espagne (14 juin 1786). Sous le règne de Haçan Dey, les troupes espagnoles évacuent définitivement Oran (décembre 1791) et Mers el Kebir (mars 1792), cependant que les beys de Constantine et Titteri se rebellent.

Durant cette période le consul de France, nommé Vallière, prend à Alger une considérable importance et s'entremet pour le ravitaillement des armées de la République Française en grains, viande salée, cuirs ; ceci entraînera indirectement l'expédition d'Alger.

Au début du XIXe siècle, un sentiment commun existe, fait d'hostilité contre le régime féodal turc. Ce régime est accusé de composer avec les puissances chrétiennes, de favoriser les maisons étrangères et les hommes d'affaires juifs aux dépens des musulmans, de frapper les croyants d'impôts non coraniques, d'établir contrairement au

Coran des inégalités entre Musulmans. La résistance intérieure prend diverses formes : extension du nomadisme, formation de grands fiefs quasi indépendants, notamment dans le Constantinois. Les Kabyles, jamais complètement soumis, continuent à se gouverner entre eux. En 1824 une révolte éclate en petite Kabylie.

Les mouvements les plus importants s'organisent autour des chefs religieux. Comme dans le reste du Maghreb, les confréries se sont beaucoup développées à partir du XV^{e} siècle et leurs chefs sont souvent tentés de joindre le temporel au spirituel.

L'agitation se développe particulièrement en Oranie où les confréries savent trouver un appui dans le tout proche Maroc. Ainsi les *Derqaoua*, rattachés à la *tariqa* Chadiliya du Maroc, s'emparent de Mascara en 1814.

Si la nation tunisienne s'est véritablement constituée au XVII^{e} siècle et surtout au XVIII^{e}, les linéaments étatiques de la Régence d'Alger sont beaucoup moins nets, même si la permanence relative des frontières au XVIII^{e} siècle et les relations internationales lui donnent les apparences de l'État. Par ailleurs, le caractère musulman de l'occupant turc maintient le plus grand nombre de confréries dans une attitude de discipline.

En 1830, la structure administrative était vermoulue. Certes, le débarquement français précipita son effondrement mais en même temps la perspective de la guerre sainte (*Jihad*) contre l'occupant chrétien polarisera les mouvements de résistance diffus sans pour autant créer un véritable nationalisme algérien qui n'apparaîtra véritablement qu'au XX^{e} siècle.

III. DE LA RÉGENCE DE TUNIS AU PROTECTORAT FRANÇAIS (1574-1881)

En reprenant Tunis (1574), les Turcs mettent fin au royaume hafçide qui existait depuis 1236 et, depuis plusieurs décennies, se survivait difficilement.

I. Du Pachalik au Beylik.

La Régence de Tunis est un pachalik dont l'organisation est analogue à celle d'Alger avec une milice turque aux ordres d'un agha, une taïffa de *raïs* et des contingents *makhzen* chargés de collecter l'impôt.

L'odjaq comprenait en 1590 quarante compagnies de cent hommes commandées par des officiers, que l'on appelait *dey* (= oncle maternel). Ce sont ces deys qui font la révolution militaire de 1590, laquelle aboutit au massacre des *Bouloukbachi* (= capitaines) constituant le divan. Les 40 deys élisent l'un d'eux pour exercer le commandement de la milice. Ce dey deviendra bientôt le chef du gouvernement.

Othman Dey (1590-1610) réduit le rôle du divan à celui d'une

chambre d'enregistrement ; il s'appuie sur le chef de la marine (*Qabtân*) et sur le bey commandant des troupes makhzen et soumet les tribus rebelles. Il laisse un pays d'autant plus prospère qu'il a pu accueillir en 1609 près de 80 000 *Moriscos* expulsés d'Espagne. L'aristocratie commerçante et industrielle fut installée en des quartiers spéciaux cependant que les paysans, qui avaient si bien mis en œuvre les *Huerta* d'Andalousie, transformèrent complètement les terres riveraines de la Medjerda. Son gendre Youçof (1610-1637) protège la course. Il lutte contre les insurrections arabes et les incursions des Algériens. Hamouda bey (1637-1663) est déjà plus puissant que le pacha.

Au XVII^e^ siècle, l'autorité des beys s'accroît du fait de leur autorité sur les tribus et leur contrôle des ressources fiscales. Le bey Mourad (1612-1631) obtient le titre de pacha et le droit de transmettre sa charge à son fils Hamouda (1631-1659) qui accroît son prestige en rattachant Djerba au pachalik de Tunis. Mourad bey (1659-1675) s'installe au palais du Bardo. Les vingt ans de guerres civiles qui suivent sa mort aboutissent au massacre de tous ses descendants par Ibrahim, l'agha des spahis, qui devient bey (1702), puis dey avant de recevoir du sultan le titre de pacha.

2. La Tunisie Hoçaïnide jusqu'en 1835.

Ibrahim vaincu et pris par les troupes d'Alger et Tripoli (1705), Hoçaïn ibn Ali, agha des spahis, rallie les fuyards, s'enferme dans Tunis et se proclame bey. En 1710, Hoçaïn fait assurer par une assemblée générale la succession de sa charge à ses descendants. Le règne d'Hoçaïn correspond à une remarquable prospérité économique accompagnant une sécurité intérieure renforcée. Des traités sont conclus avec la France (1710 et 1728), l'Angleterre (1716), l'Espagne (1720), la Hollande (1728) et l'Autriche (1725).

En 1729, des désordres éclatent. Le neveu d'Hoçaïn, Ali Pacha, évincé du pouvoir, reçoit l'appui des Algériens pour attaquer les fils d'Hoçaïn. Le fils d'Ali parvient à prendre Kairouan (1740). Ali Pacha (1740-1756) manifeste une ombrageuse indépendance, rompant avec la France (1741) qu'il soupçonne d'encourager les révoltes. Son règne est marqué par la création de nombreuses écoles. Les Algériens profitent de la révolte de son fils pour envahir la Tunisie, décapiter le bey et proclamer à sa place Mohammed, un fils d'Hoçaïn.

Mohammed (1756-1759) rétablit la paix dans la Régence. Son frère Ali Bey (1759-1782) reconnaît aux Français le monopole de la pêche du corail sur les côtes, ainsi que le droit d'ouvrir un comptoir à Bizerte. Hamouda Bey (1782-1814), son fils, résiste à l'emprise européenne. Il rompt avec Venise qui bombarde Sousse (1784) et détruit la Goulette (1785). Le règne d'Hamouda Bey correspond à l'épanouissement du commerce français qui se développe surtout grâce aux *caravaneurs* provençaux dont le cabotage se développe.

Mahmoud Bey (1814-1824), fils de Mohammed bey, est contraint par les puissances européennes de supprimer l'esclavage (1819), il

signe la paix avec Alger (1821), mais plus du bout des lèvres que du fond du cœur. La destruction par la flotte française de la flotte tunisienne à Navarin n'entraîne qu'un bref sentiment d'hostilité. Aussi lors de la tension franco-algérienne de 1827-1830 le bey Hussein (1824-1835) reste neutre et même, en raison des bonnes relations entretenues avec le consul Mathieu de Lesseps, il signe le 8 août 1830 un traité avec la France, cependant qu'il fait transmettre aux autorités françaises des renseignements sur la situation intérieure de l'Algérie.

3. La période des réformes et de la diplomatie triangulaire.

La conquête de l'Algérie et surtout la prise de Constantine modifient sensiblement les conditions locales de la Tunisie qui vivait jusqu'alors en symbiose avec l'Algérie orientale. La frontière réduisant les échanges et l'intervention toujours plus importante des puissances européennes en Méditerranée changent complètement les structures économiques de la Tunisie. Pendant quarante-cinq ans la Tunisie est le siège d'un jeu diplomatique où la Turquie souhaite réinstaller son autorité à Tunis, cependant que la France protège le Bey contre les tentatives de la Porte que l'Angleterre le préserve contre une protection française trop étroite. Ces bonnes dispositions sont maintenues sous le Bey Ahmed (1837-1855). Très impressionné par les réformes de Méhémet Ali, il fait réorganiser son armée à l'européenne par une mission militaire française. Un effort de modernisation est entrepris. Sur le plan social, le Bey supprime l'esclavage et met fin au statut diminué dont souffrent les israélites tunisiens. La Tunisie évolue rapidement.

La période des réformes s'ouvre avec Mohammed Bey (1855-1859), souverain traditionnaliste qui, sous la pression du Congrès des Puissances réuni à Paris après la guerre de Crimée, octroie le 10 septembre 1857 à ses sujets un *pacte fondamental* inspiré des chartes ottomanes de 1839 et 1856. Ce pacte fondamental, mal accueilli en Tunisie, est l'occasion pour les Français d'obtenir de nouveaux avantages.

Sous Mohammed Sadok (1859-1882) les réformes sont poursuivies (Conseil municipal de Tunis, loi sur le recrutement, décrets sur l'organisation des ministères), aboutissant à la Constitution de 1861 qui organise en Tunisie une monarchie tempérée par un Conseil suprême législatif de 60 membres nommés par le Bey. C'est une expérience sans précédent. Mais cette assemblée s'avérant peu docile aux impératifs européens est mise en sommeil d'autant que la situation financière s'aggrave. En 1863 un emprunt de 37 millions est lancé par la maison Erlanger. Tenaillé par les échéances, le Bey double l'impôt personnel (*Mejba*), ce qui entraîne la *révolution de 1864* animée par Ali Ben Ghedahem, notable des Majeurs, qui installe des gouvernements provisoires dans les villes révoltées du Sahel. Cette révolte a un caractère national par le fait que les chefs

expriment leur hostilité à l'intervention étrangère par des appels au Sultan. La révolte échoue en raison des dissensions entre tribus (1).

Aux ruines de la révolte et de la répression viennent s'ajouter les calamités : sécheresse, famine, choléra. Après avoir contracté un second emprunt (1866), le Bey est acculé à la faillite et contraint d'accepter une *Commission financière internationale* (5 juillet 1869) chargée de percevoir les revenus de la Régence et de payer ses dettes. C'est la mise en tutelle. Mais les mœurs administratives ne peuvent être réformées, si bien que le recouvrement des impôts ne se fait guère mieux qu'auparavant.

4. **De l'intervention européenne au protectorat.**

Le contrôle anglo-franco-italien présume l'avenir de l'influence française. Le *Firman* rapporté par Khaireddine en 1871 de Constantinople réaffirme la suzeraineté turque en Tunisie, mais comme ni la France, ni l'Italie n'en reconnaisse la validité et que la Turquie a d'autres préoccupations par ailleurs, cette mesure reste lettre morte. La disgrâce de Mustapha Khaznadar et l'arrivée au pouvoir de Khaireddine permettent le rétablissement de la situation intérieure de la Tunisie : il organise l'administration des biens *Habous*, réorganise la justice, le statut du métayage, l'organisation des études à la grande mosquée, la création du collège moderne Sadiki où seront formées les élites nationalistes, mais Khaireddine tombe en 1877. Il est remplacé par Mustapha Ben Ismaïl beaucoup moins hostile aux Français.

En 1878, lors de la Conférence de Berlin, lord Salisbury pour avoir Chypre garantit à la France les mains libres en Tunisie. Dès lors le duel devient franco-italien, c'est une suite de querelles entre le Consul français Roustan et le Consul italien Maccio aussi bien pour l'affaire des terrains de l'Enfida que pour le monopole des télégraphes ou le chemin de fer Tunis-La Goulette. Aussi, prétextant au début de 1881 une incursion de Kroumirs en territoire algérien, Jules Ferry, le 4 avril, obtient du parlement les crédits nécessaires pour envoyer contre les Kroumirs une expédition devant mettre à l'abri « d'une façon sérieuse et durable la sécurité de l'avenir de l'Algérie ».

Trois semaines après le début des opérations, les troupes françaises arrivent aux portes de Tunis et imposent au Bey la signature du traité du Bardo.

Quelques semaines plus tard, alors que les troupes françaises, pour des raisons... électorales, ont regagné la métropole, une insurrection populaire se déclenche nécessitant une campagne plus importante. La fin du soulèvement coïncide avec l'ère du protectorat.

(1) Mme B. Slama, *La révolte de 1864 en Tunisie*, Diplôme d'Études Supérieures, dactylographié, cité par André Raymond, *La Tunisie*, p. 26.

IV. TRIPOLI

Du début du XVIe siècle à la guerre italo-turque (1912), Tripoli va connaître quarante ans de domination chrétienne, puis après la conquête de Dragut (1551), une autorité turque plus nominale que réelle marquée au XVIIe siècle par les Sakizli originaires de Chio. De 1715 à 1835 ce sera le siècle des Karamanli indépendants de la Porte avant que l'autorité turque ne s'exerce à nouveau. Nid de corsaires au débouché du commerce saharien, Tripoli reçoit de temps à autre aux XVIIe et XVIIIe siècles la visite des escadres européennes soucieuses du traitement des captifs. Au début du XIXe siècle, Tripoli devient la grande base d'exploration vers le Soudan nigérien et le Tchad, cependant que dans la deuxième moitié du XIXe siècle s'affirme l'autorité d'une nouvelle et xénophobe confrérie musulmane, la Senoussiya.

1. Les quarante ans de garnison chrétienne.

La domination des beys hafçides de Tunis en Libye ne fut marquée par aucun événement important. En 1510 la côte libyenne est prise par Pedro de Navarro dans la vaste croisade méditerranéenne orchestrée par le cardinal Ximenès de Cisneros. En 1530 cette conquête est donnée en même temps que Malte aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem pour les dédommager de la perte de Rhodes.

En dehors des frères de l'ordre, Tripoli se trouve défendue par des mercenaires. Bientôt Mourad Agha, venu de Constantinople et installé à Tadjoura, multiplie les incursions, si bien que, le 13 août 1551, après un siège de huit jours, Dragut, accompagné de Sinan Pacha et Mourad Bey, prend la ville. Les mercenaires sont massacrés mais le gouverneur Gaspard de Valier et les autres chevaliers sont autorisés à gagner Naples.

2. Dragut, la souveraineté turque et l'oligarchie des janissaires.

Dragut transforme Tripoli en base de corsaires et devient en deux ans une puissance méditerranéenne. Tué au siège de Malte (1565), il fut enterré dans la mosquée qu'il avait fait construire à Tripoli.

Tripoli demeure entre les mains d'une oligarchie de janissaires où se marque l'influence des *Kouloughlis* avec son *divan*, son administration aux ordres du *Dey* et son armée commandée par le *Bey*. La souveraineté turque, d'ailleurs lointaine, trouve que les interventions coûtent cher. Aussi, lorsque Tripoli se révolte en 1589 on offre le pachalik à qui pourra participer avec cinq galères à l'expédition ; Haçan Veneziano, ancien *khalifa* d'Eudj Ali chassé en 1580 d'Alger, emmène finalement 35 galères.

Des corsaires originaires de Chio gouvernent Tripoli au milieu du XVIIe siècle : Mehemmed Pacha Sakizli (1632-1649) remplacé par son gendre (1645-1669).

La piraterie et la présence de nombreux esclaves chrétiens entraînent bientôt une première démonstration de l'escadre de Reuilly d'Humières en 1671, puis le traité du 27 novembre 1681 imposé par Duquesne à Mustapha Reis. Les violations de ce traité provoquent le bombardement de Tripoli par l'amiral d'Estrées qui obtient la signature d'un nouveau traité prévoyant libération des esclaves européens et paiement d'une amende à la France. Après l'emprisonnement du consul de France à Tripoli, un nouveau bombardement (1692) entraîne un nouveau traité.

3. Les Karamanli (1715-1835).

En 1711, Ahmed Bey Karamanli à la tête des soldats arabes renverse le pacha de Tripoli et massacre la garnison. Quatre ans plus tard, il se sépare de la Turquie. Il encourage la Course et nous sommes assez bien renseignés sur cette période grâce au chroniqueur Ibn Galbun qui écrivit l'histoire de Tripoli (1731-32). Muhammad Pacha Karamanli (1745-1754) succède à son père et réprime une révolte d'Albanais (1752).

Un nouveau traité, signé entre la France et Tripoli le 4 juillet 1720, est renouvelé après bombardement le 2 août 1729 et comporte l'installation de consuls à Derna et Benghazi, ainsi que la livraison des colonnes de marbre de Leptis Magna qui vont orner le maître-autel de l'ancienne église de Saint-Germain des Prés. De nouveaux traités franco-tripolitains seront signés le 30 mai 1752 et le 12 décembre 1774.

Ali Pacha (1754-1793) connaît l'effroyable épidémie de peste et la famine de 1784-85. Il est chassé le 30 juillet 1793 par Ali Borghoul, un aventurier qui avait eu à Alger des fonctions officielles et qui, ayant armé plusieurs bateaux avec quelques centaines de mercenaires grecs, prend la ville. Ali Pacha réfugié à Tunis revient en février 1795 avec Hamouda Pacha, faisant rembarquer Ali Borghoul.

Ahmed II Pacha se voit remplacer en juin 1795 par son frère Yousouf qui va régner jusqu'en 1832. Yousouf Pacha ravitaille la base française de Malte durant l'expédition d'Égypte (1798). Toutefois la force de l'escadre anglaise contraint Yousouf à se prononcer contre la France (janvier 1799). Bien que l'amiral Ganteaume ait échoué dans sa tentative de débarquement à Derna le 23 mars 1801, un accord est signé le 19 juin 1801 par l'intermédiaire du Maltais Xavier Nandi qui prévoit le ravitaillement de l'armée d'Egypte par les pistes du désert.

Les positions françaises sont assez fortes en ce début de siècle qui voit Tripoli devenir pour la *Royal African Society* une base essentielle de l'exploration de l'Afrique noire. Par contre, de 1803 à 1815, Tripoli se trouve en conflit avec les Etats-Unis. Les décisions prises au Congrès de Vienne contre l'esclavage amènent lord Exmouth devant Tripoli.

Nous avons vu également (1) l'importance particulière du commerce transsaharien. Tripoli situé entre la mer et le désert, sans arrière-pays, ne peut être qu'un marché qui s'est particulièrement développé à la suite de l'effondrement du Soudan nigérien après la conquête marocaine du royaume Sonrhay. Nous avons montré l'importance des états haoussa pour l'artisanat et la nécessité des leur approvisionnement en soie brute de Tripoli, en soieries lyonnaises, perles ou verres de Venise. En échange, ces régions expédiaient des esclaves engraissés dans le Fezzan et vendus dans tout l'empire turc.

Yousouf Pacha doit faire face à la rébellion d'un neveu et abdiquer en faveur de son fils (août 1832), mais les incursions des nomades et de multiples pillages rendent la situation extrêmement précaire si bien que les Turcs débarquent le 27 mai 1835 et installent l'autorité de Constantinople qui s'exercera jusqu'à la conquête italienne de 1912.

4. La domination turque (1835-1912).

Les contingents turcs viennent aider à réprimer l'insurrection du Fezzan qui a rompu en 1831 avec Tripoli. Les deux chefs de l'insurrection sont écrasés : Rouma à Yffren (1840), Abd el Dehlich à El Baghla (1842).

Cependant le commerce transsaharien se développe et l'on voit en 1860 El Hadj Mohammed-Naçouf, commerçant de Tripoli, revenir avec une cargaison de plumes d'autruche dont c'était alors la mode en Europe. Les profits sont énormes (125 francs la livre de petites plumes noires), si bien qu'il fait école et que d'astucieux marchands de Zinder coulent du plomb dans le conduit intérieur des pennes... ce qui aboutit — la supercherie étant découverte — à la ruine de plusieurs marchands. Durant cette période le gouvernement et les marins turcs se consolent en ces régions d'Afrique de leurs déboires européens. Ainsi en 1857 une attaque navale de Tahir Pacha échoue devant Tunis. Huit ans plus tard les forces turques essaient de pénétrer en Tunisie par l'intérieur. Lors du Congrès de Berlin en 1878, la Turquie, mécontente des décisions prises, laisse fomenter une insurrection senoussiste dans le sud tunisien.

Le fondateur de la *Senoussiya* est né en 1792 au douar Torch près de Mostaganem. Après des études à Fès il part à La Mecque en passant par Le Caire d'où ses prédications contre les réformes européennes de Méhémet Ali le font expulser.

Son séjour à La Mecque (1835) lui fait découvrir une nouvelle voie (*tariqa*) qu'il prêche en Cyrénaïque, dans la *zaouia* du djebel Akhdar (1843) avant de s'installer à Djeraboub (1855) dans le désert libyque à 300 kilomètres au sud de Tobrouk. Après sa mort, son action est reprise par son fils aîné, Cheikh el Mahdi, qui mène-

(1) *Supra*, p. 236.

ra une action violemment hostile aux chrétiens dans l'ensemble du Sahara oriental.

Cependant des Italiens, en vertu des Capitulations de 1873, se sont établis en Libye où fonctionnent plusieurs écoles.

Des incidents ont lieu parfois, si bien que le gouverneur italien saisit ce prétexte pour protester le 25 septembre 1911 ; la guerre est déclarée le 3 octobre, Tripoli est bombardée le 5, deux mille marins y débarquent qui prennent la ville le 11. Un décret du 5 novembre 1911 proclame la souveraineté italienne sur la Libye. Le traité de Lausanne du 18 octobre 1912 reconnaît la souveraineté italienne sur la Cyrénaïque et la Tripolitaine.

V. LE MAROC

Le Maroc reste en dehors de la conquête turque et le XVIe siècle est marqué par la lutte du peuple marocain contre les Portugais et par la querelle du nord contre le sud, des Wattasides sur le déclin contre les Saadiens qui vont prendre le pouvoir.

I. **Les Saadiens.**

Les Saadiens venus d'Arabie au XIVe siècle, sans doute un peu avant leurs cousins les *Chorfa* alaouites, étaient considérés comme descendants du Prophète au moment de leur ascension. Ils bénéficient du sursaut d'indignation religieuse des populations du Sous, de l'Anti-atlas et du Draa devant les incursions portugaises, si bien que l'un d'eux, Mohammed ibn Abd er Rahman, est désigné comme chef de guerre en 1511. Ses fils transforment Taroudant en base fortifiée puis s'installent à Marrakech (1525). Bien qu'ils aient fait acte d'allégeance aux Wattasides de Fès, le sultan marche contre eux, se fait battre (1537) et traite. La prise d'Agadir (1541) et l'évacuation par les Portugais de Safi et d'Azemmour consolident leur réputation ; bientôt le chérif Mohammed el Mahdi parvient à prendre Fès et à en chasser la dynastie wattaside (1549). Malgré le soutien des Turcs qui reprennent Fès et remettent sur le trône Bou Hassoun le Wattaside. Ce dernier est tué si bien que les Saadiens sont maîtres du Maroc.

Les premiers Saadiens.

Hommes de guerre, hommes rudes, les Saadiens sont mal à l'aise dans le cadre raffiné de Fès, aussi Mohammed ech Cheikh transfère-t-il la capitale à Marrakech qui, après trois siècles d'éclipse, retrouve son rang. Pour entretenir sa cour et son armée il doit étendre aux montagnards l'impôt foncier (*kharaj*). Ces mesures provoquent des rébellions durement réprimées. Il n'hésite pas à rechercher l'alliance espagnole pour lutter contre les Turcs qui, finalement, réussissent

à le faire assassiner (1557). Comme le soulignent Julien et Le Tourneau (1), « ce chef, né du mouvement maraboutique et élevé au pouvoir pour mener la guerre sainte, n'avait pas hésité, lorsqu'il avait buté sur l'obstacle turc, à brider les marabouts et même à faire cause commune avec les Espagnols contre les Turcs ».

Son fils Moulay Abd Allah el-Ghalib bi-llah (1557-1574) lui succède et continue à rechercher contre les Turcs l'alliance des Espagnols auxquels il cède le port de Badis (Velez) en 1564. Parallèlement il attaque les Portugais mais échoue devant Mazagan (1562), cependant que le commerce anglais est encouragé. Sur le plan intérieur il lutte contre les groupements religieux qui supportent mal sa politique européenne. Il vient facilement à bout des Qadiriya et des Cheraga d'origine algérienne, mais doit composer avec des familles maraboutiques du Maroc central.

Mohammed el Motawakkil succède à son père alors que ses oncles obtiennent du sultan Mourad III de l'argent et des hommes pour conquérir le Maroc. En 1576 Abd el Malik débarque, pourchasse son neveu qui, après avoir tenu quelques mois dans le sud, se réfugie en Espagne d'où il gagne le Portugal.

On sait dans quelles conditions est organisée l'expédition du roi Sébastien et comment une armée de 20 000 hommes peu entraînés, dont seulement quelques centaines de Marocains restés fidèles à El Motawakkil, est anéantie le 4 août 1578 par cinquante mille Marocains disposant d'une forte cavalerie, animés par l'esprit de la guerre sainte et qui bénéficient de la crue de l'oued-el-Makhazin où se noient d'importants contingents chrétiens, el Motawakkil et don Sébastien. Abd el Malik très malade a réussi par un prodige d'énergie à lancer ses troupes à l'attaque, mais est mort avant la décision.

La bataille d'Alcaçar Quivir ou Ksar el Kebir connue des historiens arabes sous le nom de bataille de l'*oued el-Makhazin* est également appelée bataille des trois Rois. Elle pourrait aussi bien s'appeler la bataille des quatre rois, puisque, en dehors du souverain de Portugal, d'El Motawakkil et d'Abd el Malik, tous trois morts dans cette journée, il faut compter Aboul Abbas Ahmed, proclamé roi sur le champ de bataille.

Al Mançour le plus grand des Saadiens (1578-1603).

L'importance mondiale de la mort de Sébastien a déjà été soulignée mais, sur le plan marocain, les conséquences ne sont pas moins importantes. En effet, Aboul Abbas Ahmed, frère d'Abd el Malik, qui est proclamé sultan sur le champ de bataille, prend le nom d'*Al Mançour* (= le victorieux). Il bénéficie de l'immense prestige de la victoire qui lui apporte un énorme butin et les rançons de milliers de captifs chrétiens. Dès lors, le Maroc victorieux d'un Portugal au sommet de sa puissance, est considéré avec respect par les nations d'Europe dont

(1) *Op. cit.*, p. 209.

les ambassadeurs sont fastueusement reçus à Marrakech au palais du Badi. Anglais et Espagnols se disputent l'alliance d'Al Mançour, les commerçants de la cité de Londres échangent volontiers leur drap contre l'or, le sucre, le cuir et le salpêtre marocains. Il y a même un projet de *Barbary Company* qui avorte. Cependant, lors de la grande menace espagnole, la reine Elisabeth essaie de nouer une alliance avec Turcs et Marocains. Malgré l'hostilité marocaine à l'égard de l'Espagne, Al Mançour préfère traiter avec Philippe II qui, en échange de sa neutralité, accepte de céder Arzila (1589).

Pour subvenir aux somptueuses dépenses de ses constructions, le sultan crée des monopoles commerciaux, en particulier celui du sucre qu'il afferme à des juifs ou des chrétiens. Il augmente les impôts et lance la fameuse expédition contre le royaume Sonrhay de Gao (1) qui lui rapporte une grande quantité d'or et d'esclaves noirs, et lui permet d'ajouter à son nom celui d'*Al Dehbi* (= le Doré).

Sur le plan intérieur, Al Mançour doit combattre l'insurrection des Branès (1595-96) et plusieurs petits mouvements. On lui doit l'organisation administrative du Maroc, laquelle demeurera pratiquement inchangée jusqu'au protectorat français.

L'empire chérifien est une fédération de tribus administrées par un organisme central, le *Makhzen*, comportant ministres, officiers, gouverneurs, corporations de palais et tribus militaires (tribus *guich*), dispensées d'impôt et pourvues de terres. Il y a dès lors deux Maroc, le *bled el Makhzen* comprenant les terres de la communauté musulmane soumises à l'impôt foncier, occupées par les tribus arabes et le *bled es Siba* groupant les tribus montagnardes pour l'immense majorité berbères.

Les tristes événements qui marquent la fin du règne sont attribués au caractère sacrilège de l'expédition du Soudan lancée par un musulman contre d'autres musulmans. La peste, sept années durant (1596-1603), ravage le Maroc et la mort d'Al Mançour ouvre une ère de troubles qui va durer jusqu'en 1659.

La décadence saadienne et les nouvelles forces.

A la mort d'Al Mançour, trois de ses fils se disputent le pouvoir : Moulay Zidân proclamé à Fès, Abou Faris reconnu à Marrakech, et Mohammed ech Cheikh el-Mamoun que son père a fait emprisonner peu avant de disparaître. Un jeu guerrier tragique en triangle va successivement opposer les frères à deux contre un jusqu'à l'assassinat d'Abou Faris (1610) par Abd Allah fils El Mamoun. Ce dernier s'empare de Fès grâce à la complicité des Espagnols qui reçoivent Larache en contrepartie. Ainsi, comme au XV[e] siècle, le Maroc est divisé en deux royaumes : Fès et Marrakech dont l'autorité va s'amenuisant en raison de l'importance croissante des marabouts et de l'immigration massive des *Moriscos* expulsés d'Espagne.

(1) *Cf. supra*, p. 238.

Les marabouts détiennent la réalité du pouvoir. Ceux des régions méridionales s'appuient sur les Arabes tout puissants au sud de l'Atlas, ceux du nord moins anarchiques, donc plus dangereux, cherchent à noyauter les Berbères Sanhaja du Moyen Atlas et à refaire l'unité du Maroc à leur profit comme les Almohades l'avaient faite à partir des Maçmouda du Haut Atlas. La zaouia de Dila près de Khenifra sert de base pour lutter contre les Saadiens battus en 1640 et 1641. Les Dilaïtes occupent Fès. Ils entrent bientôt en conflit avec les *Chorfa* du Tafilelt.

Après la révolte des *Moriscos* (1568) ceux-ci ont été expulsés du royaume de Grenade, non d'Espagne, mais ils demeuraient en noyaux irréductibles, jugés inassimilables, d'où la décision prise entre 1609 et 1614 par Philippe II d'expulser à la fois les juifs et les musulmans. Si les juifs viennent en petit nombre au Maroc, les musulmans viennent s'installer notamment à Tétouan et Chechaouen, mais surtout à l'embouchure du Bou Regreb où ils constituent à Rabat et Salé de véritables républiques de corsaires. Ces Moriscos ont à l'égard du Maroc des sentiments contradictoires, d'une part il détestent les chrétiens d'Espagne qui les ont chassés, d'autre part ils s'intègrent mal dans un système socio-économique fondamentalement différent de ce qu'ils ont connu dans la péninsule ibérique. Ils introduisent une civilisation citadine et andalouse (*hadriya*) qui a laissé des traces jusqu'à nos jours dans le domaine des arts et de la musique. En 1627 devant l'anarchie marocaine, ils constituent à l'embouchure du Bou Regreb une république oligarchique.

2. Les Alaouites et l'œuvre des premiers sultans (1666-1822).

Après un demi-siècle d'anarchie, une famille de chorfa haçaniens (descendants de Haçan, lui-même fils d'*Ali*, gendre de Mahomet, d'où le nom d'*Alaouites*) va rétablir l'ordre. Fixé au Tafilelt au début du XIII^e^ siècle, cette famille vit depuis plusieurs générations dans l'estime générale et c'est seulement lors des menaces dilaïtes que les Filaliens mettent à leur tête Mohammed ech Chérif (1631) qui parvient difficilement à contenir les puissants rivaux. Son fils *Moulay Mohammed*, choisi comme chef en 1636, chasse la garnison dilaïte du Tafilelt (1638) puis rallie certaines tribus du haut Guir, prend Oujda, razzie Tlemcen et pousse jusqu'à Laghouat si bien que les Turcs traitent pour délimiter à la Tafna sa zone d'influence. Appelé en 1649 à Fès pour défendre la ville contre des Dilaïtes il ne peut s'y maintenir et retourne au Tafilelt.

Les premiers sultans.

En 1659 son frère *Moulay er Rachid* part chercher fortune dans la zone trouble du Maroc oriental, se constitue une troupe et finit dans la plaine des Angad (1664) par infliger à Moulay Mohammed une défaite où ce dernier trouve la mort.

Deux ans plus tard (6 juin 1666) il est proclamé sultan. De 1666 à 1670, Moulay Rachid s'empare de la presque totalité du Maroc. Il allait réprimer la révolte d'un neveu lorsqu'il meurt accidentellement à Marrakech (1672).

Moulay Ismaïl qui monte sur le trône est le contemporain de Louis XIV. Henri Terrasse le décrit comme un « métis saharien d'une prodigieuse vitalité ». Son harem, dit-on, ne comptait pas moins de 500 femmes et on lui attribuait 700 enfants. De mœurs simples et rudes il se voulait champion de l'islam et n'hésita pas à écrire à Louis XIV et Jacques II pour qu'ils se convertissent. Après la longue période de troubles que le Maroc a traversée, Moulay Ismaïl veut d'abord rétablir l'ordre. Aussi réorganise-t-il l'armée grâce à 40 000 esclaves noirs ou *abids* groupés en soixante seize *Qaçba* (forteresses) disséminées à travers le territoire. Leur fonction varie suivant qu'elles contrôlent les zones de dissidence, les voies de communications ou la sécurité dans les villes. Ce Saharien métis a compris l'intérêt d'avoir ces soldats noirs, neutres a priori par rapport aux querelles de clans berbères ou arabes.

Comme le recrutement à travers le Sahara demeurait aléatoire, le sultan organise près du Sebou, entre Meknès et Salé, à Mechra-er-Remel, une sorte de « dépôt de remonte » (1) où l'on « fabrique des négrillons » qui reçoivent une instruction militaire puis se voient à quinze ans mariés pour assurer la relève sur place des contingents d'abids fondus au combat.

Il reprend la guerre sainte, assiégeant les présides de Melilla, Ceuta, du Peñon de Velez et du Peñon d'Alhoucemas, ainsi que la lutte contre les Turcs en accord avec le bey de Tunis, mais il ne peut prendre l'avantage qu'à l'occasion des révoltes d'Alger.

Sur le plan extérieur d'importantes relations commerciales existent avec l'Angleterre qui importe du drap et des cauris de Guinée, la Hollande, l'Espagne. La position française prépondérante à la fin du XVII[e] siècle est compromise par l'orgueil, la brutalité et les maladresses de Louis XIV (2). Cupide et féroce, Moulay Ismaïl impose à ses sujets soumis par la terreur, une fiscalité écrasante pour financer la construction de Meknès dont l'enceinte fortifiée ne mesure pas moins de vingt-cinq kilomètres.

Mais l'absence de réformes constructives se fait sentir au lendemain de sa mort (1727).

L'arbitrage des abids et les trente années d'anarchie marocaine (1727-1757).

Dès la mort de Moulay Ismaïl, ses fils se disputent, les marabouts s'agitent, les Turcs deviennent agressifs. Les abids représentent la seule force organisée. Ils prennent à l'essai successivement les fils de leur ancien maître Moulay Admed ed Dehbi, Abd el Malik, Moulay

(1) JULIEN et LE TOURNEAU, *op. cit.*, p. 230.
(2) *Ibid*, p. 234.

Abd-Allah, Moulay el Arej... etc... Moulay abd Allah fut celui qui exerça le plus longtemps une autorité précaire.

Sidi Mohammed ibn Abdallah (*1757-1790*) qui a fait ses preuves à la tête de la région de Marrakech rétablit l'ordre. L'armée est reconstituée : le corps des *abids*, très éprouvé par les trente années d'insécurité, est remplacé en partie par des *haratin* des oasis et des tribus arabes de la plaine. Il sait agir sur les tribus berbères grâce notamment à l'écrivain Es-Zayyani rallié à la monarchie.

Il réussit à chasser les Portugais de Mazagan (1769) mais échoue devant Melilla. Il renoue des relations diplomatiques avec la France. C'est au négociant marseillais Salva, après la tentative d'un autre Marseillais, J. E. Rey, que revient le mérite d'avoir fait aboutir le traité signé en 1767 par le comte de Breugnon (1). La même année (28 mai), un traité avec l'Espagne est d'autre part conclu qui reconnaît que la souveraineté chérifienne ne s'étend pas au sud de l'Oued Noun. Le nouveau Sultan développe le commerce avec l'Europe et fonde la ville de Mogador tracée par l'avignonais Cournut qui draine le commerce transsaharien. Les produits du sud pouvaient en effet difficilement atteindre le littoral méditerranéen en raison de l'insécurité interne du pays. C'était l'amorce d'une relance économique à travers l'activité renouvelée des ports ; malheureusement le zèle tâtillon des *amin* des Douanes éloigne le commerce européen.

Sur le plan religieux Sidi Mohammed ibn Abdallah, séduit par la rigueur du Wahhabisme, répète volontiers : « je suis malékite de rite et wahhabite de dogme ».

A sa mort recommence l'anarchie. Moulay el Yazid (1790-92), qui s'est déjà signalé du vivant de son père par plusieurs tentatives de rébellion, se rend coupable d'exactions. Alors qu'il met le siège devant Ceuta, l'un de ses frères, Moulay Hicham, est proclamé sultan à Marrakech. Un autre, Moulay adb er-Rahman, est maître de Tafilelt. Le nouveau sultan, qui reprend Marrakech, est tué lors d'un retour offensif de Moulay Hicham (1792).

Moulay Sliman (*1792-1822*) est alors proclamé sultan de Fès mais doit successivement triompher de chacun de ses frères rebelles : Moulay Moslama au nord de Fès, puis les deux autres, Moulay Hicham et Moulay el Hosaïn qui se disputent le sud. Marrakech est occupé en 1796. Le sultan, ayant rétabli son autorité sur le makhzen, maintient l'ordre par d'incessantes tournées de police. Une violente insurrection va, à partir de 1811, ensanglanter le moyen Atlas soulevé par le berbère Abou-Bekr Amhaouch qui inflige dans le Tadla une terrible défaite au sultan.

Moulay Sliman entretient de bonnes relations avec les Turcs et les Européens. Il s'engage même en 1817 à supprimer la Course dans son royaume. Mais interdiction est faite aux Marocains de voyager

(1) MASSON, *Marseille et la Colonisation française*, p. 153-155.

à l'extérieur. Les voyageurs européens se déplacent de plus en plus difficilement ; quant aux agents diplomatiques ils sont installés à Tanger.

3. Le Maroc entre la modernisation et les convoitises européennes.

Moulay Abd er-Rahman (*1822-1859*) garde une prudente neutralité lors de l'invasion française de 1830 en Algérie, mais la fuite d'Abd el Kader au Maroc, un incident de frontière en mai 1844, l'ultimatum de Guizot aboutissent au conflit marqué par la bataille de l'Isly et le bombardement de Mogador et Tanger. Les protestations anglaises mettent bientôt fin à la guerre. La convention de Lalla Maghnia délimite la frontière algéro-marocaine jusqu'au Sahara « puisque la terre ne s'y laboure pas ». Ce tracé arbitraire sera la source de multiples contestations.

C'est durant cette période que le Makhzen s'organise avec ministres de la guerre, des finances, de la justice, des affaires étrangères (ou « ministre de la mer ») et surtout le *Grand Vizir* (ministre de l'intérieur). Les finances sont alimentées par des impôts variés : dîme coranique sur les troupeaux, les récoltes, le capital, droits de douane. Comme le souligne Vincent Monteil (1) : « La distinction classique entre les régions du Maroc qui payaient l'impôt et celles qui le refusaient ne tient pas compte du fait que les montagnards « dissidents » reconnaissaient l'autorité religieuse du sultan et qu'en cas de danger extérieur ils fournissaient deniers et soldats à leur souverain ».

Sidi Mohammed (*1859-1873*) voit les influences étrangères se développer sur le Maroc. Ainsi la diplomatie anglaise qui a signé (1856) avec le sultan un traité d'amitié, de commerce et de navigation contraint les Espagnols à signer un traité de paix et à évacuer Tétouan qu'ils viennent de conquérir. En 1862, la Belgique signe un traité de commerce et, en 1863, la France obtient un règlement relatif à la protection des nationaux ; cette protection qui s'étend à certains Marocains soustraits à leurs juridictions nationales sera la source de nombreux conflits.

Moulay Hassan (*1873-1894*) est énergique, courageux, infatigable : « la tente impériale est toujours dressée » ; le souverain parcourt le Maroc pour réprimer les abus, mais les intrigues et la concussion restent les éléments de la vie politique. Malgré l'appui de missions européennes il ne peut créer une grande armée marocaine indispensable à l'établissement de son autorité sur l'ensemble du Maroc. A sa mort le bled Makhzen ne s'étend que sur un tiers du pays et sur la moitié environ de la population.

Sur le plan extérieur Moulay Hassan qui règne lors de la compéti-

(1) *Le Maroc*, p. 54.

tion coloniale essaie d'utiliser les rivalités européennes (1). La Conférence de Madrid (1880) réunie pour régler la question de protection étend aux nations participantes (Allemagne, Angleterre, Espagne, Italie) les avantages de la France qui mène la difficile « politique du chien de jardinier » et évite à grand-peine au sultan le traité de commerce anglais de 1892 et un conflit avec l'Espagne l'année suivante.

Il reste très jaloux de la souveraineté marocaine au point de refuser aux étrangers la possibilité d'acquérir des propriétés au Maroc, ce qui est pourtant prévu par les accords de Madrid. Par contre, il favorise les relations commerciales : l'Angleterre domine le marché du thé et des cotonnades, la France fournissant le sucre et achetant la moitié de la laine exportée. L'Allemagne, à partir de 1886, arrive au troisième rang.

Moulay Hassan a laissé un extraordinaire souvenir : celui d'une grandeur qui, selon la formule d'Henri Terrasse, « s'attache à ceux qui défendent jusqu'au bout les causes perdues ».

A sa mort Moulay Adb el Aziz est encore un enfant de treize ans, aussi le grand Vizir Ba Ahmed, un noir, assure-t-il la Régence en poursuivant la même politique. Les échanges commerciaux continuent de s'accroître (85 millions de francs or en 1900). Ba Ahmed se fait construire à Marrakech un somptueux palais, *la Bâhiya.* A sa mort, en 1900, Abd el Aziz fait confisquer ses biens. Le nouveau sultan dépense facilement et épuise le trésor. Aussi doit-il emprunter aux banques européennes à des taux excessifs. Il essaie d'instituer un impôt unique, le *tertib.* Mais des révoltes ont lieu avec l'homme à l'ânesse (*Bou Hamara*) et Raysouli. Ces difficultés vont ouvrir « la question marocaine » et la France négocie avec l'Italie en 1900, avec l'Angleterre (l'Égypte contre le Maroc) en 1904.

La Conférence d'Algésiras (1906) établit l'égalité économique des puissances au Maroc tout en reconnaissant à la France et à l'Espagne des droits particuliers. Une banque d'état du Maroc est créée qui accorde aux étrangers le droit d'acquérir des terres sans l'autorisation du *Makhzen.* La « compagnie marocaine » créée par Schneider en 1902 entreprend les travaux du port de Casablanca. Le massacre d'ouvriers européens y travaillant (juillet 1907) et les pillages provoquent l'occupation par les troupes françaises du port et d'Oujda à la frontière algérienne.

Les protestations allemandes assorties des difficultés nées à l'occasion de l'affaire des déserteurs de la légion étrangère aboutit à un compromis, sorte de condominium économique franco-allemand. Mais l'insurrection fait rage et Moulay Hafid, monté en 1909 sur le trône, assiégé dans Fès par les tribus révoltées (avril 1911), fait appel aux troupes françaises. Un mois plus tard le général Moinier occupe la ville. En même temps l'Espagne fait occuper Larache et El Ksar Kébir.

On sait comment la visite de la canonnière *Panther* à Agadir remet

(1) Cf. pour l'action de Léopold II au Maroc l'étude de A. DUCHESNE, *Léopold II et le Maroc (1885-1906)*, A R S O M, Bruxelles 1965.

en question le problème marocain finalement réglé par la cession à l'Allemagne du *Neu Kamerun* (275 000 km² de Congo français). Le 30 mars 1912 est signé le traité de protectorat qui met fin à l'indépendance du Maroc. Moulay Hafid, au lendemain du traité de protectorat, déclare : « Je représente un peuple qui n'a jamais été une colonie, qui n'a jamais été un peuple soumis, un peuple asservi, je représente un empire qui depuis des siècles et des générations est un empire autonome ».

Il n'est pas facile de tirer des conclusions d'ensemble de ces trois ou quatre siècles d'imprégnation turque, de mouvements particularistes, d'islamisation, d'arabisation progressive et d'affirmation nationale.

Au XVIe siècle, les niveaux de culture, les niveaux techniques, l'armement entre les forces de l'Europe et celles de Constantinople sont à peu près équivalents. A partir du siège de Malte (1565) et de la bataille de Lépante (1570), le fossé ne cesse de se creuser entre l'occident chrétien et l'orient turc et seules les dissensions entre nations d'Europe et l'alliance française permettront à la Turquie de subsister.

Sur le *plan religieux*, dès le XVIIIe siècle, avant l'arrivée massive des chrétiens dans l'Afrique méditerranéenne, la création de nouvelles confréries prouve la vitalité et le besoin de particularisme de l'islam africain. La *Ramaniya* fondée à la fin du XVIIe siècle en Kabylie par Sidi Mohammed ben Adberrahman (1) était affiliée en orient aux Khalouatia (de *khaloua* : retraite). Ses *Zaouia* les plus célèbres sont à El Hamel et Tolga.

Les *Aïssaoua* fondés par Sidi Mohammed Ben Aïssa (mort en 1523) de Meknès, se rattachent au *Chadzilisme* par le prédicateur Jazouli décédé en 1470 et enterré à Marrakech. Les *Ammaria*, dont l'origine est située au XVIIIe siècle près de Guelma, sont une forme déguisée des manifestations du culte des Aïssaoua.

La *Tidjaniya* est fondée en 1781 par Sidi Ahmed Tidjani originaire d'Aïn Mahdi (entre Laghouat et le djebel Amour) dans le sud algérois. Cette confrérie s'étend vers la Mauritanie par Fès où meurt Ahmed Tidjani (1815) et vers les Touareg du Sahara central. La prédication d'El Hadj Omar (1837-1864) allait répandre, comme nous l'avons vu, la Tidjaniya dans l'ensemble du Soudan.

Nous venons de voir, d'autre part, l'importance en Tripolitaine de la *Senoussiya* qui semble avoir voulu réaliser la synthèse des confréries dans un sens puritain et théocratique.

Le culte des saints est très répandu en Afrique du Nord. Il correspond, d'après Émile Dermenghem, à « une stylisation naturelle de l'universel sentiment religieux dont les religions « évoluées » ne pourraient se couper sans risque. »

Quelle que soit l'importance des facteurs économiques, politiques

(1) EMILE DERMENGHEM, *L'Algérie religieuse*, p. 255.

et militaires dans l'affaire du Maghreb, le facteur islamique joue un rôle immense. Devant la pénétration européenne, il catalyse et soutient les mouvements nationalistes et la résistance à l'envahisseur qui prendra, en de nombreux points du continent africain, la couleur, l'intensité et le fanatisme de la guerre sainte.

QUATRIÈME PARTIE

LES RAPPORTS DE L'EUROPE ET DE L'AFRIQUE AU XIX^{e} SIÈCLE

Après avoir traité l'Afrique noire et l'Afrique septentrionale jusqu'à la conquête politique européenne et montré ce que furent les relations de l'Afrique et de l'Europe durant les XVI^{e}, XVII^{e} et XVIII^{e} siècles, nous abordons maintenant la quatrième et dernière partie, qui correspond à l'*ouverture de l'Afrique*, à la tentative missionnaire chrétienne, à la connaissance géographique, à un commerce qui n'est plus la traite des esclaves, enfin à la progressive implantation politique des Européens qui va déboucher sur l'Afrique entièrement colonisée à la fin du siècle.

Il n'est pas facile de faire la distinction entre les diverses activités européennes. Les croisières anglaises et françaises chargées de lutter contre la traite clandestine ont aidé à l'implantation politique et de nombreux missionnaires sont en même temps des explorateurs. Missionnaires et explorateurs ont par ailleurs souvent aidé à l'implantation politique des nations européennes.

Cinq chapitres présenteront l'ensemble d'un problème complexe aux multiples aspects. D'abord *l'évolution de la traite au XIX^{e} siècle* sera envisagée, puis *les missions chrétiennes depuis les origines jusqu'au début du XX^{e} siècle*, *les explorations depuis le XVIII^{e} siècle jusqu'au scramble*, *l'implantation politique européenne jusqu'en 1880*, date de départ du scramble, enfin *le partage de l'Afrique* ou les vingt ans qui ont défini les frontières de l'Afrique d'aujourd'hui, seizième et dernier chapitre.

CHAPITRE XII

ÉVOLUTION DE LA TRAITE AU XIX[e] SIÈCLE

Nous avons vu qu'au XVIII[e] siècle la traite était devenue l'activité quasi-exclusive des Européens sur la majeure partie de la côte atlantique de l'Afrique noire. Le XIX[e] siècle verra enfin la disparition de ce honteux trafic, mais la reconversion à un commerce légitime ne s'est pas faite sans peine, et d'autre part la traite arabe de la côte orientale a augmenté dans des proportions catastrophiques à partir du milieu du siècle au moment même où la lutte entreprise contre la traite atlantique commençait à faire sentir ses effets. Cette coïncidence a d'ailleurs permis à la vertueuse Europe d'oublier très vite ses propres responsabilités dans la dégradation des sociétés africaines touchées par la traite, et de placer la conquête de l'Afrique sous le signe de la lutte antiesclavagiste.

La profonde hypocrisie qui a présidé au dépeçage du continent africain à la fin du XIX[e] siècle n'a pas été perçue par les lecteurs des nombreux ouvrages justifiant la campagne antiesclavagiste grâce à des considérations de haute moralité. On a tendance à oublier les très longs délais qui ont parfois séparé un généreux mouvement d'idées de ses applications pratiques. En outre ces dernières sont loin d'avoir entraîné des résultats immédiats : en 1847, quarante ans après l'acte du Parlement britannique déclarant la traite illégale, l'effectif des esclaves transportés à partir de la côte ouest-africaine était trois fois plus important qu'en 1842. Nous sommes d'ailleurs très mal renseignés sur la façon dont les choses se sont passées en Afrique ; en raison justement du caractère illicite de la traite au XIX[e] siècle, les chiffres dont nous disposons sont des évaluations et non des chiffres officiels comme au siècle précédent.

Nous envisagerons d'abord le mouvement d'idées ayant conduit à l'abolition de l'esclavage, puis les mesures officielles prises par les gouvernements européens, enfin les résultats obtenus sur la côte atlantique et sur la côte orientale.

I. LE MOUVEMENT D'IDÉES

Nous avons vu (1) que, dès 1671, les Quakers s'étaient opposés à l'esclavage à la Barbade et en Pennsylvanie. Cette protestation n'eut

(1) *Supra*, p. 363.

aucun retentissement et il faut attendre le milieu du XVIIIe siècle pour que les intellectuels européens commencent à s'émouvoir. Montesquieu ouvre le feu en 1748. Les évêques anglicans Hayter en 1755 et Warburton en 1760 proclament que « l'infâme trafic des esclaves enfreint simultanément la loi divine et la loi humaine » (1). Mais c'est incontestablement l'Anglais Granville Sharpe (1735-1813) qui doit être considéré comme le pionnier de l'émancipation des esclaves. En 1769 il écrit un mémoire sur *The injustice and dangerous tendancy of tolerating Slavery in England.* Le 22 juin 1772 l'arrêt du juge Mansfield déclarant libre l'esclave James Somerset s'en inspire directement. Cet arrêt fera jurisprudence. Désormais il n'y aura plus d'esclaves sur le sol anglais. La mesure sera étendue à l'Écosse en 1788.

En 1774 John Wesley publie ses « *Pensées sur l'esclavage* ». Après la guerre d'indépendance américaine le protestant français Bénezet, directeur de l'école quaker de Philadelphie, écrit un pamphlet sur ce même sujet en 1771. En France naît le type littéraire du « bon sauvage » avec le *Voyage aux îles d'Amérique* du P. Labat qui sera prolongé par *Paul et Virginie* de Bernardin de Saint-Pierre (1787). L'abbé Raynal est contraint à l'exil en 1781 à la suite de la saisie de son *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce européen dans les deux Indes.* L'ouvrage de Moreau de Saint-Méry, *Description de la partie française de Saint-Domingue* (2) est une remarquable base d'information sur la situation des esclaves aux Caraïbes.

La *Société des Amis des Noirs*, fondée, suivant les auteurs, par Lafayette en 1786 ou par Brissot en 1788, rassemble tous les hommes politiques que préoccupe le problème de l'émancipation des Noirs : Necker, Petion, Lavoisier, Le Pelletier de Saint-Fargeau, Sieyès, Mirabeau, « tonnant contre ces bières mouvantes qu'étaient les navires négriers » (3) et surtout l'abbé Grégoire. Si les beaux discours prononcés dans ce cénacle d'intellectuels n'ont aucune influence sur le grand public (4), la qualité des orateurs déterminera cependant les très importantes décisions prises par la Législative et la Convention. Le 24 mars 1792 l'égalité des droits civils et politiques est étendue à tous les Noirs *libres*, sans distinction d'origine. En juillet 1793 la Convention abolit la prime attribuée en 1784 à la traite des Noirs. Enfin le 4 février 1794 Danton fait décréter par acclamation l'abolition de l'esclavage.

La constitution de l'an III consacre cette mesure et l'article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme affirme une nouvelle fois l'abolition de l'esclavage : « Tout homme peut engager son temps et ses services, mais il ne peut se vendre ni être vendu ; sa personne n'est

(1) SIR REGINALD COUPLAND. *The british antislavery movement*, Londres, 1933, 2e éd., 1964. Introduction de J. D. FAGE.
(2) Il faut louer Mlle Maurel et M. E. Taillemite d'avoir réédité ce monument pour la Société française d'Histoire d'Outre-Mer, 3 vol. 1565 p.
(3) CHARLES DE LA RONCIÈRE, *Nègres et négriers*, p. 148.
(4) Sur plus de 1 200 cahiers de doléances présentés aux États Généraux, moins de cinquante évoquent la traite et aucun n'en demande l'abolition.

pas une propriété inaliénable. » Dans la partie française de Saint-Domingue (1) le noir Toussaint Louverture (2) utilise les généreuses déclarations des Assemblées révolutionnaires pour fonder la première république noire du monde et la deuxième en date des républiques américaines. Nommé général de brigade en 1794, général de division en 1795, il tient en échec les Anglais et chasse les Espagnols en 1801.

Le destin de Toussaint Louverture vaincu par l'expédition du général Leclerc en 1802 et interné au fort de Joux illustre tragiquement le « retour aux lois et règlements en vigueur avant 1789 » proclamé par la loi du 20 mai 1802. Il faudra attendre le 29 mars 1815 pour qu'un décret proclame la suppression de la traite et interdise dans les colonies françaises la vente des esclaves qui en proviennent. Ce décret sera confirmé par Louis XVIII en 1815. En 1818 une loi établit les sanctions pénales contre ceux qui continuent à pratiquer la traite et une croisière française est instituée sur la côte d'Afrique dix ans après l'établissement de la croisière britannique.

Les avatars de la politique d'émancipation poursuivie par la France nous ont fait abandonner Granville Sharp en 1772 après l'arrêt du juge Mansfield. Cependant l'action de ce pionnier ne s'est pas arrêtée là. Elle ne pouvait pas s'arrêter, car les esclaves libérés sur le sol anglais posaient un problème social de plus en plus difficile. A ceux qui demeuraient sans ressources sur la pavé de Londres vinrent s'ajouter, après la déclaration d'indépendance américaine (1783), les esclaves émancipés en récompense de leur participation à la guerre du côté britannique. Les appels à la charité privée ne suffisaient pas et Sharp en vint à considérer l'idée d'un rapatriement de ces « pauvres nègres » en Afrique comme la seule solution réaliste. Il fut puissamment aidé par un groupe d'amis abolitionnistes parmi lesquels il faut retenir les noms de Henry Thornton (1760-1815), Charles Grant (1746-1823), Zachary Macaulay (1768-1838), et surtout William Wilberforce (1759-1833) dont le nom est resté lié à la loi sur l'abolition de la traite. Pas plus que les diatribes enflammées prononcées à Paris à la Société des Amis des Noirs, les discours des « Saints » (tel était le surnom donné au groupe d'abolitionnistes qui siégeaient au Parlement) ne pouvaient à cette époque émouvoir le grand public et surtout les *West Indians*, propriétaires, banquiers ou marchands de sucre qui exerçaient sur les décisions gouvernementales une pression indéniable.

Commencé sensiblement en même temps en Angleterre et en France, défendu des deux côtés du channel par des personnalités de premier plan, le mouvement d'idées qui devait aboutir à l'abolition de l'esclavage n'allait pas évoluer de la même façon. On mesure ici peut-être mieux qu'ailleurs le fossé séparant le pragmatisme britannique des généralisations verbales et souvent utopiques des Français. Le programme des abolitionnistes anglais visait en réalité beaucoup plus loin que celui des Français. Il comprenait trois moyens d'action indis-

(1) En 1697 le traité de Ryswick avait concédé à la France le tiers occidental de la grande île de Saint-Domingue ou Hispaniola.
(2) Roger Dorsinville, *Toussaint Louverture*, Paris, 1965, 260 p.

solublement liés : l'évangélisation, le commerce, la colonisation. Le commerce « légitime » était mis *sur le même plan* que l'évangélisation et ce fait doit être souligné car il est de nature à échapper à un esprit latin et il a influencé toute l'action britannique en Afrique non seulement au XIXe siècle mais durant la période coloniale.

Nous avons dit précédemment la destinée du premier établissement d'esclaves libérés débarqués le 9 mai 1787 dans la baie de Freetown. En 1791 une charte gouvernementale est accordée à la *Sierra Leone Company*. En 1807 la Sierra Leone est proclamée Colonie de la Couronne. Elle va servir de base à l'action britannique en faveur de la suppression de la traite. En effet la loi interdisant la traite à tout sujet britannique à partir du 1er janvier 1808 a été votée le 25 mars 1807 et la croisière britannique antiesclavagiste établie en 1808.

Ce n'est pas sans peine que Wilberforce a enfin gagné la cause qu'il soutenait inlassablement devant les Communes depuis 1788. Les abolitionnistes qui avaient d'abord rencontré beaucoup de sympathisants s'étaient vu accuser d'antipatriotisme à la suite de la révolte de Saint-Domingue qui avait fait craindre les conséquences d'une extension des « horribles doctrines jacobines » aux Antilles britanniques. Finalement leur victoire doit être attribuée surtout, comme l'a montré Eric Williams (1), à la nouvelle conjoncture économique et politique du début du XIXe siècle qui affaiblissait considérablement la classe, si puissante au XVIIIe siècle, des *West Indians* en faveur des *East Indians* et des industriels de la métropole.

II. LES MESURES OFFICIELLES PRISES PAR LES GOUVERNEMENTS DES PAYS IMPLIQUÉS DANS LA TRAITE

Quoi qu'il en soit des raisons exactes qui ont fait voter le bill de 1807, il reste que le Gouvernement britannique a pris cette année-là en charge l'œuvre matérielle réalisée par les abolitionnistes anglais sur la terre africaine. Alors que Napoléon avait biffé d'un trait de plume les généreuses déclarations des Assemblées révolutionnaires françaises, l'Angleterre adoptait en 1807 la ligne de conduite des abolitionnistes, exprimée dans les trois mots désormais indissolublement liés : *évangélisation*, *commerce*, *colonisation*.

Avant le fameux bill de 1807, le Danemark avait déclaré la traite illégale en 1804 ; les États-Unis suivirent en 1808, la Suède en 1813, les Pays-Bas en 1814, la France — nous l'avons dit — en 1818. Seule parmi tous ces pays la Grande-Bretagne disposait de la puissance navale suffisante pour faire appliquer la loi. Aussi conclut-elle en 1817 avec l'Espagne et le Portugal un traité de droit de prise réciproque. Avec la France la querelle du droit de visite (2) déchaîne les passions

(1) ERIC WILLIAMS, *Capitalism and Slavery*, 1944.
(2) GASTON MARTIN, *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises*, p. 268-279.

avant de faire l'objet de la Convention franco-britannique du 22 mars 1833. Entre 1808 et 1869 une escadre de la *British Navy* séjournera en permanence à Freetown dont les cours de justice émanciperont au total 74 000 esclaves libérés jusqu'en 1877. Nous avons vu le rôle capital joué par eux dans l'expansion coloniale britannique au cours du XIXe siècle.

A juste titre, Wilberforce n'avait pas estimé son œuvre terminée en 1807. L'abolition de la traite n'était qu'un pas vers son but final, l'abolition de l'esclavage. Les West-Indians y restaient évidemment farouchement opposés, mais chacun sentait que le temps de la splendeur des « îles à sucre » britanniques était passé devant la concurrence du sucre cubain ou brésilien ou du sucre de betterave européen. Aussi la Société contre l'esclavage fondée en 1823 va-t-elle connaître un plus grand succès que le fameux Comité des Douze fondé en 1785. Dès la première année, la Chambre des Communes adopte une résolution pour l'amélioration de la condition des esclaves. Le 28 août 1833 le bill d'émancipation est voté sous la condition d'une période d'apprentissage de la liberté durant jusqu'au 1er août 1838 pour les esclaves urbains et jusqu'au 1er août 1840 pour les ruraux. Les planteurs propriétaires seront indemnisés jusqu'à vingt millions de Livres. En 1838 l'émancipation de tous les esclaves des colonies britanniques est un fait accompli.

Le gouvernement français de son côté prend une série de mesures libérales. Dès le début du règne de Charles X, la France renonce officiellement à ses droits sur Saint-Domingue, d'où l'effacement du parti des anciens propriétaires et le mouvement de plus en plus violent pour l'abolition de l'esclavage. En juillet 1832 la taxe d'affranchissement est supprimée, en 1833 le recensement obligatoire est institué. Ces ordonnances ne concernent en Afrique que les habitants de Saint-Louis du Sénégal. En 1834 se forme à Paris une Société pour l'abolition de l'esclavage présidée par le duc de Broglie et comprenant parmi ses membres Lamartine, de Rémusat, Odilon Barrot. L'abolition de l'esclavage est enfin proclamée le 27 avril 1848 sous l'impulsion de Victor Schoelcher, sous-secrétaire d'état aux Colonies. Notons que l'octroi des droits de citoyen français accordé de ce fait à 12 000 esclaves résidant dans la colonie française du Sénégal n'entraîna aucun trouble.

III. ÉVOLUTION DE LA TRAITE SUR LA CÔTE ATLANTIQUE DE L'AFRIQUE

A lire les pages précédentes on pourrait se figurer que les mesures officielles prises contre la traite à partir de 1807 ont entraîné sa disparition rapide. Il n'en est hélas rien. Bien au contraire, la traite augmente considérablement jusqu'à atteindre en 1847 un maximum de 84 356 esclaves exportés à partir des côtes du golfe de Guinée en une seule année. Augmentation attribuée par la plupart des auteurs au

Sugar Act de 1846 qui, réduisant les droits de douane sur le sucre en augmente la consommation en Grande-Bretagne et entraîne par contrecoup une demande accrue de main-d'œuvre à Cuba. Car, si la demande a pratiquement disparu après 1840 en ce qui concerne les Antilles françaises et britanniques, elle s'est accrue dans les États du sud des États-Unis, à Cuba et au Brésil, où l'on procède à de nouvelles plantations de canne à sucre et de coton. En 1812 on a compté 50 000 arrivées d'esclaves au Brésil. Entre 1791 et 1840 on estime qu'un million d'esclaves ont débarqué à Cuba. Tous d'ailleurs ne proviennent pas de la côte atlantique.

A partir des années 1860 on observera une nette diminution, après que les États-Unis auront aboli l'esclavage sur leur territoire (1863) et que la Grande-Bretagne se sera établie à Lagos, l'un des deux grands ports négriers de la côte de Guinée. Le second, le port de Ouidah, continuera à trafiquer avec le Brésil et plus particulièrement Bahia (1), mais il s'agit d'une traite illicite, alors que la traite *légale* subsistera jusqu'en 1878 entre l'Angola et le Brésil. De 1878 à 1888 une traite clandestine subsistera à partir des côtes des actuels Gabon, Congo et Angola. L'esclavage ne sera aboli au Brésil qu'en 1888 et à Cuba en 1892. C'est en 1901 qu'un ultime convoi d'esclaves vers l'Amérique sera arraisonné.

La traite atlantique aura donc mis près d'un siècle à disparaître totalement, tout au moins au sud de l'équateur où sa longue persistance explique en partie le décalage d'évolution avec les pays du golfe de Guinée plus tôt débarrassés de ce fléau.

IV. ÉVOLUTION DE LA TRAITE SUR LA CÔTE ORIENTALE

Il faut distinguer la traite européenne sévissant au sud du Cap Delgado sur la côte du Mozambique et la traite arabe de Zanzibar et Kilwa.

La première (2) était, nous l'avons vu, minime jusque vers 1780. Entre 1780 et 1800 elle portait sur 10 000 esclaves par an environ dont la moitié transportée sur des navires portugais. Entre 1800 et 1850 elle augmente sensiblement puisque l'effectif annuel est estimé entre 15 et 25 000 ; les esclaves sont transportés sur des bateaux espagnols, brésiliens, américains qui les amènent en Amérique ou bien français qui alimentent essentiellement les Mascareignes. Après l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises (1848) les Français recrutent ce qu'on appellera pudiquement des « travailleurs libres avec contrat d'émigration de cinq ans » pour la Réunion et les Comores. Napoléon III abolira ce système d'esclavage déguisé en 1859. Mais un trafic de contrebande subsistera jusqu'en 1884. Cependant la très grande majorité des esclaves achetés à Ibo, Delgado ou Quelimane sont envoyés à Cuba et à Zanzibar.

(1) *Supra*, p. 305.
(2) J. Duffy, *Portuguese Africa*, p. 145-148.

La traite de Zanzibar est en effet infiniment plus importante que la traite du Mozambique. Elle augmente dans des proportions catastrophiques vers 1860, année où l'on estime que 50 à 70 000 esclaves atteignent la côte chaque année, à Bagamoyo. A Kilwa 18 500 esclaves sont comptés à la douane en 1862, 22 000 en 1866, mais il s'agit d'un décompte officiel et la contrebande est beaucoup plus importante. On estime par exemple que 37 000 esclaves ont passé en contrebande dans les années 1867-68-69 où 2 645 esclaves ont été libérés par les croiseurs britanniques (1). Notons qu'une partie de ces esclaves libérés est envoyée comme travailleurs libres à l'île Maurice et aux Seychelles, procédé de recrutement de main-d'œuvre qui s'apparente de très près au système employé pour la Réunion, et qui sera abandonné pour les mêmes raisons.

Nous avons vu précédemment les régions d'origine de la traite arabe de Zanzibar et de Kilwa et les estimations des pertes humaines portées par les grands explorateurs. Celle de Cameron d'un demi-million de vies humaines par an sera reprise par le cardinal Lavigerie et H. Waller. Elle servira de paravent aux préoccupations sordides de Léopold II et des participants de la Conférence internationale de géographie de Bruxelles (1876), de la conférence de Berlin (1884-85) et de la conférence antiesclavagiste de Bruxelles (1889-90).

(1) Sir Reginald Coupland, *The Exploitation of East Africa*, 1856-90, Londres, 1939, p. 164.

CHAPITRE XIII

LES MISSIONS CHRÉTIENNES DU XVIe AU XIXe SIÈCLE

Les missions chrétiennes ont pour l'Afrique noire une importance considérable. Elles vont jouer un rôle immense dans la connaissance scientifique du continent (1) du fait même de la présence des missionnaires, qui vont aux XVIIIe et XIXe siècles être les seuls hommes cultivés et désintéressés dans ces régions. Par ailleurs ces missionnaires, dont l'objectif est la conversion des païens, doivent étudier les langues vernaculaires, les coutumes et les croyances africaines. Devant la solidité et le profond enracinement des religions païennes ils commencent leur œuvre par les enfants plus perméables à l'évangile et passeront tout naturellement du catéchuménat à l'école dont l'analphabétisme général rend la création nécessaire. Confrontés avec la misère physiologique, avec les grandes endémies, ils soignent. Le rôle social des missionnaires, immense en Afrique, ne l'est pas moins en Europe où ils feront connaître une certaine image de l'Afrique et de l'action chrétienne qui contribuera à la bonne conscience de leurs auditeurs et lecteurs.

Nous verrons au chapitre de la décolonisation le rôle capital joué par les missions chrétiennes dans la prise de conscience nationale des élites africaines grâce à un livre de référence commun, la Bible, et à la transcription de langues nationales jusqu'alors strictement orales.

Nous avons vu (2) dans quelles conditions les premiers missionnaires avaient travaillé au royaume de San Salvador et en Angola au XVIe siècle ; aux XVIIe et XVIIIe siècles il en est de même. Le mouvement missionnaire catholique est une opération conçue à l'échelle du monde où l'Afrique jusqu'à la fin du XVIIIe siècle occupe une place modeste en raison du climat meurtrier et des immenses possibilités de l'Amérique et de l'Asie. Du côté protestant les missions sont davantage le fruit d'initiatives individuelles, d'abord celle des *Frères Moraves* (1732) sous l'influence du comte de Zinzendorf, puis de 1792 à 1824 douze missions (dont six anglaises, une américaine, une hollandaise, une suisse et une française, deux allemandes) qui seront suivies de beaucoup d'autres.

(1) Cf. notamment P. FOURNIER, *Voyages et découvertes scientifiques des missionnaires naturalistes français à travers le monde (XVe à XXe siècles)*, Paris, Paul Le Chevalier, 1932, *Afrique*, p. 154-181 ; *Madagascar*, p. 182-188.
(2) *Supra*, p. 36-67.

Même dans un corps hiérarchisé comme celui de l'église catholique, les missions seront beaucoup plus le fruit d'initiatives individuelles appuyées par Rome que l'effet d'ordres émanant du Vatican. Elles subissent le contrecoup des événements qui affectent la papauté, notamment les conflits entre certains ordres religieux et les états. Le caractère privé des entreprises protestantes leur donne une indépendance certaine aussi bien vis-à-vis des nations européennes et de leurs ambitions coloniales que vis-à-vis des souverains africains. Au moment du *scramble* les missionnaires serviront souvent d'interprètes lors des palabres et des traités à la demande des interlocuteurs africains dont ils ont la confiance.

Nous envisagerons successivement la mission catholique en Afrique noire, puis la mission protestante.

I. LA MISSION CATHOLIQUE (ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE MISSIONNAIRE EUROPÉENNE)

1. **Le Patronat portugais (1492-1622).**

La Bulle *Inter cetera* ou *Bulle de démarcation* qui fixe au 6[e] degré de longitude ouest la limite des souverainetés espagnoles et portugaises est la troisième d'une série, les deux premières rappelant les droits et obligations des souverains catholiques et leur reconnaissant les pouvoirs indispensables pour entreprendre l'évangélisation. Ces prérogatives sont confirmées par la bulle *Universali Ecclesiae* (1508) qui sanctionne l'institution du Patronat hispano-portugais (le *padroado* portugais). Le domaine portugais incluant l'Asie et depuis le traité de Tordesillas le Brésil, l'Afrique, après le brillant essor catholique du royaume de San Salvador dans la première moitié du XVI[e] siècle, connaît des succès moins brillants en Angola, au Mozambique (1) et en Ethiopie où les Jésuites qui se succèdent de 1554 à 1634 ne parviennent pas à s'implanter. La limite des diocèses de Santiago (Cap Vert) et de São Thomé est fixée le 4 novembre 1534 par une bulle du pape Paul III sur la rivière Sassandra. Le siège des diocèses demeure dans les îles périphériques pour des raisons qui tiennent aux facilités de communications, mais aussi sans doute aux conditions sanitaires.

Nous avons déjà dit les inconvénients de ce patronat, surtout en ce qui concerne le petit Portugal qui ne disposait pas d'un potentiel humain suffisant pour évangéliser l'immense territoire qui lui était échu. Ce partage, qui excluait fâcheusement d'autres nations comme la France, incitait les pouvoirs civils à s'immiscer dans les affaires qui relevaient de la hiérarchie régulière et de la papauté (2).

(1) *Supra*, p. 72-85.
(2) GEORGES GORRÉE ET GERMAIN CHAUVEL, *L'Église et sa mission*, p. 82-83.

2. **La Propagande.**

A partir de 1580, durant la période où le Portugal est annexé par l'Espagne, les papes Grégoire XIII et Clément VIII constituent des commissions de cardinaux pour s'occuper des missions, l'une devenant en 1592 *la congrégation des affaires de la foi et de la religion catholique.* L'idée tout naturellement est agitée que la papauté reprenne directement en charge l'évangélisation de par le monde. Les Portugais, qui ont obtenu du pape Clément VIII le 12 décembre 1600 un décret d'excommunication contre tout missionnaire embarquant pour l'Afrique dans un port qui ne serait pas Lisbonne, voient cette mesure rapportée par le pape Paul V le 2 juin 1608.

En 1613, un carme déchaussé espagnol, Thomas de Jésus, consacre dans un traité publié en latin (Des moyens d'apporter le salut à toutes les nations) un chapitre à la création d'une *Congrégation De Propaganda Fide.* L'idée fait désormais son chemin et Grégoire XV, le 6 janvier 1622, fonde la *Congrégation de la Propagande* dont l'organisation et le fonctionnement sont déterminés par la bulle *Incrustabili Divinae* (22 juin 1622). Six ans plus tard le collège de la Propagande est créé.

Le premier secrétaire de la congrégation, Mgr Ingoli († 1649) établit une véritable doctrine missionnaire et dans trois mémoires publiés en 1625, 1628 et 1644, dresse un réquisitoire sévère contre les abus du patronat, souligne le caractère supranational et rigoureusement apolitique des missions et préconise leur adaptation au caractère particulier des peuples à convertir, la prohibition des méthodes de contrainte, le recrutement et la formation du clergé autochtone, l'aide financière à apporter aux missions. Des décrets interdisent aux missionnaires de faire du commerce et soumettent à la congrégation de la Propagande toutes les missions fondées par les ordres religieux.

La campagne menée par Rome contre le patronat se heurte à une violente opposition du Portugal dont nous avons vu les difficultés (1) durant les soixante années d'union espagnole et qui ne recouvre sa pleine indépendance qu'en 1640.

Nous avons vu (2) l'importance des missions au Congo et les demandes faites par les souverains du royaume de San Salvador pour de nouveaux missionnaires. Les premières tentatives faites par Rome auprès de Philippe IV se heurtent à l'opposition du *Conselho de Portugal* (3) et tous ces efforts ont pour conséquence l'ouverture à San Salvador d'un collège de Jésuites portugais qui fonctionnera 45 ans (1623-1669).

Une nouvelle tentative est faite à partir de 1642 qui rencontre

(1) *Supra*, p. 321.
(2) *Supra*, p. 46-56.
(3) Pour cette période se reporter à l'excellente introduction du P. Bontinck, *La fondation de la mission des Capucins au Royaume du Congo*, Paris, Nauwelaerts 1968, p. XI et XII.

cette fois (4 décembre 1643) l'avis favorable de la *junta* (nouveau nom du *Conselho*) de Portugal, en raison sans doute de la prise de Loanda par les Hollandais. Douze Capucins espagnols et italiens arrivent le 25 mai 1645 au Congo. Nous avons vu dans quelles conditions l'autorité religieuse s'était transférée en Angola. Toute cette période de conflit de juridiction où le patronat pèse encore très lourdement sur les relations entre missionnaires a été parfaitement analysée par le chanoine Jadin (1).

3. Le tournant décisif de 1659-1663.

A cette époque la situation en Asie pèse sur la situation générale des missions, certes en raison du recul portugais face aux Hollandais en Indonésie et devant les Français aux Indes, mais surtout à cause de l'extraordinaire personnalité du père Alexandre de Rhodes qui, dans un fondamental rapport sur l'église au Tonkin, insiste sur l'importance des vocations indigènes et sur la nécessité de nommer sans en référer aux autorités portugaises des vicaires apostoliques ou évêques *in partibus infidelium.* C'est d'ailleurs en partie un mouvement français puisqu'il est devenu difficile de recruter au Portugal et que le catholicisme français offre d'importantes disponibilités. La papauté par ailleurs espère compenser dans les pays lointains les pertes causées par la Réforme.

Les trois premiers vicaires apostoliques nommés en 1658 sont l'un Mgr de Montigny-Laval au Canada, les deux autres Pierre Lambert et François Pallu au Viet Nam.

En même temps est crée en France *la Société des missions étrangères.*

En 1659 la Congrégation de la Propagande rédige les fameuses *instructions* qui sont une première codification des méthodes missionnaires préconisées par le Saint-Siège, on y trouve déjà la nécessité d'un clergé indigène et à cet effet l'urgence de la fondation d'un séminaire. Un *séminaire des missions étrangères* est ouvert en 1663, bien que les statuts de la *Société des missions étrangères* n'aient été approuvées qu'en 1700. Cette même année 1700 voit la création sur l'initiative d'un jeune Breton, Claude François Poullart des Places (2), de l'*établissement des pauvres écoliers* qui reçoit le nom de Compagnie du Saint-Esprit en 1703.

4. Les heures difficiles du XVIIIe et l'année 1773.

Le XVIIIe siècle est un siècle de repli en raison des difficultés éprouvées par les Jésuites expulsés du Portugal en 1758-59 par le marquis de Pombal, de France en 1764 par ordre royal, d'Espagne en 1767. Finalement, le bref *Dominus ac Redemptor* (1773) du pape

(1) *Le clergé séculier et les Capucins du Congo et d'Angola aux XVIe et XVIIe siècles, in* Bulletin de l'Institut historique belge de Rome, t. XXXVI (1964), p. 185-483.
(2) Cf. Joseph Michel, *Claude Francois Poullart des Places*, Paris, éd. Saint-Paul.

Clément XIV abolit la Compagnie de Jésus, frappant notamment 300 missions de par le monde et près de 3 000 missionnaires. Cette mesure survient l'année même où Mgr Borgia, secrétaire de la Congrégation de la Propagande, remet son rapport sur l'état des missions dans l'univers qui prend acte d'un incontestable déclin tenant au fait qu'à l'échelon romain la Congrégation de la Propagande manquant de ressources n'a pas toujours été heureuse dans ses décisions (1) et n'a pu susciter un nombre suffisant de vocations.

En France, la Révolution aggrave la situation du mouvement missionnaire. Une loi de 1792 a dissous en effet toutes les congrégations. L'occupation de Rome par les troupes françaises en 1809 a d'autre part mis fin aux activités de la Congrégation de la Propagande.

5. **Le réveil du XIX^e et les œuvres missionnaires. Propagation de la Foi (1822), Sainte Enfance (1843), Saint Pierre apôtre (1889).**

Rétablie en 1814 dès le retour du pape Clément VII, la *Propagande* n'est réorganisée et dotée de ressources nouvelles qu'en 1817. Louis XVIII a rétabli dans leurs droits le séminaire du Saint-Esprit et les Lazaristes (3 février 1816).

Un mouvement d'idées favorables aux missions se développe en France dans la mouvance du catholicisme libéral et sous l'influence de livres comme le *Génie du christianisme* et *les Martyrs* de Chateaubriand ou les *Lettres édifiantes et curieuses* des Jésuites, récits missionnaires réédités trois fois entre 1803 et 1824.

Ce mouvement d'idées aboutit à la création de trois œuvres missionnaires qui constituent en quelque sorte la base européenne de soutien à l'action engagée outre-mer.

En 1816 Mgr Dubourg, évêque de la Louisianne, est venu dans la région lyonnaise organiser des collectes, l'année suivante le pape a rétabli une association de soutien aux missions d'extrême-orient. C'est alors qu'une Lyonnaise de vingt trois ans, Pauline Jaricot (2) prend la tête d'une organisation méthodique des collectes et le 3 mai 1822 jette les bases de *l'œuvre de la propagation de la foi.* En août 1823 tous les évêques de France sont avisés de l'existence de cette œuvre qui publie un bulletin, *Nouvelles des missions* dont le titre devient *les Annales de l'association de la Propagation de la Foi* qui tire bientôt à 16 000 exemplaires, chiffre énorme pour l'époque. L'institution se développe en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Angleterre. En 1842, les recettes atteignent 3 233 486 francs, cependant que les Annales tirent à 180 000 exemplaires.

D'autres œuvres sont lancées par Marie-Zoé du Chesne en 1838 (*œuvre apostolique*) et surtout par Mgr de Forbin-Janson, évêque de Nancy qui, s'apitoyant sur le sort des enfants païens, crée *l'œuvre*

(1) Georges Gorrée et Germain Chauvel, *op. cit.*, p. 97.
(2) Cf. à ce sujet la biographie du R. P. Georges Gorrée, *Pauline Jaricot : une laïque engagée*, éd. La Colombe, Paris 1962, 136 p.

de la Sainte-Enfance (1843) qui va permettre aux jeunes Français de participer à une œuvre de solidarité.

Un demi-siècle plus tard, les dames Bigard de Caen, sur les idées émises par leur compatriote Mgr Cousin, évêque de Nagasaki, fondent *l'œuvre de Saint-Pierre apôtre* (1889), dont le but est de constituer des bourses d'études en faveur des séminaristes indigènes et d'ouvrir des séminaires en pays de mission.

6. Valeur de la papauté ; naissance et développement des Sociétés missionnaires.

A cette époque de relance de l'action missionnaire, le monde catholique bénéficie avec Grégoire XVI (1831-1846) d'un pape connaissant admirablement les problèmes missionnaires car il a été, durant les cinq années précédant son pontificat, préfet de la Propagande. Il soutient vigoureusement les missions, condamne l'esclavage et la traite des noirs par sa lettre apostolique *in Supremo* (3 décembre 1839) et surtout pose deux principes fondamentaux de la doctrine missionnaire catholique : constitution d'églises locales et promotion du clergé indigène (Instruction *Neminem profecto* adressée à tous les chefs de mission à l'étranger).

Pie IX (1846-1878) préside à l'essor du mouvement missionnaire illustré en direction de l'Afrique par plusieurs sociétés : celle du Saint-Esprit qui fusionne en 1848 avec celle du Saint-Cœur de Marie, les Missions africaines de Lyon (1856), les Pères de Scheut (1862), de Mill Hill (1866), de Vérone (1867), les Pères Blancs (1868), de la Société du Verbe Divin (1875).

En même temps les congrégations missionnaires féminines poursuivent leur action sociale. En 1847, les Sœurs bleues de Castres commencent à travailler en Sénégambie ; en Italie est fondée la Congrégation des Pieuses mères de la Nigritie (1872) et en 1876 les sœurs de N. D. des apôtres commencent leur travail au Dahomey.

Ces sociétés missionnaires certes sont le résultat d'un mouvement d'opinion favorable soutenu par un pape conscient de ces problèmes, mais elles n'auraient pas vu le jour sans l'initiative, le dynamisme et le sens de l'organisation d'un homme (souvent aidé d'un ou deux autres) qui, pour chaque société, prit en mains l'affaire. En 1839 le fils d'un rabbin de Saverne, François Marie Paul Libermann (1), fonde avec un créole de l'île Bourbon, Frédéric Le Vavasseur, et un jeune prêtre, le P. Tisserant, préoccupé de la situation des chrétiens, en Haïti, *l'œuvre des noirs*. C'est l'amorce de ce qui sera deux ans plus tard *la Société du Saint-Cœur de Marie* dont le P. Libermann réussit la fusion avec la société des Pères du Saint-Esprit ; il est nommé supérieur le 16 novembre 1848.

(1) R. P. Briault, *La reprise des missions en Afrique au XIXe siècle : le vénérable père Libermann*, Paris 1946, 580 p.

La société des Missions Africaines de Lyon (1) est l'œuvre d'un ancien missionnaire des Indes, Mgr de Marion-Brésillac, aidé du R. P. Planque ; le P. Théophile Verbiest crée la Congrégation du Cœur immaculé de Marie (Scheut), le P. Daniel Comboni fonde la Société des missions de Vérone, le P. Arnold Janssen la Société du Verbe Divin à Steyl (Pays-Bas) et il n'est pas besoin d'insister sur le formidable dynamisme du cardinal Lavigerie (2) et de ses missionnaires de N. D. d'Afrique.

La lutte contre l'esclavage dont Mgr Lavigerie est officiellement chargé par Léon XIII (1888) pose le catholicisme conquérant en adversaire de l'islam négrier. Le Congo (Léopoldville) et l'Afrique orientale en resteront très profondément marqués.

Sur le plan politique le *scramble* en aiguisant les nationalismes va contraindre à une sorte d'alignement national des missionnaires surtout lorsque, dans l'esprit des indigènes (dans l'Ouganda par exemple), Français est l'équivalent de catholique. Soutenues par la puissance coloniale (ce qui est parfois gênant) les missions chrétiennes vont alors se lancer dans une politique sociale cohérente.

Sur le plan de l'évangélisation il faut attendre 1893 pour que Rome supprime définitivement l'interdiction de traduire la bible dans une langue vivante.

Dans cette organisation européenne des missions catholiques, l'Extrême Orient et l'Amérique montrent encore bien souvent la voie : c'est à la suite d'une collecte pour la Louisiane que Pauline Jaricot réussit à monter son œuvre, c'est grâce aux petits Chinois que l'on parvient à apitoyer les chrétiens d'Europe sur les orphelins des pays exotiques, c'est par le problème des prêtres japonais que l'on aborde celui des séminaristes indigènes, c'est à partir des Indes que Mgr de Marion Brésillac conçoit ses missions africaines.

A partir de la deuxième moitié du XIXe siècle les missions se préoccupent davantage de l'Afrique, sans doute parce que la quinine permet une amélioration des conditions sanitaires, mais aussi parce que la difficile perméabilité de l'Asie au christianisme leur est apparue alors que le paganisme noir, géographiquement plus proche, présente des défenses moins sévères et qu'au demeurant les explorations ouvrent un continent jusqu'alors inconnu.

II. MISSIONNAIRES CATHOLIQUES AUX XVIIe ET XVIIIe EN AFRIQUE

La politique missionnaire menée à Rome ou dans les nations européennes ne se répercutait pas toujours immédiatement en Afrique. Il

(1) R. P. René F. Guilcher, *La Société des missions africaines*, Lyon 1956 ; M. J. Bane, *Catholic pioneers in West Africa*, éd. Clonmore and Reynolds, Dublin, 220 p.
(2) Cussac, *Un géant de l'apostolat : le cardinal Lavigerie* ; Edmond Renard, *Lavigerie*, éd. Spes, 1926, 294 p. ; Mgr Cristiani, *Le cardinal Lavigerie un grand bienfaiteur de l'Afrique (1825-1892)*, éd. France-Empire, Paris 1961, 334 p.

faut compter d'abord avec d'importants délais de route, mais aussi avec certaines obstructions locales sans compter les soutiens à éclipses des souverains européens subitement absorbés par de nouvelles guerres ou des préoccupations à l'autre bout de l'Europe ou des Amériques.

Nous envisagerons ici les principales tentatives faites sur les côtes africaines sans revenir sur ce qui a été déjà étudié à propos du Congo et de l'Angola.

I. L'échec des Capucins dans la mouvance des compagnies sur la Côte occidentale d'Afrique.

Le premier préfet de la Propagande, le cardinal Antoine Barbarini, appartenant à l'ordre des Capucins, l'activité missionnaire de ces derniers prend une ampleur considérable. Plusieurs d'entre eux passent en 1630 au Caire en vue de gagner l'Éthiopie.

Après un voyage de reconnaissance du Frère Colombin de Nantes, les missions de vieille Guinée sont confiées aux Capucins de la Province de Bretagne. Le père Alexis de Saint-Lô fonde le 3 novembre 1635 à Rufisque le premier poste missionnaire chrétien. Après huit mois de séjour il va chercher des renforts en France et visite l'année suivante Joal et Portudal. Malheureusement plusieurs de ses compagnons et lui deviennent paralytiques et la mission est abandonnée en 1644 (1). En 1637 cinq Capucins ont débarqué à Assinie, mais, trois d'entre eux étant morts, les deux survivants se sont réfugiés à Axim où les Portugais ont un comptoir.

Les tentatives effectuées en 1638 par des Capucins français à Axim et Komenda (actuel Ghana), d'abord couronnées de succès, doivent être abandonnées pour des raisons sanitaires mais aussi à cause du conflit luso-hollandais. Les Capucins français achèvent au Brésil leur tentative africaine.

Au début de 1651 sur la foi de renseignements donnant le chef supérieur du Bénin comme catholique, des Capucins espagnols font une tentative à Takoradi (2) qui ne dure que jusqu'en 1653. Cinq ans plus tard, à la suite de l'ambassade du roi d'Arda Tohonou à la cour de Philippe IV, onze Capucins espagnols dont le supérieur est Luis Antonio de Salamanque vont à Ouidah. Cinq d'entre eux meurent, les autres sont bientôt priés de quitter le pays. Le supérieur meurt en mer. Deux survivants, Athanasio de Salamanque et Carlos de Los Hinojosos sont rappelés en Espagne en 1661 et rendent compte de l'échec de la mission.

Le voyage d'un Capucin belge à Ouidah (3) dans les années 1681-1683 présente un immense intérêt, car le Frère Célestin de Bruxelles

(1) RALPH WILTGEN, *Gold Coast Mission History*, 1956, p. 56-57.
(2) Sur cette entreprise, cf. LABOURET et RIVET, *Le royaume d'Arda*, Paris 1929.
(3) *A Belgian Capuchin at Ouidah Stresses schools* in *Gold Coast Mission History*, p. 59-66 et mon article sur le frère Célestin, dans *France-Eurafrique*, n° 166, oct. 1965, p. 28.

parti comme aumônier de la *Royal African Company* à Ouidah semble avoir compris la nécessité d'installer des écoles pour instruire les fils de chefs et de notables dans la religion catholique. Le frère Benedict de Hulst qui l'accompagne meurt au village de Choa le 15 novembre 1683 à l'âge de 33 ans. Malade et peut-être à cause de la faillite de la *Royal African Compagny*, le frère Célestin doit rentrer en Europe (1683). Il meurt à Messine le 26 décembre 1684.

En 1685, un dominicain provençal, le frère Gonzalez François, arrive à Ouidah où le chef Bangaza lui fait bon accueil. Le frère François établit un plan de campagne visant à installer une station à Komenda, une à Ouidah et une à Bénin. Après un voyage en France il revient avec Ducasse le 28 février 1688, mais ne résiste pas au climat et meurt peu après.

Au Sierra Leone l'installation sur l'emplacement actuel de Granville Town d'un prêtre noir venu d'Amérique, Signor Joseph, marque en 1714 le dernier effort des Jésuites dans cette région d'Afrique.

Dans le royaume de San Salvador au XVII^e^ siècle les prêtres italiens vont, de longues années durant, évangéliser, mais les pertes dues à la maladie sont considérables.

Grâce aux relations des Capucins italiens nous avons sur ces régions des renseignements de premier ordre. Par ailleurs, le diocèse de Loanda fonctionne et le chanoine Jadin (1) nous a bien restitué l'atmosphère de cette période marquée par la vie fort peu édifiante de ces prêtres qui s'entassent à Loanda et refusent d'aller en brousse. Le remède consistant à ordonner prêtres des métis n'est utilisé qu'avec la plus grande réticence. Aussi l'état matériel des missions est-il des plus médiocres, ainsi qu'en témoignent différents rapports. Les seuls missionnaires qui acceptent d'aller évangéliser en brousse sont les Capucins italiens. Des prêtres séculiers sont venus également, les uns pour faire fortune, les autres avec un réel idéal missionnaire. Ils utilisent les services de *maestri* (= interprètes catéchistes) disséminés dans le royaume. Un prêtre noir, Manuel de Sa, dénonça par lettre avec vigueur leurs insuffisances et complaisances. En 1727, un rapport du gouverneur de l'Angola, Joâo Manuel de Noronha, insiste sur l'état misérable des missions (2).

Les résultats cependant furent médiocres tant la mission paraissait liée au trafic européen des esclaves. C'est ce que devait constater une mission portugaise d'une vingtaine de religieux emmenés par le Père franciscain Raphaël de Castello de Vide qui, flanqué d'un Bénédictin, d'un tertiaire régulier et d'un prêtre noir élevé à Lisbonne, passa huit années (1780-1788) de prédications notamment dans l'ancien royaume du Congo.

(1) LOUIS JADIN, *Le clergé séculier et les Capucins du Congo et d'Angola aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles*, Bulletin de l'institut historique belge de Rome, t. XXXVI (1964), p. 185-483.
(2) JADIN, p. 445.

2. **La Côte orientale.**

C'est seulement en 1612 que le Mozambique est détaché de l'archevêché de Goa. En 1624 huit stations comptant une vingtaine de jésuites existent déjà le long du Zambèze. Le P. Luis Mariano, après ses tentatives malgaches, s'installe à Tété.

Les Dominicains en 1630 comptent treize stations et vingt cinq missionnaires. Mais nous avons déjà vu (1) comment les querelles de Mavura et de Capranzine n'ont finalement pas donné les résultats escomptés du point du vue chrétien.

Le bilan missionnaire portugais sur la Côte orientale au XVIII[e] siècle s'avère bien mince : le baptême d'une reine de Pemba, la réintégration dans l'église de quatre cent captifs libérés et le baptême de cinq cents esclaves conquis sur les Arabes (2).

3. **Les jésuites portugais en Abyssinie.**

En Abyssinie d'excellentes relations s'étaient établies après l'intervention de Christophe de Gama, mais c'est seulement au début du XVII[e] siècle que le jésuite portugais P. Paes (1603-1624) ayant converti le négus Socinius obtient la permission de prêcher dans les provinces du Tigré. Il semble qu'une partie de la Cour ait été sur le point de se convertir au catholicisme, mais le P. Mendez ayant voulu introduire l'inquisition provoque une formidable réaction nationale copte dont le négus Fasilidès prend la tête et qui aboutit à l'expulsion des missionnaires portugais (1640).

4. **Les Lazaristes à Madagascar.**

Après l'échec des jésuites portugais en 1620 et 1621 dans l'Anosy, la Propagande confie en 1647 la mission de Madagascar aux Carmes déchaussés.

A Madagascar Saint-Vincent-de-Paul envoie les RR. PP. Nacquart et Nicolas Gondrée (1648) qui trouvent bon accueil auprès d'Andrian Dramaka, lequel avait été dans son enfance éduqué à Goa et gardait bon souvenir de rudiments d'instruction religieuse donnés par des prêtres portugais. Morts des fièvres après un an de séjour ils laissaient 600 indigènes baptisés. Par ailleurs le P. Nacquart a laissé une relation détaillée de son voyage et de ses travaux missionnaires. Le P. Alméras, successeur de Saint-Vincent-de-Paul, poursuit son œuvre. Mais l'abandon par Colbert de l'entreprise de colonisation entraîne une violente réaction des Malgaches et la mort des frères Étienne et Patté. Les autres Lazaristes et Capucins cependant réfugiés à l'île Bourbon réussissaient dans un milieu de colonisation (1674).

(1) *Supra*, p. 83-84.
(2) KILGER, *Die ersten zwei Jahrhunderte ostafrikanischer Mission* et *Christliche Islam Mission und Islam Politik in alten Ostafrika*, Zeitschrift für Missionswissenschaft 1917 et 1919, cité par BARON DESCAMPS, p. 486.

5. **Les tentatives françaises postérieures à la guerre de sept ans : mission du Loango et du Sénégal.**

Les amputations territoriales de 1763 dans l'Inde et au Canada sont peut-être en partie responsables de l'enthousiasme suscité par de nouvelles tentatives missionnaires sur la côte d'Afrique. Ces tentatives ont à vrai dire des causes fortuites.

Un jeune mousse nommé Belgarde avait été en 1762 embarqué sur un vaisseau à destination du Loango. Ayant eu la vocation missionnaire il étudie au séminaire des missions étrangères, le quitte pour des raisons de santé et arrive à persuader le Vatican qu'il irait évangéliser le Loango. Nommé par la Propagande préfet de la mission il y fait un premier voyage, mais doit rentrer pour raisons de santé, remplacé par deux nouveaux prêtres dont un certain Descourvières qui publie en 1772 une brochure sur le Loango. Descourvières y retourne en 1773 mais doit, en 1776, rentrer en France avant d'aller poursuivre sa carrière missionnaire en Chine (1).

Au Sénégal, l'abbé Demanet, installé en 1763 dans l'île de Gorée, envisage un développement de l'évangélisation grâce aux convertis africains. Mais il tombe malade et rentre en France où il publie en 1767 sa *Nouvelle Histoire de l'Afrique française* (2) dans laquelle est envisagée une Afrique devenant progressivement catholique et française.

Ce sont les hasards d'un naufrage qui amènent au Sénégal en 1777 deux pères du Saint-Esprit, MM. Bertout et de Glicourt, normalement destinés à Cayenne. Ils constatent le piteux état de la chrétienté dépourvue de prêtres depuis 1763, si bien que, revenant en France, les pères font connaître à Versailles l'état de la colonie et que l'expédition de 1778 (3) réinstalle des missionnaires. Ainsi l'abbé Coste évangélise les Sérères entre 1780 et 1784, mais sa mort met fin à l'effort missionnaire dans cette région jusqu'en 1815, date à laquelle l'abbé Judicelly est envoyé avec le titre de préfet apostolique (4).

Le bilan de ces trois siècles de contacts entre chrétiens et païens, après le brillant départ du royaume de San Salvador, est particulièrement décevant. Tributaire de compagnies de commerce, l'action des missionnaires est liée à celle des chefs de comptoirs négriers. Par ailleurs l'attrait des Indes Orientales et occidentales comme le caractère malsain des postes côtiers a fait bien souvent abandonner des entreprises missionnaires qui n'étaient ni clairement conçues, ni méthodiquement organisées.

(1) Abbé Proyart, *Histoire des missions dans les Royaumes de Loango et Kakongo*, Paris 1776.
(2) 2 vol. 356 p.
(3) *Supra*, p. 349.
(4) Abbé Boilat, *Esquisses sénégalaises*, p. 29.

III. MISSIONNAIRES CATHOLIQUES AU XIX^e SIÈCLE : L'ÉPOQUE DU RENOUVEAU

La période révolutionnaire, l'écrasante supériorité navale des Anglais ont, en dehors de l'expédition d'Égypte, complètement coupé la France de l'extérieur. Tout se passe comme si cette période de claustration avait aiguisé chez les Français la soif d'horizons nouveaux.

Nation nombreuse et cultivée, la France dispose à cette époque d'un solide potentiel humain. Il suffira de quelques personnalités dynamiques pour les mettre en œuvre.

Le premier appel à la mère Javouhey viendra de l'île Bourbon et c'est à cause de la situation des noirs de Bourbon et de Haïti que le père Libermann crée la société du Saint-Cœur de Marie. Mais, au milieu du siècle, l'Afrique est accrochée et dès lors l'œuvre missionnaire ne s'arrêtera plus.

1. La mère Javouhey : La Réunion et le Sénégal.

La mère Javouhey (1) qui avait fondé en 1807 la Congrégation des sœurs de Saint-Joseph, d'abord installée à Autun puis en 1812 à Cluny, répond d'abord à l'appel de M. Desbassyns de Richemont, intendant de l'île Bourbon qui demande des religieuses pour les œuvres scolaires et sanitaires (1817), puis c'est à Saint-Louis du Sénégal (1819) que les sœurs vont s'installer. En 1822 la mère Javouhey embarque elle-même pour le Sénégal sur *la Panthère* qui porte à son bord le baron Roger. Elle installe un poste à Dagana, puis se rend à l'appel du gouverneur Mac Carthy en Gambie et au Sierra Leone. Revenant en France en 1824, elle a véritablement lancé la vie d'une communauté catholique en Afrique noire. Des hôpitaux qui n'étaient que de misérables cases, antichambres du cimetière, prennent figure humaine ; deux écoles ont été ouvertes à Saint-Louis et à Gorée. Cependant de 1822 à 1825 une sorte de dissidence parmi les sœurs de Saint-Joseph de Cluny s'est établie à l'île Bourbon.

2. Les frères de Ploërmel et la « querelle des anciens et des modernes ».

La mère Javouhey avait fait venir en France trois jeunes Africains pour poursuivre leurs études au séminaire, les abbés Boilat, Fridoil et Moussa. Le 8 février 1848, l'abbé Boilat de retour est nommé inspecteur de l'enseignement au Sénégal. Il fonde un collège secondaire, et se trouve alors en opposition avec les frères de Ploërmel au travail à Saint-Louis depuis novembre 1841, mais ceux-ci qui donnent une formation professionnelle plus immédiatement rentable l'emportent finalement.

(1) GAETAN BERNOVILLE, *Anne-Marie Javouhey*, Paris, Grasset 1942, 297 p. ; RENÉE TRAMOND, *La merveilleuse épopée d'Anne-Marie Javouhey*, Ed. du Soleil Levant, Namur 1964, 248 p.

3. Les difficiles débuts du vicariat des deux Guinées et les Spiritains.

Préoccupés des noirs affranchis qui vont s'installer depuis 1828 au Liberia, l'évêque de Philadelphie Mgr Henrick désigne son vicaire général Édouard Barron qui débarque à Monrovia en compagnie du R. P. John Kelly et d'un catéchiste laïque, Denis Pindar. Après avoir visité El Mina et Accra, il fait depuis Lyon un rapport détaillé à la Propagande qui, le 3 octobre 1842, le nomme vicaire apostolique de Guinée et Sierra Leone. Il entre en relation avec le P. Libermann et l'entente est immédiate entre Mgr Barron, pasteur d'un territoire sans missionnaire et ce supérieur des missionnaires auxquels manque un champ d'action. En même temps la mère de Villeneuve, fondatrice (1836) des sœurs de l'Immaculée Conception (sœurs bleues de Castres), les met en 1842 à la disposition de Mgr. Barron. Elles seront en Afrique à partir de 1847 les auxiliaires des pères du Saint-Esprit.

Des sept Pères et trois Frères établis fin 1843 au Cap des Palmes seul le P. Bessieux, considéré en France comme mort, s'installe au Gabon, cependant que, découragé, Mgr Barron donne sa démission. Le P. Bessieux isolé, sans nouvelles, se met au travail et, le 1er janvier 1845, ouvre la première classe en terre gabonaise, puis, des renforts arrivant, développe la mission. Nommé en 1848 vicaire apostolique de Sénégambie et des deux Guinées, laissant Mgr Kobès en Sénégambie, il retourne au Gabon où la mission catholique prend un considérable essor. Après 1871 Mgr Bessieux s'opposera vigoureusement aux projets d'échange du Gabon et de la Gambie qu'avaient envisagés les gouvernements français et britannique.

Les pères du Saint-Esprit, à Lindana (Congo) depuis 1865, ont avec le père Augouard une personnalité de premier plan. En 1881 celui qu'on appellera l'évêque des anthropophages part vers Mfoa qui deviendra Brazzaville. Il aide à l'organisation de Pointe Noire, fonde Saint Joseph de Linzolo et fait construire un petit vapeur pour faciliter les liaisons. Il est nommé en 1890 vicaire apostolique de Brazzaville. L'action des Spiritains depuis Lindana s'exerce en direction du futur État indépendant du Congo et de l'Angola où le P. Duparquet accomplira une œuvre remarquable de formation du clergé indigène. Mais en 1878 les Pères Blancs de Mgr Lavigerie atteignaient les grands lacs. En 1886 le Provicariat du Haut-Congo est confié à un Père Blanc belge, Mgr Roëlens, cependant que les Scheutistes s'installent en 1887 sur le Kassaï.

De l'autre côté de l'Afrique, Mgr Maupoint, évêque de la Réunion, décide en 1860 d'entreprendre l'évangélisation de la côte orientale. Dès 1862 la préfecture apostolique de Zanzibar est confiée aux pères du Saint-Esprit. A cette époque, on traite à Zanzibar environ 65 000 esclaves par an. Aussi les missionnaires rachètent-ils des enfants, ouvrent des orphelinats et en 1868 installent un orphelinat agricole à Bagamoyo. C'est l'œuvre du Père Horner qui sera la providence des Pères Blancs de Mgr Lavigerie lorsqu'ils entreprendront leur longue marche vers les grands lacs.

L'action des pères du Saint-Esprit, après l'extraordinaire figure du vénérable Libermann, fut menée par Mgr Le Roy qui fut de longues années au Gabon avant de diriger la Société à Paris.

4. **Madagascar et les Jésuites.**

Le rayonnement de la Réunion se fait également sentir à Madagascar. C'est en 1829 que la Grande Ile cesse d'être rattachée à Maurice pour l'être à la préfecture de Bourbon. C'est l'époque des tentatives de l'abbé de Solages qui, débarqué en 1830 à Tamatave, meurt deux ans plus tard près d'Andevorante par suite de l'hostilité de la reine Ranavalona Ire qui interdit le christianisme (1835). En 1844 Madagascar constitue une préfecture apostolique puis en 1848 un vicariat confié en 1850 aux Jésuites. Mais il faut attendre 1861 et la mort de la reine pour faire entrer librement les missionnaires. Très vite les sœurs de Saint-Joseph de Cluny viennent depuis la Réunion puis, à la demande de Mgr Cazet, les Lazaristes s'installent dans la partie méridionale de l'île.

5. **Les Missions Africaines de Lyon et la bande guinéenne** (1).

Mgr de Marion Brésillac (2), à cause de ses relations avec M. Régis, commerçant marseillais, avait envisagé d'aller au Dahomey. Ce fut en Sierra Leone qu'il partit ; arrivé le 14 mai il était emporté le 25 juin par l'épidémie de fièvre jaune qui anéantissait la totalité de l'effectif missionnaire. Le P. Planque qui succéda à Mgr de Marion Brésillac fut assez heureux pour obtenir la fondation du vicariat du Bénin (1861) et du Dahomey qui fut la base des missionnaires de Lyon ; ils s'étendirent vers Lagos et la future Nigeria, puis (1880) la Gold Coast et (1895) la Côte d'Ivoire où le gouverneur Binger favorisa leur installation qui s'étendit même (1906) au Liberia. Ainsi, sauf au Togo où ils ont été remplacés par les missionnaires du Verbe Divin en 1892, les Missions Africaines de Lyon tiennent l'ensemble des secteurs côtiers compris entre Nigeria et Liberia.

A partir de 1876, les sœurs de N. D. des apôtres viennent au Dahomey aider les pères des missions africaines de Lyon dans le domaine sanitaire et scolaire. Il faut mentionner à côté de l'œuvre sociale l'action diplomatique de certains missionnaires, comme l'ambassade du P. Dorgère à Abomey (1890).

Par ailleurs les Missions Africaines de Lyon sont installées depuis le 13 novembre 1877 en Égypte où la préfecture apostolique du delta du Nil leur est confiée en 1886.

6. **La mission du Soudan et Daniel Comboni.**

Le 30 mars 1846 est constitué le vicariat apostolique d'Afrique centrale dont les limites assez imprécises vont à l'ouest jusqu'au

(1) René-François Guilcher, *Missions Africaines*, Lyon 1956, 3e édition mise à jour, 1962.
(2) Mgr de Marion Brésillac, éd. du Cerf, Paris 1962, 190 p.

vicariat des deux Guinées et au sud jusqu'au V. A. des Galla (Ethiopie).

En fait, ce vicariat correspond à la mission de Khartoum marquée par les efforts et les échecs successifs du lazariste italien Montuori (1842-46), du chanoine maltais Casolani, du Père jésuite Ryllo, de l'Autrichien Mgr Knoblecher (1851-57), qui s'adresse à l'institut Don Mazza (de Vérone), « Institut des missions pour l'Afrique sauvage centrale », de Franciscains allemands et autrichiens, puis italiens. Après ces sept tentatives échelonnant leurs échecs sur 23 ans, Daniel Comboni (1) qui a fait plusieurs voyages en Afrique à partir de 1857, fonde la *Société des missions de Vérone* (1867) qui aura une influence décisive au Soudan.

7. **Les pères blancs de Mgr Lavigerie** s'attaquent à l'Afrique orientale. Ils partent de Bagamoyo en 1878 et parviennent aux grands lacs (2) ; à Tabora le 1er octobre la caravane se scinde, une partie avec le P. Deniaud se rend à Oujiji, une partie avec le P. Livinhac vers le Nyanza (= lac Victoria) et le royaume du Bouganda (3). C'est là qu'en février 1886 devaient périr brûlés vifs les jeunes pages chrétiens qui viennent d'être canonisés (4).

L'impressionnant essor de la mission catholique devait provoquer en janvier 1892 une querelle avec les Protestants et l'intervention du Capitaine Lugard qui sera traitée ultérieurement ; les pères blancs devaient étendre leur action vers le Kenya et vers le lac Nyassa.

Il est frappant de constater combien la spécialisation « arabe » des Pères blancs formés en Algérie et en Tunisie guide leur action sur la côte orientale où ils suivent la route des négriers arabes et parfois leur livrent combat. Ces faits s'expliquent par le fait que Mgr Lavigerie avait basé une partie de son action sur la campagne antiesclavagiste dont il avait été officiellement chargé en 1888 par le pape Léon XIII.

L'organisation des Pères blancs (5) doit beaucoup à Mgr Livinhac, collaborateur et successeur de Lavigerie qui fut un remarquable organisateur.

Si l'Afrique noire doit beaucoup à ces trois sociétés majeures (Saint-Esprit, Missions africaines de Lyon, Pères Blancs), il faut aussi mentionner l'action d'autres sociétés. Ainsi à la suite de l'exploration

(1) Paul Catrice, *Un audacieux pionnier de l'église en Afrique, Daniel Comboni*, Lyon, Vitte 1964, 139 p.
(2) *A l'assaut des pays nègres*, Paris.
(3) *Supra*, p. 168-172.
(4) Nombreuses études sur ce sujet : J. F. Faupel, *African holocaust : the story of the Uganda martyrs*, éd. Chapman, Londres 1962, 242 p. ; G. Hunermann, *La flamme qui chante : les martyrs de l'Ouganda*, éd. Salvator, Mulhouse 1963, 170 p. Un numéro spécial de *Vivante Afrique*, n° 234 (sept.-oct. 64) est consacré à l'épopée des martyrs baganda. L'œuvre fondamentale en ce domaine est l'ouvrage de Sœur Marie-André du Sacré-Cœur, *Uganda terre de martyrs*, éd. Casterman, 1963, 300 p.
(5) Cf. au sujet des Pères Blancs le numéro spécial de *Vivante Afrique* (n° 222 sept.-oct. 1962) qui leur est consacré.

des frères d'Abbadie en Abyssinie, un appel adressé à Rome entraîne (1846) la nomination d'un lazariste, le P. de Jacobis, à la tête du vicariat d'Abyssinie. Par ailleurs, le vicariat du Galla est confié en 1846 aux Capucins de Mgr Massaïa. Au Soudan (Khartoum), après des Jésuites et des Franciscains (1861-1872), les missions africaines de Vérone prennent en charge ce secteur qui subira le contre-coup de l'explosion mahdiste.

En Afrique du Sud, le travail est vigoureusement poussé par les Oblats arrivés en 1851 au Natal et dix ans plus tard au Lessouto où l'action du P. Gérard (1) sera déterminante.

Si l'on fait le bilan des missions catholiques à la fin du XIX^e siècle on est frappé d'abord par *l'importance prépondérante de la contribution française* dans les œuvres européennes de soutien (Propagation de la Foi, Sainte Enfance, Œuvre de Saint Pierre apôtre) comme dans les sociétés missionnaires où quatre sociétés (Oblats, Saint-Esprit, Lyon, Pères blancs) françaises tiennent l'essentiel de l'Afrique en cours de christianisation cependant que les pères de Scheut (belges), de Mill Hill (anglais), du Sacré Cœur de Vérone (italiens), du Verbe Divin et Pallotins (allemands) occupent progressivement des champs plus étendus.

Quant à la stratégie d'ensemble, à la pénétration en Afrique dans la période précoloniale, l'action est menée à partir des îlots et des comptoirs périphériques. La Réunion, au sud-est, constitue une base et pour Madagascar et pour l'Afrique orientale. Mais les missionnaires pauvres ont recours aux passages gratuits des compagnies commerciales ou des bâtiments de guerre. De même sur le plan matériel ils devront être fréquemment ravitaillés par les traitants locaux.

Après le scramble, un deuxième facteur apparaît dans l'ambiance impérialiste qui est le souci de placer des missionnaires de même nationalité que l'autorité coloniale. Ainsi les Pallotins allemands remplacent en 1890 les Spiritains français au Cameroun, alors que les Pères du Verbe divin remplacent en 1892 les missionnaires de Lyon au Togo.

IV. LE DÉVELOPPEMENT DES MISSIONS PROTESTANTES EN EUROPE

Le départ de l'entreprise missionnaire protestante est beaucoup plus tardif que celui des missions catholiques. Cela tient certes aux guerres de religion, mais aussi au fait que les souverains protestants (Pays-Bas, Danemark et Angleterre) ont probablement peur de provoquer des troubles chez leurs sujets d'outre-mer. Aussi la présence religieuse sur les côtes africaines se borne-t-elle le plus souvent aux aumôniers — souvent médiocres — des compagnies. Ce fait explique que la mission protestante ait été avant tout l'affaire d'individus ou

(1) AIMÉ ROCHE, *Clartés australes*, éd. du Chalet, Lyon 1951, 400 p. et *Le cavalier des Malouti*, 1955, 173 p.

d'églises. C'est au Danemark et en Allemagne que le réveil piétiste fit d'abord vibrer la corde apostolique. Le pasteur Francke, fondateur du *pädagogium* de Halle, exerça une profonde influence sur Lütkens, aumônier du roi Christian IV de Danemark et sur le comte Zinzendorf qui organisa dans sa propriété de Bethelsdorf en Saxe une communauté fraternelle, sorte de phalanstère religieux, le *Herrnhut* (1).

A la fin du XVIII^e siècle, c'est dans la mouvance de la lutte antiesclavagiste que le mouvement missionnaire se développe en Grande Bretagne et dans la jeune république américaine. Ce mouvement, mis en œuvre avec le sens de l'organisation des Anglo-Saxons, aboutit à d'extraordinaires résultats.

La Suisse, l'Allemagne, la France, les pays scandinaves vont alors développer l'action missionnaire. Nous arrêterons cette étude des missions protestantes à la Conférence d'Édimbourg (1910) qui est le premier essai de coordination missionnaire à l'échelle mondiale.

I. Zinzendorf, les frères Moraves, la S. P. G. et l'église réformée néerlandaise.

Invité à Copenhague au couronnement de Christian VI (1731), le comte Zinzendorf (2), fondateur des Frères Moraves est ému par les récits d'un noir des Antilles danoises sur la misère des esclaves. Un an plus tard, deux frères Moraves, un potier et un charpentier, vont aux Antilles commencer une œuvre destinée à soulager les esclaves.

En 1735, au cours d'une autre visite à Copenhague, Zinzendorf rencontre un mulâtre de vingt ans, Jakob Protten, fils d'un soldat danois de Christianborg et de la fille d'un chef de Petit Popo. Depuis 1727, Protten poursuit ses études en des conditions difficiles. Il accepte de venir à Herrnhut, puis part en 1737 à la Côte de l'Or, mais pour les possessions hollandaises (les Danois provoquant alors de multiples difficultés), avec un frère morave qui meurt quelques semaines après son arrivée. Jakob Protten (3) se rend alors à Anécho dont le chef est son proche parent. Après un voyage en Europe en 1741, les Moraves essaient de l'utiliser à Saint-Thomas. Reparti en 1757 comme aumônier des Danois à Christianborg, il dirige un temps une école pour métis, mais ayant tué accidentellement l'un de ses élèves, il doit rentrer (1761). Il revient encore une fois (1764-1769) et accueille une nouvelle tentative de ces frères moraves qui tous mourront en quelques semaines.

En 1736, une lettre adressée par deux Hollandais du Cap montre la dramatique situation des Hottentots. Une semaine plus tard, Georges Schmidt, un protestant quasi-illettré, part pour l'Afrique du Sud.

(1) BARON DESCAMPS, *Histoire générale comparée des missions*, Paris, Bruxelles 1932, p. 702.
(2) Sur Zinzendorf se référer au livre d'ERICH BEYREUTHER, *Der Junge Zinzendorf*, Verlag der Francke Buchhandlung, Marbourg 1957, 238 p.
(3) Sur Protten, cf. *Mon Histoire du Togo*, p. 126 ; voir également STEINER in *Evang. Miss. Magazin*, Bâle 1887, p. 435 s. et HANS W. DEBRUNNER, *Frühe westafrikanische Porträts*, Sonntagsblatt, Basler Nachrichten, dimanche 10 janvier 1965, p. 11 et 12.

Installé à Bavianskloof à une centaine de kilomètres à l'Est du Cap, six années durant il évangélise en hollandais les Hottentots mais doit rentrer en raison de l'hostilité de la Compagnie. Les Moraves ne seront autorisés à revenir qu'en 1792 et feront de leur station baptisée Genadendal (vallée de la Grâce) un remarquable centre artisanal.

Les frères Moraves ont une véritable vocation missionnaire et nous ne ferons que mentionner les aumôniers (ou chapelains) des comptoirs européens qui en sont en général dépourvus. La S. P. G. (*Society for the propagation of the Gospel*) fondée en 1700 avait précisément pour objectif de fournir des aumôniers aux comptoirs de la *Royal African Company*. L'un d'eux, Thomas Thomson, qui avait été en service parmi les esclaves noirs du New Jersey au lieu de s'installer dans le fort de Cape Coast où il arrive en 1751, s'établit auprès d'un chef Fanti mais doit rentrer gravement malade cinq ans plus tard ; cependant il a pu envoyer trois jeunes Africains s'instruire en Angleterre, dont l'un, Philippe Kwakou (le nom est habituellement orthographié Quaque), sera consacré pasteur en 1765. Pendant cinquante ans il travaillera comme aumônier et maître d'école jusqu'à sa mort en 1816. Il fut le premier pasteur africain de l'église anglicane. Mais vingt-trois ans auparavant (1742) l'église réformée hollandaise avait consacré Jakob Capitein, lequel originaire de Côte d'Ivoire et transporté en Gold Coast comme esclave, avait étudié la théologie à Leyde où il fit une dissertation remarquée sur la défense de l'esclavage (!). Il fut cinq années durant aumônier à Elmina où il mourut en 1747.

Il peut sembler curieux que la consécration pastorale ait été donnée à des Africains ou à des métis en un temps où la traite des esclaves était florissante. Cela s'explique d'abord par l'incontestable valeur de ces trois pasteurs africains, par le fait aussi qu'ils résistaient incomparablement mieux que les Blancs aux rigueurs du climat et surtout parce que gouvernement et compagnies espéraient en faire des auxiliaires de la politique indigène. Notons à ce propos la rigueur morale du pasteur Kwakou qui, lors d'une attaque contre le fort, refusa de se battre contre les assaillants africains pour ne pas porter atteinte à la dignité de son ministère. Il fut suspendu de ses fonctions par le Gouverneur jusqu'à ce que le Directeur de la Compagnie lui rende justice. Par ailleurs, il n'est pas besoin d'insister sur le caractère étroit des relations entre les Antilles et la Côte de l'Or. La façon dont les frères Moraves furent traités par les autorités danoises en Gold Coast est fonction de leur position vis-à-vis du gouverneur de Saint-Thomas.

2. L'essor anglais de la fin du XVIII^e siècle.

Les auteurs britanniques font volontiers du savetier prédicateur William Carey (1761-1834), le « Père des missions modernes » en raison de son *Enquête sur les obligations des chrétiens de convertir les païens*, du retentissement de son sermon de Nottingham (31 mai 1792) et de son action dans l'Inde malgré l'hostilité de l'*East India Company*. En

fait, comme le souligne le pasteur Stephen Neill (1), son action marque l'entrée du monde anglophone dans l'œuvre missionnaire où il va prendre bientôt une place prépondérante.

La campagne anti-esclavagiste avait marqué de nombreux milieux de la bourgeoisie anglaise. L'entreprise de Sierra Leone montrait que de véritables sociétés spécialisées étaient nécessaires : en 1792 la B. M. S. (*Baptist Missionary Society*) est fondée et trois ans plus tard la *L. M. S.* (*London Missionary Society*), société missionnaire de Londres qui est interconfessionnelle. En 1799 c'est le tour de la *C. M. S.* (Anglican Evangelical *Church Missionary Society*), société des missions de l'église anglicane qui s'appelle d'abord *Society for mission to Africa and the East*, ce qui marque le souci africain de cette société. Quant aux *méthodistes* (Wesleyens), ils n'attendront pas la création d'une société missionnaire (1810) pour entreprendre une action africaine et, dès 1796, commencent une œuvre au Sierra Leone. L'Écosse elle-même, en 1796, constitue à Glasgow une société missionnaire.

Durant la même période, la situation particulière du Cap entraîne la constitution à Rotterdam de la *Société Sud-africaine pour favoriser l'extension du Royaume du Christ* (1797) dont les promoteurs, Théodore Van der Kemp et Kicherer, vont en 1799 évangéliser les Hottentots.

Les deux pôles d'attraction africains de ces missionnaires sont l'Afrique du Sud où les Anglais sont désormais installés et la Sierra Leone. Nous avons vu (2) la place que cette dernière a tenue dans l'essor colonial anglais.

3. La mission de Bâle (3) et son influence sur les missions allemandes et françaises. Les missions scandinaves.

Située au point de rencontre des frontières allemandes, suisses et françaises, Bâle était au XVIIIe siècle un foyer culturel très vivant qui était le siège notamment d'une *Christenthum Gesellschaft* (Société de christianisme) qui avait un très grand rayonnement dans l'ensemble de l'Europe.

Le pasteur Steinkopf, secrétaire de la Christenthum Gesellschaft de 1798 à 1801, commence à éveiller l'intérêt pour les missions. En 1801 il devient pasteur de l'église allemande de Londres. Un an plus tard, il est membre du Comité de la L. M. S. et entretient des relations suivies avec la C. M. S. Les relations qu'il conserve avec l'Europe et notamment avec ses successeurs Spittler et Blumhardt donnent à ceux-ci l'idée de créer à Bâle un institut missionnaire qui ne pourra fonctionner qu'après la fin des guerres napoléoniennes en 1816. Mais la grande activité de Blumhardt réside dans la création des comités

(1) *A History of christian missions*, Penguin Books, 1964, p. 261.
(2) *Supra*, p. 298.
(3) Cf. le remarquable article d'ETIENNE KRUGER, *La mission de Bâle célèbre son 150e anniversaire (1815-1965)*, Journal des missions évangéliques, juin-juillet 1965, p. 120-129.

indépendants : ce fut le cas de la *mission rhénane* (1819), de la Société de Berlin (1824), de la mission de Brême (1836) et de Dresde, devenue celle de Leipzig (1836). Quant à la mission de Paris elle ne fut pas comité auxiliaire de la mission de Bâle, mais sa fondation fut la conséquence directe de la visite de Blumhardt à Paris (avril 1822). Le mouvement déclenché prit une importance telle qu'en novembre 1822 la société des missions de Paris était créée. En 1826 c'est la recommandation de Blumhardt qui fit choisir comme directeur de la maison des missions de Paris le pasteur Grandpierre, alors suffragant de l'Église française de Bâle.

En même temps que ces missions allemandes « filles » de la mission de Bâle, il faut mentionner la mission de Hermannsburg (Hanovre) qui est un exemple particulier d'une paroisse devenue missionnaire sous l'impulsion de son pasteur Harms et qui parvient à équiper un navire baptisé la *Candace* (1), lequel devait transporter quatre évangélistes jusqu'à Port Natal.

La deuxième moitié du XIX^e voit le démarrage des missions scandinaves : les Suédois en 1866, qui s'établissent à Massaouah, les Norvégiens en 1867 venus en pays betsileo.

4. **Missions américaines.**

La présence d'esclaves noirs aux États-Unis avait excité l'intérêt pour les missions en Afrique noire des Baptistes et des Méthodistes américains qui considéraient cette œuvre comme la « réparation d'un crime de lèse-humanité commis par leurs ancêtres » (2). Par ailleurs, de nombreux noirs américains avaient des idées de retour en Afrique et d'évangélisation de leurs frères de race. Un noir affranchi, John Stewart, essaie une entreprise d'évangélisation en Libéria. Les Baptistes américains établissent des postes à Monrovia, cependant que les Presbytériens unis d'Amérique entreprennent une œuvre considérable en Égypte.

V. L'ACTION MISSIONNAIRE PROTESTANTE EN AFRIQUE

Cette action fut menée avec un dynamisme variable suivant les personnalités responsables du champ de mission. L'action put être menée avec vigueur en Afrique du Sud où le climat était favorable aux Européens. Elle fut plus difficile sur la côte ouest-africaine, encore malsaine, où seuls les pasteurs mulâtres ou africains résistaient

(1) Il faut mentionner aussi l'initiative du pasteur L. Jaenicke de Berlin qui, en 1800, fonda le premier institut missionnaire d'Allemagne... mais apparemment sans autre résultat que d'attirer l'attention du public pieux et cultivé sur ces problèmes et de fournir aux missions anglaises du personnel qualifié.
(2) G. Bonet-Maury, *L'islamisme et le christianisme en Afrique*. Paris, Hachette, 1906, p. 222.

au climat. Par ailleurs, les missions protestantes britanniques servaient même involontairement la politique anglaise contre les Boers soumis, en organisant l'enseignement chez les Hottentots ou chez les Bantou.

1. Afrique du Sud.

Autorisés à revenir en 1792, les frères Moraves s'installent auprès des Hottentots dans l'ancienne station fondée par Georg Schmit qu'ils appellent Genadendal et qu'ils développent jusqu'à devenir une station prodigieusement prospère d'Afrique du Sud. En 1828, ils fondent un nouveau poste à Silo (un millier de kilomètres à l'est du Cap), et prennent en charge un hôpital de lépreux hottentots. L'évangélisation des Hottentots est également entreprise en 1799 par les pasteurs hollandais Théodore Van der Kemp et Kicherer. La L. M. S. envoie dès 1803, lors de l'intallation anglaise au Cap, des missionnaires chez les Hottentots et chez les Griqa. En 1819 le Dr Philip part évangéliser les Bochimans du Haut Orange. En 1820 la mission s'installe au Betchouanaland et il n'est pas besoin d'insister sur le rôle de Moffat puis de Livingstone que nous étudierons au chapitre des explorations.

La mission anglicane s'est vigoureusement implantée dans la région du Cap grâce au pasteur Gray qui fut le premier évêque du Cap.

En 1824 les Allemands de la *Mission rhénane* évangélisent les Hottentots à Stellenbosch. Onze ans plus tard ils franchissent le fleuve Orange chez les Nama, puis chez les Herero et les Ovambo.

En 1829, les colonies françaises leur étant fermées par ordre gouvernemental, les missionnaires protestants de la mission de Paris, Casalis, Arbousset et Gosselin, se rendent en pays tchouana lorsqu'ils apprennent qu'un chef a envoyé au Cap quelques centaines de têtes de bétail pour « acheter un missionnaire ». Ce bétail a été volé en route, mais l'intention exprimée est certifiée par le chasseur Adam Krotz qui s'offre à guider les nouveaux arrivants. C'est le début de la mission du Lessouto (1) qui se développe grâce au souverain Moshesh. De la mission du Lessouto est issue, grâce au pasteur Coillard, la mission du Zambèze (1885).

La *mission de Berlin* vient en 1834 chez les Korana (S. W. de l'État d'Orange) et dans le Griqaland occidental avant d'aller (1859) chez les Ba Souto émigrés au Transvaal.

Nous avons vu par ailleurs dans quelles conditions les missionnaires de Hermannsburg sont venus (1857) évangéliser les Ba Souto du Transvaal.

2. La Côte ouest-africaine.

Nous avons déjà vu l'importance de l'effort consenti au Sierra Leone. Indépendamment des négro-américains qui avaient une formation

(1) C. H. Malan, *La mission française au sud de l'Afrique*, trad. Mme G. Mallet, éd. J. Bonhome, 1878, 235 p.

chrétienne, les sociétés missionnaires de Glasgow et d'Édimbourg s'unissent avec la L. M. S. pour envoyer six missionnaires. Les discussions théologiques entreprises durant la traversée entraînent séparation. Les missionnaires Greig et Brunton s'établissent chez les Soussou du Rio Pongo et commencent des écoles... mais Greig est assassiné l'année suivante.

Les missionnaires de Glasgow meurent sur l'île Sherbro. Cette première tentative, qui est un échec, attire l'attention de la C. M. S. qui fait appel à l'institut des missions de Berlin fondé par Jaenicke...

En fait, ces missions étaient peu de chose : « pas plus de deux ou trois écoles dans lesquelles des missionnaires allemands, alors qu'ils s'efforçaient encore d'apprendre le Soussou, enseignaient l'anglais qu'ils ne connaissaient guère — à quelques garçons africains (souvent des descendants de négriers habillés et nourris aux frais de la mission) » (1).

Cependant, le décret de 1807 sur la suppression de la traite a entraîné la constitution de la croisière antiesclavagiste et le débarquement d'esclaves libérés. Le gouverneur Mc Carthy réussit à créer des villages de libérés (Wilberforce, Regents, Waterloo, Hastings, etc) qui se peuplent rapidement. Ces déracinés constituent un terrain de choix pour l'action missionnaire, alors que les collectivités païennes structurées sont beaucoup plus difficiles à pénétrer.

Aussi Bickersteth, qui vient inspecter le champ de mission de la C. M. S. au Sierra Leone, comprend l'importance de ces esclaves libérés provenant de plusieurs dizaines d'ethnies de tout l'ouest-africain qui pourraient ensuite porter l'évangile dans leurs pays d'origine.

En 1811 la mission méthodiste vient à son tour à Freetown, mais, comme le souligne le pasteur Jean Faure dans un manuscrit demeuré hélas inédit (2), « les méthodistes ont apporté leurs caractéristiques religieuses d'Amérique, d'où une certaine autosatisfaction. Ils sont en quelque sorte une enclave dans un milieu indigène qu'ils se refusent à pénétrer. L'œuvre scolaire cependant est importante (en 1837 : plus de 1 100 élèves). Sur deux pasteurs africains consacrés vers 1840, l'un, Charles Knight poursuivra 35 années durant son ministère au Sierra Leone.

Les méthodistes font une tentative en Gambie à la suite des Quakers et d'Anna Kilham († 1832) qui, ayant appris le ouolof en Angleterre, vient fonder plusieurs écoles au cours de trois voyages. C'est en Gambie que, pour la première fois en Afrique (1836), il est question de traductions de l'évangile en mandingue par les soins du missionnaire Mc Braid et de la Société biblique.

La Sierra Leone au milieu du XIXe siècle est exceptionnellement développée (3). Fourah Bay forme des catéchistes et un inspecteur officiel des écoles de la mission constate que « le cinquième de la population est à l'école ».

(1) STOCK, *History of C. M. S.*, I, p. 95.
(2) *Histoire des missions protestantes en Afrique occidentale*, p. 18.
(3) *Infra*, p. 526.

Le Liberia, du fait que les noirs transportés des États-Unis en Afrique appartiennent déjà à des églises protestantes, connait plusieurs tentatives missionnaires.

La *mission baptiste américaine* issue de la *Triennal Baptist Convention* fondée en 1814 envoie deux prédicateurs. L'un d'eux, Lott Carey, arrivé en 1825 et devenu le bras droit du gouverneur Ashmum, est tué lors d'un coup de main des négriers. De 1835 à 1840, 18 missionnaires arrivent au Liberia (dont 14 meurent). Le missionnaire Crocker va s'installer chez les Bassa dont il transcrit la langue.

En 1833 arrivent des missionnaires de trois organismes : la *mission méthodiste épiscopale*, la *mission presbytérienne américaine* et l'*American Board of Commissioners for foreign missions*. La première sera illustrée par miss Farrington qui travaillera vingt années sur la côte et par John Seys originaire des Antilles qui installe une imprimerie pour éditer le journal de la mission, *African luminer*. La mission comprend des prédicateurs noirs, 6 instituteurs, 200 élèves. Un médecin viendra en 1836. Pinney, qui vient pour la mission presbytérienne américaine, ouvre une ferme missionnaire à Millsbury (1834). Devant les pertes la société décide (1837) de n'envoyer que des noirs. Enfin John Leighton Wilson est envoyé par l'American Board of Commissionners for foreign Missions.

En 1835 la *mission protestante épiscopale* (branche américaine de l'église anglicane) envoie un prédicateur noir puis en 1836 le Dr Savage et le pasteur Payne qui va devenir l'un des plus célèbres évêques missionnaires.

En *Gold Coast*, en dehors de l'activité de Thomas Birch Freeman, nous assistons aux difficiles efforts des missions de Bâle et de Brême.

En 1828, la *mission de Bâle*, à la requête du roi de Danemark, reprend le poste de Christianborg abandonné par les Moraves un demi-siècle plus tôt, mais cinq des sept missionnaires meurent dans les quelques mois qui suivent leur installation. Aussi le pasteur André Rys (1) débarqué en 1832 va-t-il s'installer en 1835 sur la colline d'Akropong où il parvient à constituer une communauté protestante puis ouvre des écoles. Deux missionnaires, Zimmermann et Christaller, s'attaquent au problème linguistique, le premier dans le dialecte *ga*, le second en *twi*. Un certain nombre de familles antillaises sont amenées comme auxiliaires de la mission. On leur doit l'introduction du café dans l'Akwapim.

Les *missionnaires de Brême* qui arrivent en 1847 commencent d'abord leur action à Christianborg et Peki, mais, après la mort des quatre premiers missionnaires, ils s'installent à Keta (1853) et vont se spécialiser dans le pays évhé (2).

A partir de ces postes, Christian Hornberger fait plusieurs voyages d'exploration dans l'intérieur, notamment à Atakpamé et Ho. Les postes missionnaires de la mission de Brême sont en plein essor lorsque

(1) Une excellente biographie d'André Rys nous est donnée par WALTER OELSCHNERR, *Landung in Osu*, Evang. Missionsverlag, Stuttgart 1959.
(2) Pasteur GUSTAV MÜLLER, *Geschichte der Ewe Mission*, Brême 1904.

le déferlement des cohortes achanti menace leur œuvre. La paix revenue, les missionnaires s'installent à Amedzofé dans l'Avatimé (1878). Pendant les quarante années qui précèdent l'installation allemande au Togo, plus de cent missionnaires sont envoyés par Brême dans cette région. Ces missionnaires qui ont l'estime des Africains jouent un rôle d'interprète, de témoin et d'arbitre entre l'autorité coloniale et les collectivités locales. Ce fut le cas notamment du pasteur Hornberger lors du traité de Djeloukové (1874) entre les chefs Anlo et le commodore Hewett.

Lors de l'installation allemande au Togo, la mission de Brême est à pied d'œuvre pour fournir une aide importante au gouvernement colonial. Les travaux du pasteur Jakob Spieth sur *Die Ewestämme*, ceux du pasteur Diedrich Westermann sur la langue evhé font le plus grand honneur à la mission de Brême.

L'expédition du Niger — Thomas Birch Freeman et Samuel Ajayi Crowther.

La campagne contre l'esclavage entreprise par Fowel Buxton (1) met en valeur les possibilités de *commerce légitime* et de mise en valeur agricole de l'Afrique avec l'éducation chrétienne. Elle reprend le mot de Metternich : « Il n'y a que le christianisme et la charrue qui puissent civiliser l'Afrique » (2).

L'une des conséquences de la campagne de Buxton est de mettre en évidence l'idée que l'esclavage ne pourrait être supprimé qu'à sa source, c'est-à-dire en pénétrant dans l'intérieur de l'Afrique. Ainsi est décidée l'expédition du Niger (1841) qui comprend trois bâtiments et emmène le missionnaire Schön du Sierra Leone et Samuel Crowther (3), ainsi que plusieurs chrétiens (originaires de cette région d'Afrique) pour servir d'interprètes comme Thomas King et Jonas. L'accueil reçu chez les Ibo est excellent, celui chez les Egara bien que moins bon, permet aux premiers éléments d'une ferme modèle d'être cependant installés.

La baisse des eaux du Niger ne leur permet pas d'atteindre le Noupé, mais surtout cette croisière de colonisation s'achève en hécatombe. Schön au retour laisse à Eggara le cathéchiste Thomas King et lorsque l'expédition se regroupe à Fernando Po, on compte 41 morts. Cette expédition coïncide avec le retour en pays yorouba de plusieurs centaines d'esclaves libérés (environ 500 entre 1839 et 1842) qui avaient racheté un navire négrier à Freetown et avaient organisé le retour le long de la côte jusqu'à Lagos. Ces hommes, chrétiens pour la plupart, montraient dans leurs lettres les possibilités d'ouverture d'un nouveau champ au pays yorouba.

(1) *De la traite des esclaves en Afrique et des moyens d'y remédier*, trad. française 1840, 650 p.

(2) Cité dans le J. M. E., 1841, p. 243.

(3) La mission du Niger est traitée de façon fondamentale dans le 4e chapitre (Die Grundlegung der anglikanischen Kirche am Niger) du livre de PETER BEYERHAUS, *Die Selbständigkeit der jungen Kirchen als missionarisches Problem*, p. 123-162.

L'appel ainsi lancé devait avoir un extraordinaire écho.

Les Méthodistes décident d'envoyer Freeman alors installé à Cape Coast. On sait l'étonnante personnalité de Thomas Birch Freeman, fils d'une servante d'auberge anglaise et d'un Africain habitant Londres qui réussit d'intéressants contacts avec les souverains d'Abomey et de Koumassi et parvint à implanter les premiers échelons de l'église méthodiste sur cette partie de la côte ouest africaine (1). Malheureusement Freeman ne parlait aucune langue africaine et ses voyages incessants, son activité un peu désordonnée entraînaient des dépenses considérables d'autant plus mal vues du Comité de Londres que Freeman était incapable de tenir une comptabilité. Néanmoins c'est à ses efforts qu'est due la première implantation missionnaire au Nigeria, au Dahomey et au Togo.

La C. M. S. de son côté fonde avec Townsend et Crowther la première mission anglicane à Abeokouta (1846) qui devient à l'intérieur un centre de renouveau, alors que les négriers commandent encore sur la côte. Townsend, lors d'un congé, sert d'ambassadeur des Yorouba auprès de la reine Victoria.

La mortalité chez les missionnaires restant très élevée, devant les succès de Crowther, le secrétaire pour l'Afrique occidentale du Comité de Londres, Henry Venn, obtient l'autorisation royale de consacrer « un évêque indigène pour les pays situés hors des possessions britanniques d'Afrique occidentale ». L'Université d'Oxford décerne par ailleurs à Crowther — eu égard à ses travaux linguistiques en yorouba — le titre de docteur *Honoris causa.*

Ainsi Crowther (2) bénéficie de toute l'autorité de l'église d'Angleterre et de l'appui d'Henri Venn. Si en apparence son activité est analogue à celle de Freeman, en réalité il va beaucoup plus au fond, d'abord quant au travail linguistique (yorouba, ibo, noupé), ensuite quant à l'implantation de catéchistes après ses visites, enfin quant à la lutte contre l'influence musulmane.

La mission du Calabar (3) *et du Cameroun.*

Après une première tentative en 1845 des Baptistes anglais installés depuis 1841 à Fernando Po, la mission presbytérienne écossaise sous l'impulsion de Hope Wedel, missionnaire à la Jamaïque, réussit à s'implanter et à durer grâce à l'exceptionnelle longévité de trois pasteurs, Waddell, Goldie et Anderson qui devaient mourir en 1895 respectivement âgés de 80, 84 et 90 ans.

En 1845 également, le missionnaire Saker s'installe à Douala sur la côte du Cameroun, puis, lorsque les rigueurs de l'Espagne catholique se font sentir à l'égard des protestants jamaïcains de Fernando Po (1858), il les installe au village d'Ambas qu'il appelle Victoria (Cameroun occidental). Des stations missionnaires sont installés à Deïdo et Bona-

(1) Cf. mon *Histoire du Dahomey*, Berger-Levrault 1962, p. 296 et la brochure de Paul Wood-Lainé, *Le missionnaire Freeman et les débuts de la mission protestante au Dahomey-Togo*, Porto-Novo 1943.
(2) *Supra*, p. 310-311.
(3) Donald Mc Farlane, *Calabar*, Thomas Nolson, Londres 1957, 184 p.

beri (Hickory Town) où le pasteur jamaïcain Fuller accomplit une œuvre importante.

C'est au chapitre des explorations que nous envisagerons l'œuvre du pasteur Grenfell qui, de 1874 à 1884 avait reconnu au Cameroun le cours inférieur du Wouri, de la Dibamba, du Mongo et de l'Abo avant d'aller en 1884 chercher de nouveaux champs de missions sur l'Oubangui dans ce qui va devenir l'État Indépendant du Congo.

La Mission de Paris au Sénégal.

Le passage du protestant Jauréguibery au gouvernement du Sénégal (1862) est l'occasion de la venue de la société des missions évangéliques de Paris. Le premier missionnaire, Jacques, s'établit à Sedhiou en Casamance où il est rejoint en 1865 par Andrault, mais l'insalubrité fait replier l'entreprise sur Saint-Louis.

A Saint-Louis, un nouveau missionnaire Villéger s'attache les services de Taylor. Né au Sierra Leone de parents yorouba, Taylor évangélise le quartier de Sor, puis vient à Paris suivre des cours ; il est consacré à l'Oratoire le 4 juillet 1878, est naturalisé français, rejoint enfin Saint-Louis où il se trouve bientôt seul avec une monitrice et un moniteur. Finalement l'action de la mission de Paris s'exerce parmi les esclaves Bambara libérés au village de Pont-de-Khor.

Ainsi la mission de Paris a abandonné la Casamance où, sans concurrence catholique, elle aurait pu accomplir une grande œuvre pour travailler dans le contexte des Bambara détribalisés de Saint-Louis.

3. **L'Afrique de l'Est.**

Le travail missionnaire protestant sur la côte orientale de l'Afrique commence en 1844 avec Johann Krapf, Allemand au service de la L. M., S., qui tente sans succès d'évangéliser l'arrière-pays de Mombasa et se rendra célèbre, avec ses compatriotes Rebman et Ehrardt, par la découverte des monts Kenya et Kilimandjaro.

Livingstone est missionnaire au service de la L. M. S. jusqu'en 1856. Son appel de décembre 1857 à Cambridge entraîne dans les milieux universitaires un puissant mouvement d'intérêt pour l'Afrique centrale et la fondation de l'U. M. C. A. (*Universities Mission to Central Africa*). Cependant, la première tentative, dirigée par l'évêque Mackenzie et fixée en 1861 dans la vallée du Shiré (émissaire du lac Nyassa vers le Zambèze), se solde par un échec total. En 1874 sous l'impulsion de l'évêque Steere, l'U. M. C. A. reprend son œuvre en établissant deux centres destinés aux esclaves libérés à Magila et à Masasi (Tanzanie) et en installant des missions parmi les Yao et les Nyanja habitant à l'est du lac Nyassa (Malawi).

En cette même année 1874 où les funérailles nationales faites à Livingstone ont déclenché le véritable départ des missions protestantes britanniques en Afrique, les églises écossaises décident de s'intéresser à la région du lac Nyassa. En 1875 les Presbytériens (F. C. S. = *Free Church of Scotland*) fondent Livingstonia sur la rive occidentale

du lac, tandis que l'Église d'Écosse (C. S. M. = *Church of Scotland*) fonde la station de Blantyre (du nom de la ville natale de Livingstone) dans les montagnes au sud du lac. Dès le départ les missions écossaises du lac Nyassa se trouvent confrontées à des problèmes de ravitaillement extrêmement difficiles. Pour les résoudre James Stevenson de Glasgow fonde en 1878 la *Livingstonia Central African Trading Company* dont le quartier général est à Mandala près de Blantyre. Après douze années d'existence indépendante la L. C. A. T. C. sera absorbée par la B. S. A. C. de Cecil Rhodes sous le nom d'*Afrikan Lakes Corporation.* Nulle part mieux qu'au Nyassaland n'apparaît la liaison entre les activités missionnaires, commerciales et enfin politiques de la Grande-Bretagne (1).

Le 15 novembre 1875 paraît dans les colonnes du Daily Telegraph l'appel de Stanley demandant des missionnaires pour le Bouganda. L'Église d'Angleterre réagit immédiatement. La C. M. S. (*Church Missionary Society*) avait jusque là borné son action à la région de Mombasa où elle avait fondé deux établissements pour les esclaves libérés (Freretown et Rabaï). Grâce à d'importantes contributions d'origine privée, la C. M. S. envoie les deux missionnaires Smith et Wilson par la route de Tabora et trois autres l'année suivante par la voie du Nil. Nous avons dit par ailleurs (2) le développement remarquablement rapide de la mission et son antagonisme d'abord théologique, puis politique envers les Pères Blancs du Cardinal Lavigerie arrivés au Bouganda à partir de 1878.

C'est en 1875 également que la L. M. S. (*London Missionary Society*) organise cinq stations missionnaires sur les rives du lac Tanganyika, stations qui seront toutes abandonnées en 1893, cependant que la L. M. S. aura concentré son activité dans l'actuelle Zambie.

L'implantation coloniale allemande introduit sur le territoire de l'actuelle Tanzanie plusieurs sociétés missionnaires allemandes : *Bethel Missions-Gesellschaft* (1886), *Mission de Leipzig* (1893), *Berliner Mission* (1903).

Au Kenya c'est seulement en 1898 que s'installe la *East African Scottish Mission.* Elle est suivie en 1899 par la C. M. S. et en 1901 par l'*Africa Inland Mission.*

Si l'on fait le bilan des missions protestantes en Afrique au XIX[e] siècle, on est d'abord frappé par les effrayantes hécatombes que provoque le climat sur la côte ouest africaine. Cette mortalité entraîne l'installation de missionnaires de couleur beaucoup plus résistants.

Dans cette perspective, en dehors des Yorouba comme Crowther, évêque en Nigeria et Taylor, pasteur de la mission de Paris au Sénégal, on a affaire à des métis venus d'Angleterre comme Freeman ou venus des Antilles (Jamaïcains au Calabar) et des États du Sud (Liberia). Ce phé-

(1) Lire pour toute l'Afrique de l'Est la pénétrante étude de R. Oliver, *The missionary factor in East Africa*, Londres 1952, 302 p. 2e éd., 1965.
(2) *Infra*, p. 168-172.

nomène de « retour » qui s'arrêtera quasi-totalement après la guerre de Sécession montre une adaptabilité convenable au climat, mais d'assez grandes difficultés pour travailler chez les païens de la brousse. Aussi l'œuvre sera-t-elle menée au Liberia parmi les protestants noirs américains ; et à Freetown chez les esclaves libérés par la croisière qui apparaissent plus perméables à une action scolaire et évangélisatrice.

A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, le nombre des missions protestantes s'accroît considérablement, si bien qu'en certaines régions plusieurs missions d'obédience différente se disputent les mêmes fidèles. Par ailleurs, la diversité des méthodes présente de multiples inconvénients, c'est pour ces divers motifs que la Conférence d'Édimbourg (1910) sera convoquée. Elle doit être considérée comme le premier essai de coordination missionnaire à l'échelle mondiale ; l'Afrique en profitera largement.

Au début du XX^e siècle l'œuvre missionnaire, catholique et protestante, se confond avec l'action civilisatrice et l'action scientifique.

Sauf en Ouganda où l'affaire a tourné à l'affrontement sanglant, les missions catholiques et protestantes ne se gênent pas mutuellement. Elles deviennent en bien des endroits les auxiliaires de l'action coloniale, d'où par exemple le remplacement des catholiques français du Togo par les pères allemands du Verbe Divin et celui de certains missionnaires anglais à Madagascar par des protestants français.

Si l'on fait au début du XX^e siècle une carte de l'implantation des missions chrétiennes on s'aperçoit qu'elle coïncide avec celle de la richesse. Certes cette richesse correspond aux proches secteurs côtiers déjà depuis longtemps au contact des Européens et plus faciles d'accès, mais il y a peut-être cependant plan concerté pour que les collectivités chrétiennes puissent dès que possible subvenir financièrement à leurs constructions, à leurs écoles, à leurs prêtres.

Chez les Protestants comme chez les Catholiques on trouve *l'œuvre des orphelins*. En ces périodes d'esclavage, certains missionnaires rachetaient les enfants pour en faire des chrétiens, mais alors les mauvaises langues disaient qu'ils avaient leurs propres esclaves.

Le bilan scientifique des missions chrétiennes au début du XX^e siècle est remarquable, l'effort scolaire est en plein développement. Par contre, les missions sont bien souvent dans la mouvance de l'autorité coloniale qui subventionne leurs œuvres mais aussi les compromet vis-à-vis des nationalistes africains.

Bien que des églises dissidentes (éthiopiennes) aient commencé à se manifester, les mouvements messianiques ne se développeront vraiment que postérieurement à la première guerre mondiale.

Nous étudierons dans le troisième volume le rôle de l'impact missionnaire dans les sociétés africaines, si important pour leur évolution culturelle comme pour la genèse des nationalismes africains.

CHAPITRE XIV

L'EXPLORATION DE L'AFRIQUE JUSQU'AU SCRAMBLE

Nous limiterons volontairement ce chapitre à l'essentiel. L'histoire des explorations de l'Afrique a en effet été écrite de multiples fois et les personnalités des explorateurs ont exalté de nombreuses générations d'Européens en raison des périls encourus et de l'importance des problèmes posés comme de la modicité des moyens mis en œuvre pour les résoudre. Les explorateurs européens de l'Afrique doivent aussi sans doute une partie de leur gloire à Sir Baden Powell, fondateur du scoutisme mondial qui fit une partie de sa carrière en Afrique, et mourut au Kenya, aux responsables du scoutisme français (auquel Lyautey s'intéressa longtemps) comme du scoutisme autrichien dirigé quelque temps par Slatin Pacha.

C'est d'Afrique que les exemples donnés à la jeunesse allemande, anglaise, autrichienne, belge, française, italienne, furent tirés. C'est pourquoi l'explorateur africain a bien souvent une valeur d'exemple auprès de la jeunesse européenne, alors que des exploits comparables accomplis par exemple au Laos par Pavie, au Thibet par les PP. Huc et Gabet sont beaucoup moins connus.

Ce qu'on exalte encore aujourd'hui dans les manuels scolaires, ce sont les exploits individuels des explorateurs, ceux de Caillié, Barth, Livingstone, sans se préoccuper de l'échelon arrière, c'est-à-dire de l'opinion publique et de ceux qui ont soutenu moralement et matériellement l'entreprise.

On ne peut séparer la recherche géographique du mouvement intellectuel qui agite l'Europe à la fin du XVIII^e siècle. Ce que nous avons dit à propos des abolitionnistes correspond au mouvement d'intérêt de la bourgeoisie libérale européenne pour le *continent noir* qui se développa au début du XIX^e siècle, soutint *les explorations*, puis servit *l'impérialisme* avant d'épouser au milieu du XX^e siècle la cause de *l'anticolonialisme.*

I. LE MOUVEMENT INTELLECTUEL, LES IDÉES ET LA CONNAISSANCE DE L'AFRIQUE A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

1. Le mouvement intellectuel du XVIII^e siècle.

Le milieu des Encyclopédistes français, celui de la Société des Amis des Noirs, correspond au groupe anglais des *Humanitarians* qui se développe à partir de 1780. Le mouvement de curiosité géographique déclenché par les Encyclopédistes a son équivalent en Angleterre.

Il est important de noter que les idées de cette bourgeoisie éclairée, en relation avec les armateurs et négociants, rejoignent les préoccupations économiques : demander à un continent beaucoup plus proche des produits exotiques (thé, café, cacao, tabac, sucre, épices) dont l'acheminement depuis les Indes orientales est aléatoire, long et coûteux.

Parallèlement à la consommation croissante de ces produits, la botanique tropicale, à la suite des travaux de Michel Adanson au Sénégal, de Sparrmann (1772-76) en Afrique du Sud et de Palinot de Beauvois dans le royaume de Warri (actuelle Nigeria), connaît une immense vogue particulièrement en Angleterre.

Par ailleurs de nombreux Africains se trouvant à Londres éveillent l'intérêt des intellectuels sur leur origine, ce qui explique le succès des *Letters* d'Ignatius Sancho et de l'*Autobiography* d'Olandah Eguiano (1).

Les milieux intellectuels sont soucieux de s'instruire et si, en France, les Encyclopédistes se passionnent pour les récits de voyage, en Angleterre les bonnes bibliothèques possèdent des *Collections of travels* rendant compte des progrès réalisés dans la connaissance du monde. Toutefois l'Amérique où tant d'Européens sont allés s'installer représente une part notable des sujets des nouvelles publications, cependant que les explorations de Cook (1768-1778) attirent l'attention des lecteurs vers le Pacifique.

C'est précisément un botaniste compagnon de Cook durant son premier voyage, Joseph Banks qui, par ses qualités d'ethnologue et de naturaliste, se fait élire en 1778 à 35 ans Président de la *Royal Society*, poste qu'il va conserver quarante-deux années. Sa résidence de Soho Square à Londres devient l'un des rendez-vous du monde savant. Une partie importante de son énergie et de son intelligence sera consacrée à l'exploration de l'Afrique (2).

Du côté français les énergies qui auraient pu se trouver disponibles pour l'exploration de l'Afrique sont absorbées par l'expédition

(1) *The interesting narrative of the life of Olandah Eguiano or Gustavus Vassa, the african written by himself*, Londres 1789 ; cf. THOMAS HODGKIN, *Nigerian perspectives*.
(2) ROBIN HALLETT, *Records of the African Association (1788-1831)*, p. 11.

d'Égypte qui donne les extraordinaires résultats scientifiques que l'on sait (1).

Au XIXe siècle, après 1815, l'Europe entre dans une ère d'expansion industrielle, de paix internationale, de stabilité monétaire. Les grandes puissances ont les mains libres, des militaires disponibles et de l'argent pour étudier le monde extérieur à l'Europe. L'exploration puis la colonisation vont meubler leur oisiveté en donnant à une opinion publique avide de gloire son contingent de héros.

Si l'officier à la conquête des colonies est fréquemment attaqué dans la presse en raison de la disproportion de l'armement et de la formidable supériorité des armes perfectionnées sur les arcs, les sagaies ou même les fusils de traite, l'explorateur par contre, qu'il s'agisse de Livingstone, Barth ou Brazza, figure en avantageuse image d'Épinal sous l'aspect hâve et fiévreux d'un vagabond solitaire et barbu. Comme le dit André Leroi-Gourhan (2) :

> « Il marche et s'épuise, grelotte de fièvre, mange et dort avec les porteurs, perd ses cantines, laisse sa dernière paire de bottes dans un marais et vient frapper, couvert d'oripeaux, à la porte d'un planteur perdu à la frange du monde admis sur les cartes. C'est le dernier qui connaîtra les sentiments de précurseur de tous les explorateurs, du pèlerin des débuts. »

Si l'*African Association* jusqu'au début du siècle assume une part considérable des entreprises d'exploration, c'est le gouvernement britannique qui prend la relève dès 1805.

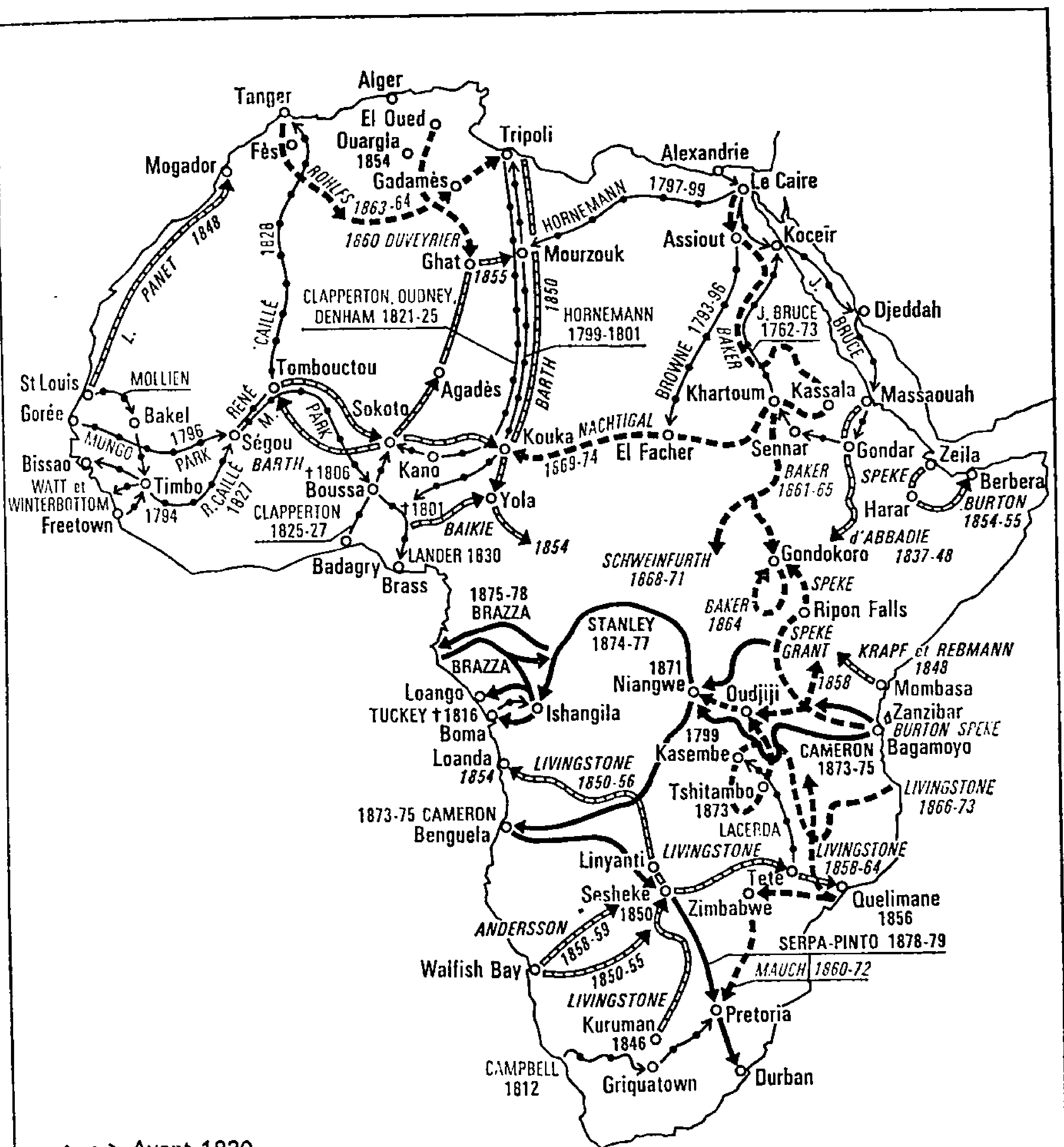
Les problèmes du Tchad, du Niger et de Tombouctou dominent les préoccupations européennes du début du XIXe, ce qui tient aussi en partie à la croisière antiesclavagiste, à l'installation britannique en Sierra Leone et aux efforts français sur le haut Sénégal. Les colonnes militaires françaises qui font la conquête de l'Algérie n'explorent les franges sahariennes qu'à partir de 1850.

Après l'Afrique de l'ouest, l'Afrique du sud à partir de 1820 fait son entrée dans les préoccupations britanniques avant qu'au milieu du siècle l'intérêt ne se transporte avec Livingstone vers l'Afrique centrale, les lacs, puis vers les sources du Nil. Après la mort de Livingstone est inaugurée une période congolaise marquée, avec la Conférence de géographie de Bruxelles, par un essai de coordination générale des explorations du continent africain.

Il faut relire la collection des bulletins de la société de géographie de Paris ou des sociétés de géographie de province ou des *Petermann's Mitteilungen* pour apprécier la place tenue par l'Afrique dans les préoccupations des savants.

A ce sujet il faut admirer la promptitude avec laquelle les traductions des livres des explorateurs sont publiées. En ce domaine les lecteurs francophones sont en général beaucoup mieux informés sur

(1) *Cf. supra*, p. 389-390.
(2) LEROI-GOURHAN, *Les Explorateurs célèbres*, éd. d'art Lucien Mazenod, Genève, p. 12.



Avant 1830
(Problème du Niger)

James BRUCE 1768-73
WATT et WINTERBOTTOM 1793
MUNGO PARK (1) 1796
BROWNE 1793-96
HORNEMANN (1) 1797-99
LACERDA 1798-99
HORNEMANN (2) 1799-1801
MUNGO PARK (2) 1805-06
TUCKEY 1816
MOLLIEN 1818
OUDNEY, DENHAM, CLAPPERTON 1821-25
CLAPPERTON, LANDER 1825-27
René CAILLÉ 1827-28
Frères LANDER 1830

1830 - 1856
(Zambèze-Tchad)

Frères d'ABBADIE 1837-48
L. PANET 1848
KRAPF et REBMANN 1848
BARTH, RICHARDSON (+1851), OVERWEG (+1853) 1850-55
LIVINGSTONE (1) 1846-1856
ANDERSSON 1850-55
BURTON et SPEKE 1854-55

1856 - 1873
(Nil)

LIVINGSTONE (2) 1858-64
BURTON et SPEKE 1857-58
DUVEYRIER 1860
BAKER 1861-65
SPEKE et GRANT 1860-63
MAUCH 1860-72
ROHLFS 1863-64
LIVINGSTONE (3) 1866-73
SCHWEINFURTH 1868-71
NACHTIGAL 1869-74

1873 - 1881
(Congo)

CAMERON 1873-75
STANLEY 1874-77
BRAZZA (1) 1875-78
SERPA-PINTO 1878-79
BRAZZA (2) 1879-81

CARTE 21 : Les explorations.

les explorations britanniques que les lecteurs anglophones sur les explorations françaises. En effet, si le livre de Mollien fut très rapidement traduit par Bowdich, par contre nombreux sont les ouvrages français (le livre fondamental de Binger : Du Niger au Golfe de Guinée, celui de Charles Monteil : De Saint-Louis à Tripoli par le Tchad, etc) qui n'ont jamais bénéficié de traductions anglaises.

2. Connaissance de l'Afrique au siècle des lumières.

A la fin du XVIII[e] siècle que sait-on de l'Afrique ? Guère plus que les vers de mirliton en forme mnémotechnique que récitent les écoliers.

« L'Afrique a douze parts. Le Caire, Alexandrie,
et Damiette et Suez en Égypte ; Barca,
Tripoli près Tunis, Alger et puis Ceuta,
Fez, Maroc sous l'Atlas sont de la Barbarie ;
Le Bileduglrid, le désert ou Zara,
Nigritie et Guinée, Cafres, Éthiopie.
On trouve à l'orient le Monomotapa,
le Zanguebar, l'Ajam, enfin l'Abyssinie. »

Ce siècle qu'on appelle celui des lumières fut en effet une extraordinaire période de rayonnement européen où la France, malgré ses échecs maritimes et coloniaux, en raison de son avance démographique et culturelle, imprima sa marque et sa langue à l'Europe. Ce siècle des lumières fut, pourrait-on dire sans jeu de mots, celui d'une prise de conscience européenne des obscurités africaines, d'une ignorance à peu près complète de ce qui existe à l'intérieur de ce continent qui fournit à l'Europe par la traite une partie de son capital et de son bien-être.

Après les travaux de Guillaume Delisle (1675-1726), ceux de Bourguignon d'Anville (1697-1782) constituent une remarquable mise au point (1), un état de l'ignorance européenne sur l'intérieur du continent africain. La carte de l'Afrique est assez bien dessinée quant à ses contours extérieurs. Le Niger est noté comme coulant d'ouest en est... et se jetant dans le lac Tchad. De nombreuses cités sont situées sans de trop notables erreurs. Sur ces travaux, remarquables pour l'époque, vont travailler les explorateurs du XIX[e] qui vont résoudre les uns après les autres les principaux problèmes. Mais tous les géographes rendent à d'Anville l'hommage qu'il mérite. Au lieu des montagnes fantaisistes et des lacs bizarremment placés, d'Anville situe, référence à l'appui, ce qui peut l'être.

Nous avons vu d'ailleurs que des parties relativement importantes de l'Afrique sont assez convenablement connues dans les régions visi-

(1) J. B. BOURGUIGNON D'ANVILLE, *Mémoires concernant les Rivières de l'intérieur de l'Afrique* ; Recueil des Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles lettres XXVI, 64-81 (1759) ; J. D. BARBIER DU BOCAGE, *Notice sur les Ouvrages de M. d'Anville*, Paris 1802.

tées par les Portugais en Éthiopie, au Zambèze et en Angola, par les Français sur le haut Sénégal, par les Anglais sur la Haute Gambie. Pour le Soudan occidental, on dispose essentiellement des travaux d'Idrisi et de Léon l'Africain (1550) ainsi que des notes de quelques voyageurs.

De bons esprits ont savamment disserté sur les motifs de l'ignorance européenne à l'égard du continent africain. La « barrière » du Sahara, les difficultés d'accès aux côtes en raison de la barre, la rareté des fleuves navigables, l'obstacle des forêts, l'insalubrité du climat. Tous ces motifs sont assurément valables mais la barrière du Sahara laissait passer chaque année plusieurs caravanes souvent très importantes, la barre n'empêchait pas le débarquement des négriers, ni l'embarquement de centaines de milliers d'esclaves. Quant aux fleuves, le Sénégal a été remonté par André Brüe dès la fin du XVII^e^ siècle et la Gambie est une fort convenable voie de pénétration. Quant au Niger on appréciera bientôt ses possibilités. En fait, ce qui arrête les voyageurs c'est l'absence d'intérêt. L'or du Bambouk a été pour les chefs de comptoirs français de Saint-Louis ou anglais du Fort James des motifs suffisants. Pour le reste on croit à la pauvreté de l'intérieur et l'on se soucie peu, devant l'hostilité des souverains africains des régions côtières, d'y aller voir. Seuls des missionnaires pour chercher des âmes à évangéliser ou des soldats sur ordre pouvaient entreprendre des explorations.

Nous avons vu l'apport scientifique des missionnaires italiens du Congo, des jésuites portugais d'Éthiopie. Ces renseignements à vrai dire seront peu connus. Ainsi deux prêtres italiens envoyés en mission au Bornou en 1711 vont mourir de la dysenterie à Katsena (1).

Nous avons vu d'autre part (2) l'échec des expéditions entreprises notamment sur la Côte d'Afrique orientale par les Portugais. Aussi, faute de pouvoir aligner des effectifs suffisants et disposant d'une supériorité d'armement qui ne sera réellement obtenue qu'à la fin du siècle avec les mitrailleuses, l'exploration reste l'affaire de l'individu isolé (un interprète, un âne, une pacotille) qui sait se faire accueillir par une société africaine, à laquelle il ne pose aucun problème de ravitaillement et pour laquelle il n'est pas une menace.

L'exploration de James Bruce à cet égard a une valeur éminente d'exemple.

3. Importance de l'exploration de Bruce.

La romantique physionomie de ce voyageur écossais a été si souvent décrite (3) qu'il est inutile d'y revenir. On sait l'importance de son voyage depuis Alexandrie via Thèbes jusqu'à Koçeir puis, après une

(1) Le premier récit de cette mission obtenu soit par le Capitaine Smyth, soit par le consul Warrington des pères catholiques de Tripoli figure dans une note écrite par John BARROW, *Quarterly Review*, 1818, 181-375i.
(2) *Supra*, p. 88-94.
(3) Notamment avec beaucoup d'esprit par GRIAULE dans *Les Explorateurs célèbres*, éd. Mazenod, Genève 1947, p. 104-107.

escale à Djedda, son départ de Massaouah (1769) pour Adoua, Gondar, Sennar, Shendi. On lui doit sinon la découverte des sources du Nil bleu (1) déjà visitées par Jérome Lobo qui fut en Ethiopie de 1625 à 1633, date de l'expulsion des jésuites), du moins une remarquable description de l'Ethiopie et du Sennar à cette époque (2).

L'exploration de Bruce eut une grande importance à cause du renom acquis par cet explorateur qui mit très longtemps à publier ses notes de voyage parues seulement en 1790, mais démontra qu'un homme décidé pouvait accomplir de grandes choses sans importants moyens pécuniaires. Il laisse cinq volumes qui se lisent comme un roman et qui, grâce aux observations astronomiques effectuées, renseignent de façon remarquable sur la topographie de l'Ethiopie.

II. L'AFRICAN ASSOCIATION ET SES ENTREPRISES

Les douze membres du *Saturday'Club* qui se réunissent à la taverne Saint-Alban et Pall Mall (les clubs constituent à cette époque une forme de la vie sociale) sont préoccupés de l'Afrique, aussi décident-ils le 9 juin 1788 de transformer leur club en une *Association for promoting the Discovery of the interior parts of Africa.* Parmi ces douze fondateurs, le plus remarquable est incontestablement Sir Joseph Banks, lequel a aidé en 1772 à l'envoi en Afrique du Sud de Francis Masson, un jeune botaniste et, en 1780 en Gold Coast de William Brass, jardinier du duc de Northunberland. Sir Joseph Banks est le premier trésorier de l'association, cependant que le premier secrétaire est Henry Beaufoy. La vie interne londonienne de l'association n'intéresse l'histoire du continent africain que dans la mesure où elle explique le comportement des explorateurs engagés à son service et permet la solution des problèmes.

1. Échec de Lucas et Ledyard.

Dès la première séance l'association reçoit les propositions de Simon Lucas ; capturé dans son jeune âge par des corsaires sur la côte d'Espagne, il a passé trois ans à la cour du sultan du Maroc. Libéré, il est devenu vice-consul à Fès et s'est lié avec un ambassadeur de Tripoli, Abdrahman, qu'il a piloté dans Londres. Lucas offre d'aller de Tripoli au Fezzan, puis de là vers le sud.

En même temps, John Ledyard, un Américain qui a participé au troisième voyage de Cook et dont la vie a été marquée par de multiples aventures depuis le passage du Nord-ouest jusqu'en Sibérie, offre à Banks ses services pour partir du Nil en direction de l'ouest. Ainsi toute une partie du nord-est de l'Afrique pourrait être explorée. Mal-

(1) C'est, semble-t-il, l'anglais Ch. Beke qui le premier démontra que le mérite de la découverte du Nil bleu appartient aux jésuites portugais Pedro Paës et Jérôme Lobo; *in* Bull. Soc. géog., Paris, mars, avril, mai 1848.

(2) Cf. à ce sujet l'ouvrage de RICHARD PANKHURST, *Travellers in Ethiopia,* O. U. P, 1965, p. 67-82.

heureusement Ledyard meurt au Caire et Lucas ne peut partir en raison de la révolte des tribus qui coupent la route de Mourzouk. Toutefois, en préparant son voyage avec un certain Inhammed (1), il a recueilli sur le trafic transsaharien et les régions du Tibesti, du Bornou et de Katsena d'amples informations qui représentent un progrès certain sur Léon l'Africain.

Au début de 1789, alors que Lucas est encore à Tripoli, un certain Ben Ali, vivant à Londres, dit avoir visité Tombouctou dans sa jeunesse et offre d'y accompagner un explorateur en partant de la Gambie. Le projet prend corps sous une forme commerciale : un négociant nommé Philip Samson (qui devint plus tard directeur de la Compagnie de Sierra Leone) accepte d'envoyer une cargaison pour être vendue à Tombouctou. Mais l'explorateur désigné, le Dr Swediaur, un Suédois né en Autriche, tombe malade et Ben Ali disparaît mystérieusement.

En 1795 à Londres, Lucas reçoit et interroge un commerçant marocain, Asid el Hadj Salam Shabeni, dont il a connu les parents à Tétouan et qui a été libéré d'Ostende grâce aux bons offices britanniques. A 14 ans, Shabeni avait accompagné son père à Tombouctou et en pays haoussa. Il avait vécu douze ans dans ces régions sur lesquelles son rapport fournit d'intéressants renseignements (2).

2. Premières lueurs sur le cours du Niger : Houghton et Mungo Park.

En août 1789, le major irlandais Daniel Houghton offre ses services. Il a vécu au Maroc et a servi trois années à Gorée durant l'occupation anglaise de l'île. Il remonte la Gambie au début de la saison sèche de 1790. Bien reçu par le souverain du Bambouk il s'en va mourir en 1791 au Kaarta. Mais son rapport révéla que le Niger coulait vers l'est et non vers l'ouest.

En 1794, James Watt (3) et Matthew Winterbotton, envoyés par la *Sierra Leone Company*, atteignent Timbo et Labé chez les Peuls du Fouta Djalon et reviennent par le rio Nuñez. Les intéressants résultats de ce voyage sont éclipsés par ceux de Mungo Park. En juillet 1794 ce médecin écossais est engagé par l'association avec le même objectif que le major Houghton dont il suit la route ; après de multiples difficultés il parvient à Ségou. Il est le premier Européen à atteindre le Niger (20 juillet 1796) et à le remonter sur plusieurs dizaines de kilomètres. Ainsi Park confirme l'information de Houghton sur la direction prise par le cours du Niger. Cette exploration, magnifique témoignage d'énergie individuelle, lui permet d'insister sur la nécessité et l'urgence de développer des relations politiques et commerciales avec cette région d'Afrique.

(1) Robin Halett, *op. cit.*, p. 26.
(2) J. G. Jackson, *An account of Timbuctou and Haoussa*, Londres, 1820.
(3) Le manuscrit du voyage de James Watt à Timbo est conservé à Rhodes House (Oxford), d'après Curtin, *The Image of Africa*, p. 144, note 4.

Dans l'introduction au voyage de Frédéric Hornemann, Guillaume Young souligne l'importance du voyage de Park (1) :

« L'an 1798 sera toujours célébré comme l'époque mémorable où les recherches de cette société annoncèrent au monde que le cours du Niger était de l'ouest à l'est et, après un espace de 2 300 ans, confirmèrent le témoignage des Nasamons et la relation d'Hérodote contestée durant cette longue période par des écrivains anciens et modernes, et finalement rejetée dans le siècle dernier par le savant d'Anville. »

3. **Brown et Hornemann.**

Quelques mois après le retour de Park en Angleterre, un autre explorateur, William George Brown, regagne Londres après un voyage qui, partant d'Assiout, l'a conduit au Darfour où il a été contraint de demeurer trois années. Mais, premier européen à être demeuré là, il apporte sur cette région une extraordinaire documentation. Ces deux réussites, à l'est celle de Park et à l'ouest celle de Brown, sont complétées par l'entreprise d'un jeune Allemand, Frédéric Hornemann. Fils d'un pasteur d'Hildesheim, il est présenté à la société en 1796, est envoyé à Göttingen pour apprendre l'arabe et en général les sciences susceptibles de l'aider dans son voyage. Il est notamment l'élève du professeur Blumenbach, l'un des fondateurs de l'anthropologie.

Revenu en Angleterre en mai 1797, il arrive à Londres en juillet, puis se rend à Paris où il est reçu à une séance de l'Institut dont les membres lui apportent leur aide, notamment l'astronome Joseph Lalande et le botaniste Pierre Broussonet, d'ailleurs tous deux *fellows* de la Royal Society. Lalande lui offre son *Mémoire sur l'Afrique* et Broussonet le recommande à M. Laroche, consul à Mogador, qui lui fait faire la connaissance d'un Turc de distinction, natif de Tripoli. Ce dernier lui donne à Paris de multiples renseignements sur les contrées qu'il doit aller visiter. C'est ensuite Marseille et Alexandrie, puis Le Caire où la campagne de Bonaparte le fait un moment interner. Il est bientôt libéré et les personnalités du corps expéditionnaire s'ingénient à faciliter son voyage, qu'il s'agisse de Monge, de Berthollet ou du général Bonaparte lui-même qui fait acheminer ses rapports à l'*African Society*.

Au Caire, Hornemann s'est attaché comme interprète un Allemand, Joseph Frendenburgh, parlant très couramment l'arabe et qui, ayant été contraint d'embrasser l'islam, a participé à de nombreuses caravanes et fait à trois reprises le voyage de La Mecque. Ainsi équipé, Hornemann fait en 1798 le voyage de Siouah, Aoudjila, Mourzouk où Frendenburgh meurt des fièvres, puis, ne voyant pas de caravanes susceptibles de l'emmener avant de longs mois, il regagne Tripoli pour rédiger son rapport. Il repart en 1800, passe par Bilma, Kouka, Kat-

(1) *Voyages dans l'intérieur de l'Afrique par Frédéric Hornemann pendant les années 1797, 1798*, traduit de l'anglais chez André, libraire rue de la Harpe, Paris, 1802, p. XXIX.

sena et le Noupé où il meurt à Bokani d'une crise de dysenterie. C'est l'explorateur Lyon qui rencontrera à Tripoli un marchand ayant fait partie de la caravane d'Hornemann et obtiendra des renseignements exacts sur sa mort (1).

Cinq ans plus tard, Clapperton retrouve les deux marchands fezzanais, Hat Salah et Benderachmani, rencontrés par Hornemann à Kano et qui se trouvaient avec lui lorsqu'il mourut. Malheureusement les papiers de l'explorateur avaient brûlé avec son hôte Youssouf Fellata dans sa case (2). On mesure avec le recul combien proche de son but se trouvait Hornemann mort à quelques dizaines de kilomètres du Niger, à l'endroit où son cours s'infléchit vers le sud.

Alors que l'association ne sait encore rien du destin du malheureux Hornemann, Banks a l'idée de reprendre l'exploration à partir de la côte du golfe de Guinée pour résoudre le problème du cours du Niger. Calabar, où des relations se trouvent déjà établies avec les chefs locaux, est choisi. Malheureusement Nichols y meurt trois mois après son arrivée et l'entreprise est abandonnée.

III. LES ENTREPRISES GOUVERNEMENTALES ANGLAISES

A ce tournant de siècle l'*African Association* ne va plus jouer aucun rôle pour l'exploration de l'Afrique de l'ouest. Seul Henry Salt fera une brève exploration en Ethiopie (1809-1811). Burckhardt, qui va mourir avant d'entreprendre le grand voyage transsaharien, n'est connu en matière africaine que comme explorateur de la Nubie et c'est vers la vallée du Nil que les explorateurs de l'association, Gordon, Linant de Bellefonds et Welford, vont se diriger à la suite de l'expédition militaire de Méhémet Ali. Gordon (1821-22) et Welford (1830) s'en iront mourir au Sennar, cependant que Linant de Bellefonds ne pourra franchir la barrière du royaume Chillouk.

L'importance de l'effort britannique consenti en Sierra Leone, la maîtrise des mers après Trafalgar sont autant de motifs qui poussent le gouvernement de Londres à prendre directement en charge les missions d'exploration, l'*African Society* prenant dès lors à son compte les explorations faites en des pays où son caractère scientifique et privé donnent des facilités qui seraient refusées à une entreprise officielle anglaise.

1. Le second voyage de Park.

Le gouvernement britannique, après les extraordinaires résultats de Mungo Park, lui offre en 1803 de repartir pour explorer à nouveau

(1) Captain F. G. Lyon, *A narrative of Travels in Northern Africa*, Londres 1821, p. 132.

(2) Denham et Clapperton, *Narrative of Travels and discoveries in northern and central Africa*, Londres 1826, II, 264, cité par E. V. Bovill, *Missions to the Niger*, p. 34.

le Niger. Malgré les objurgations de son voisin et ami Sir Walter Scott, Park accepte et part le 27 avril 1805 avec une caravane de 42 ânes et 40 hommes dont 4 charpentiers et 34 soldats de la garnison de Gorée. La caravane gagne Ségou par une route plus courte que lors de sa première expédition, mais un excès de confiance a fait partir la colonne en saison des pluies si bien que le détachement est ravagé par les fièvres et qu'à l'arrivée à Ségou (19 août), son effectif est réduit à un charpentier et six soldats. Le souverain bambara lui donne un guide, Amadi Fatouma, et des pirogues. A Yaouri le guide débarque et la pirogue baptisée « *Joliba* » montée par le lieutenant Martyn, trois blancs, trois esclaves et Park, continue sa route. On sait comment, au cours d'une embuscade aux rapides de Boussa, leur pirogue heurta un rocher; Park, Martyn et les deux survivants européens moururent noyés. A Boussa, Park était bien près du but. Il avait sur près de 2 000 km découvert le cours du Niger et il doit être considéré comme l'un des plus grands explorateurs de tous les temps (1). D'autre part cette deuxième entreprise marque un tournant. C'est en effet la première exploration qui bénéficie d'un soutien gouvernemental considérable.

2. Burckhardt.

On ne sut la fin tragique de l'exploration de Park qu'en 1811 et l'*African Society* accepta en 1808 les propositions d'un jeune Suisse de 25 ans, Johann Ludwig Burckhardt (2), qui devait apprendre à fond l'arabe pour faire avec une caravane le voyage du Soudan occidental. Mais sa préparation fut telle qu'en dehors d'une exploration en Haute Égypte et en Nubie (1813-1814) (3), il compte surtout parmi les tout premiers explorateurs du Moyen-Orient. Il est le premier Européen à avoir visité les lieux saints de l'Islam. Il s'apprêtait à partir avec une caravane vers l'Afrique centrale lorsqu'il mourut d'une dysenterie le 15 octobre 1817 à l'âge de trente-trois ans.

3. Le problème du Niger.

Le major Houghton et Mungo Park ont démontré que le Niger coule d'Est en Ouest et trois, solutions sont alors proposées par le monde savant : le Niger aboutissant au Nil, le Niger rejoignant le Congo, ou encore (c'est la théorie du célèbre major Rennel) à un lac intérieur où l'eau s'évapore. Une quatrième solution a été proposée — en 1802 — par le géographe allemand Christian Gottlieb Reichard (4). Elle place

(1) Cf. EDWARD LYNAM, *Mungo Park* in *Les explorateurs célèbres*, p. 108-109.
(2) HANS DIETSCHY, *Burckhardt* (1784-1817) in *Les explorateurs célèbres*, p. 198-199.
(3) Ses notes de voyage sur la Nubie (*Travels in Nubia*) furent les premières publiées par l'*African Association* (1819).
(4) C. G. REICHARD, *Uber die Vermuthung des Dr Seetzen zu Jever, dass sich der Niger in Afrika vielleicht mit dem Zaïre vereinigen könne*, Monatliche Correspondanz zur Beförderung der Erd und Himmelskunde V, 402-15 (Gotha, mai 1802) et *Uber den angekündigten nun bald erscheinenden Atlas des ganzen Erdkreises*, *in* Allgemeine geographische Ephemeriden, XII, 129-70 (août 1803), cité par CURTIN, *African Image*, p. 203.

l'embouchure du Niger dans le golfe du Bénin. Mais cette théorie a été rejetée en raison d'une chaîne de montagnes parallèle à la côte et qui formerait barrière. C'est le prolongement de la fameuse chaîne de Kong que l'on verra sur toutes les cartes pendant des années.

Après avoir financé le voyage de Park, le gouvernement britannique, en 1816, les guerres napoléoniennes achevées, essaie le Congo. L'expédition Tuckey va se terminer en désastre (1), après avoir remonté sur environ 600 kilomètres l'estuaire du fleuve. De 1816 à 1821 des expéditions vont se succéder à partir de la Gambie. Après la mort du major Peddie, puis du capitaine Campbell, le major Gray, aidé du Dr Dorchard poursuit des explorations toutes vouées à l'échec en raison de l'opposition des souverains africains (2) et des maladies contractées. On peut même dire que c'est le métis saint-louisien Partarrieu qui, par son énergie et son habileté, empêcha l'expédition du major Gray de tourner au véritable désastre.

IV. EXPLORATIONS FRANÇAISES A PARTIR DU SÉNÉGAL

Ces explorations bénéficient du dynamisme des commerçants métis de Saint-Louis et Gorée qui veulent remplacer le trafic des esclaves par celui de la gomme et des produits du haut fleuve.

Dès 1818, un poste militaire avec Du Mélay et de Chastellux s'installe à Bakel (où il demeurera jusqu'à l'indépendance du Sénégal) montant aux frontières du monde exploré une garde fiévreuse. Ce sont les soldats de cette garnison qui porteront assistance au major Gray. La même année 1818 le commis de la marine Mollien, un rescapé du radeau de *la Méduse*, parvient au cours d'une extraordinaire randonnée avec un interprète toucouleur Diai Boukari et un âne à traverser le Fouta Djalon et à découvrir les sources de la Gambie, de la Falémé, du Bafing et du Rio Grande. La relation de ce voyage (3) de Saint-Louis à Timbo et à Bissao fut traduite par l'anglais Bowdich et parut à Londres quelques mois après l'édition française. Mollien inaugure cette méthode d'exploration à revers qui sera plus tard illustrée par Binger et qui consiste à partir d'un point connu de l'intérieur pour aboutir en un point différent de la côte, surprenant ainsi et les chefs africains et les espions étrangers traînant dans les ports.

En 1828, le commerçant français Duranton s'établit au Khasso où il se marie avec la fille du roi de Médine et mène une politique personnelle qui, sans lien avec les directives gouvernementales de Saint-Louis, accroît l'influence française en ces régions et facilite les explorations ultérieures.

Bouet-Willaumez cherchant l'accès du Niger charge le commissaire

(1) Cf. mon *Histoire du Congo*, p. 77- 78.
(2) GRAY ET DORCHARD, *Travels in western Africa in the Years 1818, 19, 20 et 21*, Londres 1825 ; trad. française : *Voyage dans l'Afrique occidentale*, Paris 1826, 394 p.
(3) G. MOLLIEN, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique*, 1820 (t. 1 : 337 p. ; t. 2 : 318 p.), trad. anglaise *Travels in the interior of Africa*.

de la marine Anne Raffenel (1), le pharmacien Huard-Bessinières et le commerçant Saint-Louisien Potin Patterson, d'une exploration vers l'intérieur. Après Bakel, ils visitent les mines d'or de Kéniéba et reviennent à Saint-Louis par la Gambie en 1844. Deux ans plus tard, en 1846, le même Raffenel accompagné du métis Saint-Louisien Léopold Panet part vers l'est, mais ils ne peuvent dépasser le Kaarta où ils restent huit mois prisonniers. Deux ans plus tard, Léopold Panet réussit la première liaison de Saint-Louis à Mogador, apportant le premier témoignage écrit d'un Africain en langue française (2).

V. LA SOLUTION DES PROBLÈMES DU NIGER ET DU TCHAD

C'est par l'Afrique septentrionale que des explorations vont être à nouveau entreprises depuis Tripoli qui bénéficie de la présence d'un vice-consul anglais particulièrement dynamique, le colonel Warrington. Personnalité très discutée et souvent encombrante, auquel ses supérieurs londoniens passent tout en raison de son mariage avec une fille naturelle du Régent ou peut-être du Roi, il demeure en poste de 1814 à 1846 à Tripoli où il exerce, de longues années durant, une très forte influence sur le pacha et joue un rôle considérable en tant que base arrière des explorations britanniques vers le sud.

Grâce à son intervention, Joseph Ritchie est nommé vice-consul pour le Fezzan avec résidence à Mourzouk. Après sa mort, l'un de ses compagnons, George Francis Lyon, écrit un rapport (3) sur son voyage, apportant de nouvelles informations sur le Soudan nigérien. En 1821 part l'expédition comprenant le Dr Walter Oudney, le major Dixon Denham et le capitaine Hugh Clapperton. Denham explore la région au sud et à l'est du lac Tchad, Clapperton visite Kano et Sokoto. Il est reçu par le sultan Ahmadou Bello. Malgré le décès du Dr Oudney, le résultat est remarquable (4). Le lac Tchad a été découvert le 4 février 1823 et les explorateurs ont démontré qu'il n'a aucune relation avec le Niger. Depuis Hornemann, dont on connaît le destin, ils sont les premiers Européens à avoir vu le Tchad et à avoir pu en témoigner lors de leur retour en Angleterre (1825).

Pour élucider le problème du Niger, deux expéditions sont envoyées simultanément : l'une depuis Tripoli, celle de Gordon Laing (5) qui a déjà montré ses capacités lors d'une mission effectuée au Fouta Djalon en 1822 sur l'ordre du gouverneur Mac Carthy, mission au cours de laquelle il a visité Falaba et les sources de la Rokelle. L'autre

(1) ANNE RAFFENEL, *Voyage dans l'Afrique occidentale exécuté en 1843 et 1844*, éd. Artus Bertrand 1846, 512 p.
(2) *Relation d'un voyage du Sénégal à Es Soueira*, Revue Coloniale, 1850, p. 379-445.
(3) *A Narrative of Travels in Northern Africa in the Years 1818, 19, 20.*
(4) DENHAM ET CLAPPERTON, *Narrative of travels and discoveries in northern and central Africa in the years 1822, 1823 and 1924*, Londres 1826 ; trad. Eyriès et Larenaudière, *Voyages et découvertes dans le nord et dans les parties centrales de l'Afrique*, Paris 1826.
(5) G. LAING, *Travels in the Timanee, Kooranko, and Soolima Countries in Western Africa*, Londres 1825 ; trad. Eyriès et Larenaudière, Paris 1826.

partant de Badagry va essayer de gagner l'empire peul. Clapperton passe à Abéokouta, Old Oyo, Boussa, Zaria, Kano, Sokoto, mais le sultan Ahmed Bello refuse de signer le traité de commerce et d'amitié avec l'Angleterre. Clapperton, qui meurt à Sokoto, est le premier Européen qui soit parvenu au même point de l'Afrique intérieure en partant successivement de la Méditerranée et du golfe du Bénin.

Son domestique, Richard Lemon Lander, rapporte ses notes (1) à Badagry (1828) et, avec son frère, remonte jusqu'à Boussa puis descend le Niger jusqu'à Brass (1830). Le problème du cours du Niger est alors définitivement résolu (2). Un commerçant, Mc Gregor Laird (3), à la tête de l'*African Inland Commercial Company*, vient installer un poste commercial au confluent Niger-Bénoué en 1832/33, puis longe la Bénoué sur quelques dizaines de kilomètres. Par ailleurs Beecroft remonte en 1842 la rivière Cross, cependant que Baikie en 1854 navigue sur la Bénoué jusqu'au-delà de Yola.

VI. TOMBOUCTOU LA MYSTÉRIEUSE

Lié au problème du Niger, le problème de Tombouctou hante les pensées de nombreux voyageurs qui ont entendu les récits des caravaniers arabes et pensent à une ville fabuleuse, centre commercial et culturel important. Après Park, c'est Gordon Laing qui part de Tripoli. Nous venons de voir le succès de sa mission au Fouta. Par la suite il a participé à la campagne de l'Achanti où fut tué Mac Carthy et a été choisi pour rendre compte à Londres de la gravité de la situation, ce qui lui a permis de faire personnellement la connaissance de lord Bathurst, fondateur du Colonial Office. Arrivé à Tripoli, Laing épouse Emma, deuxième fille du Consul Warrington et, deux jours après, part pour Tombouctou. Malheureusement il est tué à une cinquantaine de kilomètres de Tombouctou par les Bérabiches. Ses papiers sont brûlés et il est décapité (4). Son corps devait être retrouvé par Bonnel de Mézières lors de l'enquête prescrite par le gouverneur Clozel en 1910.

La personnalité de René Caillié (1799-1838) est aussi émouvante qu'exemplaire. Les Britanniques dont nous venons d'étudier les exploits sont des officiers de bonne famille. Au contraire, le père de René

(1) HUGH CLAPPERTON, *Journal of a second expedition into the interior of Africa from the Bight of Benin to Soccatoo*, Londres 1829. — R. L. LANDER, *Records of Captain Clapperton's last Expedition in Africa... with subsequent Adventures of the author*, Londres 1830.

(2) RICHARD ET JOHN LANDER, *Journal of an Expedition to explore the Course and Termination of the Niger*, Londres 1832.

(3) LAIRD ET OLDFIELD, *Narrative of an Expedition into tho interior of Afica*, Londres 1397, 2 vol.

(4) Cf. BONNEL DE MÉZIÈRES, *Le major Gordon Laing*, Paris 1927 et surtout les remarquables commentaires de BOVILL aux *Lettres of major Gordon Laing (1824-1826)* dans *Missions to the Niger*, The Hakluyt Society, Londres 1964, p. 123-390.

Caillié (1) entrait au bagne de Rochefort quelques semaines après sa naissance. Ce malheur infamant est peut-être partiellement à l'origine de cette volonté mûrie dans la solitude chez cet apprenti cordonnier de 17 ans qui réussit à partir avec le convoi du Colonel Schmaltz allant reprendre en compte le Sénégal. Après de multiples péripéties il fait partie de l'expédition du major Gray. Rentré en France, il repart au Sénégal en 1824 et passe deux ans chez les Maures où il apprend quelques mots d'arabe et met au point son histoire : enlevé tout enfant par les soldats de Bonaparte en Égypte, il veut regagner sa patrie. Parti de Boké en 1827, il met un an pour atteindre Djenné sur le Niger où il troque son parapluie contre une pirogue. Il embarque le 23 mars 1828, descend le fleuve et arrive à Kabara, le port de Tombouctou. Il reste 15 jours dans cette ville « triste, bâtie dans les sables, où les gens, faute de bois, brûlent la fiente de chameaux, où il faut acheter de l'eau sur le marché, où l'on n'entend pas le chant d'un oiseau ». Parti le 4 mai avec une caravane de Maures il traverse le Sahara par Araouane et le Tafilalet. Il est à Fès le 12 août et à Tanger le 7 septembre. La Société de Géographie de Paris lui accorde sa médaille d'or. Son président, M. Jomard, fait éditer le récit de son voyage (2). Mais la santé de l'explorateur est ébranlée et il meurt quelques années plus tard, à 39 ans, sans avoir pu retourner en Afrique. Son œuvre scientifique est immense. On doit à Caillié d'avoir démystifié la fabuleuse cité de Tombouctou, de l'avoir ramenée à son rang (déchu sur les grandes heures de l'empire Sonrhay) de bourgade de quelques milliers d'âmes. Marcel Griaule a dit à propos de René Caillié : « Il est le type de l'explorateur pauvre, exempt de tout souci de lucre, seul devant la difficulté. Il reste l'un des plus beaux exemples de la ténacité française. »

VII. LES EXPLORATIONS DU MILIEU DU SIÈCLE DANS L'OUEST AFRICAIN

Cette période correspond à la grande campagne antiesclavagiste européenne, celle de Fowel Buxton. On note le voyage de John Duncan au-delà d'Abomey à la recherche des montagnes de Kong (1845-46) pour le compte de la *Royal Geographical Society* (3), mais surtout l'exploration majeure du demi-siècle, celle de Richardson, Overweg et Barth.

1. **Exploration de Richardson, Overweg et Barth.**

James Richardson avait occupé des postes consulaires au Maroc et à Tunis. Il était vice-consul à Ghadamès lors de la conquête turque

(1) Sur René Caillié, cf. ANDRÉ BASSET, *Caillié*, in *Les explorateurs célèbres*, p. 110-111, et les livres de BRIAULT, H. CÉLARIÉ, LAMANDÉ ET NANTEUIL, J. NORMAND, G. DE RAULIN, etc.
(2) *Journal d'un voyage à Tombouctou et à Djenné dans l'Afrique centrale*, Paris 1830, 3 vol. + atlas, réédition éd. Anthropos, Paris 1965.
(3) J. DUNCAN, *Travels in western Africa*, Londres 1847.

de la Libye. La publication du récit de ses voyages (1) lui donne la notoriété qui fait accepter par Lord Palmerston son idée d'ouvrir au commerce britannique l'Afrique de l'ouest. Le géographe berlinois Ritter et le baron von Bunsen, représentant de la Prusse à Londres, font admettre comme adjoint à Richardson un jeune Allemand, Heinrich Barth qui, après une solide formation archéologique, a déjà accompli un important périple méditerranéen (1845-47) par l'Espagne, le Maroc, la Tripolitaine, l'Égypte... il « rentre à Berlin durci, sportif, géographe accompli, féru d'arabe et d'islamisme, passionné par cette Afrique qui ne lâche plus le cœur de ceux qui l'ont connue » (2).

Un moment, par amour filial, Barth se désiste pour son ami Overweg, agréé en second par Richardson, mais le démon de l'aventure est le plus fort et il se joint finalement à eux. Le 2 avril 1850, c'est le départ pour le Fezzan, l'Aïr et les terres inconnues. Au début de 1851 les voyageurs se séparent, se donnant rendez-vous pour fin avril à Kouka sur le Tchad. Barth explore le Kanem et rentre à Kouka le 2 avril. Il y apprend la mort de Richardson au Bornou et le 7 mai accueille Overweg fort mal en point. Ce dernier se rétablit et, utilisant le canot démontable emporté depuis Tripoli, explore le lac. Cependant Barth gagne l'Adamaoua, découvre la Bénoué et sa navigabilité (3) jusqu'à Yola d'où il se fait chasser. Revenu le 8 août à Kouka, Barth se joint à des expéditions militaires qui lui font connaître le Kanem. En mars 1852 il accompagne les soldats du sultan du Baghirmi vers le sud-est et visite le Chari. De retour à Kouka il trouve Overweg très affaibli après sa récente exploration du Bornou et qui meurt en septembre après avoir perdu la raison. La route de Zanzibar, objectif primitif de la mission, se révélant impraticable, il réside quelque temps à Zinder d'où il expédie à Tripoli le résultat de ses explorations. Puis il marche vers Say, visite Tombouctou en septembre 53. Le 2 août 1854 il prend congé du chef de Say. Sur le chemin du retour il rencontre Vogel envoyé à sa recherche et avec lequel il a la joie de s'exprimer en sa langue maternelle. Puis il regagne Tripoli et en septembre 1855 il est à Londres.

L'œuvre de Barth a un caractère exemplaire. L'intelligence et la culture jointes à une exceptionnelle puissance de travail lui ont permis d'apprendre le haoussa, le peul, le kanouri, les dialectes touareg ; archéologue de formation, il montre l'importance de l'histoire médiévale des empires soudanais, décrit les mœurs et apporte un extraordinaire coup de projecteur sur toute une région. Comme le soulignait Jacques Richard-Molard, Barth est un géant parmi les africanistes non seulement par la richesse de la documentation, mais encore par la grandeur humaine de la pensée, lui qui, à la veille de sa mort, donnait comme idéal de « faire rentrer dans la *famille humaine* des peuplades que leur milieu géographique et historique en avaient

(1) J. Richardson, *Travels in the Great Desert of Sahara*, Londres 1848.
(2) Jacques Richard-Molard, *Barth* in *Les explorateurs célèbres*, p. 116.
(3) Cette information, parvenue à Londres au début de 1853, permettra les démarches de Mc Gregor Laird et l'exploration de Baikie (été 1854).

tenu à l'écart » (1). Ses *Reisen und Entdeckungen in Nord und Zentral Afrika in den Jahren 1849 bis 1855* (2) sont une œuvre monumentale sur laquelle les chercheurs de tous les pays travaillent encore.

Les notes de Vogel, après sa mort au Ouadaï, furent éditées en Allemagne par Hermann Wagner (3).

L'expédition de Barth clôt une période, celle des expéditions purement scientifiques. A partir des gouvernements de Protet et Faidherbe, les entreprises sont du ressort de l'expansion coloniale. Elles coïncident avec la pénétration saharienne.

2. Explorations françaises.

Après l'exploit du métis goréen Léopold Panet, l'interprète Bou el Moghdad fait la liaison Maroc-Mauritanie, cependant que le Capitaine Vincent affirme la souveraineté française sur la côte au nord de Saint-Louis, sur Arguin via Nouakchott et Portendik ; il en profite pour explorer l'Adrar. L'enseigne Bourrel aux environs d'Aleg, le lieutenant de vaisseau Mage au Tagant, enfin le sous-lieutenant Alioune Sall dans la région d'Araouane complètent les renseignements indispensables à la reprise de la pacification dans la proche Mauritanie et le Sahara soudanais. Faidherbe multiplie les reconnaissances vers le Soudan : le sous-lieutenant Pascal explore la haute Falémé, le lieutenant Lambert atteint le cœur du Fouta Djalon à Timbo, puis rejoint Senoudébou, la plus importante base d'action vers l'intérieur. En inaugurant en Guinée un monument à la gloire de René Caillié, Faidherbe marque ses ambitions soudanaises matérialisées par les explorations de Mage et Quintin dans la région de Ségou.

Mais ces explorations de Faidherbe — est-il besoin de le dire ? — ont un but nettement politique. Il s'agit d'agrandir le domaine de la souveraineté française et peut-être (Faidherbe a fait campagne en Algérie) de joindre les domaines sénégalais et algériens de la France.

La conquête de l'Algérie, réalisée à partir de 1830 par la France, ouvre une part importante de l'Afrique à la recherche ; les documents arabes conservés en Afrique du nord peuvent être exploités et une fraction non négligeable de cette zone s'ouvre aux chercheurs d'abord français, mais aussi étrangers : Berbrugger, ethnographe et archéologue, Von Puekler-Muskau, Wagner, géologue et ethnographe, etc.

Ce n'est qu'à partir du milieu du siècle que les colonnes françaises atteignent la limite du désert : Laghouat (1852), Géryville (1853), Ouargla et Touggourt (1854). Puis c'est une longue pause jusqu'à la prise d'El Goléa par le général de Galliffet en 1870.

Duveyrier, qui n'a pu atteindre le Touat en 1859, part d'El Oued dans le Sahara constantinien, s'avance vers Ghadamès, puis gagne le Ghat. Les notes recueillies pendant son voyage lui permettent d'écrire

(1) RICHARD MOLARD, *op. cit.*, p. 117.
(2) *Voyages et découvertes dans l'Afrique équatoriale et centrale pendant les années 1849-1855*, Paris 1860-61. 4 vol.
(3) *Schilderung der Reisen und Entdeckungen des Dr Eduard Vogel in Central Afrika*, Leipzig 1860.

son monumental ouvrage sur *les Touaregs du Nord* où sont étudiées simultanément géographie, flore et faune du pays des Touareg Ajjers. Les explorations de Dournaux-Duperé, de Joubert (1873-74), de Paul Soleillet (1874), de Largeau (1875-1877), ont complété ces premières notations.

Après avoir servi dans la légion étrangère, l'Allemand Rholfs commence une extraordinaire série d'explorations. Il quitte Tanger en 1862 sous un déguisement et visite Fès, Marrakech et le Tafilalet. En 1864 il visite le Touat, puis gagne Tripoli par Ghadamès. En 1865, par Mourzouk, il atteint le Bornou et descend la Bénoué et le Niger. Après avoir participé à l'expédition anglaise du colonel Napier en Abyssinie, Rholfs va de Tripoli à Siwa et à Alexandrie, puis retourne à Siwa en 1874 avant d'entreprendre une fois encore une exploration au Ouadaï, qui ne peut dépasser Koufra.

En 1869, un autre Allemand, Gustave Nachtigal, s'en va par Tripoli, le Fezzan, le pays toubou, porter les cadeaux du roi de Prusse au vieux cheikh Omar du Bornou. Depuis Kouka, Nachtigal suit la route méridionale du Tchad et remonte le Chari. Il traverse ensuite le Baghirmi, le Ouadaï méridional, le Darfour et rentre en Europe en 1874 par la vallée du Nil. Par ses explorations, il a révélé à l'Europe les états du Soudan oriental jusqu'alors inconnus et marqué de façon définitive qu'il n'existait pas de communication fluviale entre Tchad et Nil.

VIII. EXPLORATIONS DANS L'AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE. DAVID LIVINGSTONE

Les efforts britanniques durant cette période ne sont pas, dans l'ouest, très considérables. Ce sont les problèmes de l'Afrique australe et orientale qui polarisent les énergies.

I. **En Afrique Australe** nous avons vu les conditions particulières des explorations après les voyages de Levaillant. En 1801 Truter et Sommervil passent le fleuve Orange et explorent le Betchouanaland, poussant une reconnaissance jusqu'au lac Ngami. Lichtenstein dépasse vers le nord le confluent de l'Orange et du Vaal (1803) cependant que le missionnaire Campbell en 1812 relève le cours du fleuve Orange et découvre les sources du Limpopo.

Plusieurs explorations entreprises à partir de 1822 près de la baie de Delagoa s'achèvent en 1826 par la tragique fin de l'explorateur Owen sur le Zambèze. En 1829, Cowie et Green font des reconnaissances de détail dans le Natal. Si l'année 1833 est connue pour être celle du premier trek boer, elle voit la fondation de l'*Association du Cap de Bonne Espérance pour l'exploration de l'Afrique Centrale.* Smith en 1834 atteint le tropique du Capricorne et reconnaît le cours supérieur du Limpopo ; en 1836, Harris visite le Betchouanaland, cependant qu'Alexander se rend à travers le Namaqualand du Cap à la baie de la Baleine. Wahlberg, en 1841-43, reconnaît la zone située au

nord du Natal. Le pasteur Arbousset reconnaît les sources de l'Orange (1836). C'est donc à partir d'une zone déjà passablement reconnue que va travailler Livingstone.

2. David Livingstone : Du lac Ngami aux sources du Nil.

La part qui revient à Livingstone dans la découverte de l'Afrique n'a pas d'équivalent. On ne sait en effet ce qu'il faut admirer le plus, de la personnalité morale de ce missionnaire ou des résultats scientifiques obtenus.

Comme le souligne Bernard de Vaulx (1) :

« Il a, le premier, exploré le centre de la partie australe du continent africain, découvert le cours du haut et moyen Zambèze, les lacs Chiroua, Nyassa, vu le Tanganyika, précisé la ligne de partage des eaux entre le Congo et le Zambèze, fait connaître enfin dans un récit, passionnant encore aujourd'hui, la richesse de ces contrées considérées avant lui, sur de vagues témoignages, comme à peu près désertiques. »

Les livres concernant Livingstone se comptent par centaines et il est inutile de rappeler l'enfance de ce garçon qui dut travailler à dix ans dans une filature et poursuivit des études en des conditions effrayantes, celles d'une usine où la journée de travail était de douze heures. A Glasgow il achève sa médecine et se fait consacrer par la société des Missions de Londres. Il est destiné à la Chine, mais la guerre de l'opium le conduit en Afrique. Après un bref séjour à la baie d'Algoa (1840), il se rend en char à bœufs à Kourouman, puis plus au nord à Kolonberg où il s'installe avec sa famille. C'est à partir de là qu'il fait ses premières randonnées qui l'amènent le 1er août 1849 au lac Ngami. En avril 1850 il repart vers le nord avec sa femme et ses trois enfants et en juin 1860, à Séshéké, il découvre le Zambèze et constate que la traite sévit avec la côte orientale.

Après avoir renvoyé sa famille en Angleterre (1852), il va chez les Makololo de Linyanti puis explore le Liambaï, lit principal du Zambèze. Constatant le caractère malsain de cette région et les difficultés d'implantation d'un poste missionnaire, il franchit la ligne de partage des eaux du Zambèze et du Congo et atteint Loanda fin mai 1854. Il regagne alors le Zambèze et, en novembre 1855, repart de Linyanti, remonte le Zambèze, découvre les chutes de Victoria. En mars 1856 il atteint le poste portugais de Tété au Moçambique d'où il rejoint Quélimane (22 mai 1856) et de là rentre en Angleterre.

Ces seize années de séjour et de voyage africain en font une personnalité dont l'importance est exceptionnelle au triple point de vue géographique, missionnaire et britannique. Sur le plan géographique il confirme la théorie de Murchison que cette partie du continent africain est un plateau déprimé au centre, en forme d'auge, coupé de fissures latérales par où les fleuves gagnent la mer. Sur le plan

(1) *En Afrique : cinq mille ans d'exploration*, Paris 1960, p. 145.

missionnaire, son intervention est à l'origine de la Mission Universitaire pour l'Afrique centrale. Enfin sur le plan britannique, le gouvernement le nomme consul à Quélimane et chef d'une nouvelle expédition en Afrique centrale et orientale bénéficiant de puissants moyens dont un bâtiment à vapeur pour remonter le Zambèze. Plusieurs Européens l'accompagnent. John Kirk, le futur consul à Zanzibar, son frère Charles Livingstone, un géologue, un ingénieur et un artiste.

Quittant l'Angleterre en mars 1858, l'expédition éprouve d'abord des difficultés. Tété est atteint en septembre. Le lac Chirwa est découvert puis, le 16 septembre 1869, le lac Nyassa (déjà connu des Portugais). Après avoir installé des missionnaires sur le plateau de Shiré, Livingstone revient à la côte et trouve un groupe de dames missionnaires dont sa femme qui bientôt succombe aux fièvres. Le rappel de l'expédition en Angleterre ne doit pas faire minimiser les résultats obtenus, résultats bien maigres il est vrai, compte tenu des moyens mis en œuvre puisqu'ils se limitaient à une reconnaissance du cours de la Luangwa et du lac Nyassa.

Son retour à Londres, en juillet 1864, coïncide avec l'approfondissement de la recherche des sources du Nil à la suite des découvertes de Speke et Grant. Sir Roderick Murchison, président de la Société royale de Géographie, persuade Livingstone de combiner la recherche des sources du Nil avec l'exploration d'une voie d'accès au Nyassaland. Ayant quitté l'Angleterre en août 1865, Livingstone suit la vallée de la Rovouma, atteint le lac Nyassa, puis le Tanganyika (1er avril 1867), le lac Moëro (8 novembre) et le lac Bangouéolo (18 juillet 1868). De là il remonte le lac Tanganyika vers Oudjidji où il parvient le 14 mars 1869, puis s'avance à l'ouest du lac pour vérifier si les cours d'eau appartiennent au réseau du Nil. En mars 1871 il atteint à Nyangwé le Loualaba. C'est en revenant à Oudjidji qu'il reçoit la visite de Stanley envoyé à sa recherche par le *New York Herald*. Les deux hommes font ensemble la circumnavigation du lac Tanganyika qui leur confirme la non-liaison du Tanganyika avec le réseau du Nil. Ils se séparent à Ounyanyembé. Stanley repart à Zanzibar. Livingstone attend une colonne de ravitaillement, puis part en direction du lac Bangouéolo. Mais il est épuisé, on doit le porter et il meurt dans la nuit du 30 avril 1873.

Le bilan de ses trente-trois années d'explorations africaines est extraordinaire. Si la connaissance géographique de l'Afrique lui doit beaucoup, c'est en réalité tout un tableau de l'Afrique centrale et orientale verdoyante, peuplée et riche qui est portée à la connaissance de l'opinion publique britannique.

3. Explorations dans l'Afrique centre-australe.

La valeur exemplaire des explorations de Livingstone ne doit pas faire oublier les autres explorations de cette époque. Ainsi Ladislas Magyar en 1847 visite le Kalahari, puis en 1848 remonte le Congo jusqu'à Yellela, puis longe le cours du Kwanza jusqu'au Kwango.

L'année suivante il part de Benguela puis atteint le royaume de Bihé où il épouse la fille d'un chef local. Il part ensuite vers l'est jusqu'à la haute vallée du Zambèze et du Congo. Le naturaliste Welwitsch traverse en 1853 l'Angola, cependant que l'année suivante Léal découvre l'embouchure de la Cunene et en 1858 Bastian reconnaît le bas Congo. En 1850, F. Galton et K. J. Andersson font une tentative vers le lac Ngami en partant de Walfisch Bay, mais ils ne peuvent dépasser l'Etocha Pan. Trois ans plus tard Anderson parviendra jusqu'au lac Ngami. En 1859 le même Andersson atteint la rivière Okavango vers 17° 31′ de latitude sud et 19° de longitude est. Il reconnaît son cours sur cent cinquante kilomètres et... le prend pour un affluent du Zambèze. En 1857, Hahn et Green parviennent au pays des Ovambo. Un commerçant à tendances naturalistes, J. Chapman, circule six années durant dans le Betchouanaland oriental (1849-1855) où il retourne en 1861 avec Baines.

Sur la côte est, Gassiott va de Durban sur le cours supérieur du Limpopo qu'atteignent également les Portugais Texeira et Montana partis de la côte à Inhambane. Erskine en 1868 atteint la rivière des Olifants qu'il suit jusqu'au Limpopo dont il descend le cours jusqu'à l'embouchure. Le pasteur Moffat, beau-père de Livingstone, relève une notable partie du cours du fleuve Orange (1856). Pendant vingt-deux ans (1844-1866) le zoologiste Fritsch visite l'état libre d'Orange et le Betchouanaland. Mohr, peu après 1860, traverse la Rhodésie jusqu'au Zambèze. A. Renders découvre en 1868 les ruines de Zimbabwé que visite ensuite Mauch.

Il est évident que la voie ouverte par Livingstone a suscité de nombreux imitateurs et que l'exploration approfondie progresse dans l'Afrique australe.

Moins d'un an après sa mort, Livingstone est inhumé au caveau de Westminster. La dernière phase de ses voyages l'a tout naturellement conduit au problème des sources du Nil et de la ligne de partage des eaux entre le bassin du Nil et celui du Congo.

IX. L'AFRIQUE DU NORD-EST ET LES SOURCES DU NIL

Nous avons déjà dit l'importance de l'expédition de Bonaparte en Égypte sur le plan de la connaissance scientifique du pays. Elle permit un levé exact du cours du Nil jusqu'à Assouan. Avec Méhémet Ali et la conquête du Soudan, les Français Cailliaud (1) et Letorzec apportent sur toute la région du Soudan une documentation de premier ordre.

En 1836-38, les Autrichiens Th. Kotschy et J. Russegger parcourent le Kordofan.

L'expédition conduite en 1839 par Méhémet Ali lui-même remonte le Nil jusqu'au 6°39′ de latitude nord et celle de 1841, où figurent le

(1) F. Cailliaud, *Voyage à Meroé, au Fleuve Blanc et au-delà du Fazogl fait dans les années 1819 à 1822*, Paris, 4 vol. 1826-1827.

Français Arnaud et l'Allemand Verne, dépasse le Bahr el Gazal et atteint le 4° 42'.

Il semble d'ailleurs qu'au XVIIe siècle certains missionnaires aient eu des renseignements exacts sur les sources du Nil.

Au cours d'une Conférence donnée en 1873 à la Société de Géographie de Paris (1), Denys de Rivoire cite la carte du père Terbiest décédé à la fin du XVIIe siècle à la cour de Pékin et qui donnait la situation à peu près exacte des lacs tels qu'ils furent découverts ensuite. Cette carte ornait alors rue de Sèvres la maison des pères Jésuites.

Les renseignements recueillis auprès des caravanes arabes mentionnaient pour les sources du Nil des lacs confirmant l'hypothèse de Ptolémée. Cette information fut à l'origine de la malheureuse expédition de l'enseigne de vaisseau Maizan qui, parti de Bagamoyo sans attendre une escorte, fut assassiné par un chef de village en des conditions atroces.

En 1848 les pasteurs Krapf et Rebmann découvrent les cimes neigeuses du Kilimandjaro, s'attirant le scepticisme du monde savant quant à la possibilité de trouver des sommets enneigés sous ces latitudes.

I. Les sources du Nil : Burton, Speke, Grant, Baker.

Le problème des sources du Nil (2) restait entier si bien que le président de la Société Royale de Géographie de Londres confie à deux officiers, Burton et Speke, la mission de gagner le lac Nyassa puis de marcher au nord en essayant de découvrir les sources du Nil. Le 13 février 1858 ils atteignent le Tanganyika. Après avoir exploré le nord du lac, Speke quitte Burton et va, de son côté, découvrir le 3 août le lac qu'il baptise Victoria et qu'il considère comme l'une des sources du Nil.

Mais Burton conteste violemment l'opinion de Speke. Ce dernier, en effet, s'est trompé dans ses calculs et affirme que la pointe septentrionale du lac Victoria se trouve entre 4° et 5° de latitude nord, Burton objecte que l'expédition de Méhémet Ali ayant atteint 3° 25' aurait dû rencontrer le lac.

Speke accompagné de Grant entreprend alors une nouvelle expédition. Ils partent le 2 octobre 1860 de Bagamoyo, atteignent le Victoria, découvrent la rivière Kagéra, puis séjournent chez Mutesa, roi du Bouganda. Speke part vers l'est et baptise *Ripon Fall* (en l'honneur de celui qui était président de la Société Royale de Géographie lors de son départ) les chutes par lesquelles le lac Victoria se déverse dans le Nil

Après avoir séjourné dans le Bounyoro, les explorateurs traversent le Nil aux chutes de Karouma et rejoignent par voie de terre le fleuve

(1) Revue Scientifique de la France et de l'étranger, 2e série, 3e année, n° du 3 janvier 1874, cité par CHARLES BUET, p. 197.
(2) Cf. sur le problème du Nil les articles rassemblés par MERRICK POSNANSKY, *The Nile Quest : Centenary Essay and Catalogue*, East African literature bureau, Kampala 1962, 26 p.

à la hauteur du coude de Nimoulé. Speke est dès lors pressé de retourner en Angleterre afin d'annoncer au monde savant l'exactitude de son point de vue dans la controverse qui l'oppose à Burton : le Nil sort bien du lac Victoria comme il l'avait soutenu dès 1858.

A Gondokoro, le 16 février 1863, Speke et Grant, venant du sud, rencontrent sir Samuel Baker et sa femme partis du Caire le 15 avril 1861. Speke profite de la flottille de Baker pour rejoindre Khartoum et le Caire.

Baker, pour sa part, va compléter la démonstration de Speke en explorant la portion de fleuve non reconnue par Speke et surtout le lac Louta N'sigé signalé comme se trouvant à l'ouest du Bounyoro et qui pourrait être aux dires des indigènes une seconde source du Nil. Ce lac Louta N'Sigé avait d'ailleurs été signalé dès 1860 par le Dr Peney, l'un des voyageurs français qui furent nombreux à cette époque à parcourir le Nil supérieur et le bassin du Bahr el Gazal où le Savoyard Alexandre Vaudey et ses deux neveux Ambroise et Jules Poncet (1) avaient installé de nombreux postes commerciaux sur lesquels ils firent hisser le drapeau français après le rattachement de la Savoie (1860).

Baker, après avoir été longtemps retenu à la cour de Kamurasi, roi du Bounyoro, parvient le 14 mai 1864 au lac Louta N'Sigé qu'il baptise Albert en mémoire du prince pleuré par la reine Victoria. Il longe en barque la rive est du lac et constate que le Nil pénètre à son extrémité nord et en ressort presque aussitôt. En remontant le fleuve vers l'est il découvre, sans les dépasser, les chutes qu'il appelle Murchison en l'honneur du président de la société de géographie de Londres. Il reste donc, lors de son retour à Khartoum le 5 mai 1865, un secteur inexploré du Nil, celui du lac Kioga qui sera reconnu en 1874 seulement par le colonel Chaillé-Long, Américain au service de l'Égypte, sous les ordres de Gordon. Néanmoins la découverte du lac Albert, second des deux grands réservoirs qui alimentent le Nil, confirme le principe général décrit par Ptolémée et fera attribuer à son auteur, Sir Samuel Baker, la grande médaille d'or de la société de géographie de Paris en 1867.

Cependant Speke, le principal auteur de la découverte des sources du Nil, n'a pu recevoir les témoignages de reconnaissance mérités pour son exploit. Le 20 septembre 1864, il est mort dans un accident de chasse dans la campagne anglaise, survenu au moment même où la société royale de géographie était réunie à Bath en assemblée générale avec Grant, Livingstone et Burton parmi les participants, R. Murchison étant président.

2. **Explorations de Schweinfurth et de Giovanni Miani.**

Nous avons dit par ailleurs (2) l'importance de l'exploration du naturaliste Schweinfurth qui entre en février 1870 dans le pays des

(1) Ch. Buet, *Les premiers explorateurs français du Soudan équatorial : Alexandre Vaudey, Ambroise et Jules Poncet*, Paris 1887, p. 3.
(2) *Histoire du Congo-Léo*, p. 82-84.

Azandé puis rencontre les Tvides (Pygmées) de la région de l'Ouellé. Son livre (1) comporte de multiples détails intéressants et une assez effrayante description des effets de la traite des esclaves qui lui fait recommander l'idée d'un grand état nègre suffisamment puissant pour résister à l'invasion des négriers arabes venus du nord. Cette idée reprise et développée par Léopold II aboutira, nous le verrons, à l'État Indépendant du Congo.

Au voyage de Schweinfurth doit être rattaché celui de l'Italien Giovanni Miani qui, de janvier à novembre 1872, élucide quelques-uns des problèmes hydrographiques du Haut bassin de l'Ouellé. A signaler également l'exploration du Dr Papagiotis Potagos (2) qui franchit la ligne de partage des eaux et, au-delà du Bomou, s'avance plus à l'ouest que Schweinfurth et Miani. Junker (3), médecin russe amateur de voyages, essaie de résoudre les problèmes posés par Poncet et Schweinfurth quant à l'identification possible de l'Ouellé et du Chari. Les explorations de Casati dans cette région coïncident pour une large part avec celles de Junker.

3. Explorations dans la Corne de l'Afrique.

Dans la corne de l'Afrique, de multiples expéditions se succèdent : Ruppell puis Ferret et Galinier qui explorent de 1831 à 1833 la région au nord et à l'est du lac Tana. Combes et Tamisier (1835 et 1836) poussent jusqu'à Ankober, cependant que Lefèvre (de 1839 à 1842) explore l'Afar jusqu'au golfe de Tadjoura. Rochet d'Héricourt, qui débarque à Tadjoura, prend la route du Choa. La cordialité de l'accueil du roi Sahlé Sélassié l'encourage à faire un deuxième voyage dont la relation constituera pour longtemps une remarquable source de documentation sur ce pays. En 1840, l'Anglais Beke visite la ligne de partage des eaux entre le Nil et l'Aouache, le plateau de Godjam et la région des sources du Nil bleu.

Mais on peut dire que la deuxième moitié du XIXe siècle a vécu sur l'apport géographique fondamental des frères d'Abbadie. Arnauld d'Abbadie passa douze ans en Éthiopie (1837-1848). Son frère Antoine ne le quitta que pour aller plaider auprès de la Propagande la cause de la mission lazariste fondée par le père Sapeto à Adoua. De Massaouah, au nord du lac Rodolphe, les frères d'Abbadie ont effectué de multiples levés géodésiques qui se sont trouvés d'une remarquable exactitude. Leur ouvrage (4) est un très précieux bilan de l'Éthiopie au milieu du XIXe.

De multiples explorations de détail vont compléter l'œuvre des frères d'Abbadie; ce sont celles du missionnaire Sapeto (1851) autour de Massaouah, de Hamilton (1854), Munzinger (1855), S. Baker (1861), Von Heuglin et Hildebrandt. Le pays au nord du lac Tana est reconnu

(1) *Au cœur de l'Afrique (1868-1871)*, trad. H. Loreau, Paris.
(2) Dr Potagos, *Dix années de voyages dans l'Asie centrale et l'Afrique équatoriale*, Paris 1885.
(3) R. P. Lotar, *Junker* in *Biographie coloniale belge*, p. 560.
(4) *Douze ans dans la Haute-Ethiopie*, Paris 1868.

par Dufton, Von Heuglin, Steudner et Lejean. Au sud de l'Abyssinie, l'expédition de Burton et Speke (1855) fait mieux connaître la région de Harar. Von der Decken est assassiné en 1865 au cours d'une reconnaissance de la rivière Djouba. Sa mort va se trouver à l'origine de la vocation coloniale de Carl Peters. Après la reconnaissance de Cecchi et Chiarini en pays kaffa, Giuletti explore, en 1881, la région comprise entre Harar et Zeila.

Sur la côte méridionale de l'Abyssinie, le commerçant français Revoil visite en 1877 la côte Somali, puis un an plus tard les environs du cap Guardafui. En 1880 une mission du ministère de l'Instruction Publique lui permet de visiter la montagne du Karkar sur laquelle il rapporte une documentation de premier ordre.

X. LES EXPÉDITIONS TRANSAFRICAINES : CAMERON, ET STANLEY

Le destin de Livingstone avait provoqué une intense émotion en Angleterre si bien que deux expéditions furent envoyées à sa recherche.

L'une par l'ouest fut confiée au lieutenant Grandy, qui remonta le Congo jusqu'aux premières cataractes avant d'aller mourir à San Salvador.

L'autre fut confiée à un jeune officier de marine, Verney Lovet Cameron, qui avait une bonne connaissance de la côte orientale d'Afrique pour y avoir navigué près de trois ans. Parti de Bagamoyo le 15 mars 1873, il rencontre en route la caravane ramenant la dépouille de Livingstone. Il décide alors de continuer l'entreprise du grand explorateur. Arrivé le 18 février 1874 au lac Tanganyika, il longe la rive orientale du nord au sud, passe sur l'autre rive et découvre la Loukouga qu'il suit assez longtemps pour remarquer qu'elle coule vers l'ouest. Il franchit la Louama, puis arrive à Nyangwé sur la Loualaba où il constate que l'altitude du fleuve est plus basse que celle du Nil à Gondokoro. C'est la démonstration que ce réseau hydrographique ne coule pas vers le Nil.

Après avoir tenté de descendre la Loualaba (mais on lui refuse les embarcations), il continue sa route par le Lomami, oblique vers le haut Kassaï et atteint Catombela le 6 novembre 1875. Cameron est le premier à signaler les gisements de cuivre, de charbon et d'or du Katanga et le deuxième explorateur à avoir traversé l'Afrique d'est en ouest.

L'exploration de Cameron, remarquable en soi, allait être éclipsée par celle de Stanley, célèbre jusqu'au nombre total de journées (999) qui lui permit d'aller d'un océan à l'autre. Stanley était un peu considéré comme le fils spirituel de Livingstone et il avait été l'un des quatre personnages à tenir les cordons du poêle lors de ses obsèques. Stanley, avec l'aide du *Daily Telegraph* et du *New York Herald*, décide de reprendre son exploration. Sa notoriété est telle qu'il reçoit 1 200 offres de services (700 anglaises, 300 américaines, le reste émanant principalement de Français et d'Allemands). Mais Stanley

se contente de trois collaborateurs, tous trois Anglais : les frères Pocock et Frédéric Barker.

L'explorateur constitue une véritable armée, bien approvisionnée en coupons d'étoffes et matériel scientifique. Il quitte Bagamoyo le 17 novembre 1874, fait la reconnaissance des lacs Victoria, Albert et Édouard, puis, après avoir reconnu entièrement le lac Tanganyika, il suit le cours de la Loukouga et arrive au Loualaba qu'il descend jusqu'à Nyangwé. C'est là qu'il rencontre le fameux Tippou Tib dont, moyennant 5 000 dollars, il obtient le concours. Le 5 novembre 1876 Stanley part vers l'est, mais sept semaines plus tard Tippou Tib refuse d'accompagner plus loin l'explorateur. Pour remonter le moral de la troupe, Stanley organise alors une petite fête, puis descend difficilement le fleuve. Le 8 février, alors que le fleuve s'oriente nettement vers l'ouest et que la colonne livre son trente et unième combat, un riverain à qui l'on demande le nom du fleuve répond *Ikoutou-Ya-Kongo* (le fleuve Congo). Le 12 mars c'est l'étendue d'eau que Pocock baptise Stanley-Pool. Le 25 juillet les chutes de Yellela sont atteintes et le six août Stanley rédige le message historique adressé à « n'importe quel gentleman d'Emboma (Boma) parlant anglais ». Le lendemain 7 août les messagers de Livingstone reviennent avec une délégation de cinq Européens dont le Belge Alexandre Delcommune qui va jouer un rôle considérable dans l'exploration du Congo. Le 9 août 1877 Stanley fait son entrée à Boma. En deux cent quatre-vingt un jours il a résolu le problème hydrographique majeur de l'Afrique centrale.

En 999 jours, l'expédition avait eu cent soixante-treize morts dont cinquante-huit dans les combats, quarante-cinq de la variole, vingt et un de la dysenterie, quatorze noyés. Celui qu'on appellera plus tard *Boula matari* (le briseur de roc) avait rempli sa mission en d'extraordinaires conditions. Nous verrons le parti que Léopold II saura tirer de cette exploration véritablement sensationnelle.

XI. L'EXPLORATION DU GABON ET DU BAS CONGO : SAVORGNAN DE BRAZZA

Cependant les Français ne restaient pas inactifs à l'embouchure du Congo et sur la côte gabonaise. Plusieurs marins avaient déjà répéré la brèche ouverte dans la forêt équatoriale par l'estuaire du Gabon où s'engagent dès 1846 le lieutenant Pigeard et l'ingénieur Deschamps. Bouët et le commandant Baudin poussent jusqu'aux sources du Como (1853). Peu après, un Américain d'origine française, Du Chaillu, explore le rio Mouni, puis l'Ogoué (1) où le lieutenant Aymès fait en 1867 une brillante reconnaissance.

Au lendemain de la guerre de 1870-71, c'est un naturaliste français, M. Bouvier, qui organise à ses frais une exploration confiée à deux per-

(1) A la suite du Gouverneur DESCHAMPS (*Tradition et archives orales au Gabon*, p. 10), nous adopterons l'orthographe Ogoué au lieu de Ogooué.

sonnalités de premier plan : Alfred Marche et le marquis de Compiègne.

Durant cette période la concurrence étrangère commence à se faire sentir notamment chez les Anglais (Walker et les frères Grandy), puis chez les Allemands : Gussfeldt (1873-76), Bastian (1874), enfin Oskar Lenz qui remonte l'Ogoué jusqu'à la rivière Sébé et se heurte à l'hostilité des tribus.

C'est alors qu'intervient une personnalité hors série, Savorgnan de Brazza, qui, par son extraordinaire dynamisme, va donner un empire à la France. Né dans l'aristocratie romaine, Brazza entre à l'école navale à seize ans (1868), fait la guerre de 1870 dans l'escadre de la mer du Nord, puis prend part à la campagne de Kabylie (1871), enfin, au cours d'une croisière sur la côte atlantique, il remonte l'Ogoué sur une partie de son cours. Une rencontre avec Marche et Compiègne détermine sa vocation. Le 23 janvier 1874, Brazza soumet au ministre de la marine et des colonies un projet de reconnaissance du cours de l'Ogoué.

Son rapport transmis il rentre en France pour le faire appuyer de ses relations et notamment par son protecteur l'amiral de Montaignac, alors ministre de la marine. L'amiral approuve son projet et lui fait avancer un an de solde. Brazza constitue sa première expédition : douze laptots qu'accompagnent l'aide-médecin Noël Ballay et le quartier maître Hamon.

Arrivé le 20 octobre 1875 au Gabon, il remonte l'Ogoué, palabre avec Renoké, roi des Irenga, puis atteint en février 1876 Lopé où Lenz qui attend depuis de longs mois l'autorisation de passer décide de revenir vers la côte. Brazza remonte le cours de l'Ogoué presque jusqu'à sa source, mais le fleuve décrit une boucle... et ne pénètre pas dans l'intérieur. Brazza prend alors en pleine saison des pluies la décision de marcher vers l'est. Trois mois plus tard l'expédition se trouve sur les bords du N'Gambo, lui-même affluent de l'Alima. Il se heurte aux Ba Téké et renvoie vers la côte en juillet 1878 les plus fatigués de ses hommes sous la conduite du Dr Ballay. Il repart ensuite vers le Nord-Est avec six laptots et dix porteurs ; après avoir atteint en août la Likona il rebrousse chemin.

XII. PRÉLUDE AU SCRAMBLE : DE LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES AU TOURNANT DE 1880

Lorsque Brazza revient en France, la Conférence de géographie de Bruxelles a eu lieu et les appétits des nations d'Europe commencent à se manifester. L'importance de la conférence de Bruxelles est considérable du fait qu'elle marque le premier essai de coordination des informations à l'échelle des puissances mondiales et du continent africain.

I. La conférence internationale de géographie de Bruxelles.

C'est Brazza, semble-t-il, qui, le premier, aurait énoncé l'idée que les sociétés nationales de géographie devraient se communiquer mutuellement leurs informations.

Léopold II a déjà manifesté son intérêt pour l'Afrique. Il a offert 1 000 francs (or bien entendu) au congrès organisé par la Société de géographie de Paris en août 1875 ; d'autre part il a proposé 100 000 francs à la Société de géographie de Londres pour aider au financement du retour de Cameron. Cette offre, qui fut d'ailleurs déclinée, mettait dans son jeu une partie de l'opinion publique anglaise. Avant de convoquer la conférence de Bruxelles, Léopold II se rend à Londres où il s'entretient avec plusieurs géographes et explorateurs. En même temps l'un de ses collaborateurs, le baron de Borchgrave, prend d'utiles contacts à Berlin.

Minutieusement préparée par Émile Banning, la conférence de Bruxelles réunit du 12 au 19 septembre 1876 les délégués de six nations : Allemagne, Autriche-Hongrie, Grande Bretagne, France, Italie, Russie. Elle groupe des personnalités aussi remarquables que Schweinfurth pour l'Allemagne, Cameron pour l'Angleterre, le vice-amiral de la Roncière Le Noury pour la France.

Les objectifs de la conférence (1) visent à « planter l'étendard de la civilisation sur le sol de l'Afrique centrale et de lutter contre la traite des esclaves... »

Les premiers frémissements annonciateurs de rivalités du *Scramble* se manifestent à l'occasion de la discussion concernant les emplacements pouvant le mieux convenir à l'établissement des stations. Deux commissions sont chargées d'étudier le problème. Le premier groupe (anglo-italo-français) propose le « choix par une autorité navale compétente des points les mieux appropriés sur les côtes orientales et occidentales de l'Afrique dans le voisinage de Zanzibar d'une part et de Saint-Paul de Loanda de l'autre ».

Cette proposition aurait donné aux Anglais une situation prépondérente sur la côte orientale. Elle est combattue par les Allemands suivis par les Autrichiens et les Russes qui préfèrent réduire les bases côtières au rôle de simples entrepôts normalement confiés aux commerçants européens déjà installés à Bagamoyo et Loanda. A ce dernier projet se rallient les Français si bien que les Anglais isolés n'insistent pas. La conférence se borne à créer une « Association internationale pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale » dont le comité exécutif présidé par Léopold II comprend Sir Bartle Frere, futur gouverneur du Cap, le Dr Nachtigal et le professeur français de Quatrefages. Chaque nation est représentée par un comité national conservant sa propre liberté d'action pour une zone délimitée à l'intérieur du continent africain (au nord le Soudan égyptien, au sud le bassin du Zambèze, à l'est et à l'ouest les océans). L'association choisit un drapeau bleu orné d'une étoile d'or (symbolisant l'espérance qui luit dans les ténèbres africaines).

Des comités nationaux sont créés. Grâce à l'exceptionnel animateur qu'est Émile Banning (2), le comité belge rassemble très vite la somme

(1) Sur la Conférence de Bruxelles, cf. mon *Histoire du Congo*, p. 93-97.
(2) Il fait paraître une brochure intitulée *L'Afrique et la Conférence géographique de Bruxelles*.

rondelette de 500 000 francs et met sur pied une première mission, la mission Crespel-Cambier (1877) qui sera suivie de celles de Popelin (1879), Ramaekers (1880), Storms (1882) et Becker (1884). Toutes partent de la côte orientale et vont jouer leur rôle dans la construction léopoldienne dont Stanley sera le maître d'œuvre africain.

2. L'effort portugais : Serpa Pinto.

Cependant les Portugais qui n'ont pas été invités à la conférence de Bruxelles s'émeuvent des explorations dans un Hinterland qu'ils considèrent comme de leur domaine. Nous avons vu (1) en effet l'exploration de Lacerda (1798-99), la double traversée des Pombeiros (1802-1814), puis l'exploration du major Monteiro et du capitaine Gamitto (1831) en pays Maravi et Cheva, celle de Joaquim Rodriguès Graça (1833-37) aux sources du Zambèze et en pays lounda, celle de Joâo da Silva (un serviteur de Silva Porto, colon portugais installé depuis seize ans au Bihé) qui, avec une caravane de marchands, contourne le Nyassa par le sud, traverse le Chiré, remonte la Rovouma et va remettre au gouverneur du Moçambique les lettres qui lui avaient été confiées. Certes on ne pouvait parler de souveraineté portugaise sur ces régions qui tout au plus étaient dans la mouvance commerciale des autorités de l'Angola et du Mozambique.

Aussi les grandes manœuvres déclenchées à Bruxelles par Léopold II ne peuvent laisser les Portugais indifférents et la Société de Géographie de Lisbonne est fondée en 1876. Elle servira de base scientifique arrière aux entreprises des explorateurs dont l'un, Serpa Pinto, est devenu une sorte de figure de légende.

Deux officiers de marine, Capello et Ivens, ont bien voulu admettre Serpa Pinto dans leur groupe. Gentilhomme portugais, mathématicien distingué et champion de tir à la carabine, cet officier bénéficie en France d'un prestige considérable du fait que, venu en curieux en 1870 au secours de la France envahie, il a gagné la légion d'honneur au feu. Devant les résultats de Stanley les trois explorateurs constatent que la mission d'explorer la zone intermédiaire entre Zambèze et Congo est partiellement sans objet ; ils partent donc vers le sud et rencontrent d'immenses difficultés notamment quant aux porteurs, puis le désaccord se met dans l'expédition si bien qu'en février 1878, Serpa Pinto quitte Capello et Ivens et gagne le Haut Zambèze en suivant la ligne des crêtes et de partage des eaux. Il reconnaît les sources du Kwando, descend ses affluents la Coubangui et la Couchibi et atteint ainsi le pays des Barotsé et sa capitale Lealui, où il obtient revolver au poing des embarcations. Il descend alors le Zambèze jusqu'à son confluent avec le Kwando (ou Linyanti), rencontre le naturaliste anglais Bradshaw puis est accueilli par le pasteur Coillard avec lequel il traverse le Kalahari jusqu'à Shoshong. Le 19 mars 1879 il est à Durban puis revient par Lourenço Marquès, Zanzibar, Aden et Bordeaux.

(1) *Supra*, p. 92 et 68.

Son voyage a couvert à travers le continent africain près de 4 000 kilomètres. Il a duré dix-sept mois.

Certes, ce voyage n'apporte la solution d'aucun problème géographique, mais il a permis de déterminer les sources des affluents du Koubango et du Kwando, de relever le cours de la Coubangui, de la Couchibi et du Haut Zambèze entre Lealui et Embaria. Abbadie, l'explorateur de l'Éthiopie qui a bien connu Pinto, le définit parmi les explorateurs comme ayant, en plus de magnifiques qualités personnelles, la pleine possession des sciences exactes que sont la topographie et l'astronomie. Jamais les pires dangers, dit son biographe Georges Le Gentil, ne l'empêchèrent de remonter à temps ses chronomètres ou d'observer un satellite de Jupiter. Ses explorations lui valent la grande médaille des sociétés de géographie de Londres et de Paris.

Ivens et Capello ont reconnu le cours du Koubango, de la Kwanza et du Kwango. Ils rentrent à Loango en octobre 1878, si bien que finalement leur brouille s'est révélée hautement profitable à l'exploration portugaise.

3. **L'expédition décisive de Brazza (1879-1881).**

Cette expédition marque peut-être le premier élément du *scramble*. Lorsque Brazza est revenu en France (1878), Léopold II, par le comité d'études du Haut Congo, envoie le 25 janvier 1879 Stanley avec 13 Européens et 200 Zanzibarites pour remonter le fleuve. Brazza obtient quelques subsides (cent mille francs de Jules Ferry, ministre de l'instruction publique, des soutiens plus modestes du Comité français de l'Association Internationale Africaine et de la Société de Géographie de Paris). Le 27 décembre 1879 il s'embarque pour le Gabon. Malgré le retard qu'il a sur Stanley il remonte l'Ogoué, fonde le poste de Franceville où il laisse Noguez puis, avec l'interprète Ossiah, le sergent Malamine et une petite troupe africaine, il traverse les plateaux Ba Téké, atteint la Léfini et le Congo.

Le 10 septembre 1880 à M'fa chez le Makoko, il signe un traité plaçant ce roi sous la souveraineté française.

Il veut alors rejoindre la côte et s'engage dans la vallée du Kouilou-Niari ; une tribu s'opposant à sa marche, il passe sur la rive droite du Congo et rencontre Stanley ; l'entrevue est passée à l'état d'image d'Épinal entre Brazza « le va-nu-pied aristocratique » et Stanley. Ce dernier poursuit sa marche vers le Djoué, où il reçoit le 27 juillet 1881 la visite du sergent Malamine. Stanley peut ironiser sur le nombre de drapeaux tricolores déployés par Malamine; la ferme attitude du sergent africain et l'ascendant considérable qu'il exerce alentour ne lui permettent aucun espoir et l'obligent à passer sur l'autre rive du Pool pour fonder ce qui va devenir Léopoldville.

Si cette rencontre Stanley-Brazza fait incontestablement partie du *scramble*, les autres manifestations de cette mêlée ne vont pas tarder à se manifester en des conditions d'ailleurs différentes suivant les ré-

gions. Ainsi nous avons vu comment la Tunisie et l'Égypte avaient été prises en charge par la France et la Grande Bretagne.

4. **Explorations allemandes en Angola et au Congo.**

L'Allemagne par contre n'entrera dans la course qu'en 1884, ainsi qu'en témoigne le nombre d'Allemands engagés par Léopold II. Von Michow en 1880 dresse la carte du cours moyen du Kwango ; Kund et Tappenbeck, qui se distingueront ensuite au Cameroun, vont au sud du Stanley Pool puis, obliquant vers l'Est, traversent toutes les rivières du Kwango au Kassaï. Buttner fait un intéressant voyage dans l'intérieur à l'est de San Salvador.

En 1881 l'Allemand Pogge accompagné de Von Wissmann se rend jusqu'au confluent du Kassaï et de la Louebo. Pogge, avec l'Autrichien Lux, avait participé en 1874 à l'expédition Von Homeryerschen dans l'intérieur de l'Angola. Se séparant de Lux, Pogge reconnaît la région des hauts tributaires du Kassaï pour aller s'installer à Kapanga sur la Louloua où se trouve alors la résidence du Mwata Yamvo. Il y demeurera deux ans et donnera dans son livre *Im Reich des Mwata Yamvo* une intéressante relation de son séjour.

Les renseignements fournis par Wissmann lors de son retour en Europe incitent Léopold II à faire reconnaître cette région. Wissmann, accompagné du Dr Ludwig Wolf, des lieutenants Von François et Müller, passe par Saint-Paul de Loanda et, au passage à Malanga, en février 1884, il rencontre Pogge de retour de sa nouvelle visite au Mwata Yamvo. Par le même itinéraire ils parviennent chez le chef Moukenge qui leur cède le terrain pour la construction de Loulouabourg.

Von François dresse la carte de la région pendant que Wissmann fait construire les pirogues qui lui serviront à descendre le fleuve. Partie le 28 mai, l'expédition entre le 5 juin dans le Kassaï, le 10 elle est au confluent du Sankourou, le 2 juillet au confluent du Kwango et le 4 à celui du Mfini, le 9 enfin elle parvient au Congo. Wissmann a contribué de façon décisive à la solution du problème hydrographique du Kassaï.

5) **Sur Madagascar** nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à la fondamentale étude du gouverneur Deschamps (1) et nous ne ferons qu'énumérer la reconnaissance détaillée de l'île effectuée par Grandidier entre 1865 et 1870, les travaux des RR.PP. Rollet et Colin qui, à partir de 1873, donnent une bonne carte des diverses régions de l'île.

Nous arrêtons ici le chapitre des explorations scientifiques. Il est bien évident que la limite est loin d'être aussi nette et que, si la politique des « traités indigènes » menée simultanément par Brazza et Stanley marque de façon précise le début du *scramble*, la véritable « mêlée » ne commencera vraiment qu'après le Congrès de Berlin. C'est dans les quinze dernières années du siècle que les expéditions vont se multiplier et la reconnaissance géographique de l'Afrique se compléter.

La valeur scientifique des explorations reste la même. La différence est que l'explorateur emporte dans son bagage le drapeau de sa patrie.

(1) *Histoire de Madagascar*, p. 217-218.

CHAPITRE XV

L'IMPLANTATION POLITIQUE EUROPÉENNE EN AFRIQUE AU XIXe SIÈCLE (JUSQU'AU SCRAMBLE)

A plusieurs reprises au cours des chapitres précédents nous avons envisagé l'action politique des Européens en Afrique, du point de vue « africain », dans la première partie, comme fait administratif au chapitre des missions et des explorations. Nous allons maintenant étudier dans quelles conditions s'est faite l'installation européenne en divers points d'Afrique jusqu'au *scramble* puis comment, à la Conférence de Berlin (1884-85), ont été déterminées les modalités d'appropriation de terres qui seront entièrement réparties à la fin du XIXe siècle.

1. LES ORIGINES DE L'IMPLANTATION POLITIQUE EUROPÉENNE EN AFRIQUE AU XIXe SIÈCLE

La récente décolonisation a provoqué la naissance d'une abondante littérature donnant de nombreuses explications quant aux origines de l'expansion européenne du XIXe siècle. Les auteurs marxistes intègrent cette expansion dans le phénomène capitaliste au moment où l'accumulation de capitaux en Europe y rend leur rétribution insuffisante.

L'affaire est plus complexe que ce schéma ne le laisse supposer. Tout d'abord il faut insister sur le fait que cette expansion européenne est un phénomène mondial qui n'est parvenu que tardivement en Afrique.

I. La ruée vers l'Asie et le Pacifique dans les trois premiers quarts du siècle.

Depuis que la déclaration de Monroe a virtuellement fermé l'Amérique aux entreprises européennes, celles-ci sont davantage attirées par l'Asie. Alors que les Russes s'avancent dans les steppes sibériennes et aux confins de la Chine, la Grande Bretagne consolide l'empire des Indes, s'installe en Chine, en Birmanie, en Malaisie, cependant que la France prend pied en Indochine. On peut dire que, dans les trois premiers quarts du XIXe siècle, cette expansion se limite à une poussée vers l'Extrême-Orient de la France et de l'Angleterre. Les marins français s'installent à Tahiti (1842), en Nouvelle Calédonie (1853), au Cambodge et dans trois provinces de Cochinchine (1863).

Les Anglais s'installent en Birmanie (1852) et implantent, après la scandaleuse guerre de l'opium, leur influence en Chine (second traité de Tien Tsin : 1858). La révolte des Cipayes (1857) qui met un instant en péril la puissance anglaise aux Indes entraîne finalement un salutaire coup de barre. Dix ans plus tard la Malaisie passe sous contrôle britannique. L'ouverture du Canal de Suez, rapprochant l'Extrême Orient des pays d'Europe occidentale, achève cette période asiatique et océanique de l'expansion européenne. Pendant cette vaste poussée vers l'orient lointain, l'Angleterre a borné son action africaine, indépendamment du Natal et de ses difficultés avec les Boers, à Lagos (1852 : protectorat et 1861 : colonie de la Couronne) et à la Gold Coast où les établissements danois de Christianborg (1850) ont été achetés et les comptoirs hollandais de Gold Coast échangés contre les établissements britanniques de Sumatra. Mais le raid de la colonne Napier en Éthiopie (1867) s'est borné à un aller-retour. Les Français du Sénégal, sous Protet et Faidherbe, se sont donnés de l'air ; Libreville a été fondée et quelques comptoirs commerciaux encouragés au Dahomey et en Côte d'Ivoire.

Durant toute cette période des trois premiers quarts du XIXe siècle, l'Afrique est en cours d'exploration, mais demeure un continent insalubre. Livingstone va révéler au public britannique l'existence des plateaux méridionaux et orientaux de l'Afrique.

2. Les facteurs de l'implantation européenne.

Si nous analysons les divers facteurs de l'implantation européenne en Afrique par rapport aux facteurs d'expansion dans le reste du monde, nous voyons que le *facteur démographique* si important en Australie, en Nouvelle Zélande ne joue pas. En effet, l'immigration en Afrique du Sud est peu importante, celle concernant l'Algérie n'est pas due à une pression démographique française. L'Afrique, dans sa plus grande partie, demeure un pays au climat meurtrier où des missionnaires peuvent aller servir et mourir, mais où des colons européens répugnent à s'implanter.

Les causes économiques et techniques sont beaucoup plus importantes. Le XIXe siècle européen, en effet, voit l'industrialisation accroître la production en d'énormes proportions (de 1848 à 1870, la production française quadruple), cependant que la mise en place du réseau ferré facilite les échanges.

En 1860 l'industriel anglais Bessemer invente le procédé permettant de produire l'acier à moindre prix. En 1880 Thomas et Gilchrist réussissent à éliminer industriellement le phosphore. Ces procédés donnent à l'industrie britannique une avance sensible sur ses concurrentes.

Sur le plan financier, la production des gisements aurifères de Californie (1851) et d'Australie (1857) provoque une hausse des prix sti-

mulant la production. L'expansion commerciale est facilitée par de nouvelles formes de crédit. Cette période du milieu du siècle correspond en Angleterre au tournant du *Libre-échange* (fin de l'Acte de navigation : 26 juin 1849), alors qu'en France la loi du 3 juillet 1861 établit que les colonies pourront désormais acheter et vendre toute espèce de marchandises aux étrangers et même se servir des navires étrangers pour le transport de tous les produits, y compris ceux destinés à la métropole. C'est la fin du pacte colonial.

L'Europe à ce moment a des besoins accrus en produits tropicaux : les Anglais absorbent une quantité croissante de thé ; avec l'introduction du café par l'intendance dans l'armée, les Français vont en consommer toujours davantage. Il en va de même pour le cacao, le coton, le sucre, plus tard le caoutchouc.

En même temps que de matières premières, l'Europe, hérissée de barrières douanières, a besoin de débouchés. Sur le plan financier, les bénéfices accumulés ne trouvent plus sur place de rémunération suffisante. L'indemnisation des planteurs par les autorités coloniales après l'abolition de l'esclavage entraîne l'implantation outre-mer des organismes de crédits qui vont stimuler le mouvement d'affaires et développer les formes de « commerce légitime ».

Au moment précis où la traite s'achève, la technique européenne (notamment le procédé Rougier) permet l'utilisation des huiles végétales africaines (arachides et palme) pour la fabrication du savon, donnant un important produit nouveau à traiter au commerce européen qui n'avait jusqu'alors que la gomme très employée dans l'industrie textile et l'ivoire, matière plastique avant la lettre, utilisée pour les manches de couteaux. Vers 1850 tout le secteur de la palmeraie côtière prend de l'importance depuis la Sierra Leone jusqu'au delta du Niger (*Oil Rivers*).

La guerre de Sécession, en coupant de 1861 à 1865 l'approvisionnement en coton américain des filatures européennes, entraîne l'essor de la production et de l'exportation cotonnière égyptienne ainsi qu'une prospection activement menée sur la côte ouest africaine. En 1869 la découverte des champs diamantifères du Griqaland attire l'attention des capitalistes anglais sur l'Afrique du Sud. La même année l'ouverture du Canal de Suez valorise l'Afrique orientale.

Entre 1850 et 1870, les milieux d'affaires européens prennent conscience de la richesse potentielle du continent africain. L'achèvement du Canal de Suez (1869) a montré la puissance des milieux d'affaires. En effet l'œuvre monumentale de Ferdinand de Lesseps n'a été rendue possible, malgré la réticence gouvernementale anglaise, que grâce aux souscriptions massives de l'épargne européenne, à l'appui des chambres de commerce britanniques et au soutien des compagnies de navigation.

La révolution des moyens de transport est en effet un facteur essentiel de l'expansion outre-mer. Le passage à la vapeur est déjà sensible en 1870 où, sur un tonnage brut de 20 millions de tonneaux,

on en compte 5 millions à vapeur ; en 1913 on comptera 43 millions sur 49 millions. Mais le coût de l'armement entraîne sa concentration et des compagnies comme la Cunard, la *Peninsular and Oriental*, les Messageries Maritimes, la compagnie Rubbatino et Florio en Italie deviennent de véritables puissances influençant les orientations politiques de leurs gouvernements. La vapeur permet une accélération des moyens de transport si bien que les hommes d'affaires ne se contentent plus des rapports au parfum exotique de leurs agents mais se déplacent. En même temps les *transmissions* sont accélérées par le câble sous-marin et le télégraphe.

La crise économique de 1873 joue dans l'expansion européenne un rôle particulier. Pour la première fois en effet l'équipement industriel met sur le marché plus de produits qu'il n'est possible d'en absorber.

Jusqu'alors les pays d'outre-mer étaient essentiellement considérés comme fournisseurs de matières premières pour aider à la production européenne. En cette année 1873 où se pose pour la première fois en termes dramatiques le problème des débouchés, la conception de l'expansion prend un décisif tournant.

Comme le souligne Crockaert (1) :

« On est donc entré désormais dans l'ère des grandes compétitions mondiales. Et celles-ci auront désormais un triple objet : la possession des terres exotiques, qui possèdent d'incalculables ressources en matières premières dont l'industrie moderne fait une consommation effrayante ; la mainmise sur les marchés exotiques, qui groupent de nombreux clients dont l'industrie moderne a besoin pour rester en vie ; la domination des moyens de communication internationaux qui seuls permettent au commerce moderne de vivre et de se développer. »

Facteurs militaires et politiques

Le XIXe siècle, malgré ses quelques crises, est un siècle de paix où l'Italie et l'Allemagne parachèvent leur unité cependant que le vieil empire austro-hongrois doit lutter pour conserver les divers peuples rassemblés sous la couronne des Habsbourg. La France et l'Angleterre sont disponibles pour l'outre-mer. En 1854 le *Colonial office* est créé, qui va jouer un rôle immense dans l'expansion impérialiste de l'Angleterre au moment où la Compagnie des Indes est supprimée (1858). Le gouvernement britannique entreprend une certaine *décentralisation de sa puissance* en conférant l'autonomie à certains de ses territoires — exclusivement peuplés de Blancs il est vrai — comme la Nouvelle Écosse et le Nouveau Brunswick (1848), l'île du Prince Édouard (1851), puis le dominion canadien (1867).

En France Théodore Ducos, ministre de la marine au lendemain du coup d'État, inaugure une grande politique coloniale menée ensuite par Hamelin et surtout Chasseloup-Laubat (1859-1867). Ces ministres

(1) JACQUES CROCKAERT, *Histoire de l'Empire Britannique*, p. 363.

sont aidés outre-mer par des officiers de haut mérite : Protet et Faidherbe au Sénégal, Rigault de Genouilly, Doudart de Lagrée et Francis Garnier en Indochine. Le passage à la vapeur de la marine de guerre provoque la recherche de bases navales susceptibles de servir d'entrepôts de charbon (« un navire de guerre sans charbon est une épave ») et de bassin de radoub. Ce fait entraînant l'installation de points d'appui (1) qui verrouillent les passages stratégiques va placer l'Angleterre et dans une moindre mesure la France en toutes les parties du monde. Un autre aspect militaire est le rôle de réservoir d'hommes joué par l'Afrique dès 1870 avec quelques unités de « Turcos » venues d'Algérie.

La France et l'Angleterre, après 1815, ont des navires et des troupes disponibles pour des conquêtes coloniales. Par ailleurs la supériorité d'armement va croissant avec les fusils à tir rapide, les canons et, après 1870, les mitrailleuses. La France disposant de troupes indigènes, les pertes en Européens sont relativement faibles (quelques dizaines d'officiers et de sous-officiers), si bien que l'opinion publique est bien moins touchée par les deuils qu'elle ne le sera plus tard lors des guerres d'Indochine et d'Algérie. De même les difficiles campagnes menées en Afrique du sud par les forces britanniques le seront en grande partie par des contingents indiens et des troupes locales. Sauf lors des grandes catastrophes militaires (Isandlwana (1878), Majuba Hill, révolte mahdiste, Adoua, etc), les pertes par maladies sont presque toujours supérieures à celles des combats. Toutefois la diffusion du sulfate de quinine évite l'effrayante mortalité palustre qui fut celle de l'expédition de 1841 au Niger (2) et qu'illustrent éloquemment les cimetières de la côte ouest-africaine. Les motifs patriotiques n'interviennent que tardivement mais comptent beaucoup pour l'opinion publique française après la perte de l'Alsace-Lorraine. C'est à partir des années 1880, au début du *scramble* que se constituera l'esprit impérialiste qui atteindra son apogée entre 1890 et 1900.

Les facteurs économiques, politiques, stratégiques étant en place, l'Europe disposant des moyens techniques de conquête, il était indispensable de trouver une justification morale. Celle-ci fut donnée par l'œuvre missionnaire avant que les autorités coloniales n'assurent leur paix (pax britannica, pax belgica, pax germanica, etc) empêchant effectivement les guerres tribales, assurant une libre circulation des personnes et supprimant l'esclavage.

Les missionnaires — protestants et catholiques — revenant en

(1) Bernard Schnapper dans son remarquable ouvrage sur « La politique et le commerce français dans le golfe de Guinée » discute p. 14 l'opinion de Christian Schéfer selon laquelle Guizot aurait élaboré à l'échelle du monde une « politique des points de relâche ». L'idée est exprimée déjà par le capitaine de vaisseau, bientôt amiral, Montagniès de la Roque, commandant de la station navale de la côte occidentale d'Afrique en 1839, puis dans un rapport du 29 décembre 1842 de Henri Galos, directeur des Colonies au ministère de la Marine, enfin la Chambre de Commerce de Nantes qui appelle « avec confiance l'attention du gouvernement sur la nécessité d'avoir des points de refuge et de protection de nos intérêts nationaux sur toutes les routes du globe ».

(2) Cf. *supra*, p. 469.

congé en Europe prêchaient pour leur mision en vue de collecter des fonds, d'où la description d'une misère africaine d'ailleurs souvent exagérée pour émouvoir l'escarcelle des fidèles. Mais surtout les milieux missionnaires appartenaient aux mêmes classes sociales de bourgeoisie et de noblesse qui fournissaient les officiers, les médecins, les parlementaires. Très vite on admit que l'homme blanc devait jouer le rôle du « grand frère », aider les populations primitives à s'élever, leur donner un meilleur niveau de vie, les instruire, les soigner. Les premiers missionnaires et commerçants européens, témoins des pratiques de cannibalisme ou des sanglantes « coutumes danhoméennes » par exemple, pensaient en général que seule l'intervention de l'autorité européenne permettrait de redresser ces mœurs, de supprimer le servage, d'empêcher les guerres intertribales, etc.

Aussi, dès le déclenchement du scramble, de nombreux missionnaires et commerçants intervinrent (d'ailleurs de façon souvent maladroite) dans la politique locale en faveur de leur patrie.

Les auteurs marxistes insistent sur la rapacité des maisons de commerce, mais en réalité, comme le souligne Jean Ganiage (1):

> « La minorité qui donne le branle au mouvement colonial appartient rarement aux milieux matériellement intéressés. La plupart du temps, ce sont des écrivains, des professeurs, des hommes politiques. Quelques ouvrages de grande diffusion suscitent des mouvement d'opinion ; viennent ensuite des cercles, des revues, des groupes parlementaires, c'est ainsi que sont nés un peu partout les partis coloniaux. »

Ainsi la colonisation se présentait sous l'aspect engageant d'un devoir honorable et glorieux qui se doublait (pour d'autres) d'une bonne affaire.

Le mouvement d'idées débute par l'Angleterre malgré le caractère incontestable de sa prépondérance économique sur tous les continents, y compris depuis 1860 l'Europe.

Les ouvrages de Charles Dilke (2) et du professeur Seeley de Cambridge (3) ont une profonde résonance dans le public anglais, cependant que les écrits de Francis Garnier (1873) et l'ouvrage fondamental de Paul Leroy-Beaulieu, « De la colonisation chez les peuples modernes » (1874), influencent profondément l'opinion publique française.

Il est aussi indispensable de tenir compte des personnalités qui ont mené la politique coloniale, que ce soient ceux qui ont agi en Europe dans une ambiance souvent difficile (Léopold II, Jules Ferry, Crispi, Chamberlain) ou les proconsuls (Bugeaud, Faidherbe, Mac Carthy, Mac Lean, etc), ils ont marqué profondément cette période. Pour les gouverneurs, placés dans une situation donnée, ils devaient prendre parfois immédiatement les décisions qui s'imposaient (et leur

(1) *L'expansion coloniale et les rivalités internationales de 1871 à 1914*, 1964, t. I, p. 14.
(2) *Greater-Britain* (1866-68).
(3) *Expansion of England*, 1883.

seraient peut-être ensuite reprochées), d'où une décentralisation réglementaire des pouvoirs.

Nous allons essayer maintenant de présenter le mode d'implantation des diverses puissances européennes (françaises, anglaises, portugaises) jusqu'au *scramble* en laissant de côté l'Afrique du Sud précédemment traitée (1).

II. POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE AU XIXe SIECLE

Les spécialistes français méconnaissent souvent l'importance des efforts accomplis par leurs compatriotes dans l'action outre-mer. Dans un livre publié en 1806 (2) l'Anglais John Barrow souligne avec amertume l'importance de l'effort français dans la connaissance des régions extra-européennes.

« On me croirait peut-être dominé par un sentiment de jalousie, si je relevais les funestes erreurs où nous sommes tombés par le défaut des connaissances locales. Elles sont consignées en grand nombre dans les monuments de notre histoire. Il n'est pas inutile d'observer que les Français, ces éternels ennemis de notre gloire, sont plus persévérants et plus heureux que nous dans les recherches qu'ils font chez les nations étrangères...

...les Français, quels que soient les motifs qui les engagent à voyager n'oublient jamais, loin de chez eux, les intérêts de leur nation...

...il n'est pas un coin du globe où les Français ne déploient toutes les ressources de leur génie pour faire des recherches, et contracter des liaisons utiles à leur gouvernement. Aussi, c'est à leurs travaux que l'Europe est principalement redevable des lumières qu'elle a acquises sur les autres contrées. »

Malgré les paroles désabusées de John Barrow, le domaine français en 1815 était sensiblement réduit et les Anglais avaient montré un remarquable dynamisme dans la mise en œuvre des explorations.

I. Les Français au Sénégal et sur la côte occidentale d'Afrique.

Si les moribonds et les morts du radeau de « la Méduse » furent pour le peintre Géricault un magnifique sujet de tableau, ce naufrage n'est qu'un dramatique épisode d'une difficile reprise en charge des comptoirs français. Au ministère de la marine c'est le baron Portal, un conseiller d'Etat issu d'une famille d'armateurs bordelais, qui anime la relance d'une politique coloniale. Le colonel du génie Schmaltz, nommé au Sénégal en 1816, fut un bâtisseur optimiste dont les projets de colonisation agricole n'eurent pas de chance. De ses trois an-

(1) *Supra*, p. 121-135.
(2) *Nouveau voyage dans la partie méridionale de l'Afrique*, Paris 1806, p. 5-6 et 14.

nées de séjour il reste le choix de Dagana et de Bakel (1), un inventaire du fleuve et le traité de 1819 avec le *brak* du Oualo. Après le neurasthénique Lecoupé chargé de liquider la prétendue faillite de Schmaltz, le baron Roger (1821-1827) apporte son dynanisme appuyé par d'efficaces relations parisiennes. Ses successeurs, mesquins bureaucrates, n'ont aucun mal à ramener le Sénégal à son rôle de comptoir médiocre, alimentant une sordide maison de commerce, la *compagnie de Galam*, exclusivement préoccupée de la gomme. C'est durant cette période que sont relancées les explorations vers l'intérieur cependant que la croisière de la « Malouine » a mis en place quelques installations à terre qui sont en germe la Guinée, la Côte-d'Ivoire et le Gabon.

Sur le plan économique, la culture de l'arachide est développée à l'instigation de l'industriel marseillais Jaubert. Son développement va marquer de façon décisive l'économie sénégalaise.

A la suite de la visite d'une commission interministérielle assistée (les gouverneurs du xx[e] siècle auront rarement cette chance) de bons connaisseurs des problèmes africains, le gouvernement du Sénégal prend un nouveau départ. Le capitaine de frégate Protet dure quatre ans et applique avec bonheur des instructions précises. Podor est reconstruit. Une armée toucouleure est dispersée au combat de Dialmath. Faidherbe, qui remplace Protet, est un polytechnicien méthodique qui cache sous des dehors sévères un esprit sensible, une curiosité universelle et une grande générosité de cœur. Obligé d'entrer en guerre ouverte avec les Maures, il écrase le chef trarza Mohammed el Habib, rejette ses troupes sur la rive droite du fleuve et annexe le Oualo (1855). Après avoir défait à nouveau les Maures au lac Cayar et dans le Dimar, il impose aux Trarza un traité de paix à Saint-Louis (1858) et à Podor un traité similaire aux Brakna.

Nous avons vu (2) dans quelles conditions El Hadj Omar avait mené sa campagne et comment il fut arrêté devant Médine par le traitant Paul Holle, sept soldats européens et cinquante laptots. On sait comment El Hadj Omar, après avoir signé un traité, poursuivit l'offensive contre les Peuls du Macina.

Le 23 mai 1857, les marins de la « Jeanne d'Arc » installent un poste à Dakar en face de Gorée. Ainsi le poste précède ce qui va devenir l'un des plus grands ports de la côte d'Afrique.

Faidherbe a marqué le Sénégal de son empreinte. Commandant du Génie, homme des fortins bien placés, il sait se mouvoir vite et son commandement est une suite de succès légitimes dus à des opérations méthodiquement préparées et menées avec résolution jusqu'à leur terme. Au passif de Faidherbe on peut noter cependant son médiocre intérêt pour les rivières du sud; il avait en 1852 construit le fort de Dabou et signé des traités avec les Attié, les M'Baté, les Adioukrou.

(1) GEORGES HARDY, *La mise en valeur du Sénégal de 1817 à 1851*, Larose 1921.
(2) *Supra* p. 251-253.

Par ailleurs il avait choisi, comme *damel* du Cayor, le piteux Madiodio contre Macodou le chef réel.

L'année 1855 a vu la fondation de la Banque du Sénégal, l'installation d'une imprimerie et du journal officiel de la colonie.

Faidherbe a inauguré une véritable politique de l'enseignement basée sur une organisation des écoles coraniques et un enseignement confié pour l'essentiel aux frères de Ploërmel. D'autre part il assurait son action politique par *l'école des otages* devenue *l'école des fils de chefs* qui assura la formation de nombreux commandants de cercle et officiers auxiliaires de la colonisation française.

Nous avons vu comment le voyage de Bouët-Willaumez sur *la Malouine* avait permis de reconnaître l'estuaire du Gabon et de passer le 9 février 1839 un traité en bonne et due forme avec le roi Denis pour obtenir une bande de terre au sud de l'embouchure. Deux ans plus tard Bouët-Willaumez obtient du roi Louis, sur l'autre rive, un traité de protectorat et une autre bande de terre (1).

Il faut noter que c'est sans instruction du gouvernement que Bouët signe les traités avec des chefs de villages côtiers du Gabon et de Garroway (cap des Palmes). Nommé au commandement de la station navale de la côte occidentale d'Afrique, Bouët fait poursuivre les croisières et passe avec différents chefs indigènes, dont celui de Grand Bassam, des traités analogues à ceux de 1839. Bouët envisageait de créer des comptoirs commerciaux fortifiés sur la côte ouest qui permettraient aux commerçants de charger et décharger commodément leur marchandise. « Elles fourniraient des points de relâche à la marine de guerre qui n'en avait pas au sud de Gorée. Elles seraient aussi des foyers de civilisation qui donneraient aux Africains des goûts qu'ils ne pourraient satisfaire que par leur travail. Au lieu de se livrer à la traite de leurs semblables, ils produiraient les objets d'un commerce licite ». Mais c'est aussi pour devancer les Anglais que Bouët veut créer ces comptoirs.

C'est pour lutter contre le renouveau d'influence anglaise et les nouveaux projets vers la Gold Coast que le Roi accorde pour l'installation immédiate des comptoirs des crédits exceptionnels. Le plan d'installation prévoyait trois points : Garroway, Assinie et le Gabon, mais devant les projets anglais, l'expédition de Garroway fut détournée sur Grand Bassam. Ainsi fin septembre 1843, trois comptoirs s'ajoutaient à ceux que possédait la France. En 1849 le brick négrier *Elizia* est saisi par la croisière et les esclaves libérés sont installés sur la rive droite de l'estuaire constituant Libreville. Cette ville bien située devient bientôt le centre de l'administration française. Nous avons vu au chapitre des missions (2) le rôle de Mgr Bessieux et de la mission catholique, au chapitre des explorations (3) le rôle de Libreville comme base d'exploration.

(1) Sur le voyage de la Malouine, le rôle de la chambre de commerce de Bordeaux et le rapport du capitaine de marine marchande Broquant, on se réfèrera à l'étude de Schnapper, *op. cit.*, p. 15-21.
(2) *Supra*, p. 458.
(3) *Supra*, p. 499-500.

Au Dahomey (1) le traité de commerce et d'amitié conclu en 1851 entre le lieutenant de vaisseau Auguste Bouët et le roi du Dahomey est prolongé par les ambassades du capitaine de vaisseau Vallon (1856 et 1858). Cependant la maison Régis qui avait depuis 1843 un agent installé à Ouidah renforce les positions françaises par de nouvelles factoreries ouvertes en 1856 à Agoué et 1858 à Grand Popo. Devant les empiètement des Anglais de Lagos, le roi de Porto-Novo sollicite le protectorat français qui lui est accordé le 22 février 1863. L'influence française sur la côte dahoméenne devait être notablement renforcée par l'arrivée des missionnaires de la Société des missions africaines de Lyon (1861).

L'autorité française cependant poursuit ses avantages et un traité du 19 mai 1868 prévoit la cession de Cotonou à la France, cependant que les droits des maisons de commerce françaises sont notablement accrus à Petit Popo (1864), Agoué et Porto Seguro (1868).

En Côte d'Ivoire, les traitants français de la maison Régis ayant été molestés, Martin-Despallières, commandant de Grand Bassam, lance une expédition jusqu'au fond de l'Ebrié en avril-mai 1852 et conclut une douzaine de traités. Mais un grave soulèvement a lieu peu après; une expédition punitive est menée en 1853 par Baudin accompagné de Faidherbe qui construit le fort de Dabou. Mais le commerce éprouve de graves difficultés si bien qu'après 1871 l'évacuation des comptoirs d'Assinie, Grand Bassam et Dabou est prescrite. Le dynamisme d'un commerçant français, Verdier, propriétaire de comptoirs à Assinie et Grand Bassam, le fait nommer Résident français sous le contrôle du commandant naval de la division de l'Atlantique et du commandant supérieur du Gabon. L'un de ses adjoints, Treich-Laplène, se distingue dans l'exploration de l'Indénié et de Bettié.

En Guinée, le traité du 21 avril 1859 établit les droits de commerce de la France sur le Rio Pongo. En 1866 Pinet-Laprade fait occuper le plateau de Boké et construire un fortin. Dinah Salifou, dernier roi des Nalou, est destitué. Dix ans plus tard, le poste de Boffa est créé et les positions françaises s'affirment sur la Mellacorée. En 1880 la région de Dubreka est placée sous l'autorité française, cependant qu'une étonnante personnalité, Olivier de Sanderval, obtient une place privilégiée auprès de l'almamy du Fouta où il bat un moment — aubaine des numismates — monnaie à son nom.

A la veille du scramble, après des hésitations et desater moiements, les bases de départ françaises sont marquées sur la côte occidentale. Déjà la rivalité franco-anglaise s'est manifestée chez les traitants aux limites de la Côte de l'or, du Dahomey et de la Nigeria, au Gabon. De façon tacite on peut dire que, pour certaines zones, les limites des sphères d'influence françaises et anglaises existent déjà. Mais c'est l'affaire du pool (Stanley-Brazza) qui va marquer le véritable départ du *scramble*.

(1) Pour l'installation française au Dahomey, cf. mon *Histoire du Dahomey*, p. 273-296.

2. Conquête de l'Algérie.

La politique française en Afrique noire menée par le ministère de la Marine n'a pratiquement aucune incidence sur l'expédition d'Alger.

Dans un récent et magistral ouvrage (1), Charles André Julien a entrepris de « démystifier » la conquête de l'Algérie, cependant que M. Emerit en plusieurs articles (2) donnait de l'Algérie avant les Français une image peut-être optimiste. La prise d'Alger présente pour l'Histoire de l'Afrique en général un immense intérêt car, malgré l'antériorité des établissements portugais en Angola et au Mozambique, hollando-anglais au Cap, anglais au Sierra Leone et en Gold Coast, français au Sénégal, la conquête française de l'Algérie représente le *véritable début de la période coloniale* en Afrique ouvrant à l'Historien de nouvelles possibilités. En effet l'établissement de faits historiques et de leur chronologie exacte devient facile avec les documents européens. Le récit des événements bénéficie de tout le frémissant dispositif d'autocritique toujours en action chez les militaires comme chez les civils en des pays démocratiques où la presse est généralement libre et dont les voisins européens sont prêts, le cas échéant, à dire ce qui pourrait ne pas être autorisé dans la métropole.

Certains ont cru pouvoir « renverser l'Histoire » telle qu'elle était enseignée jusqu'à une date récente dans les manuels européens. Il était, en effet, particulièrement facile de puiser dans la masse de documents traduisant l'opposition à la conquête pendant les règnes de Charles X, Louis-Philippe et Napoléon III. Mais en ne replaçant pas les citations dans leur contexte, en confondant l'opposition française et la résistance algérienne du XIX^e siècle avec l'anticolonialisme du XX^e siècle, on aboutit à un véritable contresens historique puisque l'anticolonialisme n'a pu apparaître qu'*après* le fait colonial.

Il faut donc replacer la conquête de l'Algérie dans son cadre maghrébin, à une époque où la guerre était une affaire d'individus responsables et non une question de masses anonymes et mécanisées. Nous avons marqué l'état de l'Algérie à la veille de la conquête, le caractère assez nominal de l'autorité turque surtout dans les régions kabyles à l'est d'Alger. L'impact européen va réussir à plusieurs reprises à unir contre l'infidèle des groupes héréditairement hostiles.

Le débarquement d'Alger.

On connaît les faits qui sont à l'origine de la campagne : une affaire complexe de fournitures militaires effectuées à l'époque du Directoire par les juifs livournais Bacri et Busnach leur avait laissé des créances sur tout le littoral méditerranéen, sauf auprès du Dey Hussein d'Alger dont ils étaient débiteurs. Le Dey, croyant à la mauvaise foi de M. Deval, Consul de France, le frappe publiquement le 30 avril 1827

(1) *Histoire de l'Algérie contemporaine*, Paris 1964, 632 p.
(2) *La situation économique de la Régence en 1830*, *Information historique*, nov-déc. 1952, p. 169-172 ; *L'état intellectuel et moral de l'Algérie en 1830*, R. H. M. C., juillet-sept. 1954, p. 201-212.

de trois coups de manche d'évantail. Le consul rentre en France, Alger est bloquée par la marine et les établissements français de la Calle sont détruits par le bey de Constantine, vassal d'Alger. Le 3 août 1829, le bâtiment parlementaire venu tenter une ultime démarche est bombardé. Le ministère Polignac qui, le 8, remplace le ministère Martignac, n'est pas fâché de mettre un peu de prestige militaire sur un régime vacillant.

Partis les 25, 26 et 27 mai de Toulon, les 37 000 hommes de Bourmont débarquent le 14 juin à Sidi Ferruch ; le 19 Staouéli est pris, le 4 juillet, Alger tombe et le dey capitule. Les beys de Titteri et d'Oran annoncent leur soumission cependant qu'un détachement français va occuper Bône pour obtenir celle du bey de Constantine. « Vingt jours ont suffi, dit un ordre du jour de Bourmont, pour la destruction d'un État dont l'existence fatiguait l'Europe depuis trois siècles. »

Cette campagne facile et fructueuse suscite quelques remous et Charles X répond à l'ambassadeur d'Angleterre : « Pour prendre Alger, je n'ai considéré que la dignité de la France ; pour le garder ou le rendre je ne consulterai que son intérêt. » Dernière parole historique avant la révolution de juillet. Louis-Philippe aurait peut-être abandonné la nouvelle conquête lorsque l'insurrection belge, ramenant sur Anvers les préoccupations britanniques, le décide à rester. On mesurera dans les années suivantes l'importance de ce que Jules Ferry appelait un « acte de haute police méditerranéenne ».

Les Français qui arrivent à Alger en 1830 ne savent pas grand'chose de la société arabo-berbère si complexe du Maghreb central. Les difficultés rencontrées seront aggravées par le caractère flou de la politique gouvernementale. Les auteurs français insistent longuement sur le nombre et le manque de personnalité des neuf gouverneurs qui se succèdent de 1830 à 1840, sur le manque de moyens matériels et pécuniaires, sur les ambiguïtés de la politique de Louis-Philippe tiraillé entre ses préoccupations européennes, une forte opposition intérieure aux expéditions outre-mer et l'envie de donner un certain « panache » à la royauté bourgeoise.

L'ère des tâtonnements (*1830-1834*) voit d'abord la nomination de Clauzel. Militaire de la Révolution et de l'Empire qui a été proscrit après 1815, il remplace Bourmont et, en cinq mois de travail, ébauche une politique indigène et remplace les bey d'Oran, Constantine et Médéa. Après que la garnison de Médéa ait été contrainte au repli sur Alger, Clauzel est rappelé avec 10 000 hommes de troupe. Berthezène, Savary, Voirol se succèdent, occupant avec Bône, Bougie, Oran, Arzeu et Mostaganem, des bases qui permettent une action sur l'arrière-pays.

C'est alors que le général Desmichels qui commande la division d'Oran passe avec un jeune émir de vingt-quatre ans, Abd el Kader, un traité de protectorat (26 février 1834) qui donne à cet « interlocuteur valable » un surcroît de prestige. Si le traité Desmichels inaugure *l'ère de l'occupation restreinte* (1834-1841), cette période correspond à la formation et à l'expansion du royaume d'Abd el Kader en Algérie

occidentale et la résistance du bey Ahmed dans le beylik de Constantine jusqu'à la prise de la ville (novembre 1837).

En 1841, Bugeaud entame la troisième période, celle de l'*occupation totale* (1841-1847). Bugeaud, qui a fait la guerre d'Espagne, sait combattre la guérilla. Il « se fait nomade pour traquer le nomade ». Il constitue des colonnes légères souvent formées de troupes indigènes (zouaves, spahis, chasseurs d'Afrique, turcos, tirailleurs algériens) qui lui permettent de harceler et de refouler partout Abd el Kader dont la smalah est brillamment enlevée par le duc d'Aumale. Nous avons vu (1) comment l'entrée en guerre de Moulay Abd er Rhaman avait entraîné le bombardement de Tanger et Mogador par le prince de Joinville, puis la bataille de l'Isly où Bugeaud défait l'armée marocaine, ce qui contraint le sultan du Maroc au traité de Tanger.

La Résistance d'Abd el Kader (1834-1847).

La personnalité d'Abd el Kader domine la résistance à la conquête française. Pourtant Abd el Kader (1808-1882) n'a pas représenté toute l'Algérie (en particulier la quasi-totalité des montagnes kabyles a toujours refusé son autorité). Appartenant aux nomades zénètes, Abd el Kader apparaît comme le dernier en date des grands fondateurs d'empire qui ont si fortement marqué l'histoire du Maghreb occidental depuis la conquête arabe. Il se considérait lui-même comme le successeur des Abd-el-wadides et le montra par la particulière solennité de son entrée dans Tlemcen en juillet 1837 ; il est probable d'autre part qu'en choisissant le site de l'ancienne capitale ibadite pour établir la ville neuve de Tagdempt en 1836, il évoquait l'époque vieille de mille ans où Tahert était le centre d'un mouvement islamique mondial.

Les débuts d'Abd el Kader rappellent cependant plutôt ceux de la dynastie saadienne du Maroc au XVIe siècle quand Mohammed ech Cheikh avait utilisé sa qualité de chérif (descendant du prophète) et la guerre sainte contre les Portugais pour servir ses propres ambitions. La famille d'Abd el Kader descendant de Moulay Idriss, fondateur de Fès au IXe siècle, était de noblesse égale à celle des Saadiens ou des Alaouites. Mahi ed Din, le père d'Abd el Kader, était en même temps chef de la tribu des Hachem qui résidait dans les environs de Mascara et *Moqqadem* de la confrérie Qadriya pour la région d'Alger. Il avait été emprisonné à deux reprises (1818 et 1824) par l'autorité turque et avait entrepris le pèlerinage avec Abd el Kader, alors âgé de seize ans. Les deux voyageurs étaient revenus en 1829 après avoir séjourné dans les villes saintes, à Bagdad et au Caire où les réalisations de Méhémet Ali les avaient fortement impressionnés.

Le 21 novembre 1832, Abd el Kader est proclamé sultan par les tribus des environs de Mascara et reprend à son compte l'appel à la guerre sainte lancé en avril de la même année par son père. Le 26 février 1834, son prestige encore limité augmente considérablement après la conclu-

(1) p. 433.

sion du traité Desmichels qui fait de lui un souverain indépendant traitant d'égal à égal avec la France ; de 1834 à 1837 il utilise sa position avec une extraordinaire habileté, requérant tour à tour l'aide des forces françaises contre ses ennemis personnels puis celle des tribus contre les Français. Il assure des contacts avec le Maroc toujours intéressé par l'Oranie et avec l'Angleterre toujours heureuse d'intervenir dans les affaires françaises. Abd el Kader est une puissance telle que Bugeaud, soucieux d'avoir les mains libres à l'est pour venger l'échec subi par Clauzel devant les murs de Constantine (novembre 1836), signe le 30 mai 1837 le traité de la Tafna qui reconnaît la souveraineté de l'émir sur la province de Titteri et l'ensemble de la province d'Oran sauf les villes d'Oran, Mostaganem, Mazagran et Arzeu.

Ce royaume ainsi reconnu, Abd el Kader l'accroît encore considérablement jusqu'en 1839 vers le sud-ouest de la Kabylie et au sud jusqu'à l'Atlas saharien. Mais il ne parvient pas à soumettre Aïn Mahdi, centre de la confrérie Tidjaniya rivale de la Qadriya. Les principes de l'administration d'Abd el Kader sont très différents de l'administration turque ; il supprime la distinction entre tribus *Makhzen* et tribu *Raïya*, ne conservant que les impôts coraniques ; le pays conquis est divisé en huit *khalifaliq* avec administration hiérarchisée : justice, police, instruction, finances. Mais c'est l'armée qui requiert toute son attention avec un important contingent de soldats de métier (deux cent quarante artilleurs servant vingt pièces de campagne, deux mille cavaliers, huit mille fantassins) et les dizaines de milliers de guerriers volontaires des tribus soumises. Mais cet état est extrêmement fragile. C'est en effet un *état madhiste* dont l'unité repose sur la guerre sainte, et c'est le déclenchement de la guerre sainte le 19 novembre 1839 qui va le perdre parce que Bugeaud, assuré du soutien de Paris, va se décider à mener la guerre jusqu'à son terme.

Au printemps de 1841, les villes nouvelles, construites par Abd el Kader sur la lisière du Tell et des Hauts-plateaux (Boghar, Taza, Tagdempt), sont prises ainsi que ses places fortes du Tell : Médéa, Miliana, Mascara. Les appels de l'émir au sultan de Constantinople et à l'Angleterre restent vains. Le 14 mai 1843, sa *Smala* est surprise par le duc d'Aumale puis, après la défaite de l'Isly, il se voit interdire par le traité de Tanger (10 septembre 1844) le séjour marocain.

Devant l'effacement forcé de l'émir les confréries se réveillent. Bou Maza (l'homme à la chèvre) appartenant à la confrérie Taibiya soulève tout l'est de l'Oranie. Abd el Kader, réfugié dans les confins algéro-marocains, profite de cette diversion pour surprendre une colonne française au marabout de Sidi Brahim (23 septembre 1845). L'insurrection se généralise. Mais Bugeaud revient et réagit avec vigueur : les différents « maîtres de l'heure » Taibiya sont capturés l'un après l'autre. Abd el Kader ne pouvant soulever les Kabyles, traqué dans ses retraites successives, se rend finalement au général La Moricière le 23 décembre 1847.

La fin de la conquête (1847-1857) et les dernières insurrections.

La reddition d'Abd el Kader marque la fin de la guerre des Arabisés de l'ouest algérien. Par contre les sédentaires kabyles des massifs montagneux et les tribus du sud demeurent insoumis comme ils l'étaient sous l'occupation turque. Les officiers de l'armée d'Afrique, imprégnés d'histoire ancienne, persuadés que la non-soumission de ces régions et la perméabilité du *Limes* avaient précipité la fin de l'Afrique romaine, entreprennent à partir de 1848 des « opérations de pacification ». Ces opérations vont s'avérer particulièrement destructives dans les Kabylies où les razzia et la destruction des oliviers ont des conséquences effroyables sur des populations sédentaires qui ne peuvent, comme les nomades, fuir en emportant leur richesse avec eux.

En 1857 le combat d'Icheriden met fin à l'indépendance kabyle. L'Aurès a été soumis dès 1849 et les oasis du sud (El Abiod, Laghouat, Touggourt) entre 1852 et 1854. Cependant les opérations doivent être menées sur les confins marocains par le général de Martimprey contre les Beni-Snassen et Angad (1859). Cinq ans plus tard le colonel Beauprêtre est massacré dans le djebel Amour avec toute une colonne et il faudra cinq années d'incessantes campagnes au général de Wimpfen pour en terminer avec cette zone d'insurrection permanente alimentée dans le tout proche territoire marocain. En 1864 les Ouled sidi Cheikh du Sud Oranais déclenchent une insurrection qui gagne le Sud Constantinois et le Tell oranais où les populations veulent empêcher l'installation de colons.

En 1866 débute un cycle de quatre années consécutives de calamités climatiques qui affectent fortement la démographie algérienne. Des statistiques (évidemment peu sûres) indiquent une diminution de la population algérienne de 22 % entre 1861 et 1872. Les causes économiques apparaissent donc très importantes, mais pour la dernière grande insurrection, celle du Moqrani, plusieurs facteurs politiques vont s'ajouter à une grave situation économique ; c'est d'abord la défaite militaire de 1871, c'est ensuite le décret Crémieux donnant la citoyenneté française aux Israélites, c'est enfin le remplacement par l'administration civile française protectrice des colons des fameux *bureaux arabes* qui comprenaient sans doute mieux les besoins des populations autochtones. Si le début du soulèvement est du 22 janvier 1871, c'est le 16 mars que le bachaga Moqrani, grand propriétaire foncier du sud de la Grande Kabylie, prend la tête de la révolte. Il s'allie avec le cheikh Haddad de la confrérie des Rahmaniya, toute puissante dans le Constantinois. En quelques mois, malgré la mort de Moqrani (5 mai), l'insurrection gagne le Constantinois, l'Algérois et le Sud Oranais. La répression dure près d'un an. Les populations insurgées sont durement punies. Une contribution de guerre de vingt-sept millions de francs payable en deux ans est exigée. Par ailleurs, 446 406 hectares de terres dont les exploitants sont chassés sont donnés à des colons, notamment les Alsaciens-Lorrains qui, après 1870, ont choisi la France.

L'insurrection de 1871 est le dernier mouvement généralisé de rébellion armée en Algérie avant novembre 1954. Sur le plan de l'Histoire algérienne elle présente un caractère très différent de la tentative d'Abd el Kader. Si cette dernière peut être considérée comme un ultime et tardif sursaut du brillant moyen âge maghrébin, la révolte de Moqrani préfigure au contraire la guerre d'indépendance de 1954-1962 parce qu'elle tirait sa force — déjà — du sentiment de frustration du paysan algérien dépouillé de ses meilleures terres et contraint de travailler pour le colon européen.

L'administration de l'Algérie.

Peu de pays ont « bénéficié » d'une gamme d'expériences aussi variées. L'ère des tâtonnements des quatre premières années connaît d'abord un assez curieux intendant civil d'abord indépendant du général, puis placé sous ses ordres, ensuite un gouverneur général qui centralise les diverses branches d'autorité, dont les sous-intendants placés dans un certain nombre de villes à la tête de municipalités de notables. L'intendant indépendant reparaît, puis est éliminé avec les municipalités en 1838. En 1845 l'Algérie est divisée en trois provinces, avec, pour chacune, territoire civil, territoire militaire et territoire mixte.

La Révolution de 1848, qui a des principes et de la bonne volonté, « assimile » l'Algérie à la France. L'Algérie est alors divisée en trois départements eux-mêmes divisés en arrondissements réglementairement pourvus de préfets et de sous-préfets. Sous le second Empire, un décret du 31 août 1858 supprime les fonctions de gouverneur général, le commandement militaire est laissé à un général, cependant que les autorités civiles sont placées sous la dépendance directe du ministère de l'Algérie et des Colonies. Mais l'armée d'Afrique est devenue un monde à part dont les officiers supportent mal les colons européens, espagnols et maltais, et au contraire considèrent avec sympathie les chefs arabes. Si bien qu'au cours du voyage de Napoléon III en Algérie (septembre 1860), l'empereur également influencé par le mulâtre Ismaël Urbain décide de créer le Royaume Arabe, construction fumeuse livrant en fait l'Algérie à une autorité militaire souvent mal préparée.

A la suite de diverses erreurs et d'une situation économique particulièrement catastrophique, la campagne contre les « bureaux arabes « orchestrée par Mgr Lavigerie et le publiciste Prévost Paradol aboutit le 9 mars 1870 à un ordre du jour du Corps législatif demandant le rétablissement du régime civil en Algérie. La réforme est pratiquement faite lorsque la chute de l'empire amène de nouveaux troubles. Le décret Crémieux (24 octobre 1870) donne la citoyenneté française aux Israélites algériens. Cette promotion d'une partie de la population, dont le mode de vie était relativement proche de celui de la population européenne mais qui était traditionnellement méprisée par les musulmans, constitua une lourde faute politique.

La colonisation.

C'est en 1840 que les possibilités de l'Algérie quant à la colonisation européenne apparaissent à Bugeaud qui met en œuvre une formule de colonisation militaire imitée des Romains (*Ense et aratro*). Sur les terres confisquées aux tribus révoltées de la Mitidja et dépendant des biens *habou*, des villages sont installés le plus souvent sur une hauteur facile à défendre. La deuxième République, par une loi du 23 septembre 1848, offre gratuitement des lots de deux à douze hectares aux Français qui en font la demande. En 1851 on déporte en Algérie plusieurs milliers de Républicains victimes du coup d'état et le maréchal Randon, futur conquérant de la Kabylie, leur fournit des terres par le système du « cantonnement » consistant à prélever des terres sur le domaine des tribus tout en leur accordant la propriété définitive du reste. Mais beaucoup de ces colons improvisés abandonnent et vont se réfugier dans les villes.

De 1830 à 1871 l'administration avait concédé quatre cent quatre-vingt-un mille hectares aux colons européens ; la période du royaume arabe a réduit l'immigration.

C'est l'insurrection kabyle et les nouvelles terres mises sous séquestre qui permettent un nouveau départ de la colonisation. Par ailleurs, la loi foncière du 26 juillet 1873 ou loi Warnier, sous prétexte d'assimilation, supprime la notion de propriété collective (*arch*) si répandue dans la société arabo-berbère et légalise d'importantes spéculations au détriment des paysans autochtones qui se voient réduits au rôle de prolétaires agricoles.

Mais le chiffre de colons européens s'accroît régulièrement : de vingt-sept mille au 1[er] janvier 1841 il passe à cent neuf mille six ans plus tard, dont 48 % de Français, le reste étant composé d'originaires du bassin méditerranéen (Espagnols, Italiens, Maltais, etc.). En 1881 le recensement indiquait cent quatre-vingt-quinze mille Européens (parmi lesquels étaient comptés les Israélites indigènes naturalisés par le décret Crémieux). Le jeu des naturalisations avait notablement accru la proportion de Français sans pour autant donner des racines métropolitaines à cet ensemble méditerranéen original qui allait donner à l'Algérie sa physionomie particulière. Le crise du phylloxéra survenant dans le vignoble européen à partir de 1876 fait découvrir la vocation viticole des terres algériennes et entraîne un nouveau développement de la colonisation.

3. La côte orientale d'Afrique.

A plusieurs reprises nous avons souligné la continuité des implantation arabes le long de la Mer Rouge. Les Anglais sont installés à Aden (1839) l'année même où Rochet d'Héricourt (1) débarque à Tadjoura et prend la route du Choa, puis devient l'ami et le confident du roi Sahlé Sélassié qui signe en 1842 un traité de commerce avec la France.

(1) *Supra*, p. 497.

En 1859 l'agent consulaire français à Aden, Henri Lambert, négocie la cession d'Obock à la France, mais il est assassiné dans le boutre qui l'y amenait. L'année suivante, le capitaine de vaisseau Fleuriot de Langle fait confirmer la cession d'Obock. En 1862, Dini Ahmed Aboubaker, cousin du sultan de Tadjoura, vient signer à Paris le traité qui, moyennant 10 000 thalers, prévoit la cession à la France de la côte entre le ras Bir et le ras Doumeira. La même année, le capitaine de frégate Buret hisse sur Obock un drapeau français dont la garde est confiée à un Dankali. Ce représentant permanent et unique de la puissance française n'eut, semble-t-il, jamais de difficultés à assurer son autorité.

L'ouverture en 1869 du Canal de Suez faisait de la Mer Rouge — jusqu'alors impasse — un boulevard. Après une campagne menée par Denis de Rivoire, en 1881, une société commerciale fondée sur son initiative, la « Compagnie franco-éthiopienne », s'installe. En 1882 l'explorateur Soleillet débarque pour le compte de la « Société française d'Obock », y amenant l'ingénieur Chefneux, futur créateur du chemin de fer franco-éthiopien, et un petit groupe de Français. Soleillet obtient la cession de Sagallo au fond du golfe de Tadjoura. Ainsi, sur la côte orientale, la France était placée, à la fois pour installer un dépôt de charbon pour ses lignes d'extrême-Orient et de Madagascar et pour agir vers l'Ethiopie.

4. **La Réunion** (ci-devant île Bourbon).

Privée de l'excellent mouillage de Maurice, la politique des Français demeurés à la Réunion est axée sur les possibilités d'implantation à Madagascar et les problèmes de main-d'œuvre posés par l'extension des champs de canne à sucre et l'abolition de l'esclavage.

Restituée le 6 avril 1815, l'île est organisée par une ordonnance du 21 août 1825, qui servira de modèle pour l'organisation des autres colonies. Aux côtés du Gouverneur dont les pouvoirs sont très étendus figurent trois chefs de service aux importantes responsabilités : le commissaire-ordonnateur, le directeur de l'intérieur, enfin le Procureur général. Le gouverneur est assisté d'un contrôleur colonial chargé de la surveillance des services administratifs. L'ordonnance de 1825 introduit, d'autre part, un élément électif en instituant un Conseil général composé de 24 membres nommés par le roi pour cinq ans sur une liste double de candidats présentés par les conseils municipaux. La monarchie de juillet fait un pas timide vers l'autonomie, alors que la Seconde République essaie de réaliser l'assimilation de la colonie et de la métropole, mais le sénatus-consulte du 3 mai 1854 confie au gouverneur la nomination des maires, des adjoints et des membres du Conseil municipal.

Sur le plan économique, les planteurs de Bourbon se lancent à corps perdu dans la canne à sucre pour ravitailler une métropole qui est privée des ressources de Saint-Domingue et de Maurice (la production de betteraves en France est encore insuffisante) ; de nouvelles terres

sont mises en culture (42 600 hectares cultivés dont 4 200 en cannes (10%) en 1823, 91 000 dont 62 000 en canne (68%) en 1860). De 21 t en 1815 la production passe à 68 000 t en 1860. Cette culture se fait au détriment des autres et entraîne une certaine concentration en raison des moyens financiers exigés.

Le problème le plus important fut celui de la main-d'œuvre. L'abolition de la traite décidée par le Congrès de Vienne devait aboutir à l'abolition de l'esclavage. Cette perspective entraîna la formation d'un mouvement autonomiste, les *Francs-créoles*, qui obtint, en 1832, 17 sièges sur 35 au Conseil général.

On sait dans quelles conditions particulières fut organisé le recrutement de « travailleurs libres » sur la côte orientale d'Afrique. Le recrutement comportait l'établissement d'un contrat de travail ainsi que le « rachat préalable » des esclaves livrés par les autorités locales, mais la validité du consentement du travailleur libre était douteuse, car le recruté n'avait en fait d'autre choix que de partir pour le Brésil comme authentique esclave (1). Un arrêté de 1859 interdit ce système d'esclavage déguisé.

L'amiral de Hell, gouverneur de Bourbon (2), était particulièrement soucieux du médiocre mouillage de l'île. Aussi multiplie-t-il ses efforts pour s'asssurer des points de relâche mieux abrités sur la route des Indes. C'est ce qui amène l'installation à Nossi-Bé et Mayotte.

5. Nossi Bé et les Comores.

Nous avons vu dans quelles conditions Jean Laborde seul s'était assuré une extraordinaire position personnelle sur les plateaux. Cependant en 1840 le ministère et l'amiral de Hell, gouverneur de Bourbon, soucieux de ne rien obtenir pour les intérêts français, envoient des navires patrouiller le long des côtes malgaches.

Des groupements Antakara sous la pression des Merina s'étaient réfugiés dans les îles de Nossi Bé, Nosy Faly, Nosy Mitsio. Désespérant de recevoir l'aide du sultan de Zanzibar, ils s'adressent à un navire français qui est justement en rade et placent leur pays sous la protection de la France (1839); l'amiral de Hell ratifie la convention (1841). Le pavillon français est hissé sur les îles (3).

Par ailleurs, des contacts sont pris avec de petits souverains sakalaves dont Andrian Souli, sultan de Mayotte, chassé de son royaume de Boina par les Hova et qui a établi son autorité sur l'ensemble de l'île. Se sentant menacé, il fait appel aux Français (1840). Le traité du 10 février 1843 fait de Mayotte un territoire français moyennant une rente annuelle de 5 000 francs.

L'acquisition de Mayotte a une importance considérable, car elle marque la volonté de la France de maintenir une revendication sur

(1) André Scherer, *Histoire de la Réunion*, p. 70.
(2) L'île Bourbon fut appelée La Réunion à l'époque révolutionnaire, puis île Bonaparte et de nouveau Bourbon entre 1814 et 1848.
(3) Deschamps, *Histoire de Madagascar*, p. 170.

Madagascar. « Mayotte fut un pistolet chargé au cœur de Madagascar » (1).

Mohéli qui avait subi l'invasion des Chirazi et des Malgaches fut longtemps vassale d'Anjouan et connut de nombreuses et sanglantes guerres. De 1828 à 1842, un beau frère de Radama Ier, Ramenataka, fuyant les persécutions de Ranavalona Ire, se convertit à l'islam sous le nom de Abd er Rhaman et rétablit la paix dans l'île. A sa mort, sa fille, conseillée par une Française de Pondichéry, Mme Drouet, obtient en 1849 sa reconnaissance officielle par la France qui lui garantit l'intégrité de ses domaines. Mais, en 1851, la sultane épouse un prince de Zanzibar qui la relègue dans son harem et gouverne à sa place... de façon tellement impopulaire qu'il doit fuir (1860), ce qui permet à la princesse de reprendre le pouvoir. En 1867 Lambert, écarté de Madagascar, met son dynamisme au service de Mohéli, créant des plantations, construisant des sucreries, mais, lorsque la prospérité est à son plus haut point, la reine dénonce la charte en abdiquant en faveur de son fils. Lambert, ruiné, meurt peu après à Mohéli, dont le traité du 26 avril 1886 fera un protectorat français.

Ainsi l'investissement tactique de Madagascar est réalisé et facilitera, le moment venu, la conquête militaire de l'île.

Il n'est pas facile de dégager une vue d'ensemble pour une période si importante et pour des champs d'activités qui s'étendent de l'Algérie à la Réunion en passant par le Sénégal, Obock et le Gabon. Ce qui frappe c'est la valeur des ministres et des marins, c'est, la période de 70 exceptée, le souci d'accroître le domaine français, d'asseoir l'influence française.

III. LA POLITIQUE ANGLAISE EN AFRIQUE AU XIXe

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les facteurs industriels de la suprématie anglaise. L'exposition internationale de Londres de 1851 à laquelle s'attache le nom du prince Albert en fut une éclatante démonstration. En 1850 c'est l'incident — o combien significatif! — de Don Pacificio, juif de Gibraltar aux affaires douteuses, mais sujet britannique dont les marchandises saisies par le gouvernement grec furent restituées sous menace de bombardement d'Athènes : le citoyen britannique est un être sacré de par le monde.

1. **La Côte orientale** (2).

En s'installant au Cap et à Maurice, les Anglais ont surtout visé les escales sur la route des Indes.

(1) Martineau, *in Histoire des Colonies francaises*, tome VI, p. 287.
(2) Consulter *in History of East Africa*, 1963, les chapitres de J. M. Gray, *Zanzibar and the coastal belt 1840-1884*, p. 213-251 ; John Flint, *The wider background to partition and colonial occupation*, p. 352-390.

L'île Maurice.

Nous avons vu à la fin du XVIIIe siècle l'extraordinaire prospérité due au nid de corsaires qu'était l'île de France et à son rôle de chef-lieu, entraînant le déclin relatif de Bourbon (La Réunion).

Livrés, après une héroïque résistance, à l'occupant britannique, devenus Mauriciens, les habitants subissent d'abord treize années durant l'implacable autorité de Sir Robert Farquhar. L'ère de la course étant achevée, le XIXe siècle peut-être considéré comme une longue période de prospérité commerciale marquée lors de l'abolition de l'esclavage (1837) par l'importation massive de coolies indiens et en 1869 lors de la mise en service du canal de Suez par la perte de son rôle d'escale sur la route des Indes.

L'autorité anglaise (sauf au début sous Farquhar, et en 1847 où l'on interdit de plaider en français) fut dans l'ensemble tolérante au point que l'un des gouverneurs, Sir Hamilton Gordon, déclarait en 1874 : « Maurice est une colonie française administrée par les Anglais ».

Sur le plan démographique, dès 1859 on compte 201 979 immigrants de l'Inde, 6 541 chinois pour une population créole de 96 526 habitants.

Dans l'ordre économique, les plantations de canne de Maurice furent à partir de 1850 ravagées par le *borer* et l'île subit d'effroyables dommages lors du cyclone de 1892.

A la fin du XIXe, Maurice gardait sa structure foncière et le souci de ses problèmes raciaux : ceux des « créoles » francophones face aux Indiens qui ne l'étaient pas, et à l'intérieur des « créoles » une barrière de race entre blancs et population de couleur, totalement différente du monde fraternel de la Réunion.

Zanzibar et la Côte orientale.

Malgré son installation au Cap et à Maurice, la Grande Bretagne s'intéresse modérément à la Côte orientale d'Afrique. En 1824, le capitaine Owen occupe Mombasa, mais cet incident reste sans suite.

La nomination d'un consul anglais à Zanzibar en 1843, le dynamisme de John Kirk qui restera en place de 1868 à 1886, son rôle de soutien vis-à-vis des missionnaires, vont transformer son poste en centre de renseignements pour la connaissance de l'intérieur du continent.

En 1862 l'Angleterre intervient entre les deux fils de l'iman Seyyid Saïd et verse une rente annuelle à l'iman de Mascate pour obtenir l'« indépendance » de son frère, le sultan de Zanzibar.

La même année 1862, le gouvernement britannique nomme à Gondar le consul Cameron ; d'abord en bons termes avec le négus Théodoros, Cameron se brouille avec le souverain éthiopien, lequel fait emprisonner durant plusieurs années à Magdala un groupe d'Anglais qui ne seront délivrés que par l'expédition du général Sir Robert Napier (1867). Cette expédition, simple aller-retour, permet de mesurer les réticences anglaises à s'engager sur le continent africain. Quelques

années plus tard, cette colonne anglaise n'eût été que l'avant-garde d'une implantation plus durable.

En 1872, les Anglais soutiennent Johannès IV, successeur de Théodoros, contre son puissant vassal Ménélik, ras du Choa, soutenu lui par l'Italie. En 1875, l'Angleterre incite l'Égypte à se battre contre l'Éthiopie, mais celle-ci est victorieuse.

La même année, conscients de l'importance de la mer Rouge sur la nouvelle route des Indes ouverte par Suez, les Anglais s'installent à Sokotora.

Sur la Côte orientale, nous avons affaire à une implantation anglaise qui, jusqu'en 1880, est marquée par le souci de la route des Indes.

Par contre, la côte occidentale a vu à partir de la Sierra Leone, après de multiples tâtonnements, une installation anglaise étoffée et dynamique en Gold Coast, puis en Nigeria, mettant l'Angleterre en excellente position pour le *scramble*.

2. Les établissements anglais de la côte occidentale.

J. D. Fage a bien mis en valeur (1) les courants contradictoires existant entre d'une part les hommes d'état britanniques soucieux d'économies face à des postes qui coûtaient plus à gérer et défendre que le trafic ne rapportait, d'où une tendance à ne garder que le minimum, d'autre part l'action conjuguée des antiesclavagistes, des commerçants et des missionnaires qui pensaient que leurs activités ne pourraient prospérer sans un soutien plus actif assurant une protection plus complète au commerce.

La commission d'enquête de 1811, la commission parlementaire de 1816 marquent les inquiétudes des traitants britanniques contraints en 1817 de quitter le Sénégal et qui créent le nouveau comptoir de Bathurst, à l'embouchure de la Gambie. Par ailleurs, nous avons vu (2) l'importance de la menace achanti contraignant les autorités danoises, hollandaises et britanniques à reconnaître une certaine suzeraineté achanti sur les peuples côtiers. A cet égard l'ambassade de Bowdich à Koumassi (1817) crée plus de nouvelles difficultés qu'elle n'en résout, si bien que le gouvernement britannique envoie son propre représentant, Joseph Dupuis, pour négocier directement avec les Achanti. En 1821, la Compagnie est supprimée et le gouvernement britannique assure le contrôle de ses forts et comptoirs en Gambie aussi bien qu'en Gold Coast.

La nomination d'un antiesclavagiste convaincu et dynamique, Charles Mac Carthy, à la tête de la Sierra Leone (1814) entraîne l'extension du territoire contrôlé par l'Angleterre, mais avec des dépenses constamment accrues (dépenses administratives 24 090 Livres en 1814, 95 000 en 1824) qui entraînent des réticences métropolitaines. Autorisé

(1) *An Introduction to the History of West Africa*, p. 123.
(2) *Supra*, p. 301-304.

à occuper les îles de Los, repaires de négriers, en 1818, Mac Carthy se voit interdire l'annexion des îles Sherbro et Bissagos.

Nommé en 1821 à la tête de l'ensemble des possessions britanniques de l'Afrique occidentale, il croit possible de vaincre les forces Achanti et, lorsque les Denkyera sont attaqués (1823), il part en campagne avec 250 soldats et 2 000 auxiliaires Fanti pour tomber dans une embuscade et se faire tuer à la bataille de Nsamankou le 21 janvier 1824, le jour même de la mort d'Osei Bonsou à Koumassi.

Malgré le redressement militaire opéré deux ans plus tard à la bataille de Dodowah, le désastre de Nsamankou pèse d'un poids très lourd sur la politique de Londres qui interdit, en 1827, à Sir Neil Campbell, gouverneur du Sierra Leone, toute extension des possessions britanniques et lui prescrit de retirer les garnisons des forts de Gold Coast. Cette décision aboutit à la création d'un *Comité de traitants* chargé des affaires de Gold Coast, y compris l'entretien des forts pour lesquels une indemnité est versée.

Le *comité des traitants* nomme en 1830 George Mac Lean qui a participé à la bataille de Dodowah et qui, installé à Cape Coast, réussit à conclure un traité de paix entre Achanti et Fanti. Par son ascendant Mac Lean arbitre les querelles africaines et la paix installée entraîne l'essor du commerce et l'extension de l'autorité britannique. Mais les adversaires de Mac Lean provoquent l'envoi d'une commission. Cette commission observe l'absence de bases légales de la juridiction Mac Lean, mais constate sa valeur dans un pays « foncièrement respectueux du droit ». Aussi le *Foreign Juridiction Act* rétablit en 1843 l'autorité de la Couronne sur les forts et les zones où Mac Lean avait étendu son influence. Un lieutenant gouverneur, le *commander* Hill, subordonné au gouverneur de Sierra Leone, entre en fonction, cependant que Mc Lean est nommé *chief justice.* C'est l'habileté de Mc Lean qui permet au commander Hill le 6 mars 1844 de signer avec huit chefs Fanti un traité dont l'importance historique est telle dans la prise de conscience nationale que le Dr Nkrumah a fixé au jour anniversaire le 6 mars 1957 la proclamation de l'indépendance. Les chefs reconnaissent l'autorité britannique et s'engagent à supprimer les sacrifices humains et autres pratiques barbares ; les meurtres, vols et autres délits seront jugés par les cours de Sa Majesté et des chefs de district adaptant la coutume du pays aux principes généraux de la loi britannique. Décédé en 1847 et enterré à Cape Coast, Mac Lean a marqué profondément la Gold Coast britannique.

En 1850, la Gold Coast possède, à côté du gouverneur, un conseil exécutif et un conseil législatif. Les forts danois (Christianborg, Ningo, Ada et Keta) sont achetés pour 50 000 Livres et les territoires en dépendant (Akwapim, Akim Abuakwa, Krobo et Krepi) entrent à leur tour dans le *Bond.*

C'est à ce moment que les populations soucieuses de voir se développer le pays décident de payer un impôt et constituent une « assemblée législative » avant la lettre. Mais le *poll-tax* n'est payé qu'avec les plus grandes difficultés.

Après l'attaque Achanti de 1863, le parlement britannique envisage un moment l'évacuation de la Gold Coast. Finalement l'Angleterre s'y maintient d'autant que le commerce de l'huile de palme est de plus en plus florissant.

Par ailleurs, l'œuvre missionnaire entreprise en pays yorouba entraîne l'intervention britannique à Lagos. En 1851, Akitoye s'engage à supprimer le trafic des esclaves. Son neveu Kosoko qui avait en 1845 usurpé le trône régnait sur les pays voisins de Palma et Lekki. En 1861 cependant, les Britanniques décident d'annexer l'île de Lagos.

C'est en 1865 que Gold Coast, Gambie, Sierra Leone et Lagos sont rassemblés sous l'autorité d'un gouverneur général résidant en Sierra Leone avec un lieutenant-gouverneur dans chacun des pays.

En 1867, un échange a lieu entre les forts hollandais et anglais, les Hollandais se regroupent à l'ouest de la Gold Coast (Elmina, Komenda, Sekondi, Dixcove, Beyin), cependant que l'autorité anglaise s'étend sur l'ensemble du littoral à l'est de la rivière Sweet, occupant les anciens forts hollandais de Mouri, Kormantin, et Crèvecœur (Dutch Accra).

Devant une nouvelle menace Achanti (1868), les Hollandais décident finalement de partir et échangent leurs installations de Gold Coast contre des positions anglaises de Sumatra (1870).

On sait dans quelles conditions Sir Garnet Wolseley parvint à Koumassi le 5 février 1874 et y mit le feu, exigeant une indemnité de 50 000 onces d'or. Après la campagne de Sir Garnet Wolseley, la bande côtière de Gold Coast est séparée de la Sierra Leone et devient colonie britannique (12 septembre 1874). La région de l'intérieur devient protectorat. La capitale est transférée de Cape Coast à Accra (en 1877). Lagos, subordonnée à Accra en 1874, en est détaché douze ans plus tard.

Par ses commerçants, ses missionnaires, ses explorateurs, ses marins, la Grande Bretagne s'est taillée sur la côte ouest africaine quatre bases de départ qui vont lui servir pour l'assaut final. Certes il y eut parfois à Londres des réticences, mais elles ne résistèrent pas aux événements lorsque l'honneur britannique était en cause ni surtout aux pressions économiques. Malgré un apparent décousu, cette politique montre une remarquable continuité dont l'aboutissement sera la grande politique impérialiste de la fin du siècle.

IV. LA POLITIQUE PORTUGAISE EN AFRIQUE

De 1800 à 1875, l'Angola tente une lente reconversion de son économie centrée depuis deux cents ans sur la traite. Le Mozambique voit au contraire augmenter la traite, minime jusqu'alors, pratiquée sur ses côtes.

En 1819 un nouveau gouverneur, Tovar de Albuquerque, relance l'économie en encourageant les plantations de café et de coton. Il construit des routes, établit un service postal, mais une révolte le dépose en 1822, année où le Brésil proclame son indépendance et où ses dirigeants proposent de constituer une fédération incluant Angola et Mozambique. Loanda refuse, mais Benguela accepte (1).

La perte des États-Unis avait ramené, à la fin du XVIIIe siècle, l'intérêt de l'Angleterre sur l'Afrique, celle de Saint-Domingue avait déclenché un effort français sur le Sénégal en 1817 ; de même la perte du Brésil est suivie d'un effort particulier du Portugal en Afrique. Le marquis Sa de Bandeira, premier ministre du Portugal qui avait été, durant sa captivité parisienne, gagné aux idées libérales, préconise en 1836 l'envoi de colons honnêtes au lieu des interdits de séjour, et déclare illégale l'exportation d'esclaves. Mais, comme au XVIe siècle, les représentants locaux font écran et sabotent l'application des décisions de Lisbonne ; le gouverneur lui-même expédie une cargaison d'esclaves à Rio de Janeiro. Cependant le peuplement demeure faible. A Saint-Paul de Loanda, en 1850, on compte 830 blancs dont 160 femmes, 2 400 mulâtres dont plus de 120 esclaves, 9 000 nègres dont 500 esclaves. Benguela compte 600 maisons, 39 blancs dont une femme, 179 métis et 2 200 nègres dont la moitié esclave.

L'installation de véritables colons commence en 1849 dans la région de Moçamédès avec 170 hommes venus de Pernambouc et 130 l'année suivante. Vers 1855 des pêcheurs de l'Algarve s'installent dans le sud.

Durant cette période de stagnation certains explorateurs (Graça de 1843 à 1845, Silva Porto, Montana, Texeira de 1852 à 1856) s'efforcent d'affirmer les *droits dormants* du Portugal sur les régions de l'intérieur.

Comme l'a souligné Duffy (2), l'exploration de Livingstone a une importance considérable pour faire connaître à l'opinion publique mondiale l'étendue et la situation réelle des possessions portugaises, montrant que la zone inexplorée entre Mozambique et Angola ne pouvait être attribuée automatiquement à la couronne portugaise. Celle-ci ne contrôle guère en Angola que 130 000 km² environ commandés par de petits fortins (Massangano, Muxima, Pungo Andongo, Cambambe, Ambaca). Le reste demeure en pleine souveraineté africaine.

En 1875 on décide la construction d'une voie ferrée Loanda-Ambaca par la vallée de la Kwanza.

Au Portugal la fusion des partis « réformiste » et « historique » (1876) coïncide avec la fondation de la Société de Géographie de Lisbonne et inaugure le départ d'une nouvelle expansion portugaise marquée par de nouvelles explorations (Serpa Pinto, Capello et Ivens) et une colonisation portugaise systématique organisée en 1880 sur le plateau Huila avec des paysans de l'Algarve, du Minho et de Madère.

(1) DUFFY, *op. cit.*, p. 74.
(2) p. 174-200.

La même année parvient en Angola une colonne de 300 Boers, les *Thirstland Trekkers* sous la direction du patriarche Jacobus Botha. Partis 600 de Mafeking avec leurs chariots par le Betchouanaland et Etosha Pan, ils traversent la Counéné et sur les conseils d'un missionnaire français, le père Duparquet, ils s'installent sur le plateau Huila. Devenus en 1882 citoyens portugais, ils contribueront à la pacification du pays Ovimboundou.

En 1881 arrive à San Salvador le père Antonio Barroso appartenant à la mission des prêtres séculiers de Sernache de Bomjardin, dont les premiers éléments sont arrivés en 1875. Le père Barroso redonne vie au catholicisme de l'ancien royaume du Congo en construisant des écoles tenues par des instituteurs africains, un hôpital, un observatoire, une ferme-école.

On peut donc dire que l'Angola commence à s'éveiller à la veille du scramble, mais ce réveil n'affecte qu'une petite partie de ce qui sera la colonie portugaise de l'Angola. Au Mozambique l'occupation portugaise est limitée à quelques villes du littoral : Lourenço Marquès, Inhambane, Bazarouto, Chiloane, Sofala (1).

En Afrique du sud, la poussée des Boers vers le nord les amène à négocier en 1858 avec le Portugal pour la détermination des frontières et l'utilisation des moyens de communications. Mais le traité ne sera pas ratifié par les Portugais. En 1861, les Anglais du Natal prennent l'île d'Inbaca. Il s'ensuit une importante correspondance entre Lisbonne et Londres. En 1869, un traité avec le Transvaal reconnaît la limite méridionale du Mozambique au 26°30' de latitude Sud et permet aux Boers l'utilisation de Lourenço Marquès. L'arbitrage du maréchal de Mac Mahon rendu en 1875 donne gain de cause au Portugal. Cette affaire succédant à celle de Bolama (Guinée portugaise) dans laquelle le président Grant avait également donné gain de cause aux Portugais contre les Britanniques, contribue à détériorer les relations luso-britanniques.

Les premières réactions portugaises à l'embouchure du Congo et l'affaire Stanley-Brazza du Pool vont frapper les trois coups du scramble.

Au tournant de 1880, les places sont prises sur la côte pour des actions ultérieures. Avec le recul on mesure les hésitations, les aléas, les difficultés. En cloisonnant les chapitres (missions chrétiennes, explorations, implantation politique), l'enchaînement des faits apparaît mal. A plusieurs reprises les nations européennes ont envisagé d'évacuer certains points coûteux et insalubres. La France a été retenue par ses réflexes terriens et ses commerçants, l'Angleterre par ses marins, ses missionnaires et ses traitants, les deux puissances par leurs rivalités. Mais cette rivalité a encore un vaste champ d'action. Le retour du Portugal, l'intervention de nouveaux compétiteurs vont fondamentalement transformer le problème.

(1) EDOUARD FOA, *Du Cap au lac Nyassa*, Paris 1897, p. 170.

CHAPITRE XVI

CONQUÊTE ET PARTAGE DE L'AFRIQUE

Des petites rivalités franco-anglaises et anglo-portugaises, nous l'avons vu, se sont déjà manifestées en divers points. La personnalité de Léopold II par ailleurs est, depuis 1876, accrochée au bassin du Congo. Des sphères d'influence tacites se sont établies sur la côte occidentale où l'Angleterre a acheté le départ des Danois et des Hollandais. Mais en 1880 l'épiderme africain n'est encore qu'égratigné sauf en ce qui concerne l'Algérie, le Sénégal et le Gabon où la profondeur de la pénétration française va lui donner une incontestable avance sur ses concurrents et justifier ses succès.

De même l'importance de la pénétration anglaise en Afrique du Sud, le dynamisme de la marine dans l'océan indien expliquent les succès ultérieurs dans l'ensemble de l'Afrique Australe et Orientale.

De 1880 à 1900 ou si l'on préfère de 1881 (traité du Bardo) à 1902 (fin de la guerre des Boers) l'Afrique va se trouver entièrement partagée à l'exception du Maroc (mais pour dix ans seulement), de l'Éthiopie, mais après un « protectorat » italien théorique de sept années (1889-96) et du Libéria que certains historiens ont assimilé, peut-être de façon abusive, à un semi-protectorat américain.

La carte ainsi dessinée n'a pas varié jusqu'en 1918 où les quatre colonies allemandes (Togo, Sud-Ouest, Cameroun, Afrique Orientale) ont été partagées entre Anglais, Français, Belges et Sud-Africains. Ce deuxième partage ne sera plus guère modifié, que par le rattachement à la fin de la deuxième guerre mondiale, de l'Érythrée à l'Éthiopie puis à partir de 1956 par les premières indépendances du Soudan, de la Tunisie, du Maroc. Nous verrons au cours du prochain volume dans quelles conditions se sont exprimés ces mouvements mais nous avons déjà souligné dans la première partie l'importance des résistances africaines des deux dernières décennies du XIXe siècle pour la prise de conscience nationale des jeunes états indépendants.

I. LES CONDITIONS DU PARTAGE

Nombreux sont les auteurs qui se sont émus des conditions d'un partage ne tenant jamais compte des affinités ethniques des peuples.

Mais ce partage fut effectué en fonction des Européens, de leurs préoccupations, de la situation intérieure des États, de leurs soucis asiatiques ou de leurs possibilités industrielles.

1. Importance de la position des puissances européennes.

A plusieurs reprises la politique africaine des états est influencée par d'autres événements :

Ainsi la politique britannique au Transvaal en 1879 se ressent-elle de l'opposition irlandaise et du « guêpier afghan » dénoncé par Gladstone.

De même les difficultés tonkinoises faillirent remettre en cause les entreprises françaises au Soudan. On a pu dire par ailleurs que l'opposition de la droite catholique à la politique de Ferry sur la question coloniale était la rançon des décisions laïques prises par le même Ferry lorsqu'il était ministre de l'Éducation Nationale. La droite ne voulait pas voir l'armée française s'écarter de la *ligne bleue des Vosges*. Deroulède disait à propos de l'Alsace-Lorraine et des colonies : « Vingt domestiques ne sauraient remplacer les deux enfants qui nous furent arrachés ».

Il est certain d'autre part que Bismarck souhaitait voir la France trouver outre-mer des compensations à la perte de l'Alsace-Lorraine.

2. Échanges et compensations.

Le partage de l'Afrique s'est fait en Europe dans les salons feutrés des chancelleries et suivant des règles de compensation mondiale. Certes à certains moments — ce fut le cas notamment au Niger pour les Français — les explorateurs ont eu le sentiment d'avoir travaillé en vain, d'avoir été trahis par leurs chefs. Ceux qui ont vécu en brousse et souffert de l'incompréhension du chef-lieu comprennent l'amertume de ces officiers, de ces explorateurs devant ce qu'ils considèrent comme de la désinvolture. Mais ces compensations obéissent à l'intérêt national. Nous avons vu déjà comment l'Angleterre avait pu échanger (1871) ses installations de Sumatra contre la partie hollandaise de la Gold Coast. L'acquisition de Chypre par l'Angleterre au Congrès de Berlin (1878) entraîne l'offre anglo-allemande de la Tunisie à la France. Pour récupérer Héligoland, l'Allemagne va céder à l'Angleterre ses droits sur Zanzibar (15 juillet 1890) et l'Ouganda, et c'est le traité des Samoa (1899) qui va déterminer la limite de la Gold Coast et du Togo.

Mais c'est bien sûr pour les possessions africaines que les échanges compensatoires entre puissances européennes sont les plus nombreux. Ainsi par la convention franco-allemande du 24 décembre 1885, l'Allemagne abandonne ses droits sur les territoires situés entre le Rio Nuñez et la Mellacorée (Guinée), cependant que la France abandonne ses revendications sur Petit-Popo et Porto-Seguro.

De même c'est par le traité du 5 août 1890 que l'Angleterre reconnaît le protectorat français sur Madagascar en échange de l'abandon

des prétentions françaises sur Zanzibar et surtout de l'acceptation de la ligne Say-Barroua ce qui marquait un considérable accroissement de la zone d'action anglaise dans le bassin du Niger, notamment l'ensemble du royaume de Sokoto. Cela laissait le coq gaulois, suivant le mot célèbre de Lord Salisbury, « user ses ergots sur le sable du Sahara ».

D'autres exemples pourraient être cités de ces marchandages : affaire du Lounda entre l'État indépendant du Congo et le Portugal (mai 1891), affaire de l'Oubangui (1887 et 1894) entre l'E. I. C. et la France (1).

Mais bien entendu la politique des puissances européennes évolue.

3. Les traités indigènes.

D'une politique de sphère d'influence on passe à une série de marchandages où les diplomates (rarement) assistés de fonctionnaires coloniaux se disputent des lambeaux de territoires africain au cours de maquignonages pittoresques où l'Africain ne joue qu'un rôle de figurant sur des *traités* dits *indigènes*. Les souverains noirs mettent sans difficulté une croix au bas de documents dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas la même valeur pour les Européens guidant la main du signataire illettré que pour la collectivité africaine concernée.

Dans le précis historique de la colonisation française en Afrique Occidentale de l'administrateur Gaston Mary (2) figure (p. 36 à 41) une énumération chronologique des traités conclus par la France avec les souverains africains comme avec les puissances occidentales. Mais, il est évident que ce sont les traités franco-anglais, franco-allemands, franco-portugais, qui ont de la valeur, les autres ne sont que des atouts pour d'ultérieures discussions.

Ces *traités indigènes* vont très vite apparaître comme insuffisants du fait même que les souverains africains n'hésitent pas à signer un traité identique avec deux (ou même trois) puissances. Nous l'avons vu dans le Nord Togo (3).

Le lieutenant-colonel Liebrechts décrit (4) avec humour la manière dont Stanley obtenait la signature de ces traités.

« La population entière entourait le chef de la tribu. Au moment de l'apposition sur le texte de la croix consacrant le pacte, l'assemblée devenait houleuse et hilarante à considérer la chose extraordinaire du chef instrumentant la plume à la main : cette main, il fallait évidemment la guider. Puis suivait le paiement, stipulé au traité, sous la forme d'une pacotille variée : perles, coquillages, étoffes, fusils à silex, etc... »

Ces cadeaux sont parfois appuyés de fusils et les traités deviennent tellement nombreux qu'ils ne sont plus pris au sérieux. On utilise

(1) *Histoire du Congo-Léo*, p. 118-124.
(2) Paris, 1937.
(3) Cf. mon *Histoire du Togo* p. 146-153.
(4) LIEBRECHTS, *Léopold II fondateur d'empire*, Bruxelles, 1932 p. 92.

alors la notion *d'occupation effective*, c'est-à-dire l'installation d'un poste permanent (une case, un drapeau, deux ou trois tirailleurs), lequel détermine des droits moins contestables.

Notons à ce sujet combien Brazza a vu clair, lui qui, le premier en Afrique, utilise cette formule avec pour chef de poste le sergent Malamine. Stanley a bien pu se gausser des multiples drapeaux tricolores déployés par le sous-officier sénégalais, Brazzaville bien ventilée demeura française alors que Stanley pour Léopoldville devait se contenter d'un site beaucoup moins favorable.

II. LE SCRAMBLE

Commencé en compétition franco-anglaise, le partage de l'Afrique voit le réveil portugais, les ambitions de Léopold II, puis l'entrée de l'Allemagne que sa position d'arbitre de l'Europe va conduire à organiser la conférence de Berlin, qui d'une part va créer l'E. I. C. et élire Léopold II, souverain de cet état et d'autre part fixer les règles d'appropriation du « gâteau africain ».

Dès lors les événements vont marcher prodigieusement vite. En Europe les obstacles à l'expansion africaine ne résistent pas à la vague nationaliste et impérialiste qui fixe en Afrique les points de friction des puissances européennes; des partis coloniaux se créent, c'est la ruée. Mais cette conquête et la mise en valeur posent des problèmes à la fois humains et financiers.

La découverte de certaines formes de servage et du trafic esclavagiste arabe va permettre à la *conférence anti-esclavagiste* de Bruxelles (1890) de donner bonne conscience aux coloniaux européens et de prévoir pour Léopold II de salutaires aménagements financiers.

De multiples accords bilatéraux passés entre 1880 et la fin du siècle vont achever de délimiter cette Afrique, non sans que l'épisode de Fachoda n'ait mis la France et l'Angleterre à deux doigts de la guerre alors que le rallye Tchadien soude les différentes parties du domaine colonial français de l'Ouest.

1. Prélude à Berlin : les débuts du scramble.

Les historiens discutent de la date de départ de la course, du fameux *scramble*. MM. Robinson et Gallagher pensent (1) que l'occupation de l'Égypte a tout déclenché. D'autres situent les débuts lors de l'opération tunisienne ou lors de l'affrontement Brazza-Stanley au Congo. En fait il est bien évident qu'il n'y a pas eu un coup de pistolet du starter donnant le départ de la course, mais une série de frottements de petits conflits locaux. Le problème est aussi économique, et J. Stengers a montré de façon magistrale (2) que « l'Afrique

(1) *Africa and the Victorians : The official mind of imperialism*, Londres 1961.
(2) *L'Impérialisme colonial de la fin du XIX^e siècle : mythe ou réalité*, *Journal of African History*, *III*, 3 (1962), p. 469-491.

des années 1880 ou, disons mieux, le marché intérieur de l'Afrique commençait à être livré à une compétition commerciale qui eût en tout état de cause engendré le *scramble* ».

On peut dire toutefois que Tunisie (1881) et Égypte (1882) ont marqué la phase méditerranéenne cependant que les premières frictions anglo-portugaises et franco-belges donnaient le branle à une excitation nationaliste dont nous avons déjà analysé les motifs.

Anglais et Français vont profiter de leur avance, les Portugais vont tenter une action réflexe, cependant que Léopold va déclencher la série d'opérations qui vont conduire à la conférence de Berlin.

Il n'est pas facile de présenter un tableau d'ensemble de cette mêlée tant les événements s'entrecroisent et se chevauchent. Il se trouve cependant que durant cette période, un homme d'état mène une action méthodique utilisant ses relations diplomatiques, sa richesse personnelle et l'atout considérable que représente le fait d'être le souverain d'une petite nation. Cet homme c'est Léopold II roi des Belges.

Avant de s'accrocher au bassin du Congo, Léopold avait envisagé des installations à Bornéo, au Mozambique (1869-1873), au Japon (1873), aux Philippines. Les conditions dans lesquelles il va s'installer au Congo constituent un chef-d'œuvre de stratégie politique et économique dont il est utile de retracer le cheminement. D'autant que l'entreprise léopoldienne accélère la poussée française et suscite les réclamations portugaises qui aboutiront finalement chez Bismarck, l'arbitre de l'Europe.

2. Léopold II, le Comité d'Études du Haut-Congo et l'Association internationale du Congo.

Nous avons vu les résultats de la Conférence de Géographie de Bruxelles et l'importance de l'œuvre accomplie par le Comité belge et par Émile Banning, ainsi que sur le terrain les premières explorations belges.

Mais les visées de Léopold sont déjà, certes confidentiellement, mais clairement exprimées. Dans une lettre au baron Salvyns du 17 novembre 1877 (1) le roi des Belges écrit :

« Je ne voudrais m'exposer ni à mécontenter les Anglais ni à laisser échapper une bonne occasion de nous procurer une part dans ce magnifique gâteau africain.

Je pense donc confier d'abord à Stanley une tâche d'exploration qui n'offense personne, nous donnera là-bas des agences et leur état-major dont nous tirerons parti dès qu'on se sera habitué en Europe et en Afrique à nos prétentions sur le Congo ».

En janvier 1878, alors que Sanford et Greindl, collaborateurs directs de Léopold, vont saluer Stanley à son débarquement à Marseille, est créé un « syndicat pour l'étude du Congo et pour la formation

(1) PIERRE JOYE et ROSINE LEWIN, *Les Trusts au Congo*, p. 13.

d'une société de chemin de fer en Afrique et d'une société commerciale pour le négoce dans le Haut Congo ».

Stanley qui a reçu à Londres un accueil plutôt froid accepte bientôt un contrat dont les termes sonnent étrangement. En effet Stanley s'engage :

« à servir en Afrique pour un terme de cinq ans en n'importe quel lieu qui pourrait lui être assigné,... à ne rien publier et ne donner aucune conférence pendant la durée du contrat sans l'autorisation préalable du roi ».

Une assemblée générale de l'Association Internationale Africaine permet au roi de poser des questions économiques. Pour les étudier est décidée la création d'un *Comité d'études du Haut Congo*, au capital de 500 000 francs souscrits en partie par Léopold, en partie par des banques, celles de Léon Lambert, Brugmann, Delloye et Mathieu. Le Président se trouve être le colonel Strauch, secrétaire de l'A. I. A., l'un des plus proches collaborateurs de Léopold.

Sous la bannière internationale de l'A. I. A., il ne saurait être question de prise de possession territoriale. Seul Stanley savait mais restait d'une discrétion exemplaire.

Nous abordons ici le premier épisode du scramble. Léopold II a senti la menace que fait peser Brazza sur ses projets. Le 30 décembre 1879 il écrit à Stanley :

« L'intérêt de l'entreprise exige que vous ne vous attardiez pas dans votre première station. Des concurrents que nous ne pouvons mépriser menacent en effet de nous devancer sur le Haut Congo... M. de Brazza tentera de descendre l'Alima jusqu'à son confluent avec le Congo où il espère arriver avant nous. Nous n'avons pas de temps à perdre. »

Il est trop tard. Le 3 octobre Brazza plante le drapeau français sur les bords du pool et le 7 novembre a lieu la fameuse entrevue avec Stanley.

Stanley, travaillant pour le compte du Comité d'Études du Haut Congo, déploie le drapeau bleu à étoile d'or de l'A. I. A. Cette confusion lui donne une extrême liberté de manœuvre et notamment vis-à-vis des canonnières françaises et portugaises croisant à l'embouchure du Congo. Léopold qui sent le caractère difficile de sa position juridique constitue l'A. I. C. (*Association Internationale du Congo*), organisme ayant pouvoir de souveraineté, mais cette transformation demeure confidentielle et Stanley continue deux années durant son entreprise au nom d'un comité officiellement dissous.

De 1882 à 1884, cette fois pour le compte de l'A. I. C., c'est la lutte de Stanley pour l'Oubangui, la liaison avec le Capitaine Storms venu de Zanzibar, l'exploration du Kassaï. La souveraineté sur le pays s'appuie sur plus de 400 traités passés avec des chefs congolais.

L'ampleur des moyens mis en œuvre ne laisse aucun doute sur le souci d'implantation politique de Léopold II, mais ce dernier a parfaitement conscience de l'ampleur du jeu diplomatique qu'il va falloir engager. La revendication portugaise à l'embouchure du Congo va lui en fournir l'occasion.

3. Revendications portugaises et reconnaissance de la capacité internationale de l'A. I. C.

Nous avons vu dans quelles conditions le Portugal avait revendiqué ses droits historiques sur de vastes zones de l'arrière-pays entre Angola et Mozambique. Allié traditionnel de l'Angleterre, le Portugal obtient du gouvernement de Londres par le traité du 26 février 1884 la reconnaissance de sa souveraineté sur les deux rives du Congo et sur le littoral de la côte atlantique entre 5° 12′ et 8° de latitude Sud.

Cette reconnaissance entraîne une protestation de l'A. I. C. et l'envoi sur place d'une Commission présidée par le général anglais Goldsmith qui devait reconnaître le bien-fondé des prétentions belges. Un mémoire anonyme d'Émile Banning (1) combat à l'aide de raisons historiques les arguments tirés du droit international, si bien que le traité anglo-portugais dirigé contre l'A. I. C. se retourne finalement à son profit. La France et l'Allemagne en effet refusent de reconnaître les prétentions portugaises. En même temps Léopold II essaie de faire reconnaître le projet d'Etat en promettant la liberté commerciale en ce domaine.

Aussi les États-Unis, également sensibles aux comparaisons libériennes, reconnaissent le 22 avril 1884 le drapeau de l'A. I. C. comme le drapeau d'un état souverain et ami.

Le même 22 avril, une lettre du Colonel Strauch à Jules Ferry précise que l'A. I. C. ne céderait à aucune puissance les stations et les territoires qu'elle avait fondés au Congo et dans la vallée du Kouilou Niari. Toutefois l'A. I. C. donnerait un droit de préférence à la France si par des circonstances imprévues l'association était amenée à résilier ses possessions. Comme le souligne Bruhat (2) : « Si Jules Ferry accepte que l'association abandonne à la France ses possessions congolaises c'est qu'il reconnait *de facto* sa capacité internationale. » Ce droit de préférence à la France est un coup de génie car il permet à Léopold II d'exercer un véritable « chantage au départ » sur les grandes puissances rivales. Il sera un atout de poids dans les débats souvent difficiles de la conférence de Berlin.

Le 26 juin 1884, l'Angleterre, isolée dans son amitié lusitanienne, dénonce alors le traité et des négociations sont entamées à Paris entre la France, le Portugal et l'A. I. C. représentée par le Colonel Strauch.

Cependant l'Allemagne est entrée dans la compétition.

4. L'Allemagne et les Colonies.

Nous avons vu l'importance du mouvement missionnaire en Allemagne et le nombre des explorateurs d'Outre-Rhin qui ont été en Afrique. Ces deux éléments s'étaient ajouté aux facteurs commerciaux pour créer un mouvement d'opinion favorable à la colonisation.

(1) A. J. Wauters, *Le Congo et le Portugal*, 1883.
(2) Léopold II in *Les Politiques d'expansion impérialiste*, p. 87.

La victoire allemande de 1871 avait déjà déclenché un torrent de projets exotiques comme le note Charles Andler (1) :

« Beaucoup d'Allemands se demandaient s'il ne valait pas mieux dépouiller la France de ses colonies que de lui enlever l'Alsace-Lorraine. Quelques-uns ne trouvaient rien d'excessif à lui arracher l'Alsace-Lorraine et ses colonies à la fois. Des projets en foule affluèrent au Reichstag ou furent discutés dans la presse. Les uns se seraient contentés de Saïgon ; d'autres réclamaient toute la Cochinchine et les îles du Pacifique et de l'Océan Indien. Les plus goulus ne voulaient pas se contenter à moins d'une annexion de l'Algérie... d'autres... croyaient le moment venu de conquérir des terres sans maîtres européens en Tripolitaine, en Tunisie, à Madagascar ou au pays des Zoulous. »

Mais Bismarck ne pensait pas que l'Allemagne eût alors les moyens de se payer un empire colonial.

En 1876, un commerçant de Brême, Lüderitz, avec quelques amis était allé trouver Bismarck en vue d'un projet sur la baie de Delagoa et Sainte-Lucie qui s'appuierait sur la république boer du Transvaal si proche de l'Allemagne sur le plan ethnique. Mais Bismarck, beaucoup trop soucieux d'équilibre intérieur et ne pouvant compter sur un vote du Reichstag, refusa les crédits.

Cependant l'impatience croissait. En 1877 l'explorateur Gerhard Rohlfs déclarait au retour de l'une de ses explorations africaines :

« N'est-il pas à déplorer que nous soyons contraints d'assister inactifs et impuissants à l'extension de l'Angleterre en Afrique Centrale ? » L'année suivante Moldenhauer écrivait (2) : « Il s'agit de savoir si l'Allemagne va se décider à faire autre chose en Afrique que d'y envoyer des missions scientifiques et d'y semer les ossements de ses explorateurs... »

L'Allemagne était la principale puissance de l'Europe. Elle avait « accordé » la Tunisie à la France. On sollicitait l'arbitrage du chancelier de fer à propos de certaines questions africaines. Par ailleurs de très nombreux commerçants allemands étaient installés sur la Côte d'Afrique Occidentale et de nombreux missionnaires allemands, nous l'avons vu, évangélisaient de vastes régions d'Afrique.

C'est le motif commercial qui pousse Bismarck, au mois d'août 1883, à demander aux villes hanséatiques ce qu'elles croyaient souhaitable de faire pour assurer leur commerce sur les côtes d'Afrique. La réponse de Hambourg demandait :

— l'établissement du protectorat allemand sur les territoires indépendants fréquentés par les commerçants allemands ;
— l'acquisition de la baie de Biafra ;
— la neutralisation de l'embouchure du Congo ;
— la nomination de Consuls ;
— la création de stations navales (3).

(1) *Le Pangermanisme Colonial*, p. V-VI.
(2) *Uber Kolonien und Auswanderungwesen*, Francfort, 1878.
(3) J. Darcy, *La conquête de l'Afrique*, p. 220.

Bismarck accepte le plan, si bien qu'à la fin de 1883 l'Allemagne est prête à prendre le départ du scramble.

Le 24 avril 1884, date à laquelle Léopold II promet un droit de préférence à la France, il télégraphie à Lüderitz et au consul général allemand au Cap qu'ils aient à considérer la côte africaine depuis l'Orange jusqu'à l'Angola comme se trouvant sous le protectorat allemand. L'Angleterre n'occupe qu'un point de la côte (Walfish Bay) et quelques îles, mais revendique *a sort of general right* (une sorte de droit général) sur la côte entière. Londres s'incline pourtant devant ce télégramme et le 24 avril 1884 est considéré comme le *Geburtstag* (jour de naissance) de l'ère coloniale allemande.

Sur la côte occidentale d'Afrique de nombreux commerçants allemands sollicitent l'intervention de leur pays. A Petit Popo les commerçants voient avec inquiétude les manœuvres anglaises remettre en cause l'accord commercial qu'ils ont conclu. Aussi le Capitaine Stubenrauch intervient sur la *Sophia* et emmène des otages en Allemagne où ils passent dix jours à visiter Berlin. Puis ils sont confiés au Capitaine de corvette Hoffmann, commandant la canonnière *Möwe* qui doit les ramener chez eux.

A l'escale de Lisbonne, la *Möwe* embarque un passager de marque, Gustav Nachtigal. Homme calme, pondéré, Nachtigal connaît admirablement la mentalité africaine qu'il a pu étudier durant ses explorations du Bornou et du Tchad. Il est chargé de prendre en mains les intérêts allemands sur la côte d'Afrique. Lorsqu'il arrive à Anécho, le 2 juillet 1884, le pays est à la veille d'une annexion anglaise à la suite des manœuvres de l'anglais Firminger qui vient d'enjoindre aux notables africains de chasser les commerçants allemands dans un délai de quatre semaines en offrant à ces mêmes commerçants la protection de ses miliciens haoussa.

Le 3 juillet a lieu la grande palabre d'Anécho où des difficultés se produisent si bien que les otages sont remontés à bord. Le 4 juillet, le drapeau allemand est hissé à Bagida, le 5 à Lomé cependant qu'un traité est passé avec Mlapa, chef du village de *Togo* (ce qui va donner son nom à la nouvelle possession allemande). A ce moment Lawson demande à son tour le protectorat allemand. Le 6 juillet, Nachtigal nomme Henri Randad, commerçant à Anécho, comme consul provisoire. Il représentera les intérêts allemands jusqu'à l'arrivée du Commissaire impérial von Falkenthal.

Nachtigal poursuit sa route vers l'est et arrive le 11 juillet dans la baie du Wouri. Le 14 juillet a lieu la prise officielle de possession. Les commerçants allemands ont mené les négociations avec le chef Bell. Nachtigal donne lecture en allemand et en anglais du traité par lequel le chef des Douala accepte de plein gré le protectorat allemand. La petite histoire a retenu que c'est par un puissant *Yes* que le chef Bell accepta le protectorat allemand.

Des traités analogues sont passés avec les chefs Akwa et Deïdo. Nachtigal notifie aux Anglais la prise de possession du pays et nomme

le Dr. Max Buchner comme son représentant avec fonctions consulaires et pouvoir judiciaire.

Mais à la fin de l'année une révolte a lieu au village de Bell, l'agent de la compagnie Woerman est massacré, et les compagnies de débarquement du « Bismarck » exercent une répression sans indulgence.

Cependant Nachtigal fait une brève exploration dans la zone montagneuse puis, fatigué, part en congé en Allemagne. Mais il meurt à la hauteur des Canaries (20 avril 1885). Inhumé provisoirement à Las Palmas, son corps est ramené deux ans plus tard au Cameroun où un monument est érigé en son honneur.

L'installation allemande en Afrique Orientale débute comme un *canular* d'étudiants, comporte à Zanzibar l'utilisation politique d'un métis princier occasionnel et aboutit grâce à la puissance allemande à l'une des plus belles colonies africaines tout en déclenchant une contre-offensive britannique de grand style.

En ce temps-là quelques jeunes Allemands « nouvelle vague » groupés autour du comte Behr-Bandelin mènent grand bruit dans le *Tägliche Rundschau* pour un avenir colonial de l'Allemagne et fondent une *Société allemande de colonisation.* En même temps le gouvernement impérial désigne l'explorateur Rholfs comme consul général à Zanzibar, cependant que le commerce allemand sur la côte prend une ampleur considérable.

Quatre des jeunes Allemands dont nous venons de parler, le Comte Pfeil, le Dr. Peters, Jühlke et M. Otto débarquent à Zanzibar le 4 novembre 1884 sur un navire de Trieste, plus ou moins déguisés. Rholfs les équipe, frète pour eux une barque qui les amène à Saadani, de l'autre côté du détroit où une caravane organisée par le consul les attend. L'action de Peters est foudroyante. Du 8 novembre au 17 décembre, distribuant généreusement les uniformes de parade des hussards allemands il signe des traités avec des chefs de collectivités représentant 12 500 km² entre les rivières Pangani et Roufiji. Le 12 février Peters fonde la *Deutsch Ostafrikanische Gesellschaft* après avoir présenté le 5 ses traités à Bismarck. Le 27 février il obtient une charte impériale pour ses acquisitions cependant que l'Angleterre reçoit notification de ce nouveau protectorat allemand.

Mais à cette date la conférence de Berlin est terminée depuis la veille et les règles du partage sont définies.

III. LA CONFÉRENCE DE BERLIN

Nous avons vu le développement de l'opposition au traité anglo-portugais du 26 février 1884 menée sur les instances du roi des Belges par Bismarck si bien que le 26 juin le chef du *Foreign Office* déclarait qu'il renonçait à soumettre à la Reine la ratification du traité. L'A. I. A. l'emporte et l'Allemagne se pose en grande puissance afri-

caine montrant que rien ne pouvait être fait en Afrique ni en Europe sans l'accord impérial.

Cette conférence dont le motif premier est le traité anglo-portugais, marque un tournant fondamental dans l'Histoire de l'Afrique : elle fixe les règles du jeu et les conditions du partage qui vont permettre une série d'accords bilatéraux sur les litiges frontaliers franco-allemands notamment, enfin et surtout aboutir à la reconnaissance de l'État Indépendant du Congo.

Convoquée à l'initiative du chancelier Bismarck, la conférence rassemble les représentants de 14 nations : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Russie et Turquie.

Le programme de la conférence est vaste. Il aborde aussi bien les questions humanitaires (lutte contre la traite des esclaves, amélioration des niveaux de vie) que les problèmes économiques ou le droit international.

Le discours d'ouverture du chancelier Bismarck souligne l'importance de la mission civilisatrice de l'homme blanc :

« En organisant cette conférence, le gouvernement impérial a été guidé par la conviction que tous les gouvernements invités partagent le désir d'associer les indigènes d'Afrique à la civilisation en ouvrant l'intérieur de ce continent au commerce, en fournissant à ses habitants les moyens de s'instruire, en encourageant les missions et entreprises de nature à propager les connaissances utiles et en préparant la suppression de l'esclavage, surtout de la traite des noirs. »

Sous ce chapeau humanitaire, les intrigues des puissances européennes se développent et particulièrement celles de Léopold II à propos du Congo. Nous avons montré par ailleurs (1) le détail d'une manœuvre dont la délégation belge dirigée par le baron Lambermont contrôle la bonne exécution.

Une semaine avant l'ouverture de la conférence, le 8 novembre 1884, le gouvernement allemand auquel Léopold a promis la liberté commerciale au Congo, reconnaît la souveraineté internationale de l'A. I. C., comme le font successivement l'Angleterre (14 décembre), l'Italie (le 19), l'Autriche-Hongrie le 24, les Pays-Bas le 27, l'Espagne le 7 janvier 1885, la Russie le 5 février, la Suède-Norvège le 10.

Restent la France et le Portugal. A la première, on abandonne le Kouilou-Niari qui passe alors pour un Eldorado. A cette nouvelle, raconte Jean Stengers (2), Léopold sur le médiocre tracé de Stanley décide un peu au hasard une « ajoute » prolongeant la frontière jusqu'à la ligne de partage des eaux Congo-Zambèze, y incluant donc le Katanga dont il écrit : « Nous aurons bien du mal à nous en contenter (3). »

Le 14 février 1885, le Portugal abandonne ses prétentions au nord

(1) *Histoire du Congo-Léo*, p. 112-115.
(2) Dans sa conférence à la société d'Histoire Moderne et Contemporaine Paris, le 21 avril 1963.
(3) La zone minière du Katanga représentant 0,5 % de la superficie du Congo fournissait avant l'indépendance 45 % des exportations.

de l'estuaire du Congo sauf en ce qui concerne Cabinda. Le 23 février enfin, le Danemark et la Belgique reconnaissent à leur tour la souveraineté de l'A. I. C.

Trois jours plus tard, le 26 février, l'acte de Berlin détermine le *Statut du bassin conventionnel du Congo*, lequel comprend :

— sur le plan politique : occupation territoriale effective et neutralité des territoires définis par la conférence ;

— sur le plan économique : liberté de commerce et de navigation sur le Congo ;

— sur le plan social : interdiction de l'esclavage, répression de la traite en Afrique et sur mer, enfin engagement d'améliorer les conditions morales et matérielles des indigènes.

L'État indépendant du Congo est alors constitué sans limites bien précises et Léopold II désigné à l'unanimité par les puissances comme chef du nouvel état.

La nécessaire autorisation du parlement belge est donnée par les déclarations des 28 et 30 avril 1885. Comme le note Pirenne :

« Ce vote est un simple vote de courtoisie, sinon de résignation. Il n'engage que le souverain dans « l'aventure congolaise » toutes charges et toutes responsabilités étant déclinées par la Belgique. » C'est à titre exclusivement personnel que Léopold II est autorisé à devenir souverain de l'E. I. C.

Le premier chef désigné de cet immense territoire est l'Anglais Sir Francis de Winton, qui a le titre d'administrateur général et proclame officiellement à Vivi, chef-lieu des premières installations à l'embouchure du Congo, la fondation de l'E. I. C. et l'avènement de Léopold.

Sur une carte d'Afrique où les taches blanches des zones inexplorées occupent encore l'essentiel d'une cuvette congolaise démesurée, Léopold II est le seul à sentir l'importance d'une masse territoriale défendue par une effroyable réputation d'hostilité humaine et d'insalubrité.

On admire le talent de cet homme qui, neuf années durant (de la conférence de géographie de Bruxelles au Congrès de Berlin), utilise pour des projets africains une couverture *internationale* nécessaire aussi bien sur le plan interne (l'opinion publique belge ne suit pas) que sur le plan extérieur. Son immense fortune lui permet de manœuvrer aussi bien dans les chancelleries européennes que dans la brousse congolaise. Par ailleurs ses parentés européennes, son charme personnel sont en Europe d'incomparables atouts, cependant que par une suprême habileté il « endort » l'Angleterre en utilisant pour ses explorations et la première mise en œuvre un personnel en grande partie britannique.

La Conférence de Berlin marque une sorte de sommet dans la carrière congolaise de Léopol II qui sait profiter à merveille de la somnolence portugaise, de la distraction britannique et du retard allemand au départ de la course.

Mais, durant la conférence, un événement d'une immense importance est survenu à Londres à la suite du désastre de Khartoum (26 janvier) où Gordon et quatre mille anglo-égyptiens ont été massacrés par les

Mahdistes. Le gouvernement Gladstone est remplacé par celui de Lord Salisbury qui est un partisan convaincu de l'impérialisme. Quelques semaines plus tard (30 mars 1885) Jules Ferry tombe après l'affaire de Lang-Son.

Dès lors l'impérialisme britannique est lancé, Bismarck soutient résolument l'action de ses nationaux, Léopold va essayer d'agrandir le domaine qui lui a été consenti. Les Français, malgré les fluctuations gouvernementales, vont réussir à souder le bloc ouest-africain français. Le Portugal sera sèchement stoppé dans ses prétentions transafricaines. Quant à l'Italie, le désastre d'Adoua va réduire à néant ses ambitions éthiopiennes.

IV. LA RÉACTION BRITANNIQUE : LE DUEL ANGLO-ALLEMAND EN AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE

L'intervention allemande s'est donc développée avec une extraordinaire promptitude au sud-ouest, puis au Togo et au Cameroun, enfin en Afrique Orientale.

Nous avons vu dans quelles conditions la position des Boers s'était trouvée consolidée au lendemain de leur victoire de Majuba Hill. Le 27 février 1884 est signée à Londres par le Président Krüger une convention beaucoup plus favorable que celle conclue trois ans plus tôt. Il n'est pas contestable qu'à cette date les membres du gouvernement de Londres ont pris conscience de la menace germanique et sont soucieux d'une jonction possible des Allemands avec les républiques boers dont la presse d'outre-Rhin célèbre la parenté de sang. Aussi les Anglais, depuis l'Afrique du Sud, annexent le Betchouanaland jusqu'à Mafeking (décembre 1884) puis poursuivent leur marche vers le nord et envahissent le royaume de Khama (1886-87). En 1888 est annexé le pays à l'ouest du lac Ngami puis le pays Matabélé où des compagnies de commerce (*Central British Company*, *British Bechuanaland Company*) et plusieurs sociétés missionnaires travaillent depuis longtemps. Ainsi les possibilités de liaison avec les républiques boers sont empêchées par un large territoire désormais britannique.

En Afrique de l'Est, devant l'offensive de Peters, Saïd Bargash, sultan de Zanzibar, proteste contre les annexions effectuées ; il expédie des troupes dans la région de Witou pour expulser les Allemands, et le général anglais Matthews dans la région du Kilimandjaro pour restaurer l'autorité légitime. En même temps notification est faite à Berlin de la création de la *British East Africa Association* dont le but est de « travailler de concert avec le gouvernement impérial à l'abolition de l'esclavage et au développement d'une contrée vide en produits naturels » (25 mai 1885).

Le gouvernement de Berlin essaie alors d'éliminer Saïd Bargash par une révolution de palais. En effet vingt ans auparavant la princesse

Salmé (1), propre sœur du sultan, a épousé un commerçant allemand, M. Ruete et plusieurs enfants sont nés de cette union. Son mari écrasé par un tramway à Hambourg, la malheureuse princesse se trouvant dans la gêne, s'est en 1875 rendue à Londres au moment de la visite de son frère, mais elle n'a pu le voir. Elle a rencontré Sir Bartle Frere qui lui a conseillé d'écrire au gouvernement britannique pour avoir un secours, qui sera ensuite sèchement refusé. Dix ans plus tard le gouvernement allemand lui offre un voyage dans son pays natal cependant que son fils reçoit un brevet d'officier. En septembre 1885 l'escadre allemande accueille solonnellement la princesse qui est acclamée par la foule lorsqu'elle descend à terre. Mais sur place, Saïd Bargash, appuyé par Sir John Kirk, « traite l'enthousiasme populaire à grands coups de fouet, si bien que la malheureuse princesse Salmé doit regagner la froidure de son appartement de Hambourg... »

Cependant la *Deutsche Ostafrikanische Gesellschaft* lance en deux ans dix-huit expéditions. Le comte Pfeil s'avance entre la Roufiji et la Rovouma puis gagne le lac Nyassa. Jühlke s'enferme dans l'Ousambara avant de se faire tuer en pays Somali (1886), Peters va reconnaître la région des lacs.

Les Anglais comprennent l'importance de l'enjeu et profitent du point qu'ils viennent de marquer dans l'affaire Salmé pour proposer à l'Allemagne d'accéder au traité anglo-français de 1862 garantissant l'indépendance du Sultan de Zanzibar. Les Allemands acceptent. Toutefois cette garantie ne s'applique qu'à la mince bande côtière où s'exerce l'autorité du sultan. Les zones d'influence de l'arrière-pays sont alors délimitées par le même traité (2 juillet 1887) entre la mer et le lac Victoria.

Mais au-delà du lac Victoria, à l'ouest et au nord, trois pays restent en dehors du traité : l'Ouganda, l'Ounyoro et la province *d'Equatoria* coupée de l'Égypte depuis plusieurs années par l'insurrection mahdiste.

Edouard Schnitzer, israélite silésien, docteur en médecine, arabisant distingué, avait été choisi par Gordon, pour lui succéder à la tête de la province d'Equatoria. Sous le nom d'*Emin Effendi Hakim* (le fidèle médecin) il organise admirablement cette province, constitue une armée qui lui permet de repousser en 1884 l'émir Karam-Allah, lieutenant du Mahdi. Cependant il replie certains de ses postes et rassemble ses forces à Ouadelaï sur le Nil. En fait Emin Pacha depuis 1884 est le souverain allemand d'un état égyptien autonome disposant de l'armée la plus forte qui ait jamais été rassemblée dans cette région.

La presse allemande cependant vibre aux exploits d'Emin Pacha et une théorie prend corps affirmant que si l'Équatoria est perdue pour l'Égypte qui n'a pas su défendre son bien, elle revient de droit à l'Allemagne dont l'un des fils a si bien su la défendre.

Le Gouvernement anglais sent parfaitement la menace et juge indis-

(1) Cf. à ce sujet l'article de Mme ARVÈDE BARING, *Mémoires d'une princesse arabe, in* Revue des Deux Mondes du 15 février 1889 et le livre d'EMILY RUETE, NÉE PRINCESSE D'OMAN ET ZANZIBAR : *Mémoires d'une princesse arabe*, Paris 1905, 330 p., traduit de l'allemand par L. Lindsay.

pensable le départ d'Emin. L'Allemand parti, le danger disparaîtrait. Aussi le khédive Tewfik signe un firman autorisant Emin à évacuer la province. Pour faire parvenir le firman, l'Angleterre organise l'expédition ; une souscription nationale permet à la généreuse Angleterre de montrer « son désintéressement et son amour des nobles causes ». Stanley interrompt une tournée de conférences aux États-Unis pour aller porter le message à Ouadelaï.

Arrivé à Zanzibar il ne prend pas la route directe, sans doute en raison de l'insécurité de l'arrière pays d'Afrique Orientale, mais aussi parce qu'il a une double mission de l'Angleterre et de l'E. I. C.

Après avoir recruté du personnel à Zanzibar, conclu un accord avec Tippou Tib pour le commandement de la station des Falls (qui le couvre sur son flanc sud et lui garantit des porteurs), il part le 20 mars de Matadi pour être en juin 1887 à Yamboumba sur l'Arrouwimi. Stanley et sa colonne accomplissent l'épuisante traversée de la forêt. Enfin le 29 avril 1888 il retrouve Emin Pacha et Casati.

Stanley agit simultanément comme agent du Khédive, de Léopold et de l'Angleterre. Il propose à Emin Pacha trois solutions :

— rentrer en Égypte et rester au service du khédive ;

— demeurer en Equatoria avec le concours de l'état du Congo qui lui offre le rang de général avec un traitement de 57 000 francs. Cela sous réserve que la province puisse fournir un impôt de 250 à 300 000 francs par an ;

— s'installer au nord du lac Victoria avec ses troupes pour protéger les comptoirs de la Société de l'Est africain (Emin avait en 1886 offert sa province à l'Angleterre).

Malheureusement Emin Pacha manifeste la plus grande mauvaise volonté à se laisser convaincre. Il ne faut pas moins de onze mois pour y parvenir et c'est seulement le 27 mars 1889 qu'ils prennent la route du retour.

Eugène-Melchior de Vogüe analyse avec une fine ironie la position des deux hommes (1) :

« Voici un homme, sauveteur de son état, déjà breveté dans la grande affaire Livingstone. Il a fait des milliers de kilomètres et bravé les plus terribles dangers pour venir sauver un malheureux qui se noie : l'Europe, anxieuse, attend qu'on lui ramène l'objet de son intérêt. Ce personnage bizarre ne désire pas être sauvé. Stupéfaction, puis colère du sauveteur. Au moment de toucher sa prime si bien gagnée, il est bien menacé de la perdre et par qui, par la victime récalcitrante. »

A vrai dire Emin ne souhaitait guère qu'un ravitaillement en munitions. Ni lui ni ses hommes n'envisageaient de quitter la terre promise. Les difficultés de Stanley apparaissent clairement dans le livre qu'il a consacré à cette équipée (2).

Mais du côté allemand l'activité est grande. Schweinfurth, depuis sa résidence du Caire, dès le printemps 1886, avait écrit à Peters pour

(1) E. M. de Vogüé, *Les Indes Noires*, Revue des Deux Mondes, 1er novembre 1890.
(2) *Dans les ténèbres de l'Afrique. Recherche, délivrance et retraite d'Emin Pacha.*

lui suggérer de porter secours à Emin Pacha, mais c'est seulement le 17 septembre 1888 qu'un appel est lancé en Allemagne et le 25 février que Peters (1) quitte Berlin pour l'Afrique.

Mais il joue de malchance. Ne pouvant passer par le territoire allemand en pleine insurrection, il débarque clandestinement sur la côte contrôlée par les Anglais et s'enfonce dans l'intérieur malgré la croisière de l'amiral Freemantle qui ne peut qu'envoyer les émissaires pour tenter de faire retarder Peters par le mauvais accueil des populations africaines.

Peters, apprenant en route le départ d'Emin Pacha, continue sur l'Ouganda où il réussit à faire signer un traité de protectorat au roi Mwanga.

Mais tout l'extraordinaire travail accompli par Peters est réduit à néant par le traité anglo-allemand du 14 juin 1890. Par ce traité l'Allemagne abandonne le sultanat de Vitou, s'engage à ne pas dépasser au nord le massif du Kilimandjaro, reconnaît le protectorat anglais sur Zanzibar et Pemba. En échange, l'Allemagne acquiert en plus d'Héligoland, moyennant 4 millions de marks, la portion méridionale de la côte précédemment réservée au sultan. Quinze jours après avoir renoncé à Zanzibar et au Nil, l'Allemagne (traité du 1er juillet) abandonne ses prétentions sur l'hinterland du Sud-Ouest africain au-delà du 20° de longitude est, ce qui laisse cinq cents kilomètres de pays britannique entre le Sud-Ouest et les États boers.

Cet ensemble de décisions est pris à Berlin au moment où la situation militaire d'Afrique Orientale semble rétablie. En effet Boujiri traqué par Wissmann est, après huit mois de dures campagnes, fait prisonnier et pendu le 15 décembre. Quant à Bana Héri qui tient le Sud, il est poursuivi par le baron von Gravenreuth, « le lion d'Afrique du Sud » et se rend le 5 avril 1890.

Au Sud-Ouest Africain, le Dr Gœring (2), Commissaire impérial, réussit à conclure des traités de protectorat avec les principaux chefs si bien que le Namaqualand, le Damaraland et le pays des Herero sont bientôt rattachés à la colonie.

A l'indignation des milieux coloniaux allemands, l'empereur volontairement va, trois années durant, marquer le pas. Lorsque la marche en avant sera reprise au Togo, les Français du Dahomey voisins ayant vaincu Béhanzin marchent sur le nord. Au Cameroun, la progression allemande sera également limitée.

L'Ouganda, cédé à l'I. B. E. A., est conquis par le Capitaine Lugard qui met fin aux disputes entre mulsulmans, catholiques et protestants en dispersant d'abord les musulmans, puis en faisant canonner les *Franza* catholiques par les *Ingleza* protestants. Après la proclamation du protectorat anglais en 1894, le kabaka Mwanga déclenche, en liaison avec Kabarega, roi du Bounyoro, une grave insurrection qui n'est

(1) Dr. Peters, *Au secours d'Emin Pacha (1889-1890)*, trad. J. Gourdault, Paris, Hachette 1895.
(2) Père du Maréchal Gœring, collaborateur direct d'Adolf Hitler.

définitivement vaincue que lors de l'occupation de la vallée du Nil jusqu'à Gondokoro.

Au Kenya, le sultan de Mombassa, les Kikouyou et les Somalis résistent plusieurs années. Mais la fin du siècle voit l'administration coloniale se mettre en place, les premiers colons blancs arriver et les premiers coolies indiens débarquer pour la construction des voies ferrées.

V. CECIL RHODES, LES PORTUGAIS, KRÜGER ET L'ANGLETERRE

La personnalité de Cecil Rhodes domine l'expansion britannique en Afrique Australe et Orientale. On connaît l'histoire de ce fils de famille, faible des bronches, qui va chercher en Afrique du Sud un climat plus favorable que la brume londonienne. Arrivant dans la fièvre du diamant il achète pour six mille livres, le 1er avril 1880, les terrains des frères de Beers. Il dispose dès lors d'une immense fortune. En 1881 il passe des examens de Bachelier ès arts de l'Université d'Oxford et devient président de la *De Beers Mining* qui absorde un grand nombre d'autres sociétés.

En mai 1881, six mois après la cuisante défaite de Majuba Hill, il dessine sur la vieille carte des explorations de Livingstone une tache rouge qui atteint le lac Tanganyika. C'est finalement cet objectif qui sera atteint par la Grande-Bretagne.

Rhodes augmente sa prodigieuse fortune. En 1887 il fonde la *Goldfield of South Africa Limited* et l'année suivante la *De Beers Consolidated Mines*. Enfin il fonde la *British South Africa Company* qui, le 19 octobre 1889, reçoit une charte royale, ce qui lui donne son nom de *Chartered*. Ses compétences sont vastes. Elle est habilitée à conclure des traités, construire des routes et des chemins de fer, approprier des terrains, etc....

Le pouvoir de Rhodes est immense. En plaçant quelques actions dans les coffres des gouverneurs et hommes d'état il peut les mettre à sa dévotion.

1. Fin des rêves transafricains du Portugal.

Nous avons déjà vu l'importance des explorations portugaises : Capello et Ivens au Katanga et au Zambèze (1884-85), Serpa Pinto et Auguste Cardoso au pays des Makoua, Antoine Marie Cardoso au Nyassa, Païva d'Andrade au Chiré.

Après son action auprès de Lobenguela, roi des Matabélé, Rhodes envoie une colonne de deux cents hommes dans le Mashonaland (nord-est de l'actuelle Rhodésie), territoire tributaire de Lobenguela et situé dans la mouvance portugaise.

Douze jours après la constitution de la *Chartered* conférant des droits souverains sur le Matabélé et le Mashonaland, la *Gazette officielle* de Lisbonne publie un décret royal réorganisant l'administration du Mo-

zambique. Ce texte détache l'arrière-pays des districts côtiers et constitue une nouvelle province dite de *Zumba* comprenant Mashonaland et Nyassa.

Le 21 novembre le cabinet anglais fait savoir à Lisbonne qu'il ne tiendrait aucun compte de ces mesures. En même temps la presse britannique se répand en injures sur les prétentions portugaises.

Durant ce même mois de novembre Serpa Pinto, qui est dans la vallée du Chiré, reçoit notification du consul anglais du Mozambique, Johnston, que la Grande-Bretagne étend son protectorat sur le Nyassa et le bassin du Chiré.

Mais alors se produit l'incident qui va provoquer une dramatique tension entre le Portugal et l'Angleterre. Les Makololo molestent des sujets britanniques, Serpa Pinto va défendre ces derniers et met en déroute les Makololo qu'il trouve fort bien approvisionnés d'armes anglaises, voire de drapeaux anglais.

Comme le souligne Darcy (1) :

« Tout dans cette aventure, témoignait de la part des Anglais d'une duplicité sans exemple. Voici un consul anglais agréé officiellement par les autorités portugaises et muni par leurs soins d'un passeport qui lui permet de résider et d'exercer ses fonctions dans le pays. Un beau jour il vient déclarer au gouvernement auprès duquel il est accrédité qu'il n'a jamais eu aucun droit sur ce pays, dont seule l'Angleterre est légitime souveraine. Ceci déjà est un procédé international d'un goût au moins douteux et certainement unique en son genre.

« Mais ce qui suit est mieux encore. Les Anglais prétendant avoir été attaqués par les Makololo, Serpa Pinto s'avance pour les protéger ; il se heurte aux bandes dont les Anglais s'étaient plaint et les trouve armés de fusils anglais approvisionnés de poudre anglaise et couvertes du drapeau anglais. Il est bien permis à l'esprit le moins prévenu de ne voir en cette affaire qu'une machination ingénieuse, ourdie par l'imagination fertile d'un agent dénué de scrupule en vue de provoquer un éclat et de mettre le feu aux poudres. »

L'indignation éclate en effet... à Londres et lorsque le Cabinet de Lisbonne demande de soumettre le différend à l'arbitrage des puissances, lord Salisbury répond par l'ultimatum du 12 janvier enjoignant au Gouvernement portugais de retirer des forces du Chiré, du territoire Makololo et du Mashonaland.

Le Portugal ne peut que s'incliner. Mais déjà les Anglais vont au-delà des avantages consentis, l'expédition Colquhoun de la Chartered pénètre au cœur du pays shona et va fonder le fort Salisbury (15 septembre 1890) tout près du Manicaland où l'on vient de découvrir de nouveaux gisements aurifères... A la fin de novembre 1890 le Colonel de Païva d'Andrade reçoit une note de M. Colqhoun l'invitant à évacuer le pays. Quelques jours plus tard un détachement portugais est surpris au kraal d'Oumtasa et fait prisonnier.

A la protestation portugaise, l'Angleterre répond en faisant forcer

(1) *La conquête de l'Afrique*, p. 146.

par ses canonnières les passes du Zambèze... Lisbonne ne peut que s'incliner à nouveau et, le 11 juin 1891, est signé un traité qui règle définitivement les questions en litige. En échange du Manica, détaché du Mozambique, le Portugal reçoit un territoire de 80 000 km² entre le Chiré et Zumbo et la *Chartered* le droit de construire une voie ferrée de Salisbury vers Beira.

Ce traité sépare définitivement l'Angola du Mozambique et ruine le vieux rêve portugais d'un océan à l'autre.

Deux ans plus tard, le protectorat du Nyassaland est proclamé. La *chartered* rachète la « Compagnie africaine des lacs » fondée par des missionnaires et qui devient l'*African Lakes Corporation.*

Mais si la puissance de l'Angleterre peut facilement faire plier le Portugal (*Quia nominor Leo*), nous avons vu que les réflexes africains sont moins faciles à conditionner, comme les insurrections Matabelé de 1893 et 1896 le montrent.

Lewanika, chef des Barosté, se soumet à la *Chartered* (1897) la même année que les Ngoni après la répression de leur révolte.

Ainsi au cours des années 1890-91, l'Allemagne puis le Portugal ont renoncé à une politique d'expansion transafricaine. Les Chefs africains se sont inclinés (1).

2. La lutte contre les Boers.

Il semble que Rhodes ne connaisse plus aucune limite à sa puissance. Pourtant un simple paysan, barbu et retors, Krüger, va lui tenir tête grâce à la richesse apportée par l'or du Rand et à la valeur militaire du peuple boer.

Nous avons déjà vu l'importance des *Uitlanders* à Johannesburg et la manœuvre de Rhodes par le raid Jameson pour tenter d'éliminer Krüger. Les huit cents hommes et les dix canons de Jameson sont arrêtés à Krugersdorp le Ier Janvier 1896 et doivent se rendre au Commandant Cronjé à Doornkop deux jours plus tard.

Nous avons vu dans quelles conditions la guerre fut engagée en 1899 et au prix de quelles peines la victoire anglaise fut acquise en 1902.

L'Afrique du Sud était désormais anglaise du Cap au lac Tanganyika et le vœu de Cecil Rhodes, décédé le 26 Mars 1902, réalisé.

VI. ÉVOLUTION DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE

En Algérie, la tradition jacobine de la gauche française entraîne une politique centralisatrice qui réduit aux territoires du Sud, à partir de 1880, le domaine confié aux militaires.

Les décrets du 26 août 1881 ouvrent l'expérience des « rattachements » qui laisse aux ministres français compétents les questions algériennes de leur ressort, faisant du gouverneur général de l'Algérie

(1) Voir : P. R. Warhurst, *Anglo-portuguese relations in South-Central Africa 1890-1900*, Londres 1962 ,169 p.

suivant la définition de Jules Ferry « un inspecteur de la colonisation dans le palais d'un roi fainéant ».

Par ailleurs, la loi municipale du 5 avril 1884 aboutit à faire gérer de vastes régions par quelques dizaines de colons européens qui font supporter l'essentiel des dépenses de la collectivité par quelques milliers de contribuables indigènes.

A la fin du système des rattachements, l'Algérie se trouve soumise durant les suites de l'affaire Dreyfus à la violence des campagnes antijuives de 1897. Elles prennent parfois une allure séparatiste d'autant plus sensible que les agitateurs d'origine italienne ou espagnole sont des Français de fraîche date. Pour la première fois apparaît, sous l'impulsion des Européens, la notion d'une « personnalité algérienne » qui marque sa différence d'avec une métropole jugée incompréhensive. Cette situation entraîne pour le Gouverneur Général Laferrière la création en 1898 de la première assemblée algérienne des *Délégations financières* qui vont jouer un grand rôle dans la mise en œuvre économique de l'Algérie.

Le recensement de 1896 montre avec trois millions sept cent soixante mille indigènes un accroissement sur 1891 de deux cent mille personnes, ce qui pose dès la fin du siècle le problème de l'avenir des communautés en présence. L'essor du vignoble algérien consécutif à la crise du phylloxéra donne à l'Algérie une richesse économique qui aggrave le déséquilibre alimentaire des masses musulmanes.

En Tunisie le décret du 10 novembre 1884 délègue le Résident général pour approuver « la promulgation de la mise à exécution des décrets rendus par le bey ».

Très vite après l'institution d'un secrétariat général (1883) le protectorat de droit s'achemine vers l'administration directe (création des services de l'Enseignement (1883), des Finances et des Travaux publics (1884), de l'Agriculture, du Commerce, des Ports, de la Colonisation (1890).

Les contrôleurs civils dont le corps est institué en 1884 viennent pour la plupart d'Algérie et imposent une formule d'administration directe dont ils ont l'habitude. Les colons français obtiennent en 1890 une « Conférence Consultative » qui est une véritable assemblée parlementaire et leur permet de défendre leurs intérêts exclusifs.

La mise en valeur économique est favorisée par la loi immobilière de 1885 inspirée par l'*Act Torrens* qui instaure une procédure d'immatriculation foncière prononcée sans appel par un tribunal mixte immobilier. Cette loi est complétée par un décret de 1886 autorisant cession et immatriculation des biens habous.

La première colonisation est essentiellement privée et spéculative (en 1892 : cent quatorze propriétés françaises se partagent deux cent quarante six mille hectares sur les quatre cent deux mille, alors attribués à des Français). Les exploitants tunisiens restent fréquemment comme locataires sur les lieux.

En 1890, pour contrebalancer l'influence italienne et à la suite de la découverte de l'olivier sfaxien, le protectorat se lance dans une poli-

tique de colonisation officielle, offrant des lots payables en quatre, puis dix, puis vingt ans. Cette colonisation qui touche les meilleures terres a des conséquences sociales fâcheuses pour les Fellah souvent refoulés, pour les nomades contraints à la sédentarisation, l'ensemble aboutissant à une prolétarisation déplorable.

VII. LA PÉNÉTRATION FRANÇAISE AU CŒUR DE L'AFRIQUE

Nous avons vu dans quelles conditions la France a mis en place les bases de départ de ses colonies sur les pourtours ouest africains et depuis l'Algérie et la Tunisie.

1. **L'occupation du Sahara** est reprise. La mission géologique Flamand, en décembre 1899, est attaquée et, au cours de la poursuite, occupe In Salah ; en mai 1900 c'est le Tidikelt, en juillet l'Adrar. En prenant la route caravanière de la Saoura, la France s'empare de la voie commerciale traditionnelle entre le Maroc et le Soudan par Figuig.

La désignation de Laperrine au commandement des oasis le 6 juillet 1901 ouvre une nouvelle phase.

Mais déjà la mission Foureau-Lamy a rallié le Tchad. C'est que les Français en Afrique de l'ouest ont progressé de prodigieuse manière.

2. La marche vers le Soudan.

Depuis 1875 le général Brière de l'Isle, gouverneur du Sénégal, relance une action politique et économique. Le chemin de fer Dakar-Saint-Louis est construit. De Freyssinet lance l'idée du Transsaharien. Paul Soleillet est chargé de l'étude du tracé par le Soudan (1880), cependant que la mission Flatters partant du nord pour le même motif est massacrée (1881).

En 1879 une mission est partie sous les ordres du capitaine Gallieni pour essayer de convaincre Ahmadou, fils d'el Hadj Omar, de la nécessité d'une liaison vers le Niger. Gallieni, attaqué le 11 mai 1880 à Dio, perd ses bagages et doit demeurer une année en « résidence surveillée » à Nango. Comme Borgnis Desbordes occupe Kita et Goubanko, Ahmadou laisse partir Gallieni qui rejoint Borgnis Desbordes, lequel se heurte pour la première fois à Samory. En 1882, c'est la marche vers Bamako où un fort est construit le 1er février 1883. Un commandement du haut fleuve est créé, mais sur les arrières en 1884 c'est l'explosion mahdiste de Mamadou Lamine qui est repoussée devant Bakel.

3. L'encerclement des enclaves étrangères.

La nomination de Gallieni comme commandant supérieur du Haut fleuve (1886) marque une nouvelle étape de la pénétration. Mamadou

Lamine est tué (1887). 1888 est une année capitale : un fort est construit à Siguiri, Archinard succède à Gallieni, plusieurs missions encerclent les possessions étrangères (depuis la Sénégambie le capitaine Levavasseur parvient à Labé, le lieutenant Plat à Timbo, le capitaine Audéoud traverse le Fouta).

Binger venant de Saint-Louis arrive à Kong, puis explore le Mossi et par Salaga et Bondoukou regagne à nouveau Kong où il rencontre Treich-Laplène. Tous deux descendent à Grand Bassam où ils arrivent en mars 1889.

L'ensemble des enclaves ouest africaines (sauf le Dahomey) sont reliées, si bien que le décret du Ier août 1889 réunit sous l'autorité immédiate d'un lieutenant gouverneur résidant à Conakry les possessions de la Guinée, de la Côte d'Or et du Bénin désignées sous le nom de « Rivières du Sud ».

Nous avons vu comment la déclaration franco-anglaise du 5 août 1890 a tenté une délimitation provisoire des possessions entre le Niger et le Tchad, la même année le commandant Monteil entreprend sa fameuse expédition de Saint-Louis à Tripoli par le Tchad. Pour marcher vers le nord il faut faire sauter le verrou danhoméen, ce sera la tâche du colonel Dodds (1892).

4. **Le rallye tchadien.**

En Afrique équatoriale cependant, Brazza obtient d'importants moyens qui lui permettent de multiplier les postes le long de la côte du Loango.

Brazza, malgré l'opposition des commerçants européens, est nommé commissaire général du Congo français, cependant que Noël Ballay est lieutenant gouverneur du Gabon. Les possessions françaises prennent officiellement le nom de Congo Français le 30 avril 1891.

Brazza lance alors de nombreuses expéditions vers le nord-ouest le long de la Sangha (1890), puis dans l'Adamaoua (1892), où ce travail est rendu pratiquement inutile par l'accord franco-allemand de 1894.

Cependant la course vers le nord est déjà commencée. En 1890, Crampel, ancien secrétaire particulier de Brazza, a entrepris de gagner l'Algérie, mais il a trouvé la mort à l'embuscade d'El Kouti (avril 1891). L'année suivante la mission Maistre obtient d'intéressants résultats sur le cours supérieur du Chari, du Logone et de la Benoué mais se heurte à Rabah. Nous avons vu (1) la montée de la puissance de ce chef de guerre. Pour s'en protéger, Gaourang, sultan du Baguirmi, sollicite l'aide de la France. Émile Gentil vient en effet de parvenir au Tchad sur un petit vapeur. Mais Rabah massacre la mission Bretonnet au piton de Togbao (17 juillet 1899).

L'idée de réunir au Tchad les trois groupes de possessions françaises est probablement née en 1890 dans les deux cénacles du *comité de*

(1) *Supra*, p. 268.

l'Afrique française animé par la courtoise présence d'Auguste Terrier et de la *Société de géographie de Paris* que préside le baron Hulot.

Qui eut le premier cette idée ? Est-ce Crampel ? Est-ce Eugène Étienne ? Les deux sans doute et quelques autres de ces hommes rêvant sur la carte d'Afrique aux taches roses qui agrandiraient le pré-carré de la France. Mais la mort de Crampel, martyr du grand dessein, légitime parfaitement qu'il porte son nom.

Étienne en 1890 avait eu l'idée de trois missions à partir de l'Afrique tropicale. Mais Mizon sur le Niger et la Benoué se voyait désavoué, Crampel était tué, cependant que Monteil réalisait sa fameuse exploration de Saint-Louis à Tripoli par le Tchad, dont le retentissement fut grand mais l'effet politique modeste.

La nouvelle tentative, beaucoup plus importante puisqu'elle intéresse l'Algérie, est rendue possible par un legs fait à l'explorateur Foureau par un généreux donateur, M. Renoult des Orgeries.

En novembre 1898 partent de Ouargla l'explorateur Fernand Foureau et le commandant Lamy. Les tribus du Hoggar, de Ghadamès et du Ghat s'effacent ou s'inclinent devant l'importance de la mission qui éprouve de grandes difficultés à obtenir ravitaillement, guides et animaux de bât. Enfin, le 10 août 1899, la colonne algérienne entre à Agadès.

Du Soudan est partie la mission Voulet-Chanoine dont les exactions ont fait l'objet d'une importante littérature (1) et qui, après le drame de Donkori et la mort des deux officiers dévoyés, se transforme en mission Joalland-Meynier et poursuit sa route vers le Tchad. La liaison est effectuée avec la mission Foureau-Lamy le Ier janvier 1900 près de Fort Archambault. Le 21 avril les trois colonnes opèrent leur jonction sur la rive gauche du Chari. Le lendemain Rabah est vaincu et tué à la bataille de Kousseri où le commandant Lamy est lui-même mortellement frappé.

Le « plan Crampel » est alors réalisé : les décrets des 5 et 8 septembre 1900 créent « le territoire militaire des pays et protectorats du Tchad. »

Désormais les trois groupes de possessions sont soudées. Les virtualités offertes par les traités internationaux sont remplies. Les délimitations ne sont plus guère que des opérations de détail.

5. Les limites de la future Afrique équatoriale française et Fachoda.

Les bases côtières installées dès 1890, les explorateurs français tentent d'accrocher le maximum de terres à leur domaine. La plus

(1) Général Meynier, *Les conquérants du Tchad*, Paris 1923. Mission Jolland-Meynier, Paris 1947. Mme Klobb, *Un drame colonial : à la recherche de Voulet*, Paris 1931. Citons cependant un ouvrage anonyme sans doute inspiré par le général Chanoine et qui prend la défense des deux explorateurs mais surtout de Chanoine. L'ouvrage est intitulé *Documents pour servir à l'Histoire de l'Afrique occidentale française de 1895 à 1899 — Correspondance du capitaine Chanoine pendant l'expédition du Mossi et du Gourounsi — Correspondance de la mission Afrique centrale.* 302 p. + 74 p. d'annexes. Cet ouvrage dont l'édition n'est pas datée comporte une conclusion de janvier 1905.

importante de ces tentatives concernent Fachoda qui est l'un des grands moments du contentieux franco-anglais. En réalité, l'expédition vers le Nil, compte tenu de l'état mahdiste, est destinée à « rouvrir la question d'Égypte ». C'est ce qu'explique le président Sadi Carnot en présence de Delcassé au commandant Monteil dont la mission serait d'une part de régler sur place le différend franco-belge pour la délimitation des frontières septentrionales de l'E. I. C ; d'autre part de pénétrer du bassin du Congo dans celui du Nil pour atteindre ce dernier fleuve aux environs de son confluent avec le Sobat.

Après un an de préparatifs, Monteil arrive le 7 août à Loango... et le 22 se voit rappeler en Côte d'Ivoire où il va commander la fameuse « Colonne de Kong » destinée à contrecarrer l'action de Samory...

Que s'est-il passé ?

— Le 12 mai 1894 un accord anglo-congolais donne à bail à Léopold pour la durée de son règne la rive gauche du Nil depuis Mahagi sur le lac Albert jusqu'à Fachoda, ainsi que la partie du Bahr el Ghazal limitée à l'ouest par le 25e méridien et au nord par le 10e parallèle. Cet accord institue en quelque sorte l'E. I. C. en qualité de mandataire et tenancier de la Grande Bretagne dans le bassin du Nil. Une protestation franco-allemande suit cet accord et, le 7 juin, Eugène Étienne développe une éloquente interpellation :

« ...L'état indépendant traitait sans nous et contre nous avec l'Angleterre ; il obtenait de cette puissance, qui n'avait aucun droit sur eux, certains des territoires qui étaient en litige diplomatique entre lui et nous. Bien plus il violait le droit de préférence reconnu à la France en cédant en échange une bande de son propre terrain à une tierce puissance, l'Angleterre. »

Sur l'insistance de G. Hanotaux, le parlement vote un crédit de 1 800 000 francs « pour renforcer les postes français sur le Haut Oubangui et les relier à la côte par des communications téléphoniques et fluviales ».

Mais l'Angleterre, dont les ambitions dans cette région sont satisfaites, laisse alors tomber son partenaire belge, si bien que Léopold est obligé d'en passer par les conditions françaises. Van Zuylen juge sévèrement (1) l'action des négociateurs français dans ce traité :

« Les Français triomphèrent avec éclat et sans générosité... La France avait voulu s'installer sur le Haut Nil et rouvrir la question d'Égypte. Elle s'était heurtée au veto de l'Angleterre et avait dû démobiliser l'expédition Monteil sous la menace de la guerre : c'était un Fachoda secret, mais un Fachoda quand même. Elle avait forcé le faible Congo à renoncer au Bahr-el-Ghazal, mais il lui était interdit de l'occuper elle-même. Qu'y avait-elle gagné ? Elle avait réglé la question de l'Oubangui, mais ce règlement qu'elle eût pu obtenir plus tôt et de façon amicale, elle l'avait arraché par des procédés hautains et brutaux qui laissaient dans nos cœurs un sentiment d'amertume et de révolte... »

(1) Pierre Van Zuylen, *L'échiquier congolais*, p. 180.

Hanotaux, cependant, envisage à nouveau de rouvrir la question d'Égypte et le 14 juin 1895 il reçoit le capitaine Marchand qui lui soumet un plan d'occupation de Fachoda. Un an plus tard l'expédition est partie. Le 10 janvier 1897 les bagages parviennent à Brazzaville et les 12 Européens accompagnés des 150 tirailleurs traversent un pays sans piste à peine pacifié. Cependant Victor Liotard, délégué général dans le Haut Oubangui, a été chargé « d'occuper progressivement les territoires et d'en faire une région française ayant une porte ouverte sur le Nil »... et il a déjà fondé un poste à Tamboura dans la bassin du Nil. Enfin, après de longs mois, le 10 juillet 1898 Marchand parvient au Nil ; le 23 août, il repousse une attaque madhiste et le 25 le grand *Mek* des Chillouk demande la protection de la France.

Cependant la flotille britannique remonte le Nil et, le 19 septembre, Marchand reçoit une lettre du sirdar Kitchener adressée à « Monsieur le Commandant de l'expédition européenne ». On connaît les détails de l'entrevue demeurée célèbre : l'accueil courtois de l'ancien volontaire de l'armée de la Loire, mais aussi le peu diplomatique « Major constatez ma prépondérance » de Kitchener, suivi de la réponse de Marchand : « Dans le domaine militaire la prépondérance se démontre les armes à la main ». La disproportion des forces était considérable, mais il semble exact que certains éléments soudanais de l'armée Kitchener étaient prêts à déserter, ce qui réduisait la supériorité britannique.

Mais l'affrontement n'a pas lieu et l'accès de fièvre nationaliste qui monte en France et en Angleterre aboutit à une négociation qui préfigure l'Entente cordiale.

Gabriel Hanotaux, consacrant en juin 1909 (1) un livre au Partage de l'Afrique, l'intitule *Fachoda* et marque bien les étapes des négociations auxquelles il eut l'occasion de participer comme chef du service des protectorats au ministère des Affaires étrangères, puis comme directeur, enfin comme ministre.

Hanotaux montre bien que, pour la diplomatie française en 1894, c'est la question du Nil qui est la plus importante et celle qui peut devenir le nœud d'un arrangement général (2), mais cet arrangement doit contourner les aléas diplomatiques et politiques de l'Europe, utiliser la plus grande compréhension italienne après Adoua et la chute de Crispi et jouer la classique figure à trois, c'est-à-dire à négocier avec l'Allemagne quand l'Angleterre boude (ce furent les traités de 1893-94 réglant les frontières dans l'Hinterland du Cameroun et du 9 juillet 1897 sur l'Hinterland du Togo) et avec l'Angleterre lorsque l'Allemagne prend ses distances.

Hanotaux qui parle d'expérience fait une psychanalyse féroce — mais finalement assez juste — de la diplomatie anglaise et justifie sa politique. Laissons-le conclure (3) :

(1) *Le partage de l'Afrique : Fachoda*, Paris, Flammarion 1909, 357 p.
(2) P. 89.
(3) Hanotaux, *Fachoda*, p. 155-156.

« La mission Marchand n'avait nullement pour objet, comme on l'a répété, de couper la Ligne du Cap au Caire...

Compter sur cette mission avec son faible effectif et ses ressources nécessairement restreintes pour entraver, dans ces régions, les projets de l'Angleterre, du moment où celle-ci se décidait à les soutenir par une armée eût été une absurdité dont la polémique a triomphé trop facilement : les instructions données par M. Lebon à M. Liotard signalent et écartent une telle pensée.

Il ne s'agissait pas de cela, mais bien d'obtenir par une exploration française, pareille à tant d'autres qui se sont produites en Afrique, les éléments d'une négociation et d'assurer finalement, par une entente semblable à celles qui étaient intervenues à la suite de concurrences analogues sur le Niger et au lac Tchad, l'exploitation commune des deux grands réservoirs de richesse africaine, les bassins du Congo et du Nil.

Quant à la question d'Égypte... lorsque l'Angleterre, quelques années plus tard, voulut la régler, elle dut, pour obtenir le désistement de la France, le payer par les engagements qu'elle prit, elle-même, au sujet du Maroc. Ainsi cette question resta, tout au moins, comme un élément de compensation, une monnaie d'échange. Seulement, elle fut reportée sur d'autres comptes que ceux qui étaient en cause lors de la mission Marchand. On ne l'eût pas retrouvée plus tard si, en 1894 et en 1898, elle n'avait été si soigneusement préservée. »

Le 4 novembre 1898, Marchand évacue Fachoda et revient par l'Éthiopie et Djibouti en 1899. En novembre 1899 les troupes anglaises surprennent le Calife Abdoullah réfugié au sud de Khartoum près de l'île Aba où était né dix-huit ans plus tôt le mouvement mahdiste. Osman Dinga est tué en 1900. L'état mahdiste devient le *Soudan anglo-égyptien.* Cette admirable formule permet d'étendre en grosse lettre le mot égyptien alors que la réalité du pouvoir, bien entendu, est totalement anglaise.

VIII. LES ANGLAIS EN AFRIQUE OCCIDENTALE

Nous avons vu au chapitre précédent les conditions dans lesquelles l'autorité britannique s'était installée en Gold Coast et au Nigeria.

I. **En Nigeria.**

Nous avons longuement insisté dans notre Histoire du Dahomey (1) sur la rivalité qui s'est développée entre l'entreprise du comte de Semellé et la Royal Niger Company, rivalité que la mort du comte de Semellé devait résoudre au bénéfice anglais.

C'est en effet grâce aux marchandises britanniques plus appréciées des Africains que Sir Taubman-Goldie réussit à évincer ses concurrents français. Des traités passés avec les sultans de Sokoto et Gando lui

(1) P. 307-308.

permettent de devancer et les Français (le capitaine Monteil) et le russe Flegel venant pour le compte de l'Allemagne. En quelques années la compagnie conclut plus de 400 traités avec les chefs africains, jouant avec un égal bonheur de la factorerie et de la canonnière.

Nous avons vu (1) comment la convention du 5 août 1890 très favorable aux Britanniques en Nigeria (ligne Say-Baroua) laisse aux Français les mains libres à Madagascar. Nous avons d'autre part étudié en détail la rivalité franco-anglaise au Borgou (2), la course de Lugard, Decœur et Victor Ballot à Nikki. On sait dans quelles conditions Lugard s'assure les émirats du nord en 1901-1902 et lance sa fameuse politique de l'*indirect rule*.

2. **En Gold Coast,** la Confédération achanti, comme nous l'avons vu, empêche les Anglais de communiquer avec les *Northern Territories* dont la possession leur a été reconnue par le traité franco-anglais de 1893. 1894 voit le voyage de George Ferguson à Bouna, Oua, Gambaga, Ouagadougou, Sansanné Mango. Ferguson, né en 1864 à Anomabou, avait fait ses études à Cape Coast et à Free Town avant de devenir secrétaire du gouverneur qui l'envoie dans le nord passer des traités au nom de l'Angleterre. En 1896 les Anglais marchent sur Koumassi, déposent l'Asantihene Prempeh qu'ils déportent aux Seychelles ainsi que la reine-mère et les principaux dignitaires.

En mars 1900 le gouverneur Hogdson déclenche une nouvelle guerre en demandant que lui soit livré le trône d'or, symbole des esprits rassemblés de tous les peuples Achanti depuis Oseï Toutou (1697-1731), le fondateur de la confédération. La lutte dure sept mois. En 1901 l'Achanti devient colonie britannique incluse dans la Gold Coast.

En 1879 s'est produit un événement d'une importance incalculable. Un certain Tetteh Quashie, forgeron de la mission de Bâle, est revenu de Fernando Po après neuf ans de séjour là-bas et rapporte dans ses bagages des plants de cacao qu'il met en terre à Mampong. Cette culture est vivement encouragée par les missionnaires de Bâle et par Sir William Brandford Griffiths, gouverneur de Gold Coast entre 1885 et 1895. L'ouverture d'un jardin botanique à Abouri entraîne une meilleure culture du cacao qui va devenir la richesse du pays.

3. **Au Sierra Leone** la délimitation de la frontière est accomplie dans l'intérieur face aux explorateurs français. Les traités du 10 août 1889 et la convention du 26 juillet 1891 ont délimité la frontière avec la Guinée. Ces territoires de l'intérieur deviennent en 1896 le protectorat de Sierra Leone distinct de la bande côtière et qui sera administrée séparément jusqu'en 1924.

4. **Enfin la Gambie** est réduite à sa plus simple expression, un mince doigt de gant le long du fleuve. Il participe à la culture de l'arachide

(1) *Supra*, p. 552.
(2) *Histoire du Dahomey*, p. 376-381.

dont le développement au Sénégal est considérable. Il fut à plusieurs reprises question d'échange (1) en 1866 avec les comptoirs français de Côte d'Ivoire, avec le Gabon après 1870, avec les comptoirs de l'Inde par la suite, mais aucune suite ne fut jamais donnée à ces projets.

IX L'EXPANSION ALLEMANDE AU TOGO ET AU CAMEROUN

Nous avons vu dans quelles conditions Nachtigal avait implanté le pavillon allemand au Togo et au Cameroun. Par ailleurs, nous avons indiqué dans notre *Histoire du Togo* (2) les explorations du Dr Wolf et de von François à partir de 1888-89 et l'inexplicable pause qui permet aux Français du Dahomey, Béhanzin vaincu, de coiffer au poteau les explorateurs allemands en 1894-97 sur le Niger et au Gourma, ce que sanctionne le traité de Paris de 1897.

Au Cameroun le capitaine Kund et le lieutenant Tappenbeck s'avancent vers l'est et fondent Yaoundé (1888). L'année suivante le lieutenant Morgen commence une impressionnante série d'explorations vers Yoko (royaume de Tibati), Mbam Banyo où il retrouve l'itinéraire de Flegel et regagne Douala le 11 mars 1891 par la Benoué et le Niger après une exploration de 9 mois. Il faut signaler également l'exploration du Dr Zintgraff dans l'Adamaoua, du Dr Uchtritz et de Passarge à Maroua. La convention anglo-allemande de 1893 assure les frontières occidentales du Cameroun, cependant que le traité franco-allemand de décembre 1893 auquel participe Monteil fixe les limites avec les territoires français.

Des expéditions et tournées de police sont effectuées en 1897 et 1898 au Togo, cependant que plusieurs rébellions doivent être réprimées au Cameroun : en 1896 celle des Yaoundé, en 1898-1901 contre les Boulou et le Bassa.

Nous verrons au volume suivant dans quelles conditions l'administration allemande s'est implantée dans ces divers pays.

X. LA COLONISATION ITALIENNE ET LE COUP D'ARRÊT D'ADOUA

L'expansion coloniale italienne se confond avec la personnalité de Crispi. On sait comment l'Italie sans argent, sans armée n'a pu que jouer à l'extérieur les rôles de figurants tant au Congrès de Berlin que les années suivantes en Tunisie et en Égypte. De dépit devant l'affaire tunisienne, le gouvernement italien contre la France en 1882 a adhéré à la Triplice.

(1) Cf. à ce sujet le chapitre V (*The lure of exchange*) du livre de Harry A. GAILEY, *A History of the Gambia*.
(2) Réédition 1962, p. 138-141.

Cependant depuis Assab sur la Mer Rouge où ils se sont installés en 1862, et Massaouah occupé vingt ans plus tard, les Italiens, nous l'avons vu (1), profitent des luttes intestines éthiopiennes pour pénétrer dans le pays. Mais en janvier 1887 une colonne italienne est massacrée à Dogali. L'émotion en Italie est considérable. De même que la mort de Gordon a conduit les impérialistes de Londres au pouvoir, le désastre de Dogali amène au gouvernement Crispi (juillet 1887) qui décide l'envoi de 20 000 hommes en Mer Rouge. Mais les Italiens ne sortent pas des retranchements que les Éthiopiens d'ailleurs ne menacent pas.

La mort du négus Johannes lors de la bataille livrée aux Mahdistes à Metemneh (10 mars 1889) permet un accord entre Ménélik et le comte Antonelli. Le traité d'Ucciali (2 mai 1889) est considéré par les Italiens comme un traité de protectorat, cependant que Ménélik ne le considère que comme un pacte d'alliance et d'assistance technique.

Le 11 janvier 1890, un décret fonde la colonie d'Érythrée. En 1889 des traités signés avec des chefs somalis entre la rivière Djouba et la Somalie anglaise sont l'amorce de la Somalie italienne et l'idée vient tout naturellement à Crispi de réunir les deux possessions à travers le massif éthiopien.

C'est ce qu'il entreprend après son retour au pouvoir (1893). En 1894 le général Baratieri envahit le Tigré et s'empare d'Adoua. De Rome Crispi sous-estime l'adversaire, ce qui conduira au désastre d'Adoua (sur 10 000 hommes engagés on relève 4 500 morts et 1 300 prisonniers) et à la paix d'Addis Abeba (26 octobre 1896) qui abolit le traité d'Ucciali et pour quarante ans va limiter l'expansion italienne à deux minces bandes littorales, l'Érythrée et la Somalie.

XI. LES POSITIONS FRANCAISES A DJIBOUTI, EN ÉTHIOPIE ET A MADAGASCAR

Les Français qui se sont installés à Ambado et Djibouti bénéficient du dynamisme de Lagarde, gouverneur d'Obock (1887) qui a le courage d'abandonner la capitale à peine construite pour Djibouti (1892). Quatre ans plus tard ce petit territoire prend le nom de *Côte française des Somalis et dépendances*. Lagarde, en 1897, signe un traité avec l'empereur d'Éthiopie qui fixe les frontières de l'enclave.

La même année, par un deuxième traité, Ménélik considère « le port de Djibouti comme le débouché officiel du commerce éthiopien ».

En 1899, Lagarde quitte définitivement la Côte française des Somalis. Son œuvre est extraordinaire : il a obtenu par persuasion tout ce qui pouvait l'être et la France occupe dans cette partie du continent africain une place prépondérante qu'elle gardera jusqu'en 1935.

(1) *Supra*, p. 205-206.
(2) A ce sujet, cf. Hubert DESCHAMPS, *La Côte Française des Somalis*, p. 44-47.

Nous avons vu (1) dans quelles conditions s'est effectuée la conquête de Madagascar après l'ultimatum de Le Myre de Villers (octobre 1894). Sur les vingt mille soldats débarqués à Majunga et employés sans discernement aux travaux de terrassement des routes pour les fameuses voitures Lefèvre, la fièvre (le général *Tazo*) fait environ 6 000 morts contre cinquante tués au combat. On fait payer ces ravages à l'île en l'annexant. Le déclenchement d'une insurrection entraîne la nomination du général Gallieni, lequel pratique la fameuse méthode de «la tache d'huile» utilisée avec succès au Tonkin. En 1899 il crée un commandement territorial du sud qu'il confie au colonel Lyautey.

Enfin, au début du siècle, Gallieni conscient de l'importance que revêt l'étude et la connaissance du pays crée l'Académie Malgache.

XII. LE DIFFICILE DÉPART DE L'E. I. C.

Nous avons montré par ailleurs (2) comment Léopold II a payé sur sa fortune personnelle les quelque dix millions de francs (or bien entendu) représentant les dépenses des premières expéditions.

En 1886 les recettes de l'E. I. C. atteignent 74 261 francs, l'année suivante est créée la C. C. C. I (Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie) que va diriger Albert Thys et qui doit s'occuper de la mise en valeur du nouveau domaine, mais le million de capital initial est difficilement réuni. Les grandes banques (Société Générale, Banque de Bruxelles) boudent les opérations congolaises.

La construction d'une voie ferrée, reliant le vaste réseau navigable du Congo à l'emplacement de l'estuaire où remontent les navires de haute mer, est la condition de développement du pays.

Après les travaux de reconnaissance topographique du major Cambier (1888), la *Compagnie du chemin de fer du Congo* est créée (1889), constituée au capital initial de 25 millions dont 15 souscrits par des groupes privés — belges (7, 8 millions), anglais (5 millions) et allemands (2 millions) — et 10 millions par l'État belge. Par la suite le gouvernement porte sa participation à 15 millions et donne son aval à un emprunt obligatoire de 10 millions.

C'est que la construction du chemin de fer fut une véritable performance dans un climat particulièrement insalubre. Après neuf ans de travail acharné le 1er juillet 1898, les 390 kilomètres de Matadi à Léopoldville sont mis en exploitation. 1 800 travailleurs de couleur et 132 Européens dont 8 ingénieurs, avaient succombé.

Devant les énormes difficultés financières, Léopold II rend public son testament, ce qui permet le prêt par l'État belge de 25 millions (5 millions comptant et le reste à raison de 2 millions par an).

C'est à cause de ses difficultés financières que Léopold II provoque *la Conférence de Bruxelles* (18 novembre 1889 — 2 juillet 1890) qui a un triple objectif économique et financier, politique et social. Sur le

(1) *Supra*, p. 142-145.
(2) *Histoire du Congo-Léo*, p. 157-158.

plan *financier :* Léopold obtient que soient perçus pendant dix ans les droits de 10 % *ad valorem* sur les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo. Cette réforme de l'article IV de l'acte de Berlin ajouté au prêt consenti par le gouvernement belge sur publication du testament royal permet de poursuivre la mise en œuvre du Congo. Par ailleurs, la conférence recommande le développement économique par la création de routes et de voies ferrées, ce qui doit permettre de supprimer le fléau du portage.

Sur le plan *politique :* l'objectif de la conférence est précisé par le souverain « africain » Léopold qui demande aux puissances d'envoyer des représentants en vue de délibérer sur les moyens de « mettre un terme aux crimes et aux dévastations qu'engendre la traite des esclaves africains, de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique et d'assurer à ce vaste continent les bienfaits de la paix et de la civilisation ». Ainsi est précisé la mission civilisatrice de l'Europe.

Sur le plan *social* enfin, le trafic des spiritueux est sévèrement restreint.

Ainsi les nations européennes justifient leur installation en Afrique par des considérations humanitaires. Léopold doit vivre encore trois années difficiles, mais, dès 1894, les exportations et les importations s'équilibrent à 11 millions de francs-or. Dans les années suivantes la valeur des produits exportés ne cesse de croître si bien qu'en 1900 les exportations s'établissent à 47 millions et les importations à 20 millions.

Ce succès financier est obtenu grâce à un concours de circonstances assez extraordinaire. Le Congo offre sur son territoire les trois grandes ressources des pays neufs : d'abord celle de la *cueillette* (ivoire et caoutchouc) immédiatement disponible mais nécessitant une certaine contrainte quant à la collecte du caoutchouc et au portage de l'ivoire, du moins jusqu'à l'achèvement du chemin de fer. Les *plantations* plus lentes à mettre en œuvre supposent un aménagement foncier générateur d'abus. Enfin les formidables *ressources minières* au très lent démarrage et dont les revenus sont considérables viendront au début du XX^e^ siècle compléter ce dispositif économique. Mais le commerce de l'ivoire entraîne la lutte contre les concurrents arabes de l'Est (qui fort opportunément sont des marchands d'esclaves), d'où la difficile « campagne arabe », cependant que les plantations entraînent une véritable spoliation des collectivités africaines.

XIII. LES EXPLORATIONS

Le déclenchement de la « course au clocher » ne doit pas faire perdre de vue l'importance scientifique des explorations réalisées dans les deux dernières décennies du siècle presque toujours par des officiers.

I. Dans l'Est de l'Afrique.

Le consul Elton explore la partie nord du lac Nyassa et les monts Livingstone, mais il meurt en regagnant Zanzibar par voie de terre. O'Neill effectue plusieurs voyages entre la côte et le lac Nyassa dont l'ingénieur Stewart (de la Compagnie des Lacs africains) améliore la carte (1882).

Le nord de ce lac est exploré par Joseph Thomson qui découvre le lac Roukwa, puis remonte la rive ouest du Tanganyika jusqu'à la Loukouga, montrant qu'il s'agit d'un affluent du lac. En mars 1883, Thomson part de Zanzibar vers le Kilimandjaro, le lac Naïvacha, la région du mont Kenya. Il découvre le lac Baringo puis atteint la rive nord du Victoria et revient par le mont Elgon.

Partant de Dar es Salam, le lieutenant Giraud passe au nord du lac Nyassa et visite le lac Bangouéolo. Abandonné par ses porteurs, il regagne la côte par le Nyassa et le Zambèze (1883).

Le comte Teleki, deux ans plus tard, depuis Pangani passe par le Kilimandjaro et découvre les lacs Rodolphe et Stéphanie.

En Afrique orientale allemande (actuel Tanganyika), Baumann établit la carte de la zone située entre le lac Victoria, Tabora et le lac Tanganyika. Il détermine le bassin de la Kagera, affluent du lac Victoria. Meyer fait l'ascension du Kilimandjaro. Von Behr (1891) entreprend l'exploration du pays situé entre la Rovouma et la Roufidji, qui sera complétée par Von Scheele en 1893.

J. W. Gregory reconnaît la *Rift Valley*, entre le lac Naïvacha et le lac Baringo. En 1894 le comte Von Götzen va du Tanganyika au Congo, découvre le Kivou et reconnaît les régions situées entre le lac Edouard et le lac Tanganyika. Prince, en 1895, explore le nord du lac Roukwa.

En 1891, Macdonald reconnaît le tracé du chemin de fer de Mombassa vers l'Ouganda. Le nord de l'Ouganda et l'ouest du Kenya sont activement explorés par Williams, Portal et Seymour Vandeleur. Par ailleurs Macdonald relève le contour du lac Kioga et explore les régions situées au nord du Victoria, cependant que le sud-ouest de l'Ouganda est visité par Hobart (1897-1898).

Dans *la Corne de l'Afrique*, l'expédition anglaise des frères James et d'Aylmer part de Mogadisque (1884) en direction de Berbera mais doit, à Bari, rebrousser chemin. En 1885 Dundas remonte le Djouba sur 600 kilomètres.

Bottego (1892-1893) explore l'Érythrée et visite les pays Somali et Galla. En 1895, il reconnaît le cours moyen du Djouba, gagne le lac Rodolphe et rejoint la côte à Mombasa. Cavendish, en 1897, après avoir, par le Djouba, gagné le lac Rodolphe, rassemble des renseignements sur la région comprise entre ce lac et le Nil Blanc avant de regagner Mombasa. Les renseignements de Cavendish et Bottego confirment ceux rassemblés sur le Kenya septentional par Chauler et Von Höhnel.

Darragon (1897) atteint le pays Galla au sud du Choa déjà visité par Donaldson Smith en 1894-1895. Le comte von Wickemburg

explore le nord du Somaliland. Bonchamps (1897-1898) visite le pays Nouer et atteint les sources de la Sobat dont il reconnaît une partie importante du cours.

2. En Afrique Centrale. (1)

Nous avons vu (p. 504) les explorations de Von Wissmann qui, depuis Loanda par Kimbandou, la Tshikapa, Nyangwé sur le Congo, le Tanganyika parvient à Bagamoyo sur la côte orientale.

En 1884-1885 puis en 1886 avec le missionnaire Grenfell, il explore le Kassaï, se retrouve au confluent de la Louloua où le médecin hors cadre Ludwig Wolf vient d'explorer la rivière Sankourou. Von Wissmann prend à travers la brousse jusqu'à Nyangwé puis, par le Tanganyika et le Nyassa, atteint le Zambèze par le Chiré pour aboutir à Quelimane.

Grenfell et von Wissmann ont joué un rôle immense dans la reconnaissance du bassin du Congo et de ses affluents. La région des sources des affluents du Kassaï reconnue par des expéditions parties de Loanda, une vaste zone jusqu'au fleuve Congo, reste complètement inconnue.

Le capitaine Vandevelde (1889-1890) va de Matadi à Popokabaka sur le Kwango. Puis il traverse la rivière qu'il remonte jusqu'à Kasongo-Lounda avant d'aller plus à l'Est à travers la Wamba, le Kouilou et la Louanga pour atteindre Louebo.

Exploration de l'Oubangui et de l'Ouellé.

En 1885 le géographe Wauters pose le problème de l'identité de l'Oubangui et de l'Ouellé. Schweinfurth en 1870 avait suivi le cours inférieur de l'Ouellé qu'il croyait tributaire du Tchad. Stanley, en 1882, avait remonté l'Arouwimi pour retrouver l'Ouellé. Grenfell avait remonté l'Oubangui en 1884 jusqu'aux rapides de Zongo. Pour résoudre ce problème et aussi fixer les frontières avec les territoires français, Léopold II confie une mission à van Gèle qui remonte l'Itimbiri, mais rebrousse chemin après de multiples difficultés. En janvier 1888, lorsque van Gèle est contraint au retour devant des milliers de guerriers Yakoma, il a résolu le problème de l'Oubangui, constatant l'identité de l'Ouellé de Schweinfurth et de l'Oubangui de Hanssens au méridien 22°30' au confluent du Bomou et de l'Ouellé.

En 1891, le lieutenant Lemarinel remonte le Bomou, reconnaît le Bali et installe des résidents auprès des sultans qui demandaient protection contre les incursions mahdistes.

L'accord de 1887 entre la France et l'E. I. C. limite la zone d'action belge à l'Oubangui, ce qui permet aux explorateurs belges de pousser librement au nord de Yakoma puisqu'à partir de ce point le fleuve ne s'appelle plus l'Oubangui, mais le Bomou et l'Ouellé. Le commandant Hanolet, puis le capitaine Nilis et le lieutenant de la Kéthule

(1) Pour plus de détails se reporter à mon *Histoire du Congo-Léo*, p. 135-148.

font de larges reconnaissances dans le Dar Fertit, mais les postes installés au-delà du Bomou doivent être repliés lors de la Convention du 14 août 1894 entre la France et l'E. I. C.

Au Katanga, Paul Lemarinel fait une première reconnaissance auprès de M'Siri, roi du Garenganzé (début 1891). Quelques semaines après part la première expédition, organisée par la toute nouvelle Compagnie du Katanga, celle de Delcommune, qui sera suivie de l'expédition Stairs, avant que Bia et Francqui auxquels il faut joindre le nom du géologue Cornet n'effectuent en 1891-1892 l'exploration décisive du Katanga.

Partant du Nyassaland, Sharpe, en 1892, se rend du Tanganyika au lac Moëro et remonte la Louapoula jusqu'aux chutes de Johnston. Le baron Dhanis, la même année, s'approche de cette région par le Sankourou. Wertheley fait le relevé du lac Bangoueolo et Langheld, l'année suivante, visite le Roukwa.

En 1895-1896, Gibbons explore les affluents orientaux du Zambèze. Brasseur et Cerckel complètent la reconnaissance des régions situées à l'ouest du Louapoula, améliorent la carte du bassin du lac Moëro dressée par Sharpe. Foa parcourt le pays entre le lac Tanganyika et le cours supérieur du Congo en amont de Nyangwé (1894-1897). En 1898, Lemaire visite la ligne de partage des eaux entre le Zambèze et le Congo. La même année le major Gibbons poursuit ses explorations sur les affluents du Zambèze et effectue un remarquable voyage transafricain par les lacs Moëro, Tanganyika, Kivou, Edouard, Albert, par l'Ouganda et l'Égypte.

De multiples explorations sont entreprises par l'État indépendant du Congo dans l'Arouwimi et l'Ouellé (Becker, 1890), la Lomami (Delporte et Hodister), le Kassaï et la Sankourou (Stache, 1896), la région du Kivou (Glorie, 1898).

La somme de ces travaux est rassemblée par Wauters en 1899 dans une carte du Congo au 1/2 000 000.

3. Afrique du Sud-Ouest.

A partir de l'implantation allemande de 1884, le Sud-Ouest africain est le théâtre d'une intense activité. Sching, partant de la baie de la Baleine (1884), marche vers le Nord jusqu'à la Counene et vers l'Est jusqu'au lac Ngami. Par la suite il passe deux ans de recherches botaniques et ethnographiques chez les Ovambo de la frange du Kalahari. Stapf (1885-1886) fait au Namaqualand un remarquable travail géologique complété par celui de Schenck entre le fleuve Orange et la baie de la Baleine. Deux ans plus tard, le baron von Steinacker explore une partie du Damaraland dont il établit la carte.

Curt von François, à l'occasion des campagnes de pacification, fait à son tour une reconnaissance du Damaraland et du Namaqualand. Il fonde Windhoek et regagne Walfisch Bay (1891). L'année suivante, le comte Pfeil va de Port Nolloth à travers le Namaqualand central et oriental jusqu'à Windhoek et Walfisch Bay. Après les reconnais-

sances de Dove, c'est Passarge qui, en 1896-1898, parcourt les environs du lac Ngami et les pays situés au Nord-Ouest. Baum parti de Moçamédès explore le sud de l'Angola, Hartmann établit le tracé de la voie ferrée entre les mines de cuivre d'Otavi et la côte (1900-1901).

4. L'Afrique occidentale et le Sahara.

La pénétration politique permet, en Afrique de l'Ouest, de nombreuses reconnaissances. Bamako créé en 1883, l'enseigne de vaisseau Froger réussit à faire transporter du Sénégal au Niger une canonnière démontable qui va défendre le fleuve en aval de Bamako et prendre, année après année, possession des escales du fleuve. Caron atteint Mopti en 1887 puis Kabara. Boiteux entre à Tombouctou en 1894 et le colonel Bonnier, en lui portant secours, est tué à Takoubao. Joffre assure finalement la conquête de Tombouctou.

Binger, qui s'est signalé à Faidherbe par ses travaux sur la langue bambara, devient son officier d'ordonnance et peut préparer à loisir son expédition en utilisant sa remarquable bibliothèque africaniste. Parlant couramment le mandingue, langue des colporteurs dioula, il part en septembre 1887 par Sikasso (où il rencontre Samory en train d'assiéger Tiéba), puis Kong (février 1888) avant de remonter vers le Nord chez les Bobo et les Mossi. Il traverse les pays Gourounsi, Dagomba, Dagari et parvient le 5 janvier 1889 à Kong où il trouve Treich-Laplène envoyé par M. Verdier à sa rencontre. Les deux explorateurs reviennent par Djimini, l'Anno et l'Indénié. L'œuvre de Binger est considérable. Il établit une carte comportant 4 000 kilomètres d'itinéraires rattachés à 18 positions astronomiques et accomplit un travail ethnographique et linguistique de premier ordre.

A partir d'Accra (mai 86), le Dr Gottlob Adolf Krause projette de gagner Tripoli par Tombouctou. Il parvient par Ouagadougou et Ouahigouya jusqu'à Hombori lorsqu'il reçoit l'ordre de battre en retraite. Il revient par Ouagadougou (janvier 1887), Salaga (avril), Sokodé (juin), Atakpamé (19 août), Grand Popo, Ada et Accra (23 septembre). Cette très importante exploration n'a pas de conséquences politiques. Ce sont deux anciens collaborateurs de Wissmann au Kassaï, von François vers la Volta et le Dr Ludwig Wolf vers Bismarckburg et le pays bariba, qui feront le travail d'implantation politique.

Cependant, les explorateurs allemands (Gruner, Dr Doering, von Carnap-Quernheimb) se feront coiffer au poteau par le commandant Decœur et l'administrateur Alby (1895), arrivés les premiers auprès du chef authentique du Gourma. La même année, le commandant Toutée partant de Carnotville crée le poste d'Aremberg sur le Niger qu'il descend, cependant que Baud et Vermeersch par Mango, Bouna rejoignent Bassam en Côte d'Ivoire (1).

(1) Pour toutes ces explorations cf. mon *Histoire du Togo*, p. 137-158 et mon *Histoire du Dahomey*, p. 365-393.

En 1893, Fowler fait une reconnaissance géographique de la région située entre Lagos et le Niger. En 1896, Hourst descend le Niger depuis Kabara (port de Tombouctou) jusqu'à la mer et complète le travail de Toutée.

En 1903, le capitaine Lenfant, l'enseigne de vaisseau Delevoye et le maréchal de Logis Lahure s'attaquent au problème de la liaison Niger-Tchad. Partis le 4 août 1903, ils remontent le Niger puis la Benoué jusqu'à Garoua et entrent dans le Mayo Kebbi avec une embarcation en acier à faible tirant d'eau. Un peu avant d'arriver au lac Toubouri les explorateurs aperçoivent une chute très importante. L'embarcation, démontée, est portée en amont. Le 28 octobre 1904, après avoir franchi une zone marécageuse, l'expédition pénètre dans une rivière qui communique avec le Logone, effectuant ainsi la démonstration que, durant plusieurs semaines de l'année, les eaux du bassin du Tchad se déversent par la Benoué dans le bassin du Niger.

Au Cameroun, Zintgraff traverse le pays des Douala jusqu'à la Bénoué. En 1890, Kund et Tappenbeck arrivent à Yaoundé. Le capitaine Morgen visite Ngila, Yoko, Tibati et Banyo, atteignant la Bénoué à Ibi.

Uchtritz et Passarge explorent le nord-est du Cameroun. En 1898, von Carnap-Quernheimb reconnaît le Sud-Est jusqu'au confluent de la Ngoko et de la Sangha.

Le Sahara est la dernière région d'Afrique à être explorée. Depuis l'Algérie G. Méry atteint Temassinine (1892) et B. d'Attanoux arrive au bord de la zone des oasis (1894). Foureau, depuis In Salah (1890) atteint le Tademaït puis, depuis Temassinine fait plusieurs explorations de détail qui préparent efficacement la future marche au Tchad.

L'exploration du Sahara sera poursuivie durant toute la période coloniale.

5. Madagascar.

Les reconnaissances de Grandidier (1865-1870), les travaux des RR. PP. Rollet et Colin, à partir de 1873, donnent une bonne carte des diverses régions de l'île. Entre le traité de protectorat et l'annexion, il faut signaler l'œuvre de L. Catat et C. Maistre qui vont de Tamatave à Majunga puis, par les plateaux, gagnent Fort Dauphin à l'extrême Sud-Est. A partir de la conquête le commandant Verrier et ses adjoints du service géographique de l'armée, le géographe Émile Félix Gautier, puis Guillaume Grandidier (1898-1902) complètent la connaissance géographique de l'île.

A la fin du siècle, les explorations fondamentales du continent africain sont effectuées.

Certes des reconnaissances de détail seront nécessaires. Elles seront l'œuvre des administrateurs de brousse avant que la photographie aérienne lors de la deuxième guerre mondiale ne vienne permettre une cartographie quasi-parfaite du continent.

CONCLUSION

Le tournant du xx^e siècle auquel aboutit ce deuxième volume de notre histoire de l'Afrique peut être considéré de deux façons. Du point de vue européen c'est surtout un commencement, le début de l'ère coloniale où le colonisateur — maître bienveillant ou tyran odieux suivant les opinions — a imprimé sa marque à l'Afrique. Du point de vue africain c'est essentiellement une fin, la fin d'un monde où le pouvoir, les honneurs et la gloire étaient l'apanage exclusif d'Africains (princes, marabouts, chefs de guerre) et non d'étrangers venus d'au-delà des mers.

L'Histoire précoloniale de l'Afrique a une importance capitale aux yeux des Africains pour l'idée qu'ils se font de leur propre valeur et pour la formation d'une conscience nationale dont ils sentent le besoin lorsque l'indépendance et l'accès aux grands premiers rôles effacent plusieurs décennies de figuration ou de rôles secondaires.

Mais l'Histoire précoloniale revêt aussi un intérêt particulier pour tous ceux qui ont le souci de comprendre l'évolution de l'Afrique contemporaine. En effet, bien que les non-Africains aient tendance à l'oublier, l'Afrique précoloniale pèse d'un poids très lourd sur les destinées de l'Afrique indépendante.

Depuis la conférence d'Addis-Abeba de mai 1963, le panafricanisme représente pour la plupart des chefs d'état africains la solution idéale de l'avenir. L'un de ses fondements réside dans le fait que l'Afrique a subi dans sa quasi-totalité la contrainte coloniale qui faisait d'elle un objet passif et non un sujet actif. Un autre non moins certain, mais plus difficile à percevoir est que l'Afrique forme un tout original par rapport aux autres continents. Cet ouvrage, consacré à l'Afrique précoloniale de 1500 à 1900, répond donc à un besoin évident.

L'ampleur du sujet et l'abondance de la documentation nous ont obligé à un choix difficile. Depuis 1962, année durant laquelle nous avons commencé la rédaction de ce tome II, les études de détail concernant la période envisagée se sont multipliées. Notre centre de documentation reçoit quotidiennement tout ce qui paraît concernant l'Afrique au sud du Sahara, dans le domaine politique, économique, social et culturel, soit environ 500 abonnements de périodiques et en moyenne 1500 ouvrages par an. Beaucoup de ces études présentent un intérêt historique et apportent un éclairage original sur des questions précédemment traitées ; certaines constituent un travail de véritable création en fournissant des documents historiques nouveaux :

publication et traduction de manuscrits ou d'archives restés inédits, fouilles archéologiques datées, exploitation scientifique de la tradition orale, etc. *Nous avons pris le parti de traiter systématiquement plus à fond les questions qui viennent d'être renouvelées par ces études récentes ou celles que le lecteur ne trouvera développées nulle part ailleurs.* Il en résulte un déséquilibre apparent de l'ouvrage qui se trouve justifié par le souci d'un service maximum. Ainsi dans la quatrième partie — les rapports de l'Europe et de l'Afrique au XIXe siècle — les nombreuses études de synthèse auxquelles nous nous référons dans la bibliographie, nous ont permis de ne pas détailler les chapitres consacrés à l'implantation commerciale et politique, au partage et à la conquête de l'Afrique (chap. XV et XVI). Par contre nous avons plus longuement traité les explorations et les missions chrétiennes (chap. XIII et XIV) car il n'existe aucune synthèse récente sur ces deux questions. La troisième partie — L'Afrique septentrionale — est basée sur des ouvrages écrits par des spécialistes (Henri Dehérain et François-Charles Roux pour l'Égypte, Charles André Julien, R. Letourneau, J. Ganiage, A. Prenant, Henri Terrasse, X. Yacono, etc.) dont l'autorité est telle que nous nous sommes borné à exposer leurs opinions.

En ce qui concerne l'Afrique noire, nous nous trouvions dans une situation très différente, car les rares ouvrages de synthèse qui auraient pu nous servir de canevas pour y placer des éléments nouveaux se trouvent dépassés par les progrès de la recherche historique. C'est aujourd'hui seulement qu'il devient possible de s'abstraire du « corset » ethnologique ou linguistique qui étouffait l'histoire dans les œuvres classiques de Baumann et Westermann. En 1960, nous-même écrivions dans la conclusion de notre Histoire des peuples de l'Afrique noire (p. 669) que nous avions « dû tenir compte des divers cycles de civilisation de Baumann dont certains éléments paraissent aujourd'hui dépassés ». Rappelons par ailleurs que l'Histoire de l'Afrique noire de l'historien marxiste hongrois Endre Sik, parue en 1962, aboutit à nier toute réalité historique à l'Afrique précoloniale en voulant y retrouver (p. 19) « la confirmation des thèses de Marx, de Lénine ou de Staline ».

Le profond renouvellement des études historiques africaines nous a incité à regrouper de façon différente les « provinces historiques » que nous avions déterminées dans notre thèse de doctorat. Nous avons ainsi pu mettre en évidence l'individualité historique de ce que nous avons appelé l'Afrique centre-australe, individualité basée sur l'existence d'une voie commerciale transcontinentale utilisée par des Noirs *avant* la pénétration européenne.

Dans chacune des études régionales de détail nous avons eu le souci de situer géographiquement les royaumes historiques sur l'étendue desquels règnent les idées les plus fantaisistes. Nous avons d'autre part indiqué tous les cas — fort nombreux — où l'histoire permet de comprendre certaines réactions contemporaines. Les journalistes, les économistes, tous ceux qui s'occupent à un titre quelconque de l'Afrique d'aujourd'hui seront surpris de constater combien la connais-

sance du passé, celle des anciennes structures sociales et religieuses, permet d'éclairer le présent.

Dans cette histoire « africaine » de l'Afrique noire précoloniale, plusieurs sujets sont traités ici pour la première fois dans un esprit de synthèse. Nous citerons : l'histoire préeuropéenne des Bantou d'Afrique du Sud (chapitre IV), la période pré-Monomotapa sur le plateau sud-rhodésien (p. 75-80), le passé des Maravi ou Malawi qui ont donné leur nom à l'ancien Nyassaland (p. 92-94), le passé lointain du plateau interlacustre et ses relations avec les habitants préhistoriques de l'Afrique de l'Est (p. 156-166), le peuplement de la bande guinéenne (p. 276-279).

Chemin faisant, nous avons été amené à démolir certaines théories comme « l'hypothèse hamitique » (p. 150-156) qui durant plusieurs décennies a fondamentalement obscurci les problèmes humains en Afrique de l'Est. Nous avons d'autre part émis certaines hypothèses de travail. Ainsi nous avons assimilé le Bitou des Tarikh avec l'actuel pays Lobi et ses ruines mystérieuses (p. 226-229) ; nous avons souligné le rôle joué par la navigabilité du Niger et de la Benoué (p. 270-76) dans l'échange de la kola guinéenne contre le sel, le coton et le cuivre du nord et par conséquent dans la formation et le développement du royaume forestier de Bénin lié aux relations commerciales et politiques avec le très ancien empire du Kanem-Bornou.

Bien des points restent cependant obscurs dans l'histoire de l'Afrique noire précoloniale. Nous en avons signalé certains comme le « trou » existant entre la richesse et la puissance du royaume chrétien nubien d'Aloa et l'installation des sultans noirs du royaume Foung (p. 212-215) ; les mystérieux Ayeaux signalés par le corsaire français Landolphe dans son rapport sur le royaume de Warri (Nigeria) (p. 292) ; le problème du royaume Boutwa lié à la datation et la signification des ruines rhodésiennes (p. 86-88) ; l'origine inconnue des pasteurs éthiopides Hima-Toutsi du plateau interlacustre... et beaucoup d'autres encore.

Nous pouvons donc conclure que ce travail représente une mise au point des plus récentes connaissances historiques sur l'Afrique noire, mais que le nombre des problèmes à résoudre reste considérable. Nous espérons que ce livre encouragera les chercheurs de toute origine et particulièrement les Africains à rechercher leur solution.

Certains lecteurs pourront s'étonner de la brièveté du dernier chapitre. C'est qu'avec *la période coloniale* au début du 3e volume nous serons obligé fréquemment de revenir en arrière. Pour éviter les redites nous avons préféré glisser rapidement sur tous les phénomènes d'implantation coloniale puisque dès les deux dernières décennies du XIXe, l'Histoire des Africains s'efface au profit de celle des Européens en Afrique.

En dehors de l'Éthiopie et du Maroc, il n'y a plus que les efforts complaisamment décrits des gouverneurs européens : lord Cromer en Égypte, Lugard en Ouganda, Rhodes dans ce qui sera pour trois quarts

de siècle la Rhodésie, Binger en Côte d'Ivoire, Victor Ballot au Dahomey, Archinard au Soudan français, Brazza au Congo, Ballay en Guinée, Koehler au Togo, Gallieni à Madagascar, etc.

La politique coloniale va dépendre de ces hommes et du génie de chacune des nations. Ils vont imprimer leur marque à ce continent africain qui, durant plus d'un demi-siècle, sera leur domaine.

TABLEAUX CHRONOLOGIQUES

XVIe Afrique septentrionale	Bande sahélo-soudanaise et bande guinéenne	Afrique de l'Est et Madagascar	Afrique centre australe Afrique australe	Europe	Rest
			1488 Dias double le Cap de Bonne Espérance.	1485 Début des Tudor.	
				1492 Prise de Grenade.	1492 Christophe l'Amérique.
	1493 Début du règne de l'Askia Mohammed.	1493 Pedro de Covilham en Éthiopie.		1494 Traité de Tordesillas. Début des guerres d'Italie. 1495 Début du règne de Manoël. 8 juillet. Vasco de Gama quitte Lisbonne.	1494 Colomb à
		1497 Vasco de Gama.			1497 John Cabo 1498, 18 mai, Calicut.
		1500 Diego Diaz découvre Madagascar.		1499 Mariage de Louis XII et d'Anne de Bretagne. 1500 Naissance de Charles Quint.	1500 Alvarez Ca 1501 *Première* *africains à His* 1502 Colomb à
1505 Prise de Mers el Kébir par les Espagnols.	1504 Mort d'Ali Dounama, restaurateur du Kanem-Bornou.	1503 Abou Bakr ibn Abdallah al Aydarus, introducteur de la Qadiriyah chez les Somali, meurt à Aden. Les Portugais à Zanzibar. 1504 Amara Dounqas, roi des Foung. Fin du royaume chrétien d'Aloa. 1505 Sac de Kilwa, Mombasa, Brava.		1504 Décès d'Isabelle la Catholique.	
			1506 Début du règne d'Alfonso.		1506 *Introductio* *à St-Domingue*
1508 Les Portugais prennent Safi.		1507 Construction d'un fort dans l'île de Moçambique. 1508 Avènement de Lebna Dengel.		1508 BULLE UNIVERSALI ECCLESIAE QUI SANCTIONNE LE PATRONAT HISPANO-PORTUGAIS. 1509 Henri VIII d'Angleterre.	1508-1509 Colon Rico.
1509 Prise d'Oran par les Espagnols.					1509 Flotte égy Premier établis Brésil. 1510 Fondation
1510 Les Espagnols prennent Bougie et Tripoli. Échec espagnol à Djerba.	1510-1513 Voyage de Léon l'Africain au Soudan nigérien.		1510 Ordre du gouverneur de Sao Thomé de recruter 200 esclaves dans le royaume du Congo.		
1511 Maroc : Abou Abdallah Mohammed prend le commandement de la guerre sainte contre les Portugais.		1513 Le pilote Domingo Fernandes découvre l'île Maurice. 1514-1515 Voyage d'Antonio Fernandès au Monomotapa.	1513 HENRIQUE PRINCE CONGOLAIS EST ENVOYÉ A ROME.		1511 Conquête Albuquerque à Début de la cam les Aztèques. 1513 Découverte Balboa. 1514 Arrivée des
1514 Prise de Mazagan par les Espagnols. Aroudj s'installe à Djidjelli. 1515 Aroudj à Alger.		1515 Saad ed Din II, sultan d'Ifat, est tué par le négus Yetshak.		1515 Bataille de Marignan.	1515 Juan Dias guay.
1517 Conquête de l'Égypte par les Turcs de Selim Ier. Prise de Tlemcen par les Espagnols. 1518 Aroudj Barberousse tué près de Tlemcen.			1518 HENRIQUE NOMMÉ ÉVÊQUE TITULAIRE D'UTIQUE. 1519 *Envoi d'un échantillon d'argent par le Ngola au roi du Congo.*	1517 LUTHER : AFFAIRE DES INDULGENCES. 1519 CONDAMNATION DE LUTHER A COLOGNE. Début du règne de Charles Quint.	1517 Arrivée du Canton. 1518 Fort portu 1519 Voyage de Arrivée de Corté
	1520 *Nigeria*, les Portugais abandonnent le comptoir de Gwato.	1522 Début des invasions Galla au sud de l'Éthiopie.		1520 *Organisation des postes impériales par Charles Quint.* 1521 Fin du règne de Manoël de Portugal. 1522 Premier tour du monde de Magellan.	1520 Début du Magnifique.
1523 Décès de Sidi Mohammed ben Aïssa (Meknès). 1524 Décès de Sidi Ahmed ben Youssef (Miliana).				1525 Bataille de Pavie.	1523 *Découverte* 1524 Pizarre con 1525 Baber, sou Turkestan, part
		1526 Mort d'Amara Dounqas, roi des Foung. 1527 Attaque de Mohammed Gran	1526 Retour de Baltazar de Castro du pays de Ngola.	1526 Bataille de Mohacs. Annexion de la Hongrie par les Turcs. 1527 Alliance franco-anglaise contre Charles Quint.	

XVIe Afrique septentrionale	Bande sahélo-soudanaise et bande guinéenne	Afrique de l'Est et Madagascar	Afrique centre australe	Europe	Res
	1528 Fin du règne de l'Askia Mohammed.	1528 2e sac de Mombasa.			
1529 Barberousse reprend le peñon d'Alger aux Espagnols. 1530 Tripoli remise aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.		1530 Installation portugaise à Sena et Tete.		1529 Les Turcs arrivent devant Vienne. 1530 FONDATION DU COLLÈGE DE FRANCE. 1531 Henri VIII se proclame chef de l'Église anglaise. 1533 CALVIN ADHÈRE A LA RÉFORME.	1530 Mort de l'Inde.
1534 Barberousse prend Tunis.	1534 BULLE DU PAPE PAUL III FIXANT LA LIMITE DES DIOCÈSES DE SANTIAGO DU CAP VERT ET DE SAN THOMÉ A LA RIVIÈRE SASSANDRA.		1534 CRÉATION D'UN ÉVÊCHÉ A SAO THOMÉ.		
1535 Prise de Tunis par les chrétiens. 1536 Barberousse amiral de la flotte turque avec résidence à Constantinople.		1535 Granye conduit ses troupes jusqu'à Kassala.		1535 *Traité de commerce franco-turc ou Capitulation.* 1536 INSTITUTION CHRÉTIENNE DE CALVIN. 1539 ORGANISATION DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS.	1535-36 Jacque Saint-Laurent.
1541 Échec espagnol devant Alger. 1544 Les Saadiens éliminent les Wattasides.		1540 Mort de Lebna Denguel. 1541 Débarquement de Christophe de Gama à Massaoua. 1543 Mort de Mohammed Granye.	1540 Alfonso interdit d'exporter les esclaves de son royaume. 1543 Mort d'Alfonso.	1540 Excommunication de Henri VIII.	1540 Valdivia 1541 DÉPART ST-FRANÇOIS X
				1545 DÉBUT DU CONCILE DE TRENTE. 1547 Début du règne d'Ivan le Terrible. Début du règne d'Henri II de France.	1545 *Ouverture* FRANÇOIS XAV 1549 FRANÇOIS
1549 Prise de Fès par Mohammed ech Cheik. 1551 Conquête de Tripoli par les Turcs de Dragut.	1549 Début du règne de l'Askia Daoud. 1550 PUBLICATION DE LA *Description de l'Afrique* DE JEAN LÉON L'AFRICAIN.	1550 Construction de la forteresse de San Sebastien (Moçambique). 1551 Nour devient émir d'Adal.			1550 Les Mong
1554 Salah Reis enlève le peñon de Velez.			1555 LES JÉSUITES ÉVINCÉS DU CONGO VONT EN ANGOLA.	1552 PARUTION A LISBONNE DE LA PREMIÈRE DÉCADE *De Asia* DE BARROS.	
1558 Défaite des Espagnols à Mostaganem. 1560 Victoire de Dragut à Djerba.		1557. ARRIVÉE DES JÉSUITES EN ÉTHIOPIE. 1559 Mort de l'empereur Claudius. 1561 Assassinat du père de Silveira à la cour de Monomotapa.		1556 Début du règne de Philippe II. 1558 Avènement d'Elisabeth.	1556 Prise d'As Début du règne de l'Inde.
1565 Mort de Dragut au siège de Malte. 1568 Alger : Début du Beylerbeylicat d'Euljd Ali.	1562 Début des voyages de John Hawkins et de la traite anglaise en Afrique occidentale.	1563 Règne de Sarsa Dengel.		1562 Début des guerres de religion. 1563 FIN DU CONCILE DE TRENTE. 1564 GALILÉE NAIT A PISE. 1565 Résistance de Malte contre les Turcs.	1563 Des Cors les côtes du Fo Installation de Vien Tiane. 1567 Découvert
	1571 Début du règne d'Idriss Alaoma.	1569 Départ de Lisbonne de la croisade du Monomotapa. 1571 Francisco Barreto parvient à Sena.	1569 Invasion des Jaga au Congo. 1570 : 600 Portugais rétablissent Alvaro Ier sur son trône.	1569-70 Révolte de Grenade. 1571 Bataille de Lépante. ARRET DU PARLEMENT DE BORDEAUX SUR L'ESCLAVAGE. 1572 Saint Barthélemy.	1570 INQUISITIO Rébellion de N 1571 Offensive contre Moscou.

XVIe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST ET MADAGASCAR	AFRIQUE CENTRE AUSTRALE AFRIQUE AUSTRALE	EUROPE	RES
		1573 Mort de Barreto.			
1574 Sinan Pacha prend Tunis aux Espagnols.					1574 Prise de mans.
1575-80 *Cervantès esclave du Dey d'Alger*.		1575 Les Portugais renoncent à la conquête du Monomotapa.	1575 Le roi Sébastien accorde à Paulo Dias de Novais la *Donatoria* de 35 lieues de côte au sud de la rivière Couanza. 1576 Construction des premiers bâtiments en face l'île de Loanda.		
		1577 Les Galla assiègent Harar.			1577-80 Voyag tour du monde
1578 Bataille de Ksar el Kebir. Mort de Sébastien de Portugal. Avènement d'El Mançour.			1578-83 Séjour de Duarte Lopez à la cour du roi de San Salvador.		
				1579 Fondation des Provinces Unies. 1580 Philippe II roi d'Espagne et du Portugal. 1581 Trêve hispano-turque.	
	1582 Fin du règne de l'Askia Daoud.				1582 ARRIVÉE CHINE.
			1583 Angola : Construction du fort de Massangano.		
					1584 Mort d'I Premier établi ginie. Ambassade s Louis XIV.
1587 Alger : Mort d'Euljd Ali.		1585 Passage du corsaire turc Ali Bey. 1587 Les Zimba attaquent Mombasa.		1585 Alliance anglo-hollandaise. 1587 Exécution de Marie Stuart.	1587 Conquête Siam. JAPON : PERSÉC TIENS.
		1589 Les Zimba exterminés par les Segedjou de Malindi.	1589 Mort de Paulo Dias de Novais.	1588 Défaite de l'Armada. 1589 Assassinat de Henri III. Victoire de Henri de Navarre à Arques et Ivry.	
1590 *Tunis* : Massacre des Boulouk-bachi. Début du règne d'Othman Dey. 1591 Le pacha Djouder triomphe de l'armée sonrhay à la bataille de Tondibi.			1591 PUBLICATION A ROME DU LIVRE DE FILIPPO PIGAFETTA « RELATIONE DEL REAME DI CONGO E DELLE CIRCONVICINE CONTRADE ».	1591 HENRI IV DE SHAKESPEARE.	
		1592-93 Les cannibales Zimba attaquent Sena et Tete. 1593 Construction de Fort Jesus à Mombasa.		1593 Guerre austro-turque.	1593 Les Japo
				1594 Sacre de Henri IV à Chartres.	
1595-96 Maroc : Insurrection des Branès.	1596 NAISSANCE D'ES SADI, AUTEUR DU TARIKH ES SOUDAN.		1596 INSTITUTION DU DIOCÈSE DE CONGO ANGOLA.		1595-97 Van B
		1598 Les Hollandais prennent possession de l'île qu'ils appellent Maurice en l'honneur de Maurice de Nassau.		1597 Défaite navale anglaise aux Açores. 1598 ÉDIT DE NANTES.	1598 Occupatio Mexique.
			1599 Construction d'un fort à Muxima.		1599 Début du nov.
XVIIe			1600 *Installation de commerçants hollandais à Mpinda.*	1600 *Compagnie des marchands de Londres commerçant vers les Indes orientales.*	
1601 Échec d'Andréa Doria devant Alger.					1601 Hollandai
			1602 Coutinho reçoit l'ordre de fournir aux colonies espagnoles 4 250 esclaves par an.	1602 *Amsterdam : Fondation de la Compagnie des Indes orientales.*	
1603 Mort d'El Mançour.				1603 Jacques Ier Stuart roi d'Angleterre.	1603 Arrivée d 1604 Premier é Guyane. 1605 Prise d'An 1607 Fondation
1607 Prise de Bône par les chrétiens.	1605 Le souverain Itsekiri de Warri épouse une Portugaise.	1607 Éthiopie. Susneyos empereur.	1607 Le Monomotapa Gatsi Rusere fait appel aux Portugais.		1608 Fondation JÉSUITES AU P

XVIIe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST ET MADAGASCAR	AFRIQUE CENTRE AUSTRALE AFRIQUE AUSTRALE	EUROPE	E
1609 Expulsion des Morisques par Philippe III.				1609 Expulsion des Morisques d'Espagne. 1610 Assassinat de Henri IV. 1612 Paix franco-espagnole.	
		1613-1617 Madagascar. Voyage du R.P. Luis Mariano.			
			1616 Voyage de Gaspar Boccaro de Tété à Kilwa. 1617 Fondation de S[t] Philippe de Benguela. 1618 Les Portugais prennent la capitale du Ngola.	1618 Défenestration de Prague. Début de la guerre de Trente Ans.	1619 Fondat
1619 Le ras algérois Regeb prend une polacre marseillaise. Relance de la course.					
	1620 Fondation du royaume Denkyera. 1621 *Création de la Cie hollandaise des Indes occidentales.*	1621 CONVERSION DE SUSNEYOS AU CATHOLICISME.			
				22-VI-1622 Bulle incrustabili instituant la *Sacrée Congrégation de la Propagation de la Foi* (Propagande).	1622 Ormus sur les Portu
			1623 Début de la guerre de la reine Jinga. 1624 CRÉATION D'UN COLLÈGE DE JÉSUITES A LOANDA.	1624 Richelieu au Conseil.	1624 Holland Les Hollanda terdam.
				1625 Monsieur Vincent fonde la *Congrégation des Prêtres de la Mission.*	1625 Les Ang Les Français
1628 Arrivée à Alger de Sanson Napollon.					
			1630 Début du règne de Chamba Bolongongo.		1630 Les Hol
	1631 Création de la *Company of London trading into Africa.*				
1632 Tripoli : Mehemmed Pacha Sakizli.		1632 Éthiopie : avènement de Fasilidès. EXPULSION DES MISSIONNAIRES CATHOLIQUES. Fondation d'une nouvelle capitale Gondar.	1632 Campagne de Diego de Souza de Meneses contre Capranzine.	1632 Vincent de Paul fonde les Lazaristes.	
				1635 Guerre franco-espagnole.	1634 Fondati 1635 Installat Guadeloupe. Fondation de
	1636 Anglais sur la Côte de l'Or. 1637 Les Hollandais prennent El Mina. DÉBARQUEMENT A ASSINIE DE CINQ CAPUCINS FRANÇAIS.		1636 La reine Jinga fait la paix.		
1638 Flotte barbaresque surprise par l'amiral vénitien Capello.					
	1639 Premier comptoir français à Bieurt.			1639 L'Alsace devient française.	1639 Japon : 1640 Installat et Malacca.
		1642 *Création de la Cie des Indes orientales ou de Madagascar.* Pronis à Madagascar. 1643 Fondation de Fort-Dauphin.	1641 Prise de Loanda par les Hollandais. 1642 La reine Jinga s'allie aux Hollandais.	1641 Alliance franco-portugaise. 1642 Prise du Roussillon par les forces françaises. Mort de Richelieu. Alliance anglo-portugaise. 1643 Rocroy.	1642 Tasman Fondation de
	1644 Début de la guerre de *Charr Baba.*				1644 Chine : Mandchoue d *Début de la c*
			1645 PREMIÈRE CARAVANE DE CAPUCINS ITALIENS.		
1646 La Duchesse d'Aiguillon achète les consulats d'Alger. 1648 ... et de Tunis.		1648 Arrivée de Flacourt à Madagascar.	1648 Salvador Correa y Benavides reprend Loanda. 1649 Traité par lequel le roi du Congo renonce à toute souveraineté sur l'île de Loanda.	1648 Traité de Westphalie. 1649 Exécution de Charles I[er].	

XVIIe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST ET MADAGASCAR	AFRIQUE CENTRE AUSTRALE ET AFRIQUE AUSTRALE	EUROPE	R
	1650 *Mauritanie* : mort de Nacer ed dine. Confédération achanti.			1651 *Acte de navigation.*	
	1653 Raid de la cavalerie Djoukoun sur Kano.		1652 Jan Van Riebeck au Cap.		1653 Les H Les Russes mara contre Les Hollan 1655 Les A
		1658 FLACOURT PUBLIE SON « HISTOIRE DE LA GRANDE ILE DE MADAGASCAR ».	1657 *Attribution de lots à des colons libres.* *Achats d'esclaves.*	1658 Révolte des Cosaques.	1658 Aureng
1659 *Alger* : Début de la période des Agha.	1659 Fondation de St-Louis du Sénégal.			1659 Traité des Pyrénées. *Rome* : INSTRUCTIONS DE LA PROPAGANDE.	1659 Mgr d
	1660 *Tombouctou* : La prière du vendredi cesse d'être prononcée au nom du roi du Maroc.			1661 Mariage de Catherine de Portugal avec Charles II d'Angleterre. Mort de Mazarin. Colbert au Conseil.	
1663 *Alger*. Épidémie de peste. 1664 Expédition du duc de Beaufort sur Djidjelli.		1664 Début de la colonisation française à l'Ile Bourbon.	25-X-1665 Bataille d'Ambuila : Victoire des Portugais sur Antonio Ier Alfonso.	1664 *Colbert crée la Compagnie des Indes occidentales.* 1665 CRÉATION DU JOURNAL DES SAVANTS.	1663 Canad 1664 Occup Nouvelle An 1665 Install Mariannes. Installation
1666 *Maroc*. Moulay Rachid fondateur de la dynastie alaouite prend Taza puis Fès. 1667 Destruction de la zaouia de Dila.	1666 Les Français enlèvent Arguin aux Hollandais.	1667 *Madagascar* : arrivée de 2000 colons français. Voyage de François Martin au lac Alaotra. *Éthiopie* : Règne de Johannès Ier.		1668 Paix d'Aix la Chapelle.	
1669 Prise de Marrakech.		1670 De la Haye prend possession de Madagascar au nom du roi de France.	1670 Paulo Dias de Novais achève la conquête du royaume Dongo.	1670 PARUTION DE LA DESCRIPTION DE L'AFRIQUE DE DAPPER.	
1671 *Alger* : Début de la période du Dey.	1671 Raid de la cavalerie Djoukoun sur Kano et Katsena.				
1672 Mort accidentelle de Moulay Rachid. Avènement de son frère Moulay Ismaïl.				1672 Guerre de Hollande. 1673 MORT DE MOLIÈRE.	1672 Premi tenac au Ca 1673 Install chéry.
	1674 *Mauritanie* : Les Zouaya sont écrasés à la bataille de Ten Yefdad.	1674 *La Compagnie des Indes orientales évacue Madagascar.*			
			1678 Loanda est dévastée par les troupes du roi de Boula. 1679 Le gouverneur Simon van der Stel fonde Stellenbosch.	1677 OBSERVATOIRE DE PARIS. 1679 Paix de Nimègue.	
	1680 Raid de la cavalerie Djoukoun sur le Bornou. Début du règne d'Akaba, roi du Dahomé. 1681 Règne d'Aarus au Ouadaï.	1680 *Éthiopie* : avènement de Jésus le Grand.			
1681 *Alger*. Le Dey déclare la guerre à la France. 1682 Bombardement de Cherchell par Duquesne. 1683 Bombardement d'Alger, mort du P. Le Vacher. 1684 Le maréchal d'Estrées vient bombarder Alger. Supplice des pères lazaristes Montmasson et Francillon.		1682 *Darfour* : Ahmed Bokor monte sur le trône. 1684 Grande famine au Sennar.		1682 Début du règne de Pierre le Grand. 1683 Défaite turque au Kahlenberg.	1682 Cavelie Missisipi.
		1685 Mort de Andriandahifotsi, fondateur des royaumes sakalaves.	1685 Fondation du poste portugais de Caconda. 1687 Simon Van der Stel fonde Drakenstein. 1688 Arrivée massive de Huguenots français.	1685 *Code noir.* RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES. 1687 Défaite turque à Mohacs. 1688 Guerre de la ligue d'Augsbourg.	1688 PROTES GERMANSTOW
1689 *Alger*. Les Dey sont élus par la milice.		1689 Ile Bourbon : arrivée du premier Gouverneur, M. de Vauboulon.		1689 Pierre le Grand prend le pouvoir. Guillaume d'Orange roi d'Angleterre. Révolte de l'Irlande.	1689 Nouvea tenac.

XVIIe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST ET MADAGASCAR	AFRIQUE CENTRE AUSTRALE ET AFRIQUE AUSTRALE	EUROPE	R
		1693 Naissance d'El Madjoub qui fonde la théocratie d'El Damer.	1695 Mort de Changamire lors de l'attaque de Sena.	1692 Défaite de la flotte française à la Hougue.	1690 Les An 1692 ÉDIT CH VIS DU CHRIS 1693 Les H chéry.
			1696 Pedro IV intronisé comme roi de San Salvador.	1696 Mort de Jean Sobieski. 1696 *Londres* : *Board of Trade and Plantations.* 1697 Traité de Ryswick.	1697 Restitu
1697 *Égypte* : fin du gouvernement du Pacha. Début du « Siècle des Puissances ».	1697 Osei Toutou monte sur le trône achanti.				
	1698 Exploration d'André Brüe jusqu'au confluent de la Falémé.	1698 Le Dr Poncet passe au Sennar. Prise de Mombasa et Sokotora par les Arabes d'Oman.			1698 Les Ca
	1699 Défaite du Denkyera à la bataille de Feyasi.				
XVIIIe					
	1701 Osei Toutou fondateur de la Confédération Achanti, vainqueur des Denkira. 1702 Abandon du fort Saint-Joseph en Galam.			1700 *Londres* : Fondation de la S. P. G. bataille de Narva. 1701 *Traité de L'Asiento.* Guerre de la succession d'Espagne.	
			1702-1706 DONA BEATRICE, LA « SAINT ANTOINE » CONGOLAISE.	1702 Pierre Le Grand en Finlande.	
1703 *Alger* : Hadj Mustapha traite avec l'amiral anglais Bing.				1703 Traité de lord Methuen entre l'Angleterre et le Portugal. Pierre le Grand fonde Saint-Petersbourg. 1704 Occupation de Gibraltar.	
		1704 *Éthiopie* : Mort de Jésus le Grand.			
1705 *Tunis* : Hussein ben Ali se proclame bey.	1705 Traité de neutralité entre Français du Sénégal et Anglais de Gambie.				
				1707 Acte d'Union de l'Angleterre avec l'Écosse.	1707 Kitsara
1708 Les Espagnols évacuent Oran.	1708 *Dahomey* : début du règne d'Agadja.				
			1709 Pedro IV reprend S. Salvador.	1709 Bataille de Poltava.	
		1710 Les Hollandais abandonnent l'île Maurice.			
1711 *Alger* : le Sultan accorde au dey d'Alger le titre de pacha. *Tripoli* : Ahmed Bey Karamanli renverse le pacha.					
	1712 Mort d'Osei Toutou. Début du règne de Biton Coulibaly.			1712 Bataille de Denain.	
				1713 Traité d'Utrecht met fin à la guerre de succession d'Espagne (1701-1713). 1714 Traité de Rastatt avec l'empereur. Pierre le Grand occupe la Finlande. 1715 Mort de Louis XIV. Révolte de l'Écosse.	1713 Laos d L'Angleterre l'Acadie.
	1714-1723. André Brüe revient au Sénégal.	1714 Les Français à l'île Maurice qui devient Ile de France.			
1715 *Tripoli* : Ahmed Bey Karamanli rompt avec la Turquie.					1715 *Chine* : PAR ROME. 1717 INTERD EN CHINE.
		1717 *Introduction du café à l'île Maurice.*			
			1718 Mort de Pedro IV.	1718 Mort de Charles XII de Suède.	1718 Fondat Traité de Pa toute la Hon
		1719 *Éthiopie* : Bacaffa l'Impitoyable			
720 Traité franco-tripolitain.	v. 1720 Dispersion des Evhé à partir de Nuatja. 1721 Fuite de la Reine Pokou vers l'Ouest. Achanti : avènement d'Opokou Ware. Arguin aux Français. 1722 Fin du règne d'Ahmed Bokor au Darfour. 1724 *Dahomey* : Agadja s'empare d'Allada.			1720 *Faillite de Law.* Fin des guerres du Nord. 1721 Les Russes annexent la Livonie.	
				1725 Catherine Ire tsarine. Mariage de Louis XV et de Marie Leczinska. 1726 VOYAGE DE GULLIVER.	1726 Fondat 1726 *Introdu*
1727 *Maroc* : mort de Moulay Ismaïl.	1727 Agadja s'empare de Savi.	1728 Les Portugais reprennent Mombasa ; à partir de 1730 des Arabes de Mascate s'installent sur la côte orientale			

XVIIIe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST ET MADAGASCAR	AFRIQUE CENTRE AUSTRALE ET AFRIQUE AUSTRALE	EUROPE	RES
1729 Renouvellement du traité franco-tripolitain.		1730 *Madagascar* ; Fondation du royaume Betsimisaraka de la côte Est.			1730 Dupleix nagor. 1731 LaVerend
1732 Les Espagnols reprennent Oran.	1732 Mort d'Agadja. Assassinat de Pelays au Galam.	1735-40 La Bourdonnais gouverneur de l'île de France.		1733 Election de Stanislas Leczinski. 1735 Guerre russo-turque.	
	1737 LE FRÈRE MORAVE JACOB PROTTEN A LA COTE DE L'OR. 1739 Pierre David au Sénégal.		1737 LE FRÈRE MORAVE GEORG SCHMIDT VIENT ÉVANGÉLISER LES HOTTENTOTS.	1740 Marie-Thérèse empereur d'Autriche.	
		1741 *Côte orientale* : Le gouverneur de Mombasa, Mazrui, se déclare indépendant d'Oman.		1743 *Trudaine organise les Ponts et Chaussées.*	1742 Dupleix g
		1744 Victoire du sultan Foung Badi IV sur le négus Jésus II. Les Seychelles à la France.	1745 LES FRÈRES MORAVES SONT EXPULSÉS DE LA COLONIE DU CAP.		
	1747 *Ouadaï* : Djoda libère son pays du tribut du Darfour. *Dahomey* : Tegbessou s'empare de Ouidah.	1747 Les Foung conquièrent le Kordofan. *Côte orientale* : Révolte de Kilwa contre Oman.		1747 Bataille de Fontenoy. 1748 L'ESPRIT DES LOIS. 1748 Paix d'Aix-la-Chapelle.	
	1750 *Achanti* : mort d'Opokou Ware.	v. 1750 Apogée des royaumes Sakalava dans l'ouest de Madagascar.	v. 1750 *Angola* : Fondation de Bihé par un chasseur Lounda.	1750-77 Ministère Pombal au Portugal. 1750 DIDEROT ENTREPREND L'ENCYCLOPÉDIE.	
1752 *Tripoli* : révolte d'Albanais.	1751 *Fouta-Djalon* : mort de Karamoko Alfa. 1753 MICHEL ADANSON QUITTE LE SÉNÉGAL. 1754 *Haoussa* : Naissance d'Ousmane dan Fodio. 1755 *Bambara* : mort de Biton Koulibaly.	1752 Accord définissant la zone arabe au nord du Cap Delgado, la zone portugaise au sud. 1753 *Ile Bourbon* : Mahé de la Bourdonnais remplace Dumas comme gouverneur.	1752 *Mozambique* : les possessions portugaises d'Afrique orientale sont détachées de Goa.	1755 Tremblement de terre de Lisbonne.	1754 *Inde.* Rap *Canada* : Assas 1755 Déportatio Anglais.
1756 Tunisie conquise par les Algériens. 1757 *Égypte* : Ali Bey se rend indépendant de Constantinople. 1757-90 *Maroc* : règne de Moulay Mohammed.				1757 Bataille de Rossbach.	1756 Montcalm 1757 Clive à C
	1758 Saint Louis et Gorée pris par les Anglais.			1759 EXPULSION DES JÉSUITES DU PORTUGAL ET DE SES COLONIES PAR POMBAL.	1758 Défaite an 1759 Bataille d Mort de Montc
	1763 Saint-Louis du Sénégal cédé aux Anglais. Gorée redevient français. 1764-77 Osei Kodjo.	1764 L'île Bourbon fait retour à la Couronne.		1762-96 Catherine II de Russie. 1763 Traité de Paris met fin à la guerre de sept ans. 1764 *France* : DISSOLUTION DES JÉSUITES.	1763 Traité de 1764 La Louisi pagne. Victoire des Ang
	1766-87 *Bambara* : règne de Ngolo Diara.		1766 *Congo* : DÉBUT DE LA MISSION FRANÇAISE DE KAKONGO.	1765 Joseph II empereur d'Autriche. 1766 Rattachement de la Lorraine à la France. 1767 EXPULSION DES JÉSUITES DE FRANCE, D'ESPAGNE, DE NAPLES ET DU PARAGUAY. 1768 La Corse devient française. *Londres* : Création d'un secrétariat d'état aux colonies.	1766-69 Voyage
1769 *Maroc* : Les Portugais sont chassés de Mazagan. *Égypte* : Rupture avec La Porte. 1770 RÉGENCE D'ALGER, FONDATION DE LA RAMANIYA. 1771 L'armée égyptienne occupe Damas. 1772 *Égypte* : mort d'Ali Bey, avènement de Mohammed Abou Dahab.	1768 NOUVELLE TENTATIVE DES FRÈRES MORAVES EN GOLD-COAST. 1770 Les Touareg prennent Gao.	1768 Fondation de Mahé aux Seychelles. 1768-73 *Éthiopie* : Sennar, voyage de l'explorateur écossais James Bruce. 1769 *Éthiopie* : Iyoas, fils de Jésus II, est étranglé. 1770 *Pierre Poivre introduit à l'île de France clous de girofle et noix de muscade.* 1772 Bruce au Sennar.	1770 *A. du Sud* : Arrivée des Trekboers à Graaf Reinet.	1772 *Russie* : Écrasement des Cosaques. SENTENCE DE LORD MANSFIELD.	1768-79 1er, 2e 1769 Les Turcs rine II à Khotin 1770 « Massacre

XVIIIe

Afrique septentrionale	Bande sahélo-soudanaise et bande guinéenne	Afrique de l'Est et Madagascar	Afrique centre australe et Afrique australe	Europe	Reste
	1774 *Dahomey* : Mort de Tegbessou.	1773-76 ***Madagascar*** : tentative de [illegible] yowski.		1773 *Rome* : SUPPRESSION DES JÉSUITES. 1774 PENSÉES SUR L'ESCLAVAGE DE WESLEY 1774 Mort de Louis XV.	**1774 Acte de Qu**
	1776 Abdelkader Torodo au Fouta Toro.	1776 ***Côte orientale*** : ***le sultan de [illegible] accorde le monopole de la traite au [illegible]çais Morice.*** **1777-78 Premier voyage de Mayeur [illegible] l'Imerina.**	1775 *A. du Sud* : Premières rencontres entre Boers et Khosa. 1776 *Congo* : L'ABBÉ PROYART PUBLIE HISTOIRE DU LOANGO.	1775 *Parmentier diffuse la pomme de terre.*	4 juillet 1776 I dance des États- 1777 Saratoga.
	1779 Lauzun reprend Saint-Louis. Les Anglais réoccupent Gorée. 1780 *Ouadaï* : Djoda annexe le Kanem oriental.		1778 *Angola* : CONVERSION DU CHEF DE [illegible]HÉ. 1779 *A. du Sud* : 1re guerre cafre.	1778 Traité d'alliance franco-américain. BUFFON : LES ÉPOQUES DE LA NATURE. 1780 Mort de Marie-Thérèse. Agitation irlandaise pour l'autonomie.	
1781 FONDATION DE LA TIJANIYA.	1783 Traité de Versailles. St-Louis et Gorée rendus à la France.		1781-88 Voyages de Le Vaillant.	1783 Les Anglais gardent Gilbraltar. INVENTION DES MONTGOLFIÈRES. PREMIER BATEAU A VAPEUR DE JOUFFROY D'ABBANS.	**1781 Yorktown.** 1783 Traité de V
1784-85 *Tripoli.* : épidémie de peste et famine.	1784 *Fouta Djalon* : Mort d'Ibrahima Sori. 1785 Traité Repentigny avec le Bour Saloum.				1784 Pitt's India **1785 Voyage de** GAZETTE DE MON
1787-88 *Égypte* : Tentative turque pour rétablir l'autorité ottomane.	1787 *Sierra Leone* : **Arrivée du premier contingent d'esclaves libérés.**	1786 ***Madagascar*** : Mort de Benyowsk[illegible] 1787 ***Madagascar*** : Avènement de [illegible] Andrianampoinimerina. 1788 ***Le Bouganda reçoit des marchands [illegible] Niamwezi.***	1787 *A. du Sud* : Naissance de Tchaka.	1787 PAUL ET VIRGINIE. 1788 FONDATION DE L'AFRICAN ASSOCIATION. SOCIÉTÉ DES AMIS DES NOIRS.	1787 Traité entre Installation angl
	1789 Blanchot nommé gouverneur du Sénégal.			1789 Révolution française. *Extraction du sucre de la betterave.* 1789-90 Révolte de la Belgique et reconquête autrichienne.	1789 Washington
1790 *Tunis* : Bey indépendant. **Mort de Sidi Mohammed.** **1791 Les Espagnols abandonnent Oran.** **1792 NAISSANCE D'ES SENOUSSI PRÈS DE MOSTAGANEM.** **1793 L'aventurier Ali Borghoul prend Tripoli.**	1793 Naissance d'Othman el Mirghani.		1792 RETOUR DES FRÈRES MORAVES AU CAP.	1791 FONDATION DE LA C. M. S. (CHURCH MISSIONARY SOCIETY) 31-5-1792 PRÉDICATION DU SAVETIER CAREY. 1792 Valmy. 1793 Exécution de Louis XVI.	1791 Révolte de 1791-92 Navires pon.
1795 *Tripoli* : Yousouf Karamanli.	**1795 Mungo Park découvre le Niger à Ségou.** Le Lébou Dial Diop donne son indépendance à la communauté du Cap Vert. **1796 *Sierra Leone* MISSIONNAIRES MÉTHODISTES.**		1795 L'Angleterre obtient la colonie du Cap. *A. du Sud* : Proclamation de l'indépendance de la République de Graaf Reinet.	1794 Décret sur l'abolition de l'esclavage. Révolte de Kosciusko. **1795 FONDATION DE LA L. M. S.** **Les Russes annexent la Lituanie.**	1795 Cession de la par les Hollandais
	1797 Naissance d'El Hadj Omar.			1796 FONDATION DE LA MISSION ÉCOSSAISE. Bonaparte en Italie. Paul Ier tsar.	1796 Capitulation landais de Ceylan 1797 Les Anglai Trinité Espagnol Paix de Campo LA L. M. S. A TA
1798 *Égypte* : Expédition de Bonaparte. 1799 *Tripoli* : Yousouf se prononce contre la France.		1798 Accord entre l'Angleterre et [illegible] sultan d'Oman.	1798 *Mozambique* : Expédition Lacerda. 1799 ÉVANGÉLISATION DES HOTTENTOTS PAR DES MISSIONNAIRES HOLLANDAIS (VAN DER KEMP).	1798 Prise de Rome. 1799 Bonaparte 1er consul.	**1799 *Viêt-Nam*** Français prend Q

XIXe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST MADAGASCAR MASCAREIGNES	AFRIQUE AUSTRALE AFRIQUE CENTRE-AUSTRALE	MISSIONS	EUROPE	
1800 14 juin : Assassinat de Kléber.				1800 FONDATION A BERLIN DU PREMIER INSTITUT MISSIONNAIRE.	1800 Marengo.	1800 Fran 1800 Haid Tous dent
1801 31 août : Menou signe le traité d'évacuation.						1801 ming
1802. Égypte rendue à la Turquie.			02-1811 Voyage transcontinental des deux pombeiros.		1802 Traité d'Amiens.	
1803 Début du conflit Tripoli-U. S. A.		1803 Arrivée du général Decaen.	03 LES MISSIONNAIRES DE LA L. M. S. S'INSTALLENT AU CAP.			1803 les vi 1803 siane
	1804 Début de la guerre sainte d'Ousman dan Fodio.					
1805 Méhémet Ali pacha d'Égypte.		1805 Seyyid Saïd monte sur le trône d'Oman.			1805 Austerlitz. 1805 Trafalgar.	
	1806-1810 Mallam Dendo établit l'autorité peule au Noupé. 1806 LES MISSIONNAIRES DE LA C. M. S. ARRIVENT EN SIERRA LEONE.	1806 *Un cyclone ravage les plantations de café de l'île Bourbon.*	06 Les Anglais au Cap.			
1807 Méhémet Ali refoule les Anglais. 1807 Reprise des hostilités à la frontière Algérie-Tunisie.	1807 Fondation de la colonie de Sierra Leone.			1807 MARIE JAVOUHEY FONDE LA CONGRÉGATION DES SŒURS DE SAINT-JOSEPH.		1807 mille
	1809 Mohammed Bello sultan de Sokoto.	1809 Les Anglais prennent l'île Rodrigues.	09 Proclamation de la Grande Charte des Hottentots.			
	1810 Saboun, sultan du Ouadaï, fait reconnaître la piste de Koufra.	1810 Prise de l'île Bourbon par les Anglais. Avènement de Radama Ier.		1810 AMERICAN BOARD OF COMMISSIONERS FOR FOREIGN MISSIONS.	1810 Traité anti-esclavagiste anglo-portugais.	1810 espag
1811 Yousouf Karamanli conquiert le Fezzan.	1811 MISSIONNAIRES WESLEYENS EN SIERRA LEONE.	1811 Les Anglais s'emparent de l'île de France (rebaptisée île Maurice) et des Seychelles.				
1812 Méhémet Ali conquiert les villes saintes d'Arabie.						
				1813 PREMIÈRE SOCIÉTÉ MISSIONNAIRE WESLEYENNE. 1813 NAISSANCE DE DAVID LIVINGSTONE.		
1814 *Tunisie:* Début du règne de Mahmoud Bey. 1815 Mort de Tidjani à Fès. 1815 Fin du conflit Tripoli-U. S. A.	1814 Mac Carthy gouverneur de Sierra Leone.	1815 Restitution de Bourbon (La Réunion) à la France.	14 Cession à l'Angleterre de la Colonie du Cap. 15 Affaire de Slagtersnek (Colline de la Boucherie).	1815 RÉTABLISSEMENT DES MISSIONS ÉTRANGÈRES DE PARIS.	1815 Waterloo. Traité de Vienne.	1814 C. M.
			16 Échec de l'expédition Tuckey à l'embouchure du Congo.	1816 OBLATS DE MARIE IMMACULÉE (O. M. I.). 1816 MISSION DE BALE. 1817 RÉORGANISATION DE LA PROPAGANDE.		1816 genti
	1817 Les Anglais s'installent à Bathurst. 1817 Les Français reprennent possession du Sénégal. 1817 Ambassade de Bowdich à Koumassi. 1817-1823 Mallam Alimi établit l'autorité peule sur Ilorin. 1818 Avènement du roi Ghézo au Dahomey. Exploration de Mollien.	1818 *Introduction du clou de girofle à Zanzibar.*	18 Tchaka succède à Dingiswayo. 18-1819 5e guerre cafre. 19 *Le gouverneur Tovar de Albuquerque lance une politique de développement économique en Angola.*			
	1819 Traité avec le brak du Oualo (Sénégal).			1819 MISSION RHÉNANE.		1819 lomb
1820-1824 Conquête du Soudan par l'Égypte.		1820 PREMIÈRE ÉCOLE MISSIONNAIRE A TANANARIVE.	20 : 3 000 colons britanniques arrivent à Port-Elisabeth.			
1821 Traité de non-agression entre l'Algérie et la Tunisie. 1822 CAILLAUD DÉCOUVRE LES RUINES DE MEROE.	1822 Les premiers Américano-Libériens débarquent à Monrovia.	1821 Soumission du dernier roi de Sennar. 1822 Traité Moresby signé entre Seyyid Saïd et Sir Robert Farquhar.		1822 PAULINE JARICOT FONDE L'ŒUVRE DE LA PROPAGATION DE LA FOI. SOCIÉTÉ DES MISSIONS ÉVANGÉLIQUES A PARIS.	1822 Soulèvement de la Crète.	1821 que, 1822
1823 Méhémet Ali s'empare de la Crète.	1823-1825 Exploration de Denham, Oudney, Clapperton.				1823 *L'acide stéarique est extrait de l'huile de palme* (*Chevreul*).	

XIXe Afrique septentrionale	Bande sahélo-soudanaise et bande guinéenne	Afrique de l'Est Madagascar Mascareignes	Afrique centre-australe Afrique australe	Missions	Europe	[cut off]
1824-1825 Révolte en Petite Kabylie.	**1824 Fondation de Khartoum.**	**1824-26** Le Commandant Owen hisse l'Union Jack à Mombasa.	1824 MISSION RHÉNANE CHEZ LES HOTTENTOTS AU NORD-OUEST DU CAP.	1824 SOCIÉTÉ DES MISSIONS A BERLIN.		
				1825 BAPTÊME DE SAMUEL CROWTHER.	1825-1827. L'armée de Méhémet Ali réprime l'insurrection grecque.	
	1826 Les Peuls du Macina prennent Tombouctou. 1826 Arrêt des hostilités entre Sokoto et le Bornou. 1827 MISSION DE BALE EN GOLD COAST 1828 René Caillé à Tombouctou.	1828 Avènement de Ranavalona Ire.	1827 Départ de Moselekatsé 1828 Assassinat de Tchaka par son demi-frère Dingaan.			
1830 8 août : Traité franco-tunisien. Prise d'Alger.	1830 Arrivée de Mac Lean en Gold Coast. 1830 Les frères Lander établissent le tracé du cours du Niger.				1829 *La quinine est préparée par Pelletier et Caventou.* 1830 Monarchie de Juillet. Indépendance de la Belgique.	
1831 Fezzan rompt avec Tripoli.			1831 Expédition de Monteiro et Gamitto au Kazembé. 1831 Dingaan attaque les Basouto de Moshesh.			1831 R… La Jam…
1832 *Tripoli :* Fin du règne de Yousouf.		1832 Capitale d'Oman transférée de Mascate à Zanzibar.				
1834 Convention Desmichels.			1834 MISSION DE BERLIN CHEZ LES KORANA ET AU GRIQUALAND OCCIDENTAL. 1834 Premier départ du Grand Trek (Piet Retief). 1834 (1er déc.) **Émancipation officielle de 35 000 esclaves.** **1834-1835 6e guerre cafre.**		1834 L'esclavage est aboli dans les colonies anglaises.	
1835 Les Turcs s'emparent de Tripoli.	1835 Mort d'El Kanemi (Bornou). 1835 CHAPELLE CATHOLIQUE A AGOUÉ (DAHOMEY).	1835-1836 Combes et Tamisier explorent la région d'Ankober.				
				1836 MISSION DE L'ALLEMAGNE DU NORD (BRÊME).	1836 Lisbonne : Sa de Bandeira déclare illégale l'exportation d'esclaves. 1837 Avènement de la reine Victoria.	
1837 Traité de la Tafna.	1837 *La maison Régis installe un agent à Ouidah.*					1837 R… français.
1838 FONDATION A DJERABOUB DE LA ZAOUIA MÈRE DE LA SENOUSSIYA.	1838-1839. Voyage de Bouet sur la Malouine.	1838 Voyage de Méhémet Ali au Soudan.	1838 (janv.) Assassinat de Piet Retief. 1838 Bataille de Blood River (16 déc.).	1838 ÉVÊCHÉ D'ALGER.		1838 Le… Aden.
				1839 FONDATION DE L'ŒUVRE DES NOIRS.		1839 A…
1840 Victoire turque au Fezzan.		1840 Beke explore le Godjam. Seyyid Saïd s'installe à Zanzibar.	1840 Assassinat de Dingaan par son demi-frère Mpandé. Arrivée de Sebitouané au Barotseland (Zambie).			1840 Ac… nadien. 1840-184…
	1841 INSTALLATION AU SÉNÉGAL DES FRÈRES DE PLOERMEL. Installation d'Adama à Yola. 1842 Le pasteur Townsend visite Abéokouta.	1841 Les Français à Nossi Bé.				1841 *Co…* Turquie,
			1842 Deuxième Trek. Fondation de la République d'Orange.	1842 VICARIAT DES DEUX GUINÉES.		1842 Fr…
		1843 Protectorat français à Mayotte.	1843 Les Anglais annexent le Natal.	1843 VICARIAT DE TUNIS. 1843 ŒUVRE DE LA SAINTE-ENFANCE. 1844 PRÉFECTURE APOSTOLIQUE DE MADAGASCAR. 1844 PÈRES DU SAINT-ESPRIT AU GABON.		
1844 Bataille de l'Isly.	1844 Explorations de Raffenel. (6 mars) Signature du Bond (Gold Coast).	1844 MISSIONNAIRES KRAPF ET REBMANN A MOMBASA. 1844 *Arrivée du premier Arabe dans la capitale du Bouganda.*				
	1845 PÈRES DU SAINT-ESPRIT AU SÉNÉGAL. 1846 MISSION ANGLICANE A ABÉOKOUTA.	1845 JÉSUITES A MADAGASCAR. 1846 PÈRE DE JACOBIS A LA TÊTE DU VICARIAT D'ABYSSINIE.	1846 Début des explorations de Livingstone (bassin du Zambèse).	1846 DÉBUT DU PONTIFICAT DE PIE IX. VICARIAT DE L'AFRIQUE CENTRALE ET DES GALLA. 1847 VICARIAT D'ABYSSINIE.		
1847 Reddition d'Abd el Kader.	1847 MISSION DE BRÊME EN GOLD COAST. 1847 Proclamation de la république du Liberia.	1847 1848 Exploration de Krapf et Rebmann vers le Kilimandjaro.				

XIXe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST MADAGASCAR MASCAREIGNES	AFRIQUE CENTRE-AUSTRALE AFRIQUE AUSTRALE	MISSIONS	EUROPE	RE
1849-1850 Décès de Méhémet Ali. Début du règne d'Abbas. Soumission des Aurès.	1848 L'ABBÉ BOILAT NOMMÉ INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT AU SÉNÉGAL.		1848 *Importation de la canne à sucre au Natal.* 1848 Voyage de Ladislas Magyar. 1849 Livingstone au lac Ngami.	1848 FUSION DES CONGRÉGATIONS DU SAINT-ESPRIT ET DU SAINT-CŒUR DE MARIE.	1848 Révolution de Février. 1848 Le décret Schœlcher abolit l'esclavage dans les colonies françaises. 1849 *Fin de l'Acte de Navigation.*	1848 Au Écosse, N 1848 De Punjab.
	1850 Les Anglais achètent les forts danois de Gold Coast. 1850 Abéché remplace l'ancienne capitale d'Ouara (Ouadaï). 1850 El Hadj Omar quitte Dinguiraye vers 1850. Apogée de l'empire peul de Sokoto. 1850-1854 Explorations de Barth.		1850 MISSIONNAIRES OBLATS AU NATAL.	1850 SOCIÉTÉ DES MISSIONS ÉTRANGÈRES DE MILAN.		
1851 Déportation de Républicains en Algérie.						1851 Au Prince E 1851 *Pro* *aurifères*
	1852 *Établissement de la navigation à vapeur vers la côte Ouest-Africaine.*		1852 Convention de Bloemfontein Proclamation de l'État libre d'Orange.		1852 *Décoloration de l'huile de palme par Rougier.* 1852 Napoléon III empereur.	1852 Les 1853 Ins Nouvelle-
1854 Début du règne de Mohammed Saïd. 1854-1856 *Début de la société universelle du Canal.*	1854. Faidherbe, gouverneur du Sénégal.			1854 POLYGLOTTA AFRICANA DE KOELLE.	1854 Création du Colonial Office. 1854-1856 Guerre de Crimée.	1854 Ou commerc
1855 INSTALLATION DE Md-ES-SENOUSSI A DJERABOUB.	1855 Annexion du Oualo.	1855 Avènement de Theodoros d'Éthiopie. 1856 Mort de Seyyid Saïd. 1856-1857 *Les Arabes pénètrent l'Ouroua (Nord Katanga).*		1856 MISSIONS AFRICAINES DE LYON.		
1857 Pacte fondamental de Mohammed Bey (Tunisie). 1857 Occupation des Kabylies.	1857 Fondation de Dakar. El Hadj Omar stoppé devant Médine. 1857 Voyage de Baikie.	1857. Ranavalona expulse les Euro de Madagascar.	1857 *Grande famine chez les Xhosa.* 1857 ARRIVÉE DES MISSIONNAIRES DE HERMANNSBURG.			1857 Rév 1857 *Exp* *d'Austral*
	1858 Mort de Ghézo (Dahomey).	1858 Burton et Speke au Tang	1858 L'Orange déclare la guerre à Moschech (Basutoland).	1858 VICARIAT DE SIERRA LEONE. 1858 UNIVERSITIES MISSIONS TO CENTRAL AFRICA (U. M. C. A.)	1858 *Suppression de la Compagnie des Indes.*	1858 Gue 1858 Bo par Riga 1858 Tra Chine,
1859 *Tunisie :* Début du règne de Mohammed Sadok. Offensive espagnole contre Tetouan.	1859 PUBLICATION DU PREMIER JOURNAL YOROUBA : IWE IROHIN.	1859 *Majid sultan de Zanzibar traité de commerce avec les villes tiques.* 1859 Cession d'Obock à la France	1859 POSTE MISSIONNAIRE A ANTI (MATABELELAND). 1859 MISSION DE BERLIN AU BASOUTOLAND.			
1860 Voyage de Napoléon III en Algérie.		1860 PÈRES DU SAINT-ESPRIT À MOYO. 1860 Speke et Grant découvrent sources du Nil.		1860 VICARIAT DU DAHOMEY ET DU BÉNIN. 1860 PRÉFECTURE DE ZANZIBAR.	1860 Campagnes de Garibaldi. La France acquiert la Savoie et Nice.	1860 Séc du Sud.
1861 Constitution monarchique de Sadok Bey (Tunisie).	1861 Reconnaissance du Liberia par les U. S. A. 1861 Occupation de Lagos par les Britanniques. 1862 El Hadj Omar conquiert Segou.	1862 Rencontre Speke-Baker à Gondokoro (Soudan).		1862 CONGRÉGATION DU CŒUR IMMACULÉE DE MARIE (SCHEUT)	1861 *Fin du Pacte Colonial.*	1861-186 sion.
1863 Début du règne d'Ismaïl. Début du « Royaume arabe ». 1864 *Tunisie :* révolte. Insurrection des Oulad Sidi Cheik.	1863 Protectorat français sur Porto Novo. 1864 Mort d'El Hadj Omar. 1864 CONSÉCRATION DE L'ÉVÊQUE ANGLICAN SAMUEL CROWTHER.	1863 Mort de Radama II (Madagascar). 1864 Baker découvre le lac Albert.	1864 Guerre des Herero contre les Hottentots Nama.			1863 Ins Cochinch çais sur 1864 Ma Mexique. 1864 Ach
1866 ALGER DEVIENT ARCHEVÊCHÉ. Tunisie : *Commission financière internationale.*	1865 Le Select Comittee of West Africa recommande la réduction des crédits. 1866 Pinet-Laprade fait construire le fortin de Boké (Guinée).	1865 Assassinat de Von der D L'Égypte achète Massaouah.	1865 Les hommes Kololo sont exterminés par les Lozi (Zambie). 1866 Départ de Livingstone pour son dernier voyage. 1866 Annexion de la Cafrerie à la Colonie du Cap.	1866 PÈRES DE MILL HILL.	1866 Sadowa.	
	1867 Échange des forts anglo-hollandais de Gold Coast. 1867 Confédération Fanti. Première réunion.	1867 MISSION NORVÉGIENNE AU BE (MADAGASCAR). 1867 Expédition de Sir Robert Na en Éthiopie.	1867 *Karl Mauch découvre l'or du Tati au Matabeleland.*	1867 MISSIONS AFRICAINES DE VÉRONE.		1867 Ma 1867 Co Canada. 1867 Pri Juarez.

XIXe AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST MADAGASCAR MASCAREIGNE	AFRIQUE CENTRE-AUSTRALE AFRIQUE AUSTRALE	MISSIONS	EUROPE	RE
		1868 Mort du négus Theodoros à [Magd]ala. **1868 Code des 101 articles à Ma[dagas]car.**	[18]68 *Découverte de diamants à [K]imberley.* [18]68 Protectorat anglais sur [le] Basoutoland. [18]68 Mort de Moselekatsé [(M]atabeleland). [18]69 M'Siri roi du Garen[gan]zé (Katanga).	1868 MISSIONS D'AFRIQUE. PÈRES BLANCS DE MGR LAVIGERIE.	1868-1874 Ministère Gladstone.	1868 Gra[...] U. S. A.
1869 *Inauguration du Canal de Suez.* *Tunisie : Commission financière internationale.*	1869-1873 Baker gouverneur de la province d'Equatoria.	1869 L'Italie achète des terrains [de] la baie d'Assab. 1869 CONVERSION AU PROTESTAN[TISME] DE LA REINE DE MADAGASCAR.				1869 *Ach[...]* *fer transc[...]* Insurrect[...] nord-oues[...]
1870 Décret Crémieux naturalisant français les Juifs algériens.		1870 Exploration de Schweinfurth [...] l'Ouellé supérieur (Soudan-Congo Léopoldville).			1870 Sedan. Déchéance de l'Empire.	
1871 Insurrection du Moqrani (Algérie).	1871 Achat des comptoirs hollandais. 1871-1872 Confédération Fanti (2e réunion).	1871 Mirambo détruit Tabora.	[18]71 Rencontre Stanley-Li[v]ingstone, à Oudjiji. [18]71 *Lobenguela accorde une [c]oncession minière à Th. [...]ines.* [18]71 Annexion du district de [K]imberley à la Colonie du Cap.		1871 Armistice avec la Prusse.	1871 Abo[...] au Japon
		1872 Couronnement de Johannes [...] d'Éthiopie.		1872 PIEUSES MÈRES DE LA NIGRITIE, ITALIE.		
1873 *Loi foncière Warnier.*		1873 Gordon gouverneur d'Equato[ria].	[18]73 Exploration de Cameron. [M]ort de Livingstone. [18]74-1877 Stanley découvre le [Co]ngo. [18]74 Autonomie de la Colonie [du] Cap. [18]74-1876 Premier voyage de [Bra]zza.		1873 Importance de la crise économique. 1874-1880 Ministère Disraëli. 1874 Difficultés économiques anglaises. Invasion du blé américain.	1873 Pris[...] Garnier). 1874 Trai[...] 1874 Inte[...] Honolulu.
1874 Les Égyptiens au Darfour.	1874 (4 fév.) Sir Garnet Wolseley entre à Koumassi.	1874 Défaite égyptienne à Gundé[t] [...] d'Adoua.				
		1875 Visite de Saïd Bargash à la [reine] Victoria.		1875 SOCIÉTÉ DU VERBE DIVIN.		
1876 *Contrôle financier franco-anglais sur l'Égypte.*	1876 Brière de l'Ile gouverneur du Sénégal. 1876 Suffrage universel pour les 4 communes du Sénégal.	1876 Gordon gouverneur du Sou[dan]. L'Angleterre occupe Sokotora.	[18]76 MISSIONS ÉCOSSAISES A [BL]ANTYRE (NYASALAND).	1876 SŒURS DE N.-D. DES APOTRES AU DAHOMEY.	1876 CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE GÉOGRAPHIE DE BRUXELLES FONDE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE AFRICAINE. 1876 Victoria impératrice des Indes.	
	1878 Accord avec Glélé sur Cotonou.	1877 Mission Crespel-Cambier ve[rs le] Tanganyika. MISSIONNAIRES PROTESTANTS AU [OU]GANDA. 1878 MISSIONNAIRES CATHOLIQUES [AU OU]BOUGANDA.	[18]77 (17 oct) Stanley arrive à [Bo]ma après un voyage de [...] jours depuis Zanzibar. [18]77 Annexion du Transvaal. [18]78-1879 Voyage de Serpa [Pin]to, Capello, Ivens. [18]78 *Compagnie Commerciale [des] Lacs africains* (Nyasaland).		1878 Conférence de Berlin sur Chypre. 1878 *Comité d'Études du Haut Congo.*	1878 Guer[...]
1879 (25-4) Destitution du khédive Ismaïl.	1879 Zweifel et Moustier explorent les sources du Niger. 1879 *George Goldie fonde la U. A. C.* 1879 Gordon évacue les forts de l'Ouganda. 1879 INTRODUCTION DU CACAO EN GOLD COAST.		[18]79 (22-1) Les Zoulou battent [les] Anglais à Isandlwana. [18]79 Défaite de Tchettiwayo [(ju]illet).	1879 MISSIONS AFRICAINES DE LYON EN GOLD COAST ET COTE-D'IVOIRE.	1879 BROCHURE DE FABRI « L'ALLEMAGNE A BESOIN DE COLONIES ».	
1880 *Début de l'extension de la vigne en Algérie.*	1880-84 *Lutte commerciale franco-anglaise sur le bas-Niger UAC* et *CFAO.*	1880 (30/11) La DAG cède la pla[ce au] gouvernement allemand en Af[rique] Orientale.	[188]0 (1-4) *Fondation de la [De] Beers Mining Company.* [188]0 (10-9) Traité Brazza-[Ma]koko. [188]0 (9-11) Rencontre Brazza-[Sta]nley.		1880-85 Ministère Gladstone.	
1881-84 Révolte de Bou-Amara dans le Sud Oranais. 1881 Arabi Pacha demande la révocation du ministre de la guerre. 1881 (18/2) Massacre de la mission Flatters au Hoggar. 1881 (12/5) Traité du Bardo. 1881 (août) Mohammed Ahmed est proclamé Mahdi. 1881 (9/9) Insurrection d'Arabi Pacha. 1881 (26/10) Les Français prennent Kairouan.	1881 Prise de Kita. Première rencontre des Français avec Samory. 1881 Protectorat sur le Fouta Djalon.		[188]1 (27-2) Défaite anglaise à [Ma]juba Hill. [188]1 (27-7) Stanley arrive au [Sta]nley Pool.	1881 Mgr AUGOUARD AU CONGO.	1881 Alexandre III Tsar. 1881 Facultés tchèques à Prague. 1881 (10-11) Démission de Jules Ferry. 1881 La Roumanie devient Royaume.	

XIX^e AFRIQUE SEPTENTRIONALE	BANDE SAHHÉLO-SOUDANAISE ET BANDE GUINÉENNE	AFRIQUE DE L'EST MADAGASCAR MASCAREIGNES	AFRIQUE CENTRE-AUSTRALE AFRIQUE AUSTRALE	MISSIONS	EUROPE	E
1882 (13/9) Arabi Pacha battu à Tell el Kebir. Les Anglais occupent l'Égypte. Algérie : annexion du Mzab.	1882 Reconnaissance des droits de la France sur la Guinée.	1882 Fondation de l'Érythrée.		1882 MISSIONNAIRES DE MARIAN HILL AU NATAL.	1882 Formation de la Triplice. 1882 (21-9) Stanley arrive à Lisbonne, décidé à construire un chemin de fer. 1882 (22 nov) Le Parlement français approuve le traité Brazza-Makoko du 10-9-80. 1882 (23-11) Stanley embarque à Cadix vers le Congo. Léopold II crée l'Association Internationale du Congo. 1882 Nov. Mort de Gambetta qui soutenait la CFAO établie dans l'actuelle Nigeria.	1882 T… vention…
1883 (8/6) Convention de la Marsa. 1883 (12/9) Sir Eveling Baring (futur lord Cromer) nommé Haut Commissaire anglais en Égypte. Restera jusqu'en 1907.	1883 (16/1) Le Madhi prend El Obeid. 1883 (1/2) Fort français à Bamako. Français en Côte d'Ivoire. 1883 (5/11) Désastre anglo-égyptien près de Khartoum (Hicks Pacha). 1883 (Déc.) Slatin Pacha fait sa soumission au Mahdi.	1883 Raid mahdiste sur Gondar. 1883 « Protectorat fantôme » à Madagascar.	1883 Paul Kruger président du Transvaal. 1883 Angra Pequeña acquis par Lüderitz.	1883 SŒURS OBLATES DE St FRANÇOIS DE SALES EN AFRIQUE DU SUD.		1883 P… l'Annan… kin.
	1884 (Avril) Lupton Pacha commandant le Bahr el Ghazal se convertit. Emin Pacha se replie au sud. 26 Mai. Les Mahdistes prennent Berber et coupent les communications de Berber avec l'Égypte. Juillet. Occupation allemande de Bajida et de la baie de Biafra. Oct. *Ruine de la CFAO au bénéfice de la Compagnie anglaise.*	1884 Karl Peters débarque à Zanzibar. 1884 Oct. Mort de Moutesa, kabaka du Bouganda.	1884 (26-2) Traité anglo-portugais donne au Portugal l'embouchure du Congo. (24-4) Télégramme de Bismarck annonçant que le S. W. africain est placé sous la protection du Reich. (7-8) Stanley décide à Ostende les frontières du futur État du Congo.	1884 OBLATS DE St FRANÇOIS DE SALES (FLEUVE ORANGE).	1884 Mars. Fondation de la Société de Colonisation allemande. Nov. Début de la Conférence de Berlin.	
1885 Protectorat espagnol sur le Rio de Oro.	1885 (26/1) Mort de Gordon à Khartoum. 1885 La National Company traite avec le sultan de Sokoto. 1885 (22/6) Mort du Mahdi. Adbullah lui succède. 1885 (24/12) Accord franco-allemand sur les frontières du Togo.	1885 Les Français s'installent à Obock. Fév. Les Italiens remplacent la garnison égyptienne de Massaouah. 1885 ASSASSINAT DE L'ÉVÊQUE ANGLAIS HANNINGTON, AU BOUGANDA.	1885 (2-12) Mort de Mirambo. (17-5) Convention sur les frontières du Congo français. Sept. Protectorat anglais sur le Betchouanaland. 1885 ARRIVÉE DE COILLARD AU BAROTSELAND.	1885 SŒURS BÉNÉDICTINES DE TUTZING A ZANZIBAR.	1885 Les Russes en Afghanistan. 1885 Chute du gouvernement Gladstone après le désastre de Khartoum. 12 fév. Peters fonde la Compagnie allemande d'Afrique Orientale. 24-2 Fin de la Conférence de Berlin. 30-3 Chute de Jules Ferry.	1885 R… 1885 *A… fer tran…* 1885 T…
	1886 Janv. Samory signe un traité de paix. *La Compagnie de Taubman reçoit une charte, devient la Royal Niger Company.* Révole des Sarakollé sous la conduite de Mamadou Lamine. 12 Mai. Accord franco-portugais sur la Guinée portugaise.	1886 Mai. MARTYRS DE L'OUGANDA. 1886 Compagnie britannique de l'Afrique Orientale. Oct. Accord anglo-allemand sur l'Afrique Orientale, ne parle pas de l'Ouganda. Le négus Johannes déclare la guerre aux Mahdistes.	1886 GARENGANZE EVANGELICAL MISSION. 1886 *Découverte de l'or du Witwatersrand.*	1886 LA MISSION DE PARIS REMPLACE LES PRESBYTÉRIENS AMÉRICAINS AU GABON. 1886 MARTYRS DE L'OUGANDA.		1886 *J…* obligato… 1886 P… néral e… Annexi… l'Inde.
	1887 Protectorat britannique sur les territoires administrés par la R. N. C. Mort de Mamadou Lamine. 25 mars. Traité Galliéni-Samory. 1887-90 Voyage de Binger de Bamako à Grand Bassam par Kong.	1887 (20/1) Colonne italienne massacrée à Dogali. Protectorat anglais sur la Somalie.	1887 Fondation de Johannesbourg. 1887 Expéditions au secours d'Emin Pacha : Stanley et Peters. Tippou Tib entre au service de l'EIC. Lobenguela signe des concessions minières. *C. Rhodes fonde la Goldfields of South Africa Ltd.*	1887 LA MISSION DE BALE REMPLACE LES BAPTISTES ANGLAIS. 1887 BÉNÉDICTINES MISSIONNAIRES DE SANKT OTTILIEN A ZANZIBAR.		1887 F… indochi… August… bang.
	1888 FoutaDjalon sous protectorat français. 1888 Samory assiège vainement Sikasso. 1888 Yorubaland (sauf Ilorin) protectorat britannique.	1888 Révolte de Boujiri.	1888 Stanley au lac Albert (Janv.). Oct. Lobenguela accepte le protectorat britannique. *C. Rhodes fonde la De Beers Consolidated Mines.* Déc. Gabon et Moyen Congo deviennent le Congo français, Brazza gouverneur général.	1888 SŒURS MISSIONNAIRES DU PRÉCIEUX SANG. 1888 SOCIÉTÉ AFRICAINE DES CATHOLIQUES ALLEMANDS. 1888 Mgr LAVIGERIE CHARGÉ PAR LÉON XIII DE LA CAMPAGNE ANTI-ESCLAVAGISTE.	1888 Guillaume II empereur.	1888 L… vage au…
1889 (26/6) Loi naturalisant français les fils d'étrangers nés en Algérie.	1889 Mort de Glélé, roi du Dahomey.	1889 10 mars. Johannes IV tué à bataille de Metemma. 2 mai. Traité d'Ucciali entre Ménélik et l'Italie.	1889 Traités Johnston au Nyassaland, Jameson au Machonaland. Fondation de Salisbury. 29 oct. *British South Africa y reçoit la Charte royale.*	1889 ŒUVRE DE SAINT PIERRE APOTRE.	1889 (18-11) Réunion de la Conférence de Bruxelles.	1889 R…

XIXe Afrique septentrionale	Bande sahélo-soudanaise et bande guinéenne	Afrique de l'Est Madagascar Mascareignes	Afrique centre-australe Afrique australe	Missions	Europe	Rest
	1890 6 avril. Prise de Ségou par Archinard. 1890 3 nov. Béhanzin reconnait le protectorat français sur Porto Novo.	1890 11 janv. Décret établissant la colonie de l'Érythrée. 24 fév. Accord de Mwanga avec la DAG (Peters). Avril. Mwanga refuse l'accord avec la BEAO (Jackson). 15 juillet. Accord d'Heligoland. L'Éthiopie proclamée Protectorat italien. Lugard agent de la BEAO.	1890 (12-1). Ultimatum de lord Salisbury à Serpa Pinto. 1890 Rhodes premier ministre de la Colonie du Cap. 1890 Sept. Conflit anglo-portugais à Massikesai. (12-9). La colonne des pionniers hisse l'Union Jack à Salisbury. Cecil Rhodes Premier Ministre du Cap.	1890 ARRIVÉE DES PALLOTINS ALLEMANDS EN AFRIQUE DU SUD.	1890 Retraite de Bismarck. 1er juillet. Accord d'Heligoland sur l'Est Africain. 2 juillet. Fin de la Conférence de Bruxelles. 5 août. Accord franco-anglais concernant la Nigeria et Madagascar. 20 août. Traité anglo-portugais reconnait à l'Angleterre le Nyassaland et le Mashonaland. FONDATION DU COMITÉ DE L'AFRIQUE FRANÇAISE.	
	1891 MORT DE L'ÉVÊQUE CROWTHER.		1891 (14-5) Accord anglo-portugais sur le Nyassaland. La Compagnie africaine des Lacs devient une section de la BSAO de Cecil Rhodes. (20-12) M'Siri tué par Bodson.	1891 MISSION DE BERLIN CHEZ LES MAKONDÉ DE L'AFRIQUE ORIENTALE.		
	1892 Rabah défait le sultan Gaourang du Baguirmi. 18 nov. Prise d'Abomey. 1893 Rabah conquiert le Bornou. 1893 Création de la colonie du Soudan. Ahmadou se réfugie à Sokoto. 1893 Garnisons françaises à Grand Bassam et Assinie.	1892 (24/1) Au Bouganda victoire du parti protestant sur les catholiques. 1893 (29/5) Mwanga signe le traité de protectorat britannique. 1893 L'Italie envoie deux millions de cartouches à Ménélik.	1893 Révolte des Matabelé. 1893-96 Révolte des Zoulou du Gazaland (Mozambique).	1892 PÈRES DU VERBE DIVIN AU TOGO, JÉSUITES DANS L'EIC. 1893 ROME SUPPRIME L'INTERDICTION DE TRADUIRE LA BIBLE DANS UNE LANGUE VIVANTE.	1892 *Scandale de Panama.* Alliance franco-russe. 1893 Émeutes à Prague.	1893 Traité 1893 Prote îles Hawaï.
1894 *Maroc* : Mort de Moulay Hassan. 1894-1900 Régence de Ba Ahmed.	1894 (26/1) Reddition de Behanzin. *Ménélik accorde aux Français la concession du chemin de fer.*	1894 *Liquidation de la BEAC.* Protectorat britannique d'Afrique Orientale.	1894 Révolte des Hottentots de Hendrik Witboi dans le Sud-Ouest africain allemand. 1894 Mort de Lobenguela.		1894 Convention franco-allemande.	1894-95 Gu naise.
	1895 15 juin. Création du gouvernement général de l'AOF. Samory prend et détruit Kong.	1895 (30/9) Prise de Tananarive. 22/11 Révolte à Madagascar.	1895 Johnston soumet les Yao et les Arabes au Nyassaland. (3-2) Le Mashonaland et le Matabéléland deviennent la Rhodésie. (29-12) Raid Jameson au Transvaal.		1895 Nomination de Chamberlain au Colonial Office. 1895 Élection de Félix Faure. *Fondation de la CGT.* 1895 Soulèvement de la Macédoine contre la Turquie.	
	1896 Protectorat de Sierra Leone. 1896 (17-9) Les Anglais reprennent Dongola.	1896 (1 mars). Bataille d'Adoua. *Début du chemin de fer de Mombasa.* 6/8. Madagascar colonie française. 26/8. Bombardement de Zanzibar. 26 oct. Le traité d'Addis Abeba abolit le traité d'Ucciali.	1896 Insurrection des Matabélé et Mashona. 1896 Révolte des Makoua du Mozambique.	1896 PALLOTINS AU CAMEROUN.	1896 Accord austro-russe sur les Balkans.	1896 Condo japonais su 1896 Paul neur de l'I 1896 Débu de Wilfrid I
	1897 Défaite des Mahdistes par les soldats de l'EIC. Expédition punitive contre Benin-City.	1897 Ménélik conquiert Kaffa et Jinjero.	1897 Accord de la BSA avec Lewanika au Barotseland. 1897 Déc. Révolte des Ngoni contre les colons britanniques.			
	1898 Juillet. Marchand à Fachoda. 2/9. Bataille d'Ondurman. 19/9 Rencontre Marchand-Kitchener. 29/9 Capture de Samory. 1898-1900 Révolte des Temné en Sierra Leone. 1899 Condominium anglo-égyptien sur le Soudan.	1898 Lord Delamere découvre les Highlands du Kenya. 1899 (19/5) Marchand arrive à Djibouti.	1899 (12-10) Début de la guerre anglo-boer.		1898 Voyage de Guillaume II au Proche Orient. Mort de Gladstone. Assassinat de l'impératrice Élisabeth. 1899 (28-3) *Système des concessions introduit en Afrique Équatoriale française.*	1898 Guerre Acquisition de Porto R 1898 Procla pendance d
1900 *Maroc* : Avènement de Moulay Abd el Aziz. Prise d'In-Salah.	1900 (1/1). Lugard nommé Haut Commissaire en Nigéria. 22/4. Défaite de Rabah à Kousseri. Mort de Samory au Gabon.		1900 (6-5). Chute de Pretoria.		1900 Fondation du Labour Party, Fédération générale des Trade Unions.	1900 Révolt
1901 Soumission du Touat. 1901 Protocole franco-marocain. 1902 Constitution des territoires du Sud.	Affaire du « trône d'or » de Koumassi. 1901 Achanti proclamé colonie britannique.	1902 *Achèvement de la voie ferrée Mombasa-Lac Victoria.*			1901 Mort de Victoria. Édouard VII roi d'Angleterre.	

BIBLIOGRAPHIE

Bien que ce deuxième volume couvre seulement quatre siècles, la bibliographie beaucoup plus abondante nous a contraint à une difficile sélection à travers les nombreux ouvrages qui nous ont servi et ceux récemment parus que le lecteur, soucieux de s'informer plus complètement, pourra utilement consulter.

Beaucoup d'ouvrages traitant l'histoire de l'Afrique dans son ensemble ont déjà été cités dans le premier tome page 441. Nous y ajouterons :

R. OLIVER ET J. D. FAGE, *A short History of Africa*, Penguin books, 1962, 280 pages. — R. et M. CORNEVIN, *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours*, Petite Collection Payot, 1964, 423 pages. — HANS MUKAROVSKY, *Afrique d'hier et d'aujourd'hui*, Casterman 1964, 228 pages, trad. de *Afrika : Geschichte und Gegenwart*, Herder, Vienne 1961.

Les Revues.

Les périodiques qui font une place au passé de l'Afrique sont de plus en plus nombreux. Nous en avions indiqué plusieurs dans notre Histoire des peuples de l'Afrique noire (p. 49-50).

The Journal of African History (J.A.H.), qui parait depuis 1960 à Londres est le seul exclusivement consacré à l'Histoire de l'Afrique.

La revue française d'Histoire d'outre-mer qui a succédé à la revue d'Histoire des colonies françaises fait à Paris une très large place à l'Histoire de l'Afrique.

Parmi les autres nous citerons :

En Allemagne : Afrika (Münich), *Africa und Ubersee* (Hambourg), *Sociologus* (Berlin), *Tribus* (Stuttgart), *Zeitschrift für Ethnologie* (Hanovre), et depuis son transfert de Posieux (Fribourg, Suisse) la revue *Anthropos* lancée au début du siècle par le célèbre ethnologue viennois le R. P. Wihelm Schmidt.

Revues anglaises : *Africa*, organe de l'institut international africain de Londres, *African Abstracts*, *Africans Affairs*, *Corona*, *Man*, *Journal of the Royal anthropological Institute*, *Journal of the School of oriental and african studies*, *Oversea Quarterly*, *West Africa*, *The West African Review*.

En Espagne : *Africa* (Madrid) et *Cuadernos de Estudios africanos*.

Aux États-Unis : l'*African studies Bulletin* (New York), *Ethnohistory* à Bloomington (Indiana), le *Journal of Negro History* essentiellement consacré aux noirs américains mais comportant des articles sur la traite et l'esclavage.

En France : le *Bulletin de L'Afrique française* parut de 1890 à 1960 (avec l'interruption des années de la deuxième guerre mondiale). Le bulletin des troupes coloniales a été remplacé par *Tropiques* lui-même remplacé par *Soldat d'outre-mer* et par *Servir-devenir*, organe des anciens combattants d'expression française.

Parmi les revues paraissant actuellement, citons *Afrique contemporaine*, organe du CEDAOM, la seule à faire bimestriellement un bilan biblio-

graphique complet de tout ce qui parait dans le monde concernant l'Afrique sud-saharienne, *l'Afrique et l'Asie*, organe du C. H. E. A. M. (Centre de Hautes Études pour l'Afrique et l'Asie Modernes), le *Bulletin des séances de l'Académie des sciences d'Outre-mer, les Cahiers d'Études africaines, France-Eurafrique, journal de la Société des Africanistes, Latitudes*, organe de l'association des anciens élèves de l'I. H. E. O. M. (Institut des Hautes Études d'Outre-mer), *Présence Africaine* (organe de la Société Africaine de Culture).

En Province : les *Cahiers d'Outre-mer* de Bordeaux (revue de géographie qui fait une large place aux problèmes historiques) et la *Revue de psychologie des peuples* du Havre.

En Italie : les *Annali Lateranensi* du Vatican, *Africa* (Institut Italien pour l'Afrique de Rome), *Nigrizia* de Vérone.

Au Pays-Bas : *Mededelingen van Het Africa Instuut*, Rotterdam, *Maandblad van Het Afrika Institut*, La Haye, *Kronick van Africa*, Leiden 1961.

Au Portugal : *Estudios coloniais*, Revista do Cabinete de Estudos ultramarinos. *Boletim da Filmoteca ultra marina portuguesa, Studia* (Lisbonne), *Boletim da Sociedade de Geographia de Lisbonne.*

En Pologne : *Africana*, revue d'études africaines tout récemment créée.

En Suisse : *Genève-Afrique*, organe de l'institut africain de Genève.

En Afrique, à Dakar, le B. C. H. S. A. O. F. (*Bulletin du Comité historique et scientifique de l'A. O. F.*) créé en 1916 par le gouverneur Clozel, a été remplacé en 1940 par le *B. I. F. A. N.* (*Bulletin de l'Institut Français d'Afrique Noire*) et les *Notes Africaines.* Dans chacun des états de l'ancienne A. O. F. figurent les bulletins des ex-centrifan, que nous retrouverons dans la bibliographie par chapitre. A Brazzaville le *Bulletin de l'Institut d'Études Centrafricaines.*

PREMIÈRE PARTIE

En ce qui concerne l'*Histoire précoloniale de l'Afrique Noire*, nous renverrons pour l'essentiel aux bibliographies des livres de DIEDRICH WESTERMANN, *Geschichte Afrikas : Staatenbildungen südlich der Sahara*, Cologne 1952, R. MAUNY : *Tableau géographique de l'Ouest africain au moyen âge*, Dakar 1961, et à celle de notre *Histoire des peuples de l'Afrique Noire*, 1960. Par ailleurs dans les deux volumes de l'*Histoire de l'Afrique Noire* du professeur Endre Sik figurent en fin de chapitres de nombreuses références, de même que dans l'ouvrage de JEAN SURET-CANALE, *Afrique Noire occidentale et centrale* (2e édition revue et mise à jour, Paris 1961). Enfin le livre de DONALD WIEDNER, *A History of Africa south of the Sahara* (New York 1962) comporte une bibliographie en anglais et en afrikaans. La bibliographie la plus récente, arrêtée théoriquement en 1850, a été présentée sous la signature de Raymond Mauny au congrès international des Sciences Historiques de septembre 1965 à Vienne. Elle est malheureusement sous forme ronéotypée et comporte d'importantes lacunes malgré le nombre très considérable d'ouvrages énumérés.

CHAPITRE I

LE TOURNANT DU XVIe SIÈCLE

La plupart des ouvrages utilisés dans ce chapitre se retrouveront dans les provinces historiques ; aussi ne citerons-nous que ceux ayant valeur métho-

dologique : JOSEPH KI ZERBO, *Le monde africain noir*, Hatier 1963 (1), DANIEL MC CALL, *Africa in Time perspective*, Ghana University Press, Accra 1964, 175 pages. — J. VANSINA, *De la tradition orale : essai de méthode historique*, Tervuren 1961, *The Historian in tropical Africa* (Etudes présentées et discutées au 4e séminaire international africain de l'université de Dakar 1961), Institut International africain, O. U. P. 1964, 428 pages (1), *Historians in tropical Africa*, University College of Rhodesia and Nyasaland, Salisbury, 425 pages ronéo.

CHAPITRE II

L'AFRIQUE CENTRE ÉQUATORIALE

Pour cette région de la forêt où ne se dégagent vraiment que des traditions de migrations, nous renverrons à la bibliographie de notre H. P. A. N. p. 683 en donnant quelques indications supplémentaires.

Cameroun.

R. P. MVENG, *Histoire du Cameroun*, Présence africaine, 1962, 533 p. — E. ARDENER, *Coastal Bantu of the Cameroon*, 1956. — R. P. BOUCHAUD, *La côte du Cameroun*, I. R. C. A. M., Yaoundé, 1952. — I. DUGAST, *Inventaire ethnique du Sud Cameroun*, I. R. C. A. M., 1949, *Monographie de la tribu Ndiki*, 1955. — Y. NICOL, *La tribu des Bakoko*, 1929. — TESSMANN, *Die Pangwe*, Berlin 1913.

Revues : *Études camerounaises*, organe de l'I. R. C. A. M. (Institut de recherches du Cameroun) et la toute nouvelle revue *Abbia* éditée par le C. L. E. (Centre de Littérature évangélique).

Gabon.

ALEXANDRE et BINET, *Le groupe dit pahouin*, P. U. F., 1958, 152 p., bibliographie p. 137-148. — HUBERT DESCHAMPS, *Traditions orales et archives au Gabon*, Berger-Levrault, 1962, 172 p. — ABBÉ RAPONDA-WALKER, *Notes d'Histoire du Gabon*, mémoires de l'I. E. C. Brazzaville 1960, 158 p.

Guinée espagnole.

Revues : *La Guinea española.*

R. C. A.

LUCIEN DEMESSE, *A la recherche des premiers âges : les Babinga*, 1957. — FÉLIX EBOUÉ, *Les peuples de l'Oubangui-Chari*, Publication du comité de l'Afrique française, 1933. — GAUD, *Les Mandjia*, Bruxelles, 1911. — P. KALCK, *Réalités oubanguiennes*, 1959.

Congo-Léopoldville (zone de la forêt).

HUTEREAU, *Histoire des peuples de l'Uele et de l'Ubangui*, Bruxelles, 1921. — RP. de ROP, *Lianja : L'épopée des Mongo*, A. R. S. O. M., Bruxelles, 1964. *Revues* : *Aequatoria* (Coquilhatville).

CHAPITRE III

L'AFRIQUE CENTRE AUSTRALE

On trouvera une bibliographie récente et très complète concernant les parties occidentale et centrale de l'Afrique centre australe dans J. VANSINA, *Les anciens royaumes de la savane*, Léopoldville, 1965, p. 217-234

(1) Étant donné le nombre considérable de livres édités à Paris et à Londres nous avons supprimé cette mention dans les titres français et anglais. L'indication d'éditeur figure exclusivement pour les livres édités au cours des cinq dernières années.

Nous nous bornerons donc à rappeler ici les ouvrages directement utilisés pour la rédaction de ce chapitre sans répéter les références des articles tirés de revues spécialisées, notamment pour le Congo-Léopoldville *Zaïre*, éditée, à Louvain qui a cessé de paraître en 1961, *Les cahiers Ngongé*, publications ronéotées de l'IRES (Université Lovanium) qui ont également cessé de paraître, et les publications de l'Académie Royale des Sciences Coloniales (ARSC) devenue d'Outre-Mer (ARSOM), l'Institut Royal Colonial Belge (IRCB), le Musée Royal du Congo Belge (MRCB) devenu Musée Royal de l'Afrique Centrale (MRAC), le Centre d'Études des Problèmes Sociaux Indigènes (CEPSI) à Elisabethville. Le bulletin de la Société royale belge d'Anthropologie et de Préhistoire remplaçant le Bulletin de Recherches congolaises. Parmi les revues de langue anglaise, il faut signaler pour la Zambie, *The Rhodes-Livingstone Journal* à Lusaka, et pour la Rhodésie, *NADA* (*The Southern Rhodesian Natives Affairs Department Annual*), *Proceedings and Transactions of the Rhodesia Scientific association*, Publications de *The Central Africa Historical Association* (*CAHA*), toutes les trois à Salisbury.

Eric Axelson, *South East Africa* (*1488-1530*), 1940 ; *Portuguese in South East Africa* (*1600-1700*), Johannesburg, 1960. — Willy Bal, *Le royaume du Congo aux XVe et XVIe siècles, Documents d'Histoire*, Léopoldville 1963 ; *Description du royaume de Congo et des contrées environnantes par Filippo Pigafetta et Duarte Lopez* (*1591*), Léopoldville, 1963, 2e éd. 1964. — G. Balandier, *Afrique ambiguë*, 1957 ; *La vie quotidienne au royaume du Kongo du XVIe au XVIIIe siècle*, Hachette, 1965, 286 p. — João de Barros, *Première Décade*, Lisbonne 1552, trad. fse manuscrit no 9047 de la Bibliothèque nationale publié dans Randles W. G. L., 1959. — M. L. Bastin, *Art décoratif tchokwé*, Lisbonne, 1961, 2 vol. — A. Battel, *The strange adventure of Andrew Battel of Leigh in Angola* (éd. E. C. Ravenstein), Londres 1901. — David Birmingham, *The portuguese conquest of Angola*, 1965. — François Bontinck, *La fondation de la mission des Capucins au royaume du Congo* (*1648*) par *Jean François de Rome OFM*, Louvain, 1964. — Ch. Boxer, *Salvador de Sâ and the struggle for Brasil and Angola*, 1952. — R. F. Burton, *The Lands of Cazembe, 1873.* — H. A. C. Cairns. *Prelude to imperialism : British Reactions to Central African Society 1840-90*, 1965. — Cameron (E) (1). — G. Caton Thompson, *The Zimbabwe Culture*, Oxford, 1931. — Childs G. M., *Umbundu Kinship and Character*, 1949. — R. Cornevin, *Histoire du Congo-Léo*, 1963. — R. Cornet, *Le Katanga avant les Belges*, Bruxelles, 1946. — I. Cunnison, *King Kazembe and the Marave*, Lisbonne, 1962. trad. anglaise de A. C. P. Gamitto, *O muata Cazemble*, Lisbonne, 1854. — J. Cuvelier, *L'ancien Royaume du Congo*, Bruxelles, 1941. — J. Cuvelier et L. Jadin, *L'ancien Congo d'après les archives romaines* (*1518-1640*), Bruxelles, 1954. — E. Dartevelle, *Les Nzimbou monnaie du royaume du Congo*, Bruxelles, 1953. — T. Delachaux, C. Thiébaud, *Pays et peuples d'Angola*, 1934. — J. Denis, *Les Yaka du Kwango*, Tervuren, 1964. — J. Duffy, *Portuguese Africa*, Cambridge, 1959 ; *Portugal in Africa*, 1962. — Ed. Foa, *Du Cap au lac Nyassa*, 1897. — A. Ihle, *Das alte Königreich Kongo*, Leipzig, 1929. — A. J. Hanna, *The Story of the Rhodesias and Nyasaland*, Londres, 2e éd. 1965. — Louis Jadin, *Le Congo et la secte des Antoniens*, Bruxelles et Rome 1961 ; *Aperçu de la situation du Congo en 1775*, Bruxelles et Rome 1963 ; *Le clergé séculier et les capucins du Congo*

(1) La lettre (E) indique que le titre est cité dans la bibliographie des récits d'explorateurs du chapitre XIV ou du chapitre XVI.

*et d'Angola aux XVI*e *et XVII*e *siècles*, Bruxelles et Rome 1964. — D. Livingstone (E). — Mac Culloch, *The Southern Lunda and related peoples*, Londres 1951 ; *The Ovimbundu of Angola*, 1952. — Ferdinand Ngoma, *L'initiation Bakongo et sa signification.* Thèse en Sorbonne, 1963, éd. CEPSI, 1965. — R. P. Henry Pineau, *Monseigneur Dupont, évêque, roi des brigands, premier vicaire apostolique du Nyassa*, rééd., Québec, 1960. — P. Pogge, *Im Reich des Muata Jamvo*, Berlin, 1880. — Abbé Proyart, *Histoire de Loango, Kakongo et autres royaumes d'Afrique*, 1776. — W. G. L. Randles, *L'image du Sud-Est africain dans la littérature européenne au XVI*e *siècle*, Lisbonne, 1959 ; *South East Africa and the Empire of Monomotapa as shown on selected printed maps of the 16th century*, Lisbonne, 1958. — Margaret Read, *The Ngoni of Nyasaland*, 1956. — R. P. Dieudonné Rinchon, *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens*, Bruxelles, 1929. — K. R. Robinson, *Khami Ruins*, Cambridge, 1959. — Serpa Pinto (E). — Marcel Soret, *Les Kongo nord-occidentaux*, P. U. F., 1959. — L. de Sousberghe, *Les Pende : aspects des structures sociales et politiques*, Université de Bujumbura, 1963. — R. Summers et A. Whitty, *Zimbabwe Excavations*, 1958. — R. Summers, *Inyanga Prehistoric Settlements in S. Rhodesia*, Cambridge, 1958. — G. H. Tanser, *A History of Nyasaland*, Le Cap, 1963. — E. Torday, *Les Bushongo*, Bruxelles, 1910. — J. K. Tuckey (E). — V. W. Turner, *The Lozi People of North-Western Rhodesia*, 1952. — J. Vansina, *Geschiedenis van de Kuba 1500-1904*, Tervuren, 1963 ; *Les anciens royaumes de la savane*, Léopoldville, 1965 ; *De la tradition orale : essai de méthode historique*, Tervuren, 1961 ; *Les tribus Ba-Kuba et les peuplades apparentées*, Tervuren, 1954. — J. Van Velsen, *The Shona and Ndebele of Southern Rhodesia*, 1955. — E. Verhulpen, *Baluba et Balubaïsés du Katanga*, Anvers, 1936. — C. von François, L. Wolf, *Im Innern Afrikas*, Leipzig, 1888. — W. H. Whiteley, *Bemba and related People of Northern Rhodesia*, 1951.

Chapitre IV

L'AFRIQUE AUSTRALE

Pour l'histoire des Européens, consulter la bibliographie de E. A. Walker, *A History of Southern Africa*, éd. 1962, p. 924-945 (la bibliographie a été arrêtée en 1955) et R. Musiker, *Guide to South African reference books*, 3e éd., 1963.

Pour l'histoire des Africains :

R. Cornevin, *Histoire des Peuples de l'Afrique Noire*, 1960, p. 684-85. — R. Mason, *Prehistory of the Transvaal*, Johannesburg, 1962, 498 p.

La rédaction de ce chapitre s'étant appuyée essentiellement sur des articles dont nous avons cité les références en bas de page, nous donnerons seulement quelques titres de livres.

T. Arbousset et P. Daumas (E). — J. Barrow, *Travels into the interior of Southern Africa*, 1806 ; *Nouveau voyage dans la partie méridionale de l'Afrique*, trad. française, 1806, 2 vol. — Bryant, *History of the Zulu and neighbouring tribes.* Le Cap, 1964. Reproduction d'articles publiés en 1911-1913 dans la revue des Pères de Marian Hill. — W. J. Burchell, *Travels into the Interior of Southern Africa*, réédition Glasgow, 1953, *The Cambridge History of the British Empire*, vol. 8, *South Africa*, 1963, 1087 p. — E. Casalis, 1822-24, *Les Bassouto*, 1859. — J. D. Clark, *The Prehistory of Southern Africa*, *Londres*, 1959. — H. Dehérain,

*Le Cap de Bonne Espérance au XVII*e *siècle*, 1909 ; *L'expansion des Boers au XIX*e *siècle*, 1905. — R. First, *South West Africa*, 1963. — Léo Fouché, *Mapungubwe : ancient Bantu Civilization on the Limpopo*, Cambridge, 1937. — R. Furneaux, *The Zulu war : Isandhlwana and Rorke's Drift*, 1963. 210 p. — G. H. Galpin, *La nation sud-africaine*, Monaco, 1954, 219 p. — G. A. Gardner, *Mapungubwe*, vol. II, *Pretoria*, 1963. — P. Giniewski, *Une autre Afrique du Sud*, 1962. — H. A. Junod, *Mœurs et coutumes des Bantou*, 1936. — Abbé de La Caille, *Remarques sur les mœurs des habitants du Cap de Bonne Espérance et sur celles des Hottentots*, 1763. — J. A. Lesourd, *La République d'Afrique du Sud*, 1963. — J. S. Marais, *Maynier and the first boer Republic*, Le Cap, 1962, 159 p. — L. Marquard, *The Story of South Africa*, 1955. — S. M. Molema, *The Bantu past and present*, 1920, rééd., Le Cap, 1963, 398 p. — Th. Mofolo, *Chaka*, traduit du sessouto par V. Ellenberger, 1939. — R. Moffat, *Missionary Labours and Scenes in South Africa*, 1842. — F. Le Vaillant, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique de 1780 à 1784*, 510 p. — W. B. Pemberton, *Battles of the Boer War*, 1964, 216 p. — N. C. Pollock et Swanzie Agnew, *An historical geography of South Africa*, 1963. — Elisée Reclus, *Géographie Universelle. L'Afrique australe*, 1901. — Eric Rosenthal, *Encyclopaedia of Southern Africa*, 1965, 628 p. — G. M. Theal, *Records of South Eastern Africa*, Capetown, 1898-1903, 9 vol — *History and Etnography of Africa South of the Zambezi before 1795*, Londres 1910. — Van Jaarsveld, *The Afrikaner's interpretation of South African, History*, Le Cap, 1964, 119 p. — D. L. Wiedner, *L'Afrique Noire avant la colonisation*, trad. française, 1962.

Revues. — *African Studies* (ex *Bantu Studies*), Johannesburg ; *The South African Archaeological Bulletin*, Johannesburg.

Chapitre V

MADAGASCAR ET LES COMORES

Nous donnerons ici seulement quelques titres non inclus dans la bibliographie de H. Deschamps, *Histoire de Madagascar*, Berger-Levrault, 1960. — Chapus et Dandouan, *Manuel d'histoire de Madagascar*, 1961. — O. Hatzfeld, *Madagascar*, Que Sais-je, 2e éd., 1960. — Jacques Rabemananjara, *Nationalisme et problèmes malgaches*, 1958. — A. Stratton, *The Great Red Island*, New York, 1964, 367 p. — Jean Valette, *Études sur le règne de Radama I*er, Tananarive, 1962, 84 p. ; *Sainte-Marie et la Côte Est de Madagascar en 1818*, 1962, 145 p. ; *Histoire du Boina de 1700 à 1840* in B. M. (Bulletin de Madagascar), oct. 1958. — *Introduction à l'inventaire des Archives royales Merina*, B. M., sept. 1959. — *Madagascar vers 1750 d'après un manuscrit inédit*, B. M., mars 1964 ; *L'Imerina en 1822-23 d'après les journaux de Bojer et d'Hilsenberg*, B. M., Av., mai 1965. Signalons également, bien qu'ils soient relatifs à la période antérieure à 1500, les articles publiés dans les *Annales malgaches* et la nouvelle revue *Civilisation malgache* sur les recherches archéologiques en cours de R. Battistini et P. Vérin.

Pour les Comores, voir Martineau, *Histoire des colonies françaises* (*Océan Indien*), 1931, tome VI ; Raymond Decary, *Les voyages du lieutenant de vaisseau Frappaz*, Tananarive, 1939, 226 p. — Clément Delhorbe, *Mayotte et les Comores* in *Revue de Madagascar*, 1899, p. 153-174. — Dr Fontoynont et Raomandahy, *La Grande Comore* in *Mémoires de l'Académie malgache*, Tananarive, 1937, 105 p. — Melle Sauvalle et Gorse, *Bibliographie du territoire des Comores*, BDPA, 1964, 74 p.

CHAPITRE VI

AFRIQUE DE L'EST

Bibliographies d'ensemble récentes : *Ancienne Afrique orientale anglaise* (*Kenya, Ouganda, Tanganyika, Zanzibar*), *History of East-Africa*, O. U. P., 1963, p. 456-480. Ouvrage collectif sous la direction de R. OLIVER et A. G. MATHEW.

Rwanda et *Burundi* : M. D'HERTEFELT, A. TROUBWORST, J. H. SHERER, *Les anciens royaumes de la zone interlacustre méridionale*, Tervuren, 1962, p. 99-111, p. 165-169 p. 247.

Éthiopie : RICHARD GREENFIELD, *Ethiopia : a new political history*, Pall Mall Press, 1965, 515 p. — E. ULLENDORF. *The Ethiopians*, Londres, 2e éd. OUP, 1965, 235 p. — J. DORESSE, *L'Empire du Prêtre Jean*, 1957. Le deuxième volume s'arrête à la mort de l'empereur Galaoudéos.

Somalie : J. M. LEWIS, *Peoples of the Horn of Africa*, 1955. — L. ZOHRER, *Somaliländer*, Bonn, 1959, 195 p.

Sennar : P. M. HOLT, *A modern History of the Sudan*, Londres, 1961, p. 219-227.

Livres utilisés pour la rédaction du chapitre :

A. ARNOUX, *Les Pères Blancs aux Sources du Nil*, 1948, 187 p. — N. R. BENNET, *Studies in East African History*, Boston, 1963. — R. F. BURTON (E), G. CASATI (E), C. CHAILLÉ-LONG (E) ; — S. COLE, *The Prehistory of East Africa*, 1954. — Chap. II, *The Stone Age* dans *History of East Africa*, 1963. — R. J. CORNET, *Le Katanga avant les Belges*, Bruxelles, 1946, 390 p. — A. COUPEZ et TH. KAMANZI, *Récits historiques Rwanda*, Bruxelles, 1962, 327 p. — R. COUPLAND, *East Africa and its Invaders to 1856*, Oxford, 1938, rééd. New York, 1965 ; *The Exploitation of East Africa 1856-1890*, 1939. — FALLERS, *The Kings Men* (*Ouganda*), 1964, 414 p. — G. S. P. FREEMAN-GRENVILLE, *The East African Coast : select documents from the first to the earlier nineteenth century*, OUP, 1962. — Chap. V, *The Coast 1498-1840*, in *History of East Africa*, p. 129-168 ; *The French at Kilwa Island*, OUP, 1965. — MGR GAUME, *Voyage à la Côte Orientale d'Afrique pendant l'année 1866*, 1872, 266 p. — G. W. B. HUNTINGFORD, *The Northern Nilo-Hamites*, 1953 ; *The Southern Nilo Hamites*, 1953 ; *The Galla of Ethiopia*, 1955. — INGHAM KENNETH, *A History of East Africa*, 1962, 450 p. — ÉMILE JONVEAUX, *Deux ans dans l'Afrique Orientale*, Tours, 1884, 204 p. — ABBÉ ALEXIS KAGAME, *L'histoire des armées bovines dans l'ancien Rwanda*, Bruxelles, 1961, 145 p. — E. C. LANNING, *Uganda's Past*, Nairobi, 1957. — G. LEBLOND, *Le Père Auguste Achte missionnaire au Nyanza septentrional*, 1912, 444 p. — J. J. MAQUET, *Le système des relations sociales dans le Rwanda ancien*, Tervuren, 1954, 222 p. — J. MIDDLETON and J. CAMPBELL, *Zanzibar, Its Society and its Politics*, OUP, 1965. — J. MIDDLETON, *The Kikuyu and Kamba of Kenya*, 1953, trad. Hélène Leconte, Payot, 1954, 158 p. — R. OLIVER, *The missionary factor in East Africa*, 1952, 2e éd. 1965. — Chap. VI de *History of East Africa : Discernible Developments in the interior*, 1500-1840, p. 169-211. — TH. PAPADOPOULLOS, *Poésie dynastique du Ruanda et épopée akritique*, Paris, Londres, 1963, 138 p. — J. PANKHURST, *Ethiopia : a cultural History*, 1959, 747 p. — K. PETERS, *Au secours d'Emin Pacha* (*1889-90*), trad. 1895, 356 p. — A. H. J. PRINS, *The Swahili-speaking people of Zanzibar and the East African Coast*, 1961 ; *The coastal tribes of the North-*

Eastern Bantu, 1952. — C. G. Seligman, *Races of Africa*, 1930, trad. *Les races de l'Afrique*, 1935. — J. S. Trimingham, *Islam in East Africa*, OUP, 1964. — M. Tew, *The peoples of the lake Nyasa Region*, 1950. — J. Thomson, *Through Masailand*, 1884, trad. *Au pays des Massaï*, 1886. — Touval Saadia, *Somali nationalism*, Harvard U. P., 1963. — A. Verbeken, *Msiri, roi du Garenganze*, Bruxelles, 1956, 255 p. — J. Vansina, *L'évolution du royaume Rwanda des origines à 1900*, Bruxelles, 1962.

Revues :

The Uganda Journal paraît depuis 1935 (U. J. Kampala). — *Journal of the East African Swahili Committee* (Dar es Salam). — *Tanganyika Notes and records* (T. N. R.) (Dar es Salam). — *Transactions of the Kenya History Society* (Nairobi). — *Journal of the African Society*. — *Annual Reports of British Institute of History and Archaeology in East Africa.*

Chapitre VII

LA BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE

Bibliographies d'ensemble récentes :

Mauritanie : Ch. Toupet. *Bibliographie de la Mauritanie*, BIFAN, 1959 et 1962. — *Sénégal :* Félix Brigaud. *Histoire traditionnelle du Sénégal*, Saint-Louis, 1962, p. 313-331. — *Gambie :* Harry A. Gailey, *A History of the Gambia*, 1964, p. 218-222. — *Guinée :* Bibliographie réalisée par Mamadou Traoré Ray Autra, directeur du Centre de recherches de Conakry (non encore parue à ce jour). — *Mali:* Paule Brasseur, *Bibliographie générale du Mali*, 1964, 461 p. — *Tchad :* A. MD. Lebeuf, *Les populations du Tchad*, 1959, p. 118-124. — *Cameroun :* R. P. E. Mveng, *Histoire du Cameroun*, 1962, 502-515. — *Soudan :* Holt P. M., *A modern History of the Sudan*, 2e éd., 1963.

Pour les états « à cheval » sur bande sahélo-soudanaise et bande guinéenne, voir la bibliographie du chapitre VIII.

Revues : Les revues des anciens Centrifan devenues organes des Centres de recherche : *Études Sénégalaises* (Saint-Louis), *Études Guinéennes* (devenues depuis l'indépendance Recherches Africaines), *Études Soudanaises* (Bamako), *Études Voltaïques* (Ouagadougou), *Études Nigériennes* (Niamey), *Études camerounaises et Abbia* (Yaoundé), *Sudan Notes and Records* (Khartoum), *Boletim cultural da Guiné portuguesa* (Bissao).

Ouvrages utilisés pour la rédaction du chapitre :

Arkell A. J., *A history of the Sudan to 1821*, 1955, 2e éd. 1961. — Amadou Hampaté Ba et Daget, *L'empire peul du Macina 1818-1853*, Bamako, 1955. — Babunni L. A., *The Sudan in anglo-egyptian relations (1800-1956)*, 1964, 466 p. — Gl. Baratier, *A travers l'Afrique*, 1912. — Barth (E.). — Binger (E.). — Boahen Adou. *Britain, the Sahara and the western Sudan 1788-1861*, Oxford, 1964. — Burns, Sir Alan, *History of Nigeria*, Londres, 1929, rééd. 1963, 363 p. — Théodore Canot, *Les aventures d'un négrier*, trad. M. Nougier, 1931. — Carbou, *La région du Tchad et du Ouadaï*, 1912. — Cl. Chapelle, *Nomades noirs du Sahara*, 1957. — Clapperton (E). — Robert Collins, *The southern Sudan (1883-1898)*, 1962, 212 p. — Capitaine Cornet, *Au Tchad*, 1911, 322 p. — R. Cornevin, *Histoire du Togo*, 1959, rééd., 1962 ; *Histoire du Dahomey*, 1962 ; *Histoire du Congo-Léo*, 1963. — Mgr Paul Dalmais, *Regards sur le passé du Tchad*, Fort Lamy, 1961. — Decorse et Gaudefroy-Demombynes, *Rabah et les Arabes du*

Chari, traduction de documents arabes, 1905. — M. Delafosse, *Haut Sénégal-Niger*, 1912, 3 vol. — Delafosse et Gaden, *Chroniques du Fouta sénégalais*, 1913. — Dim Delobsom, *L'empire du Mogho-Naba*, 1932. — G. Désiré-Vuillemin, *Histoire de la Mauritanie des origines au milieu du XVIIe siècle*, Nouakchott, 1964. — Desplagnes, *Le plateau central nigérien*, 1907. — F. Dubois, *Tombouctou la mystérieuse*, 1897. — G. Dujarric, *L'état mahdiste du Soudan*, 1901, 312 p. — V. Fernandes (1506-1507), *Description de l'Afrique*, publiée et annotée par Th. Monod, Teixeira da Mota, R. Mauny, Bissao, 1951. — J. C. Froehlich, *Les musulmans d'Afrique Noire*, 1962. — E. F. Gautier, *L'Afrique Noire occidentale*, 1935. — Richard Gray, *A History of the Southern Sudan (1839-1889)*, 1961. — A. Gouilly, *L'islam dans l'Afrique occidentale française*, 2e éd., 1964. — M. Guilhem et J. Hébert, *Précis d'histoire de la Haute-Volta*, 1961. — Boubou Hama et M. Guilhem, *Histoire du Niger*, 1965. — R. Hill, *Egypt in the Sudan, 1820-1881*, Londres, 1959. — S. J. Hogben, *Muhammadan emirates of Nigeria*, 1930. — Th. Hodgkin, *Nigerian perspectives*, Londres, Ibadan, 1960. — P. M. Holt, *A modern History of the Sudan*, 2e éd. 1963 ; *The Mahdist state in the Sudan 1881-98*, Oxford, 1958. — P. Hugot, *Le Tchad*, 1965, 160 p. — A. H. M. Kirk Greene, *Adamawa past and present*, 1958. — Léon l'Africain, *Description de l'Afrique tierce partie du monde*, trad. Épaulard, notes Th. Monod, H. Lhote, R. Mauny, 1956, 2 vol. — Labouret, *Les tribus du rameau Lobi*, 1931, 505 p. — *Nouvelles notes sur les tribus du rameau Lobi*, 1958. — Larhallé Naba, *Histoire et coutumes royales des Mossi de Ouagadougou*, 1964, 206 p. — A. Lebeuf, *Les populations du Tchad au nord du 10e parallèle*, 1959. — J. P. Lebeuf, *Archéologie tchadienne*, 1962. — Albert Le Rouvreur, *Sahariens et sahéliens du Tchad*, 1962, 467 p. — Lady Lugard, *A tropical dependency*, Londres, 1906, réimpr. 1964. — Marty, *L'islam au Sénégal*, 2 vol. 1917. — C. K. Meek, *The northern tribes of Nigeria*, Londres, 1925 ; *A sudanese Kingdom : Jukun, 1931.* — Merran Mac Culloch, *Peoples of Sierra Leone Protectorate*, Londres, 1950. — R. Mauny, *Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen Age*, IFAN, 1962. — Charles Monteil, *Djenné : une cité soudanaise*, 1932. — L. P. Monteil (E). — Vincent Monteil, *L'islam noir*, 1964. — Nachtigal (E). — D. T. Niane et J. Suret Canale, *Histoire de l'Afrique occidentale*, 1961. — H. R. Palmer, *Sudanese Memoirs*, Lagos, 1928, 3 vol. — J. Richard-Molard, *Afrique occidentale française*, 1949. — J. Rouch, *Contribution à l'histoire des Songhay*, Dakar, IFAN, 1952 .— Santandréa, *A tribal History of the western Bahr el Ghazal*, 1964, 345 p. — Skinner, *The Mossi of the Upper Volta*, Stanford, 1964, 236 p. — J. R. Schultze, *Der Ost Sudan*, Berlin, 1963. — Schweinfurth (E). — Slatin Pacha, *Feuer und Schwert in Sudan*, trad. *Fer et Feu au Soudan*, 2 vol. 1898. — F. Strumpel, *Die Geschichte Adamauas*, Hambourg, 1912. — *Tarikh es Soudan*, tr. Houdas, 1898-1900, rééd. 1964 ; *Tarikh el Fettach*, tr. Houdas et M. Delafosse, 1913-1914, rééd. 1964. — L. Tauxier, *Le Noir de Bondoukou*, 1921 ; *Histoire des Bambara*, Paris, 1942 ; *Mœurs et Histoire des Peuls*, Paris, 1937. — El Tounsi, *Voyage au Ouadaï*, tr. Dr Perron, 1851. — Thuriaux-Hennebert, *Les Zandé dans l'histoire du Bahr el Ghazal et de l'Equatoria*, Bruxelles, 1964, 318 p. — J. S. Trimingham, *Islam in the Sudan*, Oxford, 1949 ; *Islam in Ethiopia*, 1952 ; *Islam in West Africa*, 1959 ; *A History of Islam in West Africa*, 1962. — Y. Urvoy, *Histoire de l'empire du Bornou*, IFAN, 1940 ; *Histoire des populations du Soudan central*, 1936. — G. Vieillard, *Notes sur les Peuls du Fouta Djalon*, BIFAN, 1940. — A. Villard, *Histoire du Sénégal*, Dakar, 1943.

CHAPITRE VIII

BANDE GUINÉENNE

Bibliographies d'ensemble récentes :

Sierra Leone : C. H. FYFE, *History of Sierra Leone*, 1962. — *Liberia* : L. A. MARINELLI, *The New Liberia. A historical and political survey*, p. 242-244. — *Côte d'ivoire* : B. HOLAS, *La Côte-d'Ivoire*, 1965, p. 101-103. — *Ghana:* W. E. F. WARD, *A History of Ghana*, 5e éd. 1964 ; A. F. JOHNSON, *A bibliography of Ghana*, 1930-1961. — *Togo* : R. CORNEVIN, *Histoire du Togo*, 2e éd. 1962. — *Dahomey* : R. CORNEVIN, *Histoire du Dahomey*, 1962. — *Nigeria* : JOHN HARRIS, *Books about Nigeria*, Ibadan 3e éd. 1962 ; *The bibliographies of West Africa*, Ibadan, 1961.

Revues :

Sierra Leone Studies, Freetown ; *Transactions of the Historical Society of Ghana*, Accra ; *Ghana notes and queries* ; *Universitas* (Accra).

Études dahoméennes, Porto-Novo.

Journal of the Historical Society of Nigeria (JHSN), Ibadan. *Publications de l'Institute of African Studies* (IAS) à Legon et Ibadan. *Odu*, Ibadan.

Ouvrages utilisés pour la rédaction du chapitre :

EBIEGBERI JOE ALAGOA, *The small brave city-state* (Nembe-Brass), Ibadan et Madison, 1964. — J. ADAMS, *Remarks on the country extending from Cape Palmas to the river Congo during ten voyages between 1789 and 1800*, 1823. — J. F. ADE AJAYI et R. SMITH, *Yoruba warfare in the nineteenth century*, Cambridge et Ibadan, 1964. — A. BURDO, *Niger et Benoué, Voyage dans l'Afrique centrale*, 1880-1921. — DE BARROS JOAO, *Première décade: De Asia 1553*. — SIMONE BERBAIN, *Le comptoir français de Juda au* XVIIIe *siècle*, 1942. — S. O. BIOBAKU, *The Egba and their neighbours*, O.U.P., 1957. — W. BOSMAN, *Voyage de Guinée*, Utrecht, 1705, traduit du hollandais. — I. E. BOWDICH, *A mission from Cape Coast Castle to Ashantee*, 1819. — G. N. BROWN, *An active History of Ghana*, Londres, 1964, 144 p. — Sir A. BURNS, *History of the Nigeria*, 5e éd. 1963. — CASTRO E. ALMEIDA, *Les grands navigateurs et colons portugais du* XVe *et du* XVIe *siècle*, 1934. — M. CROWDER, *The Story of Nigeria*, 1962. — W. W. CLARIDGE, *The Gold Coast and Ashanti*, 1915, 2e éd. 1964, 2 vol. — M. CHAZAL, *Les Français aux Bouches du Niger avant la Révolution*, 1903, 60 p. — DELAFOSSE, *Vocabulaires comparatifs de plus de soixante langues ou dialectes parlés à la Côte d'Ivoire et dans les régions limitrophes*, 1904. — K. O. DIKE, *Trade and politics in the Niger Delta, 1830-1885*, Oxford 1956. — J. DUPUIS, *Journal of a Residence in Ashantee*, 1824. — J. U. EGHAREVBA, *A short History of Benin* 3e éd., Ibadan, 1960. — J. D. FAGE, *An introduction to the History of West Africa*, 3e éd. 1962. — D. FORDE, *The Yoruba-speaking people of South-Western Nigeria*, 1951. — MERRAN FRAENKEL, *Tribe and Class in Monrovia*, 1964. — FROBENIUS, trad. *Mythologie de l'Atlantide*, 1949. — R. S. FOSTER, *The Sierra Leone Church. An independant Anglican Church*, 1961. — E. F. GAUTIER, *L'Afrique Occidentale*, 1935. — J. GROS, *Voyages, aventures et captivité de J. Bonnat chez les Achanti*, 1884. — J. HERSKOVITS KOPYTOFF, *A preface to Modern Nigeria. The « Sierra Leonians » in Yoruba*, 1830-1890, Madison, 1965 (Importante bibliographie). — TH. HODGKIN, *Nigerian Perspectives*, 1960. — MARY KINGSLEY, *West African Studies*, 1899. — P. KUP,

The story of Sierra Leone, Londres, 1964. — S. Johnson, *History of the Yorubas from the earliest times to the beginning of the british Protectorate 1921* (écrit en 1897), éd. 1957. — H. Laroche, *La Nigeria*, P. U. F. 1962. — A. Lloyd, *The drums of Kumasi : the story of te Ashanti Wars*, Londres, 1964. — P. Mercier, *Civilisation du Bénin*, 1964. — E. Meyerowitz, *The Akan traditions of origin*, 1952 ; *The Akan of Ghana, their ancient beliefs*, 1958 ; *The divine Kingship in Ghana and Ancient Egypt*, 1960 ; *At the court of an african king*, 1962. — S. F. Nadel, *A black Byzantium*, 1946 ; *Otonti Nduka, Western Education and the Nigerian Cultural Background*, Ibadan, 1964. — Lucas J. Olumide, *The religion of the Yoruba in relation to the religion of Ancient Egypt*, Lagos, 1948. — M. Manoukian, *Akan and Ga-Adangme People of the Gold Coast*, 1950. — C. W. Newbury, *The Western Slave Coast and its rulers*, Oxford, 1961, 234 p. — Pereira, Duarte Pacheco, *Esmeraldo de Situ Orbis*, trad. R. Mauny avec notes, Bissao 1956. — J. S. Quesné, *Mémoires du capitaine Landolphe contenant l'histoire de ses voyages pendant trente-six ans aux côtes d'Afrique et aux deux Amériques*, 1823, 2 vol. — Ramseyer et Kühne, *Quatre ans chez les Achanti*, Neuchâtel, 1876. — N. R. Richardson, *Liberia's Past and Present*, 1959, 348 p. — Jane Rouch, *Ghana*, 1964. — P. Roussier, *L'établissement d'Issiny (1687-1702)*, 1935. — B. Schnapper, *La politique et le commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1871*, 1961. — J. Spieth, *Die Ewestämme*, Berlin, 1906. — P. A. Talbot, *The Peoples of Southern Nigeria*, 1926, 3 vol. — L. Tauxier, *Religion, mœurs et coutumes des Agni de la Côte d'Ivoire*, 1932. — P. Verger, *Bahia and the West Coast trade (1549-1851)*, 40 p, Ibadan, 1964. — J. B. Webster, *The African Churches among the Yoruba (1888-1922)*, Oxford, 1964. — J. Ziegler, *Sociologie de la nouvelle Afrique*, 1964.

CHAPITRE IX

LES EUROPÉENS EN AFRIQUE NOIRE ET A MADAGASCAR XVIe-XIXe SIÈCLES

Les études concernant cette période sont relativement peu nombreuses. Elles sont le plus souvent comprises dans des études d'ensemble sur les diverses colonisations. Aussi n'indiquerons-nous que les ouvrages concernant en totalité ou en majeure partie cette époque, sans répéter les titres cités pour l'histoire africaine (chap. III et VIII) ou pour l'histoire des missions (chap. XIII).

Colonisation portugaise :

Caetano Beirao, *Histoire du Portugal*, Lisbonne, 1960, 158 p. — C. R. Boxer, *Race Relations in the Portuguese Colonial Empire (1415-1825)*, 1963, 136 p. — Cadornega, *Historia Geral das Guerras Angolanas*, 3 vol. 1940. — E. A. da Silva Correa, *Historia de Angola 1792*, Lisbonne, 1937, 2 vol. — A. C. Germano da Silva Correia, *Histoire da Colonizaçao portuguese na India*, 6 vol., Lisbonne, 1943-58. — R. Delgado, *Historia de Angola*, 4 vol. Benguela et Lobito, 1948-55. — *Documentos sobre os portugueses em Moçambique e na Africa central*, 1497-1840 ; publiés avec une traduction anglaise en regard du texte portugais par National Archives of Rhodesia and Nyassaland et Centro de Estudos historicos ultramarinos. Vol. I (1497-1506) 834 p. Vol. II (1507-1510) 614 p. Lisbonne 1962 et 1963. 20 volumes sont prévus. — F. J. de Lacerda, *Diaro de Moçambique para os rios de Sena*,

1797-98 et *Diaro da vila de Tete para o interior da Africa*, 1798, Rio de Janeiro, 1944. — A. Lobato, *Evoluçao Administrativa e economica de Moçambique* , 1957 ; *A Expansao Portuguesa em Moçambique de 1498 à 1530*, 3 vol. 1954-1960. — F. Mauro, *Le Portugal et l'Atlantique au XVII^e siècle*, 1960. — R. Pattee, *Le Portugal dans le monde*, édition Les Sept Couleurs, 1964, 248 p.

Colonisation hollandaise :

S. J. Idenburg, *The Cape of Good Hope at the turn of the 18th century*, Leyde, 1963, 134 p. — Charles de Lannoy, *Expansion coloniale de la Néerlande* (*XVII^e* et *XVIII^e siècles*), Paris-Bruxelles, 1911.

Colonisation allemande :

Henri Brunschwig, *L'expansion allemande outre-mer du XV^e siècle à nos jours*, 1957. — André Chéradame, *La colonisation et les colonies allemandes*, 1905.

Colonisation danoise :

George Erdman Isert, *Voyage en Guinée et dans les Iles Caraïbes en Amérique*, trad. de l'allemand, Paris Maradan, 1793, 336 p. — George Norregard, *De danske établissementer para Guineakysten*, Copenhague.

Colonisation française :

De nombreuses études d'ensemble existent sur la colonisation sous l'ancien régime. La partie africaine en est trop souvent négligée. L'ouvrage classique en la matière est Albert Duchêne, *La politique coloniale de la France*, 1928, qui ne dispensera pas de lire : Chailley Bert, *Les compagnies de colonisation sous l'Ancien Régime*, 1898. — Louis Pauliat, *La politique coloniale sous l'Ancien Régime*, 1887. — Léon Deschamps, *Histoire de la question coloniale en France*, 1891 et Saintoyant, *La colonisation française sous l'Ancien Régime*, t. I : du xv^e s. au traité d'Utrecht, t. II : du xv^e à 1789, 1929. — H. L. Priestley, *France overseas through the old Regime*, New York 1938 et 1939.

En ce qui concerne l'ancienne Côte des Esclaves on trouvera une bibliographie assez complète dans mon *Histoire du Dahomey*, p. 541-545.

Pour le Sénégal se reporter à l'excellente bibliographie d'André Villard dans sa magistrale *Histoire du Sénégal* (p. 235-239). On rappellera C. Jannequin, *Voyage de Libye au royaume du Sénégal le long du Niger*, Paris, Rouillard 1643, qui comporte le premier récit de la fondation de Saint Louis et celui de P. Cultru éditant *le premier voyage du Sieur de La Courbe à la Côte d'Afrique*, 1913. On y ajoutera le livre tout récemment paru de Léonce Jore sur *Les Etablissements français sur la Côte occidentale d'Afrique de 1758* à *1803*, tome II 1964, de la *revue française d'Histoire d'outre-mer*, 476 p. contribution fondamentale à l'étude de cette période.

En ce qui concerne Madagascar et les Mascareignes on se reportera à la bibliographie du Gouverneur Deschamps, *Les Européens autour de l'île*, pp. 320-321, on y ajoutera la bibliographie de l'*île Maurice* (1502-1954) établie par A. Toussaint et H. Adolphe, éd. Esclapon, Port Louis (île Maurice) 1956, 884 p. En ce qui concerne la Réunion, on pourra lire avec profit : G. Azéma, *Histoire de l'île Bourbon depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848*, Paris 1869. — J. Barassin, *Bourbon des origines jusqu'en 1714*, Librairie Cazal, Saint Denis. — Crépin, *Mahé de la Bourdonnais Gouverneur général des îles de France et de Bourbon.* 6^e Colloque international d'histoire maritime tenu à Lourenço Marques sur *Océan Indien et Méditerranée*, Lisbonne 1963. — M. J. Guet, *Les origines de l'île Bourbon et de la coloni-*

sation française à Madagascar, 1888. — P. KAEPPELIN, *Les escales françaises sur la route des Indes (1638-1731)*, 1901. — YVES PÉROTIN, *Chronique de Bourbon*, imprimerie Condon Nérac 1957 et l'excellent *Que sais-je* d'ANDRÉ SCHERER sur l'*Histoire de la Réunion*, 1965. — JACQUES THOMAZI, *Un millionnaire au service du roi : La Bourdonnais*, Paris 1963, 224 p. — A. TOUSSAINT, *Histoire de l'Océan Indien*, 1961. — RASSOUL, *Ile Maurice*, 1965, 201 p.

Colonisation anglaise.

Les ouvrages de base demeurent CROCKAERT, *Histoire de l'empire britannique*, 1947, 589 p. — G. MONDAINI, *La colonisation anglaise* (qui commence en 1763).

A signaler parmi les plus récents ouvrages :

K. G. DAVIES, *The Royal African Company*, 1960, 390 p. — RICHARD HAKLUYT, *Principal navigations of the english nations*, 1927, vol. IV. — W. LAWRENCE, *Trade castles and forts of West Africa*, 1963, 390 p. — EVELINE MARTIN, *The British West Africa Settlement (1750-1821)*, 1927. — J. MATTHEWS, *Voyage to the river Sierra Leone*, 1788. — ARTHUR W. SECORD, *Robert Drury's Journal and other studies*, Urbana 1961, 160 p.

Traite des Esclaves.

Les études sur la traite des esclaves sont nombreuses. Nous ne citerons que les principales pour la période allant jusqu'au XIXe siècle. ANDRÉ DUCASSE dans *Les Négriers*, Hachette 1948, donne une importante bibliographie (p. 247-251).

A signaler également :

G. DEBIEN, *Les origines des esclaves aux Antilles*, en cours de publication dans BIFAN série B depuis 1964. — G. S. P. FREEMAN-GRENVILLE, *The French at Kilwa island*, Oxford, 1965, 243 p. — ABDOULAYE LY, *Un navire de commerce sur la côte sénégambienne en 1685*, Catalogue et documents no XVII, IFAN, Dakar, 1964, 68 p. — GASTON MARTIN, *L'ère des négriers (1714-1774)*, Paris éd. Alcan 1931, 450 p. — BERNARD MARTIN et MARCK SPURREL, *The journal of slave trader (John Newton), 1750-1754*, 1962, 122 p. — CHR. MONHEIM, *Etude sur la traite des nègres aux XVIe et XVIIe siècles*, Louvain 1927. — R. P. DIEUDONNÉ RINCHON, *La traite et l'esclavage des Congolais par les Européens. Histoire de la déportation de 1 250 000 noirs en Amérique*, Bruxelles, XVI + 307 p. ; *Les armements négriers au XVIIIe siècle d'après la correspondance et la comptabilité des armateurs et des capitaines nantais*, Bruxelles, ARSOM, 1956 ; *Pierre-Ignace Liévin Van Alstein, Capitaine Négrier*, mémoire IFAN no 71, Dakar 1964, 452 p. — LA RONCIÈRE, *Nègres et négriers*, 1933, 255 p. — J. L. SIMONDE DE SIMONDI, *De l'intérêt de la France à l'égard de la traite des nègres*, Genève, 1814, 59 p. — GUILLAUME SNELGRAVE, *Nouvelles relations de quelques endroits de Guinée et du Commerce des esclaves qui s'y fait*, Amsterdam 1735. — VIGNOLS, *Études négrières de 1774 à 1928*, Paris, éd. Rivière 1928.

TROISIÈME PARTIE

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE DU XVIe SIÈCLE A L'INTERVENTION EUROPÉENNE

De nombreuses bibliographies existent déjà pour l'ensemble de l'Afrique septentrionale et pour les cinq pays qui la composent.

Dans l'*Histoire universelle* (t. II), l'excellente synthèse de GASTON WIET sur *les Puissances musulmanes*, p. 1149-1247).

Bien qu'elle concerne également de vastes parties de l'Afrique Noire, l'*Encyclopédie de l'Islam*, véritable mine de renseignements, doit être citée ici.

Ch. X. — L'*Egypte du XVI*e *siècle à 1882.*

Maxime Chrétien, *Histoire de l'Égypte moderne*, 1950. — Charles Roux et Henri Déhérain, *Histoire de la nation égyptienne*, tomes VI et VII, 1936. — Pouthas, *Histoire de l'Égypte* (*1517-1937*), Paris, 1948. — Francois Charles-Roux, *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII*e *siècle*, 1922. — Sur l'ensemble de l'Égypte, Simonne Lacouture, *L'Égypte*, 1962, 192 p.

II — *L'expédition d'Égypte.* — Boulay de la Meurthe, *Le Directoire et l'expédition d'Égypte*, 1885. — François Charles-Roux, *Les origines de l'expédition d'Égypte*, 1910. — *L'Angleterre et l'expédition française en Égypte*, 2 vol. ; *Bonaparte Gouverneur de l'Égypte*, 1935, bibliographie p. 377-380. — Rigault, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'expédition d'Égypte*, 1911. — Armand Sauzet, *Desaix le sultan juste*, 1954.
III et IV. — François Charles-Roux, *L'Égypte de 1801* à *1882.*

CHAPITRE XI

L'ÉVOLUTION DU MAGHREB DE L'INTERVENTION TURQUE A LA PERTE DES INDÉPENDANCES

La meilleure bibliographie pour le Maghreb demeure celle qui accompagne l'ouvrage de Ch. André Julien et Letourneau, *Histoire de l'Afrique du Nord jusqu'en 1830*, 2e éd. Payot 1956.

Nous avons beaucoup utilisé les ouvrages collectifs : *Initiation au Maroc*, Paris, 1938 ; *Initiation à la Tunisie*, Paris 1950 ; *Initiation à l'Algérie*, Paris 1957.

Sur le xvie siècle, se reporter à l'ouvrage fondamental de Fernand Braudel, *La Méditerranée au temps de Philippe II* qui vient d'être réédité. A signaler également l'excellent petit livre de Monlaü sur *les États Barbaresques*, PUF, 1964, et *La Croisade de Ximénès en Afrique* de Nelly Blum, Oran 1898. — Emile Dupuy, *Etudes d'histoire d'Amérique* : *Américains et Barbaresques* (*1776-1824*), Paris 1910. — R. W. Irwin, *Relations of the United States with the Barbary Powers* (*1776-1816*), Chapell Hill W. C. 1931. — Masson P., *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII*e *siècle*, 1896 ; *Histoire des établissements français dans l'Afrique barbaresque* (*1560-1793*), 1903.

Pour le Maroc, l'ouvrage d'Henri Terrasse, *Le Maroc jusqu'au protectorat français*, Casablanca 1949-50, demeure l'ouvrage d'ensemble inégalé. Parmi les ouvrages récents citons : A. Meknassi, *Sources et bibliographie d'Histoire marocaine, du XVI*e *siècle à la première moitié du XX*e *siècle*, Rabat 1953, 59 p. Sur les Corsaires marocains, l'ouvrage de base demeure Roger Coindreau, *Les Corsaires de Salé*, 1948, qui comporte une excellente bibliographie. *Sur l'Algérie* nous avons largement utilisé André Prenant Ch. IV, V et VI p. 137-232, de l'*Algérie* : *Passé et Présent*, Paris 1960. — Léo Barbès, *La domination turque* dans *Histoire de l'Algérie*, 1962 p. 155-183 et Marcel Colombe, *L'Algérie turque* dans *Initiation à l'Algérie*, p. 99-123.

Pour la *Tunisie*, P. Sebag, *La Tunisie*, 1951. — André Raymond, *La Tunisie*, 1961. — J. Ganiage, *Les origines du Protectorat français en Tunisie*

(1861-1881), 1959, 776 p. Pour la période qui nous intéresse signalons la bibliographie d'Ashbee, *A Bibliography of Tunisia from the earliest Time to the End of 1888*, Londres, 1889.

Chapitre XII

ÉVOLUTION DE LA TRAITE AU XIXe SIÈCLE

M. G. Alexis, *La traite des nègres et la croisade africaine*, 1889. — Thomas Fowel Buxton, *The african slave strade and its Remedy*, Londres, 1839, trad. *De la traite des esclaves en Afrique et des moyens d'y remédier*, 1840. — Clarkson, *Essai sur les désavantages politiques de la traite des nègres*, trad. française, 1814 ; *Le cri de l'Afrique contre les Européens*, Paris, 1821. — Sir Reginald Coupland, *The British Anti-Slavery Movement*, 2e éd. Franck Cass, Londres 1964, donne une excellente bibliographie dont on citera W. L. Mathieson, *British Slavery and its abolition (1823-1838)*, Londres 1926, W. E. B. Du Bois, *The suppression of the african slave trade to the U. S. A.*, Cambridge, 1896. — Un autre ouvrage de Coupland, *The Exploitation of East Africa 1856-90*, Londres 1939, montre l'évolution de la situation sur la côte orientale.

Peter Duignan et Clarence Clendenen, *The United States and the african slave trade (1619-1862)*, Stanford 1963, 72 p. ; *Americans in Black Africa up to 1865*, Stanford 1964, 109 p. — E. Lucas, *La littérature antiesclavagiste au XIXe siècle*, 1931, 281 p. — Gaston Martin, *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises*, 1948, 318 p. — M. J. Morenas, *Précis historique de la traite des noirs, et de l'esclavage colonial contenant l'origine de la traite, ses progrès, son état actuel et un exposé des horreurs produites par le despotisme des colons*, 1828. — Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves*, trad. R. Bastide (coll. La Croix du Sud, Paris 1952). — Christopher Lloyd, *The navy and the Slave trade*, Londres 1949. — Grunebaum-Ballin, *Henri Grégoire, l'ami des hommes de toutes couleurs*, 1948. — J. Saintoyant, *La Colonisation française pendant la période napoléonienne (1799-1815)*, 1931, 509 p. — Victor Schoelcher, *Esclavage et Colonisation : Avant-Propos de* Ch. André Julien, *Introduction par* Aimé Césaire, *annotations de* E. Tersen, 1948, 218 p. — Edward Seeber, *Anti-Slavery Opinion in France during the second half of the eighteenth century*, Baltimore, 1937, 238 p. — Eric Williams, *Capitalism and Slavery*, 1944.

Parmi les revues citons l'*Afrique libre*, revue de l'antiesclavagisme et des questions sociales en Afrique, Paris, Société antiesclavagiste 1891.

CHAPITRE XIII

LES MISSIONS CHRÉTIENNES DU XVIe AU XIXe SIÈCLE

Longtemps maintenus dans le style édifiant propre à émouvoir les facultés contributives des chrétiens d'occident, les ouvrages missionnaires ont pris depuis la deuxième guerre mondiale, la décolonisation et le Concile, une allure beaucoup plus scientifique et rigoureuse, la production est de plus en plus abondante et s'attaque à tous les aspects du problème d'autant que de violentes critiques ont été portées contre l'inaptitude à la décolonisation de certains missionnaires. Nous ne citerons ici que les œuvres principales et celles que nous avons plus spécialement utilisées.

Il faut signaler la remarquable bibliographie missionnaire de R. Streit et J. Dindinger parue à Fribourg et les *Monumenta Missionaria Africana*, 10 vol. parus (agence générale d'Outre-mer de Lisbonne) du R. P. Antonio Brasio qui dirige la revue de culture missionnaire *Portugal em Africa*.

Parmi les centaines de revues missionnaires, citons pour les catholiques *Vivante Afrique* (organe des Pères Blancs) et le *Zeitschrift für Missionswissenschaft* qui présentent une réelle valeur scientifique, pour les protestants *The international Review of missions* ainsi que pour les protestants de langue française le *Journal des missions évangéliques*, cependant que l'*Evangelische Missions-Zeitschrift* est le plus important du point de vue allemand. On doit regretter la disparition en 1939 de l'excellente revue d'Histoire des missions qu'animait Georges Goyau.

Nous n'aborderons pas ici les problèmes spécifiques de *missiologie* dominés en France par les remarquables travaux du P. Rétif et au Portugal par ceux de A. da Silva Rego. Bornons-nous à signaler la bibliographie critique de *missiologie* publiée à Nimègue en 1960 par les P. Vriens, Disch et Wils. Nous citons du côté protestant le fondamental ouvrage de G. Warneck, *Evangelische Missionslehre : Ein Missionstheoretiker Versuch* (5 volumes, Gotha 1897-1903), et les livres de H. Lindsell, *missionary Principles and pratices* (Westwood, 1955) et M. A. C. Warren, *The christian mission*, Londres 1953. Cependant que du côté catholique le livre de Thomas Ohm, *Machet zu Jüngern alle Völker* (Fribourg en Brisgau, 1962) est le plus valable :

Missions chrétiennes en général.

Une bonne et récente synthèse du pasteur Stephen Neil (*A History of christian missions*, Pelican Books, 1964, 622 p.) évitera de recourir au livre plus important de Latourette (*A History of expansion of christianity*, 7 vol. Londres 1937-45) ou à l'ouvrage dépassé de C. H. Robinson (*A History of christian missions*, Londres 1915). Signalons également de R. H. Glover et J. H. Kane, *The progress of World wide missions* (New York 1960), enfin de Jean Marie Sédès, *Histoire des missions françaises*, 1950.

Missions catholiques.

Le dernier ouvrage d'ensemble de Georges Gorrée et Germain Chauvel, *L'église et sa mission*, La Colombe, Paris, 1963, 222 p., ne comporte malheureusement pas de bibliographie. Nous citerons : l'*Histoire universelle des missions catholiques*, publiée sous la direction de Mgr Delacroix, 4 volumes, éd. de l'Acanthe, Monaco. — Baron Descamps, *Histoire générale comparée des missions*, Paris, Bruxelles, 1932, 702 p. — Baron Henrion, *Histoire générale des missions catholiques*, 1847, vol. I, 624 p. vol. II, 685 p. — Paul Lesourd, *Histoire des missions catholiques*, 1937. — Mgr Armand Olichon, *Les missions : Histoire de l'expansion du catholicisme dans le monde*, 1936, 471 p. — Mulders, *Missionsgeschichte : Die Ausbreitung des katholichen Glaubens*, 1960. — Schmidlin, *Die katholichen Missionnen*, 1926. — A. da Silva Rego, *Les missions portugaises*, Agencia geral do Ultramar, Lisbonne 1958, 74 p. — Bernard de Vaulx, *Histoire des missions catholiques françaises*, 1951, 553 p.

Missions protestantes.

Le plus récent ouvrage est celui du Dr Beyerhaus, *Geschichte der evangelischen Weltmission*, Brunnen Verlag, Giessen 1963, 600 p., qui est en partie basé sur l'ouvrage de Richter, *Allgemeine evangelische Missionsgeschichte* (*1906-1932*) dont le quatrième volume concerne l'Afrique. Signalons également de Pisani, *Les missions protestantes à la fin du XIXe siècle*, Bloud, Paris 1903, 64 p.

Parmi les nombreuses *monographies de sociétés missionnaires*, citons :

J. BOUNIOL, *The White Fathers and their missions*, 1929. — EMMANUEL DESCRIBES, *Histoire des missions africaines de Lyon*, Clermont-Ferrand, 1877. — GEORGES GOYAU, *La congrégation du Saint Esprit*, 1937, 284 p. — RENÉ FRANÇOIS GUILCHER, *Missions Africaines*, éd. Société des Missions africaines, Lyon, 1956, 188 p.

Parmi les monographies de missions protestantes, citons : FINDLAY et HOLDSWORTH, *The History of the wesleyan methodist missionary Society*, vol. IV, Africa. — GOODALL, *A History of the London missionary Society (1895-1945)*, Oxford, 1954. — R. LOVETT, *The History of the London Society (1795-1895)*, 1891. — GUSTAV MÜLLER, *Geschichte der Ewe Mission*, Brême, 1904. — REID, *Missions and Missionary Society of the methodist Episcopal Church of the U. S. A.*, 1878. — RICHTER, *Geschichte der evangelischen Mission in Afrika*, 1922. — SCHLATTER, *Geschichte der Basler Mission*, Bâle, 1910. — STOCK, *History of the Church Missionary Society*, 1899, 4e vol. 1916. — STRONG, *The Story of the American Board of Commissioners for Foreign Missions*, 1910. — H. P. THOMPSON, *Into all Lands : The History of the Society for the Propagation of the Gospel in Foreign Parts*, 1701-1900, 1901.

En ce qui concerne l'Afrique, l'ouvrage de base est celui de G. P. GROVE, *The Planting of christianity in Africa* (4 volumes, Londres 1948-58). Pour la période qui intéresse notre livre, citons J. B. PIOLET et CH. VADOT, *L'église catholique dans le continent noir*, 1908, 60 p. et les multiples livres sur les champs de missions particuliers.

Les facultés de théologie et centres d'études religieuses des Universités africaines entreprennent des recherches. Ainsi l'Université de Nsukka (Nigeria) édite un *Bulletin of the Society for African Church History* qui contient de très intéressants articles et documents.

Mais ce sont les *études régionales et locales* qui, de plus en plus nombreuses, apportent sur de nombreuses régions des vues nouvelles. Nous citerons notamment :

M. J. BANE, *Catholic Pioneers in West Africa*, Dublin, 1956, 220 p. — SAMUEL CROWTHER et J. F. SCHÖN, *Journal of the Revd James Frederick Schön and M. Samuel Crowther*, 1842. — D. C. CROWTHER, *The establishment of the Niger delta pastorate Church (1864-1892)*, Liverpool 1907. — H. DEBRUNNER, *A Church between colonial Powers*, Lutterworth Press, 1965, 368 p. — J. F. FAUPEL, *African holocaust : the story of the Uganda martyrs*, éd. Chapman, 1962, 242 p. — RAYMOND SAMUEL FOSTER, *The Sierra Leone Church*, SPCK, 1961, 76 p. — G. HUNERMANN, *La flamme qui chante : les martyrs de l'Ouganda*, éd. Salvator, Mulhouse, 1963, 170 p. — HEINRICH LOTH, *Die christliche mission in Südwestafrika (zur destruktiven Rolle der Rheinischen Missionsgesellschaft beim Prozess der Staatsbildung in Südwestafrika (1842-1893)*, Akademie Verlag, Berlin, 1963, 180 p. — DONALD MC FARLANE, *Calabar*, éd. Thomas Nelson, 1957, 184 p. — C. H. MALAN, *La mission française au sud de l'Afrique*, trad. Mme G. MALLET, 1878, 235 p. — GUSTAV MÜLLER, *Geschichte der Ewe Mission*, Brême 1904. — SOEUR MARIE-ANDRÉ du Sacré-Cœur, *Uganda terre de martyrs*, éd. Casterman, 1963, 300 p. — ROLAND OLIVER, *The missionary factor in East Africa*, 1952, 2e éd. 1965. — R. P. ANTONY PHILIPPE, *Au cœur de l'Afrique : Ouganda. Un demi-siècle d'apostolat au centre africain (1878-1928)*, 191 p. — Abbé PROYART, *Histoire des missions dans les Royaumes de Loango et Kakongo*, 1776. — WALKER, *The Romance of the black River*, Nigeria, Dahomey, 1930. — RALPH WILT-

GEN, *Gold Coast mission History*, Divine Word Publication, Techny, Illinois, 1956, 181 p.

Les biographies de missionnaires sont très nombreuses. Malheureusement elles manquent souvent d'esprit critique. Nous citerons les principales :

Biographies catholiques

GAËTAN BERNOVILLE, *Anne Marie Javouhey*, 1942, 297 p. — PIERRE BLANCHARD, *Le vénérable Libermann*, Desclée de Brouwer 1960, t. I, 573 p. t. II, 517 p. — PAUL CATRICE, *Un audacieux pionnier de l'église en Afrique : Daniel Comboni*, éd. Vitte, Lyon, 1964, 139 p. — Mgr CRISTIANI, *Le cardinal Lavigerie : Un grand bienfaiteur de l'Afrique (1825-1892)*, éd. France-Empire, 1961. — CLEMENTE FUSERO, *Daniel Comboni*, éd. Combonianas Bologne, 1957, Madrid, 1962, 350 p. — GEORGES GORRÉE, *Pauline Jaricot : une laïque engagée*, éd. La Colombe, 1962, 136 p. — RENÉ GUILCHER, *Un ami des noirs : Augustin Planque premier supérieur général de la Société des missions africaines de Lyon*, 1928, 297 p. — FELIX KLEIN, *Cardinal Lavigerie*, éd. Grands lacs, 200 p. — JOSEPH MICHEL, *Claude François Poullart des Places*, éd. Saint-Paul. — Mgr. RICARD, *Le cardinal Lavigerie primat d'Afrique*, 1893, 494 p. — AIMÉ ROCHE, *Clartés australes*, éd. du Chalet, Lyon, 1951, 400 p. — *Le Cavalier des Malouti*, éd. 1955, 173 p. — RENÉE TRAMOND, *La merveilleuse épopée d'Anne-Marie Javouhey*, éd. du Soleil Levant, Namur, 1964, 248 p. — GASTON ZANANIRI, *Figures missionnaires modernes*, Casterman, 1963, 300 p.

Biographies protestantes

ERIC BEYREUTHER, *Der junge Zinzendorf*, Verlag der Francke Buchhandlung, Marbourg, 1957, 238 p. — HENRI CLAVIER, *Thomas Arbousset : pionnier*, éd. Missions évangéliques, Paris, 1963, 233 p. — H. L. DEMMENS, *George Grenfell, pioneer in Congo*, Londres, 1922. — F. FAURE, *Alexandre Mackay missionnaire en Ouganda*, Société des Missions évangéliques, Paris ; *George Grenfell*, SME, 1928. — C. NORTHCOTT, *Robert Moffat : Pioneer in Africa, 1817-1870*, Londres, 1961. — WALTER OELSCHNER, *Landung in Osu*, Ev. Missionsverlag, Stuttgart, 1959 (*Histoire du missionnaire Andreas Rüs de la mission de Bâle au Gold Coast*). — G. SEAVER, *David Livingstone : His life and letters*, Londres, 1957. — E. SHILLITO, *François Coillard : a wayfaring man*, Londres, 1923. — E. W. SMITH, *Robert Moffat : one of God's Gardeners*, Londres, 1923. — F. D. WALKER, *Thomas Birch Freeman : The son of an African*, 1929. — PAUL WOOD-LAINÉ, *Le missionnaire Freeman et les débuts de la mission protestante au Dahomey-Togo*, Porto Novo, 1943.

CHAPITRE XIV

L'EXPLORATION DE L'AFRIQUE JUSQU'AU SCRAMBLE

Une orientation bibliographique, même sommaire, est difficile à établir. Durant une partie importante du XIXe siècle, les *Petermann's Mitteilungen* en Allemagne, les bulletins des *Sociétés de géographie* en France et en Angleterre, avec des revues comme *Le Tour du Monde*, firent le point des connaissances sur le continent africain. Les illustrations des explorateurs sont fréquemment remarquables de précision et de talent.

Nous envisagerons successivement les livres des explorateurs, puis leurs biographies, enfin les ouvrages d'ensemble sur l'exploration de l'Afrique.

I. — *Récits d'explorateurs*

CAPTAIN W. ALLEN and T. R. H. THOMSON, *A narrative of the expedition to the Niger River in 1841*, Londres 2 vol. 1848. — CH. J. ANDERSON, *Lake Ngami*, Londres, 1856. — TH. ARBOUSSET et DAUMAS, *Relation d'un voyage d'exploration au Nord-Est de la colonie du Cap de Bonne Espérance entrepris en 1836*, Paris, 1842, 608 p. — W. B. BAIKIE, *Narrative of an exploring voyage up the rivers Kwora and Benue*, Londres 1856. — S. BAKER, *Découverte de l'Albert-Nyanza*, Paris, trad. Masson 1868. — BARTH, *Reisen und Entdeckungen in Nord- und Central-Afrika*, Gotha 1857. Cet ouvrage fit l'objet de deux traductions simultanées; l'une, abrégée, de Mme LOREAU parut dans le *Tour du Monde* alors que sous le titre *Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale pendant les années 1849* à *1855*, paraissait en 1861 à Paris (Bohne) et Bruxelles (Van Meenen et Cie) la traduction de PAUL ITHIER seule autorisée par l'auteur et l'éditeur allemand. La trad. anglaise vient d'être réimprimée en 3 vol. — BASTIAN, *Ein Besuch in San Salvador der Hauptstadt des Königreichs Kongo*, Brême, 1859. — R. F. BURTON, *The Lake Regions of Central Afrika*, 2 vol. Londres, 1860 réédité en 1961, trad Loreau, *Voyages aux grands lacs de l'Afrique orientale*, 1862, 712 p. — F. CAILLAUD, *Voyage à Meroé, au fleuve blanc et au-delà de Fazoql fait dans les années 1819 à 1822*, Paris 4 vol. 1826-27. — RENÉ CAILLIÉ, *Journal d'un voyage à Tombouctou et à Djenné*, Bruxelles 1830, réédition éd. Anthropos Paris, 1965, 3 vol. 495 p. 448 p. et 466 p. — LOVETT CAMERON, *A travers l'Afrique : Voyage de Zanzibar à Benguela*, 1878, trad. Loreau, 560 p. — CAMPBELL, *Travels in South Africa*, 1822. — CHAILLÉ-LONG, *Naked truths of naked peuples*, Londres, 1876, tr. *L'Afrique centrale : expéditions au lac Victoria-Nyanza et au Makraka Niam-Niam à l'ouest du Nil blanc*, Paris, 1877, 352 p. — P. DU CHAILLU, *Voyages et aventures dans l'Afrique équatoriale*, 1863. — CHAPMAN, *Travels in the interior of South Africa*, 1868, 2 vol. — CLAPPERTON, *Journal of the second expedition in the interior of Africa*, Londres 1828 ; trad. *Second voyage dans l'intérieur de l'Afrique*, 1829. — DENHAM, CLAPPERTON et OUDNEY, *Narrative of travels and discoveries in North and Central Africa*, Londres 1826, trad. Eyriès et Larenaudière, Paris, 1826. — J. DUNCAN, *Travels in western Africa (1845-1856)*, Londres, 1847, 2 vol. — DUVEYRIER, *Les Touaregs du nord*, 1864. — D'ESCAYRAC DE LAUTURE, *Le désert et le Soudan*, 1855. — ADULPHE DELEGORGUE, *Voyage dans l'Afrique australe, notamment dans le territoire du Natal, dans celui des Cafres Amazoulou et Makatiou et jusqu'au tropique du Capricorne exécuté pendant les années 1838, 1840, 1841, 1842, 1843* et *1844*, Paris, 1847. — GRAY et DORCHARD, *Travels in western Africa in the Years 1818, 19, 20, 21*, Londres 1825, trad. française, *Voyages dans l'Afrique occidentale*, Paris, 1826, 394 p. — GÜSSFELDT, FALKENSTEIN UND PESCHÜEL LOESCHE, *Die Loango Expedition 1873-1876*, Stuttgart, 1879. — Baron de GIRARDOT, *Frédéric Cailliaud de Nantes : Voyageur, antiquaire, naturaliste*, 1875, 48 p. — VON HARNIER, *Reisen am oberen Nil*, Darmstadt, Leipzig, 1866. — HECQUART, *Voyage sur la Côte et dans l'intérieur de l'Afrique occidentale*, 1863. — VON HEUGLIN, *Reisen in Nord-ost Afrika*, Gotha, 1851 ; *Reisen nach Abessinien*, Iena 1868 ; *Reise in das Gebiet des weissen Nils*, Leipzig 1869, *Reisen in Nord ost Afrika*, 2 vol., Brunswick, 1877. — HOLUB, *Sieben Jahre in Süd Afrika*, 2 vol. Vienne 1881. — HORNEMANN, *Voyages dans l'intérieur de l'Afrique par Frederic, pendant les années 1797, 1798*, trad. de l'anglais, Paris, 1802. — KRAPF, *Reisen in Ostafrika ausgeführt in den Jahren 1837 bis 1853*, Stuttgart 1858. — GORDON LAING,

Travels in the Timanee, Kooranko and Soolima countries in Western Africa, Londres, 1825 ; trad. Eyriès et Larenaudière, 1826. — LAIRD and OLDFIELD, *Narrative of an Expedition into the interior of Africa by the river Niger, in the Steam-vessels Quorra and Alburkah, in 1832, 1833 and 1834*, Londres, 1837, 2 vol. — RICHARD et JOHN LANDER, *Journal d'une expédition entreprise dans le but d'explorer le cours et l'embouchure du Niger*, trad. Belloc, Paris 1832. Réédition anglaise de *The Niger Journal of Richard and John Lander* avec une remarquable introduction de Robin HALLETT, Routledge et Kegan, Londres, 1965, 318 p. index. — OSKAR LENZ, *Sahara et Soudan*, trad. Lehautcourt, 2 vol. Paris, 1886-87. — H. LICHTENSTEIN, *Reisen im südlichen Afrika 1803 bis 1806*, 2 tomes, Berlin 1811-1812. — D. LIVINGSTONE, *Explorations dans l'intérieur de l'Afrique australe et voyage à travers le continent de Saint Paul de Loanda à l'embouchure du Zambèze*, 1859 ; *Exploration du Zambèze et de ses affluents et découverte des lacs Chiroua et Nyassa*, 1866 ; *Dernier voyage*, 1876 (Trad. des ouvrages anglais parus respectivement en 1857, 1865 et 1874). — LUX, *Von Loanda nach Kimbundu (1875-1876)*, Vienne 1880, 219 p. — F. G. LYON, *A narrative of Travels in Northern Africa*, 1821. — MAGE L, *Voyage dans le Soudan occidental*, 1868. — MAGYAR, *Reisen in Sud Afrika in den Jahren 1849-1857*, Pesth 1859. — MARCHE ALFRED, *Trois voyages dans l'Afrique occidentale*, 1879. — MARNO E., *Reisen im Gebiet des weissen und blauen Nil*, Vienne 1874. — KARL MAUCH, *Reisen im Innern von Südafrika 1865 bis 1872*, 1874, rapports dans Petermann's Mitteilungen 1868, 69, 70, 71. — G. MOLLIEN, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique aux sources du Sénégal et de la Gambie fait en 1818 par ordre du gouvernement français*, Paris, 1820, 2 vol. 339 et 319 pages. — NACHTIGAL, *Sahara und Sudan*, Leipzig 1879-1889 (6 vol.) trad. française en un volume 1881. *Voyage au Bornou*, traduit dans *Tour du monde* 2e sem. 1880, pp. 337-416. *Voyage au Ouadaï*, trad. Van Vollenhoven 1903. — MUNGO PARK, *Voyages dans l'intérieur de l'Afrique faits en 1795, 96, 97*. — SERPA PINTO, *Comment j'ai traversé l'Afrique depuis l'Atlantique jusqu'à l'océan indien*, trad. Belin de Launay, 1881 2 vol. — POGGE, *Im Reich des Muata Yamvo*, Berlin, 1880. — RAFFENEL A., *Voyage dans l'Afrique occidentale*, 1846 ; *Nouveau voyage au pays des nègres*, 1856. — J. RICHARDSON, *Travels in the Great Desert of Sahara*, 1848. — G. ROHLFS, *Reise durch Marokko*, Brême, 1869 ; *Von Tripoli nach Alexandrien*, 1871 ; *Mein erster Aufenthalt in Marokko*, etc, 1873 ; *Quer durch Afrika*, Leipzig 1874 ; *Drei Monate in der lybischen Wüste*, Kassel, 1875 ; *Kufra*, Leipzig, 1881. — SCHWEINFURTH, *Au cœur de l'Afrique*, trad. Loreau, 1875. — J. H. SPEKE, *Journal of the discovery of the source of the Nile*, Londres, 1864, trad. *Les sources du Nil*, Paris, 1865. — H. M. STANLEY, *How I found Livingstone, Londres*, 1872, trad. *Comment j'ai retrouvé Livingstone*, 1873 ; *Through the dark continent*, Londres, 1878, trad. *A travers le continent mystérieux*, 1879 ; *In Darkest Africa*, 2 vol. Londres 1890, trad. *Dans les ténèbres de l'Afrique : recherche, délivrance et retraite d'Emin Pacha*, 1890. — J. K. TUCKEY, *Narrative of an Expedition to explore the river Zaïre*, Londres, 1818. — HERMANN VON WISSMANN, *Unter deutscher Flagge quer durch Afrika von West nach Ost*, Globus Verlag, 423 p. ; *Meine zweite Durchquerung aequatorial-afrikas vom Kongo zum Zambesi*, ibid, 252 p. — ZWEIFEL et MOUSTIER, *Voyages aux sources du Niger*, Marseille, 1880.

II. — *Les biographies d'explorateurs* sont nombreuses et permettent en général d'éclairer leurs récits. Dans cette perspectice s'inscrit le livre édité par ANDRÉ LEROI-GOURHAN sur *Les explorateurs célèbres*, éd. Mazenod,

Genève 1947, qui envisage notamment *Barth* (JACQUES RICHARD-MOLARD), *Burckhardt* (HANS DIETSCHY), *Caillé* (ANDRÉ BASSET), *Mungo Park* (EDWARD LYNAM)

A signaler les remarquables articles de la *Biographie coloniale belge*, édités par l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer (80 A rue de Livourne, Bruxelles). Dans le même ordre d'idées, le récent livre de RICHARD PANKHURST, *Travellers in Ethiopia* qui donne notamment les biographies de Jérome Lobo, Charles Poncet, James Bruce, Henry Salt, Richard Burton, etc,

Enfin, nous donnerons quelques biographies. *Barth* : G. VON SCHUBERT, *Heinrich Barth, Der Bahnbrecher der deutschen Afrikaforschung*, Berlin 1897 et tout récemment A. H. M. KIRK-GREENE, *Barth's Travel in Nigeria*, OUP, 1962. *Caillé* : CH. ARNAULT, *Notice biographique sur le voyageur Caillié*, Morisset, Niort, 1842, 24 p. — J. BOULENGER, *Le voyage de René Caillié à Tombouctou*, 1932. — M. BRIAULT, *La prodigieuse vie de René Caillié ou la découverte de Tombouctou*, 1930, 163 p. — H. CELARIÉ, *La prodigieuse aventure d'un enfant du peuple* (*René Caillié 1799-1838*), 1938, 238 p. — G. FRANCK, *Voyages et découvertes de René Caillié*, 1885, 119 p. — A. LAMANDÉ et J. NANTEUIL, *La vie de René Caillié*, vainqueur de *Tombouctou*, 1928, 285 p.

Peu avant la deuxième guerre mondiale, Raymond Burgard avait lancé aux éditions Gallimard une collection consacrée à *La découverte du monde* où RENÉ MARAN publia notamment *Livingstone et l'exploration de l'Afrique* 1938. Parmi les multiples livres consacrés à Livingstone signalons le dernier en date : GEORGE SHEPPERSON, *David Livingstone and the Rovuma*, Edinburgh University Press, 1965.

Les éditions Routledge et Kegan de Londres viennent de lancer sous la direction de ROBIN HALLET une collection *Voyageurs et explorateurs* qui a déjà publié *The Niger Journal of Richard and John Lander* avec une excellente introduction de 35 pages.

III. — *Ouvrages de synthèses sur les explorations de l'Afrique.*

Dans l'ouvrage classique de J. N. L. BAKER, *Histoire des Découvertes géographiques et des explorations*, trad. Payot, Paris, 1949, l'Afrique est convenablement traitée. Signalons également : ERIC AXELSON, *South African Explorers*, Londres 1954. — PAUL BORY, *Les explorateurs de l'Afrique*, Tours, 1889. — BOCILL, *Missions tot the Niger*, Hakluyt Society, Cambridge University Press, Londres, 1964. — R. BROWN, *The Story of Africa and its explorers*, 4 vol. — BUTCHER, *Africa : The great explorations*, Dennis Dobson, Londres, 1959. — GIOTTO DAINELLI, *Esploratori italiani in Africa*, éd. UTET, Turin, 1960, XVI, 788 p. — K. HASSERT, *Die Erforschung Afrikas*, Leipzig 1941 (bibliographie). — HOWARD, *West african explorers*, Londres, 1952. — PH. PAULITSCHKE, *Die geographische Erforschung des afrikanischen Kontinents von der ältesten Zeiten bis auf unsere Zeit*, Vienne, 1879. — PERHAM MARGERY et JACK SIMMONS, *African discovery : an anthropology of explorations*, 1957. — HEINRICH SCHIFFERS, *Wilder Erdteil Afrika : Das Abenteuer der grossen Forschungsreisen*, Athenäum Verlag, Francfort-Bonn, 1962, 425 p. — BERNARD DE VAULX, *En Afrique : cent mille ans d'exploration*, 1960. — S. R. WELCH, *Europe's discovery of South Africa*, 1935 et cinq volumes : I (1495-1521), II (1521-1557), III (1557-1580), IV (1581-1640), V (1641-1806) parus de 1949 à 1959 au Cap et à Johannesburg. — R. ZOLLNER, *Der schwarze Erdteil und seine Erforscher*, Bielefeld, 1874.

CHAPITRE XV ET XVI

L'IMPLANTATION EUROPÉENNE EN AFRIQUE AU XIXe SIÈCLE

Rares sont les ouvrages s'arrêtant à la Conférence de Berlin. C'est pourquoi nous avons regroupé la bibliographie des deux derniers chapitres :

Nous avons déjà dit l'importance des revues de géographie : Parmi celles-ci notons le *Bulletin de la société de Géographie de Paris*, le *Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris, la Revue de Géographie, les Annales géographiques, le Mouvement géographique, le Bulletin de la Société royale belge de Géographie.*

Pour l'Afrique parut un temps l'*Afrique explorée et civilisée* et surtout le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* qui, depuis sa création en 1890 jusqu'en 1960, date à laquelle il cessa de paraître, apporta sur toutes les questions africaines une information particulièrement précieuse.

Pour l'Allemagne les *Mitteilungen für Forschungreisenden und Gelehrten aus den deutschen Schutzgebieten* (Communications pour les explorateurs et savants des pays protégés allemands).

L'expansion coloniale dans son ensemble.

H. BRUNSCHWIG, *La colonisation française*, 1949. — J. DARCY, *France et Angleterre : cent ans de rivalité coloniale.* — LÉON DESCHAMPS, *Histoire de la question coloniale en France*, 1891. — M. DUBOIS, *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, 1895. — DUBOIS et TERRIER, *Un siècle d'expansion coloniale*, 1902 ; *La conquête de l'Afrique*, 1898. — GAFFAREL, *La politique coloniale de la France, de 1789 à 1830*, 1908. — J. GANIAGE, *L'expansion coloniale et les rivalités internationales*, 1964, cours à la Sorbonne SEDES, 3 vol. ronéo, 259 p. — WILLIAM GRESWELL, *The growth and administration of the british colonies (1837-1897)*, Londres, 1898. — Y. GUYOT, *Lettres sur la politique coloniale*, 1885. — GEORGES HARDY, *Histoire de la colonisation française*, 1931 ; *La politique coloniale et le partage de la terre aux XIXe et XXe siècles*, 1937, XVII + 499 p. — VINCENT HARLOW, *The founding of the second British Empire. I. Discovery and Revolution*, Londres, 1952. — J. L. DE LANESSAN, *L'expansion coloniale de la France*, 1886, 1016 p. ; *Afrique septentrionale* p. 1-112 ; *Afrique occidentale* 113-303 ; *Afrique orientale* 305-392. — P. LEGENDRE, *La conquête de la France africaine*, 1900. — PAUL LEROY-BEAULIEU, *De la colonisation chez les peuples modernes*, deux volumes de 538 et 725 p., cinquième édition revue et corrigée 1902. — CH. PATY DE THOZÉE, *Théorie de la colonisation au XIXe siècle et rôle de l'état dans le développement des colonies*, Bruxelles, 2 vol. 1901-1902. — J. B. Sealey, *Expansion of England*, 1883, tr. RAMBAUD et BAILLE, *L'expansion de l'Angleterre*, 1885. — CHRISTIAN SCHEFER, *La France moderne et le problème colonial (1815-1830)*, 1907. — RENÉ SÉDILLOT, *Histoire des colonisations*, 1958. — TRAMOND et REUSSNER, *Eléments d'Histoire maritime et coloniale contemporaine (1815-1914)*, 1924.

Les politiques européennes en Afrique au XIXe siècle.

PAUL ATGER, *La France en Côte d'Ivoire de 1843 à 1893. Cinquante ans d'hésitations politiques et commerciales*, Université de Dakar, 1962. — ERIC AXELSON, *The partition of Africa (1875-1891)*, SABC Johannesburg. — ADU BOAHEN, *Britain, the Sahara and the western Sudan*, Oxford, 1964, 268 p. — ABBÉ BOILAT, *Esquisses sénégalaises*, 1853. — A. BURDO, *Niger et Benoué*, 1880. — BOUET WILLAUMEZ, *Commerce et traite des noirs aux côtes*

occidentales d'Afrique, 1848. — H. A. C. Cairns, *Prélude to Imperialism. British reactions to Central african Society (1840-1890)*, Routledge et Kegan, Londres, 1965, 330 p. — Victor Deville, *La partage de l'Afrique*, 1898. — Hubert Deschamps, *Quinze ans de Gabon : Les débuts de l'établissement français (1839-1853)*, Société Française Histoire d'outre-mer, 156 p. 1965. — Onwuka Dike, *Trade and politics in the Niger delta*, Oxford, 1956. — A. H. Foote, *Africa and the american Flag*, New York, 1845. — John S. Galbraith, *Reluctant empire : British policy in the South african frontier (1834-1854)*, University of California Press, 1963. — Vera Hodge, *Imperial British East Africa Company*, Mac Millan, Londres, 1960. — Gaston Mary, *Précis Historique de la Colonisation française en Afrique occidentale*, 1937. — J. W. Macquarrie, *The reminiscences of Sir Walter Stanford*, Van Riebeck Society, Le Cap, 2 vol. 221 p. (1958) et 270 p. (1962). — Cdt Mattei, *Niger, Benoué, Dahomey*, Grenoble, 1890. — M. Monnier, *France noire*, 1894. — Roland Oliver, *Sir Harry Johnston and the Scramble for Africa*, 1957. — Alan Pim, *The financial and economic History of the African tropical territories*, Oxford, 1940. — Pierre Petrides, *Le Héros d'Adouairas Makonnen, prince d'Éthiopie*, Paris, 1963, 314 p. — Arthur Porter, *Creoledom*, Londres, 1963, 151 p. — B. Schnapper, *La politique et le Commerce français dans le golfe de Guinée de 1838 à 1871*, Mouton, 1962. — A. Verdier, *35 années de lutte aux colonies*, 1897. — Vigné d'Octon, *Journal d'un marin*, 1889 ; *Terre de mort*, 1892 ; *Siestes d'Afrique*, 1892 ; *La gloire du Sabre*, 1900. — P. R. Warhurst, *Anglo-portuguese relations in South-Central Africa (1890-1900)*, Longmans, 1962, 169 p.

Les impérialismes.

Victor Bérard, *L'Angleterre et l'impérialisme*, 1900. — Paul Gannay, *L'impérialisme économique et la grande industrie anglaise*, 1905. — Vladimir Halpérin, *Lord Milner et l'évolution de l'empire britannique*, 1950. — Rita Hinden, *Empire and after : a study of british imperial attitudes*, Londres 1949. — J. A. Hobson, *Imperialism, a study*, Londres, 1922 et 1932. — Ch. A. Julien, Bourgin, Crouzet et Renouvin, *Les politiques d'expansion impérialiste*, 1949. — Paul Knaplund, *Gladstone and Britains' imperial policy*, Londres 1927. — William Langer, *The Diplomacy of Imperialism (1890-1902)*, New York, 1935. — Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, 1952. — Robinson et Gallagher, *Africa and the Victorians* 1962. — A. Viallatte, *L'impérialisme économique et les relations internationales pendant le dernier demi-siècle (1870-1820)*, 1923. Sur l'expansion coloniale allemande se reporter au magistral Chéradame, à Brunschwig déjà cités et surtout à Ch. Andler, *Le Pangermanisme colonial sous Guillaume II*, 1916, 335 p.

La Conférence de Berlin (1884-1885).

Banning, *Le partage politique de l'Afrique depuis les transactions internationales les plus récentes (1885-1888)*. G. de Courcel, *L'influence de la Conférence de Berlin de 1885 sur le droit colonial intenational*, 1935. — Sybil Eyre Crowe, *The Berlin West African Conference (1884-85)*, 1942, 249 p. — Ch. Faure, *La conférence africaine de Berlin*, Genève 1885. — A. B. Keith, *The Belgian Congo and the Berlin Act*, Oxford 1919. — Georg König, *Die Berliner Kongo-Konferenz (1884-1885)*, Essen 1938.

La mission Marchand et Fachoda.

Baratier, *A travers l'Afrique*, 1910 ; *Au Congo*, 1913 ; *Vers le Nil*, 1923. — Braibant, *Félix Faure à l'Élysée*, Hachette, 1963. — R. de Caix, *Fa-*

choda, 1899. — CASTELLANI, *Vers le Nil français avec la mission Marchand*, 1897. — Dr EMILY, *Mission Marchand*, 1912. — GABRIEL HANOTAUX, *Le partage de l'Afrique : Fachoda*, 1909. — A. LEBON, *La mission Marchand*, *in* Revue des deux mondes, 1900. — CH. MICHEL, *Mission de Bonchamps: Vers Fachoda, à la rencontre de la mission Marchand*, 1900, 560 p. — M. MORPHY, *Le commandant Marchand et ses compagnons d'armes à travers l'Afrique* (1899-1900), 3 vol. — J. POIRIER, *De l'Oubangui à Fachoda. Marchand et la mission Congo Nil*, 1900.

L'affaire Voulet-Chanoine a justifié une très abondante littérature, notamment les livres du général JOALLAND, *Le drame de Donkori*, 1930. — Mme KLOBB, *A la recherche de Voulet*, 1931. — G. MEYNIER, *La mission Joalland-Meynier*, 1947.

Un seul ouvrage (probablement inspiré par le général Chanoine) prend la défense des deux officiers, ce sont les *Documents pour servir à l'Histoire de l'Afrique occidentale française* (*Correspondance du Capitaine Chanoine pendant l'expédition du Mossi et du Gourounsi. Correspondance de la mission d'Afrique centrale*), 302 p. + LXXIV pages d'annexes et deux cartes.

La destruction de l'empire de Rabah a donné lieu à plusieurs ouvrages : DUJARRIC, *La vie du sultan Rabah*, 1902. — LIPPERT, *Rabah*, Berlin, 1899. — VAN OPPENHEIM, *Rabah und das Tschadseegebiet*, Berlin, 1902. — FOUREAU, *D'Alger au Congo par le Tchad*, 1902.

Afrique du Nord

En ce qui concerne l'Algérie, nous ne pouvons que renvoyer au magistral ouvrage de CHARLES ANDRÉ JULIEN, *Histoire de l'Algérie contemporaine* qui contient une bibliographie très complète. On lira avec le plus grand profit le compte-rendu critique de XAVIER YACONO : *A propos d'un grand livre d'Histoire de l'Algérie*, Revue d'Histoire moderne et contemporaine, oct-déc. 1965, p. 271-286. Du même auteur, *Comment la France décida de rester en Algérie* (actes du Congrès international d'études nord-africaines), Cagliari, 1965, p. 1-19.

X. YACONO a lui-même consacré deux volumes à la colonisation des plaines du Chélif (De Lavigerie au confluent de la Mina), Alger 1955 (deux tomes 444 et 424 p.).

Pour la Tunisie, P. H. X. d'ESTOURNELLES de CONSTANT, *La Politique française en Tunisie. Le protectorat et ses origines*, Paris 1891.

Pour le Maroc, en dehors du livre de TERRASSE déjà cité, on se référera au livre de J. L. MIÈGE, *Le Maroc et l'Europe* (*1830-1894*), Paris 1961.

Explorations de l'Afrique 1880-1900

L. G. BINGER, *Du Niger au Golfe de Guinée*, 1892. — CAPELLO et IVENS, *De Angola à Contra Costa*, Lisbonne, 2 vol., 1886. — CARON, *De Saint-Louis au port de Tombouctou*, 1891. — GAETANO CASATI, *Dix années en Equatoria*, trad. Louis de Hessen, 1892, 498 p. — J. DYBOWSKI, *La route du Tchad, de Loango au Chari*, 1893. — R. E. FLEGEL, *Vom Niger-Benue, Briefe aus Afrika*, Leipzig, 1890. — ED. FOA, *De l'océan Indien à l'océan Atlantique*, 1900. — HOLUB, *Von der Kapstadt im Land der Mashkulumbe*, Vienne, 1889-1890, 2 vol. — V. GIRAUD, *Les lacs de l'Afrique équatoriale*, 1890. — V. GÖTZEN, *Durch Afrika von Ost nach West*, Berlin, 1895. — L. GUIRAL, *Le Congo français*, 1889. — HOURST, *Sur le Niger*, 1898.— JAIME, *De Koulikoro à Tombouctou*, 1890. — JUNKER, *Reisen in Afrika*, 3 vol., Vienne, Olmütz,' 1889-1892. — C. MAISTRE, *A travers l'Afrique centrale du Congo au*

Niger, 1895. — MECKLEMBURG (ADOLF FRIEDRICH DUC DE), *Ins Innerste Afrika*, Leipzig, 1909 ; *Vom Kongo zum Niger und Nil*, Leipzig, 1912. — MIZON, *En plein Soudan, Journal des voyages, 1892 ; Les royaumes foulbé du Soudan central*, 1895. — Cdt MONTEIL, *De Saint-Louis à Tripoli par le Tchad*, 1895. — MORGEN, *Durch Kamerun von Süd nach Nord*, Leipzig, 1893. — NOIROT, *A travers le Fouta Djalon et le Bambouk*, 1886. — NEY NAPOLÉON, *Conférence et lettres de P. Savorgnan de Brazza sur ses trois explorations dans l'Ouest africain de 1875 à 1886*, Paris, 1887. — OLIVIER DE SANDERVAL, *De l'Atlantique au Niger par le Fouta Djalon*, 1883. — *Le Kahel*, 1893. — CAPITAINE d'OLLONE, *De la Côte-d'Ivoire au Soudan et à la Guinée*, 1901. — PEROZ (CAPITAINE), *Au Soudan français*, 1889. — PETERS, *Au secours d'Emin Pacha (1889-1890)*, Paris, 1895, trad. J. GOUDAULT. — TOUTÉE, *Du Dahomé au Sahara*, 1899 ; *Dahomé, Niger, Touareg*, 1897. — DUCHESSE D'UZÈS, *Voyage de mon fils au Congo*, 1894. — A. VERDIER, *35 années de lutte aux colonies*, 1897. — VIARD, *Au bas Niger*, 1885. — VON WISSMANN, *Im Innersten Afrika*, Leipzig 1888 ; *Unter deutscher Flagge quer durch Afrika*, Berlin, 1889 ; *Meine zweite Durchquerung Aequatorial-afrikas*, Francfort-sur-l'Oder, 1890.

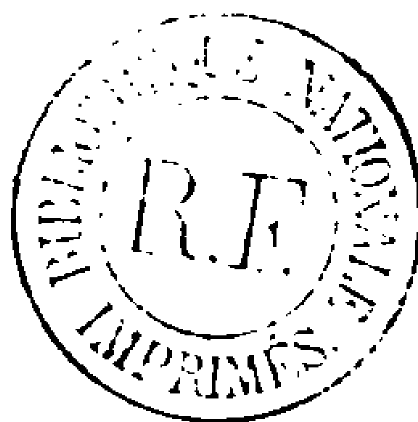


TABLE DES CARTES

1. Limites des sept provinces historiques............... 24-25
2. L'Afrique centre-australe avant 1830................ 34-35
3. L'Ouest de l'Afrique centre-australe aux XVI et XVII^e siècles.. 38-39
4. Le plateau rhodésien avant les Portugais 41
5. Pénétration portugaise dans le Sud-Est africain avant 1832 44-45
6. Histoire préeuropéenne des Bantou 104-105
7. La période hollandaise.............................. 116-117
8. Le grand Trek. Les migrations Ngouri et Sotho 125
9. Madagascar 139
10. Les trois régions historiques de l'Afrique de l'Est..... 149
11. Hypothèse hamitique (groupe Eastern Sudanic de Greenberg) 151
12. Le plateau interlacustre : archéologie et linguistique .. 157
13. Le plateau interlacustre : politique et commerce...... 167
14. Sennar, Éthiopie, pays des Somali 185
15 *a*. Le Soudan occidental (de Dakar à Kano) 220-221
15 *b*. — — 222-223
16. Soudan oriental 232-233
17. Voies commerciales du Soudan oriental.............. 237
18. La bande guinéenne................................. 270
19. La bande guinéenne du Niger la Volta 282-283
20. — — à l'Ouest de la Volta............ 286-287
21. Les explorations.................................... 477

(Cartes dessinées par André Leroux)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 7

CHAPITRE PREMIER. — LE TOURNANT DU XVI^e SIÈCLE 9

I. — Conséquences des événements survenus entre 1492 et 1518. 9

II. — Les nouvelles sources historiques 13
1° Les documents portugais 13
2° Les autres documents européens 14
3° Les sources islamiques après le XVI^e siècle 15
4° La tradition orale 15
5° Les disciplines complémentaires 17

III. — Spécificité de l'histoire africaine 18

PREMIÈRE PARTIE

L'AFRIQUE NOIRE PRÉCOLONIALE

INTRODUCTION. — DÉFINITION DE SEPT « PROVINCES HISTORIQUES » 23

CHAPITRE II. — L'AFRIQUE CENTRE-ÉQUATORIALE 28

CHAPITRE III. — L'AFRIQUE CENTRE-AUSTRALE 32

I. — Présentation 32

II. — Le royaume du Congo et ses voisins septentrionaux de la savane 33
1° Origine de la famille royale et premières tentatives portugaises (1491-1506) 40
2° Alfonso I^er le Grand (1506-1543) 46
3° Les successeurs d'Alfonso de 1543 à 1665 50
4° L'émiettement du royaume après Ambuila (1665) ... 52
5° Les royaumes de la savane au nord du fleuve Congo .. 57

III. — Les royaumes de l'Angola et leurs relations avec le Portugal 60
1° Le royaume de Dongo jusqu'à la fin du XVI^e siècle .. 61
2° Le royaume de l'Angola jusqu'en 1854 63
3° Le « royaume de Benguela » et les Ovimboundou 67
4° Les Imbangala de Cassange 68
5° Les Jaga 70

IV. — Le Monomotapa et les Portugais 71
La période pré-Monomotapa sur le plateau sud-rhodésien 75
Le « Grand Monomotapa » d'avant les Portugais (1440-1490) 78
Le petit Monomotapa ou royaume Karanga des Portugais (1505-1698) 80
Le royaume Boutwa et Zimbabwe 86

V. — La côte de l'actuel Mozambique et la pénétration portugaise vers l'intérieur jusqu'au XIX^e siècle 88

VI. — Les Maravi ou Malawi 92

VII. — Hégémonies Louba-Lounda : Loubaïsés et Loundaïsés 94

VIII. — La pénétration européenne dans le bassin du Zambèze 98

CHAPITRE IV. — L'AFRIQUE AUSTRALE 102

I. — Histoire africaine et histoire afrikaner 102

II. — Histoire préeuropéenne des Bantou 106
1° Les arguments linguistiques 107
2° Textes du XVI^e siècle et XVII^e siècle 108
3° Le contexte climatique et écologique 109
4° L'archéologie 110
5° Anciens textes portugais 114
6° Essai de schéma chronologique 115

III. — L'Afrique australe après l'arrivée des Européens ... 118
1° La période hollandaise (1652-1795) 118
2° La période 1795-1870 122
3° La période 1870-1902 131

CHAPITRE V. MADAGASCAR ET LES COMORES 136

I. — Madagascar 136

II. — Les Comores 145

CHAPITRE VI. — L'AFRIQUE DE L'EST 147

I. — L'hypothèse hamitique 150

II. — Les royaumes interlacustres 156
1° Le plateau interlacustre avant le XVI^e siècle 158
2° Le plateau interlacustre du XVI^e au XIX^e siècle 166
A. Les royaumes de l'Ouganda 166
B. Le Rwanda 174
C. Le Bouroundi 178

III. — La côte Est-Africaine (Tanzanie, Kenya et Somalie méridionale) 179
1° Bilan de la « Période portugaise » (1498-1698) 181
2° La côte entre 1698 et 1840 183
3° La période zanzibarite (1840-1884) 186

4° Activité politique européenne sur la côte (1840-1885) 189
5° Le sultanat de Zanzibar jusqu'au protectorat britannique et l'abolition de l'esclavage 190

IV. — L'intérieur (sauf la région interlacustre) 191
1° Avant 1840 191
2° Après 1840 193
A. Les mouvements de population 193
B. L'avancée des marchands de Zanzibar 194
C. Les incursions des Ngoni 199
D. La pénétration européenne 200

V. — L'Éthiopie 202
1° De 1500 à 1855 202
2° De 1855 à 1896 204
3° Le Kaffa et les royaumes Sidama 206

VI. — Les Somali 207

VII. — Le Sennar.............................. 212

CHAPITRE VII. — LA BANDE SAHÉLO-SOUDANAISE 216

PRÉSENTATION 216

I. — Le Soudan occidental (du Sénégal à Kano) au XVIe siècle 218
1° Le royaume de Gao 218
2° Le reste du Soudan occidental au XVIe siècle 229

II. — Le Soudan oriental (de Kano au Nil) au XVIe siècle .. 230
1° Le Bornou 230
2° Entre le Bornou et la vallée du Nil 234
3° A l'ouest du Bornou 235

III. — La bande Sahélo-Soudanaise au XVIIe et XVIIIe siècles 235
1° Les états haoussa 235
2° Le Soudan occidental aux XVIIe et XVIIIe siècles 238
A. La boucle du Niger jusqu'en 1660 239
B. Expansion des Touareg, des Bambara et des Peuls du Macina 240
C. La conversion des Peuls à l'Islam au XVIIIe siècle 241
D. La Mauritanie 243
3° Le Soudan oriental aux XVIIe et XVIIIe siècles 244

IV. — Le Soudan occidental et central de 1804 à la conquête coloniale 246
1° La révolte des Peuls du Gobir 246
2° Le réveil de l'islam au Soudan occidental........... 250

V. — Le Soudan oriental à partir de 1804 255
1° Du Bornou au Darfour jusqu'en 1881 255
2° Du Darfour à la mer Rouge avant 1821 258
3° La Turkiya (1821-1881) 260
4° L'état mahdiste du Soudan (1881-1898)............ 264
5° L'état péritchadien de Rabah 268

Chapitre VIII. — LA BANDE GUINÉENNE 269
I. — Peuplement de la bande guinéenne 269
II. — Origine des royaumes du Bénin 271
III. — Origine des Akan. Bégho. Le royaume de Bono-Mansou 276
IV. — De la découverte portugaise à 1700 279
1° Peuples et royaumes entre Niger et Volta 280
2° Peuples et royaumes entre Volta et Comoé 285
3° A l'ouest de la Comoé.......................... 290
V. — La bande guinéenne au XVIIIe siècle 290
1° De la rivière Cross à la rivière Forcados.......... 290
2° Le royaume de Bénin 291
3° Le royaume d'Oyo 292
4° Le royaume d'Abomey 292
5° Les groupements Adja-Evhé du Togo et du Ghana. 293
6° La confédération Achanti 293
7° Les Akans de Côte-d'Ivoire 296
VI. — La bande guinéenne au XIXe siècle 296
1° La Sierra Leone jusqu'en 1896 297
2° Le Liberia 299
3° La Côte-d'Ivoire 300
4° La Gold Coast jusqu'en 1901 301
5° La côte togolaise jusqu'en 1884................. 304
6° Le Dahomey jusqu'en 1894..................... 304
7° La « région ouest » du Nigéria jusqu'en 1897...... 307
A. La fin de l'empire d'Oyo (vers 1798-1837) et le siècle de guerres civiles Yorouba (vers 1820-1893) 307
B. Le royaume de Bénin 313
C. Le royaume Itsekiri de Warri 314
8° La région Est de Nigéria jusqu'en 1914 314

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre IX. — LES EUROPÉENS EN AFRIQUE NOIRE ET A MADAGASCAR (XVIe-XIXe SIÈCLES) 317
I. — Les Portugais en Afrique Noire................ 319
1° Les grandes lignes de la politique portugaise..... 319
2° L'administration coloniale portugaise avant 1800.. 323
II. — Les Hollandais en Afrique 330
1° Linéaments d'une politique coloniale néerlandaise sur les côtes africaines 331
2° Entreprises hollandaises sur la côte d'Afrique.... 331
3° La compagnie des Indes occidentales 332
4° La compagnie des Indes orientales et l'installation au Cap 334

III. — Les tentatives ouest-africaines du Grand Électeur de Brandebourg 337
IV. — Les Danois en Afrique occidentale 339
V. — Les Français en Afrique noire et à Madagascar .. 341
1° Escales et premières reconnaissances africaines et malgaches 341
2° L'évolution de la politique coloniale française de Richelieu à Napoléon 342
3° Les établissements français en Afrique occidentale. 346
4° Les Français dans l'océan Indien 352
VI. — Les Anglais en Afrique 357
1° Les bases économiques et l'organisation administrative 358
2° Les expéditions sur les côtes africaines 359
VII. — L'esclavage et la traite 360
1° Historique 361
2° Positions françaises 362
3° Positions anglaises 363
4° Importance du trafic 363
5° Les installations à terre 363
6° Guerres, interlopes et pactes de neutralité 364
7° La traite des esclaves et les sociétés africaines 366
8° Le chiffre des esclaves transportés 367

TROISIÈME PARTIE

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE (DU XVIe SIÈCLE A L'INTERVENTION EUROPÉENNE)

Chapitre X. — L'ÉGYPTE DU XVIe SIÈCLE A 1882 376
I. — L'Égypte du XVIe siècle à l'intervention de Bonaparte 376
1° Gouvernement de l'Égypte 377
2° Les événements d'Égypte entre le XVIe et le XVIIIe s. 380
II. — L'expédition d'Égypte (1798-1802) 383
1° La décadence de la Sublime Porte et les projets orientaux 384
2° Bonaparte en Égypte 385
3° Le proconsulat de Kléber 387
4° Menou Pacha et la fin de l'expédition d'Égypte 388
5° Les conséquences de l'expédition d'Égypte 389
III. — Méhémet Ali (1801-1849), fondateur de l'Égypte moderne 390
1° La tension entre Turcs et Mamlouks : les tentatives anglaises de conciliation 390
2° Méhémet Ali pacha d'Égypte 391
3° La politique extérieure de Méhémet Ali 397

IV. — Les successeurs de Méhémet Ali 400
1° Abbas le mauvais (1849-1854) 400
2° Mohamed Saïd (1854-1863), le souverain du canal.. 400
3° Ismaïl le magnifique (1863-1879)............... 401
4° Le Khédive Tewfik et les trois dernières années de l'Égypte autonome (1879-1882) 403

CHAPITRE XI. — L'ÉVOLUTION DU MAGHREB : DE L'INTERVENTION TURQUE A LA PERTE DES INDÉPENDANCES.......... 405
I. — La croisade africaine : les frères Barberousse et l'intervention turque 405
1° La croisade africaine 405
2° Les frères Barberousse et la genèse de l'intervention turque 406
3° Dragut et les côtes tunisiennes.................. 409
II. — La régence d'Alger depuis les frères Barberousse jusqu'au débarquement de Sidi Ferruch.............. 410
1° La période des beylerbeys (1516-1588) 410
2° La période des pachas triennaux (1588-1659) 414
3° La période des agha (1659-1671) 415
4° La période des deys (1671-1830) 416
III. — De la Régence de Tunis au protectorat français (1574-1881) 420
1° Du Pachalik au Beylik 420
2° La Tunisie Hoçainide jusqu'en 1835.............. 421
3° La période des réformes et de la diplomatie triangulaire 422
4° De l'intervention européenne au protectorat...... 423
IV. — Tripoli 424
1° Les quarante ans de garnison chrétienne.......... 424
2° Dragut, la souveraineté turque et l'oligarchie des Janissaires 424
3° Les Karamanli (1715-1835) 425
4° La domination turque (1835-1912) 426
V. — Le Maroc 427
1° Les Saadiens 427
2° Les Alaouites et l'œuvre des premiers sultans (1666-1822).. 430
3° Le Maroc entre la modernisation et les convoitises européennes 433

QUATRIÈME PARTIE

LES RAPPORTS DE L'EUROPE ET DE L'AFRIQUE AU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE XII. — ÉVOLUTION DE LA TRAITE AU XIX[e] SIÈCLE. 439
I. — Le mouvement d'idées 439
II. — Les mesures officielles prises par les gouvernements des pays impliqués dans la traite.................. 442

III. — Évolution de la traite sur la côte atlantique de l'Afrique 443
IV. — Évolution de la traite sur la côte orientale 444

CHAPITRE XIII. — LES MISSIONS CHRÉTIENNES DU XVIe AU XIXe siècle 446

I. — La mission catholique (évolution de la politique missionnaire européenne) 447
1° Le patronat portugais (1492-1622) 447
2° La Propagande 448
3° Le tournant décisif de 1659-1663 449
4° Les heures difficiles du XVIIIe et l'année 1773 449
5° Le réveil du XIXe siècle et les œuvres missionnaires. Propagation de la foi (1822), Sainte-Enfance (1843), Saint Pierre apôtre (1889) 450
6° Valeur de la papauté ; naissance et développement des sociétés missionnaires 451

II. — Missionnaires catholiques aux XVIIe et XVIIIe en Afrique 452
1° L'échec des Capucins dans la mouvance des compagnies sur la côte occidentale d'Afrique 453
2° La côte orientale 455
3° Les Jésuites portugais en Abyssinie 455
4° Les Lazaristes à Madagascar 455
5° Les tentatives françaises postérieures à la guerre de sept ans. Loango et Sénégal 456

III. — Missionnaires catholiques au XIXe siècle : l'époque du Renouveau 457
1° La mère Javouhey : La Réunion (encore île Bourbon) et le Sénégal 457
2° Les frères de Ploërmel et la « querelle des anciens et des modernes » 457
3° Les difficiles débuts du Vicariat des deux Guinées et les Spiritains 458
4° Madagascar et les Jésuites 459
5° Les Missions Africaines de Lyon et la bande guinéenne 459
6° La mission du Soudan et Daniel Comboni 459
7° Les Pères Blancs de Mgr Lavigerie 460

IV. — Le développement des missions protestantes en Europe 461
1° Zinzendorf, les frères Moraves, la S. P. G. et l'église réformée néerlandaise 462
2° L'essor anglais de la fin du XVIIIe siècle 463
3° La mission de Bâle et son influence sur les missions allemandes et françaises. Les missions scandinaves 464
4° Missions américaines 465

V. — L'action missionnaire protestante en Afrique 465
1° Afrique du Sud 466

2° La côte ouest-africaine 466
3° L'Afrique de l'Est 471

CHAPITRE XIV. — L'EXPLORATION DE L'AFRIQUE JUSQU'AU SCRAMBLE 474

I. — Le mouvement intellectuel : les idées et la connaissance de l'Afrique à la fin du XVIII[e] siècle 475
1° Le mouvement intellectuel du XVIII[e] siècle 475
2° Connaissance de l'Afrique au siècle des lumières.. 478
3° Importance de l'exploration de Bruce 479

II. — L'African Association et ses entreprises 480
1° Échec de Lucas et Ledyard 480
2° Premières lueurs sur le cours du Niger : Houghton et Mongo Park 481
3° Brown et Hornemann 482

III. — Les entreprises gouvernementales anglaises 483
1° Le second voyage de Park 483
2° Burckhardt 484
3° Le problème du Niger 484

IV. — Explorations françaises à partir du Sénégal 485

V. — La solution des problèmes du Niger et du Tchad. 486

VI. — Tombouctou la mystérieuse 487

VII. — Les explorations du milieu du siècle dans l'ouest africain 488
1° Explorations de Richardson, Overweg et Barth 488
2° Explorations françaises 490

VIII. — Explorations dans l'Afrique australe et orientale. 491
David Livingstone 491
1° En Afrique australe 491
2° David Livingstone : du lac Ngami aux sources du Nil 492
3° Explorations dans l'Afrique Centre-australe 493

IX. — L'Afrique du Nord-Est et les sources du Nil 494
1° Les sources du Nil : Burton, Speke, Grant, Baker.. 495
2° Explorations de Schweinfurth et de Giovanni Miani. 496
3° Explorations dans la corne de l'Afrique 497

X. — Les expéditions transafricaines : Cameron et Stanley 498

XI. — L'exploration du Gabon et du Bas-Congo : Savorgnan de Brazza 499

XII. — Prélude au scramble : de la conférence de Bruxelles au tournant de 1880 500
1° La conférence de géographie de Bruxelles 500
2° L'effort portugais : Serpa Pinto 502
3° L'expédition décisive de Brazza (1879-1881) 503
4° Explorations allemandes en Angola et au Congo.. 504
5° Madagascar 504

CHAPITRE XV. — L'IMPLANTATION POLITIQUE EUROPÉENNE EN AFRIQUE AU XIXe SIÈCLE (JUSQU'AU SCRAMBLE).......... 505
I. — Les origines de l'implantation politique européenne en Afrique au XIXe siècle 505
1° La ruée vers l'Asie et le Pacifique dans les trois premiers quarts du siècle 505
2° Les facteurs de l'implantation européenne........ 506
II. — Politique française en Afrique au XIXe siècle...... 511
1° Les Français au Sénégal et sur la côte occidentale d'Afrique 511
2° Conquête de l'Algérie 515
3° La côte orientale de l'Afrique 521
4° La Réunion (ci-devant île Bourbon) 522
5° Nossi-Bé et les Comores 523
III. La politique anglaise en Afrique au XIXe 524
1° La Côte orientale, Maurice et Zanzibar 524
2° Les établissements anglais de la Côte occidentale.. 526
IV. — La politique portugaise en Afrique.............. 528

CHAPITRE XVI. — CONQUÊTE ET PARTAGE DE L'AFRIQUE .. 531
I. — Les conditions du partage 531
1° Importance de la position des puissances européennes 532
2° Échanges et compensations 532
3° Les traités indigènes 533
II. — Le Scramble 534
1° Prélude à Berlin : les débuts du Scramble........ 534
2° Léopold II, le Comité d'études du Haut-Congo et l'association internationale du Congo 535
3° Revendications portugaises et reconnaissance de la capacité internationale de l'A. I. C............. 537
4° L'Allemagne et les colonies..................... 537
III. — La Conférence de Berlin 540
IV. — La réaction britannique : le duel anglo-allemand en Afrique australe et orientale 543
V. — Cecil Rhodes, les Portugais, Krüger et l'Angleterre. 547
1° Fin des rêves transafricains du Portugal 547
2° La lutte contre les Boërs 549
VI. — Évolution de l'Algérie et de la Tunisie.......... 549
VII. — La pénétration française au cœur de l'Afrique.... 551
1° L'occupation du Sahara 551
2° La marche vers le Soudan 551
3° L'encerclement des enclaves étrangères........... 551
4° Le rallye tchadien 552
5° Les limites de la future Afrique équatoriale française et Fachoda 553
VIII. — Les Anglais en Afrique occidentale 556
1° Nigéria 556
2° Gold-Coast 557
3° Sierra-Leone 557
4° Gambie... 557

IX. — L'expansion allemande au Togo et au Cameroun.. 558
X. — La colonisation italienne et le coup d'arrêt d'Adoua 558
XI. — Les positions françaises à Djibouti, en Éthiopie et à Madagascar................................ 559
XII. — Le difficile départ de l'EIC.................... 560
XIII. — Les explorations........................... 561
1. Dans l'Est de l'Afrique........................ 562
2. En Afrique Centrale........................ 563
3. Afrique du Sud-Ouest........................ 564
4. L'Afrique Occidentale et le Sahara................ 565
5. Madagascar................................ 566

Conclusion.................................... 567

Tableaux synchroniques.......................... 572-599

Bibliographie.................................. 601-625

Table des cartes............................... 627

Table des matières.............................. 629


R.F.

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
4 AVRIL 1966 SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE
BUSSIÈRE, SAINT-AMAND (CHER)

N° d'impression : 191.
Dépôt légal : 2e trimestre 1966
Imprimé en France

Déjà paru :

TOME I : DES ORIGINES AU XVIe SIÈCLE

« Cette synthèse commode à consulter, enrichie de tableaux chronologiques, d'une bibliographie détaillée par chapitres, est destinée à rendre de grands services par la clarté même de son exposition et la somme de détails peu connus en général qu'elle met à la disposition du grand public. »

Africa, Londres.

« Ce livre rendra de multiples services aux lecteurs de plus en plus nombreux qu'intéresse, plus encore que l'histoire indigène de l'Afrique, celle de ses rapports avec l'Occident. »

L'année sociologique.

« Une contribution capitale à la connaissance du passé africain. »

Afrique - Documents, Dakar.

« M. Cornevin a voulu présenter une histoire des peuples africains en fonction d'eux-mêmes et non en rapport avec telle ou telle nation d'Europe, rendre à la période précédant la colonisation européenne l'importance qui ne lui a pas été toujours reconnue, enfin rompre le compartimentage vertical des études qui a souvent été le résultat du partage politique de ce continent. »

Les Cahiers de Tunis.

« R. Cornevin renouvelle et la méthode et la connaissance de l'histoire de l'Afrique. »

Le Monde non-chrétien.

PAYOT, 106, boulevard Saint-Germain, PARIS

IMP. GROU-RADENEZ, 11, RUE DE SÈVRES, PARIS

50,00 F (+T.L.)